



John Adams  
Library.



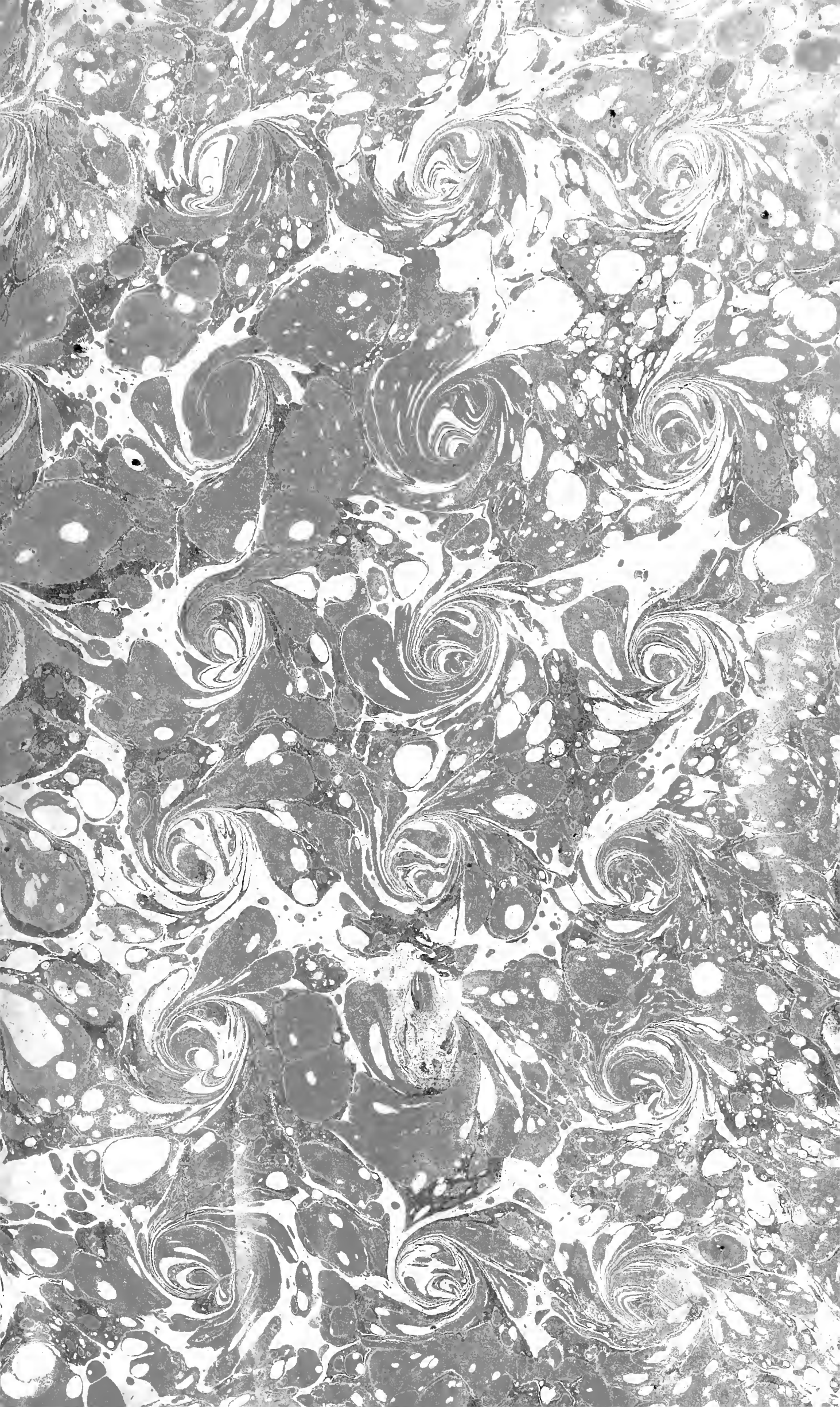
IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF NO.  
ADAMS

91.2  
v.2





D.41.4.2

Digitized by the Internet Archive  
in 2010





NEGOCIATIONS

S E C R E T E S

DE MUNSTER

ET

D'OSNABRUG.

TOME SECONDE.

EXHIBITION

IX

8

EXHIBITION

EXHIBITION

CORR

12

EXHIBITION

EXHIBITION



# NEGOCIATIONS

S E C R E T E S

## TOUCHANT LA PAIX DE MUNSTER ET D'OSNABRUG;

OU RECUEIL GENERAL

DES PRELIMINAIRES, INSTRUCTIONS, LETTRES  
Mémoires &c. concernant ces Négociations, depuis leur commencement en 1642.  
jusqu'à leur conclusion en 1648. Avec les Depêches de Mr. de VAUTORTE,  
& autres Pièces au sujet du même Traité jusqu'en 1654. inclusivement.

LE TOUT TIRE DES MANUSCRITS LES PLUS AUTHENTIQUES.

*Ouvrage absolument nécessaire à tous ceux qui se pourvoiront du*

CORPS DIPLOMATIQUE OU GRAND RECUEIL DES TRAITEZ DE PAIX,  
& d'autant plus utile aux Politiques & Négociateurs qu'il renferme le Fonde-  
ment du Droit Public.

T O M E S E C O N D ,

Où l'on trouve les Lettres, Mémoires & Instructions secretes de la Cour & des  
Plénipotentiaires de France pendant les Années 1644. & 1645.



A L A H A Y E,  
C H E Z J E A N N E A U L M E,  
M D C C X X V.



# T A B L E

## D E S

### P I E C E S

Contenues

D A N S C E T O M E I I.

*Le Chifre marque la page : les Lettres (a & b) la première  
& la seconde Partie.*

1644. 29. Fevrier.	<b>P</b> LEIN-POUVOIR des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. 197. a	au fujet des propositions de l'Electeur de Mayence. 7. a	1644.
18. Mars.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à la Reine.	LETTRE de Monsieur le Cardinal Mazarin à Messieurs d'Avaux & Servien. 7. a	Du même jour.
Du même jour.	Il lui donne avis de son arrivée à Munster ; des dispositions des Ennemis à la Paix ; & de ses démêlez avec les Bourguemestres de Munster. 3. a	Négociation du Duc de Bavière en France. Instructions aux Ambassadeurs à ce fujet. Ordre d'apuyer les Princes oposez à l'Empereur dans la Diète de Francfort. Le Duc de Lorraine traite de son accommodement avec la France. Réflexions sur la demande du Roi de Pologne. 9. a	Du même jour.
Du même jour.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à Monsieur de Brienne.	COPIE de deux billets écrits par le Sieur Roncalli à Monsieur le Cardinal Mazarin. 9. a	Du même jour.
25. Mars.	Détail de l'insulte faite aux Domestiques de Monsieur de Servien par les habitans de Munster. 4. a	Sur la demande du Roi de Pologne. Moyens de rendre le Grand Chancelier de Pologne devoué à la France. 11. a	14. Avril.
Du même jour.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à la Reine.	LETTRE de Monsieur le Cardinal Mazarin à Messieurs d'Avaux & Servien. 11. a	16. Avril.
Du même jour.	Réception de Monsieur d'Avaux. Procédé des Espagnols à l'égard du Nonce pour éviter de céder le rang. Leur discours fier. Mécontentement de l'Ambassadeur de Venise sur les cérémonies observées par Monsieur d'Avaux à son égard. 5. a	Pour leur recommander Monsieur le Prince de Wirtemberg. 14. a	
Du même jour.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à Monsieur le Cardinal Mazarin.	LETTRE de Monsieur le Cardinal Mazarin à Messieurs d'Avaux & Servien. 14. a	
Du même jour.	Les François soupçonnez de ne vouloir point la Paix. 7. a	Sortie de Monsieur de Bouillon hors du Royaume. 15. a	Du même jour.
1. Avril.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à Monsieur de Brienne.	LETTRE de Monsieur le Cardinal Mazarin à Messieurs d'Avaux & Servien. 15. a	
Du même jour.	Sur ses Dépêches. 189. a	Il approuve la conduite de Monsieur d'Avaux, & ses réflexions contenues dans sa Lettre du 1. Avril. Ordres au fujet du Cérémoniel. La France travaille à Rome en faveur du Nonce. Mémoire touchant l'Archiduc Léopold. 15. a	
2. Avril.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à la Reine.	LETTRE du Roi à Messieurs d'Avaux & Servien. 15. a	
Du même jour.	Il est fort content du Nonce. La bonne opinion qu'il a de lui, & ses soupçons contre Monsieur Contarini. Ses sentimens sur le Cérémoniel. Ses réflexions sur le dessein des Espagnols pour un accommodement particulier avec la France : & sur l'intention des Princes intéressez. 12. a	En faveur du Duc de Wirtemberg. 18. a	Du même jour.
Du même jour.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à Monsieur le Cardinal Mazarin.	LETTRE de Monsieur d'Avaux à Monsieur le Cardinal Mazarin. 18. a	
2. Avril.	Maladie de Monsieur Zapata Ambassadeur d'Espagne. 14. a	Sa Lettre circulaire aux Princes de l'Empire. Ses intelligences à la Diète de Francfort. Conduite de Torstenfon. Mort de Zapata. 18. a	Du même jour.
9. Avril.	LETTRE de Monsieur de Brienne à Monsieur d'Avaux.	LETTRE de la Reine à Messieurs d'Avaux & Servien. 18. a	
Du même jour.	La Paix d'Italie se fait à l'insu des Espagnols. Etat de la Guerre en France. 190. a	Elle est contente du Nonce. Elle demande les Avis de Messieurs d'Avaux & Servien sur le Cérémoniel. Divers Conseils qu'elle leur donne. 19. a	Du même jour.
Du même jour.	LETTRE de la Reine à Messieurs d'Avaux & Servien.	LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur de Brienne. 19. a	
Du même jour.	Elle approuve la conduite de Monsieur d'Avaux & la fermeté avec laquelle il maintient la préférence de la France sur l'Espagne. Elle loue la résolution des Ambassadeurs de convier tous les Princes de l'Empire de l'une & l'autre Religion de se rendre à l'Assemblée. Demande du Roi de Pologne à la Reine, qui diffère d'y répondre ; & pourquoi. Ordres	Prières publiques faites à Munster. Disputes sur le rang. Difficultez qu'on trouve aux Pleinspouvoirs d'Espagne. Entrevue avec les Suedois. Caractère d'Oxenstiern. Voyage	



# T A B L E

1644.	ge de Monsieur de la Thuillerie. Les Danois pressent l'Empereur de leur donner du secours. 21. a	Mr. de Brienne. 1644.
20. Avril.	LET TRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur le Cardinal Mazarin. Circonstances favorables pour la France. Différence entre un Plénipotentiaire & un Ambassadeur. Conduite de Saavedra en Suisse. Réflexions touchant les Médiateurs & les promesses de Roncalli. 37. a	Voyage de Monsieur de Saint Romain. 193. a LET TRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mr. Servien. 7. Mai
25. Avril.	LET TRE du Roi à Messieurs d'Avaux & Servien. Sur l'affaire des Prémontrés de Capenberg. 23. a	Sur l'affaire des Catholiques en Hollande. 193. a REPONSE de Mr. Servien à Mr. le Cardinal Mazarin. ... Mai
Du même jour.	LET TRE du Roi à Madame la Landgrave de Hesse. Sur le même sujet. 23. a LET TRE de Monsieur de Brienne à Messieurs d'Avaux & Servien. Le Roi est satisfait de leurs soins. Ordres sur les Pleinspouvoirs des Espagnols. Prétention des Suédois par rapport à l'égalité, rejetée. Réflexions sur les demandes du Portugal. Subside accordé à Madame la Landgrave. Recommandation en faveur du Prince de Wirtemberg. 24. a	LET TRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin. 194. a Ils se conformeront à ses avis au sujet du Roi de Pologne & du Duc de Bavière. 44. a LET TRE de Mrs. d'Avaux & Servien à la Reine. 13. Mai
Du même jour.	LET TRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur de Brienne. Leurs ordres communiquez à Monsieur Contarini, dont ce Médiateur est pleinement satisfait. Ils demandent les intentions de la Cour sur la conduite qu'ils doivent tenir avec la Savoye & la Hollande, au sujet du Cérémoniel. 27. a	Traité de la Suède avec le Prince de Transilvanie. Ambassade de l'Empereur à la Porte. Discours de Saavedra à Mr. Contarini. Le Roi de Dannemarck ne peut être Médiateur à Osnabrug. Déclaration des Ministres de France. Piccolomini arrêté en Angleterre. Emissaire de France arrêté à Vienne. 44. a LET TRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Du même jour
Du même jour.	MEMOIRE envoyé à la Cour. Les Espagnols se méfient du Nonce. Visites de Saavedra Ambassadeur d'Espagne. Contarini suspect aux Plénipotentiaires de France. 30. a	Prétentions des Etats Généraux. Affaire de la Landgrave. Affaire du Palatinat renvoyée à la Diète de Francfort & delà à Vienne. Dispositions de la Cour de France à l'égard de Ragotzki. 48. a ORDONNANCE du Roi portant Pouvoir à Mrs. les Plénipotentiaires de concerter avec ceux de l'Empereur & du Roi d'Espagne leurs Pouvoirs en meilleure forme. 39. a LET TRE de la Reine à Mrs. d'Avaux & Servien. Du même jour
Du même jour.	LET TRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur le Cardinal Mazarin. Conduite du Duc de Bavière, & comment on doit traiter avec lui. Discours touchant les intérêts de la France. Sentiment des Plénipotentiaires sur l'accommodement du Duc de Lorraine; la prière du Roi de Pologne, & le Grand-Chancelier de ce Royaume. 31. a	Ses ordres sur l'égalité & les Pleinspouvoirs. Commencement de Traité entre la Suède & le Dannemarck. 39. a MEMOIRE de la Cour sur la forme des Cérémonies qui doivent être observées à l'égard de tous les Ambassadeurs qui seront à Munster. 41. a LET TRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Du même jour
Du même jour.	LET TRE de Monsieur de Brienne à Messieurs d'Avaux & Servien. Sentiment sur les Pleinspouvoirs & le rang. Le Roi de Pologne prie la Reine d'être marraine de son enfant à naître. Réflexion à ce sujet. Affaire de Liège avec la Landgrave. La Ville de Colmar déchargée des Contributions. Affaires du Palatin. 191. a	Ordre sur la Paix du Nord. Affaire de la Religion en Hollande. 43. a LET TRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien. Du même jour
29. Avril.	LET TRE de Messieurs d'Avaux & Servien à la Reine. Leur irrésolution sur le Cérémoniel. Insuffisance des Pouvoirs des ennemis. Réflexions sur le refus du Comte d'Aversberg Plénipotentiaire de l'Empereur à Osnabrug de montrer son Pleinpouvoir. Mort de la Reine de Pologne. 33. a	Ce qu'il pense sur le Cérémoniel. Etat de la Guerre. 43. a LET TRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Du même jour
30. Avril.	LET TRE de Monsieur le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien. Il approuve leurs Réflexions sur les Pleinspouvoirs des Espagnols. Son idée sur une Négociation avec le Roi de Pologne & le Duc de Bavière. 26. a	Sur le Cérémoniel. Utilité des Traitez passez à la Haye. 196. a LET TRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. 21. Mai
Du même jour.	MEMOIRE envoyé par Mr. le Cardinal Mazarin. Touchant la Campagne de cette année. 27. a	Soupçons contre les Hollandois. Foiblesse des Ennemis en Italie. 50. a LET TRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Du même jour
Du même jour.	LET TRE de Mrs. d'Avaux & Servien à la Reine. Leurs plaintes contre les Hollandois. 38. a	La Paix ne s'avance pas. Soupçons contre les Impériaux. Procédé du Comte d'Aversberg. Résident de Suède à Munster, où arrive le Duc de Wirtemberg. 57. a LET TRE de la Reine à Mrs. d'Avaux & Servien. 28. Mai
6. Mai.	LET TRE de Mrs. d'Avaux & Servien à	Conduite de l'Empereur, des Suédois & des Danois. Il faut appuyer le Prince de Transilvanie. Puissance de la Maison d'Autriche suspecte. Mr. de Croissi envoyé à Ragotzki. Ordres à ce sujet. Torstenfon entré en Dannemarck. Rupture de la Négociation. Des ordres arrivez à Constantinople. Les Espagnols assiègent Lérida. 51. a LET TRE de la Reine à Mrs. d'Avaux & Servien. Du même jour
		En faveur du Ministre Portugais. 56. a LET-

# DES PIÈCES.

1644. *LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à la Reine.*  
Du même jour. Affaire du Cérémoniel. Effet de la Lettre Circulaire. Plaintes contre les Commissaires Impériaux. 58. a

*LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Du même jour. Sur le Cérémoniel. Le Dannemarck agréé la Médiation de la France. Le Prince Palatin offre de servir dans l'armée de France. Est remercié. Remises pour la Landgrave. 198. a

29. Mai. *LETTRE du Roi à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Au sujet du Ministre Portugais. 56. a

30. Mai. *LETTRE de la Reine à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Touchant Mr. de Bregy. 56. a

*LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Du même jour. Au sujet de Mr. de Bregy. 62. a

3. Juin. *LETTRE de Mr. Servien à Mr. de Brienne.*  
Sur ses démêlés avec Mr. d'Avaux. 199. a

4. Juin. *LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Sur Mr. de Bregy. 62. a

*LETTRE de Mr. Servien à Mr. de Brienne.*  
Du même jour. Sur la Négociation. 202. a

*LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Du même jour. Attentat contre Mr. de la Thuillerie. Bon effet des Lettres Circulaires. Touchant l'Empereur & la succession de Juliers. Affaires de la Catalogne. Des Pais-Bas. De la Landgrave. 202. a

14. Juin. *LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
On ne doit rien donner aux Suédois & pour-quoi. Voyage de Mr. de la Thuillerie. Cérémoniel. Réponse du Duc de Bavière. Prise du Fort Philippe. 62. a

*EXTRAIT de la Lettre du Duc de Bavière au Cardinal Grimaldi.*  
Du même jour. 64. a

*MEMOIRE qui contient les Raïsons qui doivent engager à procurer le mariage de la Reine de Suède avec le Roi de Pologne.*  
Du même jour. 64. a

*MEMOIRE sur les Instructions du Gentilhomme que le Roi doit envoyer en Pologne.*  
Du même jour. 67. a

18. Juin. *LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.*  
Leurs avis touchant Ragotski. Réponse aux Lettres Circulaires. Soupçons contre les Impériaux. Déclaration des Ministres de France. Projet d'une Ligue défensive en Westphalie. Prétentions de l'Ambassadeur de Portugal. Mr. de Rorté recommandé. 70. a

21. Juin. *LETTRE de Mr. Servien à Mr. de Brienne.*  
Ses craintes touchant Ragotski. Sentiment de Torstenfon à ce sujet. Cérémoniel. Visites des Médiateurs & du Résident de Suède, & ce qui s'est passé à cet égard. 72. a

25. Juin. *LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.*  
Cérémoniel. Entrevue avec les Suédois différée. Offres des Médiateurs. Réserves de la Landgrave. Magnificence des présens de l'Empereur au Turc. 74. a

*LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.*  
Du même jour. 204. a

2. Juillet. *LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.*  
Mr. Salvius arrive à Munster incognito. Affaire des Subsidés. 77. a

*LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.*  
Du même jour.

Leurs demandes pour Ragotski. Subsidés pour les Suédois. Conférence avec Mr. Salvius. Cérémoniel. Relation des Affaires publiques avec celles d'Allemagne. Mouvements des Députés de la Landgrave. 78. a

1644. *LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Du même jour. Affaires de la Guerre. Nécessité d'une Paix particulière entre la Suède & le Dannemarck. Délibération du Cercle de Westphalie. Desseins du Duc de Bavière sur Brisac. Affaires de Catalogne. Avantages des François pendant la Campagne. Paix d'Italie. 82. a

*LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Du même jour. Traduction de la Lettre Circulaire. Soins à cet égard. Ordres touchant les Princes d'Allemagne. Instances de la Landgrave. 85. a

*LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Du même jour. Réflexions sur le mariage du Roi de Pologne & sur l'Affaire de Dannemarck. Intelligence découverte. 86. a

9. Juillet. *LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.*  
Soins de la Cour sur le Cérémoniel envers les Hollandois. Artifices des Impériaux. Affaire des Députés de la Landgrave. Jonction des troupes de Lorraine à celles de France. Artifices des Espagnols à l'égard des Portugais. Affaires en Catalogne, en Flandre, en Luxembourg, & en Piémont. Précautions contre la Ligue du Cercle de Westphalie: & pour empêcher la rupture de la Landgrave & du Comte d'Oostfrise. 86. a

*LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.*  
Du même jour. Ils demandent le payement de leurs apointemens. 89. a

*LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.*  
Du même jour. La Ligue de Westphalie semble être assoupie. Affaire d'Oostfrise. Représentations à Mr. Salvius sur les grandes dépenses que fait la France. 90. a

*LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.*  
Du même jour. Subsidés pour la Suède. Plaintes de Mr. Salvius & de la France. Arrivée de Mr. de Bregy. 91. a

16. Juillet. *LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.*  
Subside pour Ragotski. Demandes des Suédois. Foiblesse de l'armée Impériale en Hongrie. Soins de la France à Constantinople. Nouvelles résolutions des Suédois touchant les remises. 93. a

*LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à la Reine.*  
Du même jour. Etat de la Négociation. Conduite des Impériaux à l'égard de la Paix. Sincérité de la part de la Reine. On est content de la conduite des Médiateurs. Caractère des Ministres de l'Empereur & d'Espagne. Affaire des Pleinspouvoirs. Détail des artifices des ennemis. Conquêtes de la France. Fermeté de la Landgrave. Union de la Savoye avec la France. Les Ambassadeurs de Suède menacent de se retirer de l'Assemblée. 94. a

*LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.*  
Du même jour. Affaires d'Oostfrise & de la Landgrave sont d'une grande conséquence pour les intérêts de la France. Soupçons contre les Etats Généraux. 98. a

*LET-*

# T A B L E

1644.	LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.	119. a	Prise de Lerida.	1644.
17. Juillet.	Avantages du Traité avec la Lorraine. Argent envoyé en Transilvanie. Remèdes contre les longueurs de la Négociation. Siège de Gravelines. Importance de cette Place. Situation des Flamans. Secours pour la Catalogne. Marche de Mr. de Turenne.	100. a	LETTRE de Mr. Servien à Mr. de Brienne.	Du même jour.
23. Juillet.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	102. a	Affaires d'Oostfrise. Du Cérémoniel. Du Subside aux Suédois. La desunion augmente parmi les deux Ministres François.	121. a
	Précautions qu'on doit prendre avec l'Archevêque de Brème, les Suédois & les Ennemis. Exploits des armées. Entreprise contre Sedan. Affaires de la Landgrave & du Comte d'Embsen.	102. a	LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.	15. Août.
Du même jour.	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.		Affaire d'Oostfrise. Inconstance du Duc de Lorraine. Promesses de l'Empereur au Roi de Pologne; dont le mariage se négocie en France.	124. a
	Leur entretien avec les Médiateurs. L'Empereur s'oppose à ce que les Princes de l'Empire envoient des Députés à l'Assemblée. Suite des affaires d'Oostfrise. Cérémoniel. Accommodement du Duc de Lorraine avec la France. Difficulté sur l'admission des Ministres de Portugal au Congrès. Remises faites à Mr. de la Thuillierie.	104. a	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	16. Août.
30. Juillet.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.		Progrès du Duc d'Anguien; & du Maréchal de Gassion. Affaire de la Landgrave. Victoire du Duc d'Anguien.	125. a
	Affaire de la Landgrave. Cérémoniel. Entreprisede Sedan découverte. Prise de Graveline. Commencement de Négociation avec l'Electeur de Mayence.	108. a	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	20. Août.
Du même jour.	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.		Défaite de l'armée Bavaroise. Affaire d'Oostfrise. L'Affaire du Cérémoniel se traitera à Paris. Mr. Stella renvoyé à Strasbourg. Secours pour l'armée de Catalogne.	126. a
	Subside pour les Suédois. Affaires de Ragotski & d'Oostfrise. Demandes du Roi de Danemarck à l'Empereur. Etat des armées de l'Empereur. Entremise du Roi de Pologne. Demandes de Ragotski.	110. a	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	27. Août.
Du même jour.	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.		Le Roi écrit à Torstenfon. Réflexions à ce sujet. Affaires de la Catalogne. De Transilvanie. Prétension du Palatin. Affaires de l'Angleterre. Du Nord. de l'Oostfrise. Demandes de l'Empereur aux Liégeois. Leur réponse. Affaires militaires du Rhin.	127. a
	Affaires d'Allemagne. Et d'Oostfrise. Fermeté de la Landgrave. Affaire de Ragotski. Remontrances aux Ministres Suédois.	111. a	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	Du même jour.
2. Août.	LETTRE du Roi à Mrs. d'Avaux & Servien.		Affaires d'Oostfrise. Plaintes contre les Hollandois. Soins pour la Guerre d'Allemagne. Pour entretenir l'union entre la Suède & le Danemarck. Affaires du Conclave. Et d'Angleterre.	206. a
	Pour les exhorter à déposer leurs animosités l'un contre l'autre.	114. a	LETTRE de la Reine à Mrs. d'Avaux & Servien.	3. Septembre.
6. Août.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.		Elle leur reproche leur mesintelligence. Affaires d'Oostfrise. Ordres donnez au Baron de Rorté & à l'armée de Flandre. Siège de Philipsbourg. Importance de cette Place. Affaires de Holstein. Prise du Port & du Fort de Tarragone. Siège de cette Ville.	129. a
	Pour leur recommander la bonne intelligence entr'eux. Confiance de la Reine à leur égard. Affaires de la Landgrave. Exploits en Flandre. Arrivée de la Reine d'Angleterre en Bretagne. Affaires d'Italie. Soupçons du Roi de Pologne.	114. a	LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.	Du même jour.
Du même jour.	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.		Sur leur desunion. Etat florissant de la France. Siège du Sas de Gand. Etat des Affaires en Allemagne. Affaires d'Oostfrise & des Suédois.	131. a
	Etat des Affaires. L'Empereur mécontent du Roi de Danemarck. Les Suédois demandent le payement de leurs subides. Effets de la Lettre Circulaire. Médiation de Pologne rejetée. Affaire d'Oostfrise.	116. a	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.	Du même jour.
10. Août.	LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.		Leur réconciliation. Seconde Lettre Circulaire aux Princes de l'Empire. Soupçons contre les Suédois. Affaire d'Oostfrise. Marche de Torstenfon vers la haute Allemagne.	132. a
	Pour les exhorter à la bonne intelligence. Affaire d'Oostfrise.	118. a	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.	Du même jour.
	LETTRE du Chancelier Oxenstiern à son fils, qui fait connoître les vues de la Suède sur la Pomeranie.	118. a	Mr. de Bregy part pour la Pologne. Affaire d'Oostfrise.	133. a
13. Août.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.		LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien au Roi.	Du même jour.
	Affaires des subides. Des démêlez de la Landgrave. Combat naval entre les Suédois & les Danois. Conférence du Roi de Danemarck avec le Ministre de France. Nouveaux de l'Empire. Et des armées. Mort du Pape. Scours envoyez aux Catalans. Cons-		Sur leur réunion.	134. a
			LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.	10. Septembre.
			Précautions qu'on doit prendre avant que de payer les subides aux Suédois. Affaire de Ragotski. Sentiment des Suédois sur la seconde Lettre Circulaire. Affaire de la Négociation. Mesintelligence entre les Imperiaux & les Danois.	134. a
			LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	17. Septembre.
			Prise de Philipsbourg. De Santia en Italie.	Re-



# D E S P I E C E S.

1644. Remarques sur le Traité des Suédois avec Ragotski. Craintes à son sujet. Affaire d'Oostfrise. Du Conclave. 136. a

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à la Reine. Sur leur réunion. Arrivée de Mr. de Bregy à Hambourg. Affaire de la Transilvanie. De l'Oostfrise. Disposition des Impériaux à la Paix. 137. a

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin. Leurs instances auprès de la Landgrave pour envoyer des troupes à Mr. le Duc d'Anguien. 139. a

24. Septemb. LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien. Il met tous ses soins à avoir une forte armée en Allemagne. Inconstance du Duc de Lorraine peu à craindre. Prise de Gravelines & du Sas de Gand. Colère de Mr. le Duc d'Orléans contre Mr. de Lorraine. Libelle contre les Lettres Circulaires. 140. a

Du même jour. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Spire, Worms, & autres Places reçoivent garnison Française. Succès en Allemagne. Affaires de Catalogne. Mayence se rend aux Français. 141. a

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Communication des Pouvoirs des Impériaux. Etat de la Négociation à Osnabrug. Incident fâcheux arrivé en Oostfrise. Réflexions à ce sujet. Préparatifs des Ennemis. 142. a

1. Octobre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Sur leur réconciliation. Réflexions sur la conduite des Suédois à l'égard de Ragotski. Plaintes des Impériaux touchant les Lettres Circulaires. Affaires du Dannemarck & du Commerce. Etat des armées. 204. a

1. Octobre. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Courier de France volé. Lettres ouvertes. Plaintes à ce sujet. Les Impériaux & les Espagnols consentent à la réformation des Pouvoirs. Longueurs de la Négociation à Osnabrug. Inquiétudes des Suédois. Mr. de Croissi envoyé en Transilvanie. Suite de l'incident d'Oostfrise. Projet des ennemis sur la Mozelle. 144. a

8. Octobre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Congrégation des affaires Ecclésiastiques de Catalogne établie à Paris. Prise de Landau & d'Alti. 146. a

Du même jour. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. La France souhaite la Paix. Accommodement entre la Suède & le Dannemarck. Difficultez dans l'affaire d'Oostfrise. La Cour est mécontente du Cardinal Barberin. 146. a

15. Octobre. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Craintes des Médiateurs. Le Nonce Chigi suspect aux Espagnols. Affaire du Prince Palatin. Affaire des Liégeois. 147. a

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin. Affaires d'Allemagne. De la Landgrave en Oostfrise. Préparatifs des Allemands. Réflexions sur la conduite du Duc de Lorraine. 151. a

1. Du même jour. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Avantages de la France. Difficultez pour l'2.

vancement de la Paix. Réflexions sur la conduite des Hollandois au sujet de l'affaire d'Oostfrise. Sur Ragotski. Sur le Portugal. Salamanca Ministre d'Espagne doit aller à Munster. Avantage des Espagnols en Catalogne. 152. a

16. Octobre. LETTRE de Mr. Bichi à Mr. le Cardinal Mazarin. On consulte le Grand-Duc sur l'envoi des Legats pour la Paix. Plaintes du Pape contre son Prédécesseur. 154. a

18. Octobre. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Autre Courier dévalisé. Craintes à ce sujet. Soupçons des Ennemis sur l'entrevue des Ministres de Suède avec ceux de France. Election du Pape. 155. a

22. Octobre. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Nouvelle forme des Pouvoirs de France ne satisfait ni les Impériaux ni les Espagnols. Réponse des Ministres François sur leurs plaintes. Le Nonce leur communique une Lettre du Duc de Bavière. Leur résolution là-dessus. 157. a

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin. Discours de Saavedra aux Médiateurs. Entrevue avec ces derniers touchant les Pouvoirs. 160. a

Du même jour. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Sur l'interception des Lettres. Plaintes & précaution à ce sujet. Réflexion sur la satisfaction de Ragotski. La France veut la Paix du Nord. Le Pape veut changer trois Nonces. Son Caractère. 160. a

29. Octobre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. L'Autorité de la Reine Régente est suffisante pour traiter avec les Ennemis. Dispositions du Pape. Du Nonce Chigi. De Contarini. Mauvais état de l'affaire d'Oostfrise. Les Liégeois demandent la neutralité. Pourquoi on ne répond pas à ceux de Cologne. 162. a

5. Novembre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. La France ne traitera point sans ses Alliez. Veut s'accommoder avec le Pape & abandonner le Cardinal Antoine. La Cour refuse de voir Salamanca. Le Dannemarck recherche l'Alliance du Roi. Affaire d'Oostfrise. 164. a

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Affaire des Couriers. De Transilvanie. Soupçons contre l'Archevêque de Mayence. Chigi refuse les offres des Espagnols. Convocation d'une nouvelle Diète de l'Empire. Caractère de Salamanca. Garantie du Roi entre la Suède & le Dannemarck. Progrès des Espagnols en Catalogne. Propositions de l'Electeur de Brandebourg. Intrigues des Ennemis à Rome. 166. a

12. Novembre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien. Ressentiment contre les Espagnols au sujet de l'Affaire des Couriers. On doit informer les Princes de l'Empire des demandes des Impériaux. Instance du Prince Palatin. Surseance en Oostfrise. Mort de la Reine d'Espagne. 170. a

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne. Affaire des Pouvoirs. Chicane des Espagnols. Plaintes des François. Dispositions favorables des Electeurs de Cologne & de Bavière. 171. a

\* \* \*

L E T

# T A B L E

1644. LETTRE de Mrs. de Brienne à Mr. d'Avaux & Servien.  
19. Novem-  
bre. Mr. de S. Chaumont révoqué de son Ambassade à Rome. Défaite des Danois. De l'Infanterie du Roi d'Angleterre. 175. a

Du même jour LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Grands préparatifs de guerre. Affaires d'Allemagne & d'Oostfrise. Instance du Duc de Bavière pour envoyer un Député. Artifices de Salamanca. Intention du Pape pour la Paix. Affaire des Pouvoirs. 176. a

26 Novem-  
bre. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
Réflexions sur la conduite de Mr. de St. Chaumont à Rome en faveur de Chigi. Intrigues des Espagnols à Rome. Affaire de la guerre. Ligue contre la Suède proposée en Pologne. Conférence avec Monsieur Salvius. 178. a

Du même jour. LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à la Reine.  
Accord avec les Impériaux & les Espagnols. 183. a

Du même jour. LETTRE de Monsieur de Brienne à Messieurs d'Avaux & Servien.  
La Cour veut terminer l'affaire d'Oostfrise. Sur le Prince de Transilvanie. Clause en faveur des Alliez dans les Pouvoirs des Impériaux & des Espagnols. Le Comte d'Harcourt envoyé en Catalogne. Pourquoi la France refuse soit secours à l'Electeur de Brandebourg. Lettre de ceux de Cologne à la Reine. 183. a

3. Décembre LETTRE de Monsieur de Brienne à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Instances du Portugal. Propositions épineuses des Etats. On parle d'une ligue en Italie. Réception de Monsieur de Bregi en Pologne. 187. a

9. Décembre LETTRE de Monsieur de Brienne à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Il les exhorte à se réunir. 188. a

1645. MEMOIRE du Roi à Messieurs les Plénipotentiaires.  
1. Janvier. Se plaint de la manière dont ils sont convenus de traiter. Ordre de s'en défaire. D'insister sur la venue des Etats de l'Empire. Affaire de Monsieur l'Electeur de Trèves. Leur méfintelligence blâmée. Préparatifs pour l'armée d'Allemagne. Soins du Duc de Bavière pour la Paix. Avis de la Cour sur la manière de traiter avec les Espagnols. Touchant le Cérémoniel par rapport à l'Evêque d'Ofnabrug, & les Etats Généraux. 3. b

4. Janvier. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Intrigue de la Suède en Angleterre. Changemens à la Cour. 8. b

6. Janvier. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Préparatifs pour la Campagne. Traité de la Maison d'Autriche avec les Grisons. 8. b

Du même jour. LETTRE à Monsieur Servien.  
On désapprouve sa conduite envers Monsieur d'Avaux. 10. b

Du même jour. LETTRE à Monsieur de St Romain. 10. b

Du même jour. LETTRE à Monsieur de Rorté.  
Affaire de Stralsund. Il est envoyé en Suède. 10. b

Du même jour. LETTRE à Monsieur d'Avaux.  
On lui donne quelque satisfaction sur ses démêlez avec Monsieur Servien. 11. b

7. Janvier. LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur de Brienne.  
Leur estime pour le Nonce. Mariage du Roi de Pologne. Leurs instances pour la venue des Etats de l'Empire. Mesures prises avec les Suédois. Lenteur des Alliez de la France. Conférence avec les Médiateurs.

Conduite du Duc de Bavière. Député de la Catalogne. 11. b

1645. LETTRE du Roi à Messieurs d'Avaux & Servien.  
9. Janvier. Monsieur d'Estrades envoyé en Hollande & pourquoi. 15. b

14. Janvier. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
On les exhorte à l'union. On se plaint des Médiateurs. Affaires des subsides aux Suédois. D'Italie. De la négociation entre la Suède & le Dannemarck. Recrues pour l'armée d'Allemagne. Affaire d'Oostfrise. Plaintes contre Monsieur d'Avaux. 15. b

LETTRE à Monsieur d'Avaux.  
Suites de la méfintelligence entre les Plénipotentiaires. Plaintes contre Monsieur d'Avaux. 17. b

LETTRE à Mr. Servien.  
Affaires d'Allemagne. Remarques sur la conduite d'Oxenstiern. Affaire d'Oxenstiern. Etat de la Suède. Plaintes contre les Médiateurs. 17. b

Du même jour. LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur le Cardinal Mazarin.  
Jalousie des Suédois contre le Duc de Bavière. Heureux état de la France. Proposition à faire aux Impériaux. Affaire des Pleins-pouvoirs. Désespoir des Flamans. Levées. Caractère de Monsieur Salvius. Division entre les Impériaux & les Espagnols. Affaires d'Italie. 19. b

Du même jour. LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur de Brienne.  
Ils demandent ses avis. Nouvelles d'Espagne. 25. b

21. Janvier. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Affaires de l'Empire. De l'Electeur de Trèves. Conduite de la France justifiée. Conduite des Médiateurs. De Salamanca. Affaires des Catalans & des Portugais. 26. b

Do même jour. MEMOIRE à Messieurs les Plénipotentiaires.  
L'Espagne réforme ses Pleins-pouvoirs. Cérémoniel. Commissions données à Monsieur d'Estrades. Sur les affaires de Pologne. Soins de la France pour conserver l'union avec la Suède; & pour abaisser la Maison d'Autriche. 29. b

LETTRE à Monsieur d'Avaux.  
Touchant son accommodement avec Monsieur Servien. 31. b

Do même jour. LETTRE à Monsieur Servien.  
Sur ses démêlez avec Monsieur d'Avaux. 32. b

Do même jour. LETTRE à Monsieur de Rorté.  
Au sujet de la Ville de Stralsund. 32. b

Do même jour. LETTRE à Monsieur de Saint Romain.  
Touchant les dissensions des Plénipotentiaires. La Cour le justifie des accusations de Monsieur Servien. 33. b

28. Janvier. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Cérémoniel pour les Princes de l'Empire. Les Etats Généraux. La Savoye. Affaire du Cardinal de Valence. 33. b

31. Janvier. LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur le Cardinal Mazarin.  
Ils louent la conduite du Nonce Chigi. 35. b

Do même jour. LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur de Brienne.  
Touchant leurs apointemens & leur augmentation. 35. b

4. Fevrier. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Affaires de Savoye. Passeports accordez aux Espagnols. Le Comte d'Oldembourg recherche l'amitié de la France. 36. b

# D E S P I E C E S.

1645. LETTRE à Monsieur d'Avaux.  
Du même jour. Sur son accommodement avec Monsieur Servien. 37. b

Du même jour. LETTRE à Monsieur Servien.  
On loue la conduite des Plénipotentiaires. 37. b

11. Février. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Levées de troupes en Hesse-Cassel. Cérémoniel. Refus des Hollandois à la France. Leur accommodement avec les Portugais. Celui du Duc de Parme avec les Espagnols. 38. b

Du même jour. LETTRE de Messieurs d'Avaux & Servien à Monsieur de Brienne.  
Reception de la Dépêche. 39. b

18. Février. LETTRE du Roi à Messieurs les Plénipotentiaires.  
Soins de la France pour la gloire des Hollandois. 40. b

Du même jour. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Ordres de la Cour en faveur du Comte de Nassau & de l'Evêque d'Osnabrug. Passeport pour le Marquis de Grana. On en refuse aux Supérieurs des Récollets de Munster. Affaire d'Oostfrise. Prétentions des Portugais. Catalans Sujets de la France. 40. b

26. Février. LETTRE à Messieurs d'Avaux & Servien.  
Sauvegardes accordées par la Cour. Instances des Portugais. 42. b

28. Février. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr de Brienne.  
Conférence avec les Ministres de Suède. Et avec quelques Députés de l'Empire. Les Suédois souhaitent la Paix. Affaires d'Angleterre. D'Oostfrise. Défauts dans les nouveaux Pleins-pouvoirs d'Espagne. Sentimens différens des Plénipotentiaires sur le tems de commencer la Négociation. Leurs écrits à ce sujet présentent aux Médiateurs. 43. b

4. Mars. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Affaires en Dannemarck. Le Cercle de Suabe député à l'Assemblée. 56. b

Du même jour. LETTRE à Mr. d'Avaux.  
La Cour condamne Monsieur Servien. Prétensions de Madame de Savoye. 57. b

Du même jour. LETTRE à Mr. Servien.  
Affaire des Députés Hanséatiques. Prétention de Monsieur Servien blâmée. 58. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
Bonnes intentions de la Landgrave. Affaires de Hollande. 58. b

10. Mars. LETTRE de Mr. l'Archevêque de Tarje.  
Au sujet d'une suspension d'armes. 76. b

11. Mars. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Bonne volonté du Pape. Qui refuse d'envoyer ses troupes contre Ragotski. Mouvements des Turcs. Affaire de Dannemarck. 59. b

Du même jour. LETTRE à Mr. de Rorté.  
Sur la defunion de Mrs. d'Avaux & Servien. 61. b

Du même jour. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
Affaires de la Landgrave, d'Oostfrise & des Levées. Conférence avec le Ministre de Bavière. Réflexions touchant le Ministre de Portugal. 61. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
Réponse des Impériaux à la proposition de la France. 64. b

13. Mars. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Leur division condamnée. Soins des Suédois pour élever le Parti Protestant. Soupçon sur leurs artifices. Affaires d'Angleterre. Et d'Oostfrise. Monsieur de Turenne blâmé. 64. b

T o m. II.

1645. LETTRE à Mr. de Rorté.  
Animosité entre Messieurs d'Avaux & Servien. 67. b

25. Mars. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Affaires des Portugais. Arrivée des Députés de Bavière à Munster. Complaisance des Médiateurs pour la France. Avantages remportés par le Général Torstenfon. Affaire de Spire. Siège de Rosés. Soupçons sur la conduite du Pape. 67. b

1. Avril. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Changement de quelques Ministres. Desordres à la Cour. 69. b

Du même jour. LETTRE à Mr. de Beauregard.  
Levées en Hesse. Victoire du Général Torstenfon. 71. b

5. Avril. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Sa Sainteté refuse tout secours à l'Empereur. 71. b

Du même jour. MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Copie d'une Lettre du Nonce à Madrid. Le Roi souhaite une Paix ou une Trêve de douze ans. Conditions de la Trêve. Offres du Duc de Bavière. On doit observer les Suédois. Affaires de Rome. Pour la liberté de l'Electeur de Trèves. Sur les Ambassadeurs de Portugal. Estime de la France pour Mrs. Oxenstiern. 72. b

Du même jour. LETTRE du Roi à Mr. d'Avaux.  
Il lui refuse son congé. 77. b

Du même jour. LETTRE à Mr. d'Avaux  
Pour le consoler. 77. b

6. Avril. MEMOIRE à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Concernant la harangue de Mr. d'Elstrades aux Etats Généraux. 78. b

Du même jour. LETTRE à Mr. Servien.  
Sur son animosité contre Mr. d'Avaux 79. b

15. Avril. LETTRE à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Touchant l'avancement de la Paix. 80. b

22. Avril. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
Affaire de la Religion. Conférence avec les Médiateurs. 245. b

28. Avril. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
L'Electeur de Trèves mis en pleine liberté. Sur le Portugal. 248. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.  
Sur la Négociation avec le Duc de Bavière. 250. b

29. Avril. LETTRE à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Soupçons sur un Mémoire de la Landgrave. Préjugés des Protestans. Mariage d'un Prince Palatin. 80. b

Du même jour. LETTRE à Mr. d'Avaux.  
Adresse des Suédois en Angleterre. Prétensions de Ragotski. 81. b

13. Mai. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
Conférences à Osnabrug avec les Suédois. Qui promettent de réformer leurs Pleins-pouvoirs. Sur la Négociation du Duc de Bavière. Leurs avis à cet égard. Arrivée des Ambassadeurs de Brandebourg. Cérémoniel à leur égard. Contestation sur le Saufconduit de Stralsund. 251. b

1. Juillet. LETTRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. d'Avaux & Servien.  
Il leur envoie le Mémoire du Roi. 82. b

Du même jour. MEMOIRE du Roi à M. de Longueville & à M. d'Avaux & Servien.  
Demandes de la France pour parvenir à une Paix générale. Il faut faire une longue Trêve avec l'Espagne. Et contenter la Suède. Le Duc de Bavière disposé à la Paix. Affaires

# T A B L E

1645.	faïres d'Italie.	82. b
Du même jour.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	
	Difficultez dans la négociation entre l'Espagne & la Suède. Affaires des levées en Allemagne. Pensions de la Landgrave. Affaire de Transilvanie. Affaires de Rome. Défaite des Espagnols en Catalogne. Etat des armées aux Pais-Bas.	84. b
4. Juillet.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	
	Arrivée du Duc de Longueville à Munster. Levée en Allemagne. Sur la Landgrave.	87. b
3. Juillet.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	
	Fermeté du Député de Brandebourg. Les Suédois veulent se séparer de l'armée Francoise. Affaires d'Angleterre. Et de Constantinople.	88. b
Du même jour.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	
	Affaire de l'Electeur de Trèves. Sur le mariage du Roi de Pologne. Arrivée de Penaranda à Munster.	89. b
15. Juillet.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. d'Avaux & Servien.	
	Victoires de la France. Secours promis aux Vénitiens contre le Turc.	90. b
	REPONSE des Plénipotentiaires au Memoire du Roi du 1. Juillet.	91. b
Du même jour.	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.	
	Conférence avec les Médiateurs. Soins du Duc de Longueville pour avancer la Négociation.	92. b
18. Juillet.	LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. le Cardinal Mazarin.	
	Affaires de la Paix. Soupçons contre l'Electeur de Trèves. Arrivée du Baron de Beck.	96. b
21. Juillet.	LETTRE de Mr. l'Archevêque de Trèves à la Reine.	
	Sur sa liberté. Ses demandes.	97. b
22. Juillet.	LETTRE de Mr. de Brienne. à Mrs. les Plénipotentiaires.	
	Progrès des armées de France. Touchant les Fiefs Impériaux. Sur le mariage du Roi de Pologne. Mouvements des Turcs. Ministre de Savoye suspect.	99. b
Du même jour.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	
	Résultat de leur Conférence avec les Alliez. Demandes de la Landgrave. Les Impériaux demandent des éclaircissements sur la proposition des François.	101. b
29. Juillet.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	
	Sage conduite des Plénipotentiaires. On leur laisse toute l'autorité. Electeur de Trèves. De Brandebourg. Soins pour ménager Ragotski. Levées en Allemagne. Subsidés envoyez à la Landgrave. La Duchesse d'Orléans accouche. Descente des Turcs en Candie.	103. b
Du même jour.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	
	Affaires militaires en Allemagne. Offres de faire des levées. Jalousie des Suédois au sujet du séjour des Députez de l'Empire à Munster. Bavière content de la France.	105. b
3. Août.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	
	Affaires de la Négociation. Puissance de la France. Etat de l'Espagne. Prise de Bourbon.	107. b

LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	1645. 5. Août.
Prétentions des Députez des Princes. Affaires militaires de Suède & de Dannemarck. Ragotski sur les confins d'Autriche. Plaintes contre les Suédois. Instructions pour traiter avec les Espagnols. Avantages des Turcs en Candie.	108. b
LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	Du même jour.
Soupçons contre Konigsmark. Etat de la Cour de Suède. De Savoye. Des Levées. Demandes des Plénipotentiaires à la Cour.	112. b
LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	12. Août.
Leurs réflexions sur le differend entre l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg. Sur Ragotski. Sur les Levées. Sur les Subsidés pour la Landgrave. Sur les Points dont ils doivent traiter avec les Suédois.	114. b
LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	16. Août.
Mariage proposé de l'Infante d'Espagne avec Louis XIV. Sur le Traité entre les deux Couronnes du Nord. Politique de la France.	119. b
LETTRE de la Reine à Mr. l'Archevêque de Trèves.	Du même jour.
Ordre aux Plénipotentiaires d'avoir soin de ses intérêts.	122. b
LETTRE du Roi à Mr. le Vicomte de Courval.	19. Août.
Touchant les levées.	122. b
LETTRE de Mr. le Tellier à Mrs. les Plénipotentiaires.	Du même jour.
Sur le même sujet.	123. b
LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	Du même jour.
Victoire du Duc d'Anguien. Prise de Nortlingue. Ressentiment de la Cour contre Madame de Savoye. Affaires d'Angleterre.	124. b
LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	Du même jour.
Plaintes contre le Général Konigsmark.	125. b
LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	25. Août.
LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	28. Août.
L'un deux part pour Osnabrug. Pourquoi. Remarques sur la conduite des Suédois. Prétentions du Collège Electoral. Et des Princes & des Villes. De la Suède.	127. b
MEMOIRE des Plénipotentiaires envoyé à la Cour.	Du même jour.
Leurs demandes sur la manière dont ils doivent traiter avec le Duc de Bavière.	130. b
MEMOIRE des Plénipotentiaires à Mr. le Cardinal Mazarin.	30. Août.]
Conférence avec les Bavaois. Leurs offres. Répliques de Mr. d'Avaux.	132. b
MEMOIRE du Maréchal de Grammont envoyé en Cour.	..... Août.]
Sur son entrevue avec le Duc de Bavière.	136. b
LETTRE de la Reine à Mrs. les Plénipotentiaires.	31. Août.]
Négociation de Bavière avec la France. Pouvoir donné aux Plénipotentiaires de la terminer.	137. b
LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	1. Septembre]
Prise de Bethune. Conclusion du Traité entre la Suède & le Dannemarck.	138. b



# D E S P I E C E S.

1645. MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Du même jour. Touchant la Négociation du Duc de Bavière. 139. b

9. Septembre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Sur l'affaire de Bavière. Des trois Evêchez. L'ordre de la Négociation. Prétentions de la France & de la Suède. Affaire d'Oostfrife. Du Parlement. Prise de la Motte. 141. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Artifices des Espagnols. Paix entre la Suède & le Dannemarck. Affaire des Levées. 144. b

15. Septem- bre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Demandes de l'Ambassadeur de Pologne. Pri- se d'Armentières. 146. b

16. Septem- bre. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à la Reine.  
Etat de la Négociation avec la Bavière. 147. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Affaire de Mr. de Benninghausen. Les Lié- geois envoient à Munster. 148. b

23. Septem- bre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Les Suédois traitent avec la Saxe à l'insu de la France. Levée du Siège d'Heilbron. Paix des deux Couronnes. 149. b

Du même jour. LETTRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiai- res.  
Avantages de l'accommodement de Bavière. Le Roi désapprouve quelques prétentions des Suédois. 150. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Leurs précautions dans l'affaire de Bavière. Be- nninghausen. Sa tête mise à prix. Levées en Hesse. 154. b

25. Septem- bre. LETTRE de Mr. d'Estrades à Mr. le Cardinal Mazarin.  
Sur le dessein des Espagnols de traiter séparé- ment avec les Hollandois. 155. b

30. Septem- bre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Affaire d'Oostfrife. Mariage du Roi de Polo- gne conclu. 156. b

Du même jour. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Soupçons sur l'accommodement de Ragotski avec l'Empereur. 157. b

Du même jour. MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiai- res.  
Causes de la levée du Siège de Heilbron. On souhaite l'Alliance du Dannemarck. Assu- rances de l'Ambassadeur de Pologne. Des- seins des Suédois & de la France. Prise de la Canée. Brigues de Madame de Chevreuse. 157. b

Du même jour. MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiai- res.  
Affaires de la Catalogne & du Roussillon. Ar- tifices des Espagnols. 160. b

1. Octobre. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Suite de la Négociation avec Bavière. Plain- tes contre les Députés de Mayence. 162. b

4. Octobre. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Négociation du Sr. d'Antonville. Conférence avec les Ambassadeurs de Bavière. 164. b

1645. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne. 7. Octobre.

Réflexions sur la conduite du Duc de Bavière. L'Empereur répond aux propositions de la France. Replique des François. Menaces du Duc de Lorraine contre l'Electeur de Trèves. 167. b

LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires. Du même jour.  
Levées en Dannemarck. Affaires d'Angleter- re. De Candie. D'Oostfrife. 169. b

MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiai- res. Du même jour.  
Plaintes faites à Venise contre Contarini. Affai- res militaires. Avantages en Catalogne. Af- faires d'Italie. Des Pais-Bas. 170. b

14. Octobre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Réflexions sur la conduite de l'Empereur. Des Electeurs de Bavière & de Mayence. Etat des armées aux Pais-Bas. Affaires d'Angle- terre. 172. b

Du même jour. MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiai- res.  
Sur la Négociation avec Bavière. Touchant l'Electeur de Mayence. Conduite du Prin- ce d'Orange. 174. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. d'Avaux & Servien à Mr. de Brienne.  
Voyage du Duc de Longueville à Osnabrug. De Mr. de Croissi à Constantinople. 176. b

Du même jour. RELATION de ce qui s'est passé en l'affaire du Sr. Herfent. 178. b

21. Octobre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
On remet à leur prudence la Négociation de Bavière. Antonville envoyé vers l'Electeur de Trèves. Siège d'Hulst. 179. b

Du même jour. MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiai- res.  
Affaires de Bavière. Plaintes contre Torsten- son & Konigsmark. Soupçons contre les Suédois. Ressentiment contre Madame de Savoye. Etat des armées en Allemagne. 181. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Sujets des Conférences du Duc de Longueville avec les Suédois à Osnabrug. 183. b

28. Octobre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Dernières intentions de la Cour sur Bavière. Religion en Hollande. Sauconduits pour les Ministres de Portugal. 187. b

Du même jour. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Visite des Impériaux, & sujet de leur entre- tien. Sur les entreprises du Pape contre la France. 189. b

4. Novem- bre. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Prétentions de la Suède. Conduite de Conta- rini. Les Barberins protégés par la France. Progrès des armes en Italie. 191. b

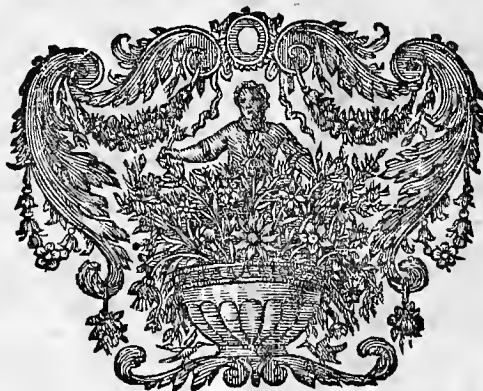
Du même jour. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Intentions de l'Electeur de Trèves. Réflexion sur la lenteur des Bavarois. 194. b

8. Novem- bre. LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.  
Entrevue de Mrs. Saavedra & Servien. 197. b

Du même jour. LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.  
Sur l'Electeur de Trèves. Plaintes du Nonce. Suc-

# TABLE DES PIÈCES.

1645.	Succession de Nevers adjudée au Duc de Mantoue.	199. b	MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiaires.	1645.
11. Novembre.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.		Affaire de la Religion à Hult. Admission des Députez de la Landgrave. Lenteur des Suédois. Sur la manière dont on doit traiter avec les Députez des Princes & Etats de l'Empire. Affaire de l'Electorat pour le Palatin. Affaires de Savoye.	Du même jour.
	Le Duc de Bavière ne veut qu'un Traité général. Plaintes de l'Electeur de Trêves. Méintelligence entre la Suède & Brandebourg.	201. b	MEMOIRE de M. le Cardinal Mazarin à Mrs. les Plénipotentiaires.	Du même jour.
Du même jour.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.		Craintes sur les Suédois. Mardyck surpris par les Espagnols.	
	Zèle du Roi pour la Paix. Les Impériaux demandent une nouvelle Trêve. Fermeté des Hollandois. Affaire des Barberins. Prise de Hult.	202. b	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	11. Décembre.
15. Novembre.	ECRIT communiqué à Mr. l'Ambassadeur de Venise qui est près du Roi.		Sur la Landgrave. Traité entre la France & l'Electeur de Trêves. Préentions cachées des Suédois. Ressentiment contre la Cour de Savoye.	
	Secours promis contre les Turcs. Sur le titre d'Altesse dû à Mr. le Duc de Longueville.	205. b	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	16. Décembre.
.....	DISCOURS fait de la part du Roi par Mr. le Chancelier à Mr. le Nonce Bagni.		L'arrivée de Trautmansdorff fait espérer la Paix. Traité entre la France & le Dannemarck. Affaires de Portugal.	
	Sur la conduite du Pape; & celle de la France.	206. b	MEMOIRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. les Plénipotentiaires.	22. Décembre.
18. Novembre.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.		Etat de l'Espagne. Conduite qu'il faut tenir avec les Médiateurs. Libelle contre la France. Cause des délais des Hollandois pour se rendre au Congrès.	
	Ce qui s'est passé aux Conférences avec les Impériaux, les Bavaois, & les Médiateurs. Arrivée de Mr. Salvius à Munster.	209. b	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	Du même jour.
22. Novembre.	MEMOIRE de Mr. le Cardinal Mazarin à Mrs. les Plénipotentiaires.		Le Duc de Savoye demande séance aux Diètes de l'Empire. Facilité des Impériaux pour les Protestans.	
	Menées de la Cour de Vienne pour s'accommoder avec les Suédois. Mesures à prendre à ce sujet.	211. b	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.	23. Décembre.
25. Novembre.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.		Utilité du Voyage de Mr. Servien à Osnabrug. Proposition des Hollandois pour une Trêve.	
	Sur l'Electeur de Trêves. Dissension entre les Provinces de Hollande & de Zélande.	216. b	MEMOIRE du Roi à Mrs. les Plénipotentiaires.	
2. Décembre.	LETTRE de Mr. de Brienne à Mrs. les Plénipotentiaires.		Méfiance des Espagnols pour le Duc de Bavière. Leur intelligence avec Rosenhan. Bruits qu'ils répandent contre la France. Préparatifs pour la Campagne prochaine. On doit refuser des Passeports au Duc de Lorraine. Fermeté des Hollandois.	
	Sujet de l'Audience de l'Ambassadeur de Venise auprès de Sa Majesté T. C. Prise de Trêves. La Cour est mécontente du Pape.	217. b	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.	30. Décembre.
Du même jour.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.		Conduite de Trautmansdorff. Leurs offices en faveur du Prince Edouard. Affaire du Prieuré de St. Pierre de Colmar.	
	Arrivée du Comte de Trautmansdorff. Expedient pour les Visites. Levées en Dannemarck.	219. b		
9. Décembre.	LETTRE de Mrs. les Plénipotentiaires à Mr. de Brienne.			
	Voyage de Mr. Servien à Osnabrug. Division entre les Suédois & les Députez de Brandebourg. Entre les Luthériens & les Calvinistes. Trautmansdorff visite les Plénipotentiaires.	221. b		



NEGOCIATIONS SECRETES  
TOUCHANT LA PAIX  
DE MUNSTER  
ET  
D'OSNABRUG  
CONTENANT  
LES LETTRES  
DE LA  
COUR DE FRANCE  
ECRITES A SES  
PLENIPOTENTIAIRES  
A MUNSTER,  
AVEC LES REPONSES DESDITS  
PLENIPOTENTIAIRES A LA COUR,  
EN MDCXLIV.

RECEIVED BY THE

OFFICE OF THE

1875

COURT DE LA

PROVINCE DE

QUEBEC

IN THE

OFFICE OF THE

CLERK OF THE

COURT

RECEIVED

BY THE

OFFICE OF THE

CLERK OF THE



NEGOCIATIONS SECRETES  
TOUCHANT LA PAIX  
DE MUNSTER ET D'OSNABRUG,  
CONTENANT  
LES LETTRES  
DE LA  
COUR DE FRANCE  
ECRITES A SES  
PLENIPOTENTIAIRES  
A MUNSTER,  
AVEC LES REPONSES DESDITS PLENIPO-  
TENTIAIRES A LA COUR EN MDC.XLIV.

MONSIEUR D'AVAU  
A LA REINE,

De Munster le 18. Mars 1644.

*Le Compliment fait de la part des Espagnols, fait assés voir que les Ennemis sont disposés à la Paix. Excuses d'un Plenipotentiaire Imperial, faites par Mr. Con-  
tarini. Compliment & excuses des Bourguemaitres de Munster. Le Comte les remercie, & il les blâme, & leur fait de grandes plaintes. Nouvelle injure de la part des Habitans.*

M A D A M E,

1644.



Je mets en tête la date de cette Lettre, comme la meilleure chose que je puisse écrire à votre Majesté, & dont elle attend l'avis il y a longtemps, que non-obstant la contrariété du vent, quand j'ai été sur la Zuidersee, & les difficultés du chariot, quand j'ai pris le chemin de terre, j'arrivai hier en cette Ville. Je faisais état, Madame, d'y entrer sans bruit cette première fois, afin d'avoir un jour ou deux, pour donner ordre à ma Maison, & pour laisser venir une partie de mon train qui n'aurait pu me suivre; mais la Courtoisie des Ambassadeurs de l'Empereur & du Roi d'Espagne a rompu mes mesures, ils ont eu si grand soin de me faire compliment, que sans avoir été avertis de mon arrivée, comme c'étoit l'ordre, ils m'ont envoyé leurs Carrosses à demi lieu d'ici, & m'ont fait plus d'honneur, ou du moins plutôt que je ne voulois. Ce cortège suivi de

Tom. II.

quantité de peuple, qui temoignoit beaucoup de joye, m'ôta la liberté de passer pour inconnu. J'estimai aussi, qu'il valoit mieux recevoir sur le champ les avances qui nous sont faites par les Ennemis, & ne leur pas donner à l'abord quelque sujet de défiance, que de pourvoir à ma commodité, ni à l'ostentation de mon équipage, qui sera vu tout entier en d'autres occasions.

Le Gouverneur de la Ville fut celui qui m'aborda le premier, & me salua de la part du Senat. Après lui, deux Gentilshommes du Comte de Nassau; auxquels succederent un Gentilhomme de Mr. Saavedra, un autre de Monsieur Zapata, le Secrétaire de Mr. l'Ambassadeur de Venise, & celui du Conseiller Brun. Je les nomme à votre Majesté en l'ordre auquel ils me parlerent tous séparément, & avec des Carrosses séparés, & différentes livrées. Je n'ai encore pu savoir, si ce fut à dessein, ou par mégarde que le Secrétaire de Venise s'entrejetta entre les gens du second & du troisième Plenipotentiaire d'Espagne; car

A 2

Mr.

1644.

Mr. Contarini nous a écrit à la Haye que le dit Sr. Brun avoit cette qualité aussi bien que les autres, & qu'on devoit rendre le même honneur à tous trois. Il n'y eut rien à désirer aux civilités qu'ils me firent; après m'avoir félicité de mon arrivée, & témoigné le désir de leurs Maîtres de me visiter bien-tôt, ils remonterent chacun dans son Carosse, & me vinrent accompagner céans, où ils n'oublièrent pas de réitérer leurs complimens.

Comme nous entrions dans la Ville on tira le Canon, toute la Garnison, comme aussi la Bourgeoisie, étoient sous les armes, & firent plusieurs Saluades, le peuple étoit en foule par les rues, les femmes aux fenêtres, & aux portes des Maisons, & mêmes les Ambassadeurs, qui ne se montroient qu'à demi. Je n'étois pas, Madame, en si mauvais ordre, que nous ne fussions une bonne heure à passer, mais il me manquoit trente chevaux; qui me viennent de Groningue, & autres choses pour faire voir quels sont les moindres Serveurs de votre Majesté, & que la guerre ne nous a point apauvri.

J'ai envoyé ce matin deux Gentilshommes à Mr. le Comte de Nassau, un à Mr. Saavedra, un à Mr. Zapata, un Secrétaire à Mr. Brun, & un autre à Mr. Contarini. Ils les ont remercié de ma part de leur Courtoisie, & m'en ont encore rendu de nouvelles, spécialement le Comte de Nassau, qui les a conduits jusques à la porte de la rue, avec mille protestations de son affection envers moi. Mr. Saavedra a dit à celui que je lui ai envoyé, que sur le bruit qui s'éleva hier, que je n'étois pas avec mon train, ils crurent que je voulois éviter leurs Complimens, parce qu'ils étoient bien assurés que j'y étois. On lui a répondu que cela n'auroit été que différé, & pour deux jours seulement. Il a reparti que si je fusse entré, sans qu'il eût rendu ce devoir au Roi Très-Christien, il ne seroit pas demeuré dans Munster, après y avoir commis une telle faute. En un mot, Madame, les Ennemis sont disposés à la Paix, ou bien il faut avouer que l'artifice dont ils se servent pour le faire croire, ne faudroit être plus exquis, ni plus complet.

Le Docteur Volmar, qui est aussi Plenipotentiaire de l'Empereur, ne m'ayant hier envoyé personne, je n'ai pas eu sujet aujourd'hui de le faire remercier; Monsieur Contarini m'a mandé avec grand soin, que c'est la faute des Gentilshommes du Comte de Nassau, lesquels s'étoient chargés de me parler au nom de leur Maître, & de ce Docteur; l'on m'a dit ailleurs qu'il n'a qu'un méchant Carosse à deux chevaux, & n'a point d'hommes auprès de lui, pour employer à une action de Cérémonie. J'ai crû, Madame, que votre Majesté ne desaprouveroit pas que je reçusse cette excuse par l'entremise du Médiateur, vu même que le Chef de l'Ambassade avoit satisfait abondamment à la Civilité, & ainsi j'ai fait faire compliment audit Sr. Volmar, sur ce que j'avois appris de son intention. Il l'a reçu avec plaisir, & s'est comme plaint des gens de Mr. le Comte de Nassau, & quand Mr. l'Ambassadeur de Venise a su que je ne m'étois pas arrêté à cette omission, il a témoigné d'en être fort aisé, & a dit beaucoup de choses à la décharge de ce Docteur.

Les Bourguemaîtres de cette Ville viennent de sortir de céans, où ils m'ont témoigné le respect qu'ils doivent à la France, & l'extrême besoin qu'ils ont de la Paix, & m'ont fait offre de tout ce qui dépend de leurs Charges; c'est le premier point de leur harangue, puis ils m'ont recommandé les intérêts de leur Ville, dans

les occasions qui s'en offriront, & ont conclu par des excuses d'un accident qui est arrivé à quelques-uns des Domestiques de Mr. Servien, lesquels sont venus lui préparer son logis: Sur ce propos, ils se sont loués de la conduite de mes gens qui sont ici depuis trois mois, & ont dit être bien informés de l'ordre que j'ai soutenu dans ma famille, pendant les autres Voyages que j'ai fait en Allemagne. Par là, Madame, ils ont voulu me prier honnêtement de continuer, s'imaginant que les François ont toujours l'épée à la main, & se fondant encore sur quelques relations, qui leur sont venues de la Haye, où, Dieu merci, ceux de ma suite ne sont point mêlés. Ils m'ont parlé Latin, & moi à eux, mais je ne me suis pas conformé à leur sens, comme à leur langage, car après avoir répondu civilement aux deux premiers points, je leur ai fait de grandes plaintes sur le troisième; ils estimoient peu de chose ce qui s'est passé, & je leur ai fait voir que c'est un crime contre le droit des gens, ils sont rudes en ce País, & fort mal affectionnés envers la France; c'est pourquoi il a été besoin de les civiliser, & instruire; pour les obliger du moins au respect, si on ne peut avoir leur amitié.

Ils ont reparti qu'ayant déjà su mon sentiment par Mr. de Saint Romain, ils ont fait emprisonner ce matin ceux que l'on accuse d'avoir commis l'insolence, ce qu'ils n'avoient point voulu faire jusques à présent; mais comme ils desiroient que je me contentasse de ce châtement, j'ai répondu ne pouvoir consentir à rien, sans Mr. Servien, qui fera ici dans peu de jours, & que cependant les Prisonniers ne doivent point être élargis. Les Médiateurs en sont demeurés d'accord, & m'ont laissé avec de nouveaux complimens de part & d'autre.

Je n'écrirai point à votre Majesté le détail de cette affaire, & de la querelle; cela se fera, plus convenablement avec Mr. de Brienne. Il me suffira de dire à votre Majesté que des gens de la plus basse Condition qui soient en cette Ville ont battu quelques Domestiques de Mr. de Servien, & les ayans poursuivis jusques dans leurs logis, ont même poussé la porte avec violence, & en jurant qu'il falloit tout tuer; c'est en cette dernière action qu'ils ont péché plus grièvement; car pour le surplus ils prétendent n'être pas les agresseurs. Je suis, &c.

Le Comte les remercie, il les blâme & leur fait de grandes plaintes.

Nouvelle injure de la part des habitants.

LETTRE

De Monsieur

D'AVAUUX

A Mr. de

BRIENNE.

Du 18. Mars 1644.

*Différent arrivé entre les Domestiques de Mr. Servien, & quelques Habitans de Munster. Les Habitans insultent aussi le logis de l'Ambassadeur de Venise.*

MONSIEUR,

J'E n'ai rien ajouté à la Dépeche ci-jointe, sinon le recit du différent, qui est survenu entre les gens de Mr. Servien, & quelques

Différent arrivé entre les Domestiques de Mr. Servien, & quelques habitants de Ha-Munster.

Le Compliment fait de la part des Espagnols, fait assés voir que les Ennemis sont disposés à la Paix.

Excuses d'un Plenipotentiaire Imperial, faites à Mr. Contarini.

Compliment & excuses des Bourguemaîtres de Munster.

1644.

Habitans de cette Ville, c'est que le Bourreau ayant accoutumé de passer quelques nuits par la rue, où le logis de Mr. Servien est situé, pour porter les ordures de la Ville; & les Domestiques de Mr. Servien ayant voulu éloigner cette infection de leur quartier, ils ont averti deux fois ledit Bourreau, qu'il eût à prendre un autre chemin, mais il ne l'a pas voulu faire, & il y a bien douze jours, qu'étant passé derechef par la même rue, les gens de Mr. Servien coururent après, & lui jetterent des pierres. Leurs menaces précédentes avoient mis ce Compagnon en garde, tellement que ces coups de pierre furent vivement repoussés par des coups de bâtons, dont l'un des Domestiques est demeuré huit jours au lit; jusques-là ce ne seroit pas grand' chose, si le Bourreau assisté de ses Valets, & de quelques Hallebardiers, qui faisoient la patrouille, non contents d'avoir attaqué trois hommes de Mr. Servien, n'en eût attaqué un quatrième, qui sortit de la Maison en chemise, & sans armes, pour essayer seulement d'y mettre ordre, & qui plus est, ils n'épargnerent pas même le logis de Mr. l'Ambassadeur de Venise, pousserent la porte ou les fenêtres basses avec grand effort en disant mille injures aux François. Cependant si je n'eusse témoigné du ressentiment de cette insolence, & que je n'eusse parlé haut au Magistrat de cette Ville, l'action auroit demeuré impunie, & Mr. l'Ambassadeur de Venise n'auroit su en tirer aucune raison; au contraire ces gens ici prétendoient avoir été offensés, & avoient fait de grandes plaintes audit Mr. Contarini, de ce que les gens de Mr. Servien avoient attaqué la garde de la Ville. Je suis &c.

Les Habitans insultent aussi le logis de l'Ambassadeur de Venise.

*Députation à Munster, il en donne la raison. Il s'abouchera avec les Plenipotentiaires de Suede.*

1644.

MADAME,

J'EUS l'honneur il y a huit jours de rendre compte à V. M. de mon arrivée à Munster & de la reception qu'on m'y avoit faite. Depuis cela, Madame, j'ai reçu & rendu les visites aux Ambassadeurs qui sont ici, & quand Monsieur le Nonce m'aura visité dans l'ordre qui se doit, comme je suis pressé assuré qu'il fera, toutes choses se feront passées avantageusement & selon mon desir pour l'honneur de la France.

Il donne part de sa reception.

Lors que ledit Sieur Nonce arriva en cette Ville, je fus averti que les Ambassadeurs d'Espagne avoient concerté avec ceux de l'Empereur d'envoyer à sa rencontre: cela m'obligea de faire monter Monsieur de Saint Romain à cheval avec vingt Gentilshommes, pour prendre garde que ceux que j'envoiois aussi tinssent par tout le rang qu'il convient. A un autre faison & en un autre lieu, j'en serois demeuré là, mais étant ici pour faire la paix, je fis donner avis à Monsieur Contarini que si quelques-uns vouloient prendre place entre l'Empereur & nous, ils seroient battus: il entendit à demi mot, & fit parler promptement aux Ambassadeurs d'Espagne, lesquels après quelques allées & venues chez le Comte de Nassau prirent l'expedient d'ignorer l'arrivée de Monsieur le Nonce.

Les Espagnols s'abstiennent d'envoyer à la rencontre du Nonce.

Il est vrai que l'entremise dudit Sieur Contarini fut soutenuë par plus de cent personnes que les Espagnols virent sortir de ceans, & qui alloient comme par curiosité voir l'entrée qu'on feroit au Nonce, qui ne fut abordé que de deux Gentilshommes qui étoient dans mon Carrosse.

De sorte, Madame, que les Ambassadeurs d'Espagne quitterent la partie, & que leurs Gentilshommes & leurs Carosses se separerent de ceux du Comte de Nassau.

Au sortir de la place du Dome, où nous sommes tous logez, les Imperiaux allerent hors de la Ville à la rencontre de Monsieur le Nonce, & les Espagnols l'allerent attendre à son logis, mon Carosse suivoit immédiatement celui du Comte de Nassau & toute la cérémonie.

Les Ministres Imperiaux vont recevoir le Nonce.

Le Secrétaire de Monsieur le Nonce me faisant compliment de sa part, m'a dit que les Ambassadeurs d'Espagne lui avoient fait faire excuse de ce qu'ils n'avoient point envoyé au devant de lui, comme ils auroient fait volontiers s'ils eussent été avertis à temps du jour de sa venue.

Les Ministres Espagnols firent faire leurs excuses au Nonce.

Aujourd'hui à l'Eglise il leur a fallu ruser en personne, & ceder à la vuë de tout le monde. J'avois été de bon matin ouïr la passion aux Capucins: ils ont crû sans doute que j'y assisterois aussi à la Messe, & sont venus de bonne foi dans l'Eglise Cathedrale du Dome qui est comme notre Paroisse à tous, mais comme ils étoient déjà entrez bien avant, ils m'ont aperçu, & sans hésiter ils ont fait tous trois une contremarche, & se sont retirez. Ils n'ont point salué, le pouvant faire fort commodément, & n'ont pas seulement flechi le genouil en aucun endroit de l'Eglise. Il n'est pas mauvais, Madame, qu'on les ait obligés d'abord à se mettre à la raison, & pour cet effet il étoit nécessaire d'être en bon équipage & d'avoir beau-

Ils cedent néanmoins le rang au Comte d'Avaux dans l'Eglise, en s'en retirant.

## L E T T R E

De Monsieur

D' A V A U X

A LA REINE.

Du 25 Mars 1644.

*Il donne part de sa reception. Les Espagnols s'abstiennent d'envoyer à la rencontre du Nonce. Les Ministres Imperiaux vont recevoir le Nonce. Les Ministres Espagnols firent faire leurs excuses au Nonce. Ils cedent néanmoins le rang au Comte d'Avaux dans l'Eglise, en s'en retirant. Visite des Imperiaux au Comte pleine de civilité. Celle des Espagnols a quelque chose de fier. Leur Discours. Les Espagnols recoivent la visite ensemble. Les Imperiaux de même. L'Ambassadeur de Venise est plus sur le cérémoniel. Eloge du Nonce. Il attend l'arrivée du Comte Servien pour entamer les affaires. Il souhaite qu'on invite les Princes & les Etats de l'Empire, de faire une*

1644.

coup de Monde: il y a cinq Ambassadeurs de la Maison d'Autriche, & il n'y en a qu'un seul de France, mais qui est malaisé à surprendre où il s'agit de la Dignité de Votre Majesté.

Vifite des  
Imperiaux au  
Comte pieux  
de civilite.

La Vifite que les Imperiaux m'ont faite a été pleine de civilité, & leur entretien très-pacifique. Ils ont remercié V. M. de ce qu'il lui a plu envoyer ici pour traiter de paix, & ont témoigné fatisfaction du choix de ma personne, comme étant connu en Allemagne.

Celle des  
Espagnols a  
quelque chose  
de fier.  
Leur Dif-  
cours.

Le Compliment des Espagnols a été plus réservé, & il y a eu auffi quelque chose de fier: ils ont parlé du bien qui reviendrait à la Chrétienté de la reconciliation de nos Rois, & pour témoigner qu'ils y entendraient volontiers, ils ont dit que ceux qui les ont attaquez n'étant plus au Monde, leur ressentiment étoit ôté, & que rien ne les oblige à faire la guerre au Roi qui n'étoit pas né alors, ni à Votre Majesté qui n'avoit aucune part aux affaires: mais si l'on veut que la paix soit de durée, il faut qu'elle soit juste. Ces dernieres paroles me donnerent fujet de repartir que pour être juste, il faut qu'un chacun ait le sien, & que la Justice est de rendre à chacun ce qui lui appartient: pour le surplus, Madame, je ne voulus pas le relever: il y a quatre Mois qu'ils nous attendent, ils font venus à ma rencontre, ils cedent en tous lieux.

Les Espa-  
gnols reçoivent  
la vifite  
enfemble.

Je n'ai pas estimé convenable de leur disputer encore la cause & le pretexte de cette bonne disposition qui paroît dans leur conduite: ils m'étoient venus visiter tous trois enfemble, & m'ont reçu auffi tous trois chez Monsieur Saa-vedra.

Les Impe-  
riaux de  
même.

L'Ambassa-  
deur de Ve-  
nife est plus  
fur le cere-  
moniel.

Les Ambassadeurs de l'Empereur en ont usé de la même forte, & tous paroissent contens. Il n'y a que Monsieur l'Ambassadeur de Venise qui trouve quelque chose à desirer dans la reception que je lui ai faite: je descendis cinq marches de l'escalier pour le recevoir, & puis en sortant je l'accompagnai jusques au pied de l'escalier: il restoit encore quatorze marches du Perron, & là étoit son Carosse. Il prétend que je dois aller plus avant à sa rencontre: la raison est que les Ambassadeurs de l'Empereur & du Roi d'Espagne lui font cette déference: c'est, Madame, ce que je ne fais pas: quoi qu'il en soit, j'ai fait répondre à Monsieur Contarini, qui a été Ambassadeur à Rome, qu'il fait bien comment les Ambassadeurs de France traitent avec ceux de Venise: ils les reçoivent au haut de l'escalier & les y laissent en les conduisant: il est vrai, Madame, que les Venitiens en font de même, mais comme cela est plutôt attribué à dépit & à incivilité qu'à une cérémonie bien mesurée, & que notre procédé marque quelque différence entre eux & les Ambassadeurs des Rois, ils s'efforcent de l'ôter. C'est la France qui leur a accordé les démonstrations d'honneurs qui se rendent aux Têtes Couronnées, mais avec la réserve qui se pratique à Rome: je l'ai remontré civilement à Monsieur Contarini lors qu'il m'en a parlé lui-même: il a répliqué que cela est bon à Rome, & que Messieurs de Chateaucuf & Bassompierre l'ont accompagné à son Carosse quand il étoit en Angleterre: enfin il veut être conduit par les Ambassadeurs du Roi, comme font ceux de l'Empire & d'Espagne, & laisse entendre assez clairement que sans cette égalité il ne pourroit pas nous voir.

Il ajoute qu'il n'auroit jamais attendu une telle mortification de Monsieur d'Avaux qui est extrêmement aimé de la République de Venise, & qui en a reçu tant de preuves de bienveillance. Je l'ai prié sur ce propos de m'excuser si je ne paiois pas mes dettes aux dépens du

Roi, & ne voulois point faire le liberal aux dépens d'autrui. C'est à vous, Madame, qui en avez maintenant l'administration, & qui les dispensez si judicieusement, à confiderer s'il est à propos en cette occasion de donner encore quelque chose à la République de Venise pour ne pas degouter l'un de nos Mediateurs, ou s'il vaut mieux tenir ferme pour arrêter le desordre & la confusion qui naîtront bientôt de ces prétensions de tous ces Princes Inferieurs.

1644.

Monsieur le Nonce m'a parlé avec beaucoup de respect pour la France, & qui plus est, Madame, il professe obligation à V. M. Il me semble que je suis déjà en bonne intelligence avec lui: nous fumes trois heures en conversation sans que je m'aperçusse qu'il eût envie de l'accourir.

Eloge du  
Nonce.

La commission qu'il a du Pape ne s'étend que jusques à l'arrivée de Monsieur le Cardinal Ginetti: il m'en a dit plusieurs fois, à quoi je répondis qu'on auroit toujours besoin ici de son entremise: il répondit que ledit Sieur Cardinal amenera d'autres Prelats pour cet Emploi.

Je croi, Madame, qu'il seroit bon de l'y maintenir par tous les moyens possibles, & même il seroit à desirer pour le service du Roi, & pour le succès de cette négociation qu'un Homme de son experience y fût le premier & principal Ministre du Saint Siège: ce n'est pas la première fois qu'en des occasions moins importantes, l'on a envoyé le Chapeau de Cardinal aux Nonces qui sont sur les lieux: je n'ai pas oublié d'en donner le goût à celui-ci, d'autant que cela ne peut nuire, & lie davantage la familiarité & l'affection.

Quant aux affaires j'attends Mr. Servien pour y donner commencement, & je ne ferai rien en son absence que ce qui ne se peut remettre. Monsieur Contarini ne juge pas que nous puissions beaucoup avancer cette Campagne, parce que les Espagnols se la promettent fort heureuse. Je me suis plaint de leurs artifices & de l'impatience qu'ils ont eue de notre venue, puis qu'ils ne nous veulent que pour nous amuser. Mr. Contarini m'a répondu que les Ambassadeurs d'Espagne ne disent rien de tel, mais que c'est son opinion & qu'il m'en parloit en confiance.

Il attend  
l'arrivée du  
C. Servien  
pour entamer  
les affaires.

Cependant, Madame, il est bien nécessaire de convier les Princes & Etats de l'Empire de députer à cette Assemblée; & de les autoriser contre l'Empereur qui les opprime, & qui veut leur ôter cette faculté au préjudice même des passeports qu'il a été obligé de leur accorder par convention faite avec le feu Roi: c'est la première chose que nous devons faire ici, & j'ai préparé une grande dépêche sur ce fujet, n'attendant plus que l'arrivée de Monsieur Servien pour la faire tenir à tous les Princes d'Allemagne, tant Catholiques que Protestans.

Il souhaite  
qu'on invite  
les Princes  
& Etats de  
l'Empire de  
faire une Dé-  
putation à  
Munster, il  
en donne la  
raison.

Nous devons aussi nous aboucher à trois lieues de cette Ville bientôt avec les Plenipotentiaires de Suede pour agir de concert dans la Négociation de la paix, & pour essayer de trouver les moyens d'accommoder le différend avec...

Il s'abouche-  
ra avec les  
Plenipoten-  
tiaires de  
Suede.

En tout cela Madame, je n'omettrai rien de ce qui peut dépendre de mes soins, & de quelque connoissance que j'ai des Hommes & des affaires de deçà: je supplie très-humblement Votre Majesté de le croire, & que je suis & serai toute ma vie, &c.

L E T.



1644.

## L E T T R E

De Monsieur

D' A V A U X

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 25. Mars 1644.

*Soupçons contre la France par rapport à la conclusion de la Paix.*

MONSEIGNEUR,

J'E n'ajoute rien à la Dépêche publique, si non ce qui doit être mis à part. Dans la visite que j'ai faite à Monsieur Contarini, il m'a dit confidemment que les Ambassadeurs d'Espagne tiennent pour assuré que la France ne veut point de Paix, mais seulement une longue Treve, & qu'ils lui ont montré des Lettres datées de Paris. J'ai reçu cet avis en me riant de l'adresse des Espagnols qui nous font déjà désirer & publieront bientôt que nous demandons ce qui est de leur plus secrète intention, en quoi nous n'avons aucune disposition.

Monsieur Contarini m'a répondu comme un Homme, qui croit la même chose qu'eux, & n'a tenu compte des raisons que j'ai apportées. Il est pourtant demeuré en suspens, & j'ai bien vu que je faisois impression sur son Esprit, quand je lui ai représenté le notable intérêt de la Couronne de Suede, & par conséquent celui de la France à ne pas faire une Treve de douze ou quinze ans, comme il m'avoit dit, d'autant qu'elle finiroit avec celle qui est entre la Suede & la Pologne, & qu'ainsi nous serions bien dépourvus de conseil, ou qu'il faudroit que nos affaires fussent en l'état que sont celles d'Espagne, si pour le respect de quelques années, nous voulions perdre le fruit d'une Alliance qui nous est présentement très-utile & qui seroit alors affoiblie & presque réduite à rien par la puissante diversion que feroient les Polonois.

J'ai essayé de savoir l'Auteur de cette Lettre. Monsieur Contarini dit que le nom lui en étoit caché, mais qu'elle porte que la Reine a jugé ne pouvoir pas restituer pendant la minorité du Roi tout ce qui a été conquis, & qu'ainsi Sa Majesté ne peut entendre qu'à une Treve. J'ai répondu que ce raisonnement vient sans doute de quelque bel Esprit qui en juge à sa mode, & que nos instructions y sont toutes contraires.

Il a encore hoché la tête, & ne peut se persuader qu'en ce point les Espagnols sont mal informez: il semble qu'il en ait aussi quelque avis, & quoi que tout cela soit sans fondement, je croi, Monseigneur, que vous nous ordonnerez de le détruire par notre conduite, & de faire connoître aux Ennemis & aux Médiateurs que nous voulons Paix ou Guerre; car les Ambassadeurs d'Espagne sont encore si artificieux qu'après nous avoir imputé le désir qu'ils ont d'une Treve, ils ont témoigné hardiment à Monsieur Contarini qu'ils n'en veulent point & font les mauvais.

Je n'ai pas manqué de m'enquérir doucement

des particularitez de l'avis qu'il a ci-devant donné à Mr. de Saint Romain touchant les brouilleries de France; mais il n'en sait pas plus qu'il m'a dit: il confirme seulement que les Espagnols espèrent fort de ce côté-là, comme s'ils y avoient quelque intelligence.

La Lettre ci-jointe de Monsieur le Nonce m'a été bien recommandée. Il a reçu très-agréablement ce que je lui ai témoigné de l'affection & de l'estime que V. E. a pour lui: il me semble que je l'ai laissé bien content de ce qu'il est Votre Serviteur: il m'a dit le premier comme V. E. avoit jetté les yeux sur lui pour la Nonciature de France, & il en parle avec des sentimens d'obligation.

Si le secret de notre Négociation est su de plusieurs personnes fidelles, il ne sera plus secret: quelque probité qu'aient les Hommes, ils n'ont pas tous la discretion & la taciturnité qui est nécessaire en telles matières. V. E. le voit par le premier article de cette Dépêche, & je la supplie très-humblement n'avoir point de désagrément de s'appliquer aux moïens de tenir caché ce qui sera de plus important. Je suis, &c.

L E T T R E  
DE LA REINE

A Messieurs

D' A V A U X

ET

S E R V I E N.

Ecritte à Paris le 9. Jour d'Avril, l'an 1644.

*Elle loue le soin de Monsieur d'Avaux pour conserver le rang, & la prérogative de la Couronne. Elle desire qu'il continue de même. Elle loue la moderation, & la fermeté avec laquelle il avoit été parler au Ministre du Roi Catholique. Elle fera tout son possible afin que le Nonce Chigi demeure seul comme premier Médiateur. Elle loue qu'on forme une Lettre Circulaire pour les Princes de l'Empire tant Catholiques que Protestans. Le Roi de Pologne desire qu'elle leve au Bâême l'Enfant que Dieu lui donneroit. Mais elle diffère son consentement jusques à ce qu'elle sache les intentions de la Reine de Suede. Elle remet à la prudence des Plenipotentiaires d'examiner une proposition faite par un Secrétaire de l'Electeur de Mayence.*

MESSIEURS, les Comtes d'Avaux & Servien,

Faisant réponse à la Lettre que l'un de vous m'a écrite de la Ville de Munster en date

Soupçons  
contre la  
France par  
rapport à la  
conclusion de  
la paix.

1644

1644.

Elle loue le soin de Mr. d'Avaux pour conserver le rang, & la Prerogative de la Couronne. Elle desire qu'il continué de même.

Elle loué la moderation & la fermeté avec laquelle il avoit été parlé au Ministre du Roi Catholique.

Elle fera tout son possible afin que le Nonce Chigi demeure seul comme premier Médiateur.

date du 25. du passé, qui me fut rendue le 6 du Courant, je l'adresse à tous deux en pouvant raisonnablement croire que celle ci vous trouvera assemblée, loiant par elle le soin que vous Sr. d'Avaux avez eu de conserver en diverses rencontres le rang & la dignité de cette Couronne. C'est assés m'expliquer que je desire que vous le continuiez, & que pour éviter divers mauvais accidens vous usiez de la même conduite, faisant entendre aux Médiateurs que je ne souffre rien entre l'Empereur & le Roi Monsieur mon fils, & que j'ai assés de peine à ceder le pas à un Prince dont l'Etat a été formé par un Roi de France, mais comme je me tiens dans les regles établies, que j'entens aussi que les autres les suivent. La prétention des Espagnols ne m'est pas inconnue, mais ils savent qu'elle a passé pour ridicule & qu'ils ont cherché des places pour se trouver au dessous des François, en quoi ils ont reconnu notre droit & simplement donné à connoître leur présomption. J'espère qu'ayant une fois pris un temperament pour conserver leur prétention sans attenter par voye de fait de me sortir de la possession qu'ils continueront, & qu'une chose que je tenois difficile à accommoder, & qui vous devoit retarder long tems, avant que d'ouvrir le Traité, se trouve vidée, eux-mêmes ayant laissé prendre un préjugé contre eux. Je ne doute point que le Nonce Chigi ne les ait loués, & qu'ils ne lui aient avoué ce qu'ils ont voulu celer au public; mais à l'égard de Contarini ils auront été plus retenus, lâchant que la Republique a des attachemens avec cette Couronne, que la grandeur de l'Empire, comme du Roi d'Espagne, leur est également suspecte. Je loue la moderation & la fermeté avec laquelle il a été parlé au Ministre du Roi Catholique. Je dis comme eux que je veux la paix pourvu qu'elle soit juste, c'est le seul moyen de la faire durer; mais non pas que je suis plus facile à m'y disposer pour n'avoir point commencé la guerre, ni en aucune part aux affaires lors de la rupture. Pour lors j'étois sous la Puissance du Roi Monseigneur; mais déclarée Regente, j'ai en main celle de l'Etat, & je suis ennemie de ceux qui envient sa grandeur & sa prospérité. J'ai succédé aux maximes comme à l'autorité du Roi. Qu'ils cherchent de meilleures raisons pour couvrir la nécessité qu'ils ont de s'acheter la Paix à laquelle j'avoue franchement que j'aspire comme au seul & unique bien que je veux procurer à l'Europe, mais je ne suis ni lassé de continuer la guerre, ni en état d'accepter que des conditions justes, & sans faire parade de mes forces, je les tiens en état de donner de la peur à l'Empereur & au Roi Catholique. S'il m'étoit permis de juger des succès par la grandeur des armées, j'augurerois que cette campagne seroit encore plus célèbre; mais comme les evenemens sont en la main de Dieu, j'en espère une fin heureuse, car c'est en lui que je fonde mes espérances, & non en la puissance, & en la multitude des gens desquels je me fers comme des moyens seconds sans y faire fondement. J'avoue, & si vous vous souvenez, je vous ai souvent écrit que l'entremise du Sieur Chigi m'étoit favorable, que j'étois persuadée de sa grande suffisance, & de son affection, & comme vous me le conseillez, je ferai tout mon possible qu'il demeure seul remplissant la première place de Médiateur, ou du moins qu'il soit continué dans l'emploi de la Paix générale, puis qu'en l'une comme en l'autre, il fera connoître sa suffisance, puisque par lui sera soutenu le faix de la Négocia-

tion, mais c'est une affaire qu'il faut tenir secreta, & s'il faisoit entendre à Rome que la fête est pour durer, que l'on le conjecture & que l'on le penetre des discours des Plenipotentiaires de l'Empereur & du Roi d'Espagne, cela contribueroit beaucoup pour lui, puisque la dépense seroit grande pour tenir un Legat longuement occupé, au lieu que celle de Nonce est bien moindre, & que l'un comme l'autre agissant de la part du Saint Siège seroit autant considéré. Je n'oublierai rien à faire qui tourne à son avantage, & vous l'en pouvez assurer. J'ai examiné la prétention de l'Ambassadeur Venitien, ses raisons & les vôtres, & je passe condamnation à son profit. Leur Republique a obtenu de la France tous les honneurs Royaux qu'ils reçoivent; si au commencement cela se devoit ou non, c'est ce qui n'est plus de question, la possession est le meilleur titre qu'on puisse alleguer pour cela; l'Empire & l'Espagne après avoir longuement contesté, ont suivi l'exemple, & présentement à Munster ils les en laissent en possession. Si vous continuiez à le traiter moins favorablement que les Ambassadeurs de ces Princes, il arriveroit de trois choses l'une, ou qu'il en concevroit du degout, ou vous l'aurez moins favorable dans le Traité, ou qu'il éviteroit de vous rendre des visites, & en recevoir de vous, dont vous jugez les consequences, & au moins prendroit parti de suivre l'exemple de Rome; où à la vérité l'Ambassadeur de cette Republique n'est reçu ni conduit qu'aux lieux que vous marquez, mais qui en use de la même sorte envers les Ambassadeurs de France. De maniere que pour obliger de plus en plus ce Senat, il faut accorder à leur Ministre ce qu'il demande, & je l'entens ainsi sur les fondemens qu'il a établi, & desire même que pour vous prevaloir de cette courtoisie vous lui fassiez entendre avoir eu ordre de lui rendre, avant que le Senat se soit plaint de votre difficulté, ni qu'il ait demandé de l'obtenir. Sans doute ledit Plenipotentiaire Venitien concevroit qu'après le présent que ledit Chigi remplit la place du premier Médiateur que vous jugez son entremise moins nécessaire, & cela le piqueroit d'autant plus; lequel, si bien à la vérité il n'a que la deuxième, occupe pourtant celle qu'il faut autant considérer, puis que l'impossibilité qui se trouve avec les Ministres du Pape, & ceux des Protestans de traiter ensemble augmente le pouvoir de celui-ci lequel sera bien insinué en leur esprit, que quand Dannemark voudroit reprendre la place & reculer celui-ci, il ne lairra d'y avoir toute l'Autorité & d'autant plus que quand bien la paix seroit faite entre ce Roi & la Reine de Suede, ils seront toujours opposés l'un à l'autre, & les adhérens & dépendans de cette Reine auront toujours suspecté l'entremise dudit Roi.

Je loue la résolution que vous avez prise de convier par vos Lettres les Princes de l'Empire tant Catholiques que Protestans de comparoître en l'Assemblée en personnes ou par Deputés, & plus ceux d'Autriche essayent de les en dissuader, plus vous les en devez presser; non seulement la regle des contrariétés qui est certaine nous y convie, mais le propre bien & c'est en moyennant un essentiel à la France que d'empêcher l'anéantissement de l'Autorité des Princes de l'Empire laquelle releveroit trop celle de l'Empereur. Il est juste qu'ils soient fournis à l'Empire, mais non à celui que les suffrages de quelques-uns d'entre eux élèvent à cette dignité. C'est par cette voye que les Rois de France ont toujours mar-

1644.

Elle loué qu'on forme une Lettre circulaire pour les Princes de l'Empire tant Catholiques que Protestans.

1644.

marché, & les Empereurs ont consenti que l'autorité fût bornée: Aussi leurs Constitutions permettent aux Princes tenans leurs États en fief de contracter des Alliances avec les Etrangers, & d'en accepter la protection; d'où il résulte qu'ils ne sont pas en une entière subjection. Pour conserver cet avantage, ils doivent faire part de l'Assemblée, & je me persuade que leurs intérêts, & vos raisons leur feront suivre ce chemin. Celui dans lequel je suis entrée, qui est celui qu'on nomme Royal, me porte à ne rien faire qui puisse donner de la jalousie à mes Alliés, & ma modestie souvent me pourroit être reprochée; mais je préfère ce qui est solide à ce qui pourroit être dit, & néanmoins je ne puis me résoudre à esconduire ceux qui me prient. Le Roi de Pologne, lequel est mon Cousin Germain, & qui a épousé notre commune Cousine qui nous est en même degré, se trouve en état de se voir Pere. Il desire que je leve au Bâteme l'Enfant que Dieu lui donnera, & m'en a fait rechercher. La parenté & le devoir de Chrétienne me pressent d'accepter ce que l'on m'offre. Il y a de l'incivilité à le refuser, & toutefois j'ai différé de donner ma résolution sans avoir pénétré ce qui sera du sentiment de la Reine de Suede & des Regens auxquels, par l'entremise de leurs Plenipotentiaires, vous ferez savoir l'état de cette affaire, & que pour m'y convier, le Roi non seulement m'a fait faire offre d'assistance, mais de déferer à mes conseils, & d'être résolu d'embrasser ceux de la Paix avec la Couronne de Suede, & d'observer inviolablement les Traités qui sont entre eux: qu'il fait que je dois préférer l'amitié de la Suede à la sienne, & que la trop grande puissance de la Maison d'Autriche soit abbatue; qu'il connoit bien que sa Maison en fera bien la première opprimée, & que le respect du sang ne les touche ni ne les meut; que l'intérêt de leur grandeur est leur seul Dieu, & qu'ils y sacrifient toutes choses. Vous ferez entendre aux dits Plenipotentiaires ce que je vous écris; leur ferez remarquer les paroles qui sont avancées, & les circonstances de l'affaire, & vous vous garderez bien de leur promettre que je ne ferai rien que ce qui leur agréera, afin que je demeure en ma liberté, & leur ferez valoir la déference dont j'use en leur endroit. Et certes je donnerois les mains à ce dont je suis privée, & me lairois persuader d'abord aux discours & aux Lettres du Roi de Pologne, n'étoit qu'il me semble qu'il m'offre trop. Mais quand son Ministre s'aperçoit que cela même donne du soupçon, il essaye de le lever, en faisant connoître que la Maison d'Autriche est formidable, & qu'ils y conçoivent sur sa mort des esperances de se mettre dans le Thrône de Pologne.

Je remets aussi à votre prudence, ayant examiné un avis que je vous ai donné d'une proposition qui m'a été faite par un Secrétaire Italien de l'Electeur de Mayence dépêché par son Neveu, dont les Peres ont été Pensionnaires de cette Couronne, si je dois prendre fiancé en lui; & il fera de votre prudence, en cas que vous le jugiez utile, de chercher des voyes de s'en faire assurer; & ce que vous lui promettez, je le ferai executer ponctuellement. Vous pourrés même vous prévaloir d'un voyage où il est destiné d'aller faire à la Cour de l'Empereur, d'où il promet de faire savoir ce qu'il découvrira de leurs desseins. Par Lettre de Liege du 19 Mars du dit Secrétaire j'ai eu avis de la destination à cet emploi, où vous pourrés lui donner de vos nouvelles selon qu'il les desire, ou il les attendra ensuite par quelqu'un qui vous soit affidé de Francfort ou de

H. TOM.

quelqu'autre Ville voisine. Vous pourrés faire traiter avec le Neveu dudit Archevesque, & vous ferez aussi savoir par voye audit Secrétaire, qui se nomme Angelo Antoine Octavian, l'Ordre que vous avés, & celui que vous prenés lui écrivant à cet effet à Liege, & donnant ordre bien préfix à celui que vous chargerés de votre Lettre de la lui bailler en main propre, en tirer réponse, ou la vous renvoyer, pource qu'il seroit à craindre qu'il en fut parti s'y étant impatienté, ou pour n'y laisser decouvrir qu'il y fût allé pour quelque dessein. Le mien est de profiter de tout ce qui peut être utile à cette Couronne, que prie Dieu qu'il vous ait, Messieurs les Comtes d'Avaux & Servien, en sa sainte garde.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs les

COMTES D'AVAUX

Et De

S E R V I E N.

A Paris ce 9 Avril. 1644.

*Le Duc de Baviere negocie en France par le moyen du Cardinal Grimaldi. Instruction aux Plenipotentiaires pour se conduire avec le Ministre que le Duc enverroir à l'Assemblée. On doit procurer dans la negociation les avantages de la France, à l'exemple des Espagnols. Il court à Paris le même bruit qu'à Munster, savoir que le Roi ne veut point la Paix, ce qui est opposé à la verité. Levées de Mr de Marsin. Contestations dans l'Assemblée de Francfort. La France est en traité avec le Duc Charles de Lorraine. Le Roi de Pologne demande de la Reine pour lever son enfant au Bâteme. Reflexions là-dessus. Il recommande que les dépêches soient écrites en chiffre.*

MESSIEURS,

Monsieur le Cardinal Grimaldi, a reçu deux dépêches de Monsieur le Duc de Baviere, par lesquelles il le prie instamment de témoigner ici, aux termes les plus efficaces qu'il sera possible, l'entière disposition qu'il a de continuer sincèrement de tout son pouvoir à conclurre un bon accommodement qui puisse enfin donner à la Chretienté le repos dont elle a si grand besoin, priant Monsieur le Cardinal Mazarin d'obtenir qu'on lui confie en quoi consistent les veritables obstacles qui se sont rencontrés jusques-ici dans cette affaire, & qu'on

Le Duc de Baviere negocie en France par le moyen du Cardinal Grimaldi.

B

lui

Le Roi de Pologne desire qu'elle leve au Bâteme l'Enfant que Dieu lui donneroit.

Mais elle differe son contentement jusques à ce qu'elle sache les intentions de la Reine de Suede.

Elle remet à la prudence des Plenipotentiaires d'examiner une proposition faite par un Secrétaire de l'Electeur de Mayence.



1644.

Instruction  
aux Plenipo-  
tentiaires  
pour se con-  
duire avec le  
Ministre que  
le Duc en-  
voyeroit à  
l'Assemblée.

lui dise librement de quelle façon il doit agir pour les faire éviter, promettant de s'y employer sans perte de tems avec sincérité & passion. Cette avance faite par un Prince du credit que vous savés, d'une prudence si consommée, qui agissant suivant des maximes qu'il a témoignées jusques à cette heure, ne peut avoir d'autre intérêt en Allemagne que ceux-là mêmes que nous avons, fait juger, comme j'ai toujours fait, vous en ayant déjà entretenu au long, que vous n'aurez peut-être point de pieces que vous puissiez employer dans le cours de votre Negociation plus avantageusement que celle-ci. C'est pourquoi il semble que vous deviez une application toute extraordinaire à gagner le Ministre que le Duc de Baviere enverra à l'Assemblée, & à lui faire bien comprendre, & à eux que nous n'avons autre chose à désirer en Allemagne que les Princes de l'Empire bien conseillez & raisonnans sans passion ne doivent eux-mêmes désirer les premiers; que nous n'y avons autres prétentions ni intérêt que d'être en état de les soutenir quand ils auront besoin, & d'empêcher qu'ils ne succombent sous la puissance qui les peut opprimer sans notre aide, & qui en a si souvent formé le dessein.

Que tout ce qui s'est passé entre cette Couronne & le Duc de Baviere n'empêche pas que le Roi ne l'aime, ne le considère, & ne lui procure toutes fortes d'avantages, quand il voudra de son côté être assés ami de ses propres intérêts pour ne pas les sacrifier à ceux de la Maison d'Autriche, & à leur discretion, ce qu'il n'a jamais voulu faire; n'y ayant constamment rien de plus important pour lui, & pour tous les Princes de l'Empire, que d'empêcher cette Maison d'abatre la liberté Germanique, de rendre l'Empire successif pour eux; disposer absolument de toutes choses, & convertir à leur avantage tous les intérêts des Princes de l'Empire; à quoi le Duc de Baviere, en beaucoup de rencontres, a résisté autant qu'il lui a été possible avec grande gloire; & les raisons étant à présent plus fortes que jamais, l'on a sujet de croire qu'il continuera à le faire, & fera alors tout ce qui lui sera insinué par les Ministres du Roi en un sujet où il a le principal intérêt. L'adresse & l'habileté du dit Duc de Baviere est assés connue, & s'il avançoit des Droits, l'exécution desquels ne fut pas à son profit, il faudroit avoir pour suspect tout ce qu'il promettrait. Mais il semble qu'il n'y a pas raison de croire qu'il nous veuille tromper quand il promettra ce qui lui convient. C'est à vous autres, Messieurs, de bien examiner celui qui vous entretiendra de sa part, & ses propositions qu'il vous fera, vous repliquant de nouveau que la personne du dit Duc bien menagée est la meilleure piece pour conduire à fin la negociation de la Paix avec l'avantage de cette Couronne, parce que les Espagnols qui défèrent beaucoup à son sens, & qui d'ailleurs craindroient de le dégouter, appréhendans, par les peurs qu'il peut leur en donner avec adresse, que la France ne fit un accommodement particulier avec l'Empire, ce qu'ils empêcheront toujours de tout leur pouvoir, connoissant bien quel préjudice recevraient leurs affaires si nous n'avions qu'à les démêler avec eux seuls, se rendront sans doute plus traitables & plus raisonnables dans les Conditions d'une Paix generale.

On doit  
procurer dans  
la negociation  
les avantages  
de la France,  
à l'exemple  
des Espa-  
gnols.

Il ne faudra pas aussi oublier quand il sera tems, de faire remarquer à l'Empereur, & aux Princes d'Allemagne, particulièrement celui-ci, l'injustice des Espagnols, lesquels, quand ils ont eu des avantages aux dernières guerres, n'ont jamais voulu entendre à aucun accord

qu'ils ne s'en conservassent l'entiere possession, & aujourd'hui après que nous avons soutenu si long-tems des dépenses si immenses pour les frais de la guerre à laquelle ils nous ont forcé par l'injustice de leur entreprise, particulièrement en celle contre le Duc de Mantouë qui n'avoit autre crime que celui d'être né François, peut-être seroient-ils deraisonnables pour prétendre que nous nous relâchions des avantages que nous avons acquis: en quoi il faut de notre côté vacquer, montrer tant de fermeté que l'Empire, qui a besoin & souhaite entierement le repos, connoissant l'impossibilité de la Paix generale par le peu d'équité des Espagnols qui ne se soucient guere de sacrifier l'Allemagne à leurs intérêts particuliers, pourra prendre resolution d'entendre à un accommodement particulier, & quoi qu'on ne se puisse vraisemblablement promettre de le voir réussir parce que les Espagnols se porteront à tout avant que de le souffrir, la seule negociation peut être fort utile pour les faire joindre & les mettre à la raison. Il me suffit de vous en avoir ouvert la pensée, remettant les moyens de l'exécution à votre adresse accoutumée.

Il court ici le même bruit que Monsieur Contarini a dit à Monsieur d'Avaux que l'on écrivoit de Paris que le Roi ne vouloit point la Paix, mais seulement une longue treve. Il ne faudra, s'il vous plaît, rien laisser en arriere par les raisons & les moyens que vous savez aussi bien que moi, pour deraciner cette créance, en sorte qu'il n'en reste rien dans l'esprit de ceux à qui nous avons à faire, ni des Mediateurs, jusques à protester que, si vous voyiez qu'il n'y eut d'esperance en l'Assemblée, que pour une suspension d'armes, & non pas pour la Paix, vous en partiriez dès l'heure même tous deux, n'y ayant rien qui puisse si fort faire venir les ennemis à la susdite suspension d'armes que de nous en croire extraordinairement éloignés. J'ai agi en cette conformité par deça, puisque j'ai parlé en ces termes en tous les rencontres, & aujourd'hui j'en ai entretenu au long, & avec de si fortes raisons, l'Ambassadeur de la Republique de Venise qui m'en a tenu quelques discours, que je n'ai pas seulement reconnu qu'il en étoit detrompé, mais persuadé du contraire en telle sorte que je suis certain qu'il en detrompera Monsieur Contarini.

Les levées de Monsieur de Marfin s'avancent fort, & seront prêtes à marcher le 20. Mai infailliblement au nombre de.... Mil Hommes de pied, & 13 à 14 cens chevaux. Je lui écris de tenir Correspondance avec vous, & de vous consulter sur les choses où il pourroit être en doute. Je vous prie de me mander où vous estimés que nous puissions les employer plus utilement eu égard à l'Allemagne, & au besoin de Madame la Landgrave.

Ledit Sieur Marfin me mande qu'il seroit bien à propos de negocier, si cela se pouvoit, que Koningsmark s'avancât d'un côté vers la dite Dame, & lui de l'autre; ce qui pourroit, avec les troupes qu'elle a déjà, former un corps bien considerable, & produire quelque bon effet. Sa Majesté vous remet d'examiner cette proposition, & de faire pour l'exécution ce que vous trouverez le plus à propos.

Le Sieur Potelin, Agent de Madame la Landgrave, vient de me donner avis qu'il y a de grandes contestations dans l'Assemblée de Francfort, sur le fait de la contribution de cent mois que l'Empereur demande, laquelle les Electeurs, horsmis celui de Brandebourg, ont accordé; mais que les autres Princes de l'Empire, & les Villes Imperiales y résistent. Il semble qu'il seroit bien à propos de les fortifier,

1644.

Il court à  
Paris le même  
bruit qu'à  
Munster, sa-  
voir que le  
Roi ne veut  
point la Paix,  
ce qui est op-  
posé à la  
vérité.

Levées de  
Monsieur de  
Marfin.

Contesta-  
tions dans  
l'Assemblée  
de Francfort.



1644.

fier, & de continuer dans ce refus; par les moyens que vous savez beaucoup mieux trouver qu'on ne peut les prescrire; & peut-être, ne seroit-il pas mal à propos d'y envoyer quelqu'un pour cet effet. Ledit Sieur Potelin ajoute, que les Suedois ont écrit aux Villes Imperiales, d'envoyer à l'Assemblée leurs Députés pour assister à ce qui se traitera, & représenter leurs intérêts, & que si nous en faisons autant, cela pourroit produire quelque bon effet, particulièrement si on les assuroit, qu'il ne fera rien conclu sans eux. C'est pourquoi je crois que vous ne devez point perdre de tems à faire toutes les diligences possibles pour les y convier, & parce que cela servira, ou à faciliter la conclusion de la Paix, ou à continuer la guerre avec avantage; mais particulièrement à faire connoître à tous ceux qui par l'artifice de nos Ennemis nous croyent éloignés de la Paix, & que nous agissons avec de mauvaises intentions, qu'elles ne peuvent être ici meilleures, ni plus portées au repos de la Chrétienté, au bien & au soulagement des Princes, des Villes, & de toutes les sortes de personnes qui sont dans l'Empire. Nous sommes en Traité avec le Duc Charles, pour son accommodement avec cette Couronne; il a fait faire par deça tant de protestations de s'y vouloir unir inséparablement, que la Reine s'est disposée à l'éprouver, bien entendu qu'on ne lui rendra aucunes Places, & que l'on remettra seulement les choses au Traité de Paris, ne lui ôtant pas pourtant l'esperance, selon les services qu'il rendra, que la Reine ne lui fasse de plus grandes grâces à l'avenir, si l'affaire se conclut, dont nous serons bientôt éclaircis. Nous retirerons un grand avantage de pouvoir se servir presentement des Troupes de ce Prince, qui sont fort bonnes & fort aguerries. Et avec l'armée de Monsieur le Maréchal de Turenne, les levées de Marfin, & ce que Madame la Landgrave a en Allemagne, nous donnerons bien à penser aux Ennemis, dans le besoin qu'ils ont de diviser leurs forces, pour secourir le Roi de Danemarck, pour s'opposer à Ragotzi, & en tant d'autres endroits, où il faut nécessairement qu'ils en aient.

La France est  
en Traité avec  
le Duc Char-  
les de Lot-  
rairie.

Vous apprendrez, par la dépêche de Monsieur le Comte de Brienne, la priere que fait le Roi de Pologne à la Reine, de vouloir tenir en baptême l'Enfant qui naîtra bientôt, de la grossefesse de la Reine de Pologne. Ce peut être un artifice de l'Espagne pour former toujours des méfiances, & des jalousies entre nous & la Suede, & néanmoins tout le Conseil d'un avis a jugé, que la Reine ne pouvoit honnêtement s'en excuser, à moins d'une déclaration ouverte, que l'on doit éviter. On a pourtant résolu de vous en donner part, afin que, s'il est nécessaire, vous en disiez un mot sur les lieux aux Ministres de Suede, & leur fassiez comprendre l'artifice de nos ennemis, les rendant aussi capables des raisons, qui nous ont empêché d'en pouvoir user autrement. Je vous adresse la Copie des deux Billets, que j'ai reçus à ce sujet du Sieur Roncali, qui est ici de la part du Roi de Pologne; il proteste toujours que ce Royaume ne..... point dans les conjonctures présentes, & veut qu'on croye que le principal motif de cette résolution est, parce que le Roi de Pologne, qui veut lier entièrement amitié & intérêt avec la France, connoît bien que nous recevrons le contrecoup de cette rupture, & il ne veut pas nous payer si mal de la peine que nous avons prise, en moyennant entre eux la suspension d'armes.

1644.

Le Roi de  
Pologne de-  
mande la  
Reine pour  
lever son  
Enfant au  
baptême.  
Reflexions  
là-dessus.

J'ai remarqué qu'aux Dépêches que vous nous envoyez, vos Secretaires se contentent de vouloir mêler quelquefois deux mots de chiffres parmi des pages entières qui n'en ont point. Si une Dépêche étoit perdue, nous serions assurés, non seulement que les Ennemis verroient aisément ce qu'elle contient, mais auroient le chiffre pour toutes les autres. C'est pourquoi je vous prie de donner ordre à vos Secretaires, qu'aux choses un peu importantes, ils ne plaignent pas leurs peines de mettre généralement tout en chiffre, sans mêler aucun mot qui ne le soit pas, tant à Monsieur le Comte de Brienne que dans la Copie de sa Dépêche, que vous avez accoutumé de m'envoyer, c'est à faire à la commencer plutôt.

Il recom-  
mande que  
les Dépêches  
soient écrites  
en chiffre.

# C O P I E DE DEUX BILLETS,

Ecrits par le Sieur

## R O N C A L L I

A Monsieur le

### CARDINAL MAZARIN,

Envoyés avec sa Dépêche du 9. Avril. 1644.

EM<sup>mo</sup>. ET REVE<sup>mo</sup>. SIG.  
PADRON. COL<sup>mo</sup>.

*T*engo la Lettera di publico invito a questa  
Ser.<sup>ma</sup> Regina al battefimo della futura prole  
che è per nascere nella Real Casa di Polonia, vo-  
lendo il Ser.<sup>mo</sup> Re depositarla in mano di S. M.<sup>a</sup>  
Cristina & dichiarar al mondo la sua particular  
TOM. II. in-

EM<sup>me</sup>. ET REV<sup>me</sup>. SEIGNEUR  
MONSEIGNEUR,

*J*'Ai la Lettre par laquelle le Roi de Pologne  
invite S. M. la Reine au batême de l'Enfant  
que Dieu lui donnera, le Roi souhaitant que la  
Reine soit la Marraine, afin de faire connoître  
à tout le monde la particuliere inclination qu'il

B 2

1644.

*inclinazione verso di quella come vedra V. Em.<sup>a</sup> piu chiaramente dalla Lettera del Sig. gran Cancellero Ossolinschi. Per la medesima vedra la continuata resolutione di non far guerra offensiva a Suesesi fin che durano questi interessi. Tocchera anche con mano ch'io son buon Francese che co' i miei officii ho distaccato il Rè, & mes- so il desiderio del Sig. Duca Ossolinschi di dichiararsi parziale, & publico Ministro di questa Corona in faccia d'Espagnoli, di cui è disgustatissimo. Mi basta anche l'animo di farli metter il Cordone e renderlo Pensionario di questa Corona se piacerà a V. E. a cui debbo rappresentar piu in una subita Udienza di che la supplico cio V. E. humilmente m'inchino.*

DOMINICO RONCALLI.

a pour elle; ce que V. Emin. verra plus clairement dans la Lettre du Grand Chancelier Ossolinsky qui est ci-jointe. V. Emin. y trouvera la ferme resolution de n'entreprendre point la guerre offensive contre les Suedois durant ces circonstances, & V. Emin. reconnoitra clairement que je suis bon François, que ce sont mes offices qui ont mis ces bonnes dispositions dans le cœur du Roi, & qui ont fait naître le desir dans celui de Monf. le Duc Ossolinsky de se déclarer partial & Ministre public de la France à la vuë des Espagnols, desquels il est très-mécontent. Je me flatte, si on lui donne le Cordon bleu, de le rendre Pensionnaire de cette Couronne, si c'est l'intention de V. Emin: Je la prie de m'accorder une prompte audience, pour pouvoir l'entretenir plus amplement. Je reste &c.

1644.

DOM. RONCALLI.

EM<sup>mo</sup>. ET REV<sup>mo</sup>. SIG.  
ET PADRON COL<sup>mo</sup>.

*Quando si compiacia la Ser.<sup>ma</sup> & l'Em.<sup>a</sup> Vra. ch'il Sig.<sup>r</sup> Duca Ossolinschi Gran Cancellero porti in Polonia il titolo da lui summamente desiderato d'Amb.<sup>re</sup> & parziale di questa Corona n'el Atto del battesimo, sarebbe bene che la spedizione fosse pronta per Sabato prossimo, perche usandosi quivi di far la cerimonia i primi giorni della nascita, & instando il tempo del parto, viene da sua Ma.<sup>ta</sup> & dal med.<sup>mo</sup> grandemente sollicitata. Quando anche paresse a V. E. che si spedisse persona che portasse a d. Sig.<sup>re</sup> simile spedizione, propongo quel Cavagliero Polaco che raccomandai; perche si impetrasse il titolo, & l'impiego, apporterà senza dubbio honor riverenza & avanzamento al med.<sup>mo</sup> in Corte appresso il suo Rè, che già si vede chiaro ch'è partialissimo di questa Corona, & tutto affezionato all' Em.<sup>a</sup> V.<sup>ra</sup> a cui io mi sottoscrivo*

DOMINICO RONCALLI.

EM<sup>me</sup>. ET REV<sup>me</sup>. SEIGNEUR  
MONSEIGNEUR,

SI le bon plaisir de la Reine & de V. Emin. est que Monsieur le Duc Ossolinsky Grand Chancelier ait le titre, qu'il souhaite, d'Ambassadeur & partial de cette Couronne pour la ceremonie du Batême, il est necessaire que les dépêches necessaires pour cet effet soient prêtes pour Samedi prochain, parce que selon la coutume, c'est dans les premiers jours après la naissance qu'on fait la ceremonie du Batême. Le tems s'approche, & c'est pourquoi le Roi & le Duc en sollicitent vivement V. Emin: Si on croit plus convenable d'y envoyer quelque personne pour apporter au Duc les dépêches, je prie V. E. d'y vouloir employer le Chevalier Polonois que je recommandai a V. Emin: ce qui pourroit lui être très-honorable & très-avantageux, & lui procurer les bonnes graces du Roi. On a connu assez clairement qu'il est fort attaché aux intérêts de cette Couronne, & entierement devoué à V. Emin. Je suis &c.

DOM. RONCALLI.

L E T T R E

De Monsieur

D' A V A U X

A La

R E I N E.

Du 1. Avril 1644.

*Il est fort satisfait du Nonce. Il demande l'avis de la Reine touchant la conduite qu'il doit tenir lors qu'il ira à la rencontre de Mr. Servien. Bonne opinion qu'il a du Nonce. Soupçons contre Mr. Contarini. Ses sentimens*

*touchant le Cérémoniel. Le Nonce lui présenta le plein-pouvoir des Ambassadeurs de l'Empereur, mais il s'excusa de l'accepter jusques à l'arrivée de Mr. Servien. Dessein des Espagnols pour un accommodement particulier avec la France. Reflexions là-dessus. Reflexions sur l'intention des Princes interessez.*

M A D A M E,

JE n'ai pas été frustré de mon espérance, Mr. Je le Nonce m'a visité dans l'ordre qu'il devoit, & ce ne m'est pas une petite satisfaction d'être forti de toutes ces ceremonies avec l'honneur qui est dû à V. M. L'absence de Monsieur Servien & le nombre des Ambassadeurs du parti contraire qui sont ici me donnoit quelque soin.

Monfieur le Nonce fut donc Dimanche chez les Ambassadeurs de l'Empereur, le lendemain

Il est fort satisfait du Nonce.

il

1644.

il vint ceans , & au fortir il s'en alla sans marchander chez les Ambassadeurs d'Espagne.

Cet ordre a été bien remarqué dans la Ville, comme aussi ce qui se passa à l'arrivée dudit Sieur Nonce & autres rencontres.

Il demande l'avis de la Reine touchant la conduite qu'il doit tenir lors qu'il ira à la rencontre de Mr. Servien.

Je ne fais pas, Madame, si vous trouverez bon qu'à l'arrivée de Monsieur Servien je relâche quelque chose de cette prééminence qui appartient au Roi en tous lieux & en toutes occasions ; la Coutume & la Raison m'obligent d'aller à sa rencontre ; & je me dispose à le faire le plus décentement qu'il me sera possible. J'irai avec trois Carosses à six chevaux, & trente Hommes de cheval. Monsieur le Nonce, les Ambassadeurs de Venise, de l'Empereur & ceux d'Espagne y enverront leurs Carosses ; l'ordre seroit qu'au retour les miens suivissent celui des Impériaux, mais les Espagnols y résistent & me font représenter par Monsieur Contarini, que puis qu'ils envoient là pour me faire honneur, il ne seroit pas juste qu'ils y reçussent un déplaisir, cela étant peu considérable ; mais de l'autre côté il est périlleux & de mauvais exemple d'entrer en une considération sur une matière si délicate, & moins encore en une composition. Les Ambassadeurs du Roi à Rome ont voulu se trouver aux cérémonies qui se faisoient seulement pour les Espagnols & aux dépens du Roi d'Espagne, & d'autres fois ils se sont fait porter en la Chapelle tous malades, parce que les Ambassadeurs d'Espagne avoient pris cette occasion pour y aller, & moi-même les ai contraints de quitter la Cour du Roi de Danemark, quelque avantage que l'on m'offrit dans un accommodement. Néanmoins, Madame, comme Monsieur Servien pourroit peut-être juger que cette affaire le regarde plus particulièrement que moi & qu'il m'en parla même à la Haye avec quelque soin, je supplie très-humblement V. M. avoir agréable que je suive son avis après lui avoir mandé le mien. Je m'en vais lui en écrire & faire prendre une Copie de ma Lettre pour Monsieur le Comte de Brienne.

Bonne opinion qu'il a du Nonce.

Je persiste en la bonne opinion que j'ai de Monsieur le Nonce ; & qu'il seroit à propos de le conserver pour Mediateur ou de le joindre au Legat qui doit venir. Il m'a laissé connoître fort modestement que ce seroit l'obliger, & d'ailleurs possible nous aurons quelque intérêt dans le cours de la Négociation de ne pas rendre l'Ambassadeur de Venise si nécessaire : il est tous les jours sans y manquer deux ou trois heures chez les Impériaux & chez les Espagnols qui sont logez à ma vue & ne vient plus ceans. Mr. Servien sera surpris de cette hauteur, m'ayant souvent dit à la Haye de tenir pour Maxime qu'il falloit vivre ici comme à Rome, n'accompagner Monsieur Contarini que jusques à l'escalier, & garder la main chez nous sur l'Ambassadeur de Savoye, & sur ceux des Electeurs de l'Empire.

Ses sentimens touchant le Cereemoniel.

Il est bien certain, Madame, que, sans quelque petite difference entre les Ambassadeurs du Roi & ceux de Venise, nous n'en pourrions établir aucune avec les Ambassadeurs de Hollande ni avec ceux des Electeurs, & par consequent avec ceux de Savoye, de Genes, de Florence & d'autres Princes d'Italie qui ne se deferent rien les uns aux autres.

Ne seroit-il pas meilleur de lâcher la main & d'accorder tout à tous ? De cette confusion naitroit enfin une nécessité d'en venir à un règlement, & de remettre les choses au point qu'elles doivent être, ou du moins ce seroit un moyen de rétablir la correspondance qui est aujourd'hui fort interrompue entre les Ministres du Roi & ceux des Princes Chrétiens, non sans

retardement des affaires de France en beaucoup d'occasions, ce qui sera encore plus fâcheux en celle-ci. Il semble même que les Têtes couronnées, qui seules ont un intérêt contraire, ne recevraient pas tant de préjudice en communiquant cet honneur indifféremment à tous les Souverains, qu'en le donnant aux uns & le refusant aux autres qui en demeurent offensés : ce seroit plutôt les élever entre eux & rabattre un peu l'orgueil des plus ambitieux, que de les élever aux Rois dont la dignité subsistera toujours ; mais on les pourroit distinguer par quelque nouvelle formalité que leurs Ambassadeurs observeroient respectivement.

Tout ceci, Madame, n'est qu'une ouverture imparfaite, & un simple essai pour donner lieu à V. M. de refondre quelque chose : je comprends assez les inconveniens que l'on peut trouver en ce relâchement, & j'en prévois aussi de grands en la négociation de la Paix generale, si l'on met une si notable diversité entre les Princes qui disputent entre eux de la préséance, mais qui s'accordent tous en ce point de vouloir être traités comme Venise.

Il y a six jours que Monsieur le Nonce me presenta le plein-pouvoir des Ambassadeurs de l'Empereur, & offrit de me laisser l'original pour en prendre copie, afin de juger s'il y avoit quelque manquement. Je me suis excusé de le voir ni de l'accepter en l'absence de Monsieur Servien : il m'a semblé que ce seroit entamer le Traité, ce que je n'ai pas voulu faire qu'avec lui. Monsieur le Nonce insista, témoignant que les Impériaux le pressent & qu'ils demandent aussi communication de mon pouvoir, mais enfin il s'est chargé de faire recevoir mes excuses.

Le Nonce lui presenta le plein pouvoir des Ambassadeurs de l'Empereur, mais il s'excusa de l'accepter jusques à l'arrivée de Mr. Servien.

Quand j'ai été visiter Monsieur Contarini, il m'a mené jusques au Carosse, quoi qu'il eût dit à Mr. de Saint Romain qu'il pourroit bien me laisser au même lieu où je l'avois accompagné ceans, & je lui en ai moi-même donné le moyen par un compliment que je lui fis en me conduisant, mais il n'est pas content de cette sorte d'égalité. Je ne touche cela, Madame, que par occasion, & pour rendre compte à V. M. de choses plus importantes qui me furent proposées par Mr. Contarini.

Il me dit ouvertement que les Ambassadeurs d'Espagne avoient grand dessein de faire un accommodement à part entre les deux Couronnes, & comme j'eus rejeté bien loin cette proposition, il m'en fit une autre plus specieuse, mais si on la regarde de près, elle tend à même fin, les Espagnols témoignent appréhender les longueurs & les difficultés qui se rencontrent à terminer tant de différens pour parvenir à une Paix generale : ils demandent quel ordre il faut y tenir, & par où il est à propos de commencer : ils disent que, si l'on traite premierement des divers intérêts des Alliez de l'un & de l'autre parti, la Négociation s'embarassera grandement, & que la France & l'Espagne s'y rendront plus difficiles, & ainsi ils concluent qu'il est expédient de commencer par les intérêts des deux Couronnes, après quoi tout le reste est très-facile.

Dessein des Espagnols pour un accommodement particulier avec la France.

Reflexions là-dessus.

Monsieur Contarini prend grand goût à ce raisonnement, & m'a tourné de tous côtés pour me faire parler & pour en savoir ma pensée ; mais je lui ai fait la même réponse qu'à Monsieur le Nonce & en ai remis la discussion à l'arrivée de Monsieur Servien. Cependant, Madame, il est bien à craindre que les Espagnols ne pouvant directement venir à bout de la séparation tant désirée, y veuillent arriver par des détours, & se mettre au moins en état de profiter de toutes les occasions que le temps

leur

1644.

leur pourroit fournir : cette maniere d'agir qu'ils veulent introduire jetteroit d'abord des soupçons parmi les Alliez du Roi , & chacun en feroit mal édifié.

Il femble que, dans une si folemnelle Affemblée où toute la Chrétienté a intérêt, l'honneur de la France & fon avantage feroit de mettre premierement fur le tapis ce qui touche la fureté publique & la liberté de l'Empire, pour fe concilier la faveur de tous les Princes & Etats d'Allemagne aux dépens des ennemis, & pour reconnoître au vrai leur intention touchant la Paix ; car s'ils n'ont pas encore le temps de la faire, comme plusieurs en doutent, ce nous feroit un grand préjudice & un blâme de rompre fur nos intérêts particuliers & beaucoup plus fur le fait de Portugal & de Catalogne ; il vaudroit mieux donc commencer par les affaires de l'Empire, fur lesquelles les Ennemis ne peuvent faire aucune difficulté qui n'offense le public & qui n'intéresse également la France, la Suede, la Maifon de Hefle, celle de Lunebourg, & plusieurs autres Princes, & en un mot toute l'Affemblée de Munfter & celle d'Osnabrug.

Reflexions  
fur l'intention  
des Princes  
intéressez.

J'ai remarqué ci-deffus, Madame, que plusieurs ne jugent gueres favorablement de l'intention des Ennemis en ce qui regarde la Paix, & j'ose dire à V. M. que je fuis du nombre. Mes doutes font fondez, entre autres chofes, fur le choix de leurs Plenipotentiaires qui semblent n'avoir été envoyez à Munfter que pour amuser le monde & decouvrir les prétentions du Roi & de fes Alliez.

En effet, Madame, fi l'on confidere le peu de part que ces Ambassadeurs ont eu ci-devant aux affaires de leurs Maîtres, & le peu ou point d'emploi qu'on leur a donné jusques à présent, l'on aura peine à croire que la Maifon d'Autriche leur veuille aujourd'hui confier fes plus grands intérêts & le fecret d'Etat : Le Comte de Nassau, qui est le Chef de la Députation de l'Empereur, au jugement des Allemans mêmes, n'a que la naiffance qui réponde à cet emploi : il n'a aucune connoiffance des affaires, a fort peu de capacité, & on l'a tenu fix ans à Cologne pour avoir feulement l'avantage de dire qu'il y avoit un Ambassadeur de la part de l'Empereur pour traiter de la Paix : je ne fâche point que là ni ailleurs il ait manié aucune affaire de conféquence : il est proche Parent du Prince d'Orange, & a été long temps de la Religion, & le Docteur Volmar qui lui est ajoind est encore bien moins confideré.

Quant aux Espagnols, Monsieur Saavedra, qui est le principal d'entre eux, n'a encore fervi le Roi d'Espagne que d'Agent ou de Resident, & c'est ici la premiere fois qu'on lui a donné la qualité d'Ambassadeur : Monsieur Zapata est celui qui a tenu compagnie au Comte de Nassau à Cologne, & qui n'y a jamais fait autre chose qu'étudier. Le Conseiller Brun, outre qu'il est de petite condition, & qu'il n'a pas été employé, il n'est pas Espagnol : bref, il y a fujet de craindre que tous ces Messieurs-là ne foient à Munster à même fin qu'ils ont été à Cologne ; & s'il arrive ci-après que la Maifon d'Autriche veuille entendre tout de bon à un Traité général, on ne croit pas que ce foit eux qui y mettent la dernière main : pourtant, Madame, j'en aurai plus d'efperance quand je verrai venir ici le Vice-Chancelier Cartz, & autres qui font maintenant à Passau & à Baviere. Je prie Dieu, Madame, qu'il lui plaife donner à V. M. en toute prosperité très-longue & très-heureufe vie.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur

D' A V A U X

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

Du 1. Avril 1644.

*Il prie le Cardinal de l'excuser auprès de la Reine, au fujet de fes reflexions. Maladie dangereufe de Mr Zapata, Plenipotentiaire d'Espagne.*

MONSEIGNEUR,

C E mot n'est que pour accompagner la Dépêche ci-jointe, & pour fupplier V. E. de me vouloir faire l'honneur d'excuser auprès de la Reine la liberté que je prends de lui mander mes conjectures & foibles raifonnemens, j'aime mieux m'exposer à la censure que de retenir la moindre penfée qui me montre quelque utilité pour le fervice du Roi.

Il prie le  
Cardinal de  
l'excuser au-  
près de la  
Reine au fujet  
de fes reflexions.

Je viens d'apprendre, Monfieur, que Monsieur Zapata est fort malade, & en danger de mort ; il a envoyé querir mon Medecin ; j'ai donné auffi tôt ordre à un Gentilhomme d'aller favoir de fes nouvelles, & lui offrir tout fervice de ma part. Je fuis &c.

Maladie  
dangereufe de  
Mr. Zapata  
Plenipoten-  
tiaire d'Espa-  
gne.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs les

COMTES D'AVAUX

E T

S E R V I E N.

A Paris le 14. Avril 1644.

*Il leur recommande Mr. le Prince de Wirtemberg.*

MESSIEURS,

LE zele que Monsieur le Prince de Wirtemberg a pour toutes les chofes, qui regardent l'avantage de cette Couronne, lui a fait penfer, que s'en allant en vos quartiers, les habitudes qu'il a avec le Roi, & le Prince de Danemark, de qui il est Parent bien proche, lui donneroient peut-être lieu de rendre quelque fervice, pour avancer le bon fuccès de la negociation de Monsieur de la Thuillerie, & a defiré de moi que je vous en écriviffe cette Lettre. Vous verrez, s'il vous plaît, à quoi il pourroit être utile ; cependant je crois qu'il n'est pas néceffaire de vous



1644.

vous recommander sa personne, puisque vous savez sa condition, l'affection qu'il a pour la France, dont il a donné de bonnes preuves en toutes les rencontres.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 16. Avril 1644.

*Il leur rend compte de la sortie de Mr. de Bouillon hors du Royaume. malgré les Propositions avantageuses que la Reine lui avoit faites, pour le dédomager de Sedan, dont elle vouloit rester Maitresse.*

MESSIEURS,

Celle-ci est pour vous donner part de la sortie de Monsieur de Bouillon hors du Royaume, & vous informer de la vérité d'une action, dont on pourroit en déguiser les causes, & en tirer des conséquences mal fondées.

Vous saurez donc qu'après que Monsieur de Bouillon eût fait des instances pour rentrer dans la possession de Sedan, & que la Reine eût constamment rebuté une proposition entièrement contraire au bien de l'Etat, ce Traité changea de face, il se fit des ouvertures de certaines conditions, sous lesquelles Monsieur de Bouillon se demettrait de ses prétentions sur une Place, qu'il voyoit selon les intérêts lui être impossible de recouvrer, & qu'une personne intelligente & bien intentionnée n'auroit eû la hardiesse de conseiller à la Reine de la rendre durant la Minorité du Roi.

Finalement après une longue contestation, & par le desir que Sa Majesté avoit d'obliger une personne, qui outre sa naissance avoit de fort bonnes qualités, elle avoit condescendu en sa faveur à des conditions si avantageuses, soit pour la recompense qu'elle lui avoit fait sentir, qu'elle lui vouloit accorder, qui étoit en quelque façon excessive, soit pour mettre son honneur à couvert, & le purger des procédures, que le Parlement avoit faites contre lui, soit pour le rang qu'il devoit tenir dans le Royaume, soit pour la confiance qu'elle vouloit prendre en lui, & pour les grands emplois qu'elle lui destinoit, que je puis dire avec vérité, qu'il devenoit un des plus puissans, & des plus considérables Seigneurs de France, & que s'il eût été Maître de Sedan, il auroit dû désirer raisonnablement de s'en défaire à des conditions si avantageuses.

Et néanmoins, bien qu'il eût déjà fait remercier la Reine pour les favorables résolutions, qu'elle avoit prises touchant son rang, & qu'il eût fait donner des assurances par

Mademoiselle sa Sœur à Monsieur & à moi, qui les avons données à Sa Majesté, qu'il s'en venoit pour terminer l'affaire, & que nous attendions qu'il se rendit à Lorges, qui étoit le lieu, où il avoit mandé qu'il se rendroit pour ce sujet; la première nouvelle que nous avons eue de lui, a été qu'il étoit sorti hors du Royaume, & étoit allé en Suisse avec sa Femme & ses Enfants.

Je crois qu'il n'y a personne qui ne blâme cette conduite, & qui ne juge que c'étoit le plus mauvais parti, que Monsieur de Bouillon pouvoit prendre. Pour moi, je ne puis que je ne déplore le malheur d'un homme que j'estime d'ailleurs beaucoup, & que j'ai servi avec tant de passion, & si utilement, que lui-même m'a témoigné par ses Lettres, qu'il m'étoit en quelque façon obligé de sa liberté & de sa vie. Mais pourtant je vous puis dire avec vérité qu'en cela il n'aura fait du mal qu'à lui-même, & que la Reine gouverne l'Etat avec tant de prudence, & de vigueur, & a tellement l'œil à tout ce qui s'y passe, que ceux qui prendront cet accident pour un augure de quelque future brouillerie dans le Royaume verront avec le tems combien leurs speculations seront fausses, & si nos Ennemis n'apuyent leurs esperances sur de meilleurs fondemens, ils trouveront par experience qu'elles sont mal établies.

J'ai crû vous devoir éclaircir de la vérité de ce qui s'est passé en cette occurrence, afin que vous vous en prévaliez dans les occasions, selon votre zèle au service du Roi, & votre prudence accoutumée; vous nous avertirez comme quoi cette occurrence sera reçue en Allemagne, & comme quoi les Autrichiens en parleront, qui à mon avis ne manqueront pas de donner à entendre aux crédules que cela leur doit produire quelque nouvel avantage notable, cependant croyez que jamais personne ne sera plus véritablement que moi.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 16. Avril 1644.

*Il louë la conduite de Mr. d'Avaux. La conduite qu'on doit tenir durant la Negociation. On doit serieusement examiner l'affaire du Ceremoniel. Il approuve les reflexions de Mr. d'Avaux, sur l'intention des Princes intéressés. Intention des Espagnols pour la suspension d'armes. On travaille à Rome en faveur du Nonce. Il excuse le procedé de Mr. Contarini Il leur envoie un Mémoire mandé*

1644.

1644.

*de Venise, touchant l'Archiduc Leopold. Marj'm continuë ses levées. Aversion des Liegeois pour les Hesiens.*

MESSIEURS,

Il louë la conduite de Mr. d'Avaux.

J'AI reçu les Dépêches que vous m'avez faites, séparément, de Munster & de Deventer, le premier du Courant. Je ne vous parlerai point du soin que vous donnoit la marche des Carosses des Ambassadeurs d'Espagne à l'entrée de Monsieur Servien dans Munster, parce que l'occasion en sera cessée dès le même jour, & que je suis bien assuré, qu'il ne s'y fera rien passé qui blesse la dignité du Roi. Monsieur d'Avaux avoit trop de prudence pour ne pas rejeter, comme il a fait, les deux propositions, que lui a portées Monsieur Contarini, ou pour traiter un accommodement à part avec l'Espagne, ou pour commencer à négocier seulement les Interêts des deux Couronnes, sous prétexte qu'étant démêlés, ceux des Alliés de l'un & de l'autre parti seront plus facilement ajustés. Cette manière d'agir auroit mal édifié toute l'Assemblée, & jetté trop de soupçons & de méfiances parmi les Alliés du Roi; aussi crois-je que vous ne vous ferez pas contenté d'en rejeter bien loin l'ouverture; mais que vous en aurez au-tôt donné part à tous les Ministres des Princes Alliés de sa Majesté, comme il semble qu'en semblables occasions on ne le doive jamais oublier, sans que l'on l'accepte, ou que l'on propose les conditions qui seront mises en avant pour ne rien faire que de concert, & dont ils ayent une entière connoissance, non seulement pour leur faire valoir la sincérité de nôtre procédé, & des intentions que sa Majesté a pour l'avantage de leurs intérêts, qu'elle ne considère pas moins que les siens propres; mais aussi pour les obliger par cet exemple à en user de même dans les recherches qui leur seront faites infailliblement par nos Ennemis, lesquels n'oublieront aucune ruse, ni artifice pour mettre parmi nous du soupçon & de la division.

La conduite qu'on doit tenir durant la Negociation.

La conduite que sa Majesté estime plus convenable, & qu'elle désire que vous teniez, autant qu'il sera possible, dans le cours de cette Negociation, c'est, ainsi qu'il est porté par votre Instruction, de parler premièrement de la sûreté de la Paix, qu'il faut avant toutes choses établir comme un fondement principal, sans lequel nous ne pouvons passer plus avant. Cette résolution, outre qu'elle est absolument nécessaire pour notre intérêt, nous conciliera la faveur de tous les Princes & Etats d'Allemagne, qui verront que nous désirons tout de bon un repos, qui ne puisse être altéré, & pour les autres Interêts, il semble qu'on peut fuivre ce qui est porté par la dite Instruction, si ce n'est qu'on juge que l'avantage du service du Roi y demande quelque changement, dont vous donnerez, s'il vous plaît, avis par deçà, & de vos sentimens, que sa Majesté fera examiner dans son Conseil, & vous en enverra ses ordres.

Pour ce qui regarde le traitement des Ambassadeurs, je me remets à ce que vous en mande Monsieur le Comte de Brienne, ayant été jugé à propos dans le Conseil d'entendre auparavant précisément les sentimens de vous autres Messieurs, afin de résoudre là-dessus ce qu'on estimera plus convenable, en quoi pourtant on considérera beaucoup vos avis: c'est pourquoi il est nécessaire de bien examiner cette affaire, qui aujourd'hui est très-importante, & peut être de grande conséquence à l'avenir:

On doit sérieusement examiner l'affaire du Ceremoniel.

1644.

Je vous dirai seulement que ce qui me donne de la peine dans le Règlement de toutes ces façons de traiter avec les autres Ambassadeurs, est la présence du Nonce à Munster, lequel ayant sans difficulté la préséance sur vous autres Messieurs, semble régler votre conduite, & que tous les prétendans allegueront qu'on ne peut se défendre de leur accorder les mêmes choses que leur accorde un Supérieur, ce qui ne se rencontre pas à Rome. Je vous dis cela en passant, afin que faisant une bonne réflexion, vous puissiez prendre mieux vos mesures. Il est encore à remarquer que les Ministres d'Espagne qui sont en l'Assemblée, sont bien Plenipotentiaires de cette Couronne; mais, à ce que l'on assure d'Espagne, ils ne sont pas Ambassadeurs, comme étoit déclaré le Marquis Castel Rodrigue & Melos. Je ne vois pas par quelle raison la qualité de simple Plenipotentiaire pourra égaler celle que vous avez de Plenipotentiaires Ambassadeurs, étant certain qu'un simple Gentilhomme peut être envoyé pour traiter d'une grande affaire, avec plein pouvoir de la conclure, sans que pour cela il doive prétendre d'être traité comme s'il étoit Ambassadeur: Je ne le dis pas pour trouver à redire à ce que l'on a fait, mais pour vérifier le moyen du Nonce & des Ambassadeurs de Venise, si la chose est de cette sorte, afin que Faxarde & les autres se fassent pourvoir de la qualité d'Ambassadeur, puis qu'autrement on pourroit dire que l'égalité du traitement blesseroit la dignité du Roi.

Il y a apparence que l'avis que nous avons reçu est véritable, puisque vraisemblablement ils ne feroient point contre leur coutume si prodiges de civilités envers les Ambassadeurs de Venise, & autres, comme ils l'ont été; l'Ambassadeur de Venise qui est ici m'ayant dit qu'ils sont allez recevoir le Sieur Contarini jusques à la Cour. S'ils avoient eû les mêmes qualités qui ont été données à Dom Francisco de Melos, & au Marquis de Castel Rodrigue, lesquels sans doute auroient absolument disputé jusques aux moindres choses dans ce genre d'intérêt, lequel dans la Maison Espagnole est très-délicat.

Quand j'ai vû Dom Francisco de Melos rappelé en Espagne, Castel Rodrigue établi en Flandres, & le Duc Medina de las Torres, qui devoit aussi aller à Munster, envoyé à Rome, & que je fais d'ailleurs l'espérance que nos Ennemis ont conçu d'avoir beaucoup d'avantage dans la continuation de la guerre, par le moyen des divisions & revoltes qu'ils estiment infaillibles dans ce Royaume, & auxquelles ils travaillent par tous moyens imaginables; j'ai eu la même pensée que Monsieur d'Avaux, étant certain que pas un des trois Ministres n'a été auprès de son Maître, en tel poste, en telle confiance, que l'on puisse juger avec raison que le Roi d'Espagne, désirant véritablement la Paix, leur eût confié les moyens pour la conclure & leur en eût donné la gloire; mais il se peut faire que contre l'intention du Roi d'Espagne, par le mauvais état de leurs affaires, voyant que jusques ici il n'y a aucune apparence de remuement en ce Royaume, mais au contraire grand sujet pour nous d'espérer non seulement de conserver nos conquêtes, mais de faire toujours de nouveaux progrès; Ils seront contraints à changer d'avis, ou donner à Faxarda & aux autres, des ordres & pouvoirs de conclure la Paix, ou envoyant promptement quelque Ministre plus qualifié, & auquel ils se confient davantage. Je ne puis que raisonner là-dessus par les apparences, mais vous autres Messieurs, qui êtes sur les lieux, recon-

Il approuve les réflexions de Mr. d'Avaux sur l'intention des Princes intercelles.

noîtrez

1644.

Intention des  
Espagnols  
pour la sus-  
pension  
d'Armes.

noîtrez bientôt effectivement ce que vous aurez à espérer des Ministres d'Espagne, pour le bon succès de votre négociation.

Nous sommes avertis de bon lieu que la principale visée des Espagnols, est de faire une suspension d'armes, à laquelle, s'ils ne voyent bientôt jour à quelques brouilleries en France, ils avouent d'être forcés par la nécessité présente de leurs Affaires; mais supposé même qu'ils ne desirerent rien si ardemment, il n'y a point d'autre moyen de la faire réussir, qu'en nous en montrant tout à fait éloignés, & cachant jusqu'au bout ce que nous pourrions consentir là-dessus, & comme je vous ai mandé dernièrement, les premiers qui doivent être trompés là-dessus sont le Nonce & l'Ambassadeur de Venise. Je vous dirai sur ce propos que le Cardinal, qui a beaucoup de crédit dans le parti d'Espagne, a dit à Rome à un de mes amis, que, si on vouloit prendre quelque tempérament pour la Catalogne & le Portugal, le Roi d'Espagne consentiroit volontiers à une suspension d'armes pour l'espace de dix ans, chacun demeurant en possession de ce qu'il tient pendant ledit tems; & cela se rapporte aux propositions qui ont été faites autrefois par le Duc de Bavière, & à celle que me fit le Moine Jacobin après la mort de Monsieur le Cardinal, comme aussi à celle du Manifeste de Roncalli de la part du Roi de Portugal & de Pologne.

Je ne doute pas que le Nonce ne soit entièrement dans les Intérêts de la France, parce qu'outre que comme bon Italien, il n'en peut avoir d'autres, j'en fais que de tout tems il a eu grande inclination de s'attacher entièrement au service de cette Couronne. Nous avons déjà commencé à travailler adroitement à Rome à son avancement, & sur ce qu'a écrit Monsieur d'Avaux, nous redoublerons encore nos soins pour cet effet, mais il faut ménager en sorte que les Espagnols ne prennent point de soupçon, parce qu'en ce cas nous ne pourrions tirer aucun avantage.

Il se peut faire que le déplaisir qu'aura reçu Monsieur Contarini, de n'être pas reçu de vous, comme il s'étoit proposé, l'ait porté à témoigner en apparence d'avoir grande liaison, & attachement avec les Ministres d'Espagne. Je dis en apparence, ne voulant pas conclure qu'il pratiquât pour cela rien de solide en leur faveur: premièrement pource qu'il agiroit contre les Maximes & les Intérêts de la République, & aussi pour la profession, que lui en son particulier a toujours faite, d'être Serviteur partial de la France, dont il donna tant de marques, pendant son Ambassade en cette Cour, que Monsieur le Cardinal eut toute sa confiance en lui, & Monsieur le Cardinal de Baghy & moi, qui y étions en ce tems-là, nous eumes sujet de croire, qu'il étoit entièrement attaché au service de cette Couronne. Il est donc à propos de bien examiner ses actions, avant de conclure qu'il soit favorable à nos Ennemis; ces raisons étant assez fortes pour ne le pas croire sans grand fondement.

Je vous envoie un Memoire qui m'a été envoyé de Venise par Monsieur des Hameaux, d'une proposition qu'on lui a faite touchant l'Archiduc Leopold. Je fais bien que les mauvaises satisfactions de ce Prince sont véritables, mais j'ai peine à me persuader qu'il voulût prendre une bonne résolution, & pousser si avant son ressentiment. Je continuerai à vous donner les avis que j'en aurai. Cependant vous verrez, s'il vous plaît, si vous y pouvez porter quelque coup au lieu où vous êtes.

Les Levées de Marfin sont presque en état, comme vous savez. Les Liegeois ont tant d'a-

T O M. II.

version pour les Hesiens, qu'ils continuent encore tous les jours leurs subtilités, les uns contre les autres, qu'on me mande pour constant qu'ils se disperseront, si l'on les oblige de se joindre aux Troupes de Madame la Landgrave: C'est pourquoi il faudra faire comprendre cette raison à Madame, & que son propre service requiert plutôt, que nous les employions en quelque autre endroit, où elles ne lui seront pas moins utiles, pour la diversion des Forces des Ennemis qui lui pourroient tomber sur les bras.

## M E M O I R E

Envoyé par Monsieur des

## H A M E A U X

A Monsieur le

## CARDINAL MAZARIN.

IL est venu ici depuis huit jours un Gentilhomme, se nommant Antoine Baron de Damfont, du Pais d'Artois, qui a été quinze ans Capitaine dans la Compagnie des Gardes Bourguignonnes du Roi d'Espagne, ayant succédé à son Pere en cette charge, & disant qu'il avoit été Prisonnier quatre ans en la Bastille, & chés le Chevalier du Guet à Paris, pour avoir été surpris levant des troupes en Champagne pour le service du feu Empereur Ferdinand; qu'il étoit sorti de prison, depuis la mort de feu Monsieur le Cardinal de Richelieu seulement, & avoit eu l'honneur, avant que de partir de Paris, de prendre congé du Roi, & de Monsieur le Chancelier, qui s'en pourroit souvenir; qu'étant retourné en Flandres, Dom Francisco de Melos lui auroit fait dire qu'il eût été bon, qu'il s'en allât pour quelque tems en Espagne, à raison qu'il étoit sorti de la pure grace de la Reine, & non point par échange, ainsi que l'on avoit proposé; que sur cela il lui auroit remontré qu'il auroit été pris pour le service du feu Empereur, que plutôt il s'en iroit en Allemagne, ce qu'il agréa; desorte qu'il se rendit à Vienne, & s'attacha près l'Archiduc Leopold, aux bonnes grâces duquel il fut reçu & à ses plus grands secrets. Il dit savoir de bonne part, que ce Prince est fort mécontent, pour le peu d'estime qu'on fait de lui, principalement depuis la dernière bataille de Leipsic, dont Piccolomini, & les autres Chefs ont rejeté le blâme sur lui pour s'en décharger; Qu'il étoit sur tout très-mécontent de la Cour d'Espagne, où Trautsmendorff premier Ministre de l'Empereur, mais plus affectionné au Roi Catholique qu'à tout autre, l'a mis en si mauvais predicament, qu'il a détourné ce Roi-là d'établir au Pais bas, en la place du Cardinal Infant, ledit Archiduc Leopold, qui avoit tenu cela tout assuré pour lui; & néanmoins qu'on croit que Dom Jean d'Autriche fils naturel du Roi, qui n'est encore qu'un Enfant au prix de lui, & encore plus au dessous pour le défaut de sa naissance, y doit être bientôt envoyé au grand préjudice de la reputation dudit Sr. Archiduc, qui en a conçu un si grand deuil, qu'il est résolu, à quelque prix que ce soit, de s'établir, s'il est possible, au Gouvernement & Souveraineté, à l'aide & assistance des Flamands, Ennemis des Espagnols, dont la plupart obé-

1644.

On travaille  
à Rome en  
faveur du  
Nonce.

Il excuse le  
procédé de  
M. Contarini.

Il leur en-  
voje un Me-  
moire mandé  
de Venise  
touchant  
l'Archiduc  
Leopold.

Marfin con-  
tinuë ses  
Levées.  
Avertisson des  
Liegeois pour  
les Hesiens.

C

rent

1644

ront plutôt à un Prince Allemand du sang d'Autriche, qu'à un Bâtard d'Espagne, qui ne feroit que porter un nom vain & imaginaire de Gouverneur, étant, comme il seroit, gouverné lui-même par les Ministres d'Espagne, Ennemis particuliers de la Nation Flamande, & du peu qu'il lui reste de liberté, après tant de mauvais traitemens qu'il en reçoit tous les jours, étant assisté en cela des principaux du Pais, comme du Comte d'Isambourg, Gouverneur de Namur, & du Comte de Bucquoi, & de tout plein d'autres, s'il plaisoit à la Reine, de qui son Altesse a l'honneur d'être si proche parent, lui promettre son assistance en son grand dessein; qu'il avoit de l'esprit & du courage assés pour entreprendre, avec une si puissante protection, de se rendre maître absolu du Pais-Bas, avec l'honneur qu'il eseroit du mariage de Mademoiselle pour assurer davantage leurs Majestés de sa dévotion, & fidélité envers leurs personnes par un si précieux gage, tout cela avec beaucoup d'exagerations & de circonstances qui feroient paroître son discours trop long, dont je me dois contenter d'avoir rapporté la substance, telle que dessus. Je l'écoutai avec patience, & me tenant sur les termes généraux de l'assistance que ce Prince son maître, en la mauvaise condition qu'il me le représentoit, se pourroit promettre assurément de la générosité de leurs Majestés, qui avoient les bras ouverts pour recevoir tous les Princes affligés, mais plus que tous autres son Altesse, qui avoit l'honneur d'être leur proche parent.

J'ai demandé ensuite, si lui qui parloit avoit des Lettres de sadite Altesse pour leurs Majestés, à quoi il répondit que non; mais que sur ce que je lui disois, il s'en alloit, avec plus grande diligence qu'il lui seroit possible, trouver l'Archiduc, pour le confirmer en cette résolution, à laquelle le porteroit encore le Duc de Baviere, & tirer des Lettres dudit Archiduc pour leurs Majestés, en creance sur lui, qu'il se transporteroit après le plutôt qu'il pourroit vers elles, pour faire ensuite agir ce Prince, suivant ce qu'elles lui conseilleroient & ordonneroient; bref qu'il s'en alloit hâter, & faire recevoir au plutôt ces grandes & généreuses résolutions, pourvu que l'Archiduc ne fût point à Vienne, mais qu'il eseroit le trouver à Passau, comme de fait j'ai fût depuis qu'il y est, à l'occasion d'une Diette, qui s'y tient, où cet Archiduc préside au nom de l'Empereur son frere.

J'ai approuvé sa résolution, & j'ai exhorté à presser son envoi de la part de l'Archiduc à la Cour, avec ses Lettres, & le disposer à se rendre bientôt au Pais, en lieu où il fut assuré de commander, & sur cela ce Gentilhomme me demanda un chiffre, je lui donnai, m'ayant promis de m'écrire de la Cour de Baviere ou de Passau, même de ce qu'il jugeroit nécessaire d'être fait à la Cour de France, avant qu'il y fût, il n'a pas été deux jours entiers à venir, & promet de faire diligence, & voir bien du Pais en peu de tems, comme il est d'âge & de taille pour cela, fait &c.

1644

## LETTRE DU ROI

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N .

*Il leur recommande les Interêts du Duc de Wirtemberg.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien,

JE vous ai déjà mandé que vous eussiez à considérer les Interêts de mon Cousin le Duc de Wirtemberg, en l'Assemblée de Munster, & d'autant qu'il s'en va sur le lieu, & qu'il m'a ici temoigné beaucoup de bonne volonté, avec dessein de travailler de tout son possible à ce qui fera du bien de mon service, soit à faire des Levées, soit à contribuer à l'accommodement de Suede & de Danemarck, je vous écris celle-ci, par l'avis de la Reine Régente Madame ma Mere, pour vous dire que vous ayez à entendre les propositions qu'il vous fera, & faciliter les moyens qu'il peut tenir, pour faire quelque chose à l'avancement des Affaires de la Cause commune. Je crois qu'il a sujet de satisfaction du bon traitement qu'il a reçu de moi, l'ayant fait payer de six mil livres pour la moitié de sa pension de l'année dernière, & remis à toucher par vos mains pareille somme de six mil livres du fond que vous avez en reserve, à quoi vous satisferez en vertu de la présente, qui vous servira de décharge, celle-ci n'étant à autre effet. Je prie Dieu qu'il vous aide, Messieurs, &c.

*Il leur recommande les Interêts du Duc de Wirtemberg.*

## LETTRE

De Monsieur

D' A V A U X

A Mr. le

CARDINAL MAZARIN.

Du 16 Avril 1644.

*Il lui envoie la Lettre circulaire aux Princes de l'Empire. Son soin pour savoir ce qui se passeroit à Francfort. On sollicite les Etats de Hollande d'envoyer leurs Deputés à l'Assemblée. Il faut cacher aux Ennemis & aux Allemands, si la France souhaite la Paix. Sentiment de la Landgrave. Il instruira Mr. de la Thuillierie. Torstenfon, General Suedois, veut*



*veut retourner pour continuer la guerre en Allemagne. Mort de Zapata, Plenipotentiaire d'Espagne. Les Espagnols se moquent de l'Assemblée & de la Paix.*

MONSEIGNEUR,

Il lui envoie la Lettre circulaire aux Princes de l'Empire.

Les Dépêches, dont il a plu à V. E. de m'honorer, ne m'ayant été rendues qu'à l'arrivée de Mr. Servien en cette Ville, je n'ai pu y faire réponse gueres plutôt qu'à présent. V. E. verra que je les ai bien lues, s'il lui plaît jeter les yeux sur la Lettre que nous écrivons aux Princes & Etats d'Allemagne; je la fais tenir aussi aux Magistrats des Villes Imperiales, & ne doute point qu'elle ne reveille en eux le sentiment d'honneur & de liberté, qui y restent. Je travaillerai encore à cette fin, par le moyen des correspondances, que j'ai en quelques-unes desdites Villes, quoi qu'à vrai dire elles font la plupart dans une foiblesse, & dans un relâchement étranger.

Son soin pour favoriser qui se passerait à Francfort.

Je suis occupé à engager un homme de mérite à me donner avis de tout ce qui se passera à Francfort, & il m'en parle déjà avec quelque confiance; mais de se charger d'insinuer mes sentiments dans l'Assemblée, il ne l'osera pas, & quand il me l'auroit promis, il me tromperoit.

Si avec cela la Campagne nous est heureuse, je tiens la chose faisable, & sans doute elle seroit très-utile au bien public, & à celui de la France. Il faut avouer, Monseigneur, que c'est une pensée bien digne de l'élevation de votre Esprit, & du grand zèle avec lequel vous agissez pour la gloire du Roi. Je vous remercie très-humblement de l'honneur que vous me faites de me la communiquer; je m'appliquerai avec soin à tout ce qui en pourra faciliter le succès.

On sollicite les Etats de Hollande d'envoyer leurs Députés à l'Assemblée.

C'est en cette vue, qu'en écrivant aux Etats de Hollande, j'ai appuyé sur les raisons, qui peuvent leur donner courage de députer ici; Ils savent assez que leur Intérêt les y appelle, & seroient bien aises d'intervenir au Traité de la Paix; mais ils craignent la puissance du Parti Imperial, & comme V. E. remarque très-prudemment, il n'y a rien à espérer de leur part, que lorsqu'ils seront délivrés de cette crainte. Il a donc été à propos de leur écrire en termes assez avantageux, & justifier hautement les sinceres & genereuses intentions de la Reine.

Il faut cacher aux Ennemis & aux Allemands, si la France souhaite la Paix. Sentiment de la Landgrave.

D'ailleurs si l'on désire la Paix en France, & beaucoup plus, si l'on en a besoin, il est fort important que cela ne vienne pas à la connoissance des Ennemis, & que la fermeté de notre conduite, spécialement à l'abord, leur donne lieu de ne pas s'imaginer que la Paix nous soit nécessaire, Madame la Landgrave nous a fort pressé d'écrire en ce sens aux Princes d'Allemagne, & nous a représenté le bien qui en peut revenir; sur tout elle me conseille d'envoyer aussi la Dépêche à la Diette de Francfort, d'autant qu'elle est avertie de lieu assuré, que l'Empereur veut faire séparer cette Assemblée & en convoquer une autre auprès de lui, dont il soit tout-à-fait le maître. Elle dit donc, Monseigneur, que ceux qui sont à Francfort pourront plutôt prendre ensemble une résolution courageuse sur ce qui leur sera remontré par les Plenipotentiaires de France, que quand ils seront retournés chacun chés soi.

Cette considération est telle, que je suis d'avis non seulement d'adresser la Dépêche à Franc-

TOM. II.

fort, mais que j'y ai encore ajouté une Lettre particuliere à l'Assemblée, afin de lui faire tenir l'autre plus civilement, & nous concilier leurs Esprits. C'est la seule instance que Madame la Landgrave m'a fait depuis que je suis ici, & de là j'intère, qu'elle ne prétend pas une plus grande assistance d'argent, que celle qu'il a plu à V. E. de lui procurer, comme à la verité elle est assez notable; mais il pourroit être qu'elle s'attend aussi aux levées de Mr. Marfin. Monseigneur, je n'ai point employé le credit que vous me donnez, il sera toujours à tems de lui laisser espérer quelque chose de plus, quand le service du Roi le requerra.

Je dirai & écrirai à Mr. de la Thuillerie, tout ce que la connoissance des Interêts de Suède & de Danemark me peut suggerer; je coopererai à l'accommodement de ces deux Couronnes avec plaisir, & avec tous les soins imaginables; le commandement de V. E. m'y oblige, & l'estime particuliere, que j'ai toujours faite dudit Sr. de la Thuillerie, que nous attendons ici de jour à autre. Je viens de recevoir un mot de Lettre de Mr. le Baron Oxenstiern, touchant le lieu de notre entrevue, il me l'a envoyé par un Gentilhomme exprès, lequel m'a dit de sa part, que le Marechal Torstenfon se prepare pour revenir continuer la guerre aux Imperiaux. Je suis &c.

La mort de Mr. Zapata invalide encore davantage le pouvoir de Dom Diego Saavedra, & du Conseiller Brun.

Item la nomination du Marquis de Castel Rodrigo, laquelle est publique, & pour lequel mêmes il y a ici une maison arrêtée; enfin les Espagnols se moquent de l'Assemblée & de la Paix, le pouvoir qu'ils ont donné à leurs Ambassadeurs est relatif à d'autres, dont ils ne disent ni le nombre ni les noms: je n'en jugeai pas mal l'autre jour, quand je pris la liberté d'en écrire mon sentiment à la Reine, & à Votre Eminence.

Il instruit Mr. de la Thuillerie.

Torstenfon General Suedois veut retourner pour continuer la guerre en Allemagne. Mort de Zapata Plenipotentiaire d'Espagne.

Les Espagnols se moquent de l'Assemblée & de la Paix.

## LETTRE DE LA REINE

A Messieurs

D'AVAUUX

ET

SERVIENT.

A Paris le 16. Avril 1644.

*Bon jugement touchant la conduite du Nonce. Elle n'approuve pas l'égalité proposée touchant le Ceremoniel. Elle attend néanmoins leurs avis pour s'y déterminer. On doit examiner avec grande attention le plein-pouvoir des Imperiaux. La Reine donne divers conseils aux Plenipotentiaires. Interêts du Duc de Bouillon. Il se retire en Suisse.*

C 2

MES

1644. MESSIEURS, les Comtes d'Avaux & Servien,

Bon Jugement tout-  
chant la  
conduite du  
Nonce.

Elle n'a-  
prouve pas  
l'égalité pro-  
posée tou-  
chant le  
Cérimoniel.

Elle attend  
néanmoins  
leurs avis  
pour s'y  
déterminer.

**B**IEN que le premier de ce mois vous fus-  
siez encore séparés l'un de vous à Munster  
& l'autre à Deventer; ce douzième, par le Cou-  
rier d'Hollande, j'ai reçu de vos Lettres dattées  
du même jour, & ceux qui se sont depuis écoulés,  
& se passeront avant que cette-ci puisse être  
portée à Munster, ayans été trop suffisans  
pour vous y rejoindre, je dois vous écrire à  
tous deux, & m'expliquer par une Lettre com-  
mune de ce que je considère sur celles que vous  
m'avez adressées. Vous Sieur d'Avaux me  
faites entendre que le Nonce de sa Sainteté  
vous a visité immédiatement après les Plenipo-  
tentiaires de l'Empereur & ceux d'Espagne for-  
tans de chés vous, c'étoit à quoi je m'étois  
toujours attendu, & il n'est pas à craindre que  
les Ministres du Pape changent l'ordre établi,  
ni qu'ils affectent de faire quelque chose dont  
j'eusse droit de me plaindre. Il seroit bien mal  
aisé, & vous l'avez dû juger impossible, que je  
vous fisse savoir le parti que vous devez suivre  
de ceux qui vous étoient offerts lors de l'arri-  
vée dudit Sieur Servien; aussi, comme d'une af-  
faire passée, je n'ai point à parler. Je ne doute  
pas que vous n'ayez conféré par vos Lettres &  
pris ensemble la résolution qu'il convenoit, afin  
d'un côté de conserver les avantages de la Fran-  
ce, & de l'autre ne point offenser les Ministres  
du Roi d'Espagne. Ce que vous avez rendu de  
civilité à celui de la République, lui a donné  
sujet de se plaindre du trop & du trop peu; mais  
à son sujet vous ayant écrit ce que je pense,  
comme ce qui doit être concédé à ceux des E-  
tats & du Duc de Savoye; j'attends qu'en com-  
mun vous m'avez fait réponse, afin d'examiner  
ce qui a été comme résolu, & pour une der-  
nière fois vous mander ce que vous aurez à ob-  
server; & je ne conçois pas comment vous  
pouvez être d'avis d'accorder aux Ambassadeurs  
de tous les Princes qui seront à Munster la  
conduite & les titres, qui n'ont été conférés  
qu'aux Têtes Couronnées, & que vous ayez  
cru qu'il falloit garder mesure pour celui de Ve-  
nise, lequel est en droit d'être traité à l'égal de  
ceux-là, dont la modération m'a contentée,  
n'ayant pas suivi l'exemple que vous lui avez  
donné, & vous ayant accompagné jusques à  
votre Carosse; puisqu'il pouvoit, suivant l'usage  
de Rome, s'arrêter au même lieu que vous avez  
fait. Mais comme vous jugez cette affaire de con-  
séquence, & qu'il est véritable, que ce qui sera  
praticqué à Munster, sera allégué en d'autres  
lieux, & proposé pour Loi à l'avenir; il me  
semble bien juste de ne me déterminer qu'après  
que j'aurai eu vos avis, & la Lettre du Sieur  
Servien, par laquelle il mande avoir reçu &  
ouvert celle que je vous avois écrite en com-  
mun du 19. du passé, & qu'il vous a envoyée  
par homme exprès, contribué beaucoup à me  
faire prendre cette résolution, qui n'ai eu de  
peine à suivre celle dont je vous ai fait part  
pour contenter en quelque sorte les Députés  
des Sieurs les Etats des Provinces unies, & leur  
faciliter les moyens d'être pour l'ordinaire en  
conference avec vous, jugeant que cela étoit  
avantageux, & pour lever aux Ennemis la pen-  
sée de nous desunir, & pour faire connoître  
au Monde l'étroite union qui est entre cette  
Couronne, & leurs Etats. Il est probable que  
les Ennemis ont meilleure opinion de la suffi-  
sance de leurs Députés, que vous n'en avez  
prise, & quand ils ne les auroient envoyés à  
Munster que pour les fins que vous en avez  
conçues, que la nécessité de leurs affaires les

pourroit réduire à leur donner le pouvoir d'y  
conclure le Traité, & comme ils se flattent &  
veulent attendre le succès de cette Campagne,  
je ferois bien pour le désirer aussi, jugeant par  
l'état de mes forces, qu'elle me fera très-heu-  
reuse & avantageuse.

Présentement vous aurez vu le Pouvoir que  
l'Empereur a donné à ses Députés, car puis  
que le Sieur Contarini vous avoit pressé de le  
prendre, & que vous n'en aviez fait de refus,  
que pour l'absence dudit Sieur Servien, lui é-  
tant rejoint vous aurez dû le voir & l'examiner,  
& je ne doute point, que vous n'en considériez  
jusqu'à la moindre clause & circonstance; c'est  
par ces premiers actes que souvent les Confe-  
rences sont réglées, & par les avant-propos,  
tels que l'on vous a dit, que l'on essaye de pé-  
nétrer les sentimens des Ministres des Princes;  
mais il sera de votre prudence de marcher si  
fermés, qu'on ne découvre point ce que vous  
pouvez consentir, afin que vous foyez les ju-  
ges des pensées d'autrui, & qu'ils n'ayent ja-  
mais cet avantage de l'être des vôtres: celui  
qu'ils prendroient ne seroit pas petit, si vous  
condescendiez à ce qu'ils veulent, & qu'ils ne  
proposent pas de bonne foi, & sur ce fait je ne  
faisois mieux m'expliquer avec vous, que je l'ai  
fait par vos Instructions, seulement j'ajouterai  
ce mot, qu'il faut fuir comme un écueil toutes  
les propositions qui donneroient ouverture à une  
desunion avec nos amis; & qui acceptées fe-  
roient que sur les intérêts de cette Couronne le  
Traité de Paix se rompit, & bien qu'il y ait de  
la difficulté d'en faire marcher divers d'un pas  
égal, il faut s'y étudier, & c'est ce que je me  
promets de votre suffisance, que vous ménager-  
ez aussi desorte les esprits des Mediateurs, que,  
sans donner de la jalousie à l'un, vous profitiez  
des bonnes volontés de l'autre, que l'un, c'est à  
dire Contarini, fait souvent avec les Ministres de  
la Maison d'Autriche. Il ne faut pas pour cela  
juger affectionné pour eux; le tems qu'il a été  
là peut avoir causé quelque familiarité, mais  
il faudra dans les occasions le reconnoître; &  
jusques à ce qu'il soit convaincu de partialité,  
présumer de lui que par sa propre reputation il  
tiendra la balance égale, & que l'intérêt de la  
République ne le pouvant pas desunir quant à  
présent, de ceux de la France, qu'il les épou-  
séra, ou du moins les apuiera; ceux du Duc  
de Bouillon étoient de demeurer lié à la Fran-  
ce, & d'accepter les témoignages de bonne vo-  
lonté que je voulois lui rendre en lui offrant  
une recompense ample des Domaines des Ter-  
res de Sedan & Raucourt, desquels s'étant de-  
failli je pouvois en percevoir les fruits, sans é-  
tre tenu à aucune chose, & toutes fois ayant  
pris un sentiment plus modéré, & qui tournoit  
à son avantage, il n'a pas laissé de se retirer en  
Suisse. Je lui avois accordé de lui conserver  
le rang, & les prééminences, tout ainsi qu'il  
eût toujours possédé les Terres souveraines de  
Sedan & Raucourt, & celui que comme le  
Duc de Bouillon il avoit droit de prétendre;  
ma règle sur les choses passées & demandées  
par ceux, aux droits desquels il a succédé à ce  
qui pouvoit être contesté, dont pourtant il étoit  
en quelque possession, s'explique à son avanta-  
ge, & à celui de sa maison; mais puisqu'il a  
renoncé, il me force de me prévaloir de ceux  
que l'arrêt du Parlement m'ont acquis; & en-  
trant en possession d'un bien qui m'appartient lé-  
gitimement, user de mes droits, demander &  
prendre le serment de fidélité des Sujets, & y  
faire exercer la Justice en mon nom; ce que  
j'aurois différé à la prière du dit Duc & pour  
traiter plutôt avec lui de ses droits, que pour  
lui en donner recompense. Je prie Dieu qu'il  
vous

1644.

On doit  
examiner  
avec grande  
attention les  
pleins pou-  
voirs des  
Imperiaux.

La Reine  
donne divers  
conseils aux  
Plenipoten-  
tiaires.

Intérêts du  
Duc de  
Bouillon.

Il se retire  
en Suisse.

1644. vous aît, Messieurs les Comtes d'Avaux & Servien, &c.



## L E T T R E :

De Mrs. les Comtes

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Le 16 Avril 1644.

M O N S I E U R,

Nous commençons à vous écrire conjointement, & prenons encore la voye de Cologne, parceque les autres qui aboutissent toutes à Bruxelles sont plus longues, & aussi périlleuses que celle-ci: Il s'en fut peut-être bien trouvé une autre plus droite, & un peu plus courte, depuis Bruxelles jusques ici, mais nous avons remarqué dans les discours qui ont été tenus avec les Ministres d'Espagne qu'ils affectionnent, que leurs Dépêches continuent de venir par Cologne; si bien que l'établissement nouveau des Postes ou des Messagers, qui pourroit être fait par Wezel ou Rimberg, ne serviroit que pour les nôtres, ce qui nous obligerait d'en supporter seuls la dépense.

C'est pourquoi, au hazard d'avoir vos Lettres un jour ou deux plus tard, nous estimons qu'il leur faut faire prendre la route des autres, puis qu'elle se trouve bien établie, & que quelquefois le Nonce qui sera en France, ou l'Ambassadeur de Venise pourront envoyer des paquets, sous la couverture des leurs, quand il y aura quelque chose importante à nous faire savoir, ce que nous jugeons plus sûr, & même plus prompt que d'envoyer des Courriers exprès, qui sont ordinairement volés ou arrêtés en chemin.

Nous avons crû qu'une si importante Negotiation que celle qui nous a fait venir en cette Ville ne pouvoit commencer que par des Prières publiques qui ont été faites, pour demander à Dieu, qu'il lui plaise d'augmenter les bonnes dispositions qui sont dans les cœurs des Princes pour la Paix, & benir le travail des Ministres qui sont employés à ce saint ouvrage.

Elles avoient été ordonnées par Mr. le Nonce, & ont duré trois jours entiers avec beaucoup de devotion, & une grande affluence de peuple. Le premier jour, qui fut Dimanche dernier, il y eut une Procession generale, que les Espagnols avoient tâché d'empêcher, prévoyans bien, que nous y voudrions tenir la place, qui est due en semblables Ceremonies aux Ambassadeurs de la premiere Couronne de la Chrétienté. Nous avions resolu, & nous étions mis en état de la conserver, s'ils eussent continué dans la pensée qu'ils avoient eue, de nous la disputer; mais enfin ils ont pris d'eux-mêmes le sage conseil de ne s'y trouver pas, & de nous laisser le soin de regler les Séances dans l'Eglise, & l'ordre de marcher par la rue, avec les seuls Imperiaux, qui ayant fait placer le jour auparavant leurs bancs en un endroit du Chœur, où ils ne nous avoient pas laissé une place assez honorable; cela nous obligea d'en parler à Mr.

le Nonce pour y remédier, & faire disposer toutes choses; enforte que l'Eglise fut conservée par tout entr'eux & nous sans aucune autre sorte d'avantage, ni de différence; lui ayant déclaré franchement, que non seulement nous ne le souffririons pas, mais que nous estimions de faire beaucoup de leur laisser la premiere place, qui de droit devoit appartenir au Roi, comme fils aîné de l'Eglise.

Nous fûmes mêmes contraints de faire dire à Mr. le Nonce, qui s'étoit fait préparer un daiz en un lieu séparé de notre banc, que s'il vouloit faire l'Office & venir avec ses habits Pontificaux, nous n'avions rien à dire; mais que hors de cela nous le priions de venir prendre la place parmi nous, & que comme Nonce il n'en pouvoit avoir une plus honorable, que d'être à la tête des Ministres de si grands Monarques, sur quoi nous sommes obligés de vous dire, pour le seul intérêt de la vérité, que Mr. le Nonce y a aporté une grande prudence & dextérité, pour faire cesser toutes les contentions.

En premier lieu, pour ce qui le regardoit, il a volontiers quitté son daiz, pour nous satisfaire, & a bien voulu, après avoir aporté le Saint Sacrement jusques à la premiere Eglise, le laisser porter au Suffragant de cet Evêché, & après cela changer d'habit, pour se venir placer durant le reste de la Cerémonie parmi nous, & pour les Ambassadeurs Imperiaux, il les a disposés à tout ce que nous avons désiré.

On nous a mis autant de chaires dans la main gauche du Chœur, que nous étions d'Ambassadeurs, toutes égales, & sur une ligne, où Mr. le Nonce a eu la premiere; les Imperiaux, les deux suivantes; celles d'après ont été pour nous, & la dernière pour l'Ambassadeur de Venise, lequel a été au Service, mais non pas à la Procession, à cause d'une attaque de goutte qu'il avoit eue la nuit même.

La marche par la Ville nous a été très-avantageuse; nous avons fait dire, que nous ne marcherions point derriere les Imperiaux, mais que nous voulions aller à leur côté, & sans qu'ils pussent être avancés plus que nous de l'épaisseur d'un doigt; eux au contraire avoient prétendu avoir la premiere place en chacun des côtés de la Rue; mais enfin nous sommes demeurés d'accord par les soins de Mr. le Nonce, qui fit travailler à cette negociation jusques à minuit, que nous aurions chacun des côtés de la rue, qu'eux marcheroient à la Droite sur une colonne, & nous sur une autre à la gauche; enforte que moi d'Avaux ai marché à côté du premier Ambassadeur, & moi Servien à côté du second, lequel s'est trouvé par ce moyen à une place moins honorable que celle qu'un de nous a eue par la Ville, à la vue de tout le Peuple; à la vérité, dans les Eglises où il n'y a eû qu'un banc pour tous, ils ont été tous deux assis à notre main droite; mais là où il y a eû deux bancs, l'un devant l'autre, Mr. le Nonce, Mr. le Comte de Nassau & moi d'Avaux avons été dans le premier; Mr. Colmar & moi Servien avons été dans l'autre, & quoique nous eussions pû marcher sur une même ligne, nous avons mieux aimé l'ordre ci-dessus exprimé qui donnoit la préséance au premier de nous sur le second des Imperiaux, que de demeurer dans l'égalité, qui eût été avantageuse pour le dernier de nous, si nous eussions marché tout de front.

Voilà, Monsieur, ce qui s'est passé en cette rencontre, de laquelle nous avons voulu vous faire savoir toutes les particularités, parce que nous jugeons très-avantageux pour la Dignité du Roi, dans la Ville Capitale d'une des plus grandes Provinces d'Allemagne, que les Am-

Leurs soins  
pour les Let-  
tres.

Prieres  
publiques à  
Munster.

1644.

Disputes sur  
le rang.

Détail de  
tout ce qui  
s'y passa.

1644.

basfateurs de France, dans une Ceremonie publique, ayant fait abfenter ceux d'Efpagne, & confervé une égalité entiere avec ceux de l'Empereur, ne croyant pas qu'il y eût avant cette occafion aucun exemple que dans l'Empire on eût fi avantageufement confervé le droit du Roi, au préjudice même des Princes de la Maifon.

Conduire de  
M. Contarini.

Quelques-uns ont crû que l'Ambaffadeur de Venife, n'ayant pas trouvé fon compte dans cet ordre, parce qu'il eût marché feul après tous les autres, avoit fait feffemblant de fe trouver mal, néanmoins fon mal ne l'empêcha pas d'affifter à l'Office où le dernier de nous fe trouva un peu en peine, fe trouvant auprès de lui, de qui il n'avoit point encore été vifité. Les chofes ne laiffèrent pas de fe paffer civilement, mais certes il femble que Mr. Contarini fait paroître un peu trop de dureté pour une vetille de fi peu d'importance, & qui nous mettra dans de nouveaux embarras avec les Hollandois, fi on lui accorde ce qu'il prétend, parce qu'ils ne font pas capables de raifon, quand on leur propofe de les traiter différemment des Ambaffadeurs de Venife; il fera bien à craindre qu'ils ne s'échauffent davantage, fi on accorde quelque grace nouvelle à ceux-ci, pendant qu'on leur refufe celle qu'ils fontient avoir ci-devant reçue de la France.

Le Nonce  
leur dit qu'il  
avoit les Pou-  
voirs de l'Em-  
pereur & du  
Roi d'Efpagne  
pour leurs  
Miniftres.

Le lendemain que les Dévotions ont été faites, Monsieur le Nonce nous eft venu voir, pour nous dire, qu'il avoit en main les Pouvoirs des Miniftres de l'Empereur & du Roi Catholique, & qu'il n'attendoit que les nôtres, pour en faire refpectivement la communication. Cela nous obligea le jour fuivant de les lui porter, & ayant vû ceux de nos Parties en Original, nous avons trouvé ceux des Imperiaux en affés bonne forme; mais, félon notre avis, il y a un défaut effentiel dans celui des Efpagnols: nous ne pouvons pas en rendre compte à Sa Majesté, fi bien que nous ferions demain qu'ils nous doivent être envoyés pour les confidérer, & les examiner à loisir; mais cependant, pour ne pas perdre l'occafion de cet Ordinaire, fans vous faire favoir ce que nous croyons, il nous a femblé que lesdits Pouvoirs des Efpagnols ne font pas fuffifans, pour entrer en Negociation avec nous.

Ils croyent  
ceux des  
Efpagnols  
infuffifans.

Difficultés  
qu'on y  
trouve.

Premierement au lieu d'avoir un Pouvoir general, où tous les Commiffaires foient nommés, comme nous fommes dans le nôtre, chaque Ambaffadeur a fon pouvoir particulier, qui n'eft adreffé qu'à lui feul, & ce qui fait la difficulté eft une clause qui donne autorité à ce Commiffaire particulier de traiter & conclure la Paix conjointement avec les autres Plenipotentiaires, fans exprimer quels ils font, ni combien, fans y ajoûter s'ils pourront traiter en l'abfence les uns des autres; fi bien qu'il fe pourroit faire, quand nous nous ferions ouverts des ordres que nous avons, que les Plenipotentiaires d'Efpagne, qui font ici, nous diroient, qu'ils attendent d'autres Compagnons pour conclure, qui ne font pas encore venus, & fans lesquels leur Pouvoir ne leur donne pas autorité de rien faire. En un mot, la forme nouvelle de leurs Pouvoirs, & que nous trouvons bien différens de ceux qui furent donnés à Vervins, nous fait croire que ces Commiffaires n'ont en effet defsein que d'entrer en conference pour écouter & en faire rapport, avant que de rien refoudre, en quoi nous recevrons un très-grand defavantage.

Nous y trouvons encore une autre difficulté, qui eft, que le Roi d'Efpagne prend par tout la qualité de Roi de Navarre; nous voyons qu'elle a été paffée dans tous les Traités pré-

cedents, même dans les Contrats de Mariage; mais le Roi l'ayant prife auffi de fon côté, comme elle lui appartient legitiment, cela ne peut pas faire tant de préjudice comme celle de Seigneur de Barcelone, que la Majesté ne s'eft point attribuée dedans nos Pouvoirs, quoi qu'elle lui foit due aujourd'hui plus juftement qu'au Roi Catholique, qui n'a plus ni droit ni poffeffion.

Nous y trouvons encore une autre difficulté, qui eft, que nous avons confidéré que de le faire inférer dans nos Commiffions, outre que ce n'eft pas la coutume de France d'exprimer au long, dans les Lettres patentes, tous les Titres & qualités du Roi, que l'on croit comprises fous le nom de France, parce que c'eft en cette qualité, que tous les autres Etats & Seigneuries appartiennent à la Majesté, & que tout ce qui échet par fuffeffion, par les armes, ou autrement, eft infeparablement uni à la Couronne, fi l'on y vouloit cette Seigneurie de Barcelone, il faudroit y mettre auffi celle de Comte d'Artois, Duc de Lorraine, Landgrave d'Alsace, Seigneur de Pignerol ou de Prince d'Italie, & generalement faire mention de tous les Etats, desquels la Majesté eft en poffeffion, & qu'elle a présentement droit & prétention de conferver. Nous avons donc eftimé qu'à toute extrémité, pour fortir de cet inconvenient, nous pourrions mettre à convert les droits & les interêts du Roi, en donnant un Ecrit aux Mediateurs, par lequel nous demanderons que les qualités qui pourront faire préjudice à la Majesté foient ôtées du Pouvoir des Commiffaires, avec lesquels nous aurons à traiter, ou du moins qu'il foit convenu entre nous que les Titres & qualités qui auront été prifes & omifes de part & d'autre, foient dans les Pouvoirs ou en quelque endroit de la Negociation, ne pourroient nuire ni préjudicier au droit des Parties.

Nous travaillons à ménager une entrevue avec les Ambaffadeurs de Suede; dans un lieu tiers; mais, outre qu'il eft très-difficile d'en rencontrer un entre ci & Osnabrug, où nous puiſſions être logés, lors qu'il nous y faudra coucher, fans demeurer expofés à toutes les injures du tems, & nous reffentir pour les vivres, de la difette qui eft generale en ce Pais; nous trouvons le Chef de l'Ambaffade, qui eft le Baron Oxenftiern, avoir l'efprit merveillement pointilleux en toutes chofes, foit pour convenir d'un lieu qui foit droit au milieu, foit pour refoudre la forme des vifites de ces Meſſieurs, contre toute raifon, faifant difficulté de nous voir les premiers; nous tâcherons de fortir de cette conteftation, le mieux qu'il nous fera poffible.

Nous vous envoyons une Copie de la Lettre que nous avons eftimé devoir envoyer à tous les Princes, Etats & Villes de l'Empire, tant Catholiques que Proteftants, pour les convier de venir ou envoyer ici leurs Députés; nous n'y avons rien omis de tout ce que nous avons jugé propre à les y bien difpofer.

Monsieur de Rorté nous écrit que le Préſident de Danemark, qui eft encore à Osnabrug, lui a témoigné que la Mediation du Roi non feulement feroit très-agreable à fon Maître, mais qu'il fe foudmettroit volontiers au jugement de tous les autres Princes, pour connoître du tort qu'il avoit reçu des Suedois; que néanmoins ayant été attaqué par furprife, l'honneur ne lui permettoit pas d'entendre à un accommodement, que les Suedois ne fuſſent hors de ſes Etats. Nous avons fait dire à ce Préſident que

1644.

Ils procurent  
d'avoir une  
entrevue avec  
les Suedois.

Caractère  
d'Oxenftiern.

Les Danois  
agréeront la  
Mediation de  
la France à  
certaines  
conditions.



1644.

que cette Condition pourra bien être mise la première sur le tapis, lorsque l'on entrera en conférence; mais que de la demander avant que d'entrer à aucun accommodement, comme elle est extraordinaire, il n'y auroit pas d'apparence de l'obtenir des Suedois, ni même de leur proposer.

Ils ont soin d'avancer le voyage de Mr. de la Thuillerie.

Cependant nous n'oublions rien pour avancer le voyage de Mr. de la Thuillerie, que nous aprenons être déjà en chemin pour se rendre ici; nous lui avons fait préparer un logis, & avons estimé qu'il seroit mieux d'y arriver comme inconnu, pour éviter la contestation des Ceremonies, que si demandant pour lui aux Imperiaux un Passeport, que sans doute ils nous eussent refusé, nous leur eussions fait naître la pensée, en les avertissant de sa venue, de faire quelque entreprise contre lui, nous nous sommes contentés de lui envoyer un Passeport de nous, lequel, en cas de besoin, nous pourrions faire valoir, puis qu'en effet il marche pour un Traité qui a connexité & dépendance avec celui de la Paix generale: Nous l'avons néanmoins averti en même tems de prendre avec lui une bonne Escorte. Selon les divers avis qu'il nous a donnés de sa venue, il doit être ici demain ou le jour suivant.

On continué les Levées à Liege.

Nous croirions manquer à notre devoir, si nous ne vous faisions souvenir des Levées de Liège: nous aprenons qu'elles s'avancent fort, & seront très-belles; mais il est à craindre, si l'on n'envoie promptement ordre pour leur subsistance, lorsqu'elles seront en corps, & leur faire toucher une montre, quand elles entreront en Service, comme c'est la coutume, qu'elles ne se débandent en un moment de tems, ce qui rendroit la grande dépense qu'on y a faite entièrement inutile.

Les Danois pressent l'Empereur pour le secours.

Il y a quelques jours que Mr. Contarini nous envoya dire qu'il venoit de recevoir avis de l'Ambassadeur de Venise, qui est à Vienne, qu'un Envoyé de Danemark y pressoit le secours de l'Empereur, & assurait, de la part de son Maître, que non seulement il ne traiteroit point avec les Suedois, qu'il ne les eût chassés de son País; mais qu'ils ne fussent entièrement hors d'Allemagne; que le Chancelier de Brabant devoit bientôt venir, pour troisième Plenipotentiaire d'Espagne, & que néanmoins il devoit tenir la première place parmi ceux qui sont ici; qu'un autre Envoyé du Transilvain étoit envoyé en la même Cour, avec ses propositions d'accommodement. Nous avons appris que, dans le Traité que les Suedois ont fait avec ce Prince, ils y ont compris la France, & lui avoient promis, & l'argent & des hommes, qu'ils ne lui avoient pas encore envoyés. Cela le pourroit bien faire songer à sortir d'affaires par un accord, voyant d'ailleurs que l'armée Suedoise s'est engagée dans une autre entreprise; En tout cas, s'il continué sa pointe, il nous est bien nécessaire de savoir la part que la France a eue dans le Traité qu'on a fait avec lui, & de quelle forte nous devons appuyer ses Interêts dans le Traité de Paix, en cas qu'il envoie quelque Deputé pour y intervenir, comme nous avons appris de quelqu'une de ses Lettres, qu'il en avoit l'intention.

Ils envoient les Copies des Plein-pouvoirs de l'Empereur & du Roi Catholique.

Nous pensions ne pouvoir joindre à ce paquet les Copies des Pouvoirs des Ambassadeurs de l'Empereur, & du Roi d'Espagne, qui sont ici, mais depuis le paquet fermé, Mr. le Nonce nous a envoyé les Originaux, & les Copies qui sont ici jointes des derniers, cela est causé que l'Ordinaire est parti sans notre Dépêche, & que nous sommes obligés, pour n'en pas perdre l'occasion, d'envoyer demain un homme exprès.

1644.

## LETTRE DU ROI

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 23. Avril 1644.

*Il leur ordonne de mettre la dernière main avec Madame la Landgrave de Hesse à redresser les griefs de la Religion de Prémontré.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien,

IL y a quelque tems que j'écrivis à ma Cousine la Landgrave de Hesse, pour lui faire savoir les plaintes que mon Cousin Grimaldi, Nonce de notre Saint Pere le Pape près de moi, faisoit, de ce que le Sr. Comte d'Eberstein s'est mis en possession du Monastere de Capenberg, de l'Ordre de Prémontré, & même de ce qu'il detient Prisonnier, Frere Jean Regnard Sehade, Prevôt dudit Monastere, & l'a prié en même tems de faire cesser lesdites plaintes, en faisant restituer ledit Monastere de Capenberg, de l'Ordre de Prémontré, & mettrant ledit Prevôt en pleine & entière liberté; mais parce qu'il n'y a point encore été satisfait, que mondit Cousin le Cardinal Grimaldi reitere toujours ses plaintes sur ce, & que c'est chose directement contraire aux Traités, que le défunt Roi Monseigneur & Pere a faits, tant avec le défunt mon Cousin le Landgrave, la Couronne de Suede, qu'avec tous mes autres Alliez en Allemagne: Je vous écris la presente, par l'avis de la Reine Regente Madame ma Mere, pour vous dire que vous ayez à écrire à madite Cousine la Landgrave de Hesse, pour la prier de mettre la dernière main à cette affaire en faisant restituer ledit Monastere, mettre ledit Prevôt hors de Prison, & cesser tous les mauvais traitemens que reçoivent les Religieux, & autres Catholiques de ces quartiers-là, à quoi m'assurant que vous y satisferez volontiers, Je prie Dieu &c.

Il leur ordonne de mettre la dernière main, avec Madame la Landgrave de Hesse à redresser les griefs de la Religion de Prémontré.

## LETTRE DU ROI

A Madame la

LANDGRAVE DE HESSE.

A Paris le 23. Avril. 1644.

*Il lui recommande l'Affaire du Monastere de Capenberg.*

MA COUSINE,

IL y a quelque tems que je vous écrivis, pour vous faire savoir les plaintes que mon Cousin le Cardinal Grimaldi, Nonce de notre Saint Pere le Pape près de moi, faisoit, de ce que

Il lui recommande l'Affaire du Monastere de Capenberg.

le

1644.

le Sr. Comte d'Eberstlin se met en possession du Monastère de Capenberg, de l'Ordre de Prémontré, & même de ce qu'il derient Prisonnier F: Jean Regnard Schadde, Prevôt dudit Monastère, & vous priaï en même tems de faire cesser lesdites plaintes, en faisant restituer par ledit Sieur Comte d'Eberstlin ledit Monastère de Capenberg, & mettant ledit Prevôt en pleine & entière liberté; mais parce qu'il n'y a point satisfait, que mon Cousin le Cardinal Grimaldi réitere toujours ses plaintes sur ce sujet, & que c'est une chose directement contraire aux Traités que le défunt Roi Monseigneur & Père a faits, tant avec le défunt mon Cousin le Landgrave, la Couronne de Suede, qu'avec tous mes Alliés en Allemagne: Je vous écris la présente, par l'avis de la Reine Regente, Madame ma Mère, pour vous prier, avec toute l'affection qui m'est possible, de mettre la dernière main à cette affaire, & faisant restituer ledit Monastère, mettre ledit Prevôt hors de Prison, & cesser tous les mauvais traitemens, que reçoivent ses Religieux & autres Catholiques de ces quartiers-là. Sur quoi me remettant au Sieur de Beauregard, mon Resident près de vous, à faire entendre plus particulièrement mes sentimens sur ce sujet, je prierai Dieu qu'il vous aît, ma Cousine, en sa sainte & digne garde. *Signé LOUIS, & plus bas DE LOMENIE, & au dos est écrit: A Madame ma Cousine la Landgrave de Hesse.*

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

*Le Roi ayant entendu lire leur Dépêche du 16. loné leurs soins, & il fait bon gré au Nonce. Il faut demander la reforme des Plein-pouvoirs des Espagnols. On aproouve la Lettre circulaire aux Princes de l'Empire. On désaprouve la prétension des Suedois par rapport à l'égalité. Le voyage de Mr. de la Thuillerie donne beaucoup d'esperances. Le Secretaire en demande leurs avis. Il convient que les Pouvoirs des Espagnols à Munster ne sont pas suffisants. Il loné le soin qu'ils ont touchant les Levées. Touchant les Troupes de la Landgrave. Les Ministres de Portugal se louent de ceux de France. Reflexions à leurs demandes. On accorde un subsidie à Madame la Landgrave. Il re-*

*tourne à la charge sur les Plein-pouvoirs des Espagnols. Avis de Contarini à l'Ambassadeur de Venise. Il recommande le Prince de Wirtemberg.*

1644

MESSIEURS,

**V**OTRE Lettre commune du seizième du Courant me fut rendue le vingt-septième, & je la jugeai de telle conséquence, que j'obligeai sa Majesté, de se donner la patience de l'entendre lire, qui m'a commandé de vous dire, qu'elle loné le soin que vous apportez à conserver & affermir les droits, & les prééminences de cette Couronne, & qu'elle a entière satisfaction du procédé de Monsieur le Nonce, puisque vous connoissez combien il se rend facile aux choses qui vous regardent, & fait volontiers céder ce qu'il pourroit prétendre, pour vous plaire. Sa Majesté estime que vous le devez convier à continuer, en lui rendant ce qui lui est dû, & encore quelque chose au delà; mais il faut que ce soit avec tant d'adresse, que les Ennemis ne penettent pas, que vous le fassiez par dessein, & bien moins que vous soyez pleinement satisfaits de lui, puisqu'il leur seroit assés aisé, ou de la faire revoquer, ou de prescrire l'envoi du Legat, lequel se dispose à partir, & de lui faire joindre quelque Prélat, qui seroit le contrepoids à Monsieur Chigi. Ce peu de lignes serviront de réponse à ce qui concerne les Ceremonies passées, & que l'on aura à faire. Il est remis à vos prudences de prendre tous les temperamens, que vous jugerez nécessaires au sujet des qualités, pour empêcher que ceux que les Ennemis prennent, & que pour coutume & raisons nous obmettons, ne puissent augmenter leur droit, ni diviser le nôtre.

Sur le troisième point de votre Dépêche qui importe un peu davantage, vos raisons sont solides, & ce n'est point par mégarde, mais par affectation, que les Pouvoirs des Plenipotentiaires du Roi Catholique ont été dressés de la manière qu'ils le sont, & vous avez pénétré ce qui est à appréhender. Le remède consiste à les faire réformer, & à demander qu'ils soient dépendants les uns des autres, c'est à dire séparément, comme conjointement, ils puissent négocier, traiter & conclure avec vous, & les Plenipotentiaires des autres Princes. Cependant de différer l'ouverture de la Conférence, bien qu'il fût juste, il y auroit un reproche à souffrir, & les Espagnols prendroient avantage de la difficulté que vous y apporteriez, donnans à entendre au public que les Plein-pouvoirs sont en bonne & due forme, & tels qu'ils ont accoutumé de les donner. En cet embarras il n'y a pas d'expédient prompt, sûr, ni honorable, comme de faire entendre aux Médiateurs les manquemens, que vous y rencontrez, les prier de les faire réparer, & pour la justification des saines intentions de leurs Majestés à conduire le Traité, que vous offrez de l'ouvrir, & de le continuer sous condition, que dans deux mois les Plenipotentiaires d'Espagne vous donneront satisfaction en ce point, & vous remettront leurs Pouvoirs, aussi amples & précis qu'ils leur seront besoin pour conclure le Traité; protestant que le délai expiré, vous ne continuerez plus à travailler, qu'ils ne vous aient donné contentement pour ce regard, & de notre côté nous écrirons à nos Ambassadeurs pour informer les Princes de la conduite que nous avons résolu de suivre.

*Le Roi ayant entendu lire leur Dépêche du 16. loné leurs soins & il fait bon gré au Nonce de son procédé.*

*Il faut demander la reforme des Plein-pouvoirs des Espagnols.*

La

1644.

On approuve  
la Lettre cir-  
culaire aux  
Princes de  
l'Empire.

La Lettre que vous avez écrite aux Princes de l'Empire est digne de vous; désormais ils feront en leur tort, s'ils n'en profitent, & leur postérité leur pourra imputer la perte de leur dignité, & de leur liberté, si par des conseils foibles ils défèrent aux sentimens de l'Empereur dont le but est l'accroissement de son autorité, qui ne s'établit que par la diminution de la leur.

Celle que le Baron Oxenstiern, & ses Collegues veulent avoir, de traiter en toutes choses si d'égal avec vous, semble bien extraordinaire: Car si bien les Couronnes, en la Souveraineté, & l'indépendance, sont égales, il y a toujours priorité, & il est de nécessité que l'un cede à l'autre: Entre celle de France & de Suede, il n'y eut jamais de competence; en tant d'endroits toutes celles de l'Europe nous ont cédé; Il nous est bien surprenant que les Suedois fassent les démonstrations, dont vous nous avez écrit, que vous saurez bien surmonter par vos experiences, & l'on se remet entierement à ce que vous jugerez pouvoir & devoir faire, en se contentant de vous faire souvenir de la vigueur avec laquelle vous vous opposez aux prétentions injustes des Espagnols, & de conserver l'Egalité en tous lieux avec les Ministres de l'Empereur.

Le voyage  
de Mr. de la  
Thuillerie  
donne beau-  
coup d'espe-  
rances.

Nous concevons de grandes esperances de l'entremise de Monsieur de la Thuillerie, & comme vous nous l'avez mandé, la disposition qui est aux Princes intéressés fera réussir la Médiation, où chacun d'eux ayant intérêt d'assoupir leurs différends, & plus l'Empereur offrira de forces au Danemarck, plus il doit reconnoître combien la guerre est ruinée au public, & la Reine de Suede se doit laisser persuader de la même raison pour faire finir celle-là, qui ne peut que produire des succès dommageables, soit en la durée, que pour le divertissement qu'elle causeroit à continuer puissamment celle d'Allemagne, qui seule peut produire une bonne Paix. La condition demandée par le Resident Danois, qui semble de prime face juste, reçoit pourtant ses difficultés, & vous les lui avez si nettement expliquées, qu'il n'échet point d'en parler; bien de l'Alliance, que la Suede a contractée avec Ragotsky, en laquelle a embarqué la France, qui satisfera ponctuellement à ce qu'elle a promis, pourvu que les autres de leur part accomplissent fidelement ce à quoi ils se sont obligés.

Le Secrétaire  
en demande  
leurs avis.

Je m'expliquerois davantage sur ce fait, n'étoit que Monsieur Nananger m'a mandé de vous avoir écrit, & envoyé Copie des Traités, & des Procurations en vertu desquelles il a été passé, sur quoi vous nous donnerez vos avis, & puis nous vous donnerons les nôtres, qui craignons bien, que ledit Ragotski ne s'accommode avec l'Empereur, qui n'oubliera aucune sorte de promesse à lui faire, pour l'obliger à se retirer.

Il convient  
que les Pou-  
voirs des  
Espagnols à  
Munster ne  
font pas suf-  
fisants.

Votre Lettre susdattée m'apprend que vous attendez le Chancelier de Brabant, & qu'il doit tenir la première place entre les Députés d'Espagne, & par l'une des miennes vous avez su que l'on presse le Duc de las Torres de partir de Naples, pour aller à Munster, & cela me confirme de plus en plus en l'opinion que vous avez conquis du peu de pouvoir qu'ont ceux que vous y avez rencontrés, de conclure un Traité aussi solennel que le général, & je crains même que l'absoluë qui avoit été donnée à Dom Francisco de Melos, ait été transmise à quelqu'autre, & probablement à celui qui sera Chef des affaires de Flandres.

Il loué le  
soin qu'ils  
ont touchant  
les Levées.

Il avoit été pourvu au paiement des Troupes levées par Marfin, dont l'on prétend tirer

TOM. II.

de grands services; & l'on n'a pas laissé de louer le soin que vous avez d'en faire souvenir, toutes choses aident aux grandes affaires, & une legere diversion donne des avantages qu'on eut eu peine à se promettre d'une plus puissante.

Monsieur Pothelin m'a dit que les Troupes de Madame la Landgrave avoient été un peu mal menées, mais au lieu d'en craindre une mauvaise suite, il nous en promet un grand succès, les Chefs s'étant résolu de fortifier leurs Corps, & d'avoir raison de cet écorne.

Les Ambassadeurs de Portugal se sont loués des bons traitemens, que les Ministres de leur Roi reçoivent de vous. Ils prient que vous les continuiez, mais ils voudroient qu'il vous fût mandé d'interrompre le fil de la Negociation, s'ils n'y étoient admis, sur quoi nous ne leur avons pu promettre contentement, mais bien de vous recommander les personnes qui sont à Munster, & les Affaires de leur Maître, agissant en leur faveur tout autant que vous le pourrez faire, & selon qu'il vous a été prescrit par vos Instructions. L'on ne juge pas y pouvoir ni devoir rien changer; mais, si vous trouvez jour à les favoriser, & que la conjoncture du tems & des Affaires vous pût avancer les leurs, vous n'oublierez pas, vous en jugez la conséquence. J'oubliois de vous dire que l'on s'est résolu d'accorder trente mille Risdalles de subside extraordinaire à Madame la Landgrave, de maniere qu'elle en aura reçu cent, ce que l'on a fait, afin de lui donner moyen de rétablir ses Troupes, & de les mettre en état d'être considérées, bien entendu que l'on se serve des Levées du Colonel Marfin, à ce à quoi on les jugera plus utiles, dont cette Princesse ne laissera pas de tirer avantage, puisque les Ennemis étant occupez en divers lieux seront nécessités, pour s'y opposer, de faire de nouveaux Corps, qui diminueront les autres. Bien que je me sois chargé d'écrire à nos Ambassadeurs ce que vous avez remarqué de défectueux aux Pouvoirs des Commissaires d'Espagne; je juge pourtant qu'il sera bon que vous fassiez retentir en tous lieux, & nommément dans l'Allemagne, comme cette difficulté, quoiqu'essentielle, ne nous empêche pas de traiter, sous l'esperance qu'il y sera remedié, & tenez pour assuré que le Pouvoir de ces gens-là est subordonné à un autre. Dom Francisco de Melos l'avoit, & aparemment Dom Castel Rodrigues, qui lui succede à l'autorité, & au maniement des Affaires, en a obtenu de la même valeur que celui-là.

Depuis cette Lettre écrite, l'Ambassadeur de Venise m'a dit que Contarini lui avoit mandé que les Plenipotentiaires Espagnols lui avoient offert de s'entremettre auprès de vous, pour vous disposer à lui donner satisfaction au fait de la conduite, qu'il les avoit prié de s'en abstenir, jugeant que vous ne devriez pas déférer à leur priere, & qu'ils affectent de prendre en cette occasion, pour vous rendre la Médiation suspecte, qu'il fait quelle doit être la conduite, qui l'oblige à demeurer neutre, & qu'il est Ministre de la Republique de Venise; vous jugerez de ses intentions par les effets, & de la fin par laquelle il m'a fait tenir ce discours. Je suis, &c.

Monsieur le Prince de Wirtemberg s'en allant en Danemark, & désirant passer à Munster, pour vous rendre une Lettre de Sa Majesté qui vous recommande les intérêts de sa personne, & le paiement d'une somme de six mil livres, qu'on lui a donné à toucher par vous, & pour ce qu'il a encore demandé deux Lettres au Roi de Danemark, & à la Reine de Suede, pour s'en servir, & avancer, dit-il, la Negociation de Monsieur de la Thuillerie, pour la

D

fami-

1644.

Touchant les  
Troupes de la  
Landgrave.

Les Ministres  
de Portugal se  
louent de  
ceux de Fran-  
ce.

Reflexions à  
leurs deman-  
des.

On accorde  
un subside à  
Madame la  
Landgrave.

Il retourne à  
la charge sur  
les Plein-pou-  
voirs des  
Espagnols.

Avis de  
Contarini à  
l'Ambassa-  
deur de Venise  
à Paris.

Il recom-  
mande le  
Prince de  
Wirtemberg.

1644.

familiarité & parenté qu'il a avec le Prince de Danemark. J'ai estimé de vous devoir envoyer ces deux Lettres de purs Complimens, sans aucune créance, pour laisser à votre avis de les lui remettre en main, car comme vous connoissez sa personne, & capacité, il ne faut pas vous en dire davantage.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 30 Avril. 1644.

*Il approuve leurs réflexions sur les Plein-pouvoirs des Espagnols. Remarques sur l'entrevue avec les Ministres Suedois. Sa pensée pour une Negociation avec Pologne & Baviere. Ses soins pour le subsidé à Madame la Landgrave.*

MESSIEURS,

VOTRE Dépêche du 16. de ce mois a été lue dans le Conseil, où ayant été parlé au long de tous les points qu'elle contient, Monsieur le Comte de Brienne a été chargé de vous en faire savoir le resultat, par ses Dépêches, auxquelles je me remets.

Les considérations que vous avez faites sur les Pouvoirs des Ministres d'Espagne, ont été très-judicieuses. J'avois eu toujours quelque créance, & vous l'aurez pu juger par une de mes Dépêches précédentes, que ceux qui sont présentement à Munster étoient subordonnés à d'autres, qu'ils seroient peut-être obligés d'attendre pour conclure.

Les défauts que vous me mandez être en leurs Pouvoirs, sont si effectifs, & marquent si clairement le peu d'autorité qu'ils ont sur le reste, que nous aurions grande raison à ne passer plus outre dans la Negociation, qu'ils ne les eussent auparavant fait réformer; neantmoins l'extrême passion que Sa Majesté a de voir avancer le Traité, & l'avantage que nous pouvons en tirer, en le faisant connoître à tout le Monde, pendant que les Espagnols, qui en sont très-éloignés, n'oublient aucun artifice pour insinuer le contraire, oblige Sa Majesté à apporter de son côté, toutes les facilités possibles pour surmonter les obstacles qui retarderoient la Paix, & pour cet effet, Elle a trouvé bon, que vous continuiez à digérer les matieres, & passer outre à la negociation, à condition que, dans le tems que vous accorderez de six semaines ou deux mois, les Ministres d'Espagne produiront de nouveaux Pouvoirs de leur Maître, en la forme dont vous ferez convenus, & où il n'y ait rien à dire. Vous avez beau moyen de faire valoir en cette rencontre la sincérité des

intentions de Sa Majesté, & du zele qu'elle a pour le bien public, & le repos de la Chrétienté; & il fera non seulement nécessaire d'en rendre capables les Ministres des Princes qui sont à Munster, mais d'écrire aux Ambassadeurs du Roi, qui sont à Rome, à Venise, & ailleurs, le juste sujet de croire qu'il n'y a aucune apparence de disposition, du côté du Roi d'Espagne, à la Paix, pour le défaut qui se rencontre dans les Pouvoirs de ses Plenipotentiaires, lesquels donnent à connoître assez visiblement, que la resolution des Points qui doivent être examinez pour la conclusion de la Paix, dépend d'autres Ministres d'Espagne que de ceux qui sont présentement à l'Assemblée, & nous voyons que Dom Francisco de Melos s'en retourne en Espagne, & que Castel Rodrigo vient à Bruxelles, qui sont ceux que l'on a toujours crû destinés à cet Emploi.

On peut donc tirer une conséquence bien vraisemblable, qu'ils ne veulent pas de Paix, puisqu'ils n'envoyent pas au Lieu, pour conclure, aucuns des Ministres qui disoient en avoir le pouvoir & ne donnent pas non plus l'autorité de le faire à ceux qui y sont.

Le Roi d'Espagne tenant à Munster des Ministres, sans autorité suffisante de faire la Paix, satisfait en même tems, & à la resolution qu'il a prise de ne la pas faire, & au besoin & envie qu'il a de persuader le contraire à la Chrétienté. C'est pourquoi il est important que tout le monde connoisse la verité de leur conduite, par l'état que vous en ferez, & à mon avis, vous ne devez rien omettre pour le faire adroitement, & en détail parvenir jusqu'au Roi de Pologne & au Duc de Baviere, lesquels desirant la Paix avec passion, auront sujet de louer les facilités que la France y apporte, & détester l'obstination des Espagnols, qui ne peuvent s'y résoudre, & continuent d'être sourds aux voix du Ciel, lequel déclare assez évidemment sa volonté par le mauvais succès qu'il donne à leurs armes.

Nous attendrons d'apprendre ce qui se fera passé à votre entrevue avec les Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, leurs prétentions d'entiere égalité sont un peu étranges, mais vous êtes assez adroits pour continuer à conserver l'autorité du Roi & sa dignité, sans dégoûter les esprits pointilleux que nous avons intérêt de satisfaire.

Je veux, avant que de finir, vous faire part d'une pensée qui m'est venue, dont nous pourrions tirer dans la suite beaucoup d'avantage; ce seroit d'introduire une negociation avec le Duc de Baviere, & le Roi de Pologne, ou leurs Ministres plus confidens, pour faveir de ces Princes, à quelles conditions ils croient que nous puissions parvenir à une Paix Générale. Vous pourriez commencer l'ouverture de cette proposition par les ordres que vous avez du Roi, & de les considerer extrêmement dans le cours des affaires, que vous aurez à traiter, de leur faire connoître l'injustice des Espagnols, & la sincérité des intentions de Sa Majesté, que le Roi fait grand cas de leur jugement & de leur crédit, & seroit bien aisé qu'ils s'ouvrirent à elle confidemment, à quel parti on peut espérer de conclure un bon accommodement pour ce qui regarde les differens que nous avons avec l'Espagne, afin qu'elle prenne après ses mesures sur leurs sentimens. L'effet que cela peut produire, c'est que comme ces deux Princes, encore qu'engagés présentement par d'autres intérêts avec la Maison d'Autriche, n'en ont pourtant point de plus solide, ni de plus pressant, que de modérer la puissance de cette Maison, dans l'Allemagne, de laquelle seule ils

1644.

Il approuve leurs réflexions sur les Plein-pouvoirs des Espagnols.

Remarques sur l'entrevue avec les Ministres Suedois.

Sa pensée pour une negociation avec Pologne & Baviere.



1644.

ils ont tout à craindre, & rien à espérer; il arrivera vraisemblablement, premièrement qu'ils ne proposeront rien qui ne soit avantageux, & qui ne nous maintienne en état de les assister au besoin, & en second lieu, que s'étant déclarés de ce qu'ils auront estimé raisonnable, & pouvoir réussir, si, quand il sera mis sur le tapis, nous y consentons, pour y trouver d'ailleurs notre compte, & que les Espagnols fassent difficulté à y condescendre, non seulement nous rejetterons sur eux la haine de la continuation de la guerre, mais nous pourrions avec le tems espérer d'engager ces Princes, & les autres d'Allemagne dans notre parti, pour contraindre nos Ennemis à se mettre à la raison, & donner enfin le repos à la Chrétienté, qu'ils veulent troubler par leur injustice.

Si vous approuvez cette proposition, il sera nécessaire de la conduire avec cette adresse, que nous engageons lesdits Princes à avoir soin de nos avantages, & avec cette précaution, que nous ne nous trouvions engagés à rien, quoiqu'ils puissent dire, ce que nous résoudrons après l'avoir examiné. Je crois vous avoir mandé pour ce qui regarde le Roi de Pologne qu'il nous a fait dire ici au delà de ce que nous pouvons souhaiter.

Ses soins  
pour le subside  
à Madame la  
Landgrave.

J'ai fait résoudre qu'on envoyât encore à Madame la Landgrave trente mil Risdalles, qui feront cent mil d'assistance extraordinaire qu'on lui aura donné en tout, moyennant quoi elle fortifiera ses Troupes sans qu'elle désire de nous qu'on y joigne les Levées de Marfin, lesquelles ne laisseront pas d'être occupées, en sorte que le service qu'elles rendront réjaillira autant à l'avantage du sien propre, que si elles étoient dans ses Etats: J'ai eu deux raisons pour faire prendre cette résolution, qui me semblent sans réplique, l'une que les Levées étant toutes composées de Liegeois, qui non seulement ont une aversion naturelle, mais sont présentement en guerre avec les Hessiens, il n'y a pas de doute, que si on eût obligé les Liegeois à les joindre, il ne fût arrivé quelque grand désordre, ou qu'elles se feroient d'abord dissipées. La seconde, que puisque lesdites Troupes ne peuvent absolument tirer leur subsistance des Etats de Madame la Landgrave, & qu'ainsi les envoyant il eût fallu nécessairement nous résoudre à les payer ponctuellement, il vaut beaucoup mieux les employer en d'autres endroits, où elles ne nous coûtent pas tant, & où nous serons assurés qu'elles se maintiendront & ne laisseront pas de faire les mêmes effets pour le secours de Madame la Landgrave, & cependant l'assister d'argent, afin qu'elle mette des Troupes en meilleur état qu'il se pourra: J'en ai parlé ce matin au Sr. Pothelin, lequel en est demeuré d'accord, & m'a dit qu'il a toujours jugé d'envoyer ces Troupes dans l'Armée de Madame la Landgrave, c'étoit les vouloir aussi tôt dissiper, & a témoigné une grande satisfaction de ce nouveau subside, qu'on lui donne, avec lequel, & ce qu'Elle a déjà reçu, elle pourra fournir suffisamment aux dépenses pour augmenter & maintenir les Troupes, & ainsi employant ailleurs ses Levées de Liège, nous ne rendrons pas inutile une dépense de cent cinquante mil Risdalles, que nous avons faite. Sur ce je demeure &c.

TOM. II.

1644.

## M E M O I R E

Envoyé par Monsieur le

CARDINAL MAZARIN,

Avec sa susdite Dépêche.

Du 30. Avril 1644.

*Etat de guerre pour cette année.*

L'ARME'E que commandera Monsieur le Duc d'Orleans est composée de dix-huit mil hommes de pied effectifs, & six mil chevaux; celle de Monsieur le Duc d'Anguien de huit mil hommes de pied, & trois mil chevaux. Monsieur le Maréchal Gassion en commandera une troisième qui demeurera entre les deux, soit pour joindre celle de Monsieur le Duc d'Orleans pour la bonne issue de son entreprise, soit pour se joindre à Monsieur le Duc d'Anguien, en cas que les Ennemis voulussent faire quelque diversion en France. Elle sera composée de trois mil chevaux effectifs, & six mil hommes de pied, le tout avec l'Artillerie & autres choses nécessaires à proportion.

L'Armée de Monsieur le Maréchal de Turenne est aussi en très-bon état, elle sera aussi toute ensemble le 10. du prochain, & n'a jamais été si forte, y ayant présentement près de six mil chevaux, & huit à neuf mil hommes de pied effectifs. Outre cela Monsieur le Marquis de Villeroi est parti pour se tenir dans le milieu du Royaume du côté du Poitou, Limosin & Guienne, avec cinq mil hommes & douze cens chevaux, afin d'empêcher que personne ne songe à rien remuer contre le service du Roi; & auprès de la personne de leurs Majestés, il y aura toujours un bon corps d'Infanterie & de Cavalerie. Les Armées de Catalogne & d'Italie sont aussi fort puissantes, & celle de la Mer ne sera pas moins forte que les années dernières, étant déjà sorti de Toulon une Escadre de Vaisseaux & de Galleres, & Monsieur le Duc de Brezé s'apprêtant pour aller faire sortir le reste.

## L E T T R E

De Messieurs les

COMTES D'AVAUUX

ET

S E R V I E N.

A Monsieur le

COMTE DE BRIENNE.

Du 23. Avril 1644.

*Ils communiquent leurs Ordres à Mr. Contarini. Ils demandent les ordres de la Cour pour le Ceremoniel avec la*

D 2

SA-

1644

*Savoie & la Hollande. Ils écrivent au Secrétaire de l'Electeur de Mayence. Ils n'approuvent pas que les Suedois trouvent rien à dire sur les offres du Roi de Pologne à la Reine de France, d'être marraine de son Enfant. Leur Déclaration aux Médiateurs. On prepare toutes choses pour le voyage de Mr. de la Thuillerie. Leur empressement pour l'entrevue avec les Plenipotentiaires Suedois. Prétentions du Baron d'Oxenstiern, Chef de la Legation Suedoise. L'Ambassadeur de l'Empereur à Osnabrug ne veut faire avec les Suedois la communication des Pouvoirs.*

MONSIEUR,

IL y avoit dix ou douze jours que nous étions arrivés, lorsque la Lettre de la Reine, du 9. de ce mois, nous a été rendue. Vous aurez vu par les notes précédentes, que nous avons répondu à plusieurs des points qu'elle contient, ce qui nous empêche d'importuner Sa Majesté, ni vous sur les mêmes choses.

Ils communiquent leurs ordres à Mr. Contarini.

Dès le lendemain nous fîmes savoir nous-mêmes à Mr. Contarini, l'ordre que nous avions reçu de Sa Majesté de le traiter selon son desir, dont il témoigna beaucoup d'affection : En effet il la doit bien avoir grande, d'avoir su si bien prendre l'occasion & le tems d'acquiescer cet avantage nouveau à sa République ; Il a fort bien reconnu que nous n'avons pu lui donner ce contentement, sans un commandement exprès, & que nous avions eu raison de nous gouverner par le Stile de Rome, suivant mêmes les résolutions qui avoient été prises du tems du feu Roi, lorsque Mr. de Chavigny devoit être de cette Ambassade, qui s'en pourra ressouvenir. La chose a beaucoup mieux réussi de cette sorte que si elle lui eût été accordée d'abord sans contestation ; Il eût pu croire que nous l'eussions fait, comme quelques autres, ou par ignorance, ou par bassesse, au lieu que maintenant il a plus de gloire d'être demeuré vainqueur après un combat ; nous lui avons fait connoître le plus doucement qu'il nous a été possible que ce n'est pas un petit témoignage d'affection de la Reine envers la République, d'avoir voulu accorder de nouveaux honneurs à ses Ministres, dans un lieu si célèbre que celui-ci.

Dont Contarini est fort content.

Vous pouvez être assurés qu'il est très content, puis qu'avec la réception de la Dépêche de Sa Majesté, nous lui avons fait connoître que la raison étoit de notre côté, & qu'il n'étoit pas bien fondé en sa prétention ; puisqu'il nous avoit fait proposer des Expédients d'accommodement. Ce que nous appréhendons maintenant est, que cet exemple ne nous donne de nouvelles peines avec les Hollandois, qui sans doute porteront leurs plaintes bien avant, de ce qu'on accorde aux autres de nouveaux honneurs, en même tems qu'on leur refuse ce dont ils croyent avoir été en possession ; Lorsqu'ils verront que, par une grâce nouvelle, on donnera aux Ambassadeurs de Savoie de l'Excellence, & que l'on traitera ceux de Venise tout à fait comme ceux des premières Couronnes ; il y aura, peut-être, sujet d'appréhender l'effet de leur ressentiment ; car, comme nous vous

avons déjà ci-devant marqué, ils ne sont pas raisonnables toutes les fois qu'on veut mettre quelque différence entre leur République & celle de Venise ; & ne manquent jamais de faire remarquer combien la leur est aujourd'hui puissante, & combien elle est plus utile, & antécédente à la France.

Le lendemain que nous eûmes fait savoir à Mr. Contarini les ordres de la Reine, il envoya demander audience à moi Servien, & dans sa visite toutes choses se passèrent dans une civilité réciproque, sans faire mention de la contestation passée, qu'en termes généraux, & pour excuser le retardement de l'entrevue, quoique les duretés qu'il avoit témoignées dans une prétention nouvelle, & les pointilles un peu éloignées de la Courtoisie, dont il s'étoit servi pour parvenir à ces fins, nous eussent donné peu d'inclination à lui faire de nouveaux honneurs, j'ai néanmoins exécuté ponctuellement & sans regret les commandemens de Sa Majesté, lui ayant fait, à l'entrée & à la sortie, tous les mêmes complimens, comme il nous est ordonné, que nous avons faits aux Ambassadeurs de l'Empire, & du Roi Catholique.

Il nous reste maintenant à savoir, comme nous avons à vivre avec les Ambassadeurs de Savoie & de Hollande. Nous vous supplions, Monsieur, de nous informer bien particulièrement des intentions de la Reine sur ce sujet ; nous vous avons ci-devant représenté quelques difficultés sur lesquelles vous nous obligerez extrêmement de nous éclaircir. Comme nous craindrions de faillir en nous éloignant des anciennes formes, & en nous relâchant le moins du monde des avantages qui sont dûs au Roi, nous ferons délivrés de cette peine & de cette crainte, lorsque nous n'aurons qu'à obéir.

Pour la prétention de Savoie, il dépend purement de Sa Majesté de faire ce qu'il lui plaira, sans qu'il y ait sujet d'en craindre les suites ; mais il n'en est pas de même des Hollandois, qui sont résolus de ne nous point voir, si on ne les traite comme ils prétendent ; ce qui peut produire plusieurs inconveniens.

L'on nous a permis de leur donner de l'Excellence, & non pas la main ; & cependant ils s'attachent plus à la main, qu'à ce Titre, qui ne les contentera pas, quoique, selon notre foible, il soit plus obligeant, & plus approchant de l'égalité que la main droite.

Nous eussions crû qu'en donnant la main au premier d'entr'eux, & la prenant sur les six autres, nous eussions moins relâché de la Dignité du Roi, qu'en leur donnant à tous de l'Excellence, & avant cette dernière grâce, faite à Venise & à Savoie, nous eussions espéré de les en faire contenter ; ne croyez pourtant pas, Monsieur, que nous leur ayons donné aucune espérance.

Le traitement que nous avons reçu d'eux à notre départ, dont nous faisons nos plaintes à la Reine par une Lettre séparée, ne nous oblige pas de leur être favorables dans leurs Intérêts particuliers ; nous ne savons pas maintenant en quelle humeur ils seront, leur conduite n'étant pas toujours égale, ni trop bien réglée, & de fait nous n'entendons point de leurs nouvelles, & n'apprenons pas qu'ils se disposent de venir ici, se doutans peut-être bien que les Affaires ne sont pas si avancées, qu'encore qu'ils partent tard, ils n'y arrivent assés à tems.

Monsieur Contarini nous a confessé que ce que nous avons fait avec eux, pendant notre séjour à la Haye, a extrêmement piqué les Espagnols ; il appelle ce traitement un coup de

1644

Ils demandent les ordres de la Cour pour le Ceremoniel avec la Savoie & la Hollande.

Mai-

1644.

Maître, qui a détruit toutes les apparences, qu'on pouvoit avoir de faire un Traité particulier avec eux, Saavedra lui ayant dit un jour qu'en un après-soupé, il pouvoit commencer & conclure le Traité des Hollandois.

Ils écrivent  
au Secrétaire  
de l'Electeur  
de Mayence.

Nous avons écrit au Secrétaire de l'Electeur de Mayence, suivant l'adresse, qu'il vous a plu nous donner, pour établir une correspondance avec lui, & tirer profit des lumières qu'il nous pourra donner, sans nous ouvrir que de ce qui ne pourra nuire. Lorsque nous aurons appris par quelle voye nous pourrions écrire au Neveu dudit Electeur, nous le ferons aussi fort soigneusement; quand il n'y aura qu'un peu d'argent à hazarder de ce côté-là, pendant quelque tems, la perte même n'en sera pas beaucoup considerable.

Ils n'approuvent pas que les Suedois trouvent rien à redire sur les offices du Roi de Pologne à la Reine de France, d'être Matraîne de son Enfant.

Il faudroit que les Ministres de Suede fussent bien déraisonnables, pour trouver à redire sur la priere qui a été faite à la Reine, de tenir l'Enfant qu'il plaira à Dieu de donner au Roi de Pologne; quand la Reine de Suede eût été priée de la même chose, il n'y a pas apparence que la bienséance lui eût permis de la refuser; c'est pourquoi nous nous contentons de leur en donner part, & de leur faire confiderer la circonspection de Sa Majesté, qui ne veut pas faire les choses mêmes de Civilité dans leur voisinage, sans les en avertir.

Leur Declaration aux Mediateurs.

Voilà, Monsieur, ce que nous pouvons vous dire, sur les principaux points de la Lettre de la Reine, il nous reste à vous faire savoir qu'en suite de ce que nous vous avons déjà marqué par notre dernière Dépêche, nous avons déclaré à Messieurs nos Mediateurs, lesquels nous avons priés de s'assembler pour nous donner audience, les difficultés qui se rencontrent dans les Pouvoirs des Plenipotentiaires d'Espagne: celle qui ne regarde que les qualités que le Roi Catholique a prises de Roi de Navarre, & de Portugal, & de Seigneur de Barcelone, se pourra aisément accorder, comme nous vous avons mandé, par un Acte de protestation, que les qualités prises ou omises, de part ou d'autre, ne pourront préjudicier au droit des Parties: à la verité cette précaution est nécessaire, puisque le Roi ne s'est point intitulé, dans ses Lettres patentes, Seigneur de Barcelone, comme a fait le Roi Catholique dans les siennes: encore que nous puissions dire que tout est compris sous le titre de Roi de France, à cause que, par les Loix du Royaume, tous les Etats & Seigneuries qui arrivent à nos Rois par armes, Succession, ou autrement, sont unis inseparablement à la Couronne; néanmoins peut-être ne feroit-il pas hors de propos, après les qualités de Rois de France & de Navarre, d'ajouter un &c. comme font plusieurs Rois & Princes, & entre autres le Duc de Venise, qui met *Dux Venetiarum &c.* & sous lequel le Royaume de Candie, & les autres Etats que possède cette République sont compris.

Quant à la deuxième difficulté, elle est si juste, & si considerable, que les deux Mediateurs ont été contraints de l'avouer, l'un d'eux nous ayant confessé qu'il l'avoit remarquée, dès que les Pouvoirs desdits Ambassadeurs lui avoient été mis entre les mains, & qu'avant notre arrivée il en avoit eu quelques discours avec Mr. Saavedra. Vous verrez par les Copies de leurs Pouvoirs que nous vous avons envoyés, comme le Roi Catholique, par une forme nouvelle, donne pouvoir à chacun de ses Plenipotentiaires, sans déterminer le nombre; si bien qu'ayant nommé plusieurs, dont les uns sont morts, les autres ne sont pas encore venus, & les autres qui sont ici, n'ayant pas pouvoir

de travailler & conclure de la part des autres, c'est autant comme s'il n'y avoit personne de la part dudit Roi; & il semble que ce n'a été que pour amuser le monde, ou nous tromper, qu'on les y a fait venir avec des Pouvoirs dans une forme si defectueuse, les nôtres étant si amples qu'ils sont, & toutes les clauses y étant si fidellement exprimées.

Vous apprendrez par les Lettres de Mr. de la Thuillerie, qui est ici parmi nous, depuis quatre jours, où il s'est rendu sur l'assurance des Passeports que nous lui avions envoyés, & d'une puissante Escorte, qui l'a conduit jusques aux portes de cette Ville, que nous n'omettons rien pour faciliter & hâter son voyage autant qu'il nous est possible; mais, outre que nous n'avons pas estimé à propos de demander des Passeports aux Ambassadeurs des Impériaux qui sont ici, sur quelque avis qu'on nous a donné, qu'ils feroient difficulté de les accorder; il ne fauroit passer plus avant, qu'après que nous aurons conféré avec les Ambassadeurs de Suede; & sur les difficultés, qui se sont jusques ici rencontrées, pour l'entrevue que nous devons faire avec eux, nous avions, pour gagner du tems, chargé Mr. le Baron de Rorté de leur en communiquer; mais il n'a pu avoir jusques ici d'autre réponse d'eux, sinon qu'ils ne doutoient point que la Médiation du Roi ne fût plus agréable à la Couronne de Suede, que celle de tout autre Prince; que toutefois ils ne pouvoient pas encore parler avec certitude, n'ayant point reçu d'ordre de leur Reine sur ce sujet.

On prépare toutes choses pour le voyage de Mr. de la Thuillerie.

Cette affaire nous oblige de presser doublement notre entrevue avec eux, laquelle plusieurs autres considerations rendent nécessaire; mais, quelque soin que nous ayons pris, nous n'avons encore pu surmonter les difficultés, qui jusques à présent s'y sont présentées.

Leur empressement pour l'entrevue avec les Plenipotentiaires Suedois

Monsieur le Baron Oxenstiern, qui est le premier de l'Ambassade, étant si altier, & si pointilleux, qu'il est malaisé de le faire convenir de quelque expédient raisonnable que ce soit. Nous avons proposé de nous trouver dans un lieu à mi-chemin, & de nous contenter que toutes choses soient égales entre nous, quoi qu'avec raison, nous puissions prétendre quelque Prérogative pour l'intérêt du Roi; les choses en sont demeurées à qui fera la première visite, lorsque nous ferons dans un même lieu.

Prétentions du Baron d'Oxenstiern Chef de la Legation Suedoise.

Monsieur Salvius dit dernièrement à Mr. Rorté, lui parlant de cette Affaire, ces mêmes mots, *vds Messieurs ne voudroient pas mettre l'affaire au fort*, jugeant assez lui-même le sujet que nous avions de rejeter cette proposition. Nous travaillons à chercher quelques autres moyens pour terminer cette contestation, sans relâcher de la dignité du Roi, & devons nous assembler pour cela cette après-dinée, avec un Gentilhomme qui est ici de leur part: ils ont encore plus de sujet que nous de désirer & faciliter la conference, l'Ambassadeur de l'Empereur, qui est à Osnabrug, ayant refusé de faire avec eux la même communication des Pouvoirs, qui a été faite ici entre nous; Il s'est excusé sur l'absence des Mediateurs, ce qui fait croire qu'il attend, avant que de vouloir entrer en ce Traité, ce qui réussira de celui qui est sur le tapis, entre le Roi de Danemark, & son Maître. S'il persiste cependant à ne vouloir point entrer en Negociation avec les Suedois, nous ne voyons pas bien comment nous pourrions entrer plus avant en matiere de notre côté, puisque sans doute les Suedois nous prieront de ne nous avancer pas davantage; & que les Traités d'Alliance ne nous permettent pas de le faire.

L'Ambassadeur de l'Empereur à Osnabrug ne veut faire avec les Suedois la communication des Pouvoirs.

## M E M O I R E

Envoyé à

L A C O U R

Avec la susdite Dépêche.

*On louë le Nonce. Les Espagnols ont conçu quelque méfiance de lui. La Visite de Saavedra donne grand sujet aux discours des François. Soupçons sur Mr. Contarini.*

On louë le Nonce.

DANS le peu de tems que nous avons conféré avec le Nonce, nous l'avons trouvé très-habile homme, qui traite les Affaires avec grande adresse & facilité, & selon les apparences, il nous est beaucoup affectionné. Cela nous fait douter, s'il y a sujet de se rejouir de la venue de Mr. le Cardinal Ginetti, si son arrivée obligeoit le Nonce de se retirer, nous avons présentement sujet de croire que la France y perdrait beaucoup.

Les Espagnols ont conçu quelque méfiance de lui.

Il semble que les Espagnols ont déjà quelque méfiance dudit Sr. Nonce; nous ne pouvons encore juger si elle vient d'eux, pour quelque sujet ancien, qu'ils croyent d'en avoir eû, ou si elle ne leur a point été artificieusement donnée par les concurrents en la Médiation, c'est à dire, par le Cardinal Rossini ou Monsieur Contarini. La résolution que la Reine a prise de le confirmer par tous moyens possibles dans la Negociation, est très-prudente, & l'appréhension qu'on peut donner à Rome de la longueur du Traité, & par conséquent d'une très-grande dépense pour l'entretenement d'un Legat est un excellent moyen pour y parvenir. Nous ne manquerons pas de lui faire cependant connoître, comme il nous est ordonné, les intentions qu'on a en France de contribuer à son avancement.

La visite de Saavedra donne grand sujet au discours des François.

Nous avons été un peu surpris ces jours passés de voir qu'en une visite que chacun de nous a reçue séparément de Mr. Saavedra, il s'étoit voulu entreprendre de notre accommodement avec l'Ambassadeur de Venise, & qu'après nous avoir dit que c'étoit un habile homme qu'il falloit considérer, il nous ait voulu faire connoître qu'il étoit absolument nécessaire dans la Médiation, y ajoutant que l'on ne pouvoit pas nier que Mr. le Nonce ne fût fort honnête homme, mais que l'autre est un grand sujet, & qu'il ne seroit pas possible, que la Negociation pût être faite, sans son entremise.

Nous lui avons répondu ce que nous avons pu, pour lui faire comprendre, que nous désirons, autant que personne, la Médiation dudit Ambassadeur, & que nous ne croyons pas avoir aucun différend avec lui, qui l'empêche d'y agir comme il lui plaira, sans lui avoir témoigné aucune inclination, non plus pour le Nonce, que pour l'autre, quoi qu'à dire le vrai, nous l'ayons trouvé jusques ici plus ouvert, & plus favorable aux Intérêts de la France que ledit Ambassadeur.

Dans la visite que Mr. Saavedra fit ces jours passés à l'un de nous, il a voulu faire valoir le concert qui a été pris ci-devant à notre arrivée, pour les premières visites, & nous a

déclaré, que sans avoir attendu l'office du Médiateur sur ce sujet, lui seul en avoit fait l'avance, & proposé qu'il falloit établir de cette forte la Communication entre nous. Si cela est vrai, comme nous le croyons, aucun des Médiateurs n'a dû s'en attribuer la gloire, ni exiger de nous l'obligation, que nous leur aurions, s'ils nous eussent procuré de leur mouvement l'avantage que nous y avons reçu, puisqu'il est venu de nos Parties mêmes.

Le même Saavedra a déjà voulu entrer en matière avec nous; & a fait représenter par l'Ambassadeur de Venise, que, pour faciliter la Paix générale, il falloit préalablement savoir comme les deux Couronnes étoient ensemble, & la disposition que les deux Rois avoient pour rétablir entr'eux la bonne intelligence; que pour cet effet, n'étant pas possible de parler de toutes les affaires à la fois, il sembloit à propos qu'on commençât par celles qui regardent l'Espagne en particulier. Nous n'avons encore rien répondu à cette proposition; il faut auparavant qu'ils ayent des Pouvoirs en meilleure forme, & après nous essayerons de faire voir, qu'il faut recommencer par celles de l'Empire, ou du moins par celles de l'Empereur, où le Roi Catholique a conjointement intérêt, comme à celles d'Italie; car il importe extrêmement de pénétrer, si les nouvelles espérances que la gloire de Danemark a données aux Impériaux, n'ont point diminué dans leur Esprit le désir de la Paix générale, & les dispositions qu'ils y avoient auparavant.

Dans les discours de Saavedra il n'a pas été mal aisé de juger que son Maître abandonneroit aisément le Duc de Lorraine; il s'est avancé d'abord jusques à dire, de son propre mouvement, qu'il ne falloit pas que les plaintes & les crieries empêchassent l'accommodement des deux Rois, qu'on ne pouvoit pas dédommager tout le monde, ni reparer les pertes souffertes, & qu'il étoit difficile & même impossible de remédier au passé, & d'empêcher que ce qui avoit été fait ne fût fait. Une partie de ce discours étant à notre avantage, il a obligé celui de nous, à qui il s'est adressé, de lui répondre, qu'en effet il seroit mal aisé de s'accommoder, si on vouloit toucher aux choses faites, que les Traités de Paix étoient, comme des Loix, lesquelles, par l'avis même des Jurisconsultes, ne sont jamais publiées que pour les choses de l'avenir.

Soit que ledit Saavedra comprît le sens de ces paroles, qui ne tendoient qu'à lui faire connoître qu'on ne devoit entrer en aucune restitution, ou qu'il ne le comprît pas bien, il demeura d'accord de la proposition; & Brun son Collègue apporta, pour lui confirmer, les propres termes de la Loi, *Leges futuris non præteritis negotiis &c.* Mais d'autant que l'intention dudit Saavedra eût été possible de proposer, par ce moyen, un Traité particulier entre les Couronnes, il fut ajouté de notre part, que cette maxime seroit bonne, quand il faudroit venir à la décision des matières; mais que, pour la forme d'y entrer, il falloit faire conjointement avec tous les Alliés, puisque le principal but de la France avoit toujours été, & étoit encore de faire & de conclure une Paix générale.

Monsieur Contarini nous a paru jusques ici fort instruit de tous les desseins & intérêts de la Maison d'Autriche. Nous ne saurions encore bien déterminer, si la connoissance qu'il en a procède de l'adresse qu'il peut avoir de pénétrer dans les secrets des Ministres, qui sont ici, ou de la croyance qu'ils ont eue qu'il leur étoit plus favorable qu'à nous; le tems nous en pourra mieux éclaircir; mais nous n'avons point aperçu jusques ici qu'il aye panché de notre côté,

Soupçons sur Mr. Contarini.



1644.

té, comme il semble qu'on se le promette à la Cour.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 23. Avril. 1644.

*Reflexions sur la conduite du Duc de Baviere, & sur celle qu'on doit tenir avec ce Prince. Discours touchant l'intérêt de la France. Reflexions à l'égard d'un Traité particulier entre l'Empereur & la France. On cherchera à desabuser Mr. Contarini au sujet de la Trêve. Levées de Mr. Marfin. Le Duc de Lorraine est en Traité avec la France. Sentiment des Plenipotentiaires à ce sujet. Ils feront connoître aux Suédois la déférence de la France à leur égard, touchant la priere du Roi de Pologne Leur avis touchant la Ceremonie du Batême. Leurs reflexions touchant Mr. Ofolinsky.*

MONSEIGNEUR,

Reflexions  
sur la condui-  
te du Duc de  
Baviere. & sur  
celle qu'on  
doit tenir  
avec ce Prince.

LA Lettre qu'il a plû à V. E. de nous écrire, du 9. de ce Mois, nous a été renduë le 19. Nous aurons l'honneur de lui dire pour réponse, que nous avons toujours considéré Monsieur le Duc de Baviere, comme le Prince, de tous les intéressés, qui peut donner le plus grand branle aux affaires publiques, dans un Traité de Paix. Ceux qui croient avoir quelque connoissance de ses intentions estiment, qu'il désire effectivement un prompt accommodement, & que prévoyant beaucoup de longueurs dans les conditions de la Paix, parmi lesquelles il faudroit peut-être qu'il y en eût quelqu'une qui l'obligât à rendre une partie de ce qu'il possède, il auroit plus d'inclination pour une Trêve: Etant vieil, & ses Enfants jeunes, il voit assés que s'il mouroit, avant la Conclusion du Traité, l'Empereur, qui le considère comme un obstacle perperuel à l'établissement de son autorité absolue, se feroit aussitôt de ses Troupes, & tout le crédit qu'il a acquis dans le Parti dont il est aujourd'hui le Chef. C'est pourquoy le Duc est obligé de souhaiter que la Négociation s'avance, autant peut-être comme la Maison d'Autriche a d'envie que la conclusion en soit reculée jusques après sa mort, dans la croyance qu'elle a, qu'en ce tems-là étant delivrée des oppositions continuelles, qu'il forme à

ses desseins, il ne lui seroit pas mal aisé de faire impunement tout ce qu'elle voudroit dans l'Allemagne. Mais on ne croit pas non plus que ledit Duc soit favorable à la France dans son cœur, ni qu'en effet il souhaite qu'elle conserve ses conquêtes dans l'Allemagne, & se mêle des affaires de l'Empire; sa prétention seroit seulement que tous les étrangers en fussent dehors, ou que l'autorité de l'Empereur y fut modérée.

Nous avions déjà resolu de parler à ses Agents, lorsqu'ils seront en cette Ville; à peu près aux termes qu'il plait à V. E. nous le prescrire. A la verité nous eussions peut-être passé plus avant, si elle l'eût trouvé à propos, & parmi les témoignages d'affection, qui n'est pas d'ordinaire bien puissante sur l'esprit des Princes, nous eussions tâché de faire un peu valoir la crainte, puisque Mr. le Duc de Baviere, sans s'expliquer de ce qu'il veut & peut faire, seulement recherche de nous faire parler.

Peut-être ne seroit-il pas inutile, en lui découvrant quelles sont les intentions & les intérêts du Roi, de lui faire comprendre qu'il y en a qui regardent seulement la forme de la Négociation, qui ne laissent pas d'être très-importantes & très-nécessaires, d'autres qui regardent le fonds des affaires, & lui dire que pour le premier Sa Majesté a très-grand intérêt que tous les différends qui ont causé la prise des armes soient traités ici, & que pour cet effet tous les Princes & Etats de l'Empire y soient appellés. Cela est très-nécessaire, non seulement, pour rendre legitimes les Traités qui pourroient être faits présentement, mais pour en rendre l'exécution plus assurée pour l'avenir, afin qu'il ne dépende pas ci-après de la seule volonté de l'Empereur, ou plutôt du caprice des Espagnols, qui disposent de son nom, comme il leur plait, de porter la guerre en France, en Italie ou ailleurs, sans consulter les Princes de l'Empire, & avoir leur consentement. Quand on ne pourroit pas obtenir toutes ces précautions, & que les Ennemis n'en accorderoient qu'une partie; elle sera toujours très-avantageuse, & la seule proposition sera honorable pour le Roi.

Quant aux autres intérêts, il y en a qui regardent purement le public, & qui sont communs au Roi avec tous les Princes & Etats d'Allemagne, comme l'Amnistie generale, la revocation de la Paix de Prague, la moderation de l'autorité de l'Empereur, selon les Loix & Constitutions de l'Empire, la liberté entiere dans l'Election à la simple Dignité, sans qu'elle puisse être renduë successive, & pour conclusion le rétablissement de toutes choses dans l'Empire, comme elles étoient avant le commencement des guerres.

Il y en a quelques autres qui touchent la France en particulier. En premier lieu, que, pour la sûreté & accomplissement de ce qui sera accordé dans le Traité general, le Roi demeure en possession des Places qu'il tient. En second lieu que, possédant aujourd'hui la plus grande partie du Cercle de Bourgogne, ses Députés soient ci-après appellés aux Diettes de l'Empire, à quoi Sa Majesté prétend avoir plus de droit que le Roi Catholique, qui y assiste d'ordinaire par ses Ministres. Ce dernier seroit de très-grande importance, & nous donneroit des moyens pour conserver des Intelligences en Allemagne, pour y faire agir aux occasions les Princes selon notre désir.

L'on pourra voir par ce moyen la disposition que rémoignera Mr. le Duc de Baviere pour favoriser les desseins que Sa Majesté a, & si les offres qu'ils ont faites sont sinceres. S'il vouloit disposer, par son exemple, & par ses

1644.

Discours  
touchant  
l'intérêt de la  
France.

1644.

ses persuasions, tous les autres Princes à se rendre ici, qui est le point par lequel on peut commencer, il donneroit une grande preuve de ses intentions; mais au contraire on apprend de tous côtés que c'est lui qui y apporte de résistance, & qui presse continuellement que les affaires du Palatinat, quoique les plus importantes de la Negociation generale, en soient séparées, pour être traitées à Vienne. Peut-être quand il verra que nous faisons de vives instances sur le premier point qui regarde la forme de l'Assemblée, & qu'entrant dans la matière nous insisterons aussi, que l'affaire du Palatinat y soit renvoyée, à quoi on dit que l'Empereur inclineroit, sans l'interêt dudit Duc qui l'empêche, il sera contraint de venir lui-même dans le particulier, & peut-être de se rendre favorable, pour nous faire conserver ce que nous tenons, afin d'obtenir qu'on fasse le même pour lui. Car s'il se falloit seulement régler de part & d'autre pour les considérations publiques, il faudroit nécessairement rétablir toutes choses, comme elles étoient avant la guerre, & par conséquent il seroit obligé, comme étant un des Membres de l'Empire, de donner l'exemple aux Etrangers, & de commencer par la restitution de ce qui lui a été donné, à quoi il n'est pas croyable qu'il se veuille résoudre, quand le Roi se disposeroit de son côté à rendre Brisac & toute l'Alsace. Nous croyons donc qu'en faisant semblant d'appuyer les interêts du Palatin, comme étant une des Causes de la prise des armes, s'il désire qu'on s'en separe, & qu'on abandonne pour l'amour de lui un Prince, dont les Prédecesseurs ont presque toujours été alliés à la Couronne, il est bien juste que, pour y obliger le Roi, il donne à Sa Majesté quelque preuve de son affection, laquelle ne peut être présentement autre, que de lui aider à conserver, par un Traité, les Places qu'elle tient dans l'Allemagne. Il semble que l'interêt particulier de sa Maison le doit confirmer en ce dessein, & convier de le faire; Il sait que tous les Princes de la Maison d'Autriche ont une jalousie secrète contre lui, & desireroient beaucoup plus son abaissement que sa grandeur, si bien que, pour être soutenu en cas de besoin, il lui est avantageux qu'il nous reste un chemin & un passage sur le Rhin, qui empêchera ci-après que l'on ne prenne pas si aisément la pensée de le ruiner ou affaiblir, quand l'on saura qu'il y aura liaison d'amitié & d'interêts entre la France & lui.

Voilà, Monseigneur, comme nous avons résolu de régler notre discours avec les Agents de Mr. le Duc de Baviere, quand nous en verrons ici quelqu'un que nous puissions croire avoir le secret de son Maître. Encore que, selon les intentions de V. E. nous avons voulu lui en rendre particulièrement compte, afin qu'il lui plaise d'y ajouter ou diminuer ce qu'elle estimera à propos, nous ne laisserons pas de ménager lesdits Agents, le mieux qu'il nous sera possible, & si nous ne pouvons porter avec eux les affaires du Roi, où nous le souhaitons, du moins nous ne ferons rien qui puisse obliger avec raison ledit Duc de changer les bonnes dispositions, qu'il témoigne d'avoir.

A la vérité comme c'est un Prince fort habile qui n'oublie rien pour parvenir à ses fins, & qui n'est pas si libre à découvrir ses sentimens, comme il est adroit & soigneux de pénétrer dans ceux d'autrui, nous essayerons de le faire venir à quelques propositions solides & moins generales, que celles qu'il a faites jusques ici, avant que de nous ouvrir sur les choses essentielles.

Reflexions à  
l'égard d'un

Il nous reste un scrupule, Monseigneur, sur

lequel nous supplions très-humblement V. E. de nous faire savoir les intentions de la Reine; nous reconnoissons fort bien, que l'appréhension qu'on peut donner aux Espagnols d'un Traité particulier avec l'Empereur, est un des meilleurs moyens qu'on puisse avoir, pour faire venir les Affaires à la raison; mais V. E. ne nous fait pas entendre tout de bon à ce Traité particulier, en cas que l'on vît apparence de le faire réussir, & que les démonstrations que nous ferons de le vouloir, pussent disposer les Impériaux de le faire. Toutes les fois que cette proposition a été faite en France; nous n'avons pas appris qu'on ait bien certainement décidé à quoi on se devoit résoudre; car comme d'un côté la guerre contre les Espagnols seuls seroit plutôt à désirer qu'à craindre, si l'Empereur exécutoit de bonne foi la promesse qu'il auroit faite de ne s'en point mêler, il seroit aussi bien difficile de se promettre une véritable séparation de ces deux branches, si nécessaires l'une à l'autre, & unies par tant de divers interêts.

C'est pourquoi on a toujours crû que les propositions qui en étoient faites, lesquelles portent avec elles des confederations, & des liaisons nouvelles, ne tendoient qu'à nous détacher de nos anciens amis, pour nous unir à d'autres, qui, par raison & sans une espece de miracle, ne sauroient être long-tems joints avec nous.

Nous continuerons, comme nous avons déjà commencé de faire, à détromper Mr. Contarini de l'opinion, qu'il a prise, qu'on ne veut en France qu'une Trêve. Nous ne sommes pas si étonnés de ce qu'il a pris cette créance si légèrement, sur les avis qui lui en peuvent avoir été donnés, comme d'avoir appris qu'il en a écrit à un de ses Secretaires, qui est en Hollande, en des termes qui passent beaucoup au delà de la retenue, que doit garder un Ministre comme lui, qui a part dans la Médiation. Il en a parlé dans sa Lettre, comme si la Trêve eût été déjà bien avancée entre les Parties, & ce qu'il y a eu de pis est, qu'elle a été vue en des Lieux où elle a mis des doutes dans les Esprits de quelques-uns de nos Alliés, à cause seulement qu'elle venoit de lui, encore qu'ils fussent bien, qu'elle ne pouvoit être véritable. Monsieur de Croisig, qui l'a lue, nous a interrogé sur ce sujet, en nous protestant, que Sa Maîtresse n'a point d'autre interêt, ni d'autre intention, que de suivre celle de la Reine. Nous lui avons fait voir la fausseté de cette nouvelle si clairement, qu'il a eu regret d'avoir seulement douté de la vérité si contraire.

Monsieur Marfin nous a écrit depuis peu que ses Levées devoient être achevées le 20. de ce Mois, & qu'il leur falloit encore après cela, plus d'un mois avant de pouvoir entrer dans le service; mais que ledit jour 20. Avril une partie se devoit trouver au rendez-vous, & être entretenus depuis ce jour-là aux dépens du Roi; ce que nous sommes obligés de marquer à V. E. afin qu'il lui plaise de faire pourvoir à leur subsistance, pour empêcher que la dépense qui a été faite ne devienne inutile par leur dissipation.

Nous aurons, peut-être, moyen dans peu de tems de faire savoir à V. E. suivant l'ordre qu'elle nous en donne, en quel lieu elles pourront plus utilement servir. Si le Corps que commande Koningsmarc se pouvoit joindre à l'armée de Madame la Landgrave, & aux troupes de Marfin, tout cela ensemble seroit capable de faire une puissante diversion. Nous avons chargé Croisig d'en conférer avec Mr. le Comte d'Erberstein, cependant que nous apprendrons de Messieurs les Ambassadeurs de Suede les desseins de

1644.

Traité particulier entre  
l'Empereur &  
la France.

On cherchera  
à desabuser  
M. Contarini  
au sujet de la  
Trêve.

1644.

de Koningsmarc, & l'état que l'on peut faire de son armée. V. E. aura pu voir par la Copie que nous avons envoyée avec notre Dépêche précédente, que nous n'avons rien omis en écrivant aux Princes de l'Empire pour les disposer à ce qu'ils doivent faire pour leur propre bien : nous avons écrit la même chose aux Villes Impériales, ensuite des ordres que Votre Eminence a donnés.

Le Duc de Lorraine est en Traité avec la France.

Sentimens des Plenipotentiaires à ce sujet.

Nous sommes très-obligés à V. E. de l'honneur, qu'elle a eu la bonté de nous faire, en nous donnant part de l'état où est l'accommodement de Mr. de Lorraine. Ce Prince s'étant laissé conduire, par sa mauvaise conduite, & ses légèretés, en l'état qu'il est aujourd'hui, plus à charge à ses amis, qu'il n'est à craindre de ses Ennemis, ne sera pas peu obligé à la Reine, si elle exerce la générosité en son endroit. Les Ministres d'Espagne nous ont parlé assez clairement pour nous faire connoître, qu'ils ne feront pas grand scrupule de l'abandonner. Si c'est une chose faite, il n'y a plus qu'à prier Dieu qu'il ait plus de fermeté cette fois, que toutes les autres, à observer les conditions qui lui seront imposées : si elle n'est pas encore achevée, puisqué V. E. nous la communiquant, nous permet de lui en dire nos sentimens, nous eussions bien souhaité qu'elle eût été différée, & n'eussions pas désespéré en lui accordant, dans un Traité general, en faveur des Impériaux & des Espagnols, peut-être beaucoup moins qu'il ne lui sera donné par un Traité particulier, de nous en bien prévaloir en d'autres articles, à l'avantage de la France. La Lorraine demeurant entre les mains du Roi, comme sans doute les Espagnols y eussent consenti, pour peu qu'on s'y fût rendu facile dans d'autres Interêts, qui les touchent de plus près, c'eût été une belle annexe à la Couronne, & un prix assez raisonnable, pour une récompense des fraix de la guerre, dont ce Prince a été une des principales causes, quand ses prédécesseurs n'auroient pas autrefois, dans le même Païs, qui est aujourd'hui réduit en Province de France, tramé tous les desseins qui ont failli à ruiner tout le Royaume ; l'humeur brouillonne & intrigante de celui-ci doit faire appréhender de le ravoir pour voisin, pour plusieurs raisons qui regardent le repos de l'Etat à l'avenir, & que la discrétion ne permet pas d'écrire. Dieu veuille que les services, qu'il rendra ci-après, soient capables d'effacer le souvenir des maux passés, & d'ôter de l'esprit de tous les bons François le regret de son rétablissement ! Nous étant tous deux rencontrés dans ce même sentiment, nous n'avons pu empêcher de le découvrir à V. E. qui le recevra, s'il lui plaît, comme une preuve du zèle que nous avons pour l'Etat, & de la franchise avec laquelle nous sommes obligés de lui exprimer nos pensées.

Ils feront connoître aux Suedois la défiance de la France à leur égard, touchant la prière du Roi de Pologne.

Il faudroit que les Ministres de Suede fussent bien déraisonnables pour trouver à redire sur la prière, qui a été faite à la Reine, de tenir l'Enfant qu'il plaira à Dieu de donner au Roi de Pologne. Quand la Reine de Suede eût été priée de la même chose, il n'y a pas d'apparence que la bienveillance lui eût permis de la refuser ; c'est pourquoi nous nous contentons de leur en donner part, & de faire considérer la circonspection de Sa Majesté, qui ne veut pas même faire les choses de civilité dans leur voisinage sans les en avertir.

Quoique nous croyions, Monseigneur, que V. E. est bien informée de la coutume de Pologne en semblables rencontres, notre devoir nous oblige de lui en faire ressouvenir ; on n'y fait point de barème, sans faire à l'Enfant des présens dignes du lieu d'où ils viennent, les

TOM. II.

quels sont donnés à la vue de tout le monde, & considérez selon leur prix, comme une marque de la grandeur de ceux qui les font : nous estimons, qu'en une occasion si solennelle celui que la Reine y enverra ne sauroit être moindre de 30000. fl. : Il ne faudra pas oublier aussi d'y envoyer son ameublement, & de quoi se mettre en Equipage ; à celui qui fera la Cérémonie au nom de Sa Majesté ; si c'est le Chancelier de Pologne, c'est une homme liberal & magnifique, qui ne manquera pas d'ajouter du sien, à ce qu'on lui donnera ; il possède, outre les bonnes grâces de Sa Majesté, plusieurs belles qualités, qui le font passer pour homme de mérite, & de grande considération : Les Etats du Païs l'estiment, mais il est las de ce parti, & désire recourir aux bienfaits de la France ; mais il semble qu'il ne seroit pas à propos de lui faire simplement aujourd'hui espérer la pension, & le Cordon que Roncallo promet de lui faire accepter, pour avoir loisir de considérer comme il apuiera les Interêts de la France. S'il veut faire passer pour un grand service les soins qu'il prendra d'empêcher la guerre contre la Suede, on peut lui demander quelque autre preuve de son affection, puis que c'est une entreprise que la Republique de Pologne ne veut point du tout, & que le Roi ne sauroit faire sans elle, quand il en auroit la volonté.

Leurs réflexions touchant Mr. Orlinsky.

Si l'on pouvoit profiter de cette occasion pour divertir les Polonois d'entreprendre contre Ragotzy, pendant qu'il sera en guerre contre l'Empereur, cela ne seroit pas à négliger ; c'est une des conditions que ce Prince a le plus affectionnées, quand il a traité avec les Suedois, & dont il demande aujourd'hui plus vivement l'exécution, par ses Lettres, n'ayant presque rien à craindre que de ce côté-là.

Nous remercions très-humblement V. E. de l'avis qu'elle nous a donné du chiffre de nos Dépêches, qui peut être expliqué ; nous tâcherons d'y remédier à l'avenir, sans épargner la peine de ceux qui auront à y travailler.

Cependant, après avoir très-humblement baillé les mains à V. E. nous demeurons &c.

## L E T T R E

De Mrs. les Comtes

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A LA REINE.

Du 29. Avril. 1644.

*Leur incertitude touchant le Cérémoniel. Leurs réflexions sur la conduite de Mr. Contarini. Ils blâment la conduite du Duc de Bouillon. L'ré-tention du Comte de Nassau. Ils insistent sur l'insuffisance des Pouvoirs des Ennemis. Le Comte d'Aversberg refuse de montrer son Plein-pouvoir à Osnabrug. Reflexion sur cette*

E

de.

1644.

*démarche du Comte d'Aversberg.  
Mort de la Reine de Pologne, & de  
sa fille.*

M A D A M E,

Leur incerti-  
tude touchant  
le Ceremo-  
niel.

C E n'est pas sans grande raison, que nous nous sommes trouvés jusques ici en peine de former un avis, pour regler les complimens que nous aurons à faire avec les Ministres des Princes, qui se trouveront en cette Assemblée, nous ne savons encore à présent à quoi nous résoudre, pour satisfaire au Commandement que V. M. a eû agréable de nous faire, de lui en dire nos sentimens: nous voyons d'un côté toutes leurs prétentions injustes, & en quelque chose préjudiciables à la Dignité du Roi, puis-que voulans recevoir de nous les mêmes honneurs qu'ils nous rendent, ils établissent par ce moyen quelque espece d'égalité entre Sa Majesté & leurs Maîtres.

D'ailleurs ce que l'on accorde à celui d'entr'eux qui tient le premier rang, fait conséquemment indubitablement, jusques au dernier de tous les Hollandois, qui ne veulent point nous voir, si l'on fait différence entr'eux & ceux de Venise; celui de Savoye veut prendre la même résolution, si on ne le traite pas comme ceux de Hollande, & après cela ceux des Electeurs, de Genes, & de Florence, & plusieurs autres croiront avoir sujet de rompre toute communication entre nous, si on leur refuse ce qui aura été accordé à celui de Savoye.

Tout cela nous avoit fait croire d'abord qu'il falloit demeurer dans une regle autorisée par la coutume, & qu'on n'en pouvoit choisir une meilleure, que celle de Rome. Dans ce sentiment qui nous étoit commun, celui de nous qui arriva le premier avoit usé de quelque reserve envers Mr. l'Ambassadeur de Venise, & croyant bien néanmoins, qu'en cette conjoncture, la demande d'un Médiateur, qualifié comme est ledit Sieur Contarini, ne lui seroit pas refusée par V. M. à qui seule il appartenoit de l'accorder, il representa les conséquences que d'autres Princes & Republiques en retire-roient.

Pour y remedier il avoit eû quelque pensée qu'à Venise & Savoye on pourroit s'en tenir à l'usage de Rome, ou se relâcher à l'égard de tous les Ambassadeurs; Il ne sentoît pas qu'il y eût de la contrariété en cet expedient, & d'ailleurs il ne l'a pas proposé comme un avis formé; mais il se donna l'honneur d'écrire à V. M. que ce n'étoit qu'un simple essai, & une ouverture imparfaite, qui pouvoit donner lieu de trouver quelque chose de mieux.

A la verité, Madame, après avoir bien pensé à toutes les difficultés, qui se rencontrent sur les complimens, nous estimons à propos de conserver, s'il est possible, la Dignité du Roi, & faire la guerre à l'œil, pour voir jusques où l'on pourra la porter, sans rompre tout à fait avec les Alliés de Sa Majesté, qui lui sont à présent les plus nécessaires. Messieurs les Etats sont ceux qui nous donnent plus de peine à prendre parti; ils alleguent le jugement du feu Roi Henri le Grand, la possession où ils ont été en plusieurs endroits, la puissance de leur Republique, qui a une étroite liaison avec la France, en quoi ils croient avoir de l'avantage sur Venise, & l'indépendance absolue de leur Etat, en quoi ils soutiennent être en une consideration bien différente de celle de Savoye qui relève de l'Empereur.

Quand nous leur demandons, s'ils veulent pour cela prétendre quelque Dignité envers le

Roi, ils repondent que non; mais que nous leur ferions bien plus de tort, si nous mettions quelque difference entr'eux & Venise, ou quelque égalité entr'eux & un Vassal de l'Empire, qui reconnoît même les Electeurs pour les Supérieurs. Tous les autres avec qui nous avons à traiter ne sont pas si considerables, & l'on ne doit pas tant appréhender leur mécontentement en les refusant. Mr. de Savoye même ne sauroit se plaindre, quand on suivra ici le Stile de Rome, si ce n'est qu'il allegue, que nous ne l'observerons pas à l'égard de Mr. l'Ambassadeur de Venise; mais Messieurs les Etats, qui n'ont point d'Ambassadeurs près de la Sainteté, & qui, lorsqu'on leur allegue les formes de cette Cour, mettent en jeu celles de la Porte du Grand Seigneur, où ils font voir que les Ambassadeurs de France les ont traité comme ils demandent, disent toujours qu'on les veut dégrader, & triompher ici d'eux, sans avoir démerité de la France; & pour conclusion sont résolus, de n'avoir aucune communication avec nous, si nous ne les traitons comme ils désirent; ce que nous estimons d'autant plus perilleux, qu'ils peuvent en fort peu de tems terminer leurs affaires avec nos Ennemis, & que nous n'aurons pas tant de moyens de l'empêcher, en ne les voyant point, que si la visite & la fréquentation étoient rétablies.

Lorsque nous partimes de la Haye, ils se fussent contentés de l'expedient que nous écrivîmes à Mr. le Comte de Brienne; ils eussent rendu, quoi qu'arrivés les derniers, la premiere visite; après cela on se feroit assemblé avec eux, dans un lieu tiers, pour y traiter les affaires.

Quelqu'un avoit proposé un autre expedient pour éviter ce lieu tiers, qui est de donner la main au premier d'entr'eux, & la prendre sur les six autres. Nous avons déjà fait entendre à V. M. que le Titre d'Excellence, sans la main droite, ne les contentera pas, quoique nous le tenions plus avantageux que la main sans Excellence: Ils s'attachent principalement à cette main droite, soit qu'en effet ils ne fassent pas tant d'état de l'autre, & qu'ils croient d'en faire cesser la dispute en parlant François. Nous ne savons pas maintenant si ce qui a été fait en faveur de Venise, ne les aura point rendus plus difficiles; c'est pourquoi nous nous contentons de représenter l'état des choses, pour y faire prendre une bonne résolution, laquelle nous exécuterons, selon qu'il plaira à V. M. nous l'ordonner.

Quant à l'Ambassadeur de Savoye, selon notre avis, il ne peut rien prétendre de nouveau, que par grace, ou par une conséquence qui n'est pas nécessaire. On ne lui fait point de tort de le traiter ici comme à Rome: S'il justifie qu'on lui ait fait autrefois plus d'honneur à Venise, on peut encore le lui accorder en ce lieu-là; mais en cette Assemblée, où l'on n'auroit pas raison de le refuser aux Electeurs, Mr. de Savoye cède sans difficulté ce qui lui auroit été accordé.

Il semble qu'il n'a pas lieu de prétendre que Sa Majesté s'expose à tous ces inconveniens, pour faire une nouveauté en sa faveur. Nous savons bien que le Nonce du Pape le traite comme il prétend être traité de lui; mais nous savons aussi que les Ambassadeurs des premieres Couronnes ne se sont pas toujours réglés par l'exemple des Nonces, qui sont assez prodigues par tout de ces Civilités, pourvu qu'on leur rende en d'autres rencontres le respect qu'ils demandent.

Monsieur de Savoye ne sera pas moins Vassal de l'Empire, quand on aura donné de l'Ex-

1644.



1644.

l'Excellence à son Ambassadeur, & quand on la lui refusera, il n'est pas en état pour cela d'abandonner le parti de la France, ni de faire son accommodement sans elle avec les Espagnols. S'il vouloit encore s'obliger à ne prendre plus à l'avenir d'Investiture de l'Empereur, à rompre toutes les dépendances qu'il conserve par ce moyen avec la Maison d'Autriche, Sa Majesté en se relâchant d'un côté gagneroit de l'autre; mais de le faire gratuitement, tandis que Mr. de Savoye aura sa qualité de Vassal, laquelle même nous savons que ses prédécesseurs ont étendue depuis quelques années, sur les terres qui ne relevoient point de l'Empire, pour les mettre toutes sous la protection de l'Empereur & avoir droit de demander son assistance, en cas qu'un jour ils fussent molestés par la France, nous n'oserions pas en donner le conseil à V. M. il nous suffit de lui représenter ce que nous en savons, & attendre l'honneur de ses Commandemens.

Leurs réflexions sur la conduite de M. Contarini.

Nous faisons scrupule, Madame, de reparler à V. M. de Mr. Contarini; les remarques que nous avons ci-devant faites de sa conduite, ne nous avoient pas à la vérité donné sujet de faire encore un jugement bien certain de ses inclinations; mais nous eussions appréhendé de faillir, si nous n'eussions fait savoir à V. M. tout ce qui est venu à notre connoissance, mêmes avant que nous fussions arrivés en ce lieu, afin que V. M. y fit les réflexions qu'elle jugeroit convenables, joignant ce qu'elle apprendroit de nous, qui lui découvrons toutes nos pensées fidèlement & sans passion, avec les avis qui lui en pourroient venir d'ailleurs. Car certes il faut confesser que, pour un Mediateur, il a quelquefois écrit trop librement, pour blâmer notre séjour en Hollande. Quand il en est demeuré là, nous l'avons attribué au chagrin, que lui avoit pu donner l'ennui de ce séjour; mais quand on a vû dans ses Lettres à la Haye, qu'il avoit en main de quoi faire en peu de tems une suspension d'armes, & que Mr. de Croisig même en étoit venu tout alarmé, nous avons jugé que cela ne devoit pas être méprisé à toute extrémité; mais quand le long séjour qu'il a, fait prendre quelque particulière familiarité avec eux, nous espérons que ces anciennes inclinations qu'il a eues pour la France reviendront aisément, & que les ordres de ses Supérieurs l'obligeront de tenir la balance droite, ou peut-être même de la faire pencher de notre côté, à quoi nous tâcherons de le convier encore, par notre conduite envers lui.

Ils blâment la conduite du Duc de Bouillon.

Quant à Mr. de Bouillon, Madame, chacun juge qu'il ne pouvoit prendre un plus mauvais conseil, & que ceux qui ont travaillé à le faire sortir du Royaume, ne sauroient donner, pour le récompenser de sa faute, ce qu'il eût pu espérer des grâces & des libéralités de V. M. s'il fût demeuré dans son devoir. Nous tâcherons d'effacer par la vérité les mauvaises impressions, qu'on voudroit donner, & les suites qu'on voudroit faire craindre de sa retraite.

Prétension du Comte de Nassau.

Le Comte de Nassau, qui est ici Plenipotentiaire de l'Empereur, nous a fait parler de la prétension qu'il a pour un de ses Enfants sur l'Evêché de Verdun. Le Pape le lui fait espérer, pourvu que V. M. y consente. Monseigneur le Prince d'Orange & sa femme nous en parlerent à la Haye avec grande affection.

Nous avons dit à tous ceux qui nous en ont fait la proposition, que la voye, pour y parvenir, n'étoit point celle du Pape; que le droit entier d'y nommer appartenoit à Sa Majesté; à laquelle il faut recourir directement, pour en obtenir la grace entière; toutefois nous n'avons

TOM. II.

pas estimé lui devoir ôter toute esperance, & croyons à propos de tenir l'affaire en longueur & encore qu'il n'ait pas grand genie pour agir efficacement dans une occasion importante, nous tâcherons de nous prévaloir de sa prétension, de laquelle on trouvera toujours assez de raisons pour se défendre.

Nous sommes encore, Madame, sur les difficultés qui se rencontrent sur les Pouvoirs; nous nous étions contentés d'abord, pour n'effrayer pas les Esprits, de remarquer les défauts plus généraux & essentiels, qui sont dans les Pouvoirs des Commissaires de l'Empereur & du Roi; mais nous avons été obligés de toucher tous les autres en particulier, comme V. M. pourra voir, si Elle a agréable de se faire représenter le Memoire séparé, que nous envoyons sur ce sujet à Mr. le Comte de Brienne.

Ils insistent sur l'insuffisance des Pouvoirs des ennemis.

Les Plenipotentiaires d'Espagne, voyant qu'ils ne pouvoient justifier le défaut du leur, se sont mis à subtiliser & chicaner sur le nôtre, pour avoir prétexte de dire, que le retardement de la Negociation ne peut pas être imputé à eux seuls.

Ils trouvent en premier lieu difficulté à la Préface, & disent que c'est une espece de Manifeste, qu'il n'est pas conçu aux termes dont les Princes ont accoutumé de se servir, quand ils ont une véritable disposition à la Paix, & à rétablir l'amitié entr'eux: Ils demandent qu'ils soient réformés, ou bien ils disent qu'ils seront obligés de mettre dans le leur, pour justifier leurs armes, qu'ils ont été contraints de les prendre, pour leur défense, après avoir été attaqués sans aucun sujet, & pour garantir la Religion de l'oppression des Heretiques, avec lesquels nous sommes alliés; à quoi ils seront forcés d'ajouter plusieurs autres choses, qu'ils croient plus à propos de supprimer de part & d'autre, en l'état que l'on est présentement. Nous avons fait voir aux Mediateurs, quand ils nous ont parlé, que le préambule du Pouvoir qui fut donné aux Commissaires du Roi à Vervins, n'est pas en termes bien différents du nôtre, où il n'y a rien que de fort modéré, & qui ne peut offenser personne.

Ils disent en second lieu, Madame, qu'à expliquer notre Pouvoir, au sens de la lettre, nous ne pouvons traiter que des moyens de faire la Paix; mais non pas de la conclure, soutenant que tous les verbes qui suivent ce mot de moyens, sont regis par lui.

Nous avons honte d'importuner V. M. de ces chicaneries, & nous ne croyions pas en venant ici d'avoir à disputer des règles de la Grammaire; mais les Espagnols font fort grand effort là-dessus, & apportent les mêmes Pouvoirs des Commissaires de Vervins, où, après qu'il a été parlé des moyens de faire la Paix, il a été ajouté, *Et sur iceux traiter Et conclure de la Paix*, ce qui n'est pas dans le nôtre, & nous croyons que c'est cette différence qui les a engagés à pointiller de la sorte, ou peut-être pour faire voir, qu'ils savent le subtil de notre Langue. Mais quelques raisons que nous ayons pu alléguer, ils ont fait semblant de ne s'en contenter pas, soutenant que les Pouvoirs doivent être en termes clairs & intelligibles, qui puissent donner sujet aux deux Parties d'avoir l'Esprit en repos & de traiter en toute sûreté.

Ils font une troisième difficulté, Madame, sur le mot, *conjointement avec nos Alliés*. Ils avouent bien que la Paix doit être generale, que tous les Alliés y doivent être compris, & que le Traité ne doit point être conclu sans eux; mais ils disent, que cette clause qui porte, que nous ne pourrons rien faire sans eux, est

E 2

plu-

1644.

plûtôt l'article d'une Instruction, que d'un Pouvoir, puisque par-là nous avons tellement les mains liées, que nous ne pouvons faire aucune conférence, ni entrer dans la moindre proposition, que nous n'ayons toujours nos Alliés à notre côté: ils croient bien que cela seroit ridicule, & que l'intention de V. M. ne va pas jusques là, mais ils soutiennent que les paroles de notre Pouvoir en cet endroit ne peuvent être expliquées autrement.

La quatrième difficulté qu'ils font, est sur ce que le Roi est Mineur, & que V. M. qui est sa Tutrice & Regente du Royaume, n'a point autorisé, par sa signature, l'Acte de notre Pouvoir, ce qui le rend nul par les Loix de la Jurisprudence.

Nous avons répondu que ce n'est pas par ces Loix, que la Puissance Royale en France doit être réglée; que nous avons celles du Royaume, selon lesquelles on se gouverne en nos anciennes formes; qui ne peuvent être changées; que toutes les Lettres patentes, pendant la Minorité du Roi, doivent bien être autorisées par la présence de V. M. mais qu'il n'est pas nécessaire qu'elle se donne la peine de les signer; qu'il suffit que ce soit un des Secretaires d'Etat, & que le Grand Sceau y soit mis par Mr. le Chancelier; que ce sont les seules formalités nécessaires, pour rendre les Actes de cette nature valables, & qu'il seroit inutile d'y en chercher d'autres; qu'on pouvoit voir dans tous les Traités, qui ont été faits pendant la Minorité, que les Pouvoirs ont toujours été expédiés, & les Traités mêmes signés de cette sorte.

Les Commissaires Espagnols en sont demeurés d'accord, & ont confessé avoir vu un Traité de Neutralité, qui fut fait en 1611. avec la Franche-Comté, qui n'étoit signé que par le feu Roi, quoi qu'il fût Mineur. Aussi la difficulté n'est pas tant venue d'eux, que des Commissaires Imperiaux; mais comme nous avons témoigné, qu'il seroit mal aisé qu'on les pût contenter là-dessus, ni apporter aucun changement à ce qui a été accoutumé d'être fait, nous avons remarqué au discours de Mr. Contarini, qu'ils ne s'y arrêteront pas, & qu'ils croient que l'on trouvera d'autres voyes pour s'assurer de l'exécution du Traité quand il sera fait.

Les Imperiaux, Madame, font presque les mêmes difficultés que les Espagnols & en ajoutent une particulière qui les regarde. Après que la Couronne de Suede, Madame la Duchesse de Savoye, Madame la Landgrave de Hesse, & Messieurs les Etats ont été nommés dans notre Pouvoir, il a été ajouté, & *tous les autres Alliés, tant dans l'Italie que dans l'Empire.* Ces Commissaires disent que leur Maître ne croit point avoir d'ennemis dans l'Italie, & qu'il n'y a point de Prince dans l'Empire qui puisse être légitimement Allié à la France contre lui. Nous croyons les avoir confondus sur cet Article, en faisant voir le Traité des Préliminaires, qui porte en termes exprès, que l'Empereur donnera sauf-conduit à Madame la Landgrave & aux autres Princes & Etats de l'Empire Alliés à la France, ce qui a été exécuté.

Le discours néanmoins & l'omission qui a été faite dans le Pouvoir des Commissaires Imperiaux, où il n'est point parlé de traiter avec les Alliés du Roi, nous font appréhender qu'ils ne fassent refus d'entrer en Negociation avec Madame la Landgrave. Nous aurions été obligés de les faire parler clairement sur ce sujet, si une semblable difficulté que nous fîmes savoir à Mr. le Comte de Brienne par notre Dé-

pêche précédente n'eût arrêté tout court nos Conférences.

1644.

C'est, Madame, qu'ayant su qu'en même tems que nos Parties apportoient ici grande facilité à montrer leur Pouvoir, le Comte d'Aversberg a refusé d'en faire de même à Osnabrug avec les Ministres Suedois. Nous en avons fait faire plainte à ses Collegues en cette Ville, par Mr. Contarini, qui a reconnu que nous avions très-grande raison: nous l'avons prié de faire savoir à ces Messieurs, qu'il ne serviroit de rien d'avancer les affaires en un lieu, si on les reculoit en l'autre; que les Traités de Munster & d'Osnabrug n'étant qu'un par les Conventions des Préliminaires, les affaires y doivent marcher d'un même pied, & quand ils auroient la pensée, en procédant autrement, de jeter quelque sorte de division entre nous, ils se trouveroient trompés; Que nous voyons bien que peut-être quelque engagement nouveau du côté de Danemark les tenoit en suspens; mais qu'il falloit s'expliquer de ses intentions, & ne point amuser le monde par de vaines espérances de Paix, si l'on n'avoit envie de la traiter sincèrement avec tous les intéressés, & que pour conclusion nous ne pouvions passer plus outre, que nous n'eussions appris si ledit Comte d'Aversberg persistoit en son refus.

Monsieur Contarini nous a fait savoir, il y a quelques jours, que les Commissaires Imperiaux ont été surpris de nos plaintes, dont ils ont fait semblant d'ignorer le sujet, & qu'ils ont promis d'en écrire à leurs Collegues à Osnabrug, & de nous informer de la réponse qui leur seroit faite. Cependant ils disent que le Resident de Danemark, qui est encore là, pourroit bien être cause de ce retardement, par les protestations continuelles qu'il fait, qu'on ne peut point entrer en traité sans la médiation de son Maître, lequel ne prétend pas en devoir être exclus, pour tout ce qui est arrivé depuis peu. Quoique cette excuse ne soit pas trop bonne, elle est assez plaisante, faisant voir que le Roi de Danemark veut être Médiateur contre le gré des Parties, & sur les différends d'une Couronne qui lui fait la guerre. Voila, Madame, l'état auquel est à présent la Negociation.

Il reste de savoir, présupposé que le Comte d'Aversberg marche d'aussi bon pied à Osnabrug que font ici ses Collegues, & fait la même chose qu'eux, si nous consentirons que tous les Pouvoirs soient reformés, & que, pour éviter les longueurs, & les contestations, il en soit ici dressé une Minute, du consentement reciproque de toutes les Parties. C'est une proposition qui a été faite par les Espagnols, pour montrer, à ce qu'ils disent, qu'ils ne veulent point retarder les affaires, en disputant pour des paroles. Mais comme nous pouvons bien soutenir avec raison, que le nôtre est aux termes qu'il doit être, V. M. jugera s'il est à propos d'y toucher, ou non.

V. M. aura pu savoir la mort de la Reine de Pologne, & de la fille dont elle étoit accouchée. Cette nouvelle nous a empêché d'avertir les Suedois de la priere qui avoit été faite à V. M. de faire donner le nom à cet Enfant au batême, puis que l'occasion est cessée par cet accident. C'est, Madame, tout ce que nous aurons l'honneur de dire à V. M.

Le Comte d'Aversberg refuse de montrer son Plein-pouvoir à Osnabrug.

Reflexions sur cette démarche du Comte d'Aversberg.

Mort de la Reine de Pologne & de sa fille.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs les Comtes

D' A V A U X

E T

S E R V I E N.

A Mr. le

CARDINAL MAZARIN.

Du 29 Avril 1644.

*Ils remercient son Em. des avis des Negociations de Mr. des Hameaux. Conjonctures favorables pour la France. Entretien de Mr. d'Avaux avec Mr. Contarini, & de Saavedra avec Servien. Ils louent l'ordre prescrit par le Cardinal pour entrer en matiere. La difference entre un Ambassadeur & un Plenipotentiaire. Leurs precautions aupres de Mr. Contarini. Conduite de Saavedra en Suisse. On parle par tout de la suspension des armes. Reflexions touchant les Mediateurs. Ils different de donner leur avis, touchant l'emploi des Troupes de Mr. Marfin. Affaire du Duc de Bouillon. Reflexions sur les promesses de Mr. Roncalli.*

MONSEIGNEUR,

Ils remercient  
S. E. des avis  
des Negocia-  
tions de  
Monsieur des  
Hameaux.

Nous sommes infiniment obligés à V. E. de la part qu'il lui a plu nous faire de la Negociation de Mr. des Hameaux; nous trouvons la proposition bien imaginée, raisonnée de même, & de très-grande importance. Si nous étions en pleine-paix, on devoit, peut-être, faire scrupule d'y entendre; mais en l'état où sont les affaires, il semble qu'on ne doit rien omettre pour la faire réussir. Leur entreprise est grande, & seroit utile pour le repos de la France; mais les moyens de l'exécuter sont douteux, & la personne qui la traite un peu suspecte; toutefois il n'y a rien à perdre en écoutant. Si le Duc de Baviere la veut favoriser; puisque l'on marque déjà qu'il en a connoissance, il la peut rendre bien facile, en donnant de ses Troupes à l'Archiduc; & en ce cas, pour peu d'assurance que l'on eût dudit Duc de Baviere, qu'il n'entreprendra rien de son côté, l'armée de Mr. de Turenne ne sauroit être plus utilement employée, qu'à mettre l'Archiduc en possession. En tout cas, les Troupes de Madame la Landgrave & celles de Marfin pourront y servir, supposé, comme dit l'Envoyé de l'Archiduc, qu'il y ait des habitudes dans le Pais-bas, & quelque retraite de Place assurée. S'il ne se flatte point dans sa prétention, le Comte d'As-

sembourg lui a promis de lui en donner une dans Namur, qui nous fera bien comode, pour le secourir, tant du côté de France, que de Maestricht.

Jamais la conjoncture ne fut plus favorable que cette année; les Espagnols sont très-foibles dans la Flandre, les Esprits y sont divisés & mal contents, & l'on y doit faire deux puissantes attaques du côté de France & de Hollande. Si les mesures sont bien prises d'eux, & que l'on se sache bien prévaloir de toutes les heureuses rencontres, le coup sera frappé, sans qu'on y puisse remédier.

Nous n'importunerons pas derechef V. E. de ce qui s'est passé à l'entrée de celui de nous qui est arrivé le dernier; toutes choses y ont été faites à l'accoutumée, chacun y a tenu la place qui lui étoit due, les Espagnols s'y sont trouvés, & tout le monde a eu satisfaction.

Nous n'avons ci devant fait savoir à V. E. le discours fait par Mr. Contarini à moi d'Avaux, que pour le rejeter comme injuste, & pour ne manquer pas cependant d'informer V. E. de tout ce qui se passe, Saavedra a voulu tenir quelques propos approchant de ceux-là, à moi Servien, mais confusément, & sans les avoir osé appuyer, lui ayant été dit d'abord, que, pour réussir en notre Negociation, où tous les Ministres qui sont ici ont le même intérêt pour leur honneur, il falloit aussi avoir un même but, qui devoit être une Paix honnête, sûre & generale, dans laquelle tous les Intéressés fussent compris. Cette proposition n'ayant été jetée qu'en passant, ne nous a pas donné lieu d'en écrire aux Ministres des Alliés; mais nous faisons état d'en informer ceux de Suede & de Hollande, dans la première Conférence que nous aurons avec eux.

Quant à l'ordre qu'il faut tenir pour entrer en matiere, celui que V. E. nous prescrit est si honorable, & si avantageux, que, quand il ne seroit pas ordonné par nos Instructions, nous ne manquerions pas de le suivre; & comme il n'est pas si nécessaire à la France, de faire présentement la Paix, qu'elle soit bien assurée, qu'elle sera durable, notre premier & principal soin sera d'y chercher la sûreté.

Ce qui regarde les Complimens, & la forme de traiter les Ambassadeurs, ne mérite pas que V. E. en soit importunée de nouveau; nous en écrivons amplement, suivant son ordre, à la Reine, & nous nous promettons que V. E. n'aura pas désagréable de jeter les yeux sur la Lettre dont nous lui envoyons la Copie.

Nous avions déjà pensé à la différence qu'il y a entre un Ambassadeur & un Plenipotentiaire, & remarqué dans les Pouvoirs, qui nous ont été communiqués, que les Commissaires de l'Empereur & du Roi Catholique n'ont point la qualité d'Ambassadeurs. Les raisons que V. E. allegue là-dessus sont très-considerables; mais jusques-ici nous n'avions pas osé pousser plus avant cette difficulté, que le Nonce & l'Ambassadeur de Venise n'avoient point faite. Nous n'avons pas laissé, avant que de venir ici, d'apporter toutes les precautions, pour n'être point surpris. Nous écrivîmes de la Haye à Mr. Contarini, concertant avec lui, par nos Lettres, les moyens de se visiter à notre arrivée, que nous le supplions de bien considerer les Pouvoirs, & d'examiner, quels des Commissaires auroient la qualité d'Ambassadeurs, pour ne rien faire, de part ni d'autre, que ce qui se devoit. Sur quoi nous croyons de ne pouvoir faillir, en nous remettant à sa prudence, & à son expérience, & faisant les mêmes choses qu'il auroit faites, avec une connoissance de

E 3

cause,

Conjonctures  
favorables  
pour la  
France.

Entretien de  
Mr. d'Avaux  
avec M. Con-  
tarini, & de  
Saavedra, avec  
Servien.

Ils louent  
l'ordre pré-  
crit par le  
Cardinal pour  
entrer en  
matiere.

La différence  
entre un Am-  
bassadeur &  
un Plenipo-  
tentiaire.

Leurs pré-  
cautions au-  
pres de Mr.  
Contarini.



1644.

cause, que nous ne pouvions avoir, ce sont les mêmes termes de notre Lettre. Si après cela, les Commissaires Impériaux, & ceux des Espagnols, ont reçu de nous des Titres & des faveurs ou honneurs, qui, peut-être, ne leur étoient pas dûs; ils doivent plutôt être blâmés de leur effronterie, s'attribuant une qualité qu'ils n'ont point, que nous, de l'avoir fait sur la foi, & par l'exemple de ceux que nous pouvons imiter avec raison. Ce n'est pas, Monseigneur, que quelques-uns ne croient, que des Commissaires, députés pour un Traité de Paix, avec Plein-pouvoir de la conclure, sont égaux à des Ambassadeurs, & doivent être traités de même; néanmoins, puisqu'il faut que les Pouvoirs de nos Parties soient reformés, nous avons mis le défaut de cette qualité, parmi ceux que nous y avons remarqué, afin que l'on y remédie.

Conduite de  
Saavedra en  
Suisse.

Ce n'est pas la première fois que Saavedra s'est voulu élever au dessus de sa condition. Mr. de Caumartin nous écrit, qu'en Suisse il fit quelque tems la même chose, & après s'être fait traiter comme Ambassadeur, lorsqu'il fut pressé de montrer son Pouvoir, il se retira sans dire Adieu.

Il seroit bien mal aisé d'avoir une pensée contraire au jugement que fait V. E. des Commissaires qui sont ici. C'est sans doute, qu'ils auront enfin Pouvoir de conclure, ou que d'autres viendront pour leur aider à le faire. L'appréhension que nous avons eue, qu'il ne se perdît beaucoup de tems, en attendant l'un ou l'autre, nous a obligé ci-devant d'en parler, comme nous avons fait, voyant aussi le désavantage qu'il y a de commencer un ouvrage, avec des gens qui ne sont pas en état d'y mettre la dernière main.

On parle  
par tout de la  
suspension  
des armes.

Plût à Dieu, Monseigneur, que tout le monde parlât de la suspension, comme nous avons toujours fait. Nous sommes au désespoir de voir que chacun l'écrit de Paris, & que presque en tous lieux, on la publie comme résoluë. Nous ne manquerons pas pourtant d'en détromper le monde, selon notre pouvoir, & de commencer par notre Médiateur, comme V. E. nous l'ordonne très-prudemment. Si après tout il y faut venir, nous ne sommes pas, grâces à Dieu, en état, qu'il faille l'acheter par les conditions que propose le Cardinal qui en a parlé à Rome. Si la suspension n'étoit pas générale, & qu'elle fût faite présentement, sans y comprendre les affaires de Danemark & de Portugal, il semble que nous ferions les affaires de nos Ennemis, plutôt que les nôtres, & qu'en leur donnant du repos en un lieu, nous leur faciliterions de venir à bout de tous leurs desirs, l'un après l'autre, lesquels, selon les apparences humaines, ils ne sauroient présentement soutenir tout à la fois, présumé que le Royaume demeure en bon état, & soit sans apparence de trouble, comme V. E. nous le mande.

Reflexions  
touchant les  
Médiateurs.

Il est vrai, que Monsieur le Nonce paroît bien disposé pour la France; ce qui nous oblige d'observer ponctuellement ce que V. E. nous fait l'honneur de nous écrire, & de le visiter rarement, voyant que nos Parties ont déjà quelque méfiance de lui.

Nous ne parlons plus à V. E. de Mr. Contarini, duquel nous touchons encore un mot à Mr. le Comte de Brienne.

Ils diffèrent  
de donner  
leur avis tou-  
chant l'em-  
ploi des  
Troupes de  
Mr. Martin.

Pour les Troupes de Mr. Marfin, nous ne saurions encore dire certainement à V. E. le lieu où elles pourront être plus utilement employées; nous attendons l'avis des Suedois, & du Comte d'Eberstein, pour savoir si des Troupes de Koningsmark, de celles de Madame la

Landgrave, & de celles dudit Marfin on pourroit former un Corps, pour agir dans le cœur de l'Allemagne. Ce dessein seroit à la vérité considérable; mais il est bien à craindre, que le Suedois ne soit pas en état cette année de diviser ses forces.

A la vérité, Monseigneur, il y a lieu de s'étonner de l'étrange résolution que Mr. de Bouillon a prise, nous ne manquerons pas de parler de sa retraite comme V. E. nous l'ordonne, & tâcherons même d'effacer les ombrages, que les Esprits trop soupçonneux pourroient avoir, que la route qu'il a prise est pour s'approcher de l'Armée de Monsieur son frere, de la fidélité duquel nous ne doutons nullement que l'on ne soit assuré.

Affaire du  
Duc de  
Bouillon.

Si Roncalli marche rondement pour servir la France, c'est à ce coup qu'il le peut témoigner, commençant de bonne heure à donner à son Maître l'envie de se remarier avec quelqu'une de nos Princesses de France, comme Madame de Guise, Madame la Princesse Marie, ou quelque autre. Ce seroit le plus assuré moyen de s'entr'aimer, à quoi il ne fera pas malaisé de réussir, si la chose est bien conduite, selon la connoissance qu'un de nous a de l'humeur dudit Roi, qui n'avoit pris la défunte que malgré lui. On pourra alors prendre cette occasion de faire au Chancelier de Pologne toutes les grâces qu'il pourra souhaiter, s'il prend ce sujet de venir en France, pour reconduire la femme de son Maître.

Reflexions  
sur les pro-  
messes de Mr.  
Roncalli.

## LETTRE

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,  
A L A R E I N E.

Du 30. Avril 1644.

*Ils se plaignent des Hollandois.*

M A D A M E,

Nous avons rendu compte à V. M. de la réponse peu favorable, que nous eumes de Messieurs les Etats, à l'instance que nous leur fîmes pour le soulagement des Catholiques de leur Pais, quoique nous eussions simplement représenté le desir de V. M. & avec des termes si doux, & si pleins de prières civiles, que nous n'estimions pas qu'aucun Prince, quelque grand qu'il pût être, eût sujet de s'en offenser. Aussi essayames-nous, Madame, de contenir notre zèle, & le régler suivant celui de V. M., qui n'est pas moins fervent que juste, & toujours dans les bornes, que lui prescrit la raison politique, & la passion qu'elle a de profiter aux ames, sans toucher à l'Etat. Nous avons toutes fois su, les Gazettes le disent, & l'un de nous nouvellement arrivé de Hollande le confirme, que lesdits Sieurs les Etats ont mal pris nos demandes, & sans considérer que le nom de V. M. y étoit employé, ont publié des Imprimés, où ils les qualifient de presomptueuses, comme si elles devoient être réglées par le caprice

Ils se plain-  
gent des  
Hollandois.



1644.

de quelqu'un d'eux, & qu'ils fussent les arbitres & les Médiateurs de toutes celles qu'on a à leur faire. Nous avoions bien, Madame, qu'ils sont les Maîtres chés eux, puisque V. M. les reconnoit pour tels, qu'ils peuvent refuser ou accorder ce dont on les recherche; mais qu'il leur soit permis de refuser avec injure, & oublier le respect, qu'ils doivent au plus grand Roi du Monde, en la personne de ses Ambassadeurs, c'est, Madame, dont nous ne pouvons demeurer d'accord, & espérons que la bonté de V. M. ne se montrera pas moins charitable à leur faire connoître leur mauvais procédé, & l'honneur qui appartient aux Ministres d'un Roi, auquel ils doivent les plus belles marques de grandeur qu'ils possèdent, qu'à compatir quelquefois à leur infirmité. Nous sommes obligés de lui dire, Madame, que si la raison d'Etat veut qu'on les choye, celle-là même ordonne de ne rien relâcher de ce qui est dû de reverence aux Rois; puisque c'est celle qui constituë les plus nobles différences entr'eux, & les autres Souverains, & qui fait voir plus nettement les avantages, que Dieu leur donne par dessus les autres.

Si Messieurs les Etats sont utiles à la France, la protection de V. M. leur est nécessaire, & il faudroit qu'ils fussent trop peu connoissans de leurs Interêts, s'ils ne recherchoient pas toutes les voyes de se la conserver, & de lui donner contentement, quand elle témoignera de n'être pas satisfaite d'eux. Elle a, à notre avis, grand sujet de s'en plaindre, & nous supplions V. M., Madame, d'en demander raison, puisque nous sommes blessés par les termes dont ils ont usé, d'autant plus, que ceux desquels on s'est servi, dans l'Instance qui a été faite de la part de V. M. sont aussi honnêtes, que la demande est digne d'une Princesse qui porte le nom de très-Chrétienne, & qui, par les Dépêches de Mrs. les Ministres, nous a témoigné beaucoup de bienveillance pour les Catholiques. La fermeté, avec laquelle elle agira en cette rencontre, retiendra Messieurs les Etats pour d'autres, & sans elle, Madame, il est impossible de réussir dans les Negociations; celle dans laquelle nous sommes demeurés en Hollande, par un Commandement exprès de V. M. a donné une heureuse fin à la nôtre.

Nous croyons, que le même arrivera de la réparation, qu'elle a droit de rechercher, pourvu qu'elle le soit fortement; & il est trop important à ces Messieurs de ne pas laisser V. M. avec ce dégoût, pour croire qu'ils vouussent manquer à reparer la faute, qu'ils ont non seulement commise, mais aussi imprimée, pour la rendre plus offensante. Nous prions Dieu, Madame, de vouloir conserver V. M. &c.

**Ordonnance du Roi, portant Pouvoir à Messieurs les Plenipotentiaires de concerter, avec ceux de l'EMPEREUR, & du Roi d'ESPAGNE, leurs Pouvoirs en meilleure forme.**

A Paris le 14. Mai 1644.

LE Roi étant en son Conseil assisté de la Regente sa Mere, & de Mr. le Duc

1644.

d'Orleans, du Prince de Condé, & du Cardinal Mazarin, & de plusieurs Seigneurs de son dit Conseil, ayant vu par la Lettre, que les Sieurs Comtes d'Avaux & Servien ont écrite de Munster le 29. Avril dernier, comme les Commissaires Plenipotentiaires de l'Empereur, & du Roi Catholique ont jugé, que le Pouvoir qui avoit été donné auxdits Sieurs d'Avaux & Servien, n'étoit pas ample, offrant de leur part de faire changer tout ce qui pourroit être trouvé défectueux aux leurs, selon qu'il avoit été donné à entendre par le Sieur de Chigi, Nonce de sa Sainteté, & par le Sr. Contarini, Ambassadeur & Plenipotentiaire de la République Serenissime de Venise, Mediateurs du Traité, si mieux l'on n'aimoit convenir sur les lieux des Pouvoirs de part & d'autre, par un commun consentement desdits Sieurs Plenipotentiaires, tant de Sa Majesté Imperiale, que de leurs Majestés, & les autres intéressés audit Traité. Sa Majesté ne voulant en aucune façon retarder une affaire si importante que celle de la Paix generale, de l'avis de ladite Dame Reine Regente, a par ces présentes donné Plein-pouvoir, auxdits Sieurs d'Avaux & Servien, d'arrêter, & convenir, avec les Ministres de leurs Majestés Imperiale & Catholique, & autres intéressés audit Traité, d'un Pouvoir ample & général pour traiter & conclure la Paix generale de la Chrétienté, promettant en foi & parole de Roi, de faire expedier les Pouvoirs qui auront été concertés entre ses Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, & ceux Députés par ledit Empereur & Roi d'Espagne, & pour témoignage de sa Volonté, elle m'a commandé d'expedier celle-ci, qu'elle a signée de sa propre main, & fait contresigner par moi Conseiller en ses Conseils, Secrétaire d'Etat & de ses Cominademens. Signé LOUIS & plus bas DE LOMENIE.

## LETTRE DE LA REINE

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 14. Mai 1644.

*Son ordonnance touchant l'égalité. Touchant les Plein-pouvoirs. Commentement des Traités entre la Suède & le Danemarck.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien,

LE onze du present mois votre Lettre commune du 29. du passé me fut rendue: Elle contient un long discours, par lequel vous vous efforcez de faire voir ce qui a été accordé au Sieur Contarini, qui donnera sujet aux Ambassadeurs de Hollande, à celui du Duc de Savoye, & à ceux des Electeurs, & generalement de tous les Princes & Republiques, de prétendre quelque chose de plus, que ce dont ils sont en possession de recevoir des miens. Sur ce qui concerne Venise, sur ce que je m'ex-  
 plique

Son ordonnance touchant l'égalité.

1644.

plique si fortement par un Memoire, que je vous envoie, que je n'ai rien à y ajouter qui ne puisse convenir que l'on n'a rien fait de nouveau en faveur des Ministres de la Republique de Venise, & bien moins que cela puisse donner aucun lieu de rien prétendre pour les autres, d'autant que ceux-ci sont blessés de quelque chose, c'est d'égalité qui est rendue à l'autre, & ce n'est point une nouveauté, depuis plus de quarante ans elle est établie, & les Ambassadeurs d'obédience de cette Couronne traitent de cette sorte avec eux, de les accompagner jusqu'au degré ou jusqu'au Carosse, recevant d'eux-mêmes, la conduite ne fait rien à la chose, puisque l'égalité reçoit le plus & le moins, sans changer son être, c'est la raison que vous aurez à donner aux Ambassadeurs susnommés, quand ils vous presseront de ce dont ils ne sont point en possession.

J'ajoute qu'il faut chercher quelque temperamment avec ceux d'Hollande, & je vous laisse la liberté de prendre, outre ceux que vous m'avez proposés, celui que vous estimerez le moins dommageable, & de faire reflexion sur celui dont je vous ai écrit, le Titre sans la main; je vous l'avois proposé, la main au premier, & la prendre sur les autres, sans leur donner de Titre. Je ne l'improove pas. Mais ce qui paroît plus remarquable; feignez d'être incommodé au jour qu'ils vous rendront leurs visites, & que l'autre le précède comme étant en un Logis tiers, & puisque l'on en arrête un, où vous ferez vos Assemblées, je ne l'improove pas; mais prenez garde que comme l'Ambassadeur est indivisible, qu'ils rejettent le parti d'être précédés par l'un de vous, dans la maison de son Colleague, qu'ils pourront considérer comme si elle étoit occupée des deux. Pour les autres Ambassadeurs, je ne vous prescris rien. Je serai bien aisé que l'usage de Rome s'observe envers tous, pourvu qu'ils y acquiescent. Sur ce que vous me mandez sur le sujet de celui de Savoye, dont le Maître cede tout aux Electeurs, & que ceux de Hollande regardent comme représentant un Prince feudataire, il est aisé d'y répondre. Les mêmes considerations subsistants, les Rois de Suede n'ont pas laissé de lui faire faire, & à ses Ministres divers honneurs, qu'il refuse aux autres, soit en entrant en consideration des grandes Alliances, que ceux de cette Maison ont prises avec toutes les Couronnes de l'Europe, ou pour leur être rendu plus de respect que par les Princes Allemands, & ces mêmes honneurs, comme à faire couvrir ses Ambassadeurs, a été aussi donné au grand Duc, & aux Ducs de Mantoue, Parme, & Modene, & la Republique de Gennes, sans néanmoins que la France se soit jamais relâchée de l'octroyer à ceux des Electeurs, qui ne voulans rien changer en leur forme d'écrire, se contentent aussi que l'on observe à leur égard ce qui a toujours été pratiqué.

Touchant  
les Plein-  
pouvoirs.

Il m'a semblé que je suis entrée dans votre sentiment en blâmant celui des Imperiaux, & du Roi Catholique, dont les Pouvoirs étant entièrement défectueux veulent chercher & condamner ceux que je vous ai faits expedier. S'ils avoient considéré, que je m'oblige à ratifier ce que vous aurez promis & arrêté, ils auroient changé d'opinion; cette clause est la plus précisée, pour donner Pouvoir de conclure & d'arrêter les conditions d'un Traité; que la Patente dût être signée de moi, c'est une chose toute nouvelle, du moins depuis l'Ordonnance de Philippe le Long, qui porte que pendant le tems des Minorités, le Royaume ne laissera pas d'être administré sous le nom du Roi mineur, la signature, comme l'intitulation aux

Actes de Justice & publics a été superflue, mais pour la validité de ceux émanans de l'autorité du Regent, il y est écrit qu'ils ont été commandés & résolus par le Roi, le Regent présent, & il suffit que le Secrétaire l'eût signé, & qu'il soit scellé; & bien que je puisse défendre ledit Pouvoir, comme aussi le Narré & la raison, & l'exemple soient de mon côté, sans devoir craindre que les Espagnols en publiaient qui pussent laisser le Public en suspens, de qui les armes sont les plus justes, je prends volontiers le parti de remettre à vos deux Assemblées, avec les Plenipotentiaires de l'Empereur, & du Roi Catholique, d'en concerter & résoudre un; & tel que vous me l'envoyerez, je le ferai expedier, sachant très-bien que vous mesurerez les termes en sorte qu'ils ne donneront aucun avantage aux autres. Quant à celui de rien conclure que conjointement avec les Alliés; il me semble de toute conséquence, que vous ne devez relâcher, qu'après l'avoir longuement contesté, & de l'avis des mêmes Alliés, leur donnant sûreté entiere, qu'il ne se fera rien que conjointement avec eux: Il ne faut pas entendre ce terme à la rigueur, en ce qui est d'agir, mais en ce qui est de conclure, & plus il choque les Espagnols, & plus je le trouve essentiel, d'autant que les discours des Ministres Imperiaux font croire que l'Empereur présume pouvoir traiter en Souverain absolu, des Princes de l'Empire, & qu'il ne leur est pas permis de contracter des Alliances avec les Princes Etrangers; à cela les Constitutions Imperiales repugnent absolument; Il est bien le Chef de l'Empire, & non point le Monarque, à la volonté duquel toutes sortes de choses soient soumises, & par les Plenipotentiaires de la Paix, & par les Passeports qu'il a fait expedier, en conséquence d'iceux, il a reconnu le contraire. Si ce droit n'étoit acquis aux Princes & Etats de l'Empire de comparoître en personne, ou par leurs Députés à l'Assemblée de Munster, pourquoi se feroit-il donné tant de peine pour dissuader ceux qui étoient assemblés à Francfort? pourquoi prétendre que l'Affaire du Palatinat peut & doit être traitée à Vienne, & le faire demander par le Duc de Baviere? Je sais qu'il est inutile de vous alleguer les raisons, & que vous êtes à plein informés des Constitutions Imperiales, Privilèges, Prerogatives & Droits des Princes, qui composent l'Empire; Aussi je ne les ai écrites, que pour vous encourager à les bien défendre, qui avez eu beaucoup de prudence, en eludant la demande du Comte de Nassau, sans lui faire toutefois un refus formel de ce qu'il prétend. Il y a du tems à prendre, & bien des choses à dire, avant que de résoudre sur cette matiere; Et les prétentions de l'Evêque de Verdun, & le lieu & la situation de la Ville capitale de son Diocèse, oblige à avoir diverses considerations, avant que d'y laisser établir un Evêque.

Que ledit Comte de Nassau & ses Collegues ayant condamné le Comte d'Aversberg, ils ont fait une action de justice; sans que les Ministres de la Couronne de Suede aient pris communication de son Pouvoir, ils ne sauroient entrer en conference avec lui, & il faut que, l'on marche d'un pas égal, & à Munster & à Osnabrug. Car aussi bien ce sont deux Villes separées, remplies de divers Ministres des Princes intéressés à la Paix; il n'y en a qu'une à conclure; si le Roi de Danemark met en fait que, sans sa Mediation, elle ne peut ni ne se doit traiter, il s'engage plutôt à faire la Paix avec la Couronne de Suede; car autrement il leur seroit toujours suspect. L'on m'a mandé qu'il y a quelque acheminement à cet accom-

1644.

Commence-  
ment des  
Traités entre  
la Suede & le  
Danemark.

1644.

modement, & que déjà les Commissaires des Royaumes ont pris lieu & jour pour entrer en Conférence, desorte que le Sieur de la Thuillerie arrivera tout à point à une si bonne œuvre, & j'espère tant de sa suffisance, que son voyage produira quelque chose de bon. Dieu veuille qu'après avoir établi la Paix aux Provinces les plus éloignées dans le Nord, il la donne à toute la Chrétienté, & que les Alliés de la France qui lui sont redevables de leur conservation le soient aussi d'un long & assuré repos! Je prie Dieu qu'il vous ait, Messieurs les Comtes d'Avaux & Servien, en sa sainte garde. *Signé ANNE & plus bas DE LOMENIE.*

## M E M O I R E

*Sur le traitement que Messieurs les Plenipotentiaires auront à faire aux Ambassadeurs qui sont à Munster, envoyé de la Cour.*

A Paris le 14. Mai 1644.

ON ne peut assés s'étonner de ce que Messieurs les Plenipotentiaires écrivent, que les Ministres de Hollande se rendront plus difficiles dans les expédiens de régler les contestations pour les rangs, maintenant qu'ils ont vu ce qui a été fait de nouveau en faveur de la Republique de Venise. Il est impossible qu'ils ne voyent qu'on n'a rien fait de nouveau en cela, quand même Messieurs les Plenipotentiaires ne voudroient pas les premiers s'en persuader, & il ne peut être qu'ils ne le soient par les raisons suivantes, qui sont sans réplique.

Premierement il faut poser pour fondement l'égalité du traitement entre les Ministres de cette Couronne, & ceux de la Republique, laquelle égalité a été établie en forte par le Roi Henri le Grand, & continuée sans difficulté par le feu Roi de glorieuse memoire, que la Reine aujourd'hui faisant demeurer les Ministres du Roi dans les mêmes termes, elle ne fait rien de préjudiciable à cette Couronne & à sa Dignité, laquelle ne prétend à présent aucun nouvel avantage sur la Republique, pour ce qui regarde le traitement des Ambassadeurs, & n'innove rien aussi en sa faveur, puisqu'elle étoit en possession depuis le Regne de deux Rois de cette égalité de Courtoisie.

Supposé donc que la France ne veuille point présentement révoquer en doute l'égalité du Traitement entre les Ministres du Roi, & ceux de la Republique établie & confirmée par un si long espace de tems, il est bien aisé à voir que quoiqu'il se soit passé à Munster, pourvu qu'il eût été reciproque de part & d'autre, ne peut donner avantage ni porter préjudice à aucune des Parties, & n'aura point la face de nouveauté près des Hollandois, ni d'aucun autre, pourvu qu'on considère que le traitement, quel qu'il soit, a été égal, parce que l'égalité admet le plus ou le moins, sans être blessé quand chacun de son côté pratique la même civilité, étant constant qu'en allant jusqu'au Carosse, ou en s'arrêtant au haut du degré, si tous deux en usent de même, l'on ne se départ point de l'égalité, laquelle peut être étendue & restreinte sans rien perdre de son essence, & sans qu'aucun s'en puisse attribuer qu'imaginaiement une

TOM. II.

nouvelle prérogative, non plus qu'en craindre un nouveau préjudice.

Les Ministres de Hollande & ceux des autres Princes, auxquels pourroient déplaire les Civilités que font les Ambassadeurs de France à ceux de Venise, ne se plaindront jamais, & n'augmenteront pas leurs prétentions pour voir les Ambassadeurs de Venise accompagnés jusqu'au Carosse, mais seulement pour les courtoisies qui sont établies reciproquement entre nous & eux, comme du Titre, de la main, & de l'accompagnement avec une entiere égalité.

Il y a long tems que les Ambassadeurs de Savoye en font des plaintes, mais ils n'ont point interrompu l'usage, & les Ambassadeurs de Savoye, spectateurs, dans Rome, de l'égalité avec laquelle les Ministres de cette Couronne ont traité ceux de Venise, ne laissent pas de visiter les Ambassadeurs du Roi, cédant la main, recevant le Titre d'Illustrissime & n'étant conduits que jusqu'au haut du degré, pendant qu'ils leur donnent le rang d'Excellence, & les accompagnent chés eux jusqu'au Carosse.

Il est donc constant que les envieux des avantages que reçoivent les Ambassadeurs de Venise continueront à se plaindre de l'égalité avec laquelle les Ministres de cette Couronne les traitent; mais il semble qu'il ne peut tomber en la pensée de qui que ce soit, qu'ils en formeront de plus grandes, pour avoir vu accompagner Mr. Contarini jusqu'au Carosse, étant certain que l'égalité est aussi bien conservée dans cet accompagnement, comme en celui qu'on n'eut fait que jusqu'au haut du degré.

Il se voit assés que tout ce qui est arrivé n'est procédé que du zèle de Messieurs les Plenipotentiaires, lesquels ont crû pouvoir procurer en leurs personnes quelque nouvel avantage au Roi. Monsieur d'Avaux, dans la Lettre à la Reine du 1. Avril, marque que, sans quelque petite différence entre les Ambassadeurs du Roi & ceux de Venise, on n'en pourroit établir aucune avec les Ambassadeurs de Hollande. Il seroit véritablement bien à désirer, que cette différence parût aussi bien dans les Ceremonies des Ambassadeurs, que chacun la voit visible en effet dans la Dignité & dans les prééminences de cette Couronne avec la Republique, & s'il étoit question aujourd'hui de délibérer s'il lui faut accorder cet honneur, il n'y a aucun de Messieurs les Ministres qui ne mourût plutôt, que de penser de conseiller à la Reine de le faire dans une Minorité; Mais puisque la Republique l'a reçu de la bonté de deux Rois, on voit bien que la Conjoncture présente est moins propre que toute autre, pour commencer à lui contester une possession dans laquelle elle se trouve.

Sur ce sujet on a crû devoir avertir Messieurs les Plenipotentiaires, que ce qui se pratique à Rome par l'Ambassadeur de Venise, qui ne conduit celui de France que jusques au haut de l'Escalier, parce qu'il n'est accompagné de lui que jusqu'au même endroit, n'est point cause d'un dépit ou d'une incivilité, ainsi que témoigne le croire Monsieur d'Avaux, par sa Dépêche du 25. Mars, mais que c'est un concert si bien établi de long-tems pour l'égalité, que les Ambassadeurs mêmes d'obedience, qui y doivent regarder de plus près, n'ont jamais fait difficulté de les visiter pour cela, ni prétendu d'eux d'autre traitement comme on a vu n'agréer à Monsieur de Crequi.

Toutes ces raisons font voir clairement, qu'encore qu'il eût été à propos, puisqu'on vouloit établir à Munster la forme des Ceremo-

F

nies

1644.

1644.

nies qui se pratiquent à Rome, de ne point rompre celle de n'accompagner l'Ambassadeur de Venise que jusqu'au degré; néanmoins ce n'est pas un grand inconvenient de l'avoir fait, & ne donne aucun droit aux Ambassadeurs de Hollande, & aux autres de s'en plaindre, puisque, comme il a été déjà dit, ce qui leur touche, & leur est sensible, c'est l'égalité & non pas la manière en laquelle on la pratique.

On peut ajouter que si le motif d'étendre plus loin l'accompagnement, a été de prendre quelque avantage sur l'Ambassadeur de Venise, il semble qu'il n'étoit pas fort à présumer d'en pouvoir venir à bout, puis qu'étant en possession d'égalité, il n'y avoit pas d'apparence que dans l'Assemblée de Munster, où la Médiation rend la République plus considérable, elle dût se laisser ravir par nous les prérogatives, dont, par la grace des Rois de France, elle jouit avec une pleine & entière liberté dans toutes les Cours des Rois.

Il semble qu'il falloit de trois choses l'une, ou demeurer purement dans les termes de ce qui se pratique à Rome de part & d'autre, ou rompant cette coutume aller jusqu'au Carosse, comme ont fait toujours les autres Ambassadeurs de Sa Majesté en Angleterre, ou autre part, ou prenant un milieu, de passer l'escalier, & n'aller pas aussi jusqu'au Carosse; qu'il falloit l'avoir concerté auparavant, & en être demeuré d'accord avec Monsieur Contarini. D'où l'on peut & doit inférer que, s'il y avoit de la faute en ce qui est arrivé, la Reine n'en est point coupable, puis qu'Elle n'a contribué en rien à faire outrepasser l'usage de Rome, mais à le bien prendre, il n'y en a point par les raisons marquées ci-dessus.

Il est donc impossible que Messieurs les Etats ne touchent au doigt, qu'il n'y a rien de nouveau en faveur de Venise; puisque, depuis si long-tems, la France a accordé l'égalité de traitement à leurs Ambassadeurs, & qu'ils ne peuvent ignorer que les Ministres de cette Couronne ne leur aient donné la main chés eux, le Titre d'Excellence, & ne se soient contentés d'en recevoir le traitement égal dans les visites. Voilà pour ce qui regarde la plainte que vous avez crû que nous pourrions faire Messieurs les Etats, que nous nous fussions relâchés à de nouvelles grâces pour Venise, pendant qu'on leur refuse les satisfactions qu'ils désirent; sur le sujet desquelles vous pourriez bien encore leur faire pénétrer, que ce qui peut avoir obligé le feu Roi à donner cet honneur à Venise, n'est pas sa puissance, ni pour avoir mérité plus de cette Couronne, mais pour la possession où elle est d'un Royaume qui a fait qu'on n'a peut-être pas crû leur pouvoir refuser, sans injustice, les honneurs qu'on défère aux Têtes couronnées, comme les Papes, pour cette considération, ont reçu les obédiences de leurs Ambassadeurs dans la *Sala Regis*, qui est réservée seule pour les Couronnes.

Quant à l'Ambassadeur de Savoye, ce n'est pas seulement le Nonce qui le traite d'Ex-

cellence, les Ambassadeurs de l'Empereur & d'Espagne en cette Cour, à ce qu'on dit, le lui ont donné, & même la main droite; & on ne voit pas comme nous pouvons nous défendre d'accorder au moins une partie des honneurs qui sont à un Prince, à qui nous devons plutôt qu'eux procurer toutes sortes d'avantages. Et sur ce sujet, Messieurs les Plenipotentiaires sauront qu'on n'est pas ici de leur sentiment, touchant l'Excellence & la main droite; le premier étant un Titre dont il ne demeure rien, que l'on accorde quasi à toutes les personnes de qualité, & même les Ambassadeurs de Rome le donnent aux Ducs & Princes Romains, qui n'ont point de caractère public; mais la main droite intèrè quelque chose de supériorité dans le lieu où on la reçoit, & les Ambassadeurs de Rome ne la baillent chés eux qu'à des Ambassadeurs comme eux des Têtes Couronnées. Ce n'est pas qu'on croie qu'il y doive avoir de difficulté à faire contenter l'Ambassadeur de Savoye des mêmes traitemens qu'il reçoit à Rome, pourvu qu'il ne voye point faire plus de Civilités à ceux de Messieurs les Etats; sur quoi le Marquis de Saint Maurice, qui s'en va à Munster, a déjà parlé à diverses personnes.

Le Roi n'a jamais voulu juger de la préséance entre les Ambassadeurs de Hollande & ceux de Savoye, & dans les Assemblées publiques qui ont toujours été faites ici, on a toujours trouvé des expédiens pour l'éviter.

Il est donc vrai que la puissance à présent de Messieurs les Etats est plus grande, que celle des Ducs de Savoye, & que leur satisfaction importe extrêmement dans les conjonctures présentes, au service & à l'avantage de cette Couronne; mais l'étroite Alliance qui est entre le Roi & la Maison de Savoye doit nous obliger à faire considération sur l'ancienneté de leur domination, & sur ce que les plus grands Rois de la Chrétienté n'ont pas dédaigné de contracter continuellement des Mariages avec eux. Et véritablement si le Roi n'a épargné aucune peine & dépense pour le rétablir, & lui conserver ses Etats, on trouveroit bien à dire si dans le bas âge du Duc de Savoye, qui est entièrement sous sa protection, il sacrifioit ce qui regarde sa Dignité & sa réputation.

Il n'y aura pas un des Ambassadeurs des Electeurs, qui ne soit pour le moins dans la même prétention, que celui de Savoye, pour ne recevoir pas un traitement inférieur à ceux de Hollande. Je vous ai voulu dire cela, afin que vous examiniez tout & preniez bien vos mesures, & que vous écriviez précisément ce que vous jugerez plus à propos, afin que sur vos avis Sa Majesté puisse prendre sa dernière résolution, sans vous arrêter à ce que vous avez fait envers l'Ambassadeur de Venise; qui, comme j'ai dit, ne donne aucun droit de prétendre, ni aucun sujet de se plaindre à ceux de Hollande, lesquels savent qu'en tous lieux les Ministres de ladite République traitent également avec les Ministres de l'Empereur, & d'Espagne, aussi bien qu'avec les nôtres.

1644.



1644

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 14. Mai 1644.

*Il leur ordonne d'agir selon leur prudence à l'avancement de la Paix du Nord. Son avis touchant l'Affaire de la Religion en Hollande.*

MESSIEURS,

Il leur ordonne d'agir selon leur prudence à l'avancement de la Paix du Nord.

JE croyois être quitte envers vous & avoir dû Jeter pour songer à mes autres Dépêches, quand il m'est survenu que Monsieur de la Thuillerie ayant demandé par l'une des siennes d'être éclairci, s'il devoit obliger le Roi de garantir la Paix, dont il essaye d'être Médiateur, & que cette affaire ayant été agitée, l'on n'a pas jugé y devoir prendre de résolution, sans que vous en fussiez en part, & même on remet à votre suffisance, & à celle dudit Sieur de la Thuillerie de la former ensemble; & comme il est parti de Munster, & que pour l'y prendre, il ne seroit pas juste de l'y faire revenir, je lui mande de vous en écrire, & les raisons qu'il peut avoir de s'y engager, ou de l'éviter; & comme sans doute c'est une action de gloire & de reputation, & de celles qu'il faut embrasser & rechercher, la seule crainte de déplaire aux Suedois nous retient de l'accommoder. Il ne nous semble pas à propos, en l'étroite liaison que nous professons avec eux, de les laisser concevoir que nous puissions joindre nos armes à leurs Ennemis, mais nous voudrions bien qu'ils nous en recherchaient, & il leur seroit honnête, justifiant par là qu'ils traitent de bonne foi, & qu'ils veulent que la Paix qui sera établie entr'eux & le Danemark soit d'une éternelle durée. Il fera de votre prudence de traiter de cette matière avec les Ministres Suedois, & les faire d'eux-mêmes requérir ce que nous voudrions bien promettre, mais certes non pas absolument, que pour peu que cela leur donnât du soupçon, nous voulussions l'entreprendre.

Son avis touchant l'Affaire de la Religion en Hollande.

Nous désirerions par adresse, & par divers offices reiterés, que les Catholiques de Hollande fussent afranchis des craintes & des maux dont ils sont menacés, & pour leur soulagement nous voulons bien prendre de la peine. Vous jugez bien, Messieurs, qu'elle sera d'autant plus grande, qu'elle sera continuée, & qu'il sera malaisé de persuader le corps d'un Etat, dont la conduite est confiée à plusieurs, de qui les inclinations sont souvent contraires, l'un desiré à un expédient, l'autre craint d'être reconnu Catholique, d'en être soupçonné, & tous cherchent de plaire au Peuple, qui s'est

TOM. II.

arrogé toute l'autorité, & qui suit & embrasse volontiers les Conseils violents que les Ministres leur inspirent. Le meilleur que je puisse prendre, c'est de me contenter de ce que je vous ai écrit, & de vous assurer que je suis &c.

1644

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN,

A Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N.

A Paris ce 14. Mai 1644.

*Son sentiment par rapport au Ceremoniel Touchant les Levées de Marfin. Etat de guerre.*

MESSIEURS,

JE ne vous ferai pas un long discours pour cette fois, me remettant aux Dépêches que vous recevez de Monsieur le Comte de Brienne. Je vous dirai seulement avec ma franchise ordinaire, sur le sujet du Memoire qu'il vous envoie touchant l'Ambassadeur de Venise, qu'on a trouvé un peu étrange, qu'il semble que vous vouliez rejeter, sur l'ordre qu'on vous a donné d'accompagner ledit Ambassadeur jusqu'au Carosse, tous les embarras qui se pourront rencontrer dorenavant à satisfaire les Ministres de tous les autres Princes, dans les traitemens des Ceremonies, comme si sans cet ordre il vous eût été facile de les contenter. Ledit Memoire vous fera connoître si cela est juste. Cependant depuis qu'il a été achevé, j'ai verifié une chose qui fermeroit la bouche, à ne savoir que repliquer, quand les raisons qu'il contient ne seroient pas plus que suffisantes. C'est que, depuis mon depart de Rome, l'on a introduit l'accompagnement jusques au Carosse entre les Ambassadeurs des Couronnes, & ceux de la Republique de Venise; & le Maréchal d'Estrée vient de m'assurer, il n'y a pas long-tems, de l'avoir pratiqué lui-même avec les deux Ambassadeurs derniers qui y ont été Nani & Contarini, & que les Ambassadeurs de l'Empereur & d'Espagne le faisoient aussi. Je vous en laisse maintenant tirer les consequences.

Son sentiment par rapport au Ceremoniel.

On veut bien employer les Levées de Marfin pour le bien de l'Allemagne, mais on ne juge pas à propos de les devoir joindre aux Troupes de Madame la Landgrave pour les raisons, que vous pourrez avoir vues dans mes précédentes. Elles pourront aller avec le Duc Charles, si son accommodement se fait, ou venir servir en France dans l'armée de Monsieur de Turenne. Toutes nos Troupes sont arrivées dans les armées où elles ont été destinées; celle de Flandres commence à marcher, & sera dans peu de jours attachée à une entreprise très-considérable. Monsieur le Duc d'Orleans part d'ici après-demain sans faute pour s'y joindre. Nous avons grand sujet de bien esperer

Touchant les Levées de Marfin.

Etat de guerre.

1644.

de cette Campagne, toutes choses ne pouvant, ce me semble, être mieux ordonnées; l'événement est en la main de Dieu, que nous pouvons nous promettre favorable, puisqu'il l'est toujours aux bonnes intentions, & qu'il connoît que celles de la Reine ne peuvent être plus portées à sa gloire, au repos de la France, & au bien de la Chrétienté. Cependant je vous prie de me croire toujours &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 12. Mai 1644.

*Ils chargent Mr. de St. Romain de l'informer de l'état des affaires. Ils suivront son avis par rapport au Roi de Pologne, & le Duc de Baviere.*

MONSEIGNEUR,

*Ils chargent Mr. de St. Romain de l'informer de l'état des affaires.*

Nous ne voulons pas laisser partir Mr. de St. Romain, sans renouveler par lui à V. E. les assurances de notre très-humble service; Il est si bien instruit de toutes choses, que V. E. en apprendra bien plus facilement le contenu par sa bouche, en l'audience qu'elle aura agréable de lui donner, que par ce que nous lui en pourrions écrire, après ce qui est contenu dans les Lettres que nous faisons à la Reine, & dans celles à Mr. de Brienne, dont nous envoyons les Copies à V. E. La Dépêche, dont il a plu à V. E. nous honorer du 30. du mois passé, qui est venu par la Hollande, ne nous ayant été rendu que trois jours après celle de Mr. le Comte de Brienne, ne nous laisse pas le tems d'y faire présentement une ample réponse.

*Ils suivront son avis par rapport au Roi de Pologne & le Duc de Baviere.*

Nous assurerons seulement V. E., que nous ne manquerons pas de profiter des bons avis, qu'il lui a plu de nous donner touchant le Roi de Pologne, & le Duc de Baviere; mais nous craignons, que ce ne soit pas si tôt que nous le désirerions, n'ayant point encore, ni l'un ni l'autre, des Députés en ce lieu, où nous ne voyons pas aussi que les Electeurs, ni les autres Princes de l'Empire se pressent de venir ni d'envoyer.

C'est tout ce que nous avons à dire à V. Eminence, après l'avoir assurée que nous sommes &c.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A LA REINE.

Du 13. Mai 1644.

*Traité de Suede avec le Prince de Transilvanie. Leur avis là-dessus. Ambassade que l'Empereur envoie à la Porte. On remet sur Mr. de St. Romain le rapport de l'état des negociations à Munster. Discours de Savvendra à Mr. Contarini. Reflexions là-dessus. La negociation generale depend de celle de Mr. de la Thuillierie. Aversberg attend les ordres de Vienne, pour traiter avec les Suedois. On reconnoît que le Roi de Danemark ne peut pas être Médiateur à Osnabrug. Reflexions sur les Pouvoirs des Ministres Imperiaux & Espagnols. Déclaration des Ministres de France. Leurs soupçons par rapport à la Paix, & à l'égard de Baviere. Piccolomini arrive en Flandres. Le Parlement d'Angleterre l'a voit arrêté, & lui retient 600000 écus. On arrête à Vienne un Emissaire de France Flamand.*

M A D A M E,

Nous eussions été obligés de faire partir cette Dépêche par un Courrier exprès, si Mr. de St. Romain ne se fût trouvé pressé d'aller en France, pour quelques affaires qui l'appellent en sa Maison. Nous l'avons chargé de faire diligence jusques à la Cour, afin que V. M. soit informée au plutôt de ce qu'elle contient, & nous y puisse faire savoir ses volontés.

Monsieur Torstenson a obligé Mr. le Baron d'Avangour, qui est près de lui, de nous envoyer, par son Secrétaire, le Traité qu'il a fait, au nom de la Couronne de Suede, avec le Prince de Transilvanie. En même tems Messieurs les Ambassadeurs de Suede, qui sont à Osnabrug, nous ont fait remonter par Mr. le Baron de Rorté, combien il est important d'assister ce Prince, en exécutant le Traité qui a été fait avec lui, de crainte que se voyant abandonné, il ne vienne à quelque accommodement, & ne fasse perdre aux Couronnes Alliées, le grand avantage qu'elles peuvent tirer de la continuation de son Entreprise.

Veritablement, Madame, nous reconnoissons

*Traité de Suede avec le Prince de Transilvanie.*

1644.  
Leur avis  
là-dessus.

sons avec eux, qu'il ne faut pas mépriser une si favorable diversion, & dans la conjoncture présente des affaires, où il semble que les Impériaux songent plus à la Guerre qu'à la Paix, on ne doit rien omettre pour conserver ce Prince dans l'Alliance où l'on l'a fait entrer. Elle est venue si à propos, pour occuper les forces de l'Empereur, au tems que les Suedois ont comme abandonné l'Allemagne, pour leur guerre de Danemark, qu'on peut dire que sans cela tous leurs succès se fussent peut-être évaporés cette Campagne.

Nous avons été un peu étonnés, Madame, qu'une affaire de cette importance ait été si fort négligée par ceux qui l'ont ménagée. Les Traités ont été faits au mois de Septembre de l'année dernière, & la ratification du Ragotzy est du mois de Novembre suivant. Il s'est mis en Campagne au mois de Janvier, & nous n'avons ouï parler de ce qui lui a été promis, que depuis six jours, quoique l'on ait engagé la France dans le Traité. Tout cela nous fait bien appréhender, que les assistances qu'on pourra lui donner aujourd'hui, n'arrivent un peu tard, & que le Prince, qui n'est pas crû d'une humeur fort contente, n'ayant vu exécuter aucune des choses qui lui ont été promises, mais au contraire ayant vu éloigner de lui les Suedois pour commencer une autre guerre, où il n'a point d'intérêt, en même tems qu'il s'est mis en Campagne, n'entende aux offres qu'on lui fait de la part de l'Empereur.

Néanmoins, Madame, l'affaire n'est pas si désespérée, qu'il la faille mépriser. Nous avons bien avis, qu'il a envoyé un Gentilhomme à Vienne, & qu'on le recherche d'accommodement; mais non pas qu'il soit encore fort avancé. Les Impériaux en parlent comme d'une chose qui est en leur pouvoir; mais comme ils discourent toujours avantageusement de leurs desseins, il n'est pas croyable qu'ils fassent retirer ce Prince si facilement qu'ils se le promettent; & si l'armée Suedoise pouvoit retourner dans la Haute Allemagne avant son accommodement, il y aura grand sujet d'espérer qu'il ne se feroit pas. On n'épargne rien à Vienne pour le hâter; on lui offre des Etats dans l'Empire & dans la Hongrie, & cependant on envoie une Ambassade honteuse à la Porte du Grand Seigneur, pour faire révoquer la permission, qui lui a été donnée de commencer cette guerre.

Nous l'appellons honteuse avec raison, Madame; puisqu'on n'y a pu observer les formes anciennes, qu'on ne reçoit point en même tems d'Ambassadeur de la Porte, & qu'on n'y envoie une personne de condition, plus éminente qu'à l'ordinaire, & qu'on veut offrir cent mille Ecus de tribut ordinaire pour la Hongrie, plutôt que de perdre l'occasion de se débarrasser de cet Ennemi nouveau. A la vérité ce n'est pas sans raison, que la chose les presse; si les Suedois eussent continué leur pointe, comme ils y étoient obligés; il y a grande apparence, que l'Empereur n'eût pas eu de quoi parer ce coup, & que ses affaires eussent été réduites à une dernière extrémité. Quoique la guerre de Ragotzy soit en quelque façon tumultuaire, il a de grandes habitudes dans la Hongrie, & dans tout le reste de son voisinage, que l'Empereur craint encore plus que ses forces.

Nous croyons bien que V. M. refusera tout à tout, de ratifier le Traité qui a été fait avec lui; personne n'y est intervenu de la part de la France; la Couronne de Suède s'y est toujours faite nommer la première, & puis il y a des engagements de faire agir le Turc, pour

secourir Ragotzy, auxquels nous savons que la piété de V. M. ne lui permettra pas d'entendre, moins encore de s'y obliger par un Traité. Grâces à Dieu, ses affaires, ni celles de ses Alliés, ne sont pas réduites en si mauvais état, que ce qu'on pourroit faire de ce côté-là, pour appeler les forces Ottomanes, pût être justifié par les raisons d'une défense nécessaire. Les Ministres de François I. ont fait avouer autrefois aux Princes de l'Europe, qu'on peut appeler les Chiens à son secours, pour chasser les Loups ravissans, ce que fait aujourd'hui l'Empereur, assujettissant un Royaume libre à un tribut annuel, lui qui possède une Dignité qui l'oblige, par son serment, & par son devoir, à la protection des Princes Chrétiens. Ce qui fait voir, que le Conseil d'Autriche n'est pas si scrupuleux, quand il travaille pour ses intérêts, que quand il délibère des affaires d'autrui.

Il est beaucoup plus honnête de faire demander simplement au Turc, qu'il ne se mêle point des différends de l'Empereur & du Ragotzy, & qu'il laisse agir celui-ci en liberté; qu'il ne l'est à l'Empereur de rendre un de ses Royaumes tributaires, pour faire ordonner au Ragotzy, qu'il se desiste de son entreprise.

La première demande est juste, & ne tend qu'à empêcher le Turc, qu'il ne prenne part dans les affaires des Chrétiens.

La deuxième va directement à faire envoyer un ordre à un Prince Chrétien, d'abandonner ses Intérêts, & à engager les armes des Infidèles contre lui, en cas qu'il ne lui obéisse pas.

La première n'est qu'une action de bienfaisance, à laquelle un Vassal est obligé.

La deuxième porte un dessein caché d'appeler les forces du Turc, contre le Ragotzy, & est faite par un Prince indépendant, qui ne se porte à cette soumission, que pour avoir moyen de satisfaire, sans obstacle, à son ambition, en d'autres endroits, au préjudice de la Chrétienté.

Ces raisons, Madame, nous feroient croire, qu'il n'y auroit peut-être pas d'inconvénient, sans rien promettre sur ce sujet au Ragotzy, de faire agir l'Ambassadeur du Roi à Constantinople, pour empêcher que le Grand Seigneur ne révoque la permission, qu'il lui a donnée de poursuivre ses Intérêts par les armes, & qu'il ne se mêle dans cette guerre. Peut-être ne feroit-il pas hors de propos d'y faire ajouter toutes les raisons qui peuvent rendre cette Instance agréable, & de donner à l'Ambassadeur les moyens de travailler efficacement auprès des Grands de la Porte, pour en obtenir l'effet.

Cependant, Madame, en cas que le Prince de Transylvanie demeure ferme, dans son dessein nous estimerions que, sans ratifier le Traité qui a été fait avec lui, on pourroit l'exécuter aux articles plus pressés, & plus importants, & qu'il faudroit dès cette heure envoyer un Gentilhomme vers lui, pour l'assurer de l'affection de V. M. & de l'intention qu'elle a de l'assister dans son entreprise, pourvu qu'il la continue vigoureusement; qu'en même tems on lui donne une bonne somme d'argent, qu'on lui promette la protection qu'il demande pour lui & pour toute sa famille, & de ne point conclure la Paix, sans l'y faire comprendre, il aura tout sujet de contentement.

Le même Gentilhomme lui pourra bien faire adroitement comprendre, que si on ne peut lui promettre, dans le Traité, les offices qu'il désire auprès du Grand Seigneur, on ne laissera pas d'y agir en sa faveur, au nom du Roi, en tant que de raison, & autant que la bienfaisance le pourroit permettre.

Ambassade  
que l'Empe-  
reur envoie à  
la Porte.

1644.

1644.

Les Ministres Suedois nous ont fait dire, qu'ils sont prêts de contribuer la moitié, tant pour le paiement de l'argent, que pour la levée de trois mil hommes, qui lui ont été promis, pourvu que nous en voulions faire autant de notre côté. Nous leur avons fait réponse, que vraisemblablement ils n'ont différé de nous en parler depuis le long-tems qu'il y a que le Traité a été signé, que pour attendre les ordres de leur Reine, que la même raison nous oblige aujourd'hui de savoir les intentions de V. M. sur ce sujet, que nous n'avons pas apporté de quoi fournir sur le champ à de semblables dépenses, & que, quand nous en aurions les moyens, nous ne pourrions pas le faire, sans un commandement exprès; que pour cet effet nous dépêcherions un Courier exprès à V. M. pour le recevoir promptement.

Nous ne voyons pas que le Traité, si la Copie qui nous en a été envoyée est véritable, oblige bien expressément à fournir les trois mil hommes, & à les entretenir; mais quand cela feroit, on peut s'excuser sur la difficulté qu'il y auroit de faire passer des hommes jusques-là, à laisser l'exécution de cet article au soin des Suedois, comme ils ont charitablement laissé à V. M. celui d'agir à Constantinople. Aussi bien nous aprenons déjà, qu'ils ont comme résolu de lui céder les Places qu'ils tiennent en Moravie, avec les hommes qui y sont en garnison.

À la vérité, pour la moitié de l'argent, qui revient à cent mil Risdals, pour la part du Roi, la première année, nous estimons qu'il ne faudroit point perdre de tems à la faire fournir par Lettre de change ou à Venise, ou à Warsovie, ou à Constantinople, au choix dudit Prince. Nous savons bien, Madame, que la proposition d'une nouvelle dépense, en cette saison, ne peut pas être trop bien reçue, mais celle-ci est de la nature de celles qui en épargnent de plus grandes, parce que cette diversion est aujourd'hui un des plus puissans moyens qu'on ait pour faire reprendre aux Impériaux les pensées de la Paix, que la guerre de Danemark leur a fait perdre.

Cet envoi, Madame, est peut-être un des plus pressés, & des plus importants offices qu'on ait présentement à faire. Si nous eussions eû des Lettres du Roi en blanc, nous nous serions dispensés, pour gagner du tems, d'y dépêcher quelqu'un d'ici.

Celui qui fera le voyage étant obligé de passer en Pologne, pour se rendre auprès de Ragotzy, pourroit bien être chargé de complimens de condoléance au Roi, sur la mort de la Reine, & y ajouter les civilités, que peut exiger la faveur qu'il avoit demandé à V. M. de tenir un de ses Enfans au batême. Il pourra donner en même tems assurance que le Transilvain n'entreprendra rien contre la Pologne, & demander ensuite, de la part du Roi, qu'on ne traverse point son dessein.

Il y a grande apparence que les changemens, que la mort de la Reine peut avoir causés dans ce Royaume, fourniront divers moyens de se prévaloir des bonnes dispositions, que ce Roi a fait ci-devant paroître envers la France, & qu'il ne sera pas malaisé, en bien ménageant cette conjoncture, d'engager ledit Roi à ce que l'on désirera, soit pour un Mariage, soit pour d'autres desseins. Si on obtient maintenant, qu'il ne fasse rien contre Ragotzy, ni contre la Suede, le voyage aura produit un très-bon effet, & on pourra bien faire valoir cet office au Ragotzy, en arrivant près de lui, puisque c'est une des choses qu'il a demandées avec plus de passion par toutes ses Lettres, de-

puis qu'il s'est mis en Campagne. Nous croyons même que les nouvelles assurances, qu'on aura besoin d'exiger de lui, pour promettre avec plus de certitude qu'il n'entreprendra rien de son côté contre la Pologne, serviront d'un honnête prétexte pour passer jusques à lui, sans faire paroître qu'on ait quelque autre chose à traiter avec lui.

Le Sieur du Bois de Largroix, qui est à Rouën, a été ci-devant en Transilvanie, & connoit les mœurs du Prince & du País. Dans la peine où V. M. pourroit être de choisir un Sujet propre pour ce voyage, nous avons estimé lui devoir proposer celui-là, qui pourroit aller avec Mr. de Bregy jusques en Pologne, en cas que V. M. juge l'emploi pour la condoleance aussi considérable, que celui du Batême, auquel elle l'avoit destiné, ou bien, si V. M. le veut réserver pour une autre occasion, il y a ici près de nous un Conseiller du Parlement de Paris, nommé Mr. de Croissy, qui est homme de Lettres & de bon sens, qui peut faire de la dépense, & qui se trouveroit avancé à mi-chemin, pour gagner du tems.

Ce porteur, Madame, aura l'honneur de rendre compte à V. M. de l'état où est à présent la Negociation. Ce n'est plus par des conjectures que nous en faisons jugement, ni par la portée des personnes qui sont employées, ni par les défauts qui se rencontrent dans leurs Pouvoirs; ce sont maintenant leurs discours & leurs actions, qui nous font voir clairement que les Impériaux ne veulent point entrer en Traité. Les Espagnols, voyant l'affaire arrêtée par d'autres, font semblant de presser, & souhaiteroient, peut-être, tout de bon qu'on entrât en matière; mais ils reviennent toujours à leur ancien artifice, pour nous obliger d'y venir, & disent qu'il ne faudroit point que l'intérêt des Barbares empêchât plus long-tems des Princes Catholiques, joints d'Alliance & de parenté, de s'accommoder & se remettre bien ensemble.

Saavedra même a eû l'assurance de dire à M. Contarini, que, pendant qu'on s'amusoit à pointiller sur des choses de néant, on verroit peut-être au premier jour que la Paix auroit été faite à Paris. Il pensoit, par cette déference, nous faire avaler le poison qu'elle couvre. Nous en avons jugé le dessein si pernicieux, qu'après l'avoir fait remarquer aux Médiateurs, nous avons témoigné que de semblables discours ne pouvoient nous être faits, sans nous offenser, & qu'au lieu d'employer les rusés, pour séparer nos Intérêts de ceux de nos Alliés, si on vouloit avancer les affaires, il falloit travailler à lever les obstacles, qui retardoient toute la Negociation, laquelle ne pouvoit être divisée; que si toutes les fois qu'il arriveroit quelque accident nouveau, à l'avantage des uns ou des autres, il falloit prendre de nouveaux conseils, pour savoir si on travailleroit ou non, nous aurions commencé ici un ouvrage sans fin; que nous ne comprenions pas pourquoi les Suedois sont plus barbares, & plus hérétiques que les Danois, puisqu'ils sont voisins & de même Religion, ni pourquoi mettant si souvent la Religion en jeu, de laquelle ils font si peu de cas, ils nous reprochent continuellement l'alliance que nous avons avec les premiers, quoiqu'elle soit contractée pendant la guerre, & à dessein d'obtenir une bonne Paix generale.

En effet, Madame, ce masque de la Religion, qu'ils veulent toujours porter, les fait tomber dans des contradictions étranges; ils voudroient bien faire blâmer la confédération de la Suede & des Hollandois avec la France, & faire passer en même tems pour legitime cel-

1644.

On remet  
sur Mr. de St.  
Romain le  
rapport de  
l'état des  
Negociations  
à Munster.

Discours de  
Saavedra à  
M. Contarini.



1644.

le qu'ils ont avec le Roi de Danemark, & le Duc de Saxe; ils publient que nos Alliés détruisent la Religion & l'Eglise en toute l'Allemagne, ce qui n'arrive que par la licence des Soldats, qu'on ne peut pas toujours retenir dans le devoir; & ils ne sont pas scrupule de mettre sans nécessité, par un Traité de Paix, le premier Archevêché, & une des principales Villes de l'Empire entre les mains d'un Prince hérétique.

Il en arrive de même, quand ils font semblant de désirer la Paix; car lorsque, pour la traiter légitimement, nous demandons que tous les Princes & Etats de l'Empire y soient appelés, l'Empereur l'empêche, & fait défense aux Députés, qui sont à Francfort, de se rendre ici, sous prétexte qu'ils n'ont pas droit d'y assister, quoique, par les Traités préliminaires, il leur ait accordé ses Passeports; & néanmoins il ne trouve pas mauvais que le Roi de Danemark s'adresse à eux, pour être compris dans la Paix générale, & autorise la résolution qu'on a prise, en la même Diète de Francfort, de ne faire point de Traité, sans ledit Roi.

Nous avons fait comprendre si clairement toutes ces raisons à nos Médiateurs, que nous les croyons entièrement persuadés de la sincérité de notre conduite, & de la mauvaise foi de nos Parties, jusques-là que Mr. Contarini nous a confessé, en la dernière Conférence, qu'il voyoit fort bien que présentement les Impériaux ne pensoient à rien moins qu'à faire la Paix.

La Negociation générale dépend de celle de M. de la Thuillerie.

Voilà, Madame, l'état de la Negociation générale, qui semble désormais dépendre entièrement de celle qui a été commise à Mr. de la Thuillerie. S'il peut apaiser sur les lieux les différends des Suédois, & du Danois, ce sera un grand acheminement pour tout le reste, & un grand avantage pour le service du Roi; mais s'il faut renvoyer l'affaire à Osnabrug, nous y prévoyons encore beaucoup de longueurs, & grand sujet d'appréhender, que ce ne soit le moyen d'unir plus étroitement le Roi de Danemark avec la Maison d'Autriche. Il semble néanmoins, qu'il faut encore à présent accepter cet expédient, si tous les autres manquent, plutôt que de laisser durer plus long-tems la guerre, entre ces deux Couronnes, puisqu'elle fera durer nécessairement celle qui est par tout ailleurs.

Aversberg attend les ordres de Vienne pour traiter avec les Suédois.

Les Députés de l'Empereur qui sont ici nous ont bien fait dire, depuis quelques jours, que le Comte d'Aversberg auroit réponse de Vienne dans dix jours, & recevrait ordre de ce qu'il auroit à faire avec les Suédois à Osnabrug; mais l'espérance qu'ils donnent qu'après cela les affaires pourront être avancées, est si douteuse, & ils sont tant de fondement sur cette guerre de Danemark, & croient si fort qu'elle leur ouvrira les moyens de rétablir en peu de tems toutes leurs affaires par les armes, qu'en effet il n'y a pas sujet de s'attendre si tôt à pouvoir traiter avec eux solidement, si les choses ne changent de face.

On reconnoît que le Roi de Danemark ne peut pas être Médiateur à Osnabrug.

Monsieur Contarini nous a fait dire que les Impériaux & Danois commencent à reconnoître que le Roi de Danemark, étant dûment Partie, ne sauroit plus demeurer Médiateur à Osnabrug, & qu'ils avouent qu'il faut chercher quelque expédient sur ce sujet, pour voir entre les mains de qui cette Médiation-là pourroit tomber.

Nous estimons, comme nous avons écrit par nos Lettres précédentes, qu'il n'y en peut avoir de moins suspecte aux deux Parties, que celle de Venise. Les Suédois l'ont déjà ci-devant acceptée, il n'y a pas apparence que les Impe-

riaux puissent refuser pour Osnabrug, & Mr. Contarini voudroit bien y faire agir sous lui un Secrétaire, ou bien que l'on ne trouvât point mauvais, qu'il fût tantôt en un lieu, tantôt en un autre. Il ne s'en est pas expliqué si avant avec nous, mais les discours d'un sien ami nous ont fait comprendre, que cette Corvée, d'aller & venir si souvent, ne lui seroit pas désagréable, & nous jugeons, qu'elle ne lui fera pas si importune, que d'avoir un compagnon dans cet emploi.

Nous voyons, Madame, par la dernière Dépêche de Mr. le Comte de Brienne, que V. M. ne trouvoit pas mauvais qu'en donnant un tems limité aux Ministres de l'Empereur & du Roi Catholique, pour avoir les Pouvoirs en meilleure forme, que ceux qu'ils ont apportés, on entrât cependant en conférence avec eux, sur les autres affaires; mais nous croyons que si V. M. eût été à temps informée du refus qui a été fait à Osnabrug, de traiter avec les Suédois, elle eût jugé sans doute; que nous ne pouvions passer outre ici sans leur donner sujet de mécontentement; puis les Traités d'alliance, & ceux des Plenipotentiaires portent en termes exprès, que les choses marchent d'un même pied aux deux Endroits.

Les Ministres de Suede nous ont déjà fait faire des plaintes par Monsieur le Baron de Rorté, de ce que nous avions fait ici la communication des Pouvoirs, sans leur en donner avis, vu qu'en même tems, elle leur avoit été refusée. Ils commençoient d'appréhender; étant soupçonneux au delà de toute raison, que nous eussions quelque pensée de nous separer d'avec eux, si au préjudice de cela nous eussions passé outre, & fait la moindre conférence, nous eussions appréhendé de faire plutôt le service de nos Ennemis, qui ne tendent qu'à nous desunir, que celui de V. M. qui consiste à tenir tous les Alliés étroitement unis avec nous, & à ne leur donner point de juste méfiance.

Nous avons eu cet avantage que la déclaration que nous avons faite, de ne pouvoir traiter si on ne faisoit la même chose à Osnabrug qu'ici, non seulement a mis l'esprit de tous nos Alliés hors d'inquiétude, mais a été approuvée des Médiateurs mêmes, qui ont reconnu cette difficulté essentielle, & de toute autre nature; que celles qui se rencontrent dans les Pouvoirs.

Déclaration des Ministres de France.

Nous sommes obligés, Madame, de faire savoir à V. M. qu'outre la guerre de Danemark, qui semble avoir changé, dans l'Esprit des Impériaux, les dispositions de Paix en résolutions de guerre, eux & les Espagnols font grand fondement, sur les changemens qu'ils publient devoir arriver dans la France. Nous sommes avertis qu'ils disent à leurs confidents; qu'on verra bien des choses dans quatre mois; mais croyans qu'ils parlent plutôt selon leur désir, que selon aucune apparence de vérité, nous nous contentons d'en donner l'avis à V. M. n'ayant pu en découvrir autre chose, quelque soin que nous y ayons apporté, sur quoi ils appuient leur opinion, & nous espérons que la prudence & le courage de V. M. conservant l'autorité du Roi en son entier, dissipera toutes leurs vaines esperances. Ils commencent cependant à sentir chés eux les maux, qu'ils voudroient faire sentir aux autres, puisque les derniers avis d'Espagne portent, que quantité de grands Seigneurs se sont retirés mécontents de la Cour.

Leurs soupçons par rapport à la Paix.

Nous ne savons pas Madame, si les dispositions que Mr. le Duc de Baviere fait paroître à V. M. auront de bonnes suites; mais nous aprenons de tous côtés, que c'est le Prince

Par rapport à Baviere.

1644

1644.

Prince de toute l'Allemagne, qui est le plus contraire aux Interêts de la France; c'est lui qui empêche, que tous les Princes & Etats de l'Empire n'aient la liberté de venir ici, parce qu'il fait qu'ils ne lui feroient pas favorables, dans les prétentions qu'il a contre la Maison Palatine. Il a depuis quinze jours fait répondre à la Diette de Francfort, que les différens pour raison du Palatinat ne seroient traités, ni là ni à Munster, & seroient renvoyés à Vienne. Etant vieux & ses Enfants jeunes, l'intérêt de sa famille le contraint de désirer que la Paix se fasse pendant sa vie, & cependant c'est lui qui a le plus échauffé l'Empereur pour s'en éloigner, & s'engager dans les affaires de Danemark.

D'ailleurs nous avons avis d'assez bon lieu qu'il a fait ses efforts, pour rendre son armée plus puissante qu'à l'ordinaire, qu'il a des desseins contre Brisac, qu'il y a des Intelligences, qu'il prétend y entrer par la porte dorée, à quoi nous croyons que la prévoyance de V. M. saura bien remédier.

Picolomini arrive en Flandres.

Le Parlement d'Angleterre l'a voit arrêté & lui tenoit 300000 Ecus.

On arrête à Vienne un Emissaire de France Flamand.

Les avis de Flandres portent que Picolomini y est arrivé après avoir été quelque tems arrêté en Angleterre, où le Parlement a retenu 800000. Ecus, qu'il conduisoit avec lui, que François d'Est a grande jalousie de sa venue, & n'est pas sans appréhension qu'il n'ait apporté quelques ordres secrets contre lui.

Les dernières Lettres de Vienne nous ont appris la prise d'un Gentilhomme du Pais-bas, qu'on dit être frere de l'Evêque de St. Omer; ils le nomment Beaufort; mais la conformité de son nom avec celui de Daufort nous fait croire que ce pourroit bien être celui qui a traité avec Mr des Hameaux à Venise. On dit que c'est l'Archiduc Leopold même, qui l'a accusé de l'avoir sollicité de venir dans le Pais-bas, & s'en rendre maître à la charge d'épouser Mademoiselle. On nous assure que plusieurs Seigneurs de Flandres sont nommés dans cette accusation, & que Francisco de Mello est du nombre. Nous ne doutons pas, Madame, que V. M. ne soit informée de tout cela par d'autres voyes; mais nous croirions faillir à notre devoir, si nous ne lui faisions savoir tout ce qui vient à notre connoissance, qui importe au service de V. M. laquelle nous prions Dieu &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Du 13. Mai 1644.

*Ils repondent, par Mr. de St. Romain, aux Dépêches du 30 Avril L'Affaire avec Contarini est accommodée. Ils appréhendent les prétentions des*

*Hollandois qui ont rompu le Commerce avec les Ambassadeurs du Roi. Les Etats envoient leurs Ambassadeurs avec une Flotte dans la Mer Baltique. Pouvoir des Espagnols. Pourquoi on ne leur donne pas le titre d'Ambassadeurs On se plaint avec douceur à Contarini Leurs soins pour le voyage de Mr de la Thuillerie Raison qu'allegue le Comte d'Aversberg pour ne pas visiter Mr de la Thuillerie. Raisons de Mr. de la Thuillerie pour faire le voyage par terre. On doute qu'il puisse passer avant On loue les soins de Mr. Marfin Affaire de la Landgrave On fera valoir le bon traitement fait à Calmar, auprès des Suedois Le Duc de Baviere vouloit anéantir l'Assemblée de Munster. L'affaire du Palatinat est renvoyée à la Diette de Francfort, & de là à Vienne Ils ne peuvent pas convenir d'une entrevue avec les Suedois. Ils se remettent à leur Lettre à la Reine, touchant les derniers ordres. Bonnes dispositions de la Cour de France pour Ragotzy. Ils craignent l'arrivée du Duc de Medina de las Torres, & pourquoi. Ils approuvent les subsides donnés à la Landgrave.*

M O N S I E U R,

VOTRE Dépêche du 30. du Mois passé nous fut rendue si tard, qu'elle ne nous donna pas le tems d'y faire réponse par le précédent Ordinaire, & celle du dernier est arrivée si-tôt, qu'elle nous donne moyen d'en accuser la reception, & d'y répondre succinctement par Mr. de St. Romain, qui étoit prêt à partir lorsque nous l'avons reçue.

Ils répondent aux Dépêches du 30. Avril par Mr. de St. Romain.

Il seroit désormais inutile de vous parler de la prétention de Mr. Contarini, qui est déçue; en sorte qu'il a tout sujet d'être content; nous commençons aussi à l'être de lui, & il y a apparence qu'avant notre arrivée, il ne nous avoit pas crû si bien disposés pour la Paix, qu'il l'a reconnu depuis. Cette connoissance, jointe à celle qu'il prend tous les jours de la mauvaise foi de nos Parties, commence à l'apivoiser avec nous; à quoi nous n'omettons rien de ce que nous estimons le pouvoir rendre favorable aux Interêts du Roi.

L'affaire avec Contarini est accommodée.

Nous craignons toujours ce préjugé pour Messieurs les Etats, comme nous vous avons déjà marqué, & ce sont des Esprits qu'il seroit dangereux de mécontenter entièrement. Ils ont déjà rompu le commerce par tout avec les Ambassadeurs du Roi, & il ne faut pas espérer qu'ils se relâchent. Cependant, leur communication seroit utile en beaucoup d'endroits, & principalement pour l'emploi de Mr. de la Thuillerie. S'ils exécutent leurs premières résolutions, ils enverront leurs Ambassadeurs avec cinquante Vaisseaux de guerre dans la Mer Baltique, & si la constitution de leur Etat leur pouvoit permettre de donner à leurs Ambassadeurs

Ils appréhendent les prétentions des Hollandois, qui ont rompu le Commerce avec les Ambassadeurs du Roi.

Les Etats envoient leurs Ambassadeurs avec une Flotte dans la Mer Baltique.

1644.

deurs plein pouvoir de parler, comme ils jugeront à propos, & prendre sur le champ le parti, qu'ils trouveront plus utile à leur état, ils se rendroient par la force les arbitres de ce différent, & en ce cas ils favoriseroient bien la Negociation de Mr. de la Thuillerie; mais n'ayant point de moyen de traiter ensemble, tant s'en faut qu'ils puissent agir de concert, que peut-être les uns reculeront ce que les autres auront avancé, nous ne doutons pas que vous n'y fassiez toutes les reflexions que l'affaire mérite.

Pouvoir des Espagnols, pourquoi on ne leur donne pas le titre d'Ambassadeurs.

On ne peut pas bien juger si l'omission de la qualité d'Ambassadeur, qui a été faite dans le Pouvoir des Espagnols, a été pour éviter le préjudice, qu'ils pourroient recevoir, en nous cédant, ou pour quelque autre dessein plus mauvais; mais il est vrai qu'elle ne leur est point donnée, & que c'est un des défauts, que nous y avons remarqués, comme vous avez pu voir dans nos précédentes Dépêches.

L'Exemple du Nonce & de l'Ambassadeur de Venise nous a empêché d'examiner ces qualités, avant que de resoudre la forme de vivre avec eux, aussi curieusement que nous l'eussions fait, si nous n'eussions point crû avoir mis nos Intérêts à couvert, & usé d'assés de prévoyance, en priant l'Ambassadeur de Venise d'y travailler pour nous, & bien considérer les Pouvoirs, afin de fonder en raison, tout ce qu'il nous obligeroit de faire en l'imitant.

On se plaint avec douceur à Contarini.

Il a été un peu étonné, que nous lui en avons fait une douce plainte, néanmoins il a soutenu son Action, par la qualité de Plenipotentiaire, qu'il croit égale à celle d'Ambassadeur, tant pour les honneurs, que pour les autorités dans un Traité aussi important que celui-ci. Si elle n'étoit donnée, que pour une affaire particulière; il avoué qu'il y auroit quelque chose à dire; mais pour traiter & conclure une Paix générale, il estime que cela vaut bien le Titre d'Ambassadeur. Néanmoins, puis qu'il faut reformer les Pouvoirs, nous ne manquerons pas de demander que cette qualité y soit ajoutée, voyant même qu'elle n'est, ni dans le Pouvoir des Commissaires de l'Empereur, ni dans celui des Espagnols, afin qu'il ne reste point de sujet de douter sur tout ce qui pourra être fait à l'avenir.

Leurs soins pour le voyage de M. de la Thuillerie.

Nous n'avons rien omis pour faciliter & hâter le voyage de Mr. de la Thuillerie. Les Ambassadeurs de l'Empereur lui ont bien donné leur Passeport, mais seulement jusques à Osnabrug, parce qu'il n'en avoit pas besoin entre ci & là.

Raison qu'allègue le Comte d'Aversberg pour ne pas visiter Mr. de la Thuillerie.

Nous aprenons que le Comte d'Aversberg ne l'a point visité, & que, pour excuser ce manquement, il chicane sur ce que dernièrement il fit ici un voyage, sans être visité de nous. Il est vrai qu'étant arrivé le soir, & reparti le lendemain sans nous faire avertir, nous ne fumes qu'il avoit été ici, qu'après son départ: nous fimes d'abord dire chés le Comte de Nassau, que, s'il lui eût plu nous avertir de la venue de son Collègue, nous n'eussions pas manqué de le voir, & de lui faire nos compliments.

Cependant Aversberg prend ce prétexte, pour ne faire point de civilité à Mr. de la Thuillerie, & peut-être, pour n'être pas engagé à faciliter son passage; ce qu'il eût été obligé de faire, s'il l'eût traité comme Ambassadeur. Cela nous met en une très-grande peine, que nous avions prévué dès la Haye; mais sans avoir moyen d'y remédier; car s'il eût pris la Mer pour aller en Danemark, comme c'eût été la voye la plus courte, la plus commode,

T O M. II.

& la plus assurée, les Suedois non seulement en eussent pris jalousie, mais s'en fussent offensés.

Pour prévenir leurs plaintes qui eussent pu arrêter l'affaire, il a fallu que Mr. de la Thuillerie se soit incommodé, & qu'il soit allé faire à Osnabrug le premier Acte de sa Legation, auprès d'eux, pour les disposer à trouver bon, qu'ayant rendu, par cet office, les premiers devoirs à la Couronne de Suede, en leurs personnes, il puisse n'envoyer qu'un Gentilhomme en Suede, & aller en personne en Danemark, à cause que c'est son chemin, & le lieu où est le mal qu'on veut guerir.

Cependant Mr. le Baron d'Oxenstiern a eû la civilité de lui dire, qu'il pouvoit bien encore commencer par la Suede, en y allant par Mer, sans considérer les raisons d'Etat, de bienfaisance, & de commodité, qui ne permettent pas de prendre un si grand détour, pour traiter une affaire pressée. Nous ne savons encore comme Mr. de la Thuillerie pourra passer outre dans cette route, quand même il seroit délivré d'une fluxion douloureuse sur l'épaule, qui le retient au lit depuis quelques jours.

Les Suedois auront peine de lui envoyer un Convoi assés fort, pour le garantir des Parties qui pourront être faites pour l'enlever, & qu'il y a grand sujet de craindre, puisque son emploi donne assurément une très-grande jalousie aux Imperiaux.

Monsieur le Collonel Marfin est digne de louanges, de vouloir faire office en son País auprès du Roi, pour faire cesser les courses des Hessiens; mais il n'a peut-être pas bien remarqué l'affection de ceux qui gouvernent cet Etat, pour le parti contraire. S'ils ne peuvent pas faire passer la facilité, qu'ils ont apportée aux Levées du Roi, pour une action, qui merite recompense, faisant tous les jours la même chose pour les Ennemis, ils ne pourroient la refuser au Roi, sans violer ouvertement une seconde fois la neutralité qui leur est si chere, comme ils ont déjà fait ci-devant, & font encore aujourd'hui, en persecutant violemment tous ceux, qui ont été affectionnés à la France. En même tems que M. Marfin vous en a écrit, il nous a fait la même priere, & les Ministres de Madame la Landgrave nous ont promis, qu'on les laissera en repos, jusques à ce que les Levées soient achevées; mais après cela de vouloir prier une Princesse alliée, de s'abstenir des actions, que les droits de la guerre lui permettent contre les Ennemis, qui l'ont si maltraitée, & pour des gens qui ne se mettent point en devoir de satisfaire Sa Majesté sur les offenses qu'ils lui ont faites, nous n'avons pas estimé le devoir faire. A la verité, si, comme vous le remarquez prudemment, ils vouloient rétablir les exilés, & ne tourmenter plus, comme ils font, la Veuve de la Ruelle, nous serions les premiers qui vous importunerions, pour oublier tout le passé.

Nous ne manquerons pas de faire valoir le bon traitement, qui a été fait à ceux de Colmar & de faire comprendre aux Ministres de Suede, lorsque nous les verrons, les raisons qui les doivent obliger d'écrire aux Princes Catholiques, aussi bien qu'aux autres.

Leur manquement se peut excuser en cette sorte, parce qu'ils n'ont fait qu'envoyer des Passeports de ceux, qu'ils ont crû leurs Alliés, ainsi qu'on peut voir par leurs Lettres, & que ceux du parti contraire y auront dû être conviés, comme Confédérés de l'Empereur. Si la plainte vient de Monsieur le Duc de Baviere, c'est une pure chicane, & un prétexte, qu'il prend,

1644.

On doute qu'il puisse passer plus avant.

On loué les soins de Mr. Marfin.

Affaire de la Landgrave.

On fera valoir le bon traitement fait à Colmar, auprès des Suedois.

Raisons de Mr. de la Thuillerie pour faire le voyage par Terre.

1644.  
Le Duc de  
Bavière vou-  
loit anéantir  
l'Assemblée  
de Munster.

L'affaire du  
Palatinat est  
renvoyée à la  
Diette de  
Francfort,  
& de là à  
Vienne.

Ils ne peu-  
vent pas con-  
venir d'une  
entrevue avec  
les Suedois.

Ils se remet-  
tent à leur  
Lettre à la  
Reine tou-  
chant les der-  
niers ordres.

Bonnes dis-  
positions de  
la Cour de  
France pour  
Ragotzy.

Ils craignent  
l'arrivée du  
Duc de Me-  
dina de las  
Torres &  
pourquoi.

Ils approuvent  
les subsides  
donnés à la  
Landgrave.

prend, pour couvrir tous les efforts qu'il a fait pour anéantir l'Assemblée de Munster, au lieu de l'autoriser, & de la rendre celebre, comme il devoit faire, s'il avoit une sincere intention, que routes choses fussent retablies dans l'Empire en leur premiere dignité.

Vous verrez, par la Lettre que nous avons l'honneur d'écrire à la Reine, comme à sa poursuite, dans la Diette de Francfort, les affaires du Palatinat ont été renvoyées depuis peu à Vienne, au préjudice des oppositions des Princes Palatins, & du refus que Brandebourg a fait de signer la délibération. La France a très-grand intérêt que la chose ne demeure pas en cet état; l'unique moyen que nous pouvons avoir de faire joindre Bavière, & de nous rendre nécessaires en cette affaire du Palatinat, qui le touche si fort, afin que nous le puissions disposer à favoriser les Interêts particuliers de la France, en nous rendant favorables aux siens.

Nous n'avons encore pu convenir avec Messieurs les Suedois des moyens d'une entrevue, quoique nous ayons proposé divers expedients pour les contenter; mais le Baron Oxenstiern est si difficile & si brutal, que son Colleague même en est importuné. C'est un esprit capable de rainer toutes sortes d'affaires, pour une vanité, & pour une prétention mal fondée.

Nous ne vous parlerons plus de ce qui a arrêté notre Negociation, & nous empêche d'exécuter si-tôt les derniers ordres de la Reine, que vous nous avez envoyés. Nous esperons que les raisons qui sont contenues dans la Lettre, que nous écrivons à Sa Majesté, vous satisferont, & vous feront avouer, que l'intérêt de nos Alliés nous a lié les mains. Cependant les Dépêches que vous avez faites aux autres Ambassadeurs du Roi, ne laisseront pas de produire un bon effet, en faisant voir que lorsqu'il n'y a eû que des difficultés qu'on pouvoit surmonter avec le tems, Sa Majesté ne s'y est pas voulu arrêter, & nous a commandé de passer outre; mais lorsque, pour nous diviser, on a voulu traiter avec nous, & refuser d'en faire autant avec nos Alliés, nous n'avons pas pu le faire.

Nous sommes très-aisés de voir les bonnes dispositions, où l'on est, d'appuyer Ragotzy. Plût à Dieu, qu'on eût renvoyé plutôt les Traités, qui ont été faits avec lui; nous en avons bien vu des Copies, mais non pas les Procurations, qui ont été données pour le faire, ne sachant pas même à présent si l'on a jusques ici donné Pouvoir à quelqu'un d'intervenir en cette affaire. Nous en disons si amplement nos sentimens dans la Lettre de la Reine, & ce Gentilhomme en est si particulierement instruit, que nous ne vous en importunerons pas davantage.

Il y a tant de sujet pour nous de craindre, que Medina de las Torres ne nous vienne étouffer avec l'éclat de sa dépense, lorsque nous serons lassés de la nôtre, que nous souhaiterions de bon cœur, qu'il lui prît envie de ne sortir jamais de Naples, & de s'y conserver par l'assistance des parents de sa femme, quand même M. de la Trimouille devroit traiter avec lui de ses prétentions, pour lui fournir un Titre.

L'on ne doit pas regretter l'argent qui a été donné à Madame la Landgrave; nous savons qu'il est utilement employé pour ses gens de guerre. Il y a quelques jours qu'un Gentilhomme, que nous avions envoyé au Comte d'Eberstein, pour la liberté de quelques Ecclesiastiques, vit dans trois de ses Places 4. à 5000. hommes de pied, aussi bien faits que ceux du Regiment des Gardes.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 21. Mai 1644.

*Il est en peine pour Monsieur de St. Romain. Il faut faire fortement la guerre pour avancer la Paix. Soupçons contre les Hollandois. Foiblesse des Ennemis en Italie. Marches des Armées en Espagne. Il est à souhaiter que les Suedois imitent l'exemple de la France. Son impatience pour voir l'effet de la Lettre circulaire.*

MESSIEURS,

JE suis en peine de Monsieur de St. Romain. Votre Lettre du 13. me fut rendue dès le 17. Elle m'apprenoit son voyage, & au 21. il n'est pas encore arrivé. Si vos ordres & les affaires l'ont retenu, il n'y a rien à dire; si c'est la maladie ou la malice des Ennemis, par les Terres desquels il doit passer, il seroit à plaindre; s'il s'est exposé aux incertitudes des vents, en s'embarquant en Hollande, il n'échappera pas quelque léger blâme, si son retardement apporte quelque préjudice au bien des affaires du Roi. S'il m'étoit possible de le juger sans le voir, je l'absoudrois sans doute, puisque votre Lettre me donne sujet de croire que rien ne presse où vous êtes, & qu'il peut, sans que son absence porte préjudice au service, venir revoir la Cour, & donner ordre à ses affaires. Il y aura plaisir de l'entendre. Car, outre que de soi il est habile, c'est vous, Messieurs, qui l'avez dépêché, qui l'avez instruit de tout ce qui se passe, & de ce que vous jugez qu'il faut faire pour avancer l'ouvrage de la Paix, & le conduire à la fin désirée.

Pour nous la souhaitant, nous n'en avançons la conclusion qu'en faisant faire fortement la guerre; & il est probable, que nous y réussirons cette Campagne; puisque les Païs de l'Ennemi se trouvent remplis de nos troupes. Le nombre en est grand, chaque Corps s'est si bien rempli, qu'il y a plutôt trop de force que trop peu; & jugez de la grandeur de l'armée que commande Monsieur le Duc d'Orleans, puisque celle de Monsieur d'Anguien, fortifiée de celle de Monsieur le Maréchal de Turenne, & des forces de Marlin, ne sera pas moins que trente mil hommes.

Par l'Ordinaire suivant nous vous ferons savoir ce qu'il y aura été entrepris par la première, & ce que pourra faire la seconde, si elle

Il est en  
peine pour  
Mr. de St.  
Romain.

Il faut faire  
fortement la  
guerre pour  
avancer la  
Paix.



1644.

Soupçons  
contre les  
Hollandois.Faiblesse des  
Ennemis en  
Italie.Marches des  
Armées en  
Espagne.Il est à sou-  
haiter que les  
Suedois imi-  
tent l'Exem-  
ple de la  
France.Son impa-  
tience pour  
voir l'effet de  
la Lettre cir-  
culaire.

elle se joindra à la troisième, & aux Troupes de Liège. L'ennemi sera bien averti par les Hollandois; nous en sommes assurés, & qu'ils ont ratifié les deux Traités que vous avez passés avec eux. De s'être mis en campagne dans le 18. de Mai, ils font voir qu'ils veulent exécuter de bonne foi ce qu'ils ont promis, & je crois qu'ils entreprendront quelque chose de mémorable; car à l'envi des François, ils veulent étendre les limites de leur Domination. La faiblesse de l'Ennemi contribué à tous ces beaux desseins, laquelle paroît d'autant plus visiblement, qu'ils ont fait demolir des Forts, qu'ils avoient construits en Italie, & donné la liberté à Madame de Carignan, après l'avoir tenuë prisonnière, & fort maltraitée, depuis que Monsieur son Mari s'est déclaré François. Si, à dessein de nous donner de la jalousie, ils se sont mécontentés, la Reine a de la joye de lui avoir donné sa confiance, au temps même que sa Femme & ses Enfans étoient en la main de l'Ennemi, qui sera aussi occupé en ses propres Païs, & par l'armée Française & celle de Portugal. La nôtre marche en intention de reconnoître celle que commande en personne le Roi Catholique, pendant que celle de Catalogne marche à la vue de Taragone, & Monsieur le Maréchal de la Mothe se promet de s'en rendre Maître, parce qu'il la tient dépourvue de Garnison, & ne croit pas que le Roi d'Espagne ose tenter le sort d'un combat général.

Il est certain que son armée est lestée, & qu'il a passé, de France en Catalogne, plus de neuf mille hommes, & lui en ayant autant payé pendant l'Hiver, il peut tout entreprendre. En ce nombre la Cavalerie n'est pas comprise, qui est considérable pour le Païs; & notre Armée de Mer, qui est composée de douze Gallions, & dix Galères, sera au plutôt renforcée de vingt autres Gallions, qui se mettront à la voile dans le dixième, une partie & le surplus dans le dernier du prochain, comme aussi un autre nombre de Galères. Il est à souhaiter que les Suedois de leur côté occupent l'Empereur, & s'accommodent avec le Danemark, auquel l'Empereur offre secours d'hommes & d'argent. Le Roi Catholique fonde une grande esperance en la suite de cette guerre.

Et afin que Monsieur Torstenson n'ait point de prétexte pour retarder sa Marche, j'ai fait résoudre, qu'il sera pourvu au payement du premier terme du subside convenu; & je ferai envoyer les Lettres de change à Monsieur de Meulles. Sans doute il est soigneux de vous avertir de ce qui vient à sa connoissance, selon les ordres qu'il en a, comme font tous ceux, qui ont l'honneur de servir le Roi dans l'Empire.

J'ai impatience de savoir comme la Lettre que vous avez écrite aux Princes, & Villes y aura été reçue. Ceux qui aiment leur liberté, ne se contenteront pas d'y répondre, & suivront les conseils qui leur sont donnés; mais ceux à qui la servitude plaît, ou qui la haïssant, n'ont pas assez de vigueur pour s'en défendre, en prendront un plus soumis. C'est assez vous entretenir de choses indifférentes, ou de ce que vous avez entrepris. Il y a raison que je finisse, & que je vous assure que je suis &c.

## LETTRE DE LA REINE

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Paris le 28. Mai 1644.

*Arrivée de Mr. de St. Romain. Reflexion sur la conduite de l'Empereur; sur celle des Suedois & des Danois. Il est nécessaire d'appuyer le Prince de Transylvanie. La grande puissance de la Maison d'Autriche doit être suspecte à tous. Elle néglige la Religion. On destine Mr. de Croissy pour l'envoyer à Ragotzy. Instruction qu'on lui donne. Elle les charge de lui donner compte du voyage de cet Envoyé, & d'en donner part à Mr. de la Thuillerie & à Torstenson. Changement arrivé par l'entrée de Torstenson en Danemark. Démarches des Ministres Impériaux contraires à la Paix. Les Espagnols persistent à proposer un Traité particulier. Remarques sur la Rupture de Suede & de Danemark, & sur le choix d'un Mediateur à Osnabrug. Elle loue leur conduite touchant la rupture de la Négociation. Elle ne se soucie pas de ce qu'Aversberg n'a point visité Mr. de la Thuillerie. Les Espagnols n'ont rien à esperer des troubles de la France. Gouvernemens donnés aux Ducs d'Orleans & d'Anguien. Elle témoigne sa surprise de la conduite de Baviere. Ses Remarques sur la prétention des Hollandois pour le Ceremoniel. Elle approuve l'Instruction dressée pour Mr. de la Thuillerie. Elle espere quelque avantage en Catalogne. Elle leur envoie une Lettre à la sollicitation des Portugais. Les Espagnols reconnoissent l'Assemblée de Londres. Le Transilvain demande la ratification, & l'exécution de son Traité. Desordres arrivés à Constantinople. Siège de Lerida par les Espagnols. Le Maréchal de la Mothe veut secourir la Place. La Reine dispose un secours au Maréchal.*

1644.

MESSIEURS les Comtes d'Avaux &amp; Servien,

Arrivée de  
Mr. de St.  
Romain.Reflexion  
sur la condui-  
te de l'Empe-  
reur.Sur celle des  
Suedois & des  
Danois.

LE même jour que je vous avois écrit que le Sieur de St. Romain n'étoit pas encore arrivé, il me rendit une Lettre, en datte du 13. de ce Mois, & me donna une bien ample information de ce qui se passe à Munster. J'ai reconnu, & par vos Dépêches & par vos discours, qui sont fondés sur ce qu'il m'a avancé par les Ministres de l'Empereur, que leur Maître n'a nulle disposition à la Paix, & l'on pourroit même douter qu'il l'eût jamais eue, puisqu'il l'a changée sur un accident survenu, qu'il ne pouvoit prévoir, & qui ne doit point altérer l'état des choses, encore que la rupture entre les Couronnes de Suede, & de Danemark aporte plus de difficulté au Traité de la Paix generale, & ne doit pas empêcher totalement un si bon effet. Et puisque ledit Empereur considere le Roi de Danemark, comme son Allié, & qu'il veut qu'on ne puisse faire de Paix, qu'il n'y soit compris, au pis aller il faudroit finir cette guerre, & y chercher des remedes, comme aux autres dont l'Europe est affligée.

Il pourra arriver que le Roi de Danemarck bien conseillé, & la Reine de Suede aussi, termineront leurs différends, & sans attendre la conclusion de la Paix generale, feront la leur particuliere, se prévalans de la Médiation de tant de Princes qui la leur offrent. Plusieurs raisons engagent lesdits Princes à s'entremettre de leur Traité, & moi particulièrement pour établir par tout le repos. Car, si cette guerre n'étoit assoupie, il seroit à craindre que la Paix generale ne se rendit trop difficile, que les Parties principales, dont les Ministres sont déjà assemblés, pourroient changer leurs desseins, selon les avantages que l'un des Partis gagneroit sur l'autre, & déjà l'Esprit de l'incertitude paroît en ceux de l'Empereur. Il faut esperer que le Sieur de la Thuillerie, arrivant près de ces Princes, les pourra disposer à donner leurs ressentimens au bien public, & qu'il établira, entre leurs Couronnes, leurs Personnes & leurs Sujets, une bonne & sincere amitié, prenant des précautions par le Traité qui se fera, qu'il ne puisse à l'avenir naître entr'eux aucun sujet de contention. La haine qui est entre les Nations, & qui a commencé au jour que les Royaumes se sont divisés, ainsi que vous l'avez très-bien remarqué, est une disposition prochaine pour venir entr'elles à rupture après un accommodement; & c'est à quoi il se doit autant ou plus appliquer qu'à faire oublier les injures reçues. Chacun des intéressés, pour se décharger, accuse l'autre, & il peut être veritable que tous deux ont sujet de se plaindre, ou du moins de desirer que, pour un renouvellement de Traité, l'on établisse des conditions honnêtes, sous lesquelles un chacun d'entre eux puisse demeurer content: il est bon qu'il y ait entre eux quelque jalousie, pourvu qu'elle ne produise point des effets aussi dangereux qu'une rupture ouverte par le desir de s'agrandir de la ruine de son voisin. C'est audit Sieur de la Thuillerie de leur faire comprendre le mal que leur division peut causer, & le bien que leur réunion produira, & comme il est porté par les Instructions que vous avez concertées entre vous, préférer tous les partis qui seront proposés, à celui de remettre la Negociation de cette affaire à Osnabrug, qu'il faudroit plutôt pourtant accepter que de souffrir entre eux la continuation de la guerre. Je juge comme vous qu'il faut que je n'entre point en garantie du Traité, & que cette proposition a des suites si dommageables pour le présent, & pour l'a-

venir, que pour rien je ne m'y dois engager.

1644.

Il importe au bien de mon service d'éviter que les Suedois s'aperçoivent que, par leur imprudence, je pourrois être engagée d'entrer en guerre à l'encontre d'eux; car cette consideration ne feroit pas assés forte pour les empêcher d'attaquer le Danemark, quand l'occasion s'en présentera, & ils considereroient moins mon alliance & mon amitié, puisqu'ils auroient prévu des cas, qui la leur pourroient faire perdre, & quand bien ils me requerroient de ladite garantie, je ne puis m'y soumettre qu'en toute extremité, & qu'après avoir pris toutes les précautions imaginables, pour leur faire voir que, s'ils en avoient du repentir, ils m'y auroient forcé. J'ai eu sujet de me plaindre qu'ils ont commencé cette querelle, & bien plus, de ce qu'ils ont fait marcher contre le Roi de Danemark le General Torstenson; puisque s'occupant à cette guerre, il a abandonné celle qu'il est obligé de faire à l'Empereur, & pour diversion à ses forces il m'est de nécessité d'appuyer le Prince de Transilvanie. C'est à mes Conseillers d'en prendre la défense, que la vôtre commence. C'est aussi sur quoi le Sieur de Saint Romain s'est plus étendu. Je connois que le bien de mes affaires le veut, & l'état où elles sont ne me presse pas d'appeler l'ennemi du nom Chrétien, & s'il le falloit, je le pourrois faire avec moins de honte, & charge de ma Conscience, que ne fait pas l'Empereur, lequel, pour en être assisté, lui soumet un Royaume qu'il devoit défendre; mais il n'est pas tems d'examiner les fautes des autres, il vaut mieux considerer ce qui peut être utile à la Chrétienté.

Il est neces-  
saire d'appuyer  
le Prince de  
Transilvanie.

Je ne saurois me persuader qu'il y ait un Prince ou Potentar auquel la trop grande puissance de la Maison d'Autriche ne soit suspecte, ni qui n'ait connoissance que, pour s'agrandir, tous moyens lui paroissent justes, jusques à abandonner la Religion, dont souvent ils ont voulu marquer leur ambition. Ces verités sont trop claires pour s'arrêter à les prouver; il ne faudroit que se souvenir, comme ils ont abandonné à l'Electeur de Saxe l'Archevêché de Magdebourg, au Roi de Danemarck celui de Brema, & à nombre d'autres Protestans la possession de divers Evêchés; je dis en ces derniers tems, & qui voudroit remonter plus haut, lorsque l'Empereur Charles V. publia la Bulle de l'Interim, avec clauses basses & dommageables à la Religion Catholique, en vertu de laquelle les Catholiques furent privés de leurs biens, & la Religion Protestante établie dedans l'Empire, il est aisé de juger qu'ils n'ont point de sujet de reprocher à la France, qu'elle est Alliée avec des Barbares, en designant, sous ce nom, les Suedois & les Hollandois, & d'autant moins qu'ils contractent des confederations avec les Danois, unis de créance aux Suedois, non pour les défendre, mais pour empêcher la conclusion de la Paix. Pour les y forcer, je trouve tous les moyens qui y tendent, licites & legitimes, & sans ratifier le Traité que la Suede a fait avec le Transilvain, je l'executerai, en ce que je lui ferai fournir la quote part que j'y dois des sommes promises, & par mes offices que je ferai rendre à la Porte, je tâcherai d'empêcher qu'il ne lui soit défendu de poursuivre sa pointe, & la reparation de tant de torts qu'il a soufferts. Je veux bien lui faire esperer que, dans le Traité de la Paix, j'y considererai ses intérêts; mais cela soit néanmoins dit de bouche, sans qu'il soit rien couché par écrit, & en des termes qui ne m'assujettissent à ne

La Grande  
puissance de  
la Maison  
d'Autriche  
doit être sus-  
pecte à tous.Elle néglige  
la Religion.

la

1644.

la-pouvoir faire que de son consentement, à quoi je ne suis point obligée, & pour ne l'avoir pas promis, & pour remarquer qu'il n'y hazarde rien, quand bien il n'y feroit pas compris, en ce qu'étant tributaire du Grand Seigneur, l'Empereur ne l'oseroit attaquer, ni entrer en son Pais, pour ne s'attirer une puissante guerre sur les bras, qu'il témoigne si fort craindre. Et puisque, sans aucune nécessité, il se rend si fort tributaire de la Couronne de Hongrie, & cela faisant un même effet ne donne pas aux Ennemis l'avantage de publier que je cherche à faire durer la guerre, en m'embarquant à une nouvelle; & quoique mon intention soit bonne & portée au repos de la Chrétienté, les ennemis ne laisseroient pas de publier le contraire à son avantage.

On destine Mr. de Croissy pour l'envoyer à Ragotzy.

Instruction qu'on lui donne.

Pour informer Ragotzy de mes bonnes intentions, j'ai jugé que le Sieur de Croissy, Conseiller au Parlement, qui est auprès de vous, y feroit plus propre que le frere du Baron d'Avaugour, & pour être déjà avancé, & parce que ledit d'Avaugour est trop haï en Pologne, par où ayant à passer il y feroit un effet contraire à mon dessein, son nom choqueroit sans doute ce Prince, qui s'est plaint de l'ainé. Vous aurez donc à délivrer une Instruction audit de Croissy, & les Lettres de Créance que je vous envoie qu'il aura à rendre au Roi de Pologne, & audit Ragotzy, témoignant audit Roi que j'ai été touchée de la perte qu'il a faite, puis qu'elle m'a privé de lui donner une preuve de mon affection levant aux saints fonts de baptême l'Enfant qu'il attendoit.

Ladite Instruction contiendra de plus toutes les choses que vous croyez pouvoir être utiles au service du Roi mon fils, & en remerciant ledit Roi des avantages qu'il a faits par le Sieur Roncalli Resident en cette Cour, & des bons Conseils qu'il a donnés pour s'avantager en la Conclusion de la Paix; en sorte que ceux de la Maison d'Autriche demeurans unis, les nouveautés qu'ils entreprennent continuellement pour venir à bout de leurs entreprises, du dessein de la Monarchie universelle, demeurans chatiées, qu'elle n'ait pas tant de volonté, & moins de moyen à l'avenir de troubler le repos de la Chrétienté. Et comme l'on vous a déjà dit toutes les propositions qui ont été faites par ledit de Roncalli, vous pourrez prescrire audit de Croissy, comme il devra se conduire afin de continuer le Sr. Roi dans ses pensées, & en avoir la ratification de sa bouche. Il ne faudra pas oublier de faire connoître audit Roi, comme la France se tient obligée, qu'à sa seule consideration il se soit empêché d'entrer en guerre avec la Suede, afin de l'obliger à continuer, quoique l'on sache bien que d'autres respects que ceux de la France l'auront empêché de ne prendre pas les armes. Il dira de plus audit Roi qu'il a ordre de passer vers le Prince de Transilvanie, pour tirer parole de lui qu'il n'entreprendra rien contre la Pologne, & priera ledit Roi de vouloir aussi de son côté ne rien faire contre ledit Prince. Pour l'y disposer, ledit Sieur de Croissy se servira des puissantes raisons que tout Prince Chrétien doit, autant qu'en lui est, s'empêcher d'être cause, ou fournir de sujet d'appeler en la Chrétienté l'Empereur Ottoman, & qu'en attaquant un Prince, qui lui est Tributaire, ce seroit l'y convier; qu'il n'importe pas que la guerre se fasse entre les Chrétiens, quand elle peut servir à les reduire à une Paix generale, & qu'il n'y a point de moyen plus propre à y engager ceux de la Maison d'Autriche qu'en leur fusillant des ennemis de tous côtés; que je n'ai point de part à

1644.

l'ouverture de la guerre, déclarée par ledit Prince à l'Empereur; qu'il est juste que je m'en avantage, puisque moi & les Alliés de la France fournissons en Armes, pour défendre la liberté publique.

Ce discours lui donnera lieu de passer à un autre, & essayera de persuader ledit Roi, que mes prétentions sont toutes sinceres en son endroit, & auront en objet de l'assister lui & sa Maison, qu'il fait ce qu'il se peut promettre d'Autriche, & que, pour leur être Allié, & parent au second degré, il n'en reçoit pas plus d'assistance, qu'ils forment des desseins sur sa mort, & songent à se mettre sur le Trône de la Pologne, qu'il peut esperer de vivre aussi longtems, & que l'exemple de sa promotion en puisse faire naître un second à l'avantage de son fils, & que ce sont mes desirs, & à quoi je contribuerai volontiers mes offres & mon entremise. La fin de ce voyage étant d'empêcher une rupture entre lesdits Roi & Prince, ledit Sieur de Croissy s'employera avec adresse pour y parvenir.

Arrivé vers ledit Prince Transilvain, il exécutera ponctuellement les ordres que vous lui avez prescrits, & au moment que je saurai où il désire qu'on lui fasse remettre l'argent qui lui a été promis, je ferai satisfaire, soit à Venise, à Constantinople; ou à Varsovie.

Je travaillerai aussi avec soin à empêcher que les présens, & le tribut qui sont envoyés à la Porte, n'en tirent des ordres, qui necessitent ledit Prince à se départir de son dessein, & s'il est besoin d'y contribuer, je n'y épargnerai pas mon argent, & bien que je düsse éviter tant de dépenses, étant obligée d'en supporter d'extrêmes, celle-ci me semble si utile, que je la ferai gaiement.

Vous rendrez compte du Voyage dudit Sieur de Croissy, & des résolutions que j'ai prises sur l'affaire dont est question, tant au Sieur de la Thuillerie, qu'au Maréchal Torstenfon; afin que l'un étant en Suede informe les Regens, & que l'autre étant assuré qu'on exécute ce qu'on a promis, soit d'autant plus soigneux de porter les Suedois à ce qui les a engagés, & lui de son côté à faire ce qu'il doit.

Son entrée dans le Pais de Danemark a changé le Theatre de la guerre, & l'ouverture d'une nouvelle a donné de grandes esperances aux Ennemis: Dieu veuille qu'elles ne soient pas suivies de grands avantages! Ils en tirent déjà un notable en m'engageant à faire des dépenses que j'ai peine à supporter, & il m'a fallu accroître le nombre des Troupes dont mes Armées étoient composées, afin de les mettre en état de pouvoir agir avec vigueur contre celles de l'Empereur, & du Roi Catholique, lesquels déchargés de la crainte que celle dudit Torstenfon leur donnoit, sont en état de m'en opposer de plus grandes. Vous insinuerez adroitement aux Ministres de la Couronne de Suede, qu'ils ne doivent pas esperer que je leur fasse payer le subside ordinaire, parce que leur entrée aux Pais du Roi de Danemarck m'a engagée à tant de dépenses, que j'aurois droit de prétendre m'affranchir de celle-ci, & essayez au moins de les en rendre capables, du moins qu'ils ne toucheront l'argent de France que pour continuer la guerre dans l'Empire, & il est remis à votre prudence de faire en ce particulier ce que vous jugerez pour le mieux. Vous recevrez cependant bientôt les Lettres de change, pour faire acquitter ce qui sera dû au terme de Juin, & je mande au Sieur de Meulles qu'il fera informé des raisons de tout ce qu'il aura à dire, & faire pour ce regard, lequel a déjà bien fait comprendre aux Suedois qu'il ne leur sera rien

Elle les charge de lui donner compte du Voyage de cet Envoyé;

Et d'en donner part à Mr. de la Thuillerie & à Torstenfon.

Changement arrivé par l'entrée de Torstenfon en Danemark.

1644.

délivré tant qu'ils ne seront pas en Campagne & que leur armée ne fera pas tête à celle de l'Empereur & diversion à l'avantage de la Cause commune.

Demar-  
ches des Mi-  
nistres Impe-  
riaux contrai-  
res à la Paix.

La suite de la conduite des Ministres Imperiaux fait bien reconnoître qu'ils ne marchent pas de bon pied au Traité general, puis qu'ils s'efforcent de détourner les Princes & les Villes Imperiales de députer aux Villes concertées pour conclure la Paix, & il est étrange qu'ils osent avancer que ce droit ne leur est pas acquis, après l'avoir reconnu au Traité Préliminaire, & plus ils les veulent dissuader d'y députer, plus vous aurez à les en presser. Leur avantage est si clair, que ne l'embrassant pas, il faut qu'ils soient las de conserver leur liberté, qu'ils affectent de se faire un Maître absolu au lieu d'un Empereur, qui est seulement Chef de l'Empire, & qui n'y peut rien établir que du consentement des Diettes.

Les Espa-  
gnols persis-  
tent à propo-  
ser un Traité  
particulier.

Il est étrange que les Espagnols ne se rebutent pas de proposer un Traité particulier, après qu'il leur a été signifié que la France ne s'y refoudroit jamais, & qu'elle affecte une Paix avantageuse, & honorable à ses amis, qu'elle ne veut & ne peut abandonner. Si ceux-là sont barbares, pour user du terme dont ces Ennemis les designent, nous serions peu habiles de les perdre en un jour, & l'argent qui a été consommé, & tout le sang répandu pour leur liberté, auroit été bien mal employé. Les artifices des Espagnols ne produiront pas un si mauvais office, & les Mediateurs doivent s'assurer qu'on ne traitera la Paix qu'aux lieux concertés, & par leur entremise, que l'on veut les avoir pour témoins de la sincérité de notre conduite, & en la suite du Traité ils reconnoîtront que je veux établir une Paix sûre & durable à la Chrétienté. Je ne vous ai point envoyé à Munster, pour faire parade du désir de la Paix, mais pour la traiter & conclure, assurée que je ne pouvois pas confier mes affaires en meilleures mains; & cela même étant déclaré par vous aux Mediateurs avec force leur insinuera puissamment que ce qui est avancé par les Espagnols, est un pur artifice, trop grossier pour surprendre des personnes de leur intelligence & de leur capacité.

Remarques  
sur la rupture  
de Suede & de  
Danemarck.

Il est certain que la rupture arrivée entre la Suede & le Danemarck, empêche que le Roi de Danemarck ne puisse continuer sa médiation, que quand ils auroient conclu leur Paix particuliere, il seroit malaisé que les Suedois lui confiaient leurs intérêts, & pour l'avoir offensé, & pour avoir à les démêler avec ceux qu'il a appelés à son service & secours. Ainsi il y a raison & nécessité d'en établir un autre, & l'Empereur ayant consenti que Venise remplît cette place à Munster, ne peut plus la rejeter à Osnabrug, ni les Suedois, soit pour avoir agréé que cette Republique prît à sa charge une affaire de telle importance, que pour lui être Alliée, & qu'en ses Ministres on doit esperer d'y trouver de la sincérité; & de la capacité, qui sont les deux conditions essentielles à un Mediateur.

Et fut le  
choix d'un  
Mediateur à  
Osnabrug.

Il seroit à la vérité plus honorable qu'il y eût un Ambassadeur qu'un Secrétaire de la Republique à Osnabrug, pour les Princes qui s'y doivent trouver; mais il leur peut être plus utile que celui qui sera à Munster ait seul la charge de la Negociation, & allant souvent vers eux, ils recevront autant d'honneur que s'il y residoit continuellement. Pour moi je suis si persuadé de cette raison, que si j'étois en la place desdits Princes, je ne ferois nulle instance au contraire; & vous pourrez vous en ouvrir avec le Sieur Contarini, que j'entre

volontiers dans ses sentimens, & que je suis pleinement persuadé, qu'il accomplira en homme d'honneur, & en vrai Gentilhomme Vénitien, ce qui lui a été confié; que si mes officiers lui sont nécessaires pour parvenir à ses fins, je les lui offre avec affection.

Je n'ai garde de blâmer ce que vous avez exécuté, rompant le fil de la Negociation, non que les ordres que je vous avois envoyés ne fussent à mon avantage: Mais c'est en prendre un plus grand, que d'unir à soi les Alliés, & leur faire comprendre, qu'on ne se veut point séparer d'eux. Aussi quand je vous l'ai écrit, je n'avois pas été avertie de la difficulté, née entre les Suedois, laquelle est si peu fondée, que je ne la pouvois prévoir. Le Comte de Nassau & ses Collegues ont blâmé le Comte d'Aversberg, ainsi que vous me l'avez écrit; que s'il reçoit les ordres de Vienne, comme je ne le puis mettre en doute, vous n'aurez qu'à continuer, & à concerter les termes du Pouvoir, ainsi que je vous en ai donné la permission.

Elle loue  
leur conduite  
touchant la  
rupture de la  
Negociation.

Que ledit Comte d'Aversberg ait fait difficulté de voir le Sieur de la Thuillerie, peu m'importe, soit qu'il l'ait refusé pour n'avoir pas été visité du Nonce, de vous, ni du Sieur Contarini, quand il fut à Munster, & pour se fâcher de ce qu'il va en Danemark, d'autant qu'en l'un des cas il ne peut qu'être blâmé, étant arrivé, & parti inopinément & affectant d'y être inconnu, & en l'autre il témoigne, que son Maître seroit marié que l'on moyennât la Paix entre les Couronnes, qui sont en rupture, de quoi l'on peut connoître, & conclure, ou qu'il ne veut point de Paix, ou qu'il reste un sujet de rentrer en guerre. Si le Roi de Danemark s'apercevoit de cette belle disposition qu'on a pour lui, & ses intérêts, il pourroit bien être assez prudent pour rompre avec eux, & se mieux disposer à l'accommodement avec la Suede, puisqu'en son âge & en la constitution présente des affaires, la continuation de la guerre ne lui peut être que ruineuse.

Elle ne se  
soucie pas de  
ce qu'Avers-  
berg n'a point  
visité Mr. de la  
Thuillerie.

J'espere que les Espagnols se méconteront autant aux mouvemens, qu'ils esperent en France, qu'a fait le Duc de Baviere, en son entreprise sur Brisac, puisque le châtimement de quelques Soldats a apaisé le bruit qui y avoit paru, & que les Grands de ce Royaume, comme les Gentilshommes, les Officiers, & les Peuples ne respirent que l'obéissance. Je m'applique aussi à soulager les misérables, & dépars mes grâces & mes bienfaits à ceux qui paroissent liés aux intérêts de l'Etat.

Les Espa-  
gnols n'ont  
rien à esperer  
des troubles  
de la France.

Depuis que j'ai donné un Gouvernement à mon beau-frere le Duc d'Orleans, pour lui témoigner de plus en plus la confiance que j'ai en lui, & la satisfaction qui me reste de ses services, cette résolution a été louée des plus sages, comme d'avoir fait pourvoir de celui de Champagne le Duc d'Anguien. Les seuls à qui la prosperité de l'Etat déplait, en ont eû de la jalousie, avouans que les moyens d'en troubler le repos leur étoient ôtés.

Gouverne-  
mens donnés  
aux Ducs  
d'Orleans &  
d'Anguien.

Ce que vous mandez que le Duc de Baviere traverse la Paix m'a surpris; son âge & celui de ses Enfans, lui devoient imprimer un mouvement contraire, & il ne dépendra pas de lui, ni d'empêcher que l'affaire de Palatinat se traite à Munster, ni de la faire vider à Vienne; elle est de celles qu'il faut décider pour établir la Paix dans l'Empire, & qui examinera bien ce qui s'est passé depuis longues années, connoitra, que comme elle a suivi la revolte de Bohême, qui a été la source de la guerre, il faut qu'en l'assoupissant l'on termine aussi cette affaire. Et vous l'avez bien remarqué, afin d'être

Elle témoi-  
gne sa surprise  
de la conduite  
de Baviere.



1644.

tre utile audit Duc, & tirer avantage du pouvoir qu'il a dans l'Allemagne, il faut faire effort pour renvoyer ce différent à Munster. Sans doute ses Parties le demanderont, & étant appuyées de l'Electeur de Brandebourg, ledit Duc & même ses partisans seront forcés d'y consentir.

Ses remarques sur la prétention des Hollandois pour le Ceremoniel.

Je me suis souvent expliquée que les Hollandois n'ont point droit de prétendre, qu'il ne soit rien innové au traitement, accoutumé d'être rendu à leurs Ministres, pour ce que j'ai consenti que vous continuassiez de faire à celui de Venise, qu'il n'echât plus d'en parler, & si leurs Ministres eussent été bien informés de la pratique dernière de Rome, ils auroient eû juste sujet de se plaindre, puisqu'on leur vouloit retrancher ce dont ils étoient en possession, leur proposant de suivre à Munster ce qui se pratique à Rome, & de ce que le Maréchal d'Estrée a reconnu que c'étoit un usage de les conduire jusqu'au Carosse, & qu'il l'avoit ainsi pratiqué, & si par concert, on s'en dispensoit, c'étoit pour avoir moins de peine. Je serai très-aise que vous vous tiriez de l'embarras où les contestations vous mettent, trouvant pour cet effet quelque bon expedient.

Elle approuve l'Instruction dressée pour Mr. de la Thuillerie.

J'approuve l'Instruction que vous avez dressée pour le Sieur de la Thuillerie, selon les Memoires que je vous en avois envoyés, & pour les considerations très-importantes, qui ne vous sont point inconnues, & qui s'appuyent même de l'état où leurs Ambassadeurs seront en Danemark, & qui par leur puissance seront pour y donner la Loi. Je lui mande de se relâcher, & leur donner le Titre & la main, & parlâ je leur fais esperer, qu'ils le pourront avoir en divers Lieux, & bien que les Espagnols usent de grandes, ou de pareilles déférences envers Savoye en cette Cour, & par tout ailleurs, & qu'ils vivent pourtant à Rome avec lui comme fait l'Ambassadeur de France, & à leur exemple j'en pourrai excepter quelqu'un, où tels honneurs ne seront rendus aux Hollandois, & j'excepterai le lieu de Munster, où je ne me relâcherai envers eux, que de la sorte, que je vous l'ai mandé. Que si vous jugez que cela leur étant rapporté, ils soient pour devenir plus traitables avec vous, vous leur en pouvez faire donner part par le Secretaire Bassët, & essayerez de vous ajuster avec eux, ménageant les divers partis qui vous ont été laissés par les précédentes Dépêches; & pour celui de Savoye, je lui ai fait consentir qu'il ne demandera rien à Munster, que ce qui se pratique à Rome.

Pour la détention du nommé Beaufort, & pour les nouvelles que vous me mandez, de ce qui se passe en Flandres, je les considère peu. Je vous ferai savoir au premier jour, à quelle Place mon armée sera attachée, & ce qu'aura fait de son côté le Duc d'Anguien.

Elle espere quelque avantage en Catalogne.

Si les Lettres venues d'Espagne ne me trompent pas, le Maréchal de la Mothe fera pour y faire quelque grand progrès, ayant une armée si puissante & complete, que j'en suis émerveillée; car si bien j'avois donné les ordres pour la rendre telle, je n'avois pu croire que les Officiers y fissent un si bon devoir, d'y passer leurs recrues completes; mais il se peut dire qu'il n'y trouve pas diminution, sur le projet qui avoit été arrêté, d'un dixieme, & les Bagages des Officiers suivoient une autre route que celle de la marche qui ne sont pas dans leurs Lieux, & sans être escortés de quelque nombre de Soldats. Mon armée navale est déjà sur leur Côte, & elle se rafraichit & se fortifie de Mois en Mois.

Elle leur envoie une

Vous recevrez une Lettre que je vous ai écri-

te à la priere des Ambassadeurs de Portugal, lesquels affectent que celui qui est à la Haye joigne celui que vous avez mené, & doutant d'avoir un Passeport voudroient qu'il s'avancât de son côté, & que vous l'envoyassiez recueillir par l'un de vos Carosses, afin d'entrer dans Munster sans difficulté. Je ne leur ai pas pu refuser la Lettre; mais il est remis à vous d'y déférer ou non, qui aurez à considerer ce qui est faisable, & si l'humeur de cet homme est compatible, ou non; & afin qu'ils n'ayent pas sujet de se plaindre de vous, ni de s'embarquer sur ma Lettre, je leur dirai, en la leur faisant délivrer, qu'avant que de se mettre en chemin elle vous soit envoyée, & concerté avec vous ce qui est à faire. Leur Maître est en Campagne, & promet de faire une grande diversion dans la Galice & l'Estramadoure.

1644.  
Lettre a la sollicitation des Portugais.

J'oubliois à vous mander que les Espagnols; qui sont si scrupuleux de traiter avec des Rebelles & des Heretiques, ont reconnu l'Assemblée de Londres pour un Parlement legitime, & dans le moment que le Roi de la Grande Bretagne avoit accordé la liberté de conscience à ses Sujets Irlandois: ce que cela peut produire au préjudice de la Religion, vous le concevez aisément.

Les Espagnols reconnoissent l'Assemblée de Londres.

Je ne vous ferai point de réponse sur le fait de Liege; Je crois que Marlin sera bientôt joint où il lui est ordonné d'aller, mais pourtant ne déniez pas votre intervention pour faire cesser la mesintelligence, qui paroît entre les Liegeois, & la Landgrave, puisque la durée de leur division pourroit ruiner les Troupes de Marlin. Cette Lettre est si longue, que pendant le tems qu'on a employé à l'écrire, on en a eû assez pour en recevoir, qui pourroient y faire apporter quelque changement, ou quelque éclaircissement, & de fait, par la voye de Venise & de Constantinople, j'en ai eu deux du Prince Transilvain, conviant de ratifier & exécuter le Traité, & de lui donner moyen de continuer la guerre, & de faire remettre à Constantinople les sommes qui lui ont été promises en mon nom. Dans la Lettre de change qui lui sera rendue par le Sieur de Croissy, je ferai mention de deux sommes, & il lui pourra promettre de toucher son argent où il l'a désiré autrefois; Il lui fera peut-être plus commode, & à nous plus facile à Venise, où on lui peut offrir, & si ledit Prince y fait difficulté on le remettra à Constantinople; où le changement arrivé par la condamnation de deux Ministres premiers, par la mort de leur Mufti, & par l'établissement d'un Favori, pourroit bien y changer la face des affaires, & d'autant plus que le Resident de l'Empereur a déjà recherché les bonnes grâces de ceux qui leur ont succédé. Mais le Sieur de la Haye ne s'étant pas épargné, a usé de beaucoup de diligence, & il se promet de rendre un bon service en cette occasion. Il a fait avertir le Resident de Ragotzy, que son Truchement est gagné par celui de l'Empereur, & il y a une preuve qui ne peut être contredite; puisque le Resident de l'Empereur le donne & le présente pour témoin des choses qu'il avance; mais la nécessité de s'en servir force à s'y confier, qui est la raison que celui dudit Transilvain lui a donnée, lequel pourtant étant averti essayera de pourvoir à s'en assurer, & comme les gens de cette condition sont à qui plus leur donne, il pourra prendre de l'argent de l'autre, & servir fidèlement Ragotzy.

Le Transilvain demande la ratification de son Traité.

Desordres arrivés à Constantinople.

Nous avons été tout présentement avertis par un Capitaine, dépêché par le Maréchal de la Mothe, qu'ayant eu nouvelle que les forces d'Espagne avoient investi Lerida, & qu'elles étoient

Siège de Lerida par les Espagnols.

1644.

Le Maréchal  
de la Mothe  
secourt la  
place.

La Reine  
dispose un  
secours au  
Maréchal.

étoient foibles, il s'étoit avancé avec trois mille hommes de pied, & quinze cens chevaux, pour jeter des hommes dans la Place, & les reconnoître; mais qu'ayant trouvé leur armée toute complete, & forte, il auroit été attaqué, & son Infanterie défaite, mais pourtant qu'il y a jetté du secours.

Je vous écris cela confusément, & plutôt pour vous éviter d'être surpris, de ce que les Ennemis en pourroient publier qu'à autre dessein, & ayant résolu, quand j'aurai eü une ample information, de vous en faire part. Cette perte sera réparée par six mille hommes de pied, & plus de mille chevaux qu'on y envoie, & qui se trouvent assemblés en Limosin, & y seront en peu de jours. Vous ne parlerez point de cette nouvelle, que vous ne l'ayez circonstanciée, & au vrai. Sur ce je prie Dieu, qu'il vous ait, Messieurs les Comtes d'Avaux & Servien, en sa sainte garde. *Signé ANNE, & plus bas DE LOMENIE.*



## LETTRE DE LA REINE

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Paris le 28. Mai 1644.

*Elle leur recommande le Ministre Portugais qui est à la Haye.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien,

Elle leur  
recommande  
le Ministre  
Portugais qui  
est à la Haye.

J'AI été priée par Monsieur le Marquis de Cascas, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de Portugal, de vous recommander l'un des Ministres du même Roi, qui le sert en Hollande, & qu'il désire faire passer à Munster, pour être adjoint à celui que vous y avez mené, à ce que vous le favorisiez, & protégiez, tout ainsi que vous faites l'autre. Et parce que je désire de complaire audit Roi, en tout & même au Marquis de Cascas, ledit Ministre s'y étant rendu, vous aurez pour lui le même soin, que vous avez de l'autre, & que vous agissiez en leur faveur ainsi qu'il est porté par vos Instructions, & cette-ci n'étant pour aucun autre sujet, je ne vous la ferai plus expresse que pour prier Dieu, qu'il vous ait &c.



## LETTRE DU ROI

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 29 Mai 1644.

*Sur le sujet de la précédente.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien, 1644.

L'Ambassadeur du Roi de Portugal, qui est en cette Cour, m'ayant témoigné, de la part de son Maître, de désirer que l'Ambassadeur qu'il tient en Hollande, passe à Munster, pour y assister celui qui y est déjà, Je vous fais celle-ci, par l'avis de la Reine Regente, Madame ma Mere, pour vous dire que vous ayez à conférer par de là avec l'Ambassadeur dudit Roi de Portugal, des moyens qu'il faut tenir, pour faire réussir leur dessein, que vous aurez à favoriser autant qu'il vous sera possible, désirant leur témoigner en toutes occasions le soin que je prends de leurs Interêts, lesquels je vous recommande avec beaucoup d'affection, & prie Dieu, qu'il vous ait, Messieurs les Comtes d'Avaux & Servien, en sa sainte garde. *Signé LOUIS & plus bas DE LOMENIE.*

Sur le sujet de  
la précédente.



## LETTRE DE LA REINE

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

Le 30. Mai 1644.

*On leur recommande le Sieur de Bregy.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien,

L'Experience que vous vous êtes acquise aux divers emplois, que vous avez eü, vous ont fait connoître, qu'il n'y a rien à quoi les Princes doivent tant s'appliquer qu'à former des personnes, pour se rendre dignes d'en exercer. J'entre dans ce même sentiment, & d'autant plus fortement que l'exemple de tous les Princes voisins m'en fait connoître l'utilité, & qu'il y a lieu d'espérer de plus grands services de ceux qui ont été nourris dans les affaires, que de ceux que l'on y appelle, sur la simple opinion qu'on a conçue de leur capacité. C'est cette raison qui m'a convié d'envoyer le Sieur de Bregy, Conseiller du Roi, Monsieur mon Fils, en son Conseil d'Etat, vous trouver, afin que, dans diverses rencontres de votre Negociation, il puisse être par vous employé aux affaires de quelque importance, où vous ne pourrez vaquer, soit en l'envoyant traiter avec les Ministres des Princes qui seront à Munster, ou vers leurs Maîtres, selon que le service du Roi, mon dit Sieur & Fils, le requerra; outre qu'il est fils d'un Père qui a bien mérité pour ses services, & allié à des personnes que j'ai en affection particuliere. Je vous le recommande par la consideration de sa propre vertu, vous trouverez en lui assés de suffisance, beaucoup de fidelité, & une moderation d'esprit, accompagnée d'une ambition honnête, de servir son Roi & sa Patrie. Je desire que vous le preferiez à tout autre aux Emplois de conséquence, & que vous ayez confiance en sa discretion, en quoi vous me ferez un service très-agréable, priant sur ce Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. *Signé ANNE, & plus bas DE LOMENIE.*

On leur re-  
commande  
le Sieur de  
Bregy.

LET-

1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le

COMTE DE BRIENNE.

Du 21. Mai 1644.

*Inaction pour la Paix. Soupçons de la conduite des Imperiaux. Ils appréhendent de rester long-tems à Munster. Ils persuadent leurs soupçons aux Mediateurs. Procédé du Comte d'Aversberg. Mr. de la Thuillerie est arrivé à Minden. Opinion du Comte d'Aversberg. Ils ont convenu de leur entrevue avec les Suedois. Leurs visites reciproques. Arrivée d'un Résident de Suede à Munster. Du Duc de Wirtemberg. Avis que leur donna Mr. de Contarini, touchant la Lettre circulaire.*

MONSIEUR,

VOTRE dernière Dépêche du 7. de ce Mois nous en fait espérer une autre, qui portera la résolution de la Reine, sur les notes précédentes, par Mr. de Bregy, que nous attendons. Cependant, comme elle ne nous oblige à aucune réponse, les affaires de notre emploi ne nous fournissent pas aujourd'hui beaucoup de matiere de vous écrire.

La Negociation de la Paix generale est toujours en même état, même elle est arrêtée, par le refus que font les Commissaires de l'Empereur à Osnabrug, de faire la même communication de Pouvoirs, qui a été faite en cette Ville; ils disent toujours, qu'ils attendent les ordres de Vienne, où ils en ont écrit.

Quelques bruits qui s'étoient repandus, que la réponse y étoit arrivée, nous ont obligé de différer notre Dépêche jusques au dernier, pour savoir si la chose est veritable; mais voyant qu'on ne nous a rien fait dire, nous avons sujet de croire, que cela n'est pas; & toutes les autres actions des Imperiaux nous font juger, que, s'ils ont eû ci-devant quelques bonnes dispositions à la Paix, cette nouvelle guerre de Danemark les a changées, & que maintenant toutes leurs pensées vont à continuer la guerre. Ils se promettent que cet accident leur fournira les moyens de rétablir leurs affaires par les armes, & tout leur conseil, & toute leur conduite nous font voir, que c'est leur dessein.

Premierement cet artifice inventé pour nous desunir, en facilitant ici les affaires, & les arrêtant tout à fait à Osnabrug, montrent qu'ils ne procedent pas de bonne foi.

Secondement l'Empereur ayant fait défenses

TOM. II.

aux Députés de l'Assemblée de Francfort, de se mêler des affaires de la Paix generale, ni de venir ici pour en traiter, autorité aujourd'hui la résolution qu'ils ont prise, sur les instances que le Roi de Danemark a faites, qu'on ne passera point outre au Traité de la Paix, sans y comprendre ledit Roi.

En troisième lieu, quand ils s'excuseroient de ne pouvoir entrer en conférence avec les Suedois, à cause de l'absence du Roi de Danemark, soit qu'ils prétendent de l'y faire admettre, comme nouvelle Partie, ou comme leur ancien Mediateur lorsque les Ministres du Roi vont trouver ledit Roi, pour savoir ses intentions, & faire cesser les obstacles qui retardent le Traité par son Interêt, les Imperiaux font des entreprises sur les personnes desdits Ministres, & rompent avec eux le Commerce de civilité, qui avoit été commencé.

Tout cela, Monsieur, fait paroître des intentions bien éloignées d'un bon accommodement, & si les affaires ne changent de face, par le retour de l'armée Suedoise, dans l'Allemagne, suivant les promesses que Mr. Torstenson nous en fait faire, il est bien à craindre, que nous ne demeurions long-tems ici, sans rien commencer.

Nous avons fait voir si clairement toutes choses à nos Mediateurs, que nous ne les croyons pas moins persuadés des mauvaises intentions de nos parties, que de la sincérité de notre conduite. Entre les autres points nous avons fort exagéré celui qui regarde Mr. de la Thuillerie. Le Comte d'Aversberg ne s'est point contenté de ne le recevoir pas à Osnabrug, de refuser un Passeport pour son voyage, & de faire des parties secrètes contre sa personne; mais il a blâmé ses Collegues, qui sont ici, de ce qu'ils l'avoient visité, à cause, dit-il, qu'il va trouver leurs Ennemis. Nous avons relevé cette action bien hautement, comme une entreprise faite directement contre la liberté de l'Assemblée, & lorsque nous en avons fait plainte, nous avons déclaré franchement, que nous ne prétendions pas être venus à Munster, pour y être comme assiégés, que jamais le Roi ne se fût disposé d'envoyer ses Ambassadeurs dans une Ville d'Allemagne, pour y traiter la Paix, si Sa Majesté n'eût crû, que les Traités des Préliminaires, & les Passeports respectivement accordés, leur donnoient une entiere liberté, de dépêcher en tous lieux telles personnes, qu'ils jugeroient à propos; qu'en un moment, s'il ne nous étoit permis d'envoyer à toute heure en Suede & en Danemark, en Pologne & par tout ailleurs, nous nous trouverions ici dans leur Pais, avec un extrême desavantage, & il faudroit nécessairement convenir d'un autre Lieu, où cette liberté fût reciproque, & ne pût pas être contestée.

Qu'on donne tous les jours en France des Passeports, pour aller en Espagne, & en venir, & passer en Flandres, sans alleguer cette chicannerie, qu'ils vont de la part de nos Ennemis, ou qu'ils les vont trouver, & que maintenant il n'y a personne qui ne voye, qu'on auroit très-grande raison de refuser le passage par la France à des personnes qui n'ont point d'autres pensées, que d'agir contre nous, & que les Espagnols n'en ont point du tout de l'empêcher à ceux qui marchent pour des Dépêches du Traité general, quand ils sont accompagnés de nos Passeports, lesquels ne peuvent être contestés, sans une infraction manifeste de la foi publique.

Cette mauvaise humeur du Comte d'Aversberg nous a tenu quelques jours en inquietude sur le passage de Mr. la Thuillerie; mais en-

H

fin

1644.

Ils appréhendent de rester long-tems à Munster.

Ils persuadent leurs soupçons aux Mediateurs.

Procédé du Comte d'Aversberg.

Inaction pour la Paix.

Soupçons de la conduite des Imperiaux.

1644.  
Mr. de la  
Thuillerie  
arrive à  
Minden.

Opinion du  
Comte d'A-  
versberg.

Ils ont con-  
venu de leur  
entrevue avec  
les Suedois.

Leurs visites  
reciproques.

Arrivée d'un  
Resident de  
Suede à  
Munster.

Du Duc de  
Wirtemberg.

Avis que  
leur donna M.  
de Contarini  
touchant la  
Lettre Circu-  
laire.

fin nous aprenons, que, graces à Dieu, il est heureusement arrivé à Minden, avec une Escorte de cinq cens chevaux, quoique le plus grand peril, qu'il avoit à courir, fût depuis Osnabrug jusques-là. Les Imperiaux n'ont pû s'empêcher en cette rencontre de faire paroître combien cet Envoi leur déplait, & l'envie qu'ils auroient que la guerre de Danemark fût de longue durée. Nous savons de bon lieu qu'aussi-tôt qu'elle eût été commencée par les Suedois, l'opinion du Comte d'Aversberg fut de rompre la Negociation, & qu'il en fit instance à la Cour de l'Empereur, lui remontrant qu'il ne pouvoit prendre un prétexte plus favorable que notre séjour en Hollande, qui le justifieroit envers le public, & feroit rejeter les causes de la rupture sur la France.

Nous avons enfin heureusement convenu de toutes choses, par notre Conférence avec les Ambassadeurs Suedois. De deux Maisons qui se sont rencontrées proche l'une de l'autre, à mi-chemin d'ici à Osnabrug, nous avons le choix de la plus belle, qui est à la main droite, en entrant, un même chemin conduisant à toutes les deux. Ils y arriverent les premiers, afin de nous rendre la première visite, qui a été le point où s'est rencontré jusques-ici la plus grande difficulté; ils nous avoient proposé de décider le différent par le sort, & nous avons été long-tems sur cet article; mais nous ne l'avons point voulu faire, ayant toujours déclaré nettement, que nous ne pouvions commettre à la fortune une prérogative, qui appartient au Roi sans contredit, & qui ne doit pas lui être disputée par ses plus grands Ennemis.

Le Resident de Suede, qui doit demeurer ici, pendant la Negociation, est arrivé depuis quelques jours; il paroît fort bon homme. Nous avons aussi un Envoyé de la Reine de Suede, qui doit passer en France, pour faire entendre les raisons, qui l'ont portée à la guerre de Danemark, & celles qui l'ont empêchée d'en communiquer le dessein aux Alliés, avant que de l'exécuter. C'est un Gentilhomme François, nommé Cerifantes, qu'on dit avoir été autrefois auprès du Marquis de Faure.

Monsieur le Duc de Wirtemberg arriva ici avanthier. Nous ferons ici tout notre possible, pour tirer fruit de son voyage, afin que les 2000. Ecus, que nous avons ordre de lui donner, ne soient pas mal employés.

Monsieur Contarini nous a fait savoir qu'on lui écrit de Vienne, que l'Assemblée de Francfort avoit fait grande consideration sur notre Lettre, & parloit de députer ici; que l'Empereur appréhendant, que la chose n'aille plus avant, cherche les moyens de la rompre, & que c'est une des choses, qui lui fait à présent plus de peine. Ledit Sieur Contarini a témoigné qu'il ne désireroit pas que l'on fût que cet avis vient de lui. Nous sommes &c.

1644.

## L E T T R E

De Mrs. les Comtes

## D' A V A U X

Et

## S E R V I E N

## A L A R E I N E.

Du 28. Mai 1644.

*Affaire du Ceremoniel. L'Ordonnance du Roi est une preuve des bonnes intentions de la Reine Effet de la Lettre circulaire. On dit que le Comte d'Aversberg sera rappelé. L'Empereur croit que la Negociation pour la Paix est un artifice de la France On dit que l'Empereur joindra ses armes aux Danois. Les Impériaux ne sont pas néanmoins fort assurés des Danois. Soins que Mr. de la Thuillerie en doit avoir. Ils interpellent les Mediateurs, pour être témoins de leur conduite. Leurs plaintes contre les Commissaires Imperiaux. Ceux-ci différent d'y répondre.*

M A D A M E,

N O U S aurions bien expliqué nos sentimens par notre Dépêche du 29. du Mois passé, si nous avions donné sujet à V. M. de croire par notre discours, que ce qui a été fait ici envers l'Ambassadeur de Venise, fournisse un prétexte nouveau à tous les autres Princes & Etats, d'augmenter leur prétention. Nous avons bien crû qu'il y a une telle jalousie entre lesdits Princes, & qu'ils tirent tellement à conséquence ce qui se fait en sa faveur, pour s'en prévaloir, dans le desir que chacun d'eux a de s'avancer, & d'obtenir de nouveaux honneurs, qu'il est comme impossible de se garantir de cet inconvenient; mais nous n'avons pas estimé pour cela, que cette jalousie soit née d'aujourd'hui, ni qu'elle procède seulement de ce qui a été pratiqué par nous, à l'endroit de l'Ambassadeur de Venise. Nous pouvons assurer avec verité V. M. Madame, que ce n'a point été notre pensée; nous savons trop bien que le traitement que nous avons eu ordre de faire à Mr. Contarini, n'est pas un honneur nouveau, & que, sous le Regne des deux derniers Rois, les Ministres de la République de Venise ont été en possession, par tout, d'une entiere égalité avec ceux de France, dans laquelle même ils sont toujours demeurés avec tant de pointilles, qu'ils ont pris garde dans les accompagnemens, à ne faire pas une seule démarche par dessus ce qui avoit été fait en leur endroit par les Ambassadeurs de France.

Il se peut bien faire, que, par nos avis particuliers, nous avons trouvé quelque chose de rude à l'introduction de cette Coutume, & à la pra-

Affaire du  
Ceremoniel.



1644.

pratique trop exacte, qu'en font les Ministres de la République; mais nous avons remarqué en même tems, que c'est un mal, que le long usage a rendu sans remede. Et il faudroit combattre le sens commun pour n'avouer pas, qu'il y a autant d'égalité entre deux Ambassadeurs, qui se laissent respectivement sur le haut degré, qu'entre ceux qui s'accompagnent tous deux jusques au Carosse; & que cette sorte de vivre différente ne fait que pratiquer une même égalité, en deux diverses manieres.

Ce jugement que nous avons fait d'abord a été ce qui nous a le plus étonné, que Mr. Contarini, pour une diversité de si peu d'importance, & parmi deux coutumes différentes, que nous pouvons suivre, sans nous faire préjudice l'un à l'autre, ait voulu rompre le commerce avec nous, & ne visiter pas l'un de nous à son arrivée, pour nous obliger de traiter plutôt, comme il disoit qu'on avoit fait en Angleterre, que comme il est certain qu'on avoit toujours fait à Rome, jusques aux dernières années. Nous n'avons jamais prétendu de lui, ni l'un ni l'autre, en le visitant, que les mêmes honneurs qui lui avoient été faits en recevant sa visite; dans l'incertitude où nous étions de ce qui se pratiquoit aujourd'hui à Rome, où Mr. Contarini soutenoit que l'ordre ancien avoit été changé, depuis que les Impériaux & Espagnols avoient fait à ceux de la République le même traitement que ceux de France.

Nous l'avions seulement prié de trouver bon que nous eussions les ordres de V. M. pour être éclaircis de cette verité, & cependant, pour éviter l'éclat, nous lui propositions de ne rompre pas la communication avec nous, puisque nous ne prétendions aucun avantage sur lui, & qu'il lui devoit être indifférent en quelle façon l'égalité fût observée entre lui & nous, pour un tems, en attendant l'éclaircissement de ce qui se pratiquoit à Rome; vû même que, quand nous n'aurions pas fait, à l'endroit des Ambassadeurs de l'Empereur & du Roi Catholique, en les accompagnant, tout ce qui est de la coutume, ce qu'ils eussent pu faire, pour en avoir raison, eût été de nous rendre la pareille, comme nous consentions que fit Mr. Contarini.

Nos premieres Dépêches sur ce sujet, Madame, ont principalement représenté à V. M. notre étonnement de ce que Mr. Contarini, pour un sujet si léger, avoit voulu faire une espece de rupture, sans nous donner loisir d'apprendre, par la voix des Ministres du Roi, si ce qu'il disoit d'Angleterre & de Rome étoit véritable. Il y a long-tems que tous les Ministres, qui vont après Venise, ont jalousie du traitement qu'on fait aux Ministres de cette République, parce qu'on le refuse aux leurs; mais ce seroit trop ignorer la forme de vivre, qui a été pratiquée jusques ici, dans toutes les grandes Cours, que de croire que, pour avoir pratiqué l'égalité entre les Ambassadeurs de France & de Venise, d'une autre façon qu'elle n'avoit été établie, il y a quelques années, on eût donné aux autres Princes un nouveau droit de prétendre. Comme leur prétention n'est pas d'aujourd'hui, ils ne sauroient l'avoir fondée sur ce qui a été fait ici depuis peu, & cette pensée étant sans aucun fondement, nous aurions eût tort de l'avoir, & encore plus de l'écrire à V. M. A la verité, Madame, ayant reçu du Secrétaire Braslet, en même tems que nous faisions notre Dépêche du 29. Avril, une Lettre par laquelle il nous donnoit avis, que Messieurs les Etats s'enqueroient, avec une grande curiosité, de ce qui avoit été fait ici avec l'Ambassadeur de Venise, & qu'ils publioient, en se plaignant, qu'on lui avoit accordé une nouveau-

T O M. II.

1644.

té avantageuse; que cependant on leur refusoit les anciens avantages, desquels ils avoient été en possession, nous crûmes devoir faire savoir leurs plaintes à V. M., non pas comme les croyant justes & bien fondées; mais afin que V. M. fût avertie qu'elles lui seroient faites, & qu'Elle eût le tems d'y faire préparer la réponse, puisque la même Lettre nous aprenoit qu'ils devoient bientôt faire partir leur Ambassadeur extraordinaire, pour aller représenter à V. M. leurs Interêts sur ce sujet.

Toutes ces prétentions pour le rang étant d'ordinaire soutenuës, autant par caprice, que par raison, nous avons estimé qu'il importoit au service de V. M. qu'Elle fut informée des prétextes imaginaires que ces Mediateurs pouvoient prendre, pour appuyer la leur, aussi bien que des considerations plus solides qu'ils avoient dessein d'alleguer, pour en venir à bout. V. M. se pourra souvenir, Madame, que de la Haye nous lui avons souvent fait entendre que rien ne touchoit tant Messieurs les Etats, que l'exemple de Venise. Ils n'avoient pas l'assurance de demander directement pour eux l'égalité avec la France, mais ils le faisoient indirectement, en témoignant, avec très-grande aigreur, qu'ils ne souffriroient jamais, qu'on établit aucune inégalité entre Venise & eux; ce qui montre bien clairement que ce qui est arrivé ici depuis ne leur a pas donné cette pensée, qu'ils avoient long-tems auparavant.

Quant à l'Ambassadeur de Savoye, Madame, nous reconnoissons aussi fort bien, que ce qui a été fait avec Mr. Contarini ne sauroit lui fournir aucun sujet de nouvelle prétention, puisqu'à Rome, où nous aprenons qu'on pratique aujourd'hui la même chose, il ne laisse pas de visiter l'Ambassadeur de France, sans avoir de l'Excellence, ni la main droite, & sans que l'exemple de ce que l'on fait à l'Ambassadeur de Venise en cette Cour-là l'en empêche. A la verité si l'on est contraint d'accorder quelque chose de nouveau à ceux de Messieurs les Etats, nous croyons bien qu'il seroit difficile de nous garantir des plaintes de celui de Savoye, si l'on ne faisoit rien pour lui.

Cela nous fait croire que, s'il arrive avant ceux des Provinces Unies, il n'aura point encore d'exemple qui lui fâche, & il semble qu'en ce cas, l'intention de V. M. est, qu'on demeure avec lui dans les anciennes formes, ce que nous tâcherons de faire; mais s'il ne se rend ici qu'après eux, ou bien qu'y étant venu auparavant, il voye que l'on ait pris avec eux quelque expédient pour les satisfaire; nous pourrions alors, pour ne le pas mécontenter sur les plaintes qu'il en fera, lui accorder l'Excellence dans les visites, sans lui donner la main; & de cette sorte nous n'avons pas sujet de craindre que cela fasse préjudice à la Dignité du Roi, ni établisse aucune sorte d'égalité; puisque nous aprenons, par les exemples contenus dans le Memoire qui nous a été donné, que ce Titre d'Excellence est bien souvent donné dans Rome à des Princes & Grands Seigneurs, auxquels on ne donne pas la main droite, & qu'en toutes autres rencontres on traite d'Inferieurs. Nous nous sommes souvenus à ce propos, que Messieurs les Cardinaux, & mêmes les Neveux de la Sainteté donnent, en parlant & écrivant, le même titre aux Ambassadeurs des Couronnes, auxquels ils ne donnent pas la main, & ne les traitent pas d'égaux, en toutes les Ceremonies publiques.

La peine, Madame, où nous avons toujours été de prendre parti, & même de former un bon avis sur la prétention de Mes-

H 2

sieurs

1644.

seurs les Etats, nous a obligé de témoigner à V. M. par nos Dépêches précédentes, que c'étoit l'affaire qui nous donnoit le plus d'inquietude, comme elle fait encore. Nous voyons en cette rencontre les deux plus puissantes considérations, que les Souverains puissent avoir, directement opposées l'une à l'autre, à savoir celle de leur Dignité & du bien de leurs affaires.

Quand Messieurs les Etats demandent, qu'on les traite à l'égal des Têtes Couronnées, & que les Ambassadeurs du Roi se relâchent pour aller de pair avec eux, ils blessent la première; mais quand, sur le refus qu'on leur en fait, ils témoignent leur mécontentement avec tant de chaleur, & que nous aprenons que tous leurs Peuples, jusques dans les moindres Villes, s'en plaignent hautement, comme si on leur faisoit une grande injustice, il y a sujet d'appréhender pour la deuxième. Leur conduite est si mal réglée & si peu ferme, que, dans une occasion, où quelque fausse impression leur auroit fait croire, qu'ils seroient maltraités, ils seroient capables de prendre un Conseil précipité, sans s'arrêter beaucoup, ni aux obligations qu'ils ont à la France, ni à celle du Traité qui a été fait avec eux. L'effet d'une telle résolution en seroit d'autant plus à craindre, que leur accommodement avec les Ennemis, comme nous avons ci-devant marqué, peut être conclu en vingt-quatre heures. C'est pourquoi, Madame, nous avons toujours estimé, qu'il y falloit chercher quelque expédient.

Il est bien vrai, Madame, que les deux que nous avons proposé à V. M. avoient été mis sur le tapis, avant notre départ de la Haye; mais seulement en particulier, parlant à quelques-uns des Principaux de leur Etat, & traitant avec Monfr. le Prince d'Orange, & ceux de leur Conseil, à qui nous en parlions, n'ayant point aussi l'autorité d'en traiter; ce furent plutôt des discours jettés en passant, pour découvrir leurs sentimens, que pour y prendre possession. Il est vrai, Madame, qu'ils ne parurent pas alors éloignés de les accepter; mais ayant toujours reconnu dans leur forme de traiter, que, quand une chose est accordée, elle ne les oblige pas de se relâcher pour le reste, & qu'au contraire ils s'en servent comme d'un degré pour passer plus avant, nous demeurâmes sur la retenuë, aussi bien qu'eux, & l'on ne s'en expliqua pas assez clairement de part ni d'autre, pour pouvoir assurer, que la difficulté eût pu dès-lors être terminée par l'un de ces deux expédiens, sans y ajouter ou diminuer.

Voilà, Madame, ingenuement, tout ce que nous en favons. Si nous étions encore sur les Lieux, ou qu'il y eût ici quelqu'un de leur part, nous pourrions les sonder de nouveau, pour en apprendre davantage; mais cela n'étant pas, V. M. jugera peut-être plus à propos de les laisser venir à elle, & d'entendre l'Ambassadeur qu'ils doivent envoyer en France, pour en parler, que de leur faire faire l'ouverture, qui les pourroit convier à demeurer plus fermes, principalement si elle venoit de nous, à présent que nous sommes séparés d'eux. Il importe bien, si l'on doit prendre quelque temperament avec eux, qu'il soit arrêté avant leur venuë en ce Lieu, qui est pour terminer une des principales difficultés, qui est la première visite; mais nous supplions très-humblement V. M. de considérer combien il est malaisé, que cette Negociation passe par nos mains, aujourd'hui que nous sommes éloignés les uns des autres, que l'Ambassadeur de V. M. n'est plus en Hollande, qui pourroit agir avec plus d'autorité, en ces matieres d'honneur, qu'un Secretaire, & que Monfr. le Prince d'Orange, qui y

peut beaucoup, se trouve aussi séparé des Principaux du Conseil. Nous ferons néanmoins fort fidèlement ce que V. M. aura agréable de nous commander, en cas qu'après avoir considéré les inconveniens que nous avons l'honneur de lui représenter, elle persiste à vouloir que nous y travaillions.

L'Ordonnance du Roi, qu'il a plu à V. M. de nous envoyer, pour reformer tous nos Pouvoirs, s'il est nécessaire, & convenir ici d'une forme, qui puisse contenter tous les Intéressés, est une preuve si évidente des saintes intentions de V. M. pour l'avancement de la Paix, qu'elle doit fermer la bouche à nos Parties, & faire cesser les soins qu'ils prennent de persuader le contraire.

Cette piece nous servira beaucoup pour nous garantir de leurs artifices, dont nous sommes en perpetuelle peine de nous parer. Comme ils voyent aujourd'hui la Negociation arrêtée par l'interêt de Danemark, que les Impériaux ne veulent pas abandonner, & qu'ils prétendent faire comprendre dans le Traité général, ils n'oublient rien, pour faire croire que le retardement vient de nous; si bien que néanmoins il semble, pendant la cessation du Traité, que toute l'industrie est employée de part & d'autre à rejeter la faute sur son Compagnon. Nous y avons, grâces à Dieu, cet avantage, que nos Parties sont réduites à se servir de la fraude & du mensonge pour tromper les peuples & que nous n'avons d'autre peine qu'à publier la vérité pour les desabuser.

Les derniers avis de Francfort, & ceux que nous recevons de plusieurs autres endroits, nous confirment ce que nous avons eu l'honneur d'écrire à V. M. par notre Dépêche précédente, que les Lettres que nous avons écrites aux Princes & Etats de l'Empire y ont produit un assés bon effet. La plupart des Princes témoignent d'être extrêmement obligés à V. M. de l'honneur qu'Elle leur a fait faire par cette remontrance, qui leur fait souvenir de leur propre bien. Nous n'osions pas en parler de la sorte, si nous ne savions que cela est dû au Conseil que V. M. a pris, lorsqu'Elle nous a commandé de faire cet office, & que ce n'est pas notre Dépêche, ni les raisons dont elle est remplie qui ont causé ce ressentiment dans l'Esprit de plusieurs des Députés. Les Victoires du feu Roi, Madame, & celles qui ont déjà signalé votre Regence, jointes à la prudence, & à la generosité de Votre conduite, sont les veritables raisons qui mettent la France en telle consideration parmi les Etrangers.

L'on nous assure que tous les Députés de la Diette de Francfort, hors ceux de Mayence & de Baviere, ont été d'avis d'envoyer ici des Députés, pour assister, de la part de la Diette en Corps, à la Negociation, & y avoir voix deliberative avec les Plenipotentiaires de l'Empereur. Cette résolution a tellement allarmé le Conseil de Vienne, qu'ils auroient déjà envoyé ordre à lad<sup>e</sup>. Diette, de se separer, s'ils ne craignoient que tous ceux qui ont été d'avis de députer ici en Corps y envoyassent en particulier, quand ils seroient séparés, & qu'ainsi, au lieu d'un ou deux Députés, il y en eût peut-être soixante ou quatre-vingt, qui ne seroient pas toujours favorables aux prétentions de la Maison d'Autriche.

Nous aprenons en même tems, Madame, que les Villes de Lubec, Hambourg & Breme, se disposent d'envoyer ici, & que le reste des Princes & Villes du Cercle de la basse Saxe suivront bientôt leur exemple, & que cependant cette dernière Ville a demandé à son Archevêque, qu'il quitât le Generalat des armes du Roi

1644.

L'Ordonnance du Roi est une preuve des bonnes intentions de la Reine.

Effet de la Lettre Circulaire.

1644.

son Pere, ou qu'il renoncât à l'Archevêché, la Ville, ni les Etats du Pais ne voulans point se mêler des différens de Danemark & de Suede. Tout cela met en grande peine les Impériaux, qui tâchent par tous moyens d'y remédier, & sur tout d'empêcher qu'on ne députe à cette Assemblée; à quoi croyant bien que l'autorité seule de l'Empereur ne seroit pas suffisante, ils eslayent de former une contestation sur ce sujet contre le College Electoral en l'Assemblée des autres Princes & Etats de l'Empire, les premiers prétendans qu'il n'appartient qu'à eux d'être apellés aux délibérations, quand il s'agit de faire la Paix ou la Guerre, & que les autres n'ont droit de suffrage, que quand il est question de régler la Justice & la Monnoye, ou bien quand on veut faire de nouvelles impositions sur les Etats de l'Empire.

Si les Electeurs se trouvoient bien fondés dans ce différent, l'Empereur croiroit avoir gagné sa cause, parce que tenant celui de Treves prisonnier, & tous les autres, hors celui de Brandebourg, étans à sa devotion, il ne lui seroit pas malaisé de conformer toujours leur avis au sien; mais les autres soutiennent, que la raison est entierement de leur côté, & disent que même le serment de l'Empereur, lorsqu'il prend possession de la Dignité Imperiale, l'oblige de ne rien faire en choses importantes sans l'avis des Electeurs, & nommément des autres Princes & Etats de l'Empire.

On dit que le Comte d'Aversberg sera rappelé.

L'Empereur croit que la Negociation pour la Paix est un artifice de la France.

On dit que l'Empereur joindra ses armes aux Danois.

Les Impériaux néanmoins ne sont pas fort assurés des Danois.

Les dernières Lettres de Vienne portent que le Comte d'Aversberg va être rappelé, pour être Gouverneur du jeune Prince, & que le Comte de Lamborg sera mis en sa place à Osnabrug, d'où le premier ne partira, que l'autre n'y soit arrivé, & n'ait fait quelques conférences avec lui, pour être instruit de l'état des affaires. Que l'Empereur, sur l'instance qui lui a été faite de passer outre à la Negociation de la Paix, a répondu, que c'étoit un artifice de la France, de le presser en cette saison, pour le diviser d'avec le Roi de Danemark, & porter celui-ci à un accommodement particulier avec la Suede; qu'il vouloit bien continuer la Negociation commencée, mais seulement après que les Députés de Danemark seroient arrivés à Osnabrug; que cette resolution avoit été prise par l'avis des Electeurs, qu'il vouloit suivre en toutes rencontres; qu'il savoit bien que la France desiroit la Paix, & qu'il la souhaitoit aussi bien de son côté; mais qu'il falloit reformer nos Pouvoirs, où les termes de la Préface ne pouvoient être soufferts; que pour la souscription de V.M. il savoit que ce n'étoit pas l'usage de la France & s'en départoit; mais qu'il falloit nécessairement faire raison sur les autres oppositions alleguées par ses Commissaires.

On ajoute qu'il y a bien resolution prise de joindre les Armes de l'Empereur à celles de Danemark, pour agir de concert contre la Couronne de Suede, & de ne faire point de Traité, sans la participation l'un de l'autre; mais qu'il n'y a point encore d'alliance entre l'Empereur & le Roi de Danemark, ni même d'obligation de ne traiter pas l'un sans l'autre, mais seulement parole de ne rien faire, sans en donner part, & que le Roi de Danemark ne s'est pas voulu engager plus avant, ayant répondu qu'encore qu'il eût été maltraité de la Suede, il ne vouloit pas ouvertement rompre l'amitié, qu'il avoit avec les Confédérés, entre lesquels on dit qu'il a nommé le Roi, & Madame la Landgrave.

Ces avis, Madame, qui viennent de fort bon lieu, font voir que les Impériaux ne sont pas encore si assurés du Roi de Danemark, comme ils le publient, & que cette nouvelle Guerre a bien un peu relevé leurs esperances, pour leur

faire prétendre une Paix plus avantageuse; mais non pas autrement changé la resolution d'y entendre, & de la conclure, lorsque les Députés de Danemark seront arrivés à Osnabrug.

Ils appréhendent merveilleusement que l'entremise de V. M. ne fasse faire un accommodement particulier entre ces deux Couronnes, auquel ils n'ayent point de part. Nous informerons de tout Mr. de la Thuillerie, afin qu'il prenne les mesures les plus avantageuses, qu'il pourra pour le service de V. M. Si tous ces avis sont veritables, comme il y a lieu de les croire, & que le Roi de Danemark, dans les premiers mouvemens de sa colere, ne soit pas entré dans un plus grand engagement, le pis qui puisse arriver désormais, est que les différens qui ont causé cette nouvelle Guerre seront renvoyés à Osnabrug, & nous demeurerons ici quelque tems sans rien faire.

Cependant Mr. de la Thuillerie fera tous ses efforts sur les lieux, pour l'empêcher, afin d'acquiescer à V. M. la seule gloire de cet accommodement, qui facilitera fort le Traité general, s'il est fait séparément. V. M. aura pu voir, dans l'Instruction de Mr. de la Thuillerie, que nous avons dressé ici par son Commandement, que nous n'avons pas oublié de le lui bien recommander; & si V. M. nous fait l'honneur d'approuver notre sentiment, il ne fera peut-être pas inutile de lui en renouveler les ordres, pour lui faire connoître, que c'est la volonté de V. M. quoique certes nous soyons obligés de dire que ledit Sieur de la Thuillerie n'a pas besoin d'être excité aux choses, qu'il reconnoit utiles pour le service de V. M.

Ces jours passés, Madame, nous avons cru devoir faire savoir à Messieurs les Mediateurs, pour justifier d'autant plus notre conduite, qu'ils pouvoient être témoins, qu'il ne tenoit pas à nous, que la Negociation ne fût continuée; & d'autant que les Commissaires Imperiaux avoient ci-devant allegué, que ceux de Suede avoient dit, il y a quelque tems, que la rupture avec le Danemark leur ôtoit le moyen de traiter, jusques à ce qu'ils eussent de nouveaux ordres de Suede, nous avons fait voir auxdits Srs. Mediateurs, pour prouver la fausseté de cette supposition, une Lettre de la Reine de Suede écrite du Mois de Janvier dernier, par laquelle Elle nous assure avoir ordonné à ses Commissaires de persister dans la Negociation de la Paix, sans l'interrompre par ce qui étoit arrivé contre le Danemark, & que, pour témoigner sa bonne disposition, Elle ne s'éloigneroit pas d'accepter la Mediation de la Republique de Venise, en cas que l'on ne voulût pas traiter sans Mediateur. Nous y avons ajouté de grandes plaintes des difficultés qui avoient été aportées au passage de Mr. de la Thuillerie, & les avons supplié de nous faire éclaircir, si on prétendoit revoquer en doute la liberté qui nous est acquise par les Traités préliminaires, & par nos Passeports, d'envoyer en tous lieux, & de recevoir de toutes sortes d'endroits ceux qui nous seront envoyés, sans que les uns ni les autres portans nos Passeports puissent être arrêtés; qu'autrement nous penserions aux moyens de nous tirer de cette contrainte, & serions forcés de demander un autre Lieu pour traiter la Paix, où nous ne puissions pas être assésés.

Les Commissaires Imperiaux ont demandé délai de faire réponse sur le premier point, vraisemblablement pour en communiquer avec le Comte d'Aversberg, & ont déclaré sur le second qu'ils n'entendoient point de donner aucun empêchement aux passages de ceux que nous dépêcherions, ou qui nous seroient envoyés, dont ils donneroient toutes les assurances nécessaires,

1644.

Soins que Mr. de la Thuillerie en doit avoir.

Ils interpellent les Mediateurs pour être témoins de leur conduite.

Leurs plaintes contre les Commissaires Imperiaux.

Ceux-ci different d'y répondre.

1644.

faire, ayant tâché d'excuser par de mauvaises raisons ce qui a été fait à l'endroit de Mr. de la Thuillerie. Nous sommes &c.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 30. Mai 1644.

*Au sujet du Sieur de Bregy.*

MESSIEURS,

Au sujet du  
Sieur de  
Bregy.

JE vous ai ci-devant mandé que Sa Majesté s'étoit bien résoluë d'envoyer le Sieur de Bregy vers vous, lequel en peu de tems se fera connoître, & sans doute la gentillesse de son Esprit vous conviera à lui donner part en votre confiance, & en votre affection. Sa Majesté l'estime digne d'être employé, & croit qu'ayant commencé à l'être sous vous, Messieurs, il pourra ensuite être continué en diverses occasions de conséquence, qui s'offriront. Je vous dirois volontiers, que Monsieur son Père a toujours été de mes bons amis, & que j'honore Madame sa femme, & lui aussi, pour l'avoir connu plein de cœur & de générosité. Je n'avance pas ces choses, prétendant par elles lui servir auprès de vous, car je lui ferois tort de le recommander que par son propre mérite. Je suis &c.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 4. Juin. 1644.

*Sur le même sujet.*

MESSIEURS,

Sur le même  
sujet.

CETTE Dépêche vous sera renduë par le Sieur de Bregy, que Sa Majesté vous envoie, comme une personne qu'Elle affectionne & qu'Elle estime, & en qui prenant confiance Elle aura bien agréable que vous l'employiez aux occasions de cette nature, qui se pourront présenter dans le cours de cette Negociation,

1644.

pour faire traiter avec les Princes d'Allemagne ou d'autres. J'y ajouterois encore ma recommandation si, après celle que Sa Majesté vous fait, je ne connoissois bien qu'elle seroit superflue, & que vous ferez bien aisé d'obliger une personne de sa naissance, & de son mérite.

Je pensois vous adresser par lui une ample réponse à toutes vos Dépêches; mais m'étant survenu des affaires, qui n'ont pu souffrir de retardement, je remets à vous l'envoyer par le Gentilhomme de Monsieur d'Avaux, qui est ici & que nous dépêcherons infailliblement au commencement de la semaine. Sur ce je demeure &c.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 14. Juin. 1644.

*Raisons pourquoi on ne doit rien donner aux Suedois. Mr de la Thuillerie a fait heureusement son voyage Ce qui regarde le Ceremoniel. Touchant la Baviere Réponse donnée au Cardinal Grimaldi par le Duc de Baviere. La prise du Fort Philippes.*

MESSIEURS,

J'AI entretenu bien au long Monsieur le Comte de Brienne des justes raisons que nous aurions de nous défendre de rien donner aux Suedois, pendant qu'ils ne songent qu'à employer notre argent à poursuivre une guerre, où tant s'en faut que nous ayons intérêt, qu'elle nous est grandement préjudiciable, nous contraignant à redoubler les dépenses d'Allemagne, & qui les devoit obliger plutôt à nous offrir des assistances, pendant qu'ils la continueront qu'à nous les demander. Je ne m'étendrai pas comme je pourrois sur ce sujet; parce qu'outre que le Sieur de Brienne s'est chargé de vous le mander, vous le jugerez en cela, aussi bien que nous, & reconnoîtrez assez, qu'ayant comme abandonné les affaires d'Allemagne à la discretion de notre Ennemi commun, pour s'engager, contre toute bienfiance, & sans notre consentement, & même à notre insçu, à vanger une querelle particulière, qui ne nous touche point, & qui est capable d'occuper dorénavant leurs principales forces, nous pouvons avec justice leur refuser les assistances ordinaires, jusqu'à ce que nous soyons assurés, qu'elles seront employées à l'effet pour lequel nous sommes obligés de les fournir. Le Roi n'a jamais entendu payer les armées des Suedois pour faire la guerre contre le Danemark. Il leur a bien promis cinq cens mil Écus par an, pour combattre la Maison d'Autriche dans l'Allemagne; mais que s'étant si peu touchés de nous

Raisons  
pourquoi on  
ne doit rien  
donner aux  
Suedois.

en



1644.

en remettre tous les soins, & de nous laisser tomber sur les bras les frais entiers de cette guerre, & le faire, ils prétendent encore que nous contribuons tous les mêmes secours, qui peut-être ne serviront qu'à leur donner moyen de continuer dans les choses du monde, qu'ils eussent pu entreprendre les plus préjudiciables aux Intérêts de cette Couronne, c'est ce que nous aurions grand'raison de refuser, particulièrement après que la résolution qu'ils ont prise, sans notre participation, de s'embarrasser dans cette affaire, a jeté Sa Majesté, comme j'ai dit ci-dessus, dans des dépenses qui surpasseront la somme qu'Elle est obligée de leur donner. La levée de Marfin, que nous n'aurions point faite sans cette considération, coûte déjà cent cinquante mil Risdales, & nous ne sommes encore qu'au commencement de la Campagne. Il en a fallu donner cent mil d'extraordinaire à Madame la Landgrave, pour soutenir ses affaires, & défendre ses Etats, qui se trouvant exposés, par l'éloignement de l'armée Suedoise, il a fallu dépenser beaucoup au delà de ce que nous aurions fait, pour fortifier Monsieur de Turenne, & le mettre en état d'agir utilement contre tant de Troupes, que les ennemis peuvent maintenant lui opposer. J'ai néanmoins procuré, que le Roi passeroit toutes ces considérations, & qu'on pourvoiroit au fonds accoutumé, pour mettre toujours davantage les Suedois dans leur tort, & leur ôter toute occasion de laisser plus longtems l'Allemagne en proie à l'Ennemi. Il sera de votre prudence & de votre adresse d'en ménager avec eux la Negociation, en sorte que cet argent ne soit pas perdu pour nous, comme il le seroit si Monsieur Torstenson ne revenoit bientôt avec toutes ses forces dans l'Allemagne, ou du moins avec la plus grande partie, ainsi qu'il a toujours fait espérer; Sa Majesté se remettant néanmoins, nonobstant tout ce que dessus, à ce que vous estimerez à propos de résoudre.

Mr. de la  
Thuillerie a  
fait heureu-  
sement son  
voyage.

J'ai reçu l'Instruction que vous avez dressée tous deux, ensuite des ordres du Roi, pour Mr. de la Thuillerie, & suis extrêmement satisfait d'apprendre qu'il ait passé heureusement, nonobstant les traverses des Ennemis. Il y a lieu de bien espérer de sa Negociation, si le Roi de Danemark peut être rendu capable, que toutes les propositions que nous lui faisons ne tendent qu'à son bien, & à le faire sortir d'une mauvaise affaire; que cependant celles des Impériaux ne vont qu'à sa ruine, puisqu'elles n'ont d'autre but, que de faire durer la guerre, dont la continuation en toutes façons lui sera très-dommageable, attendu qu'étant dans le Siège, il ne sauroit éviter qu'une entière desolation, à quoi ceux qu'il appellera à son secours ne s'épargneront gueres moins que ses Ennemis.

Vous verrez ce que vous mande Monsieur de Bienne du temperament qu'on a estimé qui se pourroit peut-être prendre avec Messieurs les Etats, pour les satisfaire, sur le traitement des Ambassadeurs en Danemark. On a considéré que les Ambassadeurs de l'Empereur & d'Espagne ne font pas difficulté en cette Cour, à Venise, & en Angleterre, de donner la main chez eux à des Ambassadeurs de même qualité que ceux de Hollande. On a donc proposé, tout à leur imitation, Si ceux du Roi en Danemark, & autres Lieux, considérés moins que Munster, ne pourroient pas se relâcher à faire le même envers ceux de Hollande, pourvu que Messieurs les Etats en demeuraissent satisfaits; pour ne rien prétendre au delà avec nous. Sur quoi on attendra vos sentimens.

Touchant la  
Baviere.

Sur ce que Monsieur le Cardinal Grimaldi écrit au Duc de Baviere, en partant, de la

bonne volonté qu'il trouvoit en la Reine pour tous ses Intérêts, quand effectivement il voudroit contribuer au repos public, en sorte qu'il se pût établir avec reputation de cette Couronne, prenant les précautions nécessaires contre la grandeur de la Maison d'Autriche, en quoi lui & les autres Princes d'Allemagne ont plus d'intérêt que la France même.

Il a fait une réponse fort civile audit Sieur Cardinal, qui me l'a adressée de Gennes, & comme je vous envoie l'extrait, je ne vous dirai autre chose, si ce n'est que, s'il envoie quelqu'un de ses Ministres à Munster, comme il est résolu de faire, vous devez le ménager, en sorte que nous en tirions du profit, pour le faire venir à notre point. Nous savons fort bien que ce Duc est extrêmement fin, & adroit, & qu'il n'y a artifice qu'il ne mette en jeu, pour parvenir à son but; mais nous savons aussi bien qu'il régle sa conduite par ses intérêts, & qu'il ne doute point qu'il ne soit en notre pouvoir de rendre sa condition meilleure, soit pour ce qui regarde l'Electorat, & le Palatinat, soit par d'autres moyens. Il sait fort bien que conjointement avec lui, nous pouvons mettre la Maison d'Autriche en l'état qu'il faut, pour donner moyen aux Princes de l'Empire d'user plus librement de l'autorité qui leur appartient, & pour empêcher doresnavant cette Puissance de troubler le repos de la Chrétienté. Je vous prie même d'examiner s'il ne seroit point à propos de faire savoir audit Duc, par quelque moyen secret, que vous aviserez, les ordres que vous avez de Sa Majesté de traiter confidentiellement avec lui, & d'agir pour les avancements de ses Intérêts, à mesure qu'il vous fera connoître, par des témoignages effectifs, la bonne volonté, & affection qu'il confesse avoir pour cette Couronne.

Réponse  
donnée au  
Cardinal  
Grimaldi par  
le Duc de  
Baviere.

Je suis bien aise d'avoir arrêté quelques jours ce Gentilhomme, afin qu'il vous puisse porter la bonne nouvelle, que nous venons de recevoir par le Courier, de la prise du Fort Philippes, duquel dépendoit entièrement celle de Graveline. Voilà, Dieu merci, les secours de la Mer bouchés; ce qui causeroit ma plus grande appréhension. Il ne reste plus d'esperance aux Ennemis de sauver la Place, qu'en donnant bataille, ce que leur foiblesse, & le bon état de notre circonvallation, qui est entièrement achevée, & se perfectionnant tous les jours, les empêchera sans doute de tenter. Il n'est pas croyable à quel point les Ennemis sont étonnés que nous ayons osé faire une si grande & si difficile entreprise; ils avouent qu'ils sont si étourdis à ce coup, auquel ils n'eussent jamais pensé, qu'ils ne savent où donner de la tête. Tous les Officiers de l'armée nous mandent qu'ils seront dans un mois Maîtres de la Place, après l'ouverture de la Tranchée, qui commencera demain. Je suis de tout mon cœur &c.

La prise du  
Fort Philip-  
pes.

Extrait de la Lettre de Monsieur le Duc DE BAVIERE, à Mr. le Cardinal GRIMALDI, envoyé avec la Dépêche de Monsieur le Cardinal MAZARIN.

Le 14. de Juin. 1644.

IL s'excuse que la brièveté du tems, au départ de l'Ordinaire, ne lui permet pas de répondre à sa Lettre, aussi amplement qu'il souhaitoit, mais qu'il y satisferoit par la premiere.

Que cependant il veut bien dire que, pour introduire la bonne correspondance, dans laquelle il désire s'établir avec cette Couronne; suivant l'espérance que Monsieur le Cardinal

Mazarin lui donne, qu'il y trouvera toute facilité; il souhaiteroit bien qu'il eût à Paris quelque personne de sa connoissance, à laquelle il se pût confier pour traiter continuellement; mais qu'à ce défaut il se disposera d'y envoyer une personne exprès, pourvu qu'on lui envoie auparavant un Passeport, conçu en telle forme, que sa personne fût non seulement dans une entière sûreté, mais qu'elle pût toujours demeurer inconnue à Paris.

Pour ce qui regarde le Traité de Paix à Munster, encore qu'il y ait d'autres Electeurs destinés à y assister de la part du College Electoral, par le moyen de leurs Ambassadeurs, il ne laissera pas de dépêcher un de ses Ministres, comme personne privée, avec ordre de recourir à Messieurs les Plenipotentiaires de la Couronne de France, & se prévaloir aux occasions de la confiance, que ledit Sieur Cardinal lui a plusieurs fois assuré qu'il rencontreroit en France, à quoi ledit Envoyé aura ordre de correspondre de son côté avec toute sorte de respect, & d'observance.

## M E M O I R E

Envoyé avec la Dépêche de Monsieur le

## CARDINAL MAZARIN.

Le 14. Juin. 1644.

Ragioni per le quali la Francia deve procurar il Matrimonio della Regina di Svezia col Rè di Polonia, e l'Unione di quei due Regni.

1. *Perche facendosi Capo dell'armi Suecisi in Germania, un Rè Catolico amato e stimato in tutta la Christianità de Principi e Popoli dell' istessa Religione cessarà universalmente quelle hostilità che fanno hoggi alla Francia tutti piu zelanti Catolici che credono che i progressi dell' istessa Corona & la grandezza del partito è la totale ruina del Catholicismo.*

2. *Cessarà la Legua Catolica di Germania che abbraciarà il partito dell'istesso Rè, o riceverà la sua protezione restando libero alla Francia il possesso del Reno col disegno di tener quivi la piu forte & dispendiosa armata ch' habbi oggi quel Regno che restarà sicuro da qual si voglia oppressione dalla parte dell' Imperio & della Germania.*

3. *Perche venendo il Rè di Polonia potente in Germania potrà stringere gli Austriaci d'accettare quella Pace che piu piacerà alla Corona di Francia.*

4. *Perche la grandezza di quel Rè o di quella Real Casa non può esser formidabile a questo Regno mentre dipende dall' Elezione della Nobiltà Polacca, laquale non ama l'Unione delle Corone e nella nuova Elezione dichiarerà nuovo Rè disunito dalla Svezia.*

5. *Perche si tratta di Rè guerriero magnanimo & grato, che essendo Padrone del suo Regno Hereditario godrà dell'occasione di poter far servizio al Re tanto relativo alla Corona di Francia, & offerirà il braccio & la spada senza qualche timore per l'avanzamento del medesimo.*

6. *Per-*

*Raisons qui engagent la France à procurer le Mariage de la Reine de Suede & du Roi de Pologne, & l'union de ces deux Royaumes.*

1. *Parce que si un Roi Catholique, fort aimé & fort considéré de tous les Princes & du Peuple de la même Religion, étoit le Chef des armes Suedoises en Allemagne, toutes les hostilités, qui sont à présent entre les Catholiques, cesseroient, parce qu'ils sont persuadés, que les progrès de la Suede, & sa puissance appuyée de la France, sont la ruine de leur Religion.*

2. *Il est certain que la Ligue Catholique embrasseroit alors le parti du Roi, ou qu'elle demanderoit sa protection, le Rhyn resteroit libre à la France, dans le dessein d'y maintenir le plus de ses forces, & elle se mettroit à couvert de toutes les entreprises des Imperiaux.*

3. *Si la Puissance du Roi de Pologne s'étendoit en Allemagne, les Autrichiens seroient assurément plus pressés & plus obligés à admettre les propositions & les conditions de la France.*

4. *La Puissance de la Maison du Roi de Pologne ne peut donner aucune jalousie à la France, parce que le Royaume étant électif, la Noblesse de Pologne, qui ne souhaite pas l'union des deux Couronnes, choisiroit, après la mort du Roi, un autre qui n'eût aucune dépendance de la Suede.*

5. *Le Roi étant belliqueux, magnanime, & aimé, s'il étoit Souverain d'un Royaume Hereditaire, il se serviroit de l'occasion pour rendre des services considérables à la France, dont les progrès ne lui seroient point de peine, les considérant comme son plus grand avantage.*

6. *Parce*

1644.

6. Perche il Rè è dell'istesso sangue Cugino della Regina, è della medesima Religione che senza dubio deve unir più gli affetti, & far estimar proprii i comuni Interessi.

7. Perche essendosi veduto che gli Austriaci, ben che amici della Real Casa di Polonia, hanno applaudito la separazione, come hò detto primo, de la grandezza & unione di quei due Regni, senza voler mai rispondere ad alcuna richiesta che li hanno fatto. Quello di tentare la ricuperazione per la via de la Francia sarebbe, contraponendo le sue forze all'intentione del Nemico, per riuscirli e attirarsi in perpetuo quella Real Casa.

8. Perche la Francia nel futuro questo Matrimonio potrà capitar con l'una & l'altra Corona e cavarne la satisfazione & vantaggio che le pareranno a proposito.

6. Parce que le Roi est parent de la Reine, d'une même famille, & de même Religion, ce qui les doit unir davantage, & rendre leurs Intérêts communs.

7. Parce que les Autrichiens, quoiqu'ils soient amis de la Maison Royale de Pologne, ont applaudi à la separation des deux Royaumes; ils n'ont pas même voulu répondre aux demandes qu'on leur a faites pour entreprendre leur réunion. Si cette union arrivoit par le moyen de la France, elle s'attacheroit pour toujours la Maison Royale de Pologne.

8. Par le moyen de ce Mariage, la France pourroit faire une Capitulation avec l'une & l'autre Couronne, selon ses avantages.

1644.

### Ragioni per le quali si deve desiderar il Matrimonio della sua Regina col Rè di Polonia.

1. **P**erche havendo gli Allemani due guerre sì importanti come quella dell'Imperio, e l'altra di Danemarka col sospetto della mossa del Moscovita, e del Polaco, la Svezia dee desiderar un Re il più guerriero & riputato ch'habbi la Christianità. Ne si vede chi possa trovar altri pari a Ladislao quarto, glorioso & accreditato in tanti alte Impresse & attioni gloriosissime.

2. Per la gran bontà ch'accompagna il valor di quello Rè amato e lodato ugualmente da Amici & Nemici, che a imparato a governar con universal satisfattione, senza novità & turbolenza, massime in materia di Religione, & che non chiama regnare altro che il beneficiare.

3. Per la grand saviezza & intelligenza del medesimo, per la quale, doppo haver finito in un anno gloriosamente le guerre importantissime, ha saputo poi conservar nel suo Regno per dieci anni quella Pace di che hoggi è privo tutto il resto della Christianità.

4. Perche il Rè di Polonia, in consideratione che 'il Regno di Suecia sarà proprio & quello di Polonia elettivo, amara sempre più il partito Suecico & i particolari Signore di Suecia inalzandoli, & gratificandoli per assicurarsi maggiormente della loro benevolenza, massime mentre sarà assente da quel Regno.

5. Perche questo è il vero Sangue di Suecia, & l'unico ramo che resta di quella Casa che ha liberata la Suecia da una horrenda tirannide, & è qui la resa gloriosa per l'armi appresso tutte l'altercationi.

6. Perche havendo quel Regno capitali Nemici tutti i Principi confinati sarebbe unirsi col più potente, & più sicuro & col qual habbi maggior vantaggio per far opposizione a gli altri & assicurarsi per sempre ne può elegere il migliore più sicuro, & il più potente del Rè di Polonia.

7. Perche gli Regenti nell'istessa essenza continueranno & perpetueranno la tale Regenza tenendo il governo, & il commando in quel Regno.

8. Perche essendo l'unico punto dell'aversione passata de quei Popoli dalla Real Casa di Polonia, la Religione Catolica della quale Sigismundo terzo si mostrava in infinito zelato innovando molte cose nella sua venuta in quel Regno, oggi Usladislao amando per suo genio la quiete

TOM. II.

### Raisons du côté de la Suede.

1. **P**endant que les Imperiaux sont embarrassés dans les guerres de l'Empire & de Danemark, qu'ils sont alarmés des soupçons que leur causent les mouvemens des Moscovites, & des Polonois, la Suede doit choisir le Roi le plus guerrier, & le plus heureux qui soit aujourd'hui en toute la Chrétienté. Il n'y en a point d'égal à Ladislao IV. qui s'est acquis une grande Gloire par plusieurs actions fameuses, & un grand credit.

2. Il est également débonnaire, révérent des Amis & des Ennemis; son Gouvernement est approuvé & applaudi universellement. Il tient pour maxime d'éviter les nouveautez en matiere de Religion, & il est fermement persuadé qu'un Roi ne doit pas être connu pour tel, que par ses bienfaits.

3. Sa Prudence dans l'Art de regner est si éminente, qu'il a su finir dans une année une guerre très-dangereuse, & conserver durant dix ans la Paix & la tranquillité au milieu des troubles de la Chrétienté.

4. Le Roi de Pologne par ce Mariage considereroit le Royaume de Suede comme son bien propre, celui de Pologne étant électif, & il avanceroit les Seigneurs Suedois, afin de s'assurer d'eux pendant son absence.

5. Il est l'unique branche du Sang qui a délivré la Suede de la Tyrannie, & qui par les armes l'a rendue glorieuse parmi toutes les Nations.

6. La Suede ayant des Voisins trop puissans doit s'unir à un Prince qui puisse lui donner le plus d'avantage pour s'opposer à leurs entreprises; elle n'en sauroit choisir de meilleur, ni de plus assuré, ni de plus puissant que le Roi de Pologne.

7. Les Regents jouiront durant son absence d'une Regence perpetuelle dans le Royaume.

8. La Religion ayant été le fondement des dissensions entre la Maison Royale, & les Peuples durant le Regne de Sigismund III. après son avènement à la Couronne; ce motif cesseroit entierement par l'inclination de Ladislao à maintenir plutôt l'union & le repos parmi ses

I

Su-

1644.

quiete de i Populi piu che le fattioni & turbolenze impiegando il suo valore al merito senza alcuna distinzione.

9. Perche la Suecia vienne a guadagnar la pace perpetua colla Polonia ad assicurar gli Interessi che hanno i Grandi di quel Regno nella Livonia, a stabilir gli acquisti, ad aggiungere un'altra Corona alla sua Regina & col calor di questa nova guerra potesse unita dar non piu pace ma legge a suoi Nemici.

10. Perche entrando l'arme Suecica sotto un Capo Catolico ne Paesi Catolici non troveranno piu quella resistenza che si fanno oggi i Popoli per la disperata difesa della Religione.

11. Perche la Casa Gustaviana, che è la gloria & il decoro della Suecia, col possesso di tanti Regni verra a far cosi il contrapeso ne sara punto inferiore ne di potenza ne di grandezza a quella d'Austria.

12. Perche mai potranno sperare piu una occasione cosi bella & commoda d'ingrandire la detta Real Casa & Regno con tal Unione, & parera straordinario che per privato Interesse se ne impedisse l'effetto.

13. Perche non mancaranno maniere di capitular particolarmente per altre satisfattioni pubbliche & private che possono sperar i Suecici da un Rè magnanimo, & che ama la Suecia & il valore de Suecici encor che Nemici.

Sujets, que les factions & les disputes sur cet article, en n'y faisant aucune distinction où il se traite du merite.

9. La Suede par ce mariage auroit une Paix perpetuelle avec la Pologne; & les Seigneurs du Royaume seroient assurez de leurs Interêts dans la Livonie, elle assureroit ses Conquêtes, leur Reine se mettroit une nouvelle Couronne sur la tête, & par cette union, durant cette guerre, donneroit la Loi à tous ses Ennemis.

10. Si le Roi de Pologne commandoit les armes de Suede, étant Catholique, on ne trouveroit pas tant de resistance, comme elles trouvent présentement, dans les Pais Catholiques qui combattent en desesperant pour la défense de leur Religion.

11. La Maison de Gustave contrebalanceroit par ce moyen la puissance de celle d'Autriche.

12. La Suede ne pourra jamais trouver une occasion semblable pour s'aggrandir, & ce seroit une chose étrange que par un Interêt particulier on veuille en empêcher l'effet.

13. On ne manqueroit pas de moyens pour régler les affaires publiques & particulieres à la satisfaction d'un chacun, les Suedois devant tout attendre d'un Roi genereux qui aime la Suede & la valeur des Suedois, quoique ses Ennemis.

### Ragioni per le quali La Polonia non deve ostare all'Unione de i due Regni col Matrimonio del Rè di Polonia con la Regina de Suecia.

1. **P**erche vengono a stabilire in perpetuo la pace con la Suecia a cui con infinito dispendio & spargimento di sangue hanno fatte guerre infruttuose per quaranta anni.

2. Perche conoscono per lunga pratica il buon governo del Rè amante della loro libertà, della pace & quiete de suoi Suditi, intento al beneficiare ciascuno, & non mai inclinato ad ingrandir il dominio, e usar severità & rigore sopra i suoi Popoli.

3. Perche, ben che habbiano una Regina di contraria Religione, puol essere che essendo molto savia & prudente, conformandosi col genio & volere del Rè, non farà novità nessuna in Polonia; ma prevenuta dall'affetto verso suoi dell'istessa Religione accarezzerà & promoverà ugualmente ciascuno.

4. L'unione di queste due sì grandi Potenze sarà formidabile a i Moscoviti, Tartari, & Turchi, continui & fieri Nemici, che se prima l'insultavano hora bauranno in horrore d'insultar la Polonia.

5. Per il Dominio del Mar Baltico, che tanto importa al Commercio di quel Regno, venendo sotto il scuto d'un' istessa Maestà.

### Raisons pour lesquelles la Pologne ne doit pas s'opposer à l'union des deux Couronnes par le Mariage du Roi avec la Reine de Suede.

1. **C**ette raison liera pour toujours la Pologne à la Suede, dont les dissensions ont été la cause de tant de sang répandu, & de tant d'argent dépensé pendant quarante années.

2. Les Polonois ont expérimenté le bon Gouvernement de leur Roi, en ce qu'il aime leur liberté, & leur repos, qu'il est bienfaisant, qu'il n'aime pas à s'aggrandir, & qu'il est débonnaire envers ses Peuples, sans user de rigueur ni de severité envers eux.

3. Quoique la Reine soit d'une Religion differente, elle est si sage & si prudente, qu'il est à esperer qu'elle s'accommodera au genie du Roi, qu'elle n'y apportera aucune nouveauté, & que, comme lui, elle protégera le mérite sans distinction de Religion.

4. Par ce mariage la Pologne deviendroit formidable aux Moscovites, aux Tartares, & aux Turcs qui l'ont toujours insultée, & qui ne l'oseroient plus entreprendre.

5. La Pologne seroit la Maîtresse de la Navigation de la Mer Baltique; ce qui lui seroit d'une très-grande importance pour le Commerce.



**Ragioni per le quali la Regina deve  
effettuar le sue Noze col Rè di  
Polonia.**

1. *Perche si è veduto quanto il Rè è affectuo-  
so, & officioso verso la Regina, non la-  
sciando mai infruttuose le sue richieste nel pro-  
curarli tutte le bramate soddisfazioni.*

2. *Per aver un Rè che non solo nel Sangue,  
nel volto & nella presenza, ma anco nel valore  
delle armi, nella prudenza, & amabilità, rap-  
presenta al vivo il suo Padre Gustavo.*

3. *Perche non si sono vedute a i nostri giorni  
Regine piu felici, & contente di quella di Po-  
lonia, per che passando la beneficenza e la col-  
latione delle Vaccanze, chi è la piu dolce e cara  
parte del Regnare, si rende i Popoli quanto piu  
amerevoli tanto piu ossequenti & pronti al suo  
servigio.*

4. *Per la gloria di havere in capo non una,  
ma due Corone tanto principali nella Christia-  
nità.*

5. *Perche i suoi Figliuoli, senza ordine di pri-  
mogéniture, potranno ugualmente concorrere se-  
condo il loro valore nell'elezione alla Corona di  
Polonia.*

**Raisons pour lesquelles la Reine de Sue-  
de doit conclure son Mariage avec le  
Roi de Pologne.**

1. *ON voit clairement l'inclination du Roi  
pour la Reine, & qu'il consent avec plai-  
sir à tout ce qu'elle veut lui demander.*

2. *La Suede verroit sur le Trône un Roi  
semblable au Grand Gustave, non seulement de  
taille & de visage, mais aussi par sa valeur & sa  
prudence.*

3. *Aucune Reine de nôtre tems n'a été si  
heureuse que la feuë Reine de Pologne; c'étoit  
elle qui dispoit de toutes les graces & benefi-  
ces, ce qui est le principal ornement de la Ro-  
yauté, & c'est pour cette raison que le Peuple lui  
témoignoit tant d'amour & d'obéissance.*

4. *La Reine de Suede auroit l'honneur de  
porter sur sa tête deux Couronnes si confide-  
rées dans la Chrétienté.*

5. *Les enfans de ce Mariage, soit l'aîné, soit  
les Cadets, pourroient par leur valeur aspirer, &  
même parvenir à la Couronne de Pologne.*

## MEMOIRE

**Envoyé, avec la dépêche de Mon-  
sieur le Cardinal MAZARIN  
du 14. de Juin 1644. à Mes-  
sieurs d'AVAUX & de SERVIEN,  
contenant plusieurs points qui  
doivent être mis dans l'Ins-  
truction du Gentilhomme qui  
ira, de la part du Roi, en Po-  
logne.**

**L**E Sieur Dominique Roncalli, Resident pour  
le Roi de Pologne en cette Cour, ayant, dans  
les Conferences, qu'il a eues avec le Cardinal  
Mazarin, fait de grandes avances, de la part du  
Roi de Pologne, sur les diverses affaires dont  
l'exécution seroit extraordinairement avantageu-  
se au Roi & à l'Etat, ledit Cardinal Mazarin,  
plûtôt pour ne pas témoigner de mépriser les  
propositions qui viennent de la part d'un si grand  
Prince, que pour aucune croyance qu'il ait que  
la plupart puisse réussir à présent, a voulu dres-  
ser un Memoire succint de l'Instruction qui  
peut être donnée au Gentilhomme qui ira en  
Pologne, afin qu'étant informé de ce qui s'est  
passé ici, il ait le moyen de reconnoître si les  
sentimens du Roi de Pologne sont au point que  
les représente par deça son Ministre, & puisse  
le tenir toujours en bonne disposition pour les  
Interêts de cette Couronne, par les esperances,  
& bonnes paroles qu'il lui donnera, qu'on pen-  
sera ici sérieusement aux moyens de mettre en  
effet les propositions dudit Sieur Roncalli.

TOM. II.

Le principal point, comme étant le sujet de  
son emploi, sera le compliment de condoléan-  
ce, de la part de leurs Majestés, sur l'accident  
de la mort de la Reine de Pologne.

Témoignera le déplaisir qu'a eu la Reine, que  
le malheur qui est arrivé l'ait empêchée de re-  
cevoir la faveur que le Roi de Pologne avoit  
faite à Sa Majesté, en la priant de tenir au Bap-  
tême l'Enfant qui devoit naître.

Remerciera le Roi de Pologne, aux termes  
les plus exprès & les plus obligants qu'il sau-  
ra, des assurances qu'il a voulu donner à Sa Ma-  
jesté par le Sieur Roncalli d'une affection très-  
sincere & très-partiale, & de la confiance qu'il  
a, & veut avoir en tout tems en leurs Majes-  
tés, moyennant qu'elles lui donnent lieu de  
mettre à effet les bonnes intentions qu'il a pour  
le public.

N'oubliera rien pour persuader au Roi de Po-  
logne que leurs Majestés sont très-disposées à  
y correspondre, & que se tenans fort obligées  
des sentimens qu'il a pour elles, il a charge de  
l'assurer qu'il ne s'offrira aucune occasion où il  
s'agisse de la satisfaction & du bien de ses affai-  
res, qu'elles n'embrassent volontiers, pour lui  
donner des marques effectives de leur amitié &  
de l'estime qu'elles font de la sienne.

Pourra même prendre occasion de remercier  
ledit Roi de ce qu'il a fait ici témoigner que la  
seule considération de la France l'a empêché de  
prendre les armes, quand les Suedois ont rom-  
pu contre le Roi de Danemark, ce qu'il fau-  
dra feindre de croire, quoique nous sachions  
assés que d'autres raisons l'en ont retenu, &  
que les Etats du Royaume, sans le consente-  
ment desquels il ne peut prendre de semblables  
résolutions, ont plus servi que notre considéra-  
tion.

Assurera bien particulièrement ledit Roi, de la  
part de leurs Majestés, qu'en toutes occasions  
où elles pourront, sans manquer à des prein-  
res

1644

res obligations, comme on est certain que ledit Roi ne voudroit ni l'exiger ni même le conseiller, elles l'assisteront de tout leur pouvoir en ses Interêts, & dans ses plus pressantes affaires qu'il puisse avoir, comme pour l'Election de ses Enfans à la Couronne de Pologne, elles l'appuyeron de leurs offices, & de tout le credit que la France y peut avoir.

Les Complimens étant achevés, il prendra soin de bien faire connoître audit Roi les sinceres intentions de leurs Majestés pour la Paix generale, exagerera ce qu'elles ont fait depuis le commencement de la guerre pour y parvenir, & au contraire la répugnance qu'y ont nos Ennemis, & ce qu'ils pratiquent tous les jours pour s'en défendre & l'éloigner, dont Messieurs les Plenipotentiaires spécifieront le détail particulièrement, afin qu'il en puisse rendre compte au Roi.

Sur ce sujet il fera comprendre nettement audit Sieur Roi, que les résolutions comme fondamentales de cette Couronne, dans la Negociation de la Paix, dont elle ne se départira jamais, pour quelque raison que ce puisse être, ou quelque accident qui arrive, sont de continuer la guerre, plutôt que d'abandonner aucun des Alliés, le Roi ne voulant acquiescer aucun avantage que ce soit, au prix d'une infidélité, d'autant plus qu'il ne se peut rencontrer à présent aucun avantage apparent, qui dans l'effet ne fût très-préjudiciable à ce Royaume. Le Roi de Pologne, qui est un des plus prudens & des plus avisés Princes de notre Siècle, comprend assez, que, si nos Ennemis étoient une fois venus à bout de nous séparer de nos Alliés, il ne leur seroit pas si malaisé, en formant quelque nouveau sujet de querelle, de mettre nos affaires en mauvais état, de reprendre peut-être sur nous les mêmes avantages que nous avons aujourd'hui sur eux.

Temoignera ensuite audit Roi de Pologne que ce qui a particulièrement touché la Reine, c'a été d'apprendre par le Sieur Roncalli les bons sentimens que son Maître a touchant la Paix & la disposition où il l'a représenté, qu'il étoit de cooperer de son côté, & la procurer de tout son pouvoir par les moyens plus propres à en venir à bout présentement.

Que, dans la passion extrême que la Reine a de donner à la Chrétienté son ancien repos, Sa Majesté a reçu grande consolation, de savoir qu'un si grand Roi avoit non seulement le même désir, mais que les veritables Interêts qu'il a dans l'Allemagne, & dans l'administration de l'Autorité Royale sont entierement conformes à ceux que la Reine peut prendre.

Il prendra l'occasion de mentionner audit Roi ce que le Sieur de Roncalli a temoigné par deça être ses sentimens pour en découvrir encore mieux la verité, l'y engager encore davantage, en le tenant de sa propre bouche & l'y fortifier par les raisons qu'on ne déduit pas ici, puisqu'elles sont assez connues à un chacun.

Les pensées dudit Roi, à ce que nous a dit le Sieur Roncalli, sont premierement :

Qu'il faut procurer la Paix par tous les moyens possibles.

Qu'on doit moderer l'autorité de l'Empereur & établir solidement la liberté Germanique.

Qu'on abolisse à jamais le nom de Roi des Romains.

Que celui qui parlera dorénavant de créer un Roi des Romains, pendant la vie de l'Empereur, soit déclaré présentement Ennemi de la Patrie & Schismatique.

Qu'on augmente le College Electoral jusques à neuf, dont le grand nombre ira toujours

autant à la diminution de l'autorité de l'Empereur.

Que ce pourront être Salsbourg & Palatin, & aussi on accommoderoit avec lui le différend de Baviere pour l'Electorat.

Qu'on ne peut prendre les armes pour faire la guerre offensive, ni faire de Levées, ou donner quartier à des gens de Guerre, sans le consentement des Electeurs.

Que la France & la Pologne fissent ensemble une Ligue offensive, pour procurer conjointement la liberté de la Paix generale.

Sur quoi ayant été représenté audit Sieur de Roncalli par Monsieur le Cardinal Mazarin, que cette union seroit volontiers embrassée par la Reine, mais qu'elle ne se pourroit mettre à effet, les choses demeurant en l'état qu'elles sont à présent, entre la Couronne de Suede & la Pologne.

Le Sieur Roncalli, pour lever tous obstacles, a fait ouverture d'une entiere réunion de ces deux Royaumes par le Mariage de leurs Souverains, laquelle il a accompagné d'un Mémoire que l'on adresse à Messieurs les Plenipotentiaires, des raisons pour lesquelles la France doit procurer ce Mariage, & celles que la Suede & la Pologne doivent désirer.

Il n'y a nulle apparence de croire que la Couronne de Suede veuille jamais consentir à l'exécution de cette proposition ; il y a même lieu de douter si nous la devrions procurer, s'il étoit en notre pouvoir. La Reine se remet néanmoins à Messieurs les Plenipotentiaires d'introduire ou non cette Negociation avec les Ministres de Suede, selon ce qu'ils estimeront devoir faire, parce qu'étant sur les Lieux ils pourront reconnoître de plus près ce qui sera expédient pour son service. Il ne laisse pas cependant d'être à propos de faire connoître au Roi, que ladite proposition a été écoutée avec plaisir, & que leurs Majestés se porteront toujours à faire réussir ce qui lui peut être avantageux, & qui ne sera pas contraire aux Interêts de leurs Alliés, dont avant toutes choses il faut qu'elles soient certaines.

Ledit Gentilhomme prendra donc occasion de flatter ledit Roi du désir qu'auroient leurs Majestés, de pouvoir procurer sa satisfaction en cette rencontre, l'affection qu'elles ont pour sa personne les oblige de passer par dessus les considerations politiques qui ne permettroient pas qu'on contribuât à former une si grande puissance que seroit la sienne, par la jonction de ces deux Royaumes, & de ce que tiennent aujourd'hui les Suedois en Allemagne, qui leur seroit non seulement aisé de conserver, mais d'accroître.

Enfin il pourra assurer ledit Roi que, si la Reine voit jour que cela puisse être, Elle y emploiera de bon cœur tout le crédit qu'Elle peut avoir envers les Regens & les Ministres de la Couronne de Suede ; Et qu'il n'y a chose imaginable qu'Elle ne tente avec chaleur & efficace, afin qu'on puisse de part & d'autre, avec satisfaction reciproque, établir une parfaite union, & correspondance entre lesdites deux Couronnes, & que, dans la Negociation de la Paix generale, & en toute autre occasion, Elle n'oublie rien à cet effet.

Il n'omettra pas aussi d'assurer ledit Roi, que le Roi a résolu d'employer ses offices auprès du Duc de Transilvanie, pour empêcher qu'il n'entreprenne rien contre la Pologne, & pour reparer ce qui pourroit avoir été fait jusques ici, établissant entr'eux une sûreté reciproque, & pour lui témoigner dès à présent que l'on ne lui donne point parole, que l'on ne veuille mettre à effet.

La

1644.

1644

La Reine lui a ordonné de passer, sans perdre un moment de tems, devers le Prince de Transilvanie, pour traiter avec lui sur ce sujet, & le disposer à tout ce que pourra désirer le Roi de Pologne, le priant à cette fin de lui communiquer ses intentions afin qu'il ait moyen de le servir.

Il s'adressera en arrivant à Monsieur le Duc d'Osfolinski, n'omettra rien pour lui persuader l'estime & l'affection que Sa Majesté a pour sa personne, le remerciera de la passion que ledit Sieur de Roncalli a témoigné qu'il avoit pour cette Couronne; lui dira que Sa Majesté lui a donné charge de conférer du tout avec lui à cœur ouvert, & se conduire, en tout ce qu'il lui préférera, dans toute sa Negociation; que la Reine prend toute confiance en lui, & souhaiteroit bien, qu'avec l'agrément du Roi de Pologne, il voulût recevoir en sa personne des marques publiques ou secrètes de l'estime qu'elle en fait, & enfin qu'il n'a qu'à faire connoître ce qu'il peut désirer, & l'assurer que Sa Majesté sera ravie de le faire, & de lui donner toute satisfaction.

Voilà succinctement ce que le Roi estime que pourra dire celui qui ira de sa part en Pologne, si ce n'est que, pour d'autres considérations, que Messieurs les Plenipotentiaires peuvent voir de plus près, ils estiment qu'il faille faire ou aller plus retenu en quelques particularités dont Sa Majesté se remet à leur prudence.

Cependant mes dits Sieurs les Plenipotentiaires seront informés par Monsieur le Cardinal Mazarin, n'ayant pas manqué de faire audit Sieur Roncalli les difficultés qu'il devoit sur tout ce que dessus, même jusqu'à ne lui pas celer que nous avons de divers endroits avis, que sa Mission en cette Cour n'avoit été que par le consentement & à l'instigation des Espagnols, afin de pénétrer nos sentimens par des Negociations feintes & donner en même tems de la jalousie à nos Alliés. Roncalli a fait mille protestations au contraire, & représenté qu'outre les Conseils qu'il nous donne, suivant les ordres qu'il a, pour continuer à agir fortement dans l'Allemagne, à la diminution du Pouvoir de la Maison d'Autriche, il y a d'autres raisons bien puissantes qui nous doivent obliger à ne pas revoquer en doute la sincérité du Roi son Maître, dont il allegue les raisons suivantes.

Les continuel dégoûts que lui ont donné les Ministres d'Espagne, nommément ceux de Naples, lesquels l'ont extraordinairement maltraité, en l'exécution des revenus qu'il a dans ce Royaume, & pour mille fausses esperances dont les autres Ministres l'ont sans cesse abusé.

L'envie qu'il a d'avantager ses Interêts par l'entremise de cette Couronne, en quoi il est prêt de se déclarer ouvertement.

Le désir qu'il a du Mariage de la Reine de Suede qu'il espere par le moyen de la France.

L'accident arrivé de la mort de la Reine sa femme qui seule le pouvoit retenir d'agir selon ses Inclinations & ses Interêts, se prévalant de l'amour qu'il avoit pour elle, à lui inspirer incessamment des pensées à l'avantage de sa famille.

Le souvenir qu'il doit avoir de l'exclusion qu'on lui vouloit former à Vienne pour élever son frere à son préjudice quand il fut élevé à la Couronne.

L'interêt qu'il a d'établir en forte les affaires d'Allemagne, qu'elles ne dépendent pas dorénavant de l'absoluë volonté d'un Empe-

1644

reur, qui peut tous les jours devenir son Ennemi, quoiqu'ils soient à présent en bonne intelligence.

Messieurs les Plenipotentiaires examineront par delà, si ces considérations sont assez puissantes pour nous obliger à y prendre confiance, & enverront s'il leur plaît au Roi leur avis, si supposé qu'on trouve véritablement les sentimens ci-dessus représentés, que le Roi de Pologne a touchant la Paix, avec tous les avantages que la France peut souhaiter, s'ils croient qu'on peut admettre avec les autres Ministres ceux dudit Roi de Pologne, pour Mediateurs dans la Negociation de ladite Paix.

Il n'y a nul doute que qui pourroit bien s'assurer qu'ils voulussent s'entendre avec nous, & agir de concert pour l'exécution de tout ce qu'ils proposent ci-dessus, la Couronne de Suede, bien loin d'en prendre jalousie, devroit le souhaiter, puisqu'elles ne lui font pas moins avantageuses.

Et afin que Messieurs les Plenipotentiaires soient informés généralement de toutes les particularités que nous a dit le Sieur Roncalli, pour les bien examiner, & s'en prévaloir dans les conjonctures, ils sauront aussi que parlant ici de la Negociation de Munster, il a témoigné que le Roi croit extrêmement difficile une prompte conclusion de la Paix, & il a ajouté que, quand on en viendrait à bout, il faudroit toujours nécessairement que ce fût avec quelque diminution de reputation de la Reine, parce que ne pouvant absolument obtenir, que moyennant la restitution de diverses Places, elle seroit attribuée à la foiblesse de la Regence, & en conséquence les peuples concevroient quelque mépris contre l'autorité de Sa Majesté, aussi pense-t-il qu'on pourroit facilement venir à bout d'une longue Trêve, laquelle soit au moins de quinze ans, & dit qu'il la croyoit moins préjudiciable, parce que lorsqu'elle expireroit, le Roi, qui est Mineur à présent, seroit en état d'agir lui-même, & la Reine auroit la gloire de lui avoir remis son Etat aussi florissant qu'Elle l'a trouvé par les victoires du feu Roi.

Pour conclusion nous avons avis que le Grand Duc fait toutes les diligences imaginables pour marier la Princesse Anne sa sœur au Roi de Pologne, à quoi il ne doute point que les Espagnols n'employent puissamment leurs offices.

Nous croyons qu'il seroit bien avantageux d'engager ledit Roi à prendre parti en France.

Pour Mademoiselle, il n'en faut ni faire ni écouter aucune proposition, parce que Monsieur le Duc d'Orleans ne peut consentir à la voir si fort éloignée.

Il y aura Mademoiselle de Longueville, Madame la Princesse Marie de Mantouë, & Mademoiselle de Guise, dont il est à propos de bien informer la personne qui ira, afin qu'il sache ce qu'il aura à dire, si on lui donnoit occasion d'entrer en cette matiere.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs les Comtes

D' A V A U X

Et

S. E R V I E N ,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Du 18 Juin 1644.

*Divers bruits touchant le Transilvain.*

*Leur avis. Ils attendent Mr. de Bre-gy, pour la Dépêche de Mr. de Croissy. Leurs reflexions sur Mr. de Croissy. Ils feront valoir aux Suedois la resolution d'envoyer vers le Transilvain. Leurs reflexions touchant le Mariage du Roi de Pologne avec la Reine de Suede. Ils suspendent de parler des subsides aux Ministres Suedois. Ils pressent Torsten son de retourner en Allemagne. Réponse aux Lettres circulaires. Bon effet de ces Lettres. La Negociation reste dans le même état. Soupçons de la conduite des Imperiaux. Les Imperiaux refusent la Mediation de Venise à Osnabrug. Déclaration des Ministres François. La Paix generale dépend de la Negociation de Mr. de la Thuillerie. Projet d'une Ligue défensive en Westphalie. Préentions de l'Ambassadeur de Portugal. Ils re-commandent Mr. de Rorté.*

MONSIEUR,

Divers bruits touchant le Transilvain.

Leur avis.

ENCORE que nous soyons incertains de l'état où est à présent le Prince de Transilvanie, ne pouvant ajouter foi aux bruits que les Imperiaux font courir, tantôt de son accommodement, tantôt de sa défaite, nous croyons vous devoir représenter, comme il a déjà été fait par l'un de nous, pendant la maladie de l'autre, que si on lui envoie quelqu'un de la part du Roi, & que celui qui arrivera près de lui ne lui porte aucune des choses qu'il a esperé jusques-là, cet Envoyé sera peut-être plus nuisible, que profitable.

Nous reconnoissons bien que le Traité qui a été fait avec lui, par les Ministres de Suede, ne peut & ne doit pas être ratifié par le Roi, mais comme la Reine a prudemment jugé que, sans l'approuver, il pouvoit être executé en quelques points, & principalement en ceux qui peuvent donner moyen audit Prince de continuer la guerre; il y a sujet de craindre, que, si on

1644.

lui porte simplement les Lettres du Roi, & qu'elles ne soient point accompagnées des Lettres de change pour le paiement du premier terme, qu'il croit lui être dû, il ne s'imagine qu'on veut faire couler le tems, & faire enfin difficulté sur cet article, aussi bien que sur les autres; nous vous supplions de faire un peu de reflexion là-dessus, & de faire examiner, s'il ne feroit point plus à propos de différer l'envoi de celui qu'on destine pour ce voyage, en cas qu'on ne puisse pas si-tôt lui mettre en main de quoi satisfaire ce Prince, que de s'exposer à voir arriver quelque mauvais effet par ce manquement.

Si les affaires du Roi pouvoient permettre qu'on fit expédier des Lettres de change, pour cent mil Risdales, payables à Venise, quoique ce ne soit pas le lieu, où le Ragotzy désire que l'on fasse le paiement; il verroit au moins qu'on se met en quelque devoir de lui donner du contentement, & se pourroit charger du soin de faire remettre l'argent de Venise à Constantinople, en cas qu'il n'ait voye plus courte, pour le tirer de là.

Nous appréhendons aussi extrêmement, qu'il ne se rebute, si on fait difficulté de lui promettre qu'on ne traitera point sans lui. Si cette diversion est utile au Roi, Sa Majesté a intérêt de la faire durer autant qu'il lui sera possible. Considérez, s'il vous plaît, Monsieur, comment on pourra l'engager à tenir ferme, & à ne traiter point sans le Roi, si Sa Majesté n'entre de son côté dans la même obligation.

Nous voyons bien que les Instructions de la Reine sont toutes accompagnées de prudentes raisons & considerations, & que S. M. appréhende, avec raison, d'entrer dans des engagements, qui puissent retarder la Paix, ou la rendre plus difficile; mais outre que, dans la mauvaise disposition que l'Empereur y fait paroître, il ne reste plus de moyen de l'y forcer que par les armes à quoi l'augmentation du nombre des Alliés peut beaucoup servir, quand on auroit promis au Ragotzy de ne pas conclure la Paix sans lui, les plus foibles Alliés sont toujours obligés de recevoir la Loi des plus puissants, tant dans la Negociation de la Paix, que dans les desseins de la guerre.

Cette promesse ne seroit pas capable de retarder un Traité general, quand même le Ragotzy n'y voudroit pas consentir. Pourvu seulement qu'on donne le loisir à ses Députés d'y comparoître, & qu'on eût soin de ses Intérêts, il n'y a personne qui ne jugeât, que la parole du Roi seroit honnêtement dégagee, puisque l'obligation de ne traiter point sans un Allié, se doit toujours expliquer selon l'équité, & n'engage point celui qui l'a faite à se soumettre à toutes les volontés de l'autre. D'ailleurs si ce Prince intervenoit au Traité general, pour en garantir l'exécution, elle seroit d'autant plus affirmée.

Il est bien vrai, qu'il seroit plus avantageux de ne lui rien promettre, si on pouvoit l'obliger, en lui donnant de l'argent simplement, à ne traiter point avec l'Empereur, sans le consentement du Roi. Mais, outre qu'il seroit difficile d'exiger de lui cette obligation, sans entrer dans une pareille, si on ne pouvoit pas l'obtenir, l'argent qui lui seroit donné seroit bien hazardé, puisqu'il demeureroit en son pouvoir de s'accommoder trois jours après qu'il lui auroit été délivré.

Les avis qui nous viennent de toutes parts représentent les affaires de ce Prince en si mauvais état, pour avoir été abandonné de Mrs. les Suedois, au tems qu'il s'est mis en Campagne, que nous appréhendons de vous entretenir d'une chose



1644. chose inutile, en vous écrivant de ce qui le regarde. Nous croirions néanmoins faillir, si tandis qu'il nous restera quelque peu d'espérance de ce côté-là, nous ne proposons les choses que nous estimons nécessaires pour faire durer cette diversion, qui eût pu produire de très-grands avantages, si elle eût été bien menagée.

Votre dernière Dépêche nous oblige de surseoir celle de Mr. de Croissy, à laquelle nous commençons à travailler. Nous attendrons Mr. de Bregy, pour apprendre ses intentions sur le voyage de Pologne, & en cas qu'il persiste à le vouloir faire, nous lui délivrerons les Lettres du Roi, qu'il vous a plu nous adresser. Si aussi la longueur, le peril & l'incommodité des chemins lui fait peur, & qu'il aime mieux demeurer ici près de nous, l'autre pourra faire le voyage en sa place, suivant la volonté de la Reine.

A la vérité nous ne savons pas si, en cas que ledit Sieur de Bregy ne veuille aller en Pologne, ledit Mr. de Croissy, qui est homme de robe, & Conseiller au Parlement, seroit propre pour la Negociation de Transilvanie. C'est un País, où, si nous osons vous parler avec vérité, un homme d'épée pourroit beaucoup mieux réussir, qu'un homme de Lettres. C'étoit aussi pour ce seul emploi que nous avions proposé le Sieur du Bois de Largrois, sachant aisé que sa personne, à cause de celle de son frere, ne seroit pas bien reçue en Pologne; mais, parce qu'il faut toujours y passer pour aller en Transilvanie, c'est avec beaucoup de raison que vous avez jugé, qu'un autre y seroit plus propre que lui; mais nous doutons encore si ce peut être ledit Sr. de Croissy, qui fera sans doute plus épouvanté d'un si long voyage, qu'il n'eût été de celui de Pologne.

Nous ne manquerons pas de faire valoir à Messieurs les Ambassadeurs de Suede, dans notre entrevue qui est résoluë à Mercredi prochain, l'envoi de celui qui doit aller trouver le Ragotzy, & les ordres qui seront donnés à celui qui doit aller en Pologne, pour y agir à l'avantage de la Couronne de Suede. La Reine nous a fait plus d'honneur que nous ne méritons, en nous chargeant de dresser l'Instruction, qui leur doit être donnée; mais nous n'avons pu connoître par les Lettres de Sa Majesté, ni par les vôtres, si la proposition que nous avons ci-devant faite, de tâcher à marier le Roi de Pologne avec quelque Princesse de France, aura été agréable à S. M. & si Elle trouvera bon que nous en ajoutions un article à l'Instruction de Mr. de Bregy. Celui de nous qui de longue main connoit l'humeur facile de ce Roi, le juge capable de passer aisément dans les sentimens d'une Femme; ce qui nous fait estimer à tous deux qu'un Mariage le détacheroit entièrement des intérêts de la Maison d'Autriche, & le pourroit unir d'affection avec la France.

Nous ne sommes pas si hardis en proposant pour ce Mariage une Princesse de France d'entendre Mademoiselle; l'état du Roi de Pologne & son âge le rendent trop mal propre pour une personne si précieuse; nous avons eû seulement la pensée de Madame la Princesse Marie, Madame Guise, ou autre de cette condition; sur quoi nous attendons de vos nouvelles; avant que d'en charger Mr. de Bregy, après avoir seulement fait ressouvenir que les Espagnols ne s'endorment pas, quand il s'agit d'engager quelque Prince dans leur Intérêt par de semblables alliances.

Ayant su ci-devant que Mr. de Meulles avoir fait savoir aux Ministres de Suede les précautions qu'on désiroit en leur payant le subside

ordinaire, & les raisons qu'on auroit de s'en exempter, nous ne nous étions pas pressés d'en parler aux Ambassadeurs, qui sont à Osnabrug, & avions estimé qu'il les falloit laisser venir pour leur expliquer les intentions de la Reine. S'ils nous en ouvrent le discours à la première conférence, nous ne manquerons pas de leur en parler aux termes qu'il a plu à Sa Majesté de nous prescrire.

Nous ne laissons pas cependant de presser Mr. Torstenson, pour retourner dans la haute Allemagne, & de l'y convier par l'intérêt particulier qu'il a de favoriser la diversion de Ragotzy, puisque c'est lui qui l'a engagé à prendre les armes.

Vous verrez par la Copie des Réponses qu'on a faites à notre Lettre circulaire, que nous vous envoyons, la bonne disposition où se trouvent la plupart des Princes, & Villes d'Allemagne. Nous croyons que celle de Brême & Lubec, aussi bien que celle de Hambourg & de Strasbourg, auroient déjà ici leurs Députés suivant les Résolutions qu'elles en ont prises, si elles n'avoient appris que les affaires sont arrêtées.

Nous avons su de bon lieu que le Duc de Wirtemberg, & l'Archevêque de Salsbourg se sont loués hautement de l'honneur que le Roi leur avoir fait, en leur écrivant pour le bien, & en prenant soin de la conservation de leurs privilèges, & que cette démonstration les a mis très-mal auprès de l'Empereur, qui fait préparer une Réponse haute & violente à notre Lettre, appréhendant d'autant plus la députation générale de tous les Princes & Etats de l'Empire, qu'il connoit qu'elle est désirée par eux, & qu'ils ont été merveilleusement chatouillés de la semonce qu'on leur en a faite. Quelques-uns ont voulu persuader, que l'on romproit plutôt à Vienne la Negociation de la Paix, que d'y consentir, quand même la guerre de Danemark n'y auroit pas fait prendre la résolution de l'interrompre.

Il n'y a rien de changé dans l'état des affaires publiques, depuis nos dernières Dépêches. Les Impériaux sont toujours dans leur même sentiment; & nous commençons bien à craindre que leur procédé, haut & desobligeant envers les Suedois, n'oblige ceux-ci à prendre quelque résolution précipitée. Il est déjà venu quelques bruits jusques à nous; qu'ils parlent de se retirer, si on ne veut point traiter avec eux; & en ce cas, nous nous trouverions assez en peine; car, comme leur départ nous ôteroit le moyen de passer outre dans la Negociation, nous ne savons pas si notre séjour en ce lieu, après cela, ne leur donneroit point de jalousie. S'ils nous parlent de cette résolution à notre Conférence, & que nous les voyions sur le point de la prendre entr'eux, tout ce que nous pourrions faire sera d'en retarder l'exécution, jusques à ce que nous ayons reçu de vos nouvelles. Nous ne savons pas si l'état de la France, & l'impatience que chacun y a pour la Paix, nous pourra permettre de déclarer publiquement, par quelque déclaration genéreuse, qu'on ne s'en soucie pas beaucoup.

Pour ne vous rien déguiser, si les Impériaux continuent dans leurs injustes refus, & qu'on ne voye point de fin à leurs défaites; peut-être ne pourroit-on pas continuer à faire tant de démonstrations de la désirer; sans que cela fût imputé à faiblesse; principalement après les petits malheurs; qui nous sont arrivés; que les Ennemis exagèrent extrêmement: L'Empereur est tellement persuadé que nous la désirons; qu'il se flâte qu'en quelque tems qu'il

Ils attendent Mr. de Bregy pour la Dépêche de Mr. de Croissy.

Leurs réflexions sur M. de Croissy.

Ils feront valoir aux Suedois la résolution d'envoyer vers le Transilvain.

Leurs réflexions touchant le Mariage du Roi de Pologne avec la Reine de Suede.

Ils suspent de payer des subsides aux Ministres Suedois.

1644.

Ils pressent Torstenson de retourner en Allemagne.

Réponse aux Lettres Circulaires.

On effie de ces Lettres.

La Negociation reste dans le même état.

Soupçons de la conduite des Impériaux.

lui

1644.

lui prenne envie de la faire, nous serons toujours très-aisés de la recevoir, & qu'il peut encore tenter la fortune de la guerre, pour y chercher quelque avantage.

Si on le fait presser vigoureusement de déclarer son intention, & qu'on lui fasse connoître qu'on n'est pas résolu d'attendre sa commodité; peut-être qu'il craindra, autant que nous pourrions faire, de rompre tout-à-fait une Negociation, qui sembloit avoir été si bien commencée, pour ne jeter pas dans le desespoir tant de peuples qui soupirent après le repos.

Nous ne vous faisons pas ce discours, pour vous obliger d'y faire prendre une résolution; mais nous ne vous devons pas aussi celer le véritable état des choses, ni ce que nous en craignons pour l'avenir, afin que vous puissiez prévoir de loin à quoi la mauvaise foi des Ennemis vous peut enfin contraindre, & que la Reine fasse examiner par avance ce qu'il faudra faire, s'ils persistent en cette humeur, de ne vouloir point avancer les affaires.

Les Impériaux refusent la Mediation de Venise à Osnabrug.

Vous n'apprendrez pas sans étonnement le refus qu'ils font d'accepter la Mediation de Venise à Osnabrug, comme ils font ici. Ils disent pour leur excuse, qu'ils ne veulent pas desobliger le Roi de Danemark, auquel cet Emploi avoit été déferé. Comme nous avons prévu cette réponse, lorsque nous leur avons fait savoir que la Reine de Suede ne faisoit pas difficulté d'en convenir, nous y avons ajouté que notre dessein n'étoit pas d'exclure le Roi de Danemark de la Mediation; mais comme il y avoit ici deux Mediateurs, il y en pourroit aussi avoir deux à Osnabrug, lorsque ledit Roi auroit mis les affaires publiques en tel état qu'il y pût revenir prendre sa première place du consentement des Intéressés, & que cependant Monsieur l'Ambassadeur de Venise pourroit agir seul en son absence.

Declaration des Ministres François.

Nous avons fait cette Declaration pour satisfaire Mr. Contarini, qui s'étoit laissé entendre de ne vouloir rien faire qui pût directement choquer le Roi de Danemark; mais notre proposition n'a de rien servi pour les porter à la raison; non plus que les persuasions de Monfr. le Nonce, qui fort adroitement y avoit mêlé l'intérêt de la Religion pour les disposer à mettre une Negociation si importante à la Chrétienté, plutôt entre les mains d'un Prince Catholique, que d'un Lutheran.

La Paix generale depend de la Negociation de Mr. de la Thuillerie.

Toutes ces rencontres nous font toujours mieux connoître que le Traité general dépend désormais de celui qui a été commis à Mr. de la Thuillerie. Nous prenons la liberté de vous dire que, pour faciliter l'exécution des ordres qui lui ont été donnés, il seroit très-utile de lui envoyer dix ou douze mil écus, pour distribuer selon les occasions qui se peuvent présenter.

Cette somme menagée & employée à propos est capable de le faire venir à l'accommodement, dont il est chargé. Les Principaux de Danemark sont avarés, & avec quelques gratifications du Roi ils feront plus aisément portés à donner leurs suffrages, pour assoupir un différent, qui leur est déjà beaucoup desagréable.

Projet d'une Ligue défensive en Westphalie.

On nous donne avis de toutes parts, qu'enfin le projet de la Ligue défensive de Westphalie commence à éclore; chacun voudroit bien qu'on y trouvât quelque remède; mais personne n'en propose les moyens.

Quelques-uns croient que, si l'armée du Duc d'Anguien avoit ordre d'agir cette Campagne sur la Mozelle, elle pourroit fortifier le courage de ceux qui ont envie de s'y opposer.

1644

Le Duc de Neubourg seroit bien de ce nombre; mais il est foible & irresolu. Si les forces que cette Ligue fait état de mettre sur pied ne s'assembloient pas cette année, il ne fera pas mal aisé la prochaine de la détourner, pourvu qu'on s'y applique comme le mérite l'importance d'une affaire que l'on juge capable à la longue de ruiner tous les desseins des Couronnes Alliées dans l'Allemagne.

Prétentions de l'Ambassadeur de Portugal.

Nous n'avons pas été trompés dans le jugement que nous avons fait de l'Ambassadeur de Portugal qui est encore à la Haye; il n'a pas plutôt reçu la Lettre que le Roi nous a fait l'honneur de nous écrire en sa faveur, qu'il a proposé au Sr. Brasset d'être reçu ici en qualité d'Ambassadeur. Quand nous ne serions pas obligés de nous en défendre, après avoir publié ici, qu'il n'y venoit que comme personne privée, non plus que son Colleague, & l'avoir introduit dans la Ville sur cette parole; il s'opposeroit sans doute à toutes les entreprises, qu'on pourroit faire contre sa personne, & nous n'aurions pas en ce Pais des forces pour l'en empêcher, & puis il est certain que Mrs. les Mediateurs, de crainte d'offenser les Espagnols, n'oseroient avoir aucun commerce avec lui en cette qualité.

Ils recommandent Mr. de Rorté.

Nous serions scrupule d'ajouter ce mot de recommandation en faveur de Mr. de Rorté, en vous envoyant son Memoire, si nous ne connoissions l'inclination naturelle que vous avez à faire plaisir; & que vous avez trop de generosité pour abandonner ceux qui sont dans les Emplois éloignés, lesquels ont particulièrement besoin de notre assistance. Ledit Sieur de Rorté est ici depuis un mois, & ne s'en peut retourner à sa charge faute de ses appointemens; car il manque de fonds, & nous ne pouvons pas sans ordre toucher à celui qui est destiné à un autre usage. Nous sommes &c.

## L E T T R E

De Monsieur

## S E R V I E N

A Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 21 Juin 1644.

*Indisposition de Mr. d'Avaux. Réponse aux Dépêches du 28 de Mai. On travaillera aux Dépêches de Mr. de Croissy. Ses appréhensions à l'égard du Transilvain. Sentiment de Torsenson. Affaire du Ceremoniel. Ce qui s'est passé dans les visites des Mediateurs, & du Resident de Suede. La Paix generale depend de la Negociation de Mr. de la Thuillerie.*

MONSIEUR,

JE me trouve encore obligé, par l'indisposition de Mr. d'Avaux, de vous écrire seul par cet Ordinaire. Comme il a approuvé que j'agisse dans les affaires pendant son mal, selon que les

Indisposition de Mr. d'Avaux.

1644.

les affaires le requerroient, il m'a fait aussi prier de faire sans lui la Dépêche d'aujourd'hui, j'y fatistais avec regret; mais la nouvelle que je viens d'apprendre de sa santé me fait espérer que dans deux jours il sera en son premier état, & que, comme cette Lettre ne vous conviera d'y faire réponse qu'en commun, la première que vous recevrez de nous sera de même.

Réponse aux  
Dépêches du  
28. de Mai.

Celle que la Reine nous a fait l'honneur de nous écrire du 28. du mois passé, & la votre particulière qui l'accompagnoit, sont si amples, & nous prescrivent si exactement ce que nous avons à faire, qu'il ne nous reste qu'à exécuter fidèlement & diligemment les ordres de Sa Majesté, comme nous tâcherons de faire selon notre pouvoir.

On travail-  
lera aux  
Dépêches de  
M. de Croissy.

Aussi-tôt que nous nous rassemblerons Mr. d'Avaux & moi, qui sera, Dieu aidant, demain ou après-demain, nous travaillerons à la Dépêche de Mr. de Croissy, selon l'invention de la Reine. Son voyage aura son effet assuré pour la Pologne; mais pour ce qu'il doit traiter avec le Prince de Transilvanie, si les bruits que les Imperiaux font courir sont véritables, il est bien à craindre que son accommodement ne soit fait avec l'Empereur, avant que ledit Sr. de Croissy arrive près de lui. Ils sont néanmoins si accoutumés à faire publier de fausses nouvelles, que nous n'y ajouterons pas de foi, si nous ne voyons ce qu'ils disent en partie confirmé, par les Lettres de l'Ambassadeur de Venise, écrites de Vienne à Mr. Contarini. Elles représentent les affaires de ce Prince en grand desordre, & son accommodement entièrement à la disposition de l'Empereur, qui témoigne ne vouloir le faire maintenant qu'avec des conditions très-avantageuses. Cela seroit étrange, qu'une entreprise, qui étoit capable de porter les affaires de la Maison d'Autriche à une dernière extrémité, tournât aujourd'hui à son avantage, faute d'avoir été bien menagée. Il étoit impossible du côté de la France de faire plus de diligences qu'on y a toujours fait. Après avoir reçu le Traité de la part des Suedois, nous l'avons envoyé à la Reine en même tems; Sa Majesté l'a reçu avec les Lettres de Ragotzy, par la voye de Constantinople; à l'heure même Sa Majesté a commandé toutes les choses nécessaires, pour accomplir sa promesse; ce que l'on peut espérer d'Elle, même sur l'article le plus difficile qui est l'argent. S'il est arrivé du changement dans l'affaire, on ne se doit pas plaindre que nous en soyons cause; mais il eût été difficile de croire que les Suedois, après avoir engagé le Ragotzy dans ce dessein, eussent voulu l'abandonner en s'éloignant de lui, & commencer en même tems une nouvelle guerre. Ils croiront sans doute, que cette diversion occupant les forces de l'Empereur, leur donnera moyen de faire leurs affaires d'un autre côté, & il semble que ne songeant pas tant aux desseins d'Allemagne, qu'à ceux de leur voisinage, ils ne s'embarassent point de perdre ce Prince, pourvu qu'ils puissent faire leur coup contre le Roi de Danemark. Si leur armée fut demeurée proche de lui, & qu'ils lui eussent pu tendre la main par la Moravie, les uns & les autres occuperoient aujourd'hui la plupart des Païs hereditaires, & nous auroient facilité les moyens de faire ici facilement une glorieuse Paix.

Sentimens de  
Torstenfon.

Monsieur Torstenfon a voulu encore croire que tous les Traités de Ragotzy, que l'on publie, ne sont que de faux semblans, qu'il fait pour amuser l'Empereur, & avoir le loisir d'être secouru; mais nous lui faisons répondre qu'il faudroit donc se hâter davantage d'aller à lui

TOM. II.

pour le fortifier dans les bonnes intentions qu'il peut avoir encore: le tems nous éclaircira bientôt du véritable état de cette affaire.

1644

Monsieur de Croissy en pourra être assuré, avant que d'arriver en Pologne, pour prendre résolution selon les avis qu'il en recevra; car si le Ragotzy avoit quitté les armées, & qu'il fut d'accord avec l'Empereur, j'estime que la Reine ne trouveroit pas convenable à la Dignité du Roi, qu'on l'allât trouver de la part de Sa Majesté, pour lui faire de nouvelles propositions. S'il y avoit quelque espérance de renouer avec lui, il vaudroit bien mieux que ce fut par l'entremise des Suedois, que d'exposer un Envoyé du Roi, non seulement à un refus, mais encore à quelque mauvais traitement, ou du moins à ne faire qu'écouter les plaintes & les reproches de ce Prince de ce qu'on l'auroit abandonné, dont toutefois les autres sont coupables.

Il se peut faire que les choses ne sont pas réduites en si mauvais état, & que l'Ambassadeur de Venise, qui est à Vienne, n'en pouvant avoir nouvelle que par l'Ambassadeur de l'Empereur, s'est trompé lui-même aussi bien que les autres. En ce cas, Mr. de Croissy pourra continuer son voyage, & pendant le séjour qu'il fera près du Roi de Pologne, envoyer par avance sonder le gué, & reconnoître s'il reste encore quelque chose de bon à faire de ce côté-là. Mais je suis obligé de vous représenter que, pour lui donner moyen d'agir plus utilement, il eût été nécessaire de le faire porteur des Lettres de change, dont la Reine fait mention dans sa Lettre; car, outre que le premier terme de l'argent qui a été promis est échû, & que sans doute ce Prince en a grand besoin, peut-être seroit-il plus à propos de n'aller point jusques à lui, & laisser encore cette Negotiation entre les mains des Suedois, qu'après un si longtems n'y arriver que pour ne lui porter que de paroles. Considérez, s'il vous plaît, Monsieur, qu'il y a six mois qu'il est en campagne, sans nouvelles, ni assistance de personne; qu'il attend de l'argent, des hommes, une certification & promesse de ne traiter pas sans lui. Puisque la Reine, avec très-grande raison, n'est pas résolue de lui accorder les autres points, il faudroit au moins que l'argent fût fourni à tems; On ne sauroit désormais être auprès de lui de deux mois; après avoir simplement fû le lieu où il faudra faire tenir son argent, il en faut plus de deux, pour l'y faire tenir de France & autant pour en recevoir les ordres, toute l'année sera passée de cette sorte. Je suis obligé de vous représenter tout ce détail, afin que, si l'affaire est encore en son entier, on ne perde pas l'occasion de la soutenir, faute de faire la dépense d'assez bonne heure, puisque la Reine a trouvé à propos de s'y engager.

La résolution que Sa Majesté a prise d'accorder quelque contentement aux Ambassadeurs de Mrs. les Etats, sur ce qu'ils prétendent, afin de donner moyen à Mr. de la Thuillerie de conférer & agir de concert avec eux, ne se peut assez louer. C'est une conjoncture si importante, & ces Messieurs sont dans une posture si considérable, qu'on ne pouvoit faire une action de plus grande prudence, que de se prévaloir de leur entremise. Cependant nous tâcherons, aussi-tôt que Mr. d'Avaux se portera bien, de faire valoir cette grâce à Monfr. le Prince d'Orange, & à Messieurs les Etats pour les disposer en même tems, s'il est possible, de ne prétendre pas la même chose en ce Lieu, en quoi nous n'oublierons aucune sorte de persuasions. Mais nous sommes en peine comme il faut traiter cette affaire, vu que maintenant il n'y a personne avec Monfr.

Affaire du  
Ceremoniel.

K

le

1644.

le Prince d'Orange, de la part du Roi, que les Plenipotentiaires de Mrs. les Etats font auprès de lui, & que le Secrétaire Brasslet est demeuré à la Haye; ce qui nous obligera peut-être d'envoyer un Exprès vers Monfr. le Prince d'Orange.

La précaution que S. M. a résolu d'apporter au paiement du subside, qu'on accorde aux Suédois, étoit aussi extrêmement nécessaire, tant pour les ramener plutôt dans l'Allemagne, que pour ôter les plaintes qu'en eût pu faire le Roi de Danemark. C'est une des plus fortes raisons, que nous préparons de dire sur ce sujet aux Ambassadeurs de Suede, qui ne sauroient desavouer, que, si on leur fournissoit de l'argent, pendant qu'ils font la guerre en Danemark, ce ne fût une action contraire à la Mediation qu'eux-mêmes ont acceptée & approuvée.

Ce qui s'est  
passé dans les  
visites des  
Mediateurs &  
du Resident  
de Suede.

Il me reste, Monsieur, à vous rendre compte de deux visites que je reçus hier, l'une de Messieurs nos Mediateurs, & l'autre du Resident de Suede. Les premiers vinrent pour nous faire savoir, qu'ils avoient été deux fois en conference avec les Ambassadeurs de l'Empereur, qu'en toutes les deux on leur avoit fait de grandes plaintes de notre Lettre circulaire, & particulièrement de la traduction, qui en a été faite à Paris où leur Maître est appelé Tyrant; ce qui ne semble pas bienfaisant à des Ambassadeurs qui disent être venus pour traiter la Paix, & rétablir l'amitié; qu'après cela on leur avoit voulu donner par écrit les défauts qui étoient dans nos Pouvoirs, lesquels dès le commencement avoient bien été remarqués par lesdits Ambassadeurs, mais que depuis peu l'Empereur leur avoit expressément ordonné de les rédiger par écrit, & d'en donner les mémoires auxdits Mediateurs pour nous les communiquer.

Ces Mediateurs ajoutent, qu'ils ne faisoient ce discours que pour nous donner connoissance de tout ce qui s'étoit passé; qu'ils avoient si bien fait connoître aux Ambassadeurs Imperiaux, qu'il n'étoit pas besoin d'entrer en de semblables contestations par écrit, sur un point duquel nous étions déjà tombés d'accord avec eux; qu'ils les avoient disposés de prendre leur papier, & leur avoient fermé la bouche en leur disant, que nous leur avions offert, dès la naissance de ces différends, de concerter ici tous ensemble une minute des Pouvoirs qu'il faudroit faire venir de part & d'autre. Je ne manquai pas de faire bien remarquer à ces Messieurs combien le procédé de nos Parties est rempli de chicaneries, de vouloir former une Contestation sur une difficulté imaginaire, & qui avoit été terminée dès le jour qu'elle fut proposée, pour avoir prétexte de dire, que le retardement vient de nous, & que ce n'est pas le seul refus qu'ils font d'entrer en communication avec les Suédois, qui arrête la Negociation.

J'y ajoutai qu'ils étoient trop clairvoyans, pour ne discerner pas la sincérité de notre conduite d'avec l'artifice, dont celle des Imperiaux est accompagnée; qu'ils avouent franchement que les affaires ayant changé de face, leur avoit aussi fait changer de résolution; mais ils font semblant de vouloir la Paix, lorsqu'ils arrêtent le Traité, & veulent persuader que nous ne la voulons pas, & que c'est nous qui la retardons, lorsque nous y apportons toutes les facilités possibles pour l'avancer; que cela couvre leurs mauvaises intentions par une supposition si grossière, qu'elle ne peut surprendre que les ignorans, & non pas ceux qui, comme eux, doivent être témoins de la vérité.

Je vous puis assurer, Monsieur, qu'il ne fai-

lut pas user de beaucoup de persuasions pour les ranger de mon avis, & que les ayant enfin pressés, pour savoir si la réponse qu'on attendoit de Vienne en étoit arrivée, & s'ils voyoient quelques bonnes dispositions pour avancer les affaires; ils m'ont répondu franchement que l'Empereur persistoit toujours à ne vouloir point traiter sans le Roi de Danemark, & même croyoit que la bonne volonté que nous faisons paroître étoit artificieuse, pour l'engager à faire quelque action, qui desobligeant le Roi, le portât à se joindre avec nous; que cette résolution, comme nous vous avons déjà mandé, avoit été prise par l'avis des Electeurs & de tous les Députés de la Diète de Francfort, auxquels le Roi de Danemark en avoit écrit.

Monsieur le Nonce ajouta, qu'en suite de la priere que nous lui avions faite, il y a quelques tems, ayant voulu savoir si les Imperiaux feroient difficulté d'accepter la Mediation de la Republique de Venise, aussi bien pour Osnabrug que pour Munster, puisque la Reine de Suede l'avoit déjà acceptée, il n'en avoit pu tirer autre réponse, sinon que cette place ayant été jusques ici prétendue par le Roi de Danemark, ils ne pouvoient consentir qu'elle fût remplie par un autre, sans avoir ses sentimens. Le discours du Resident de Suede fut presque conforme à celui-là, & ne fut en substance, que pour faire savoir que le Comte d'Aversberg avoit fait faire à Osnabrug la même déclaration aux Ambassadeurs de Suede. Voila, Monsieur, où nous en sommes.

Le Conseil précipité de Mrs. les Suédois a interrompu la Negociation de la Paix, & les a réduits à ne faire plus la guerre que foiblement en Allemagne. Le Traité general dépend entierement de la bonne ou mauvaise humeur du Roi de Danemark, qui cependant se promène sur la Mer avec sa Flotte, sans que Mr. de la Thuillerie sâche l'endroit où il le doit aller trouver. Les Ambassadeurs de Suede croient que les Interêts dudit Roi, touchant le Holstein, parce que c'est un Membre de l'Empire, peuvent être traités à Osnabrug; mais pour les autres différends des deux Royaumes, qui regardent le passage du Sond, la liberté de la Negociation, & leurs diverses prétentions; ils n'estiment pas qu'ils puissent être décidés que sur les lieux, ni même que les Senateurs, & Etats de Danemark consentent qu'ils soient envoyés ailleurs.

La Paix generale dépend de la Negociation de Mr. de la Thuillerie.

## L E T T R E

De Mrs. les Comtes

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Monsieur de

B R I E N N E.

Du 25 Juin 1644.

*Affaire du Ceremoniel. Leur entrevue avec les Suédois est différée. Offres des*



1644.

*des Mediateurs pour recevoir un Acte public des soins de la France pour la Paix. Propositions faites par les Mediateurs. Reserves des Députés de la Landgrave. Soupçons sur les Courses de Mr. de Gurtz. Saavedra témoigne qu'il n'approuve pas la conduite des Imperiaux. Reflexions là-dessus. Magnificence des présens de l'Empereur au Turc. Desseins des Bavarois selon les bruits publics. Mr. de Mello demande de grands secours à l'Empereur. Bruits venus de Rome. Saavedra sollicite un Religieux de Munster pour traiter par son moyen en Catalogne.*

## MONSIEUR,

L'ÉTAT des affaires que nous avons en main n'étant point changé depuis notre dernière Dépêche, & n'ayant rien d'important à écrire touchant notre Négociation, nous n'osons importuner la Reine de nos Lettres; nous nous contenterons de vous assurer, que nous executerons fidèlement tout ce qu'elle a eu agréable de nous ordonner par les deux dernières, dont il lui a plu nous honorer, & nous promettons que S. M. apprendra de vous que c'est par respect, que nous n'avons pas pris la liberté de lui en adresser les réponses.

Affaire du Cereemoniel.

Vous ne nous refuserez pas aussi la faveur de faire savoir à S. M. nous vous en supplions bien humblement, que ce n'a point été pour nous décharger de peine, que nous nous sommes excusés de traiter avec Messieurs les Etats, à cause du différend que nous avons avec eux, pour le rang de leurs Ambassadeurs. Nous savons bien que le devoir du Serviteur est de se charger des choses difficiles & fâcheuses, & que ce seroit un grand manquement de n'en soulager pas le Maître, quand on le peut faire; mais nous nous représentons combien cette affaire est malaisée à traiter de loin, principalement aujourd'hui, qu'il n'y a point d'Ambassadeur en Hollande, & que les Députés qui composent l'Assemblée générale sont séparés, une partie étant demeurée à la Haye & l'autre étant auprès de Monfr. le Prince d'Orange.

Toutes les contestations, où la dignité des Souverains est intéressée, sont si chatouilleuses, que nous n'avons rien osé faire en celle-ci, sans recevoir les Commandemens de la Reine. Si Sa Majesté en a été quelquefois importunée, nous en avons eu un extrême déplaisir, la seule crainte de faillir, & de lui déplaire nous a obligé d'en user de la sorte, & si nous eussions pu donner ce qu'Elle a eu agréable que nous fissions, sans le lui demander, nous y aurions de bon cœur pris une résolution, & l'aurions exemptée de notre importunité. Nous vous aurons beaucoup d'obligation, s'il vous plaît d'être notre Caution envers S. M. que nous ne trouverons jamais rien de pesant ni de fâcheux pour son service, quand les occasions qui s'en présenteront seront dans l'étendue de notre pouvoir. Lorsque S. M. ne voudra pas que son nom ni son autorité paroissent en quelque affaire, qu'Elle appréhendera qu'une grace, ou qu'un ordre venant directement d'Elle, ne soit plutôt tiré à conséquence, que quand la chose ne viendra que de nous, vous aurez agré-

T O M. II.

ble de nous faire savoir ses intentions, & de nous ordonner de sa part d'y agir comme de nous-mêmes; nous ne manquerons pas d'y obéir ponctuellement, pourvu qu'il vous plaise de nous prescrire confidentiellement ce que nous aurons à faire, & que nous soyons assurés auparavant, que ce que nous y ferons ne sera pas désagréable à S. M. Car sans cette assurance nous serions en perpetuelle crainte de ne rencontrer pas ses sentimens; & par conséquent d'être desavoués; ce que vous savez que de fidèles Serviteurs, qui n'ont pour but que l'avantage & le service de leur Maître, sont obligés de craindre.

Nous avions cru faire Mercredi dernier notre première entrevue avec les Ambassadeurs de Suede; mais le jour même, auquel elle avoit été résoluë, comme nous étions prêts à partir, ils nous envoyèrent supplier de la différer, ne croyant pas s'y pouvoir trouver avec sûreté. Ils avoient eu avis que des Troupes de l'Archevêque de Breme avoient fait dessein sur leurs personnes pendant ce voyage; ce qui les avoit obligés d'envoyer un Trompette devers lui pour être éclaircis de ses intentions; mais le Trompette n'étant pas revenu dans le tems qu'il devoit, ils avoient eu sujet d'augmenter leurs appréhensions: si bien que voila notre Conférence encore renvoyée pour quelques jours, jusques à ce que les affaires soient un peu calmées entre les Suedois & les Danois dans ce voisinage, où du moins jusques à ce que le Commerce, que la Guerre n'empêche pas entre les Ennemis, soit rétabli par eux.

Le jour auparavant nous avions désiré de voir Mrs. les Mediateurs, tant pour leur communiquer notre voyage, que pour leur donner l'Écrit dont nous vous envoyons la Copie. Les Imperiaux usent de tant d'artifices, pour persuader que le retardement du Traité vient en partie de nous, que nous avons été obligés de dresser cet Acte, qui ne contient en substance que les mêmes offres, que nous avons déjà fait de bouche, il y a long-tems; mais qui nous servira d'une preuve authentique, lorsqu'il sera question de justifier en public la sincérité de notre conduite. Lesdits Sieurs Mediateurs nous offrirent de le recevoir; mais ils s'excusèrent de le donner aux Imperiaux. Nous répondîmes que ce n'étoit pas notre dessein, qu'il leur fût présenté; mais seulement qu'eux, qui n'étoient pas intéressés dans l'affaire, eussent en main de quoi rendre témoignage de la vérité, quand il en sera tems. Dans cette Conférence Mrs. les Mediateurs nous firent deux propositions:

La première, de savoir des Ministres de Suede, s'ils vouloient consentir que les Députés du Roi de Danemark revinssent à Osnabrug. Nous leur demandâmes si, après ce consentement, ils étoient assurés, que les Imperiaux entreroient sincèrement en Négociation, sans plus chercher de difficultés. Ils nous répondirent qu'ils avoient fait la même demande au Comte de Nassau, & à son Colleague; mais qu'à nous dire le vrai, ils n'en avoient pu tirer aucune réponse certaine, mais seulement que cela pourroit beaucoup faciliter les affaires.

Ce fut Mr. Contarini qui fit seul la proposition, en présence toutefois de Mr. le Nonce, à cause qu'il ne se veut point mêler dans les intérêts des Herétiques. Après lui avoir déclaré qu'il seroit inutile de savoir le sentiment des Suedois, puisque les Imperiaux ne se veulent pas seulement expliquer, de ce qu'ils feroient après cela, nous lui fîmes connoître que cette ouverture n'avoit pour but que de traverser la Négociation de Mr. de la Thuillerie, & de faire renvoyer, de notre consentement, à Osnab-

K 2

brug

1644.

Leur entrevue avec les Suedois est différée.

Offres des Mediateurs pour recevoir un Acte public des soins de la France pour la Paix.

Propositions faites par les Mediateurs.

1644.

brug un différend que les Imperiaux appréhenderoient qu'il fut terminé à Osnabrüg; que cela n'empêcheroit pas que nous ne tâchassions, pour leur complaire, d'apprendre la pensée des Ministres de Suede sur ce sujet.

La seconde Proposition, qu'ils nous firent conjointement, fut que, pour augmenter toujours davantage la gloire, que nous avions acquise en facilitant les affaires, & mettre d'autant plus nos Parties dans le blâme, ils estimoiient que nous pourrions travailler ici à la reformation des Pouvoirs, pour gagner autant de tems; Que les Commissaires de l'Empereur avoient déjà fait reformer le leur, sans attendre qu'il en eût été convenu entre nous, & qu'ils soutenoient que la Communication, qu'on les pressoit de faire avec les Ambassadeurs Suedois, n'étoit pas une formalité nécessaire, puisque les Pouvoirs des uns & des autres avoient été dressés suivant la minute qui en avoit été ci-devant concertée entre l'Ambassadeur de l'Empereur & celui de Suede dans la Ville de Hambourg; qu'ils déclaroient qu'il n'y avoit rien de changé en cette minute, comme les Suedois le pouvoient remarquer dans la Copie qui nous en avoit été donnée ici, & croyoient que cette déclaration leur acqueroit un grand avantage, en ce que justifiant que la forme du Pouvoir a été déjà concertée entre eux & les Suedois; ils vouloient soutenir que par ce moyen la Negociation d'Osnabrüg étoit plus avancée que celle d'ici, où le même concert n'avoit pas encore été fait avec nous, & que, pour faire tout marcher d'un même pas, suivant le Traité préliminaire, il falloit nécessairement convenir d'une nouvelle forme des Pouvoirs, afin de les faire venir de part & d'autre; suivant les minutes dont on auroit été convenu. A quoi ces Messieurs ajoûterent, qu'ils nous prioient de faire reflexion sur les discours des Imperiaux, & les vouloir communiquer aux Ministres de Suede, pour savoir s'ils étoient veritables, & de différer de nous donner notre Ecrit, jusques à ce que nous fussions de retour de notre Conférence, parce que les Imperiaux faisant fondement sur la communication faite à Hambourg avec l'Ambassadeur de Suede, touchant leurs Pouvoirs, cela se trouveroit renversé si les Suedois le desavouent, & si nous ajoûtons leur desaveu dans notre Ecrit: Nous leur fimes voir clairement qu'il y avoit plus de subtilité que de raison dans le discours des Imperiaux, parce que, supposé qu'il fût veritable, & que, l'ajustement des pouvoirs dont ils parloient eût été fait à Hambourg, cela ne les exemptoit pas d'en faire de nouveau la communication, quand ce ne seroit que pour voir s'ils sont conformes à la minute qui en a été convenue; cette formalité étant absolument nécessaire, & ayant toujours été pratiquée à l'entrée de tous les Traités; que d'ailleurs les diligences dont avoient usé les Commissaires de l'Empereur, faisant reformer leur premier Pouvoir, sans avoir su de nous ce qu'il falloit ajoûter au deuxième, pour notre satisfaction; non seulement elle étoit inutile, mais n'avoit été faite qu'à mauvais dessein, pour tâcher de se mettre à couvert, par cette apparence de bonne volonté, du blâme que chacun leur donne, & n'être pas obligés d'y faire inserer les clauses essentielles, que nous avons intérêt d'y désirer, lesquelles ne se trouvent point dans le second, non plus que dans le premier; puisqu'entr'autres choses, il ne leur est pas donné pouvoir de traiter avec nos Alliés, traitant avec nous; que néanmoins nous ne laisserions pas de conférer de tout avec les Ambassadeurs de Suede, & d'en reparler auxdits Srs. Media-

teurs à notre retour, puisqu'ils le desiroient.

Les Députés de Mad. la Landgrave étant arrivés en cette Ville depuis quelques jours, après nous avoir visités, ont aussi désiré de saluer les Ambassadeurs de l'Empereur. Nous avons estimé nous devoir assurer auparavant, par le moyen de Mr. Contarini, qu'ils seroient reçus & traités civilement; mais nous avons été bien surpris lorsque la réponse dudit Sr. Contarini nous a appris, qu'il n'en avoit pu tirer aucune des autres, & qu'ayant demandé un délai pour en conférer ensemble, ils avoient enfin déclaré qu'ils exécuteroient en cette rencontre les ordres qu'ils avoient de l'Empereur, sans se vouloir expliquer plus clairement de son dessein.

Ledit Sr. Contarini n'a pu s'empêcher de dire, aussi bien que nous, qu'il trouvoit cette Déclaration un peu incivile. Cela nous confirme toujours de plus en plus dans l'opinion que nous avons prise d'abord, que ces Ambassadeurs, étant les mêmes qui ont demeuré cinq ans à Cologne, sans rien faire, ne sont pas ceux qui doivent conclure la Paix. Il semble qu'ils n'ont été envoyés ici, que pour amuser & dresser des Procès verbaux, & non pas pour y traiter des affaires importantes.

Tandis que l'on verra Mr. de Gurtz faire des voyages vers le Duc de Baviere, & le Comte de Hartsbourg en Danemark, où il est à présent, & qu'il ne paroitra personne ici, qui ait plus d'experience dans le manient des affaires, que ceux qui y sont; il y aura toujours lieu de croire, que ce qui s'y traite aux autres endroits tient plus à cœur à l'Empereur, que ce qu'on doit traiter ici.

Saavedra témoigne de n'approuver pas les difficultés que sont en toutes rencontres les Ministres de l'Empereur, & a dit à Mr. Contarini, qu'il en avoit fait plainte au Pere Quiroga, qui est auprès de l'Imperatrice, pour faire qu'on leur envoye d'autres ordres.

Nous ne saurions pas bien juger si c'est par feinte ou sincèrement qu'il fait paroître ces bonnes dispositions; mais nous avons remarqué en toutes occasions, qu'il a fait semblant de faciliter les affaires, & de vouloir surmonter les obstacles qui se sont rencontrés, soit que l'état où son Maître se trouve réduit l'y oblige en effet, ou qu'il prétende par cette conduite se rendre les Mediateurs plus favorables. Il avoit proposé ces jours passés d'écrire en corps au Roi de Danemark pour le convier de députer à Osnabrüg, afin que son intérêt ne retarde pas plus long-tems la Negociation generale; mais tout cela ne sert qu'à se mettre l'esprit en repos de la Negociation que Mr. de la Thuillerie a ordre de faire en Danemark.

Les Lettres qui viennent de Hambourg ne parlent que des magnificences aux présens que l'Empereur y fait faire, pour envoyer au Grand Seigneur, comme s'il avoit oublié l'ancienne Tradition, que ces Barbares s'enorgueillissent, plutôt qu'ils ne s'apaisent, quand on augmente les honneurs ou les dons, qu'on a accoutumé de leur faire; & l'opinion qu'ils ont que ce changement ne procede que de foiblesse ou de crainte, est plus capable d'attirer leurs armes contre les Chrétiens, que de les détourner. L'Empereur néanmoins ne s'en soucie pas, pourvu qu'il se délivre à présent de Ragotzy, qui est bien retourné dans ses Etats, mais sans avoir été défait, ni s'être accommodé; les petits échecs qu'il a reçus ont plutôt été des desordres, qui se sont mis dans ses Troupes, que des défaites. On dit que son Armée est encore de 3800. hommes, & que les

1644.

Reserves des  
Députés de  
la Landgrave.

Soupons sur  
les Courtes de  
Mr. de Gurtz.

Saavedra  
témoigne  
qu'il n'approuve  
pas la  
conduite des  
Imperiaux.

Reflexions  
là-dessus.

Magnificence  
des présens  
del'Empereur  
au Turc.

con-

1644.

conditions qu'il demande, pour s'accommoder, sont si hautes, qu'elles ne semblent pas partir d'un Prince, qui ait tout-à-fait envie de quitter les armes.

Deffains des  
Bavarois se-  
lon les bruits  
publics.

Les avis que nous recevons de divers endroits portent, que le deffain des Bavarois est d'attaquer une des Places que le Roi tient sur le Rhin, pourvûque Mr. le Maréchal de Turenne s'éloigne de l'Alsace. Ils s'imaginent que, comme elles nous ont autrefois servi à nous rendre Maîtres de Brisâc, elles leur pourront aussi faciliter la même entreprise, si, en leur donnant un passage sur le Rhin, elles leur avoient ouvert les moyens d'occuper l'Alsace. Quoique nous sachions que la Reine ne manque pas d'être bien avertie de toutes choses, nous avons appris celle-ci de si bon lieu, que nous croirions manquer à notre devoir, si nous ne vous le faisions savoir.

M. de Mello  
demande de  
grands se-  
cours à l'Em-  
pereur.

Dom Francisco de Mello fait de grandes instances pour avoir un secours considerable d'Allemagne. Les avis portent qu'il ne le demande que dans deux mois, à compter dès letems que l'armée de Sa. M. est entrée dans la Flandre. Quelques-uns croyent que Hatsfeld est destiné pour cela. S'il est vrai, comme on le dit, qu'il aille joindre l'armée de Baviere, ce pourroit bien être pour ce deffain, après avoir servi aux Bavarois, pour faire leurs premiers efforts vers le haut Rhin. Nous esperons que la prévoyance de la Reine, & la vigilance de Mrs. ses Ministres, rendront tous ces préparatifs sans effet, & que l'on aura bien pourvû, avant ce tems-là, aux diminutions qui arrivent ordinairement dans les armées Françoises, qui sont engagées à un long siège, afin qu'il reste dequoi faire tête aux Ennemis, quand ils seront renforcés.

Bruits venus  
de Rome.

Il est venu quelques avis de Rome, que le Roi offroit aux Espagnols d'abandonner le Portugal; pourvû qu'on fît présentement une Trêve, & que les affaires de Catalogne demeurassent pendant la Minorité du Roi au même état qu'elles sont à présent. La même chose a été écrite de Catalogne au Regent de cette Province, qui est ici près de nous; mais nous avons fait voir que ce sont des artifices de l'Ennemi, pour mettre nos amis en défiance, & refroidir l'affection des Sujets du Roi, qui sont en Catalogne. Lesdits Espagnols ont publié ici en même tems, que leur Maître avoit traité tous les prisonniers Catalans avec une grande douceur. Peut-être que voyant que la cruauté, qu'il a fait exercer contre eux jusques-ici, ne lui a pas réussi, il veut changer de methode; mais les Catalans ne témoignent pas être disposés à se laisser surprendre par ce changement.

Ces jours passés un Religieux de cette Ville fit savoir au Regent de Catalogne, que Saavedra desiroit de parler à lui; l'autre répondit qu'il n'avoit rien à traiter avec Saavedra, & nous en vint avertir à l'heure même. Celui qui en fit la recherche s'adressa à l'Aumônier du Regent, qui n'a pas voulu nommer le Religieux; mais nous avons sujet de croire que c'est un Jésuite, à cause que l'Aumônier frequente leur College & y dispute souvent de la Philosophie. Nous sommes &c.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Du 2. Juillet 1644.

*Arrivée de Mr. Salvius incognito à Munster. L'Envoyé au Transilvain est sur son départ. Leur crainte & leur soin avec Mr. des Hameaux. Affaire des Subsides.*

MONSIEUR,

Nous vous avons fait savoir par notre dernière Dépêche du 25. du mois passé ce qui a rompu notre Conférence avec les Ambassadeurs de Suede. Le Trompette qu'ils avoient envoyé à l'Archevêque de Breme est revenu depuis ce tems-là, qui, au lieu de faire cesser leurs appréhensions, les a beaucoup augmentées par la réponse ambiguë, qu'il leur a apportée.

Comme nous étions en peine par quel moyen résoudre avec eux, l'envoi du Gentilhomme, qui doit aller en Transilvanie, & traiter quelques autres points, qui nous faisoient désirer de nous aboucher avec eux, nous avons été surpris de l'arrivée imprévue de Mr. Salvius en cette Ville. Nous ne vous entretiendrons pas longuement par cet Ordinaire, de ce qui s'est passé en de longues Conférences que nous avons eues avec lui, tant en lui rendant notre visite; qu'en recevant la sienne. Premièrement il est encore ici, & nous ne sommes pas au bout de nos délibérations, pour vous les expliquer bien nettement. D'ailleurs nous rendons compte si clairement à S. E. des deux principaux points que nous avons traités ensemble, qui, selon notre opinion, ont été le sujet de sa venue, que nous nous promettons que vous n'aurez pas pour desagréable d'en voir le détail, dans la Lettre que nous avons l'honneur de lui écrire, en réponse de deux Dépêches, qu'elle avoit eue agréable de nous faire sur le même sujet. En un mot, l'assistance de Ragotzy, & le subside que nous payons à la Suede ont fourni la plus considerable matière de notre entretien; l'un & l'autre a été résolu entre nous comme on le pouvoit désirer.

Arrivée de  
Mr. Salvius  
incognito à  
Munster.

Celui qui fera le voyage de Transilvanie partira la semaine prochaine, & passant par Hambourg prendra celui qui sera dépêché pour le même sujet par Mr. Torstenfon, pour aller ensemble. Mais les Ambassadeurs Suedois jugent, aussi bien que nous, qu'il seroit plus préjudiciable de les envoyer sans Lettres de change. Ils ne font pas difficulté de fournir ici les cent huit mille Risdals, à quoi monte leur part; mais ils eussent souhaité que, comme l'Envoyé de Mr. Torstenfon sera le porteur de leur Let-

L'Envoyé  
au Transilvain  
est sur son  
départ.



1644.

tre, celui qui partira eût été aussi chargé de celui du Roi. Nous vous supplions, Monsieur, s'il est possible, puisque les premières sont déjà parties, comme il vous a plu nous marquer, d'en faire expédier de secondes, puisque c'est un Stile ordinaire des Marchands, & nous faire la faveur de nous les adresser.

Leur crainte  
& leur soin  
avec Mr. des  
Hameaux.

Cependant la crainte que nous avons, que Mr. des Hameaux ne se défaisisse de l'argent, sans bonne sûreté, nous a obligé de le prier par une de nos Dépêches, qu'il ne délivre rien, que lorsqu'on lui fera voir une Lettre de celui qui va trouver ledit Ragotzy, accompagnée d'une des nôtres, lesquelles ne lui seront point envoyées que lorsque l'on aura été assuré des bonnes intentions de ce Prince, & de la constance avec laquelle il est résolu de continuer son entreprise.

Affaire des  
subsidés.

Quant au Subside, nous avons eû diverses contestations, avant que de tomber d'accord. Enfin les précautions que nous avons eues, nous mettent à couvert des plaintes du Roi de Danemark, & nous donnent moyen de presser Mr. Torstenfon pour sa marche, puisque les Suedois consentent que le premier terme ne sera point payé, que lorsque Mr. Torstenfon se mettra en Campagne, & à condition que l'argent ne sera employé que pour la guerre d'Allemagne. Mais nous sommes obligés de vous faire remarquer, que nous voilà à la fin du mois de Juin, & que nous n'avons pas encore de nouvelle, que les Lettres de change pour les premières six cens mil livres aient été envoyées.

Nous ne manquerons pas au premier jour de faire savoir à Mr. Contarini, la satisfaction qu'a reçu S. M. des offres respectueuses de la Republique, afin qu'il connoisse que l'affection & la confiance des Ministres ne doit pas être moindre, que celle qui paroît entre les Maîtres, en ce qui regarde les affaires publiques.

Vous aurez déjà su comme le Gouverneur de..... a été plus homme de bien, qu'on ne l'avoit publié, au moins les avis de Cologne portent que les Bavaois ont été trompés dans leur attente de ce côté-là.

Par le prochain Ordinaire nous vous ferons un plus ample écrit de toutes choses, après que nous aurons mis en ordre, & résolu entre nous, ce qui jusques à présent n'a encore été qu'ébauché; car n'y ayant encore rien de pressé, ni de trop important, nous aimons mieux différer présentement d'écrire, que de manquer à faire nos complimens à Mr. Salvius, puisqu'il a pris la peine de nous venir trouver jusques ici. Il a désiré d'y être comme inconnu, & n'a point voulu être traité de personne; il n'a même été visité que de nous & de l'Ambassadeur Contarini. Nous sommes &c.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 2. Juillet 1644.

*Ils répondent à ses Dépêches du 13. & du 18. de Juin. Ils insistent qu'on envoie de l'argent à Ragotzy. Leur avis touchant les subsidés à Ragotzy. Touchant son Traité. Affaire des subsidés aux Suedois. Leur entretien avec Mr. Salvius. Leurs soins par rapport au Ceremoniel. Correlation des affaires publiques avec celle d'Allemagne. Leur soin pour la Paix entre les Couronnes du Nord. Un autre entretien avec Mr. Salvius. Leur sentiment par rapport au Duc de Baviere. Avis que leur donne le Député de Catalogne. Mouvements des Députés de la Landgrave.*

MONSEIGNEUR,

**E**NCORE que les deux Dépêches que V. E. a eû agréable de nous faire des 13. & 18. du mois passé, dont l'une nous a été rendue par le Sr. d'Allego, & l'autre par le dernier Ordinaire de Pologne, soient très-amples, & très-importantes, nous ne sommes pas obligés d'y faire une réponse bien exacte: Tout ce qu'elles contiennent est si judicieusement digéré, & si prudemment résolu, qu'il ne nous reste qu'à exécuter fidèlement & soigneusement tout ce qu'il plaît à V. E. nous ordonner, comme nous espérons de faire avec l'aide de Dieu.

Le Memoire pour dresser l'Instruction de celui qui doit aller en Pologne, ne nous servira pas seulement de règle, mais nous soulagera tout-à-fait de la peine de travailler; il comprend si exactement tout ce qui peut être fait en cette Cour-là pour le service du Roi, qu'il seroit difficile d'y ajouter, sans que l'addition fut superflue: de sorte que nous n'aurons qu'à copier le Memoire, pour dresser l'Instruction, & nous aurons déjà achevé cette affaire, si Mr. de Bregy, que nous attendons aujourd'hui, étoit arrivé, pour savoir, s'il veut faire le voyage.

Nous espérons en même tems de faire partir celui qui doit aller en Transilvanie, puisque Mr. de Croissy, qui nous avoit fait paroître quelque irresolution, & aversion pour ce voyage, s'est enfin résolu de l'entreprendre. Si Mr. de Bregy fait l'autre, ils pourront aller ensemble

Ils répondent  
à ses Dépêches  
du 13. & du  
18. de Juin.

Ils insistent  
qu'on envoie  
de l'argent à  
Ragotzy.



r644.

ble jusques en Pologne; sinon ledit Mr. de Croissy sera chargé des deux Emplois. Mais nous sommes obligés de représenter à V. E. que, s'il arrive près de Ragotzy, sans y porter aucune Lettre de change, il est malaisé de se promettre aucun bon effet de sa Negociation.

Monsieur le Comte de Brienne nous écrit bien par sa dernière Dépêche, qu'elles ont été résolues, & envoyées à Venise & à Constantinople, pour être acquittées en l'un de ces deux Lieux; mais outre qu'il ne nous marque point pour quelles sommes elles ont été faites, & si elles sont pour 118000. Risdals, à quoi monte la part que le Roi doit fournir cette première année; tant pour la moitié du subside, que de la somme que le Ragotzy a été contraint de payer à la Porte, pour avoir permission de prendre les armes.

Leur avis  
touchant les  
subsidés à  
Ragotzy.

Il semble que, pour garder l'ordre, il eût été meilleur que l'on se fût contenté d'envoyer en ces deux Lieux des Lettres d'avis, & qu'on eût envoyé ici des Lettres de change, pour en rendre porteur ledit Sr. de Croissy, de crainte que, s'il arrive en Transilvanie les mains vuides, ce Prince, auquel jusques-ici les Suedois n'ont rien tenu de ce qu'ils lui ont promis, ne s'imaginer qu'on ne lui envoie que pour l'amuser; vu même que l'Envoyé n'aura pas charge de ratifier le Traité, ni même de lui promettre, qu'on ne conclurra point la Paix, sans son consentement. Si V. E. le jugeoit à propos, il seroit bien nécessaire, en cas que les premières Lettres de change aient déjà été envoyées, de nous en adresser de secondes, puis qu'aussi bien c'est le Stile ordinaire des Marchands d'en délivrer plusieurs pour une même somme, quand elle est considérable comme celle-ci, & qu'elle doit être payée en quelque Lieu éloigné; mais il faudroit qu'on nous les envoyât promptement, afin que, si elles ne peuvent être consignées audit Sr. de Croissy, avant son départ d'auprès de nous, elles lui puissent être portées à Hambourg ou à Lubec, où il doit attendre celui que Mr. Torstenson doit envoyer avec lui.

Touchant  
son Traité.

Nous savons bien, Monseigneur, que le Traité du Ragotzy ne peut & ne doit être vérifié & ratifié par le Roi; mais pour la promesse de le comprendre dans la Paix, & de ne la conclure pas sans lui, V. E. aura pu voir, dans nos Dépêches précédentes, les raisons qui nous ont fait croire, qu'elle nous est plus avantageuse, que préjudiciable aux Intérêts du Roi. Nous attendons avec impatience la réponse de V. E. sur cet article, que nous jugeons très-important, parce qu'il sera difficile d'obtenir que le Ragotzy promette de ne faire point de Paix avec l'Empereur, sans le consentement des deux Couronnes, si en même tems elles ne s'obligent aussi de ne traiter point sans lui.

Affaires des  
subsidés aux  
Suedois.

La résolution que la Reine a prise par le conseil de V. E., touchant le subsidé qui est dû aux Suedois, par le Traité d'Alliance, est accompagnée de toute la prudence, & de toutes les précautions qu'on y eût pu désirer; car comme il eût été peut-être dangereux d'en refuser tout-à-fait le paiement, quoique les Suedois en aient donné assés de sujet, pour les raisons que V. E. remarque, il ne seroit pas aussi raisonnable de le continuer, s'ils persistoient à tourner toutes leurs pensées à employer toutes leurs forces contre le Roi de Danemark.

Il s'est rencontré heureusement, comme nous délibérons des moyens de traiter cette affaire avec les Ambassadeurs de Suede, & d'y apporter les précautions que V. E. nous prescrit, que Mr. Salvius est arrivé en cette Ville; nous avons bien jugé d'abord, que ce point étoit un

des principaux sujets de son voyage; c'est pourquoy nous avons résolu en le visitant de lui en laisser ouvrir le discours, ce qu'il n'a pas manqué de faire.

1644.

Il a néanmoins commencé par l'assistance qu'il trouve à propos de donner promptement au Ragotzy, ensuite du Traité qui a été fait avec lui, nous ayant témoigné que la Suede étoit disposée d'y contribuer de son côté, tout ce à quoi elle étoit obligée. Sur quoi, avant que de lui répondre, nous n'avons pas oublié de lui faire considérer, que, si la France avoit engagé la Suede de la sorte dans un Traité sans lui en parler, les Ministres de Suede ne seroient pas peut-être si prompts d'en accomplir les conditions, que ceux du Roi l'ont été à l'exécution de la part de S. M. ayant reconnu que cette diversion pourroit être utile à la cause commune, & à faire plutôt obtenir une bonne Paix, qu'elle n'avoit pas fait difficulté d'entrer en cette nouvelle dépense; que néanmoins nous étions obligés de lui dire, que pour tirer quelque fruit de l'assistance du Ragotzy, il falloit nécessairement que Mr. Torstenson retournât au plutôt dans son voisinage agir de concert avec lui, & le fortifier par son approche, sans quoi il y avoit très-grand sujet de craindre, que tous les soins qu'on y apporteroit, & toutes les dépenses qu'on y pourroit faire ne fussent perdus. Nous lui en avons allegué des raisons si concluantes, qu'il a été contraint de se ranger de notre avis, & de nous avouer que, si cette guerre de Danemark eût pu être différée, nous eussions fait la Paix cette année, & la Suede eût eu le loisir, après cela, de se venger à son aise des injures, qu'elle avoit reçues du Roi de Danemark.

Nous lui avons ensuite déclaré franchement que le Traité fait avec le Ragotzy est conçu en une forme, & contient diverses choses, qu'il ne permettent pas au Roi de le ratifier. Il a trouvé les raisons que nous lui avons alleguées si justes, qu'il nous semble d'avoir remarqué dans son discours, qu'on a pris en Suede une résolution contraire à celle de la Reine, qui est d'exécuter les principaux points du Traité, sans en venir à la ratification. Il estime néanmoins qu'il sera difficile de s'exempter de promettre à ce Prince que l'on ne traitera point sans son consentement, & sans le faire comprendre dans le Traité de Paix, auquel même il insiste que nous le conviions par nos Lettres.

Le deuxième article de son discours a été la demande du subsidé, à laquelle nous nous attendions bien. Il l'a faite en exagérant le besoin que leurs Troupes ont de cette assistance.

Nous lui avons répondu d'abord avec un peu de froideur, comme nous y étions préparés, & n'avons pas manqué de lui représenter le préjudice que reçoivent les affaires publiques par la nouvelle Guerre, que la Couronne de Suede a entrepris contre le Danemark, sans le consentement, ni la participation de ses Alliés; que la principale de leurs armées étant employée de ce côté-là, depuis quelques mois, l'on ne pouvoit pas demander, en vertu du Traité d'Alliance, le paiement du subsidé ordinaire, qui n'étoit destiné que pour la guerre d'Allemagne; que non seulement la France n'avoit point d'intérêt à celle de Danemark, mais en recevoit un très-grand préjudice, en ce que l'Allemagne ayant été comme abandonnée par les forces de Suede, les affaires de la Guerre y alloient déperissant de jour à autre, celles de la Paix en étoient retardées, & tout le fardeau nous tomboit sur les bras; ce qui nous obligeoit de faire une infinité de nouvelles dépenses; qu'il étoit trop raisonnable pour croire que nous dussions encore

con-

1644.

Contribuer à faire durer une diversion, qui nous Jettoit dans de nouvelles peines, puisque ce seroit rendre la Mediation du Roi suspecte aux Danois, & nous ôter le moyen d'assoupir le différend qu'ils ont avec la Suede, que chacun juge capable de ruiner enfin tous les desseins des Couronnes alliées dans l'Empire.

Nous en sommes venus jusques à lui faire voir le détail des dépenses extraordinaires que la Reine a été contrainte de faire pour s'opposer à l'Empereur, à cause qu'il est aujourd'hui libre dans l'Allemagne, où nous n'avons pas oublié les efforts qu'on fait dans les Pais-bas, qui, selon qu'ils ont pu apprendre par les avis publics, doivent bientôt attirer pour secourir la Flandres une partie des forces qu'on avoit résolu d'employer contre l'armée Suedoise. A la vérité, Monseigneur, quoiqu'il n'ait pas eû de bonnes raisons pour opposer aux nôtres, il est demeuré un peu surpris de notre discours, & croyant peut-être de nous étonner, il nous a demandé un peu brusquement si on vouloit rompre l'Alliance; nous avons répondu qu'elle seroit toujours observée aussi religieusement de notre part qu'elle l'avoit été ci-devant; mais que les obligations étant reciproques, il falloit qu'un chacun fît de son côté ce qui est porté par le Traité, & qu'en un mot la France ne pourroit jamais se résoudre de contribuer aux fraix de la guerre de Danemark; qu'il se pouvoit souvenir, que, lorsqu'elle avoit été entreprise, on avoit positivement promis qu'elle ne diminueroit en rien la vigueur avec laquelle on avoit agi jusques ici dans l'Allemagne, & que Mr. Torstenson & son armée y retourneroient aussi-tôt que la Campagne seroit en état de nourrir la Cavallerie; que cependant nous aprenons qu'il n'y avoit encore aucuns préparatifs pour la marche; qu'au contraire il sembloit qu'il lui arrivât tous les jours de nouveaux ordres, ou de nouveaux sujets pour le retenir en Holstein, & qu'après qu'on avoit pris prétexte, pendant quelque tems, sur ce que l'herbe n'étoit pas venue, l'on parloit maintenant de différer jusques à ce que la Moisson fut faite. Nous n'oserions pas importuner V. E. de tout ce qui a été fait sur ce sujet en cette premiere Conference, en laquelle nous avons réduit le Sr. Salvius à nous proposer quelque partie du subsidie qui pourroit être maintenant employée au paiement du Ragortzy, & que le reste du premier terme seroit distribué à leurs Garnisons de la Pomeranie; mais voyant que son offre ne pourvoyoit pas à ce que nous désirions, & que nous avions résolu de ne nous point expliquer de nos sentimens, à cette premiere visite, nous nous séparâmes.

Nous n'apprenons pas que les Lettres de change aient encore été envoyées, ce que nous estimons devoir faire entendre à V. E. pour lui donner à connoître le préjudice que recevroient de deçà les affaires du Roi, si l'on aporçoit un plus long délai à ce paiement. Les Suedois qui sont naturellement défiants s'imagineroient sans doute, qu'après avoir confessé que la chose n'est plus due, nous conservons toujours la même créance, & que les démonstrations contraires que nous faisons, si elles ne sont accompagnées de l'effet, ne seront que pour passer le tems, & les amuser. Voilà, Monseigneur, ce qu'ont produit deux longues Conférences que nous avons eûes avec Mr. Salvius, dont cette affaire a été le principal sujet.

La résolution que nous avons prise avec ledit Sr. Salvius, n'a pu recevoir sa dernière forme, parce qu'il a refusé de la mettre par écrit: nous ayant témoigné, que ni lui ni Mr. Oxenstiern, qui sont Ambassadeurs de la Couronne de Suede, & entre les autres desquels le paye-

ment du subsidie ne doit pas être fait, ne pouvoient avec dignité faire une convention de cette nature; mais il est demeuré d'accord, & nous a positivement promis, qu'avant la délivrance de l'argent, Mr. Torstenson, ou ceux qui auront ordre de le recevoir, nous donneront toute satisfaction, selon ce qui a été véritablement convenu entre nous. C'est à quoi nous veillerons, Monseigneur, ne croyant pas que nous eussions pu ménager en cette occasion quelque chose de plus à l'avantage du Roi, hors d'exempter Sa M. de l'entier paiement du subsidie; mais nous eussions jugé cette proposition de périlleuse conséquence, & sommes ravis que V. E. ait fait le même jugement.

Nous sommes sur le point d'envoyer vers Monfr. le Prince d'Orange, pour convenir par son entremise, s'il est possible, de quelque expédient avec Mrs. les Etats, pour les honneurs qu'ils prétendent qu'on doit faire à leurs Ambassadeurs en cette Assemblée. Nous aurions déjà fait commencer cette Negociation, suivant les ordres qui nous en ont été envoyés, si nous n'eussions attendu l'arrivée de Mr. de Bregy, que nous avons appris avoir passé près dudit Prince, par le commandement de S. M. Peut-être aura-t-il eû charge d'en parler, & en ce cas nous pourrions apprendre la disposition qu'il aura trouvée dans l'esprit dudit Prince. Si nous avions à faire à des personnes raisonnables, ils devroient être bien contents des ordres, que l'on a résolu d'envoyer à Mr. de la Thuillerie, & ne nous presseroient pas davantage de faire ici des choses en leur faveur, qui nous feroient très-grand préjudice envers ceux qui ne leur cedent pas, les Electeurs ayant résolu tout de nouveau dans leur College de ne ceder ici, ni à eux ni à Venise; mais nous avons déjà remarqué diverses fois, qu'ils sont si injustes, qu'au lieu de savoir bon gré du traitement qu'on leur fait à un endroit, ils le veulent tirer à conséquence pour tous les autres, & que, sans considérer la peine ou le préjudice qu'ils font à leurs amis, ils ne songent qu'à pousser toujours leurs prétentions plus avant, au desavantage de qui que ce soit; ce qui nous fait extrêmement craindre que l'on ne puisse pas seulement prendre facilement un temperament avec eux, pour lequel néanmoins nous n'omettrons rien de ce qui dépendra de notre industrie.

Il est très-assuré, Monseigneur, que toutes les affaires publiques prennent leur mouvement & dépendent en quelque sorte de celles d'Allemagne. Le jugement que V. E. en fait est appuyé sur tant de solides considérations, qu'il ne reste pas lieu de fonder en raison une opinion contraire. Aussi les Ennemis, qui ne connoissent pas mal cette maxime, témoignent de ne ressentir pas toutes les pertes, qu'ils font ailleurs, pourvu que leurs desseins prosperent dans l'Empire. Ils tiennent pour assuré que, si les Membres divisés de ce grand Corps peuvent être une fois tous réunis pour agir de concert sous la conduite du Chef, il y auroit peu de Puissances capables de lui résister. C'est d'une semblable esperance qu'ils repaissent leurs partisans & font semblant d'être bien aises que la France fasse ses plus grands efforts aux autres endroits, qui, selon leur avis, ne sont que des accessoires, & où ils disent, qu'une seule Place est le fruit d'une année de guerre, & le seul prix d'une dépense prodigieuse, qui consomme insensiblement les forces de l'Etat, pendant qu'eux rangent des Provinces entières à leur dévotion, & se rendent Maîtres des forces de tout un grand Pais, avec lesquelles ils se promettent un jour, en portant la guerre dans le cœur du Royaume, de redemander tout à la fois la conquête de plu-

1644.

Leurs soins  
par rapport au  
Ceremoniel.

Correlation  
des affaires  
publiques  
avec celles  
d'Allemagne

1644.

plusieurs années, ce sont des imaginations dont ils se flattent principalement, quand, pour en faciliter l'exécution, ils espèrent qu'il arrivera des diversions en France; ce qui fait néanmoins connoître, que toutes leurs espérances, & leur ressource sont de ce côté-là, & qu'en effet c'est le seul endroit d'où nous ayons lieu de craindre. C'est pourquoi, Monseigneur, V. E. ne fauroit faire prendre une plus utile résolution à la Reine, selon notre foible avis; que d'avoir particulièrement à cœur les affaires d'Allemagne, où peuvent être désormais les plus grands efforts de la Guerre, soit que l'on se trouve forcé de la continuer, soit qu'on veuille obliger les Ennemis à faire plutôt la Paix, & qu'on ait dessein de l'obtenir honorable, en conservant les avantages que Dieu nous a donnés.

Leurs soins pour la Paix entre les Couronnes du Nord.

Mais, certes, Monseigneur, le plus nécessaire, pour parvenir à l'un ou à l'autre, est d'accommoder le différent de Danemark, n'y ayant jamais eu d'entreprise si hors de saison, & si préjudiciable à la France, que cette malheureuse Guerre. Le dessein que V. E. a d'y faire travailler vigoureusement Mr. de la Thuillerie, & de n'y épargner pas l'argent du Roi, est un effet de sa prudence ordinaire. Quoique nous ne connoissions gueres davantage d'occasion aujourd'hui, où il puisse être plus utilement employé, nous appréhendons d'avoir trop hardiment fait la proposition de cette nouvelle dépense, avant que d'avoir vu les sentimens de V. E. qui approuvent sans rien conclure.

Un autre Entretien avec Mr. Salvius.

Le deuxième jour suivant, comme Mr. Salvius nous a rendu la visite, & après avoir traité de plusieurs autres points de notre Negociation, il est retombé sur l'article du subsid. Lorsqu'enfin il a vu que nous persiflions à nos premières difficultés, il a ajouté à ses offres précédentes, qu'une partie de l'argent du terme échû pourroit demeurer à Hambourg, jusques à ce que Mr. Torstenfon fût en chemin pour retourner dans l'Allemagne. C'étoit la proposition que nous eussions faite, si elle ne fût venue de lui; néanmoins nous n'avons pas expressément témoigné d'en être satisfaits. Ce n'est pas que ledit Sieur Salvius, étant homme d'affaires, & très-habile, n'ait assez remontré, que c'est tout ce que nous pouvions prétendre. Aussi est-il véritable, que trouvant en ses précautions les remèdes que nous pouvions chercher à nos appréhensions, & ayant considéré, que, comme l'une des conditions excitera Mr. Torstenfon de se remettre plutôt en Campagne, l'autre nous met à couvert des plaintes du Roi de Danemark, & du dessein qu'on pourroit avoir d'engager la France à l'avenir dans cette Guerre, & en d'autres semblables, en vertu du Traité de Weymar; nous serons obligés de nous en contenter, dans la croyance que nous avons, d'avoir exécuté en cette rencontre tout ce qu'il a plu à V. E. de nous prescrire. Mais ce qui nous donne un peu de peine, est que nous voici à la fin du terme, & que nous avons à faire à des gens extraordinairement pressans; mais nous avons lieu d'espérer que son Autorité y fera pourvoir. Si ce Traité s'acheve en peu de tems, & si on peut arriver auprès du Ragotzy, avant qu'il ait fait le sien, pour l'empêcher d'y entendre; il y aura lieu de se promettre une glorieuse Paix, à la fin de cette Campagne.

Cependant, pour faire connoître aux Impériaux, ainsi que V. E. nous l'ordonne très-prudemment, que nous ne sommes pas ici pour attendre leur commodité, il ne sera pas inutile de faire des démonstrations d'en vouloir partir, s'ils ne se disposent à traiter les affaires d'une autre façon, qu'ils n'ont fait jusques ici. Nous

TOM. II.

nous sommes tellement rencontrés en cela dans le sentiment de V. E. que, si leur refus de traiter avec les Suedois continué encore quelque tems, nous n'estimerons pas hors de propos qu'en effet un de nous, & l'un des Plenipotentiaires de Suede se retirât pour leur donner appréhension, que les deux autres en feroient bientôt de même, s'ils ne se dispoient d'entrer sincèrement en Negociation, après avoir toutefois informé les Princes & Etats des justes causes qui nous auroient obligés de prendre cette résolution. Mr. Salvius nous a parlé le premier en ce sens, & c'est l'une des choses où il a le plus insisté.

Nous croyons encore, Monseigneur, que rien ne peut tant contribuer, ou à faire promptement la Guerre, ou à conserver nos avantages dans la Paix, que l'entremise de Mr. le Duc de Baviere, pourvu que l'on puisse espérer, qu'il l'emploiera sincèrement, & qu'il nous sera favorable. Nous nous sommes étonnés, que, pour commencer la confiance, qu'il témoigne vouloir établir avec la France, il n'a point fait plus de diligence d'envoyer ici de sa part. Il y a même lieu de lui faire connoître le sujet que l'on a de se plaindre, que lui ni les autres Electeurs n'ayent point encore envoyé leurs Députés, vu le tems qu'il y a que nous sommes ici, où leur présence avanceroit de beaucoup les affaires, s'ils avoient une véritable envie de la Paix.

Nous ne savons pas si V. E. ne jugeroit point à propos, puis que ledit Sr. Duc offre d'envoyer quelqu'un de sa part à la Cour, pour y demeurer, de tenir aussi secrètement auprès de lui quelqu'un de la part de la Reine, pour agir selon les occasions, & avec lequel nous établirions un Commerce secret. Un François ne seroit pas propre pour cette Commission, mais quelque Gentilhomme Italien, confident de V. E. y pourroit aller de Rome, sous prétexte de demander d'être employé dans la Guerre. Outre qu'il expliqueroit de bouche les ordres qu'on lui enverroient, & en prendroit la réponse à la source, on n'auroit pas sujet d'avoir le même soupçon de lui, qu'on pourroit avoir de celui qui viendrait de Paris. Aussi-tôt que nous verrons ici quelqu'un de la part dudit Duc, nous lui témoignerons la bonne disposition de la Reine, & tâcherons d'établir une véritable confiance avec lui, pour essayer d'en tirer les lumières & avantages qui nous seront nécessaires dans notre Negociation, pourvu que nous trouvions en lui la même sincérité que nous lui ferions paroître. Nous ne manquerons pas néanmoins de nous y conduire avec une grande retenue, pour ne pas donner de jalousie aux Suedois, qui entrent aisément en méfiance de toutes choses. Cependant, jusques à ce qu'il y ait ici quelqu'un de sa part, nous voyons peu de moyen de lui faire savoir de nos nouvelles, comme V. E. le désire, ne connoissant ici personne à qui nous en puissions parler avec confiance.

Le Regent de Catalogne vient de nous dire que la difficulté que nous avons faite sur le Pouv. des Espagnols, à cause de la qualité de Comte de Barcelone, que le Roi d'Espagne y a prise; a fait un très-bon effet dans l'esprit des peuples de ce Pais-là; auxquels il en avoit donné avis. Il nous a rendu des Lettres de remerciemens, de la part des Députés & des Conseillers de la Ville, en nous assurant que de semblables démonstrations sont quelquefois plus propres à retenir les Catalans dans leur devoir, que d'autres qu'on croiroit plus importantes.

Les Députés de Mad. la Landgrave font ici

L

de

1644.

Leur sentiment par rapport au Duc de Baviere.

Avis que leur donne le Député de Catalogne.

Mouvement

1644.  
des Députés  
de la Land-  
grave.

de grandes plaintes, de l'armement que fait le Comte d'Embsen dans la Frise Orientale, n'étant point accoutumé d'avoir de gens de guerre & ayant pris à son service, depuis peu, quelques Compagnies d'Infanterie & de Cavallerie, que Mrs. les Etats ont fait semblant de licentier. Ce nouveau procédé donne sujet à ladite Dame de croire que Mrs. les Etats, pour étendre leur Domination, ou que Monfr. le Prince d'Orange, pour autoriser ledit Comte, duquel le fils a épousé sa Cadette, veulent se rendre Maîtres de cette Province, & en chasser les Troupes de ladite Dame, qui, depuis quelques années, la tiennent sous contribution. Ses Députés s'en plaignent si hautement, qu'ils nous font extrêmement appréhender l'effet des mécontentemens qu'on leur donne en cette occasion. Ils en sont venus jusques à nous dire, que, sans le respect que leur Maîtresse porte au Roi, elle sauroit bien se garantir de l'injure qu'on lui veut faire. Lorsqu'on en parle à Mrs. les Etats, ils sont les ignorans de ce dessein, & Monfr. le Prince d'Orange croit donner une bonne réponse, quand il promet qu'on ne fera rien au préjudice de Mad. la Landgrave, ou que de son consentement. Ladite Dame ne se contente point de ces déclarations, & proteste qu'il n'y a rien à traiter avec Elle sur ce sujet, que l'unique moyen de la satisfaire est de faire cesser cet armement; que, hors l'intérêt du Roi, s'il falloit retirer ses Troupes de quelque endroit, Elle aimeroit mieux tirer de l'argent des Espagnols, pour leur remettre Cassel & les autres Places, qu'Elle tient de là le Rhin, que de recevoir celui que Mrs. les Etats voudroient lui offrir pour abandonner le Pais d'Ostfrise; que comme cette Province lui fournit une retraite assurée, en cas qu'elle fût pressée par les Ennemis, & lui donne moyen de faire ses recrues toutes les années, ce ne seroit pas prudence à Elle de s'en dessaisir; & qu'Elle sera obligée de hazarder & d'abandonner tout le reste pour la conserver. Cette affaire merite qu'on prenne soin de l'assoupir en sa naissance.

Nous envoyons à V. E. le Memoire que lesdits Députés nous ont donné. S'il s'agissoit d'un simple différend entre Mrs. les Etats, & la Landgrave, les Ministres de Sa M. se pourroient rendre entremetteurs pour l'accommoder; mais étant question d'ôter une Province des mains d'un Allié du Roi, qui s'en sert, pour la faire tomber à des gens, qui sont si respectueux envers l'Empereur, & si soigneux de leur neutralité, qu'on ne croit pas qu'ils osassent même aujourd'hui penser à l'Ostfrise, s'ils n'en avoient un secret consentement de la Cour de Vienne, où l'on aime encore mieux qu'elle soit entre les mains de neutres, que d'un Ennemi déclaré; il semble que la France a grand intérêt d'intervenir en l'affaire comme Partie, & comme ayant intérêt à présent de l'empêcher. Qui que ce soit qui entreprenne la chose, ou le Corps de l'Etat, ou Monfr. le Prince d'Orange; il faut qu'ils connoissent, que leur dessein est si mal reçu de tous les gens de bien, qui s'intéressent dans la Cause commune, qu'ils soient obligés de le desavouer. Mais s'ils y ont une fois mis le pied, il sera difficile de leur faire lâcher prise. C'est pourquoi il importe, selon notre foible avis, sans faire semblant de connoître d'où vient le mal, d'en parler de bonne heure vivement & avec chaleur, comme d'une chose à laquelle l'on est nécessairement obligé de prendre part, à cause qu'elle détruit une partie de nos affaires dans l'Allemagne; si ce n'est que Mrs. les Etats faisant entier leur armée voulussent en même tems se déclarer contre l'Empereur; auquel cas il nous seroit

indifférent, qu'eux ou Mad. la Landgrave fussent Maîtres de la Province, & nous pourrions nous entremettre des conditions de leur accommodement. Sans cela ils ne pourroient s'excuser de faire une espèce de perfidie en maltraitant une Princeesse, qu'ils ont autrefois engagée à prendre les armes, en lui courant sus, dans une saison où ils seroient obligés, par toutes sortes de raisons, de lui donner assistance. Nous sommes &c.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 2. Juillet 1644.

*La faute des Imperiaux excuse celle de la France. Affaires de la Guerre. Affaire du Transilvain Soit que doit avoir l'Envoyé en Pologne. La Paix particuliere entre la Suede & le Danemark assureroit la generale. Il faut tâcher de rompre la délibération du Cercle de Westphalie. Desseins du Duc de Baviere sur Brisac. Précautions pour satisfaire l'Empereur touchant une Traduction de la Lettre circulaire. Il laisse à leur soin de parler aux Plenipotentiaires Suedois de l'affaire des subsides. Reflexions sur la Médiation à Osnabrug. Sur la conduite de l'Empereur. Leurs mesures à prendre si les Ministres Suedois se retirent d'Osnabrug. Il est irresolu sur les engagements avec le Transilvain. Il est presque assuré du Duc de Lorraine. Affaires de Catalogne. Jonction de Marsin à Espenan. Quelques avantages des François. Rapport d'une victoire du Transilvain. Bruit de la Paix d'Italie.*

MESSIEURS,

LA votre du 18. a été reçue le 29. elle contient des points sur lesquels il échet de vous éclaircir, & d'autant plus importants à délibérer. Pour ceux-ci, il est hors de saison de s'y arrêter, & certes il faut que la faute des Imperiaux excuse celle que nous pourrions faire, & qu'ils commencent à s'attirer la haine publique; mais s'ils croient que nous voulons la Paix pour craindre la durée de la Guerre; ils se trouveront mécomptés.

La faute des  
Imperiaux  
excuse celle  
de la France.

L. e.



1644.  
Affaires de  
la Guerre.

Affaire du  
Transilvaire.

Les défaites de nos troupes à Werlinghen & devant Lerida n'ont point eu de suite. Le gain de la Bataille de Rocroi a causé la prise de Thionville. Présentement Monsieur de Turenne fait tête à l'armée de la Ligue, & la tient serrée, & lui a enlevé un Quartier. Monsieur de la Mothe songe à secourir Lerida; Il a une puissante armée de Troupes Françoises & Catalanes, & se trouve en état de faire cette entreprise ou une plus considérable. Celle du Roi Catholique s'affoiblit, & se trouve si fort incommodée de la disette des vivres, qu'elle parait à l'extrémité. La notre devant Graveline avance ses travaux. Le premier fossé a été passé peu défendu, & aussi lâchement abandonné que le Fort Philippes. Il faut pourtant conclure qu'ils manquent d'hommes & de courage, & l'un comme l'autre rend la prise assurée; à moins que la Place ne soit secourue en forçant nos lignes, donnant & gagnant une bataille. Outre que c'est ce qui est le plus difficile à exécuter, dans le métier, il faut l'entreprendre avec une forte armée contre une foible, & grâces à Dieu, nos affaires ni les leurs ne sont pas en cet état, & les soins de la Reine ont empêché la diminution de la nôtre, la rafraichissant de tems en tems par un bon nombre de Troupes, ainsi que je vous ai mandé. D'où vient donc la gloire & la présomption de l'Empereur d'avoir remporté quelques avantages sur le Prince de Transilvanie? S'ensuit-il qu'il est vrai, & que même cela fût un changement en l'état des affaires? Quand l'on a commencé à continuer la Guerre, quand on a pensé de faire la Paix, l'une ou l'autre de ces choses étoient-elles appuyées sur les forces de ce Prince? Vous savez, Messieurs, qu'à peine étoit-il connu en France, & qu'on a méprisé la petitesse de son Etat; aussi n'a-t-il d'étendu que sept Montagnes. Mais comme toute diversion aide, cela n'étoit pas à rejeter. Monsieur Torstenson l'ayant engagé en l'affaire, devoit exécuter de point en point ce qu'il lui avoit promis; se retirant des Pais Hereditaires, & de la Moravie, il a facilité la ruine de ce Prince, donné lieu à l'Empereur de respirer, & ayant tardé de vous faire remettre le Traité qu'ils avoient passé ensemble, retardé aussi le paiement des sommes qui lui avoient été promises que nous devons contribuer. Je vous ai écrit que j'avois envoyé à Monsieur des Hameaux une Lettre de change de cent mille Rixdales, & les ordres qu'il avoit eus. C'est ce qui se pouvoit faire, & dont vous convenez en me pressant de l'exécution de cela même. Et afin que ledit Prince soit plus assuré de cette vérité, je vous envoie une Lettre que ledit Sieur Contarini & Hoenff m'ont donné; par laquelle il reconnoitra sur quels Marchands l'on a tiré cette somme, & le tems pris pour en faire le paiement court déjà. Je ne veux pas disconvenir que Monsieur du Bois-Carquoi eût été très-propre à faire le voyage, auquel on veut envoyer Monsieur de Croissy; mais c'a été sur le récit que vous avez fait de sa capacité, qu'on l'y a destiné. S'il appréhende de l'entreprendre & que vous ayez auprès de vous quelqu'un propre à y être envoyé, vous le pourrez faire; & pour vous en faciliter le moyen, je joindrai à cette Lettre une de créance audit Prince, que vous remplirez du nom & de la qualité de celui que vous lui dépêcherez; mais je suis trompé, si ledit Sieur de Croissy n'a envie de l'entreprendre. Il fera très-à propos que celui que vous enverrez en Pologne ait charge d'empêcher, à la Diète prochaine, qu'il ne soit rien résolu contre les Suédois. Ceux-ci en sont en appréhension, & pour leur dire que le Roi de Pologne nous fait donner des assurances de

Soin que doit  
avoir l'En-  
voyé en Po-  
logne.

son affection, & de vouloir religieusement observer les Traités qu'ils ont entr'eux, ils ne sont pas pour cela en plus grande assurance. Le Resident du Roi de Pologne propose, aussi bien que vous, de le marier, en ayant toujours eu quelque pensée. Pour la Princesse Marie, je ne la trouve pas absolument éloignée d'entendre à cette proposition, & je ne doute pas que Sa Majesté usant de persuasions envers elle, qu'il pourroit la persuader. Sa qualité supplée à quelques défauts qu'on remarque en ce Prince; mais elle n'est pas assez puissante pour disposer Mademoiselle à quitter la France, pour aller si loin. Et comme vous vous êtes excusés de la comprendre sous le nom de Princesse, je me suis aussi dispensé de faire pressentir ses dispositions, & celles de Montaigneur le Duc d'Orléans son Pere.

Il est certain que la Guerre entre le Danemark & la Suede, ayant donné sujet à diverses pensées, & flatté l'Empereur de mille belles apparences, il faut, pour continuer le Traité general, essayer de conclure celui d'entre ces Couronnes, & assister puissamment Monsieur de la Thuillerie de tous moyens qui y puissent contribuer, auquel il vous plaira de faire remettre jusques à dix mille Ecus, & les prendre sur les cinquante que vous avez, qui seront remplacés au premier jour. J'en ai déjà expédié l'ordonnance, & Messieurs des Finances m'ont promis de traiter avec Monsieur Hocuiff, & conjointement de faire payer Monsieur de Rorte des appointemens de cette année. Il est juste de les lui faire délivrer sur les Lieux, & que la Reine porte la taxe du change, dont le prix est excessif. En cela il aura éprouvé que ses merites joints à vos recommandations sont considérés.

Si vous trouvez jour de rompre la délibération prise en l'Assemblée du Cercle de Westphalie, ce sera un grand service que vous rendrez à Sa Majesté, ou éluder seulement l'effet en seroit un considerable, bien entendu que vous profiteriez du tems pour parvenir à la première fin. Les Marquis de Brandebourg & de Neubourg pourront vous y aider; mais ce que vous remarquez de l'un fait craindre qu'il se contentera de le souhaiter, sans faire autre chose. Qu'il soit mal satisfait de l'Archevêque de Cologne, en est une marque; mais l'on tient son Fils & sa Belle-Fille si attachés à l'Empereur, que leur voyage servira à faire changer le Pere, & à tenir l'Empereur averti des résolutions qu'il voudroit prendre. Ce Prince passe sa vie à délibérer & à se plaindre. Le Duc de Bavière agit sans cesse, il a des pensées sur Brisac, il avoit de l'argent prêté de la Place quand la sédition qui a été reprise éclata. On nous veut donner du soupçon de la fidélité de quelques Officiers qui y commandent; mais l'on est si assuré de celle de Mr. d'Erlac, & de plusieurs qui y sont, qu'on méprise les avis, sans toutefois les négliger. Votre Lettre nous confirme celui que nous avons eu de divers endroits, que l'Empereur se dispose de faire faire une réponse à la Lettre circulaire que vous avez adressée aux Princes & Membres de l'Empire. Mais si c'est à celle que vous avez écrite, il n'aura pas lieu de se plaindre des mots offensans ajoutés à la Traduction, qui en a été faite par le Gazetier & supprimée. Par un des Exemplaires que j'en ai recouvert, & que je vous envoie, vous verrez ce qu'il y a ajouté, & au premier jour l'Arrêt portant défenses de débiter cette belle Traduction, qui sera remplie de paroles aigres contre l'Auteur.

Il est remis à vos prudences, & l'on l'a toujours ainsi entendu, de parler aux Plenipotentiaires de Suede de la sorte que vous le juge-

L. 2

1644.

Paix particulière  
entre la Suede  
& le Danemark assurée  
soit la générale.

Il faut tâcher  
de rompre la  
délibération  
du Cercle de  
Westphalie.

Desseins du  
Duc de Bavière  
sur Brisac.

Précautions  
pour satisfaire  
l'Empereur  
touchant une  
Traduction  
de la Lettre  
Circulaire.

Il laisse à  
leur soin de  
parler aux  
Plenipotentiaires  
Sueois de l'affaire  
des subsides.

1644.

Reflexions  
sur la Media-  
tion à Os-  
nabrug.

Sur la con-  
dite de  
l'Empereur.

Leurs me-  
sures à pren-  
dre si les  
Ministres  
Suedois se  
retirent d'Os-  
nabrug

Il est irresolu  
sur les enga-  
gements avec  
le Transilvain.

Il est pres-  
qu'assuré du  
Duc de Lor-  
raine.

rez le mieux. L'on a bien voulu vous faire part des raisons que nous jugeons avoir pour nous dégager de payer le subside; mais il vous a été remis d'y appuyer ou vous en relâcher. Il est constitué pour les obliger à faire la guerre à l'Empereur, & à ses adherans, & dans l'Empire, non contre un Roi allié & reçu pour Mediateur par eux-mêmes. Quand on les presse de déclarer depuis quel tems ils l'ont reconnu leur Ennemi, ils y ont assés de peine & ne veulent jamais entrer en compte ni au détail, mais demeurent dans des discours généraux. Quand bien ils seroient reconciliés, il seroit de l'avantage de tous les Intéressés à la Paix, qui sont Catholiques, qu'elle fût menagée par un Mediateur de leur créance, & puisque l'Empereur le refuse, & qu'il s'attache si fortement à ce qui a été capitulé; il faut prendre patience, & profiter envers le Nonce & de Contarini, du refus qu'il en a fait. Nous ne doutons point que vous ne leur ayez fait comprendre l'utilité de la chose, & comme rejetée. Il y a lieu de soupçonner que l'Empereur s'attachant à une chose très-difficile, sinon absolument impossible, peut avoir des desseins éloignés de ceux qu'il déclare. J'entends ayant des Députés à Munster, & à Osnabrug, car ces discours & ceux des Ministres, & ailleurs qu'aux dites Villes, font bien entendre qu'il continue plutôt à faire la Guerre qu'à faire la Paix. Si l'on doit lui déclarer, que pour l'avoir désirée, & persisté en cette volonté, il ne doit croire qu'on veuille ni qu'on puisse compatir à ces façons de faire; si les Députés de Suede se retirans d'Osnabrug nous ordonnent d'en faire autant, ce sont deux Chefs sur lesquels il faut prendre du tems pour délibérer, comme aussi s'il faut s'engager avec le Prince de Transilvanie, à lui promettre de ne traiter avec l'Empereur qu'il ne soit compris dans la Paix, & s'il suffisoit de l'avertir qu'on est en Negociation, afin qu'il intervint, si bon lui sembloit, en intention de se contenter de cette démonstration extérieure; c'est aussi sur quoi il échet de faire reflexion. Il me semble que l'intention de Sa Majesté est bien de lui faire esperer cela même; mais de n'y être pas engagé par un Traité; & s'il vouloit entrer dans la condition, sans nous y ajouter, & qu'il voulût, au lieu d'elle, de l'argent, je ne doute pas qu'on ne lui en donnât. En tout cas, on pourroit convenir avec ledit Prince que nous traiterions de la Paix ensemble, & il s'en pourroit contenter; au pis aller, il faudra lui complaire, & se souvenir de votre avis; mais il ne faut pas entrer dans une affaire avec cette pensée qui ne laisseroit pas d'être excusée, par les raisons contenues en l'une de mes précédentes, d'autant qu'il n'y eût jamais lieu de craindre pour lui. Vous changerez l'Instruction de celui que vous enverrez; ou étant parti vous l'avertirez de cette condition; & sans un ordre absolu, il ne s'avancera pas au delà, mais fera valoir l'argent qu'on a envoyé, l'amitié & l'assistance de cette Couronne; & ce qu'elle a de crédit, soit sur le Roi de Pologne, qu'à la Porte du Grand Seigneur. Au dernier de ces Princes il est soumis, l'autre est son voisin, & dit qu'il craint les armes. Pour vous donner lieu de bien esperer de cette votre Negociation, je veux vous confier un secret que vous ne laisserez pénétrer de qui que ce puisse être, que nous sommes comme assurés du Duc de Lorraine, & qu'il joindra ses forces aux nôtres pour en être servi. A la conjoncture présente des affaires, rien ne sauroit paroître cher, elles doublent prenant notre service pour fortifier l'une de nos armées, & pour diminuer d'autant celle de l'Ennemi, lequel pressé par les Peu-

ples de Flandres, de tenter le secours de Graveline, le leur promet, pourvu qu'il y vienne des forces de l'Empereur, & que celles du Duc de Lorraine se joignent. Pendant l'esperance de celles-ci, il fera peu de fondement sur les autres, lesquelles sont éloignées, & incertaines, & pour peu qu'elles tardent à arriver, la Place se trouvera prise, puisque l'on juge que dans le 15. ou 20. au plus tard, il faudra que ceux qui y sont renfermés se rendent.

En Catalogne nous y avons fait passer tant de Troupes, & les Peuples s'étant assemblés pour défendre leur liberté, ont tellement grossi l'armée, qu'elle n'a jamais été si forte, & il y a lieu d'en beaucoup esperer, même la Nation y ayant temoigné de la fermeté après la perte du combat. Les Vaisseaux que nous avons en leur Côte, & que l'on peut dire l'avant-garde de notre Armée Navale, en ont pris & brûlé quatre de six cens tonneaux, chargés de blé & autres munitions, & l'armée des Castillans patit, de sorte que faute de vivres elle se diminue à vue. De tous côtés, nous esperons beaucoup, & nous sommes assés assurés; de ce seul endroit, les événemens paroissent douteux. Le Plessis Befançon nous a assuré que Marlin avoit joint d'Espanen, & que celui-ci avoit battu quelques troupes qui s'étoient voulu opoier à son passage; Que Monsieur le Duc d'Anguien avoit contraint Becq de s'enfermer dans le Luxembourg & lui avoit abandonné une Place nommée Harren. Si de son côté il pouvoit entreprendre; cela aideroit beaucoup aux Princes de l'Empire, qui aiment leur liberté, & si ce que l'on nous mande étoit veritable, l'Archevêque de Salsbourg; les Evêques de Wirtsbourg & Bamberg sont pour députer à Munster; plusieurs seroient pour y prendre exemple: Le même de Befançon nous rapporte que le Prince de Transilvanie a remporté sur l'Empereur une victoire signalée.

Il vient de Vervins, & c'est là où cette nouvelle se publie. J'attends avec impatience l'arrivée du Courier de Rome, afin d'avoir la confirmation d'un avis divulgué par le Resident du Grand Duc, lequel, par une Lettre du 9. du passé, écrite à Florence par l'un des Secretaires de son Maître, nous donne la Paix d'Italie pour executée, puisque le Pape avoit acquiescé de remettre au jugement de Sa Majesté le different qui reste à vider, entre lui & la République, sur le sujet des démolitions, par elle prétendues, des Fortifications de Comacchio, ayant suivi l'exemple que cette République lui en avoit donné. La difficulté survenue entre le Pape & le Senat sera une nouvelle gloire que Sa Majesté s'acquerra, & un sensible déplaisir aux Espagnols. Monsieur Hœufft nous ayant dit que c'est Monsieur Herval son Correspondant, & qui demeure à Lion, qui a tiré la Lettre de change pour Venise, nous n'avons pu vous en envoyer le duplicata par cet Ordinaire, & je crois qu'il suffira que vous donniez par delà les assurances que c'est chose faite. Je suis &c. &c.

1644.

Affaire de  
Catalogne.

Jonction de  
Marlin à  
Espanen.

Quelques  
avantages des  
Français.

Raport d'une  
victoire du  
Transilvain.

Bruit de la  
Paix d'Italie.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 2 Juillet 1644.

*Il faut faire de pressans offices pour obliger les Suedois à songer aux affaires d'Allemagne. On doit seconder les soins de Monsieur de la Thuillierie. Soins de la Reine par rapport à la Traduction de la Lettre circulaire. Conduite qu'ils doivent tenir envers les Princes d'Allemagne. Instance de la Landgrave.*

MESSIEURS,

Il faut faire de pressans offices pour obliger les Suedois à songer aux affaires d'Allemagne.

**B**IEN que je sache qu'il ne se peut rien ajouter au soin que vous prenez de tout ce qui regarde le service du Roi, je ne laisserai pas de vous exhorter de faire de puissans & continuel offices auprès des Suedois, pour les obliger à songer plus qu'ils ne faisoient aux affaires d'Allemagne. L'exemple de la France les y doit convier, laquelle, encore qu'elle ait tant d'autres guerres sur les bras, qui sont autant de diversions pour le parti de ce Pais-là; & que même elle ait souffert quelque perte l'année passée, n'a pas laissé de redoubler ses efforts, & d'augmenter sa dépense pour y mettre les choses en vigueur, & en reputation; mais qu'il n'est pas juste que le fruit de la Negociation devant être presque tout pour eux, elle seule en soutienne le faix, & en ait à supporter toutes les autres charges.

Outre cela vous leur ferez bien faire sentir l'intérêt particulier qu'ils ont à la conservation de ce qu'ils tiennent en Allemagne; & qu'il leur sera impossible de garder; si Monsieur Torstenfon n'y retourne, ou qu'il n'y envoie de nouvelles forces, pour s'opposer aux progrès que sans cela Gallas y fera infailliblement, & à quoi il se prépare; qu'il ne fera plus tems de penser de rentrer en un Lieu, quand on en aura fermé les portes, & qu'on se fera saisi de toutes les avenues. Vous appuyerez ce point comme vous le jugerez à propos.

On doit seconder les soins de M. de la Thuillierie.

Cependant, afin de leur ôter ce grand obstacle, qui les tient hors d'Allemagne, vous continuerez toujours à agir, & faire office de votre côté, pour faciliter l'accommodement des deux Couronnes, qui sont en guerre, comme nous n'y oublierons rien de nôtre. Je ne doute point que Monsieur de la Thuillierie ne s'acquiesce fort bien de ce qu'il a à faire pour ce sujet.

Soins de la Reine par rapport à la Traduction de la Lettre Circulaire.

La Reine fait faire recherche pour en faire ample exemple de l'Auteur de la Traduction de votre Lettre circulaire, & elle ne veut pas

que les termes injurieux qu'on y a supposés contre la personne de l'Empereur demeurent sans châtement. Cependant vous ne devez pas hésiter de donner toujours cœur aux Princes, & Villes de l'Empire de songer à leur liberté, & à favoriser les desseins du parti qui travaille à empêcher qu'on acheve de la leur ôter, à quoi on va hautement travailler, comme ils le peuvent voir, s'ils ne sont aveuglés; puisqu'on leur veut interdire l'entrée aux Diettes de l'Empire, par l'averfion que nos Ennemis ont qu'il ne se prenne des résolutions pour la Paix; quelque bruit qu'ils fassent du contraire; que pour cela ils ne se doivent point effrayer des bruits pleins de vent, & peu véritables que les Ennemis sement pour faire paroître la face de leurs esperances meilleure qu'elle n'est. C'est de quoi vous les devez détromper toujours, en les informant du véritable état des choses dont je fais que vous êtes soigneux d'être bien avertis, & dont je crois que Monsieur de Brienne ne manque de vous donner part.

Sur tout vous devez faire paroître une conduite d'autant plus courageuse & ferme, qu'il sembleroit que le contraire fût un argument de crainte, ou de foiblesse de nôtre côté, maintenant que les Imperiaux semblent vouloir étonner le monde à cause de la guerre de Suede, & de Danemark qu'ils tirent à leur avantage; & de quelques succès qu'ils ont obtenu contre Ragotzy. Vous savez l'état de nos affaires par tout, & la posture où sont les armes du Roi même dans la Catalogne, où, quand le renfort que Monsieur le Marquis de Villeroi y mène sera joint, qui sera dans peu de jours, notre armée sera beaucoup plus forte que celle des Espagnols, & même qu'elle n'eût été si Monsieur le Maréchal de la Mothe n'eût point reçu d'échec, comme il a fait devant Lerida.

Madame la Landgrave de Hesse nous a fait faire ici instance, afin que le Roi écrivît aux Princes, & Etats du Cercle de Westphalie, de ne s'embarquer point dans la Ligue qu'on propose; & qu'on presse il y a long-tems. J'ai estimé qu'il n'étoit pas à propos de mettre de ce côté-là en compromis l'autorité du Roi, mais qu'il valoit mieux que ce fût vous-autres qui leur écrivissiez, comme de vous-mêmes, mais fortement, de les divertir de ce dessein auquel vous leur donnerez à entendre; qu'il ne se peut que Sa Majesté ne soit offensée; puisqu'il tend à la ruine d'un Prince Allié de cette Couronne, qui est Monsieur le Landgrave de Hesse, & que, quand l'armée qu'on doit lever sera sur pied; ce ne sera plus l'armée de la Ligue de Westphalie, mais l'armée de l'Empereur, & du Roi d'Espagne, qui servira même, avec le tems, non pas à défendre la liberté de ce Cercle, mais à le mettre en sujétion & en la dépendance de l'Empereur & de ceux de son parti.

Quant au reste si cela passe outre, Sa Majesté aura sujet de s'en ressentir, & de quoi leur témoigner son ressentiment, que Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas entreroient dans les sentimens de sa dite Majesté, étant, encore bien plus qu'elle, intéressés, que cet armement ne se fassé, & qu'ils pourroient avec le tems attirer chés eux une tempête qu'ils ne chasseroient pas peut-être quand ils voudroient, & que tout résolument le Roi emploiera plutôt toutes ses forces, que de souffrir qu'on opprime Monsieur le Landgrave de Hesse.

Nous ferons faire les offices auprès de Messieurs les Etats, & de Monfr. le Prince d'Orange; afin qu'ils agissent de leur côté pour divertir ce coup. C'est ce que j'avois à vous

L 3

écrire

Conduite qu'ils doivent tenir envers les Princes d'Allemagne.

Instance de la Landgrave.

Avis du Cardinal.



1644.

écrire maintenant, me remettant du reste que vous avez à favoir de nos affaires aux Dépêches de Monsieur de Brienne.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 2. Juillet. 1644.

*Il est indisposé. Ses Reflexions sur le Mariage du Roi de Pologne, & sur l'affaire de Danemark. Il leur explique sa pensée pour prévenir les artifices des Ennemis. Intelligence découverte.*

MESSIEURS,

Il est indisposé.

UNE indisposition qui me retient au lit depuis quatre jours, & m'a même fait perdre le dernier Conseil, est cause que je ne vous ferai pas par cet Ordinaire un grand discours, me remettant aux Dépêches de Monsieur le Comte de Brienne: elle commença par un accès de fièvre fort violent, mais avec la saignée, & quelques legeres purgations, j'ai, Dieu merci, évité le second, & si rien n'arrive aujourd'hui qui est le quatrième jour, je m'en trouverai tout-à-fait delivré.

Ses Reflexions sur le Mariage du Roi de Pologne, & sur l'affaire de Danemark.

Vous aurez remarqué par mes précédentes que nous avons prévenu vos pensées en deux choses, l'une par le Mariage du Roi de Pologne, à quelque Princesse de France, & l'autre pour distribuer quelque argent en Danemark, aux principaux qui peuvent donner leurs suffrages pour assoupir ce différend, à quoi je n'ai rien à ajouter, si ce n'est qu'on voit bien que vous êtes bons menagers de l'argent du Roi, & qu'au lieu de donze mille Ecus que vous proposez, quand Monsieur de la Thuillerie ira plus avant, on n'aura point de regret de cette dépense, présupposant néanmoins qu'on tirera le fruit que l'on espere de l'accommodement.

Il leur explique sa pensée pour prévenir les artifices des Ennemis.

J'ai songé qu'il seroit bien à propos que vous écrivissiez par deça une Lettre à la Reine, qu'on pût montrer, s'il est jugé nécessaire, contenant ce que vous avez mandé en diverses Dépêches, ce que vous viendra encore en la pensée touchant l'artifice de nos Ennemis pour éloigner la Paix, & pour continuer dans la Chrétienté le trouble qu'ils y ont mis. Vous pourriez marquer bien particulièrement ce que vous avez écrit du défaut de leurs Pouvoirs, de la difficulté qu'ils font de les communiquer aux Suedois, du refus qu'ils ont fait de la Mediation de la Republique de Venise à Osnabrug, quoiqu'ils l'ayent acceptée à Munster, & généralement les autres obstacles qu'ils apportent à la conclusion de la Paix, depuis les esperances, que leur

1644.

a donné l'occupation des Armées Suedoises en Danemark. Vous pourriez aussi, ce me semble, reprendre ce que vous avez mandé que l'aversion qu'ont eue les Espagnols à la Paix ne procede que de la seule esperance de voir le Royaume en factions, étant constant que la France n'a rien à craindre que les François mêmes, & que pourvu qu'il n'arrive rien au dedans du Royaume, & que chacun contribue de ce qu'il doit aux bonnes intentions du Roi, Sa Majesté est en état de donner la Loi à ses Ennemis, & de les forcer à demander à genoux cette Paix, doit aujourd'hui ils ne souffriroient pas seulement le nom, s'il ne leur importoit de satisfaire leurs peuples par cet amusement. Vous pourriez repliquer après ce que vous écrivez par votre dernière Dépêche de vos sentimens, sur ce que vous estimez de la dignité du Roi, dans cette conjoncture, touchant votre séjour à Munster, où il semble qu'il faille recevoir la Loi de nos Ennemis, & attendre leur conduite, & leur bienveillance, afin pour le moins que tout le monde voye leur injustice, & avec quelle passion nous souhaitons la Paix, puisque nous souffrons un procedé si étrange, & si éloigné de la raison, dans le tems où nos affaires sont en bon état, & qu'il y a sujet d'esperer de grands avantages sur eux de la continuation de la Guerre. Il m'a semblé qu'il étoit nécessaire de faire une recapitulation de tout ce qui s'est passé, parce que nos Ennemis ont assés d'artifices, & de correspondances pour insinuer, dans la France & ailleurs, que c'est nous qui ne voulons pas la Paix.

Nous avons decouvert une intelligence très-pernicieuse entre Saavedra & le Chevalier de Lescalle qui est ici, lequel communiquant à diverses personnes les Lettres qu'il reçoit, j'en suis continuellement averti, & je ne suis pas hors d'esperance de pouvoir vous envoyer Copie de quelques-unes. Sur cela, je demeure &c.

Intelligence découverte.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 9. Juillet 1644.

*La Reine louë leur conduite envers les Hollandois pour le Ceremoniel. Soins de la Cour sur cette affaire. Il taxe les mouvemens & les artifices des Imperiaux. Il n'entend pas bien la pensée des Mediateurs, en demandant de savoir si les Ministres Danois pouvoient se rendre à Osnabrug. Affaire des Députés de la Landgrave. Les presens de l'Empereur au Turc*



1644.

*Turc marquent sa foiblesse. Ses esperances sur Ragotzy: Sur la jonction des Troupes de Lorraine à celles de France. Bruit touchant le Duc de Saxe. Avis touchant Mr. Contarini. Il louë leurs avis pour conserver les Places du Rhyn. Artifices des Espagnols pour dégager les Portugais. Affaires en Catalogne, en Flandres, en Luxembourg, en Piemont. Précautions contre la Ligue du Cercle de Westphalie. Pour empêcher la rupture de la Landgrave & du Comte d'Oostfrise.*

MESSIEURS,

LE 6. du courant votre Lettre du 25. me fut renduë, & crainte de ne pas faire si bien entendre à la Reine vos propres sentimens, comme ils étoient exprimés en votre Dépêche, je lui en ai fait la lecture, & Sa Majesté m'a commandé de vous dire, qu'Elle ne doute point que vous ne vous chargiez toujours volontiers des peines, & des travaux qui sont à son soulagement, & que Messieurs les Etats ne la font point rechercher de décider, à leur avantage, & contentement, ce qui a été si longuement contesté entre leurs Députés & vous, qu'Elle croit qu'il faut attendre qu'ils viennent demander grace, & que leur étant offert, ils l'estimeront moins, & croiroient l'avoir de droit. Ainsi jusqu'à ce qu'il y ait de leurs Députés de par delà qui vous fassent instance d'être par vous traités comme ils présupposent l'avoir été d'autres fois par les Ministres de cette Couronne, ou comme vous faites à Venise, que vous pouvez vous dispenser d'en parler, & d'en écrire, & la raison que vous donnez pour vous en abstenir, est concluante, puisque l'absence de l'Ambassadeur & d'autres des Députés des Etats qui sont en l'armée avec Monsieur le Prince d'Orange rend les choses très-difficiles. Non que l'un de ces inconveniens, la présence du Secrétaire Brasset, & le pouvoir que Monsieur d'Estrades a de traiter avec Monsieur le Prince d'Orange n'y puissent suppléer; mais à l'autre il est malaisé d'y trouver un ajustement, soit que les Députés séparés feroient difficulté d'entrer en Negociation d'une affaire aussi charrouilleuse, & de la nature de celle-là, que pour être difficile de la refondre, éloignés les uns des autres. Mais si les Ambassadeurs desdits Sieurs étoient à Munster, & que la même question fût émue avant qu'elle ait été terminée de deçà, il vous souviendra de ce qui leur a été écrit & prendrez des partis qui vous feront offerts les plus honorables à Sa Majesté, & ayant à en offrir à ceux qui lui seront les moins préjudiciables, & marchant en cette affaire avec la circonspection qui vous est ordinaire dans toutes vos actions.

Soins de la Cour sur cette affaire.

Sans doute Monsieur de la Thuillerie, à qui j'ai écrit de donner le Titre, & la main aux Ambassadeurs de Messieurs les Etats, qui sont Députés, pour s'entremettre à pacifier le différent qui est entre les Couronnes de Danemark, & de Suede, vous aura mandé, ainsi qu'il m'a écrit, qu'il essayera de ménager quelque chose avec eux, & ne se relâchera, ce qui lui est permis & commandé en toute extrémité, d'autant qu'ils s'en tinssent obligés, leur étant déclaré que cette possession leur vaudra titre par

tout hors à Munster, & aux Assemblées de pareille dignité, bien que nous lui ayons mandé plusieurs raisons & Exemples, dont ils se devroient contenter, que j'ometts de vous écrire, & pour l'avoir déjà fait, & pour savoir qu'ils ne vous sont pas inconnus.

L'Artifice des Ministres Imperiaux nous a paru grossier. Vous en avez bien pénétré la fin, & vous vous êtes bien garentis du piège, qu'ils vous vouloient dresser. Comme nos sentimens & les leurs sont absolument opposés à la fin, quoiqu'ils paroissent semblables au commencement, qu'ils publient vouloir faire la Paix, & en éloignent les moyens; Nous la souhaitons tout de bon, & les facilitant voulons aussi les confondre par notre conduite. Ainsi tout ce qui sera proposé, qui avancera la Negociation, Sa Majesté entend que vous l'acceptiez, & que vous ayez à convenir de la forme des Pouvoirs, sans attendre que les Ministres de l'Empereur, & ceux de Suede, se soient communiqués les leurs; non pour que l'on croie que ce qu'ils ont allégué soit véritable; & quand il le seroit, que ce fût un sujet pour se dispenser d'une formalité essentielle, & toujours observée; pourtant si cette conduite pouvoit déplaire aux Suedois, ou leur donner du soupçon, vous aurez à vous en abstenir, puisqu'il importe bien plus à conserver l'affection d'un Allié & ne rien faire qui le choque, qu'à rechercher les moyens de plaire à un Ennemi, & d'autant moins que les Mediateurs, & les gens sensés, & sans passion condamnent autant le procédé des Imperiaux, qu'ils ont à louer le nôtre; & puisque les Ministres du Roi d'Espagne les blâment, que doit-on attendre de ceux des autres Princes?

Je suis en peine, n'entendant pas bien la pensée de Messieurs les Mediateurs, quand ils désirent que vous sachiez des Suedois s'ils voudroient consentir que les Députés du Roi de Danemark vinssent à Osnabrug, parce qu'ils ne se sont pas expliqués, si c'est en qualité de Mediateurs ou de Parties, le premier semblant absolument impossible; ni que les Suedois y consentent, ni que les autres le prétendent que pour y terminer leurs différens. Outre qu'ils ne sont pas assurés, que le Roi de Danemark le veuille; il est aisé de juger qu'ils n'ont pas tant cela à cœur, que de ruiner la Negociation de Monsieur de la Thuillerie. C'a été, à mon sens, l'interprétation que vous avez donnée au leur, & qui vous a fait rejeter la proposition, sans toutefois en faire ouverture aux Suedois. Elle fera partie de votre entrevue; que nous souhaiterions déjà avoir été; puisqu'à votre retour vous nous informerez des sentimens de leur Reine, & de leurs Regens, ce que l'on peut esperer ou craindre de leur conduite. Celle des Plenipotentiaires est, à l'ouïr, de n'avoir voulu exposer leurs personnes à pouvoir être prises par les Troupes de l'Archevêque de Breme. Mais comme il est Prince pacifique, je ne doute point qu'il ne les satisfasse, & qu'il ne leur ait envoyé, par le retour de leur Trompette, les Passeports, & Sauf-conduits qu'ils lui ont fait demander; mais s'il les avoit refusés, ils auroient bien jugé de son intention.

Le Comte de Nassau n'a pas caché la sienne, & a découvert celle de son Maître, refusant de déclarer la sorte dont il recevroit les Députés de Madame la Landgrave, & sa réponse si generale donnera lieu de le faire expliquer, & de son discours l'on préjugera de quel pied il marche à la Paix. Il ne falloit point faire de secret d'une affaire déterminée; ordres les que lui & ses Collegues ont pour

1644.

Il taxe les mouvemens & les artifices des Imperiaux.

Il n'entend pas bien la pensée des Mediateurs endormant de savoir si les Ministres Danois pouvoient se rendre à Osnabrug.

Affaire des Députés de la Landgrave.

ce

1644.

ce regard doivent être publiés, & l'on ne doit pas douter, qu'ils ne reçoivent & les Députés de ladite Dame, & des autres Princes de l'Empire avec respect & civilité, ayant les armes en main pour un juste sujet, & n'étant pas entièrement Sujets de l'Empereur. Aussi pour être en armes, ils ne sont pas criminels, & ils ne sauroient être déclarés tels qu'en une Diette libre, après y avoir été cités, & ouïs, & s'ils s'offrent d'y comparoître. Il y a long-tems que vous faites le même jugement que celui que vous continuez; savoir est que le Comte de Nassau & ses Collegues, ni ceux qui sont de la part de l'Empereur à Osnabrug, non plus que Saavedra & les siens, n'ont ni le secret de leur Maître, ni le pouvoir absolu de conclure le Traité de la Paix generale. Cela est d'autant plus appuyé de raison, que Dom Francisco de Melos a toujours pris qualité de Plenipotentiaire, & il est probable que le Marquis de Castel Rodrigo, qui est en Flandres, avoit la direction des affaires, & l'a aussi de celle-là, ne sauroit tarder à paroître, & sans doute il s'en fera entendre, quand ce ne seroit que pour se rendre plus agréable aux Peuples de Flandres, & de Brabant qui respirent après la Paix.

Les présens de l'Empereur au Turc marquent sa faiblesse.

Ses esperances sur Ragotzy.

Sur la jonction des Troupes de Lorraine à celles de France.

Bruit touchant le Duc de Saxe.

L'Empereur, ainsi que vos Dépêches nous le font entendre, recherchant avec bassesse le Grand Seigneur, & lui envoyant des présens extraordinaires, enflera le cœur de ce Prince, & lui fera juger mal de celui de l'Empereur. Pour nous, nous en devons conclure qu'il n'a pas défait le Prince de Transilvanie, ni conclu aucun Traité avec lui: desorte que, si Monsieur Torstenfon de son côté agit comme il doit, & que celui que vous lui aurez dépêché arrive d'heure, il y a lieu d'espérer qu'il entrera dans la Hongrie. Soit à Constantinople, ou à Venise, il touchera notre argent, & quand il aura marqué un Lieu, où il désire que les termes subséquents lui soient acquités, l'on ne manquera ni au jour ni au lieu, bien entendu qu'il fera la guerre tout de bon, & qu'il ne sera obligé de faire de Paix que conjointement avec nous, ou au moins comme de l'effet de cette proposition selon les Memoires, & les ordres que vous en aurez donné, soit à Monsieur de Croissy, ou à tel autre que vous lui aurez envoyé.

Il y a lieu de croire que les Troupes de Monsieur de Lorraine se joindront aux nôtres. Dès hier le Secrétaire Fournier lui a été dépêché, qui lui porte assurance d'être suivi au premier jour de Monsieur du Plessis Bezançon, & celui-ci a la charge de pouvoir suffisamment conclure avec lui. Je ne puis mettre en doute qu'on n'achève cette affaire, vu la bonne disposition qui est audit Duc de s'attacher au service de cette Couronne, & en la Reine, de le bien traiter. Prenans les avantages de considération que l'état présent des affaires peut souffrir, jusqu'à ce que je vous mande le Traité résolu, signé & ratifié, vous n'en donnerez nulle connoissance à personne. La chose n'a pas été si entièrement dans le secret, que l'Internonce & l'Ambassadeur de Venise, qui sont en cette Ville, n'en aient pu pénétrer quelque chose, dont je vous avertis, afin que vous voyez, comment vous aurez à parler avec le Nonce & Contarini. Les Espagnols ne pouvant espérer l'assistance des forces de ce Prince, n'en peuvent avoir que d'Allemagne, & ils ont bien des affaires à occuper les leurs. Si ce que l'on mande étoit véritable, que recherchés du Duc de Saxe d'assiéger Leiplich, ils lui aient demandé deux Evêchés, possédés par deux Princes de sa Maison, & qu'offensé de cette proposition, oubliant qu'il recevoit la pareille, il fut

pour se desunir d'avec ceux de la Maison d'Autriche, ce seroit un avantage merveilleux. Mais ces deux Familles sont trop liées d'intérêt pour l'espérer; néanmoins, de tels commencemens, il naît souvent des affaires que la Providence humaine ne prévoit pas.

Par une Lettre de Monsieur des Hameaux, en date de l'onzième Juin, reçue le 6. j'apprends que ledit Contarini, piqué de ce qu'on ne l'a pas proposé pour Patriarche, a demandé son congé, & que l'on étoit sur les termes de lui substituer deux en sa place, ou du moins lui donner un Collegue, sous prétexte du poids de l'affaire, & pour être difficile qu'un seul y pût suffire. L'un des Ambassadeurs qui reside en cette Cour m'a satisfait, disant, que, pour ne priver la Patrie d'un tel Sujet, & rempli de tant de merites, on lui avoit dénié ce qu'il demandoit, & si l'autre proposition le faisoit, s'en decouvrant à eux on eslayeroit de l'en divertir.

Le même Ambassadeur m'a porté, de la part dudit Contarini, la plainte que font les Ministres Imperiaux, de la liberté avec laquelle on imprime, & lui ayant dit qu'on avoit résolu un Arrêt pour en reprimer la licence, il m'a témoigné en demeurer satisfait; & moi, je l'ai été entièrement, apprenant que la colere de l'Empereur se retire sur celui qui a failli, & non contre vous, desquels la Lettre est forte & pressante, & digne de gens de votre suffisance & savoir.

Quelque ordre que l'on donne pour garantir les Places du Rhin & de l'Alsace, & quelqu'avis que l'on ait de l'intention & des progrès des Ennemis, les avis qui viennent de votre part sont toujours reçus agréablement. Enfin ce doit être leur but de nous en chasser, & à nous de nous y conserver. Ce que je puis juger est, qu'il n'y a nul sujet de craindre, & que Monsieur d'Erlac est si attaché à la conservation de la France, & à celle de Brisac, qu'il est presque impossible qu'on le lui prenne, & du tout qu'on le corrompe, & qu'on le gagne. Nous en avons vu depuis peu une marque, blâmant & condamnant le Gouverneur de Rotweil d'avoir écouté les Ennemis; bien qu'il ait dit, pour sa justification, que ç'avoit été en intention de les amuser, ajoutant que celui qui sert ne doit pas prendre cette liberté.

C'en est une bien grande, mais extraordinaire à la Nation, celle que les Espagnols ont prise de publier des choses si fausses, que nous les recherchons d'une Trêve, & leur offrons d'abandonner le Portugal, moyennant que les affaires demeurent en Catalogne, pendant la Minorité du Roi, en l'état qu'elles sont. Vous savez, Messieurs, les intentions de leurs Majestés sur la Trêve, & avez assés de connoissance de l'état où sont les affaires en Catalogne & en Portugal, pour vous enquerir de ce bel avis. Dieu a décidé par une victoire à l'avantage des Portugais; vous l'aurez sù, & je vous ai mandé les progrès qu'ils font en l'Éstramadoure, y ayant pris Alburquerque, qu'ils font entrés dans la Galice, & se font craindre en Andalousie.

Pourquoi songer à abandonner un Prince qui donne de la terreur à l'Ennemi commun, lequel est sur le point de se retirer de la Catalogne? Je vous mande encore une fois que Monsieur le Maréchal de la Mothe songe à former un Siège, après avoir fait lever celui de Lerida, ce qu'il tient assuré. Et certes, à en juger par le récit véritable qu'il nous fait de l'état de nos forces & de celles de l'Ennemi, & des incommodités qu'il souffre dans le Camp faute de vivres, l'on peut espérer ce qui nous est mandé.

1644.

Avis touchant Mr. Contarini.

Il loué leurs avis pour conserver les Places du Rhin.

Artifices des Espagnols contre les Portugais.

Affaires en Catalogne.

En

1644.  
Affaires  
en Flandres.

En Flandres, ils parlent toujours de secourir Gravelines, mais ils ne s'en mettent en aucun devoir, & cherchant d'y jeter des gens, cela fait voir qu'ils ne font pas en état d'exécuter ce qu'ils publient. Avant hier nous avons eu avis, qu'ayant essayé de faire passer, proche l'un des quartiers de notre Armée par le Waterland, jusqu'à quatre cens Soldats d'élite, ou Officiers fervans, & réformés, ils auroient été attaqués, & hors le nombre de quatorze, lesquels sont entrés à la nage en la Place, le reste a été tué, noyé, ou pris prisonnier. La Lettre écrite par celui qui a apporté l'avis de cette nouvelle défaite, porte que son Altesse Royale ne craint point d'être attaquée; que son Armée est composée de plus de dix-huit mille Hommes, entrans en garde, & faisant fonction, & de près de huit-mille Chevaux; que les Lignes sont en meilleur état, que l'on les puisse mettre; & comme de les forcer, c'est ce qui est le plus difficile dans le métier de la guerre, en l'état où nous sommes, cela est impossible.

En Luxembourg.

En Piémont.

Au Pais de Luxembourg les Ennemis ont abandonné la Campagne; l'Armée, qu'y commande Monsieur le Duc d'Anguien, est en état d'entreprendre, & celle de Monsieur de Turénne est si complète, qu'elle ne craint point celle de Bavière. En Piémont nous y attaquons, & l'Ennemi n'y est que sur la défensive, appréhendant que l'on aille à une de ses meilleures Places, qu'il a garni de Soldats, n'osant les mettre ensemble. S'il vous plaît de faire réflexion sur ce que je vous mande, vous avouerez sans doute que ce que je vous ai écrit est appuyé, que la Campagne nous doit apporter de grands avantages, & qu'ainsi les Ennemis ont tort de la laisser écouler, sans avancer la Negociation du Traité. N'étoit que le Secrétaire Brasset m'a écrit vous avoir fait part de ce qui se passe à la Haye, & de ce qui est poursuivi par un Resident du Duc de Neubourg, je ne manquerois pas de vous en informer, sur tout si j'avois su ce qui auroit été résolu sur les propositions par Monsieur le Prince d'Orange. Si l'on pouvoit faire convenir l'Electeur de Brandebourg, le Prince de Neubourg, les Comtes d'Oldembourg, d'Ostfrise, & quelques autres dont les Etats sont dans le Cercle de Westphalie, d'y armer & avoir un Corps opposé à celui que l'Electeur de Cologne, & quelques autres Princes y veulent former, sous prétexte de la défense dudit Cercle, ce seroit un avantage considérable; mais outre que la chose nous paroit assez difficile par la connoissance que nous avons desdits Princes, & pour en être trop éloignés pour en bien juger, nous nous remettons à vous d'agir, & de faire ce que vous trouverez le plus à propos, qui empêcherez, tout autant que vous pourrez, que Madame la Landgrave, & le Comte d'Oostfrise ne viennent en rupture, & quoi qu'on l'ait assurée, à ce que l'on nous mande, qu'il ne se fera rien à son préjudice, si Monsieur le Prince d'Orange marie l'une de ses Filles audit Comte, il seroit à craindre qu'on la voulût obliger à se départir des Contributions qu'elle tire des Pais de l'autre, ce qui nous la rejetteroit sur les bras, en demandant des subides extraordinaires & plus forts que ceux qu'elle a eu du passé. Si l'argent qui s'en tire ne tourne qu'à la paye de ses Officiers, ainsi qu'il me semble qu'on me l'écrit, & que l'on veuille en assurer la continuation, la chose ne seroit pas trop difficile; mais comme je ne suis pas trop assuré de ce que je vous écris, je mets à vous de faire ce que vous trouverez pour le meilleur, me suffisant de vous avoir averti qu'il y a matière de division entre ladite Dame, & ledit Comte. Elle a refusé sa Fille aînée en Mariage

TOM. II.

Précautions  
contre la Li-  
gue du Cercle  
de Westphalie.

Pour empê-  
cher la rup-  
ture de la Lan-  
dgrave & du  
Comte  
d'Oostfrise.

au Comte d'Eberstein qui l'a demandée, & je m'étois trompé quand je le croyois comme soumis, & non libre, ce que je ne mets plus en doute, après cette demande. Je me doute point que Monsieur de Beaurcgard ne vous ait mandé, & Mr. de Meulles, & Monsieur d'Avaugour, ce qui se passe aux quartiers où ils sont. Pour moi je leur écris de vous avertir de toutes choses, & en toutes occurrences leur faisant entendre que nous ne prendrons nulles résolutions sur les affaires d'Allemagne, que sur vos avis. Je suis, &c.

1644

## L E T T R E

De Messieurs

## D' A V A U X

ET

## S E R V I E N

A Monsieur le

## CARDINAL MAZARIN.

Du 9 Juillet 1644.

*Ils implorent sa protection pour leur payement.*

MONSEIGNEUR,

Nous croyons que V. E. n'aura pas désagréable si nous voyans au bout de la première année de notre Ambassade, nous prenons la liberté de la faire souvenir des résolutions, qui ont été ci-devant prises, du tems du feu Roi, & depuis sa mort, sur le sujet de nos appointements. L'Instruction qui nous fut donnée avant notre départ, sur les instances mêmes de V. E. porte que, pour nous aider à soutenir la grande dépense, où nous nous sommes engagés pour le service du Roi, laquelle nous avons encore trouvée de beaucoup plus grande, que nous n'avions crû, on nous feroit donner, par forme d'assistance extraordinaire, un *ajudo di costa* à la fin de l'année, ce que l'on n'avoit pas pû nous accorder en appointements ordinaires, de peur de la conséquence; nous fait recourir à V. E. pour la supplier très-humblement de nous départir, en cette occasion, la faveur de sa protection. Nous n'avons pas voulu toucher à cet extraordinaire, jusques à ce qu'il ait plû à V. E. de nous en donner de nouveau cette approbation, & nous prescrire la forme que la Reine aura agréable qu'on y observe.

Ils implorent  
sa protection  
pour leur  
payement.

S'il plaît à V. E. d'y ajouter l'honneur de ses commandemens, nous tâcherons de lui faire connoître les sentimens d'obligations & de respects, avec lesquels nous voulons demeurer sans cesse &c.

M

L E T



1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 9 Juillet 1644.

*Ils se réjouissent de sa Santé. Ils lui envoient une Copie d'une Lettre du Baron de Rorté. Le projet de la Ligue de Westphalie semble être assoupi. Affaire d'Oostfrise. Ils envoient vers le Comte d'Embsen. Ils prendront garde sur ce qu'on fera pour avancer la Ligue de Westphalie. Ils ont représenté à Mr Salvius les grands fraix que fait la France.*

MONSEIGNEUR,

*se réjouissent de sa Santé.*

L'AVIS que nous avons eû de l'indisposition de V. E. nous avoit donné une extrême peine; mais nous avons été consolés presque en même tems, par la nouvelle que nous avons reçue de sa guérison. Nous en louons Dieu de tout notre cœur, en le priant de vouloir conserver une santé, que les gens de bien reconnoissent si utile à l'Etat, comme celle de V. E. Nous lui envoyons la Copie de la Lettre que nous avons eû l'honneur d'écrire à la Reine, dans laquelle nous nous promettons que V. E. verra, que nous n'avons rien omis de ce qui nous a été commandé, de la part de S. M., pour avancer suivant ses ordres la Negociation de la Paix. Si, après toutes les peines que nous nous donnons, quelque'un pouvoit douter que le retardement qui s'y rencontre vient en façon du monde de S. M., il seroit hérétique obstiné dans la créance qu'il auroit prise des affaires publiques.

*Ils lui envoient une Copie d'une Lettre du Baron de Rorté.*

Monsieur le Baron de Rorté nous a écrit d'Osnabrug une Lettre que nous avons estimé devoir envoyer à V. E. Outre ce qu'il a proposé de la part des Ambassadeurs de Suede, qui est très-considérable, & merite qu'on y fasse attention, elle contient sur la fin un avis de l'Ambassadeur de Portugal, qui n'est pas aussi tout-à-fait à mépriser, & pourroit en diverses conjonctures apporter de l'obstacle aux affaires.

*Le projet de la Ligue de Westphalie semble être assoupi.*

Le projet de la Ligue Westphalique semble être un peu assoupi depuis quelque tems, par l'impatience & le manquement d'argent. L'on nous avertit néanmoins, que deux des Regimens de Halsfeld, qui ont hiverné dans le Pais de Juliers, & qui avoient passé deça le Rhin, s'en retournent de là, pour commencer à y former un petit Corps, que les Troupes de Madame la Landgrave pourroient

peut-être aisément dissiper, si elles n'étoient occupées par l'armement qui se fait dans l'Oostfrise. Cette affaire est de grande considération; nous avons envoyé à Monfr. le Prince d'Orange, pour lui en représenter la conséquence. Nous savons bien, qu'il en foment le dessein, à l'instigation de Madame sa femme, & que Mrs. les Etats, quelque semblant qu'ils fassent du contraire, ont des pensées sur cette Province. Mais si, pour cette considération, il est périlleux pour le Roi de s'en mêler & d'y prendre part, il ne l'est possible pas moins d'abandonner Mad. la Landgrave. Les premiers ne sauroient se plaindre, parce qu'on veut empêcher une nouveauté; mais cette Princesse pourroit être offensée, si on souffre, sans s'en remuer, que cette injuste persecution lui soit faite. Elle nous a fait dire nettement, qu'en quittant l'Oostfrise, il faut qu'Elle quitte la Guerre civile avec nos Alliés, semblable à celle de Suede & de Danemark. Nous avons chargé M. Brasset de représenter fortement à Mrs. les Etats, combien cette nouveauté est mal reçue de tout le monde. Nous avons aussi envoyé en même tems Mr. le Baron de Rorté à Mr. le Comte d'Embsen, pour le dissuader de son armement, ou du moins empêcher les Hostilités entre ses Troupes & celles de Mad. la Landgrave, qui s'y en vont, jusques à ce que l'entremise du Roi & son autorité y apportent quelque changement. Si le Comte d'Embsen vouloit donner ses Troupes au Roi, pour quelque tems, soit que S. M. en eût besoin à Gravelines, où elles peuvent être conduites par Mer très-facilement, soit qu'Elle les voulût employer de deça; on pourroit cependant chercher quelque accommodement, pour le contentement des uns & des autres. Ce qui est de fâcheux, si cette affaire ne s'accomode promptement, est que Mad. la Landgrave emploiera toute cette année à défendre ses quartiers de ce côté-là, au lieu de faire la guerre ailleurs à l'Ennemi, par quelque diversion, qui n'eût pas été inutile aux Suedois, & à Mr. de Turenne.

1644.

*Affaire d'Oostfrise.*

*Ils envoient vers le Comte d'Embsen.*

Si nous voyons que la Ligue Westphalique s'avance, nous ne manquerons pas d'en écrire aux Princes du Cercle, auprès desquels nous connoissons que nos Lettres pourront produire quelque bon effet, suivant les ordres que nous en donne V. E. Il seroit difficile en cette affaire de se promettre aucune assistance de Mrs. les Etats, qui jusques-ici ont été si retenus, que même ils ont refusé, sur les instances de Mad. la Landgrave, d'en écrire aux Princes, qui n'avoient pas envie de s'en mêler, comme le Duc de Neubourg, quoiqu'on ne puisse rien entreprendre aujourd'hui dans leur voisinage de plus préjudiciable à leur Etat. Mais la pensée qu'ils ont de faire en ce cas une Contre-ligue Protestante, où le Comte d'Oostfrise entrera d'un côté, & l'Electeur de Brandebourg d'un autre, leur fait croire, qu'ils n'en doivent rien craindre pour leur particulier. Cependant le Public n'en souffrira pas moins, l'une & l'autre de ces Ligues allant directement à la ruine de Mad. la Landgrave.

*Ils prendront garde sur ce qu'on fera pour avancer la Ligue de Westphalie.*

Nous n'avons pas manqué, dans les Conférences que nous avons eues avec Salvius, de lui faire remarquer, comme V. E. nous l'a prescrit, à combien de nouvelles dépenses nous engage la Guerre, qu'ils ont entreprise en Danemark; Nous lui en avons fait la supputation en détail, qui s'est montée à près de trois Millions de Livres. C'a été aussi une des raisons, qui nous ont fait obtenir les conditions sous lesquelles le payement du subside sera fait, dont nous avons donné avis par nos Dépêches. Nous sommes &c.

*Ils ont représenté à Mr. Salvius les grands fraix que fait la France.*

L E T -



1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N ,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E .

Du 9 Juillet 1644.

*Affaire des Subsidés pour la Suede. Jugement de Mr. Salvius, Ministre Suedois, sur la conduite des Imperiaux. Ils communiquent aux Mediateurs les plaintes de Mr. Salvius, & les leurs. Ils leur donnent un Mémoire. Sentimens du Roi de Danemark. Arrivée de Mr. de Bre-gy.*

MONSIEUR,

Affaire des  
Subsidés pour  
la Suede.

Nous ne pûmes pas vous expliquer au long, par notre dernière Dépêche, tous les Points que nous avions traités avec Mr. Salvius, en diverses Conférences que nous avions eues avec lui, à cause que les deux principaux avoient été amplement deduits dans la Lettre que nous écrivîmes par la même voye à S. E. en réponse de deux des siennes, & que les autres n'étoient pas encore concertées entre nous, pour vous faire savoir tous les discours que nous avions eus ensemble. Il n'est pas nécessaire de reparler des précautions que nous avons obtenues pour le paiement du Subside; présumé qu'on ne pouvoit pas s'en excuser, & qu'il eût été dangereux de le refuser en cette occasion, quelque légitime prétexte que les Suedois en ayant donné au Roi, on n'eût pas pu donner davantage, que ce qu'ils nous ont accordé, puisque l'argent du terme échû sera employé au paiement de ce que la Couronne de Suede a promis au Ragorzy, & que le reste est destiné pour payer les Garnisons de la Pomeranie, ou pour les Troupes de Mr. Torstenson, quand elles reviendront dans l'Allemagne. Mr. Salvius a bien refusé de s'obliger par écrit à ces conditions, mais il est demeuré d'accord que Mr. Torstenson, & les Commissaires, qui seront députés pour toucher l'argent, s'y obligeront avant qu'il leur soit délivré, dont nous ne manquerons pas de donner avis à Mr. de Meulles, aussi-tôt que nous apprendrons que les Lettres de change lui auront été envoyées, afin qu'il prenne soin de faire exécuter cette résolution, & nous la ferons en même tems savoir à Mr. de la Thuillerie, afin qu'il tâche de s'en prévaloir auprès du Roi de Danemark, dans la Négociation qu'il doit faire avec lui, en faisant remarquer la déference que nous avons eue pour ledit Roi, lorsque nous avons fait expressément

TOM. II.

promettre aux Suedois; que l'argent que la France leur donne en vertu du Traité d'Alliance, ne pourroit être employé, directement ni indirectement, aux dépens de la guerre, qu'ils font au Roi de Danemark.

Après ce Point & l'envoi des deux Gentilshommes qui doivent aller trouver le Ragorzy de la part du Roi, & de la Couronne de Suede, ce qui fut aussi résolu avec Mr. Salvius; il s'étendit fort sur la conduite des Imperiaux, & sur le peu de disposition qu'ils font paroître à la Paix, pour nous demander ce que nous jugions, qu'il fallût faire de notre côté, en cas qu'ils continuassent un procédé si déraisonnable. A la vérité, Monsieur, nous nous sommes trouvés bien en peine pour lui répondre, quand il nous a fait considérer qu'ils sont à Osnabrug depuis long-tems, sans avoir communication avec personne; que celle qui doit être faite des Pouvoirs, à l'entrée de tous les Traités, leur est refusée par les Imperiaux; que toutes leurs Lettres sont interceptées ou arrêtées publiquement, & leurs gens maltraités quand ils sortent de la Ville; que lorsqu'ils s'en plaignent, & en demandent satisfaction, non seulement l'on n'y apporte point de remède, mais on ne leur a point fait de réponse aux Lettres des plaintes qu'ils en ont écrites aux Ambassadeurs de l'Empereur; qu'il n'y a pas seulement sûreté d'ici à Osnabrug, qui, par le Traité préliminaire, doit être rendu aussi libre & assuré, que le séjour des Villes où nous sommes; que la Conférence, que nous avions résolu de faire à mi-chemin, ayant été rompue par les avis, qu'ils avoient eus, que les Troupes de l'Archevêque de Brême vouloient entreprendre sur leurs personnes, lorsqu'on lui a envoyé un Trompette, pour être éclairci de ses intentions, & lui demander un Passeport, après avoir retenu ledit Trompette, il l'a renvoyé sans se vouloir expliquer, ni accorder aucun Passeport; ainsi les violences & voyes de fait, que les Imperiaux n'osent pas ouvertement entreprendre contre eux, ils les font faire sous main, ou du moins souffrent qu'elles soient faites par d'autres qui ne seroient pas si osés d'y penser, s'ils favoient que l'Empereur l'eût désagréable, & qu'il fût offensé, comme il le devoit être, du peu de respect que l'on porte à ses ordres, & à ses Passeports, dans le milieu de l'Allemagne.

Nous ne vous représentons qu'en substance ce qu'il a touché à diverses reprises, & étendu en plusieurs discours qu'il conclut, en nous demandant, si nous étions obligés de souffrir toutes les indignités que les Imperiaux nous voudroient faire, sans en témoigner aucun ressentiment; qu'il étoit à craindre que notre patience & notre modération ne fût imputée à faiblesse, & que, pour les empêcher de faire ce jugement, il lui sembloit à propos de nous en remuer un peu plus vivement, que nous n'avions fait jusques à présent, & que peut-être il ne seroit pas inutile, si l'on n'apportoît quelque remède aux contraventions passées, & qu'on ne prît pour l'avenir une résolution de traiter plus sincèrement; que l'un de nous commençât de se retirer, après avoir fait savoir aux Princes & Etats de l'Empire les justes causes qui nous y obligent, & en témoignant que sa retraite seroit bien-tôt suivie de celle de son Colleague, si on ne traitoit bientôt avec nous, de la part des Ministres de l'Empereur, avec une conduite plus raisonnable, & que Mr. Oxenstiern & lui prendroient en même tems une semblable résolution.

Encore qu'il touchât beaucoup de choses,

M a

qui

1644.

Jugement de  
Mr. Salvius,  
Ministre Suedois,  
sur la  
conduite des  
Imperiaux.

qui nous étoient aussi sensibles qu'à lui, nous crûmes devoir plutôt apaiser ou modérer son ressentiment, que de l'augmenter en y ajoutant le nôtre. C'est pourquoi, après lui avoir représenté qu'il ne falloit rien faire avec précipitation, & qu'il falloit bien se garder de rompre légèrement une Assemblée, qui avoit été convoquée avec tant de peine, nous demeurâmes d'accord ensemble de faire seulement, de part & d'autre, une partie des choses, qui nous avoient été proposées.

Voici par ordre les résolutions que nous avons prises d'un commun consentement, dont même nous venons d'avoir la confirmation, par des Lettres de Mr. le Baron de Rorté, qui a entretenu Mr. le Baron Oxenstiern.

Premièrement nous nous sommes chargés d'envoyer de notre part à l'Archevêque de Breème, pour obtenir ses Passeports, & établir de son consentement une entière sûreté à nos Conférences, sur ce qu'ayant fait une honnête réponse à notre Lettre Circulaire, remplie toutefois de plaintes contre la Couronne de Suede, sur la présente Guerre de Danemark, nous avons tout sujet d'espérer, qu'il ne nous refuseroit pas ce que nous lui demanderions, puisqu'il n'y feroit pas moins convié par la raison & la justice, que par notre prière.

Que cependant, pour mettre auparavant les Impériaux dans leur tort, nous pourrions offrir de travailler ici présentement à la reformation des Pouvoirs, pourvu que la minute qui en seroit concertée fût commune pour Munster & pour Osnabrug, que les Pouvoirs fussent reformés aux deux Lieux en même tems, & que lorsque les expéditions en seroient arrivées, selon la nouvelle forme qui en seroit concertée, la communication en seroit faite aux deux Lieux en même tems, & de la même sorte. Vous remarquerez, s'il vous plaît, Monsieur, que nous faisons, par ce moyen, une avance bien considérable, & au delà de ce qui étoit porté par l'Ecrit, duquel nous vous avons ci-devant envoyé la Copie; parce qu'alors nous n'avons offert de reformer les Pouvoirs, qu'après que les nouveaux Pouvoirs auroient été envoyés ici ensuite de la réformation qui en aura été venuë.

Que dans quelque tems nous écrirons une seconde Lettre circulaire, pour presser les Princes & Etats de venir ou députer ici, les informer de ce qui s'est passé jusques à présent, leur faire connoître l'artifice de nos Parties, & la facilité que nous avons apportée en toutes choses, & les avertir que, si les Impériaux ne prennent une autre conduite à l'avenir, & ne font paroître de plus véritables dispositions pour la Paix, nous serons enfin obligés de penser à notre retraite, afin de ne contribuer pas ici plus longtems, par notre présence, au dessein qu'ils peuvent avoir de repaître le monde de fausses esperances.

Que, si le Roi de Pologne continuoît d'offrir sa médiation pour le Traité de la Paix, nous pourrions l'accepter pour Munster, si la Reine l'avoit pour agréable; Qu'à la vérité pour Osnabrug, il n'avoit pas pouvoir d'y donner son consentement, quoique, depuis quelques années, & principalement depuis que ledit Roi est Veuf, & que les Impériaux y ont perdu un si bon Refident, qui étoit la Reine sa femme, il eût bien reconnu que la Suede n'avoit reçu de la Pologne que des démonstrations d'amitié, à quoi nous avons tâché de lui faire comprendre, que nous n'avons pas peu contribué aux occasions qui s'en étoient présentées.

Voilà, Monsieur, le résultat des Points les plus importants, que nous avons résolu avec

Mr. Salvius, en deux visites communes & deux particulieres, que chacun de nous a eues avec lui séparément.

Aussi-tôt après son départ, nous avons fait savoir à Mrs. les Mediateurs, les grandes plaintes qu'il nous avoit faites, auxquelles nous avons ajouté celles que nous avions résolu de faire en notre particulier, pour quelque mauvais traitement qui avoit été fait depuis peu à l'un de nos Domestiques; ensuite de quoi, nous leur avons donné l'Ecrit qu'ils avoient différé de prendre à notre dernière Audience, en les assurant que, comme nous ne voulions rien omettre de ce qui étoit en notre pouvoir, pour avancer les affaires, ainsi nous ne demeurerons pas longtems à prendre une résolution contraire, si les Impériaux ne changent bien-tôt de conduite, & que nous prétendions que le même Acte, qui servoit aujourd'hui de preuve des bonnes & sinceres dispositions que nous avions pour la Paix, serviroit dans quelque tems à nous justifier envers le Public, quand nous serions contraints de nous retirer; que nous les supplions d'y bien penser, & d'y apporter les remèdes nécessaires; Qu'il nous étoit cependant encore permis de les attendre, parce qu'ils deviendroient inutiles, aussi-tôt que la dignité du Roi ne nous permettroit pas d'avoir une plus longue patience:

Que nous étions obligés de leur déclarer en confidence, que Mrs. les Ambassadeurs Suedois avoient la même intention, & peut-être n'auroient-ils pas voulu différer davantage, si nous ne les avions suppliés de patienter encore quelque tems; que cependant, pour mettre toujours d'autant plus la raison de notre côté, & faire paroître plus à découvert les sentimens de nos Parties, nous avions porté lesdits Ambassadeurs de Suede à consentir que nous convinssions présentement de la reformation des Plein-pouvoirs, pourvu que ce qui seroit fait ici servît pour Osnabrug, & que lorsqu'on en feroit ci-après une nouvelle communication, elle fût faite aux deux Lieux en même tems. Nous sommes obligés de vous dire, que Mrs. les Mediateurs trouvent notre proposition si raisonnable, que, si nos Parties ne l'accordoient pas, ils confessoient que nous serions très-bien fondés en toutes les résolutions que nous voudrions prendre, & justifiés devant le monde des inconveniens qui en pourroient arriver. Nous recommandons même qu'ils n'étoient pas fâchés d'avoir en main, de quoi rendre témoignage de la vérité, quand l'occasion le requerrait, & qu'ils étoient résolu, sur nos remontrances, de parler plus fortement à nos Parties, qu'ils n'avoient encore fait.

Nous leur fîmes savoir ensuite comme, ayant demandé à Mr. Salvius, si son Colleague & lui ne donneroient pas un Passeport aux Ambassadeurs de Danemark, s'ils se dispoient à revenir à Osnabrug, il nous avoit répondu, qu'outre qu'ils n'avoient point de pouvoirs pour cela, ils ne croyoient pas que les Senateurs de Danemark, & moins encore ceux de Suede, voulussent, consentir que les différends des deux Royaumes fussent traités en Allemagne, ni ailleurs que sur leurs limites, suivant ce qui est porté par leurs anciens Traités; Que pour la Médiation, le Roi de Danemark avoit déjà reconnu publiquement par ses Lettres, qu'il n'y pouvoit plus prétendre, ni se mêler des Intérêts de la Suede, pour les accommoder, pendant les hostilités qu'elle exerceoit contre lui; qu'à la vérité il eût bien souhaité de continuer son entremise pour les différends des Princes d'Allemagne; mais que nous savons de bon lieu que l'Empereur ne vouloit point recevoir de Mediateur par-

Ils communiquent aux Mediateurs les plaintes de Mr. Salvius & les leurs.

Ils leur donnent un Memoire.

Sentimens du Roi de Danemark.

1644.

particulier entre lui & les Membres de l'Empire, & que par ces raisons le Roi de Danemark n'avoit plus rien à faire aujourd'hui à Osnabrug, ni comme Médiateur, ni comme Partie. Toutefois nous aprenons d'ailleurs, que le dessein de l'Empereur est de recevoir le différent de la Suede & du Danemark; mais nous espérons que Mr. de la Thuillerie le relevera de cette peine. On nous a assuré qu'il étoit parti le 24. du mois passé des quartiers de Mr. Torstenson, pour passer dans l'Isle de Funen, & delà vraisemblablement se rendre au Lieu où est le Roi de Danemark.

Arrivée de  
Mr. de Bregy.

Nous avons ici Monsieur Bregy, depuis trois ou quatre jours, lequel est relolu de faire le Voyage de Pologne, ayant appris que la Reine avoit eû la bonté pour lui de le laisser à son choix. Nous allons travailler au premier jour à sa Dépêche, afin qu'il puisse partir avec celui qui doit passer en Transilvanie. Nous sommes &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Du 16. Juillet 1644.

*Affaire du Subside pour Ragotzy. Les Suedois demandent aussi les Subsidés. Raisons pour les leur accorder. Etat de Ragotzy. Mauvais état de l'Armée Imperiale contre Ragotzy. Soins de la France à Constantinople. Le Roi de Danemark n'est Médiateur à Osnabrug, que par un consentement tacite. Nouvelle resolution des Ambassadeurs de Suede touchant les remises.*

MONSIEUR,

LA Lettre que nous avons l'honneur d'écrire à la Reine est si longue & si importante, que nous faisons presque scrupule, après que vous aurez eû la peine de la lire, de vous importuner encore d'un nouveau discours. Il se rencontre assés à propos, pour votre soulagement, & pour le nôtre, que votre dernière Dépêche du 2. Juillet étant remplie de divers raisonnemens très-avantageux pour les Intérêts du Roi, & desquels nous tâcherons bien de nous prévaloir dans les occasions, ne nous oblige pas de répondre particulièrement à tout ce qu'elle contient, mais seulement à quelques Points, comme nous allons faire.

Affaire du  
Subside pour  
Ragotzy.

L'Expedition des Lettres de change, pour la somme qui a été promise au Ragotzy, est un effet de votre diligence ordinaire; mais nous

1644.

voyons par votre dernière, qu'elles avoient été envoyées à Mr. des Hamcaux, & en même tems on nous donne avis de Venise de la reception. Le commencement de la vôtre nous donnoit esperance d'y en trouver une Copie, ou plutôt les secondes Lettres de change qui l'accompagneroient; mais la fin nous apprend que cela ne s'est pû faire, & qu'elles n'ont pas été d'abord remplies de toute la somme qu'il falloit. Ce n'est pas votre faute, ni la nôtre; mais celle des Suedois, qui ne nous avoient pas averti, qu'outre la somme promise par le Traité, il faut aussi que nous payions avec eux, chacun par moitié, 3600. Risdals, qui ont été délivrées à la Porte par le Ragotzy, pour obtenir la permission de faire la guerre. Il faudra, s'il vous plaît, Monsieur, faire encore ajouter cette somme, & si, en attendant que cette addition soit faite, les Lettres de ce qui a déjà été remis à Venise nous arrivent par l'Ordinaire prochain, elles nous serviront extrêmement, pour rendre l'arrivée de celui que nous dépêcherons en Transilvanie plus agréable, & plus efficace, quand il en sera porteur. Mrs. les Ambassadeurs de Suede demandent, qu'on leur fasse remettre de Paris au même Lieu 118000. Risdals, qu'ils doivent fournir pour leur part, à la charge de les déduire sur le Subside qui leur est dû, & de supporter les fraix de la remise, qui se trouveront plus grands pour Venise que pour Hambourg.

Les Suedois  
demandent  
aussi les Sub-  
sidés.

Nous avons estimé ne leur devoir pas refuser cette demande, non seulement parce que le Roi n'en reçoit point de préjudice, mais parce qu'en leur faisant cette faveur, nous exécutons une des Conditions, que nous avons désiré d'eux, en leur promettant de nouveau le Subside, comme il nous avoit été ordonné, nonobstant la guerre de Danemark. Il importe donc extrêmement, qu'il vous plaise de prendre encore ce nouveau soin. Aussi-bien ne voyons-nous pas, que les Lettres de change, qui ont accoutumé d'être délivrées pour Hambourg, soient encore arrivées, si bien qu'il n'y aura point de changement à faire.

Raisons pour  
les leur accor-  
der.

Ils eussent bien encore désiré, que cette somme ne leur eût été rabattue, que sur le second terme de l'année courante; mais encore que les instances, qu'ils nous en ont faites, ayant été fondées sur leur nécessité présente, nous leur avons simplement promis de vous écrire, en leur disant qu'ils ne s'y devoient pas attendre, puisque les dépenses excessives que Sa M. supporte de toutes parts, ne lui permettent pas de faire ce qu'elle eût désiré pour les conten-

ter. Enfin le Ragotzy ne se trouve pas réduit à un si mauvais état, que l'on avoit cru. Les Suedois publient une victoire qu'il a eue contre le Comte Goetz; mais nous ne la voyons pas bien confirmée, & les Lettres de Vienne, qui sont les dernières venues de ce Pais-là, n'en disent rien. Il est bien certain que l'armée Imperiale, qu'il a en tête, se détruit à vue d'œil, par les maladies & la nécessité; ce qui nous fait aviser combien cette diversion est arrivée heureusement pour les Suedois, & pour nous qui eussions eû beaucoup de peine cette Campagne, si, outre les forces que l'Empereur & Baviere ont présentement dans l'Allemagne, nous eussions eû encore à supporter l'effort de celles que Goetz est allé querir en Hongrie. Cette consideration nous fait hâter le départ de celui qui doit faire le voyage vers ce Prince, & nous espérons de vous mander, par l'Ordinaire prochain, qu'il sera parti, soit que Mr. de Croissy le fasse, ou que nous en choissions un autre; suivant le pouvoir que la Reine nous fait l'honneur de

Etat de Ra-  
gotzy.

Mauvais état  
de l'armée  
Imperiale  
contre Ra-  
gotzy.

M 3

nous

1644.

Soins de la  
France à  
Constantino-  
ple.Le Roi de  
Danemark  
n'est Média-  
teur à Osnab-  
rug, que par  
un consente-  
ment tacite.Nouvelle re-  
solution des  
Ambassa-  
deurs de  
Suede tou-  
chant les ré-  
mises.

nous donner. Nous ne manquerons pas, en dressant son Instruction, de suivre ponctuellement ce qu'il vous plaît de nous marquer. Cependant nous osons vous dire par avance, que le fondement qu'on peut faire sur cette Guerre de Hongrie, dépend de la résolution qui sera prise à Constantinople, après que l'Ambassadeur de l'Empereur y sera arrivé avec ses beaux présens. Si Mr. de la Haye y fait une Contrebatterie, & qu'elle y ait produit quelque effet, nous ne désespérons pas de nous prévaloir heureusement de cette diversion, soit dans la Guerre, soit dans le Traité de Paix.

Nous remarquons par votre Dépêche, que vous êtes en quelque peine de la nécessité qu'on a de la Médiation du Roi de Danemark, croyant que l'on est obligé, par le Traité préliminaire, de passer nécessairement par ses mains; mais nous pouvons vous assurer, que ledit Traité n'en porte rien, & qu'il n'a été reçu Médiateur que par un consentement tacite, lequel n'impose pas aux Parties une nécessité de n'en prendre point d'autre; & comme nous marquons dans la Lettre, que nous écrivons à la Reine, lui-même a déjà reconnu, par ses Lettres, qu'il ne le peut plus être en la Cause des Suedois.

Voilà, Monsieur, tout ce que nous avons à vous dire pour le présent, & après vous avoir bien humblement baillé les mains, nous demeurons &c.

Depuis cette Lettre écrite, les Ambassadeurs de Suede nous ont fait savoir, qu'ils ne désirent pas encore qu'on remette les cent dix-huit mil Risdals à Venise, d'autant que Mr. Torsenson pourroit bien avoir pourvu par une autre voye à la satisfaction du Prince Ragotzy, & qu'ils nous en manderont les nouvelles dans peu de jours.

## L E T T R E

De Messieurs

## D' A V A U X

Et

## S E R V I E N,

## A LA REINE.

Du 16. Juillet 1644.

*Etat de la Negociation. Conduite des Imperiaux par rapport à la Paix. Sincérité du côté de la Reine. Inconstance de l'Empereur. Ils louent la conduite des Médiateurs. Celle de la Suede. Caractère des deux Ministres d'Espagne, Saavedra & le Brun; de Mr. de Nassau & du Docteur Wolmar; de Mr. d'Aversberg & de son Collegue à Osnabrug. Affaire des Plein-pouvoirs. Abrégé des Artifices des Ennemis. Soins des Médiateurs par rapport aux Pouvoirs. Conquêtes de la France.*

*Avantage de l'Alliance de la France & de la Suede. Fermeté de la Landgrave. Union d'Interêts de la Savoye avec la France. La France redoutable, même au Turc. Leur Jugement. Les Médiateurs sont persuadés de la bonne foi de la France. Raisons pour lesquelles les Ambassadeurs de Suede menacent de se retirer de l'Assemblée.*

1644.

M A D A M E,

Nous souhaiterions bien que le Traité de la Paix fût en meilleur état que nous ne le voyons, sachant bien que V. M. désire l'avancement d'un si bon œuvre, & la véritable inclination qu'elle a de donner repos, non seulement à ses Peuples, mais à toute la Chrétienté. Nous avons eu l'honneur de lui rendre compte fidèlement, par nos Dépêches précédentes, de tout ce qui s'est passé, pour lui faire voir que nous n'avons rien omis de ce qui dépendoit de nous pour faciliter cette Negociation, suivant les ordres qu'il avoit plu à V. M. de nous en envoyer.

Nous serions plus étonnés de la dureté des Imperiaux, & de la conduite déraisonnable qu'ils tiennent en cette rencontre, si elle ne leur étoit ordinaire. Depuis la naissance de la Guerre, Madame, l'Empereur fait toujours semblant de désirer la Paix, parce qu'il lui a fallu nécessairement repaître les Etats de l'Empire de cette espérance, afin de leur faire supporter plus patiemment les contributions qu'il leur demande. Il n'a pas même fait scrupule, pour tirer plus de fruits de cette fausse apparence, de tenir, de quatre à cinq ans, ses Ambassadeurs tantôt à Osnabrug, à Hambourg, & tantôt à Cologne; mais la plupart du tems sans Pouvoir, sans Instruction, & sans qu'il y eût même personne pour traiter avec eux, afin seulement que leur présence servît à tromper les Peuples ignorans, qui ne sachants pas le fond des affaires, & que le vain Titre d'un Plenipotentiaire sans charge ne sert de rien, se sont quelquefois imaginés, que la disposition de l'Empereur pour la Paix étoit meilleure que celle du feu Roi. Toutes les personnes entendues aux affaires, ou bien sensées, n'ont pas laissé de voir clairement que le feu Roi, pendant sa vie, & V. M. depuis sa mort, au milieu des passions de la Guerre, a toujours conservé dans son cœur un sincère désir de la Paix. Il y a sujet de croire, que cette louable pensée, jointe à la justice de ses armes, a attiré sur la France les bénédictions du Ciel, & lui a acquis tous les avantages, qu'il a plu à Dieu de lui donner sur ses Ennemis.

A la vérité, nous croyons bien que, lorsque le sort des armes a été contraire à l'Empereur, & qu'il a vu les armes Suedoises, non seulement dans les Provinces de l'Empire, dont il ne se soucioit pas, mais dans ses Etats héréditaires, & quelquefois aux portes de Vienne & de Ratisbonne, où il étoit en personne, la nécessité lui a donné, pour un tems, quelque envie de sortir d'affaire; mais aussitôt que la frayeur a été passée, que la Guerre ne s'est plus faite qu'aux dépens d'autrui, qu'en la continuation il n'a fait que ruiner ses Amis, & ses Ennemis dans l'Empire, ce qu'il veut également faire, pour établir son autorité; il a repris sa première méthode, pour la Negociation

Etat de la  
Negociation.Conduite des  
Imperiaux  
par rapport à  
la Paix.Sincérité du  
côté de la  
Reine.Inconstance  
de l'Empereur.



1644.

de la Paix, qui a été d'en demeurer aux apparences, & de n'en venir point aux effets.

Il y a près de deux ans, que les Suedois le pressant par la Moravie, pendant que l'Armée de France occupoit ses meilleures forces d'un autre côté, il fit paroître quelques bonnes dispositions à un accommodement ; mais, après le petit avantage de Dutlingen, qui, après la mort du General de l'Armée, en la prise d'une de ses Villes, lui est plutôt arrivé par le desordre des nôtres, que par la valeur de ses Soldats, depuis que les Suedois ont eu une nouvelle occupation du côté de Danemark, & que l'alarme n'a plus été si chaude sur les Frontières d'Autriche, toutes ces bonnes dispositions se sont évanouies, & nous n'avons vu dans le procédé des Ministres, qui sont ici de sa part, que des chicaneries & des défaites. V. M. Madame, ne fera pas importunée, si, pour lui faire voir les artifices dont ils se servent pour nous amuser, & se moquer du reste du monde, nous re prenons quelques Points de nos Dépêches précédentes.

Ils louent la conduite des Médiateurs.

Nous ne voulons pas faire un grand fondement sur le jugement, que chacun a fait des personnes qui sont employées de part & d'autre. Celles des Médiateurs, par un consentement universel, sont sans reproche, tant pour la capacité que pour la probité. Personne ne peut douter que la Suede n'ait procédé sincèrement, quand on a vu de sa part le Fils d'un des Regens, qui a la principale conduite des affaires du Pais, accompagné d'un des plus habiles hommes de tout le Septentrion, & le mieux instruit de tous les Intérêts, qu'il faut démêler dans le Traité general. On nous a fait la faveur de croire aussi que V. M. ne nous auroit pas envoyés simplement pour amuser le tapis, & nous n'osions pas confirmer l'opinion, qu'on a eue qu'Elle nous avoit confié le secret de la Negociation, si cela ne seroit de preuve pour justifier les intentions de V. M. Mr. Saavedra & Mr. le Brun, que nous avons trouvés ici pour l'Espagne, sont très-habiles hommes ; le premier est fort adroit Negociateur, l'autre a acquis grande reputation dans la Charge, qu'il a exercée jusques-ici dans le Parlement de Dôle, mais ni l'un ni l'autre n'ayant eu aucun Emploi, jusques-à-présent, dans le maniement des affaires d'Etat, au moins proportionné à celui de faire une Paix si importante, on n'a pu encore persuader à personne, qu'ils aient l'autorité de conclure, ni que l'Espagne leur ait confié tous ses Intérêts.

Celle de la Suede.

Caractère des Ministres d'Espagne Saavedra & le Brun.

De Mr. de Nassau & du Docteur Wolmar.

Monsieur le Comte de Nassau est d'une famille illustre, le Docteur Wolmar, qui est auprès de lui, est fort savant en Jurisprudence ; mais le premier & le principal des deux est le même qu'on a tenu près de cinq ans à Cologne, sans qu'il y eût apparence de rien faire.

De M. d'Aversberg & de son Collegue à Osnabrug.

Monsieur le Comte d'Aversberg qui est à Osnabrug, accompagné d'un autre Docteur, paroît plus fin que ceux d'ici ; il n'a pas toutefois été ci-devant en si grande reputation dans la Cour de Vienne, & n'a pas tant d'experience dans les affaires, qu'on puisse faire un plus favorable jugement de lui, que de ses Collegues ; si bien que, quand on les a tous vus dans cet Emploi, & que l'on a vu les plus confidens Ministres de l'Empereur, envoyés en Baviere, en Saxe & en Danemark, on a crû, avec très-grande raison, qu'ils songeoient plus à recommencer la Guerre, qu'à la finir par un Traité de Paix.

Voilà, Madame, le jugement public sur le choix des personnes, qui ne seroit pas tout-à-fait concluant contre nos Parties, si les Pouvoirs

qui leur ont été donnés se fussent trouvés en bonne forme, & qu'en toutes occasions leur conduite eût été sincere.

Mais en premier lieu, pour ce qui est des Pouvoirs, V. M. avoit pu faire voir dans son Conseil la forme défectueuse & ridicule de celui que les Espagnols ont apporté : chacun a le sien particulier, ce qui ne s'est jamais fait, & l'autorité lui est donnée d'intervenir au Traité de Paix, conjointement avec les autres Plenipotentiaires du Roi d'Espagne, qui ne sont point nommés, & dont le nombre n'est point certain, ni le Pouvoir donné aux présens de travailler en l'absence des autres ; ce qui ne peut avoir été fait qu'à très-mauvaise intention, & pour rendre nul tout ce qui sera traité avec eux, sous prétexte que tous les autres Plenipotentiaires d'Espagne, que nous ne connoissons pas, n'y auroient point assisté. Il y a plusieurs autres défauts, que nous avons remarqués sur la Copie du même Pouvoir, que nous envoyames, il y a quelque tems, à Mr. le Comte de Brienne, que nous ne redirons point ici, pour ne pas abuser de la patience de V. Majesté.

Il y a aussi divers manquemens dans celui des Commissaires Imperiaux, que nous avons ci-devant remarqués, dont le plus essentiel est, qu'ils n'ont aucun pouvoir de traiter avec les Alliés du Roi.

Quand l'Empereur parle, dans le narré de ses Lettres patentes, de la Guerre présente, il fait bien mention des Alliés de part & d'autre ; mais dans le dispositif, où il donne le pouvoir à ses Commissaires de traiter, il les a omis industrieusement, quoique nous ayons bien connu d'abord que cette omission a été faite à mauvaise fin.

Nous avons été beaucoup plus confirmés dans notre opinion, quand nous avons vu le refus, qu'a fait le Comte de Nassau de recevoir la visite des Députés de Madame la Landgrave, lorsqu'ils sont arrivés en cette Ville.

Si après cela, Madame, l'on veut considérer toutes leurs actions, depuis l'ouverture de cette Conference, elles n'ont été accompagnées que d'artifices perpetuels, & de toutes les marques d'une mauvaise foi.

Affaire des Plein-pouvoirs.

Abrégé des Artifices des Ennemis.

#### PREMIEREMENT.

Comme ils ont vu, qu'ils ne pouvoient justifier la forme défectueuse de leur Plein-pouvoir, ils ont voulu censurer le nôtre par des subtilités ridicules, dont la seule lecture de la Piece les peut convaincre, & quand ils ont pressenti qu'on les pourroit satisfaire en la plupart de leurs demandes sur ce sujet, ils ont insisté sur ce point, qu'ils favoient de ne pouvoir obtenir ; soutenant que tant notre Pouvoir, que tous les autres Actes du Traité doivent être faits au nom de V. M. comme Tutrice & signés par Elle ; & non point au nom du Roi ; ce qui est directement contre les Loix & Coutumes du Royaume.

#### II.

Jugeant bien, qu'on pourroit enfin trouver quelque temperament sur toutes les difficultés, & que l'on pourroit faire reformer les Pouvoirs de part & d'autre, afin de ne disputer pas pour des paroles ; ils ont voulu arrêter la Negociation par un empêchement plus solide, & refusant, par une procedure extravagante, & directement contraire au Traité préliminaire, de faire à Osnabrug la même communication des Pouvoirs avec les Suedois, qui avoit été faite ici avec nous.

#### III. Quand

1644.

1644.

## III.

Quand on leur eût fait dire, que ce procédé, qui tendoit à nous diviser, & non pas à faire la Paix, devoit être corrigé, & qu'il falloit faire marcher les affaires de même pas à Osnabrug & à Munster, si on ne vouloit violer les Traités préliminaires; ils ne nous y ont voulu faire aucune raison, & n'ont payé Mrs. les Médiateurs & nous que de défaites.

## IV.

Si l'on propose le moindre expédient aux Commissaires qui sont ici, ils l'envoient à Vienne, avant que de répondre, de-là on le porte aux Electeurs, & puis on le renvoie ici: de sorte que, quand il y auroit la meilleure disposition du monde de tous côtés, cette longueur rendroit le Traité sans fin.

## V.

Si l'on convie les Princes & Etats de l'Empire, sans lesquels on ne peut faire une Paix assurée, de venir ici, l'Empereur s'en offense, & n'a pas honte de faire dire, de sa part, dans la Diette de Francfort, que nous sommes déchus de la sûreté de nos Passports, par cette procédure, qu'il nomme séditieuse, afin d'exciter quelqu'un d'entreprendre impunément contre nos personnes.

## VI.

En même tems qu'il trouve mauvais, que nous ayons écrit à l'Assemblée de Francfort, pour faire avancer le Traité de Paix, il ne s'offense pas que le Roi de Danemark ait écrit à la même Assemblée, pour l'arrêter jusques à ce qu'il y puisse être compris, & autorisé la résolution de ladite Assemblée sur ce sujet.

## VII.

L'Empereur consent bien, que les Electeurs envoient leurs Députés à Munster, & protette toujours qu'il ne veut rien faire, sans leur avis, dans la Negociation de la Paix, pour les tenir plus attachés à ses Intérêts. Cependant il n'y en a pas un d'eux, qui ait encore député, depuis un an que l'Assemblée a dû commencer, & quatre ou cinq mois que nous sommes tous ici à les attendre; ce qui fait croire qu'il les en empêche sous main, puisque l'Archevêque de Mayence, qui est le premier, est plus Espagnol qu'Allemand, & que la plupart des autres sont tout-à-fait à sa devotion.

## VIII.

Après avoir tourné en injure ce que nous avons écrit à tous les Princes & Etats d'Allemagne, pour les convier à une Assemblée, où ils ont droit d'affluer par les Constitutions de l'Empire, il ne fait pas de scrupule de répondre par toutes les diffamations scandaleuses contre le Roi, & soutenir publiquement, contre toute vérité, que c'est V. M. qui excite le Turc à faire la guerre contre les Princes Chrétiens.

## IX.

Cependant, Madame, quoique la Dignité Imperiale soit établie pour la défense de la République Chrétienne, l'Empereur ne fait pas conscience de la soumettre à la Porte du Grand

Seigneur, par une Ambassade honteuse, qu'il envoie avec des présents extraordinaires, où l'ancienne forme n'est point observée, & d'assujettir en même tems la Hongrie à un nouveau Tribut, aimant mieux déclarer toutes ses faiblesses à l'Ennemi commun, ce qui est plus propre à l'attirer, qu'à détourner ses Armes, par la mauvaise opinion, qu'elles lui donnent des affaires de la Chrétienté, que de se refoudre à y établir le repos si désiré de tout le monde par une Paix raisonnable.

## X.

Outre cela, ses Commissaires ont déclaré, depuis quelque tems, qu'ils ne pouvoient traiter, sans le Roi de Danemark. On n'a pu les faire expliquer, s'ils prétendent de le faire comprendre comme Médiateur, ou comme Partie, à cause qu'ils savent bien, qu'il y a des raisons pour leur fermer la bouche, en l'une & l'autre de ces prétensions; car si c'est comme Médiateur, outre que cette pensée seroit aujourd'hui ridicule, le Roi de Danemark a déclaré, par ses Lettres, qu'il ne prétendoit plus de l'être en la Cause des Suedois qui lui font la guerre; & quant à celle qu'il se voudroit réserver entre l'Empereur & les Princes d'Allemagne, l'Empereur a répondu, qu'il n'avoit pas besoin de sa Médiation, & ne la pouvoit accepter, pour ne faire que réunir les Membres à leur Chef, dont il proteste que les Rois ni les Princes étrangers ne se mêlent pas.

## XI.

Si lesdits Commissaires prétendent de faire comprendre, dans le Traité general, le Roi de Danemark comme Partie, les Etats des deux Royaumes ont jusques-ici témoigné de ne vouloir pas que leurs différends soient renvoyés en Allemagne, ni traités ailleurs, que sur leurs Frontieres, suivant les anciens Concorrats des deux Nations.

## XII.

D'ailleurs le Roi de Danemark n'étant point des Alliés, qui ont été désignés par le Traité préliminaire, & la Guerre, qui a été depuis commencée contre lui, étant un nouvel accident, si on veut delà prendre prétexte d'interrompre la Negociation qui avoit été résoluë auparavant, nous nous trouverons avoir commencé ici un ouvrage qui n'auroit point de fin, parce que le sort des armes étant incertain, & favorisant tantôt l'une, tantôt l'autre des Parties, ne manquera pas de fournir souvent de semblables sujets de ne traiter pas, si celui-là passe pour legitime, vû que nous traitons, sans avoir fait de trêves ni de suspension d'armes.

## XIII.

Nous sommes assurés de bon lieu, qu'on a un extrême regret à Vienne, de n'avoir pas suivi l'avis du Comte d'Aversberg, qui vouloit qu'aussi-tôt que la Guerre de Danemark seroit commencée, on rompît la Negociation de la Paix, & que l'on prît prétexte sur notre séjour en Hollande, pour en faire rejeter le blâme sur nous.

## XIV.

Voici, Madame, une autre conviction de leur mauvaise volonté, qui est bien concluante. La Reine de Suede, par une Lettre, que nous

1644.

1644.

nous avons reçu de sa part ; & aussi comme nous croyons par celle qu'Elle a écrite à V. M., a déclaré très-prudemment, qu'en cas que les différends, qui étoient entre elle & le Roi de Danemark, eussent fait retirer ledit Roi de la Médiation, pour ne pas retarder les affaires publiques, par son Intérêt, elle acceptera volontiers la Médiation de la République de Venise, ou bien consentiroit que l'on traitât sans Médiateur. Nous l'avons fait savoir aux Commissaires Impériaux, croyans bien que, s'ils eussent eu tant soit peu de bonne intention, ils ne pouvoient refuser d'accepter cette déclaration si honnête, & d'en faire une semblable, puisque les mêmes Ministres, qui étoient déjà reçus entremetteurs à Munster, ne pouvoient pas être suspects à Osnabrug, & qu'en tout cas le Roi de Danemark n'en recevoit point de préjudice, parce que, comme il y avoit ici deux Médiateurs, il y en pourroit aussi avoir à Osnabrug, lorsque ledit Roi seroit mis en état d'y reprendre sa place. Mais toutes ces raisons n'ont pu servir, ni obtenir aucune résolution, quoique Mr. le Nonce, qui s'en est mêlé seul, à cause que cela touchoit en quelque façon Mr. Contarini en particulier ; leur ait représenté, qu'ils devoient être bien aises, pour l'intérêt de la Religion, que la Médiation fut retirée des mains d'un Prince herétique, ou du moins partagée avec lui.

## XV.

Ce qui est plus insupportable, Madame, est qu'en même tems qu'ils font toutes les ruses, pour gagner du tems, & voir si la fortune de la Guerre leur sera favorable cette Campagne, ils ont l'effronterie de publier en divers endroits, que c'est nous qui retardons la Paix. Nous croyons néanmoins qu'ils font aujourd'hui au bout de leurs finesse, & que la lumière de la Vérité commence de les éblouir.

La dernière Déclaration, que nous avons donnée par écrit aux Médiateurs, dont nous avons ci-devant envoyé la Copie, les met hors de repartie. Mrs. les Médiateurs nous avoient extrêmement pressés de passer un peu plus avant, & de consentir qu'on travaille présentement ici d'un commun accord à la Minute du nouveau Pouvoir, qu'il faudra qu'un chacun fasse venir, sans attendre que la communication d'Osnabrug ait été faite, comme il est porté par notre Déclaration. Nous en sommes convenus pour gagner du tems, & faire plaisir à ces Mrs. après en avoir eu le consentement de Mrs. les Ambassadeurs de Suede, & à la charge néanmoins que la Minute qui sera concertée ici soit commune pour Munster & pour Osnabrug.

L'on a fait savoir cette ouverture aux Impériaux, ceux d'Osnabrug & ceux d'ici ont été assemblés trois jours à la Campagne avec les Espagnols, pour en délibérer. Il y a trois jours qu'ils en sont revenus, & ne donnent point de réponse à une Proposition si plausible, dans laquelle on a tâché de couvrir leurs manquemens, & de s'accommoder à tout ce qu'ils ont désiré. Nous ne voyons plus après cela ce qu'on peut faire pour avancer les affaires, & certainement nous commencerions à craindre, que ce que nous faisons par un excès de bonne volonté, & afin de justifier au monde les saintes intentions de V. M. ne fût enfin imputé à faiblesse & à crainte.

Notre devoir, Madame, nous oblige de le faire savoir à V. M. afin qu'il lui plaise de faire délibérer, en son Conseil, ce qu'Elle aura à nous ordonner. Le soin qu'on a eu jusque-ci, de faire paroître l'inclination de V. M. à la

TOM. II.

Paix, a été louable ; mais les ennemis n'y répondant pas de leur côté, se pourroient enfin imaginer, que nous serons trop heureux d'attendre leur commodité, & qu'en quelque tems que l'humeur leur prenne de nous donner la Paix, nous serons très-aisés de la recevoir ; si bien que s'accoutumant à nous traiter du haut en bas, si nous souffrions rien qui pût faire préjudice à la Dignité du Roi, & faire un mauvais jugement de sa Puissance, notre facilité deviendrait criminelle. Il seroit peut-être louable de dissimuler encore ; quelques avantages que prissent présentement les ennemis, de notre patience, si elle nous pouvoit conduire à ce port tant désiré d'une Paix honorable ; mais certes il n'est pas quelquefois inutile de faire comme les Matelots, & de tourner le dos pendant quelque temps au Lieu que l'on cherche, pour y arriver plutôt.

Nous sommes d'autant plus étonnés de la mauvaise volonté des Ennemis, & de leur aveuglement, qu'ils reconnoissent & avouent eux-mêmes le bon état où sont les Affaires de la France, qui est, grâces à Dieu, plus glorieuse & plus florissante qu'elle n'a été depuis cinquans ans.

Le Roi a Brisac & les autres Places du Rhin, & de l'Alsace, qui étant défendues par les forces d'un puissant Royaume, lui peuvent servir d'un rempart inexpugnable contre l'Allemagne.

Pignerol fait le même effet contre l'Italie ;

Perpignan contre l'Espagne.

Arras, Hesdin, Landrecy, Damvilliers & Thionville, & Gravelines, s'il plaît à Dieu de l'y ajouter, tiennent en bride les Pays-Bas.

Le Ragotzy, auquel néanmoins on ne s'est point attendu jusques-ici, reprend vigueur ; & le bruit court, qu'il a défait l'Armée Impériale.

Le Roi de Portugal affermit sa Domination ; se rend redoutable à son ennemi, & ne peut avoir d'autres mouvemens que ceux de la France.

La Suede, quoiqu'elle ait entrepris une nouvelle Guerre, un peu hors de saison, ne laisse pas d'agir encore vigoureusement dans l'Allemagne, & de soutenir que l'Ennemi nouveau, qu'elle a présentement, lui fera désormais beaucoup moins de mal, étant déclaré, & en partie ruiné, qu'il n'a fait ci-devant, tandis qu'il a couvert du voile d'amitié la jalousie secrète qu'il avoit contre elle, & les obstacles continuels, qu'il apportoit ouvertement à tous ses desseins.

Ce qu'elle possède dans l'Allemagne est considérable, les forces qu'elle y a sont puissantes & aguerries, & ce qui est plus important, elle est résolue de persister constamment dans l'Alliance de la France. On peut & doit faire le même jugement des Provinces Unies.

Madame la Landgrave fait paroître une générosité & fermeté inviolable, & pourroit enfin attirer à son Exemple, quelques autres Princes d'Allemagne, pour établir, par force, dans l'Empire, la Paix que l'Empereur refuse injustement.

Toute la Maison de Savoye est toujours inseparablement unie aux Intérêts de la France : si bien que les Alliés demeurans dans le devoir, comme il y a très-grand sujet de le croire, voilà les ennemis chargés de cinq Guerres Royales en un même tems, dont celle que la France leur fait, en tant de différens endroits, sur la Mer & sur la Terre, n'est comptée que pour une, & sans y comprendre les deux diverfions de Hesse & de Piedmont, lesquelles ne sont pas à mépriser.

N

La

1644.

Conquête de la France.

Avantage de l'Alliance de la France &amp; de la Suede.

Fermeté de la Landgrave.

Union d'Intérêts de la Savoye avec la France.

Soins des Médiateurs par rapport aux Pouvoirs.



1644.  
La France  
redoutable  
même au  
Turc.

La Puissance Ottomane, qui n'entreprend jamais qu'une Guerre à la fois, auroit peine à résister à tant de divers Ennemis. On fait toucher au doigt toutes choses à nos Parties ; ils les reconnoissent & n'en deviennent pas plus traitables, & allèguent pour toutes raisons à leurs Confidens, que la France, qui donne le branle & la vigueur à tous ces Corps qui agissent contr'eux, ne sauroit demeurer long-tems en l'état qu'elle est. Ils ont toujours espérance qu'elle se détruira elle-même, & sera bien-tôt divisée en différentes factions. Ils font ces prétentions selon leur desir, dont il ne faut pas douter néanmoins qu'ils ne tâchent d'écarter, s'ils peuvent, les exécuteurs, par les menées secrètes qu'ils font dans le Royaume. Mais nous espérons que Dieu confondra tous leurs mauvais desseins, & que fortifiant tous les jours de plus en plus le courage à V. M. il lui donnera moyen de rendre la Puissance du Roi redoutable aux étrangers, dont le plus assuré est de conserver son autorité dans l'Etat & dissiper, par sa présence, par sa prudence, & par sa justice, les pratiques de ceux qui en voudroient troubler le repos.

Leur juge-  
ment.

Nous ne saurions croire, Madame, que personne veuille manquer à son devoir, dans une occasion si juste, & si pressante, où il s'agit de l'honneur de toute la Nation Française, & du salut de tant de Peuples. Car comme les divisions intestines qui seroient capables de donner l'entrée du Royaume aux Ennemis, & causeroient une entière desolation, si l'union & la concorde n'y demeure, & si chacun ne contribue de son côté à ce qu'il doit, comme il le faut espérer, pour le service du Roi, & la sûreté de l'Etat, on peut croire, avec très-grande raison, que les Ennemis, qui font tant aujourd'hui les difficiles dans le Traité de la Paix, seront dans peu de tems forcés de la demander bien humblement, & d'en recevoir les conditions de V. M.

Les Média-  
teurs sont  
persuadés de  
la bonne Foi  
de la France.

Nous attendrons donc, Madame, ce qu'il plaira à V. M. de nous faire l'honneur de nous commander. Nous la pouvons bien assurer, qu'encore que la direction de Mrs. les Médiateurs ne leur ait pas permis de s'expliquer ouvertement de leurs sentimens en cette rencontre, ils sont entièrement persuadés de la sincérité de V. M. & de celle de notre conduite.

Depuis que nous sommes en ce Lieu, nous voyons assez clairement, qu'ils sont satisfaits de notre bonne foi, autant qu'ils blâment en leurs ames les artifices de nos Parties. Nous les avons même contrains d'avouer, en la dernière Conférence que nous avons eue avec eux, que nous ne pouvons pas faire davantage que ce que nous faisons, & que c'étoit la dernière chose qu'ils pouvoient désirer de nous. Ils en sont demeurés d'accord, & peut-être dans leur cœur se sont-ils étonnés de ce que nous passions si avant ; mais ils nous ont assuré que nous n'en devons point avoir de regret, & que tout cela ne pouvoit tourner qu'à notre avantage, en nous justifiant envers le monde, & rejetant tout le blâme sur nos Parties, s'ils demeuroident en leur mauvaise humeur.

Nous avons néanmoins crû, en consentant, pour faire plaisir, à la dernière condition qu'ils ont désirée de nous, sur la reformation des Pouvoirs, de devoir leur dire, que ce seroit la dernière preuve qu'ils devoient attendre de notre facilité, & que nous prétendions, si elle ne produisoit point d'effet avec nos Parties, qu'elle nous dût servir de justification, lorsque nous serions contrains de penser dans peu de tems à des résolutions plus vigoureuses.

Les Ambassadeurs de Suede, Madame, nous ont rémoigné la pensée, qu'ils avoient eue de se retirer, & nous avons tâché jusques à présent de les en dissuader. A la vérité ils ont eue besoin d'une plus grande patience que la nôtre ; car ils sont dans un Lieu, où ils ne traitent, ni avec les Médiateurs, ni avec les Parties ; on leur a refusé la communication, qui a été faite ici des Pouvoirs ; toutes leurs Lettres sont interceptées ou arrêtées publiquement ; si leurs Gens sortent de la Ville, ils sont mal traités par les Soldats Imperiaux, encore même qu'ils portent les Paquets de l'Empereur ; & quand ils s'en plaignent par écrit, on ne leur fait ni raison ni réponse à leur Lettre.

Les Troupes de l'Archevêque de Breme font ouvertement des entreprises sur leurs personnes, & ils n'ont pas pu seulement obtenir de lui la sûreté, qu'ils lui avoient envoyé demander pour se trouver à la Conférence, que nous avions concertée.

Avec tout cela, nous les avons encore disposés d'attendre les ordres, qu'il plaira à V. M. de nous envoyer, & de s'y conformer. Leur opinion est, qu'il faut faire démonstration de se vouloir tous retirer, & qu'en effet il le faut faire dans quelque tems, si on ne marche d'un autre pied dans les affaires ; mais qu'au paravant il faut écrire aux Princes & Etats de l'Empire, pour nous plaindre hautement des indignités que l'on nous a faites ; qu'il faut par un même moyen justifier notre conduite passée, & la résolution que nous sommes obligés de prendre, afin qu'elle donne plus à penser à nos ennemis.

Ils estiment, pour ne rompre pas légèrement, ni tout d'un coup l'Assemblée, qu'en chacune des Villes l'un de nous doit être rappelé. Si V. M. nous permet d'y ajouter notre avis, il nous semble que l'intérêt de l'honneur, & de la Dignité du Roi doit être préféré à toute autre considération. On est obligé désormais de ne souffrir pas plus longtems, & de penser bientôt à une semblable résolution. Nous sommes &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 16. Juillet 1644.

*Ils se réjouissent de ce qu'il est guéri.  
Ils lui envoient une Copie de leur  
Lettre pour la Reine ; comme aussi  
une Lettre de Mr. de Rorté tou-  
chant une Proposition des Suedois, &  
un Avis du Ministre Portugais. Af-  
faires d'Oostfrise & de la Landgrave.  
Leur conséquence pour l'intérêt de la*

1644.  
Raisons pour  
lesquelles les  
Ambassa-  
deurs de  
Suede me-  
na-  
cent de se  
retirer de  
l'Assemblée.



1644.

*la France. Ils ont chargé Mr. Bras-  
set de la représenter aux Etats Gé-  
néraux, & Mr Rorté au Comte  
d'Embden Touchant la Ligue du  
Cercle Westphalique. Leurs soup-  
çons à l'égard des Etats Généraux.  
Leurs précautions avec le Plenipo-  
tenciaire Suedois M. Salvius, par  
rapport aux Démêlez de la Suede  
avec le Danemark.*

MONSEIGNEUR,

L'AVIS que nous avons eu de l'Indisposi-  
tion de Votre Eminence nous avoit donné  
une extrême peine ; mais nous avons été consolés  
presque en même temps par la nouvelle, que  
nous avons reçue de sa guérison. Nous en  
louons Dieu de tout notre cœur, en le priant  
de vouloir toujours conserver une Santé que  
les gens de bien reconnoissent si utile à l'Etat  
comme celle de V. E.

Nous lui envoyons la Copie de la Lettre,  
que nous avons eu l'honneur d'écrire à la Rei-  
ne, dans laquelle nous nous promettons que  
Votre Eminence verra que nous n'avons rien  
omis de deçà, de la part de Sa Majesté, pour  
avancer, suivant ses ordres, la Négociation de  
la Paix. Si, après toutes les preuves que nous  
donnons, quelqu'un pouvoit douter que le re-  
tardement qui s'y rencontre vient en façon du  
monde de Sa Majesté, il seroit Hérétique obs-  
tiné dans la créance qu'il auroit prise des  
affaires publiques.

Monsieur le Baron de Rorté nous a écrit  
d'Osnabrug une Lettre, que nous avons esti-  
mé devoir envoyer à Votre Eminence. Outre  
ce qu'il propose, de la part des Ambassadeurs  
de Suede, qui est très-considérable & mérite  
bien qu'on y fasse reflexion ; elle contient sur  
la fin un Avis de l'Ambassadeur de Portugal,  
qui n'est pas aussi tout-à-fait à mépriser, & pour-  
roit en diverses conjonctures apporter de l'obs-  
tacle aux affaires.

Le Projet de la Ligue Westphalique semble  
être un peu assoupi, depuis quelque temps, par  
impatience & manquement d'argent. L'on nous  
avertit néanmoins que deux des Regimens de  
Hatsfeldt, qui ont hiverné dans le Pais de  
Juilliers & qui avoient passé deçà le Rhin, s'en  
retournent de delà pour y commencer à for-  
mer un petit Corps, que les troupes de Ma-  
dame la Landgrave pourroient aisément dissiper,  
si elles n'étoient diverties par l'armement qui se  
fait en Oostfrise. Cette affaire est de grande  
considération. Nous avons envoyé un Gentil-  
homme exprès à Monsieur le Prince d'Orange,  
pour lui en représenter la conséquence. Nous  
savons bien qu'il en foment le dessein à l'ins-  
tigation de Madame sa Femme, & que Mes-  
sieurs les Etats, quelque semblant qu'ils fassent  
du contraire, ont des pensées sur cette Provin-  
ce. Mais si, pour cette considération, il est  
perilleux pour le Roi de s'en mêler & d'y pren-  
dre part, il ne l'est peut-être pas moins d'aban-  
donner Madame la Landgrave. Les premiers  
ne sauroient se plaindre, parce qu'on veut  
empêcher une nouveauté ; mais cette Princes-  
se pourroit être offensée, si on souffre, sans  
s'en remuer, que cette injuste persécution lui  
soit faite. Elle nous fait dire nettement qu'en  
quittant l'Oostfrise, il faut qu'elle quitte la  
Guerre. Ce qui paroît assez clairement, en  
ce qu'elle abandonne tous les autres desseins

T O M. II.

qu'elle pouvoit faire, à l'avantage de la Cause  
commune, cette Campagne, pour tâcher de  
conserver cette Province, ou nous voir une  
Guerre Civile entre nos Alliés, semblable à  
celle de Suede & de Danemark. Nous avons  
chargé Mr. Braslet de représenter fortement à  
Messieurs les Etats, combien cette nouveauté  
est mal reçue de tout le monde. Nous avons  
aussî envoyé Mr. le Baron de Rorté en même  
temps à Mr. le Comte d'Embden, pour le dis-  
suader de son armement, ou du moins empê-  
cher les hostilités entre ses Troupes & celles de  
Madame la Landgrave, qui s'y en vont, jus-  
ques à ce que l'entremise du Roi & son autori-  
té y apporte quelque temperament. Si le  
Comte d'Embden vouloit donner ses troupes  
au Roi pour quelques temps, soit que Sa Ma-  
jesté en eût besoin à Gravelines, où elles peu-  
vent être conduites par Mer très-facilement,  
soit qu'elle les voulût employer de deçà, on  
pourroit cependant chercher quelque accommo-  
dement pour le contentement des uns & des  
autres. Ce qui est de fâcheux, si cette affaire  
ne s'accommode promptement, est que Mad-  
ame la Landgrave fera occupée toute cette an-  
née à défendre ses Quartiers de ce côté-là, au-  
lieu de faire la Guerre ailleurs à l'Ennemi, par  
quelque diversion qui n'eût pas été inutile aux  
Suedois ni à Monsieur de Turenne.

Si nous voyons que la Ligue Westphalique  
s'avance, nous ne manquerons pas d'en écrire  
aux Princes du Cercle, auprès desquels nous  
connoissons que nos Lettres pourront produire  
quelque bon effet, suivant les ordres que Votre  
Eminence nous en donne.

Il seroit difficile de se promettre aucune assis-  
tance en l'affaire de Messieurs les Etats, qui  
ont été si retenus jusques-ici, que même ils ont  
refusé, sur l'instance de Madame la Landgrave,  
d'en écrire aux Princes qui n'avoient pas  
envie de s'en mêler, comme au Duc de Neu-  
bourg, quoiqu'il ne pût rien entreprendre  
aujourd'hui dans leur voisinage de plus préjudi-  
ciable à leur Etat. Mais la pensée qu'ils ont de  
faire en ce cas une Contre-Ligue Protestante,  
où le Comte d'Oostfrise entrera d'un côté &  
l'Electeur de Brandebourg d'un autre, leur fait  
croire qu'ils n'en doivent rien craindre pour  
leur particulier. Cependant le Public n'en souf-  
rira pas moins, l'une & l'autre de ces Ligues  
allans directement à la ruine de Madame la  
Landgrave & de cette sorte indirectement con-  
tre les Intérêts du Roi.

Nous n'avons pas manqué, dans les Confe-  
rences que nous avons eues avec Monsieur  
Salvius, de lui faire bien remarquer, comme  
Votre Eminence nous l'a prescrit, à combien  
de nouvelles dépenses nous engage la Guerre,  
qu'ils ont entrepris en Danemark. Nous lui  
en avons fait voir la supputation en détail, qui  
s'est montée à près de trois Millions de Livres.  
C'a été aussi une des raisons qui nous ont fait  
obtenir les conditions sous lesquelles le paye-  
ment du Subside sera fait, dont nous avons don-  
né avis par nos Dépêches.

1644

*Ils ont chargé  
Mr. Braslet  
de la repré-  
senter aux  
Etats Géné-  
raux, & Mr.  
Rorté au  
Comte  
d'Embden.*

*Touchant la  
Ligue du  
Cercle West-  
phalique.*

*Leurs soup-  
çons à l'égard  
des  
Etats Géné-  
raux.*

*Leurs pré-  
cautions avec  
le Plenipo-  
tenciaire Sue-  
dois M. Sal-  
vius, par  
rapport aux  
Démêlez de  
la Suede avec  
le Danemark.*

*Ils se rejouis-  
sent de ce  
qu'il est  
guéri.*

*Ils lui envoy-  
ent une  
Copie de leur  
Lettre pour la  
Reine.*

*Comme aussi  
une Lettre de  
Mr. de Rorté  
touchant une  
Proposition  
des Suedois,  
& un Avis du  
Ministre  
Portugais.*

*Affaires  
d'Oostfrise &  
de la Land-  
grave.*

*Leur consé-  
quence pour  
l'intérêt de  
France.*

1644.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 17 Juillet 1644.

*Il est de leur avis touchant l'Affaire d'Allemagne; C'est pourquoi il conseille le Traité avec Lorraine Avantages qu'on en peut tirer. On envoie au Duc de Lorraine pour finir le Traité. Conditions du Traité Il faut faire valoir aux Suedois les soins de la France pour les faire agir en Allemagne. La Reine est satisfaite de leur Négociation avec Mr. Salvius. On envoie une personne en Transilvanie avec de l'argent. Assurances qu'on donnera au Prince Transilvain. La Reine s'intéresse pour la Landgrave. Remède contre les longueurs de la Négociation. Continuation du Siege de Gravelines. Valeur des Assièges, & des Assiégeans. Cette Place est d'une grande importance. Desespoir des Flamands. Secours pour la Catalogne. Marche du Maréchal de Turenne.*

MESSIEURS,

Il est de leur avis touchant les Affaires d'Allemagne.

JE me rejouis que nous nous rencontrons si souvent dans les mêmes sentimens, ainsi que vous aurez remarqué en plusieurs Points par mes précédentes Dépêches. Je puis bien vous assurer que les raisons, que vous m'avez écrites par votre dernière pour obliger Sa Majesté à considérer les Affaires d'Allemagne, par préférence à toutes les autres, n'ont rien ajouté au sentiment que j'en avois déjà, étant très-persuadé de longtems que nous n'avons rien à craindre que de ce côté-là, & que, soit pour avoir les avantages dans la Guerre, si nos Ennemis s'opiniâtrent toujours à la vouloir continuer, soit pour les contraindre à une Paix raisonnable, la voye la plus assurée est de les presser en cet endroit-là: desorte que toutes nos esperances, & nos craintes doivent être principalement fondées sur ce qui s'y passe.

C'est pour-quoi il conseille le Traité avec Lorraine.

C'est aussi le principal motif que j'ai pour conseiller au Roi de conclure le Traité avec le Duc de Lorraine, étant constant que, dans la conjoncture présente, on ne pouvoir rien faire de plus avantageux, pour nous donner les moyens d'agir en Allemagne, & d'y rétablir nos Affaires.

1644.

Prémièrement nous nous prévalons des Troupes de ce Prince, lesquelles, quoi qu'elles ne soient pas en grand nombre, sont pourtant des plus aguerries. Il est certain que nous en tirerons un double avantage; nous nous assurons outre cela, par son moyen, le passage du Rhin, à cause des Places qu'il y possède, & de plusieurs Châteaux & Postes importans qu'il occupe, lesquels donneront grande facilité de prendre des Quartiers d'Hiver au delà du Rhin, tant à l'Armée de Monsieur le Maréchal de Turenne qu'à celle-ci, lorsqu'elle aura été fortifiée du Corps que le Roi a résolu d'y joindre, incontinent après la prise de Gravelines.

Cependant tout Luxembourg, la Moselle, & Treves se trouvent exposés sans forces considérables, dont il y a longtems que Beck crie sans aucun fruit; ce qui oblige la Reine d'ordonner à Mr. le Duc d'Anguien de commencer à y entreprendre quelque chose. On a remis à lui le choix du dessein, quoi qu'on lui ait marqué bien particulièrement les raisons pour lesquelles on estime ici, que ce doit être plutôt sur Treves, que dans Luxembourg. Si vous avez quelque avis à lui donner sur ce sujet, vous lui pourrez écrire, & lui mander l'ordre que vous avez eû de lui communiquer tout ce qui viendra d'importance à votre connoissance, dont il puisse tirer profit.

On a renvoyé vers Mr. le Duc de Lorraine, le Sieur de Pleffis-Bezançon, pour mettre la dernière main au Traité, dont tous les Points ayant été ici auparavant résolus avec son Secrétaire d'Etat, qu'il y avoit envoyé, on peut quasi tenir la chose pour assurée. L'avantage ne s'y rencontre pas seulement, mais la réputation toute entière & la sûreté du moins morale, puisqu'il commence par la remise même de la Mothe, laquelle il remet entre les mains du Roi, & ainsi nous réparons ce que nous avons consenti de perdre par le Traité de Paix, & qui effectivement causera un bien inestimable aux Provinces de Champagne & Bourgogne, dont cette seule Place tiroit toutes les années, sans qu'il fût en notre pouvoir de l'empêcher, plus de huit cens mille Livres de Contributions, & désoloit toutes nos Frontières.

Le Roi ne lui rend présentement aucune Place forte, qui le mette en état de faire du mal, quand il en auroit la volonté. Au contraire S. M. lui en ôte le moyen par la remise qu'il lui fait de ladite Place, qu'il est en la liberté de Sa Majesté de raser, ou de la mettre tre simplement dans la jouissance de ses Etats, comme on fit au Traité de Paris; & on promet de lui rendre à la Paix generale les Places qui nous demeurent en dépôt, rasant le Château de Clermont, & si le Roi le veut aussi, démolissant toutes les Fortifications de Nancy.

Quant à Stenay, Jamets, & leurs Dépendances, ils demeurent au Roi en propre, & réunis à la Couronne pour toujours.

Ledit Sieur Duc s'oblige de s'attacher à jamais inseparablement aux Intérêts de cette Couronne, & de servir le Roi, envers & contre tous, de sa personne & de ses Troupes, consentant, au cas qu'il y manque, de déchoir de toutes les Graces que lui fait le Roi pour remettre en un instant les choses en l'état qu'elles étoient ci-devant, & même avec plus de facilité qu'il n'a fait la dernière, puisqu'il ne lui reste aucunes Places fortes, & alors il n'auroit pas raison de dire qu'il a été forcé à ce qu'il a fait, comme il est arrivé au Traité de Paris, puisqu'il a recherché celui-ci avec instance, qu'il l'a négocié, conclu, & signé en un Lieu où il est maintenant

On envoie au Duc de Lorraine pour finir le Traité.

1644.

tenant le maître, & a toute la liberté de prendre telle résolution qu'il veut.

Quand nous aurons nouvelle de la Signature du Traité, on vous en écrira plus particulièrement, & on en fera part à tous les Alliés.

Il faut faire valoir aux Suedois les soins de la France, pour les faire agir en Allemagne.

Vous aurez belle matière de faire valoir aux Ministres de Suede les soins, les diligences & les grandes dépenses auxquelles la France se soumet pour réparer l'abandonnement, où ils ont laissé les Affaires d'Allemagne. Il semble que la résolution de cet Accommodement ne pouvoit être plus à temps prise, & qu'elle est capable de contrepefer le préjudice que nous recevons de l'engagement de Mr. Torstenfon en Danemark.

La Reine est satisfaite de leur Négociation avec Mr. Salvius.

La Reine a eû grande satisfaction de ce que vous avez négocié avec Monsieur Salvius, pour profiter autant qu'il se pourra de l'argent qu'il faut fournir aux Suedois; le premier paiement sera maintenant sur les Lieux. Il ne sera pas mal employé, s'il oblige Monsieur Torstenfon à revenir dans l'Allemagne, dont Sa Majesté conçoit bonne espérance, après ce que vous lui en écrivez, & vous recommandez de lui donner tous vos soins, jusques à ce que vous en soyez venu à bout. En tout cas la Négociation ne pouvoit être mieux conduite, ni plus conforme aux intentions de Sa Majesté.

On envoie une personne en Transilvanie avec de l'argent.

Monsieur des Hameaux nous mande de Venise qu'il envoie une personne exprès au Prince de Transilvanie pour lui porter la Lettre de change, & lui dire qu'il étoit à son choix de toucher les cent mille Risdales à Constantinople ou à Venise; si bien que celui que vous étiez sur le point d'y dépêcher, n'en aura plus grand besoin. Je n'ai laissé de dire plusieurs fois à Monsieur le Comte de Brienne de vous adresser une seconde Lettre de change, ainsi qu'on le pratique pour les Pais éloignés, & qu'il eût dû être fait dès-l'abord que l'argent a été remis à Venise. Il m'a assuré qu'il l'envoyera ce soir ou au premier jour, quoique ce soin semble être à présent inutile, puisque l'Envoyé de Mr. des Hameaux sera longtems avant celui qui part d'après de vous.

Assurances qu'on donnera au Prince Transilvain.

Vous avez appris, par les Dépêches dudit Sieur Comte, comme la Reine se conformant à vos sentimens a trouvé bon qu'on assure ledit Prince de Transilvanie, que l'on traitera la Paix conjointement avec lui, & qu'on y prendra grand soin de tous ses Intérêts. Je fais que vous n'oubliez rien de ce qui peut avancer l'accommodement des Affaires de Danemark, parlant comme il faut d'un côté aux Ministres de Suede, pour leur faire comprendre le notable intérêt qu'ils y ont, afin qu'ils ne s'amuse pas mal à propos à de petites vetilles, pourvu qu'ils y puissent parvenir, & écrivant de l'autre à Monsieur de la Thuillerie tout ce que vous estimez y pouvoir contribuer. On tiendra ici pour très-bien employé l'argent qu'il distribuera en Danemark aux personnes qui peuvent par leur autorité porter le coup effectivement que nous désirons.

La Reine s'intéresse pour la Landgrave.

Sa Majesté écrit bien fortement à Messieurs les Etats, & à Monsieur le Prince d'Orange, en faveur de Madame la Landgrave, touchant les Contributions d'Oostfrise, qu'on lui veut ôter. Sa Majesté désire que vous fassiez de votre côté les mêmes instances, ayant résolu de ne rien oublier pour faire que Madame la Landgrave soit satisfaite, & demeure dans l'état qu'elle étoit auparavant, d'autant plus qu'il n'est pas moins nécessaire pour le service du Roi que pour le sien.

Remède contre la longueur des Négociations.

J'ai vu ce que vous m'écrivez touchant les longueurs que vous rencontrez dans votre Né-

gociation, & les remèdes qu'on pourroit apporter pour les abrégés. Il faut bien faire comprendre à nos Ennemis, que les Ministres du Roi ne font pas pour attendre encore longtems leur commodité, & que l'envie leur prenne de traiter, leur faisant vivement appréhender, par l'entremise des Médiateurs, que, s'ils ne rémoignent plus de disposition à la Paix qu'ils n'ont fait jusques-ici, Sa Majesté fera enfin contrainte, afin que sa Dignité ne demeure pas blessée, de retirer de l'Assemblée les Plenipotentiaires, lesquels sans doute seroient suivis de tous les Alliés de cette Couronne, & après tout que, si Sa Majesté, pour le bien de la Chrétienté, a du déplaisir de voir interrompre la Négociation de la Paix, elle aura au moins la consolation que tout le monde connoitra la sincérité de ses intentions, & rejettera le blâme du plus grand malheur dont la Chrétienté puisse être affligée sur les véritables Auteurs, lesquels, non contents de l'injustice avec laquelle ils commencèrent la Guerre contre le Duc de Mantouë, dont sont dérivées toutes les autres, s'obstinent encore à ne les vouloir pas finir, quoique Dieu, par tant de mauvais succès qu'il donne à leurs armes, montre assez évidemment combien il en désapprouve la continuation. Enfin les Ennemis de la France verront que, si la Reine est contrainte de continuer la Guerre, elle la saura faire avec courage & résolution, sans qu'elle manque de forces & de moyens de la poursuivre vigoureusement, mettant sa principale espérance en Dieu, lequel voyant les saintes intentions de Sa Majesté voudra & saura bien les protéger & bénir, & les entreprises de ses Armes.

Quant à ce qui est d'exécuter ces menaces, & de faire votre retraite, ni tous deux ensemble, ni l'un de vous, c'est ce que le Roi ne désire pas, étant une chose de si grande conséquence, que, quand le procédé des Ennemis nous forceroit à la fin à y venir, il faudroit bien auparavant examiner la résolution, & attendre que vous en ayez reçu un ordre exprès de Sa Majesté.

Dans l'instant que j'écrivois ceci, il est arrivé un Gentilhomme que son Altesse Royale a dépêché pour donner avis à la Reine, que les Ennemis à Gravelines ont été chassés de la Demi-Lune, où ce qui s'y est rencontré a été taillé en pièces, de toute la Contrescarpe, & du Chemin couvert; si bien que l'on travailloit déjà à passer le Fossé de la Ville, & personne ne doute plus que, dans la fin de ce mois, la plus importante Place du Pais-Bas ne soit pour changer de Maître.

La défense que les Affligés font est inouïe; ils ont disputé pied à pied toute la terre, & sans exagération il n'y a Place au monde mieux fortifiée. Pour aller au Bastion, il se faut résoudre de passer six vingt pieds d'eau sur dix de profondeur, qui augmentent encore à chaque Marée. Mais en échange, je puis vous dire pour notre plus grande Gloire, sans flatterie ni déguisement, que les Actions qu'ils font tous les jours par les Officiers & Soldats de l'Armée du Roi, étonnent la France, quoiqu'elle soit si accoutumée à en voir d'extraordinaires.

Je ne saurois vous dire à beaucoup près de ce qui est la haute réputation que s'acquiert S. A. R. La Reine vit en de perpétuelles inquiétudes de la façon dont il expose sa personne à tous momens; Elle lui a dépêché exprès pour le convier de ne le pas faire. Mais il n'y a pas eû moyen d'en venir à bout, & il continue plus que jamais à visiter tous les jours les Tranchées, à être dans le danger; ce qui ne fait

1644.

Continuation du Siège de Gravelines.

Valeur des Affligés.

Celle des Affligés.



1644

Cette Place  
est d'une  
grande im-  
portance.

vivre en beaucoup de peine. Il ne se peut aussi ajouter à son activité, à sa vigilance, à son application, & à sa libéralité, dont il gagne les cœurs des Officiers & des Soldats.

Encore que je sois assuré que vous connoissez l'importance de cette entreprise, si elle réussit, comme elle ne peut plus manquer à moins d'un Miracle, & d'un visible Châtiment de Dieu; je ne veux pas laisser de vous dire que ce n'est pas ici une de ces Places, dont on en peut prendre une tous les ans, sans en trouver ses Affaires plus avancées. Il est certain que, si la prochaine Campagne les Ennemis perdoient encore Dunkerque, comme Graveline en facilite extrêmement l'entreprise, la Flandres entière seroit nécessaire de capituler avec nous, étant perdu sans ressource. Et de fait la consternation où ils sont est à tel point, que, quoique le plus beau & le plus honorable Gouvernement que puisse donner le Roi d'Espagne soit celui des Pays-Bas, qu'on réservait autrefois pour des Princes de la Maison même, Francisco de Melos, Castel Rodrigo & Piccolomini l'ont maintenant après se faire cérémonies l'un à l'autre, pour obliger son Compagnon à le prendre, sans que personne s'en veuille charger.

Desespoir des  
Flamands.

Les Flamands sont au desespoir, & selon l'avis que nous en avons, en disposition de prendre quelque étrange résolution. Je ne le crois pas au point qu'on nous le mande; mais il est bien certain que les Ministres d'Espagne en font en de grandes appréhensions. Ils ont refusé l'offre que les quatre Membres du Pais leur ont fait, de mettre ensemble en huit jours quinze à vingt-mille hommes, pour le secours de Gravelines, qu'ils eussent entretenus à leurs dépens, à condition de les faire eux-mêmes payer, sans que les Officiers du Roi d'Espagne s'en mêlassent, & lorsque les Ministres rejetant la proposition ont fait instance d'avoir l'argent qui y auroit été employé, leur demande a été rebutée tout d'une voix.

Ils voyent bien que recevant plus de dommage par ceux qui les doivent défendre, & conserver, que par les Ennemis mêmes, ils se perdent & consomment à petit feu. Ils reconnoissent que le Roi d'Espagne n'a pas assez de force pour empêcher la France & les Hollandois de faire tous les jours de plus grands progrès dans leur Pais, & si cela est arrivé quand ils tiroient des renforts considérables d'hommes d'Italie, d'Espagne & d'Allemagne, & que leur Roi les assistoit régulièrement toutes les années de quatre millions d'or, que ne doivent-ils pas craindre aujourd'hui, puisque non seulement ils ne reçoivent secours d'hommes ni d'argent, mais que la Guerre d'Espagne oblige leur Roi à tirer de la Flandres des hommes, des Armes, des Munitions de Guerre, & toutes les forces de Mer? dont ils concluent avec raison que leurs affaires iront toujours de mal en pis.

Secours pour  
la Catalogne.

Notre Secours en Catalogne doit être arrivé le 13. de ce mois, fort de six mille hommes de Cavallerie, & d'Infanterie, outre trois mille qui s'y doivent rendre huit jours après.

La Reine envoie Monsieur de Castet pour commander ce Corps, & le recevoir de Monsieur de Villeroi, qui s'en doit retourner au Lien d'où il étoit parti pour se tenir toujours dans le cœur du Royaume, & empêcher avec plusieurs Troupes qu'on lui a envoyées, & d'autres qu'on fait lever aux environs pour faire en sorte qu'il n'arrive rien au dedans qui puisse préjudicier au service du Roi.

Les Catalans ont fait un effort extraordinaire, & dans le malheur qu'a eu Monsieur le Maréchal de la Mothe devant Lerida, on a vu visiblement doubler leur zèle, & leur affection.

Ils ont fait de grandes levées, & ce qui étoit quasi impossible, ils l'ont rendu facile. Les Espagnols se seront bien trompés dans la croyance qu'ils avoient qu'au premier mauvais événement que pourroient avoir nos Armes dans cette Province, elle courroit avec précipitation demander & implorer le pardon Espagnol, & se remettre sous son obéissance.

Et si Dieu nous assiste de nous donner un bon succès, le mauvais n'aura servi qu'à nous faire connoître que nous pouvons faire autant de fondement sur l'amour de ces Peuples que s'ils étoient nés François. Je vous avoue pourtant que sachant combien les Ennemis ont eu de tems à se retrancher, & qu'ils ont fait double Circonvallation, je n'ose pas attendre de ce côté-là ce que je souhaiterois, & que néanmoins toutes les Lettres qui en viennent nous font espérer.

Monsieur le Maréchal de Turenne a passé le Rhin, comme vous l'aurez su, avec son Armée, plus belle & plus forte qu'elle n'a jamais été, pour essayer de secourir Fribourg, que les Bavares assiègent. S'il pouvoit aller à eux en bataille, je ne fais nul doute qu'il ne les obligeât à se retirer; mais le malheur veut qu'il ne peut s'en approcher qu'en passant un défilé long de cinq cens pas, & ainsi je ne veux juger quelle résolution il prendra. Je suis &c.

Marché du  
Maréchal de  
Turenne.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs les Comtes

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 23. Juillet 1644.

*Il loué leur conduite avec Mr. Salvius.  
Il blâme aussi le procédé des Impériaux. Il n'approuve pas la conduite de l'Archevêque de Breme.  
Précautions qu'on y doit prendre; Comme aussi avec les Suedois, & avec les Ennemis. Exploits des Armées. Entreprise formée contre la Citadelle de Sedan. Affaires de la Landgrave & du Comte d'Emden.*

MESSIEURS,

DEpuis que votre penultieme Dépêche avoit été reçue, on attendoit, avec quelque impatience, celle qui la devoit suivre, & s'il vous souvient tant soit peu de ce qui y étoit contenu, vous avouerez que nous avions raison. Vous n'avez pas tardé de l'envoyer, la datte le justifie; & celle du neuvieme du présent a été reçue le vingtieme.

Elle nous a fait savoir la fin de vos Conférences avec Mr. Salvius, qui a été raisonnable en ce qu'il a su modérer ses sentimens sur

Il loué leur  
conduite avec  
Mr. Salvius.



1644.

fur vos remontrances. Vous êtes louez, Messieurs, ayant ajusté avec lui ce qui étoit à faire, afin qu'en payant aux Suedois le premier terme du Subside, que l'on ne pouvoit ni différer, ni moins dénier, d'avoir pris toutes les précautions imaginables, que l'argent en seroit utilement employé, non pour payer l'armée de cette Couronne, qui envahit le bien d'un Allié, mais qui doit agir contre l'Ennemi commun. Vous aviez stipulé qu'une partie seroit envoyée au Prince de Transilvanie, & que de nos Déniers la somme promise par les Suedois fût aussi acquittée. Si cela s'exécute de bonne foi, comme il n'en faut point douter, vous aurez remédié à trois maux, empêchant que l'argent ne soit consommé contre nos propres intérêts, justifié la netteté de votre conduite à donner moyen à un Prince engagé de faire la Guerre, de la continuer, & donner aux Garnisons de Pomeranie de quoi subsister, ce qui est très-difficile sans le payement. La difficulté qu'il a porté ledit Sr. Salvius de s'y obliger par écrit, donneroit lieu à un soupçon; mais la précaution prise de son consentement, que Mr. Torstenson l'y engageroit, leve le scrupule qu'on en pourroit former. Ce sera à Monsieur de Menlles à suivre ce que vous lui prescrirez, lequel doit avoir reçu les Lettres de Change, que Mr. Hoesli lui a adressées, & je suis étonné que le 6. de ce mois qu'il m'a écrit, il ne les avoit pas encore reçûs. Pour Monsieur de la Thuillerie, ce lui sera une nouvelle bien agréable, & dont il tirera avantage, & se prévaudra beaucoup envers le Roi de Danemark, lequel acceptera volontiers pour Médiateur de ses différens contre la Suede un Roi Allié des deux Couronnes, lequel, empêchant que ce qu'il doit à l'autre ne soit employé à l'opprimer sans l'en avoir recherché, tiendra sans doute la balance bien égale entr'eux, & c'est le vrai devoir de celui qui accomplit l'Office de Médiation.

Il est mal aisé de disconvenir avec ledit Sieur Salvius que le procédé des Imperiaux est très-injuste; mais ils continuent depuis tant d'années, qu'il y auroit lieu de s'étonner, s'ils l'avoient changé. Que ce soit une bonne raison pour le souffrir, j'en laisse le jugement à un chacun; mais pourtant ç'auroit été une faute, dont des Ministres, aussi prudents que vous, n'étiez pas capables, de donner les remèdes à ces maux aussi précipitamment que l'autre le désiroit; & peut-être eussent-ils été pires que le mal. Vous lui avez fort bien fait remarquer qu'il seroit aisé de rompre l'Assemblée, en laquelle doit être traitée la Paix generale; mais qu'il seroit bien mal aisé de convenir d'une seconde. Et certes qui aura examiné les peines & les difficultés qu'il a fallu surmonter, pour mettre les Affaires en l'état qu'elles sont, conviendra de cette vérité. De menacer de s'en retirer, rendre raison de la résolution, & faire prévoir les conséquences aux Médiateurs, leur dire que les Ministres de la Couronne de Suede le demandent, tout cela peut être utile, ou à faire entrer les Imperiaux en des pensées plus justes, ou du moins de faire faire justice de ceux de leurs Sujets qui violent les Articles préliminaires, & sans la fureur desquels une si bonne œuvre ne pourroit être entreprise. Vous avez prévu toutes ces choses, & ce vous doit être une grande satisfaction, que les Médiateurs en soient demeurés satisfaits, approuvans publiquement votre conduite, en condamnant d'une pareille liberté celle de nos Parties. Que si la fermeté de ceux-ci va de nécessité à une seconde Lettre Circulaire, l'on ne doute point que vous n'y fassiez voir la justice de notre

1644.

cause, & que par des termes énergiques & puissans vous ne confondiez ce qu'on aura osé publier contre le contenu en la première. Il est fâcheux que le Gazettier l'ait amplifié, je vous ai mandé ce qui a été résolu pour le reprimer.

Quant à la Médiation du Roi de Pologne, désirée par Mr. Salvius, Sa Majesté en convient bien aisément, & il ne lui reste qu'une difficulté qu'il m'a commandé de faire remarquer, pour prendre vos mesures sur icelle, & lui donner vos avis, qui est, que vous avez désiré que Monsieur des Hameaux requît ceux du Senat de Venise de charger leur Ministre de ce qu'il faut accomplir à Osnabrug, lequel pourroit être offensé de se voir reculé de la principale, se trouvant précédé du Ministre de ce Roi, comme de celui du Pape, les deux derniers exclus d'Osnabrug rendent le service du tiers absolument nécessaire, & de grande considération. Il n'y a pas lieu de croire que le Danemark la puisse occuper, pour les mêmes raisons que vous alleguez. Ainsi il y a lieu de douter si on doit presser ce à quoi ledit Sieur Salvius donne les mains. Il est avantageux au bien public que la Suede n'ait pas une si forte jalousie contre la Pologne, qu'elle avoit du passé, & que le Roi de Pologne se soit une fois détrompé des pensées d'assujettir cet autre Royaume; mais je crains que, si une fois il perd l'espérance de se marier avec leur Reine, il ne reprenne ses premiers sentimens. Qu'ils viennent à la Guerre, j'en fais du doute, ayant connoissance que les Senateurs de la Pologne en appréhendent l'ouverture, & qu'ils voudroient observer les Trêves qui sont entr'eux, dont le terme est si long que, quand elles expireront, la Suede se trouvera un Roi établi, autorisé & très-capable de défendre le sien. Sur ce qui est à faire pour moyenner entre ces Couronnes une bonne intelligence, il vous en a été amplement écrit, & hier le Mémoire qui vous a été envoyé fut encore lu en plein Conseil, & loué de tous ceux qui y assistèrent, tant il fut trouvé puissant en raisons. J'attends celui que vous aurez dressé, & dont vous aurez chargé le Sieur de Bregy, lequel m'a fait savoir le bon traitement qu'il a reçu de vous, dont j'ai informé Sa Majesté, & aussi celui que vous avez donné à la personne que vous aurez envoyé en Transilvanie.

Qui considérera l'Archevêque de Breme en la Dignité de Prince de l'Empire, sera surpris qu'il ait songé à entreprendre sur la Dignité de Messieurs les Plenipotentiaires de Suede, comme fils du Roi de Danemark, avec lequel les Suedois sont en Guerre. Il y a des gens qui le voudroient excuser; mais, Messieurs, vous l'avez bien remarqué, il faut qu'il soit incité par les Imperiaux pour oser une telle chose. Ceux-là sont dans l'Empire sous la foi publique, divulguée par les Préliminaires, celui-ci en est Prince & Membre; & lui-même a reconnu que la Paix y étoit nécessaire, & a répondu respectueusement à votre Lettre circulaire; de manière que, sans quelque chose de tout extraordinaire, & qui lui donne hardiesse pour l'entreprendre, il ne seroit porté à cette extrémité. Le remède que vous y voulez apporter est le seul qui soit en votre main, & Dieu veuille qu'il produise l'effet qui en doit être attendu! Mais s'il étoit impuissant, il faudroit recourir à la plainte, & la faire porter à l'Empereur, par les Médiateurs, dont la Dignité est blessée par une telle entreprise. Si la Paix étoit conclue entre les Couronnes du Nord, par l'entremise de Mr. de la Thuillerie, vous auriez mieux à espérer; & peut-être avant même qu'elle le soit, la Raison & la

Il n'approuve pas la conduite de l'Archevêque de Breme.

Précautions qu'on y doit prendre.

facilité

Il blâme aussi le procédé des Imperiaux.

1644.

Comme aussi  
avec les Suedois.

facilité du Naturel de ce Prince, vous feront obtenir ce qui est juste, & le moyen que vous auriez de communiquer avec Messieurs les Suedois, rendroit leur séjour moins ennuyeux.

Que leur Ministre ayant consenti, qu'avant qu'on leur ait communiqué les Pouvoirs de l'Empereur, (ce qu'on ne leur a pu dénier) que vous auriez eu confidence avec les siens, pour convenir de la forme d'un Pouvoir, c'est se relâcher tout autant qu'ils le peuvent, & quoique la restriction, que vous y avez opposée, assure leur intérêt, & qu'elle soit digne de vos prudences, si est-ce qu'elle vous a facilité un moyen de confondre ceux qui vous veulent imputer, partie du retardement de la Conférence; & Sa Majesté, qui a approuvé ce que vous avez concerté, a bien remarqué la différence qui est entre cette résolution, & la première, de laquelle vous avez fait part aux Médiateurs. C'est aux Parties à se refondre, & à vous à faire réponse, qu'ils y seront bien empêchés, puisqu'il faut qu'ils acquiescent, ou qu'ils fassent voir au Public qu'ils se sont assemblés avec vous, non en pensée de traiter, mais d'abuser le monde du faux semblant, qu'ils n'auront pas plus longtemps dissimulé. Flattés sans doute de mille espérance que la Campagne produiroit à leur avantage ils ont recherché un remède à leurs maux dans le tems; ils ont été surpris, & Dieu ayant permis tout le contraire, les rendra confondus. Point de division dans l'Etat qu'ils auront espéré; Une conduite plus forte que du passé, qu'ils n'avoient point imaginé les aura surpris; L'effet en est clair en la prise de Graveline qui ne sauroit gueres plus durer, & ceux qui entendent les règles du métier assurent autant la prise, comme l'impossibilité de la secourir; d'heure à autre nous attendons le Courrier qui apporte la nouvelle, que ceux qui la défendent demandent à être reçus à capituler. Il en est arrivé un de Fribourg qui dit que le Siège a été levé, & que le Maréchal de Turenne a poussé l'Ennemi dans sa retraite. On écrit de Catalogne que Lerida a été secouru; le Maréchal de la Mothe assure sur sa tête qu'il le tentera, & qu'il y réussira, & il circonstancie si bien son fait qu'il est probable qu'il en viendra à bout. Notre Armée marche en Italie & doit être attachée à un Siège de conséquence; mais l'Ordinaire ne devant arriver que bien tard ou demain, je ne vous saurois faire part que dans huit jours de ce qui m'aura été écrit.

Entrepris  
formée contre la  
Citadelle de Sedan,  
mais elle est découverte.

Présentement en vous écrivant je viens de recevoir une Lettre de Monsieur Faber, Gouverneur de Sedan, avec le Double des Informations, Interrogations, & Confrontations, faites à un Habitant de Sedan, qui auroit voulu former une entreprise sur le Château; par lesquels Actes il paroît que Madame de Bouillon avoit part à l'entreprise, sinon l'ayant proposée, du moins y ayant consenti. Pour vouloir avoir des Compagnons, il a été découvert, & l'on ne se hâtera point tant à le châtier, qu'on perde les moyens de découvrir les Complices. Selon que j'en puis juger, c'est un Fol hardi & incapable d'une si grande execution; & néanmoins tels Esprits, conduits par de plus modérés, sont capables d'exécuter de grandes choses.

Affaires de la  
Landgrave &  
du Comte  
d'Emden.

J'oubliois de vous dire que les Lettres que je reçois de Monsieur d'Estrades, & de Mr. Braslet me font appréhender, qu'il sera assez difficile d'obtenir, par le moyen du Prince d'Orange, & de Messieurs les Etats, que le Comte d'Emden désarme, & qu'il faut chercher quelque autre remède à ce mal, qui sera suivi d'un nombre d'autres dont la Cause commune souffrira. Pourtant dans l'une des Lettres dudit Sieur d'Estrades, il me semble avoir remarqué

que Monsieur le Prince d'Orange lui dit que le Comte armoit en dessein d'occuper des postes lesquels pris par l'Empereur le réduiroient à l'extrémité. S'il n'avoit d'autre projet, & que l'on pût ajuster avec lui qu'il n'entreprendroit pas sur ceux qu'occupe Madame la Landgrave, & régler les Contributions, ce seroit un grand service qu'on rendroit au Public, & ayant parlé au Sieur Pothelin, je ne les ai pas trouvés fort éloignés, pourvu que la condition fut rendue certaine. S'il vous plaisoit d'en parler avec les Ministres de ladite Dame, & en faire faire ensuite quelques ouvertures, soit au Comte d'Emden, ou à Monsieur le Prince d'Orange, & attacher entre ces Princes une Négociation, ce seroit prévenir de grands inconveniens. Je n'ose mander à Mr. d'Estrades d'en faire ouverture audit Prince, de peur que ne goûtant point la proposition, il en fit avertir le Comte, qui s'y rendroit plus difficile. Je lui ai pourtant mandé qu'il fit office pour que les choses demeuraient en l'état qu'elles sont, & au Secrétaire Braslet, d'en faire de pareils envers Messieurs les Etats, quand il auroit su que ledit Prince ne s'y opposera pas formellement. Je marche doucement en cette affaire, craignant qu'elle ne soit apuyée par quelques-uns de Messieurs les Etats, pour fâcher ledit Prince; lequel s'emploie, tout autant qu'il le peut, à faire diversion à l'Ennemi, jugeant que la division entr'eux arrivant à présent seroit très-dommageable au service de Sa Majesté. Je suis, &c.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Monsieur le Comte de

B R I E N N E

Du 23. Juillet 1644.

*Leur entretien avec les Médiateurs.  
Touchant la communication des Plein-pouvoirs à Osnabrug & à Munster;  
& sur la maniere de continuer la Négociation. Le Comte d'Aversberg ne veut pas convenir à Osnabrug de ce qui sera accordé à Munster. Leurs reflexions là-dessus. Réponse du C. d'Aversberg au Secrétaire Suedois. Leur reflexion sur cette réponse. L'Empereur s'oppose à ce que les Princes & Etats de l'Empire envoient leurs Députés à l'Assemblée. Continuation des affaires d'Oostfrise. Véritable cause des soins de la France pour en empêcher les suites. Touchant le Ceremoniel, & le progrès de la Négociation. Incertitude sur les*

1644.

les prétensions des Imperiaux & des Danois, touchant la Médiation des derniers à Osnabrug. Touchant la rupture des Conférences des Ministres de la France, & de la Suede. Le Duc de Lorraine s'accommode avec la France. Ils sont satisfaits de la conduite de Mr. Contarini Médiateur de la part de Venise. Difficultés sur l'Affaire de l'admission des Ministres de Portugal au Congrès. Les Princes & les Villes de l'Empire enverroient leurs Deputés au Congrès si les Electeurs y envoient eux-mêmes. On fait des remises à Mr. de la Thauillerie. Ils fournissent de l'argent à Mr. de Bregy pour aller en Pologne. On censure à Paris la traduction de la Lettre Circulaire aux Princes & Etats de l'Empire. Ils relevent la conduite & les avantages du Roi T. C. Leurs soins pour les appointemens des Envoyés & Residens de France. Magnificence des Imperiaux & Espagnols. Ils recommandent les Affaires de la Landgrave, & d'un Prêtre Catalan.

## MONSIEUR;

**A**VANT que de répondre à la dernière Lettre qu'il vous a plu nous écrire du 9. de ce mois, nous sommes obligés de vous faire savoir ce qui s'est passé dans une Visite que Messieurs les Médiateurs nous ont renduë.

Nous avons déjà eu le bien ci-devant de vous écrire comme, sur les Instances qu'ils nous avoient faites, nous avions disposé Messieurs les Ambassadeurs de Suede à consentir qu'en-core qu'on eût refusé de faire à Osnabrug la même communication des Pleins-pouvoirs qui a été faite ici, nous ne laissions pas pour cela de travailler à la réformation desdits Pouvoirs & de convenir de la forme nouvelle en laquelle il en faudroit faire venir d'autres, pourvu que la Minute qui en seroit concertée fût commune pour Munster & pour Osnabrug. Nous croyons d'avoir beaucoup fait de nous être relâchés jusques-là, & d'y avoir fait venir Messieurs les Suedois, puisque c'étoit à nos Parties à faire cesser la difficulté, qui arrêtoit la Négociation de leur part, & non pas à nous à ajouter des facilités nouvelles à celles que nous avions déjà aportées sur toutes les Propositions qui nous avoient été faites; outre que par celle-ci l'on ne devoit encore rien traiter avec eux que tacitement ou indirectement, en attendant que ce qui seroit arrêté avec nous auroit aussi effet pour eux. Mais nous l'avions fait pour faire toujours plus clairement paroître aux yeux du monde les saintes intentions de la Reine, suivant les ordres reiterés que Sa Majesté nous avoit envoyés de faciliter les affaires autant que la Justice & la Dignité du Roi le pourroient permettre. La première fois que nous en donnâmes notre consentement à Messieurs les Médiateurs, & qu'ils virent le soin

TOM. II.

que nous avions pris d'avoir celui des Suedois pour une résolution, qui sembloit être à leur préjudice, ils en demeurèrent extrêmement satisfaits, non seulement pour l'Intérêt public, mais pour le leur en particulier; connoissant fort bien qu'une des principales considérations, qui nous y avoit portés, avoit été le desir de les contenter. En même temps qu'ils en firent la proposition aux Commissaires Imperiaux & Espagnols en cette Ville, sans leur avoir témoigné que nous en eussions encore donné notre parole, ils la reçurent avec applaudissement, la louant comme juste & raisonnable, & promirent d'y faire réponse dans peu de jours, après en avoir conféré avec leurs Collegues, qui sont à Osnabrug, lesquels ils ne croyent pas y devoir faire difficulté, s'imaginant peut-être qu'elle viendrait de notre côté. Depuis leur Conférence a été faite hors de cette Ville, où ils ont été assemblés trois ou quatre jours; & le tems qu'ils avoient demeuré ici après leur retour sans donner leur réponse, nous avoit fait croire qu'elle devoit être favorable, & qu'ils ne travailloient plus qu'à en concerter les termes. Mais nous avons été bien surpris quand Messieurs les Médiateurs nous ont fait savoir leur résolution, & qu'elle nous a fait connoître, que tous ces délais & ces formalités n'avoient été employés qu'à chercher de mauvaises raisons, pour n'accepter pas l'expedient proposé. Le Comte d'Aversberg, disent-ils, n'a point voulu consentir que ce qui seroit accordé ici dût servir pour Osnabrug. Il avouë bien que les deux Traités ne doivent passer que pour un; mais il ne veut pas qu'ils aient dépendance l'un de l'autre; ce qui est proprement demeurer d'accord d'une résolution, à la charge qu'elle ne sera pas executée. Il ne peut pas desavouer ce qui est porté par le Traité préliminaire; mais il a fait visiblement paroître en cette occasion que son dessein est d'en éluder l'execution. Lorsqu'on lui a représenté que ci-devant toute l'Assemblée avoit dû être tenue dans la Ville de Cologne, qu'elle n'avoit été séparée en deux Villes qu'à notre instance & pour la commodité des Suedois, & que s'ils vouloient encore aujourd'hui se disposer à venir ici, on n'auroit pas droit de l'empêcher, il a répondu nettement que, quand bien les Suedois voudroient prendre cette nouvelle résolution, l'Empereur n'y consentiroit pas.

Nous vous supplions, Monsieur, de bien considérer la conduite & le dessein de nos Parties, duquel nous nous étions déjà bien aperçus, mais qui n'avoit point encore paru si visiblement qu'en cette occasion. Ils refusent de faire le premier pas de la Négociation à Osnabrug, en communiquant simplement les Pouvoirs; & d'autant qu'ils font semblant d'en avoir envie, mais de n'oser faire cette action publique, pour ne déplaire pas au Roi de Danemark; nous leur fournissons nous-mêmes le moyen de sortir de ce mauvais pas & consentons que, sans s'arrêter à cette formalité, on passe outre ici à la réformation des Pouvoirs, pourvu que ce qui sera convenu en un Lieu ait son effet en l'autre. Non seulement ils n'y veulent pas consentir, mais les raisons qu'ils allèguent sont pires que leur refus; ne voulans pas que les deux Assemblées aient dépendance l'une de l'autre, ni même qu'on y puisse aujourd'hui traiter de Paix en même tems, quand tous les Intéressés en demeureroient d'accord. Il ne reste pas lieu de douter après cela que leur intention ne soit très-mauvaise & que les bonnes dispositions que ceux ici ont fait quelquefois paroître, si différentes des duretés continuelles de leurs Collegues d'Osnabrug, n'aient été concer-

O

1644.

Sur la manière de continuer la Négociation.

Le Comte d'Aversberg ne veut pas convenir à Osnabrug de ce qui sera accordé à Munster.

Leurs réflexions là-dessus.

Leur entretien avec les Médiateurs.

Touchant la communication des Pleins-pouvoirs à Osnabrug, & à Munster.



1644.

tées entre eux à dessein de mettre quelque division entre les Suedois, & nous. Ils s'imaginoient, si nous n'eussions pas découvert le piège qu'ils nous vouloient tendre, qu'enfin les Suedois, prenant jalousie des facilités qu'ils apportent avec nous, eussent pu attendre quelque Traité particulier, pour nous prévenir; ou bien qu'irrités du mépris qu'on faisoit d'eux, en leur refusant les mêmes choses qu'on faisoit avec nous, ils se fussent retirés de la Négociation, qui est sans doute ce que les Imperiaux souhaiteroient aujourd'hui, pourvu que le blâme de la rupture pût être rejeté sur les autres, & que tous ceux qui desirent si ardemment la Paix dans l'Empire ne pussent pas connoître qu'en effet la Négociation en auroit été rompue par leur faute.

Ils croyoient peut-être de se rendre les Médiateurs favorables en leur donnant de belles apparences, pendant qu'ils faisoient jouer un jeu tout contraire à Osnabrug par leurs Collègues, que l'on croit avoir plus le secret de leur Maître que ceux d'ici. Mais comme les deux personnalités qui sont employées dans la Médiation sont habiles & clairvoyans, & qu'ils ont autant de capacité que de probité, nous vous pouvons assurer qu'ils connoissent de quel côté est l'artifice & de quel a toujours paru la sincérité, & qu'ils ne sont pas moins persuadés des bonnes intentions de la Reine, que des mauvais desseins des Ministres Imperiaux. Cela est si véritable, que nous favons de bon lieu que, dans la dernière Conférence, qu'ils ont eu avec les Ambassadeurs d'Espagne, au Logis de Monsieur le Nonce, Monsieur Contarini contesta vigoureusement contre eux & parla souvent si haut, qu'on l'entendit presque toujours des chambres voisines disputer avec chaleur & vehemence.

Réponse du  
Comte d'A-  
versberg au  
Secrétaire  
Suedois.

Leur re-  
flexion sur  
cette réponse.

L'Empereur  
s'oppose à ce  
que les Prin-  
ces & Etats  
de l'Empire  
envoient  
leurs Deputés  
à l'Assemblée.

Il importe que vous sachiez encore que les Ambassadeurs Suedois ayant envoyé ci-devant leur premier Secrétaire au Comte d'Aversberg, pour le presser sur la communication, qu'il refusoit, ledit Secrétaire lui ayant représenté qu'il faisoit voir par ce refus qu'il ne vouloit point entendre à la Paix, le Comte répondit, avec un souris, qu'il la falloit traiter lorsque l'on étoit à Hambourg. Son intention étoit, selon notre avis, de faire connoître, par cette Réponse, deux choses très-méchantes; l'une, qu'il n'en étoit plus temps, comme il eût été alors; l'autre, que la voye pour sortir d'affaire étoit de traiter en particulier sans y comprendre la France, comme les Imperiaux en avoient fait la proposition en la Ville de Hambourg. Mais, comme elle a toujours été rejetée des Suedois, elle ne les a touchés en dernier lieu que pour les irriter, & nous croyons que cette réponse avoit été en partie à cause de la résolution, que Monsieur Oxenstiern avoit prise de se retirer, si nous ne l'enssions fait changer par les discours que nous eumes ici avec Monsieur Salvius.

Voici encore une Résolution importante, dont il est nécessaire que la Reine soit informée. L'Empereur ne se contente pas d'empêcher que les Princes & Etats de l'Empire viennent ou députent à cette Assemblée, quoiqu'il leur ait accordé son Passeport par le Traité préliminaire; mais parce qu'il a quelque appréhension que, nonobstant la défense qu'il leur en fait faire, ils ne laissent pas d'y venir ou d'y envoyer, aussi-tôt que les Députés des Electeurs y seront arrivés, il empêche secrètement ceux-ci d'y députer, sur la promesse de ne rien résoudre sans leur avis, & de leur envoyer communiquer à Francfort, toutes les propositions qui lui seront faites, avant que d'y prendre résolution. Cela seroit d'autant plus préjudiciable, qu'outre que c'est un changement nouveau, directement contraire au Traité

préliminaire, & dont la plupart du monde demeure scandalisé, voyant que, depuis le temps que nous sommes ici, un seul des Electeurs n'y a encore comparu; il causeroit une si grande longueur dans les affaires, que, si on vouloit les faire achever par ceux qui les auroient commencées, il y faudroit employer des Négociateurs plus jeunes que nous.

Nous croyons que vous avez déjà vu l'envoi, que nous avons fait d'un Gentilhomme à Monsieur le Prince d'Orange, pour lui représenter les inconveniens qui peuvent arriver de l'armement d'Oostfrise. En même temps, nous avons dépêché au Comte d'Emden, Monsieur le Baron de Rorté, pour lui faire connoître l'embarras, où il se veut mettre par la résolution qu'il a prise; & empêcher, s'il est possible, que ces troupes & celles de Hesse n'en viennent aux mains. Monsieur de Croissy est allé trouver pour le même sujet le Comte d'Eberstein qui est sur les Lieux. Ils ont charge de chercher ensemble quelque moyen d'éteindre le feu, qui est sur le point de s'allumer. Messieurs les Etats & Monsieur le Prince d'Orange en ont parlé jusques-ici comme d'une affaire dont Madame la Landgrave ne doit rien craindre. Mais cette Princeesse, qui connoît leur intention secrète, la considère comme une entreprise faite directement contre elle & capable de la ruiner si elle la souffre. C'est pourquoi elle témoigne vouloir jouer de son reste pour l'empêcher. Ce qui est de plus fâcheux, est que voilà ses Troupes occupées de ce côté-là, au temps qu'elles devoient se joindre avec Koningsmark, & que nous voulons la presser de faire une diversion dans la Franconie, pour y attirer une partie des forces de Bavière, que Monsieur le Maréchal de Turenne a toutes sur les bras. Si Fribourg se perd, nous en avons en partie obligation à ceux qui ont donné l'envie au Comte d'Emden de faire des levées si hors de saison, dont l'Empereur ne prend point de jalousie, & dont Madame la Landgrave appréhende la ruine entière. Si ledit Comte, pour avoir un honnête prétexte de se défaire de ses troupes, vouloit se disposer à les prêter au Roi, ou pour aller à Gravelines, ou pour aller ailleurs, l'affaire se pourroit accommoder de cette sorte, & la dépense qu'on y feroit ne seroit pas mal employée. Nous vous pouvons assurer que Madame la Landgrave est fort satisfait des soins que nous y avons apporté, & que Monsieur le Prince d'Orange ne se feroit plaindre des termes, auxquels nous lui avons fait parler. Mais comme la raison est entièrement du côté de Madame la Landgrave, & que le Roi a très-grande part à l'intérêt qu'elle y prend, nous avons été obligés de faire remarquer un peu vivement le préjudice que les affaires d'Allemagne en reçoivent, en quoi les Suedois ne nous ont pas mal secondé par les offices, qu'ils ont fait faire à leur Resident en Hollande.

Le même Gentilhomme a été chargé de parler à Monsieur le Prince d'Orange de la contestation, que nous avons avec les Ambassadeurs de Messieurs les Etats, la plupart de vos Lettres nous ayant ordonné, de la part de la Reine, d'y travailler; ayant estimé de notre côté, qu'il ne falloit pas perdre l'occasion de ce que Monsieur de la Thuillerie a ordre de faire en faveur de ceux qui vont en Danemark. Pour en tirer quelque avantage, nous avons été forcés de ne différer pas plus longtems de mettre l'affaire sur le tapis, outre qu'il faut nécessairement que la question soit vidée, avant que les Ambassadeurs se mettent en chemin,

1644.

Continuation  
des affaires  
d'Oostfrise.

Véritable  
cause des  
soins de la  
France pour  
en empêcher  
les suites.



1644.  
Touchant le  
Cérémoniel.

min pour venir ici ; parce qu'une des principales difficultés se rencontre dans les Cérémonies de leur arrivée & de la première visite. Si ces Messieurs eussent été en possession de ce qu'on doit faire pour eux en Danemark, on n'eût pas pu s'en prévaloir ni le faire entrer en compensation de ce qu'on desire qu'ils nous cedent en cette Assemblée. C'est pourquoi, nonobstant toutes les difficultés que nous vous avons représentées par nos Dépêches précédentes, nous avons estimé, en tâchant de les surmonter, devoir entamer l'affaire par celui que nous avons envoyé à Monsieur le Prince d'Orange. Vous verrez par la Copie de l'Instruction que nous lui avons donnée, jusques où nous l'avons chargé d'agir, & comme il a ordre particulier de ne rien faire que conjointement avec Monsieur d'Estrades & par son avis.

Sur le progrès  
de la Négociation.

Vous avez vu par le commencement de cette Lettre, que nous n'avons rien omis, pour executer les ordres contenus en la vôtre, ayant facilité, autant qu'il nous a été possible, tout ce qui a paru capable d'avancer la Négociation. Nous n'avons gardé d'y manquer, ayans toujours connu que l'intention de la Reine est qu'on ne puisse pas imputer avec raison à ses Ministres les obstacles, & les retardeurs qui se rencontrent. Nous vous assurons que Sa Majesté en peut avoir l'esprit en repos ; que, comme nous vous avons déjà marqué, Messieurs les Médiateurs en sont suffisamment persuadés, & que, si on n'a point encore avancé les affaires autant qu'il seroit à souhaiter pour le bien public, Sa Majesté & tous ceux qui ont l'honneur de la servir, en sont pleinement justifiés devant Dieu & devant les Hommes, & nous osons ajouter que, si nous eussions passé plus avant, outre que cela n'auroit de rien servi, nous n'eussions pu le faire sans un préjudice de la réputation & de la Dignité du Roi.

Incertitude  
sur les prétentions des Impériaux & des Danois, touchant la Médiation des derniers à Osnabrug.

Il est été bien mal aisé que nous vous eussions pu expliquer l'intention des Impériaux, & Danois touchant le retour de ceux-ci à Osnabrug, puisque nous ne croyons pas que ni les uns, ni les autres soient d'accord ensemble, & sachent encore bien ce qu'ils prétendent. Le Roi de Danemark s'est contenté, par ses Lettres aux Etats de l'Empire & à l'Empereur, qu'on ne fasse point de Traité général sans l'y comprendre en même temps, se laissant plutôt emporter aux mouvemens de sa colere, qu'aux conseils de la Raison, il proteste qu'il ne veut point d'accommodement avec la Suede. Les Impériaux voudroient que ce différend fût renvoyé à Osnabrug, & on nous assure que les Senateurs des deux Royaumes n'y veulent pas consentir. Le Roi de Danemark, reconnoissant qu'il ne peut plus être Médiateur en la cause des Suedois, se contenteroit de l'être dans le différend des Princes d'Allemagne ; & l'Empereur déclare, qu'il n'a point besoin d'une entremise d'étrangers, pour accommoder les affaires de l'Empire. Ils ne laissent pas d'avoir leur animosité commune contre la Suede, & de faire agir leurs armes de concert à son dommage ; mais on ne fait pas encore si leurs forces se doivent joindre, ni même s'il y a aucun Traité entr'eux qui les lie l'un envers l'autre. Tout cela nous fait croire qu'un Résident, qui écrit de Copenhague, qu'on y est sans hommes, sans argent & sans conseil, n'est pas mal instruit de l'état de ce Royaume. Ce qui est de plus insupportable, est, qu'ils semblent être tous d'accord dans le dessein d'arrêter présentement la Négociation de la Paix.

Touchant la rupture des Conférences des Ministres de la France, & de la Suede.

Nous ne vous dirons plus les sujets, qui ont rompu notre Conférence avec les Ambassadeurs de Suede, puisque nous vous les avons déjà

TOM. II.

marqués par plusieurs de nos Lettres, & que toutes les choses, que nous eussions pu traiter avec eux dans un lieu tiers, ont été résolues ici plus honorablement pour nous, dans le voyage que Monsieur Salvius a été obligé d'y faire.

Nous vous sommes très-obligés de là part, qu'il vous plaît nous donner de l'accommodement de Monsieur de Lorraine ; nous ne le communiquerons à personne qu'aux termes, qu'il vous plaît nous le marquer, quoique toutes les Lettres de Paris en parlent comme d'une chose faite, & que les ennemis commencent à ne le considérer plus que comme déjà perdu pour eux. Nous en louons Dieu de bon cœur, & le prions de faire persévérer ce Prince mieux qu'il n'a fait par le passé dans cette bonne résolution. Quand il l'aura executée, nous nous promettons, si cela est, que la jonction de ses troupes à celles de Monsieur le Maréchal de Turénne lui donnera bien-tôt moyen de sauver Fribourg, qui tient tous les esprits de ce Pais merveilleusement en suspens.

Monsieur Contarini a paru jusques ici si bien disposé pour les affaires de la Paix, que l'on ne sauroit lui envoyer un compagnon, sans que le service du Roi, & peut-être le Public en recussent du préjudice. Il est bien vrai qu'il a ci-devant demandé son congé, ayant été fâché de ce qu'un Competiteur, qui n'a pas servi la République si longtems que lui, a été préféré pour le Patriarchat d'Aquilée, & que, pour lui donner l'exclusion, on a pris prétexte sur l'Emploi qu'il a ici, duquel on n'a pas estimé à propos de le retirer. Cela lui a donné un peu de mécontentement, qu'il ne nous a pas celé. Néanmoins, il seroit bien à craindre, si on lui faisoit souffrir quelque plus grande mortification, que la chose ne vint de plus loin ; car nous apprenons de divers endroits que nos Parties ne le croient pas affectionné pour eux, & on nous a voulu assurer d'assés bon lieu, qu'ils ont agi secrètement contre lui pour le faire rappeler, à quoi il est bien nécessaire de prendre garde & de l'empêcher en toutes les façons qu'on pourra le faire, sans lui nuire auprès de ses Supérieurs.

L'ordre qu'il vous a plu de nous envoyer ci-devant de la part de la Reine, pour donner moyen à l'Ambassadeur de Portugal, qui est en Hollande, de se rendre ici, nous a obligés de joindre à cette Dépêche la copie de deux Lettres que nous lui avons écrites, pour lui faire savoir les raisons qui ont ôté le moyen de satisfaire à son desir, en executant les Commandemens de Sa Majesté. Il a tant fait d'éclat avant que de se mettre en chemin, & a fait sonner si haut la Dignité d'Ambassadeur, qu'il a témoigné ne vouloir pas déposer, qu'il s'est fuscité lui-même les obstacles qu'il rencontre, & ne sauroit plus désormais venir ici, sans que les Espagnols entreprennent une violence contre sa personne, s'étant expliqués de leur dessein à Messieurs les Médiateurs. Vous jugerez bien, Monsieur, qu'il n'a pas été à propos de se mettre dans cet embarras nouveau ; que, s'il faut qu'enfin l'Assemblée se rompe, il importe que ce soit pour des sujets plus plausibles & plus avantageux pour nous dans l'esprit du monde, que ne seroit la venue d'un Ambassadeur de Portugal sans Passeport, & que, quand nous voudrions en entreprendre la défense, nous ne serions pas assés forts dans un lieu tout environné d'ennemis. Les deux que nous avons menés ici ne s'étant pas bien conduits, & ayant déjà eu quelque rencontre avec un des Commissaires Impériaux, c'est ce qui a reveillé les Espagnols, & les a confirmés dans la résolution de s'opposer par voye de fait à la venue du troisième. La Négociation n'est pas si échauffée, que les affaires de son Maître puissent

1644.

Le Duc de Lorraine s'accommodé avec la France.

Ils sont satisfaits de la conduite de Mr. Contarini Médiateur de la part de Venise.

Difficultés sur l'affaire de l'admission des Ministres de Portugal au Congrès.

1644.

puissent recevoir aucun préjudice, quand il attendra que les Ambassadeurs de Messieurs les Etats se mettent en chemin pour venir avec eux, pourvu qu'il ne fasse point d'éclat, & qu'il ne se qualifie point Ambassadeur. Il y a apparence qu'alors il n'y recevra point d'obstacles à son arrivée. Cependant nous sommes obligés de vous faire savoir, que celui d'Osnabrug est toujours aux oreilles des Ambassadeurs de Suede, pour les disposer à rompre les Traités de la Paix, ce qui n'est pas à mépriser.

Les Princes & les Villes de l'Empire envoyeroient leurs Deputés au Congrès, si les Electeurs y envoioient eux-mêmes.

On fait des remises à Mr. de la Thuillerie.

Ils fournissent de l'argent à Mr. de Bregy pour aller en Pologne.

On censure à Paris la traduction de la Lettre Circulaire aux Princes & Etats de l'Empire.

Ils relevent la conduite & les avantages du Roi T. C.

Leur soin pour les Appointemens des Envoyés & Résidens de France.

Magnificence des Impériaux & Espagnols.

Depuis quelques jours les Députés du Duc de Brunswick sont arrivés à Osnabrug. Nous sommes avertis que l'Archevêque de Magdebourg, quoi que fils de l'Electeur de Saxe, témoigne d'y vouloir aussi envoyer, & nous ne doutons point que la plupart des Princes, & grandes Villes d'Allemagne n'eussent déjà fait le même, si les Ambassadeurs des Electeurs étoient ici comme ils y devoient être.

Nous avons déjà donné les ordres nécessaires pour faire remettre dans la Ville de Hambourg la somme, que vous nous écrivez de faire tenir à Monsieur de la Thuillerie, dont nous n'avons pas manqué de lui donner avis. Nous vous sommes entièrement obligés du soin qu'il vous a plu de prendre de la faire remplacer d'ailleurs. Outre les diverses Parties, que nous avons déjà tirées, par vos ordres, du fonds qui est de deçà, nous avons été obligés de faire donner encore deux mille écus à Monsieur de Bregy pour son voyage de Pologne, nous ayant témoigné que ce qu'il a reçu à Paris n'a été que pour venir ici. Il est sur les termes de son départ, aussi bien que celui qui doit aller en Transilvanie.

Le soin que vous avez pris de faire faire une correction à celui qui a mal traduit notre Lettre circulaire, est digne de votre prudence. Il importe que ce que l'on fait partir de nos mains & des autres Ministres du Roi ne soit pas altéré contre leur intention; car pour les Gazettes publiques, celles d'Anvers, de Bruxelles & de Cologne sont si extravagantes, & la plupart du temps si pleines de diffamations, qu'elles n'obligent pas de rendre celles de Paris plus modérées.

Nous ne manquons pas de faire la reflexion que nous devons sur le bon état où, grâces à Dieu, se trouvent toutes les affaires du Roi, & nous en tirons tous les avantages qui nous sont possibles, pour faire admirer la glorieuse conduite de Sa Majesté, & de Messieurs ses Ministres. Si nous osions, nous vous représenterions seulement que, pour avoir plutôt une bonne Paix, il seroit à souhaiter que les Ennemis fussent un peu plus incommodes en Allemagne, qu'ils ne le sont à présent, quand même on leur devoit donner du relâche en quelque autre endroit; mais on ne peut pas tant faire de choses à la fois, & c'est presque une merveille que, parmi les grands efforts qu'on fait en tant de Lieux, l'on ait pu remettre si-tôt l'armée que Monsieur le Maréchal de Turenne commande, au bon état où elle se trouve, après le malheur qui lui étoit arrivé.

Nous avons fait valoir à Monsieur de Rorté la protection, qu'il vous a plu lui donner, en prenant soin de ses Appointemens; & si nous ne craignons point de nous rendre importuns, nous vous ferions souvenir qu'il n'y a plus rien de deçà pour les nôtres, ni pour les Résidens, qui servent en cette Négociation; n'ayant pas intention de toucher à la somme qui est destinée pour les Parties secrètes. Les Impériaux & les Espagnols qui sont ici, y ayant depuis peu de beaucoup augmenté leur dépense, ne

nous permettent pas de diminuer la nôtre. Le Comte de Nassau a pris une Livrée magnifique, où il a fait mettre du passément d'argent, & a presque accru son Equipage de la moitié. Lors que le Roi d'Espagne enverra quelque Plenipotentiaire plus considérable que ceux qui sont ici, nous verrons bien d'autres magnificences.

Nous ne pouvons finir sans vous recommander les Ministres de Madame la Landgrave. Ce sont des personnes de mérite & bien affectionnées, & les pensions qu'on leur donne ne sont pas si grandes, qu'on ne puisse aisément leur accorder la satisfaction que nous vous demandons pour eux.

Il y a aussi un Prêtre Catalan près de Monsieur Fontanella, qui est homme de grand savoir, comme il a fait connoître aux Disputes publiques qui se sont faites ici. Nous vous supplions de recevoir agréablement un Memoire, que nous vous envoyons pour lui, & lui de partir votre assistance pour en obtenir l'effet. Après cela, il ne reste qu'à vous assurer que nous sommes, &c.

Il le recommande les Affaires de la Landgrave.

Et d'un Prêtre Catalan.

## L E T T R E

De Monsieur le Comte de

B R I E N N E,

A Messieurs les Comtes

D' A V A U X

E T

S E R V I E N.

A Paris ce 30 Juillet 1644.

*Il répond à la Lettre précédente des Plenipotentiaires du 16. Touchant l'Affaire de la Landgrave. Touchant le Ceremoniel. Mr. Contarini blâme la conduite des Espagnols touchant les Pouvoirs. On aura soin des Subsidés pour le Transilvain. L'entreprise sur Sedan est entièrement découverte & averée. Prise de Graveline. Le Neveu de l'Electeur de Mayence entame correspondance avec la France.*

MESSIEURS,

SI je laissois partir le Courrier sans le charger de mes Lettres, vous entreriez en soupçon, ou que les vôtres du 16. ne m'auroient pas été rendus, ou bien vous me condamneriez de paresse; & quand Mr. de saint Romain arriveroit auprès de vous, & qu'il vous porteroit ma justification, j'aurois guéri votre mal; mais non pas prévenu vos inquietudes. Il a été résolu deux choses, l'une de tarder à répondre à votre

Il répond à la Lettre précédente des Plenipotentiaires du 16.

1644.

Touchant  
l'Affaire de la  
Landgrave.

à votre ample Dépêche, afin qu'un chacun eût le loisir de l'examiner, l'autre que ledit Sieur de St. Romain partira au commencement de la semaine prochaine, & qu'il vous portera l'éclaircissement dont vous avez écrit. Ce seroit ce que vous auriez de moi présentement, si l'affaire de Madame la Landgrave ne pressoit; à laquelle, il faut d'autant plus s'appliquer, qu'elle n'omet aucun soin ni aucun devoir pour témoigner la passion qu'elle a pour la France. Et certes, Messieurs, elle sent bien ce qui a été dit contre vous à Francfort, & loué la résolution que vous avez prise d'écrire, & de convier les Princes de l'Empire de se rendre aux Villes, destinées pour traiter de la Paix, ajoutant les raisons qui les doivent émouvoir; & qu'il s'agit aujourd'hui de les assujettir à l'Empire, ou de les conserver en leurs privilèges & immunités. Pour venir à ce qui la concerne, elle continué à se plaindre des levées des gens de Guerre, qui ont été faites par le Comte d'Oostfrise, & se laisse fort bien entendre que, si on la veut attaquer en ses quartiers, elle est résolue de se défendre. Ainsi on voit un mal naissant & très-perilleux en ses suites; il est assés difficile d'y apporter les remèdes. Il semble d'abord qu'il soit rude d'empêcher un Prince de s'établir dans son bien; de se vouloir exempter des contributions; & de n'y voir d'autres forces que les siennes; mais si l'on considère que les Etrangers qui y font le défendent; & qu'on empêche l'invasion d'un Prince plus puissant, & qui y prétend quelque droit, l'on sera forcé d'avouer que le Propriétaire n'a nul droit de se plaindre; & comme l'on s'est persuadé, & avec beaucoup de raison, que Monsieur le Prince d'Orange favorisoit le Comte, l'on a essayé de lui en faire comprendre les conséquences. Il donne les mains, ainsi que m'écrivit Monsieur d'Estrades, par ses Lettres du 16. du Courant, lequel se plaint de ce que vous n'avez point répondu à plusieurs des siennes; & demande que Sa Majesté écrive à Messieurs des Etats; & à vous, Messieurs; d'ajuster ce différend, & que l'on ne touche point aux contributions qui sont levées par les Hessiens. Ne s'expliquant pas plus outre; il a laissé en moi un doute que l'intention de ce Prince fût que l'autre demeurât armé, & ainsi laissant lieu au soupçon, il laisse la nécessité à la dite Dame d'y tenir ses postes fortement gardés. Sur cela je lui ai fait réponse, & lui en ai remontré la conséquence; ajoutant que l'expédient proposé par ledit Prince satisfait à sa Majesté, & que vous aurez ordre de vous employer pour assoupir & composer cette contestation. J'envoye aussi au Secrétaire Brassier la Lettre proposée avec défense pourtant de la présenter; que sur les ordres que vous en donnerez; & s'étant entretenu de cette affaire avec plusieurs Députés de Messieurs les Etats; je lui mande que, sans passer au dernier office, il peut les revoir, & pénétrer leurs sentimens; comme ceux du Prince d'Orange; qui est de retour à la Haye; d'où vous écrivant, il pourra donner plusieurs avis, sur lesquels vous formerez votre résolution. Il m'a été dit par l'Ambassadeur de Venise; que Messieurs les Etats ont pris la leur d'envoyer les Plenipotentiaires; & qu'ils publient que la France leur a accordé le titre & la main. J'entre en soupçon, qu'il s'avançoit pour m'obliger à parler; & j'y fus confirmé quand il ajouta; que peut-être cela leur avoit été accordé pour ce Lieu-là, sans toutefois le leur accorder ailleurs; mais que ce seroit une chose fâcheuse de déchoir de ce qu'on avoit obtenu. Je lui dis qu'ils avoient de grandes prétentions; mais que je ne favois pas qu'elles fussent encore décidées; & qu'ils ne

Touchant le  
Cérémoniel.

les avançoient que parce que la France s'étoit de beaucoup relâchée envers la République. N'ayant point eût la confirmation de cet avis dudit Brassier; ni appris par vos Lettres que vous fussiez entrés en aucune proposition avec ceux des Etats, sur leurs prétentions; j'eus tout sujet de croire que son intention n'étoit autre que de pénétrer la nôtre, & que Monsieur Contarini, duquel il m'avoit parlé; l'en pouvoit avoir chargé. De celui-là, il me fut dit nettement qu'il blâmoit la conduite des Espagnols, que votre Pouvoir étoit en bonne forme, & qu'ayant offert de le réformer vous aviez fait au delà de ce que l'on pouvoit demander. J'ai eût une Lettre de Monsieur le Baron de Rorté, écrite du Lieu de sa Residence, au payement des Apointemens duquel j'ai fait pourvoir, comme à celui de Monsieur d'Avaugour, & de Menles, & à remplacer une somme de trente mille Livres, que vous aurez fait bailler à Monsieur de la Thuillerie, & Monsieur de Saint Romain s'étant trouvé en cette Cour; il lui a été donné contentement.

Quant aux dix-huit mille Risdales, faisant la moitié de trente six, il y sera pourvu, & Monsieur de la Haye aura ordre d'appuyer audit Lieu, où il est, les intérêts du Roi & du Prince de Transilvanie, d'empêcher qu'il ne lui soit défendu de continuer la Guerre, & en demeurer en ces termes; sans demander qu'il soit assuré des forces Ottomanes, afin que, devant Dieu, comme devant le monde, nous soyons justifiés, de ne les avoir pas attirés en la Chrétienté; en quoi nous sommes bien plus religieux que nos Ennemis; lesquels soumettent un Royaume à l'Empire Turc, afin qu'il menace, & ait lieu, s'il n'étoit obéi, de perdre un Prince Chrétien.

J'ajoute que l'entreprise qui avoit été faite sur la Ville de Sedan a été entièrement avérée par la confession même du prévenu; & que le tout se devoit exécuter avec les forces de Beck, & l'entrepreneur avoit la participation de Madame de Bouillon. L'on est après à faire imprimer l'extrait du procès; si, avant que de fermer ma Dépêche, je le puis retirer, je vous en enverrai des copies. Ce qui est merveilleux en cette rencontre, outre la Providence de Dieu qui a détourné un si fâcheux accident; est que les Habitans & les Officiers de Sedan en ont témoigné une extraordinaire douleur; & éfrayés du peril auquel ils ont été exposés, ils ont de nouveau protesté de leur fidélité; & supplié Sa Majesté de continuer à veiller sur eux. Le Lieutenant General au Bailliage; & l'un des Conseillers au Conseil souverain en firent tirer une ample Remontrance à Sa Majesté, où leur douleur, comme celle des bons habitans, étoit exprimée; aussi-bien que sur leur visage, laquelle procedoit, & de la crainte du peril évité, & de ce qu'il auroit été projeté par l'un de leurs Concitoyens.

J'espère que Monsieur de St. Romain vous portera la nouvelle de la reddition de la Ville de Gravelines; & que vous apprendrez aussi par lui, quelles auront été nos aventures en Briscan; & en Catalogne. J'ai reçu une Lettre du Baron de Reiffembourg, neveu de l'Archevêque de Mayence. Je ne puis lui faire réponse; mais de peur qu'il ne croie que ses Lettres ne soient perdues, si vous avez commodité de lui faire savoir qu'elles ont été reçues, & lui donner un Chiffre, afin qu'il écrive avec plus de confiance, ainsi qu'il le demande, ce sera lui donner moyen de témoigner son affection. Vous savez ce qu'il avoit offert; & c'est à vous à juger s'il peut rendre quelque service utile; & quelle gratification il meritoit en ce faisant.

1644.

Mr. Contarini blâme la conduite des Espagnols touchant les Pouvoirs.

On aura soin des subtilités pour le Transilvanien.

L'entreprise sur Sedan est entièrement découverte.

Prise de Gravelines.

Le Neveu de l'Electeur de Mayence, en-tame correspondance avec la France.



1644.

Le Courrier est venu à propos pour vous faire part, par cet Ordinaire, de la capitulation de Gravelines; c'est l'Enseigne des Gardes de S. A. R. qui a été dépêché du Camp, & qui dit avoir entré dans la Place. Je ne saurois pour le présent vous en dire plus de particularités; car je n'ai pu encore parler au Gentilhomme.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Du 30. Juillet 1644.

*Affaire du Subside pour les Suedois. Affaire du Transilvain. Voyage de Mrs. de Croissy & de Bregy. Affaire d'Oostfrise. Effet des bruits du Combat naval entre les Suedois & les Danois. Silence des Ministres Suedois. Ils ont envoyé des remises à Mr. de la Thuillerie. Leurs avis aux Suedois. Demandes du Roi de Danemark à l'Empereur. Etat des armées de l'Empereur. Entremises du Roi de Pologne, & les demandes de Ragotzy.*

MONSIEUR,

LE dernier Ordinaire nous ayant rendu une Lettre de son E. par laquelle, elle nous fait l'honneur de nous écrire de tous les points qu'il vous a plu toucher dans la vôtre, nous sommes obligés de vous faire la même réponse, que nous lui avons faite.

Affaire du Subside pour les Suedois.

Si nous avons été contraints de parler du Subside, qu'on donne aux Suedois par notre Dépêche du 2. de ce mois, quoique le premier terme ne fût échu qu'au dernier de Juin, ç'a été seulement pour vous faire connoître l'humeur de ceux à qui nous avons à faire, & qui nous avoient déjà fait solliciter par Mr. Salvius. Nous n'avons pas manqué de faire savoir bien particulièrement les conditions, dont nous sommes demeurés d'accord avec lui, à Mr. de Meules, afin qu'il prenne soin de les exécuter, lorsqu'il aura reçu les Lettres de change. Nous lui avons même écrit de ne délivrer pas l'argent, jusques à ce qu'il ait reçu encore une fois de nos nouvelles, après nous avoir fait savoir de quelle sorte se disposeront les Suedois à exécuter les conditions dont nous sommes convenus ensemble, qui sont en substance, comme nous avons déjà mandé qu'une partie du premier terme sera employée au paiement du Ragotzy, & le reste délégué aux Garnisons de la Pomeranie, ou à Mr. Torstenfon, quand il marchera dans l'Allemagne, à la charge

qu'il n'en fera rien employé à la Guerre de Danemark.

1644.

Affaire du Transilvain.

Pour ce qui est du Prince de Transilvanie, il faut croire que Mr. des Hameaux lui ayant envoyé offrir le paiement de cent mille Risdals, qu'il doit faire délivrer, aura reçu de vous un Ordre bien exprès des conditions, qu'il y doit ménager, sans quoi il seroit à craindre que cette somme ne fût perdue, & que le Prince ne reçût volontiers l'argent du Roi, sans s'obliger à rien. Aussi-tôt que vous nous eûtes donné avis, que les Lettres de change avoient été renvoyées audit Sieur des Hameaux, & que vous l'aviez chargé de recevoir de nos nouvelles, avant que de délivrer aucun argent, nous lui en écrivîmes amplement, & le priâmes de ne faire point ce paiement, jusques à ce qu'il vît une Lettre de nous, accompagnée d'une autre qui lui seroit écrite par celui qui a eu charge d'aller en Transilvanie.

Si cet ordre est observé, comme nous l'avons estimé nécessaire, l'on ne payera rien que bien à propos, & après avoir bien obtenu de ce Prince les conditions qu'on a à lui demander; sinon il se pourroit faire, qu'il prendroit l'argent à la veille d'un Accommodement, & ne s'empêcheroit pas pour cela de le conclure aussi après. Vous jugerez peut-être nécessaire d'en écrire encore en ce sens audit Sieur des Hameaux, afin qu'il ne fasse rien avec précipitation. Ce qui nous oblige de vous en faire souvenir, est l'avis que nous avons reçu d'une Conférence, qui se doit faire à Tirnau entre les Commissaires de l'Empereur, & ceux du Transilvain, en présence des Palatins de Cracovie & de Russie, que le Roi de Pologne y doit faire trouver de sa part, comme entremetteur de l'Accommodement.

Monsieur de Croissy, qui est résolu de faire le voyage, part assurément cette semaine en la compagnie de Mr. de Bregy, & sera chargé par ses Instructions de donner avis de son arrivée à Mr. des Hameaux, aussi-tôt qu'il sera en Transilvanie; afin que toutes choses passent de concert, & que rien ne se fasse qu'après avoir ménagé les conditions nécessaires pour l'avantage du Roi.

Voyage de Mrs. de Croissy &amp; de Bregy.

L'on nous marque de Hollande que Monsieur le Prince d'Orange ne se veut point mêler de l'Affaire d'Oostfrise, quoiqu'il y ait grande apparence, que tout le mal vient de lui. Nous ne savons si la proposition qu'il a faite, que la Reine prie Mrs. les Etats de s'en entreprendre, seroit utile; si ce n'est que S. M. y ajoute en termes exprès, qu'elle les prie de faire désister le Comte d'Emden de la nouveauté qu'il a entreprise; puisqu'il est très-certain que, dans la conjoncture présente, il ne pouvoit arriver rien de plus favorable aux Imperiaux, ni de plus préjudiciable aux intérêts du Roi, que cette contestation, si elle dure encore longtemps. Si Madame la Landgrave étoit d'humeur à songer à quelque Accommodement particulier, cette vexation qu'on lui fait n'ajouteroit pas un mauvais prétexte, au sujet que lui donne d'ailleurs l'éloignement des forces Suedoises, à penser à sa conservation. Nous n'avons pas sujet de douter de sa fermeté, quelques avis qu'on nous ait voulu donner, que les Ministres du Duc de Lunebourg avoient déjà proposé quelque expédient pour un Traité entre l'Empereur & elle. Nous nous sommes contentés d'en avertir ses Députés, qui s'en sont moqués, & nous ont protesté une inviolable fidélité de la part de leur Maîtresse. Le Comte de Nassau leur a néanmoins fait dire, depuis hier, qu'il ne feroit plus de difficulté de recevoir leurs visites; ce qui nous oblige d'avoir les yeux ouverts, & de

Affaire d'Oostfrise.



1644.

de ne rien mépriser. Car l'armée de Galas, qui se renforce tous les jours, & dont les premières troupes paroissent déjà aux environs de Hambourg, dès le 19. de ce mois, fait concevoir des esperances aux Imperiaux, qui sont capables de donner à penser aux Princes d'Allemagne, déclarés contr'eux.

Effet des  
bruits du  
Combat naval  
entre les  
Suedois & les  
Danois.

Dans les bruits incertains des Combats, qui se sont donnés près de l'Isle de Femeren, entre les Flotes Suedoises & les Danoises, où chacune des Parties publie d'avoir eû la victoire, nous ne savons encore quelle resolution prendre. Pour Mr. Torstenson, il est certain qu'il n'a pas executé celle qu'il avoit prise, d'aller au devant de ses Ennemis, & de se planter entre Hambourg & Lubeck, pour leur ôter la communication, & les assistances, qu'ils peuvent recevoir de ces deux grandes Villes.

Silence des  
Ministres  
Suedois.

Cependant Mrs. les Ambassadeurs de Suede, qui, dans une conjoncture si importante, où il est nécessaire de savoir l'état des Affaires, & la verité de toutes choses, ne nous donnent point de leurs nouvelles, augmentent extrêmement notre inquietude. Nous avons renvoyé deux fois devers eux le fils de Mr. le Baron de Rorté, pour nous informer de ce qu'il apprendra pendant l'absence de son pere, qui est allé travailler en Oostfrise à assoupir le malheureux différend qu'on y a fait naître. Nous vous avons déjà rendu compte de son envoi, & de celui d'un autre Gentilhomme vers Monsieur le Prince d'Orange, pour le même sujet, & vous avons fait connoître que nous n'avons rien omis de ce qui dependoit de nous, pour remédier au fâcheux accident, duquel ni Monsieur le Prince d'Orange, ni Mrs. les Etats, qui l'ont commencé, ne se sauroient bien justifier jusques ici, quoi qu'ils puissent dire.

Ils ont en-  
voyé des re-  
mises à Mr.  
de la Thuil-  
lerie.

Sur le premier ordre que nous reçûmes de la part de la Reine, il y a quelque tems, nous fîmes remettre à Hambourg 12000. Risdals, pour être délivrées par les ordonnances de Mr. de la Thuillierie, auquel nous en avons donné avis. Nous n'avons point eû de ses nouvelles, depuis qu'il a eû audience du Roi de Danemark; nous avons seulement appris, par le bruit commun, que ledit Roi avoit différé de lui donner réponse, jusques à ce qu'il eût combattu en personne la Flote Suedoise. Il s'est fait depuis ce tems-là deux grands Combats sur Mer, dont nous ne savons pas le véritable succès, ni s'ils auront donné occasion à Mr. de la Thuillierie de reprendre la Négociation.

Nous n'avons pas manqué d'informer bien exactement ledit Sieur de la Thuillierie, de tout ce qui lui peut servir auprès du Roi de Danemark, & particulièrement des conditions que nous avons exigées des Suedois, avant que de vouloir continuer le payement du Subside, puisqu'ils doivent promettre, avant que de toucher aucun argent, qu'il ne sera employé, directement ni indirectement, en la Guerre de Danemark, & que les autres précautions que nous y avons apportées assurent l'exécution de celle-là. Il y a occasion de croire que ledit Roi aura beaucoup plus de sujet de s'en louer, que de s'en plaindre, aussi bien que du reste de notre conduite aux Articles qui concernent la Négociation generale, où nous avons procédé avec tant de retenuë en son endroit, que Mr. de la Thuillierie, auquel nous avons tout fait savoir, aura bon moyen de s'en prévaloir auprès de lui.

Leurs avis  
aux Suedois.

Quant aux Suedois, il ne nous a pas été mal aisé de leur faire comprendre les raisons, qui les doivent convier à terminer bien-tôt ce différend, sans s'arrêter aux incidens qui le pourroient retarder. Dieu veuille que l'expérience

ne leur fasse pas bien-tôt connoître le peu d'apparence qu'il y avoit d'entreprendre cette nouvelle Guerre, & le préjudice qu'elle devoit apporter à tous leurs desseins!

1644.

Les derniers avis de Vienne portent que le Roi de Danemark faisoit presser l'Empereur d'envoyer son armée en diligence vers le Holstein, où il assure qu'elle ne trouvera presque point de resistance, les Suedois étant épars jusques dans le fond de la Province de Jutlande, & beaucoup affoiblis par les diverses pertes qu'ils ont fait depuis peu.

Demandes  
du Roi de  
Danemark à  
l'Empereur.

Il proteste en même tems, qu'il ne s'accommodera jamais avec eux, qu'il n'ait tiré raison de l'injure qu'ils lui ont faite, & a fait donner un Memoire de toutes les prétentions qu'il a contr'eux, qui sont aussi hautes que s'il les avoit vaincus. Il a désiré qu'elles fussent mises dans un Registre, afin qu'on soit assuré qu'il n'entendra à aucun Traité, qu'il ne les ait obtenus. Il y a apparence qu'il a mieux aimé faire cette déclaration, que de se lier par un Traité particulier avec l'Empereur, qui, peut-être, n'eût pas été agréé par les Etats de son Royaume, & l'eût pu décrediter davantage dans le Parti Protestant.

L'armée Imperiale, qui étoit en Hongrie, a été contrainte par la maladie, & par la nécessité, de se retirer. Le Ragotzy ne laisse pas d'entendre aux propositions d'accommodement qu'on lui fait, par l'entremise du Roi de Pologne; ses principales demandes sont, que tous les privilèges de la Hongrie soient rétablis, que l'exercice de la Religion y soit libre, que toutes choses y soient remises au même état, qu'elles étoient sous Mathias, & pour son particulier, qu'on lui laisse les sept Comtés qui avoient été données à feu Bethlehem Gabor.

Etat des  
Armées de  
l'Empereur.

Entremise  
du Roi de  
Pologne &  
les demandes  
de Ragotzy.

Elles avoient d'abord paru injustes; mais on croit que l'Empereur les accordera toutes, plutôt que de ne s'accommoder pas avec lui, de crainte que les Turcs ne se mêlent enfin dans ce différend. Ils avoient déjà plus de vingt-mille hommes sur leurs frontieres, qui donnoient grande frayeur; mais on nous écrit, qu'ils se contiennent encore, sans rien entreprendre, & paroissent un peu apaisés, depuis le passage de l'Ambassadeur Imperial, qui porte de si beaux présents au grand Seigneur. &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 30 Juillet 1644.

*Affaires d'Allemagne. Leurs reflexions sur l'Accommodement du Duc de Lorraine. Ils entameront la correspondance avec le Duc d'Anguien. Affaire*

1644.

*faire d'Oostfrise. Fermeté de la Landgrave. Mouvements des Imperiaux. Bruits du Combat naval entre les Suedois & les Danois. Silence des Ministres de Suede. Ils le remercient de son avis, sur ce que la Reine est satisfaite de leur entretien avec Mr. Salvius. Affaire du Transilvain. Ils doutent des propositions de Mr. Roncalli. Ils n'ont aucune nouvelle des Négociations de Mr. de la Thuillierie. Leurs remontrances aux Ministres Suedois. Bruits d'une dissension entre l'Empereur & le Duc de Baviere.*

MONSEIGNEUR,

NOUS aurions sujet d'être bien glorieux de l'honneur, qu'il plaît à V. E. de nous faire en nous écrivant, que nous avons le bonheur de rencontrer souvent ses sentimens, si nous ne croyions en être redevables à sa bonté, & à l'affection, dont elle a agréable de nous favoriser. Il est bien vrai, que nous tâcherons d'arriver au même but, que V. E. se propose en toutes ses actions, qui est le service de leurs Majestés, la gloire de la Nation, & le bien du Royaume; mais nous ne prétendons pas, dans les moyens d'y parvenir, de pouvoir être assistés de ces grandes lumières, dont tous les Conseils de V. E. sont éclairés.

Affaires d'Allemagne.

Nous n'avons point douté, que V. E. connoissant parfaitement la constitution présente des affaires publiques, ne fît le jugement qu'Elle fait de celles d'Allemagne; nous sommes ravis du dessein qu'elle a pris d'y tourner ses pensées, en conseillant à la Reine d'y faire désormais les plus grands efforts de la Guerre.

Leurs réflexions sur l'Accommodement du Duc de Lorraine.

Il est vrai que rien ne pouvoit arriver de plus favorable pour cette resolution, que l'Accommodement de Mr. le Duc de Lorraine. Les Ennemis en parlent comme s'ils le croyoient rompu, & comme si ce Prince étoit en chemin, pour aller joindre leur armée de Flandres. Ils ajoutent qu'il a déjà passé par Namur avec ses Troupes; mais il n'y a point d'apparence qu'il ait voulu faire cette dernière infidélité, & qu'il soit si mal conseillé, que d'attendre son rétablissement de l'assistance des Espagnols, qui ont tant d'affaires qui leur sont plus sensibles que les siennes, & qui, comme nous avons déjà eû l'honneur de le mander à V. E., ne feroient pas grand scrupule de l'abandonner, pourvu qu'ils trouvassent leur compte d'ailleurs.

Dans la difficulté qu'on a de faire des levées en Allemagne, & de renforcer les armées, que le Roi est obligé d'y entretenir par des Troupes Françaises, qui se ruinent en un moment, on ne pouvoit obtenir rien de plus avantageux, que de disposer présentement de l'armée de Mr. le Duc de Lorraine, laquelle étant accoutumée aux fatigues du Pais, & pouvant être beaucoup augmentée, par les moyens qu'on lui en donnera, fera peut-être une diversion d'autant plus considerable, présentement en l'état pressant où sont les Suedois dans l'Allemagne. Votre Eminence nous a fait l'honneur de nous informer si particulièrement des avantages de ce Traité, qu'il ne nous reste qu'à en recevoir l'entière conclusion, & que l'exécution en soit aussi durable & heureuse pour l'avenir qu'elle frappe aujourd'hui un coup très-sensible contre nos Ennemis.

Nous ne manquerons pas de commencer au plutôt la correspondance qu'il plaît à V. E. d'ordonner que nous ayons avec Mr. le Duc d'Anguien. Si nous avions pu retirer les Troupes de Madame la Landgrave, de l'occupation qu'on leur fait à contretems vers l'Oostfrise, nous nous promettons bien de les faire avancer du côté de la Mozelle, pour favoriser ce que Mr. le Duc d'Anguien y peut entreprendre. Nous pouvons assurer V. E., que cet endroit ne regardant pas moins l'Allemagne que la France, pour l'intérêt de l'Archevêque de Treves, qu'on détient & qu'on a dépouillé injustement; toutes les entreprises qu'on y fera, comme V. E. l'a très-prudemment jugé, seront de plus grand fruit, & de plus grande réputation que ce qui pourroit être fait d'un autre côté; & nous ne manquerons pas d'en écrire en ce sens à Mr. le Duc d'Anguien, puisque V. E. l'a agréable.

1644. Ils entament la correspondance avec le Duc d'Anguien.

On nous marque de Hollande que Monsieur le Prince d'Orange ne se veut point mêler de l'Affaire d'Oostfrise, quoiqu'il y ait très-grande apparence que tout le mal vient de lui. Nous ne savons si la proposition qu'il a faite, que la Reine prie Mrs. les Etats de s'en entremettre, seroit utile; si ce n'est que S. M. y ajoute en termes exprès, qu'elle les prie de faire desister le Comte d'Emden de la nouveauté qu'il a entreprise; puisqu'il est très-certain que, dans la conjoncture présente, il ne pouvoit rien arriver de plus favorable aux Imperiaux, ni de plus préjudiciable aux intérêts du Roi, que cette contestation, si elle dure encore longtems. Si Madame la Landgrave étoit d'humeur à songer à quelque Accommodement particulier; cette vexation qu'on lui fait n'ajouteroit pas un mauvais prétexte au sujet que lui donne d'ailleurs l'éloignement des Forces Suedoises, de penser à sa conservation.

Affaire d'Oostfrise.

Nous n'avons pas sujet de douter de sa fermeté. Quelques avis qu'on nous ait voulu donner, que les Ministres du Duc de Lunebourg avoient déjà proposé quelque expédient pour un Traité entre l'Empereur & Elle; nous nous sommes contentés d'en avertir ses Députés, qui s'en sont moqués & nous ont protesté une inviolable fidélité de la part de leur Maître. Néanmoins le Comte de Nassau leur a fait dire depuis hier, qu'il ne seroit plus de difficulté de recevoir leur visite; ce qui nous oblige d'avoir les yeux ouverts, & de ne rien mépriser. Car l'Armée de Galas, qui se renforce tous les jours, & dont les premières Troupes paroissent déjà aux environs de Hambourg, fait concevoir des esperances avantageuses aux Imperiaux, qui sont capables de donner à penser aux Princes d'Allemagne, qui sont déclarés contr'eux.

Fermeté de la Landgrave.

Dans les bruits incertains qui courent des Combats, qui se sont donnés près de l'Île de Femeren, entre les Flotes Suedoises & Danoises, où chacun des Partis publie avoir la victoire; nous ne savons encore quelle resolution prendre. Pour Mr. Torstenfon, il est bien certain qu'il n'a pas exécuté celle qu'il avoit faite d'aller au-devant de ses Ennemis, & de se camper entre Hambourg & Lubec, pour leur ôter la communication & les grandes assistances qu'ils peuvent avoir de ces deux grandes Villes.

Mouvements des Imperiaux.

Cependant Mrs. les Ambassadeurs de Suede, dans une conjoncture si importante, où il est nécessaire de savoir le véritable état des choses, ne nous donnent point de leurs nouvelles; ce qui augmente extrêmement notre inquiétude. Nous avons renvoyé près d'eux le fils de Mr. le Baron de Rorté, pour nous informer de ce qu'il apprendra pendant l'absence de son Pere,

Bruits du Combat naval entre les Suedois &amp; les Danois.

Silence des Ministres de Suede.

1644

Père, qui est allé travailler en Oostfrise, pour assoupir le malheureux différend, qu'on y a fait naître. Nous avons déjà rendu compte de son envoi, & de celui d'un autre Gentilhomme vers Monfr. le Prince d'Orange; mais lui ni Mrs. les Etats, qui l'ont fomenté jusques-ici, ne sauroient s'en bien justifier, quoiqu'ils puissent dire.

Nous sommes très-obligés à V. E. de la consolation, qu'il lui plaît de nous donner, en nous assurant que la Reine a eu satisfaction, de ce que nous avons fait avec Monfr. Salvius. Nous en avons déjà donné avis à Mr. de Meules, afin qu'il prenne soin de le faire exécuter, lorsque les Lettres de change lui auront été envoyées. Nous l'avons même obligé de recevoir encore une fois nos ordres, avant que de délivrer aucun argent; afin que toutes les précautions nécessaires pour l'intérêt du Roi y soient bien ménagées.

Il faut croire que Mr. des Hameaux ayant envoyé offrir au Prince de Transilvanie le paiement de cent mille Risdals, qu'il doit faire délivrer, aura reçu ordre des conditions qu'il y doit ménager; sans quoi il seroit à craindre, que cette somme fût perdue, & que ce Prince ne reçût volontiers l'argent du Roi, sans s'obliger à rien. Aussitôt que Mr. de Brienne nous eut donné avis, que les Lettres de change avoient été envoyées audit Sr. des Hameaux, & qu'il l'avoit chargé de recevoir de nos nouvelles, avant que de délivrer aucun argent, nous lui en écrivîmes amplement, & le priâmes de ne faire point ce paiement, jusques à ce qu'il vît une Lettre de nous accompagnée d'une autre, qui lui seroit écrite par celui qui a eu charge d'aller en Transilvanie. Si cet ordre est observé, comme nous l'avons estimé nécessaire; on ne payera rien que bien à propos, & après avoir obtenu de ce Prince les conditions qu'on a à lui demander, sinon il se pourroit faire, qu'il prendroit l'argent à la veille d'un Accommodement, & ne s'empêcheroit pas pour cela de conclure aussitôt après. V. E. jugera peut-être nécessaire d'en faire écrire en ce sens à Mr. des Hameaux, afin qu'il ne fasse rien avec précipitation. Ce qui nous oblige d'en faire souvenir V. E. est l'avis que nous avons reçu d'une Conférence, qui se doit faire à Tyrnau, entre les Commissaires de l'Empereur & ceux du Transilvain, en présence des Palatins de Cracovie & Russie que le Roi de Pologne y doit faire trouver de sa part, comme Entremetteur de l'Accommodement.

Nous ne savons pas comme Roncalli pourra ajuster cette entremise, avec les sentimens qu'il dit que son Maître a pour l'abaissement de l'autorité de l'Empereur; il ne sauroit guère présentement lui rendre un plus grand service, ni éloigner davantage la Paix generale, qu'en le délivrant d'un ennemi qui l'attaque dans ses Pais hereditaires. Il est difficile de croire que l'Empereur veuille jamais consentir à la diminution de son autorité, parce que ce sera l'avis du Roi de Pologne, s'il n'y est forcé par quelqu'autre puissant moyen. Nous n'avons pas manqué de mettre un article exprès pour cela dans les Instructions de Mr. de Bregy, afin qu'il détourne, s'il est possible, ledit Roi d'entreprendre cette Médiation.

Sur le premier Ordre que nous reçûmes de V. E. il y a quelque tems, nous fîmes remettre à Hambourg 12000. Risdals, pour être délivrées par les Ordonnances de Mr. de la Thuillerie, auquel nous en avons donné avis. Nous n'avons point eu de ses nouvelles, depuis qu'il a eu audience du Roi de Danemark, nous avons seulement appris, par le bruit commun,

TOM. II.

que ledit Roi avoit différé de lui donner réponse, jusques à ce qu'il eût combattu en personne la Flote Suédoise. Il s'est fait depuis ce tems-là deux grands Combats sur la Mer, dont nous ne savons pas le véritable succès, ni s'ils auront donné l'occasion à Mr. de la Thuillerie de reprendre la Négociation.

Nous n'avons pas manqué de l'informer bien exactement de tout ce qui lui peut servir auprès du Roi de Danemark, & particulièrement des conditions que nous avons exigées des Suédois, avant que de vouloir continuer le paiement du Subside, puis qu'ils doivent promettre, avant de toucher aucun argent, qu'il ne sera employé, ni directement ni indirectement, en la Guerre de Danemark, & que les autres précautions, que nous y avons apportées, assurent l'exécution de celle-là. Il y a lieu de croire que ledit Roi aura beaucoup plus de sujet de s'en louer que de s'en plaindre, aussi bien que du reste de notre conduite aux articles qui le concernent dans la Négociation generale, où nous avons procédé avec tant de retenue en son endroit, que Mr. de la Thuillerie, auquel nous avons tout fait savoir, aura bon moyen de s'en prévaloir auprès de lui.

Quant aux Suédois, Monseigneur, il ne nous a pas été malaisé de leur faire comprendre les raisons qui les doivent convier à terminer tout ce différend, sans s'arrêter aux incidens qui en pourroient retarder la décision. Dieu veuille que l'expérience ne leur fasse pas bientôt connoître le peu d'apparence, qu'il y avoit d'entreprendre cette nouvelle Guerre, & le préjudice qu'elle devoit apporter à tous leurs autres desseins.

Nous aprenons par la Lettre de V. E. que les résolutions de notre retraite, ou de l'un de nous, doivent encore demeurer dans les apparences, & dans les menaces, sans venir à l'effet, à quoi nous ne manquerons pas de nous conformer.

Le reste de la Lettre de V. E. ne contient que les bonnes nouvelles, dont Elle a eu agréable de nous faire part. Il est certain que la prise de Gravelines, que les Ennemis mêmes croient infailible, ouvrant l'entrée de toute la Flandres, n'est pas de ces Conquêtes, qui n'avancent les affaires de la Reine, que du gain d'une seule Place. Chacun admire encore la grandeur de cette entreprise, & la valeur avec laquelle elle est exécutée, qui donne de l'étonnement aux ennemis, & leur fait bien croire, qu'on n'est pas pour en demeurer-là.

Si les secours de Fribourg & de Lerida pouvoient être ajoutés à la Conquête de Gravelines, la France donneroit cette année plus de marques de son bonheur & de sa puissance, qu'elle n'a jamais fait; mais, Monseigneur, on n'ose quasi pas espérer, qu'une Place affligée à trois cens lieues de Paris, après la perte d'une bataille, par un Monarque puissant, & qui donne la force & la vigueur à son Armée, puisse longtems tenir, sans une espece de miracle.

Nous sommes avertis de bon lieu, qu'il y a quelque sorte de division entre l'Empereur & le Duc de Baviere. Celui-ci voudroit que l'ambassade de Munster fût plus celebre, & que le Docteur Volmar n'y tint plus le rang d'Ambassadeur, ce qu'il croit honteux pour les deux Parties. Il avoit proposé qu'on envoyât quelque personne plus qualifiée en sa place, à quoi l'Empereur n'a pas voulu consentir. Mais ce qui le touche plus vivement, est que l'on ne veut plus à Vienne, que les Electeurs envoient ici leurs Députés, & ledit Duc sembleroit vouloir obtenir y faire venir les siens;

P

à quoi

Leurs remontrances aux Ministres Suédois.

Bruits d'une dissension entre l'Empereur & le Duc de Baviere.

Ils le remercient de son avis sur ce que la Reine est satisfaite de leur entretien avec Mr. Salvius.

Affaire du Transilvain.

Ils doutent des propositions de Mr. Roncalli.

Ils n'ont aucune nouvelle des négociations de Mr. de la Thuillerie.

1644.

à quoi peut-être il se resoudra plutôt, si on lui fait des plaintes, que, depuis quatre mois que nous sommes ici, il n'a pas daigné executer la promesse qu'il avoit faite par les Lettres de Mr. le Cardinal Grimaldi, d'y faire trouver ses Députés. Son troisième sujet de plaintes est contre le Décret de l'Empereur, qui a donné la préférence aux Ambassadeurs de Venise, par-dessus ceux des Electeurs, dont ils demandent la revocation. &c.

## LETTRE DU ROI

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Fontainebleau le 2. Août 1644.

*Il les exhorte à déposer leurs animosités l'un contre l'autre.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien,

Il les exhorte à déposer leurs animosités, l'un contre l'autre.

C'est avec un grand sentiment de déplaisir, qu'au lieu de vous témoigner la satisfaction, que j'ai des services importants, que vous me rendez tous les jours, & à cet Etat, je me vois obligé de vous faire connoître combien je suis mal édifié des mesintelligences, que j'apprends qui sont entre vous : la continuation en seroit si préjudiciable à mes Affaires, qu'il faut en routes façons en couper jusqu'à la racine, & véritablement les divisions particulieres s'accordent si mal avec le dessein que vous devez avoir d'accommoder les generales, & avec le nom de Pacificateur, que je vous avoue que j'ai peine à comprendre, comme quoi deux personnes si sages, & si intelligentes, que j'estime au point de les avoir choisies entre tous mes Sujets, comme étant capables de traiter la plus grande affaire, qui se soit présentée depuis plusieurs siècles, vivent pourtant en division.

Enfin que, pour établir, à la gloire & à l'avantage de cette Couronne, le repos de la Chrétienté par une Paix generale, ils ne puissent trouver moyen de la conserver entre eux-mêmes, au scandale non seulement de toute la France, qui en est abreuvée ; mais des Nations étrangères, à qui votre desunion n'a pu demeurer cachée ; c'est ce qui m'étonne d'autant plus que je fais que vous n'êtes portés tous deux que d'un même esprit, qui est de me servir dignement, & utilement. Vous l'avez déjà fait avec tant de zèle & de suffisance en tous les Emplois considerables, qui vous ont été confiés ; qu'ayant chacun de vous bien mérité de cette Couronne, & acquis toute l'estime & la reputation que vous sauriez souhaiter, il me semble que vous auriez eu la pensée, (ce que je ne puis croire,) de prendre chacun des avantages d'honneur sur son Compagnon. Il ne vous en reste plus de moyen que par la moderation que vous saurez témoigner l'un plus que l'autre ; puisque chacun demeure également persuadé de votre affection, & de votre capacité, & qu'il sera toujours difficile d'y trouver de la différence, au préjudice de l'un des deux. Je desire donc & vous ordonne, qu'aussi-tôt que vous aurez reçu cette Lettre, en quelqu'état que les choses se trouvent

entre vous, & à quelle extrémité d'aigreur, de protestations, & d'écritures où vous puissiez être engagés de part & d'autre, que vous en arrétiez tout ce qui sera passé ; en sorte que non seulement il ne s'en parle jamais ; mais que vous en perdiez, s'il est possible, la mémoire, & que vous fassiez outre cela, autant que vous le pourrez, une sincère reconciliation, & liaison d'amitié, qui soit dorenavant de bonne foi entretenue. Je ne veux pas douter, que vous n'ayez toujours gardé les apparences devant le monde, que vous ne vous soyez visités sans discontinuation, & que vous n'ayez toujours conféré ensemble sur les Affaires qui vous sont commises, comme le bien de mes affaires le requiert absolument. J'ajouterai seulement à ce que dessus, pour vous obliger d'autant plus à vivre ensemble fraternellement, la protestation que je vous fais, que le moyen le plus certain que vous ayez de mériter auprès de moi ; c'est la retenue & la patience que vous témoignerez l'un pour l'autre.

Je veux croire qu'il n'en sera pas besoin, & que vous défererez tous deux assés à mes volontés, pour vous y former avec tant de resignation, que je n'aurai jamais occasion de vous en faire des reproches ; mais seulement de vous témoigner le gré que je vous fais des services recommandables que vous me rendez continuellement, Priant Dieu, qu'il vous ait, Messieurs les Comtes d'Avaux & Servien, en sa sainte garde.

## LETTRE

De Monsieur de

B R I E N N E

A Mrs. les Comtes

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Paris le 6. Août 1644.

*Il leur recommande la bonne intelligence entr'eux. La Reine en charge Mr. de St Romain, son Eloge. Il leur répète la grande confiance de la Reine pour leurs services. Affaires de la Landgrave. Exploits de Guerre en Flandres. Sur le Rhin. Secours envoyé en Catalogne. Son incertitude sur les Affaires d'Angleterre. La Reine d'Angleterre est arrivée en Bretagne. Affaires d'Italie. La France soutiendrait Mr. Contarini. Plenipotentiaire d'Espagne au Congrès de Munster. Il craint l'humeur de l'Ambassadeur de Portugal à la Haye. Il sollicitera leur payement. Bruit touchant Mr. de la Thuillerie, Il recommande les Intérêts du Transilvain à Mr. de la Haye,*

1644.



1644.

*Haye, Envoyé au Turc.. Soupçons  
du Roi de Pologne.*

MESSIEURS,

Il leur re-  
commande la  
bonne intel-  
ligence  
entr'eux.

J'Uferai de la liberté que vous m'avez don-  
née, & ce que la Reine n'a pas voulu vous  
mander, j'oserai l'entreprendre & vous ferai  
savoir ses intentions, & ses pensées; tout au-  
tant que je les ai pu pénétrer. Sa Majesté  
ne croit pas s'être assez bien expliquée envers  
vous deux, combien lui déplaisoit votre divi-  
sion. Vous êtes tombés en divers accidens qui  
lui font peine; mais elle se persuade, que ce  
que vous avez fait, depuis que vous êtes partis  
de cette Cour, a été toujours à bonne inten-  
tion; que si les effets n'ont pas correspondu à  
vos attentes, il ne faut pas pour cela vous en  
blâmer, non plus que de la contrariété qui se  
trouve en vos avis; mais qu'après avoir justifié  
tout autant que vous le pourrez, soit le droit  
ou le faux, dont vous ne convenez pas, vous  
ayez réservé quelque ressentiment l'un à l'en-  
contre de l'autre; c'est blesser la charité, l'u-  
nion & le service que vous avez à lui rendre;  
& ce que vous ferez désormais seroit inutile,  
puisqu'elle est pleinement informée de la con-  
duite d'un chacun, & bien contente de tous les  
deux. La Lettre que l'un de vous a écrite à  
son Colleague lui déplait; la Réponse ne l'a  
pas satisfaite. Si l'un de vous a donné sujet de  
plainte à l'autre, & que celui-là pour s'en parer  
ait répondu avec aigreur, Sa Majesté tient avoir  
sujet d'en demeurer mal contente, & se pro-  
met maintenant une prompte fournition à ses  
volontés. Sa dite Majesté croit que vous avez  
l'un & l'autre le dernier honneur, que vous  
puissiez recevoir en cette occasion, prenant sur  
elle ce qui vous peut déplaire, & ajoutant que  
votre prudence lui est connue. C'est donner à  
un chacun de vous ce qu'il peut prétendre; de  
lui imposer, de condamner l'un, ce seroit s'é-  
lever au dessus de la Royauté, que Dieu a mi-  
se en sa main, pour empêcher qu'il ne naisse de  
division entre ses Sujets, & ses Serviteurs. Vous  
la jugez vous-mêmes si dommageable au bien  
de son service; que vous exhorter d'aller au  
devant, c'est empêcher, par une prévoyance  
vrayement Royale, tous les mauvais effets  
qu'elle peut produire. Que si Elle suit volontiers  
vos conseils, elle a droit de vous obliger d'y  
déférer par les mêmes raisons, conteuës en  
vos Lettres, & comme elle vous estime très-  
sages, elle croit que vous voudrez bien vous-  
mêmes vous réunir, sans attendre un comman-  
dement pour vous y disposer. Sa Majesté n'au-  
roit qu'à vous faire remarquer ce que vous  
connoissez vous-mêmes en votre desunion, ce  
que le Public en publiera, s'il en a la lumière; &  
l'avantage, que les Ennemis s'en promettent.  
Votre différent est né de la passion commune  
que vous avez de bien faire. Sa Majesté est en  
cela satisfaite. Il ne vous reste donc rien à dé-  
sirer; mais elle veut que le respect qui lui est  
dû, agissant puissamment sur l'un & sur l'autre,  
opère sur vos cœurs; se soumettre, c'est rem-  
porter la victoire, pour laquelle vous combat-  
tez. Je fais faire double cette Lettre, afin qu'un  
chacun de vous la reçoive, & y fasse réponse;  
& celle-là me semblera la meilleure, qui fera  
la moins concertée, & qui ne contiendra rien  
qu'une déclaration naïve d'obéir à la volonté  
de Sa Majesté; puisque celui qui donne raison  
de la sienne ne satisfait pas le Maître, à qui il  
plaît infiniment, quand le respect qu'on lui  
porte est le seul mouvement de nos intentions.  
Il est donc en votre pouvoir de contenter Sa  
Majesté.

TOM. II.

1644.

Majesté qui a jugé avantageusement de vos suf-  
fisances, & de vos loyautés; vous ayant desti-  
nés au plus grand & important Emploi, non  
du Royaume seulement, mais de la Chrétien-  
té. La fin est d'y procurer la Paix & le repos,  
qu'il ne soit donc jamais plus parlé de la divi-  
sion qui a été entre vous. Monsieur de St. Ro-  
main est chargé de vous expliquer encore plus  
particulièrement la volonté de la Reine, & il  
part, persuadé qu'il vous disposera à y condes-  
cendre. Si vous n'aviez une bien grande con-  
noissance de son mérite, & de ses services, je  
vous toucherois un mot de la satisfaction qu'a  
donné sa conduite en cette Cour, & de l'estime  
qu'il s'y est acquise. Il me siera pourtant bien  
de dire que le considérant & écoutant ses rai-  
sons sur tout ce qui vous concerne, & y défé-  
rant, vous donnerez sujet de vous louer.  
La confiance qu'on a en vous paroît en la li-  
berté qui vous est donnée d'écrire en conformi-  
té d'un Mémoire ci-joint, d'envoyer ou sur-  
seoir celui des Lettres, & de faire savoir s'il y  
a quelque chose à y être changé. J'ai peu de  
part en la plupart de ces choses, qui en pré-  
tends beaucoup en l'honneur de vos bonnes gra-  
ces. On a vu & considéré le Mémoire dont vous  
avez chargé le Sieur de Montigny. Il semble  
qu'il y a disposition à la Haye, & en Monsieur  
le Prince d'Orange, de satisfaire Madame la  
Landgrave, & je préche toujours à ses Minis-  
tres d'être plus modérez, & nous laisser le soin  
de ses Affaires. Celles des Espagnols en Flan-  
dres sont bien en mauvais état: Graveline re-  
duite en l'obéissance du Roi, ainsi que je vous  
l'ai écrit, le Sas de Gand assiégé, & un pe-  
tit Canal, qu'ils croyoient ne pouvoir être passé,  
l'a été en présence de partie de leurs forces, &  
trois Forts emportés par assaut; dès le vingt-huit  
l'on travaille à la circonvallation qui est fort  
aisée. Si, pour faire diversion à l'Ennemi, & lui  
donner de la jalousie, il faut que notre Armée  
s'avance, cela a été résolu; & s'il nous aban-  
donnoit le Pais, pour s'opposer avec toutes ses  
forces aux Hollandois, nous serions pour ten-  
ter ou entreprendre quelque chose de si impor-  
tant, qu'ils auroient cherement acheté, d'avoir  
repoussé le Prince d'Orange. Puisqu'en leur  
présence il a formé le dessein de ce Siège, &  
renté la surprise des Forts, il a bien pris ses me-  
sures, & sans doute il viendra à bout de son  
entreprise. Dieu veuille, à ces deux grandes  
mortifications que recevront les Espagnols, y  
joindre de voir secourir Lerida & Fribourg!  
Monsieur le Duc d'Anguien marche, & a pas-  
sé le Rhin, & Monsieur de Turenne est per-  
suadé qu'ils auront l'honneur de leur entreprise.  
Pour l'autre, quand elle manquera, il n'en fau-  
dra rejeter la faute que sur le malheur, ou  
sur le Maréchal de la Mothe, vers lequel a  
passé un secours de beaucoup plus fort qu'il ne  
l'avoit demandé, & assez à temps pour lui don-  
ner lieu & moyen d'entreprendre.

Bien que j'aye assez souvent des Lettres de  
Monsieur Sabran, je ne suis pas mieux pour  
cela informé de ce qui se passe en Angleterre:  
les deux Partis y font des Feux de joye pour  
une même Bataille gagnée. Leur Reine a passé  
la Mer, & est arrivée en Bretagne. Vous pou-  
vez juger les conséquences. On assure pourtant  
que sa santé, & non la perte du Combat, lui  
a fait entreprendre le trajet. Sa Majesté a déjà  
envoyé vers elle le Commandeur de Souvré, &  
auroit été suivi d'un grand Equipage, si Mon-  
sieur Germain n'avoit écrit, qu'il suivroit de  
près le Courier qu'on avoit dépêché par celui  
qui commande à Brest, & qu'il prioit qu'on ne  
se mît en peine d'autre chose que d'envoyer  
deux Medecins à Angers. Je vous ferai part

P 2

La Reine en  
charge Mr.  
de St. Ro-  
main. Son E-  
loge.Il leur repe-  
te la grande  
confiance de  
la Reine  
pour leurs  
services.Affaires de  
la Landgrave.Exploits de  
Guerre en  
Flandres.

Sur le Rhin.

Secours en-  
voyé en Ca-  
talogne.Son incerti-  
tude sur les  
Affaires  
d'Angleterre.La Reine  
d'Angleterre  
est arrivée en  
Bretagne.

1644.  
Affaires  
d'Italie.

La France  
soutiendrait  
Mr. Contarini.

Plénipotentiaire d'Espagne au Congrès de Munster.

Il craint l'humeur de l'Ambassadeur de Portugal à la Haye.

Il sollicitera leur paiement.

Bruit touchant Mr. de la Thuillerie.

Il recommande les intérêts du Transilvain à Mr. de la Haye, Envoyé au Turc.

Soupons du Roi de Pologne.

de ce que j'apprendrai, & des nouvelles que nous aurons du côté du Milanois, où le Prince Thomas a fait investir la Place d'Arone, dont il se promet une prompte issue, & d'y prendre des quartiers pour les troupes, ce qui soulageroit bien le Piémont.

Monsieur de St. Chaumont me dispense de vous faire part des nouvelles qui viennent de Rome, me mandant qu'il vous écrit souvent. Je l'exhorte à continuer, afin que cela contribue un peu à votre divertissement. Si j'apprenois que du côté de Venise on songeât à donner un Colleague à Monsieur Contarini, je serois passer de pressans offices pour les en détourner. Si les Espagnols le poursuivent, il est clair que nous nous y devons opposer, & ce seroit lui donner une trop grande mortification après la premiere qu'il a eue; & quand bien ils n'y auroient point de part, & que le Senat de son mouvement fût pour y songer, nous ne laisserions d'y être beaucoup intéressés. Mais, comme vous savez, il faut bien marcher délicatement avec ces Seigneurs, & leurs résolutions sont assés secretes. Si ledit Contarini, par ses amis, en pénétrait les pensées, & que confidemment il vous les découvrit, avec le remede; celui-ci seroit embrasé. Vous savez l'un de vous, Messieurs, pour y avoir longuement résidé, & tous deux par les grands Emplois que vous avez eû en Italie, qu'il y a de la peine à détourner ce qu'ils y ont une fois résolu. Au lieu du Plénipotentiaire decédé à Munster, le Roi Catholique y envoie un autre nommé Dom Miguel Salamanca, auquel j'ai expédié un Passeport pour passer le Royaume. Le Nonce résident en cette Cour en a écrit à celui de France, & le Sieur de Riqueti est destiné pour l'aller recevoir à Bayonne & conduire jusques à la Frontiere du Royaume. Dieu veuille qu'il ait le secret de son Maître pour l'autorité entiere de conclure! J'en doute. L'humeur altière de l'Ambassadeur de Portugal résident à la Haye, me fait craindre qu'il ne déferé pas à vos conseils; mais s'il se veut exposer sans raison à un peril certain, le mal qui lui en arrivera ne lui sauroit être qu'imputé. La Lettre que vous lui avez écrite est digne de vous, Messieurs. Je demanderai qu'il soit pourvu au paiement de vos appointemens, & Messieurs des Finances sont trop raisonnables pour vous en faire payer les droits. Ils ont déjà pourvu, au moins me l'ont-ils assuré, au remboursement des dix mille Ecus que vous envoyez à Monsieur de la Thuillerie, & au paiement des appointemens des Résidens qui sont en Allemagne, y compris Mr. de St. Romain.

Diverses Lettres de Hambourg assurent que le Roi de Danemark, ayant entendu Monsieur de la Thuillerie, s'étoit séparé de lui, sans lui avoir donné réponse, pour aller combattre la Flote Suedoise, & qu'ayant eu un léger avantage à la premiere rencontre, il avoit publié d'avoir remporté la victoire. Mais le lendemain les Vaisseaux s'étant abordés, il avoit été contraint de se mettre à la voile, après avoir perdu un bon nombre de ses meilleurs Officiers, même son Vice-Amiral, & après avoir été blessé au visage. Si ce petit desastre le rend plus modéré, il en faudra louer Dieu, car de son Accommodement avec la Suede, dépendent de grandes choses.

Je n'ai pas manqué d'informer Monsieur de la Haye des bons offices qu'il auroit à rendre au Prince de Transilvanie, lorsque les Ambassadeurs de l'Empereur seront à Constantinople, & tels toutefois qu'ils ne nous puissent pas reprocher d'avoir attiré les Turcs dans la Hongrie. Le Résident de Pologne dit que ledit Prince est assés des Tartares, & semble à son

discours que son Maître soit en soupçon de cet armement, qui menace d'une rupture entre la Suede & la Pologne.

Il m'a demandé, si l'Heritiere de cette Couronne-là se marioit avec Brandebourg; je lui ai répondu que j'ignorois qu'on le traitât, & que je le pouvois assurer, que ledit Prince de Transilvanie n'entreprendroit rien contre la Pologne, laquelle devroit laisser démêler les différens qu'il a avec l'Empereur, sans y prendre part.

Il voudroit bien nous faire accroire que son Maître est Maître de la République; mais cela est difficile. J'ai reçu ce matin une Lettre du Consul François, résident à Dantzick, lequel m'avertit que ledit Prince a un Ambassadeur en Pologne, & l'Empereur, & le Duc de Baviere aussi. Ce qu'ils feront sera peut-être éventé par Monsieur de Bregy, lequel se rencontrant sur le Pais, au tems de la Diette, y pourra traverser les pratiques que l'Empereur y voudroit faire, executant les ordres que vous lui avez donnés. Je demanderai aussi que l'on remplace les deux mille écus que vous lui avez donnés. Je suis &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Du 6 Août 1644.

*Les Affaires y sont toujours dans le même état. Mr. Contarini en a quelque bonne esperance. L'Empereur est peu content du Roi de Danemark. Le Résident de Suede à Munster leur demande le paiement des Subsidies. Subside pour le Transilvain. Les Ministres Suedois veulent écrire une Lettre à ceux de l'Empereur, & elle sera rendue publique. Effets de la Lettre circulaire. Réponse qu'y donnent quelques Princes & Villes de l'Empire. Proposition de l'Empereur à la Diette. Leur dessein est d'envoyer une Réponse ou un Memoire à la Diette. Mr. Salvius a rejeté la Médiation de Pologne à Osnabrug. Affaire d'Oostfrise.*

MONSIEUR,

IL se rencontre assés à propos, que nous n'avons pas beaucoup de sujet de vous entretenir par cet Ordinaire, les Affaires dont nous sommes chargés n'ayant pas changé de face, depuis

Les Affaires y sont toujours dans le même état.

1644. depuis nos Dépêches précédentes, & puis nous nous trouvons un peu indisposés l'un & l'autre; ce qui nous auroit pu mal aisément permettre de faire un grand travail.

Mr. Contarini en a quel-  
que bonne  
espérance.

Monsieur Contarini a bien dit depuis peu à l'un de nous, qu'il commençoit de mieux espérer de la Négociation, que l'on devoit au premier jour donner ici un Compagnon au Comte de Nassau, plus qualifié que le Docteur Volmar, & que cependant on lui devoit envoyer ordre de travailler à la réformation des Pouvoirs, suivant l'expédient qui en a été ci-devant proposé, à condition que ce qui seroit accordé à Munster serviroit aussi pour Osnabrug; mais tout cela n'est encore qu'en espérance, & nous n'en voyons rien que ce que le Sr. Contarini nous a témoigné d'en avoir appris par les Lettres de l'Ambassadeur de Venise qui est à Vienne.

L'Empereur  
est peu con-  
tent du Roi  
de Dane-  
mark.

On écrit de-là, Monsieur, que l'Empereur n'est pas satisfait du refus, qu'a fait le Roi de Danemark d'entrer en Ligue, offensive & défensive, avec lui. Il a bien voulu promettre de ne s'accommoder pas, sans la participation de l'Empereur, ni qu'à des Conditions hautes, qu'il a données; mais il n'a pas voulu s'engager plus particulièrement, soit que les Sénateurs de son Royaume n'y aient pas voulu consentir, ou qu'il ait eu appréhension, en ce faisant, de se décréditer dans le Parti Protestant. Si ce qu'on ajoute est vrai, qu'on lui a demandé Glückstadt, pour la retraite de l'Armée de Galas, qui s'avance en ce Pais-là, cela ne servira pas mal, pour avancer la Négociation de Mr. de la Thuillerie, que nous aprenons par un bruit incertain avoir passé en Suede.

Le Resident  
de Suede à  
Munster leur  
demande le  
payement des  
Subsides.

Le Resident de cette Couronne nous est venu voir, chacun de nous en particulier, pour nous demander avec instance, le payement du Subside. Nous avons répondu tous deux la même chose, sans toutefois en avoir concerté ensemble auparavant; c'est en substance que les Lettres de Change sont déjà arrivées à Hambourg, & que nous sommes prêts de satisfaire de notre part à ce que nous devons, pourvu qu'on accomplisse aussi, de la part des Ministres, les conditions dont nous sommes ci-devant demeuré d'accord avec eux. Nous remarquons qu'il y en a une, qui ne pourra plus être exécutée, puisque Galas ayant déjà fait plus des trois quarts du chemin a délivré le Marechal Torstenfon de la peine de l'aller chercher plus loin. Il nous semble qu'on ne peut pas lui demander davantage maintenant, que de se mettre en Campagne, comme il fait, pour faire tête à l'Ennemi qui s'approche de lui.

Comme son Armée sera en corps, l'argent du Subside ne fera pas moins utilement employé en sa subsistance, tandis qu'elle sera dans l'Action, qu'au payement des Garnisons de la Pomeranie. Pour les deux autres conditions, ou elles seront exécutées, ou bien il ne sera pas payé.

Subside pour  
le Transil-  
vain.

Vous verrez par la Lettre de Mr. Salvius, dont nous vous envoyons la Copie, qu'il ne fait pas difficulté de promettre, que l'argent destiné pour le P. Ragotzy sera pris par préférence, & du reste il n'en sera rien employé en la Guerre de Danemark; ce que nous estimons très-avantageux, venant de sa part. Il ne nous reste que la difficulté de savoir si sa promesse doit être suffisante, Mr. le Baron Oxenstiern n'y étant pas obligé; mais nous avons cru ne la pouvoir pas refuser sans l'offenser, puisqu'elle doit être suivie de celle de Mr. Torstenfon, que nous chargerons Mr. de Meulles de retirer.

Les Ministres  
Suedois ven-

Le même Resident nous a communiqué le

dessein, qu'ont pris les Ambassadeurs de Suede, d'écrire à ceux de l'Empereur, une Lettre concertée, qui paroîtra en public, contenant leurs plaintes du retardement qu'on apporte à la Négociation de la Paix. Ils nous font témoigner, qu'après en avoir donné part aux Princes & Etats de l'Empire, leur dessein est de se retirer si l'on ne se dispose à leur donner du contentement. Nous nous sommes encore rencontrés tous deux, à leur faire une même réponse, & à les dissuader de cette résolution, jusques à ce qu'elle ait été plus sérieusement examinée, & qu'elle puisse être prise du consentement de tous les Intéressés.

Quoique la Diète de Francfort soit toujours en incertitude de la résolution, qu'elle doit prendre sur notre Lettre Circulaire, nous ne laissons pas de tems en tems d'en recevoir la réponse de quelque Prince, ou de quelque grande Ville. Nous vous envoyons la Copie de celle qui a été faite par l'Archevêque de Magdebourg, des Villes de Hambourg, de Lubec & de Bremen.

Si la Diète en corps ne répond point, & qu'elle se contente d'avoir reçu la Proposition injurieuse, qui y a été faite sur ce sujet, de la part de l'Empereur, & qui court par toute l'Allemagne, nous estimons qu'il seroit bien à propos de faire une forte Réponse, ou un Memoire & l'envoyer à Francfort, & aux Princes de l'Empire, de la part de Sa Majesté, ou bien si la Reine ne trouve pas à propos, pour avouer ce que nous avons fait par son Ordre, d'employer le nom du Roi, ou le sien en une matiere, où les Ennemis se pourroient emporter à quelque repliche peu respectueuse; Mr. le Maréchal de Turénne pourroit faire la même chose, en déclarant que c'est par le commandement exprès de S. M. Cela produira un meilleur effet pour le Ministre de celui qui commande l'Armée du Roi en Allemagne, que si nous mettions tout de nouveau la main à la plume, après que l'Empereur a fait insérer, dans sa Proposition, que nous n'avons pas eu ordre d'écrire ladite Lettre Circulaire. Nous ferons toutefois ce qui nous sera commandé.

Nous avons remarqué un endroit de votre Lettre qui nous oblige de vous dire, que si, par quelqu'une des nôtres, nous vous avons donné sujet de croire que Mr. Salvius eût désiré la Médiation du Roi de Pologne, nous nous sommes mal expliqués; non seulement il ne nous a pas témoigné de la souhaiter, mais il l'a entièrement rejetée pour Osnabrug. A la vérité il y a bien donné son consentement pour Munster, en cas que nous la désirassions, mais s'a été seulement pour nous plaire, & après y avoir été porté par nos persuasions.

Il semble que l'affaire d'Oostfrise prend un autre bon chemin, pour être accommodée. Le Sr. de Montigny, que nous avons dépêché à Mr. le Prince d'Orange, a été envoyé par lui à la Haye, où nous aprenons que Mrs. les Etats, par son avis, doivent députer quelques-uns d'entr'eux, pour aller terminer ce différend sur les Lieux. Si les Propositions qu'on nous a communiquées, de faire licentier présentement au Comte d'Emden une partie de ses Troupes, & le reste quelque-tems après, sont faites & exécutées sincèrement, nous croyons que Mad. la Landgrave aura sujet de s'en contenter, moyennant l'assurance qu'on lui donnera qu'il ne sera rien entrepris contr'Elle en ce Pais-là, qui l'empêche de jouir ci-après des Quartiers & des Contributions qu'Elle a eû jusques-ici. Nous sommes &c.

1644.  
lent écrire  
une Lettre à  
ceux de l'Em-  
pereur, &  
elle sera ren-  
due publique.

Effets de la  
Lettre Circu-  
laire.

Réponse  
qu'y don-  
nent quel-  
ques Princes  
& Villes de  
l'Empire.

Proposition  
de l'Empe-  
reur à la  
Diète.

Leur dessein  
est d'envoyer  
une Réponse,  
ou un Me-  
moire à la  
Diète.

Mr. Salvius  
a rejeté la  
Médiation de  
Pologne à  
Osnabrug.

Affaire  
d'Oost-frise.



1644.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN,

A Mrs. les Cointes

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

A Fontainebleau le 10 Août 1644.

*Il les exhorte à la bonne intelligence. Affaire d'Oostfrise.*

MESSIEURS,

*Il les exhorte à la bonne intelligence.*

**B**IEN qu'il semble que j'aye mauvaise grace d'ajouter mes prières à la Lettre que Leurs Majestés vous écrivent, pour vous porrer à une meilleure intelligence, que celle qui a été jusques-ici parmi vous; je n'ai pû néanmoins m'empêcher de faire une action qui seroit superflue, si elle n'étoit une marque du zèle que j'ai pour le service du Roi, & de l'opinion que je veux avoir d'être en quelque considération dans votre Esprit. Je ne veux point entrer, ni dans le fond de la matière qui a divisé vos volontés, ni remuer les sujets de cette mauvaise intelligence, à l'assoupissement de laquelle nous sommes obligés de commencer le Traité de la Paix que nous voulons tâcher de procurer à tant de Peuples, qui sont en guerre. Je veux croire qu'en ceci il n'y a point de votre faute; & s'il y a quelque mal, en ce qui s'est passé parmi vous, j'aime mieux l'attribuer à la fortune, qu'à votre conduite. Mais après cela, permettez-moi, que je vous demande si vous croyez tout de bon qu'en continuant dans cette division, le service du Roi ne laissera pas de se faire, aussi-bien que si vous étiez unis de sentiment, & de volontés; que cela n'aportera point de longueurs à l'expédition des affaires, que vous agirez avec la même vigueur, & la même liberté d'Esprit, & qu'après avoir donné beaucoup de tems à méditer sur les différens qui vous sont survenus, & à justifier vos ressentimens, vous en aurez encore assez de ce qui vous restera, pour vous préparer à soutenir les intérêts du Roi, & ceux de ses Alliés, à repousser les subtilités & artifices de vos adversaires, bref à acheminer le cours de votre Négociation au but où Sa Majesté vise? Que si cela est impossible, ou au moins fort difficile; je vous laisse à juger vous-mêmes, s'il n'est pas juste que vous soumettiez vos différens, & vos ressentimens particuliers aux intérêts de l'Etat, & au bien des affaires du Roi. Cela étant, comme je crois que vous n'en doutez pas, je vous conjure de le faire, mais du fond du cœur, & sans réserve, & de donner cette satisfaction à la Reine, qui vous la demande. Et pour moi, je vous déclare que toutes les avances que vous ferez en ceci, & toutes les repugnances que vous surmonterez seront autant de sujets d'obligations que vous acquerez sur moi, que j'en aurai un ressentiment extrême, & que je chercherai avec soin les occasions de m'en revanger, & de vous

témoigner, après m'être remis au Sieur de Saint Romain, de vous entretenir plus au long de ma part, de vive voix, que personne ne l'era jamais avec plus de vérité que moi &c.

L'Affaire de l'Oostfrise s'achemine bien, puisque Messieurs les Etats veulent être cautions que Madame la Landgrave ne sera point troublée en ses Quartiers, ni en ses Contributions, bien que, pour son honneur le Comte d'Embden ne doive désarmer si-tôt. Je vous prie de travailler à y mettre la dernière main, afin que les Troupes Heffiennes soient en liberté d'agir contre l'Ennemi commun, du côté qui sera jugé le plus à propos. Vous verrez par le Mémoire que j'ai dressé avec Monsieur le Comte de Brienne, que ma pensée est qu'il faut donner de telles satisfactions aux Ministres Impériaux & Espagnols, aux choses qu'ils nous opposent, que l'on puisse entrer tout de bon à traiter, ou à faire clairement connoître au Monde, qu'il ne tient pas à nous, mais bien à eux.

1644.

L'Affaire d'Oostfrise.

## T R A D U C T I O N

D'une Lettre que le Chancelier du Royaume de Suede, A X E L O X E N S T I E R N, a envoyée à son fils JEAN O X E N S T I E R N, Ambassadeur à Munster, par laquelle on peut voir que les Suedois se servent de leurs Armes en Allemagne, sous prétexte de la Religion, pour s'approprier, & conserver la Principauté de Pomeranie, & se la rendre Héritaire, & comme quoi il est affectionné à la France. Imprimée en l'année 1644.

TRES-CHER FILS,

**L**A Lettre de Minden du 14. du mois passé est bien arrivée par la dernière Poste. Par icelle j'ai conçu quelque esperance de ta convalescence. Le bon Dieu te la donne, & te fortifie selon sa volonté paternelle! car *inter privata* je ne désire ni souhaite rien tant. Quant à ma personne, je commence à me mieux porter; il est vrai que l'Erysipèle ne me veut aucunement quitter. Pour les autres bons amis, ils sont tous en santé, selon le tems & la saison. Pour ton beau-Pere, il se porte mieux maintenant. Sa Majesté la Reine se trouvoit bien mal, Elle est maintenant en bonne disposition. J'apprends aussi que Monsieur Salvius est à Osnabrug; cela, à ce que je puis connoître, ne peut pas apporter grand préjudice, tant que vous demeurerez coi, & en repos à Minden, jusqu'à ce que les François soient arrivés. Il est bien vrai que cela apportera peu d'utilité au Public, & que pour cela nous n'en acquerrons pas meilleure affection envers les Danois, & moins envers l'Empereur, comme aussi fort peu envers les Princes & Etats d'Allemagne; mais si cela peut effectuer quelque chose, ce sera une jalousie aux François, & fomenter de quoi penser,



1644.

penſer. Sur quoi nous ne pouvons pas fonder nos Conſeils ; toutefois le choix de la Conſtitution eſt tel qu'au cas qu'on nous donne plus grand ſujet , ou bien ſi quelqu'un ne nous donne d'autre Conſeil , nous les devons à bon droit oprimer & ployer juſqu'à meilleure occaſion , & quand bien auſſi feroit que tu dâſſies en quelque façon te relâcher , & te fantaiſier , demeure néanmoins ferme en tes Complimens , n'offenſe pas encore la France , & tiens les François en ta main , le plus que tu pourras faire , par reputation & courtoisie ; car je ne vois rien encore d'afſuré en leur poſture , que je veuille conſeiller aucune meſintelligence avec la France , ſoit pour l'amour de l'Empereur , ou du Danois , ou de quelqu'autre , & tant plus que tu t'apercevras que le François tourne ſes penſées en faveur de la Partie adverſe , d'autant plus dois-tu mettre peine de te ſervir des conſeils contraires. Tu me demandes , ſi au cas que l'on vînt plus avant en Conference avec vous & avec les François , *de modo procedendi & agendi inter vos de conditionibus Pacis* , juſques où j'eſtime que vous deviez allet ? Je crois que votre Inſtruction vous le démontre aſſés , & ſuivant icelle vous devez vous régler ; toutefois je vous remettrai ceci en memoire en peu de paroles , que notre prétexte eſt *rerum Germanicarum reſtitutio in priſtinum & veterem ſtatum propter Regni intereſſe , & proprium noſtrum*. Et c'eſt-là celle qui juſtifie notre procédé , & nul , de quelque Religion qu'il puiſſe être , ne nous en peut blâmer ni reprendre , & partant ceci doit être le principal , & le commencement du Traité , ſur lequel les François , auſſi-bien que nous , doivent inſiſter & y apporter tout ſoin & diligence. Or ce qui viendra ici en conſideration , & comme il y faudra travailler de notre côté , toi & Salvius y devez bien prendre garde , avant que d'entrer en Conference avec aucun.

Pour ce qui eſt de la ſatiſfaction de la Couronne de Suede , ſur ce point il faudra premièrement en traiter en general , & y faire conſentir avant que l'on vienne au particulier. Car j'ai en main des choſes par lesquelles l'Ennemi , ni les Etats de l'Empire Romain ne peuvent l'empêcher. Cela pourroit tirer autrement à grande peine , ſ'ils pouvoient ſ'accommoder pour l'amour de ceux qui doivent faire ledit accord. Je remarque auſſi que pour la ſatiſfaction de la France , ſur laquelle on a plus l'œil , & plus d'égard que ſur nous , qu'à la vérité elle ſera difficile ; mais vous devez en ceci agir prudemment & du commencement vous tenir au premier article , touchant la reſtitution de l'Allemagne , & faire mention plutôt d'une mutuelle cooperation , qui ſoit à l'intention des deux Couronnes , après quoi on pourra parler de la Pomeranie. C'eſt ce que l'on doit bien conſiderer , & aviſer , comme quoi la cooperation ſera acceptée ſous cette limitation , que pour icelle le point principal ne ſera aucunement ruiné , ni notre bien renverſé. Le Sieur Turbicluc eſt coi , & en repos , & pourtant juſques à preſent il y a eſt quelque aparence. Il ne s'eſt pas fait encore grand'choſe touchant ſon expedition. Je doute , & non ſans cauſe , ſi l'on l'envoyera auſſi avec. Il y a trois ſemaines que je lui envoyai les Chiffres. Le 1. Decembre 1643. Signé, AXEL OXENSTIERN.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Meſſieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 13. Août 1644.

*La réponse à la Lettre du 30. Juillet ſera donnée à Mr. de Saint Romain. Affaire des Subſides. Sur les dé-mêlés de la Landgrave. Combat naval entre les Suedois & les Danois. Reflexions ſur cet Evenement. Le Roi de Danemark entre en conference avec le Miniſtre de France. La Cour eſt ſurpriſe que les Envoyés en Pologne & en Tranſilvanie ne ſont point partis. Meſures que la Cour y prend. Nouvelles de l'Empire & des progrès des Armes. Mort du Pape avantageuſe pour Mr. le Nonce Chigi. Secours envoyés aux Catalans. Conſternation dans la Flandres. Nouvelles d'Angleterre fort incertaines. Il y regne le desordre & la conſuſion. Priſe de Lerida.*

MESSIEURS,

LES grandes affaires qui nous ſont ſurve-nues ayant empêché , que nous n'ayons ſiôt dépêché Monſieur de St. Romain , que nous avions reſolu , vos Lettres du 30. Juillet l'ont encore trouvé en cette Cour , il en part le jour de l'Ordinaire , & ſera chargé des réponſes de celle-là , en peu de lignes. Il ſera aisé d'y ſatiſfaire , les mêmes affaires qu'elle traite ont déjà été examinées , & ſur les mêmes vous avez lu les Ordres de Sa Maſteſté. Il ſeroit hors de tems de diſcuster ſi l'argent du premier terme du Subſide accordé aux Suedois leur doit être payé , ou , ſur le prétexte de leur guerre de Danemark , le retrancher ou le diminuer , puis que vous avez reconnu , avec les Miniſtres de leur Couronne , qu'il ſera acquitté & concerté avec eux , à quoi l'argent pourra être employé. C'eſt à vous deſormais à le faire déclarer au Sieur de Meules , d'ex-cuſer promptement & ponctuellement , ainſi que ſans doute il ſera , les ordres que vous lui preſcrirez , & en payant tirer les aſſurances dont on eſt convenu avec vous. Monſieur des Hamiaux executera auſſi de ſon côté ceux qu'il recevra de votre part , & bien qu'il ait dépêché en Tranſilvanie , pour faire ſavoir au Prince qu'il a cent mil Riſdalles pour lui , il n'en ſera fait de délivrance que ſur les avis qu'il

La réponse à  
leur Lettre  
du 30. Juillet  
ſera donnée  
à Mr. de St.  
Romain.

Affaire des  
Subſides.

1644.

qu'il recevra de celui que vous y aurez aussi dépêché. Pour recevoir cette somme, il est juste qu'il s'engage à servir, & à ne point faire la Paix, ni de Trêve que de notre consentement. Et bien que par plusieurs Lettres le Roi ait mandé à Mr. des Hameaux ce que c'étoit de son intention, je ne laisserai de lui réitérer les précédens ordres, la première fois que je lui écrirai, ce qui sera, avec l'aide de Dieu, au commencement de la semaine prochaine.

Vos Dépêches & plusieurs qui m'ont été envoyées par le Secrétaire Braslet, m'ont appris l'arrivée de Monsieur de Montigny en Hollande, qu'il a fait entendre le sujet de son Envoi à Mr. le Prince d'Orange, qui l'a remis à Messieurs les Etats, qu'il s'impatientoit d'accomplir avec eux ce dont vous l'aviez chargé, & que ledit Braslet le retardant, il en étoit un peu mal satisfait; mais désormais cela aura cessé & ledit Braslet ayant été averti des résolutions que le Prince d'Orange avoit prises sur cette matière, & la disposition en laquelle il est de terminer ce différend, & faire que Madame la Landgrave soit satisfaite, ils auront en commun & de concert pressé ces Messieurs d'y concourir, & d'obtenir d'eux ce qui a été consenti par ledit Prince, lequel croit que les Lieux qu'elle occupe lui demeurent, & les contributions qu'elle tire de l'Oostfrise, & ne pas imposer au Comte qu'il ne puisse être armé pour la sûreté & la défense de son Etat, contre laquelle il fait bien qu'il y a des gens qui veulent entreprendre, & peut-être ses propres Sujets pour le réduire à n'avoir nulle autorité & le soumettre à leurs voisins, pourvu que, sur ce prétexte, il ne demeure si puissamment armé, que ladite Dame ait sujet de craindre qu'il ne cherche que l'opportunité d'entreprendre sur elle.

Elle se doit accommoder d'autant plus que les Etats seront comme Garands de ce qui lui sera promis. Ses Ministres y donnent les mains: cela semble aussi bien juste, & bien fortement établi. Le changement de la conduite du Comte de Nassau envers les Ministres de Madame la Landgrave a pu justement vous faire craindre qu'il soit affecté, pour donner chaleur à un accommodement particulier, dont elle pourroit être recherchée. Mais sa fermeté à demeurer liée à la cause commune, sa grande prudence & sa générosité sont des raisons qui levent toutes sortes d'aprehensions; & d'autant plus que ledit de Nassau satisfait à ce qu'il doit, & que vous l'avez condamné, quand il a refusé leur communication. Il fera pourtant de vos prudences de veiller à ce qui se passe, & par vos conseils de la fortifier, de tems en tems, dans les bonnes résolutions qu'elle a embrassées, & pour lui faire voir combien leurs Majestés sont satisfaites de sa conduite, & de la Lettre qu'elle leur a écrite sur le sujet de votre circulaire. Outre la Lettre générale que je vous envoie pour celle-ci, est jointe une seconde, ayant jugé qu'il faut souvent & par divers complimens l'engager de plus en plus à persister dans l'Alliance, & dans la dépendance de cette Couronne; & je m'aperçois qu'elle l'affecte, & reçoit avec joye ces démonstrations d'estime & de confiance.

Combat Naval entre les Suedois & les Danois.

Reflexions sur cet Evénement.

Avant que le Sr. de St. Romain puisse arriver auprès de vous, vous aurez eu des nouvelles d'un second Combat Naval livré entre les Danois & les Suedois. S'il n'est plus décisif que le premier, l'une & l'autre de ces Couronnes pourront se disposer à un accommodement, jugeant également que la Conquête d'un Royau-

me n'est pas l'ouvrage d'un jour, & qu'ils perdent ou éloignent au moins les momens d'assurer la Paix générale, dont ils ont autant de besoin que tous les autres Princes. Que l'un d'eux demande des conditions, comme s'il étoit victorieux, son ressentiment & son courage le lui inspirent; mais ayant donné la charge à son fils, & à ses Ministres d'entrer en conférence avec Mr. de la Thuillerie, il semble déjà disposé à se soumettre à la Raison. Il reste pourtant à craindre qu'il s'en forme une particulière; mais celui qui écoute dès la première semonce qui lui est faite, donne lieu de beaucoup espérer. Si la réception qui a été faite à Monsieur de la Thuillerie semble déjà donner quelque dégoût de sa conduite, cela a été puissamment réparé par les Eloges, qu'il a fait proférer à l'avantage & à la gloire de leurs Majestés, & l'état où sont les affaires peut même excuser une partie de ces manquemens. Si par un peu d'argent on dispose quelqu'un de ses Ministres à appuyer nos intentions, & qu'ils emportent sur son naturel fier & présomptueux, qu'il entre dans le desir de la Paix, & qu'il se contente de Conditions équitables, il aura été bien employé. J'ai déjà remplacé celui que vous avez fait remettre à Hambourg, & fait commander à Mr. le Président de Bailleul, de pourvoir à vos appointemens, & dès ce jour j'en signerai l'Ordonnance. Ainsi j'aurai satisfait à ce que vous aurez désiré de moi, qui fais un même jugement que vous, que le Roi de Danemark, n'ayant point traité avec l'Empereur pour s'engager, sans être lié, à sa défense, fait sonner bien haut son ressentiment, & les Conditions sans lesquelles on ne peut vouloir la Paix; mais de ces paroles il est interprété & maître. Et si le conseil lui a été donné par les Sénateurs de son Royaume, ils sont paroître qu'ils veulent bien être secourus, mais ne point dépendre d'un Traité, non plus que la Souveraineté de l'Empire, & qu'ils ne pourroient consentir que leurs formes fussent changées, & évitant ainsi de faire trouver à Osnabrug des Commissaires pour vider les différends qu'ils veulent composer sur les Frontières des Royaumes. Sa Majesté ayant vu par vos dernières Dépêches que ces Messieurs qui doivent aller en Pologne, & en Transilvanie, n'étoient pas encore partis, s'est trouvée surprise de leur retardement, les affaires dont ils sont chargés étant de conséquence, & l'une pouvant causer beaucoup de mal étant omise, & exécutée à contre-tems, & pour la grace que l'on peut prétendre de l'autre, elle se perd en la différant. Il a été aussi jugé, afin que vous puissiez avec facilité travailler aux affaires, qu'il étoit bon que l'un & l'autre fussent soulagés de la peine de faire les Dépêches, & qu'assemblés vous le recommandassiez à un Secrétaire, soit en lui donnant chacun vos Mémoires, de ce qu'elles devront contenir, en lui prescrivant les choses qui doivent être écrites, & pratiquer entre vous ce qui souvent a été mis en usage, quand à diverses personnes le soin d'une Négociation de grande importance a été commise, & comme il avoit été projeté, lorsqu'avec un de vous Monsieur de Chavigny devoit être employé, & Sa Majesté se remet à vous de convenir de quelqu'un qui puisse accomplir dignement cette fonction, en résolution pourtant, que si elle aprenoit que vous eussiez peine de vous en accorder, de vous en envoyer un, lequel ayant titre de Secrétaire de l'Ambassade, sera tenu d'écouter ce que vous lui ordonnerez, & tellement dépendant de vous, soit séparément ou assemblés, que revoyant la Dépêche, il demeurera

1644

Le Roi de Danemark entre en conférence avec le Ministre de France.

La Cour est surprise que les Envoyés en Pologne & en Transilvanie ne sont point partis.

Mesures que la Cour y prend.

1644.

Nouvelles de  
l'Empire &  
des progrès  
des Armes.

en votre pouvoir, de la corriger, changer, & faire rediger dans les termes qui vous sembleront les meilleurs, & les plus précis, pour donner à entendre ce que vous aurez résolu de mander. Vous savez ce qui se passe dans l'Empire; ce seroit vous importuner, que de vous faire part des nouvelles qui vous sont écrites, non pourtant de ce qui se fait sur le Rhin & au delà, où Monsieur le Duc d'Anguien s'étant acheminé, nous attendons d'heure à autre de savoir, s'il y aura combattu l'Armée de la Ligue, ou si elle se fera retirée du Siège de Fribourg. Il court un bruit de leur défaite, & c'est un bon augure; les grandes Actions sont souvent sues de la sorte; joignez à cela que Mr. le Maréchal de Turenne, dont la suffisance vous est connue, n'a jamais mis en doute qu'il déferoit les Bavaïois, si un secours pareil à celui qui a passé le pouvoit joindre. Nous avons su dès Mardi au soir la nouvelle de la Mort du Pape arrivé le 29. du passé; & ayant remarqué par la plupart de vos Dépêches que vous avez tout sujet de vous louer de la conduite de Mr. de Chigi, j'ai averti Mr. de St. Chaumont qu'il prit bien garde qu'il ne fût revoqué. S'il n'arrive que la force & la violence intimide les Cardinaux, il semble que les Espagnols n'aient pas grande part à l'élection qui se doit faire. L'exclusion paroît en la main des Barberins, mais non pas l'inclusion; s'ils se porteroient à l'un des autres partis, celui-là deviendrait plus puissant. C'est ce qui fait craindre; n'y ayant pas lieu de s'assurer de la volonté de l'aîné des frères; mais s'il considère le traitement des Espagnols, & comme ils appuyent ses Ennemis, & que par ces raisons il se joigne à la France, l'on pourroit élever au Pontificat quelque grand Sujet, & c'est à quoi nous travaillons de toute notre puissance.

Mort du Pape.

Avantageuse  
pour Mr. le  
Nonce Chi-  
gi.Secours en-  
voyés aux  
Catalans.Consterna-  
tion dans la  
Flandres.Nouvelles  
d'Angleterre  
fort incer-  
taines.  
Il y regne le  
désordre &  
la confusion.

Croyez-vous bien que depuis le commencement de cette année, (je compte comme les Romains, qui la faisoient commencer au premier de Mars,) il ait passé dix mil hommes de pied en Catalogne, & que l'Armée que commande Monsieur le Maréchal de la Mothe est bien de plus de vingt-cinq mil hommes de pied ou de cheval, & qu'au 30. Juillet il n'ait encore point tenté le secours de Lerida, & que cette Place se soit si longuement défendue. Si d'un côté nous avons de la crainte, de l'autre nous espérons beaucoup; car si le tems donne moyen aux Ennemis de fortifier leur Camp, le même ruine leur Armée. Que de choses dépendent du secours de ces deux Places, ou de la prise du Sas qu'on ne met point en doute! La consternation est si grande dans la Flandres, non seulement parmi les Peuples, qu'elle passe même parmi la Soldatesque, & les plus sages, comme les moins sensés, en augurent la perte.

Bien que j'aye des Lettres d'Angleterre, je ne vous saurois mander en quel état y sont les affaires. Le Royaume est plein de confusion, & les Partis toujours animés, chacun publie avoir gagné la bataille. Pour moi, j'admire qu'il y ait nombre d'Armées, & si proches les unes des autres, qu'elles puissent à point nommé remettre les affaires, & leur guerre me paroît un Jeu d'Echets, où par une pièce on en défend une autre. Je vous envoie le double d'une Lettre du Chancelier de Suede écrite à son fils. Elle est imprimée en Allemand, ce qui la rend suspecte, & m'a été envoyée par Mr. de la Thuillierie. Vous y ferez telle réflexion que vous voudrez & jugerez qu'elle mérite. Lors que je l'ai reçue, celle-ci étoit écrite, ou du moins bien avancée. Mr. de Baugency dépêché en Catalogne en est revenu, lequel nous a apporté la

TOM. II.

nouvelle de la reddition de la Ville de Lerida, & que Mr. le Maréchal de la Mothe s'approchoit de Taragone, en intention de l'assiéger. Il fonde son dessein sur trois choses; la faiblesse de la Garnison, l'affection des Habitans envers la France & l'état misérable auquel se trouve l'Armée du Roi Catholique. Ceux qui ont défendu Lerida y ont acquis beaucoup de réputation; le Siège a duré jusqu'au penultième du mois passé. Je suis &c.

1644.  
Prise de Le-  
rida.

## L E T T R E

De Monsieur

## S E R V I E N

A Mr. le Comte de

## B R I E N N E.

Du 13. Août 1644.

*Affaire d'Oostfrise. Affaire du Cere-  
moniel. Il reproche la conduite des  
Hollandois. Affaire du Subside aux  
Suedois. Les Ministres Suedois écri-  
vent aux Commissaires Imperiaux à  
Osnabrug. Il se rejouit de la décou-  
verte de la conspiration de Sedan.  
La desunion augmente parmi les  
deux Ministres François. Mr. Ser-  
vien s'en excuse.*

MONSIEUR,

Nous ne doutons point que Mrs. d'Estrades & Brasset, vous rendans compte des mêmes choses, dont ils nous donnent avis, ne vous aient informé de tout ce qui s'est passé en l'Affaire d'Oostfrise, ainsi que nous l'avons été par leurs Lettres. Nous n'avons pas laissé de vous faire savoir bien exactement, par toutes les notes précédentes, ce que nous y avons fait de notre côté; & d'ajouter aux informations qu'ils vous en ont données, ce qui a été de notre fait, dont ils n'avoient pas eu connoissance.

Affaire  
d'Oostfrise.

Vous avez déjà vu l'envoi de Mr. de Montigny, vers Monsieur le Prince d'Orange, & ce que son voyage a obtenu de lui assez heureusement, qui est en somme, qu'il a donné avis à Mrs. les Etats.

Monsieur le Comte d'Erberstein voudroit bien n'être pas obligé de démolir la nouvelle Fortification, qu'il a fait faire à Germinghen; mais le lieu où il a fait travailler, étant situé entre deux Places, où Mrs. les Etats tiennent Garnison, qui sont Embden & Grootz, ils sont si jaloux de tous les établissemens qu'on voudroit faire de ce côté-là, & principalement de ceux qui voudroient troubler le Commerce des Rivières; qu'assurément ils se porteroient plutôt à quelques hostilités contre les Troupes de Madame la Landgrave, que de souffrir qu'Elle s'établisse & se fortifie au milieu de leurs Places. L'on aura assez fait pour Elle, si l'on peut obtenir, que toutes choses soient remises au premier état, sans qu'il faille prétendre de profiter de l'entreprise qui avoit été faite con-

Q.

tr'Elle;

1644.

tr'Elle. Nous donnerons cet avis à Mr. de Rorté, afin que dans l'accommodement il dissuade Mr. le Comte d'Erberstein de sa prétention, & qu'il fasse voir aux Députés de Mrs. les Etats, que nous n'avons pas voulu appuyer au nom du Roi une nouveauté qui leur eût pu déplaire, pourvu que leur parole & leur autorité assument Madame la Landgrave, qu'à l'avenir Elle ne recevra plus de semblables troubles, ni du Comte d'Oostfrise, ni d'aucun autre, au moins jusques à la conclusion de la Paix.

Nous enverrons nos avis de cette sorte à Mr. de Rorté, afin qu'il en ménage l'exécution, & que même il lève les ombrages, qu'on auroit pu prendre, qu'il y ait eu intention secrète, de diminuer le credit de Mrs. les Etats dans ce Pais-là; ni d'y établir aucune autre puissance que la leur, si ce n'est pendant la Guerre, où ils doivent être bien aises, que l'Oostfrise, pour l'exempter des contributions, qu'il faudroit qu'elle payât à l'Empereur, aussi bien que les autres Provinces de l'Empire, soit obligée de les payer à une Princesse, qui lui fait une Guerre, dont Mrs. les Etats tirent avantage. Si la proposition qui a été faite par Monsieur le Prince d'Orange, pour l'accommodement de l'affaire, s'exécute sincèrement, pour peu qu'on y ajoute d'un côté ou d'autre, pour la satisfaction ou sûreté de ceux qui y ont intérêt; nous ne voyons rien qui empêche qu'on ne s'en doive contenter; car ledit Comte desarmant à une ou plusieurs fois, & Madame la Landgrave conservant ses quartiers ou contributions en ce Pais-là, on n'a pas lieu par notre avis de prétendre davantage.

Pour en parler ouvertement, nous n'avons pas tant d'intérêt aux Conditions, comme nous en avons, que l'Affaire s'accommode promptement, tant pour éviter les fâcheuses suites qui pourroient accompagner un plus grand engagement, & les divers Intérêts qui s'y pourroient mêler, que pour mettre plutôt en liberté les Troupes de Madame la Landgrave, & leur donner moyen d'agir ailleurs plus utilement; car on dit que ce qui reste dans la Franconie des Troupes de Haisfeld, doit aller renforcer les Bavares auprès de Brisac, & tomber sur les bras de l'armée du Roi; ce qui n'arriveroit pas, si les Troupes de Madame la Landgrave, que ce malheureux différend d'Oostfrise retient dans l'extrémité d'Allemagne, eussent pu donner la moindre jalousie, ou dans la Franconie, ou dans l'Evêché de Cologne. Cependant Mrs. les Etats, qui seroient bien marries, qu'une Affaire arrivée si proche d'eux, & au milieu de leurs Garnisons, s'accommodât par une autre entremise que la leur, ne se hâtent pas plus de s'en entremettre, que si ce différend ne faisoit préjudice, ni à la France ni au Public. Ce qui nous donne quelques appréhensions, est que ces Mrs. au commencement témoignent ouvertement de n'approuver pas cette nouveauté, pendant que Monsieur le Prince d'Orange en parloit avec froideur, & faisoit semblant de n'en avoir connoissance, & qu'aujourd'hui que ledit Prince propose lui-même des expédients d'accommodement, & qu'il témoigne désirer qu'il réussisse, ils n'y prennent point de résolution, & font les mauvais en menaçant de faire courir sus à Mr. le Comte d'Erberstein, par les Garnisons voisines, s'il ne fait cesser la Fortification qu'il a commencée sur la Rivière d'Huis.

Ces changemens & cette diversité de procédé entre des personnes, qui ont accoutumé d'être assés réservées en d'autres rencontres, nous font craindre, qu'il n'y ait là-dedans quelque dessein caché, qu'on n'ose découvrir,

& qui ne laisse pas d'embrouiller toute l'Affaire. Nous avons intérêt, pour le service du Roi, de ne pénétrer pas si avant, & de ne voir que ce qui paroît; afin que nous demeurions en liberté d'appuyer le parti plus avantageux au Public, sans en être détournés par des considérations particulières. Le principal but de la France doit être que l'affaire s'accommode, & le Roi, comme il a été dit, n'a pas tant d'intérêt aux conditions, comme que l'accord se fasse promptement.

C'est aussi à quoi nous visons, & à quoi nous employons tous nos soins, & voyants par une Lettre de Mr. Brasset, que le Roi, pour faciliter cet accommodement, ne refusera pas de prendre à son service les Troupes du Comte d'Oostfrise, nous donnerons pouvoir audit Sr. de Rorté de le faire, s'il le juge nécessaire, encore que nous n'en ayons rien appris par vos Lettres.

Vous verrez, Monsieur, par celle dudit Sr. Brasset, dont nous vous envoyons la copie, que Mrs. les Etats ne font pas de l'avis de Mr. l'Ambassadeur de Venise, touchant la contestation du rang de leurs Ambassadeurs, & qu'au lieu de s'imaginer, comme fait ledit Ambassadeur, sans aucun fondement, que nous lui ayons offert pour Munster le traitement qu'ils prétendent, ils croient que les principales difficultés viennent de nous, & ont pris la résolution de s'en adresser à la Reine, par leur Ambassadeur ordinaire, qu'ils renvoyent.

Nous avons chargé ledit Sr. de Montigny de sonder, auprès de Monsieur le Prince d'Orange, & de Mrs. les Etats à la Haye, si le favorable traitement qu'on est résolu de leur faire en Danemark, les rendroit moins opiniâtres dans la prétension qu'ils ont sur cette Assemblée, en leur faisant entendre & comprendre les raisons qui ne permettent pas au Roi, ni à la Reine Regente, de leur accorder ce qu'ils demandent, pendant sa Minorité. Mais ledit Sr. de Montigny a trouvé tant de dureté de part & d'autre, & si peu de disposition d'écouter aucune chose raisonnable, que, par l'avis de Mrs. d'Estades & Brasset, il a trouvé plus à propos de n'enfoncer pas la matière, tant pour ne leur faire pas croire, qu'on ait si grand besoin en cette rencontre de les rechercher, que pour leur donner le tems de voir l'effet des sollicitations, qu'ils veulent faire à la Cour, en quoi ils ont mis toutes leurs esperances.

Ce qui est de fâcheux, est, comme vous verrez par le discours d'un particulier, contenu en la Lettre du Sr. Brasset du 5. Août, que nous jugeons par son stile devoir être le Greffier de Musch, qu'ils parlent de cette Affaire, comme s'ils étoient nos Supérieurs, & qu'on fût obligé en France de suivre tout ce qu'il leur plaira. Ils y ajoutent des menaces, & des propositions violentes, qui tendent à faire leurs affaires sans nous, pour voir si l'appréhension que nous en prendrons portera aveuglement à faire ce qu'ils désirent.

Mais il y a apparence qu'ils deviendront plus fages, lorsqu'on leur répondra avec fermeté, & sans témoigner d'appréhension de leurs menaces, ni de leur séparation, dont certainement l'effet seroit plus préjudiciable à leur Etat qu'à la France. Il semble qu'il importe de les détromper pour une fois de cette méthode d'agir, dont ils ne manqueront pas de se servir en toutes rencontres, comme ils ont fait plusieurs fois, lorsque nous étions à la Haye. Si elle leur avoit réussi en une affaire d'honneur si chatouilleuse, que celle qui se présente, ils croiroient avoir toujours un moyen assuré d'obtenir toutes les nouveautés, qu'ils auroient dans l'Esprit, en nous disant qu'ils s'accommoderont avec les

Es.

1644.

Affaire du Ceremoniel.



1644.

Espagnols sans nous, si l'on ne le leur accorde. La France a résisté autrefois à de plus puissans Ennemis, que ceux qu'Elle a aujourd'hui sur les bras, avant que leur République eût pris naissance. Mais ils n'ont pas encore éprouvé la confusion, qui se jetteroit parmi eux, & la foiblesse où ils seroient réduits, si l'appui de la France leur avoit manqué, & si cette grandeur en laquelle ils sont aujourd'hui parvenus, qui les rend si orgueilleux, avoit perdu son principal fondement.

Il reproche la conduite des Hollandois.

Il est presque insupportable, que des gens qui sont redevables à la France de tout l'honneur, & de toute la puissance qu'ils possèdent, deviennent si libres, que de lui mettre le marché à la main, & veuillent faire acheter si cherement une union qui leur est plus nécessaire qu'à nous, & sans laquelle ils ne sauroient subsister. Il n'est pas juste, qu'ils soient plus adroits que nous à se prévaloir de la nécessité, que nous avons les uns des autres, ni qu'ils s'accoutument à nous menacer légèrement de rompre le Traité d'Alliance, si on ne se relâche de l'autorité du Roi pour les contenter. Peut-être que, quand on leur rémoignera de s'offenser de ce procédé, ils seront contraints d'en prendre, & à présent, & à l'avenir, un plus raisonnable & plus respectueux. Vous remarquerez, s'il vous plaît, Monsieur, que ce n'est pas notre faute, si vous n'êtes délivré de l'importunité que vous donnera cette contestation, & que nous n'avons rien omis pour l'attirer toute sur nous, jusques à ce que nous avons reconnu, qu'en passant plus outre, au lieu d'avancer le service du Roi, nous lui ferions préjudice.

Nous sommes bien aises que les discours de Mr. l'Ambassadeur de Venise, qui est près de vous, aient confirmé ce que nous avons écrit des sentimens de nos Médiateurs. Encore qu'ils ne fassent que la justice en se déclarant pour nous; c'est toujours beaucoup qu'ils soient satisfaits de notre conduite, étant ce que l'on nous a chargé par nos Instructions de ménager plus soigneusement.

Affaire du Subside aux Suédois.

Ayant joint à notre précédente Dépêche la Copie de la Lettre, que Mr. Salvius nous a écrite, pour avoir le paiement du Subside, nous croyons à présent vous devoir envoyer la Copie de la Réponse que nous y avons faite. Nous avons estimé à propos de le faire convenir de tout ce qui fut résolu entre nous, lorsqu'il fut en cette Ville; afin que, si la nécessité présente nous force aujourd'hui de nous relâcher de deux des conditions qui furent convenues, nous ayons droit d'en reparler ci-après, lorsque la conjoncture en sera plus favorable; mais nous eussions appréhendé de trop presser, & que nos instances eussent fait un mauvais effet, si, au tems que l'armée Suédoise s'assemble pour aller combattre celle de l'Empereur, qui s'est avancée dans le Holstein, nous eussions refusé de lui donner de l'argent, sous prétexte qu'elle n'est pas rentrée dans l'Allemagne, comme l'on nous avoit promis, ou que nous eussions exigé de nouveau qu'il eût été plutôt employé aux Garnisons de la Pomeranie, qu'au paiement des Troupes qui sont en Campagne, pour faire tête à l'Ennemi. Au pis aller, il ne s'agit que du premier paiement, & si la Reine n'approuvoit pas que nous y eussions apporté cette facilité, il sera fort aisé d'y remédier au 2. terme.

Les Ministres Suédois écrivent aux Commissaires Impériaux à Osnabrug.

Vous trouverez aussi dans ce paquet une Lettre que les Ambassadeurs de Suede ont écrite aux Commissaires Impériaux, qui sont à Osnabrug, pour exciter leur diligence, en leur représentant le retardement de la Négociation. Nous avons su que la Lettre ayant été rendue par un des Syndics de la Ville, a été renvoyée

T O M. II.

par lesdits Commissaires, qui ont mieux aimé en user de la sorte, que de s'engager à y faire réponse.

1644.

Il se rejouit de la découverte de la Conspiration de Sedan.

Nous louons Dieu de la protection, qu'il lui plaît de départir à l'heureux Gouvernement, dont la découverte de la conspiration de Sedan n'est pas une petite preuve. S'il vous plaît d'avoir la bonté de nous envoyer les Lettres, que vous aurez agréable d'écrire au Baron de Ruffemberg, nous tâcherons de lui donner adresse, en nous servant de celle que lui-même nous a donnée.

La division augmentée parmi les deux Ministres François.

Je croyois que cette Lettre seroit écrite en commun, ayant fait prier Mr. d'Avaux, par Mr. de Bregy, de faire une suspension de nos querelles, pendant que j'irois chés lui pour traiter les Affaires du Roi. Il n'en a pas voulu donner parole, ce qui a empêché notre communication. Il a crû que je devois être assuré de sa prudence, sans exiger aucune déclaration; mais si j'ai été si mal traité de lui dans une Réponse, qu'il m'a faite, sans lui avoir donné sujet de s'emporter si avant; après avoir été contraint de lui repartir un peu fortement, pour la défense de mon honneur, & de la vérité, je ne dois pas prendre confiance en sa modération, puisqu'il a refusé de promettre, que nous ne parlerions dans la Conférence que des Affaires du Roi, & que nous laisserions nos querelles pour un autre tems. J'ai crû que le service du Roi recevrait moins de préjudice, que nous perdissions un jour de Conférence, que s'il s'y fût passé quelque chose entre nous qui eût fait plus d'éclat. Je vous puis assurer devant Dieu, que j'ai beaucoup de regret de notre mesintelligence, en laquelle je n'ai jamais fait que repousser les injures. Si Mr. d'Avaux peut faire une juste plainte de moi, ou montrer que j'aye manqué à tout ce que doit faire un Ambassadeur, qui tient la seconde place, je me soumetts non seulement à la censure; mais à être châtié; & je n'eusse jamais crû, que lui ayant écrit une Lettre fort honnête & fort respectueuse, pour lui proposer quelques expédiens, pour l'avancement des Affaires du Roi, sans que j'aye aucun intérêt particulier, ni avantage, il eût voulu, après avoir demeuré un mois sans m'en parler, faire débiter par tout Paris une Réponse injurieuse, avant que de me l'avoir faite en cette Ville. J'ai chargé mon frere l'Abbé de vous présenter ma Replique; je n'ose prétendre que vous preniez la peine de la lire toute. Il faudroit avoir plus de loisir qu'il n'en reste à un Ministre, chargé des principales Affaires de l'Etat; mais je vous demande par grace de regarder aux endroits, où la Lettre de Mr. d'Avaux vous aura pu laisser quelque doute, vous y trouverez ma justification, que je suis assuré qui vous satisfera. Quand l'amitié dont il vous a plu m'honorer, en la qualité que j'ai autrefois possédée, ne me donneroit pas lieu d'espérer votre protection, je pourrois me la promettre de votre justice, & de votre générosité, qui ne vous permettraient jamais, quelques Puissances qui m'attaquent, de consentir à l'oppression d'un homme de bien.

Mr. Servien s'en excuse.

Je ne suis pas de Paris, & n'ai pas un frere Président de la Cour, mais je suis autant qu'homme du monde, &c.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 15. Août 1644.

*Précautions qu'on prend pour la remise de l'argent au Transilvain. Son impatience d'apprendre le départ des Envoyés en Pologne & en Transilvanie. Affaire d'Oostfrise. Inconstance de Mr. de Lorraine. L'effet ne répond pas aux promesses du Ministre de Pologne. Promesses de l'Empereur au Roi de Pologne. On commence à négocier le Mariage du Roi de Pologne en France.*

MESSIEURS,

VOS Lettres du 30. du passé étant quasi toutes en réponse de celle que je vous avois écrite, je n'ai pas occasion de vous faire un long Discours.

Précautions qu'on prend pour la remise de l'argent au Transilvain.

Son impatience d'apprendre le départ des Envoyés en Pologne & en Transilvanie.

Affaire d'Oostfrise.

Inconstance de Mr. de Lorraine.

Quand on envoya de l'argent pour le Prince de Transilvanie à Venise, il fut résolu au Conseil que Monsieur de Brienne écrirait à Mr. des Hameaux de ne le point délivrer que sur ce que vous lui en manderiez. Je m'assure qu'il ne l'aura pas oublié; mais j'aurois été bien aise d'apprendre le départ de ceux que vous voulez dépêcher en Pologne & vers le Prince de Transilvanie. Il auroit bien été mal à propos que le dernier particulièrement fût arrivé avant la Conférence de Tirna. Cependant il faudra, avant que Mr. des Hameaux délivre rien, que l'on ait ajusté avec ledit Prince tout ce qui est nécessaire pour ne donner pas notre argent inutilement.

Maintenant que, sur ce qu'on nous mande d'Hollande, je tiens l'affaire d'Oostfrise accommodée, il sera bien à propos, que vous sollicitiez de votre côté Madame la Landgrave, pour faire agir, comme du nôtre. J'en ai parlé fortement à ceux qui sont ici de sa part. On lui a donné cette année des assistances extraordinaires, celle que vous savez, dans l'aprehension qu'on avoit que les forces des Ennemis n'allassent fondre sur ses Etats, & il est bien raisonnable que nous en tirions quelque fruit, à présent que leur éloignement lui en fournit toute facilité. Elle a ses coudées libres pour entreprendre dans la Franconie ou vers la Moselle.

Les avis que vous aviez que Mr. de Lorraine avoit joint les Ennemis, ne sont pas faux. Il est malaisé de juger si nous devons être bien aises de cette nouvelle infidélité, ou si nous avons sujet de nous en affliger. Il est certain que

dans la conjoncture présente nous en pouvons tirer des avantages assez considérables; mais puisqu'il n'exécute pas son changement, sur ce qu'on lui ait fait quelque tort, & qu'il ne procède que de la légèreté, il semble qu'il vaud mieux, qu'il soit arrivé tôt, que si prenant confiance en lui, avec le tems il eût apporté de grands préjudices. Nous ne lui donnons rien présentement, & nous lui ôtons La Mothe, que l'on eût fait aussitôt raser; mais il semble que cela soit bien contre-pesé par la possession où nous demeurons de tous ses Etats. Nous avons cependant tiré du profit de cette Négociation, ayant toujours tenu ses Troupes inutiles, & ayant empêché sa déclaration pour nos Ennemis, jusques au tems qu'il a semblé n'avoir manqué de parole & de foi que pour recevoir l'affront de voir perdre Gravelines en sa présence, & selon les apparences le Sas de Gand. Tout ce qu'on peut conclure de-là de plus certain, c'est que Dieu ne veut pas encore le repos de ce Prince ni ses avantages.

J'ai vu le Sieur Roncalli sur ce que vous me mandez, pour la Médiation du Roi de Pologne à Tirna, pour l'accommodement avec l'Empereur, & le Ragotzy, de ce que les effets ne correspondent pas à ce qu'il avoit si souvent représenté des sentimens de son Maître, pour abuser l'Autorité Imperiale. La réponse que j'en ai eue a été que le Roi & le Royaume de Pologne avoient même intimé la guerre à Ragotzy, au cas qu'il ne s'accommodât pas avec l'Empereur; que ledit Ragotzy étoit entré à main armée dans le Comté de Siepez, qui est au Roi de Pologne & avoit sacagé plusieurs Villes; qu'il projettoit présentement de faire irruption dans le Royaume avec une Armée de soixante mille Tartares, qui par les dernières nouvelles étoient prêts à y entrer; que la Guerre contre l'Empereur étoit extrêmement préjudiciable à la Pologne, parce qu'elle lui ôtoit le Commerce de Hongrie. La conclusion a été néanmoins qu'il en écrirait de bonne encre, & qu'il espéroit, si les Lettres arrivoient à tems, de faire voir en cette rencontre le cas que son Maître fait des prières de la Reine. Vous pourrez de votre côté faire le même office par le Sieur de Bregy.

Le Résident m'a fait dire que les Lettres particulières de Pologne portoient que l'Empereur offroit audit Roi de faire couronner Roi de Hongrie un de ses Enfants. Ce sont des amusemens ordinaires de la Maison d'Autriche.

Il ajoute que le Grand Chancelier lui mandoit que si le mariage de Suede ne pouvoit réussir, il avoit plus d'inclination de se marier en France, qu'en tout autre endroit, quoique les Florentins n'omissent rien, par l'entremise des Espagnols, pour la Princesse Anne.

J'ai reçu la Lettre que vous m'avez écrite, touchant quelque secours d'argent à la fin de l'année. Quoique nous soyons très-mal en fonds, je ne laisserai pas d'en parler au premier jour, & de voir ce qui se pourra faire. Cependant je vous prie de me croire &c.

1644

L'effet ne répond pas aux promesses du Ministre de Pologne.

Promesse de l'Empereur au Roi de Pologne.

On commence à négocier le mariage du Roi de Pologne en France.

L E T -

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E ,

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N .

A Paris le 16. Août 1644.

*Progrès du Duc d'Anguien. Retraite des Ennemis. Avantages remportés par le Maréchal de Gassion. Route de Mr. de St. Romain pour passer à Munster. Affaires de la Landgrave. Victoire du Duc d'Anguien.*

MESSIEURS,

QUELQUES affaires qui ont retenu Mr. de St. Romain, & qui l'ont empêché de partir Dimanche dernier, comme il m'avoit assuré qu'il feroit, sauvent au Roi la dépense d'un Courier qu'il vous eût dépêché pour vous faire part des nouvelles que Sa. Majesté a eues cette nuit. Déjà un bruit confus, & sur lequel on ne s'étoit pas voulu appuyer avoit appris que, bien que la Ville de Fribourg en Brisgow eût été renduë dès le 18. du passé, Monfr. le Duc d'Anguien n'avoit pas discontinué sa marche; qu'ayant passé le Rhin, il s'étoit approché de l'Armée ennemie, & qu'ayant joint à la sienne celle que commande Mr. le Maréchal de Turenne, il auroit attaqué celle-là, forcé dès le premier jour, qui étoit le troisième, trois Forts, & entré dans leur Camp. C'étoit l'Ordinaire de Mets, arrivé le 13, qui avoit publié cette Nouvelle; & comme le Courier, qu'on ne doutoit point avoir été dépêché par Mr. le Duc d'Anguien, tardoit à venir, cela mettoit en peine plutôt de sa Personne, qu'en doute de l'Action trop circonstanciée par diverses Lettres de Strasbourg & de Brisac, pour ne la tenir pas assurée. Enfin Mr. de Tourville étant arrivé, qui nous a confirmé la bonne nouvelle, & fait entendre comme le Combat s'étoit passé. Qui a vu un Camp fortifié de la nature & de l'art, défendu par une Armée victorieuse, & pleine de gloire de quelques Actions qui lui avoient succédé, composée de vieux Corps, & commandée par des Chefs de grande réputation, se persuadera aisément que, pour l'attaquer dans ces avantages, il faut beaucoup commettre au fort, & que toutes les connoissances que l'on a pu faire, & qui donnent quelque espérance de réussir en une telle entreprise, sont toujours si confuses, qu'elles laissent en doute ce qui succedera, & ainsi la gloire qu'on s'y acquiert, est d'autant plus grande. Les trois Forts, dont on parloit, furent à la vérité emportés, & sans que la nuit survint qui contraignit Monsieur le Duc d'Anguien de rappeler & remettre toutes ses Troupes en bataille, & en un Corps, la Victoire auroit été complète par l'entière défaite & déroute de l'Ennemi,

lequel s'étant prévalu de son obscurité, se seroit retiré dans une Vallée fortifiée par l'une des têtes d'un grand Fort, & défendue de l'autre de la Ville de Fribourg, nouvellement prise par eux. Ce n'est ni pour se défendre ni pour se garantir de leur entière défaite qu'ils ont pris ce parti; mais seulement comme le seul qui leur pouvoit laisser quelque esperance, l'Infanterie s'enfermant dans une Place, d'en sortir par capitulation, & à la Cavallerie, en abandonnant leurs Bagages & les Canons de l'Armée, à la faveur d'une seconde nuit, de se retirer. Pour leur traverser ce dessein, un grand Corps de notre Cavallerie, commandé par le General Roze, s'est déjà avancé, & ont cherché les moyens d'aller à eux, qu'ils ont rendu difficiles, & outre qu'il l'étoit déjà, par la situation du lieu, en comptant près de quatre cents toises d'une Forêt, dont les Arbres tombés en confusion rendent les sentiers également, comme les routes, très-difficiles à suivre. Desormais il s'agit de plus ou de moins perdre du côté de l'Ennemi, & de plus ou moins gagner du nôtre; car, pour leur défaite, elle est assurée, & la gloire de l'entreprise nous est acquise. Le prix de notre victoire sera au moins la prise de Fribourg, d'avoir dissipé l'Armée de la Ligue, & fait voir à Mr. de Bavière, que, pour avoir rompu quelque Corps de François & d'Allemands, qui sont armés pour la liberté de leur Pais, ils servent un grand Roi, qui ne fait la guerre que pour la leur assurer, qui ne manque ni de Chefs ni d'hommes pour repasser le Rhin. A cette bonne nouvelle j'en ajouterai une seconde, qui traîne aussi après soi de grandes suites, qui est que l'Armée de Sa Majesté, commandée par Mr. le Maréchal de Gassion, ayant côtoyé celle de Flandres, s'est logé en une Abbaye, au delà de la Rivière, qu'ils croient nous séparer de leur Pais, & qui nous donnera facilité à toutes les choses que nous serons pour entreprendre, séparant déjà Bourbourg d'eux & nous donnant moyen d'aller à Mardick, Dunkerque, & St. Omer.

Et d'autant que ledit Sr. de St. Romain, se devant embarquer à Calais, & débarquer en Hollande, pourra être mieux informé de toutes les particularités de ce qui se passera en Flandres, soit de notre côté ou de celui de Messieurs les Etats, je me remets à lui de vous conter ce qu'il en aura appris.

J'ajoute qu'avant que j'eusse commencé à écrire, votre Dépêche du 6. du présent mois m'avoit été rendue, & que je remets à y faire réponse à Samedi prochain que j'en aurai rendu compte à Sa Majesté, & que je l'aurai vuë.

Cependant vous presserez Madame la Landgrave de profiter des avantages que Dieu nous donne, pour l'établissement de sa propre Grandeur, & de ceux qui sont dans le parti de la Cause commune. J'ai vu que vous esperez que l'affaire que vous avez commise à Mr. de Montigny succedra heureusement & deçà nous n'omettons aucuns offices qui y puissent contribuer. Ledit Sr. vous aura sans doute rendu compte de la bonne disposition en laquelle il a trouvé l'esprit de Mr. le Prince d'Orange, que nous avions menagé avec tous nos soins, & Mr. d'Estrades n'a pas mal employé les siens à l'y reduire, & à plusieurs autres choses, dont nous avons tout sujet de contentement. Je suis &c.

Il est arrivé un autre Courier qui porte la nouvelle que Monsieur le Duc d'Anguien a chargé les Ennemis si rudement, qu'ils ont abandonné leur Canon, & leur Infanterie a été toute taillée en pièces, & que notre Cavallerie poursuit la victoire.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 20. Août 1644.

*Les Ennemis doivent désirer la Paix. Défaite de l'Armée Bavarois. Danemark ne doit rien craindre du ressentiment de l'Empereur. Il leur remet l'Affaire du Subside aux Suedois. Il loue leur conduite. Affaire d'Oostfrise. L'Affaire du Ceremoniel se traitera à Paris. On envoie Mr. Stella à Strasbourg. Il s'explique sur la Médiation de Pologne. Nouveaux avis touchant la défaite des Bavarois. Secours pour l'armée de Catalogne. Le Chevalier de Grammont arrive avec la nouvelle de la défaite des Bavarois.*

MESSIEURS,

J'Aurois été en grande peine de votre santé, si, par une autre voye que la votre même, j'avois appris votre indisposition; mais il faut qu'elle soit légère, puisqu'elle ne vous empêche pas d'écrire. Je pourrois bien commencer celle-ci, comme vous avez fait la vôtre du 6. reçue le 16. de ce Mois, qu'il n'y a que peu ou point de choses à vous écrire, non que la Cour puisse être sans affaires; mais pour vous avoir très-amplement écrit, par Mr. de Saint Romain, lequel n'est parti que le 17. Il étoit dans mon Cabinet, quand votre Dépêche me fut portée; je lui en ai donné communication. Il souhaite que ce qui a été dit se trouve suivi d'un effet prompt, & que le choix qui sera fait d'un Colleague au Comte de Nassau, puisse être suivi, d'entamer la besogne. Il y en a beaucoup de découffé; mais c'est, graces à Dieu, du côté de l'Ennemi, qui ne sauroit la recoudre, qu'en faisant la Paix. Du choix de la personne, vous ferez jugement de l'intention de l'Empereur, & de ses Ministres, & si je ne me trompe, Baviere ne tardera pas d'en faire comparoitre un à Munster. Pour vouloir s'approprier une Place proche de Brisac, il a hazardé & perdu son armée, qui se faisoit craindre & respecter dans l'Empire. De la mauvaise humeur dont l'Empereur se nourrit contre le Roi de Danemark, & qu'il laisse connoître, ce Prince ne perdra pas celle que justement il doit avoir contre ledit Empereur. Mr. de la Thuillerie en étant informé, fera pour en tirer avantage; mais ce seroit peu qu'il auroit à

Les Ennemis doivent désirer la Paix.

Défaite de l'armée Bavarois.

Danemark ne doit rien craindre du ressentiment de l'Empereur.

dire, si l'on n'avoit demandé des Places audit Roi. Par une telle demande, l'on fait connoître son intention, & l'on inspire des conseils de Paix à ceux que l'on veut engager dans la Guerre.

Les Suedois, pour la continuer dans l'Allemagne, peuvent avoir besoin de notre argent: il est à Hambourg, & il dépend de vous de le délivrer. Si la Lettre de Mr. Salvius seule peut suffire pour vous autoriser à retenir ce qu'ils sont obligés de payer au Prince de Transilvanie; c'est à vous à le juger. Que si son Colleague ne reclame point à l'encontre, ce tacite consentement semble en équipoler un public. Mais je crois qu'il ne refusera pas le premier, & que Mr. Salvius ne s'est point tant avancé sans sa participation. Le changement survenu à la face des affaires donne lieu à changer ses résolutions. Que l'argent soit délivré dans l'armée, ou envoyé dans les Garnisons de Pomeranie, cela nous est égal: Encore devrions-nous mieux aimer qu'il fût distribué aux Soldats, puis que cela nous concilioit toujours leur affection; & comme nous ne sommes point en droit de rien prescrire aux Suedois, il faut leur laisser la liberté d'en disposer, comme bon leur semblera, hormis au payement des Troupes qui demeurent dans le Holstein, ou dans les Îles de Danemark, puisqu'ils en sont ainsi convenus avec vous. Sur ces affaires il vous plaira vous souvenir de deux choses, l'une d'avertir Mr. de la Thuillerie de ce que vous aurez résolu, & l'autre, vous chargeant de faire remettre à Venise, ou à Constantinople, la somme promise à Ragotzy, de retenir les fraix du change qui sont excessifs.

En toutes sortes de rencontres, vous donnez de grandes preuves de votre grande sagesse: & d'avoir ralenti le dessein des Suedois, c'est une marque de votre prudence, & du pouvoir que vous avez sur eux; ils auroient sans doute eu regret d'avoir pris un conseil précipité. Il a fallu donner aux Espagnols le tems qu'ils avoient déterminé pour se refondre tout de bon à traiter, & les événemens ayant été opposés à leurs desirs, ceux du présent seront plus justes, & la nécessité les forcera à ce que la Raison ne les avoit pas pu induire.

Sur l'avis que vous nous ouvrez de faire écrire par Mr. de Turenne à l'Assemblée de Francfort, notre juste ressentiment sur la proposition offensante qui leur a été faite, & dont nous avons sujet de nous ressentir, nous n'avons pas jugé qu'il pût nous faire changer une précédente résolution, & elle fait une bonne partie de la Dépêche, dont le Sieur de St. Romain a été chargé.

Pour l'Affaire d'Oostfrise, elle semble en assez bon terme, & par la disposition de l'intéressé, & dans les sentimens dans lesquels se trouve Monsieur le Prince d'Orange; mais je ne fais pas si ce que le Comte d'Embden a avoué trop ingenuement, ne sera pas un sujet à y apporter quelque traversé. Si je soupçonne à tort, ou Messieurs les Etats, ou ledit Prince, je leur en fais volontiers excuse; mais mon jugement est appuyé sur celui du Secretaire Braiset, lequel m'a écrit bien amplement sur cette affaire.

Ses Lettres m'ont aussi appris que ce sera en cette Cour, où on résoudra la sorte dont les Ministres Hollandois seront traités par ceux de Sa Majesté aux Cours différentes où ils se trouveront; que c'est la résolution de l'Etat qui se charge d'en faire les poursuites, par Mr. de Liere leur Ambassadeur. C'est une peine dont vous ferez soulagez, & qui me paroît déjà bien pesante; mais nous n'avons pas droit de nous en défendre; il faut qu'un chacun supporte la

Il leur remet l'Affaire du Subside aux Suedois.

Il loue leur conduite.

Affaire d'Oostfrise.

L'Affaire du Ceremoniel se traitera à Paris.



1644.

On envoie  
Mr. Stella à  
Strasbourg.

part qui lui échet des Affaires. Pour soutenir avec plus de force celles de Sa Majesté aux Cercles du Rhin, & de Suabe, même en celui de Franconie, elle s'est résoluë d'envoyer un Resident de sa part à Strasbourg, & a choisi pour cet Emploi le Sieur Stella, dont vous avez bonne connoissance, sur le raport qui lui a été fait de sa suffisance, & des habitudes qu'il a, de longue main, tant avec ceux de cette République, que divers Princes de l'Empire.

Son premier soin sera de disposer le Senat à faire réponse à votre Lettre, & les en pressera par l'exemple de ceux de Lubec, & de Hambourg, & de l'un des fils de l'Electeur de Saxe, Administrateur de Magdebourg. Si celui-là l'a osé, plusieurs autres le doivent entreprendre. Sa Lettre & celle desdites deux Villes de Lubec & de Hambourg ont satisfait Sa Majesté.

Je dirois qu'elle n'a pas imaginé que les Suedois demandassent le Roi de Pologne, pour Médiateur du différent avec l'Empereur, sachant très-bien les jaloufies, & les sujets de haine qui passent entre eux; mais elle a pris le consentement, qu'ils apporteroient au Traité, qui peut être à Munster, entre Sa Majesté, & leurs Majestés Impériales & d'Espagne, & les Princes Catholiques qui leur sont adhérens, pour une bonne disposition qu'ils avoient à la Paix. Si ma Lettre outrepassé cette pensée, j'aurois autant de tort que vous confesseriez en avoir si la vôtre m'y avoit pu jetter.

Nous recevons d'heure à autre des avis, qui nous aprenent que la défaite de l'armée de Bavière est bien plus grande qu'on ne nous avoit mandé; Leur Cavallerie en fuyant s'est engagée dans un lieu, duquel ils ne sauroient sortir. Ce n'est pas de l'Armée, mais de Mets que nous avons ces nouvelles. Que ne doit-on pas attendre des Chefs qui la commandent, qui sont en état de fonger à de grands desseins, jusques aux plus grands qui se puissent executer sur les bords, ou au voisinage du Rhin? Enfin tout le Pais au de-là du Bord du Danube est entièrement à notre discretion.

Pour soutenir & donner chaleur aux affaires de Catalogne, nous y faisons passer trois mil hommes de pied, que le Pape, avant de mourir, avoit licenciés, & dans le Languedoc, nous y avons levé quarante Enseignes d'Infanterie, que nous avons fait approcher de Perpignan. Nous songeons en attaquant à mettre tous les principaux Ports en sûreté; celle de la France est en la bonne conduite du Gouvernement, il prospere à vuë, & la Reine a des connoissances & des lumieres des grandes affaires, dont tous ses Serviteurs demeurent surpris.

Depuis ma Dépêche signée, Mr. le Chevalier de Grammont est arrivé, qui nous a apporté la confirmation de la défaite totale de l'Infanterie ennemie, & que la Cavallerie est poursuivie de la nôtre. Il assure que cette belle armée de la Ligue, qui étoit de dixhuit mil hommes, est reduite à quinze cens hommes de pied, & quatre mil chevaux, & on ne doute pas que Fribourg ne se rende à discretion. On chantera le *Te Deum* de cette belle victoire cette après-dinée.

Secours pour  
l'Armée de  
Catalogne.

Le Chevalier de Grammont arrive avec la nouvelle de la défaite des Bavaois.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 27. Août 1644.

*Touchant la Lettre Circulaire. Indisposition du Cardinal Mazarin. Avantages des François sont la cause que les Imperiaux changent de conduite à Osnabrug. Touchant les Traitez faits dans la Minorité de Louis XIII. Le Roi écrit à Mr. Torstenfon. Reflexions du Ministre sur cette Lettre. On appréhende qu'Innocent X. ne sera point Ami de la France, & qu'il appellera Chigi. On veut faire un présent à Torstenfon. Affaires de la Catalogne Affaires de Transilvanie. Prétension du Palatin. Affaires de l'Angleterre. Mr. Brasset est déclaré Secrétaire de l'Ambassade de France à Munster. Affaires du Nord De la Médiation du Roi de Danemark à Osnabrug. On a bonne esperance touchant les Affaires d'Oostfrise. Demandes de l'Empereur aux Liegeois. Leur réponse. Reflexions sur cette Affaire. Affaires militaires sur le Rhin.*

MESSIEURS,

LE vingt-huitieme du passé vos Dépêches du 17. du même mois m'ont été rendues. Je suis le seul qui ai la Lettre Circulaire, que vous avez écrite aux Princes de l'Empire, de laquelle je n'oserois donner mon jugement; mais pourtant je ne laisserai de vous dire, qu'elle m'a semblé être digne de vous & très-mesurée en tous ses termes & en tous ses points. L'indisposition dont Monsieur le Cardinal Mazarin est travaillé, bien que legere; l'empêchant d'oûir parler d'affaires, causera quelque retardement aux résolutions, comme aussi l'absence de Monseigneur le Duc d'Orleans allé en sa Maison de Chambor, & celle de Monseigneur le Prince, que le desir d'affermir sa santé à mené à Bourbon. Mais dès le moment qu'ils seront de retour, & que son Eminence sera en état de la voir, je la leur communiquerai à tous: Ils prendront part à la joye que vous

Touchant la  
Lettre Circulaire.Indisposition  
du Cardinal  
Mazarin.

2vc2

1644.  
Avantages  
des François  
font la cause  
que les Im-  
periaux chan-  
gent de con-  
duite à Osnabrug.

Touchant  
les Traitez  
faits dans la  
Minorité de  
Louis XIII.

Le Roi écrit  
à Mr. Torstenson.  
Réflexions  
du Ministre  
sur cette  
Lettre.

On appré-  
hende qu'in-  
nocent X. ne  
fera point  
Ami de la  
France, &  
qu'il rappel-  
lera Chigi.

On veut  
faire un pré-  
sent à Torstenson.

Affaires de  
la Catalogne.

avez fait avoir à Sa Majesté lui mandant, que les victoires que son armée a remportées dans l'Empire, ont fait changer de conduite aux Imperiaux, & ayans pris & donné communication des Pouvoirs des Suedois & des leurs à Osnabrug; c'est avancer le Traité general d'un pas; mais certes il est fait de mauvaise grace; le second sera sans doute de s'assembler avec vous pour convenir du vôtre que nous signerons, comme vous avez résolu.

J'espère que je vous enverrai à temps ce que vous m'avez mandé, & si j'eusse été à Paris, cet Ordinaire vous auroit porté les doubles des Traitez faits, pendant la minorité du feu Roi, & de l'Ordonnance, dont par une de mes Lettres je vous ai parlé, qui est quelque chose de plus fort que lesdits Traitez, puisqu'elle a servi de règle au Royaume, & en est devenu une Loi municipale, & qui approche de la dignité de la Salique, que nous n'avons jamais souffert d'être entamée. J'allègue volontiers celle-là, puisqu'aux Etats de la Ligue assemblés à Paris, elle fut maintenue contre l'injuste prétention de vos Parties.

Avant que votre Lettre eût été reçue, Sa Majesté avoit résolu d'en écrire une à Monsieur Torstenson, & il y a huit jours qu'elle est partie. Si ma mémoire ne me trompe, je vous en ai averti, & je fus un peu de temps en peine, de quel titre je le devois traiter; celui de Cousin me sembloit trop relevé, n'étant ni Duc, ni Grand Maréchal de la Couronne de Suede; & la fierté de la Nation, & la gloire du commandement me faisoit appréhender, qu'il se tint offensé de celui simplement de Monsieur Torstenson; mais ayant fait faire recherche de l'usage & trouvé que, par l'avis d'un de vous, Messieurs, celui de Maréchal y avoit été ajouté, j'ai suivi l'exemple & j'ai trouvé qu'il y avoit eu grande raison de l'établir. Il fera de votre prudence de jeter de profondes racines de confiance avec le Sieur Contarini, puisque nous avons tout sujet de craindre, que le Pape Innocent dixième, appelé Pamphilio lorsqu'il n'étoit que Cardinal, n'ait pensée d'envoyer un Légat, & de révoquer Chigi, ayant toujours eu peu de volonté pour la France, qui a fait son possible pour l'exclure, & qui eût réussi, si le Cardinal Antoine, contre son devoir, sa parole, & son honneur, non seulement n'y eût consenti, mais n'eût même fait ligue pour l'élever. Nous ne nous laissons plus surprendre, & de bonne heure, nous ferons exclusion aux Sujets qui nous seront différens. Mais quelque soin que nous y apportions, celui qui sera honoré de la Légation, & les Nonces, qui lui seront donnés pour assistans, inclineront toujours du côté que le Pape affectionnera, dont la fanté est si vigoureuse, que, bien qu'il ait atteint l'âge de soixante & onze ans, on croit qu'il sera pour vivre une vingtaine d'années. Il n'a point encore été pris de résolution sur la conduite, qu'il nous conviendra suivre avec lui. Nous n'avons pas encore eu la relation du Conclave, nous sommes seulement informés que cinq lui ont fait exclusion, à savoir Lyon, Bichi, Althieri, Grimaldi, & Fiorenzuola, les trois premiers pour l'intérêt de cette Couronne & les deux autres pour le leur.

Il m'étoit oublié de vous dire, parlant du Maréchal Torstenson, que Sa Majesté est disposée à lui faire un présent & qu'elle a jugé, qu'il étoit honnête à elle de l'envoyer & à l'autre de l'accepter. Si elle s'y résout, il ne sera pas moindre que ce que vous en avez écrit.

Les Lettres de Catalogne du 15. du passé nous ont fait savoir que Monsieur le Maréchal de la Mothe avoit levé le siège de Tarragone; mais, soit pour ce qu'il ait jugé en pouvoir être

blâmé, ou appréhendant de n'en pouvoir trouver de bonnes raisons, il n'en a point encore écrit. Il y a des gens & des Capitaines, qui disent que c'est la seule action de prudence, qu'il ait faite depuis qu'il est dedeça, & à proportion le blâme d'imprudence de s'y être attaché. Le mal de cela, & qui accompagne la honte de l'avoir abandonné, c'est la perte de plus de deux cens Officiers & de deux mille hommes de pied, & que l'armée ainsi affoiblie aura peine à résister à celle de l'Ennemi, & à conserver certains postes avantageux, qui ne sont point fortifiés & qui le devoient être pendant que l'Ennemi étoit devant Lerida, dont la défense a été toute extraordinaire. Pour y remédier, l'on a fait déjà marcher quatre-vingts Enseignes d'Infanterie Française, qui seront suivies de douze de Suisses, & de deux autres Regimens François composés de vingt Compagnies chacun. Les premiers y sont déjà, les autres s'y rendront dans ce mois, & bien logés, avec ce qui reste de l'armée, donneront le tems d'y en faire passer une bien plus forte. Pour plaire aux Catalans, dont la foi & fidélité est merveilleuse, on s'est résolu d'y faire hiverner une Escadre de six Galeres, & une autre de pareil nombre de Vaisseaux. Rien ne le pouvoit empêcher que l'impossibilité d'y trouver de l'abri; mais, outre que ceux du Pais le garentissent, des François bien entendus en cette matiere en conviennent avec eux.

Sans doute vous aurez été avertis, comme le grand Vilir a appuyé le Prince de Transilvanie, & que le Grand Seigneur a fait connoître au Roi de Pologne, qu'il ne doit point prendre de part en la Guerre, qui se fait par ce Prince & l'Empereur. Il est à craindre que les présens & le Tribut que l'on envoie ne fassent changer les affaires à la Porte; à quoi Monsieur de la Haye essayera de remédier. Si celui que vous enverrez vers ledit Prince arrive à temps, & que l'armée Suedoise s'avance toujours dans l'Empire, & se rapproche des Pais hereditaires, sans doute il rejettera toutes les propositions de Paix qui lui seront offertes; & la ruine de l'armée Imperiale de Hongrie, qui lui étoit opposée, sera une forte persuasion à son égard. Certes cette diversion bien menagée peut apporter de grands avantages au public & à la cause commune. Dieu visiblement la protege & vos prudences tireront avantage de tous ceux que nous avons remportez dans l'Allemagne. Le Prince Palatin ayant été comme tout son Pais, à la réserve de Frankendal & d'Oppenheim, étoit dans la sujétion de cette Couronne, a envoyé demander, qu'il y rétablît ses Officiers & que la Justice y fût administrée en son nom. Sur cela, il n'a pas pu encore être pris de résolution, & vous jugez bien d'où ce retardement procede. Pour moi, je tiens qu'il seroit bon d'apprendre vos avis & je prendrai cette conduite; que si, contre mon sentiment, on se hâte, je vous avertirai sur l'heure. Ma raison n'est pas, pour mettre en doute ce qui est de plus juste & de plus conforme à nos Déclarations & Manifestes; mais pour ne rien faire que très-à propos & prenant avantage de ceux que la fortune nous met en main.

Ce Prince est allé & arrivé à Londres à l'insu de ceux du Parlement, qui l'ont fait exhorter de repasser en Hollande, & il n'a pas trouvé en eux nulle disposition à l'élever, ni à le favoriser en ses autres affaires. Bien que l'Armée du Comte d'Essex se soit entièrement dé faite, ceux de Londres ne paroissent pas moins hautains; aussi la perte du Pais où il est n'est pas ce qui les peut mettre à la raison. Du Nord ils espèrent des forces, & ce sont les plus raisonnables de l'Isle.

1644.

Affaires de  
Transilvanie.

Prétensions  
du Palatin.

Affaires de  
l'Angleterre.

1644.  
Mr. Brasset  
est declare  
Secrétaire de  
l'Ambassade  
de France à  
Munster.

Affaires du  
Nord.

Sa Majesté voyant que, par vos dernières Dépêches, vous ne lui faites point savoir que vous ayez convenu d'un Secrétaire, se résout de vous envoyer le Sieur Brasset; & présentement je lui écris de se préparer à vous aller trouver. Si l'Ordinaire, qui doit arriver la semaine prochaine, ne m'apporte des Lettres qui m'obligent de le contremander, je lui manderai de partir sans attendre d'autres ordres. On estime que vous en ferez bien servis, ayant beaucoup de suffisance & une fidélité éprouvée qui lui a fait beaucoup d'honneur.

Présentement, je viens de recevoir trois Lettres de Monfr: de la Thuillerie datées de trois différents Lieux; l'une du 14. Août, la seconde du 23. & la troisième du 4. du passé\*. Elles m'apprennent que les raisons & les remontrances de la Reine ont persuadé celle de Suede, & les Regens à ce qui est utile à leur Etat & au Public, se plaignant tacitement du peu d'accueil, qu'il a eu en Danemark, en exaltant le bien qu'il a reçu en Suede. Il a trouvé le Roi de Danemark enflé d'une victoire navale qu'il s'attribuë, dont les Ennemis ne conviennent pas, plein d'esperance de chasser le Maréchal Hornes de son pais, & sans crainte de l'Armée de Torsensson, pour avoir celle de Gallas opposée. Il ajoute qu'il a aussi trouvé le Prince de Wittenberg logé dans un Cabaret & en si petite considération, qu'il ne peut attribuer cela qu'à la haine que l'Empereur a contre la Maison: de sorte que si lui Ambassadeur, par ces raisons, ne persuade le Roi de Danemark à entendre à une Paix, & accepter la Médiation de cette Couronne; celle qu'on lui desire moiennement sera très-difficile à conclure. Il n'avoit encore point eu son audience, qui lui étoit assignée pour le cinquième. Après qu'il l'aura eue, il pourra mieux juger de ce qui est à esperer ou à craindre; & comme il nous en écrira, il vous en informera aussi, qui ménageant le Secrétaire dudit Roi pourrez contribuer à son accommodement avec la Couronne de Suede, qui est absolument nécessaire au Public. Peut-être que le desir de redevenir Médiateur le pourra rendre plus traitable; mais il fera mal aisé que les Suedois se fient en lui après ce qui s'est passé entr'eux.

Par la Lettre que le Roi vous a écrite, dont vous m'avez envoyé la Copie, il est aisé à juger, ainsi que vous l'avez fort bien remarqué, qu'il a renoncé à la qualité de Médiateur, étant devenu Partie, non du Traité general; mais d'un auquel il faut songer, puis que lui non plus que la Suede, n'ont point prétendu que leur accommodement fût partie du general.

Cette déclaration si publique contraindra l'Empereur ou de convenir sur Venise pour Médiateur à Osnabrug, comme il l'a consenti pour Munster, ou d'y traiter sans l'entremise d'un tiers. S'il prend le premier parti, comme il y a lieu de l'esperer, votre condition n'aura pas empiré; si de traiter de Ministre à Ministre sans l'intervention d'un tiers, la place de Monsieur de Rorté sera de grande considération, lequel sans doute sera bientôt en état de l'aller remplir; y ayant lieu de croire que l'Affaire de l'Oostfrise sera terminée au premier jour. Déjà les Députés de Messieurs les Etats y doivent être; déjà le Comte d'Emden est averti que ces Messieurs & Monsieur le Prince d'Orange desireront qu'il s'accomode & souffre à Madame la Landgrave la jouissance de certains Lieux & des contributions, qu'elle a accoutumé de lever sur son pais; de-

\* Cette dernière Date fait voir d'une manière convaincante, que cette Lettre, datée ci-dessus, pag. 127. de Paris le 27. Août, doit être datée de Fontainebleau le 1. Octobre. Cette méprise est venue de ce que dans le MS. ces Lettres y sont tantôt datées au commencement & tantôt à la fin.

TOM. II.

quoi la Noblesse & les Communes ne se plaignant point, il eût été à desirer que ces Messieurs se fussent un peu plus hâter; ils auroient sauvé la vie à quelques malheureux Soldats, qui y ont été tués de part & d'autre; ce qui auroit pu produire de mauvaises suites, si la présence dudit Sieur de Rorté n'y avoit mis empêchement.

Tout présentement un Député de la Ville de Liege m'est venu dire, que l'Empereur leur avoit fait demander qu'ils eussent à contribuer pour la défense de l'Empire attaqué par le Ragotzy; qu'ils lui avoient répondu que c'étoit une Guerre dudit Prince à lui Empereur comme Roi de Hongrie, qui ne les regardoit pas; & qu'ils craignoient qu'y satisfaisant, cela fût interprété à rupture de la Neutralité, dont ils ne se veulent jamais départir. Je les ai loués de leur bonne conduite, pour les engager à la suivre, ou à la prendre, & me suis résolu à vous en informer, tant pour vous faire savoir que la Guerre continuë du côté de la Hongrie, que ce qui m'a été dit de la part de cette Ville, afin que vous preniez la peine de vous faire informer, s'ils ont fait cette réponse & s'ils observent leur parole. J'estimerois que ce seroit une bonne conjoncture pour leur écrire & essayer de renouer avec eux; mais sans qu'ils aient donné quelque satisfaction aux Bannis, & qu'ils nous fassent rechercher par votre entremise qui avez eu ordre de traiter avec eux, j'ai jugé qu'il falloit différer; & sur ce qu'un autre Député de leur Ville s'est plaint de la Guerre que leur fait Madame la Landgrave, je lui ai reproché la cruauté qu'ils avoient exercée contre de ses gens, de laquelle il n'a pu disconvenir; mais il l'a attribué à la brutale & trop prompte passion du Colonel Michel. Sur quoi je lui ai répliqué que c'étoit à eux à faire rechercher & à satisfaire ladite Dame. Peut-être qu'il ne seroit pas mauvais de faire cesser cette petite Guerre; mais il faudroit qu'ils nous en fussent obligés & que cela même aidât à leur faire recevoir leurs Compatriotes exilés, & qui ont beaucoup souffert pour avoir témoigné de l'affection à cette Couronne que ces Messieurs recherchent. Parce que nos armes prospèrent le long du Rhin, un bruit s'est répandu que Frankendal est assiégé, & une Lettre interceptée d'un Lieutenant Colonel de ces quatre Regimens de Beck qui ont été défaits, & qui, pour être commandé d'aller aux nouvelles, a échappé la fortune des autres, fait croire, que d'être attaqué & pris, cela ne recevra que l'intervalle de cinq ou sept jours. C'est ainsi qu'il argumente: Philipsbourg bien fortifié n'a sù résister plus de neuf, que pourroient faire les Soldats, qui sont dans une Place entièrement abandonnée? Je ne prétends pas vous garantir ni la nouvelle ni le raisonnement. Je suis, &c.

1644.

Demandes  
de l'Empe-  
reur aux  
Liegeois.

Leur réponse.

Reflexions  
sur cette Af-  
faire.

Affaires mi-  
litaires sur le  
Rhin.

## LETTRE DE LA REINE

A Mrs. les Comtes

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 3. Septembre 1644.

Elle leur reproche leurs animosités & des-  
union. Elle leur ordonne de faire par-  
tir

R

De la Mé-  
diation du  
Roi de Dan-  
emark à Os-  
nabrug.

On a bonne  
esperance  
touchant les  
Affaires  
d'Oostfrise.

1644.

*tir l'Envoyé pour Transilvanie. Elle espere que le voyage de Mr. de Montigny sera utile. Affaire d'Oostfrise Ordres donnés au Baron de Rorté. Ordres à l'Armée de Flandres bien executés La prise de Philipsbourg sera d'un grand avantage, la Place est assiegée. Affaires du Holstein. Prise du Port & du Fort de Tarragone, & du Siège de la Ville. Prise du Fort du Rhin qui donnoit la communication à Philipsbourg.*

MESSIEURS les Comtes d'Avaux & Servien,

Elle leur reproche leurs animosités & desunion.

Elle leur ordonne de faire repartir l'Envoyé pour Transilvanie.

Elle espere que le voyage de Mr. de Montigny sera utile.

Affaires d'Oostfrise.

Ordres donnés au Baron de Rorté.

LE dernier Ordinaire ne m'ayant pas apporté de vos Lettres, j'ai dû croire qu'il ne s'est point présenté de sujet de m'écrire, ou que votre mesintelligence étoit tellement accrue, que non-seulement vous ne vous voyiez plus, mais aviez rompu toute sorte de Commerce entre vous, mêmes par la voye d'un tiers. Mais, pour éviter de vous reprocher qu'elle a retardé, sinon entièrement ruiné, toutes mes affaires, je ne vous demanderai pas raison du retardement du département des Sieurs de Bregy, & Croissi, & sans entrer en aucune discussion du fait, je me contenterai de vous dire, que si ces deux ou l'un d'entr'eux ne s'étoit pas encore acheminé au lieu où ils sont destinés, ou qu'un tiers n'eût été substitué à l'emploi du second, que cette Lettre reçue vous ayez à le faire partir, donnant ce qui est juste à l'un ou l'autre, ou à celui qui, à la place du dernier, entreprendra le Voyage de Transilvanie. Pour être riche, il seroit très-malhonorable qu'il fût un si long Voyage sur sa bourse, & ce n'est pas l'usage de ce Royaume que l'on serve à ses dépens. Le Voyage de Mr. de Montigny n'aura pas été entièrement inutile; s'il n'a pas trouvé jour de proposer l'une des affaires dont vous l'avez chargé, il a avancé la seconde, & selon ce qui m'est écrit, tant par le Sieur d'Estrades, que par le Secrétaire Braslet, je tiens que le Comte d'Emden & la Landgrave de Hesse seront pour ajuster leurs différends, celle-ci, du consentement de l'autre, gardant les Lieux qu'elle occupe, & lui sera payée la contribution établie; l'autre desarmera sans réserve, ou conservera si peu de Troupes, qu'elles ne seront pas capables de rien entreprendre, ni de donner la moindre jalousie.

Le Tens, Père de la Verité, a fait connoître à Monsieur le Prince d'Orange, qu'on avoit accusé à tort le Sieur Baron de Rorté, & détrompé de l'opinion qu'il avoit eue, a pris sa première conduite, & contribué ses soins pour l'accommodement de ce différent. Et afin que le Traité qui se fera entre les Parties soit plus solidement établi, j'envoie un Pouvoir audit Sieur de Rorté d'y intervenir, & de promettre que je le ratifierai, lui défendant pourtant de le déclarer, qu'il n'en soit recherché par eux, & qu'il n'ait bien établi que les Députés de Messieurs les Etats lui cederont la première place, qu'ils lui pourroient contester, pour n'être employé en Allemagne que sous le titre de Résident; mais ceux-là n'en ayant d'autre que ceux de Députés des Provinces pourront peut-être se relâcher, ou surpris, de ce qu'ils n'attendent pas avoir consenti à ce que j'ai à désirer, avant que d'y avoir formé nulle difficulté. Qui examinera par raison, ce qui est à faire, la diffé-

rence d'une République naissante, & d'une Monarchie établie depuis plus de douze siècles, condamnera aisément ces Messieurs, qui présumant tant de leur puissance, étant capables de prétendre ce que plusieurs ne contesteroient pas, à l'encontre desquels on n'auroit pas à dire ce qui se peut à leur égard. Et d'autant que c'est de vous que ledit Sieur Baron a reçu son Instruction, & qu'ayant souvent conféré avec ladite Dame la Landgrave, vous savez ce qu'elle désire; il sera très-à propos que vous lui marquiez ce qu'elle a demandé pour elle, & ce dont il se doit contenter. Et bien que je lui écrive ce que je crois qu'il doit faire, je le remets néanmoins à exécuter vos ordres. Ceux que j'ai donné à ceux qui commandent mon Armée de Flandres, s'exécutent avec une telle vitesse, que bien-tôt le Lieu de Warren sera fortifié, lequel me donne de si grands avantages, que, par le jugement de mon Cousin, le Prince d'Orange, il l'estime de pareille conséquence que seroit la prise de St. Omer.

En Allemagne, j'entends du côté du Rhin, mes affaires y vont à souhait, la prise de Philipsbourg les y établira entièrement, où celles des Villes de Spire, Wormes, & peut-être de Mayence y donneront des quartiers pour mon Armée, qu'il sera aisé de fortifier pendant l'hiver, & soit l'affection, que les Soldats Allemands ont au bon parti, ou le mauvais traitement que ceux qui étoient à Dillingen reçoivent des Ennemis, plusieurs reviennent rechercher leurs Compagnons.

Si dans le Holstein Torstenfon avoit un pareil succès, qu'il y défit, ou y ruinât l'Armée de Galas, ce seroit un grand avantage, & un très-assuré, si l'entreprise du Sieur de la Thuillerie moyennoit la Paix entre les Couronnes de Suede & Danemark. Vous en êtes bien plus près que moi, & ainsi vous avez des nouvelles plus fraîches, que je ne les puis avoir, & êtes informés des mêmes qui m'écrivent ce qui s'y passe. Il seroit assés inutile, que je vous en entretinsse, non de vous avertir de faire réflexion sur la conduite du Roi de Danemark, puisque l'un de ses Conseillers est en l'Armée de Galas, & admis en part des résolutions qu'elle forme, dont il est bon que le Sieur de la Thuillerie soit informé, soit pour faire apprehender aux Suedois la trop grande jonction entre l'Empereur & le Roi de Danemark, qu'à celui-ci, quand il sera auprès de lui, qu'il s'embarque trop avant, & que si d'heure il ne pourvoit à sa sûreté, il s'engagera si avant, que ses Pais continueront à être le théâtre de la Guerre.

Cette Lettre déjà écrite, un Courier, dépêché par mon Cousin le Maréchal de la Mothe, est arrivé, lequel assure que le Port de Tarragone, comme le Fort qui en dépend, ont été pris & que la Ville étoit en terme de l'être, quand il est parti. Cette Conquête est bien de plus grande conséquence & considération, que la perte de Lerida, & par la grandeur de la Place, & par sa situation. J'attendrai avec impatience l'arrivée d'un second Courier, & dès qu'il sera arrivé, & que j'aurai su la reddition de la Ville, je vous en tiendrai avertis. Je viens de recevoir tout présentement un Courier, dépêché par mon Cousin le Duc d'Anguien, lequel m'a apporté la nouvelle qu'il a pris le Fort du Rhin, qui donnoit la communication à Philipsbourg, que la Circonvallation de cette Place est achevée, & que déjà la tranchée est ouverte, qu'il n'y a que six cens hommes de pied & de cheval, & qu'il espere dans peu l'avoir forcée, ou bien reduire la Garnison à capituler.

Ainsi je vois prêt à arriver ce que je vous

man-

1644.

Ordres à l'Armée de Flandres bien executés.

La Prise de Philipsbourg sera d'un grand avantage, la Place est assiegée.

Affaires du Holstein.

Prise du Port & du Fort de Tarragone, & du Siège de la Ville.

Prise du Fort du Rhin qui donnoit la communication à Philipsbourg.



1644.

mandois, avant l'arrivée du Courrier. Sur ce je prie Dieu, qu'il vous ait, Messieurs les Comtes d'Avaux & de Servien, en sa sainte & digne garde. *Signé, ANNE; Et plus bas, DELOMENIE.*

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 3. Septemb. 1644.

*Il blâme leurs animosités. Il les exhorte à les déposer. Etat florissant des affaires en Italie, en Catalogne, en Flandres. Siège du Sas de Gand. Etat des affaires en Allemagne. L'Affaire d'Oostfrise. Affaires des Suedois. Il les exhorte de nouveau à la bonne intelligence.*

MESSIEURS,

Il blâme leurs animosités.

Je ne vous saurois exprimer à quel point je m'afflige pour la continuation de la mauvaise intelligence, qui est parmi vous. Je ne laisse pas moins de me promettre que l'arrivée de Mr. de St. Romain, les Lettres de leurs Majestés, qu'il vous porte, la prière ardente que je vous fais par les miennes, & les considérations du service de leurs dites Majestés, & l'Intérêt general de la Chrétienté auront pu adoucir l'aigreur, & calmer l'émotion qui vous travaille & qui nous fait ici de la peine.

Il les exhorte à les déposer.

Pour le moins je vous conjure, par toutes ces considérations, de vous disposer à faire une trêve, & une suspension, pour ainsi dire, de vos ressentimens, & de les donner pour quelque-tems au bien du Public, qui a besoin de votre bonne intelligence, quoi qu'après cela je ne vous conseille point de les reprendre; mais je vous promets qu'on examinera les Causes, & les Principes, si vous le désirez, & qu'on en jugera avec esprit d'équité, & sans préoccupation pour l'un ni pour l'autre, & par conséquent avec une juste & raisonnable satisfaction, pour ceux qui la devront recevoir.

Cependant je vous laisse à considérer, dans la constitution présente des affaires, où il semble que, par les grandes prospérités, dont Dieu accompagne par tout les Armes du Roi, il les veuille porter à la Paix, nonobstant les résistances de nos Ennemis, si vous ne devez pas mettre bas toute considération particulière, pour vaquer, avec un esprit libre de trouble & déchargé de toute passion, à un œuvre dont la Divine Providence travaille visiblement à vous rendre le succès facile.

Que si les Romains se sont dépoñillés de leurs plus chères & naturelles affections, & n'ont pas épargné la vie même de leurs En-

TOM. II.

fans pour l'amour de leur Patrie, & si les Guerres étrangères font cesser les civiles & mettent bien ensemble ceux qui étoient en querelle, pour agir conjointement contre le commun Ennemi; il semble que vous ne vous ferez point de tort de quitter, ou de suspendre les passions nées de votre intérêt particulier, pour aider avec plus de liberté toute la République Chrétienne à sortir de cette longue & pesante charge de maux dont vous la voyez opprimée.

Quelle est la face de nos affaires, je crois que vous ne l'ignorez point. Je ne laisserai pas néanmoins de vous dire, qu'elle ne peut être guère plus florissante. Monsieur le Prince Thomas, après avoir fait du ravage dans le Milanois, a assiégé la Place de Santia dans le Piémont, & la raison veut qu'il s'en rende Maître, n'y ayant point d'Armée considérable en Campagne, pour s'y opposer.

On nous mande de Catalogne que le Mole de Tarragone est pris, & par conséquent, que rien par Mer ne peut entrer dans cette Place; ce qui est un grand indice de la prochaine réduction. Sur quoi vous considérerez que ce Siège a été entrepris, après que l'Armée Espagnole a été débarassée de celui de Lerida, ce qui fait voir que nous sommes puissans & Maîtres de la Campagne dans la Catalogne.

Le Poste de Houatte dont nous nous sommes emparés au delà du Canal de Gravelines, & que nous avons assuré pour la prise des Forts de Henuin & de Rebus, nous donne moyen de courir fort avant, & de tourmenter la Flandres. Le Siège du Sas de Gand par les Hollandois s'achève heureusement, & ne peut manquer, humainement parlant, d'avoir une issue favorable, après quoi jugez si la disposition où nous avons avis que sont les Flamands de pourvoir à leurs affaires, ne se doit pas augmenter, & particulièrement à présent que celles du parti Imperial déclinent manifestement en Allemagne, jusques-là que le Duc de Bavière a été obligé de contremander les quatre Régimens de Hasfeld, que les Espagnols avoient obtenu de l'Empereur qui les envoyoit en Flandres.

Vous aurez pu apprendre le Siège de Philipsbourg par Mr. le Duc d'Anguien, la prise du Fort qui étoit sur le Rhin, & sur lequel il y avoit quatre pièces de Canon, l'achèvement de la Circonvallation, l'ouverture de la Tranchée, & la faiblesse de la Garnison, qui n'est que de cinq à six cens hommes; d'où l'on peut tirer une raisonnable conséquence que cette Place ne durera pas longtems contre la vigueur & la fortune d'un tel assiégeant. Vous jugez assez quelle suite pourra avoir une telle conquête, si elle arrive, comme nous l'espérons, & je vous assure que nous tâchons d'en tirer tous les fruits, & avantages qui s'en pourront recueillir.

Vous aurez, sans doute, avis, comme l'affaire de l'Oostfrise s'achève à un accommodement, que nous pressons, autant qu'il nous est possible, afin de dégager l'Armée Hessienne, & qu'elle ait la liberté d'agir où il conviendra pour le bien de la Cause commune.

Vous serez aussi avertis comme Koningsmark fait progrès dans l'Archevêché de Bremen, que le Prince Ragotzy s'avance vers la Silésie, où celui-ci le pourroit bien venir joindre, & comme Torstenfon attend Galas dans ces avantages. Vous jugerez encore par cet état des choses, que le Roi de Danemark se rendra plus docile à entendre aux Propositions de Paix, qui lui sont faites, & dont avant cela même Monsieur de la Thuillerie nous a écrit qu'il ne témoignoit pas d'averfion.

R 2

Vous

Etat florissant des affaires.

En Italie.

En Catalogne.

En Flandres.

Siège du Sas de Gand.

Etat des affaires en Allemagne.

L'Affaire d'Oostfrise.

Affaires des Suedois.

1644.  
Il les exhorte de nouveau à la bonne intelligence.

Vous voyez donc par-là, Messieurs, qu'il semble que Dieu veuille contraindre les Ennemis à la Paix, pour laquelle ils ont eû tant de répugnance, & partant que vous êtes obligés d'ôter de votre esprit tous les obstacles qui pourroient vous rendre moins propres à la traiter & troubler le cours de votre Négociation.

Enfin souffrez qu'après toutes ces choses, je vous conjure de vous ranger à une si louable & genereuse résolution, par l'amitié que vous m'avez promise, & par cette véritable & forte passion avec laquelle je suis & ferai toujours &c.



## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N,

A Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 3. Septembre 1644.

*Les deux Ministres se réunissent. Ils font une seconde Lettre circulaire aux Princes de l'Empire. Pour les Lettres particulieres ils consulteront avec les Suedois à Osnabrug. Comme aussi sur d'autres Points. Sur l'Envoyé en Transilvanie. Raisons de sa détention. Leurs soupçons contre les Suedois. Affaire d'Oostfrise. Engagement des Suedois par rapport aux Subsidés. Marche de Torsten-son vers la haute Allemagne. Ils approuvent que la Cour envoie un Résident à Strasbourg. Ils le remercient des fonds assignés pour leurs appointemens. Ils lui donneront part du choix de leur Secrétaire. On ne parle plus de donner un Collegue à Monsieur Contarini. Résolution de l'Ambassadeur de Portugal d'aller à Munster sans qualité. Leur joye pour les bons succès des Armées.*

MONSIEUR,

Les deux Ministres se réunissent.

Nous ne vous dirons rien par cette Lettre, sur ce qu'il vous a plu de nous écrire par la vôtre du 6. du mois passé, dont nous avons reçu chacun une Copie séparément, parce que nos Dépêches particulieres vous aprirent, il y a huit jours, notre réunion, & que nous avons ponctuellement satisfait à ce qui nous a été ordonné. Nous avons reçu amplement, par le rapport de Mr. de St. Romain, & par les Dépêches qu'il nous a rendues, les

intentions de S. M. sur tout ce que nous devons faire ici. Le point le plus important, est de se résoudre, comme nous faisons, à écrire une seconde fois aux Princes & Etats de l'Empire, en accompagnant les Lettres de Sa Majesté, qu'il vous a plu nous envoyer pour eux. Lesdites Lettres ont été si prudemment conçues, qu'il seroit bien malaisé de prendre la pensée d'y ajoûter ou diminuer quelque chose, & les deux expedients, contenus dans votre plus grand Memoire, sont si judicieux, quoi qu'ils soient différens, qu'il faudra nécessairement concevoir nos Lettres particulieres aux termes qu'ils nous prescrivent. Néanmoins, avant que de nous déterminer à celle des deux voyes qu'il faudra choisir, nous avons résolu, comme il nous est ordonné par ledit Mémoire, d'en conférer avec les Ministres de Suede, & pour cet effet l'un de nous fait état de partir dès demain, pour les aller trouver à Osnabrug, & prendre cette occasion de leur rendre la visite, que l'un des leurs a ci-devant fait en ce Lieu.

Nous avons divers autres points, sur lesquels nous tâcherons d'apprendre leurs intentions dans ce Voyage, & particulièrement sur le départ de celui qui doit aller en Transilvanie, qui n'a été différé jusques-ici, qu'à cause que nous n'avions pu découvrir certainement ce que la Couronne de Suede a résolu de faire de son côté. Vous pourrez voir, par la dernière Lettre, que nous avons écrite à Mrs. Oxenstiern & Salvius, comme nous les avons pressés sur ce sujet, & néanmoins nous n'avons point encore eû leur réponse. Depuis qu'ils ont engagé la France dans l'affaire, leur conduite nous a donné quelque soupçon qu'ils pourroient bien avoir la pensée de nous laisser le soin de toute la dépense. Ils nous avoient au commencement proposé de faire payer leur part, à la charge que l'avance qui en seroit faite avec les fraix de la remise seroient déduits sur le premier payement du Subside, qui leur est dû; aussi-tôt qu'ils ont eû notre consentement, ils ont changé d'avis; après cela Mr. Salvius étoit demeuré d'accord avec nous, qu'il seroit expressément porté, par la promesse que son Collegue & lui nous donneroient, que la somme, qu'ils doivent fournir au Prince de Transilvanie, seroit prise par préférence sur le premier terme du Subside. Vous verrez par les Lettres qu'ils nous ont écrites quelque-tems après en commun, comme ils ont encore changé cette résolution, & n'ont voulu s'obliger qu'à n'employer pas l'argent de S. M. contre le Roi de Danemark. Tous ces changemens nous obligent de favoir pour une bonne fois leur intention; car encore que la diversion du Prince de Transilvanie soit très-utile, nous ne croyons pas que S. M. se veuille charger seule de tous les soins, & de toutes les dépenses qu'il faudra faire pour la conserver. Peut-être n'est-ce pas aussi en effet la pensée des Ministres de Suede; mais il importe de s'en bien éclaircir, & non-seulement d'y prendre une résolution ensemble; mais d'y travailler conjointement, & chacun porter sa part de cette nouvelle charge.

Nous vous supplions de croire, que nous n'avons pas perdu un moment de tems, en l'Affaire de l'Oostfrise, pour en hâter l'accommodement. Nous avons eû ces jours passés quelque appréhension, qu'il y eût du changement dans l'Esprit de Mr. le Prince d'Orange, & cela nous mettoit d'autant plus en peine, qu'il prenoit prétexte de son refroidissement sur un procédé plein de mépris de Mr. le Baron de Rorté envers Mr. le Comte d'Emden, dont nous savons certainement que ledit Sr. de Rorté

1644.  
Ils font une seconde Lettre Circulaire aux Princes de l'Empire.

Pour les Lettres particulieres ils consulteront avec les Suedois à Osnabrug.

Comme aussi sur d'autres points.

Sur l'Envoyé en Transilvanie.

Raison de sa détention.

Leurs soupçons contre les Suedois.

Affaire d'Oostfrise.

1644.

ne pouvoit être capable, ainsi qu'il a très-bien justifié par le propre desaveu du Comte d'Embden; mais les derniers avis de la Haye nous ont appris que la connoissance de la vérité, & les instances réitérées de la Cour ont fait reprendre audit Prince sa première disposition, & qu'ensuite il a écrit de bonne ancre à Mrs. les États, pour presser le départ de leurs Députés. Nous les croyons à présent en chemin ou sur le lieu, & s'il est vrai, comme on nous marque, qu'ils partent bien disposés, & avec un pouvoir absolu de terminer l'affaire, sans consulter leurs Supérieurs, nous voyons cet accommodement sur le point d'être conclu, en cas qu'il n'y arrive point de nouveau changement.

Ledit Sr. Baron de Rorté s'est trouvé en peine, comme il auroit à vivre avec les Députés desdits Srs. États. Nous avons estimé vous devoir envoyer la Lettre, que nous lui avons écrite, afin qu'il vous plaise de voir si, dans le conseil que nous lui avons donné, nous avons été assez heureux pour rencontrer les intentions de la Reine, tant pour la façon de vivre avec lesdits Députés, que pour les instances, que nous lui chargeons de faire à Mr. le Comte d'Erberstein.

La dernière de Mrs. les Ambassadeurs de Suede vous fera voir, qu'ils se font enfin tous deux obligés, que l'argent de S. M. ne sera point employé contre le Roi de Danemark. Nous n'avons pas estimé les devoir presser sur les autres conditions, dont nous étions auparavant convenus avec eux, parce qu'elles ne contenoient en effet que le bien & le service de cette Couronne, pour la sûreté de laquelle la bienfaisance nous a contraints de nous en remettre à leur bonne foi.

La marche de Mr. Torstenson vers la haute Allemagne, qui a suivi en même tems, nous fait espérer qu'on aura sujet d'être content de leur procédé. Cependant les précautions que nous avons apportées, dont nous ne manquons pas de donner une ample communication à Mr. de la Thuillerie, serviront beaucoup à faciliter la négociation auprès du Roi de Danemark.

Nous louons extrêmement le soin, qu'on a pris d'envoyer un Résident à Strasbourg, & le choix qu'on a fait du Sr. Stella, pour remplir cette place. Il n'aura pas besoin à son arrivée de presser cette Ville de nous faire réponse, puisque nous l'avons déjà reçue, & que nous estimons vous en avoir envoyé une Copie; mais il pourroit solliciter le départ de ces Députés, quand il fera tems, & faire plusieurs autres offices très-utiles pour le service du Roi.

Le soin qu'il vous a plu de prendre de nos appointemens est une suite de la bonne volonté, que vous nous avez témoignée en tant d'autres occasions, de laquelle nous vous remercions bien humblement. Le fond qui a été envoyé n'est que pour les Résidens, & il n'y a rien encore pour nous. Ce n'est pas qu'il ne reste entre les mains de Monfr. Hoeufft une grande partie de la somme qui lui a été fournie; mais ayant été destinée pour d'autres dépenses, encore qu'elle doive être distribuée par nos ordres, nous n'avons garde de l'appliquer à notre paiement. C'est pourquoi nous vous aurons beaucoup d'obligation du fond nouveau que vous avez agréable de faire pour notre subsistance.

Quant au Secrétaire d'Ambassade que l'on a jugé que nous devions choisir, nous essayerons ensemble, au premier jour, d'en convenir, & ne manquerons pas de vous faire savoir la résolution que nous y aurons prise.

Nous n'entendons plus parler du dessein qu'on

a eu de donner un Collegue à Mr. Contarini. Nous tâcherons adroitement d'apprendre ce qui en est, afin que, si on en reparle, & qu'il veuille quelque secours, on lui en puisse donner.

L'Ambassadeur de Portugal qui étoit à la Haye, ayant consenti de venir ici sans aucune qualité publique, & d'y demeurer en la même sorte que fait Mr. de Castres, qui est venu avec nous, nous lui avons envoyé notre consentement avec un Passeport, & nous croyons qu'il n'attend plus qu'un Convoi pour s'y rendre.

Il ne nous reste qu'à vous témoigner la joie, que nous avons des glorieux succès, qu'il plaît à Dieu de donner aux armes, commandées par Mr. le Duc d'Anguien. Comme il ne pouvoit rien arriver de plus avantageux en Allemagne dans la conjoncture présente, nous espérons que cela nous facilitera les moyens d'avancer la négociation de la Paix, en faisant perdre aux Ennemis les vaines esperances, qu'ils avoient conçues de rétablir leurs affaires par les armes. Nous en prions Dieu de bon cœur. Nous sommes cependant &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 3. Septembre 1644.

*Ils lui donnent part de leur réunion.*

*Le départ de Mr de Bregy pour la Pologne. On sondera les Suedois sur celui de Mr. de Croissy en Transylvanie. Ils régleront avec les Suedois une seconde Lettre aux Princes d'Allemagne. Affaire d'Oostfrise.*

MONSEIGNEUR,

NOUS n'importunerons plus V. E. des causes de notre division passée. Les Lettres que nous eûmes l'honneur de lui écrire chacun de nous séparément, par le dernier Ordinaire, lui auront pu apprendre la prompte obéissance, que nous avons renduë aux Commandemens de leurs Majestés, & le respect avec lequel nous avons exécuté tous les ordres, qu'il a plu à V. E. de nous envoyer sur le même sujet. Cette Lettre que nous avons eue l'honneur de lui écrire aujourd'hui en commun lui donnera une nouvelle preuve de notre réunion, dont nous promettons que V. E. aura désormais toute satisfaction.

Nous allons travailler le plus diligemment qu'il nous sera possible à l'exécution des ordres, qui nous ont été apportés par écrit & de bouche par Mr. de St. Romain. V. E. aura déjà vu le départ de Monfr. de Bregy pour la

R 3

Polo-

1644.  
ner un Col-  
legue à Mr.  
Contarini.

Resolution  
de l'Ambas-  
sadeur de  
Portugal  
d'aller à  
Munster sans  
qualité.

Leur joye  
pour les bons  
succès des  
Armees.

Engagement  
des Suedois  
par rapport  
aux Subsidés.

Marche de  
Torstenson  
vers la haute  
Allemagne.

Ils approuvent  
que la Cour  
envoie un  
Résident à  
Strasbourg.

Ils le remer-  
cient des  
fonds assi-  
gnés pour  
leurs appointe-  
mens.

Ils lui donne-  
ront part du  
choix de leur  
Secrétaire.

On ne parle  
plus de don-

Ils lui don-  
nent part de  
leur réunion.

Départ de  
Mr. de Bregy  
pour la Po-  
logne.



1644.  
On l'ondera  
les Suedois  
sur celui de  
Mr. de Crois-  
sy en Tran-  
silvanie.

Pologne, & verra par la Lettre de Mr. de Brienne, dont nous lui envoyons une copie, que celui de Mr. de Croissy en Transilvanie n'a été différé jusques ici, que pour n'avoir pu découvrir encore certainement la part que Mrs. les Suedois veulent prendre dans cette Négociation. L'un de nous doit aller demain à Osna-brug, pour être assuré de leur résolution, de crainte que, si nous étions une fois embarqués sans eux en cette Affaire, ils ne fussent bien aises de nous laisser le soin de la dépense.

Ils régleront  
avec les Sue-  
dois une se-  
conde Lettre  
aux Princes  
d'Allemagne.

Nous tâcherons dans le même voyage de résoudre avec eux les Lettres, qui doivent être écrites à tous les Princes & Etats d'Allemagne, pour en accompagner celle de S. M. comme il nous a été ordonné, & ce sera par leur avis, ou pour le moins de concert avec eux, que nous suivrons l'un des deux expédients, contenus dans le Memoire qui nous a été envoyé, lesquels nous reconnoissons tous deux si également utiles, que nous avons peine de préférer l'un à l'autre.

Affaire  
d'Oostfrise.

L'Affaire d'Oostfrise nous avoit donné quel-que sujet de nouvelle appréhension, pour le refus que faisoit Monsieur le Prince d'Orange de s'en mêler; mais comme la connoissance de la vérité l'a desabusé de quelques plaintes, qu'on lui avoit faites de Mr. de Rorté, & qu'il a été pressé en même tems, par les instances réitérées qui lui ont été faites de la part du Roi, il en a écrit de bonne encre à Mrs les Etats, & la résolution qu'ils ont enfin prise de faire partir leurs Députés, que nous croirions en chemin, ou sur le lieu, nous fait esperer une prompte conclusion de cet accommodement. Après cela, Monseigneur, nous ne manquerons pas de presser comme il faut Madame la Landgrave & ses Ministres, pour faire agir ses forces plus utilement pour le public, qu'elles n'ont fait jusques ici. Nous en avons écrit par avance à Mr. le Comte d'Erberstein, & chargé Mr. de Rorté de lui faire comprendre le sujet qu'on auroit de se plaindre, s'il demouroit toute cette année aussi inutile que la précédente, & s'il ne vouloit point profiter de la favorable conjoncture, que lui donne la victoire de Monseigneur le Duc d'Anguien. Peut-être ne fera-t-il pas inutile d'en faire parler fortement à M. . . . . afin qu'il en écrive par deça; tout ce qu'on lui en peut dire maintenant ne peut être que bien reçu, après les assistances extraordinaires qui ont été données cette année à Madame la Landgrave, tant en argent que dans l'Affaire d'Oostfrise; ce qui nous fait croire qu'on lui peut hardiment faire appréhender, & croire que les choses ne pourroient pas continuer de la sorte, si ses Ministres ne vouloient songer qu'à conserver leurs quartiers. Nous la croyons pleine de bonne volonté, mais elle n'est pas toujours absolument la Maîtresse & ceux qui commandent ses armes trouvent moyen de ne faire qu'une partie de ce qui lui plaît. C'est tout ce que nous aurons l'honneur de dire à V. E. par cette Lettre, après l'avoir assurée de notre obéissance, & de la passion avec laquelle nous sommes, &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A U R O I.

Du 3. Septembre 1644.

*Ils lui donnent part de leur réunion.*

S I R E,

Nous croyons que V. M. sera suffisamment informée par cette Lettre de notre réunion, & de l'obéissance que nous avons renduë à ses commandemens, puisque nous avons l'honneur de lui écrire en commun, & que nous nous promettons que Dieu nous fera la grace de continuer à V. M. nos très-humbles services à l'avenir, avec la même affection & fidélité que nous avons fait par le passé. Nous le prions de bon cœur, que ce soit avec plus de succès, que nous n'avons encore pu faire jusques ici dans la Négociation de la Paix. Les grands avantages, qu'il lui a plu de donner à vos armes en dernier lieu, nous font esperer que vos Ennemis seront enfin contraints de faire par force ce qu'ils ne font pas de bonne volonté, & que le Ciel benissant les saintes intentions de V. M. & de la Reine Regente, pour le repos de la Chrétienté, donnera bientôt à V. M. la gloire de l'établir malgré ceux qui le voudroient empêcher. Ce sont les vœux & les souhaits de &c.

Ils lui don-  
nent part de  
leur réunion.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E.

Du 10. Septembre 1644.

*Leur entrevue avec les Suedois. Affaire d'Oostfrise. Affaire du payement des Subsidés aux Suedois. Affaire de Transilvanie. Ils font savoir aux Suedois leurs ordres pour écrire une autre Lettre Circulaire aux Princes de l'Empire. Sentiment des Suedois. Affaire*



1644.

*Affaire de la Négociation. Magnificence des Ministres Suedois à Osnabrug Mesintelligence entre les Impériaux & les Danois.*

MONSIEUR,

Leur entrevue avec les Suedois.

Affaire d'Oostfrise.

AVANT que de vous faire savoir ce qui s'est passé au voyage, que l'un de nous vient de faire vers Mrs. les Ambassadeurs de Suede, nous sommes obligés de répondre à quelques points de votre dernière Dépêche du 24. du passé.

Nous avons crû pendant quelque tems devoir faire le même jugement, que vous faites par votre Lettre, de l'Affaire d'Oostfrise; mais le changement arrivé dans l'Esprit de Monsieur le Prince d'Orange, & la bonne disposition qu'il a fait paroître en dernier lieu pour l'accommodement du Comte d'Embden avec Madame la Landgrave, nous ayant fait changer d'avis, nous avons sujet de croire, qu'ils vous obligeront d'en faire de même.

Nous ne voyons pas lieu dans les choses qui paroissent, de faire aucun mauvais jugement du succès de cette Affaire. Il n'y a plus que la lenteur naturelle de Mrs. les Etats, qui en retarde la conclusion; leurs Députés ont été nommés, il y a déjà quelques jours, & leurs Instructions dressées. Ils seront assés autorisés pour terminer l'Affaire sur le lieu, sans consulter de nouveau leurs Supérieurs, qui est ce que nous avons désiré. Nous avions crû que les dernières Lettres de Mrs. de Montigny & Brasfer nous apprendroient leur départ; mais ils nous mandent qu'il a encore été différé, tant à cause que l'argent du voyage ne s'est pas trouvé bien prêt, que pour vouloir auparavant communiquer leur intention à Monsieur le Prince d'Orange; si bien que nous nous promettons, que leurs premières Lettres vous apprendront leur départ, aussi-bien qu'à nous, & que peu de tems après l'accord sera resolu aux conditions que l'on désire, à savoir que le Comte d'Embden desarmera, que le Comte d'Erberstein démolira ses Fortifications, & que Madame la Landgrave conservera ses Quartiers & ses Contributions dans l'Oostfrise, comme auparavant; au moins on nous fait entendre que ce sont les sentimens de Mrs. les Etats, qui en cela se trouvent conformes aux intentions de la Reine.

Affaire du paiement des Subsidies aux Suedois.

Nous croyons, que ce que nous avons eû le bien de vous écrire par le dernier Ordinaire, touchant les précautions que nous avons exigées de Mrs. les Ambassadeurs de Suede, avant que de leur faire payer le premier terme du Subside, aura donné entière satisfaction à leurs Majestés, & que l'on avoit principalement sujet de désirer, qu'ils n'en pussent rien employer à la Guerre de Danemark. Ils nous en ont donné une promesse expresse, que nous avons envoyée à l'avance, tandis que l'Armée Suedoise a été dans le Pais du Roi de Danemark, & que toutes les forces de cette Couronne ont été employées par mer & par terre contre lui. Afin d'être assurés, que les effets répondront aux paroles, nous avons désiré de voir la distribution, qui seroit faite de l'argent de S. M. mais à présent que le retour de Mr. Torstenfon dans l'Allemagne change si avantageusement la face des Affaires publiques, & satisfait pleinement à tout ce que nous avions souhaité, nous aurions appréhendé de n'être pas bien fondés, si nous avions demandé quelque chose davantage.

1644.  
Affaire du Transilvain.

Quant à l'Affaire du Prince de Transilvanie, elle a été un des principaux sujets du voyage qui a été fait à Osnabrug. Nous avons estimé que c'étoit moi Servien qui le devois faire, pour rendre à Mrs. les Suedois le compliment que Mr. Salvius nous étoit venu faire ici, à cause qu'il tient, dans l'Ambassade de Suede, la même place que je tiens dans celle-ci. Je n'ai pas pû tirer d'eux tout l'éclaircissement que nous eussions souhaité, principalement sur la somme que la Suede est obligée de faire payer audit Prince. Ils m'ont bien dit, qu'ils croyoient qu'on y avoit déjà satisfait, & qu'ils ont, par les Lettres de Mr. Torstenfon, qu'on a fait remettre, il y a quelque tems, à Dantzic, six mil Risdals pour cet effet.

Mais comme on les a pressés sur les autres points de leur Instruction, qui doit être donnée au Député que S. M. y envoie, ils ont répondu, que la conduite de cette affaire avoit été principalement commise à Mr. Torstenfon, qui a fait le Traité, que la Reine de Suede ne l'a pas ratifié par un autre Acte formel; mais qu'elle s'est engagée à l'exécution par une Lettre écrite audit Prince, dont ils nous ont donné la Copie, que nous vous envoyons; ce qui leur fait croire qu'il ne leur reste aucune nouvelle Négociation à faire par écrit, puisque ledit Sr. Torstenfon est chargé d'exécuter le contenu au Traité ci-devant fait; que néanmoins on en pourra savoir davantage de particularités dudit Sr. Torstenfon, lequel se promet que le Député de S. M. lui fera la faveur d'en communiquer avec lui, en passant, avant que de se rendre en Transilvanie. Ces réponses si générales & si accompagnées d'irrésolution nous mettent un peu en peine, & ne nous ouvrent pas assés intelligiblement les moyens de dresser l'Instruction de celui qui doit faire le voyage; néanmoins nous y allons travailler, & suivrons, le plus ponctuellement qu'il nous sera possible, les ordres qui nous ont été envoyés sur ce sujet.

Le dernier Mémoire du Roi nous obligeant de communiquer auxdits Srs. Ambassadeurs la résolution qu'on a prise de faire une seconde Dépêche aux Princes & Etats de l'Empire; nous leur avons fait savoir l'ordre exprès que nous avions de S. M. de leur demander leurs sentimens, dont ils se sont sentis fort obligés; & après nous avoir fait de grands remerciemens de cette confiance, lorsque la Lettre du Roi leur a été montrée, ils l'ont extrêmement louée, & ont ajouté qu'on ne pourra pas voir sans étonnement que S. M., au milieu de ses victoires & de ses prospérités, ait voulu demeurer dans une si grande modération, laquelle, selon leur opinion, fera un très-bon effet.

Quant à la Lettre qu'on nous a ordonné d'écrire pour accompagner celle du Roi; ils ont été d'avis, sans hésiter, que nous la dressions selon le dernier expedient contenu au Mémoire de S. M. Cet avis s'étant rencontré entièrement conforme à celui que nous avions déjà pris entre nous, nous avons resolu de le suivre, & croyons même nous devoir servir des mêmes termes, auxquels il est conçu par ledit Article du Mémoire, en y ajoutant seulement ce qui est nécessaire pour la justification de notre conduite au fait de la Paix. Cela n'empêchera pas, que nous ne puissions faire ci-après, si l'occasion le requiert, une réponse à l'Ecrit des Commissaires Impériaux, sous le nom d'une tierce personne, ou autrement, comme il sera jugé plus à propos.

L'ordre qui nous a été envoyé de faciliter ici en toutes choses la Négociation, afin de rejeter plus facilement sur nos Ennemis le blâme du

Ils font savoir aux Suedois leurs ordres pour écrire une autre Lettre Circulaire aux Princes de l'Empire. Sentimens des Suedois.

Affaire de la Négociation.

1644.

du retardement, & nous acquérir l'affection des Peuples, qui souhaitent si ardemment la Paix, a été aussi communiqué auxdits Ambassadeurs. Comme c'étoit le point sur lequel nous avions plus de besoin de leur consentement, je leur ai témoigné, en leur demandant leur avis, que c'étoit à condition de ne faire que ce qu'ils trouveroient bon. Cette confiance les a rendus plus faciles à consentir ici avec nos Parties à la reformation des Pouvoirs, & des autres choses qui peuvent avancer la Négociation, encore même qu'on ne fasse rien à Osnabrug, sans que nous ayons sujet de craindre, que nos Alliés le puissent trouver mauvais. Ils n'y ont apporté qu'une seule limitation, qui est, qu'après que lesdits Pouvoirs auront été reformés, on ne pourra point faire ici la communication de l'échange, qu'elle ne soit faite en même tems à Osnabrug, ce qui est très-raisonnable. Il semble que dans les choses generales, & principalement pour l'avancement de la Paix, lesdits Srs. Ambassadeurs ont les mêmes instructions, & les mêmes ordres que nous, c'est-à-dire qu'il ne faut rien omettre pour y parvenir, en cas qu'on la puisse faire generale, honorable & sûre; mais que, sans ces conditions, il est plus avantageux de continuer la Guerre.

Magnificence d's Ministres Suedois à Osnabrug.

On nous avoit voulu faire croire, que l'aprehension de ne pouvoir pas porter si avant l'éclat de leur Ambassade les a fait obstiner à vouloir être dans une Ville séparée. Mais je les ai trouvés dans un éclat si magnifique, que la séparation semble être avantageuse pour nous, parce que nous aurions été séparés en beaucoup de choses. Ils ne font point de visite de Ceremonie, que dans un des Carrosses de leur Reine; ils sont suivis de douze Halbardiers vêtus de livrées, & accompagnés d'un grand nombre de Gentilshommes bien faits, qui marchent à pied devant leur Carrosse, avec un grand nombre de Pages & d'Estafiers, & ce qui passe tout le reste, quatre Trompettes, & des Tymbales jouent toutes les fois que Mr. Oxenstiern se lève, se couche, & se met à table.

Mesintelligence entre les Imperiaux & les Danois.

Leur opinion est que les Imperiaux & les Danois se sont séparés fort mal satisfaits les uns des autres. Ceux-ci se plaignent que Galas est incapable, par sa lenteur & son ignorance, de jamais rien faire qui vaille; lui au contraire publie, que les Danois sont des discoureurs, qui ne disent jamais la vérité; qu'on lui avoit promis, en entrant dans le Holstein, deux montres pour son Armée, & qu'on ne lui a pas donné un teston; qu'il devoit trouver un Magazin fourni de toutes sortes de munitions de Guerre & de bouche, & qu'il a manqué de tout; qu'on devoit joindre à son Armée quatre mil Soldats Danois & huit mil Païsans, & que ce grand nombre s'est trouvé réduit à 3000. Soldats, & 1000. Païsans; qu'on lui avoit représenté l'Armée de Mr. Torsten-son entierement ruinée, & qu'elle a marché en Campagne beaucoup plus forte que la sienne; qu'on s'étoit vanté d'avoir entierement dissipé la Flote Suedoise, quoi qu'elle n'ait reçu aucun dommage considerable, & qu'elle tienne à présent la Mer, sans que la Danoise l'ose attaquer.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur le Comte de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 17. Septembre 1644.

*Progrès des Armées. Prise de Philipsbourg. Siège du Sas de Gand. Prise de Santia en Italie. Esperances du côté de Catalogne. Il communique leurs Lettres à la Reine. Sa Majesté est satisfaite de leur bonne intelligence. On laisse à leurs soins à régler les Affaires touchant une nouvelle Lettre Circulaire aux Princes de l'Empire. Ses remarques par rapport aux Suedois sur le Traité avec le Transilvain. Soupçons du Transilvain. Affaire d'Oostfrise. La France est satisfaite de Mr. Constarini. Il leur recommande Mr. Bregy. Affaire du Conclave.*

MESSIEURS,

JE pliois cette Feuille pour vous écrire, quand la nouvelle de Philipsbourg nous a été apportée. Elle me semble de si grande importance, qu'elle mérite d'être écrite à la tête de cette Dépêche. Celui qui l'a apportée a fait tant de diligence, qu'il est contraint de se reposer; si je puis retirer de lui les conditions de la Capitulation, je les joindrai à cette Lettre, & vous donnerai compte en détail de ce qui a été fait de plus mémorable en ce Siège. Celui du Sas a aussi eu une heureuse fin; dès-le 6. la Place fut rendue. Les Espagnols ont aussi capitulé dans celui de Santia, desorte qu'en Italie on se trouve en état de songer à quelque chose de plus. On delibereroit s'il falloit reprendre la Citadelle d'Ast, que les Ennemis ont surpris, ou s'embarquer à quelqu'autre dessein, & après une mure délibération, on a pris le parti le plus avantageux, qui est de chercher à prendre des quartiers; puisque cette Place, se trouvant environnée de plusieurs de l'Etat de Savoye, ne sauroit être défendue par les Ennemis, & qu'elle sera forcée de se rendre, ne pouvant endommager le Pais ni seulement la Ville qui la commande, & qui se trouve munie d'une bonne & forte Garnison.

Peut-être, avant que je signe cette Lettre, aurons-nous des avis de Catalogne, dont j'aurai à vous faire part, qui sera la prise de Tarragone. Ceux qui viennent du Camp du Maréchal de la Mothe conviennent en ce point avec lui, que déjà on est logé aux pieds des Bastions, & que la Place ne sauroit durer plus de cinq ou six jours,

Progrès des Armées. Prise de Philipsbourg.

Siège du Sas de Gand.

Prise de Santia en Italie.

Esperances du côté de Catalogne.

1644.

jours, & qu'il est impossible aux Ennemis de la secourir du côté de la Mer, parce que notre Armée Navale s'est faisie du Mole, & pour n'avoir pas d'Armée navale assés considérable pour l'oser entreprendre; & de celui de terre, de venir en pleine Campagne pour donner une bataille que la nôtre rechercheroit, & qui se trouve si forte qu'elle ne sauroit rien craindre. Tous ces bons succès donneront ouverture au Traité general, & vous vont préparer les moyens de recueillir de la gloire. Telle est votre fortune; & personne ne vous l'envie; les gens de bien joignent leurs vœux à vos prières, afin que vous la remportiez.

Il communi-  
que leurs Let-  
tres à la Rei-  
ne.

Sa Majesté  
est satisfaite  
de leur bonne  
intelligence.

On laisse à  
leurs soins de  
régler les affai-  
res touchant  
une nouvelle  
Lettre Circu-  
laire aux  
Princes de  
l'Empire.

Ses remar-  
ques par rap-  
port aux  
Suedois sur  
leur Traité  
avec le Tran-  
silvain.

Soupçons du  
Transilvain.

Affaire  
d'Oultfrise.

Il est tems de reprendre l'ordre que je m'étois prescrit, d'accuser la reception de votre Dépêche du 3. du présent, & remarquer que le 14. j'allai en ce Lieu. Le lendemain, j'en donnai compte à Sa Majesté qui fut très-satisfaite d'apprendre que votre union étoit si parfaite, qu'il ne restoit point de trace de votre desunion, & elle me commanda de vous mander qu'elle en avoit autant de joye que des autres nouvelles qu'elle avoit reçues.

Comme il a été remis à votre prudence de choisir, des deux expédiens qui vous ont été proposés, celui que vous jugerez le meilleur, ayant à écrire aux Princes de l'Empire, & leur envoyer les Lettres de Sa Majesté. On attend que vous suiviez celui qui sera pour faire plus d'impression en leurs esprits, & qui sera pour donner plus de satisfaction à la Couronne de Suede, avec les Ministres de laquelle vous deviez en aller conférer. J'attendrai avec impatience pour savoir ce que vous aurez résolu, & quels auront été leurs mouvemens sur les affaires, que celui de vous, Messieurs, qui les va trouver leur aura proposées. Il seroit à craindre que, comme ils ont changé les conditions, sous lesquelles vous leur avez fait toucher le Subside, après en être convenus avec vous, ils se fussent refroidis d'assister le Prince de Transilvanie, & qu'ils voulussent nous charger seuls de cette dépense. S'ils nous croient de si facile convention, ils se mécomptent. Nous avons crû faire beaucoup pour eux, en vous soutenant à exécuter un Traité qu'ils ont fait, & duquel ils tirent autant & plus d'avantage que nous. C'est donc à eux à se déclarer, qui ont embarqué ce Prince sous de belles promesses, & auxquelles ils n'ont pas satisfait. Nous au contraire, & par l'envoi de l'argent, & par plusieurs offices, que nous avons fait faire à la Porte, en sa faveur, nous continuerons, si de leur côté ils font ce qu'ils doivent; l'argent sera payé à point nommé, au lieu concerté, & sous main nous travaillerons, afin qu'on ne l'empêche de continuer sa pointe, sans faire toutefois nulle démonstration, ni nulle presse, pour faire venir les Turcs en Hongrie. Si les Suedois n'en font point de scrupule, nous ne les traverserons point; mais d'en rechercher l'Empereur Ottoman, il faudroit que nous fussions réduits à de grandes extrémités. Il est à craindre que, pendant que l'on temporise tant d'envoyer vers le Prince de Transilvanie, il ne s'accommode avec l'Empereur, qui l'en fait rechercher, & qui lui fait faire de grandes offres, qu'il ne seigne aussi avec celui que Monsieur des Hameaux lui a dépêché, & qu'il n'essaye de tirer notre argent. Mais j'ai prévu cet inconvenient, & en conformité de vos Lettres j'ai mandé à Mr. des Hameaux qu'il ne fit aucun paiement, qu'il n'eût de vos Lettres, accompagnées d'une de celui que vous aurez dépêché vers ce Prince.

Pour l'Affaire d'Oultfrise, je la trouve en terme de s'accommoder, les Députés de Mes-

TOM. II.

sieurs les Etats étant partis, pour se rendre auprès du Comte, après que Monsieur le Prince d'Orange y a consenti, & qu'il a reconnu que l'on avoit voulu imposer à Monsieur le Baron de Rorté. J'ai vu ce que vous lui avez mandé, & je l'exhorte des s'y conformer, bien qu'il ait un Pouvoir au grand sceau, pour intervenir au Traité qui se doit conclure entre ledit Comte & Madame la Landgrave; mais sous des restrictions, apposées à la Lettre de Sa Majesté, qui sont, qu'il en fût recherché des deux Parties, & que Messieurs les Etats le voulant signer y donnassent les mains, & qu'il tint si couverte la Dépêche, qu'elle ne fût, ni ne pût être pénétrée. Si les Députés de Messieurs les Etats ne veulent signer, il ne le doit pas demander; mais s'ils veulent paroître les Médiateurs, ils ne peuvent pas refuser que les Ministres du Roi, qui a fait les avances, n'y interviennent aussi. Ce seroit un bon expédient que les uns ni les autres ne signassent point; mais seulement les Parties intéressées, qu'ils fissent un Acte séparé qui portât garantie du Traité, auquel cas, tant Mr. de Rorté, que Messieurs les Députés des Etats pourroient signer, sans avoir à contester ni démentir aucune chose sur les qualités.

Puisque Mr. de Contarini ne parle plus qu'on soit en dessein de lui donner un Collegue, il faut en louer Dieu; mais si cela se renouvelloit, & qu'on en eût la pensée, nous ferions tous les offices convenables pour l'empêcher.

Ayant donné compte à Sa Majesté d'une Lettre de Mr. de Saint Romain, il m'a été commandé de vous faire savoir, que, quand Mr. de Bregy reviendra de Pologne, Sa Majesté desire que vous l'employiez afin de le rendre toujours plus capable de la servir; qu'elle n'entend pas pour cela, sous quelque pretexte que ce puisse être, qu'il prétende aucune préférence sur ledit Sieur de Saint Romain, lequel ayant le titre de Resident doit en tous les Lieux, & en toutes occasions en tenir le rang, & en faire la fonction. Je ne sais pas pourquoi il a demandé cet ordre, mais je juge qu'il est superflû, & que ledit Sieur de Bregy n'a point de prétention contraire à la sienne.

Je finirois présentement cette Lettre, n'étoit que je viens de recevoir un Courier de Rome. Si les Lettres m'apprenent quelque nouvelle, je vous en ferai part, & en les ouvrant je vois bien qu'il n'y a point de Pape créé, & que le Cardinal Bentivoglio est sorti du Conclave, attaqué d'une forte maladie que l'on juge pourtant n'être pas mortelle, & que plusieurs autres, quoique malades aussi, aiment mieux tout hasarder, que d'en sortir. Je suis de tout mon cœur &c.

1644.

La France  
est satisfaite  
de Mr. Con-  
tarini.

Il leur re-  
commande  
Mr. de Bregy.

Affaire du  
Conclave.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A L A R E I N E.

Du 17. Septembre 1644.

Ils lui donnent part de leur réunion.  
Mr. de Bregy est arrivé à Hambourg.

S

Affaire

1644.

*Affaire de la Transilvanie. Affaire d'Oostfrise. Les progrès des armes avantageux à la Négociation pour la Paix. Les Imperiaux y témoignent quelque bonne disposition. Bonne esperance de terminer la Guerre de Suede & de Danemark. Ils donnent leurs avis. Ils prient la Reine d'écrire à Torstenfon.*

MADAME,

Ils lui donnent part de leur réunion.

NOUS esperons que V. M. aura déjà eû satisfaction de ce que nous avons fait en la plupart des choses contenues en la Lettre, dont il lui a plu nous honorer du troisieme de ce mois, tant pour l'obeïssance que nous avons renduë à ses Commandemens sur le sujet de notre réunion, que dans les autres occasions, où nous avons tâché de témoigner le fidele service, que nous sommes obligés de lui rendre.

Mr. de Bregy est arrivé à Hambourg.

En même tems que nous avons reçu la Dépêche de V. M. nous avons appris par les Lettres de Hambourg, que Mr. de Bregy y étoit arrivé, & en devoit partir le 6. de ce mois, pour continuer son voyage, duquel nous nous promettons de voir bientôt le fruit que V. M. en attend.

Affaire de la Transilvanie.

Encore que nous n'ayions pas pû découvrir assés clairement les intentions de Mrs. les Ambassadeurs de Suede en l'affaire de Transilvanie, comme nous avions fait savoir à V. M. par nos Lettres précédentes, & que le défaut de cet éclaircissement, qui nous a été fort nécessaire, nous ait mis en peine de dresser l'Instruction de celui qui y doit aller, nous n'avons pas laissé de la faire le plus conformément qu'il nous a été possible aux ordres de V. M. & de crainte qu'elle trouvât mauvais si nous eussions différé plus longtems son départ, nous n'avons pas estimé devoir attendre la réponse de V. M. sur les difficultés que nous avons eû l'honneur de lui représenter. Si ce qu'Elle avoit agréable de nous écrire se trouve différent du Memoire que nous lui avons donné, nous aurons assés de moyens de lui faire savoir les intentions de V. M. avant la fin de sa Négociation, ou peut-être même avant qu'il soit sur les Lieux. C'est pourquoi nous avons crû le devoir faire partir, toutes choses étant laissées, & nous pouvons assurer V. M. que, quand Elle recevra cette Dépêche, il sera bien avancé dans son voyage.

Affaire d'Oostfrise.

Monsieur de Montigny est de retour près de nous depuis deux jours, après s'être bien acquité de la Commission que nous lui avions donnée, avant que de sortir de la Haye. Il a vu partir les Députés de Mrs. les Etats pour l'Oostfrise. Nous attendons d'heure à autre d'apprendre, par les Lettres de Mr. de Rorté, ce qu'aura produit leur arrivée, pour en rendre compte à V. M. Nous croyons qu'il y a sujet d'en bien esperer, quoique les diverses infractions faites par Mr. le Comte d'Embden, pendant les surseances qui avoient été accordées, au préjudice de sa parole, & des Lettres que Mrs. les Etats lui avoient écrites, pour le convier de ne rien innover, ayent donné quelques nouvelles appréhensions aux Ministres de Madame la Landgrave. Ils croient qu'il n'aura pas plus d'égard ci-après à la promesse, que Mrs. les Etats donneront, pour l'accomplissement du Traité qui sera fait, qu'il en a eû aux Lettres qu'ils lui avoient écrites, & que, quand il aura entrepris quelque nouveauté, il pourra

toûjours esperer, que ceux qui l'avoient engagé dans un arnement, le garantiront du ressentiment que Mrs. les Etats pourroient avoir de son entreprise. Ce soupçon n'est pas tout-à-fait sans fondement. C'est pourquoi nous avons écrit à Mr. de Rorté d'y prendre garde, & de ménager que Mrs. les Etats s'obligent, non seulement que Madame la Landgrave ne sera point troublée à l'avenir dans la jouissance de ses Quartiers & Contributions d'Oostfrise; mais que le Traité qui sera fait, sera fidelement executé en tous ses points, & principalement en l'article du desarmement du Comte d'Embden, en cas qu'il ne puisse pas être entierement fait, lorsque le Traité sera signé.

Nous commençons déjà, Madame, à remarquer, dans notre Négociation, un effet apparent de la prosperité des Armes du Roi, & de la benediction qu'il plaît à Dieu de donner aux saintes intentions de V. M. Ses conquêtes dans la Flandre, & le long du Rhin, étant arrivées presque en même tems que l'Armée Suedoise est entrée dans l'Allemagne, & ayant rempli les Ennemis d'étonnement, changent visiblement la face des Affaires publiques. Nous voyons déjà que les Imperiaux ont beaucoup diminué de leur fierté. Ils ont fait depuis quelques jours à Osnabrug la communication des Pouvoirs, qu'ils avoient refusée depuis six mois, & Mr. le Nonce nous est venu témoigner, de leur part, que Mr. Contarini s'étant trouvé malade de la Goutte, ils étoient en bonne disposition d'avancer les Affaires. Nous n'avons pas manqué de lui répondre, selon les ordres de V. M. qu'il trouvera la même disposition de notre part, & que, pour ne suivre pas l'exemple de ceux que nous avons blâmés, le bon état des Affaires de la France, au lieu de nous rendre difficiles, nous obligera d'apporter encore plus de facilité, que nous n'eussions fait auparavant. Nous verrons bientôt à quoi aboutira ce nouveau changement. Cependant, dans l'appréhension que nous avons, que ce ne soit encore qu'une fausse apparence, & pour ne perdre pas l'avantage que nous donne la patience & la sincerité, dont nous avons usé jusques-ici, pendant que nos Parties n'ont employé que l'artifice & la mauvaise foi, nous n'avons pas trouvé à propos de différer l'envoi de la Lettre du Roi aux Princes & Etats de l'Empire, ni de la notre qui l'accompagne, vu même qu'elle étoit resoluë, & toute prête, avant qu'on nous eût donné l'avis de ce qui a été fait à Osnabrug.

Quand les Imperiaux, Madame, n'auroient fait cette avance, qu'à dessein d'amuser les Membres de l'Empire, selon leur bonne coutume, & se laver en quelque sorte du blâme, qu'on leur donnoit du retardement de la Négociation, qui n'y étoit pas encore commencée, ils pourroient être persuadés maintenant de ne retarder plus l'envoi de leurs Députés.

Nous estimons que V. M. aura déjà fû les bonnes dispositions, que Mr. de la Thuillerie a laissé en Suede, pour finir la Guerre de Danemark par un accommodement. Nous lui avons fait savoir bien exactement toutes les précautions, que nous avons apportées au paiement du Subside, & de la déférence, que nous avons renduë au Roi de Danemark en cette rencontre, afin qu'il les puisse faire valoir auprès dudit Roi, & rendre par ce moyen son entremise plus agréable. Nous avons eû ici ces jours passés un Secrétaire dudit Roi, qui nous a rendu une Lettre fort honnête de sa part, dont nous avons crû devoir envoyer la copie ci-jointe à V. M. Outre ce qu'elle contient, il nous a dit de bouche que la Guerre, que faisoit injustement la Couronne de Suede à son Maître, l'ayant

1644.

Les progrès des Armes avantageux à la Négociation pour la Paix.

Les Imperiaux y témoignent quelque bonne disposition.

Bonne esperance de terminer la Guerre de Suede & de Danemark.



1644.

l'ayant privé de la Médiation qui lui avoit été confiée, & l'ayant obligé de retirer ses Ambassadeurs d'Osnabrug ; il l'avoit chargé d'y revenir pour y résider, sans autre chose que d'être présent spectateur de ce qui se feroit, afin d'en avertir son Maître, & qu'avant de commencer son emploi, il nous avoit voulu saluer en nous rendant la Lettre, dont il avoit été chargé.

Ils donnent  
leurs avis.

Ce discours, Madame, nous a fait remarquer deux choses, l'une que le Roi de Danemark ne prétend plus, comme il avoit fait ci-devant, de retarder par son Intérêt particulier le Traité de la Paix generale, & l'autre qu'il reconnoit lui-même de ne pouvoir plus être Médiateur. La Conférence, que nous avons eue avec le Secrétaire Klein, nous a donné sujet de faire un troisième jugement ; que l'on ne désire pas en Danemark, non plus qu'en Suede, que leur différent soit renvoyé à Osnabrug, ni mêlé avec les Affaires de l'Empire, pour être traité dans la Paix generale. Il nous a voulu faire croire, que son Maître avoit maintenant beaucoup de moyens de se venger, qu'il auroit bientôt plus de vingt-mil hommes sur pied, & eseroit avec ses forces de porter la Guerre dans la Suede ; qu'il avoit du déplaisir de ce que ce dessein choquoit les Intérêts de la France ; mais que son honneur l'obligeoit à ce ressentiment. Nous avons écouté paisiblement ses menaces, & n'y avons répondu qu'en lui faisant connoître, qu'une bonne Paix doit être préférée à tous ces desseins, tant pour le repos du Roi de Danemark en l'âge où il est, que pour celui de ses Peuples. La connoissance que nous avons que le Secrétaire a part dans la confiance, & le secret de son Maître, nous fait rejouir de la Commission qui lui a été donnée de conférer quelquefois avec nous, parce qu'elle nous donnera moyen d'aider souvent ici à la Négociation de Mr. de la Thuillerie.

Ils prient la  
Reine d'écrire à Mr.  
Torstenfon.

Les dernieres Lettres de Mr. d'Avangour nous obligent de faire remarquer à V. M. que Mr. Torstenfon n'a été honoré d'aucune de ses Lettres, ni de celles du Roi, depuis qu'il commande l'Armée Suedoise. Cet honneur ayant été fait autrefois à Mr. Bannier, même accompagné de présens, celui-ci pourroit peut-être avoir quelque sujet de mécontentement, s'il ne recevoit la même grace, puisqu'on peut dire avec verité, qu'il n'a pas moins mérité du Public que l'autre. Si V. M. juge à propos de lui faire cette faveur, l'occasion n'en sauroit être plus favorable, que sur son retour en Allemagne. Comme sans doute V. M. ne voudra pas la lui faire moindre, que celle qui a été faite autrefois à son Prédecesseur, nous prenons la liberté de lui dire, que la dépense qu'elle fera obligée de faire en cette rencontre ne sera pas inutilement employée, quoiqu'elle ne puisse être gueres moindre que de 10000. Ecus. Un General du poids de celui-là a assez de crédit dans les résolutions importantes, pour les faire quelquefois pancher où bon lui semble. Il ne fera pas peu avantageux au service de V. M. qu'il soit bien disposé pour déférer aux instances qui lui pourront être faites de sa part. Nous ne doutons point que celles que V. M. lui a fait faire pour s'en retourner en Allemagne n'ayent contribué à l'avancer ; au moins sommes-nous avertis que la résolution de Suede n'étoit pas qu'il partît si-tôt de Holstein, où nous aprenons que Axell doit aller commander en sa place, & y mener quelques nouvelles Troupes de la Pomeranie, dont il a été jusques-ici Gouverneur. &c.

TOM. II.

1644

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 17. Septembre 1644.

*Ils s'excusent du peu du succès des Négociations. Leurs instances à la Landgrave. Surprise de tous les Imperiaux pour la prise de Philipsbourg. Il semble qu'on veut tout de bon entamer les Négociations. Ils lui demandent son avis pour s'y conduire. On les sollicite pour faire des levées étrangères. Pretensions des Ministres de la Landgrave.*

MONSEIGNEUR,

Nous osons nous promettre que V. E. aura eû contentement du respect que nous avons rendu à ses Commandemens. Nous aurions souhaité que l'occasion eût été plus mal aisée, pour lui faire connoître toujours la joye que nous aurons l'un & l'autre de lui obéir sans réserve.

Depuis que nous sommes ici, nous avons remarqué que jamais il n'a été en notre pouvoir de prendre aucun soin d'avancer les Affaires du Roi, quelque diligence que nous y ayons pû apporter, que V. E. ne les ait toujours prévenues, par les effets de sa prévoyance.

Ils s'excusent du peu du succès des Négociations.

Nous avons fait de deça toutes les instances possibles, pour faire que Madame la Landgrave pût envoyer un secours considerable à Mr. le Duc d'Anguien, & lorsque, pour en avancer l'effet, nous avons résolu d'envoyer vers elle Mr. de Beauregard, qui s'est trouvé près de nous, on nous a écrit que le Sieur de Pothem avoit déjà écrit la même chose par l'ordre de V. E. Elle peut bien croire que nous n'avons pas regret, quand nos travaux sont rendus inutiles de cette sorte ; mais nous ne pouvons voir sans étonnement, que V. E. dans un grand nombre d'Affaires importantes qui l'accablent, ait le loisir de voir & pourvoir plus à tems & plus promptement à celles qui sont éloignées, que ceux même qui se trouvent sur les Lieux.

Leurs instances à la Landgrave.

La prise de Philipsbourg a donné un si grand étourdissement aux Allemands, qu'ils ne savent plus ce qu'ils doivent craindre ou espérer, ayant vu défaire dans leurs retranchemens une Armée composée de vieux Soldats, qui portoit le nom d'invincible, & prendre d'assaut en quinze jours une Place que l'on croyoit imprénable. Nous espérons que cela leur fera changer d'humeur en notre endroit, & qu'ils ne songeront plus aux injures ni aux violences, qu'ils sembloient avoir préparé contre nos personnes.

Surprise de tous les Imperiaux pour la prise de Philipsbourg.

S 2

V. E.

1644.  
Il semble  
qu'on veut  
tout de bon  
entrainer les  
Négocia-  
tions.

V. E. verra dans la Lettre que nous avons l'honneur d'écrire à la Reine, que nos Parties font quelque semblant de vouloir entrer en Négociation. Nous n'avons garde de manquer à bien exécuter les ordres qui nous ont été envoyés, en témoignant toute sorte de facilité de notre côté; Mais s'ils persistent à désirer que l'on change les formes anciennes du Royaume, pour l'inscription & signature de notre nouveau Pouvoir, où ils voudroient que le nom & le seing de la Reine fût mis en la place de celui de Roi; nous croyons, Monseigneur, que V. E. en connoît trop bien la conséquence, & que les Coutumes & les Loix du Royaume y résistent. Il seroit impossible de se relâcher sur cet Article, vû même que dans le Parlement, où il faudra sans doute que le Traité qui sera fait présentement soit enregistré, comme celui de Vervins, & tous les précédens l'ont été, on seroit certainement difficile au moindre changement, qui pourroit être apporté à cette formalité. Nous, sans blâmer ceux qui y auroient consenti, avons estimé plus à propos de représenter ces inconvéniens en particulier à V. E. comme ses très-humbles Serviteurs, que d'en parler dans la Lettre de la Reine qui sera luë publiquement. Il semble qu'il sera plus juste de convaincre nos Parties de raisons, & par l'exemple de ce qui a été fait en semblables occasions, que de céder à une demande qu'ils font injustement. C'est pourquoi nous demandons à Mr. le Comte de Brienne une Copie authentique de quelques Traités, faits pendant la minorité du feu Roi, & pendant celle de quelques-uns de ses Prédécesseurs. En les leur faisant voir, ou il faudra qu'ils se rendent, ou qu'ils aient quelque mauvaise intention en s'attachant à une demande, qu'ils savent qu'on ne leur peut accorder. Nous pouvons assurer V. E. que nous avons renvoyé, en la dernière Conférence, Mr. le Nonce pleinement persuadé de nos raisons sur ce sujet.

Ils lui de-  
mandent son  
avis pour s'y  
conduire.

On les solli-  
cite à faire  
des levées  
étrangères.

On commence à nous faire parler pour des levées d'Etrangers; & si l'Armée du Roi prend ses Quartiers d'Hiver deçà le Rhin, comme nous n'en doutons point, il ne sera pas mal aisé d'en faire dans la Franconie. Nous supplions très-humblement V. E. de nous faire savoir les intentions de la Reine, & sur ce sujet, & sur ce que nous aurons à répondre à ceux qui s'en adresseront à nous.

V. E. verra dans le Memoire ci-joint une proposition qui nous a été faite par un homme, que nous voyons généralement estimé de tout le monde, & qui a grande expérience pour l'exécution des choses qu'il propose, quand elle ne seroit pas disposée d'y entendre. L'Auteur est résolu de s'adresser aux Suedois, & même nous a témoigné qu'il en a déjà été recherché par eux; ce qui nous fait croire, qu'il importe sans perte de tems de serrer le marché avec lui. Il y aura du tems de penser au reste, puisque ce n'est qu'un ouvrage de l'hiver prochain.

Prétentions  
des Ministres  
de la Land-  
grave.

Nous ne pouvons finir cette Lettre, Monseigneur, sans faire souvenir V. E. des prétentions des Ministres de Madame la Landgrave; outre qu'elles sont fort modiques, ce sont tous des gens de mérite, affectionnés au service du Roi, & qui en ont besoin. &c.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 24. Septembre 1644.

*Le Cardinal est indisposé. Heureux succès en Allemagne. Il louë leurs sentimens sur les Affaires d'Allemagne & il s'y conforme. Ses soins pour fortifier l'Armée de Turenne. Il ne se soucie pas du procédé du Duc de Lorraine. Il blâme son inconstance. Prise de Gravelines. Du Sas de Gand. Le Duc d'Orleans est irrité contre Mr. de Lorraine. Les Troupes de la Landgrave se joignent au Maréchal de Turenne. Affaire d'Oostfrise. Réponse à la Lettre Circulaire.*

MESSIEURS,

UN mal de Dents dont je suis affligé depuis deux jours si douloureusement, qu'il m'ôte le moyen de vaquer à aucune Affaire, ne fera qu'une trop legitime excuse, si je ne vous entretiens pas longtems pour cette fois. Je ne veux pourtant pas laisser partir ce Courrier, sans me rejouir avec vous de ce que les prosperités des Armes du Roi en Allemagne vous donneront le moyen de paroître au Lieu, où vous êtes, avec une autre contenance, & peut-être obligeront les Ennemis à songer cet Hiver au moyen d'en arrêter les suites par une bonne Paix; puisqu'il leur reste si peu d'esperance d'en venir à bout par la voye des armes.

Le Cardinal  
est indisposé.

Heureux  
succès en Al-  
lemagne.

J'ai toujours été si fort dans vos sentimens, pour ce qui est de faire nos principaux efforts en Allemagne, qu'encore que je n'aye rien oublié jusques-ici pour cela, je suis résolu d'y redoubler mes soins; & comme je juge que le vrai moyen d'avoir une forte Armée dans le tems de la Campagne, est d'y avoir eû de bons Quartiers d'Hiver, ce qui ne se peut sans Infanterie, & encore en grand nombre, afin de les pouvoir mieux étendre; outre que les Soldats qui y ont passé cette saison, & s'y sont accoutumés n'abandonnent gueres, quand la belle est venue, & que l'esperance de s'enrichir les retient.

Il louë leurs  
sentimens sur  
les Affaires  
d'Allemagne,  
& il s'y con-  
forme.

Je travaille dès à présent avec une particulière application à fortifier l'Armée de Monsieur le Maréchal de Turenne, & veux vous répondre qu'elle sera dans la fin d'Octobre plus forte, & en meilleur état qu'elle n'a jamais été. C'est une nouvelle qui vous plaira sans doute autant que toutes les autres que je saurois vous mander. Je ne dirai rien de tous nos progrès sur

Ses soins  
pour fortifier  
l'Armée de  
Turenne.

1644.  
Il ne le sou-  
cie pas du  
procédé du  
Duc de Lor-  
raine.

Il blâme son  
inconstance.

Prise de Gra-  
velines.

Du Sas de  
Gand.

Le Duc d'Or-  
leans est irri-  
té contre Mr.  
de Lorraine.

Quelques  
Troupes de la  
Landgrave  
se joignent  
au Maréchal  
de Turenne.

Affaire  
d'Oostfrise.

sur le Rhin & au deçà, parce que vous les au-  
rez fû en même tems que nous. J'y ajouterai  
seulement qu'il semble que le dernier procédé  
qu'a tenu avec nous Mr. de Lorraine, est une  
marque visible de la protection que Dieu prend  
de cette Couronne, aux choses qu'il connoît  
n'être pas de son bien, quoique quelquefois el-  
les le paroissent.

Il est certain qu'il n'y a jamais de bonnes ex-  
cuses à un manquement de parole; mais ceux  
qui sont assés méchans pour en commettre, ont  
aussi pour l'ordinaire l'habileté, pour ne le faire  
qu'en des occasions d'utilité très-considérable.  
Celle-ci n'arrive qu'après que Mr. de Lorraine  
s'est départi de tous les avantages que la Fran-  
ce lui faisoit, & qu'il s'est laissé emporter aux  
flatteuses des Espagnols, d'aller rétablir leurs  
Affaires en Flandres par le secours de Graveli-  
nes. Non seulement la Place a été prise; mais  
il a encore eû l'affront de perdre en sa présence  
le Sas de Gand, & par une retribution dont  
son procédé l'a rendu digne, on a manqué à la  
parole qu'on lui avoit donnée, lorsqu'il join-  
droit les Armées de Flandres. Il n'a donc fait  
aucune des choses qu'il avoit prétendu, & nous  
avons fait toutes celles mêmes auxquelles on  
ne s'attendoit pas. On l'a chassé de ses Quartiers  
d'Hiver, & des Places qu'il occupoit vers le Rhin,  
qui nous avoient chatouillé, pour nous relâcher  
en d'autres points dans son accommodement.  
Nous nous conservons dans la possession de la  
Lorraine, dont vous connoissez les conséquen-  
ces. Nous n'avons rien de commun avec un  
Prince, en la foi duquel on ne peut jamais  
s'assurer, d'ailleurs disgracié, qui est capable  
de communiquer son malheur à ceux à qui  
il est attaché, & ce dont je fais encore très-  
grand cas, c'est que, par cette dernière action,  
il a perdu l'appui des personnes qui pouvoient  
porter ses intérêts près de la Reine. Mr. le Duc  
d'Orleans étant irrité au dernier point contre  
lui, de ce qu'après que sa considération avoit  
beaucoup servi à faire que le Roi lui accordât  
tant d'avantages, il a méprisé toutes ses pro-  
messes, & marchant du blanc au noir, quand  
il nous avoit promis de joindre ses Troupes aux  
nôtres, il a pris le chemin du secours de Gra-  
velines, où la personne de Mr. le Duc d'Or-  
leans, & sa réputation étoient si avant enga-  
gées. Il ne doit plus attendre de secours de ce  
côté-là, & ce Prince est réduit à ne pouvoir  
se plaindre que de lui-même & de son peu de  
conduite. Dieu l'ayant voulu aveugler visible-  
ment, sans qu'il pût avoir de ressource à son  
malheur, puisqu'il n'a pû profiter de la plus  
avantageuse occasion qui se pouvoit jamais ren-  
contrer pour lui & pour sa Maison.

Tout le monde a reconnu que ce n'étoit pas  
Mr. le Cardinal, ni les mauvais traitemens,  
qu'il publioit avoir reçus & l'impossibilité de se  
fier en nous; mais que sa mauvaise conduite,  
& sa legereté lui ont toujours fait prendre le  
mauvais parti.

Enfin on lui a temoigné toute bonne inten-  
tion, sans qu'il ait fû s'en prévaloir; au con-  
traire ne recevant aucun fruit de son infidélité,  
nous avons tous les avantages de son accom-  
modement, sans en souffrir les préjudices.

Vous aurez fû la jonction de quelques Trou-  
pes de Madame la Landgrave à Mr. le Maré-  
chal de Turenne; mais en si petit nombre, qu'il  
vous restera encore une belle matiere de l'ex-  
horter de les augmenter, comme elle en auroit  
le moyen, maintenant que je tiens l'Affaire  
d'Oostfrise accommodée; afin que l'on puisse  
profiter jusqu'au bout des favorables conjonctures  
qui se présentent, dans le retour de Tors-  
tenfon en Allemagne, la consternation de

tous ces Peuples vers le Rhin & la Mozelle,  
& la foiblesse extrême des Ennemis.

1644.

Vous aurez sans doute aussi-tôt que nous un  
Libelle contre vos Lettres Circulaires, intitulé,  
*Amico-critica Monitio ad Gallia Legatos*, que  
l'on fait courir par deçà.

Réponse à la  
Lettre Cir-  
culaire.

Il vous aura été adressé comme à moi dans  
un paquet, sans autre Lettre qui l'accompa-  
gnât. C'est un Ecrit dont l'Auteur témoigne  
plus de venin & de malignité que d'être bien  
informé. On ne m'y a pas oublié, dont je fais  
gloire, pourvu que les affaires aillent toujours  
comme elles font. Sur cela je demeure &c.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Paris le 24. Septembre 1644.

*Il n'a point reçu leurs Dépêches. Worms  
& autres Places reçoivent Garnison  
Françoise. Avantages en Allemagne.  
Actions de grâces en France. Affai-  
re de Catalogne. Mayence se rend  
aux François.*

MESSIEURS,

J'A I reçu les Lettres du Secrétaire Brasset, &  
de Mrs. d'Estrades & de Rorté; mais les vo-  
tres, ni celles de Mr. Beauregard, ni de Meul-  
les ne m'ont point été rendus. Que tous  
trois eussent omis à écrire, c'est ce que je ne  
me puis imaginer, & cela me donne un juste  
soupçon, que le Courrier a été volé. C'est l'a-  
vis de Mr. Hoeufft, & il se trouve bien ap-  
puyé. On met en question, s'il faut continuer  
sous l'enveloppe du paquer dudit Hoeufft à vous  
écrire, ou adresser les Dépêches du Roi di-  
rectement à vous. La raison du doute procède  
de ce que par l'une des voyes l'envoi des Let-  
tres paroît plus secret; mais soumis à plus de  
hazards, que si directement elles vous étoient  
adressées, n'y ayant point d'excuses pour celui  
qui les ouvreroit, & le reciproque devant être  
aprehendé par les Espagnols, desquels les Dé-  
pêches pour Flandres & Allemagne passent  
en toute sûreté par le Royaume, & qu'on est  
en termes d'y consentir, que celles d'Espagne  
à Rome y prennent leur route. Sans avoir eû  
votre avis, je ne changerai pas & que vous ne  
m'ayez mandé avoir établi à Cologne une autre  
Poste, où il faudroit faire tomber nos Lettres,  
& que celui qui les recevrait eût concerté de  
la voye de les vous faire tenir, & à moi les vo-  
tres. C'est tout ce que j'aurois à vous mander,  
si le Duc d'Anguien ne me fournissoit matiere à  
m'étendre.

Il n'a point  
reçu leurs  
Dépêches.

La Ville de Worms a suivi l'exemple de  
celle de Spire, & de plusieurs autres, reçu Gar-  
nison Françoise & prêté le serment de fidélité.

Worms & au-  
tres Places  
reçoivent

1644.  
Garnison  
Françoise.  
Avantages en  
Allemagne.

Tout fuit devant nos armes ; trois Regimens de Beck ayans été rencontrés par un parti des nôtres ont été entièrement défaits : de dix cens Maîtres qui les composoient, quatre cens, outre le Commandant, & generalement tous les Officiers, Majors & petits, ont été faits prisonniers, & les deux cens restans tués sur la place. Celle de Frankendal, selon les avis de Monfr. d'Espanan, qui a été établi Gouverneur de Philipsbourg, ne sauroit éviter de se rendre dans l'Hiver, & pour celle de Fribourg, un chacun en convient déjà. Un Convoi qui leur portoit de l'argent, & des munitions a été défait par Mr. le Colonel d'Erlac, lequel assure que sa Garnison mettra cette Place à la raison, & la situation du Pais contribué à avancer cette prise. Nous ne savons pas si Mayence suivra l'exemple des autres Villes, pour se rendre sans être assiégée. Monfr. le Maréchal de Turenne a laissé vers elle un corps de trois mille Chevaux, & de mille Mousquetaires, & comme l'Archevêque s'est retiré, il y a beaucoup à esperer. Notre fortune se trouve appuyée de la justice de notre Cause, & Dieu combat visiblement pour nous.

Actions de  
grâces en  
France.

En toutes les Eglises Metropolitaines & Cathedrales de ce Royaume, à l'exemple de ce qui s'est pratiqué en la Chapelle du Roi, on a rendu les actions de grâces publiques pour tant de succès, qui nous font esperer qu'ils feront la conclusion de la Paix, qui est toujours de plus en plus désirée de leurs Majestés.

Affaire de  
Catalogne.

Nous n'avons point eû de nouvelles de Tarragone depuis le 11. & celles de ce jour-là n'étoient que d'un particulier, qui envoyoit demander une charge; mais le Duc de Bresé étant arrivé en vuë avec l'Armée Navale, leve tout espoir de secours aux assiégés, & son armée étoit si forte, qu'il en fait débarquer une partie pour prendre part à la prise de la Ville.

Mayence se  
rend aux  
Français.

Ma Dépêche étoit faite quand un Gentilhomme envoyé par Mr. le Duc d'Anguien est arrivé, lequel nous a apporté l'avis de la reddition de la Ville de Mayence. Je vous avois écrit comme Mr. le Maréchal de Turenne s'en devoit aprocher. A sa semonce, ils n'ont pas voulu entendre; mais de traiter avec Monfr. le Duc, lequel s'étant rendu au Camp les a reçus à capituler. La parole en étoit donnée, lors que mille Chevaux ou Mousquetaires parurent au delà du Rhin, qui se venoient jeter dans la Place; mais ceux de dedans ne jugerent pas devoir manquer à leur engagement, & se fier sur ce secours; ni sur un plus grand qu'on leur faisoit esperer; ayans vû prendre Philipsbourg, sans qu'on ait rien entrepris, ils jugerent aussi qu'ils seroient abandonnés. Je suis &c.



## L E T T R E

De Messieurs

## D' A V A U X

Et

## S E R V I E N

A Monsieur le Comte de

## B R I E N N E.

Du 24. Septembre 1644.

*Leur entretien avec le Nonce. Les Imperiaux font la communication des*

*Pouvoirs à Osnabrug. Etat de la Négociation à Osnabrug. Etat des Affaires d'Oostfrise. Divers jugemens de la conduite du Comte d'Embden. Leur Conseil au Comte d'Erberstein; mais à la fin ce Comte ne le suit plus. Leurs reflexions sur cet accident. Soin des Imperiaux dans l'affaire d'Oostfrise. Préparatifs des Ennemis.*

1644.

MONSIEUR,

NOUS avons eû l'honneur de rendre compte à la Reine par notre Dépêche précédente du discours qui nous avoit été fait par Mr. le Nonce, ensuite de la communication des Pouvoirs, qu'enfin les Imperiaux ont faite à Osnabrug. Nous n'avons pas manqué, en lui rendant sa visite, de l'assurer de nouveau de la facilité que nous avons charge d'apporter dans la Négociation, aussi-tôt que nous verrons que l'on y procedera sincèrement, de la part de nos Parties; que les ordres nous en ont été renouvelés, depuis qu'il a plu à Dieu de donner aux armes du Roi les dernières prosperités qui leur sont arrivées, & que nous attendrons d'apprendre de lui comment on voudra entrer en matiere, & concerter la forme du Pouvoir qu'on demeure d'accord de part & d'autre de faire réformer.

Leur entre-  
tien avec le  
Nonce.

Les Imperiaux font la communication des Pouvoirs à Osnabrug.

Depuis ce discours, nous avons toujours été en attente de ce qu'on nous répondroit, sans avoir eû encore aucune nouvelle de Monfr. le Nonce, quoique nous fâchions qu'il a été en Conférence avec les Commissaires Imperiaux sur ce sujet. Ces longueurs & le peu de suite qu'a eû la communication d'Osnabrug, où l'on n'est pas entré plus avant en affaires qu'ici, depuis le jour qu'elle a été faite chés un simple Chanoine, sans avoir convenu d'un Médiateur nouveau, ni que les Conférences seroient continuées à l'avenir dans le même lieu, ne nous permettent pas encore de faire un jugement certain de l'intention des Imperiaux, ni de bien discerner s'ils se veulent contenter de cette apparence, & si en effet leur dessein est de ne passer pas plus outre, dont nous esperons de nous éclaircir dans peu de tems pour vous le faire savoir.

Etat de la  
Négociation  
à Osnabrug.

Lorsque nous pensions que l'affaire d'Oostfrise étoit en bons termes, & sur le point d'être accommodée, il y est arrivé un très-fâcheux accident. Mr. de Rorté, en attendant les Députés de Mrs. les Etats, pour empêcher que les Parties ne vinssent aux mains, les avoit porté à une surseance d'armes, qui a été prolongée, autant que l'on a pû, & executée fidèlement par les Heffiens. Monfr. le Comte d'Embden n'a pas été si religieux de son côté & a commis, tandis même qu'elle a duré, diverses infractions, où plusieurs Soldats de Madame la Landgrave ont été tués, & d'autres mal-traités; ce que Mr. le Comte d'Erberstein a dissimulé par prudence, & par les soins que Mr. de Rorté a pris de modérer son ressentiment. Enfin l'humeur de Soldat a été plus puissante en lui, que celle de Politique. Le 10. de ce mois il s'est voulu faire raison par une seule action de toutes les injures qu'il avoit reçues en diverses occasions. Ayant eû avis que le Comte d'Embden faisoit venir des armes dans Aurick, & que pour les escorter il avoit envoyé au-devant trois cens hommes de sa Garnison, il a entièrement défait ce Con-  
voi,

Etat des af-  
faires d'Oost-  
frise.



1644.

voï, après un combat de trois heures, où une partie a été tuée sur la place, & le reste faits prisonniers.

Cette action ayant été faite lorsque les Députés de Mrs. les Etats étoient sur le point d'arriver, nous fait craindre qu'ayant trouvé la face des affaires tellement changée à leur arrivée, ils n'ayent voulu consulter leurs Supérieurs & recevoir de nouveaux ordres, avant que de travailler à l'exécution de leur Commission, & que de cette sorte ce malheureux différend, que nous pensions à la veille d'être terminé, n'occupe encore longtems les Troupes de Mad. la Landgrave en ce Pais-là, & peut-être n'ait quelque mauvaise suite.

Il a paru visiblement dans toute la conduite du Comte d'Emden, que son dessein n'étoit que de voir une rupture ouverte avec les Hessiens. Ceux qui veulent excuser les hostilités, qu'il a commises au préjudice de sa parole, & des surseances accordées de part & d'autre, disent qu'il n'a pu souffrir les violences que commettoient les Soldats Hessiens, en levant les contributions dans son Pais, & encore moins de se voir resserré, & comme assiégé par eux, dans le Lieu de sa demeure ordinaire. D'autres qui passent plus avant estiment, que, dans l'opinion qu'il a eue, de n'être pas abandonné, quand l'on viendrait aux armes, il a voulu par des voyes de fait rompre le cours de la Négociation, & que peut-être ceux qui ne l'osent pas affirmer ouvertement, dans le dessein qu'il a pris de chasser les Hessiens de son Pais, lui ont sous main fait donner conseil de se porter à ces hostilités, se promettant que, si elles sont suivies d'une entiere rupture, Mrs. les Etats qui veulent aujourd'hui que les choses demeurent, par un accommodement entre lui & les Hessiens, en l'état qu'elles ont été jusques ici, seront comme forcés de prendre sa protection, pour ne voir pas une Guerre nouvelle sur leur Frontiere, sans y prendre part, ni ruiner à leur vuë un de leurs plus proches Voisins, sur lequel ils s'imaginent déjà que la bienfaisance & le voisinage leur ont acquis quelque forte de droit. La connoissance de ce dessein, nous a fait conseiller au Comte d'Erberstein d'user de patience, pour ne fournir pas à son Ennemi un prétexte qu'il avoit de lui faire une querelle, dans laquelle Madame la Landgrave devoit être comme assurée d'avoir contre'elle le crédit de Monfr. le Prince d'Orange, & la puissance de Mrs. les Etats.

Il avoit prudemment suivi pendant quelque tems les conseils qu'on lui avoit donnés; mais enfin il s'est laissé emporter à la colère, soit, comme il dit, qu'il n'ait pu endurer plus longtems les affronts qu'on lui faisoit, soit que peut-être il ait été bien aise de demeurer occupé le reste de la Campagne à disputer ses quartiers, de crainte qu'étant libre il ne fût obligé d'aller joindre l'Armée du Roi, à quoi nous savons qu'il a toujours eu beaucoup de repugnance. Il est vrai que s'il étoit avantageux à la Princesse qu'il sert de faire la guerre dans l'Oostfrise, il ne manqueroit pas de raisons, pour justifier la dernière action qu'il a faite; mais Madame la Landgrave n'ayant pas tant de sujet de craindre la perte des Contributions de l'Oostfrise, que celle de l'amitié de Mrs. les Etats, avec lesquels Elle ne peut pas éviter de se mettre mal, quelque opinion contraire que puissent avoir ses Ministres, si en voulant pousser à bout le Comte d'Emden, Elle acheve d'irriter Mr. le Prince d'Orange. Il eût été beaucoup plus utile pour le bien de ses affaires,

que le Comte d'Erberstein eût continué sa première moderation, que de venir aux extrémités avec le Comte d'Oostfrise; car ou les Députés de Mrs. les Etats qui étoient déjà sur les limites du Pais, lorsque l'action est arrivée, venoient bien disposés pour l'accommodement, auquel cas il valoit mieux attendre, par leur entremise, jointe à celle du Roi, la réparation des infractions passées, & assurer des intérêts plus solides, que de mettre tout en compromis; ou s'ils avoient apporté quelque secrète commission de favoriser le Comte d'Emden, dans le dessein qu'il a de chasser les Hessiens de son Pais, il ne falloit pas leur donner un prétexte si légitime de se vanger de son côté, & il valoit beaucoup mieux les laisser dans la crainte qu'ils ont eue jusques-ici, de faire paroître cette intention, qu'ils savent être condamnée de tout le monde. Néanmoins, puisque la chose est faite, il faut apporter de nouveaux soins, pour empêcher, s'il est possible, qu'elle ne rompe pas tout-à-fait l'accommodement. Nous n'y oublions rien de tout ce qui peut être en notre pouvoir; mais il semble qu'une continuelle instance, bien affectonnée envers Mr. le Prince d'Orange, de la part du Roi, sera très-nécessaire pour le convier, sans entrer dans tout le détail, de mettre fin par son crédit à ce différend, en lui faisant connoître, que, sans examiner qui a eu tort dans les derniers procédés, il faut aller à l'origine, & confesser qu'au fond le Comte d'Emden n'a pas pu faire l'armement nouveau qu'il a entrepris, sans offenser les Couronnes Alliées, qui sont obligées de tenir pour Ennemis tous ceux qui sont en armes dans l'Empire, sans leur aveu; qu'étant absolument nécessaire, que son Pais contribuât à l'Empereur, ou à ceux qui lui font la guerre, il importe beaucoup plus à Mrs. les Etats de favoriser une Princesse qui garde comme le dehors de leur Etat, que d'y donner entrée aux Imperiaux, dont la puissance, & les prétentions leur doivent toujours être suspectes: Que ledit Prince n'est peut-être pas informé de toutes les inclinations du Comte d'Emden, qui en effet ont toujours été portées pour la Maison d'Autriche; que sa femme étant sœur du Landgrave de Hesse-Darmstadt, & l'un de ses principaux Conseillers ayant été longtems au service de l'Electeur de Cologne, il ne faut pas douter qu'ils ne l'échauffent en cette occasion, & ne se servent de la disposition, qu'ils trouvent en lui, pour rendre un service signalé à l'Empereur, en divertissant les forces de Madame la Landgrave.

En effet, Monsieur, il semble que les Imperiaux sont si assurés, que cette querelle ne finira pas encore, qu'ils ne font pas scrupule d'affaiblir toutes leurs Garnisons de ce Pais, & de laisser toutes leurs Places dégarnies, pour composer un nouveau corps d'Armée, qu'ils envoient vers le Rhin, afin de renforcer l'Armée qui doit faire tête à celle du Roi. Cela nous oblige de renvoyer en diligence vers Madame la Landgrave, Mr. de Beauregard, qui est ici près de nous, pour lui faire bien comprendre la belle conjoncture qu'elle perdra, & le préjudice que recevra la Cause commune, si elle permet au Comte d'Erberstein de s'amuser plus longtems dans l'Oostfrise, & de former lui-même de nouveaux prétextes pour s'y arrêter. Nous ne doutons point que ladite Dame ne se laisse persuader à ce que nous désirons d'elle pour le service du Roi, tant pour l'affection qu'elle a de plaire à la Reine, que pour l'indignation qu'elle a à approuver la conduite dudit Comte. Mais aussi l'habitude qu'il a prise de ne faire qu'une partie de ce qu'il lui plaît,

1644.

Divers jugemens sur la conduite du Comte d'Emden.

Leur conseil au Comte d'Erberstein.

Mais à la fin ce Comte ne le suit plus.

Leurs réflexions sur cet accident.

1644.

plaît, nous fait appréhender qu'elle n'ait pas en cette rencontre toute l'autorité sur lui qu'il feroit à souhaiter. C'est pourquoi encore que nous ne manquions pas de faire auprès de lui toutes les diligences possibles, pour l'exciter à bien agir, nous estimons vous devoir informer de toutes ces particularités, afin qu'on ne fasse pas un entier fondement, pour le secours de Mr. d'Anguien, sur les Troupes de Madame la Landgrave. Nous croyons bien qu'elle en aura pu faire avancer vers lui une partie qui s'est trouvée près d'elle dans la Hesse; mais pour celles qui sont avec le Comte d'Erberstein dans l'Oostfrise; il est malaisé d'en pouvoir faire état de longtems. Cependant parmi les grands efforts que font les Ennemis pour composer une Armée considérable, à laquelle ils tâchent de joindre toutes les troupes qu'ils peuvent rassembler de différents endroits, ledit Seigneur Duc, après tant de glorieux succès, feroit obligé, s'il se trouvoit foible, & que l'Ennemi fût puissant, de se retirer sur la fin de la Campagne, qui est le tems où on a toujours accoutumé d'agir plus vigoureusement, pour prendre de bons quartiers d'hiver, & les ôter aux Troupes Ennemies &c.

Préparatifs  
des Ennemis.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Fontainebleau le 1. Octobre 1644.

[Voyez ci-dessus pag. 127. où cette Lettre a été mise par mégarde & datée de Paris le 27. Août.]

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 1. Octobre 1644.

*Le Courrier de France a été volé. Ils reçoivent néanmoins leurs Lettres, mais ouvertes. Ils s'en plaignent aux Médiateurs. Les Impériaux & les Espagnols sont disposés à la refor-*

*mation des Pouvoirs. Les affaires à Osnabrug n'avancent pas non plus. Inquietude des Suedois. Affaire de Transilvanie. Ils y ont envoyé Mr. de Croissy. Affaire d'Oostfrise. Projet des Ennemis sur la Mozelle.*

1644.

MONSIEUR,

Nous n'accuserons pas la reception de votre Dépêche du 17. du mois passé, comme nous avons fait celle de toutes les précédentes, lesquelles nous avoient été rendues en assez bon état; mais le Courrier qui portoit cette dernière ayant été volé entre Anvers & la Meuse, par des gens qui avoient plus de curiosité de voir ses Lettres, que d'esperance de profiter de son argent; l'on nous a fait tenir ici celles qui s'adressoient à nous, toutes ouvertes & à diverses fois, la votre ne nous ayant été remise que trois jours après les autres, dont même nous jugeons qu'une partie est demeurée par les chemins. Ce procédé nous a obligé d'en faire plainte à Mrs. les Médiateurs, & de leur déclarer, pour le faire savoir aux Ministres du parti contraire, que si les Courriers reçoivent ces troubles en passant par les Etats du Roi Catholique, nous serons obligés de mander à la Cour, que l'on traite de même ceux qui passent par la France. Cependant ne doutant point que cette action n'ait été entreprise par ordre des Supérieurs, à dessein de voir ce qu'on nous envoyoit, après les heureux succès des armes du Roi; nous sommes très-aisés qu'ils aient vu aux endroits de votre Lettre, qui n'étoient pas en chiffre, les bonnes intentions de la Reine pour l'avancement de la Paix, ce qui leur aura donné de la confusion, & de la honte pour leur trop de curiosité.

Le Courrier  
de France a  
été volé.

Ils reçoivent  
néanmoins  
leurs Lettres,  
mais ouvertes.

Ils s'en plaignent  
aux  
Médiateurs.

Depuis notre précédente Dépêche Monfr. le Nonce a fait savoir aux Commissaires Impériaux & Espagnols, la réponse que nous lui avons faite, & après avoir longtems attendu la leur, il nous a fait dire depuis hier seulement, qu'ils étoient disposés à travailler à la reformation des Pouvoirs; que pour cet effet ils lui ont remis un écrit nouveau, dans lequel néanmoins, au lieu de se retrancher, & chercher quelque tempérament sur les défauts, qu'ils avoient par ci-devant remarqués dans les nôtres; non seulement ils ont persisté en leurs premières demandes; mais y en ont ajouté de nouvelles, dont ledit Sr. Nonce a témoigné d'être un peu étonné, ajoutant toutefois qu'enfin ils se disposeroient à ce qui sera trouvé raisonnable.

Les Impériaux & les Espagnols sont disposés à la reformation des Pouvoirs.

Cela nous obligera de donner aussi demain par écrit les manquemens que nous avons trouvés dans les leurs, afin qu'au plutôt on convienne, s'il est possible, de part & d'autre d'une forme nouvelle, en laquelle lesdits Pouvoirs devront être expédiés.

Cependant depuis cette communication qui a été faite à Osnabrug, les affaires n'y ont point été avancées, quelques instances qu'en aient pu faire les Ministres Suedois. Le Comte d'Aversperg s'étant laissé entendre qu'il trouvoit leurs Pouvoirs en assez bonne forme, & eux ayant demandé, si l'on pourroit donc entrer en matière sur lesdits Pouvoirs, sans en faire venir d'autres, ledit Comte a déclaré en premier lieu, qu'il ne pouvoit donner une réponse précise, sans en avoir conféré avec ses Collegues, qui sont en cette Ville; & après la Conférence faite, il a répondu qu'on ne pouvoit donner une résolution sur cette difficulté, qu'après avoir reçu les ordres de l'Empereur, auquel ils en avoient tous écrit.

Leurs affaires à Osnabrug n'avancent pas non plus.

Vous

1644.

Vous voyez par-là, Monsieur, l'esperance que nous pouvons avoir d'avancer cette Négociation, puis qu'avant que d'entrer dans les choses essentielles, & pour les difficultés de peu d'importance, sur lesquelles nos Parties devroient il y a longtems être informées de leurs Maîtres, s'ils avoient bonne volonté, ils demandent à chaque coup des délais pour recevoir les ordres, lesquels, comme nous vous avons déjà marqué, doivent être communiqués par l'Empereur aux Electeurs, avant que d'être envoyés ici.

Inquietudes  
des Suedois.

Toutes ces longueurs & ces défauts donnent de grandes inquietudes aux Suedois, & les obligent à nous faire demander souvent ce que nous sommes résolus de faire, si les Ennemis continuent à se moquer de nous de la sorte. Nous tâchons toujours à les apaiser; mais nous avons quelque sujet de craindre, qu'après nous avoir souvent parlé du dessein de se retirer, ou du moins de changer de Lieu, & s'en aller à Hambourg, ils ne l'exécutent enfin contre notre avis, & que leur conduite particulière ne l'empotter sur les considérations publiques.

Affaire de  
Transilvanie.

Quant à l'affaire de Transilvanie, nous ne pouvons mieux rendre compte à la Reine de ce que nous y avons fait en execution de ses Commandemens, qu'en vous envoyant une copie de l'Instruction que nous avons donnée à Mr. de Croissy. Avant son départ, nous lui avons fait donner 6000. fl. pour son voyage, & l'avoir assuré que, s'il est obligé de faire un long séjour en ce Pais-là, vous y ferez avoir égard, & ne souffrirez pas que dans un Emploi difficile, & un Pais éloigné, il soit réduit à servir à ses dépens. Nous sommes obligés de vous représenter, que n'ayant pas eu une assez particulière connoissance des intentions de la Reine, pour les conditions du Traité qu'il doit faire avec le Prince de Transilvanie, nous sommes demeurés un peu retenus en quelques endroits de son Instruction; mais comme nous ne sommes pas sans appréhension qu'après avoir été si longtems attendu, s'il paroît avec un Pouvoir si racourci, & que, dans les choses essentielles, il ne puisse pas conclure sans recevoir de nouveaux ordres, cette retenue ou cette longueur ne fasse naître quelques soupçons dans l'Esprit dudit Prince, & que dans la croyance, qu'il pourroit prendre qu'on vouloit seulement l'amuser, & ne point venir à l'accomplissement d'un Traité, qu'il estime déjà fait & conclu, par le moyen de Mr. Torstenfon, il ne songe à abandonner le parti & à faire l'accommodement particulier, duquel on le recherche. Nous nous promettons, que, par la réponse qu'il vous plaira de faire à cette Lettre, l'on nous donnera pouvoir d'augmenter celui dudit Sieur de Croissy, en l'article du paiement de l'argent, & de l'entretienement de la moitié des trois mil hommes, où, faute d'avoir été bien éclairés des intentions de la Reine, nous l'avons obligé de recevoir les Commandemens de S. M. avant que de rien promettre de sa part pour l'entretienement de la moitié desdits trois mil hommes. Sur quoi nous vous supplions de faire considérer, que toutes les fois qu'on a ci-devant proposé d'engager ledit Prince en la Guerre qu'il commence, on a donné pouvoir à tous ceux qui ont eu charge de traiter avec lui, de lui offrir plus d'assistance en argent, que ledit Sr. Torstenfon ne lui en a promis, & outre cela trois mil hommes de pied, levés, entretenus, & renouvelés de tems en tems aux dépens des deux Couronnes. Mais nous n'avons pas osé aller jusques-là, sans avoir l'ordre ou le pouvoir par-

TOM. II.

ticulier, que nous n'avons point trouvé dans aucune de vos Lettres. Si la réponse, qu'il vous plaira nous envoyer, nous arrive bientôt, nous prendrons soin de la faire tenir audit Sr. de Croissy, & peut-être la faire tomber entre ses mains, avant qu'il soit arrivé en Transilvanie.

Nous venons d'apprendre par une Lettre de Mr. le Baron d'Avaugour du 18. du mois passé, qu'un des principaux sujets de la marche de Mr. Torstenfon, & qui l'oblige de reconduire diligemment, comme il fait, son armée vers la haute Allemagne, est pour s'approcher dudit Prince, & donner chaleur au Traité qu'on a fait avec lui, ayant reçu avis d'un Officier de son Armée, qu'il tient en Transilvanie depuis quelque tems, que si ledit Prince ne révoyoit l'Armée Suedoise dans son voisinage, avant la fin de ce mois, il feroit mal aisé de le porter à continuer la Guerre, & l'empêcher qu'il ne songe à un accommodement particulier.

Affaire  
d'Oostfrise.

Nous ne doutons point que Mr. le Baron de Rorté ne vous rende compte, en même tems qu'à nous, de tout ce qui se passe en Oostfrise. Les dernières Lettres nous ont appris que l'action de Mr. le Comte d'Erberstein n'a pas toutes les fâcheuses suites que nous avions appréhendées, & n'a pas empêché que les Parties n'ayent fait une nouvelle suspension d'armes, pendant laquelle elles avoient commencé d'entrer en Traité. Mais vous n'aurez pas été moins surpris que nous, quand vous aurez su avec quel air altier & peu concerté les Députés de Mrs. les Etats sont arrivés en Oostfrise. Ils ne se font pas contents de ne voir point Mr. de Rorté, & de n'avoir aucune communication de civilité, ni d'affaires avec lui, quoiqu'ils se soient rencontrés dans une Ville où il y a Garnison de leur part; mais ils ont déclaré qu'ils ne souffriront point de préjudice à un prétendu droit d'arbitrage, qu'ils disent avoir, quoique sans fondement, dans cette Province. Encore que nous ayons été sensiblement touchés d'un procédé si peu respectueux envers le Roi, par des gens qui ont tant d'obligation à la France, nous avons jugé plus à propos de faire revenir ledit Sr. de Rorté à sa résidence, que de le laisser-là plus longtems, ou pour être Spectateur inutile d'un Accommodement, où il n'auroit plus de part après l'avoir commencé, ou peut-être pour faire naître des obstacles à l'Accommodement pour les nouveaux ombrages, que lesdits Députés eussent pu prendre de son plus long séjour dans un Lieu, où ils prétendent que leur puissance doit être reconnue à l'exclusion de toute autre. Vous verrez, Monsieur, par la Copie de la Lettre que nous lui avons écrite, que nous avons pris un honnête prétexte de le rappeler, sur la Négociation qui semble avoir été commencée à Osnabrug, où nous lui témoignons que sa présence est nécessaire. Nous ne laissons pas d'avoir très-grande peine à digérer la hauteur que nous remarquons, depuis quelque tems, que Mrs. les Etats pratiquent en toutes occasions avec les Ministres du Roi. Si on ne leur accorde pas ici tout ce qu'ils prétendent injustement, ils déclarent d'abord qu'ils iront traiter à Boisdeduc, & menacent de se séparer de la France. S'il se présente une affaire dans leur voisinage, où un Ministre du Roi soit engagé, & ait commencé quelque Négociation, la première chose qu'ils font, lorsqu'ils en prennent connoissance, est de l'en exclure avec mépris, & de refuser tout commerce avec lui, si ce n'est avec les honteuses conditions qu'ils ont l'audace de proposer à un En-

voyé

1644. voyé de la part de leur Bienfaiteur. Peut-être ne jugerez vous pas hors de propos, afin qu'ils ne s'accoutument pas à une façon d'agir si déraisonnable, de faire sentir à leurs Ministres, en quelque bonne occasion, qu'elle ne leur réussira jamais, & que l'on n'est pas résolu de la souffrir plus longtemps. Il y a même lieu de leur faire honte de l'incivilité dont ils ont usé envers Mr. de Rorté; puisqu'en même tems qu'ils ont si orgueilleusement refusé de partager la Médiation avec lui, pour l'affaire d'Oostfrise, Mr. de la Thauillerie n'a pas fait scrupule de faire admettre leurs Ambassadeurs dans celle des affaires de Danemark, qui n'avoit pas beaucoup de disposition à leur confier ses Intérêts.

L'Ordre qu'il vous a plu de nous envoyer de la part de la Reine, pour la façon de vivre qui doit être gardée entre Mrs. de St. Romain & de Bregy, nous a tiré de la peine où nous étions des diverses prétentions, qu'ils pouvoient avoir. Nous ne manquerons pas d'exécuter fidèlement ce qui nous est ordonné.

Projet des  
Ennemis sur  
la Moselle.

Les divers avis que nous recevons ici, nous apprenent que le dessein des Ennemis est de former un Corps d'Armée vers la Moselle, que selon leur conseil ils font monter à 10. ou 12000. hommes, composée des Troupes du Baron Bek, de celles du Duc Charles, & de celles qu'ils tirent de toutes leurs Garnisons de ce Pais; pour faire une diversion de ce côté-là; cependant que l'Armée de Bavière, qu'on a ussi tâché de renforcer de diverses Troupes, essayera de faire tête, deçà le Rhin, à celle de Mr. le Duc d'Anguien. C'est tout ce que nous aurons le bien de vous dire, en vous assurant que nous sommes &c.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Fontainebleau le 8. Octobre 1644.

*Le Roi établit à Paris une Congrégation des Affaires Ecclesiastiques de Catalogne. Indisposition du Cardinal Mazarin qui en étoit le Chef. Les François prennent Landau, & Asti.*

MESSIEURS,

Le Roi établit  
à Paris une  
Congrega-  
tion des Af-  
faires Eccle-  
siastiques de  
Catalogne.

J'AUROIS peine à me justifier en votre endroit de n'avoir pas accompli encore l'office, que vous avez désiré de moi en faveur d'un Prêtre Catalan, pour être pourvu de l'Archidiaconat de la Cathédrale de Barcelonne, si vous n'aviez connoissance que Sa Majesté a établi une Congregation des affaires Ecclesiastiques, sans l'avis de laquelle Elle ne se détermine à aucune & que Monseigneur le Cardi-

nal Mazarin en est le Chef, lequel, depuis quinze jours en ça, est retenu au lit malade. Ainsi j'ai différé; ce qui s'achèvera dès qu'il sera en santé. Les Médecins & mon propre jugement me trompent, si ce n'est bien-tôt; puisque la fièvre, qui étoit continuë, a cessé depuis le huitième & qu'hier dans l'entrée du 14. on le trouvoit beaucoup mieux, ayant pourtant encore un léger ressentiment de la fièvre. Il vous plaira de faire entendre mes raisons au Regent de Catalogne, qui est auprès de vous & vous rejouir avec Sa Majesté de deux succès avantageux que ses armes ont emporté, l'un en Allemagne en la prise de Landau, & l'autre en Italie pour la prise de la Citadelle d'Asti. Hier sur le soir la premiere nouvelle nous en fut apportée. Ce matin l'Ordinaire de Lyon, ayant fait plus de diligence qu'à l'accoutumée, ou pour nous avoir trouvés plus avancés sur son chemin, nous a assuré de l'autre. Je dis le Courrier, entendant la Dépêche de Monsieur d'Aiguebonne en datte du premier de ce mois, dont il étoit chargé. Je suis, &c.

1644.  
Indisposition  
du Cardinal  
Mazarin qui  
en étoit le  
Chef.

Les François  
prennent  
Landau, &  
Asti.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Fontainebleau le 8. Octobre 1644.

*La France a de bonnes intentions pour la Paix. Affaire de l'accommodement entre la Suede & le Danemark. Affaire de la Landgrave & d'Oostfrise. Prise de Landau. Le Duc d'Orleans est de retour de sa Campagne. Résolutions prises en faveur de la Landgrave. La Cour mécontente du Cardinal Antoine Barberini. Ils en doivent faire confidence au Nonce. Affaire des Courriers.*

MESSIEURS,

VOTRE Dépêche du 24. du passé m'a été renduë le 4. du Courant. Elle m'apprend que les Ennemis n'ont pas encore changé leur façon de faire. Mais vous tirerez du profit & de la gloire de la vôtre, & vous aurez l'Empire pour témoin, que nous y souhaitons la Paix, & en faire jouir la Chrétienté. Après les avances que vous avez faites, c'est aux autres à passer, & les Médiateurs sont en droit de les presser, & en nécessité de reconnoître que vous marchez de bon pied en toutes les affaires. Celles d'entre le Danemark & la Suede sont en bons termes; la Médiation de leurs Majestés est acceptée, & je vois qu'on y joint celle de Messieurs les Etats, que j'en croyois exclus

La France a  
de bonnes  
intentions  
pour la Paix.

Affaire de  
l'accommodement  
entre  
la Suede & le  
Danemark.



1644. exclus de droit, par les différents qu'ils ont avec le Roi de Danemark; mais il ne les a pas voulu rejeter, & n'a pas su le faire faire à Mr. de la Thuillerie, qui a eû une conduite trop prudente en tout le cours de sa Négociation. C'est à lui à avancer l'effet, & à eslayer d'assoupir cette guerre très-dommageable au Public. Si de votre côté vous y pouvez contribuer quelque chose, c'est un office que l'on attend de vos prudences; & pour nous, nous y employerons nos persuasions, notre puissance, & tout ce qui nous paroîtra juste; ce qui produira un très-bon effet. Je ne doute point que Mr. de la Thuillerie ne vous ait écrit, & qu'il ne conserve correspondance avec Monsieur de Bregy, tant qu'il sera en Pologne; puisqu'il juge que présentement un Ministre de cette Cour est absolument nécessaire. Ceux que nous avons à la Haye, aussi-bien que Mr. le Baron de Rorté, nous ont donné en cela avis des nouvelles difficultés qui se rencontrent au Traité qui se propose entre Madame la Landgrave, & le Comte d'Oostfrise; mais il faut dissimuler plusieurs choses, & s'avancer avec chaleur pour tirer les avantages que le Public pourroit recevoir, si les armes de cette Princesse étoient employées dans l'Empire. Il est certain que la disposition des affaires l'y appelle, & qu'il y a des Païs entiers à soumettre à contribution, desquels elle tireroit bien plus de profit, que de celles de l'Oostfrise. Tous les soupçons que vous avez, soit de Messieurs les Etats, ou de Monsieur le Prince d'Orange, & de la liaison que ledit Comte a toujours eû avec l'Empereur, sont tous bien fondés, & donnent lieu de craindre, que ce Comte ne cherche qu'une rupture. Toutefois les Lettres de Mr. d'Estrades semblent assurer que c'est à tort qu'on y comprend ledit Prince, lequel a mandé, qu'il falloit terminer ce différent & renvoyer en diligence les Députés de Messieurs les Etats. Et afin que la presse que nous lui donnons y contribué encore quelque chose, je lui fais présentement réponse, & l'exhorte à continuer, & j'envoye une Lettre au Secrétaire Brasset pour Messieurs les Etats, exhortative à cela, avec ordre pourtant de ne la pas présenter si ledit Prince n'en est d'avis, & qu'il ne juge qu'elle produira un bon effet. Je souhaite que vos remontrances, animées du discours de Mr. Beauregard, disposent Madame la Landgrave, avant que d'être sortie de cette affaire, de s'employer à une autre & qu'Elle s'établisse si puissamment dans l'Empire, qu'elle puisse continuer la guerre. Je doute, quand elle entreroit dans ce sentiment, que son General la suivît; je m'aperçois qu'il fait la plus grande partie des choses qui lui plaisent, & qu'il n'obéit pas aveuglément aux Ordres de sa Maîtresse. Ceux que j'ai envoyés à Mr. Rorté ont été bien mesurés. Si son intervention reculoit le Traité, on auroit tort de la désirer; mais si simplement la gloire de Messieurs les Etats les porte à l'en exclure, cela est bien offensant & bien rude. Il faudroit dissimuler avec eux, & ignorer de savoir, que leurs Députés ont passé & repassé par Embden, sans avoir fait faire un compliment à Mr. de Rorté; mais comme il s'en plaint de son côté, les autres en font autant du leur. Je comprends la raison de Mr. de Rorté, celle des autres me passe.

Affaire de la Landgrave & d'Oostfrise.

La prise de Landau, dont présentement nous avons été avertis, augmente notre Conquête, qui s'est rendue funeste par la perte de Monfr. Daumont, lequel blessé d'un coup de piece à la cuisse est en extrême peril, & certes la Place ne le vaut pas.

TOM. II.

Monsieur le Duc d'Orleans est revenu depuis deux jours de son progrès, pour parler à l'Angloise, & il fut hier au Conseil, où il fut résolu d'appuyer Madame la Landgrave, & de faire sentir au Cardinal Antoine, qu'ayant manqué de parole, & à son devoir, le Roi ne peut plus prendre de confiance en lui, qu'il reprend la protection de ses affaires, dont il l'avoit honoré. Bien que cela semble du tout éloigné de celle que vous avez à charge, je ne laisse de vous en informer, afin que vous en puissiez faire part à Mr. le Nonce, qui peut-être s'y intéresse, & que vous lui laissiez entendre qu'on n'a su éviter de prendre cette résolution, à l'exaltation du Pape, qui a été promu par celui qui lui devoit faire exclusion, & à laquelle nous nous restions engagés. Le Cardinal Grimaldi n'a pas concouru à la prière, & d'autres Italiens qui se faisoient chemin pour y parvenir. Quand vous direz cela à Mr. le Nonce, il s'adoucirra bien; auparavant il en auroit été ému. Je vous puis dire présentement que les Medecins nous ont assuré, que la maladie de Mr. le Cardinal Mazarin est sur son retour, laquelle avoit donné des mouvemens de douleur à ses Serviteurs, & à moi particulièrement.

1644. Le Duc d'Orleans est de retour de la Campagne. Résolutions prises en faveur de la Landgrave. La Cour mécontente du Cardinal Antoine Barberini. Ils doivent en faire confidence au Nonce.

J'oublois de vous dire qu'il faut faire plainte aux Médiateurs, de ce que la foi se viole, qu'elle n'est pas gardée aux Courriers, & que les Espagnols continuans sans en faire faire justice, nous userons de représailles, & assurant, par la voye de la Mer & de la Haye, le port de nos Lettres, nous leur refuserons le trafic par le Royaume de deçà. Nous ne nous en taisons pas, & vous prions d'établir un Bureau à Cologne, où nos Dépêches seront directement adressées, afin qu'elles passent sous le nom du Maître, & non pas sous une autre couverture. Je crois qu'à Anvers il faudra faire le semblable; mais on se résoud à faire quelque dépense, afin que nous évitions les inconveniens, auxquels nous sommes tombés. Si pourtant vous jugez qu'il soit plus expédient de continuer comme l'on a commencé, nous nous accommoderons aisément. Pour moi, je suis &c.

Affaire des Courriers.

## L E T T R E

De Messieurs

## D' A V A U X,

Et

## S E R V I E N,

A Monsieur le Comte de

## B R I E N N E.

Du 15. Octobre 1644.

*Leurs esperances pour la Négociation. Ils donnent connoissance aux Médiateurs des bonnes intentions de la Reine pour la Paix. Apréhension des Médiateurs. Dépendance extraordinaire des Ministres Imperiaux à Munster. Mrs de Wolmar & le Brun*

T 2

ont

1644.

*ont la confiance de leurs Maîtres. Ils demandent ses ordres pour leur conduite après l'élection du Pape. Les Espagnols en témoignent leur joye. Les Espagnols se méfient du Nonce Chigi. Leurs soins pour maintenir Chigi dans son Emploi de Médiateur. Résolution de Mr. Chigi là-dessus. Sentiment de Mr. Contarini. Affaire du Palatin. Réflexions sur la mort de l'Ambassadeur Imperial, qui alloit à Constantinople. Ils offrent à Mr. Brasset la place de Secrétaire de la Legation. Affaire d'Oostfrise. Leurs plaintes à la Landgrave. Affaire des Liegeois. Bonnes dispositions des Imperiaux & des Espagnols touchant les Plein-pouvoirs.*

MONSIEUR,

Leurs espérances pour la Négociation.

VOTRE Lettre du 24. du mois passé, que nous avions crû perduë, nous a été renduë par le dernier Ordinaire avec celle du premier de ce mois, toutes deux en affés bon état; ce qui fait espérer que nos Parties ayant été éclaircies de ce qu'ils avoient envie de savoir, & ayant appris par vos Lettres & les nôtres, que la prospérité des Armes du Roi n'a pas interrompu les conseils & les desseins de la Paix; ils seront peut-être de meilleure foi à l'avenir pour laisser en sûreté les Courriers, sans qu'il soit besoin de prendre une autre voye pour écrire, que celle qu'on a tenuë jusques à présent. Ils ont encore plus d'intérêt que nous de conserver ce Commerce, puisque, s'ils obligeoient Sa Majesté, par plusieurs actions semblables à celle qui a été faite en dernier lieu, de refuser le passage par la France à ceux qui apportent leurs Lettres d'Espagne, ils en recevroient plus d'incommodité que nous, & n'auroient pas de moyens si prompts, ni si faciles pour y remédier.

Ils donnent connoissance des bonnes intentions de la Reine pour la Paix.

Depuis les Ecrits, que nous avons donnés de part & d'autre, dont le dernier Ordinaire vous porta la Copie, il ne s'est pris ici aucune résolution. Cette longueur étant importune, & de mauvaise grace, nous avons voulu en découvrir la cause, & ayant connu par toutes vos Dépêches que la Reine désire non seulement l'avancement de cette Négociation; mais que Sa Maj. veut bien que tout le monde connoisse le desir qu'Elle en a, nous n'avons point fait de difficulté d'aller visiter les deux Médiateurs, chacun séparément, pour nous plaindre de ce retardement, & qu'après les facilités, que nous avons apportées à tout ce que nos Parties pouvoient désirer de nous raisonnablement, ils fassent paroître de leur part si peu de disposition à avancer les affaires. Ils nous ont tous deux témoigné être étonnés de ce procédé, & que pour en savoir le sujet ils avoient résolu le jour même, que nous les avons visités, d'envoyer chés tous les Ambassadeurs. Ils n'ont pas pû s'empêcher, dans leurs discours de nous faire comprendre l'appréhension, qu'ils ont qu'on n'ait envoyé à Vienne les papiers qui ont été donnés de part & d'autre pour en avoir la résolution, avant que de passer outre; à quoi ils ont ajouté que cette manière d'agir les fait persister dans l'opinion

Apréhension des Médiateurs.

qu'ils ont eue, aussi-bien que nous, dès le commencement de nos Conférences, qu'il sera difficile d'avancer les affaires, tandis que nous ne verrons ici, que les personnes qui y sont de la part de l'Empereur & du Roi Catholique.

Monsieur Contarini ne nous a pas celé, qu'ayant fait remonter, par l'Ambassadeur de la République qui est à Vienne, les extrêmes longueurs qui se rencontreroient en cette Négociation, si l'Empereur ne donnoit plus de pouvoir à ses Commissaires, & s'ils étoient obligés sur les moindres choses d'envoyer demander ses intentions, avant que de prendre résolution; le Comte de Trautmansdorff lui a répondu que c'étoit des formes, qu'on ne pouvoit changer, & que l'Empereur ne pouvoit pas donner à ses Plenipotentiaires les mêmes pouvoir & autorité, que les autres Rois & Princes donnent aux leurs, parce qu'ils ne doivent rien faire sans l'avis des Electeurs. Si bien qu'on ne se contente pas d'empêcher que les Electeurs viennent, ou envoient ici leurs Députés; mais on se sert de leurs Intérêts pour jeter les affaires dans une longueur, qui ne sauroit jamais avoir de fin, si on ne se refoud de traiter d'une autre forte.

Nous attendons avec impatience les Pièces qu'il vous plaît de nous faire espérer. Il est bien vrai, comme vous remarquez très-judicieusement, que l'Ordonnance de Philippe le Long est plus forte que toutes les autres, pour obliger les Sujets du Roi, & montrer que, dans le Royaume, on ne peut pas changer les formes qui ont été jusques-ici pratiquées; mais l'exemple de ce qui s'est fait en semblable cas ne fera pas moins propre à convaincre des Etrangers. Nous voyons qu'ils s'arrêtent encore sur ce point de la minorité du Roi, & qu'ils cherchent des précautions qui sentent plutôt le Jurisconsulte que l'Homme d'Etat, dont nous ne sommes pas étonnés, puisque le Docteur Wolmar & Mr. le Brun sont les principaux Conducteurs de cette Négociation. Ils ont eue l'audace d'alleguer à ce propos ce qui fut fait sous le regne du Roi François premier, comme s'ils vouloient imputer à la memoire de ce grand Prince un manquement de parole. Mais nous pouvons vous assurer que ce point ne demeurera point sans repartie, & que si nous ne le faisons pas par écrit; pour ne pas faire un procès de notre emploi, nous le ferons si fortement de bouche, en parlant aux Médiateurs, que, lorsque nos Parties sauront la réponse que nous leur aurons faite, ils apprendront que nous voulons de bon cœur reprendre les affaires de ce tems-là, pour faire raison à la France des injustices & des violences qui lui furent faites, à cause que le malheur des armes & la trop grande valeur du Roi l'avoient mis entre leurs mains. Nous ne manquerons pas de leur faire connoître, que la nécessité qu'ils imposèrent malicieusement à ce grand Prince, de faire ratifier, par les Etats de son Royaume, un Traité qu'ils lui avoient fait faire par force, pendant sa prison, lui fournit un moyen très-legitime de n'exécuter pas ce qu'on avoit exigé de lui injustement; puisque lesdits Etats, avec très-grande raison, n'y voulurent pas consentir. En tout cas, on leur fera voir qu'ils alleguent mal à propos cet exemple, puisque nous sommes bien éloignés de la pensée de démembrer des Provinces, & de renoncer à des anciens droits de la Couronne, qui étoit le sujet pour lequel on desiroit lors toutes ces formalités, sans lesquelles ils reconnoissent eux-mêmes que cela ne se pouvoit faire.

Nous

1644.

Mrs. de Wolmar & le Brun ont la confiance de leurs Maîtres.

1644.

Ils demandent les ordres pour leur conduite après l'élection du Pape.

Les Espagnols en témoignent leur joye.

Les Espagnols le méritent du Nonce Chigi.

Leurs soins pour maintenir Chigi dans son Emploi de Médiateur.

Nous avons espéré que, les Lettres de Mr. de St. Chaumont ne nous ayant donné aucun avis, par lequel nous ayons pu régler ici notre conduite sur la nouvelle élection du Pape, les vôtres nous prescriraient ce que nous aurions à faire sur ce sujet; mais nous aprenons qu'on a jugé l'Affaire, & avec très-grande raison, si importante, qu'on y a voulu faire auparavant une meilleure délibération. Cependant les Espagnols continuent d'en faire par tout de réjouissances publiques, qui passent même au delà de ce que la prudence devoit permettre en semblable occasion. Mais ils ne font pas scrupule, pourvu qu'ils contentent leur vanité, en faisant croire que c'est eux qui ont porté celui-ci au Pontificat, de sacrifier son honneur, & de persuader à tout le monde, par leurs déportemens, qu'il doit être Ministre de toutes leurs passions. Ils ont ménagé secrètement qu'on chantât Dimanche le *Te Deum* pour son Election, dans l'Eglise Cathédrale de cette Ville, où, quoique personne n'y fût invité, & que le Nonce ni l'Ambassadeur de Venise ne s'y soient pas trouvés, non plus que nous, les Commissaires Impériaux & Espagnols se rendirent au milieu de la Ceremonie, faisant même porter avec eux leurs sièges, & les paremens du lieu où ils se désiroient mettre, afin qu'on ne découvrit pas leur dessein, & de pouvoir par ce moyen faire éclater à Rome qu'eux seuls y ont assisté. Nous croyons mêmes qu'ils n'ont pas eu moins d'intention de faire préjudice à Mr. de Chigi, par cette surprise, qui fait plus de préjudice à Sa Sainteté, qu'elle ne peut avancer les affaires. Chacun est en attente de ce qu'elle fera pour cette Négociation, & tout le monde demeure d'accord, qu'elle sera la pierre de touche qui découvrira son intérieur. On l'estime accord & prudent. Si cela est, difficilement voudra-t-il en une occasion si importante, regardée de toute l'Europe, où les qualités de Pere commun, & d'Entremetteur le doivent également obliger d'être neutre, faire une action qui le puisse déclarer ouvertement partial. On fait que les Espagnols n'ont pas confiance au Nonce, qui est ici, parce qu'étant homme d'honneur & de très-grande vertu, ils ne peuvent pas se promettre qu'il adhère à toutes leurs injustes prétentions. Ces mêmes qualités nous doivent bien faire espérer de l'avoir favorable aux choses raisonnables; mais non pas d'en pouvoir disposer aux occasions, où sa conscience & sa réputation s'opposeroient à notre désir. Puisqu'il est établi du gré de tous les Intéressés, il sera bien plus facile, & nous aurons beaucoup plus de droit d'empêcher qu'on ne le change, que nous n'aurions moyen de nous assurer de ceux qui pourroient être envoyés en sa place, ni de donner exclusion à tous ceux, contre lesquels on pourroit avoir quelque légitime soupçon, puisqu'étant créatures de ce Pape, ils croiroient de bien faire leur cour, & établir leur fortune, en suivant ses inclinations. Nous ne vous celerons point que nous sommes entrés en appréhension, quand nous avons vu dans votre Lettre, que l'on songeoit à ceux qui pourroient être destinés pour succéder à Mr. de Chigi, comme si on étoit résolu de passer déjà condamnation pour le laisser ôter. Il nous semble que l'on peut faire une puissante batterie pour le maintenir, & qu'on y sera très-bien fondé, sans toutefois faire paroître aucune affection particulière pour lui; mais seulement pour empêcher que nos Parties ne soient pas les Maîtres, dans un choix où tous les Intéressés ont droit de dire leur avis, aussi bien qu'eux. S'il ne s'agissoit que de changer le Nonce de France, le Pape en pourroit user à sa volonté, & néan-

moins il seroit obligé par quelque bienfaisance d'y apporter quelque circonspection. Mais il ne faudroit retirer celui qui est ici, ni lui donner un successeur, sans le consentement du Roi, qu'il ne fasse une injustice manifeste; puisqu'en toutes sortes d'occasions, quand les Juges, ou les Médiateurs, n'ont d'autre autorité que celle que leur donne le consentement des Parties, on ne peut jamais leur en donner, qui ne soit agréable. Il y a apparence que, si nous y résistons fortement, Sa Sainteté n'osera pas l'entreprendre, pour ne se rendre si vitiblement suspect par une action qui nous fourniroit un sujet légitime, non seulement de n'avoir aucune communication avec celui qui seroit envoyé de sa part; mais de passer même jusques à refuser sa Médiation. La forme de son élection seroit sans doute telle envers tout le monde, que nous ne serions pas tant blâmés de l'exclusion, que nous lui donnerions, qu'il le seroit de n'avoir pas su éviter les nouveaux sujets, qui nous y pourroient obliger. Si bien que, quand le Pape n'auroit autre but que de favoriser les Espagnols, il se priveroit des moyens de leur procurer la Paix, qui leur est encore plus nécessaire qu'à nous, & perdrait la gloire de rétablir le repos de la Chrétienté, à laquelle on croit qu'il doit aspirer par dessus toutes choses. Vous devez être assuré que vous ne sauriez jamais avoir ici un plus homme d'honneur, & plus intelligent, que Mr. de Chigi, ni mieux disposé pour la France aux choses raisonnables. C'est pourquoi non seulement, par notre avis, il faut faire tous les efforts possibles pour empêcher qu'on ne le change; mais il faut éviter, si l'on peut, que les résolutions qui seront prises, quoiqu'avec intention en apparence de le laisser ici, ne l'obligent pas en effet de se retirer; car il nous a déclaré assez naïvement, que, si l'on envoie un Légat, il pourra bien être tel, qu'il servira de bon cœur sous lui, si on le lui ordonne; mais qu'on pourroit aussi jeter les yeux sur quelques Cardinaux, qui ne lui laissant pas la liberté d'agir selon son humeur, lui seroient prendre résolution de s'en aller plutôt à son Evêché, que de demeurer auprès d'eux. Sa discrétion ne lui a pas permis de s'expliquer plus ouvertement; mais il n'a pas été malaisé de comprendre qu'il a entendu, si l'on envoyoit quelqu'un de la faction contraire, & auquel on eût donné des ordres secrets en venant ici. Il y en a qui croient que si l'on profite bien des appréhensions que peut avoir le Pape des déclarations ouvertes & publiques, qu'on pourroit faire en France contre lui, & que l'on tienne quelque tems en suspens les résolutions, qu'on doit prendre sur ce sujet, jusques à ce qu'on ait ménagé avec lui les précautions & les sûretés, qu'on doit chercher pour l'intérêt de la France dans sa conduite, on exigera peut-être des choses de lui par la crainte, qu'on auroit peut-être peine d'obtenir par affection. Il semble que l'une des plus importantes est la confirmation de Mr. le Nonce Chigi dans son emploi, laquelle non seulement on a droit de demander; mais il y a apparence que, dans les conditions secrètes de l'accommodement avec le Pape, on peut ménager que, pour l'autoriser davantage, on lui envoie le Chapeau; au moins s'il est vrai ce qu'on dit que Sa Sainteté témoigne beaucoup d'envie d'acquiescer à l'affection de la Reine, & qu'il s'y porte aussi sincèrement, qu'il est nécessaire pour son repos & son honneur de faire cette acquisition. Mr. Contarini est tellement entré dans ce sentiment, qu'il a dit audit Sieur Nonce, avec sa liberté naturelle, que c'étoit son bonheur, que l'on crût le Pape du côté des Espagnols, parce qu'il seroit obligé, pour lever

1644.

Résolution de Mr Chigi là-dessus.

Sentiment de Mr. Contarini.

1644.

ce soupçon, non seulement de le maintenir, mais de le faire Cardinal, afin d'aquerir quelque crédit envers la France, ou du moins de faire une action d'indifférent ou de Pere commun, dans une occasion si importante. Ledit Sr. Contarini a même ajouté à ce discours, qu'il nous dit & redit lui, que, si le Pape étoit présent, comme il y avoit sujet de le croire, il n'auroit pas l'assurance de penser à faire ici aucun changement.

Affaire du  
Prince Palatin.

Votre pensée sur la demande du Prince Palatin nous semble accompagnée de beaucoup de prudence. Comme il importe de rétablir les Princes qui ont été dépouillés, pour justifier les desseins des Armes du Roi en Allemagne, suivant les protestations publiques, que nous en avons faites, la démonstration de le vouloir faire, & les promesses qu'on y pourra ajouter, seront suffisantes, pendant quelque tems, & produiront l'effet que nous souhaitons. Mais si on alloit si vite à la restitution du Palatinat, sans prendre auparavant les précautions nécessaires dudit Prince, il pourroit croire qu'on lui auroit payé une dette, au lieu de lui faire une grace, & peut-être que, dans quelque tems, il n'en auroit pas tous les sentimens de gratitude & d'obligation, qu'on en doit attendre. Nous avons appris que le feu Roi de Suede se repentît d'avoir si promptement rendu le même Etat au Pere de celui-ci, qui eut bien la discretion, quatre jours après, de former des contestations avec son Bienfaiteur, sur les Logemens & Contributions dont il vouloit exempter le Pais, qu'on venoit de lui rendre. Il nous semble que cette restitution ne fût faite que moyennant une somme d'argent, & que dans le Traité ledit Roi ne voulût pas consentir, que le Palatin prît la qualité de Souverain du Pais. Nous ne voulons pas proposer d'imiter ledit Roi en la premiere de ces conditions, puisqu'aussi bien les Princes de cette Maison ne se trouvent pas en état de la pouvoir effectuer, quand ils l'auroient promise. Mais peut-être ne jugerez-vous pas hors de propos de faire reflexion sur la seconde; afin que, si ledit Prince rentre dans ses Etats par les bienfaits du Roi, il les reçoive des mains de S. M. comme un Pais conquis sur ses Ennemis, & qui par conséquent lui appartenoit par le droit des armes. Maintenant, le peu de tems que nous avons fréquenté l'aîné de cette Maison nous fait juger que c'est un Prince, qui a de grandes prétentions; mais nous ne savons, si dans son cœur il a toute l'affection qu'on pourroit désirer pour la France, & s'il n'a pas plus de souvenir de l'offense, qu'il croit y avoir reçue par sa prison, que de celle qu'il vouloit faire au feu Roi, passant dans son Royaume sans sa permission, pour aller prendre le Commandement d'une des Armées de S. M. contre son gré. Ce voyage, avec celui qu'il a fait en Angleterre en dernier lieu, & quelques autres de ses actions montrent clairement, qu'ayant plus d'ambition que de conduite, il aspire bien à toutes les grandes choses; mais qu'il n'a ni le jugement de choisir, ni le génie d'exécuter les choses nécessaires pour y parvenir, & qu'il ne considère pas assez l'injustice de ses entreprises. Il semble donc qu'on lui peut promettre de lui rendre le Palatinat, sans qu'il soit en état de le pouvoir conserver. Cependant la justice y pourra bien être exercée par les Officiers des Troupes du Roi, & l'on aura loisir de songer aux conditions qu'on sera obligé d'exiger de lui, lorsqu'on aura résolu de lui faire une si importante restitution.

Reflexions  
sur la mort

La mort de l'Ambassadeur qui alloit à Cons-

tantinople de la part de l'Empereur, fait voir, aussi-bien que la perte qui est survenue à Vienne depuis peu, que Dieu n'a pas agréable qu'au lieu de faire la Paix entre les Princes Chrétiens, on recherche les Infideles par des soumissions honteuses. Il seroit plus pardonnable à Renaudot d'avoir fait un raisonnement là-dessus, que d'écrire, comme il a fait par la Gazette du 1. de ce mois, que l'Empire va retourner à ses premiers Maîtres. Cette proposition est si directement contraire aux protestations, que nous avons charge de faire ici, de la part du Roi, que S. M. ne veut point conquérir l'Allemagne; mais seulement y établir toutes choses en leur premier état, qu'il semble qu'il ne lui doit pas permettre de faire de semblables discours, dont les Ennemis ne manquent pas de se servir pour persuader aux Allemands, qu'au lieu d'avoir intention de les secourir, comme nous en faisons le semblant, notre dessein est en effet de les subjuguier, si nous le pouvons faire.

Notre dernière Lettre vous aura pu faire voir, comme, avant que d'avoir vu ce qu'il vous a plu de nous écrire sur le sujet du Sr. Braslet, nous en sommes déjà convenus ensemble, & lui avons écrit de notre côté pour lui offrir la charge de Secrétaire de cette Ambassade. Nous attendons sa réponse, & ne manquerons pas de vous faire savoir la résolution qu'il prendra.

Quant à Mr. de Rorté, nous croyons qu'il s'acquittera fort bien de son Emploi, encore, comme vous remarquez très-prudemment, qu'il soit très-important. Que si les Imperiaux & les Suedois continuent de traiter ensemble, sans Médiateur, quand on auroit la pensée d'y apporter quelque changement, il se rencontreroit divers inconveniens, tant parce qu'il a été convenu par le dernier Traité d'Alliance, qu'il n'y auroit-là qu'un Résident, qu'à cause que les Ambassadeurs de Suede ont toujours évité de traiter en un lieu, où il y eût des Ambassadeurs de France, pour n'être pas obligés de leur céder aux Ceremonies, comme la raison le voudroit; ce qu'il seroit mal aisé d'éviter, quand il arriveroit de nouveaux Ambassadeurs, soit pour la préséance des Carosses que l'on envoie à leur rencontre, soit pour la premiere visite qu'ils seroient obligés de faire à celui de France après leur arrivée.

Il nous fâche extrêmement de voir tant de longueurs en l'accommodement de l'Oostfrise; mais nous avons bien été plus surpris, lorsque nous avons vu que les Troupes de Madame la Landgrave, qui s'étoient avancées vers le Mein, ont eu ordre de rebrousser, & d'aller trouver Mr. le Comte d'Erberstein en Oostfrise. Nous en avons fait faire de grandes plaintes à madite Dame, & n'avons omis aucune sorte de diligence, pour empêcher cette contre-marche; afin que ce malheureux différend, qui occupe ses forces, étant terminé, Elle les envoie toutes au secours de l'Armée de S. M.

Nous ne doutons point que les Liégeois n'aient fait à l'Empereur la réponse qu'on a fait savoir. Il leur est par trop avantageux de ne rien payer, pour ne chercher pas tous les prétextes, qui les en peuvent empêcher; mais comme le plus specieux & le plus valable de tous est leur neutralité, nous avons quelque moyen de leur faire acheter ce privilège, qui les affranchit des contributions, que payent tous les autres Vassaux de l'Empire, & dont ils ne pourroient pas jouir, si la France refusoit de leur continuer la neutralité. C'est pourquoi ils doivent être plus soigneux qu'ils n'ont été jusques-ici d'acquiescer les bonnes grâces de S. M. car, tandis qu'ils s'obstineront à tenir hors de leur Ville tous ceux qui ont paru autrefois af-

1644.  
de l'Ambassa-  
deur Imperial  
qui alloit à  
Constanti-  
nople.

Ils offrent à  
Mr. Braslet la  
place de Se-  
crétaire de la  
Legation.

Leurs plain-  
tes à la Land-  
grave.

Affaire des  
Liégeois.



1644.

fectionnés à son service, il sera difficile de croire qu'ils aient de bons sentimens. Ce point a tant d'avantages, de ce qu'à notre passage leurs adhérens empêcherent, qu'on y prit quelque temperament pour la satisfaction de Sa Majesté, qu'il importe extrêmement de profiter de toutes les occasions, qui s'offriront pour faire connoître aux Liegeois ce qu'ils doivent faire. A la verité, s'ils avoient pris sur ce sujet la resolution que S. M. désire, il ne seroit pas mal aisé de les accorder avec Madame la Landgrave, & tous les autres offices, qu'on leur pourroit faire, ne seroient pas mal employés. Mais avec cela nous doutons si la Dignité du Roi peut permettre, que l'on demeure sans ressentiment contr'eux, ou du moins qu'on ne leur en fasse toujours craindre quelque effet pour l'avenir.

## PAR ADDITION.

Depuis notre Lettre écrite Mrs. les Médiateurs nous sont venus voir, pour nous dire que les Commissaires Imperiaux & Espagnols se sont enfin disposés de convenir de la forme des Pleinpouvoirs, que chacun devra faire venir. Nous n'avons pas pu apprendre encore s'ils se sont entierement départis de la difficulté, qu'ils faisoient sur la suscription du Roi, & s'ils ont pu être bien convaincus des raisons que nous leur avons alleguées, pour leur faire comprendre, que c'étoit l'ancienne forme du Royaume qu'on ne pourroit changer. Nous sommes convenus de nous communiquer après demain les Minutes des nouveaux Pouvoirs, qui devront être expédiés. Si elles se trouvent comme on a intérêt de les désirer de part & d'autre, les Espagnols demanderont sans doute, que nous leur donnions un Passeport pour un Courrier, qu'ils voudront dépêcher en Espagne, & nous croyons bien que vous ne trouverez pas mauvais, que nous l'accordions sur ce sujet, &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 15. Octobre 1644.

*Affaires d'Allemagne. De la Landgrave en Oostfrise. Préparatifs des Allemands contre la France. Leur sentiment sur la conduite du Duc de Lorraine.*

MONSEIGNEUR,

Nous avons été extrêmement affligés de la nouvelle de votre indisposition, principalement quand nous avons appris que la premiere douleur avoit été suivie de quelque ressentiment de fièvre, quoique les dernieres Lettres de Paris

aient un peu diminué notre inquietude, en nous assurant que V. E. étoit presque guerrie. Nous n'en serons point entierement délivrés jusques à ce que nous ayons reçu l'avis de son entiere guerison, pour laquelle nous prions Dieu de tout notre cœur.

Nous avons toujours bien crû que la grande prudence, & experience de V. E. lui ayant fait connoître de quelle importance sont les Affaires d'Allemagne, & combien elles sont capables de changer la face de toutes les autres, la convieroient d'y faire faire les plus grands efforts de la Guerre. Les effets qui en ont ensuivi, ont déjà de beaucoup surpassé les esperances qu'on en pouvoit avoir. Il ne reste plus, comme V. E. l'a très-bien jugé, qu'à mettre les forces du Roi, qui doivent demeurer par deçà, en état de conserver & augmenter les avantages, qu'on y a acquis; ce qui dépendra principalement des Quartiers d'Hiver que l'on pourra prendre. Nous voyons avec très-grand regret les forces de Madame la Landgrave, sur lesquelles on pouvoit faire quelque fondement, tellement occupées en Oostfrise, par la mauvaise & déraisonnable conduite des Députés de Mrs. les Etats, qui embrouillent l'affaire & augmentent le différent au lieu de l'accommoder, qu'il sera difficile qu'on en puisse recevoir aucune assistance. Cependant toutes les forces d'Allemagne s'assemblent & se grossissent, tant deçà que delà le Rhin, pour tomber sur les bras de Mr. le Duc d'Anguien, sans que ces Mrs. veuillent considérer, ni les intérêts publics, ni ceux que le Roi peut avoir, ni toutes les instances qui leur ont été faites de la part de Sa Majesté. Nous avons avis qu'outre l'armée de Baviere, qui est renforcée & remise en aîlés bon état, pour agir deçà le Rhin, les Ennemis font tous leurs efforts pour en former une autre vers la Moselle, qu'ils prétendent faire monter à dix mil hommes, & la composer des Troupes qu'ils ont ramassées en diverses Garnisons de ce Pais, de celles de Bek, & de celles du Duc Charles.

Il y a grande apparence que ce Prince veut jouer de son reste en cette occasion, & n'est pas maintenant à se repentir, d'avoir méprisé les grands avantages, qu'on lui vouloit faire au commencement de cette Campagne, puisque, par un juste jugement de Dieu, les Ennemis l'ont payé d'une infidelité, semblable à celle qu'il nous a faite. Nous ne pouvons celer à V. E. que nous ayons dès-lors très-grand regret, de voir démembrement de la France une si belle conquête, que celle de la Lorraine, & que nous appréhendions que cet exemple ne fît concevoir à nos Parties une esperance de nous porter enfin à faire de même, & avec une pareille facilité, de tout ce qu'on a conquis sur eux; puisque cette Province est si nécessaire à la France, pour la conservation de l'Alsace, & des Places que le Roi tient dessus le Rhin, qu'il sembloit qu'en l'abandonnant S. M. feroit peu de cas du reste, & témoignoit par cette action se préparer aussi à les rendre. Mais comme alors les Places qu'il occupoit vers le Palatinat, qui ont depuis été conquises par les armes du Roi, pouvoient de beaucoup faciliter les desseins de S. M. en Allemagne, & avancer par ce moyen la Paix generale, l'avantage qu'on en pouvoit retirer seroit en quelque façon de récompense pour la restitution de la Lorraine. D'ailleurs Mr. le Duc d'Orleans se trouvant en même tems engagé dans un siège très-important, & les forces du Duc Charles jointes à celles des Ennemis, pouvant de beaucoup augmenter le peril où mondit Seigneur se trouvoit, rien ne pouvoit

1644.

Affaires d'Allemagne.

De la Landgrave en Oostfrise.

Préparatifs des Allemands contre la France.

Leur sentiment sur la conduite du Duc de Lorraine.

Bonne disposition des Imperiaux &amp; des Espagnols touchant les Pleinpouvoirs.

1644.

paroître trop cher, pour pourvoir à la sûreté d'une personne si précieuse à la France, que celle de son Altesse Royale, & pour contribuer à la gloire qu'elle a acquise en la prise d'une Place si renommée, que celle de Gravelines. Mais à présent que le Duc Charles, en l'état où il s'est mis, est beaucoup plus à charge à ses amis, qu'il n'est redoutable à ses Ennemis; qu'il n'a plus rien en son pouvoir, pour donner au Roi en échange d'une restitution si importante, pour la rendre légitime, pendant une Minorité, n'y ayant point de nécessité présente pour y obliger, ni d'utilité aparente pour la récompenser; que les Troupes qui lui restent sont plus de desordre au Pais où elles sont, & coûtent plus à ceux qui les entretiennent, qu'elles ne leur rendent de service, & ne font de dommages à leurs Ennemis; nous ne savons pas si ceux mêmes, qui dans le Royaume sont d'avis aujourd'hui de faire la Paix avec tout le monde, à quelque prix que ce soit, ne seroient point les premiers à l'avenir, qui blâmeroient la facilité qu'on auroit apportée à rendre un Pais entier, dont l'union est si bien scéante & nécessaire à la France, tant pour la sûreté du dedans, que pour la conservation de ses Conquêtes au dehors. En la Paix de 1559. quoiqu'elle fût faite après la perte de deux grandes batailles, & des principales forces du Royaume, on ne laissa pas de blâmer ceux qui contribuèrent à faire rendre des Places, qui n'étoient pas, ni si proches de la France, ni à beaucoup près si nécessaires, ni si considérables que la Lorraine. Il semble que, par la juste punition du Duc Charles, Dieu a permis l'aveuglement où il est tombé, en témoignant non seulement le peu de respect; mais la mauvaise volonté, qu'il a fait paroître, en cette dernière conjoncture, contre son Altesse Royale, encore qu'il dût tout espérer de sa protection & de son assistance, s'il s'en fût rendu digne, & s'il eût bien profité d'une favorable occasion, qu'il avoit de rendre un service signalé à la France, & de faciliter les conquêtes de S. A. R. Son malheur l'a porté à suivre plutôt les vaines esperances, dont les Ennemis l'ont repû, lesquels à présent se moquent de lui. Nous ne pouvons croire après cela qu'il ose lui-même prétendre, qu'on le traite comme on eût fait auparavant. Aussi la Reine n'y étant à présent conviée par aucune nécessité, ni aucun avantage, il semble qu'on n'en sauroit prendre la pensée sans condamner toute la conduite du feu Roi envers ce Prince, avouer en quelque sorte que la Guerre, qu'on a été obligé de lui faire, n'a pas été légitime, & faire connoître à tout le monde, qu'il est avantageux de se déclarer contre la France, puisque cela n'empêche pas qu'on ne soit enfin traité favorablement. Chacun connoît la legereté de ce Prince, qui ne lui permet pas d'être six mois dans un même sentiment. Voici la quatrième ou cinquième année, qu'il a fait semblant de se vouloir accommoder, afin seulement de se rendre plus considérable par cette démonstration à nos Ennemis, qui le mépriseroient entièrement, si nous en faisions de même. Nous ne pouvons pas bien juger si sa façon d'agir procède d'industrie ou d'imprudence; mais il semble que sa méthode a toujours été d'être mal & en défiance avec ses amis, & de rechercher continuellement ses Ennemis. Ce que nous connoissons avec quelque sorte de certitude est, que les Espagnols ne feront pas un grand scrupule de l'abandonner dans le Traité general, & ne compteront pour rien tout ce qui pourroit être fait en sa faveur, par un accommodement particulier. C'est pourquoi, quand quelque considération que nous ne savons pas obligerait d'y

vouloir entendre, il y a très-grand sujet, comme nous avons déjà eû l'honneur ci-devant d'écrire à V. E. de renvoyer l'Affaire pour être traitée avec les autres conditions de la Paix generale, afin que nous tâchions ou de ménager l'avantage de la France, en conservant la Lorraine; si les Espagnols y consentent, pour songer à quelques autres Intérêts, qui par toutes raisons leur doivent être plus sensibles que celui-là, ou en tout cas, si on étoit obligé par quelque revolution d'Affaires, que nous ne prévoyons pas, de se relâcher en quelque chose pour la Lorraine, que cela nous serve pour profiter & tirer le compte du Roi en d'autres points, qui seront en controverse. Nous demandons pardon à V. E. si nous prenons la hardiesse de lui dire si librement nos sentimens sur ce sujet; mais l'honneur qu'elle nous a fait, de nous donner part de l'accommodement, lorsqu'on l'a crû fait en France, & des changemens qui y sont arrivés par le manquement dudit Duc; nous fait esperer que V. E. n'aura pas notre liberté desagréable; puisqu'elle ne tend qu'à nous acquiescer de notre devoir, en exposant toutes nos pensées à la censure, qu'il plaira à V. E. d'en faire. Nous n'avons pas osé néanmoins lui adresser directement ce que nous écrivions sur le sujet de Mr. de Chigi, & de l'Election du Pape, ayant crû que si nous nous sommes expliqués trop avant de nos sentimens sur cet Article, il nous sera plus pardonnable de l'avoir fait avec Mr. le Comte de Brienne, qu'avec V. E. à laquelle nous souhaitons toute sorte de prospérité avec très-longue & très-heureuse vie, comme étant &c.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Fontainebleau le 15 Octobre 1644.

*Il faut se plaindre des Ennemis qui interceptent les Dépêches de la Cour. Mesures prises à la Cour pour ce sujet. Avantages de la France. Les Ennemis ne souhaitent point la Paix. Difficultez pour l'avancement de la Paix. Reflexions sur la conduite des Hollandois au sujet d'Oostfrise. Reflexions sur le Transilvain. Sur le Portugal. Les François prennent Mayence, & veulent y envoyer quelqu'un. Ils y destinent Mr. de St. Romain. Mr. Salamanca est en voyage pour Flandres & pour Munster. Deseins de ce Ministre, & ses mouvemens.*

*venemens. Le Pape invite la France à la Paix. On espere bientôt la guérison du Cardinal Mazarin. Avantage des Espagnols en Catalogne.*

MESSIEURS,

Il faut se plaindre des Ennemis qui interceptent les Dépêches de la Cour.

Mesures prises à la Cour pour ce sujet.

Avantages de la France.

Les Ennemis ne souhaitent point la Paix.

Difficultez pour l'avancement de la Paix.

JE vous ai exhorté par ma précédente Dépêche de vous plaindre hautement de la liberté, que les Ennemis laissent prendre aux Soldats de leurs Garnisons de violer le respect, qui est dû aux Dépêches de Sa Majesté, avec ordre de menacer d'un pareil traitement leurs Courriers. Depuis, votre Dépêche du premier du Courant ayant été reçue, Sa Majesté a estimé devoir passer plus outre, se refondre de vous envoyer ses Lettres par la voye d'Amsterdam, & d'établir un Messager de cette Ville-là en celle où vous êtes & empêcher tout transit par son Royaume à celles du Roi Catholique. Si ses Ministres & ceux de l'Empereur ne font justice de ceux qui ont donné sujet à la plainte, & n'établissent la sûreté des chemins, à votre juste plainte & à la première menace vous joindrez la seconde. Il y a lieu de croire que les Ennemis vous donneront satisfaction, leur important du tout que le commerce des Lettres dure, & que les leurs puissent passer la France avec sûreté. Ils ont vu qu'elle ne publie pas les Victoires plus grandes qu'elles n'ont été, qu'elle diminue plutôt quelque chose des succès qu'elle ne les accroît, & que de toutes parts Dieu en fait prospérer les armes. Si cela les mortifie, qu'ils se plaignent de cette souveraine Puissance qui les humilie & de leur curiosité. Il seroit bien à désirer qu'ils fissent profit de la connoissance, qu'ils ont de nos Affaires & que tout de bon ils s'engageassent à faire la Paix, laquelle nous desirons toujours avec zèle, par celui dont nous sommes portés pour le Public. Les Victoires que Dieu nous donne nous confirment, au lieu de nous éloigner de ce desir, duquel ils ne sont point touchés, pource que leur passion est de dominer l'Europe, & que d'en avancer le repos, c'est renoncer à cette injuste prétention. Ils ne peuvent céder la leur en proposant de s'assembler pour dresser un Pouvoir, & selon qu'il vous plaît l'écrire, ils ajoutent de nouvelles difficultés. Sur quoi Sa Majesté auroit sujet de se plaindre, si votre Lettre ne lui avoit appris que les Médiateurs jugent que ces dernières difficultés seroient aisées à surmonter. Quand ils ont condamné la conduite des Ministres Impériaux & du Roi Catholique, ils ont gagné tout ce qu'ils pouvoient prétendre, ayant fait refondre Sa Majesté à ne s'impatience pas de leur conduite, & d'attendre que la nécessité de leurs affaires, comme les clameurs publiques, les portent à leur devoir & à suivre des conseils modérés, qui puissent servir à faire la Paix. Elle sera longue & difficile à traiter, si sur chaque incident il faut recourir à consulter l'Oracle, & si le Conseil de l'Empereur ne se détermine sans avoir celui du Collège Electoral. C'étoit aux Suedois d'en faire honte au Comte d'Aversberg & à ses Collegues; ce sera à vous à vous en plaindre aux Médiateurs, de la prudence desquels il faut attendre un remède à ce mal. C'en seroit un étrange, si les Plenipotentiaires Suedois se retiroient soit en Suede ou à Hambourg; & ce seroit un prétexte aux Ennemis de leur imputer la rupture de l'Assemblée; & comme ils s'y rangent à regret, ils tireroient avantage envers le Public de ce qui les satisferoit en leur particulier, si l'état où sont les Affaires de

TOM. II.

l'Empire ne les fait changer de résolution. Ainsi il est de votre prudence d'adoucir les ressentiments des Suedois, & les convier à la vertu de patience que vous pratiquez aussi. Et présentement que l'on est entré en communication avec eux; ils seroient au double blâmés, s'ils donnoient prétexte à quelque nouveauté. Il semble, par la conduite hautaine de Messieurs les Etats, qu'ils auroient joye qu'il en arrivât comme en Oollfrise; mais comme l'on a jugé qu'il seroit préjudiciable à la Cause commune; il faut continuer la même route, dissimuler avec ceux-là & approuver tout ce qui conduit à faire l'accommodement; mais aussi il sera bien juste de s'en souvenir, & en temps & lieu avoir le ressentiment & les reflexions qu'il convient de leur conduite. Sous un prétexte specieux, vous avez retiré Mr. le Baron de Rotté; j'avois bien prévu que ce qui s'étoit passé à Osnabrug vous en fourniroit le moyen. Présentement je lui écris que Sa Majesté louë tout ce que vous avez fait entre le Comte d'Emden & tous ses Sujets; & qu'il est à craindre que Mrs. les Etats ne deviennent les Arbitres de tous les différends que le Comte pourra avoir avec ses voisins. S'il savoit combien la Combourgcoisie établie entre ceux de Berne & de Neuchâtel diminue l'autorité souveraine de Monsieur de Longueville, il chercheroit d'autres Arbitres & d'autres Médiateurs que ces Messieurs, & il pourra arriver qu'ils deviendront les Juges des différends, qui pourront naître entre lui & ses Sujets, & assujettiront ce Prince aux Provinces de Frise & de Groningue. Ce sont ses Affaires, c'est à lui à y prendre garde, & pourvu que, pendant la durée de la Guerre, Madame la Landgrave ne soit troublée en la jouissance de ses Contributions & possession de ses Quartiers, quand Dieu nous aura donné la Paix, nous n'aurons plus à nous en mêler. L'on pourroit en dire autant du Prince de Transylvanie; mais pour moi je fais un autre jugement, & tiens qu'il faut desirer qu'il y ait un Prince en cet état assés puissant en Hongrie, pour empêcher que cette Couronne ne devienne hereditaire à ceux de la Maison d'Autriche; d'autant que ce seroit un moyen de parvenir à l'Imperiale. Il faut donc éviter la ruine du Ragotzki; & Sa Majesté desire qu'il continue à faire la Guerre, & pour lui en faciliter le moyen, elle veut bien lui contribuer de l'argent ainsi qu'elle vous a mandé, Sadite Majesté croyant s'être assés expliquée auprès de vous de ses intentions qui sont de continuer en effet, sans toutefois y être assujettie par aucun autre Traité, que celui qui a été fait par le Deputé de Torstenfon avec ce Prince. Et sur l'Article y inferé, de ne pouvoir faire de Paix ou de Trêve que par un commun consentement, Sa Majesté a desiré qu'il fût dit, sans sa participation; jugeant qu'il ne devoit jamais craindre que l'Empereur envahisse ses Etats, pour ne s'attirer la Guerre du Turc, qu'il craint jusques à un point de lui payer Tribut pour l'éviter. Que si, outre la somme stipulée & consentie, il falloit encore pourvoir au payement de quinze cens hommes de pied, faisant partie de trois mille qu'on lui a promis, Sa Majesté s'y pourra refondre, pourvu qu'Elle soit assurée que ledit Prince ne traitera jamais de Paix ou de Trêve que de son consentement; mais Sa Majesté ne desire pas d'être liée à cet assujettissement. Et afin qu'il se contente de ce qui vous a été mandé, c'est à vous, Messieurs, à bien informer Monsieur de Croissy, & à lui à bien ménager l'esprit de ce Prince; lequel se doit peu soucier des termes d'un Traité; mais beaucoup d'être assisté d'argent à point nommé,

Reflexions sur la conduite des Hollandois au sujet d'Oollfrise.

Reflexions sur le Transylvain.

V

1644.

& si Torstenfon s'approchant des Païs Hereditaires lui donnera lieu de s'avancer, & de se fortifier dans la Hongrie, & de se faire craindre en Autriche & en Moravie. Il faut l'aider en tout, à la reserve d'en venir à un Trairé qui établirait une absolue liaison ou dépendance de nous à lui à ne pouvoir en quelque façon que ce soit faire de Trêve ni de Paix que conjointement avec lui.

Sur le Portugal.

Il y a quelques jours que l'Ambassadeur de Portugal, qui reside en cette Cour m'a donné un Mémoire pour vous être envoyé, contenant que ce qui a été omis au Pouvoir que vous avez importé, auquel tous les Alliés de cette Couronne sont nommés séparément, à l'exception de son Maître, que présentement qu'il doit être reformé, il y soit énoncé & selon sa dignité. Sur cela, je n'ai rien à vous dire, sinon de prendre la peine de relire votre Instruction, & selon ce qui est conclu prendre temperament en cette affaire, ou évitant de nommer personne en particulier les comprendre tous sous un terme general, lequel pourra être en après interprété différemment par les uns & par les autres. Si les Papiers de cet Etat étoient conservés soigneusement, vous auriez déjà eu ceux que vous m'avez demandé; mais j'ai eu peine à les recouvrer, & il m'a fallu écrire à Dijon pour tirer, des Registres du Parlement & de la Chambre, le Renouveau de la Neutralité passée pendant la Regence dernière. J'espere de joindre à ceux-là plusieurs Actes, qui vous serviront à détruire la prétention de nos Parties, & les forcer à se reduire de traiter avec nous selon les formes établies. Les limites s'étant beaucoup étendues dans l'Empire, depuis la prise de Mayence, on a proposé d'y envoyer quelqu'un bien entendu aux Affaires de cet Etat, afin de ménager l'Esprit de ceux du Chapitre, & avec adresse celui de l'Archevêque & des Deputés de plusieurs Princes, qui sont pour l'ordinaire à Francfort, pour les attirer au bon Parti, & les attacher à celui de la France. Sa Majesté se reposant sur vos soins de ce qui est à faire en Allemagne, n'a pas voulu y envoyer sans avoir pris vos avis, ni y destiner Mr. de Saint Romain sans avoir su de vous, Messieurs, si vous pouvez vous passer pour un temps de l'avoir & si ce poste est autant avantageux que celui qu'il a auprès de vous, afin, au cas de non, d'y en destiner un autre, & en cas de si, que vous ayez à l'envoyer diligemment, le chargeant de Memoires & Instructions de ce qu'il aura à faire pour bien servir, des moyens qu'il faudra tenir pour gagner la volonté des Deputés de la Diette de Francfort, & essayer de la ménager pour se rendre au lieu public, contre l'intention de l'Empereur qui ne l'a indiquée & ne la fait subsister en pied que pour en tirer des avantages & sous son prétexte éluder ou empêcher que les Princes qui la composent ne députent à Munster, selon que Sa Majesté les y a conviés. Depuis quelques jours on nous a mandé que les Bourgeois de Trêves ont pris les armes contre la Garnison, & ne veulent permettre qu'elle soit acruë, ni se soumettre que sous la protection de cette Couronne aux conditions accordées à ceux de Mayence. Déjà des Troupes ont eu ordre de s'avancer vers eux pour les fortifier en leurs résolutions; mais n'ayant point encore de nouvelles certaines de ce que cela aura produit, je fais difficulté de vous l'écrire. Peut-être, auparavant que cette Lettre soit mise au net, que quelque Courrier arrivera dépêché par Monsieur le Duc d'Anguien ou Monsieur Magalotti. Soit que les habitans se soient rendu les maîtres, ou que la Garnison les ait réduits, qu'ils aient persisté ou chan-

Les François prennent Mayence, & veulent y envoyer quelqu'un, ils y destinent Mr. de Saint Romain.

gé de résolution, je vous en informerai. Ce seroit bien finir la Campagne par la prise de cette Ville. Enfin donc Francisco de Melos a passé pour Espagne & Dom Miguel Salamanca pour Flandres, où il ne doit point séjourner, pour se rendre ensuite à Munster. Il a eu dessein de faire savoir de ses nouvelles à plusieurs personnes; mais il n'a pas réussi, non plus qu'à baisser les mains à Sa Majesté & à son Eminence. Il témoigne vouloir séjourner à Paris; on lui a fait connoître qu'il offenserait le Public, & qu'il devoit tout oublier pour accourir au lieu destiné pour traiter de la Paix. Selon ce qui m'en a été écrit, il fait fort le fin; il parle & donne exclusion à ses propositions, pour les avancer avec trop de circonspection. Quand vous l'aurez examiné, vous ferez jugement de sa suffisance, & sur votre rapport nous le connoîtrons.

Le Pape écrivant à leurs Majestés, pour leur faire part de son assumption, les a conviés de songer à la Paix. Sans doute il en aura autant écrit en Espagne, & la bonne disposition que nous y avons sera un bon moyen pour le gagner & faire changer d'affection; puisqu'il est certain que les Espagnols n'y en ont point, ou bien la crainte de mon pronostic les y reduira, & ce sera vous seuls qui aurez eu profit de la mort du Pape & de l'exaltation d'Innocent dixieme.

Je vous écrirai dans huit jours la parfaite guérison de Mr. le Cardinal Mazarin; ses accès affoiblissent & il est douze heures sans aucune émotion. Je vous ferai part de cette nouvelle, parce que je fais que vous avez pour son Eminence autant d'affection que moi. Recevez-moi en part & en égalité. Je vous donne ce que je puis imaginer de plus sur cette matiere, qui suis de tout mon cœur, &c.

Mr. le Maréchal de la Motte a laissé prendre une Place, dans laquelle il avoit jetté deux mille hommes, qui ont été emportés de force par les Espagnols, qui vont continuant leurs progrès de ce côté-là. On n'a pas encore dit cette nouvelle à son Eminence.

1644. Mr. Salamanca est en voyage pour Flandres & pour Munster.

Desseins de ce Ministre, & ses mouvements.

Le Pape invite la France à la Paix.

On espere bientôt la guérison du Cardinal Mazarin.

Avantage des Espagnols en Catalogne.

## E X T R A I T

De la Lettre écrite par

M<sup>r</sup>. B I C H I

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Le 16. Octobre 1644.

*On consulte le Grand Duc de Toscane touchant l'envoi des Légats, au sujet de la Paix. Plaintes du nouveau Pape contre son Prédecesseur. Son entretien avec le Chevalier Gondi.*

Monsieur le Cardinal Medicis m'étant venu voir, m'a dit qu'ayant écrit à Mr. le Grand Duc quelque proposition, que le Pape lui avoit faite touchant la Paix generale, le Grand Duc l'avoit chargé d'en conférer avec moi, avant que de donner réponse à Sa Sainteté. Ladite proposition étoit, qu'il prioit le Grand Duc de

On consulte le Grand Duc de Toscane touchant l'envoi des Légats, au sujet de la Paix.

lui



1644.

lui donner conseil, comme il se devoit conduire pour avancer utilement la Négociation de la Paix, à laquelle il avoit avisé d'envoyer trois Légats confidens aux Couronnes, lesquels, après avoir négocié avec elles, se rendissent tous ensemble au lieu du Congrès, pour y servir de Médiateurs, ou bien envoyer, au lieu de trois Légats, des Nonces extraordinaires, & un Légat au Congrès; qu'en cas qu'il fallut envoyer trois Légats, il avoit avisé qu'il pourroit choisir pour l'Allemagne Pallota ou Monti, pour France Sanchetti, ou Spada, pour l'Espagne Lanzirulli, ou Facchinetti; & devant envoyer des Nonces & un Légat, il étoit aussi empêché au choix des uns que des autres. Pour le Légat, il avoit jeté les yeux sur Caponi; mais qu'il s'excusoit sur son âge, & sur ses infirmités.

Pour la réponse du Grand Duc, Mr. le Cardinal de Medicis me dit qu'elle étoit pleine de Civilités & de Complimens, & remis ses fins au bon jugement de Sa Sainteté. Mais qu'il considéroit que si le Pape choisiroit le parti d'envoyer trois Légats, il y auroit quelques inconveniens; que, pour les éviter, il croyoit qu'on pourroit en envoyer deux, un au Roi, lequel iroit demeurer auprès de Sa Majesté, & l'autre à la Maison d'Autriche; c'est-à-dire à l'Empereur & au Roi d'Espagne, & que ces Légats voisins pourroient de cette sorte négocier plus facilement l'accommodement des Couronnes.

Je repartis, que si, dans le Traité de la Paix, on n'avoit qu'à parler des Intérêts des deux Couronnes, je croyois l'expédient fort bon; mais qu'il s'agissoit encore de ceux des Alliés, sans lesquels la France ne traitera aucunement.

Ledit Medicis me dit qu'en cette rencontre le Pape s'étoit plâint à lui, que son Prédecesseur eût rempli le sacré Collège de gens de néant, qu'il y en avoit plus de trente qui lui étoient entièrement inutiles. Desorte qu'il ne sauroit où donner de la main, pour envoyer un Légat au Congrès, ajoutant là-dessus qu'il y avoit bien Spada, ou Pallota, mais que l'un & l'autre avoient des exceptions, & que Medicis l'ayant mandé au Grand Duc, il auroit eût pour réponse, qu'il ne croyoit aucuns des Cardinaux capables de cette charge, sur tout Spada, de qui Medicis a diminué encore de beaucoup l'opinion pour le Conclave. Je dis là-dessus à Medicis que si le Pape ne trouvoit parmi les Cardinaux d'aujourd'hui de quoi se satisfaire, il en fit d'autres dont il se pût servir, & discourant sur les sujets qu'on pourroit promouvoir, fût nommé le Zechini, qui est aujourd'hui Dattaire, & j'y ajoutai le Chigi, lequel étant sur les Lieux, homme de capacité & d'estime, & qui a déjà la main à l'œuvre, non seulement pouvoit dignement remplir cette place; mais on gagneroit beaucoup de tems, dont la longueur est bien préjudiciable à cette Affaire, puisqu'autrement il faudroit au préalable faire une Négociation, pour favoir si celui qu'on voudroit envoyer seroit agréable aux Couronnes. Il faudroit puis après quelques mois pour se préparer à faire le voyage; lorsqu'il seroit sur les Lieux, on prendroit encore quelque tems, avant qu'il fût instruit; desorte qu'avant qu'on eût rien commencé, l'Hiver, qui est la saison la plus propre pour cette Négociation, seroit passé. J'ajoutai encore à cela que ce seroit épargner quelque argent à la Chambre, ce qui n'étoit pas encore à mépriser au tems présent; & pour picquer au jeu Medicis, je lui dis que cela seroit aussi fort honorable à Sa Maison; puisque ce Prélat étoit son Sujet.

J'eus après un semblable discours avec le Chevalier Gondi. J'ai fait ces diligences sur

TOM. II.

la croyance que ce sujet seroit agréable à Sa Majesté, qu'Elle nous l'avoit nommé ces jours passés, entre ceux qu'Elle désireroit pour Nonces, & pour éviter le hazard de rencontrer pire.

Lesdits Medicis & de Gondi me demandèrent si cette Election seroit agréable à la France, & pour leur ôter tout soupçon, je dis que peut-être y pourroit-on trouver quelque chose à redire; mais que se trouvant déjà en possession de la Médiation, ils étoient aucunement engagés à ne le recuser pas.



## L E T T R E

De Messieurs

## D' A V A U X

Et

## S E R V I E N

A Monsieur le

## COMTE DE BRIENNE.

Du 18. Octobre 1644.

*On a dévalisé un autre Courrier. Ce procédé leur donne de l'appréhension. Ils lui proposent une autre route pour les Courriers. Soupçons des Ennemis de l'entrevue des Suedois avec les Ministres François. Leur Conférence avec les Ministres de Suède. Election du Pape. Demêlé de Saavedra avec le Nonce Chigi. On lui envoie l'Instruction donnée à Mr. de Croissy.*

MONSIEUR,

Nous ne ferons pas les mêmes plaintes du dernier Ordinaire, qui a apporté ici les Lettres de France, que nous fîmes du précédent. Si vous nous avez fait la faveur de nous écrire par celui-ci, comme nous n'en doutons pas, ceux qui lui ont ôté vos Lettres, ne nous ont pas fait la même Civilité, qu'ils nous firent après avoir dévalisé l'autre. Ils se comporteront plus civilement dans leur premier larcin; lorsqu'ils eurent ouvert vos Lettres, & toutes les autres qui s'adressoient à nous en commun, ils nous les envoyèrent ouvertes; mais à ce coup, quoique les Lettres particulieres aient été rendues en bon état, aussi-bien que l'autre fois, nous n'avons rien reçu de votre part; ce qui fait voir clairement que les supercheries nous sont faites par ordre, & que nos Lettres du 10. ont été prises au delà de Bruxelles, environ le tems que les vôtres du 17. ont été volées au delà d'Anvers.

Ce procédé nous met en appréhension, qu'on ne s'accoutume à nous traiter souvent de la même sorte, si l'on n'en témoigne du ressentiment, ou que l'on ne cherche d'y apporter quelque remède. Cependant, afin que nous ne soyons pas tout-à-fait privés de la faveur de votre

*On a dévalisé un autre Courrier.*

*Ce procédé leur donne de l'appréhension.*

V 2

com-

Plaintes du nouveau Pape contre son Prédecesseur.

Son entretien avec le Chevalier Gondi.

1644.  
Ils lui pro-  
posent une  
autre route  
pour les  
Courtiers.

Soupçons  
des Ennemis  
de l'Entrevue  
des Suédois  
avec les Mi-  
nistres Fran-  
çois.

communication, peut-être ne trouverez-vous pas hors de propos, en attendant que l'ordre fût établi, de nous envoyer par Gravelines ou par Hollande, ce que vous aurez à nous faire savoir de plus important, ou du moins de nous envoyer par cette voye-là un *Duplicata* de ce que vous ferez passer par la Flandres.

En revoyant notre Dépêche du 10. nous avons remarqué que c'est celle qui vous rendoit compte de ce qui s'étoit passé en la Conférence, qu'un de nous avoit faite avec les Ambassadeurs de Suede, & que ç'a été sans doute le sujet de la curiosité, qu'on a eû de voir ce que nous écrivions; car nos Parties s'étant imaginé que cette entrevue s'étoit faite plutôt, pour concerter de nouveaux desseins de Guerre, que pour délibérer des moyens d'avancer la Paix, ont voulu s'en éclaircir, & l'appréhension qu'ils ont témoigné que Mr. Torstenfon ne s'avancât vers le Danube, en même tems que Mr. le Duc d'Anguien conduiroit son Armée de ce côté-là, pour enfermer les Bavaois. Un d'entr'eux nous confirme dans cette opinion. Cependant, afin que vous soyez informé de ce qui s'est passé en ladite Conférence, nous avons estimé devoir joindre à cette Dépêche un *Duplicata* de la nôtre du 10.

Depuis celle du 10. de ce mois, Mrs. les Médiateurs ont continuellement travaillé à nous faire convenir des conditions, sur lesquelles nos Pouvoirs de part & d'autre doivent être reformés, & des clauses qui y doivent être ajoutées & retranchées. Quoique nous ayons eû avec eux une fort longue Conférence sur ce sujet, & qu'ils en ayant fait beaucoup avec nos Parties, en les visitant ou en recevant leurs visites, tout a abouti jusques-ici à faire un échange des Ecrits, qui ont été donnés de part & d'autre, dont nous vous envoyons les Copies. Chacun a demeuré jusques à présent, de son côté, ferme dans son opinion, & tâché de combattre les raisons du parti contraire.

Néanmoins, il y a apparence qu'au premier jour on y trouvera quelque temperament, au moins sur la plupart des Articles, dont nous ne manquerons pas de rendre compte à la Reine. Les uns & les autres semblent vouloir insister, plus que nous n'avions crû, sur la Minorité du Roi, & à vouloir que la Reine soit nommée dans notre nouveau Pouvoir d'une autre façon, qu'elle n'étoit dans le premier; mais comme ils ont voulu alleguer des exemples, pour appuyer leur prétention, & particulièrement un Traité fait en. . . . pour la neutralité de la Franche-Comté, qu'ils soutenoient avoir été fait par la feuë Reine Regente, conjointement avec le feu Roi; nous fîmes voir à Mrs. les Médiateurs, par la lecture de la Piece, qu'ils avoient eû des mains de nos Parties mêmes, qu'on avoit observé la même forme dans le Traité que dans notre Pouvoir, ne s'étant trouvé, ni dans l'un ni dans l'autre, que les mêmes paroles qui suivent, *Par le Roi, la Reine Regente, sa Mere, presente*. Dequoi lesdits Srs. Médiateurs demeurent aussi étonnés que satisfaits, connoissant bien la confusion que recevoient nos Parties, quand elles se verroient convaincus par le même exemple, qu'elles avoient allegué pour soutenir leur opinion. A la verité, s'ils se reduisent à nous demander la déclaration du Roi, par laquelle la Reine a été déclarée Regente, & l'enregistrement qui en a été fait au Parlement, nous croyons bien que S. M. ne desaprouvera pas, que nous leur promettons de leur en donner une Copie en bonne forme, & que vous ne refuserez pas vos soins pour la faire expedier & nous l'envoyer.

L'on a eû nouvelle de l'Election du Pape.

Election du  
Pape.

Les Espagnols en témoignent beaucoup de joye. Nous esperons d'apprendre par vos premieres Lettres, si nous aurons sujet de nous en rejouir aussi, & cependant nous différerons d'en faire compliment à Mr. le Noncé. Nous avons vû diverses Lettres, qui portent que le nouveau Pape a déjà changé les trois Nonces de France, d'Allemagne, & d'Espagne; ce qui nous met en appréhension de la resolution qu'il prendra pour celui-ci. Il y a sujet de craindre, que s'il est aussi affectonné aux Espagnols, qu'ils le publient ouvertement par tout, triomphant de son Election, plus qu'ils ne feroient du gain d'une bataille; il ne laisse pas Mr. de Chigi dans cette Négociation, avec lequel Saavedra a eû quelques paroles aigres depuis peu. Néanmoins, comme la personne qui doit avoir cette charge doit être agréable à tous les Princes intéressés, & que celui qui la remplit déjà eût homme d'éminente vertu, & sans reproche; il y a apparence que la peine où se trouveroit le Pape, d'en pouvoir mettre un autre en sa place au gré des Couronnes, l'empêchera d'y faire aucun changement, quand ce ne seroit que pour ne pas faire paroître en cette occasion, qui est importante & de grand éclat, la partialité que peut-être il fait qu'on a sujet de craindre en lui. Nous vous envoyons l'Instruction que nous avons donnée à Mr. de Croissy, ensuite des ordres de la Reine, & qui ne pût pas être achevée de copier assés à tems pour être jointe à notre dernière Dépêche. Vous verrez, comme nous vous avons déjà marqué, que nous y sommes allés extrêmement retenus. Peut-être aurions nous passé plus avant en quelques Articles, si nous eussions été plus particulièrement éclaircis des intentions de Sa Majesté; il fera encore en notre pouvoir d'y remedier, si, en conférant notre Instruction avec celles qui ont été données ci-devant sur le même sujet, vous jugez qu'il y ait quelques points capables de retarder la conclusion du Traité, faute d'avoir assés étendu le Pouvoir dudit Sr. de Croissy, ou même que le Prince de Transilvanie, ou ses Ministres ne lui demandent la Copie du Traité, en vertu duquel il prétendra traiter avec eux, & qu'ils ne croient qu'une simple Lettre de créance, accompagnée d'une Instruction qui a été signée par nous, ne soit pas suffisante pour l'autoriser. Nous sommes obligés de vous le faire remarquer, afin que, si vous jugez lui devoir envoyer un Pouvoir en meilleure forme, il vous plaise nous l'adresser, pour le lui faire tenir sur les Lieux. S'il s'agissoit de faire un nouveau Traité, duquel il n'eût point encore été parlé, l'on pourroit remedier à ce défaut, par la promesse que feroit ledit Sr. de Croissy de fournir la ratification de S. M. dans un certain tems; mais à présent qu'il s'agit de l'exécution, on est plus obligé de songer à faire cesser toutes les difficultés & longueurs, qui pourroient arriver de notre part, que s'il n'étoit question que de commencer l'affaire; de crainte que ledit Prince, qui n'a encore vû aucun effet des promesses qui lui ont été faites, depuis qu'il a entrepris la Guerre, ne prenne quelque sujet de mécontentement, qui le porte à faire un accommodement particulier. &c.

1644.

Démêlés de  
Saavedra avec  
le Noncé  
Chigi.

On lui en-  
voye l'Ins-  
truction don-  
née à Mr. de  
Croissy.

L E T-

1644.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N ,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E .

Du 22. Octobre 1644.

*Changement des Pouvoirs. Ils les portent aux Médiateurs. Ni les Impériaux, ni les Espagnols n'en sont satisfaits. Raifons des Impériaux. Discours des Médiateurs par rapport aux Espagnols. Réponse des Ministres François. Les Médiateurs demandent des Copies. Réponse des Médiateurs touchant certains endroits des Pouvoirs que les Impériaux apelloient injurieux & contraires à la Paix. Le Nonce leur communique une Lettre du Duc de Baviere. Leur résolution là-dessus. Leurs soins sur l'affaire d'Oostfrise.*

MONSIEUR,

Changement  
des Pouvoirs.

PAR notre dernière Dépêche du 15. de ce mois, nous vous donnâmes avis que l'on étoit ici demeuré d'accord de reformer les Pouvoirs de part & d'autre, & de les mettre entre les mains des Médiateurs.

Le lendemain nous considérâmes celui que nous avons du Roi, & résolûmes d'en ôter & y ajouter tout ce qui pouvoit satisfaire les moindres scrupules & la délicatesse de nos Parties, sans violer les Loix du Royaume. Nous fûmes pourtant de différent avis sur la mention qui y est faite de l'entremise du Pape, & des Vénitiens. Nous estimons d'une part qu'en cette conjoncture il étoit à propos d'omettre cette clause, qui pourroit nous faire préjudice si la conduite du nouveau Pape, lequel est tenu pour affectionné à l'Espagne, obligeoit S. M. à l'exclure de la Médiation; que Mr. le Nonce la pouvoit faire valoir à Rome, comme une déclaration faite de nouveau en faveur de Sa Sainteté, depuis l'avis qu'on a eû de son Election, & que cette déclaration pourroit se trouver contraire aux autres démonstrations que Sa Majesté fera faire à Rome pour ce sujet; qu'il seroit plus facile d'admettre les Ministres du nouveau Pape dans la Négociation, si on nous l'ordonne, quoiqu'il n'en soit pas fait mention dans nos Pouvoirs, qu'il ne seroit de les en exclure après les avoir nommés dans un Acte nouvellement accordé, ni par l'entremise de Mr. le Nonce, & après avoir sù par lui même la difficulté que nos Parties ont faite de par-

ler des Médiateurs dans leurs Pouvoirs, sur lesquels en tout cas nous pouvions nous décharger de la résolution qui seroit prise de les rayer dans les nôtres. Nous considérons d'ailleurs qu'une telle omission pourroit déplaire à nos Médiateurs, puis qu'elle n'étoit point demandée par nos Parties, & qu'il ne s'agissoit seulement pas d'omettre cette clause; mais de la retrancher du premier Pouvoir où elle se trouve, & sans être recherché, que nous devions être bien aises que Mr. le Nonce en prît sujet de se rendre la Cour de Rome plus favorable, puisque nous reconnoissons avoir grand intérêt, qu'il ne se soit pas retiré d'ici, que ladite clause se rapporte au feu Pape, & ne peut être entendue de son Successeur, tant parce qu'il est convenu de garder l'ancienne date de tous les Pouvoirs, que parce qu'en effet les instances de sa Sainteté, dont il est parlé dans le nôtre, ne peuvent être attribuées à Innocent X. qui n'en a encore fait aucune; que cela n'empêcha pas la Reine de recuser le Cardinal Rosseti, & n'obligerait pas non plus Sa Maj. d'accepter un autre Légat qui lui seroit suspect. Mais, pour ne pas retarder les affaires sur un incident, lequel au fond n'est pas de grande conséquence, nous sommes venus à un même avis, & avons dressé notre Pouvoir, & daté, comme étoit l'autre, du mois de Septembre 1642. sans y plus faire mention des Princes, qui avoient interposé leurs soins & leurs offices, ainsi que vous verrez, Monsieur, par la Copie ci-jointe.

Cela fait, l'un de nous, à cause de l'indisposition de son Collegue, le porta à Mr. le Nonce, auquel les Impériaux avoient déjà donné le leur. Il ne fit que le recevoir, sans l'examiner, & après qu'il l'eût communiqué à Mr. Contarini, ils envoyèrent dire aux Espagnols, qu'ils étoient en demeure, s'ils ne faisoient la même chose.

Le jour d'après ils nous demandèrent audience, où le malade ne put se trouver, ni recevoir la Compagnie chez lui. Mr. le Nonce ouvrit la Conférence, comme il a de coutume, & dit que ni les Impériaux, ni les Espagnols n'étoient contents de la nouvelle forme de notre Pouvoir, en ce qu'il parle de faire la Paix entre le Roi, ses Alliés & adhérents d'une part, l'Empereur & le Roi d'Espagne & adhérents d'autre; que c'est bien avoir ôté le mot, *conjointement avec les Alliés*, duquel ils s'étoient plaints; mais que c'est en garder le sens; qu'ils n'empêchent pas que tous les Alliés de la France n'envoyent ici leurs Députés, & que la France ne traite pour eux; mais que l'Empereur ne veut pas traiter avec chaque Ville, ou Prince, qu'il saura avoir confédération avec le Roi; que cela n'est pas de sa Dignité, & allongeroit trop la Négociation de la Paix, laquelle aussi seroit mal assurée, si elle nous faisoit un prétexte pour la rendre nulle, d'autant qu'elle n'auroit pas été faite avec quelqu'un de ceux qui sont nos Alliés ou adhérents, dont le nom ni le nombre n'est pas spécifié, & qu'ainsi nous aurions excédé notre Pouvoir.

Monsieur l'Ambassadeur de Venise ajouta que les Plenipotentiaires d'Espagne s'en étoient encore plus formalisés, & avoient déclaré que le Roi leur Maître n'a point d'Alliés, vû même que le Roi n'a point voulu donner de Passeport au Duc de Lorraine, pour députer en cette Assemblée, que c'est à l'Empereur à défendre les Intérêts de ce Prince, qu'ils se réservent néanmoins la faculté d'en parler, comme aussi des Affaires de Savoye & de Mantouë. Ils conclurent que la clause concernant les Alliés ne pouvant être reciproque entre Sa Ma-

Ils les portent  
aux Médiateurs.Ni les Impériaux, ni les  
Espagnols  
n'en sont satisfaits.Raifons des  
Impériaux.Discours des  
Médiateurs  
par rapport  
aux Espagnols.

1644.

Réponse des  
Ministres  
Français.

jesté & le Roi d'Espagne, ils ne la peuvent admettre.

Celui de nous qui étoit présent remontra que nous n'avons pu concevoir une forme de Procuration plus ample, ni plus recevable, que celle dont nous leur avons donné le projet. Nos Parties ont désiré le changement de la Préface, nous l'avons changée, quoique nous leur ayons fait voir, qu'en d'autres Traités, & en des tems où leurs affaires étoient en bon état, ils n'y ont pas regardé de si près. Ils ont fait semblant de douter si le Pouvoir nous autorisoit suffisamment pour conclure la Paix, nous l'avons mis aux mêmes termes qu'ils l'ont jugé plus valable. Ils ont demandé qu'en parlant des moyens de terminer les différens, qui ont causé la Guerre jusques à présent, il ne fût pas dit : *Pour en traiter & convenir conjointement avec la Couronne de Suede*, nous y avons encore consenti. Pour lever la difficulté qu'ils proposoient de traiter particulièrement chaque point avec chacun des Alliés, de laquelle résolution nous ne nous pouvons départir en aucune sorte ni manière que ce soit ; que c'est en vain qu'on nous tâte tant de fois de ce côté-là ; que la Reine ne le veut, ni aucun homme de bien ne lui conseillera ; que si les Impériaux & Espagnols en demeurent d'accord, comme ils témoignent artificieusement, ils ne doivent pas trouver mauvais que cela soit porté par notre Traité, ni que S. M. use de bonne foi en déclarant nettement quelle est son intention en ce Traité ; qu'après nous avoir fait ôter le mot *conjointement*, ils fauroient bien faire appréhender à ceux qui se tiennent unis avec la France, qu'après nous être déjà relâchés par deux fois en ce qui les touche, pour entamer seulement le Traité, nous serions bien capables de les abandonner tout-à-fait, quand il sera question de le conclure, & lors qu'on nous proposeroit de grandes récompenses, pour faire une infidélité : Que l'Empereur ne dédaigne pas de traiter tous les jours avec un Prince ou Etat de l'Empire, non plus qu'il a fait depuis peu d'années le Traité de Goslar avec les Ducs de Lunebourg ; qu'il n'a pas tenu à lui d'en conclure un autre avec Madame la Landgrave de Hesse, & que le Comte de Tettenbach a été commis de sa part, pour négocier avec le Sr. Chefier, Député de ladite Dame ; que cette belle Paix de Prague, dont il est encore aujourd'hui si jaloux, ne fut faite qu'avec l'Electeur de Saxe, & qu'au reste la chose n'est plus entière, qu'elle a été décidée avant que de convoquer les Assemblées de Munster & d'Osnabrug ; & voici comment le premier Passeport que l'Empereur fit expedier pour nos Alliés en Allemagne, après avoir longtems refusé d'en donner aucun, fut conçu en tels termes, qu'ils ne pourroient traiter immédiatement avec lui ; mais seulement par l'entremise des Plenipotentiaires de France, & de ceux de Suede. Ces Princes, qui étoient le feu Landgrave de Hesse, le feu Duc Bernard, l'Electeur de Treves, & depuis encore le Duc de Lunebourg, firent représenter que c'étoit les traiter en criminels, & les condamner d'abord ; que les deux Couronnes y avoient aussi intérêt, afin qu'il ne fût pas dit qu'elles eussent Alliance avec des rebelles. L'on demeura plus de deux ans sur cette question, & enfin le Passeport fut réformé & conçu comme il est à présent. Nous vous envoyons ci-jointe une copie de l'un & de l'autre. Vous verrez la différence, & comme il n'y a plus lieu de disputer.

Les Médiateurs deman-

Monsieur Contarini demanda ces Copies,

pour avoir, dit-il, de quoi répondre à ceux du Parti contraire, & les ayant vus, Mr. le Nonce & lui, ils parurent satisfaits pour ce regard ; mais ils revenoient toujours à dire que la Négociation seroit bien abrégée, si tous les Alliés de la France remettoient leurs intérêts entre nos mains, excepté la Couronne de Suede, & Mrs. les Etats. On leur répondit que cela se pourroit peut-être faire, qu'en tout cas ils en traiteroient conjointement avec nous, & que l'autorité du Roi les rendra faciles à tout ce qui sera raisonnable ; que notre Pouvoir, comme nous l'avons dressé, n'exclut pas cette manière de négocier, que les Parties défèrent, & que les Médiateurs jugent la plus commode ; mais qu'il n'est pas de la volonté de la Reine, ni de sa justice, d'y astreindre & obliger les Alliés de S. M. vu même qu'Elle leur a procuré à tous en general, & à chacun en particulier, le pouvoir de députer en cette Assemblée, & d'y traiter de leurs affaires.

Quant à la sûreté du Traité qui interviendra, nous la désirons plus qu'eux, & le témoignons dans le progrès de la Négociation.

Que ce seroit un prétexte ridicule & indigne de nous, si nous pensions desister d'un Traité si solennel, en nommant après coup quelque Prince, ou Ville qui n'y auroit pas été comprise ; mais que néanmoins on peut encore trouver un expédient là-dessus, qui les guerisse de tous leurs ombrages.

Que si le Roi d'Espagne n'a point de Confédérés, cela ne dégage pas le Roi de la protection qu'il doit aux siens, & que le Duc Charles peut venir ou envoyer ici, sous la foi du Passeport general, que S. M. a accordé aux Alliés & adhérents de l'Empereur, & du Roi d'Espagne.

Pour conclusion, il fut représenté auxdits Srs. Médiateurs, que le Pouvoir même des Impériaux porte que la Guerre ayant longtems duré entre leur Maître & ses Alliés d'une part, le Roi très-Chrétien, ses Alliés & adhérents d'autre, ils ont faculté de la terminer par un Traité de Paix ; & dans le Pouvoir des Espagnols, après avoir traité des Plenipotentiaires de France, il est dit, *Et les autres Princes Intéressés qui y concourent :*

*T los de mas Principes interesados que alli concurriran.*

Pourtant ils ont reconnu eux-mêmes, que la Paix doit être traitée entre le Roi & eux, & tous ceux qui ont suivi l'un & l'autre Parti ; & de fait, lorsque l'on a représenté aux Impériaux que, dans la Minute de leur Pouvoir, ils ont bien fait mention des Alliés, à l'endroit où il est parlé de la Guerre qui se fait de part & d'autre, & dans le narré dudit Pouvoir ; mais que cela ne suffit pas, & qu'il faut qu'il en soit fait mention expressément dans le dispositif à l'endroit où l'autorité de conclure la Paix leur est donnée. Ils ont soutenu qu'il suffisoit qu'il en fût parlé en un endroit, & nous ont voulu faire croire que cela s'entendoit avoir le même effet. Néanmoins on voit bien clairement, quand ils sont pressés, que leur intention est d'exclure les Alliés, s'ils peuvent, & de jeter quelque sujet de division entre nous & eux ; ce qui est d'autant plus étrange, que nous n'avons exprimé les Alliés qu'en termes generaux, afin qu'ils n'eussent pas sujet de se formaliser de tous ceux que nous eussions pu nommer en particulier.

Ensuite de ce que dessus, Mr. le Nonce déclara que les Plenipotentiaires de l'Empereur disent n'être entrés en cette Négociation que pour satisfaire à tout ce qui avoit été arrêté de con-

1644.  
dent des Co-  
pies.



1644.

concert, & non pour s'obliger précisément à rien que sous le bon plaisir de S. M. Impériale; que ce n'est pas qu'ils n'ayent tout pouvoir, & ne soient entièrement autorisés, comme chacun fait; mais que les Ambassadeurs de France ayant encore écrit depuis peu aux Princes de l'Empire, & envoyé même des Lettres du Roi, ils ne doutent pas que l'Empereur ne s'en veuille ressentir, & ne veulent rien promettre de sa part, jusques à ce qu'ils sachent quelle résolution il aura prise; que ces Lettres sont pires que les premières, & beaucoup plus offensantes, d'autant que sous une douceur & modération apparente elles tendent à la subversion de l'Empire.

Messieurs les Médiateurs interrogés civilement, si les Impériaux n'avoient point marqué les endroits qu'ils appellent si injurieux, & si éloignés de l'esprit de Paix, ils dirent que c'est où le Roi mande à ces Princes qu'il nous a commandé de faire grande considération de leurs conseils, en traitant des affaires d'Allemagne, & que notre Lettre ajoûte que nous n'en délibérerons pas & n'y prendrons aucune résolution qu'avec l'avis & participation de leurs Députés. Car ils prétendent, que ce n'est pas à Sa M. de se mêler des affaires de l'Empire, non plus qu'à l'Empereur de celles de France; mais l'inégalité est trop connue pour croire que c'est-là où le mal se tient, & pourquoi donc s'est-on assemblé ici? Pourquoi tant de Passports aux Princes & Villes d'Allemagne? Comment faire la Paix sans cela? C'est pour quelque autre raison, que cet article de la Lettre du Roi, & celui que nous avons eu ordre d'insérer dans la nôtre, leur sont si sensibles, & il est aisé de l'apercevoir, connoissant que c'est un moyen fort propre pour attirer à Munster les Princes & Etats de l'Empire, pour leur faire voir que leurs Députés y seront avec honneur, & qu'ils auront bonne part à la Négociation, & enfin pour gagner créance auprès d'eux. Voilà ce qui leur déplaît particulièrement; mais ils n'ont pu se défendre de Mrs. les Médiateurs, auxquels nous avons cette obligation, qu'ils leur ont représenté que les propositions faites à Francfort, par l'ordre de l'Empereur, & publiées par toute l'Allemagne, ont peut-être obligé le Roi d'autoriser ce qui avoit été fait par ses Plenipotentiaires; seulement ils ont voulu nier que lesdites Propositions fussent injurieuses.

Nous remettons à vous envoyer par le prochain Ordinaire les Pouvoirs prétendus réformés de nos Parties; car à vrai dire ils ne valent pas mieux que les précédens; mais nous n'avons su en conférer assez amplement, ni avec les Médiateurs ni avec nous-mêmes.

Reste à vous faire savoir que Mr. le Nonce nous envoya hier communiquer une Lettre qu'il venoit de recevoir du Duc de Bavière, dont copie sera ci-jointe. Vous jugerez sans doute, qu'elle est de conséquence; car ce Prince n'agit qu'avec dessein, & grande délibération. À notre avis, c'est un effet de la Guerre qu'on lui a faite si vivement, & nous osons en cet endroit remontrer très-humblement à la Reine, que, pour le succès de ses bonnes & pacifiques intentions, il n'y a rien de plus utile que de maintenir & fortifier son Armée de ce côté-là. Tant y a que le Duc de Bavière s'approche; le voilà qui se met en peine de contenter les Plenipotentiaires de France, lui qui a empêché jusques à présent le progrès de la Négociation. Il excuse le retardement de l'envoi de ses Députés à Munster, il offre de les faire partir au premier jour, & dit avoir appris qu'on est sur le point de continuer le Trai-

té; ce que nous prenons de bonne augure, sachants qu'il est bien averti, & que les Conseils de Vienne lui sont connus; mais la Lettre fait voir qu'il essaye aussi de pénétrer ceux de France, & selon la bonne coutume il commence par interroger. La question qu'il nous a faite est si importante, & si difficile à résoudre pour divers respects, qu'elle mérite qu'il nous en fasse consulter de plus près. Nous avons donc fait répondre à Mr. le Nonce par Mr. de St. Romain, après en avoir conféré entre nous, que si Mr. le Duc de Bavière a bonne intention pour l'avancement du Traité, il députera ici au plutôt & levera par ce moyen le plus grand & principal obstacle qui s'y rencontre, en l'absence de tous les Princes & Etats de l'Empire; que ses Ministres étant sur les lieux, ou verra avec eux par où il fera plus à propos d'entrer en matière; qu'en cela, & en toute autre chose nous ferons toujours grande considération de l'avis & du jugement de Son Altesse, & lui donnerons à connoître qu'au milieu de la Guerre, leurs Majestés ont conservé des sentimens favorables pour sa personne, & pour ses intérêts. Mr. le Nonce a reçu cette réponse avec agrément, & autant que ledit Sr. de St. Romain a pu juger, elle sera aussi bien agréable au Duc de Bavière.

Or comme notre Instruction n'est pas conforme à son désir, & que son désir se trouvera appuyé de toute l'Allemagne, & encore de toute la Couronne de Suède, ce qui est très-certain; il vous plaira, Monsieur, de représenter au Conseil que nous sommes en soin, si, après avoir appelé ici les Princes & Etats de l'Empire, & qu'ils y auront tous comparu par leurs Députés, nous pourrions nous dispenser de mettre les affaires d'Allemagne sur le tapis, vu qu'autrement toute l'Assemblée d'Osnabrug seroit à rien faire, pendant que nous traiterions des affaires d'Italie, & les Ambassadeurs de Suède ne le permettroient pas.

D'autre côté il est à considérer que si l'on commence par les intérêts d'Allemagne, dans lesquels tous ceux de la Couronne sont compris, il en arrivera un autre inconvenient, c'est qu'après avoir terminé ces différends, & que les Suédois, les Hessiens, & les Princes de l'Empire seront d'accord, ils attendront impatiemment le succès des autres Négociations, qui ne les touchent point, & nous presseront de conclure à des conditions moins avantageuses, plutôt que de laisser le Traité général indécis pour le seul intérêt de la France.

L'on a pourvu à cet inconvenient, autant qu'il a été possible, par le dernier Traité d'Alliance avec la Couronne de Suède. Il porte que la Négociation de Suède ira de même pas à Munster & Osnabrug, & que l'une des Couronnes ne se hâtera pas plus que l'autre; mais l'exécution en sera difficile. Toujours aurons-nous droit de nous défendre, si les Alliés du Roi nous plaignoient le tems, qui sera nécessaire pour ménager ses intérêts.

Quoique nous ayons conféré ensemble sur cette proposition du Duc de Bavière, nous avons estimé à propos d'en délibérer encore une fois avant que de prendre la résolution de ce que nous avons à proposer; aussi bien la chose ne presse pas.

Nous avons reçu la Dépêche qu'il vous a plu nous faire le huitième de ce mois. Nous n'omettons aucunes diligences, pour avancer l'accommodement d'Oolstrife, & servir à celui de Danemark, autant qu'il nous est possible. Nous dépêchames, il y a quelques jours, à Monfr. le Comte d'Erberstein, avec des Lettres bien expressees pour les Députés de Mrs. les

1644.

Leur résolution la-dessus.

Leurs soins sur l'affaire d'Oolstrife.

Etats

Réponse des Médiateurs touchant certains endroits des Pouvoirs que les Impériaux appelloient injurieux & contraires à la Paix.

Le Nonce leur communique une Lettre du Duc de Bavière.

1644.

Etats, lesquelles ils nous avoient demandées. Nous avons aussi écrit à Castel sur ce sujet & continuerons d'agir où il sera nécessaire.

Nous vous rendons très-humbles graces de la communication des Affaires de Rome. Cela sert à regler notre conduite par deçà, & nous donnera moyen de satisfaire Mr. le Nonce, s'il prend quelque intérêt en la résolution qui touche le Cardinal Antoine.

Quant à la sûreté des Courriers & Paquets, nous vous en donnerons notre avis à la huitaine, puisque vous l'avez agréable, & finirons cette Lettre par le sentiment de joye que nous avons de la guérison de S. E., a qui nous souhaitons & à vous, &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 22. Octobre 1644.

*Leurs esperances par raport à la Négociation. Discours de Saavedra aux Médiateurs. Lettre du Cardinal interceptée. Hardiesse de Saavedra. Une autre imposture du même. Leur conduite là-dessus. L'Empereur veut la Paix. Entrevue & visite des Médiateurs avec eux touchant les Pouvoirs.*

MONSEIGNEUR,

Leurs esperances par raport à la Négociation.

NOUS avons reçu la bonne nouvelle, que nous attendions avec grande impatience. Dieu soit loué, Monseigneur, du recouvrement de votre santé, laquelle nous souhaitons aussi constante, & aussi longue, que nous la jugeons nécessaire pour le bien de cet Etat. Ce nous eût été une grande disgrâce, sur le point qu'il semble que la saison veut faire cesser les factions de la Guerre, & donner lieu à la Négociation de la Paix, de voir les affaires de la Paix reculées, ou moins bien conduites par cette maladie. Néanmoins nous prenons bonne augure de la guérison de V. E. & espérons que l'ouverture du Traité, & toutes sortes de bien suivront de près un si heureux succès.

Discours de Saavedra aux Médiateurs.

Outre la Dépêche ci-jointe, nous avons encore à vous rendre compte d'une particularité qui regarde V. E. Dom Diego Saavedra parlant toujours des difficultés qui se trouveront à démêler tant de divers intérêts, & à faire une Paix si generale, disoit n'agueres à Mrs. les Médiateurs, que vous-même, Monseigneur, l'avez ainsi reconnu, & qu'on a intercepté une de vos Lettres, par laquelle, après avoir raisonné sur cette matiere, vous concluez que la Paix se fera par l'entremise de quelques personnes à Vienne, & aux Cours de France & d'Espagne. Mais il ne se con-

Lettre du Cardinal interceptée.

tenta pas de leur dire, il se leva de sa place, comme pour aller querir la Lettre en son Cabinet, & offrit de la leur faire voir. Néanmoins, après cette offre & une contenance si hardie, il en demeura-là, & passa à un autre Discours de même nature, assurant ces Mrs. que la Reine a fait faire les ouvertures d'une Paix particuliere à Dom Francisco de Mello, lorsqu'il étoit dernièrement à Senlis. V. E. saura bien si de telles impostures sont fondées sur quelques Lettres ou Discours, auquel les Ennemis donnaient un sens contraire; mais nous avons nié hautement, qu'elle ait écrit ce que dessus, & avons assuré, sur notre vie, que cela ne peut être, non plus que la Proposition de Senlis. Il a paru à celui de nous auquel ce rapport fut fait qu'il n'en est rien demeuré dans l'esprit de Mrs. les Médiateurs.

1644.

Hardiesse de Saavedra.

Une autre imposture du même.

Leur conduite-là-dessus.

L'Ambassadeur de Venise, qui est à Vienne, mande à Mr. Contarini, que le Comte de Trautmandorf, étant de retour de sa Maison de Campagne, lui a fait entendre de bonne sorte que l'Empereur veut la Paix, & qu'il envoyoit ordre à ses Plenipotentiaires de l'avancer de leur part, autant qu'il seroit possible. Cela se rapporte, Monseigneur, à la disposition que le Duc de Baviere y témoigne, en même tems, par la Lettre qu'il a écrite à Mr. le Nonce, & nous estimons qu'en l'état présent des affaires le principal Ministre de la Cour Impériale n'a pas employé tant de tems, pour aller voir les Terres; mais qu'il y a plus d'apparence que ç'a été pour s'aboucher avec le dit Duc.

L'Empereur veut la Paix.

Premièrement, Monseigneur, Mrs. les Médiateurs sont encore venus chez l'un de nous, & ont fait fort grand effort pour montrer que la mention des Confédérés dans le dispositif de notre Pouvoir est superflue; puisque ce sont les Traités d'Alliance qui nous doivent assurer, & qui obligent la foi de nos Alliés & la nôtre; qu'aussi le Pouvoir des Ambassadeurs de Suede n'est pas limité de cette sorte, quoiqu'ils aient beaucoup d'Alliés & adherants en Allemagne, auxquels ils ne veulent pas manquer non plus que nous; puisque lesdits Srs. Médiateurs ont maintenu que non seulement cette précaution n'est pas nécessaire; mais qu'elle est capable d'invalider tout le Traité, par l'absence d'un des Alliés de France, ou de ceux de la Maison d'Autriche. Il est si tard, que nous ne pouvons pas en communiquer ensemble, avant le départ de l'Ordinaire, & il ne reste de tems que pour fermer le Paquet, après avoir supplié très-humblement Votre Éminence de nous croire &c.

Entrevue & visite des Médiateurs avec eux touchant les Pouvoirs.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Fontainebleau le 22. Octobre 1644.

*Touchant l'interception des Lettres. Touchant la satisfaction du Transilvain.*

1644.

*vain. Les Princes de l'Empire. Et pour la Négociation avec les Suédois. La France souhaite la Paix du Nord. Réflexions sur la Conduite des Hollandois. On presse la Landgrave de joindre une partie de ses Troupes à celles de Mr. de Turenne. Dispositions des Impériaux, & les suites qu'on peut attendre. Patience des Médiateurs. Le Pape veut changer trois Nonces. Le Pape est habile & glorieux, ne voulant dépendre de personne.*

## MESSIEURS.

LE dix-neuvième du courant votre Dépêche du huitième me fut rendue & tous les Actes qui étoient joints, même le duplicata de votre Lettre du dixième du passé. Elle fut lue Jeudi dernier en plein Conseil, & tous ceux qui ont l'honneur d'en être s'y trouvant, ce qui n'avoit pas été depuis près d'un mois, que l'absence d'aucuns & l'indisposition de Monsieur le Cardinal Mazarin avoit causé. Il me fut commandé de faire former hautement nos plaintes, les porter à Mr. le Nonce, afin qu'il en écrive & qu'il fasse connoître que l'on manque en la foi publique & qu'on offense des Princes qui ne sont pas dénués de moyens de s'en ressentir, & qu'ayant des voyes sûres pour vous écrire, on empêchera bien que les Lettres des Espagnols passent par ce Royaume. Quand il y aura des affaires de conséquence à vous être mandées, je n'épargnerai la peine de mes gens pour les chiffrer, & vous écrirai par la voye ordinaire; ou celle d'Amsterdam qui, pour être un peu plus longue, ne se doit pas mépriser pour la sûreté qui s'y rencontre. En cas que la dernière ait couru la même fortune que celle du 23. du passé, j'ai joint à celle-ci le duplicata. Par celle-là il a été répondu à ce qui est à faire pour la satisfaction du Prince de Transilvanie, lequel s'étant contenté ou du moins n'ayant point fait de plaintes contre la Reine de Suède, laquelle, au lieu de lui envoyer la Ratification d'un Traité conclu par un sien Ministre avec un de ce Prince, s'est contentée de lui écrire, ne doit pas trouver à redire que Sa Majesté ait pris le même conseil, executant ledit Traité, qui est quelque chose de plus essentiel que de le promettre. S'il vouloit que Monsieur de Croissi, que vous lui avez dépêché, auquel il vous plaira faire part de ce qui est contenu dans ladite Dépêche, lui fit apparoir un Pouvoir authentique, le demandant il lui sera envoyé; & cependant il pourra toujours traiter & négocier avec lui, même entrer en payement, qui est ce qui le doit plus satisfaire. Il vous plaira de faire souvenir aux Ministres Suédois que nous le ferons ponctuellement. C'est une diversion puissante que la sienne, qui coûte peu; c'est une Guerre dont l'événement, quel qu'il puisse être, n'accroîtra jamais la puissance ni les Etats de la Maison d'Autriche, ayant eu pour son protecteur une armée défensive, contre laquelle les Impériaux n'oseroient heurter & qu'ils craignent au dernier point, le recherchant avec des bassesses inouïes & indignes de leur présomption, je ne dis pas de leur prudence, qui leur défera en ce point.

Il me semble vous avoir mandé que S. M. jouoit la résolution que vous aviez prise & les

termes dont vous vous étiez servis envers les Princes de l'Empire. Ainsi je n'ai rien à répondre à l'article de votre Dépêche du dix Septembre, si ce n'est que les facilités que les Suédois ont pour la Paix satisfait Sa Majesté qui la desire sous les conditions apposées à ses Dépêches & aux vôtres, c'est-à-dire qu'elle soit générale, sûre & favorable. Et pour ne les pas fâcher, ni leur donner sujet de se repentir de leur bonne disposition, Sa Majesté consent que, lors que les Pouvoirs auront été reformés & qu'on en pourra faire la communication, elle se fasse aussi à Osnabrug. Si le jugement que font ces Messieurs est bien appuyé, ainsi qu'il y a lieu de présumer, & que les Danois & Impériaux se soient séparés mal satisfaits les uns des autres, j'ai sujet de bien espérer de la Négociation de Mr. de la Thuillerie, lequel vous ayant écrit sur un point essentiel & qui a de très-grandes suites, vous aurez à l'éclaircir de vos sentimens & nous en faire part, afin de former, après les avoir examinés, la dernière & finale résolution de S. M. qui souhaite de donner la Paix entre les Couronnes du Septentrion & qui seroit bien aise de n'être pas tenu de la garantir par mille raisons qui vous sont connues. Il vous faut tout discuter aussi, l'oui & le non pour ce regard, & comme c'est le dernier terme, c'est aussi celui qu'il faut le plus peser. Vous y songerez de votre côté & nous du nôtre, & ledit Sieur Ambassadeur aussi, ainsi que je lui mande; jugeant que nous aurons du tems; puisque le Traité n'est pas encore ébauché, mais seulement consenti sous la médiation de la France & de Messieurs les Etats des Provinces-Unies, dont les Ambassadeurs sont si satisfaits de la diminution qu'ils ont obtenue des Impôts du Cuir; qu'ils ne s'occupent plus des affaires générales & s'appliquent à tirer profit de ce qu'ils ont obtenu présentement. J'écris à Monsieur de Beauregard de presser Madame la Landgrave de faire joindre ses troupes, ou la plus grande part, au Maréchal de Turenne; & comme elle ne doit pas craindre que le peu qu'en a assemblé le Comte d'Oostfrise la puisse incommoder en la jouissance des Contributions, ni en la possession de ses Quartiers; que, quand bien son accommodement ne seroit pas achevé, Elle peut en retirer ses gens, & la saison même lui est favorable, de laquelle il faut profiter pour le bien de la Cause commune en d'autres Lieux. Il vous plaira de fortifier de vos offices notre demande; soit lui écrivant ou à ses Ministres, ou en faisant comprendre à ceux qui sont auprès de vous de quelle conséquence est au Public de faire voir les armes des Alliés triomphantes & agissantes dans l'Empire, & celles de l'Ennemi sans action & étonnées; ce qui ne sauroit être fait que par l'ordre qu'on poursuit, nos forces étant divisées pour garder le nombre des Places que nous avons conquises. Cela est si bien connu de l'Ennemi, qu'il essaye de former un Corps puissant, pour repasser le Rhin & nous empêcher de prendre du repos dans nos Quartiers. Que s'il est forcé de prendre les siens dans la Bavière, on verra bientôt la face des affaires changée & la Ligue Catholique demander la Paix, dont les seules forces soutiennent l'Empereur. J'admire la patience de Messieurs les Médiateurs & combien il leur faut prendre de peine pour faire entendre raison à nos Parties; lesquels, s'étant beaucoup recréés sur l'une des clauses, défectueuses à leur sens, de votre Pouvoir, devoient supprimer le leur, auquel vous avez remarqué le même défaut. Ils se sont bien oubliés, vous donnant des armes pour

1644.

Et pour la Négociation avec les Suédois.

La France souhaite la Paix du Nord.

Réflexion sur la Conduite des Hollandois.

On presse la Landgrave de joindre une partie de ses troupes à celles de Mr. de Turenne.

Disposition des Impériaux, & les suites qu'on peut attendre.

Patience des Médiateurs.

Touchant l'interception des Lettres.

Touchant la satisfaction du Transilvain.

Les Princes de l'Empire.

1644. confondre leur opiniâtreté, je ne dirai pas leur ignorance en la conduite de cet Etat, dont ils peuvent être excusés de n'en pas savoir les formes. J'ajouterai aux Pieces que vous m'avez demandées & que je vous ai promises, un Arrêt du Parlement, déclarant la Reine Régente, que je vous enverrai en forme, afin qu'ils ne puissent douter de la puissance & autorité de Sa Majesté; mais il me faudra prendre un peu de tems & attendre que le Parlement soit assemblé, comme vous savez, Messieurs, qu'un Arrêt de cette nature ne me sera délivré par le Greffier que par ordre de ladite Compagnie.

Le Pape veut  
changer trois  
Nonces.

Les avis qui nous ont été donnés du changement apporté par le Pape aux trois Nonces ont été publiés dans Paris. De Rome, l'on n'en écrit rien, & celui qui demeure en cette Cour n'a pas semblé en être en grand' allarme, depuis qu'il a reçu des Lettres du Cardinal Pancirolle. Néanmoins elles ne contiennent pas confirmation aux Ministres que les Espagnols fassent bruit & vanité de l'Élection du Pape; il leur faut pardonner; en apparence ils y ont eu part, non tant pour l'avoir élevé, que pour avoir fait obstacle à Sacheti, que les Barberins & la plupart des gens de bien vouloient. Mais il leur pourra arriver qu'ils auront mal du côté dont ils ne craignent pas, parce que ce Prince est habile, glorieux & très-resolu de gouverner sans dépendance de personne, & qu'il fait toutes les diligences possibles pour gagner la France, faisant déjà très-bien connoître que les pensées d'un Pape sont différentes de celles d'un Cardinal qui songe à le devenir. La République de Venise est en apprehension de son honneur, & toutefois leurs Cardinaux ne se sont pas bien conduits dans le Conclave, auquel le Cardinal Antoine s'est achevé de perdre d'honneur & de reputation. Qu'il revoque Chigi, je ne le crois pas; qu'il lui donne un Légat pour Supérieur & quelque autre Prélat pour compagnon, cela pourroit être; mais ce que je vous en écris est de pure conjecture & sans aucun avis. Je vous ai déjà mandé ce que nous ferions pour éviter un Légat & pour conserver ledit Chigi où il est, & nous continuerons. Chacun partira Lundi de ce Lieu de Fontainebleau pour se retirer à Paris; la Fête plutôt que la laideur de la saison y a fait résoudre Sa Majesté. Je suis de tout mon cœur, &c.

Le Pape est  
habile & glo-  
rieux, ne vou-  
lant dépendre de per-  
sonne.

L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 29. Octobre 1644.

*Erreur des Ennemis pour ignorer les formes dont on se sert en France. Il envoie quelques Traités aux Ambassadeurs à Munster pour confirmer l'Autorité de la Reine Régente. On*

1644. *espère que le Pape aura de l'inclination pour la France. Il faut conserver Mr. Chigi. On croit que Contarini est plus porté pour la France, & l'on en dit les raisons. Touchant le Cardinal Antoine. Demande du Résident du Prince Palatin Lamort de l'Ambassadeur que l'Empereur envoyoit à Constantinople donnera le tems à Monsr. de Croissi d'arriver auprès du Prince de Transilvanie. Mr. Brasset doit aller auprès des Ambassadeurs à Munster. L'affaire d'Oostfrise empire. Liege demande la Neutralité. On ne trouve pas à propos de répondre à ceux de Cologne, & la raison.*

MESSIEURS,

LE 26. de ce mois votre Lettre du 15. de ce mois m'a été rendue. J'eusse bien pu donner à Sa Majesté la bonne nouvelle qu'elle contient, que vous ne m'avez écrit que par une apostille; mais je ne l'ai pas voulu plutôt qu'après lui avoir fait appréhender que des accidens qu'on ne pouvoit prévoir ne tirassent en longueur votre Négociation, dont Sa Majesté, passionnée pour la Paix, regarde le succès comme le seul bien qu'elle peut faire à la Chrétienté. Quand j'eus fait la lecture au Conseil, un chacun s'écria qu'il y avoit donc apparence qu'on entreroit en matière, & pour faire connoître au Public qu'on marche de bon pied en cette affaire, Sa Majesté vous prie & vous ordonne de faire ce reste de raison à nos Parties & de convenir avec eux de la forme du Pouvoir, afin que les manquemens que l'on présuposoit ne puissent plus servir de prétexte pour différer l'ouverture de vos Conférences. Pour les convaincre qu'ils sont en erreur, & cela seulement pour ignorer les formes de ce Royaume, au point de demander que, pour l'autorisation du Traité, la Reine vous donne, en son Nom & sous son Sceau, une Commission, signée & scellée de celui du Roi conjointement; je vous envoie dès à présent le double du Traité de la Neutralité de Bourgogne authentique & extrait des Registres de la Chambre des Comptes de Dijon. J'espère même y joindre le double du Pouvoir donné à Mrs. de Puisieux & Vauvillats pour traiter, arrêter & signer le Contrat de Mariage de Sa Majesté qui fut passé en Espagne. Mais si vous ne le recevez avec cette Lettre, ce sera sans doute avec la première Dépêche; & pour pareille certitude, je vous promets l'Arrêt du Parlement prononcé pour l'établir Régente, ayant l'administration de l'Etat en la Nourriture & Garde du Roi son Fils. Et sans que le Parlement est en vacation & que Monsieur le Procureur général est fort occupé à presser les Commissaires qui ont été établis pour procéder à la Taxe de ceux qui doivent acquiescer les dernières Rentes, vous auriez dès-maintenant ledit Arrêt non seulement, mais deux Ordonnances du Roi Charles Sixième qu'il faut tirer du Trésor, & qui aideront à persuader ou à convaincre vos Parties; & quant à celle de Philippe, je la fais chercher, pour vous l'envoyer.

Je n'ai rien à ajouter à mes précédentes sur le jugement que nous faisons des inclinations du Pape Innocent. Il y a lieu de beau-  
coup.

Erreur des  
Ennemis  
pour ignorer  
les formes  
dont on se  
sert en Fran-  
ce.

Il envoie  
quelques  
Traités aux  
Ambassa-  
deurs à  
Munster pour  
confirmer  
l'Autorité de  
la Reine Ré-  
gente.



1644.  
On espère  
que le Pape  
aura de l'in-  
clination  
pour la  
France.

coup esperer de son grand génie & des démonstrations qu'il fait de vouloir être Pere commun. Par les effets, nous connoissons ses intentions ; & comme il a écrit à Sa Majesté des Lettres pleines de témoignages d'affection, de respect & d'estime, il a été aussi répondu en de pareils termes. Il est bien à croire que les Ministres de la Maison d'Autriche ont eu intention de frapper coup contre Monsieur Chigi, faisant chanter un *Te Deum* pour son Election, s'y étant trouvés sans que vous, Messieurs, ni ledit Nonce y aient assisté ; mais cela tournera à leur confusion & à une espece de blâme au Suffragant du Chapitre du Lieu, d'avoir été si peu soigneux d'avertir les Ministres des Princes qui y sont, pour savoir ce qu'ils vouloient faire. J'en loué Dieu, puisque vous auriez été bien en peine de ce que vous auriez eu à faire, n'ayant point de nouvelles ; pourtant votre grande prudence vous fait prendre conseil de la nécessité. Je conviens bien avec vous qu'il faut faire tous offices pour conserver Monfr. Chigi au Lieu où il est, que le Public perdrait beaucoup s'il en étoit revoué ; & cela est si appuyé par vos propres raisons, qu'il est inutile d'en alléguer. Mais cet office prématuré, qu'a rendu en sa faveur Monfr. le Marquis de St. Chaumont, nous met en peine ; parce que la réponse qui lui a été faite donne bien plus de lieu de craindre que d'esperer ; Sa Sainteté lui ayant dit que les places de confiance ne pouvoient être remplies que par des personnes confidentes. Je lui ai écrit qu'il avoit eu tort de demander une chose qu'il devoit tenir pour assurée, & qu'il eût été assés tems de savoir nos intentions quand on lui eût fait connoître que l'on pensoit à revouer ce Prélat ; mais que, si la question se met de nouveau sur le tapis, qu'il parle, qu'il crie, & qu'il fasse entendre que c'est témoigner peu d'affection vers la France & faire un grand préjudice au Public. Si on persistoit en une si mauvaise résolution, sans menacer, il pourroit bien adroitement faire comprendre que, si l'on envoie un second Médiateur, on se passera du premier, & que sans Médiateurs mêmes on ne laisse pas de faire & de conclure des Traités.

On croit que  
Contarini est  
plus porté  
pour la Fran-  
ce, & l'on  
en dit les rai-  
sons.

Ce que vous avez remarqué de la conduite de Contarini envers les Portugais augmente notre desir & nos inclinations pour Monsieur Chigi ; mais le seul moyen de le conserver consistant à tenir nos intentions secretes & les appuyer avec vigueur au besoin, c'est à vous à prescrire du côté de Rome ce qui sera à faire, & nous ne sommes pas en demeure. Je ne puis pourtant croire que ledit Contarini ne tienne la balance droite & qu'il ne mette dans la nôtre le peu qu'il faut pour la faire trebucher, soit parce qu'il est homme de grande experience, & de plus Venitien, comme aussi pour savoir que le Senat est bien avant picqué de l'Exaltation de ce Pape ; & les Espagnols faisant vanité de l'avoir élevé augmente le soupçon que ceux-là conçoivent de son administration ; & la haine qu'il leur a toujours témoignée, les porte à la nécessité de se réunir de plus en plus avec nous. Ils dissimulent & ont déjà nommé quatre Senateurs pour s'aller conjurer avec lui de son assemblée. Pour nous, nous avons fait ce que la Prudence enseigne en ce rencontre, y ajoutant de plus l'envoi de Monsieur de Gremonville, qu'on destine pour aller servir ensuite à Venise, & ce qui aura été fait à l'avance, en revouant la protection au Cardinal Antoine, fera voir au Pape & aux autres Romains que nous ne pouvons souffrir qu'on nous ait recherché d'une chose pour ne

Touchant le  
Cardinal An-  
toine.

TOM. II.

pas l'exécuter, & que, sans nul moyen & enremise d'un Tiers, il se peut acquérir la France sans rien faire qui lui tourne à blâme, puis qu'on ne lui demande que les choses justes ; bref, le vouloir maintenir en la possession où il étoit au Capitole. Mais tous les Ambassadeurs se sont laissés entendre de ne le vouloir souffrir & ont refusé divers Expédiens qui leur ont été proposés : de sorte que nous ne doutons point que le Pape n'ait jugé en leur faveur. Nous attendons l'arrivée du Sieur Alexandre ou de l'Ordinaire & l'avis de ce qui se fera passé au jour de la Couronnement de Sa Sainteté. Ce sera une justice qui nous aura été rendue & une forte mortification aux Barberins.

Je suis pressé du Resident du Prince Palatin de faire rapport du Mémoire qu'il m'a baillé de la part de son Maître, sur le contenu duquel je vous ai ci-devant écrit. Je l'ai remis jusques à ce que son Eminence puisse intervenir au Conseil, & lors que je m'y résoudrai, je porterai l'Extrait de votre dernière Lettre, afin que vos raisons y soient considérées, qui ont frappé un grand coup à la première fois qu'elles ont été lues ; & certes il est bien juste que l'on reçoive en la manière que l'on devra ce que nous ne pourrions éviter de faire sans encourir le blâme.

La mort de l'Ambassadeur que l'Empereur envoyoit à Constantinople donnera du tems à Monsieur de Croissy d'arriver auprès du Prince de Transilvanie, & d'avoir arrêté entr'eux les conditions que nous avons à desirer ; ensuite desquelles, touchant l'argent qui a été remis à Venise, en le distribuant à la Porte, ainsi que je crois que c'est son intention, on y divertira les pratiques que l'Ambassadeur Saavedra y voudra faire au premier. Monfr. des Hameaux a eu réponse de l'homme qu'il avoit envoyé, lequel assure par ses Lettres que ledit Prince veut notre argent à Constantinople. Je ne doute point que Monsieur Brasset ne se dispose à partir pour vous aller rendre, & sous vous, Messieurs, au Roi son service ; qu'il ne se tienne honoré de la semonce que vous lui en avez fait, comme de l'ordre qu'il recevra de Sa Majesté, & que vous n'en soyez très-bien & fidèlement servis. Son éloignement de la Haye, l'absence de Monsieur de la Thuillerie & le retour de Monsieur d'Estrades nous obligeant d'y envoyer quelqu'un. J'aurois bien désiré qu'avant qu'il en partît, l'affaire de l'Oostfrise fût terminée. Il me semble qu'elle empire & que les Parties s'éloignent, au lieu de s'approcher ; & ce n'est point à mon sens une chose de petite conséquence. J'écrirai encore aujourd'hui au Sieur d'Estrades, bien que j'aye lieu de croire que ma Lettre le trouvera parti, de faire souvenir Monsieur le Prince d'Orange comme il a promis qu'il ne feroit rien innover ni aux Contributions, ni aux Quartiers des Hessiens, & qu'il vouloit seulement, pour sauver la réputation de son Allié, qu'il demeurât armé, en telle sorte toutefois que cela ne fit point de jalouse aux autres, lesquels se sont relâchés à ne s'en point plaindre, faisant quelque Licentement & s'obligeant d'achever dans six mois, à la réserve de quelque Compagnie pour la garde du Lieu, auquel il fait sa résidence. Je continuerai aussi à presser Monsieur de Beau regard de faire en sorte que Madame la Landgrave envoie ses forces en Allemagne, où l'Ennemi en assemble de considérables pour opposer & peut-être pour attaquer celles que commande Monsieur de Turenne, & de leur maintien dépend en quelque sorte celui de la Cause commune & du bon Parti. Vos Offi-

1644.

Demande du  
Resident du  
Prince Pala-  
tin.

La mort de  
l'Ambassa-  
deur que  
l'Empereur  
envoyoit à  
Constantino-  
ple donnera le  
tems à Mr. de  
Croissy  
d'arriver au-  
près du Prin-  
ce de Trans-  
silvanie.

Mr. Brasset  
doit aller au-  
près des Am-  
bassadeurs à  
Munster.

L'affaire  
d'Oostfrise  
empire.

X 2

ciers

1644.  
Liege de-  
mande la  
Neutralité.

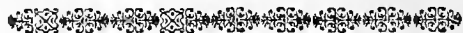
On ne trou-  
ve pas à pro-  
poser de répon-  
dre à ceux de  
Cologne, &  
la raison.

ciers y peuvent quelque chose, il vous plaira de ne les pas épargner. Ceux de Liege continuent à faire demander la continuation de leur Neutralité. J'ai dit à ceux qui m'en sollicitent que je ne puis prendre de résolution en leurs Affaires que par vos avis, qu'ils aient à s'adresser à vous & qu'après qu'ils vous auront satisfait, & Sa Majesté, faisant justice aux exilés, que Sa dite Majesté s'employera pour eux & les fera jouir de sa Royale protection.

Ceux de Cologne ont écrit une Lettre en réponse de celle que vous leur avez envoyée, & m'en demandent une du Roi; mais trouvant la leur un peu foible sur la matiere dont est question, je m'en abstiendrai. Je juge qu'il n'y a pas nécessité d'écrire, qu'il y a de la prudence de ne les point offenser, ni de donner nouveau prétexte aux Imperiaux de ce que nous ferions, & que ne revelant point ce qu'ils écrivent, ce seroit donner sujet à d'autres Villes Imperiales de suivre leur exemple, & assurer par celui-là que la France ne se tient pas offensée, bien qu'elle ne coure pas à leur propre bien. Je suis &c.

Monsieur de Bregy nous écrit de Dantzic avec un Chiffre, qu'il nous mande lui avoir été donné à Munster, & duquel il juge que vous aurez ici envoyé le double; & comme je ne l'ai pas reçu, sa Dépêche ne peut être entendue. Il vous plaira de mettre une Copie de son Chiffre dans votre premiere Dépêche.

Messieurs, quoi que je vous envoie le Pouvoir, en vertu duquel le Mariage de Sa Majesté défunte & de la Reine fut traité, n'insistez pas qu'il fut passé sans un Pouvoir, par ordre de la Reine. Il y en avoit un & le Contrat en fait foi, à la fin duquel il est transcrit. Je n'ai pu retirer de Monsieur du Tillet, ni de Monsieur le Procureur general les autres Pieces, dont ma Lettre fait mention. Ce sera d'aujourd'hui en huit jours, que je vous les enverrai. L'Affaire des Rentes est finie au contentement de Sa Majesté, par l'unanime consentement des Commissaires. Dès demain ils procedent à la Taxe; il n'y en aura point qui excède cinquante mille Livres.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 5. Novembre 1644.

*Les Ambassadeurs loués de la maniere dont ils ont conçu le Pouvoir. La France ne veut point traiter sans les Alliés. Touchant les Pouvoirs des Ennemis. Resolution de s'accommoder avec le Pape, & de maltraiter le Cardinal Antoine. La Baviere souhaite de savoir quelles Affaires*

*seront décidées les premieres. On pourra discuter les Intérêts des Princes de l'Empire & des Suedois. Il faudroit pourtant, s'il se peut, y joindre ceux de la France. Don Francisco de Melos, passant par la France pour aller en Espagne, dit qu'il détrompera son Roi de bien des chimeres. Don Michel de Salamanca passe à travers le Royaume sans voir la Cour. Il faudroit pressentir les Suedois, pour voir s'ils voudroient que le Roi de France fût garant du Traité avec le Danemark. Le Danemark desire une étroite Alliance avec la France. Affaire d'Oostfrise. Point de resolution sur l'Affaire du Prince Palatin.*

1644.

MESSIEURS,

VOTRE Lettre du 22. du passé m'a été rendu le troisieme du courant, & dans le moment que cette Cour s'occupoit à songer aux moyens d'honorer la Reine de la Grande Bretagne, qui doit arriver dans ce jour. Cette rencontre d'Affaires a fait qu'on a moins examiné vos Lettres, sur lesquelles sera prise résolution, lorsque nous aurons vu celles que vous nous promettez de nous envoyer. A l'avance je ne lairrai de vous dire, que vous êtes loués des termes, sous lesquels vous avez conçu votre Pouvoir. Et certes qui considereroit le premier que vous avez emporté & celui-ci que vous proposez, sans passion ou précipitation d'esprit, seroit forcé de louer la moderation de la France. A l'égard de ses Alliés, Sa Majesté a embrassé leurs Intérêts avec autant de chaleur que les siens; & l'experience lui fait connoître que la grandeur des Couronnes consiste aux vraies & sinceres Alliances. Ainsi que ceux de la Maison d'Autriche se détrompent; ils feront raison à tous les intéressés, s'ils veulent conclure la Paix; car leurs Majestés n'abandonneront jamais la Cause commune, dont la défense les a fait entrer en Guerre. Vous avez retranché quelque chose dans la préface du Traité & du dispositif; la nécessité de traiter conjointement avec les Alliés a même établi votre autorité, pour conclure le Traité par les termes qu'ils ont désiré. Si toutes ces choses ne les peuvent contenter, il faut qu'ils aient un dessein qu'ils celent; mais il leur sera mal-aisé de vous surprendre. Vous avez mis es mains des Médiateurs des Armes, pour les combattre & des raisons pour les surmonter; eux-mêmes ont jugé que l'intervention des Alliés étoit nécessaire, ou du moins recevable, & les Passeports accordés en leur faveur font foi, qu'ils ont eü intention de traiter avec eux.

Les Ambas-  
sadeurs loués  
de la maniere  
dont ils ont  
conçu le  
Pouvoir.

La France  
ne veut point  
traiter sans  
les Alliés.

Que je suis satisfait quand je vois avec quelle force vous défendez notre cause, & qu'il faudra, ou que les Imperiaux rompent l'Assemblée, ou consentent d'y admettre les Princes de l'Empire, qui à la verité en sont Feudataires & Vassaux, mais non Sujets de l'Empereur. Que s'ils veulent établir sur tous les Princes de l'Empire cette souveraine Autorité, & que nous les en garantissons, il les perdra tous, & nous les gagnerons; & ceux qui ont persisté en son Alliance, & en sa soumission reconnoîtront, qu'il les veut faire entrer en sujettion & devenir Maître de

1644.

de leur fortune. Comme on vous a donné pouvoir de convenir d'un Formulaire, avec les Plenipotentiaires de l'Empereur & du Roi Catholique, on vous en a laissé le soin & l'entière autorité, sans y apposer de restriction que celle qui suit, c'est-à-dire de prendre les précautions nécessaires pour guérir l'imagination des Alliés qu'on les vouloit abandonner, & qu'ils demeurent conservés dans leurs droits d'envoyer ou d'intervenir aux Traités. Que si ces Messieurs, pour en hâter la conclusion, s'en veulent remettre sur vos soins; Volontiers; Sa Majesté vous chargera de leurs affaires comme des siennes. En m'écrivant que vous m'envoyeriez les Copies des Pouvoirs que vos Parties vous auront fait présenter, je m'attends qu'en marge vous y aurez marqué les défauts, & si de fortune vous vous en étiez oubliés, je vous en fais souvenir. Il importe beaucoup que nous sachions ce que vous y approuvez ou improbuez, afin de mieux fonder nos délibérations. Puisque les Espagnols desiront qu'il soit retranché des vôtres la clause y insérée, que le Traité se fasse sous la Médiation du Pape & de la République de Venise, il n'importe de rien que vous l'ayez raïée; vous avez de quoi animer les Médiateurs contre eux, qui ont vû avec quel respect nous en parlions, & vos Parties vous donnent à gagner, sans que vous hazardiez rien; ce qui n'est pas un léger avantage.

Mes précédentes vous auront informé de la résolution, qui a été prise de s'accommoder avec le Pape & de maltraiter le Cardinal Antoine. De plus en plus on y est confirmé, & toutes les Lettres qui viennent de Rome nous font comprendre que l'on attend l'un de notre Prudence, & l'autre de notre Justice, qu'un chacun nous convie d'exercer. Ce que vous ferez qui autorisera Monsieur Chigi sera approuvé de deçà, & ce que vous écrivez à son avantage me fait voir, que nous avons un si juste sujet d'espérer beaucoup de son équité, que nous essayerons de le conserver à Munster, ainsi que je vous l'ai écrit. La Lettre qui lui a été adressée par le Duc de Bavière a fait remarquer deux choses, que l'effroi des armes de Sa Majesté le rend un peu plus modéré, & qu'à son accoutumée il desirait de pressentir vos intentions, & pénétrer quelles affaires seront les premières décidées. Surquoi vous auriez dès à présent la liberté de lui accorder ce qu'il souhaite, si vous-mêmes n'aviez remarqué qu'il faut prendre du temps, pour en délibérer & faire espérer d'en déclarer au plutôt vos sentimens. Ceux de Sa Majesté ne seront pas éloignés, pour complaire aux Princes Allemands & même aux Suedois, de commencer par discuter & ajuster leurs Intérêts, s'il n'y a point moyen de faire marcher les nôtres du même pas, ainsi que ce doit être votre intention; & nous y avons fait consentir les Suedois & les Hollandois. Quand bien on perdrait quelque chose en cette manière d'agir, cela paroît de beaucoup récompensé de voir, & d'avoir des Députés des Princes de l'Empire à Munster, lesquels y ont été conviés par les Lettres de Sa Majesté, en des termes très-obligeans à leur égard, & qui ne peuvent donner nul sujet de plainte à l'Empereur. Cela d'autant plus fait blâmer la conduite de ses Commisaires, quand ils ont voulu avancer quelque sorte de plainte contre la susdite Lettre. Si elle leur sert de prétexte pour différer d'ajuster les Pouvoirs, nous aurons le Public pour témoin, qu'ils n'ont pas de disposition au Traité, & que nous en hâtons l'ouverture avec toute la presse qu'on sauroit desirer.

On n'oubliera pas de se servir du premier moyen pour les y disposer de leur côté, conti-

nuans fortement à faire la Guerre; & Sa Majesté n'oubliera ni soin, ni peine, ni n'épargnera aucune dépense pour fortifier son armée, que commande le Maréchal de Turenne, sachant que la seule crainte peut donner de bons mouvemens audit Empereur, & que le Roi Catholique a besoin de pareilles admonitions.

Depuis que Don Francisco de Melos a passé par ce Royaume retournant en Espagne, il s'est confidemment laissé entendre au Plessis Belançon, qui l'a conduit depuis la frontière jusques au delà de Poitiers, qu'il détromperoit son Maître de mille chimeres dont on l'avoit entretenu, & lui feroit comprendre que le moyen de ruiner son autorité, c'est de prétendre abattre cette Monarchie, dont la grandeur & la bonté du Païs l'a extrêmement surpris, ajoutant qu'il a bien remarqué qu'il y a union des Membres au Chef & du Chef aux Membres, & que tous conspirent à la grandeur de cet Etat; qu'il faut travailler tout de bon à la Paix, si nécessaire & si désirée des Chrétiens. Dans ce même temps Don Michel Salamanca a aussi traversé le Royaume; lequel s'est éforcé de voir Sa Majesté, Monsieur le Duc d'Orléans, & Monsieur le Cardinal Mazarin; mais vainement. A quoi Sa Majesté a résisté, pour ne donner nul lieu aux Alliés de soupçonner sa conduite, & pour faire voir aux Espagnols, qu'Elle ne se démentoit pas de ce qu'elle avoit embrassé dès la mort du Roi son Seigneur; ce que vous ferez valoir aux Suedois & aux autres Etats.

Il ne seroit pas hors de temps ni de propos de pressentir ceux-là, s'ils agréeroient que Sa Majesté, qui s'interpose pour leur moyenner la Paix avec le Danemark, en garantisse l'effet, & Monsieur de la Thuillerie en a été tâté, lequel sans doute vous en aura écrit. Ayant fait voir ses Lettres, qui sont en date du 9. Octobre, je n'ai pas trouvé Sa Majesté éloignée de le faire, pourvu qu'Elle en fût recherchée par la Reine de Suede; & comme le Roi de Danemark se laisse entendre sur ce sujet, il est probable qu'il marche de bon pied au Traité, ne pouvant ignorer que la Suede nous est en bien plus grande considération que lui, & en une confiance extraordinaire, telle que diverses bonnes actions ont fait naître & affermir entre des Couronnes qu'une même cause a armées, & qui n'ont de but ni de fin à leurs armes que le bien commun & le repos de la Chrétienté. Ce même Roi s'est laissé entendre, ou du moins le Grand Maître de la Cour, de desirer une étroite Alliance avec nous, à quoi il n'a été répondu par ledit Ambassadeur, qu'en des termes de purs complimens, afin d'avoir du temps pour être informé des intentions de Sa Majesté, qui sera bien aisé de savoir vos sentimens, & qui ne pourroit pas s'y porter si cette nouvelle Alliance portoit préjudice ou ombre à celle de Suede. Sous ces conditions, nous pourrions entendre aux deux propositions, & si vous n'avez rien à proposer au contraire, vous en pouvez écrire audit Sieur Ambassadeur, comme Sa Majesté qui lui mande vous en avoir écrit ses sentimens, qu'Elle feroit poursuivre; mais elle ne sauroit se déterminer, que vous n'ayez l'intention des Suedois sur l'une, & que vous ne lui ayez représenté ce qui est à craindre ou à espérer sur la seconde. L'Affaire d'Oostfrise semble toujours empirer. J'ai écrit à Monsieur d'Estrades de presser vivement Monsieur le Prince d'Orange de s'entremettre pour l'assoupir. Je m'aperçois que s'il ne parle, le Comte aura de la peine à consentir, ce qui est nécessaire absolument à sa Partie, qui se déclare ne pouvoir continuer la Guerre, si elle perdoit ce qu'elle retire de ce Païs-là, & ainsi insinué qu'il faudroit

X 3

augmen-

1644.

Don Francisco de Melos, passant par la France pour aller en Espagne, dit qu'il détromperoit son Roi de bien des chimeres.

Don Michel de Salamanca passe à travers le Royaume sans voir la Cour.

Il faudroit pressentir les Suedois, pour voir s'ils voudroient que le Roi de France fût garant du Traité avec le Danemark.

Le Danemark desirer une étroite Alliance avec la France.

Affaire d'Oostfrise.

Touchant les Pouvoirs des Ennemis.

Résolution de s'accommoder avec le Pape, & de maltraiter le Cardinal Antoine.

La Bavière souhaite de savoir quelles Affaires seront décidées les premières.

On pourra discuter les Intérêts des Princes de l'Empire & des Suedois. Il faudroit pourtant, s'il se peut, y joindre ceux de la France.

1644.

augmenter le Subside. Mais quand à son égard elle seroit satisfaite, je douterois que le Public ne le rejetât, puis qu'il devoit toujours appréhender ou que les Imperiaux se faussent des Ports qui seroient abandonnés, & que de même le Comte en incommodât le Pais de Madame la Landgrave; à quoi contribueroit beaucoup sa Femme, qui est Fille de son Ennemi, qui prétend contre elle la restitution de quelque Terre, ou être maintenuë en la possession de quelques-unes, en vertu d'une Transaction passée entre lui & la feuë Landgrave, contre laquelle cette Altesse a réclamé. Je parle en deux termes différens, ne sachant pas bien si depuis la prise des armes le feu Landgrave ne s'est point rétabli en la possession des Lieux, dont il se tient spolié sans que la justice lui ait été renduë, & sans qu'il ait été bien défendu lorsqu'il étoit mineur.

Point de résolution sur l'Affaire du Prince Palatin.

Il n'a pas encore été pris de résolution pour l'Affaire du Prince Palatin, dont je suis tous les jours sollicité. Son Resident m'a averti qu'il a été mandé à son Maître, que le Duc de Bavière dépêchoit de deçà, pour obtenir une Neutralité & la liberté de demeurer armé, & qu'en Allemagne, l'on auguroit mal des Affaires de ce Duc, depuis que son Député étoit mort sans aucune raison apparente étant en l'Assemblée de Francfort. J'ajoute ces avis pour tels qu'ils sont & cependant je suis &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 5. Novembre 1644.

*Affaires des Courriers. Les Espagnols s'en plaignent aussi. Ils proposent d'envoyer les Dépêches de la Cour par Mer. Affaire de Transilvanie. Leurs soupçons contre l'Archevêque de Mayence. Soins de la France pour maintenir le Nonce à Munster. Les Espagnols lui ont offert leurs services pour l'avancer. Bruits de l'envoi d'un Légat aux trois premières Couronnes. Leurs reflexions sur ces bruits. Discours de Saavedra Ministre Espagnol. Convocation d'une nouvelle Diète de l'Empire à Ratisbonne. Artifice des Espagnols pour faire passer un Ministre pour Flandres. Affaire de la garantie du Roi entre la Suede & le Danemark. Progrès des Espagnols en Catalogne. Importance de la Guerre en Catalo-*

*gne. Ils proposent Mr. Fontanelle pour envoyer en Catalogne. Lettre des Suedois à l'Assemblée de Francfort. Arrivée d'un Gentilhomme de l'Electeur de Brandebourg. Propositions dont il est chargé. L'Electeur en avoit envoyé un autre à l'Empereur, mais il en est peu satisfait. Intentions de l'Electeur. Ses prétensions. Mouvements & artifices des Ennemis à Rome. Ils lui font des instances pour leurs payemens.*

1644.

MONSIEUR,

Nous avons vû par vos deux dernières du 9. & du 22. du mois passé, auxquelles nous faisons réponse par celle-ci, que leurs Majestés sont justement irritées des entreprises fréquentes que l'on fait contre les Courriers, lorsqu'ils passent par la Flandres. La menace que l'on fait de refuser à nos Parties le passage des leurs par la France, s'ils ne remédient à ce desordre, est très-nécessaire, & nous n'avons pas manqué de l'ajouter aux plaintes réitérées, que nous en avons faites ici à Mrs. les Médiateurs. Ils sont bien demeurés d'accord avec nous, qu'il y faut pouvoir efficacement pour l'avenir, & même qu'il importe de faire châtier les actions passées, si on en peut découvrir les Auteurs; à quoi ils nous ont assuré que les Espagnols témoignent y être bien disposés; mais lorsque nous avons touché ce refus du passage par la France, ils nous ont remontré que ce seroit directement contrevenir au Traité préliminaire, qui donne le pouvoir aux Parties de part & d'autre de dépêcher toutes sortes de Courriers, & qu'ils appréhenderoient que, dans le commencement de la Négociation, où toutes choses par raison doivent paroître un peu plus faciles, on interprêtât mal cette nouvelle difficulté, & qu'on n'en fit des plaintes qui paroistroient bien fondées. Les Commissaires Espagnols offrent, outre la recherche des Infractions passées, de donner leurs Passeports aux Courriers qui porteront nos Lettres, comme ils nous prient de donner les nôtres à ceux qui seront chargés des leurs; afin que les Courriers de l'un & de l'autre parti soient plus respectés, ce qu'ils entendent principalement des Hollandois, dont ils font les mêmes plaintes que nous faisons d'eux, surtout de la Garnison de Mastricht, à laquelle ils veulent attribuer une partie des vols qui ont été faits.

Affaires des Courriers.

Les Espagnols s'en plaignent aussi.

Nous avons estimé dans une Négociation si importante que celle-ci, qu'il est de la Dignité du Roi, que toutes les Dépêches, qui se font pour son service, & qui portent le nom de Sa Majesté, dussent avoir une autre sûreté que celle qu'y peut donner la couverture des Marchands. Pendant le cours du Traité, vous aurez peut-être à nous envoyer des ordres si importants, & nous à vous faire des propositions de pareille nature, qu'il sera bien à propos qu'elles ne passent point, ou le moins qu'il se pourra, à la discretion de nos Ennemis. Si l'on trouvoit bon dans le Conseil d'établir deux Barques ou deux Fregates à Calais, ou à Gravelines, particulièrement destinées pour porter les Dépêches du Roi, qui viendront de votre part ou de la nôtre, nous ne croyons pas que la dépense en fût gueres plus grande, que le voyage de deux ou trois Courriers, que nous aurions pu dépêcher exprès en divers tems, si nous n'avions eu pour

Ils proposent d'envoyer les Dépêches de la Cour par Mer.



1644. pour but de menager plus qu'à l'ordinaire l'argent de S. M. Les Lettres pourroient être portées à Flessingue, & venir delà en assez grande sûreté, pourvu qu'on établisse seulement un Messager à Utrecht, ou en quelqu'autre Lieu plus proche que nous trouverons commode, & qui ne coûtera pas grand'chose. L'hiver lorsque les glaces empêcheroient le passage par le Canal de Flessingue, les Barques pourroient venir jusques à Scheveling, qui n'est pas à une demi lieuë de la Haye, & les Lettres étant reçues-là, par l'ordre de S. M. par son Resident qui sera à la Haye, pourroient nous être envoyées ici par la même voye d'Utrecht. Cela n'empêchera pas que vous ne nous puissiez envoyer, quand vous le jugerez à propos, des *Duplicata* des mêmes Dépêches par la voye de Flandres, comme nous ferons aussi de notre côté. De cette sorte, lorsque les Voleurs voudront rendre le passage de la Terre perilleux, celui de la Mer se trouvera assuré, & quand les Vents retarderont cette voye-ci, celle de la Terre demeurera toujours ouverte; & cela rendra les Ennemis plus retenus, & plus soigneux de conserver les chemins sûrs, quand ils verront qu'on a deux voyes, & qu'en l'une on se peut entierement passer d'eux. Nous craignons que si vous en prenez l'avis des Marchands, l'appréhension qu'ils auront que cette résolution ne rompe insensiblement enfin leur commerce particulier avec la Flandres, ne les oblige à vous en dissuader. Pour nous, notre devoir en cela est seulement de considérer, par préférence à toute autre chose, le service du Roi & la sûreté publique, qui s'observera mieux selon notre avis, lorsque les Dépêches porteront ouvertement le nom du Roi, qu'elles seront adressées à des Marchands, parce que leur nom donne la curiosité aux Voleurs d'ouvrir les Paquets, pour voir s'il n'y a rien de plus précieux que des Lettres.

Affaire de  
Transilvanie.

Nous avons soigneusement considéré ce qu'il vous a plu de nous écrire sur l'Affaire de Transilvanie; ce qui nous fait croire que vous n'aviez pas encore vu l'Instruction, que nous avons donnée à Mr. de Croissi, dont nous vous avons envoyé la Copie. Nous nous promettons, qu'après l'avoir examinée, vous jugerez que nous sommes exactement demeurés dans l'observation des ordres, qui nous ont été envoyés, jusques-là qu'encore que nous reconnoissions bien qu'on ne pouvoit pas s'exempter du paiement de 1500. hommes, pour la part des 3000. promis par le Traité de Mr. Torstenfon, & que dans toutes les anciennes Instructions qui ont été données sur ce sujet, nous avons vu qu'on a toujours donné pouvoir de s'engager à cette dépense, néanmoins, parce que nous n'en avions point d'ordre précis, nous ne l'avons pas osé faire, jusques à ce que, par vos deux dernières Lettres, vous nous avez témoigné qu'on n'en feroit pas difficulté; ce qui nous a obligé de faire savoir en diligence cette résolution, afin qu'elle ne retarde pas l'effet de la Négociation.

A la vérité pour le second point où nous remarquons par vos Lettres, que l'on fait quelque difficulté, & que même vous nous témoignez, que l'on ne veut pas s'obliger de traiter conjointement avec ce Prince, comme s'il étoit préjudiciable au Roi de le faire comprendre dans le Traité general; nous vous supplions, Monsieur, après avoir pris la peine de voir de quelle sorte nous avons mis cet Article dans l'Instruction de Mr. de Croissi, de nous en faire savoir bien expressement les intentions de leurs Majestés; car jusques-ici nous avons cru qu'il est très-avantageux pour Sa Majesté de faire comprendre ce Prince, comme son allié, dans le

Traité general de la Paix, parce qu'il servira toujours à la rendre plus sûre, & le part de la France plus considerable, par la jonction d'un nouveau Confédéré, que l'Empereur redoute plus que beaucoup d'autres. Nous avons même jugé utile pour cet effet de le convier d'envoyer ses Députés en cette Assemblée, pour l'obliger à rompre toutes les autres Conférences, par lesquelles on veut l'engager dans un Traité particulier, afin de le séparer d'avec nous. Ainsi nous avons estimé qu'il ne falloit pas faire difficulté de lui promettre, de ne point traiter que conjointement avec lui, pourvu qu'il s'oblige à la même chose.

A la vérité sur la clause de ne rien faire sans le consentement des uns & des autres, vous aurez vu par l'Instruction les raisons que nous avons alléguées, par lesquelles nous avons droit de prétendre que ce Prince s'oblige à ne point traiter, sans le consentement du Roi, sans que toutefois S. M. soit obligée à la même chose. Mais d'autant que cette obligation est presque ordinairement reciproque en tous les Traités, & que désirant de nous en affranchir, il semble que notre prétention est en quelque façon nouvelle & extraordinaire, appréhendants que le refus que nous pourrions faire d'y entrer, ne donnât des soupçons & des craintes à ce Prince, que nous voudrions l'abandonner & faire nos Affaires sans lui, nous avons estimé que, s'il s'obstinoit à le désirer, il valoit mieux le lui promettre, que de faire une rupture, & lui laisser faire un Traité particulier avec l'Empereur; ce que toutefois nous n'eussions pas osé faire, quoiqu'avantageux en ce cas & très-nécessaire pour le service du Roi, si nous n'eussions cru que par une de vos Lettres, dont nous vous envoyons l'extrait, vous nous en aviez donné le pouvoir, de la part de S. M. Si toutefois, au préjudice des sentimens que nous avons cru pouvoir & devoir prendre, vous jugez qu'il faille retrancher quelque chose en cet endroit à l'Instruction de Mr. de Croissi, il vous plaira de nous le faire savoir au plutôt; & sans considérer les inconveniens qui en peuvent arriver, nous obeiurons ponctuellement à ce qui nous sera ordonné. Mais pour le Pouvoir de Mr. de Croissi, nous croirons toujours bien à propos de lui en envoyer un, de crainte que, faute de l'avoir, la Négociation soit retardée.

Quant à l'Emploi de Mayence, auquel vous aviez destiné Mr. de St. Romain; lorsque nous lui avons communiqué, nous l'avons vu en intention de vous demander la liberté de demeurer ici. Peut-être que, lorsque vous aurez fait considérer que l'Archevêque de Mayence s'en va à Vienne, que c'est un Pensionnaire des Espagnols, & en cette qualité Ministre de toutes leurs passions dans l'Empire, & Ennemi déclaré de la France; que, pour cette considération, il est plus de la Dignité du Roi, en faisant des plaintes de lui, & imputant à son humeur partielle & corrompue les lâches résolutions qui se prennent dans la Diette, de lui faire craindre les justes ressentimens du Roi, que de faire aucune recherche de son amitié, qui aussi-bien seroit inutile; que le Resident du Roi qui est à Mayence ne pourroit avoir pour cela aucune communication ouverte, ni avec lui, ni avec la Diette de Francfort, Mr. le Duc d'Anguien ayant avec très-grande raison refusé d'accorder la Neutralité à ladite Ville, ou s'il y a quelque Négociation secrette à faire en ce Lieu, le Gouverneur de la Ville ou autre Officier de la Garnison intelligent y pourra travailler avec moins d'éclat; vous jugerez que l'établissement de cette Residence ne produira pas

Leurs soupçons contre l'Archevêque de Mayence.

1644.

1644.

Soins de la France pour le Nonce à Munster.

Les Espagnols lui offrent leurs services pour l'avancer.

présentement pour le service du Roi, tout le fruit que vous en attendez.

La résolution que vous nous témoignez qu'on a prié de travailler puissamment à maintenir Mr. de Chigi dans son emploi, ne peut être assez louée, & nous semble très-digne de la grandeur de leurs Majestés, aussi-bien qu'avantageuse pour leur service. Sa vertueuse & sincère conduite en notre endroit dans cette Négociation merite bien qu'on fasse tous les efforts, que la discrétion & la prudence peuvent permettre, non seulement pour l'y conserver; mais pour lui procurer, s'il est possible, un Caractère plus éminent que celui qu'il possède. Nous savons que les Espagnols lui ont offert, depuis ce nouveau Pontificat, leur assistance pour son avancement, qu'il a refusée; si bien que ne s'assurant pas de leur bonne volonté, & n'ayant pas accepté les témoignages qu'ils lui ont offerts, s'il lui arrivoit quelque honneur nouveau, il connoitroit fort que c'est par la faveur de leurs Majestés. Et il semble que ce n'est pas un point difficile à obtenir dans les conditions de l'accommodement secret qu'on doit faire avec le Pape, s'il est vrai, comme il proteste, que son intention soit de n'être point partial, & de tenir la balance droite entre les deux Couronnes. Puisque c'est un Ministre déjà établi & agréé par toutes les Parties, l'on ne pourroit le retirer que sur l'instance secrète des Espagnols, & par conséquent sans déobliger Sa Majesté. Nous croyons bien que le Pape, qui est estimé prudent, ne voudra pas d'abord le revoquer, parce que ce seroit se déclarer trop ouvertement; mais s'il a mauvaise volonté, il fera indirectement & plus couverte la même chose, envoyant ici un Légat. Car soit que ledit Légat mène d'autres Prélats avec lui, soit qu'il apporte des ordres secrets ou des inclinations différentes de celles de Mr. de Chigi, il l'obligeroit de faire lui-même pour son honneur ce qu'on n'auroit pas osé faire à la prière des Espagnols. Ainsi, après avoir vu élever par leur faction un Pape, contre l'exclusion formelle de la France, on verroit encore changer ici un Ministre pour leur plaisir, & de cette exclusion il paroîtroit dans le monde, qu'ils auroient acquis le pouvoir absolu de faire & défaire, ce qui nous feroit craindre que la réputation de leurs Majestés ne reçût autant de préjudice que leur service. Car si de deux Médiateurs, dont ils ont eu le loisir, pendant huit mois, de découvrir les sentiments, ils avoient le choix d'en exclure l'un, & de retenir l'autre, non seulement nous aurions de justes sujets de soupçon contre celui qui succéderoit à Mr. de Chigi, mais il y auroit quelquelieu d'en prendre contre Mr. Contarini même.

Bruit de l'envoi d'un Légat aux trois premières Couronnes.

Leurs réflexions sur ces bruits.

Le bruit commun, & quelques Lettres de Rome nous apprenent, qu'on parle d'envoyer des Légats aux trois premières Couronnes. Si cette nouvelle a quelque fondement, nous ne doutons point que vous n'ayez fait réflexion, puisque c'est une proposition qui vient certainement des Espagnols. Si l'intention de Sa Sainteté n'étoit que d'envoyer saluer les Rois, & en general les exhorter à l'union, ce seroit un honneur que l'on n'auroit pas raison de refuser; mais comme il seroit difficile d'ôter de l'esprit du monde, que des personnes de si éminente condition fussent envoyés en France, en Allemagne, & en Espagne, pour un simple compliment, tous nos Alliés Protestants ne manqueroient pas d'en prendre de l'ombrage, & de croire que c'est une voye qu'on veut prendre de conclure la Paix sans eux; ce que nos Parties râcheroient artificieusement de leur persuader, pour les séparer d'avec nous. L'aversion qu'ils

ont, tant les Imperiaux que les Espagnols, contre cette Assemblée, & l'envie continuelle qu'ils ont eue jusques-ici de la rompre, ou de la rendre inutile, doivent faire tenir pour constant, que tous les autres moyens pour traiter d'Affaires leur seroient plus agréables. Ce sont les discours ordinaires de Saavedra, qui ne peut s'empêcher de dire continuellement, que ce n'est pas ici où la Paix doit être faite, qu'on n'y est que pour l'apparence & pour contester, que c'est dans la Cour d'un des Princes intéressés, où elle se doit conclure. Il a été même assez hardi pour supposer par Lettres, que l'ouverture en a déjà été faite de notre part. Ce n'est pas seulement par leurs paroles, qu'ils tâchent de détruire cette Négociation; ils y ajoutent tous les artifices & les efforts qui sont en leur pouvoir; & nous apprenons que l'Empereur, pour empêcher que les Princes d'Allemagne ne viennent ou envoient ici, a pris depuis peu la résolution de convoquer une nouvelle Diète à Ratisbonne, où l'on lui conseille d'assister en personne, pour tenir mieux les Députés en bride; & les faire agir selon sa volonté. Notre devoir nous oblige de vous informer de tout cela, afin qu'il vous plaise d'y faire prendre résolution, & de nous prescrire ce que nous avons à faire.

Don Miquel de Salamanca ne doit plus venir en ce lieu; il a pris possession en Flandres d'une Charge principale, qu'il doit exercer auprès du Marquis de Castel Rodrigo, & n'a pas maintenant honte de dire, qu'on ne lui avoit donné la qualité de Plenipotentiaire pour la Paix, qu'afin de faciliter son passage par la France. L'on nous a représenté son Esprit si fâcheux, & si peu traitable, que nous n'avons point de regret, qu'il ne soit pas venu augmenter le nombre des épines, que nous rencontrons dans cette Négociation, où ceux qui sont déjà de la part du Roi Catholique semblent n'avoir d'autre but que de disputer & pointiller perpétuellement sur toutes choses contre la Raison.

Si vous avez encore agréable de jeter les yeux sur l'Instruction qui a été concertée avec Mr. de la Thuillerie, avant son départ, vous y trouverez que notre sentiment a toujours été bien éloigné d'engager le Roi à la Garantie du Traité; qu'il a charge de ménager entre la Suède & le Roi de Dannemarck. Depuis qu'il est sur les Lieux, ayant reconnu que les Parties lui en pourroient faire quelque instance, il nous en a derechef demandé notre avis, lequel nous n'avons pas changé, comme il vous plaira de voir par la réponse qu'on lui a faite. Nous avons toujours crû cette proposition non seulement préjudiciable au service du Roi, mais faite à très-mauvaise fin. Le Roi de Dannemarck ayant toujours été d'humeur de présumer de ses forces, plutôt que de craindre ses voisins, il y a lieu de croire, que la demande qu'il fait de la garantie du Roi, n'est pas tant pour la sûreté du Traité qui sera fait, que pour nous diviser en quelque sorte par cet engagement, d'avec la Suède, ou du moins pour avoir de l'argent de la France, en cas que ci-après la Guerre vint à se renouveler entr'eux. Cette prétension nous paroît si déraisonnable, que nous ne pouvons assez nous étonner, comment des Princes, au lieu de savoir gré à S. M. des offices qu'Elle fait faire & des peines qu'Elle prend en leur faveur, pour rétablir entr'eux la Paix & l'amitié, osent vouloir faire acheter à S. M. une résolution, qu'ils sont obligés de prendre pour leur propre bien. Car d'aller engager le Roi dans toutes les Guerres de la Chrétienté, même en celles où S. M. n'a point d'intérêt, nous n'en saurions jamais être d'avis. Il est bien vrai, qu'il sera maintenant utile pour la France, que

1644.

Discours de Saavedra, Ministre Espagnol.

Convocation d'une nouvelle Diète de l'Empire à Ratisbonne.

Artifice des Espagnols pour faire passer un Ministre pour Flandres.

Affaire de la Garantie du Roi entre la Suède & le Dannemarck.

l'accom-

1644.

l'accommodement de ces deux Couronnes se fâit promptement; mais comme elles n'en prendront pas la résolution, simplement pour plaire au Roi, & qu'elles ne s'y disposeront que lorsqu'elles y trouveront leur compte, il n'est pas juste que S. M. achète leur bonne volonté, en se chargeant de l'événement du Traité. Nous avions donc estimé que Mr. de la Thuillerie s'en pouvoit garentir de cette sorte: Si on lui en parle avant que les autres conditions du Traité soient résolues, il pourra répondre, qu'il n'est pas tems de songer à la sûreté d'un Traité, qui n'est pas encore conclu, vû même que, dans l'incertitude s'il réussira, on ne sauroit faire une promesse égale aux deux Parties, de garantir leur accommodement, sans affoiblir en quelque façon l'Alliance que nous avons avec les Suedois, qui sont nos véritables amis, pour obliger le Roi de Danemark, qui est tout Imperial dans le cœur. Si aussi, après que toutes les conditions du Traité auront été accordées, on fait encore instance d'engager le Roi à cette garantie, on pourra dire les raisons que S. M. a de s'en exempter, sans avoir sujet de craindre que le manquement de cette sûreté puisse faire rompre un Traité déjà resolu en tous ses autres points.

Nous avons appris avec une très-sensible douleur le mauvais état des affaires de Catalogne. Les Espagnols en veulent tirer ici de grands avantages, & en parlent déjà, selon leur bonne coutume, comme s'il leur étoit possible de venir l'été prochain à Perpignan, & même de passer plus outre.

Il est vrai que, selon l'opinion de plusieurs personnes intelligentes, le Roi n'a point d'endroit, où les affaires de la Guerre lui doivent être plus à cœur qu'en cette Province-là. Il faut nécessairement que les forces, qu'elle peut mettre sur pied, servent à la France contre l'Espagne si nous la conservons, ou qu'elles servent à l'Espagne contre la France, si nous la laissons perdre; avec cet avantage, qu'au lieu que ci-devant le Roi Catholique n'en pouvoit pas disposer que raisonnablement, ou sans blesser les privileges des Habitans du País, & qu'il pourroit maintenant agir en Maître absolu, comme dans une Province nouvellement conquise. Monsieur, soit que l'on considère la durée de la Guerre, ou l'avancement de la Paix, rien ne paroît si important que de soutenir les affaires puissamment dans ce País-là. Nous avons ici Mr. Fontanelle, qui a une des principales Charges de la Province, qui a beaucoup de credit, qui est homme intelligent, hardi & affectionné, autant qu'on le peut être. Nous prenons la liberté de vous dire, que n'y ayant pas dans le País beaucoup de personnes de sa portée, il y feroit, peut-être, plus utile, y ayant maintenant beaucoup à travailler, qu'en ce Lieu où nous ne voyons pas qu'il puisse avoir rien à faire, à quoi un autre, beaucoup moins considérable que lui, ne puisse être aussi propre.

Vous trouverez ci-jointe la dernière Lettre que Mrs. les Suedois ont écrite à l'Assemblée de Francfort, & à tous les Princes d'Allemagne. Ce fera maintenant contr'eux que les Imperiaux seront obligés de tourner leurs plaintes, puisque chacun trouve cette Lettre beaucoup plus ferme & hardie que les autres.

Un Gentilhomme de l'Electeur de Brandebourg nous est venu trouver ici depuis deux jours avec des Lettres de créance, pour nous assurer de la bonne disposition, où est ce Prince de suivre le bon Parti & de se joindre aux intérêts de la France. Nous avons su en même

T O M. II.

tems par une autre voye, qu'un autre Gentilhomme envoyé de sa part à l'Empereur en a été très-mal reçu, & que la Neutralité pour quelques-uns de ses Etats, la permission d'envoyer ici ses Députés, & toutes les autres choses, qu'il avoit été chargé de demander à l'Empereur, lui ont été refusées; ce qui nous fait espérer que ce Prince pourra bien enfin prendre quelque genereuse résolution. Nous ne manquerons pas de l'y bien exhorter, comme nous avons déjà fait, reconnoissant combien il seroit avantageux pour les intérêts du Roi dans l'Allemagne, de joindre au Parti de sa Maison un Electeur de l'Empire.

Il nous a fait une autre Proposition, touchant le droit qu'il a au Duché de Clèves; il le veut poursuivre par les armes, & à cette fin il a déjà mis sur pied, en divers lieux, quelque 3000. hommes; il a dessein d'en lever jusques à 5000. Mais parce qu'il ne pourroit pas assembler ses Troupes, s'il n'avoit une forte Place dans le País de Clèves, il a demandé notre assistance auprès de Madame la Landgrave de Hesse à ce qu'Elle lui mette Calcar entre les mains. Il dit que cette Princesse a trop de Quartiers, & que la quantité des Garnisons l'empêche de pouvoir mettre en Campagne un Corps considérable, que ce qu'Elle tire de Contributions, par le moyen de cette Place, ne sert qu'à l'entretienement de la Garnison; que cet armement ruïnera l'Armée qu'on veut faire pour la défense du Cercle de Westphalie, parce que la Noblesse du País & les Soldats, ayant de l'Employ, se rangeront bien plus volontiers sous les Enseignes de Brandebourg, ou celles de Neubourg, qui sera le parti contraire, que de vouloir secourir l'Empereur; que la Guerre fera entre ces deux Princes; si le Duc de Neubourg consent que le Roi soit arbitre du différend, l'Electeur de Brandebourg ne désire autre chose, & en donne dès à présent sa parole; que si l'Empereur fait affluer le moins du monde le Duc de Neubourg, soit par Gleen, ou par autre, l'Electeur passera en même tems dans le parti de la France, & fera la Guerre ouverte à la Maison d'Autriche, & qu'enfin Mrs. les Etats ne lui feront point contraires, ni Monfr. le Prince d'Orange.

Il nous semble, Monsieur, que le dernier article pourroit être véritable, & qu'il y a du Huguenotisme en cette affaire. En ce cas nous hériterions, s'il y faut prêter la main; mais toujours ne doutons-nous pas de dire, qu'il est à propos de cultiver soigneusement cette affaire & cette confiance, comme aussi les bonnes dispositions que ledit Electeur témoigne. Nous n'y omettrons rien de notre part, & nous informerons de ce qui se passera.

Vous trouverez ici jointe les Copies de quelques Extraits, qui ont été depuis peu envoyés secrètement à Rome, pour y décrier & déchirer la France, & pour prévenir l'Esprit du Pape contre nous.

Il y a bien de l'apparence, que l'avis qui est datté de Francfort a été fabriqué à Vienne, aussi-bien que les autres Pièces, lesquelles nous vous supplions de tenir secretes, jusques à ce que vous sachiez si quelqu'un les aura vuës à Rome; autrement les Imperiaux pourroient découvrir de quelle main nous les avons euës, & nous ôteroient le moyen d'en apprendre davantage. Nous vous enverrons le reste à la huitaine, ayant jugé qu'en ce nouveau Pontificat, il est important & de très-grande conséquence de ne pas laisser opprimer la verité, & la sincerité des intentions de la Reine, au fait de la Paix, & de savoir par où les Ennemis nous veulent attaquer soudainement.

Y

Avant

1644.  
L'Electeur en  
avoit envoyé  
un autre à  
l'Empereur;  
mais il en est  
peu satisfait.

Sentiment de  
cet Electeur.

Ses Préten-  
tions.

Mouvements  
& artifices  
des Ennemis  
à Rome.

Progrès des  
Espagnols en  
Catalogne.

Importance  
de la Guerre  
en Catalo-  
gne.

Ils proposent  
Mr. Fonta-  
nelle pour  
envoyer en  
Catalogne.

Lettre des  
Suedois à  
l'Assemblée  
de Francfort.

Arrivée d'un  
Gentilhomme  
de l'Electeur  
de Brandebourg.

Propositions  
dont il est  
chargé.

1644.  
Ils lui font  
des instances  
pour leur  
payement.

Avant que de finir cette Lettre, vous ne trouverez pas mauvais, si nous vous faisons souvenir, que Mr. de St. Romain nous ayant assuré, lorsqu'il revint de France, que vous aviez pris le soin de faire faire le fonds de nos appointements, nous n'avons point appris qu'il y ait encore été pourvu, voyant tous les Résidens payés jusques à la fin de cette année, & que nous sommes les seuls qui demeurons en arriere. Nous nous promettons, que vous nous ferez la faveur de prendre soin de nous, puisque nous sommes véritablement &c.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 12 Novembre 1644.

*Plainte sur le fait des Courriers devalisés. L'Ambassadeur de Venise en France lui demande audience sur la maniere de traiter entre les Alliés. Qu'on fera entendre aux Princes & Etats Alliés les demandes des Impériaux. Le Resident du Prince Palatin continué sa demande. Surseance de six mois entre la Landgrave & le Prince d'Oostfrise. Mr. d'Estrade revenu de la Haye. Mort de la Reine d'Espagne.*

MESSIEURS,

Plainte sur le  
fait des Cour-  
riers devali-  
sés.

JE ne suis pas le seul qui blâme la conduite, & le peu de foi des Espagnols. Les Ministres des Princes Etrangers, qui resident en cette Cour, éclatent contre eux, & ne peuvent supporter que les Courriers soient devalisés, & être privés des Dépêches des Ambassadeurs, & autres personnes publiques envoyées par leurs Maîtres. Le ressentiment qu'a témoigné de ce procédé Mr. l'Ambassadeur Nani diminué en quelque sorte le mien; mais non pas celui de Sa Majesté, qui se tient offensée par un si notable manquement de foi, & qui interprète cette entreprise à un desir passionné, dont les Ennemis sont préoccupés d'empêcher que, par une bonne, honorable & sûre Paix, la Chrétienté ne jouisse du repos qui lui est si nécessaire, & d'y voir cesser les maux que la Guerre fait souffrir. Il m'a de nouveau été commandé de le faire savoir à Monsieur le Nonce, à quoi je satisfis dès-hier; & de chercher quel'autre voye sûre pour vous écrire par la Hollande. Il y en a une, plus longue à la vérité de deux journées, mais peu importe à la comparaison d'être privé de vos Lettres, ainsi que je l'ai été

plusieurs fois & même Mercredi dernier que le Courrier ordinaire devoit arriver. Le précédent avoit remis les Lettres de Monsieur Contarini audit Ambassadeur, sur le contenu desquelles il m'avoit desiré entretenir dès la semaine passée; mais nos heures ne s'étant pas bien pu ajuster, il avoit voulu remettre jusques avant hier, esperant qu'en une seule Conference il m'informerait de ce qu'il auroit appris par deux Dépêches dernières, sur ce présumé que ce qui s'est passé entre vous; Messieurs, & les Plenipotentiaires de nos Parties donnera désormais de jour à autre nouvelle matiere d'entretien. Et bien qu'il se soit trouvé trompé par l'infraction de la liberté que doivent avoir les Courriers, si est-ce qu'il n'a pas laissé de me voir, pour me parler de ce dont ledit Sieur Contarini lui avoit écrit par le précédent. Dès qu'il voulut entrer en matiere, je pénétrai aisément ce qu'il vouloit; vos Dépêches du 22. du passé m'étoient si présentes, qu'il me fut aisé d'y répondre. Le Sieur Contarini lui a donné part des difficultés apportées par les Ministres Imperiaux & Espagnols, sur le projet du Pouvoir que vous lui avez communiqué, & comme ils ne sont pas satisfaits du premier; puisque vous aviez laissé en celui-ci le mot de *Conjointement*, avec la clause qui suit, *Et sur iceux conclure une bonne & sûre Paix entre nous, nos Alliés, Adherans, d'une part, l'Empereur & le Roi d'Espagne; & disant que c'est en effet vouloir ce qui les blesse & sur quoi ils ont fondé leurs plaintes; qu'il lui sembleroit raisonnable que cela fût aussi ôté, & que vous traitassiez pour nos Alliés, recevant leurs avis & ne faisant rien que de concert avec eux; qu'aussi bien, sous le nom d'Alliés, vous ne comprenez pas les Suédois; puisqu'il y a un Lieu pris pour traiter avec eux; que pour Messieurs les Etats, le Roi d'Espagne s'y étant une fois soumis, il continuera; qu'ainsi il lui semble qu'il est aisé de satisfaire aux Autrichiens sans blesser les Alliés, ni leur donner nul sujet de mécontentement. Je lui ai répondu que Sa Majesté défunte ayant pris les armes pour défendre la liberté de ses Alliés, il n'y avoit point lieu de les priver de la plus essentielle, dont ils sont en droit de jouir, & que l'Empereur, par ses Passeports, avoit préjugé qu'ils étoient partie nécessaire du Traité, avec lesquels il entendoit que ses Commissaires convinssent traitans avec les leurs, ou avec ceux de France. Si ainsi il l'agréoit à ceux-là & que les Affaires étans au même état, il n'y avoit pas lieu de rien innover. J'ajoutai que l'artifice de l'Ennemi étoit un peu grossier; puisqu'il étoit aisé de pénétrer qu'il affectoit de faire comprendre aux Princes Allemands, que traitans pour eux, nous les tenions pour nos Sujets, qu'ainsi se retirant de leur sujettion légitime, ils en accepteroient une autre; que si lesdits Princes vouloient, afin d'abrégier la Conference, vous remettre à débattre & soutenir leurs intérêts, que Sa Majesté vous en pourroit charger; mais qu'Elle ni vous ne les en pouvez rechercher; & sur l'heure je représentai audit Sieur Ambassadeur le Double du Passeport accordé en quarante deux, comme celui rejeté en trente-huit, desquels il lui étoit aisé de voir que nous étions autant en droit que nos Parties en tort sur ce fait. Il prit bien mes raisons, voulant toutefois que je donnasse part à Sa Majesté de ce qu'il m'avoit fait entendre dudit Sieur Contarini. Je m'y engageai & tôt après je m'en suis acquité, m'étant rendu au Logis de leurs Majestés, que je trouvais au Conseil. Exposant les pensées dudit Contarini, je fis remarquer les réponses dont vous avez essayé de les satisfaire; & toutes furent*

1644

L'Ambassadeur de Venise en France lui demande audience sur la maniere de traiter entre les Alliés.

rent



1644.

On fera entendre aux Princes & États Alliés les demandes des Impériaux.

rent trouvées puissantes : de sorte qu'il fut arrêté qu'il ne seroit rien innové en cela, s'il n'étoit que les Princes & Potentats Alliés consentiroient & vous en requéreroient, auxquels on approuvera que vous fassiez entendre ce dont vous êtes recherchés, & demeurans en leur entière liberté pour ce qui est de faire traiter par vous ou leurs Ministres leurs Intérêts, leur faisant comprendre que d'être nommés dans votre Pouvoir, ou y être omis, c'est une chose égale ; puisque ce n'est pas d'un terme que dépend leur maintien, mais de la solide protection de cette Couronne, laquelle, étant engagée avec les Suedois & les Hollandois, que les Traités qui se feront marcheront d'un pied égal, veut bien se lier autant envers les autres, pourvu qu'ils entrent en une même obligation. Il est remis à vos prudences d'user de ce pouvoir ainsi que vous jugerez pour le mieux, & de faire passer avec les Alliés telles écritures, que vous jugerez avantageuses au bien des Affaires de cette Couronne. Vous pouvez vous prévaloir de la liberté que vous avez d'écrire ausdits Princes sur ce sujet, faisant comprendre audit Contarini ; que c'est pour lui plaire que l'on y a consenti. J'oubliois de vous remarquer qu'il échapa à l'Ambassadeur de me dire que l'Empereur faisoit difficulté de traiter de Paix avec ses Sujets. Sur quoi je n'oubliai pas de lui faire remarquer qu'il n'en avoit pas fait une pareille, lorsqu'il avoit traité avec l'Electeur de Saxe & conclu la Paix de Prague, ni avec les Ducs de Meckelbourg & de Lunebourg ; que si les Princes Allemands étoient Feudataires de l'Empereur & Sujets de l'Empire, pour cela il ne croyoit point qu'il fût leur Souverain, ni que leurs Etats, ni leur fortune dépendissent de sa volonté ; qu'ils le reconnoissoient pour le Chef de l'Empire, mais non Monarque absolu, & que sa puissance étoit bornée & limitée par des Constitutions Impériales, qui sont en usage & en pratique.

Le Resident du Prince Palatin continue sa demande.

L'instance qui m'étoit faite & dont je vous ai parlé du Resident du Prince Palatin étant continuée, j'ai eu obligation de nous faire res-souvenir de ce que vous m'avez écrit ; & Monsieur le Cardinal ayant pris nos sentimens, je joignis le mien aux vôtres & fis résoudre qu'en termes généraux on lui feroit espérer beaucoup, mais qu'on ne lui promettrait rien d'effectif, ni que présentement on ne lui donneroit nulle autorité dans le Palatinat ; jugeant qu'il est bon qu'il dépende de la France, & que les armées que nous avons sur pied en Allemagne ne puissent attirer un Chef de leur Nation ; à quoi ils ont toujours bonne disposition ; & ce même Prince s'est autrefois flatté de cette même pensée, & sans en avoir donné part à Sa Majesté défunte voulut entreprendre de traverser le Royaume & de s'y en aller. Cela a été mis en deux considérations, & ainsi que vous l'avez eu avec toutes les circonstances. Je suis le seul empêché, ayant de sorte à mesurer mes paroles, qu'en déniaut ce qu'il demande, elles ne levent pas tout-à-fait l'espérance de ce qu'il prétend.

Les Impériaux se plaignent de Messieurs Bregy & de Croissy. Je m'étonne de ce qu'ils ne parlent de Monsieur de la Thuillerie. Aussi les Ambassadeurs de la République de Venise s'en sont moqués ; & on leur a fort bien dit, ce que l'autre a aussi remarqué, que pendant que l'on traite de la Paix, un chacun se prépare à la Guerre. Puisqu'il a été convenu d'une surseance de six mois entre Madame la Landgrave & le Comte d'Oostfrise, il faudra profiter du tems & ne se laisser pas surprendre de la fin, sans avoir eu vuide à fond leur différend.

T O M. II.

Monsieur d'Estrade, retourné depuis trois jours, assure que Monsieur le Prince d'Orange y a toute bonne disposition, & de continuer la Campagne prochaine à faire fortement la Guerre, & il juge que nous d'un autre côté, l'entreprenant de même fortement en Flandre ; il y a de grandes choses à esperer. Il a surpris par son retour à la Haye l'Assemblée des Provinces, dont quelques Députés affectoient d'en faire l'ouverture pendant son absence. C'est ce que vous aurez de moi pour cette fois, ayant seulement à ajouter que, graces à Dieu, la santé de Leurs Majestés est parfaite, & que celle de son Eminence se fortifie, en sorte qu'elle agit comme elle faisoit au passé. Elle établit un si bon ordre au Quartier d'Hiver, que les Provinces seront soulagées, le Soldat & le Capitaine bien payés, & que celui-ci aura de quoi rétablir sa Compagnie pour la Campagne prochaine ; les montres qu'ils devront toucher dans les Quartiers leur seront payées à jour nommé & à l'avance ; ainsi tout prétexte de rien exiger sur les Communautés leur sera ôté.

1644.  
Mr. d'Estrade  
de revenu de  
la Haye.

Depuis quelques jours il couroit un bruit de la mort de la Reine d'Espagne. Bien que la nouvelle en fût fort circonstanciée, l'on ne laissoit pas d'en douter ; mais présentement elle se trouve avercée par plusieurs Lettres de Madrid ; & Monsieur le Nonce en a donné l'avis à Sa Majesté, qui en prendra le deuil & rendra à la memoire de cette grande Reine avec usure, ce qui a été fait en Espagne au sujet de la mort du feu Roi. Elle est plainte & a laissé en mourant de grandes marques de sa sainteté. Je suis &c.

Mort de la  
Reine d'Es-  
pagne.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

A Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 12. Novembre 1644.

*Affaire des Pouvoirs. On présente aux Médiateurs de part & d'autre la Minute des Pouvoirs. Nouvelle chicane des Ministres Espagnols. Les Ministres François s'en plaignent aux Médiateurs. Bonnes dispositions de l'Electeur de Cologne & du Duc de Baviere. Leur opinion là-dessus. Leurs doutes sur le commencement de la Negociation.*

MONSIEUR,

ENCORE que votre Dépêche du 29. du mois passé vienne de nous être rendue, nous n'y pouvons pas faire réponse par cet Ordinaire, à cause qu'étant venu par la Hollande, elle n'est

Y 2

arrivée

Surseance de  
six mois entre  
la Landgrave  
& le Prince  
d'Oostfrise.

arrivée que deux jours après celles qui viennent de Cologne, ce qui s'étant rencontré le même jour que nous avons accoutumé de vous écrire, nous en eussions pu perdre l'occasion, si nous eussions différé jusques à ce qu'elle ait été déchiffrée; nous remettons donc au prochain Ordinaire d'y satisfaire.

Nous n'effectuons pas par celui-ci la promesse que nous vous avons faite par nos précédentes Lettres, de vous faire savoir toutes les particularités qui se sont passées en diverses Conférences qui ont été faites depuis trois semaines, tant entre Messieurs les Médiateurs & nous, qu'entr'eux & nos Parties, pour ajuster la nouvelle forme des Plein-pouvoirs. Nous craindrions que la Reine & son Conseil ne fussent trop importunés, si nous rendions compte par le menu à S. M. de toutes les chicaneries, qu'on nous a voulu faire, & par combien de divers artifices nos Parties ont tâché de nous porter à ce qu'ils désirent.

Affaire des  
Pouvoirs.

Après qu'ils eurent passé condamnation sur le fait de la souscription, où nous leur avons fait voir par diverses raisons, & par les exemples mêmes qu'ils avoient pensé alleguer contre nous, que c'est une forme qui a été pratiquée de tout tems, & qui ne peut être changée; ils se sont réduits à disputer le point des Alliés, tous les autres ayant été de peu de considération, ou facilement terminés selon notre desir. Mais leur contestation a été si longue & si obstinée sur celui-ci, qu'elle a duré près de trois semaines. Nous avons déclaré d'abord qu'il falloit que les Ministres de l'Empereur & du Roi Catholique fussent autorisés, pour traiter avec les Confédérés de la France, aussi-bien qu'avec nous, & qu'il en fût fait mention expresse dans leurs nouveaux Pouvoirs; qu'ayant toujours fait connoître de ne pouvoir entrer en Négociation sans cela, & la difficulté ayant été vidée par le Traité préliminaire, où l'on étoit demeuré d'accord de faire une Paix generale, & de donner Passeport à tous les Alliés de part & d'autre, ce ne seroit pas témoigner de disposition à vouloir convenir raisonnablement des points indecis, si on revoquoit en doute ceux qui avoient déjà été accordés. A la vérité nos Parties ayant ci-devant témoigné que la forme en laquelle il étoit parlé des Alliés en notre premier Pouvoir, ne les satisfaisoit pas, d'autant, disoient-ils, que le mot de *Conjointement*, qui y étoit, nous ôtoit la liberté de faire la moindre Conférence, sans avoir toujours tous nos Alliés à nos côtés; nous avons voulu leur ôter cet ombrage, quoique nous connussions, comme il a paru clairement depuis, que ce n'étoit pas dans les termes, qui parlent des Alliés, où ils trouveront à redire, mais dans l'union que nous voulons conserver avec eux, laquelle ils tâchent en toutes façons de rompre ou d'affaiblir. Nous leur avons donc proposé de changer les termes de notre premier Pouvoir en cet endroit, & de les mettre en la forme suivante, *pour traiter & conclure la Paix entre nous, nos Alliés, & adhérens d'une part, & le Roi Catholique, leurs Alliés & adhérens d'autre*, & avons demandé que la même clause fût mise dans leurs Pouvoirs, quoique nous eussions suffisamment remédié de cette sorte aux premiers soupçons qu'ils avoient témoigné d'avoir, en mettant les Alliés après le mot de *conclure*, ce qui faisoit voir que nous n'entendions pas qu'ils fussent présens à toutes les Conférences, mais seulement qu'ils fussent compris dans la conclusion du Traité.

Ils ont rejeté cette dernière ouverture, non seulement avec plus de chaleur & d'aigreur que la première, mais avec un peu plus de

franchise; car ils ont été contraints de découvrir leurs sentimens, & de faire paroître, que c'étoit en effet notre Confédération qu'ils ne pouvoient souffrir. Mais jugeans ce point de très-grande importance, nous y avons été si fermes, & avons montré si peu de disposition à nous en relâcher, que Mrs. les Médiateurs, après avoir vu tous leurs efforts inutiles, ont été contraints d'employer tout leur crédit pour faire venir nos Parties à ce que nous désirons, que nous ne doutons point qu'ils ne reconnoissent très-raisonnable.

Nos Parties se voyant comme vaincues, autant par le jugement desdits Srs. Médiateurs, que par nos raisons, ils se sont obstinés à vouloir que la clause fût conçue en d'autres termes, parce que, disoient-ils, l'Empereur ne pouvant raisonnablement être forcé d'approuver nos associations avec des Princes de l'Empire, il n'étoit pas juste qu'il s'obligeât, ni qu'il donnât pouvoir à ses Commissaires, de faire un même Traité avec eux, aussi-bien qu'avec nous, sans autoriser lui-même notre inséparabilité, s'il faut ainsi parler, puisque les Pouvoirs respectifs sont des Pièces, qui ne doivent acquiescer aucun droit aux Parties, mais seulement les légitimer, & rendre capables de traiter ensemble.

A la vérité, comme nous savons que les Princes d'Allemagne peuvent de droit, par des Constitutions de l'Empire, faire des Conférences avec les Princes Etrangers, sans le consentement ni l'avis de l'Empereur, nous n'avons pas estimé que son approbation fût nécessaire, pour autoriser celle que la France peut avoir avec quelques Princes de l'Empire, ni qu'il en fallût demander un acte d'aveu, vu que ce n'étoit pas tant les termes desdits Pouvoirs, ni ce qui viendra de la part de l'Empereur, qui nous doivent prescrire, comme nous avons à nous conduire avec nos Alliés, comme les Traités particuliers de Confédération qu'ils ont avec la France. C'est pourquoi nous avons consenti, que la clause fût dressée en termes, qui ne fussent point obligatoires, & qui donnaient seulement faculté & pouvoir de traiter. Mais nos Parties en ayant voulu tirer avantage, & insérer, qu'ils auroient la liberté de traiter avec les Alliés, conjointement ou séparément, nous avons fortement rejeté cette alternative, & avons représenté, que, comme on avoit voulu exempter l'Empereur de parler en termes, qui pussent approuver notre conjonction avec nos Alliés, nous ne pouvons pas consentir à ceux qui faisoient tant soit peu d'ouverture à notre division. Enfin, après plusieurs contestations, la clause a été mise, comme vous la verrez dans la Copie de leurs Pouvoirs & du nôtre, que nous vous envoyons, où nous croyons avoir obtenu tout ce qu'on pouvoit prétendre raisonnablement, & les efforts que nous avons faits en cette rencontre, sont d'autant plus avantageux à S. M., pour lui conserver l'affection de ceux dont Elle a défendu les intérêts, que Mrs. les Suedois n'en ont pas fait de même de leur côté, & se sont contentés du premier Pouvoir des Commissaires Imperiaux, où il n'est point fait mention des Alliés. Nous leur en avons fait faire plainte, en les avertissant de l'intention des Ennemis, qui ne tend qu'à nous diviser, & qui nous ayant souvent allegué la facilité des Suedois pour nous combattre par leurs exemples, ne manqueront pas, pendant le cours de la Négociation, de prendre d'autres avantages, s'ils voyent qu'il y ait quelque diversité d'avis entre nous dans les choses generales, & où nous avons le même intérêt. Mais, après nous avoir répondu que le Pouvoir des Imperiaux s'étant trouvé conforme au leur, ils

1644.

ils n'ont pû honnêtement le refuser. Ils nous ont fait assurer, qu'aussi-tôt qu'on entrera en matière, ils témoigneront par leur conduite, qu'ils veulent inviolablement observer les Traités d'Alliance, & prendre le même soin des intérêts de leurs Alliés, que des leurs propres.

On présente aux Médiateurs de part & d'autre la minute des Pouvoirs.

Nouvelle chicane des Ministres Espagnols.

Lorsque toutes choses ont été ajustées, & que chacun a présenté de sa part la minute du nouveau Pouvoir, qui devra être expédié, les Commissaires Espagnols ont voulu prendre cette occasion de nous faire une nouvelle supercherie, laquelle néanmoins est retombée sur eux, & n'a réussi qu'à leur confusion. Nous vous mandames, il y a quinze jours, les raisons qui nous avoient portés à retrancher, de la minute de notre nouveau Pouvoir, la mention qui avoit été faite du Pape & des Médiateurs dans le précédent. Nous disions l'avoir fait ici à l'exemple & selon l'intention des Espagnols, lesquels avoient témoigné, qu'une telle mention seroit mieux en son lieu, dans la Préface du Traité; mais comme Saavedra a vu, qu'il n'étoit plus parlé du Pape dans notre Pouvoir, il a voulu en prendre avantage.

Cet artifice tendoit à faire valoir à Rome le respect que les Espagnols auroient rendu seuls au Pape, ou à nous obliger de faire instance que cette clause fût ôtée de leur Pouvoir, auquel cas ils auroient encore leur compte, en rejetant sur nous l'envie de l'exclusion de Sa Sainteté. Nous nous plaignîmes de cette surprise à Mrs. les Médiateurs, les priâmes de se souvenir de tout ce qui s'étoit passé, & qu'après nous être conformés à l'exemple & au desir des Espagnols, en ôtant de notre Pouvoir ce qui y avoit été mis en faveur de Sa Sainteté, c'étoit un procédé très-malicieux à eux de l'avoir ajouté dans le leur. Lesdits Srs. Médiateurs en demeurèrent d'accord, & furent d'avis qu'on proposât à nos Parties que cette clause fût insérée, ou omise, dans tous les Pouvoirs; mais nous eûmes peine à y consentir pour les raisons que vous savez, & insistâmes seulement qu'on en demeurât à ce qui a été fait de bonne foi, suivant la première intention des Espagnols, & qu'il n'étoit pas juste qu'ils nous fissent varier à leur fantaisie. Mr. l'Ambassadeur de Venise se chargea de leur faire cette réponse, & nous dit le lendemain, qu'ayant d'abord trouvé Saavedra disposé à ôter ladite Clause, il avoit pris la liberté de s'avancer au delà de sa Commission, & lui avoit proposé de notre part, que tout fût égal de côté & d'autre, & que la clause fût mise dans les Pouvoirs, comme elle étoit dans celui que nous avons apporté de la Cour, ou qu'elle ne fût mise dans aucun.

Saavedra continua de dire qu'il étoit prêt de la rayer, & qu'elle n'est pas nécessaire. Nous n'avons pas manqué d'en donner avis à Mr. de St. Chaumont, afin qu'il soit préparé à répondre, & informé de la vérité. Si lesdits Espagnols vouloient prendre cette occasion de faire quelque nouvelle malice en la Cour de Rome, nous aurons cet avantage pour les confondre, que Mr. le Nonce & Mr. Contarini rendront témoignage de ce que dessus, suivant la promesse qu'ils nous en ont faite.

Ce ne sera pas encore par cette voye que vous recevrez des Copies de tout ce qui a été résolu; car encore que nous soyons d'accord entre nous de tout, & que même chacun des Ministres ait signé la minute du Pouvoir qu'il sera obligé de faire venir; en la délivrant à Mrs. les Médiateurs, les promesses qu'il faudra ajouter de les fournir dans certain tems, signé de chacun de nous, & la déclaration dont nous sommes convenus, que, si l'on entre cependant en matière, tout ce qui sera fait sera ferme & valable, &

1644.

demeurera stable, en vertu de nos premiers Pouvoirs, nous ont été proposées en des termes, où nous avons trouvé quelque chose d'abord, qui sembloit aucunement choquer la Dignité du Roi; ce qui nous a obligé de les dresser d'une autre façon, qui ne fait préjudice à personne. Mais nos Parties ayant répondu, qu'ils vouloient demeurer dans la première proposition, & qu'ils ne vouloient accepter aucun expédient, nous avons trouvé cette réponse si hautaine, qu'encore qu'il ne s'agisse que d'une petite pointille d'honneur, qui ne va pas à l'essentiel, nous avons estimé ne devoir pas nous accommoder à leur humeur, quand ce ne seroit que pour ne les pas accoutumer dès l'entrée de la Négociation à tirer du profit d'un procédé de cette nature, de crainte que cela ne les obligeât à le mettre trop souvent en pratique. Nous ne laissons pas de croire qu'il se trouvera un temperament pour faire cesser cette difficulté, qui seroit trop long à vous déduire avec toutes ses circonstances. C'est pourquoi nous aimons mieux différer de vous en faire savoir la conclusion par la première commodité; ce sera peut-être par un Courier exprès, tant pour faire paroître la même diligence, que les Espagnols qui en dépêchent un en Espagne, que pour nous mettre à couvert des mauvaises rencontres qui arrivent depuis quelque tems aux Ordinaires; ayant aussi crû, que cette nouvelle de l'ajustement des Pouvoirs, qui nous ont tenu ici depuis sept mois sans rien faire, & la déclaration cependant d'entrer en matière de part & d'autre, sont assez importantes, pour vous être portées avec un peu d'éclat, afin non seulement de hâter la satisfaction que S. M. en aura, mais de rejouir tous les Peuples, qui soupirent ardemment après la Paix.

Cependant, pour soulager un peu l'impatience avec laquelle vous attendrez ce Courier, nous vous envoyons deux grands effets de la prospérité des armes du Roi; ce sont les deux Lettres que vous trouverez ci-jointes de Mr. l'Electeur de Baviere, & de Mr. l'Archevêque de Cologne, que nous avons trouvées, principalement celle du dernier, fort respectueuses. Nous croyons bien, que ni l'un ni l'autre ne se feront pas portés à cette action, sans en avoir auparavant le consentement de l'Empereur, & c'est ce qui nous oblige de prendre meilleure opinion de cette Assemblée, que nous n'avons encore eue, & de croire qu'enfin l'Empereur sera forcé d'y entrer en Négociation, & même d'approuver que les Princes & Etats de l'Empire y viennent ou envoient, puisque Mr. le Duc de Baviere, qui est comme l'ame des Conseils de l'Empereur, & que l'on avoit crû jusques-ici entièrement contraire à la Négociation de Munster, promet par sa Lettre, aussi-bien que son frere par la sienne, d'y envoyer au plutôt ses Députés.

À la vérité ils y ajoutent tous deux une condition qui n'est pas recevable. Car outre qu'après nous avoir tenus en ce Lieu, sept mois entiers, sans rien faire, ils peuvent bien faire partir leurs Ministres, sans être auparavant assurés, que la Négociation aura été commencée; ils doivent avoir reconnu qu'il n'est pas possible de l'entamer tout de bon, avant que leurs Ministres & ceux des Princes soient arrivés: de sorte que, s'ils veulent en effet faire paroître cette bonne disposition à l'avancement de la Paix, qu'ils témoignent par leurs écrits; ils ne le peuvent mieux faire qu'en pressant le départ de leurs Plenipotentiaires. Ce sera à peu près en ces termes, que nous leur ferons notre réponse, & s'il est vrai, comme nous l'avons vu dans quelques

Bonnes dispositions de l'Electeur de Cologne & du Duc de Baviere. Leur opinion là-dessus.

1644.

L'eur doute  
sur le com-  
mencement  
de la Nego-  
ciation.

avis publics, qu'il y ait déjà à la Cour un Envoyé de Mr. le Duc de Baviere, peut-être jugerez-vous à propos de lui tenir le même langage. Nous vous supplions à ce propos, si cette nouvelle est vraie, puisque vous voyez qu'elle est sûe dans la basse Cour, de nous prescrire, comme nous aurons à en parler à Mrs. les Suedois, lesquels, venants à le savoir par quelque autre voye que la nôtre, s'imagineroient aisément que nous voudrions traiter sans eux quelque chose avec ledit Sieur Duc, qui est le principal objet de leur jalousie, & de leur animosité.

Il nous reste, puisque nous voyons un si bon commencement aux affaires, à vous faire savoir quelque doute que nous avons sur la maniere de les commencer, d'autant que l'ordre prescrit par nos Instructions nous semble un peu malaisé à observer.

Premièrement d'entrer en matiere avant que tous les Princes & Etats soient arrivés, croyant que les délais, que nous y apporterons pour l'amour desdits Princes, & la nouvelle semonce, qu'on leur pourra faire, en leur donnant la nouvelle de la résolution des Plenipotentiaires, les hâtera de venir ou d'envoyer plutôt.

Après il nous est ordonné de commencer par les affaires d'Italie, lesquelles nous étant comme étrangères dans l'Allemagne & touchants fort peu les Princes de l'Europe, quoique la Guerre ait commencé par les différends du Mantouan, & du Montferrat, qui sont des Fiefs relevans de l'Empereur, ils trouveront peut-être mauvais qu'étant assemblés dans leur Pais, nous ne voulions pas faire marcher leurs intérêts devant les autres.

D'autre côté si après les délais qui nous seront nécessaires pour conférer avec nos Alliés qui sont ici, & pour avertir ceux qui n'y sont pas encore, nous persistons à ne vouloir point entrer en matiere, quoique nous le fissions avec très-grande raison, tout le monde a un desir si impatient de la Paix, qu'il sera mal aisé d'éviter que le retardement ne nous soit imputé, nos Parties ayant plus de moyen de faire passer leurs plaintes sur ce sujet plus legitime, que nous de faire approuver nos justifications. Nous estimerions donc, sous le bon plaisir de la Reine, que pour nous tirer de ces deux extrémités, & concilier en quelque sorte ces contrariétés, on pourroit commencer en la forme suivante.

Si la bienfaisance nous engage à parler d'affaires, avant l'arrivée des Députés que nous attendons, nous pourrions demander pour premier article, & avant toutes choses, qu'on les fasse venir, puisque sans eux on ne peut rien résoudre valablement ni sûrement dans l'Empire, & en même tems nous demanderions, comme il nous est ordonné par nos Instructions, la liberté de Mr. l'Archevêque de Treves, afin qu'il soit mis en état & en lieu, ou de pouvoir venir ici, s'il en a la volonté, ou d'y envoyer, pour une résolution si importante, ses sentimens, sans suggestion & sans contrainte. Ainsi faisant le premier article de ces deux conditions, on ne pourra pas nous accuser tout-à-fait de reculer, & cela nous donnera loisir d'attendre tous ceux, dont nous croyons que la venue est nécessaire.

Cependant, après en avoir communiqué avec les Suedois, & autres Alliés du Roi dans l'Allemagne, nous pourrions donner quelque occupation aux Espagnols, en mettant sur le tapis les affaires d'Italie, de peur qu'ils ne s'en nuiaissent trop si on les laissoit si longtems oisifs, pour ne vaquer qu'à des choses, où ils n'ont point d'intérêt réel.

1644.

Aussitôt qu'il y aura ici un nombre suffisant de Députés, nous estimerions très-à-propos, si la Reine & son Conseil l'ont agréable, de faire une Déclaration, qui touchera sensiblement le cœur de tous les Allemands, pour acquérir leur affection au Roi, & sera plausible même à tous les étrangers, faisant cesser l'opinion que nos Parties leur ont voulu donner, que nous n'embrassions tant de divers intérêts, qu'afin de rendre la Négociation immortelle, & faire cependant durer la Guerre; ce qu'ils disent à dessein de donner mauvaise impression de cette Assemblée, où ils ne se disposent de traiter la Paix qu'avec très-grand regret. Notre Proposition fera cesser cette crainte, si l'on approuve que nous déclarions d'abord, de la part de Sa Majesté, qu'il n'y a pas tant de difficulté comme l'on a voulu faire croire à conclure une Paix generale, & que S. M. pour témoigner l'affection qu'Elle a toujours eue pour l'Allemagne & pour les Princes de l'Empire, offre par notre moyen d'en retirer ses armes, & pourvu que l'Empereur veuille accorder une Amnistie generale, & remettre de son côté toutes choses en l'état qu'elles étoient en l'an 1618. qu'Elle en fera de même de son côté, pourvu que l'on convienne aussi en même tems d'une sûreté suffisante, pour la durée de la Paix à l'avenir; ce qui servira à la proposition de la Ligue, qui nous est ordonnée.

On peut bien être assuré que l'Empereur n'accordera jamais cette demande, qui l'obligeoit de rendre le Royaume de Bohême Electif, comme il étoit ci-devant, & que Monfr. le Duc de Baviere, qui a le principal crédit après lui dans l'affaire, ne consentira point à la restitution du Palatinat & de la Dignité Electorale, & ainsi, sans courir fortune d'être pris au mot, notre offre acquerra au Roi tous les cœurs, & la bonne volonté de tout le monde. Nous prenons la liberté d'ajouter que S. M. est en quelque façon engagée de faire cette déclaration, pour prouver à tout le monde, qu'il ne tient pas à elle, qu'elle n'exécute par effets les protestations qu'elle nous a commandé de faire par toute l'Allemagne, de sa part, qu'elle ne considerera point les intérêts particuliers dans la conclusion de la Paix, pourvu que les Princes & Etats de l'Empire y trouvent leur compte, par le recouvrement de l'ancienne liberté, & de tout ce qui leur appartient par les Constitutions de l'Empire. Ce qui nous fait un peu de peine, est que nous ne sommes pas encore bien assurés que les Suedois veuillent faire la même offre, sans quoi la nôtre ne sera pas si efficace, & partant paroîtra un peu tenir de l'ostentation; ce qu'il faut soigneusement éviter, parce que, pour en tirer du fruit, il faut nécessairement que tous les Etrangers soient persuadés, que c'est en effet l'intention de Sa Majesté, si l'Empereur se veut disposer pour cet effet de son côté. Nous avons à ce sujet demandé une Conférence avec les Ambassadeurs de Suede, que nous estimons être faite en peu de tems, où nous tâcherons de découvrir leurs mouvemens, & de les porter, s'il est possible, à faire la même chose que nous; mais ils nous ont paru jusques ici attachés à leurs intérêts particuliers, que nous ne savons pas seulement si nous les pourrions disposer à faire semblant de les vouloir abandonner pendant quelque tems, pour celui du Public. Encore que nous croyions bien, qu'il n'y aura point de peril à faire cette proposition, parce que certainement elle ne sera pas acceptée, elle est néanmoins de telle importance, que nous ne la ferons point, sans avoir reçu une réponse,



1644.

se, & les Commandemens de la Reine sur ce sujet, afin que nous puissions faire ici les mêmes discours, & les mêmes démonstrations que vous aurez résolu du côté de la Cour, où il ne faut pas douter que l'Ambassadeur ordinaire de Venise ne tâche quelquefois de vous donner la question, par ordre de Mr. de Contarini, lorsqu'il ne pourra pas allés clairement découvrir nos mouvemens. Ce n'est pas que nous voulions nous entremettre de vous donner conseil, ni de recueillir votre prudence, de laquelle nous aurions bon besoin, pour nous guider dans un si épineux manquement d'affaires; mais ayant remarqué que, quand il ne peut pas faire parler les Commissaires Impériaux qui sont ici, il fait agir son Collegue, qui est à Vienne, pour sonder les intentions de l'Empereur & de ses Ministres, nous croyons qu'il pourra se servir du même stratagème du côté de France.

Nous ne vous en manderons pas davantage par cet Ordinaire, sinon que nous sommes &c.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 19. Novembre 1644.

*Courriers devalisés. Mr. de St. Chaumont revoqué de son Ambassade de Rome, & Mr. du Plessis Praslin destiné à sa place. Le Pape veut envoyer un Legat à Munster. L'Espagne a envoyé à la Haye un Ecclesiastique pour faire quelques Propositions de Paix. Défaite de l'Armée de Danemark par les Suédois. Infanterie du Roi d'Angleterre forcée dans ses Retranchemens.*

MESSIEURS,

Courriers devalisés.

LE soin que l'on prend de devaliser les Courriers ordinaires de Cologne en cette Ville me fait appréhender, que l'on en aura usé de pareilles pour ceux qui partent de ce Lieu. Crainte, que le dernier dépêché ait eu ce mauvais rencontre, je charge celui d'aujourd'hui du duplicata de ma dernière, & bien que je l'aie envoyé par Amsterdam, selon le bon avis de Mr. Hocuist, je ne laisse de craindre un pareil succès & prendre cette précaution. Je vous dirai donc par celle-ci, que Sa Majesté ayant été peu satisfaite du procédé de Monsieur de Saint Chaumont pendant le dernier Conclave, l'a revoqué de son Ambassade & y a destiné Monfr. du Plessis Praslin. Les avis que nous recevons de personnes confidentes, & qui ont bonne con-

Mr. de Saint Chaumont revoqué de son Ambassade de Rome, & Mr. du Plessis Praslin destiné à sa place.

naissance de la Cour Romaine, nous assurent que le Pape étant en bonne disposition d'envoyer un Legat est combattu dans le choix, qu'il est entré en pensée de faire avoir l'honneur de la conclusion du Traité general à son Neveu, que d'heure à autre on attend de voir revêtu de la pourpre, & qu'il ne songe point à retirer du Lieu du Congrès Monsieur de Chigi. Mais, comme il est Prince bourru, nous ne faisons pas de craindre ses résolutions & mettre les ordres qui conviendront pour les détourner, si par fortune il en prenoit qui nous pussent sur ce sujet être desagréables. Monsieur le Cardinal Bichi est allé si retenu à parler & si adroitement, qu'il a insinué ce que nous avions à désirer & que cela a frappé un merveilleux coup. Pût à Dieu que Mr. de Saint Chaumont en eût usé de la sorte! nous serions en plus d'assurance. Jusques à ce que ledit du Plessis Praslin puisse se rendre auprès de Sa Sainteté, on y enverra sans Titre Monsieur de Gremonville, lequel delà ira à la Residence à Venise succéder à Mr. des Hameaux. Je lui ai déjà dit que de Rome à Venise il soit soigneux de vous écrire.

Sans doute Brasset vous aura mandé comme les Ennemis ont envoyé à la Haye un Ecclesiastique leur Sujet pour, sous prétexte de quelque accommodement à désirer pour les habitans de la Mairie de Boisleduc, jeter des propositions de Paix & essayer de persuader ceux des Etats que l'Assemblée de Munster n'avoit été consentie que pour abuser les Peuples & amuser les plus faciles à decevoir. J'ai répondu qu'il leur étoit aisé d'être les Prophetes de leurs intentions; mais ils ont trouvé Mr. le Prince d'Orange & les plus sages de l'Etat peu capables d'écouter une telle proposition. Il arrivera sans doute aux Espagnols que contre leur volonté ils seront forcés de faire la Paix, impuissans de continuer la Guerre, & pour n'avoir point d'autres succès que ceux que leur malheur a fait recevoir au Roi de Danemark. Leurs Alliés ont publié la défaite de ce Roi accompagnée de tant de pertes, que cela nous a étonnés. Sur l'heure j'ai écrit à Mr. de la Thuillerie d'en profiter, presser ce Prince de consentir à traiter & à des conditions justes, comme les Suédois aussi, de crainte qu'un si grand succès ne les enflé & ne les rende plus orgueilleux & moins raisonnables que du passé. Ses Lettres n'ont pas eu meilleure fortune que les vôtres. Les dernières que j'ai reçu étoient du 12. du passé, & écrites près de quinze jours avant la bataille qui a été publiée sur les avis venus de Hollande. Ceux d'Angleterre portent que ce Roi a perdu un Combat & que son Infanterie retranchée a été forcée & poursuivie par la Cavallerie du Parlement; que la sienne s'est retirée & lui avec cinq-cens Chevaux & le Prince son fils à Oxford; que les Ecois se sont rendus Maîtres de la Ville de Neufchastel, qu'ils pressent le Château qui ne sauroit résister; qu'ils se sont enrichis de plus de huit-cens mille Ecus par la quantité de Charbon qu'ils y ont trouvé. C'est là ce que vous aurez de moi qui suis &c.

1644.  
Le Pape veut envoyer un Legat à Munster.

L'Espagne a envoyé à la Haye un Ecclesiastique pour faire quelques propositions de Paix.

Défaite de l'Armée de Danemark par les Suédois.

Infanterie du Roi d'Angleterre forcée dans ses Retranchemens.

L E T-

1644.

## L E T T R E

De Monsieur le

CARDINAL MAZARIN

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris ce 19. Novembre 1644.

*Il les remercie du soin qu'ils ont pour sa santé. Puissans préparatifs de Guerre pour parvenir à la Paix Affaires d'Allemagne. Affaire d'Oostfrise. Il approuve leur réponse au Nonce touchant la Lettre du Duc de Baviere. Instances du Duc de Baviere pour envoyer un Député. On lui donne réponse. Affaire de la Lettre interceptée, alleguée pour Saavedra. Touchant les artifices de Mr. Salamanca. Mort de la Reine d'Espagne. Affaires sur l'élection du Pape. Intention du Pape pour la Paix. Affaire des Pouvoirs.*

MESSIEURS,

Il les remercie du soin qu'ils ont pour la santé.

QUOIQUEL ne se puisse rien concevoir de plus obligeant, que les sentimens que vous avez voulu me témoigner dans l'occasion de ma maladie, je n'ai pas eü peine à y ajouter entiere foi, parce premièrement que je fais à quel point vous aimez l'Etat, & par conséquent ceux qui le servent, sinon avec toute la suffisance, & toute l'adresse qu'il seroit besoin, du moins avec toute l'application, & le zèle possible; outre que, quand ce motif n'y seroit pas, vous auriez toujours pris, sans doute, beaucoup d'intérêt à la conservation de la personne du monde qui vous estime le plus, & dont vous devez faire un état plus assuré dans les occurrences. Il a plu à Dieu de me redonner ma premiere santé; à mesure que je reprends mes forces, j'en donne tout ce que je puis à reprendre le train des affaires; cependant, comme les plus importantes sont celles qui vous sont commises, c'est aussi avec vous que je rétablis la premiere correspondance de Lettres.

Puissans préparatifs de Guerre pour parvenir à la Paix.

Je ne pense pas pouvoir la commencer plus selon votre goût, encore que vous soyez des Pacificateurs, qu'en parlant des moyens que nous préparons de faire puissamment la Guerre. Je ne m'arrêterai pas aux plaintes que font les Ennemis par leurs Libelles, que nous faisons servir l'Assemblée de Munster pour allumer de plus grands feux, au lieu de les y éteindre. Il est certain qu'on ne les portera jamais à la Paix, que quand ils nous connoîtront en état de les y contraindre par les Armes, & que

c'est beaucoup avancer le repos de la Chrétienté de leur montrer, qu'ils ne le peuvent troubler plus longtems, sans ruiner toujours davantage leurs propres affaires.

1644

La Raïson m'avoit bien persuadé, que celles d'Allemagne donneroient le mouvement aux autres; mais l'expérience l'a prouvé encore depuis peu visiblement, puisque c'est sans doute aux heureux succès qu'ont eü cette année les Armes du Roi que nous devons attribuer les facilités, que vous avez rencontrées, plus grandes que par le passé, avec les Ministres du Parti contraire, pour convenir enfin de la reformation des Pouvoirs en meilleure forme, comme aussi les ordres que vous avez sù que l'Empereur avoit donnés à ses Ministres, d'avancer la Paix, autant qu'il leur seroit possible, & les soins qu'a pris le Duc de Baviere, d'excuser le retardement de l'envoi de ses Députés à l'Assemblée, & de chercher de découvrir quel train prendroit la Négociation quand ils seroient arrivés.

Je vous assûrerai donc que ma principale occupation présentement, c'est de songer aux moyens de fortifier l'Armée de Mr. le Maréchal de Turenne, particulièrement celle d'Infanterie, comme étant celle qui lui peut donner plus de moyen d'élargir ses Quartiers d'Hiver, & qu'il est aussi plus mal aisé de conserver après pendant la Campagne, si elle ne s'est un peu habituée dans ces Pais, durant la mauvaise saison, étant indubitable, que tous les efforts que l'on fait au Printems ne réussissent pas à la moitié de ce qu'ils feroient autrement, soit parce que l'on ne sauroit apporter dans cette methode guere l'ordre qu'on a fait aux autres Armées, touchant les vivres & l'Artillerie, soit pour plusieurs autres raisons que vous jugerez aussi-bien que moi. Les loins que j'ai pris jusques ici de faire envoyer de tems en tems de nouveaux renforts audit Sr. Maréchal, ont mis son Armée à sept mille hommes de pied, & je me promets de la lui composer pour le commencement de la Campagne de dix mille effectifs, lesquels y ayant demeuré l'hiver & s'y étant accoutumés, il y a aparence qu'ils serviront l'Été gayement, sans songer à se retirer comme font les autres qui ont connoissance du Pais.

Nous esperons cependant que l'Affaire d'Oostfrise accommodée, ou surseüe, ainsi que portent les derniers avis, & les Troupes de Madame la Landgrave marchant, comme elles sont, pour se joindre audit Sr. Maréchal, il y aura moyen d'étendre ses Quartiers du côté qu'il voudra, & faire un peu respirer l'Alsace & la Lorraine.

Il ne se peut rien de mieux que ce que vous avez fait répondre, par Monfr. le Nonce, à la Lettre que lui avoit écrite le Duc de Baviere. Quand j'en ai sù la teneur, avant que d'avoir eü votre Dépêche, je dis dès la même heure pour réponse à cet Article, toutes les mêmes paroles dont vous avez chargé Mr. de St. Romain de rapporter à Mr. le Nonce.

Ledit Duc de Baviere nous fait une extrême instance, pour lui permettre d'envoyer une personne confidente, qui puisse traiter. Il a accordé la liberté, beaucoup plutôt qu'il n'eût fait, au Marquis de Noirmontier, pour venir negocier cette affaire; ledit Marquis en a parlé au Comte de Carli, son premier Ministre, & donne même esperance de faire conclure l'Empereur sans les Espagnols, s'ils s'en rendoient trop difficiles & opiniâtres, hors de raison; en tout cas que ledit Duc traitera seul.

La réponse que ledit Marquis lui a faite, par ordre de Sa Majesté, est qu'on le prie d'en-

Affaires d'Allemagne.

Affaire d'Oostfrise.

Il approuve leur réponse au Nonce touchant la Lettre du Duc de Baviere.

Instances du Duc de Baviere pour envoyer un Député.

On lui donne réponse.

1644.

d'envoyer ses Députés à Munster, où ils trouveront les Plenipotentiaires de France, qui ont non seulement instruction, pouvoir & autorité, suffisans pour conclure toutes choses sur les Lieux, dans une heure, si c'est besoin; mais qu'ils ont ordre de faire une grande considération de l'avis & jugement dudit Duc, & même de ses Intérêts; étant certain que le Roi n'entreprend aucune affaire d'Allemagne, que ledit Duc de Bavière, étant bien conseillé, & persévérant dans les maximes qu'il a toujours eues, ne doive souhaiter plus que le Roi même, qui n'en fera pas moins grand Roi, quand la Maison d'Autriche aura soumis par tout la liberté, & les privilèges des Princes & Etats de l'Empire; mais à leur égard il se traite de leur servitude, ou du maintien légitime de leur autorité, & de décider s'ils devront obéir en Esclaves, ou être considérés & respectés, selon que la Raison le veut. Voilà toute la réponse que le Marquis de Noirmoustier lui fera, y joignant seulement quelques plaintes de la détention de nos Prisonniers, contre la foi des Traités, & du mauvais traitement. Mais comme peut-être le Duc de Bavière persistera encore à faire de nouvelles instances, pour faire agréer qu'il envoie ici quelqu'un, la Reine m'a commandé de vous écrire, d'en conférer avec les Ministres de nos Alliés, & de leur faire comprendre, s'il est possible, l'utilité que pourroit recevoir la Cause commune, du moins si l'on trouvoit moyen de détacher le Duc de Bavière de ses intérêts & du Parti contraire: Qu'après le procédé que tient Sa Majesté en toutes rencontres, & la circonspection qu'elle apporte en ce qui peut leur donner une simple ombre, ils doivent vivre en pleine tranquillité de ce côté-là, sans craindre qu'elle fût jamais pour entendre à aucun Traité particulier, & se promettre en ce cas, que non seulement il ne seroit jamais rien conclu avec cet Envoyé, que de leur consentement; mais que même il ne seroit aucune proposition qui ne leur fût aussitôt communiquée, & dont l'on n'eût leur sentiment, avant que de délibérer, & qu'avec tout ce qu'il voudroit traiter la Reine préférera les avantages de ses Alliés aux siens propres.

Affaire de la  
Lettre interceptée & alléguée par  
Saavedra.

Et pour continuer dans le même sujet, je vous dirai que Messieurs les Médiateurs auroient bien embarrassé Mr. Saavedra, s'ils l'avoient pressé de leur faire voir cette Lettre, qu'il supposait avoir été interceptée, par laquelle je reconnoissois que la Paix ne se pouvoit faire qu'à Vienne & aux Cours de France & d'Espagne. Je ne cesse de dire, publier & écrire tout le contraire, & en effet je me tiendrois coupable contre l'Etat, si pareille chose étoit jamais sortie de ma plume.

Touchant les  
artifices de  
Mr. Salamanca.

Vous auriez en belle matière de confondre cette imposture, près de Messieurs les Médiateurs, si vous eussiez pu savoir combien de recherches & diligences a faites Dom Miguel de Salamanca, à son passage par la France, pour m'obliger à le voir. Il a fait écrire quatre Dépêches différentes, par celui qui l'accompagnait de la part du Roi, avec des instances si pressantes, que vous en demeureriez étonnés, il disoit porter de grandes ouvertures pour la Paix; mais j'ai toujours persisté, comme je devois, à ne vouloir pas seulement l'écouter, & à renvoyer toutes ses Négociations à Munster, où la Reine a ses Plenipotentiaires, avec la même autorité de conclure, qu'elle peut avoir ici. Cela auroit aussi servi de réponse à leur seconde supposition des ouvertures d'un Traité particulier, qu'ils veulent qu'on ait fait à Sen-

TOM. II.

1644.

lis avec Dom Francisco de Melos. Le Sieur du Pleffis Bezançon partit d'ici sans autre charge, que de l'accompagner de la part du Roi; ce qu'il a fait depuis la Flandres jusques par delà Châtelleraud; sans qu'ils aient eû des discours que des Entretiens ordinaires & familiers. J'ai reçu depuis une Dépêche dudit Sieur du Pleffis, par laquelle il me mandoit, que Dom Francisco de Melos lui avoit témoigné de passer en Espagne, avec un ardent desir de contribuer, de tout son pouvoir, à faire la Paix, & qu'il reconnoissoit quatre ou cinq choses avec nous, dont il essayeroit de persuader le Roi d'Espagne.

La première, que la Paix ne pouvoit & ne devoit être traitée qu'à Munster. En second lieu, que la France, ayant les avantages qu'elle a dans cette Guerre, il étoit juste qu'elle en profitât dans la conclusion de la Paix. Troisièmement qu'il avouoit que nos affaires étoient en très-bon état, & les leurs en très-mauvais.

En quatrième lieu, que, par le bon ordre que la Reine avoit mis en la direction du bon Gouvernement, ils devoient perdre l'espérance dont ils s'étoient toujours flattés de voir quelque révolution dans la France même, qui lui donnât moyen de se relever; & enfin que nous avions plus d'hommes, plus d'argent, & de moyens plus effectifs pour continuer la Guerre, qu'ils n'ont pas; mais qu'il falloit aussi que nous fussions assés équitables de notre côté pour nous satisfaire de la raison, & ne nous opiniâtrer pas à exiger d'eux des conditions assés honteuses, parce qu'en ce cas, il seroit le premier à conseiller à son Roi de perdre plutôt tous ses Etats pied à pied, & se réduire aux anciennes limites des Montagnes de Castille, & de Leon, attendu que les disgrâces qui arrivent à un Prince, pendant le cours de la Guerre, sont ordinairement des coups de la Fortune, laquelle les distribue selon son caprice; mais que les bassesses qu'ils commettent dans les Traités de Paix, sont des marques qui demeurent à jamais de leur foiblesse, & de leur infériorité. Il ajouta à cela qu'il seroit tous ses efforts, pour obliger le Roi d'Espagne à se servir de lui dans la Négociation de la Paix; que s'il étoit assés heureux pour rendre ce service à sa Patrie, il ne demanderoit plus rien à Dieu que la retraite & le repos d'Esprit, en quittant le tracassé des affaires. Et voilà tout ce qui s'est passé entr'eux, dont vous pouvez argumenter de la sincérité des personnes, avec qui vous avez à traiter par delà.

Il est encore arrivé depuis peu une occasion où vous avez à prendre garde de leurs artifices. Aussitôt qu'on a su la certitude de la mort de la Reine d'Espagne, la plupart du monde, les uns par ignorance, sans en considérer les conséquences, les autres avec une fin plus maligne, ont publié que la Paix alloit être conclue; que le Roi d'Espagne alloit épouser Mademoiselle, & qu'il donneroit son Infante au Roi. Dom Miguel de Salamanca eut la malice de répandre ce bruit-là par tout à son passage, & il a été depuis si public dans Paris, que je ne doute pas qu'étant exagéré par nos Ennemis, nos Alliés, qui sont d'un naturel soupçonneux, ne vous en témoignent quelque ombrage. Vous pouvez les assurer en toute vérité que jamais ces propositions n'ont été faites que parmi le Peuple, dont il seroit toujours impossible de tenir la Langue, & qu'il n'y a mariage, alliance, ni autre motif au Monde capable que le Roi divise ses intérêts de ceux des Alliés, ni l'oblige jamais à traiter séparément.

Mort de la  
Reine d'Es-  
pagne.

Z

Affaires sur  
l'Election du  
Pape, Pape.

1644.

Pape, ni sur le ressentiment que Sa Majesté a eû du procédé du Cardinal Antoine, sachant que Mr. de Brienne vous en a informé en son tems. Le Roi est fort satisfait jusques ici de la conduite du Pape, se promettant que les effets suivront de près les belles paroles qu'il donne. Il y a lieu de l'espérer, parce que le Pape est fort prudent, & qu'il a témoigné de reconnoître qu'il ne sauroit bien gouverner, ni faire rien de glorieux, ni d'éclatant, dans le cours de son Pontificat, s'il ne gagne la confiance de cette Couronne; à quoi il semble jusques à présent avoir une application particulière. Et comme Sa Majesté est disposée de son côté à lui rendre tout le respect & la devotion possible, & ne desire rien de Sa Sainteté que les avantages du St. Siège, au lieu que nos Ennemis n'en souhaitent que l'esclavage; vraisemblablement on a occasion de s'en promettre toute bonne correspondance, que les effets nous démontreront bientôt plus particulièrement, & nous feront connoître à quoi nous devons nous attendre.

Intention du  
Pape pour la  
Paix.

J'ai fait tirer un extrait de la dernière Dépêche que j'ai reçu de Mr. le Cardinal Bichi, lequel je vous adresse, afin que vous voyiez de quelle façon le Pape se prendra à vouloir traiter la Paix, ce que les Ministres du Roi lui ont répondu, tant sur ce sujet que sur celui de Monseigneur Chigi, auprès duquel vous tâcherez, s'il vous plaît, de faire valoir les soins que nous prenons pour son avancement, & l'assurerez qu'on ne se relâchera point de le servir jusques au bout. Pour ce qui est à résoudre quelles affaires on mettra d'abord sur le tapis, quand la Négociation s'ouvrira, puisque vous avez voulu en conférer encore ensemble, avant que de nous en mander vos sentimens, nous attendrons votre première Dépêche, avant que de vous faire savoir la résolution de la Reine.

Affaires des  
Pouvoirs.

Le temperament que vous avez pris de faire datter le nouveau Pouvoir, qu'on retournera, du même jour, que l'autre l'avoit été, sera fort propre pour éviter les inconveniens, & prendre les précautions que vous marquez.

Quant à la difficulté qui semble encore rester indecise dans la forme de vos Pouvoirs, où nos Parties trouvent à redire, qu'étant demeurés d'accord d'ôter la parole *conjointement*, nous en ayons conservé le même sens par celle-là, à l'égard de laquelle ils prétendent que les mêmes considérations se doivent faire; on a examiné la chose dans le Conseil en la présence de la Reine, & après avoir établi pour fondement, qu'en l'état florissant que sont les affaires de ce Royaume, où tout ce que fera la Reine ne sauroit jamais être imputé à bassesse, mais à un véritable desir de la Paix; elle ne doit pas faire de difficulté en ce qui ne lui portera aucun préjudice; ce qui pourra d'ailleurs contribuer à l'ouverture du Traité, pour faire toujours connoître les bonnes dispositions qu'elle a au repos de la Chrétienté, & rejeter sur les Ennemis le blâme du retardement d'un si grand bien. On estime que ce point est de cette nature comme vous le savez plus particulièrement par la Dépêche de Mr. le Comte de Brienne, & puisqu'il donne tant de jalousie à nos Parties, qu'ils soutiennent sans fondement, & peut-être avec artifice, qu'on ne peut traiter valablement avec nous, si on ne l'ôte, parceque l'opiniâtreté d'un de nos Alliés, qui ne seroit pas satisfait, même après la Paix conclue & arrêtée, seroit suffisante d'invalider tout le Traité. On a jugé qu'on leur pourroit donner cette satisfaction, que de ne le mettre que dans la Préface, avec la

précaution d'ôter auparavant toutes sortes d'ornemens à nos Alliés, & les en faire demeurer d'accord; ce qui vraisemblablement ne seroit pas mal aisé, s'ils veulent comprendre que ce ne sont pas les Pouvoirs qui nous peuvent lier, à ne rien conclure que conjointement avec les Traités d'Alliance qui sont entre nous; ensuite de quoi nos Plénipotentiaires auront réciproquement ordre par leurs Instructions de ne se jamais déporter de cette obligation, de quoi il n'y a nulle nécessité que nous nous engagions avec les Ennemis; mais seulement que nous le foyons entre nous avec une entière sincérité de part & d'autre; & à cet effet on pourroit même, s'il étoit jugé nécessaire, relever présentement quelque particulière obligation, afin de lever tout soupçon. Voilà les sentimens de deçà, & en cas que vous ne voyiez rien au contraire de préjudiciable, cela apporteroit grande facilité au Traité, & justifieroit au dernier point les sinceres intentions de la Reine pour la Paix. On se remet néanmoins à vous de faire ce que vous estimerez le plus à propos, pour le service de Sa Majesté.

1644.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

A Mr. le Comte de

B R I E N N E

Du 26. Novembre 1644.

*Ils lui donnent part de la recette des divers Instrumens. Leurs remarques sur le procédé du Ministre François à Rome en faveur de Mr. Chigi. Ménées des Espagnols à Rome. Ils s'intéressent en faveur de Mr. Bras-set. Affaire de la Guerre. Affaire de la garantie entre la Suede & le Danemark. Le Roi de Danemark sollicite la Pologne contre la Suede. Leur Conférence avec Mr. Salvius. Resultat de leurs Conférences avec Mr. Salvius. Opinion des Suedois pour la plus grande sûreté de la Paix. L'arrivée d'un Député de Baviere à Paris allarme les Suedois.*

MONSIEUR,

Nous sommes obligés de diviser la Dépêche que ce Courrier vous porte en trois Parties. Dans la première, nous répondrons aux deux vôtres du 29. du mois passé & du 5. du présent; dans la seconde, nous vous ferons savoir ce qui s'est passé en diverses Conférences que nous avons faites avec Mr. Salvius, pen-



1644.

pendant quatre jours, qu'il a été ici avec nous, & la troisième vous informera de la résolution finale, qui a été prise sur le sujet des Plein-pouvoirs, laquelle nous eussions été obligés de mettre la première, comme la plus importante, s'il ne restoit encore quelque petite difficulté, que nous espérons qui sera surmontée par la prudence de Mrs. les Médiateurs, dans le tems que nous employerons à écrire le reste.

Nous avons reçu les Pièces qu'il vous a plu de nous envoyer, pour justifier la forme, qui est pratiquée de tout tems dans le Royaume, en l'expédition des Lettres Patentes de nos Rois, pendant leur Minorité. Nous vous en remercions bien humblement; mais il s'est rencontré heureusement, comme vous avez déjà pu remarquer par nos précédentes, que lorsqu'elles sont arrivées, nous n'en avons pas eu besoin, nos Parties s'étant laissé disposer à la Raison, & ayant reconnu qu'ils ne pouvoient pas avec justice exiger de nous une forme nouvelle. Nous ne serons donc plus obligés d'alléguer les exemples passés, moins encore celui du Mariage de la Reine, pour les raisons que vous remarquez très-prudemment. Néanmoins, quand nos Parties, qui en peuvent aisément avoir une Copie, en voudroient tirer une conséquence dans le Fait qui se présente, nous aurons très-bon moyen de nous en défendre, & de leur faire voir la différence qu'il y a entre les deux affaires; puisqu'en l'une il s'agissoit d'une Mère qui marioit son Fils, & qui par conséquent devoit intervenir en cette qualité, dans le Contrat, par un Acte particulier, outre celui qu'elle avoit déjà autorisé par son avis & sa présence, comme Regente, & qu'il n'est question présentement que de faire un Traité de Paix, où tout doit être décidé par l'autorité Royale, laquelle, quoi qu'inséparable de la personne du Roi, doit être autorisée pendant sa Minorité, par l'avis & la présence de la Reine Tutrice de sa personne, & Regente de son Royaume, qui est tout ce que l'on peut désirer selon nos coutumes.

Nous souhaiterions bien, sous votre bon plaisir, que le discours de Mr. de St. Chaumont au Pape, sur le sujet de Mr. de Chigi, eût été fait avec un peu de retenue, soit pour ne pas témoigner une affection particulière pour lui, de crainte de donner lieu par ce moyen à l'exclusion de sa personne; l'ayant si librement découvert à Sa Sainteté, qui, selon toutes fortes d'apparence, panche plus du côté du Parti contraire que du nôtre; soit pour ne mettre pas en doute une chose, qu'il falloit faire semblant de croire assurée, & ne craindre pas qu'on y pût apporter du changement. Mais, puisque c'est une affaire faite, & qu'il n'est plus possible de reprendre une façon d'y agir indifférente, nous en pouvons tirer cet avantage, que le Pape n'y pourra point prendre de résolution, sans nous la communiquer. Ce qu'il eût peut-être pu faire, si on ne lui avoit point parlé si franchement, & puis nous payer de l'excuse ordinaire qu'il est engagé, & qu'il ne l'auroit pas fait, s'il eût été averti à tems de nos intentions. Il y a lieu maintenant, selon notre foible avis, de parler plus hardiment, & de presser l'affaire davantage en remontrant à Sa Sainteté, que l'Emploi de Mr. de Chigi lui a été donné, sans que nous l'ayons désiré; que c'est une personne, avec laquelle, ni la France ni aucun François n'a eu commerce ni amitié particulière jusques-ici; que nous y avons consenti, parce qu'il nous suffit, dans cette Négociation importante, de voir à la tête de ceux qui la conduisent un homme de bien & sans passion, qui sache tenir la balance droite; Qu'à présent que

TOM. II.

1644.

c'est un établissement fait, & que toutes choses semblent être bien avancées pour le commencement de la Négociation, nous ne pourrions comprendre d'où viendrait la résolution d'y apporter du changement, & qu'il n'y a pas lieu de croire que c'étoit du pur mouvement de Sa Sainteté, laquelle voyant un Ouvrage, qui doit être conduit par son autorité & réussir à sa gloire, si bien entamé, & si heureusement avancé, n'y voudroit pas de gayeté de cœur apporter elle-même du trouble par les difficultés qui se rencontreroient sans doute au choix des personnes nouvelles qu'on y voudroit employer, desquelles il seroit mal aisé que l'une ou l'autre des Parties ne prît quelque soupçon; Qu'il faudroit donc croire que la grande prudence de Sa Sainteté ne lui conseillassent pas de prendre cette résolution, elle-même en seroit secrètement sollicitée par nos Parties, lesquelles se font allées publiquement ventées, qu'on verroit bientôt des effets de leur pouvoir auprès du Pape dans la disposition de cette Assemblée; même que nous n'affectons point d'avoir Mr. de Chigi plutôt qu'un autre; mais que dans la juste appréhension que nous aurions, si on faisoit un changement, d'être ici entre les mains d'une personne passionnée pour nos Ennemis, il nous est encore plus doux d'y en voir conserver un, que sa probité rend neutre, que d'en voir arriver un autre, qui par son engagement secret deviendrait sans doute partial; Que si pour cette crainte nous étions peut-être obligés de n'avoir point de communication avec lui pour les affaires, & de lui rendre seulement les honneurs qui sont dûs à sa Dignité, comme on avoit résolu de faire à Mr. le Cardinal Rosetti, en mettant tous nos intérêts entre les mains d'un second Médiateur, le Pape auroit regret d'avoir ôté à un de ses Ministres l'honneur de pacifier en son nom tous les différends de la Chrétienté, & qu'en tout cas, si par cette nouveauté la Négociation de la Paix générale, qui est en si bon chemin, venoit à être interrompue, Sa Sainteté auroit du déplaisir d'en avoir fourni le sujet, & d'avoir, par une Action non nécessaire, & que l'on n'a pas accoutumé de faire contre le gré des Parties intéressées, privé le Public des agréables espérances, qu'il a conçues, de voir arriver ce bien à l'Europe, sous son Pontificat; Que comme dans cette Négociation il ne se rencontre point d'intérêt particulier de Sa Sainteté, il n'y a point de nécessité d'y établir des personnes si confidentes, il suffit qu'étant agréables aux Parties, elles puissent conserver leur confiance, afin que leurs exhortations soient plus efficaces, & disposent plus facilement à un bon accord des Princes Ennemis, dont les différends tiennent toute la Chrétienté en trouble; Que tout le monde a fort bien jugé d'abord, après ce qui s'est passé à l'Élection de Sa Sainteté, qu'elle n'oublieroit rien pour gagner l'amitié de la France, & que son intérêt la convieroit de témoigner au Public, qu'elle veut regner sans partialité, & en vrai Père commun; mais que toutes ces assurances n'étant point accompagnées de témoignages bien solides & n'étant fondées que sur des paroles, la pierre de touche, qui seroit juger certainement de son intérieur, & de la sincérité de ses intentions, seroit la résolution qu'il prendroit sur le fait de cette Assemblée: Que si, sans y faire de nouveauté, ni apporter de changement, tant au Lieu qu'aux Personnes, elle se contentoit de faire continuer sous son autorité ce qui a déjà été bien commencé, pour conduire la Négociation à une heureuse fin, elle justifieroit de cette for-

Z 2

te

Ils lui donnent part de la recette des divers Instrumens.

Leurs remarques sur le procédé du Ministre François à Rome, en faveur de Mr. Chigi.

1644.

te la sincérité de ses desseins, & seroit paroître un Esprit déintéressé, qui n'a pour but que le repos public, & la réunion des Princes de la Chrétienté; mais que si elle se portoit à faire ouverture de quelqu'autre moyen pour traiter de la Paix, qui ne peut être accepté, à cause du grand nombre de personnes qui y sont intéressées, ou bien d'en transporter la Négociation en un autre Lieu, ce qui ne peut être fait par la même raison, ou bien d'y établir de la part d'autres personnes, il seroit difficile d'ôter de l'esprit du monde, & principalement de celui des François, qu'elle n'y eût été portée par les instances des Espagnols; puisque, selon leur vanité ordinaire, faisant passer leurs desseins pour des Loix, ils ont publié hautement, dès l'avènement de Sa Sainteté au Pontificat, que, quand tout cela se feroit, certainement ce ne seroit pas le moyen de faire finir la Guerre, dont toute l'Europe est embrasée. Vous ne trouverez pas mauvais, Monsieur, si dans un point de si grande importance; & duquel nous estimons que dépend principalement le bien ou le mal qui nous doit arriver, pendant cette Négociation, nous prenons la liberté de nous découvrir si amplement; mais il nous semble qu'on doit mettre cet Article, aussitôt qu'aucun autre, dans la Négociation secrète, qu'on doit faire avec le Pape, pour rétablir l'amitié & la bonne intelligence entre lui & leurs Majestés. Après ce qui s'est passé en son Election, & qu'il refuse les justes demandes de S. M. qui ne veut rien de nouveau, il y aura très-grand sujet de conclure qu'il ne veut donner à la France que les apparences pour garder les solides avantages pour ceux qui l'ont porté au Pontificat.

Ménées des  
Espagnols à  
Rome.

Depuis que Saavedra n'a pû s'empêcher de faire connoître ici les ménées qui se font à Rome, il a crû faire un grand compliment à Monfr. le Nonce, qui lui témoignoit d'attendre avec impatience celui qui le devoit relever, en lui répondant, *Nous vous voulons bien pour Nonce, nous sommes bien pour cela*; ce qui fait connoître, que n'ayant pas osé d'abord demander qu'on nût un autre en sa place, ils n'ont fait instances, que pour avoir un Légat à leur dévotion, afin de faire indirectement la même chose. Et quand nous entendons dire qu'on parle déjà pour cet Emploi du Cardinal Caponi, que l'on tient entièrement Espagnol, nous ne sommes pas sans inquiétude; mais nous espérons que l'autorité de la Reine, & la prévoyance de Mrs. les Ministres y donneront ordre; car on ne peut pas douter que tous les changemens qui seront résolus pour ce Lieu, auront été poursuivis par les Espagnols, ce qui nous donne un juste sujet de soupçonner contre ceux qui seront nommés, & une raison très-legitime de leur donner l'exclusion à nous, afin par ce moyen de demeurer en l'état où nous sommes, dont celui qui est ici sera encore plus obligé à la France, que si elle l'y avoit fait venir, parce qu'il lui seroit plus honteux maintenant d'en être retiré, que de n'y être jamais venu. Nous croyons même que les offices de la République de Venise auprès du Pape ne feroient pas inutiles pour le dissuader de faire aucun changement au Lieu, à la forme & aux personnes de cette Assemblée. Etant associée dans la Médiation, elle a plus de droit qu'aucun autre d'en dire ses avis à Sa Sainteté, & de les faire considérer, prenant seulement prétexte, en termes généraux, sur le peril qu'il y auroit d'apporter aujourd'hui le moindre changement en des choses qui sont si bien commencées, & marchent aussi heureusement qu'on le peut sou-

haïter, & qui pourroient changer de face, & s'arrêter tout court, à cause de la grande antipathie des Esprits dont elle est composée, lesquels étant toujours en garde, & dans une méfiance extrême les uns contre les autres pourroient mal-aisément s'accommoder sur une nouveauté; étant au contraire très-certain, que l'une des Parties rejettera ouvertement ce qu'elle verra être accepté, ou qu'elle soupçonnera avoir été poursuivi par l'autre. Mr. Contarini estime que, si l'Ambassadeur du Roi, qui est à Venise, est chargé de faire cette instance à la République, de la part de leurs Majestés, elle ne refusera pas d'employer ses offices le plus efficacement qu'il lui sera possible auprès de Sa Sainteté. Ledit Sr. Contarini nous a même promis d'en écrire de son chef, pour représenter la nécessité de cette résolution.

Lorsque nous croyions voir arriver ici près de nous Mr. Braslet, pour exercer la Charge, que nous lui avons offerte, nous avons reçu une de ses Lettres, par laquelle il s'excuse sur les incommodités de sa personne. Il est vrai qu'étant à la Haye, nous l'avons vû sujet à une grande défluxion; mais nous croyons que si, par les appointemens ordinaires, qu'on lui destinera, pour lui aider à transporter son ménage, il est un peu bien traité, & en homme qui a servi longuement, il pourra redoubler ses forces pour venir ici, & nous croyons que vous ne refuserez pas d'employer vos soins, pour lui en donner le moyen au plus tôt.

Ils s'intéressent en faveur de Mr. Braslet.

Nous ne pouvons vous exprimer le contentement que nous recevons des bonnes résolutions, que vous nous marquez qui ont été prises pour fortifier l'Armée de Mr. de Turenne, & lui donner moyen non-seulement de conserver, mais d'étendre nos Conquêtes le long du Rhin. Des personnes intelligentes qui ont su que Mr. le Duc de Bavière avoit écrit au Roi, & à nous, & qu'on a fait savoir de Paris, qu'il y étoit arrivé un Député de la part, qui n'a pas encore paru, ont pris cette occasion de nous dire, que c'étoit alors qu'il falloit avoir plus de défiance de lui, & prendre garde de plus près aux desseins de son Armée, à quoi nous croyons bien qu'on ne manquera pas. La prise de Philipsbourg & de Mayence, & l'établissement des forces du Roi en ce Pais-là, nous ont fait recevoir depuis quelques jours la Réponse de la Ville de Francfort, à notre première Lettre circulaire. Nous vous en envoyons la copie, & de celle du Duc de Deux-Ponts, qui est arrivée en même tems.

Affaire de la Guerre.

Nous ne pouvons mieux vous exprimer nos sentimens sur la garantie, que l'on demande à Mr. de la Thuillerie, qu'en vous envoyant un Extrait de la seconde opinion, & réponse que nous lui avons faite sur ce sujet. Toutes les propositions qui tiennent de la part du Roi de Danemark, en l'état où il est, ne peuvent être que très-suspectes, & faites en mauvaise intention. C'est un Prince qui de longtems a son cœur engagé dans le Parti contraire, peu de bonne volonté pour la France, & qui, depuis la nouvelle Guerre qu'on lui a faite, a une rage irréconciliable contre la Suede. Quoique ce soit le plus ancien Monarque de la Chrétienté, dans les Affaires qu'il a aujourd'hui sur les bras, il n'a aucunement fait paroître la prudence, qui a accoutumé d'accompagner les actions de ceux de son âge. C'est un Esprit comme forcené, que la seule passion domine, qui jusques-ici n'a rien entrepris avec conduite ni avec conseil, & ne s'est porté à aucune résolution qu'avec aveuglement & précipitation. En même tems qu'un

1644.

1644.  
Le Roi de  
Danemark  
sollicite la  
Pologne con-  
tre la Suede.

de ses Ministres propose à Mr. de la Thuillerie une alliance ou meilleure intelligence pour l'avvenir avec la France, Mr. de Bregy nous écrit, qu'il y avoit deux de ses Ambassadeurs en Pologne, pour proposer une Ligue contre la Suede, dans laquelle il fait espérer qu'il engagera la plupart des Princes d'Allemagne, qui vivent aujourd'hui en neutralité avec elle. Il heurte ainsi de tous côtés, & tâche d'engager tous les Princes dans son ressentiment, sans qu'il y ait eu encore personne qui l'ait voulu suivre, parce qu'il ne se laisse plus guider par la Raison, & que le déplaisir de les voir prospérer dans un dessein, où il a autrefois succombé, lui est très-sensible. Mais à présent que les nouvelles offenses qui lui ont été faites ont envenimé cette vieille playe, il est presque toujours transporté de fureur. C'est pourquoi nous estimons que le soin des Ministres du Roi doit être seulement d'apaiser, s'il est possible, sa douleur présente, en faisant cesser la cause qui l'a augmentée, sans passer plus outre, ni s'attacher avec lui plus étroitement que nous sommes; puisque cela se pourroit difficilement faire, sans donner de jalousie à la Suede, & nous faire peut-être mécontenter des amis d'un Prince, qui ne sauroit jamais s'attacher sincèrement à la France, tandis qu'elle demeurera unie si étroitement qu'elle est avec la Suede. Lorsque nous avons parlé à Mr. Salvius de la Garantie du Traité, qui pourroit être demandée à leurs Majestés, il n'a pas manqué de remarquer d'abord l'inconvenient que nous avons prévu, & de dire que le Roi de Danemark étoit en état d'affaiblir la Confédération de la France & de la Suede, en obligeant la premiere de se joindre avec lui, en certain cas, pour faire la Guerre. Nous n'avons pas manqué de lui répondre, que nous n'étions pas en doute du parti qu'on avoit à prendre; que ce qui pourroit mettre leurs Majestés en considération de cette demande seroit, si elle leur étoit faite de la part du Roi de Suede; que néanmoins, pour lui en parler franchement, si on nous faisoit la faveur de nous en demander notre avis, nous estimons qu'il se falloit contenter d'observer constamment l'Alliance, que nous avons ensemble contre l'Empereur, & ne pas engager la France sans nécessité en d'autres Guerres, où elle n'avoit point d'intérêt. Il a répliqué là-dessus, parlant à l'un de nous, que la France étoit déjà obligée, en vertu du Traité de Wismar, non seulement d'assister la Suede dans cette Guerre, mais encore dans les autres qui pourroient naître; mais il lui a été répliqué, qu'il étoit trop habile homme, pour faire aucun fondement sur l'Article d'un Traité, qui n'avoit point été ratifié ni approuvé, vu même que l'obligation portée par ledit Article, comme n'étant pas raisonnable, n'avoit pas été insérée dans les Articles subséquens.

Encore que nous ayons fait diverses Conférences avec lui, pendant quatre jours, qu'il a été en cette Ville, tant en commun que chacun de nous en particulier, nous n'avons presque eu ensemble aucune diversité, & avons pris nos résolutions, sur toutes les propositions qui ont été faites, avec très-grande union. Nous avons bien remarqué, qu'un des principaux sujets de son voyage a été l'échange, qu'ils avoient fait du Pouvoir des Commissaires, qui sont à Osnabrug, sans y avoir fait ajouter, en faveur des Alliés, les mêmes clauses, que nous avons exigées de ceux qui sont en cette Ville.

La premiere opinion des Suedois avoit été, que les instances réitérées, que nous leur avions fait faire, pour ajouter cette clause, étoit principalement afin qu'elle fût insérée de nouveau

dans leur Pouvoir, aussi-bien que dans celui des Imperiaux; comme si nous n'eussions pas été assurés des Traités de Confédération, que nous avons avec eux, & que nous eussions voulu les lier encore, pour les clauses de leur nouveau Pouvoir, de ne traiter point sans nous. Mais comme nous leur avons fait connoître, que ce n'avoit pas été notre pensée, & qu'il nous étoit indifférent, qu'ils la fissent ajouter à leur Pouvoir, pourvu qu'elle fût insérée dans celui des Imperiaux, tant pour la satisfaction des Alliés, que pour ne pas faire paroître une diversité d'avis entre nous aux choses generales, où nous avons même intérêt.

Ledit Sr. Salvius a acquiescé à nos raisons, & nous a promis que si la bienveillance ne leur permet de demander à présent la ratification du Pouvoir des Commissaires Imperiaux, qu'ils ont déjà accepté, parce qu'il est entierement conforme au leur, ils tâcheront au moins de mettre à couvert l'intérêt des Alliés de leur côté, comme nous avons fait du nôtre, ou par une déclaration separée, qu'ils demanderont sur ce sujet auxdits Commissaires Imperiaux, ou par une protestation, qu'ils feront signifier avant que de faire la permutation des Pouvoirs. Cela ayant été accordé, nous sommes, d'un commun consentement & sans aucune contestation, convenus encore ensemble touchant les choses suivantes.

1. Qu'ils ne feront point à Osnabrug ladite permutation, qu'ils n'ayent appris, par nos Lettres, qu'ils la peuvent faire, & que toutes choses ont été concertées ici, pour la forme des nouveaux Pouvoirs, que nous sommes obligés de faire venir de part & d'autre; ce que nous avons exigé d'eux, afin qu'ils ne soient pas en liberté d'entrer en matiere, & de traiter après ladite permutation faite, si nous ne sommes convenus ici avec nos Parties, de faire la même chose, pendant le tems qu'on fera venir les nouveaux Pouvoirs.

2. Qu'aussi-tôt que toutes choses auront été résolues & disposées de cette sorte à entrer en Négociation de part & d'autre, on en donnera avis à tous les Princes & Etats d'Allemagne, par une Lettre succincte & modérée, qui soit écrite & reçue sans éclat, afin qu'elle ne puisse rien gêner, & qu'elle serve seulement à hâter leur venue, par l'assurance qu'ils recevront, qu'on est prêt d'entrer en matiere.

3. Qu'en attendant qu'ils viennent, ne pouvant rien traiter d'importance, sans faire une action contraire aux Lettres, que nous leur avons écrites, & aux protestations que nous avons faites publiquement, de ne pouvoir traiter sans eux, nous mettrons le point de leur venue en Négociation, & proposerons, tant ici, qu'à Osnabrug, pour premier Article, qu'il soit fait diligence de part & d'autre, pour les faire venir promptement, à quoi nous ajouterons de notre côté la liberté de Mr. l'Electeur de Trêves, que nous demanderons un peu plus expressément que les Suedois, parce que l'honneur de S. M. y est en quelque sorte intéressé, & que lesdits Suedois disent qu'ils veulent la comprendre dans la demande generale, qu'ils feront de la venue de tous les Princes; en quoi vous voyez, Monsieur, qu'ils se sont trouvés entierement conformes à notre opinion, & qu'ils ont approuvé la proposition, que nous avons eu le bien de vous faire, par notre Dépêche précédente. Ils demeureront d'accord, que c'est un préalable absolument nécessaire pour établir juridiquement le droit de faire la Paix, lequel nous ferons voir par cette instance n'appartenir pas à l'Empereur tout seul dans l'Empire, sans le consentement des susdits Princes & Etats.

1644.

4. Que jusques à ce que lesdits Princes & Etats, ou leurs Députés, soient venus, on n'entamera de part & d'autre aucune matiere, pour ne faire pas préjudice à notre demande, & au droit de faire & résoudre la Paix, auquel nous avons si grand intérêt de les associer avec l'Empereur.

5. Qu'après qu'il y aura ici un nombre suffisant de Députés, de la part desdits Princes & Etats, nous mettrons sur le tapis la question du droit de faire la Guerre, afin qu'il soit déclaré, par le consentement unanime des Etats de l'Empire, qu'il n'appartiendra pas ci-après à l'Empereur de déclarer la Guerre à aucun Prince voisin de l'Empire, sans leur consentement, & sans une résolution précédente d'une Diette libre & generale. Nous avons les uns & les autres d'autant plus d'intérêt d'insister en cet Article, qu'outre que l'autorité de l'Empereur en sera affoiblie, & la sûreté des Princes voisins affermie, la contrevention à cette Loi a donné sujet à la Guerre, qui se fait aujourd'hui dans l'Empire par les deux Couronnes, à cause que l'Empereur, de son seul mouvement, sans l'avis des Etats, & par la seule instigation du Conseil d'Espagne, s'est voulu ci-devant mêler dans les Guerres étrangères, où il n'avoit point d'intérêt, ayant envoyé une partie des forces d'Espagne de l'Empire contre le Roi de Suede, lorsqu'il faisoit la Guerre en Prusse; ayant fait la même chose avec plus d'éclat & plus grand nombre de forces, contre le feu Roi en Italie, quoiqu'on n'eût jamais mis en doute les droits de l'Empereur ni de l'Empire sur les Duchés de Mantoue & de Montferrat, ni les devoirs que le Souverain de ces deux Etats est obligé de lui rendre, en prenant l'Investiture, & qu'il ne fût question que de conserver un Prince dans la possession des Etats, qui lui étoient échus par la succession, & dont les Espagnols, sans aucun titre ni raison, avoient entrepris de le dépouiller.

Opinion des  
Suedois pour  
la plus gran-  
de sûreté de  
la Paix.

Nous sommes obligés à ce propos de vous avertir d'une opinion des Suedois, que nous avons comprise dans le discours de Mr. Salvius. Ils croient que, si l'on peut obtenir l'article précédent, & qu'il en soit fait une Constitution de l'Empire pour l'avenir, ce sera une sûreté suffisante pour le Traité qui pourra être fait présentement avec l'Empereur; & nous avons remarqué, qu'ils n'inclinent pas, au moins jusques à présent, à l'ouverture que nous avons faite d'une Ligue generale, pour la sûreté dudit Traité, dans laquelle on puisse faire entrer tous les Princes, tant d'un Parti que d'autre; en quoi nous nous sommes aperçus qu'il y a toujours beaucoup de la Faction Protestante dans leurs dessein, & que bien souvent elle est plus dominante dans leur esprit que la Raison politique. Nous n'avons pas encore assez entoncé cette matiere pour vous en pouvoir dire certainement leur résolution; lorsque nous en aurons discouru ensemble plus ouvertement, nous vous pourrions plus clairement expliquer leurs sentimens, & agir pour faire réussir cette proposition, selon qu'il nous fera ordonné.

Quant à la seconde demande, que nous vous avons marqué, par notre précédente Dépêche, pouvoir être faite, lorsque les Députés des Princes & Etats de l'Empire seront arrivés, à savoir que l'Amnistie generale soit accordée, & que toutes choses soient remises en Allemagne, au même état qu'elles étoient en l'année 1618. ils n'y font point de difficulté, & croient, aussi-bien que nous, qu'elle doit être faite en cette forme. Nous avons même remarqué, qu'ils se trouvent en quelque sorte obligés, de ce que

dans cette demande, la restitution de la Maison Palatine, tant dans les Etats, que dans la Dignité Electorale, se trouve; mais l'addition que nous avons crû y devoir être faite, que maintenant les deux Couronnes retireroient leurs Armes de l'Empire, & ne prétendroient pas d'y conserver leurs Conquêtes; ils sont si attachés à leurs intérêts particuliers, & ont si grand peur de les abandonner, qu'ils ne se peuvent résoudre à s'en relâcher même en apparence. Nous leur avons assez fait comprendre, qu'ils ne doivent pas craindre, que nous soyons pris au mot, ni les uns, ni les autres, n'y ayant pas d'apparence, que l'Empereur veuille rétablir l'Electon du Royaume de Bohême, que le Duc de Baviere veuille rendre le haut Palatinat, ni la Dignité Electorale, & que l'addition de rendre toutes nos Conquêtes ne tend qu'à donner plus d'éclat à notre offre, pour la faire recevoir plus agréablement de tous les Allemands: puisqu'elle est superflue, & s'entend nécessairement comprise dans le rétablissement de toutes choses, en l'état qu'elles étoient en l'année 1618. ce qui ne sauroit être fait, supposé qu'il soit accordé, sans que nous fissions de notre part ce que l'Empereur feroit du sien. Ils reconnoissent bien que cela est veritable, & en demeurent persuadés; mais avec tout cela ils témoignent toujours de vouloir mettre un petit mot de leur satisfaction particuliere, pour tant de pertes & de dépenses qu'ils ont souffertes, pour récompense desquelles ils veulent avoir droit de retenir la Pomeranie, ou du moins des Places de cette Province, & du Mekelbourg, qui sont situées sur la Mer Baltique; de quoi nous n'avons pas tâché de les dissuader en effet, afin qu'ils nous aident, quand il sera tems, à retenir ce que nous possédons; mais seulement de faire des démonstrations publiques, qui sont nécessaires pour sortir de cette Guerre, avec l'affection des Princes d'Allemagne, en leur faisant voir, que si nous sommes forcés de retenir nos Conquêtes pour notre sûreté particuliere, ce n'est qu'après n'avoir pu obtenir ce que nous avons demandé pour la sûreté publique.

Ce que nous avons appréhendé auprès des Suedois n'a pas manqué de nous arriver; car ils ont été avertis de Paris, par leur Ambassadeur, qu'il y étoit arrivé un Député du Duc de Baviere, lequel ne s'étoit point encore fait connoître à Mrs. les Ministres. Mr. Salvius nous a voulu sonder là-dessus, pour savoir si on étoit disposé d'entrer en quelque Traité avec nous, & d'entendre à la proposition d'une Neutralité qu'on disoit qu'il l'avoit chargé de faire. Nous lui avons répondu, que nous avions eu diverses Lettres, venant de ceux qui ne favent que les nouvelles de la basse cour, qui parloient de l'arrivée de ce Député; mais que n'en ayant reçu aucun avis de votre part, nous avions sujet de croire que c'est un bruit sans fondement, & qu'en tout cas il devoit être assuré, qu'on n'écouterait jamais aucune proposition de ce côté-là, sans nous donner charge aussi-tôt de lui en communiquer, & à son Colleague, & sans y menager l'intérêt de la Suede avec celui de la France.

Avant que de nous séparer, nous lui avons demandé, si en cas que nous entrions en quelque Négociation avec les Imperiaux, pour ôter aux Espagnols le sujet qu'ils auroient de se plaindre, nous les tenions cependant sans rien traiter avec eux, nous ne pourrions pas mettre quelque proposition sur le tapis qui les regarde particulièrement, comme pourroient être les Affaires d'Italie; qu'encore que la Suede n'eût point d'intérêt particulier à cela, nous n'en avons pas voulu prendre la résolution, sans la leur

1644.

L'arrivée  
d'un Député  
de Baviere  
à Paris allar-  
me les Sue-  
dois.



1644.

leur communiquer, dont il nous a fort remercié & promis de le faire savoir à son Collegue.

Nous ne lui avons donné part de cette pensée que par civilité, & pour conserver de plus en plus la bonne intelligence, qui doit être entre nous; mais nous craignons bien de ne la pouvoir pas effectuer, qu'après en avoir informé Mrs. les Etats, & en avoir eû auparavant leur consentement formel, vû que le dernier Traité, que nous avons fait avec eux, nous obligeant de ne rien faire que d'un mutuel consentement, ils pourroient trouver mauvais que nous fussions entrés en Conférence avec notre Ennemi commun, non seulement sans eux; mais avant l'arrivée de leurs Députés. C'est pourquoi nous avons résolu, aussi-tôt après le départ de ce Courrier, de faire une Dépêche en Hollande, & de charger le Sr. Brasset de donner part à ces Mrs. de tout ce qui a été fait & résolu ici en dernier lieu, afin de prévenir les moindres plaintes, qu'ils pourroient faire. Nous sommes &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A LA REINE.

Du 26. Novembre 1644.

*Accord fait avec les Imperiaux & les Espagnols.*

M A D A M E,

**A**YANT ajusté ici avec les Commissaires de l'Empereur & du Roi Catholique la forme des nouveaux Pouvoirs qui doivent être expédiés de part & d'autre, & en même tems convenu avec eux que ce qui sera traité, pendant qu'on les fera venir, sera stable & ferme, nous avons estimé en devoir donner avis à V. M. par un Courrier exprès, afin qu'elle lui soit portée plus sûrement & plus vite, sachant la satisfaction que V. M. recevra de voir ce bon acheminement à la Négociation de la Paix, & les difficultés qui nous avoient empêché jusques-ici de la commencer heureusement surmontées. Nous attendrons avec impatience la réponse de V. M. tant pour être assurés, que ce que nous avons tâché de faire ici pour son service ne lui a pas été désagréable, que pour recevoir des premiers, s'il est possible, le Plein-pouvoir qui nous doit être envoyé, suivant la Minute, que nous en avons mise dans cette Dépêche.

Nous avons été avertis, que nos Parties feront toutes sortes de diligences, pour recevoir le leur au plutôt; ce qui nous fait croire que V. M. ne voudra pas que nous soyons devancés par eux en cette occasion, qui leur donneroit quelque sorte d'avantage dans l'opinion du Public. Nous avons adressé à Mr. de Brienne

des Copies de tous les Actes qui ont été faits, & lui avons donné une ample information de tout ce qui s'est passé, afin de n'être pas obligés d'importuner V. M. d'une trop longue Lettre. Nous remettant au compte que ledit Sr. de Brienne aura l'honneur de lui en rendre, nous finirons celle-ci en priant Dieu, qu'il lui plaise combler V. M. de ses graces, & lui donner en parfaite santé très-longue & très-heureuse vie. &c. &c. &c.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N,

A Paris le 26. Novembre 1644.

*Touchant la sûreté des Dépêches. La Cour veut terminer l'Affaire d'Oostfrise. On se plaint du peu de civilité des Commissaires de Mrs. les Etats. Touchant le Prince de Transilvanie. Les François obtiennent que, dans les Plein-pouvoirs des Imperiaux & des Espagnols, il y aura une Clause en faveur de leurs Alliés. Il n'approuve pas que les Ambassadeurs aient pointillé sur les termes. On consent que Mr. de St Romain demeure auprès des Plenipotentiaires plutôt que d'aller à Mayence. Crainte que les Suedois ne se fâchent si le Pape envoie un Nonce extraordinaire. Il donne avis de l'ordre mandé à Mr. de la Thuillerie de ne point engager la Cour à la garantie du Traité des Couronnes du Nord. On n'appréhende pas les Espagnols en Catalogne, où l'on a envoyé Mr. le Comte de Harcourt. La Lettre des Suedois aux Princes de l'Empire conçue en termes très-forts. La France ne veut point assister l'Electeur de Brandebourg contre le Duc de Neubourg, de peur que les Calvinistes ne deviennent trop forts. Le procédé des Espagnols blâmé. On espere bien du Pape. On se contente que les Electeurs de Baviere & de Cologne envoient leurs Députés à Munster. Il souhaite que les Plenipotentiaires préfèrent*

Accord fait avec les Imperiaux, & les Espagnols.

1644.

*ferent les Affaires d'Allemagne à celles d'Italie. L'offre de retirer d'Allemagne les troupes, pourvu qu'on soit assuré que les choses seront rétablies sur le pied de 1618. mérite d'être examinée à loisir. Ceux de la Ville de Cologne ont écrit à la Reine; mais ils sont trop dépendans de l'Empereur.*

## MESSIEURS,

LE vingt-trois du courant vos Lettres des cinq & douze m'ont été rendues. Bien que longues, je les ai lûes à Sa Majesté & donné part de deux Memoires, que l'Ambassadeur de Venise me bailla le lendemain 24., duquel je vous parlerai en son lieu. Je répondrai aux vôtres selon leur ordre, autant que je pourrai, sans m'en départir, si la bienfaisance ne m'y oblige pour n'user de redite.

Touchant la  
sûreté des  
Dépêches.

En celle du 5. vous proposez l'établissement de deux Fregates à Calais ou Gravelines, pour porter les Dépêches de Sa Majesté, & remontrer, que cela fera de peu de coût & rendra les Espagnols plus retenus à ne faire voler les Dépêches qui seroient envoyées par la Flandre, voyant que l'on a un chemin assuré, sans passer par leurs Etats. Mais le peu de sûreté qu'il y a sur la Mer, la nécessité de passer par devant Dunkerque, Ostende & Nieuport, ayant fait juger que lesdites Dépêches ainsi exposées à la Mer & au Vent contraire seroient souvent tardées, & qu'il falloit que le respect de celui qui les écrit empêchât qu'elles ne fussent prises, on a donc jugé à propos d'adresser les nôtres à vous ouvertement, comme vous ferez les vôtres, soit au Roi ou à moi, & les confier au Maître des Courriers François qui les adressera à celui d'Anvers, qui en fera rendu de cette forte responsable; résolu de deça de faire valoir la liberté qui doit être à l'envoi des Dépêches, soit en nous plaignant s'il y échec contravention, ou usant du même droit retenir les Courriers d'Espagne; & pour lors, soit pour passer par Calais ou ailleurs, il faudroit vous écrire.

La Cour veut  
terminer l'affaire d'Oost-fuisse.

Déjà nous avons sù que l'affaire de l'Oost-fuisse étoit assoupie, mais non pas pacifiée; & étant de conséquence d'y faire mettre une dernière main, Sa Majesté se résoudra de faire faire tous les offices qu'il conviendra pour cela à la Haye, soit en donnant charge à celui qu'Elle y enverra résider, ou à quelqu'autre personne plus qualifiée qu'Elle y dépêchera, d'en presser Messieurs les Etats, leur en remontrant les suites & les conséquences, & de faire souvenir Monfr. le Prince d'Orange de son propre engagement, afin que l'on prenne des Expediens à la satisfaction des Parties, leur conservant la reputation, avec les Quartiers & les Contributions à Madame la Landgrave. Et puisque vous jugez que les offices de Sa Majesté seront plus considérés étans faits directement d'Elle à Messieurs les Etats, vous ferez exemptés de vous en plus entremettre, mais non d'envoyer le Memoire que vous promettez, dont je vous fais souvenir. Sans attendre que celui qui doit résider à la Haye parte, l'on s'est résolu d'y faire plainte du peu de civilité dont ont usé en votre endroit les Commissaires de Messieurs les Etats, & présentement j'écris à Brasslet, qu'avant que se congédier de Monfr. le Prince d'Orange, il lui en fasse nos plaintes & qu'il l'engage à en porter

On se plaint  
du peu de civilité des  
Commissaires de Mrs.  
les Etats.

notre ressentiment à Mrs. les Etats, & de leur faire comprendre combien leur façon d'agir est desobligeante. Soit que leurs Ministres eussent le titre d'Ambassadeur, ou non, ils doivent respect à ceux de France, & il leur fera si nettement parlé & écrit de cette matière, qu'ils auront sujet une fois pour toutes de le tenir pour dit, que, pour améliorer leur condition au fait des Titres & de la conduite ou réception des leurs, c'est de déferer tout à cette Couronne, recevoir d'elle ce qu'elle voudra leur accorder, sans rien prétendre ni diminuer.

Il a été fait grande réflexion sur ce que vous avez écrit au sujet du Prince de Transilvanie; l'on s'est bien souvenu de ce que vous avez baillé une Instruction à Monfr. de Croissy de ce que je vous avois écrit en la Dépêche dont vous m'avez envoyé l'extrait; mais toutes les raisons & considérations n'ont pu faire qu'il fût prise une autre résolution, que celle dont ci-devant il vous avoit été fait part, savoir est de le faire comprendre dans le Traité general, lui donner part de ce qui se résoudra, mais non d'entrer en obligation précise de ne faire la Paix que conjointement avec lui; & l'on juge qu'il y doit avoir quelque privilège à celui qui donne de l'argent plus qu'à celui qui le reçoit. Mais si par adresse ledit de Croissy lui pouvoit persuader d'envoyer ses Députés à Munster & à Osnabrug, & se déclarer que c'est en l'Assemblée generale qu'il veut que ses Intérêts soient discutés & être compris en la Paix generale, on convient avec vous que ce seroit un grand service. Pour les autres Conditions qui ne regardent que l'argent, on ne voudroit pas avoir dénié la moindre de celles qui lui ont été promises par les Suedois; & comme de notre côté nous sommes résolus de payer au jour & lieu nommé le cottisé du Subside auquel on nous a obligé & de ce qu'il faudra pour l'entretien de quinze cens hommes de pied faisant moitié de trois mille, nous désirerions que les Suedois y satisfissent aussi de leur part, & nous nous chargerions volontiers de payer à leur acquit ce qu'il faut pour ce Prince en déduction de ce que nous leur avons promis. Quant au Pouvoir que vous insistez être envoyé audit Sieur de Croissy, vous l'aurez avec cette Dépêche, ou au plus tard à l'Ordinaire prochain; mais il vous souviendra, en le lui adressant, de lui faire remarquer que, bien qu'il soit ample & général, pour cela il ne se doit entendre au delà de ce qui lui est prescrit par ses Instructions.

En votre Lettre du cinq vous faites mention comme les Pouvoirs sont agités entre les Commissaires de l'Empereur & du Roi Catholique & vous; qu'après une longue dispute, vous avez emporté qu'en ceux que les Plenipotentiaires de l'Empereur & dudit Roi sont obligés de recouvrer, il y aura clause qui les autorisera de traiter avec nos Alliés, desquels même dans le vôtre il sera fait mention, & combien vous avez eu de peine de gagner cela sur eux pour plusieurs raisons que vous nous avez mandé, & comme même le peu de soin qu'avoient pris les Suedois de l'Intérêt desdits Alliés en ce particulier avoit été une raison puissante en la bouche desdits Médiateurs pour vous en faire départir.

De votre fermeté vous avez été loués bien plus de ce qu'ayant fait connoître aux Suedois qu'ils s'étoient obligés en ce point, vous les ayez disposés à convenir de leur faute en appuyant fermement les Intérêts des mêmes Alliés, dont à la vérité il faut toujours prendre soin & de conserver toujours aux Princes de l'Em-

Touchant le  
Prince de  
Transilvanie.

Les François  
obtiennent  
que, dans les  
Pleinpouvoirs  
des Impériaux & des  
Espagnols, il  
y aura une  
Clause en fa-  
veur de  
leurs Al-  
liés.

1644.

L'Empire le droit qui leur est acquis de contracter des Alliances avec les Etrangers sans que cela leur puisse être imputé à crime. Mais il leur importerait peu que dans votre Pouvoir il fût fait mention d'eux, pourvu que traitans vous missiez en considération la justice de leurs demandes, & m'étant déjà expliqué une fois sur ce sujet, je ne ferai point de redite, & soit que vous emportiez ou perdiez ce qui est encore, ce semble, en question, cela sera reçu également, pourvu que lesdits Princes Allemands restent satisfaits avec lesquels vous êtes autorisés de passer telles obligations que vous jugerez utiles à cet Etat & à eux.

Sur ce que vous avez protesté vous acquiescer cet avantage que d'être en droit de demander des Saufconduits pour les Ministres du Prince de Transilvanie & du Roi de Portugal, sans qu'on les puisse refuser, votre contestation n'aura pas été inutile, je ne doute point que vous ne l'obteniez de l'Empereur. Pour ce que vous prétendez des Espagnols, c'est la question. Il y a déjà du tems que je suis pressé de l'Ambassadeur de Portugal de rapporter au Conseil un Mémoire qu'il m'a mis en main qui ne tend qu'à vous faire ordonner cette instance pour eux; mais je dilaye tant que je puis, & jusques à ce que j'aye de vos nouvelles, je continuerai, d'autant plus que ce que vous me mandez me donne lieu à le faire & qu'il sera mieux de prendre notre résolution après que nous aurons connu l'intention des Espagnols & ce que vous aurez remporté sur eux qui donnera ouverture à cela même.

Voici le lieu, ce me semble, auquel il convient que j'interrompe l'ordre que jeme suis établi de répondre de suite aux points de votre première Lettre, pour vous donner part de ce que m'a dit l'Ambassadeur de Venise, duquel j'ai compris, ainsi que de votre dernière Dépêche, que vous étiez d'accord de la forme de vos Pouvoirs; même d'avancer vos Conférences en vertu des Pouvoirs, quoi que vous les ayez vus de part & d'autre defectueux. Son intention étoit de me persuader que vous étiez en tort, tant à son jugement que de Mr. Contarini, d'avoir refusé de signer un Aste proposé à l'effet du Traité, sur ce qu'après qu'il y est fait mention de l'Empereur, il y est parlé des Rois de France & d'Espagne sous un terme collectif de ces deux Couronnes, que vous ayez désiré, sans néanmoins vous y trop affermir, que le même collectif eût compris l'Empereur comme les Rois, disant, *Essendo aggristate ultimamente le Plenipotenze de una parte & de l'altra, ove le trè Plenipotenze*, & que les Espagnols ayans divers Exemples à leur avantage, comme en fait foi le Traité de Quierasque, c'est trop pointiller avec eux.

M'étant souvenu de ce que vous m'avez écrit, je suis demeuré fort retenu avec lui & essayé de lui faire connoître que la France n'ayant jamais souffert de compétence ni pris aucun parti qui lui égalât l'Espagne, je ne pouvois être de son sentiment & que je croiois que vous auriez ajusté cet Ecrit tout de même, que le Plenipotentiaire en avoit informé Sa Majesté; & parce que vous ne m'avez rien mandé sur ce sujet, la réponse que je lui avois fait a été approuvée, & que je vous donnois simple information de ce qui s'étoit passé entre nous, sans passer outre. Pourtant je me suis aperçu que le terme des *deux Couronnes* en la bouche & en l'Ecrit d'un tiers n'est pas estimé offensant.

Je reprends le fil de mon discours au lieu auquel j'en étois sorti, qui est sur le point qui concerne Mr. de St. Romain que l'on consent

TOM. II.

demeurer & servir sous vous; Messieurs, plutôt que de l'envoyer à Mayence, & vos raisons ont fait ce que les miennes n'auroient pu gagner de l'heure que cette proposition fut avancée. On n'espère pas gagner cet Electeur, bien que son Neveu le veuille tenter, auquel par une voye secrète je ferai toucher la pension. Monfr. d'Anguien a rendu témoignage en sa faveur d'être autorisé dans le Chapitre, duquel il est Doyen, & très-zélé au service & bien de leurs Majestés.

Pour Mr. Chigi, je vous ai mandé les diligences dont nous avons usé en ce qui a été fait à son avantage avec adresse ou point trop à découvert, même la pensée du Pape pour l'envoi d'un Legat, lequel ayant rejeté celle d'en dépêcher trois, pour éviter la dépense, a voulu se servir de Caponi seul, auquel étoit son inclination pour réserver cette place à son Neveu. J'estime qu'il n'y a plus rien à dire sur ce sujet, seulement de ménager l'avantage dudit Chigi avec toute adresse & profond secret; à quoi je trouve tant de disposition, qu'il doit être très-obligé à cette Couronne.

Il seroit bien fâcheux que les Suedois se gendarmaient si cela arrivoit, & l'envoi d'un Nonce extraordinaire leur donneroit la même jalousie; ce qui me semble être en execution de ce que nous ne pouvons pas contrarier; puisque c'est un honneur qu'on nous veut rendre & que ce seroit donner ouverture à la revocation de Monsieur de Chigi, que nous ferions connoître par ce procédé nous être trop confidant; mais ils doivent avoir meilleure opinion du Gouvernement de la Reine & se tenir assurés en sa parole Royale, qui n'écouterait ni conclurra aucun Traité qui contrevienne à ce qui est capitulé entre nous; & certes sa fermeté passée l'ordinaire des Femmes & son courage ne cède en rien à celui d'aucuns Rois.

Puisque Don Miquel de Salamanca a été tel que vous le dépeignez & dont nous avons sujet de convenir avec vous, nous louons Dieu qu'il s'arrête auprès de Don Castiel Rodrigo; mais il a trop parlé s'il prétend que son artifice puisse servir à un autre & nous nous rendrons très-difficiles à accorder de pareilles graces. Don Francisco de Melos l'estime peu & s'en est ouvert allés librement.

Si ma mémoire ne me trompe, je crois que vous avoir écrit qu'il étoit mandé à Monsieur de la Thuillerie d'éviter tout autant qu'il pourroit d'engager Sa Majesté à la garantie du Traité qu'il a ordre de ménager, & ne s'y porter qu'en toute extrémité & recherché des deux Parties. Présentement je lui réitère le même ordre, & diminue en quelque sorte la facilité qu'il en avoit eu, lequel sans doute en éloignera la proposition par les raisons que vous lui avez écrites, & pour reconnoître combien cela avoit de suite; mais si la Paix ou la Guerre dépendoient de cet engagement sous la condition première, sans laquelle on ne sauroit le vouloir, je tiens qu'on passeroit condamnation, & ce que vous avez mandé qu'il falloit faire pour assoupir le différend d'entre ces Couronnes pour un des fondemens de cette résolution; mais la gloire du Roi de Dannemark & celle des Regens de Suede nous retirera de cet embarras; car bien qu'ils soient sages, ils ont grande opinion de leur puissance.

Celle des Espagnols n'est pas telle qu'elle nous fasse appréhender qu'en nous chassant de la Catalogne ils puissent jamais esperer de remettre le Siège devant Perpignan. Un Corps médiocre & ce que trois Dioceses du Langue-

1644.  
plus des Plenipotentiaires plutôt que d'aller à Mayence.

Crainte que les Suedois ne se fâchent si le Pape envoie un Nonce extraordinaire.

Il donne avis de l'ordre mandé à Mr. de la Thuillerie de ne point engager la Cour à la garantie du Traité des Couronnes du Nord.

On n'appréhende pas les Espagnols en Catalogne, où l'on envoie Mr. le Comte de Harcourt.

Il n'approuve pas que les Ambassadeurs aient pointillé sur les termes.

On consent que Mr. de St. Romain demeure au-

A a

doc

1644.

doc fourniront sans peine, garantiront cette Place; mais ceux qu'on a résolu de faire passer sous le commandement de Mr. le Comte d'Harcourt nous promettent non seulement d'y rétablir nos affaires, mais d'y améliorer notre condition & celle de ce Peuple, dont la fidélité mérite de grandes louanges. En ce faisant, on exécute le conseil que vous ouvrez & qui a été pris à l'exclusion de tout autre sans aucune restitution, sans toutefois rompre les autres projets qu'on a formés sur les avantages reçus en la dernière Campagne, & grâces à Dieu, nous ne manquons ni d'hommes ni d'argent, dont pourtant nous ne laissons d'être ménagers, afin de n'être jamais nécessités d'écouter des conditions honteuses pour n'avoir pas de quoi continuer la Guerre.

La Lettre des Suedois aux Princes de l'Empire conçue en termes très-forts.

Bien que les Suedois aient écrit des Lettres excitatives aux Princes de l'Empire dont les termes sont pressans & plus fâcheux à supporter à ceux de la Maison d'Autriche que ceux énoncés en la vôtre, ils les dissimuleront, craignans bien moins qu'ils ne fassent impression que la vôtre & pour appréhender davantage les forces de cet Etat & que les Princes Catholiques ne se lient; ce qu'ils ne craignent point de l'autre côté & même que les Protestans y prennent plus d'attache, voyans bien qu'ils ne peuvent être défendus que par nous.

La France ne veut point assister l'Electeur de Brandebourg contre le Duc de Neubourg, de peur que les Calvinistes ne deviennent trop forts.

L'Electeur de Brandebourg donne bien témoignage de cette vérité en nous faisant rechercher Leurs Majestés, estimant qu'il faut cultiver son affection pour lui insinuer de prendre de fortes résolutions; mais éviter de lui faire espérer de l'assister directement ni indirectement contre le Duc de Neubourg. Il échec de craindre la trop grande puissance des Calvinistes, & lui-même se tient si assuré des Etats & du Prince d'Orange, que cela donne sujet de marcher plus retenu avec lui. De plus il seroit très-difficile de persuader à Madame la Landgrave de lui remettre la Ville de Calcar; & cela ne se pouvant faire que par nos instances, vous jugez bien que ce seroit de nouveau offenser l'Electeur de Cologne & le Duc de Bavière, lesquels vous ont mandé être prêts de députer à Munster; & leur Exemple y attirera sans doute beaucoup d'autres; ce qui nous est très-avantageux, & la force que font les Ennemis pour les en dissuader nous est une raison convainquante du profit qui nous en peut arriver; & ce que cet Electeur de Brandebourg avance de se soumettre à l'arbitrage de Sa Majesté, si l'autre vouloit faire le semblable, est une proposition captieuse, d'autant qu'il fait bien que Neubourg ne s'y résoudroit point aisément, après même avoir été offensé de nous. S'il juge qu'il lui soit utile de faire la Guerre, il la peut commencer, & lors qu'ils seroient aux mains, il seroit tems de délibérer quel parti nous aurions à épouser.

J'ai remis à Monsieur Hœufft les Ordonnances de vos Appointemens: Monsieur de Bailloul a promis de les faire acquitter, & fait excuse de n'y avoir pas pourvu. J'éviterai de parler en la suite de cette Lettre, commençant de répondre à la vôtre du 12, des matières dont je me suis assez expliqué & qui avoient été par vous, Messieurs, touchées en l'une & en l'autre; je veux dire des Pouvoirs & de tout ce qu'il y a de la dépendance, hormis en ce qui concerne le Pape.

Le procédé des Espagnols blâmé.

Le procédé des Espagnols doit être blâmé par tous les gens loyaux, & le piège qu'ils vous avoient voulu dresser tourne à leur confusion. Si cela restoit en question, je vous dirai que, sans s'arrêter aux considérations par

vous prises sur l'occasion du tems, on vous ordonneroit de nommer le Pape dans votre Pouvoir; ce qui est déferé à la médiation ou à la dignité, autant qu'à la personne de celui qui est maintenant élevé à cette Dignité, nous n'avons qu'à en bien espérer. On juge à la vérité qu'il a inclination pour l'Espagne; mais ceux de la Maison en prennent d'autres & la vigueur avec laquelle nous avons agi, châtiant le Cardinal Antoine, a été fort bien reçue du Pape, & du Public; & sa belle-Sœur s'est écriée, quel malheur ce leur avoit été de prendre Alliance en une Maison haïe de la France. Quand l'on aura vu que l'on ne choye pas davantage Monsieur le Marquis de St. Chaumont, ni le Cardinal Theodoli, cela fera encore considérer au Pape que la France ne se conduit pas à baguette & qu'il la faut rechercher & lui plaire pour y avoir de l'autorité. Il est bon que vous informiez Mr. le Cardinal Richi de tout ce qui s'est passé sur ce fait, afin qu'il en fasse donner information, & qu'il convient que Monsieur le Nonce s'en fasse aussi entendre adroitement à qui il jugera le devoir faire. On a voulu ôter le nom de Sa Sainteté quand on l'a trouvé; on l'a désiré mettre pour en faire parade; & quand on l'a consenti, on prend parti de l'ôter.

J'attendrai avec le double du Pouvoir concerté celui de nos Parties, & l'information que vous me promettez de tout ce qui s'est passé contre vous; le tems qu'on mettra pour le lire ne sera pas perdu. Sur les Lettres de Monsieur le Duc de Bavière & celle de Monsieur l'Electeur de Cologne il y auroit beaucoup à dire; mais pourvu qu'ils satisfassent à l'envoi de leurs Députés, tout doit être oublié. Je m'étonne qu'on l'ait promis à ces deux-ci & qu'on l'ait dénié à Brandebourg; car, pour y avoir plus de confiance, ils n'ont que le droit commun. Il n'y a point en cette Cour de Gentilhomme de la part de l'ainé; souvent on écrit qu'il vient & tout cela est retardé; mais les Suedois n'en doivent être en ombrage. Ce que j'ai dit au sujet du Légat se doit aussi appliquer à celui du Gentilhomme, & desirer que vous suiviez l'ordre porté par vos Instructions pour proposer les diverses matières qu'elles contiennent, sans y apporter nul changement que celui qui vous a été mandé de préférer les affaires d'Allemagne à celles d'Italie, ayant au préalable établi la sûreté du Traité par la voye de la Ligue. Si cela se peut, ainsi qu'il est porté édictes Instructions; & cela ne se pouvant exécuter que nous les Princes intéressés ne soient par eux ou par leurs Députés édictes Lieux de l'Assemblée, que l'ouverture que vous faites de demander qu'ils y soient intimés est juste, & cela doit être bien reçu du Public ensuite de la liberté de l'Electeur de Treves; & en l'une & en l'autre de ces propositions, vous ferez sans doute secondés des Ministres de Suede.

Mais pour l'ouverture que vous faites de déclarer que Sa Majesté se résoudra de retirer ses forces de l'Empire, pourvu qu'on ait assuré l'exécution de la Paix & qu'on remette les choses en tel état qu'elles étoient en 1618, tant Sa Majesté que tous ceux qui sont de son Conseil ont jugé qu'il falloit du tems pour s'en résoudre, d'autant que cette ouverture seroit croire que nous insisterions bien légèrement pour conserver ce que nous y avons occupé, & donneroit espérance à l'Ennemi & ne produiroit nul bon effet. Aussi ai-je fait remarquer que vous n'avancez cette ouverture que pour être éclaircis & dans l'opinion qu'elle seroit rejetée de l'Empereur & du Duc de Bavière;

1644.

On espere bien du Pape.

On se contente que les Electeurs de Bavière & de Cologne envoient leurs Députés à Munster.

Il soubaire que les Plénipotentiaires préfèrent les Affaires d'Allemagne à celles d'Italie.

L'offre de retirer d'Allemagne les troupes, pourvu qu'on soit assuré que les choses seroient rétablies sur le pied de 1618, mérite d'être examinée à loisir.



1644.

viere; & néanmoins cela n'a pas fait qu'on ait changé de résolution. Il seroit bien à propos que vous missiez par écrit ce qui est à craindre, ou à espérer de cette Proposition, afin que cela nous servit de pied, pour délibérer sur la matière.

J'ai reçu le Double du Chiffre, que vous avez baillé à Mr. de Bregi, & duquel j'étois en peine; & ayant su que le Gouverneur de Zooest avoit retardé les Courriers, j'en ai fait plainte à Mr. de Polelme, qui a promis de lui en écrire, ainsi que je ferai à Mr. de Beauregard. Je ne doute point que Madame la Landgrave ne le blâme.

Ceux de la Ville Impériale de Cologne ont écrit à Sa Majesté; mais en des termes trop attachez & dépendans de l'Empereur, sans l'approbation duquel vous n'aurez point de leurs Députés. Je n'ai pas jugé qu'il leur fallût faire de réponse. Je vous pardonnerai de vous plaindre de ma longue Lettre. Je suis &c.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 3. Decembre 1644.

*L'Ambassadeur de Portugal fait des instances à la Cour, afin qu'on travaille à Munster, pour y faire recevoir les Ambassadeurs du Roi son Maître. La Cour y consent, pourvu que cela n'augmente pas les difficultés pour le Traité. L'Ambassadeur des Etats arrive à Paris, chargé de Propositions difficiles. L'Ambassadeur des Etats fait connoître que, si l'on peut leur obtenir une longue Trêve avec les Espagnols, ils tiendront la France quitte de toute obligation. On envoie aux Ambassadeurs de l'Argent pour leurs Appointemens. Le Pape veut envoyer trois Nonces extraordinaires, pour exhorter les Rois à la Paix. On parle d'une Ligue en Italie. Mr. de Bregi est bien reçu en Pologne.*

MESSIEURS,

J'Aurois été en peine, n'ayant pas eu de vos nouvelles le jour accoutumé, s'il ne m'étoit venu, que, par le précédent Courier, vous m'avez mandé que vous m'en dépêchiez un Extraordinaire, lequel vous pouvez avoir retardé un peu plus que vous n'aviez dé-

libéré, afin de nous envoyer par lui une exacte information de tout ce qui s'est passé en vos Conférences, sur le sujet des Pouvoirs, & d'un Ecrit, dont l'Ambassadeur de Venise m'a entretenu, ainsi que je vous l'ai mandé.

Présentement, que je n'ai point à répondre à vos Lettres, & que je ne puis pas consentir d'omettre un seul jour d'Ordinaire, sans vous donner compte des vives instances, qui nous sont faites par l'Ambassadeur de Portugal, à ce qu'en conformité de ce qui est porté par vos Instructions, qu'il tient lui avoir été communiquées en ce point, par les assurances expressees qui lui en furent données, que vous ayez à en faire de telles envers les Médiateurs, afin qu'eux de leur côté les portans avec une pareille force ils obtiennent des Ministres Imperiaux, ou du Roi Catholique des Sauf-conduits, pour ceux que son Maître veut envoyer à Munster. On est bien d'avis de cela même; mais non que, les autres le refusans, cela donne lieu à une rupture, à quoi ces gens-ici tendroient; mais au contraire, que vous vous contentiez de vous pouvoir justifier à leur endroit, & envers le Public de ne l'avoir fait qu'à bonne intention, recherchez & obligez de le faire, sans toutefois porter si avant, que cela pût donner soupçon que nous recherchions à augmenter les difficultés qui se rencontrent au Traité. Mais comme on ne voudroit rien entreprendre, qui pût faire porter un tel Jugement, on desire que notre dessein soit si secret, que la disposition que nous avons à nous relâcher ne soit un moyen de refus. Il me souvient fort bien de ce que vous m'avez écrit, au sujet des Portugais; mais ils ne sont pas capables de prendre patience, & pour me délivrer de leur importunité, je me résous de vous écrire prématurément, bien qu'un vrai c'est sans péril; puis que si vous obtenez quelque chose, qui facilite leur intention, ou qui la rende plus difficile; en un cas comme en l'autre, il faut toujours faire cette instance.

L'Ambassadeur de Messieurs les Etats, arrivé depuis peu de jours, & qui n'a encore pris qu'une Audience, se trouve chargé d'en faire sur des matieres difficiles, comme de dire, de demander qu'il soit inséré au Traité que vous avez conclu avec ces Messieurs, étant à la Haye, cet Article si opiniâtement poursuivi par eux, & si raisonnablement rejeté par vous, qu'au cas que nous faisons la Paix, & eux la Trêve, qu'elle expirée, si leur Ennemi ne la leur veut prolonger, que nous soyons obligés de rentrer en Guerre. J'aurai bien plus de peine que vous n'en avez eu; car vous aviez à faire au plus habile de l'Etat, & moi aux plus opiniâtres, & qui ne me savent jamais rien dire ni répondre, sinon, qu'ils ne peuvent consentir que nous avancions notre Traité, que sous cette condition. Je me suis pourtant laissé dire, que les plus habiles d'entre eux sont pour prendre le parti que vous aviez ordre de leur proposer. Ainsi la plus grande difficulté sera du plus ou du moins des sommes qui leur devront être promises; mais cela ne pourra être ménagé que sur les Lieux. Nous aurions grand besoin de Mr. de la Thuillerie, lequel se trouve occupé en une Affaire assez difficile, qu'il faut hâter de conclure, ou nous ferons obligés d'y envoyer un autre. Il est vrai que l'on peut faire durer la Négociation, & par des Réponses générales éluder la presse, & ainsi donner tems audit Sieur de la Thuillerie de retourner en son poste.

Il me vient de souvenir, que le même Ambassadeur, me parlant du contenu au premier Article de ses Demandes, se laissa entendre que,

A a 2

1644.

L'Ambassadeur de Portugal fait des instances à la Cour, afin qu'on travaille à Munster, pour y faire recevoir les Ambassadeurs du Roi son Maître.

La Cour y consent, pourvu que cela n'augmente pas les difficultés pour le Traité.

L'Ambassadeur des Etats arrive à Paris, chargé de Propositions difficiles.

1644.  
L'Ambassadeur des États fait connoître que, si l'on peut leur obtenir une longue Trêve avec les Espagnols, ils tiendroient la France quire de toute obligation.

On envoie aux Ambassadeurs de l'argent pour leurs Appointemens.

Le Pape veut envoyer trois Nonces extraordinaires pour exhorter les Rois à la Paix.

On parle d'une Ligue en Italie.

si la Trêve leur avoit été concédée, par exemple pour neuf ans, & que le lendemain la France leur en obtint la prolongation, pour pareil terme, qu'ils nous tiendroient quittes de toutes sortes d'obligations; ce que je me suis souvenu de vous écrire, afin qu'il vous plaise examiner cela, & me mander votre sentiment, jugeant que, puis que les Espagnols sont résolus de faire la Paix avec eux, ils ne peuvent éviter de faire une Trêve à longues années; qu'ils pourront se porter à cette prolongation, laquelle, accordée sur les instances de la France, la dégageroit de toutes sortes d'obligations, & sans être liée pourroit, ce tems expiré, prendre ses mesures sur l'occurrence du tems, & des affaires.

Ceci est un Projet brusque, que mon Esprit vient d'enfanter, sans que j'en aye donné part à personne. C'est pourquoi je désirerois, que ce que vous m'y répondrez fût une Lettre particulière, de laquelle je pourrais user, selon que je verrois à faire, & que je pourrais être éclairci de vos prétentions. J'ai signé une Ordonnance de cinquante mille Ecus, que j'ai fait remettre à Mr. Hoenst, afin que la même Somme soit par lui remise à Amsterdam; vous vous en servirez, & la pourrez prendre pour vos Appointemens. Il vous plaira de régler un jour préfix, c'est-à-dire, en établir un auquel il faudra désormais commencer à vous faire payer, afin que de trois en trois mois, ou de six en six, au plus tard, il y soit pourvu. On parle de les augmenter; cela semble résolu; mais il n'est pas encore commandé.

Les avis qui nous viennent de Rome confirment, que le Pape s'est résolu à l'envoi de trois Nonces extraordinaires, pour exhorter les Rois à la Paix, que l'on y tardera d'y désigner un Légat, & que les Informations que le Pape prend du mérite de Mr. de Chigi lui tournent à compte. La Négociation, si elle étoit décernée, tomberoit sur le Cardinal Capponi, qui passe pour le plus fin du College, & difficilement pourra-t-elle être conférée au Neveu de Sa Sainteté, fait Cardinal, ainsi que je vous l'ai mandé. Du même Lieu, comme de Turin, on nous écrit, que l'on songe à faire une Ligue avec les Princes d'Italie, pour la conservation de leurs Etats; que, pour y attirer Madame de Savoie, on lui offre la restitution de Verséil, & une Armée pour nous chasser du Piémont. Nous sommes bien assurés de l'intention de cette Altesse, & en quelque sorte méprisons cet avis, n'y ayant point de raison de soupçonner que les Princes & Potentats d'Italie désiraient que Pignerol nous fût ôté; que s'il nous doit demeurer de leur propre consentement, nous pouvons nous-mêmes être compris dans cette Ligue, & vous savez que nous ne sommes pas éloignés d'en promouvoir deux. Néanmoins la prudence conseille, qu'on se défie, & que c'est la plus grande qu'on puisse avoir, nous n'omettrons aucune diligence pour en apprendre le vrai; vous pouvez en pénétrer quelque chose du Discours de Contarini. C'est pourquoi je vous en écris, étant assez malaisé, quelque habile homme qu'il soit, qu'il ne lui en échape des paroles qui vous donneront lumière des prétensions du Sénat. Pour Mr. le Nonce, si l'on lui en écrit, ce sera par des Amis particuliers, & celui-là confidentiellement vous en pourra parler. Ce seroit bleffer votre prudence, que de vous avertir, de ne lui donner nulle part de ce que

je vous en écris. Les Lettres qui me sont écrites par Mr. de Bregi, nous apprennent qu'il a été bien reçu en Pologne, qu'il espère y ménager les Affaires de Sa Majesté, & qu'il croit que le Prince de Transilvanie ne donnant point de jalousie, par de trop fortes Garnisons, au Roi de Pologne, & ne se servant dans la Guerre que des Troupes Chrétiennes, que cette Majesté n'y prendra point de part. Cela même fût par Mr. de Croissy lui facilitera ce qu'il a à négocier avec ce Prince. Il couroit un bruit de la défaite de Gallas, mais n'en ayant point d'avis de Mayence, de Hollande, ni de l'Armée de Torstenfon, j'en doute. Je suis &c.

1644.  
Mr. de Bregi est bien reçu en Pologne.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

A Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N.

A Paris le 9. Decembre 1644.

*Il les exhorte à se réunir.*

MESSIEURS,

Celui que je vous ai dépêché, ayant tardé jusques aujourd'hui, pour attendre les Lettres de Mr. le Cardinal Mazarin, je me servirai de l'occasion qui se présente, pour ajouter à mes précédentes celle-ci, & pour vous assurer que vos Divisions ne pouvant être secrètes aux Ennemis, leur fait esperer de pénétrer vos plus secrètes pensées, jugeans que la contrariété, qui se trouve en vos avis, vous donne lieu de vous en ouvrir, & que par l'entretien, qu'ils auront avec vous, ou par celui que leurs Gens auront avec les vôtres, ils découvriront ce que vous pensez. Ne pensez point que je vous dis cela, pour vous convier à vous réunir; c'est avec grande connoissance, & s'il vous plaisoit en entrer en discours avec Mr. Chigi, le faire tomber à propos, & bien adroitement, afin qu'il ne connût point que votre intention soit de pénétrer son secret, vous verriez bien que l'on ne vous en écrit pas sans grande connoissance. Saavedra s'en est vanté, & il passe pour Homme extrêmement délié, & qui ne s'étudie qu'à deviner les pensées d'autrui.

Il les exhorte à se réunir.

Diverses Lettres m'ont appris que, si Gallas s'est bien retiré sous le Canon de Magdebourg, ce n'a pas été sans perdre bien des gens, ayant été contraint d'abandonner ses Malades & Blessés, dont le nombre excédoit celui de quinze-cens Hommes, & que les deux mille Chevaux, & autant de Fourageurs, qu'il avoit détachés, ayant été rencontrés par Mr. Torstenfon, ils ont été tuez, ou pris. Il poursuit ledit Gallas, logé à son opposite, à dessein d'achever de l'ruiner, à quoi Koningsmarc contribué aussi de son côté. Je suis &c.

## S U P L É M E N T

A U X L E T T R E S

D E L A C O U R

E T D E S P L E N I P O T E N T I A I R E S

D E F R A N C E

E C R I T E S E N M D C X I V .

T O U C H A N T

L E S N E G O C I A T I O N S

D E M U N S T E R

E T

D ' O S N A B R U G .

L E T T R E

De Monsieur

D' A V A U X ,

à Monsieur de

B R I E N N E .

Du 25. Mars 1644.

*Il n'a depuis long-tems reçu des Dépêches. Hormis une par le moyen de Monsieur Servien. Il le prie de remettre les paquets entre les mains de N. pour les avoir au plutôt.*

M O N S I E U R ,

Il n'a depuis long-tems reçu des Dépêches.

Hormis une par le moyen de Monsieur Servien.



L y a long temps que je n'ai point reçu de vos Dépêches, je crois que Monsieur Servien me les apporte. Il m'a envoyé celle du cinq de ce mois laquelle il a bien fait d'ouvrir afin de pourvoir à

ce qui est ordonné pour ces quartiers-là. Je

TOM. II.

répondrai au surplus la semaine prochaine & me contente pour cette fois de vous adresser la Lettre ci-jointe. S'il vous plaît faire mettre votre paquet entre les mains de Monsieur... il faudra bien me l'adresser par une voye courte & assurée. Cependant, après vous avoir souhaité les bonnes Fêtes, je demeure, &c.

Il le prie de remettre les paquets entre les mains de N. pour les avoir au plutôt.

Bb

LET.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Monsieur

D' A V A U X.

A Paris le 2. Avril 1644.

*On conçoit de bonnes esperances d'une Paix avantageuse pour la France. Avis de Rome touchant la Médiation du Cardinal Ginetti en qualité de Legat. La Paix d'Italie se fait à l'insçu des Espagnols. Touchant les Traitez de la France avec la Hollande. On détermine en France l'état de Guerre.*

MONSIEUR,

On conçoit de bonnes esperances d'une Paix avantageuse pour la France.

DE la joye que la Reine ressentit voyant une Lettre du 18. du passé dattée de Munster, je conçus que celle qu'elle aura de la Paix sera extraordinaire. Le bon accueil qui vous a été fait par les Ministres des Princes, qui vous y attendoient avec impatience, donne lieu d'en bien augurer, ou, comme vous l'avez remarqué, ils affectent de tromper le monde sous de belles apparences, mais ils ont affaire à des personnes qui penetrent bientôt leurs sentimens, & dont la conduite éclaircira un chacun des faibles intentions & des bonnes dispositions de Sa Majesté. Il est certain que de tous les biens qu'on reçoit de la main de Dieu, le plus grand est celui de la Paix; & que la Constitution presente des affaires rend absolument nécessaire. Sa Majesté entend que puisque les Plenipotentiaires de l'Empereur, & du Roi Catholique ont fait en votre endroit toutes les avances que vous pouviez desirer, que vous correspondiez par de pareils offices de civilité & de respect, & conservant à cette Couronne les prééminences, vous ne fassiez perdre à la Nation l'avantage dont elle est en possession, de passer pour la plus civile du monde.

Avis de Rome touchant la Médiation du Cardinal Ginetti en qualité de Legat.

L'on me mande de Rome que le Cardinal Ginetti se dispose d'en partir, & qu'il fera bonne diligence pour se rendre à l'Assemblée. La santé du Pape est affermie & un Cardinal servant en une affaire, de la conséquence de la Paix générale, seroit pour concevoir de grandes esperances dans le prochain Conclave, & ce sont ces raisons qui le pressent. Je ne doute point que quand Monsieur le Marquis de saint Chau-

mont, qui a dû arriver à Rome le sixieme du passé, y aura fait entendre l'état où les affaires se trouvent à Munster, que cela ne hâte encore le Legat, & que Monsieur Chigi les ayant apprises ne se desespere de ne s'y être pas rencontré, puisque l'Ambassadeur de la Republique peut tirer quelque avantage d'avoir si bien ajusté votre reception. Pour avoir manqué de quelques chevaux, votre entrée n'en aura pas été moins belle; l'on fait que vous aimez à dépendre, & la pompe est le moins considerable de l'Ambassade. Le Public n'en reçoit aucun soulagement qui l'attend de votre suffisance. Je ferai bailler cette Dépêche à Monsieur l'Ambassadeur Justiniani, & je le prierai de la faire passer sous la couverture de la sienne à Monsieur Contarini, & je continuerai par cette voye jusques à ce que vous en ayez réglé & assuré une autre. Il semble que de Bruxelles il faille aller à Wezel, passant la Meuse à Venlo, ou à Ruremonde, & n'y ayant point d'Ordinaire établi, qu'il coûtera beaucoup en Couriers. Je croi que vous avez déjà songé à ce qui est à faire & à assurer les chemins, & désormais nous serons forcez d'accorder avec facilité les Passeports, qui nous seront demandez par les Espagnols, que nous essayerons de diminuer en les rendant difficiles. Ils ont eu une mortification en Italie d'y voir conclure la Paix sans y avoir eu part. Je vous la donne pour faite sans pourtant en avoir eu encore avis, mais je fonde le mien sur l'esperance qu'en a conquis le Cardinal Bagni, & sur ce qu'en a déclaré le Grand Duc, lequel a donné les mains aux changemens que le Pape a apporté aux Articles, jugeant, par celle-ci, qui avoit l'essentiel, pouvoir satisfaire l'autre de quelques termes & paroles. De douter de la sagesse de la République en cette occasion, il me semble que c'est commettre un crime, & ces deux puissans Princes ayans pris une resolution, Modene & Parme sont obligez de la suivre.

La Paix d'Italie se fait à l'insçu des Espagnols.

J'ai envoyé déjà il y a quinze jours à Monsieur de la Thuillerie, la ratification des deux Traitez que vous avez conclus à la Haye. J'attends celle de Messieurs les Etats, & j'ai jugé que pour presser de me l'envoyer il n'y avoit point de meilleur moyen, que de leur en donner l'exemple, & considerer qu'il seroit plus honnête qu'elle leur fût présentée par un Ambassadeur que par un Secrétaire. Pour faciliter un Traité on se prepare à faire puissamment la Guerre. Jeudi dernier on déclara trois Généraux; de la premiere & principale armée, Monsieur le Duc d'Orleans, pour son Lieutenant, le Maréchal de la Meilleraye; de la deuxieme, Monsieur le Duc d'Anguien, & le Maréchal de Guiche y doit servir; & de la troisieme, le Maréchal de Gassion. Outre ces Armées, il nous reste des forces suffisantes pour en former une quatrieme, & celles d'Italie & de Catalogne sont fournies & completes, & l'on a si bien pourvu & à l'un & à l'autre que le Prince Thomas en reste content, & que le Maréchal de la Motte sera à plaindre ou à blâmer s'il ne fait quelque chose de considerable. Celle du Maréchal de Turenne se fortifie à vue & l'on espere beaucoup, de son cœur & de sa conduite. L'on en mettra une de mer plus puissante; que l'année dernière, de laquelle on ne se peut promettre que de grands avantages, & à toutes ces dépenses & aux autres que vous savez l'on fournit gaiement. L'Etat se montre puissant & fera tête de tous côtés aux Ennemis; qui est à mon avis le meilleur moyen pour les disposer à la Paix. Je suis &c.

Touchant les Traitez de la France avec la Hollande.

On détermine en France l'état de Guerre.

L E T -



1644.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

à Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N.

A Paris, le 23. Avril 1644.

*Il ne veut pas leur écrire à chacun en particulier. Sentiment du Ministre par rapport aux Plein-pouvoirs & sur le Rang. Et les Passeports pour les Ministres. Le Roi de Pologne prie la Reine d'être la Marraine de son Enfant à naître. La Reine T. C. y consent. Réflexions là-dessus. Affaires de Liege avec la Landgrave. On decharge la Ville de Colmar des Contributions. But de cette complaisance. Affaires du Palatin. Plaintes des Ministres Catholiques contre les Suedois.*

MESSIEURS.

Il ne veut pas leur écrire à chacun en particulier.

EN toutes choses je voudrois suivre l'exemple que vous me donneriez, excepté seulement de cette règle de vous écrire en particulier, quand bien vous m'en auriez ouvert le chemin, & soit par paresse ou par raison un sentiment contraire me semble le plus raisonnable. Ainsi au lieu de répondre aux deux Lettres de Monsieur Servien, en date du 9. du courant, reçues le 20. & de lui écrire à lui seul, je vous adresse à tous deux la réponse qu'il m'a été commandé d'y faire.

A cette raison l'on joint une seconde, que ce qui n'a pas été signé par l'un ne laissoit d'en être approuvé, & que déjà étant seul sur les affaires principales de cette Dépêche, il avoit ouvert son sens auquel celui de son Colleague se rapporte si parfaitement que nous pouvons dire qu'ayant déjà répondu à la première Dépêche,

TOM. II.

1644.

l'on pourroit s'excuser de le faire à ces dernières. Toutefois Sa Majesté a jugé qu'il vous pouvoit être dit que la prétention de l'Ambassadeur de Venise s'appuie des honneurs qu'il reçoit des Ministres de l'Empereur & du Roi Catholique, & qu'étant probable qu'il les recevra du Nonce, il aura toujours d'autant plus de droit de les demander. La Paix qui a été conclue entre sa Sainteté & la République, dont j'essayerai de vous envoyer les Capitulations, & qu'au plus tard je joindrai à la Dépêche subséquente à celle-ci, donnera lieu à leurs Ministres de s'entrevisiter, & cela même contribuera beaucoup à avancer le Traité de la Paix générale. Si les Médiateurs usent de reconnaissance à l'endroit de la France, ils en appuieront les justes intérêts, n'ayant omis ni soin ni travail, pour établir entre leurs Maîtres l'union & la tranquillité, qu'ils sont forcés d'avouer leur avoir été procurée en une conjoncture d'affaires qu'elle leur étoit aux uns & aux autres également nécessaire. Au premier jour nous recevrons les ratifications du Traité, & les complimens que déjà les Ministres des Princes nous en rendent, qui attendent des Lettres de leurs Maîtres pour les rendre avec plus de chaleur.

Et pour revenir à vos Lettres, nous avouons bien avec vous que dans les Conciles même aux derniers, la République de Venise a été précédée par Savoye, mais cela a été changé, & la Reine ne peut rien faire qui blesse un droit acquis, ni demander ou prétendre des Ambassadeurs de cette République, que ce qu'ils ont accoutumé de rendre à ceux de cette Couronne. C'est votre sens & Monsieur d'Avaux s'en est ouvert avec le leur qui n'a pas jugé le parti recevable pour des conséquences qu'il en a tirées, & l'on eût été plus en droit de suivre l'exemple qui se pratique à Rome, si l'on ne s'en étoit point relâché, & que l'on eût été assuré que le Nonce eût fait quelque chose du moins de semblable, puis qu'arrivant à Munster, & voyant deux formes de traitemens établis, il est en droit de choisir celle qui semblera la plus juste, & celle qu'il pratiquera fera foi; car si bien les Ministres qui ne doivent pas recevoir celle de ceux d'Espagne, sont comme forcez de suivre celle de ceux de l'Empereur, ne pourront à plus forte raison rejeter celle du dit Nonce. C'est à vous, Messieurs, à consulter ce que vous avez à opposer à cette raison, & à nous en informer, & nous vous remettons à nos précédentes Dépêches.

En voyant les Pouvoirs qui vous ont été communiqués, & decernés par l'Empereur & le Roi Catholique, vous aurez déclaré aux Médiateurs si vous les tenez suffisans pour faire l'ouverture, & la conclusion du Traité. Sans doute si la qualité d'Ambassadeurs n'étoit jointe à celle de Plenipotentiaires, vous vous seriez plaints de ce que de bonne foi vous auriez traité avec eux, les en tenans honorez, & c'est notre sens que c'est cela qui donne le rang, comme l'autre l'autorité de traiter, & de conclure. Que s'ils ne l'avoient pas, ce qu'ils auroient fait à l'avantage de l'Ambassadeur Vénitien, ne pourroit pas être par lui allégué. Apparemment l'Empereur l'aura donné au Comte de Nassau, & les Espagnols la reconnoissent si essentielle qu'ils l'avoient comprise es Patentes accordées à Dom Francisco de Melos, désigné Plenipotentiaire pour le Traité de Paix. Le doute que je pouvois faire qu'ils eussent retranché à ceux qui sont de leur part à Munster, procederoit de la crainte que j'ai que sachant

Sentiment du Ministre par rapport aux Plein-pouvoirs & sur le Rang.

Bb 2

bien

1644.

Et les Passe-  
ports pour les  
Ministres.Le Roi de  
Pologne prie  
la Reine d'ac-  
corder la Mar-  
quise de son  
enfant à  
naître.La Reine T.  
C. y consent.Réflexions  
dessus.

bien qu'ils y seront contraints de céder à ceux de France, pour se maintenir en leurs folles prétentions, ils auroient pu faire cette chicane; ce que je crains d'autant plus que souvent ils ont donné pouvoir à quelque Prince de traiter & subdeleguer; comme il fut pratiqué à Vervins. Et pour lors les Députés cederent à ceux de France, sans faire de façons, disant que si bien ils ont pouvoir de promettre pour le Roi Catholique, ils ne comparoissent à l'Assemblée que comme Députés de l'Archiduc, ou de tel Vice-Roi ou Gouverneur. Sur cela aussi nous attendons de vos nouvelles, comme la résolution, que vous avez prise pour la sûreté du passage de Monsieur l'Ambassadeur extraordinaire de la Thuillerie. Il est probable que ceux de l'Empereur ne lui auront pas dénié leurs Passeports, & néanmoins s'ils craignent que son entremise traverse leurs affaires, ils pourront les refuser & se fonder sur manque de pouvoir, & pour allonger promettre d'en écrire: ce qui vous auroit fait songer à quelque autre moyen pour le faire passer, comme de prendre celui de mer, & en ce cas vous auriez pris les précautions que vous mêmes jugez nécessaires, pour ne donner point de soupçons & de jalousie aux Suedois, dont les Ministres sont trop habiles pour ne pas connoître qu'il leur importe, & au public, de faire cesser la Guerre qu'ils ont ouverte contre Dannemarck, & auxquels la Médiation de cette Couronne ne doit jamais être suspecte, puisqu'elle contribue tout ce qui est de son pouvoir pour accroître la Domination de la leur, & pour accorder les dits Suedois. Cette raison ne fera pas de peu de force, que plus les Imperiaux craignent la Paix entr'eux & Dannemarck, plus elle est à l'avantage du public & des Couronnes Alliées, de sorte qu'il est vrai de dire que ceux-là seront demeurez persuadés que la fin, que l'on se propose de l'emploi du Sieur de la Thuillerie, tournera à leur profit.

Ils doivent être très-obligés des déférences que l'on a pour leur Reine, & qu'en la considérant Sa Majesté a tardé à accepter la prière qui lui a été faite de lever sur les fonts l'enfant que Dieu donnera aux Majestés de Pologne, qui lui atouche de si près de parenté: à quoi enfin Sa Majesté a consenti, pressée des intérêts du Public bien plus que de son affection, qu'il est aisé de prouver n'être pas grande puisque la condescendance bien plus que le sang l'a contractée, & il falloit jeter le Roi de Pologne pour jamais dans les intérêts de la Maison d'Autriche, refusant un office de cette nature après les protestations, qu'il a fait faire de vouloir prendre les mouvemens de cette Couronne, & garder inviolablement les Traitez avec celle de Suede, de l'intérêt de laquelle il avoué que la France ne peut ni ne se doit détacher, & Sa Majesté ne s'est voulu engager à ce qu'elle ne pouvoit honnêtement refuser, qu'elle n'ait su qui étoit destiné pour parrain de l'enfant, de peur qu'ils n'eussent pensé à en requérir l'Empereur, avec lequel elle l'eût refusé & ayant su que c'étoit avec un Prince puîné de la Maison de Pologne elle s'y est résolue, & pour lever tout sujet de soupçon donnera commission au grand Chancelier de Pologne, de la représenter en cette Cérémonie, & n'y envoie qu'un Envoyé pour lui en porter le pouvoir, afin d'ôter tout scrupule de Traité, & lequel aura ordre de passer par Munster. Sachant que c'est le Sieur de Bregi, dont la suffisance vous est connue, vous jugerez bien de nos pensées, & quand il fut proposé j'appuyai sur l'heure qu'il fut déclaré par les raisons que je vous laisse à penser.

1644.

Affaire de  
Liege avec la  
Landgrave.

J'aurois fini si je ne m'étois souvenu, que depuis quelque jours un Courier dépêché par ceux de l'Etat de Liege, m'a rendu une Lettre de leur part pour me prier de faire office, en leur faveur, envers Sa Majesté qu'elle agréât de leur en rendre un essentiel, priant Madame la Landgrave, de s'abstenir de molester leur Pais qu'on fait être neutre, & qu'ils disent attaché aux intérêts de la France, dont ils donnent pour témoin Monsieur le Colonel Martin, qu'ils ont favorisé en ses levées; auxquels je n'ai pu faire réponse, & me suis contenté de mander audit Colonel, que je vous écrivois pour être informé de vous Messieurs, ce que vous avez arrêté avec eux à votre passage, non qu'il ne me souvienne bien de ce que vous m'en avez écrit, mais pour laisser cette affaire indécise, & remettre à vos prudences d'y prendre le tempérament qu'il conviendra, pressant Madame la Landgrave, de s'abstenir de faire des Courtes dans leur Pais si cela nuit aux affaires publiques, ou l'exhortant de les continuer si les mêmes le requierent ainsi, ayant égard aux levées qu'on y fait pour le service de Sa Majesté, & de la cause commune. Sans doute ceux de cet Etat députeront vers vous qui en pourrez aussi tirer quelque avantage pour les exilés qui ont souffert, pour avoir la liberté de leur patrie en recommandant les intérêts de la France.

Pour y concilier de plus en plus l'affection des Villes Imperiales, Sa Majesté s'est résolu d'accorder à celle de Colmar la décharge des contributions, qu'on avoit mis depuis quelque temps sur les biens appartenans à leurs Bourgeois hors l'étendue de leur Banlieue & territoire, dont les Députés ont témoigné un si extraordinaire ressentiment qu'ils se sont engagés de le publier, & jugent ainsi qu'il est probable que les autres Républiques de la Germanie s'en sentiront, sinon obligez à la France, au moins à reconnoître qu'elle veut les aider à se maintenir en leurs privilèges, & ils croient que sur ce que vous les avez conviez de députer à Munster, elles y seront résolues. Nous attendons la copie de la Lettre que vous aurez écrit, soit à l'Assemblée de Francfort, ou aux Princes Ecclesiastiques ou Seculiers de l'Empire; ce qui est d'autant plus nécessaire que l'Empereur essaye de les dissuader.

Le Résident du Prince Palatin dit que le Duc de Bavière fait des efforts pour détacher le différend, qu'il a avec son Maître, de l'Assemblée générale, & que l'Electeur de Brandebourg a appuyé contre celui-là. Cela me feroit croire qu'il peut avoir des sentimens pour la liberté de l'Empire, ainsi qu'un des siens nous en a assuré, & dont je vous écrivis dès l'année dernière. Vous êtes en lieu où vous jugerez aisément de ses desseins. L'on m'a mandé que les Princes Catholiques se plaignent de ce que les Ministres de Suede, ayant écrit aux Princes Protestans de se trouver en personne ou par leurs Députés à l'Assemblée générale, ils ne leur en avoient point écrit, d'où ils inferent qu'ils veulent union avec ceux-là & non le bien de l'Empire. C'est à vous à juger qui en aurez usé autrement, si vous devez presser ceux-là de faire une seconde Dépêche, & en faire part aux Princes Catholiques. Je suis &c.

On décharge  
la Ville de  
Colmar des  
Contribu-  
tions. But  
de cette com-  
plaisance.Affaires du  
Palatin.Plaintes des  
Ministres Ca-  
tholiques  
contre les  
Suedois.

1644.

## L E T T R E

de Messieurs les Comtes

D' A V A U X

ET DE

S E R V I E N ,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E .

Du 6. Mai 1644.

*Voyage de Monsieur de Saint Romain. Il expliquera l'état des affaires.*

MONSIEUR,

Voyage de Monsieur de Saint Romain. Il expliquera l'état des affaires.

Nous ne vous faisons que quatre lignes pour ne pas laisser partir cet Ordinaire, dont le départ nous presse extrêmement sans vous donner de nouvelles. Ce n'est pas qu'outre la réponse, que nous avons à faire à la Lettre qu'il vous a plu nous écrire du 23. du mois passé, & laquelle nous fut hier renduë, nous n'ayons beaucoup de choses à vous mander; mais vous les recevrez par Monsieur de Saint Romain, lequel ayant désiré faire un voyage en son Pais pour ses affaires particulières, qui y requierent sa présence, nous y consentons d'autant plus volontiers, que les affaires ne sont pas encore échauffées, & le chargeons de faire diligence jusques à Paris, ensorte que nous espérons qu'il fera auprès de vous aussi-tôt que cette Lettre. Nous sommes, &c.

1645.

## L E T T R E

De Monsieur le

C A R D I N A L

M A Z A R I N ,

à Monsieur de

S E R V I E N .

A Paris, le 7. Mai 1644.

J'E ne vous entretiendrai point par cette Lettre de beaucoup de choses qui concernent le service du Roi, & votre emploi. Vous en serez assés informé par les Dépêches de Monsieur de Brienne. Mais je ne puis m'empêcher de vous dire mon sentiment sur un sujet qui s'est passé en Hollande, depuis que j'ai appris qu'il avoit été concerté entre vous & Monsieur d'Avaux, par un zele certes très-louable en lui-même, mais qui n'ayant pas été conduit avec toute la prevoyance, qu'il eût été à désirer, a produit un effet contraire au dessein que vous aviez eu.

Vous entendez bien que cela regarde la proposition qui fut faite à Messieurs les Etats, pour la liberté de conscience des Catholiques leurs Sujets. J'eusse souhaité de tout mon cœur qu'il vous fût tombé dans l'esprit combien elle devoit être mal reçue, & que sans profiter à la Religion, elle ne pouvoit que faire préjudice aux affaires de Sa Majesté, qu'elle ne pouvoit qu'aggraver ces gens-là contre ceux que vous aviez intention de servir, & que Monsieur le Prince d'Orange, seroit obligé d'agir contre eux, pour faire voir qu'en cela il n'étoit point d'intelligence, avec nous & qu'il n'y avoit rien eu de concerté avec lui.

Vous pouvez avoir su quelles ont été les suites de cette action, & comme Messieurs les Etats ne se sont pas seulement portés à vous faire une Réponse moins respectueuse qu'ils ne devoient pour la Reine, mais à nous faire encore des plaintes semblables à la Réponse, qu'ils vous ont faite & à faire imprimer le tout comme par forme de Manifeste. J'avoue que sans cela & si la conjoncture se fût trouvée favorable à votre dessein, vous ne pouviez davantage flatter la Reine, dans son inclination ni m'obliger plus sensiblement en mon particulier, que de tâcher de rendre meilleure la condition des Catholiques en ce Pais-là, puisque ce n'est pas seulement par le zele, mais par un devoir particulier que je dois procurer l'avancement de la Religion, aux dépens mêmes de mon sang par tout où j'aurai lieu de le faire, & où la prudence me le conseillera.

Bb 3

Je

1644.

Je crois que vous ne trouverez pas mauvais que je vous écrive avec cette franchise, puisque ce doit être une marque de l'estime que j'ai de votre personne, & combien je m'intéresse en tout ce qui vous regarde. Croyez-le s'il vous plaît, puisqu'il n'est rien de plus vrai que la passion avec laquelle, je suis &c.

## R E P O N S E

de Monsieur de

S E R V I E N

à Monsieur le

C A R D I N A L

M A Z A R I N,

De Munster le... Mai 1644.

MONSEIGNEUR,

J'E serois bien malheureux si j'avois part au blâme de ce qui s'est passé en Hollande sur le sujet des Catholiques; puisque, sans faire une rupture ouverte à Monsieur d'Avaux, je ne pouvois faire davantage que ce que j'ai fait pour m'y opposer. La première fois qu'il en voulut parler aux Commissaires de Messieurs les Etats, sans nous en avoir communiqué auparavant, il nous en demanda notre avis tout bas dans l'Assemblée même, à Monsieur de la Thuillerie & à moi. Je m'assure qu'il ne défavouera pas que le mien fut entièrement contraire à sa proposition & je fus vaincu non pas par aucunes raisons, mais parce qu'il attira Monsieur de la Thuillerie, dans son sentiment. Ce n'est pas que je trouvasse grand inconvenient d'en parler dans cette Conference qui étoit secrète, mais nous avions eu ce jour-là tant de contestation, & nous nous séparions si mal satisfaits les uns des autres que je ne croyois pas le tems favorable pour mettre sur le tapis une affaire si charouilleuse. Toutefois mon opinion ne fut pas lors de ne traiter point de cette affaire avec lesdits Commissaires, mais seulement d'attendre une conjoncture plus propre, où les esprits étant moins altérés nous pensions avoir sujet de croire que notre proposition ne seroit pas mal reçue.

Monsieur d'Avaux ne laissa pas de faire ses instances à l'heure même & d'y employer le nom de la Reine quoi qu'il n'y eût aucun ordre pour cela dans nos Instructions. La Réponse des Commissaires fut sèche & desobligeante, ils nous dirent tous qu'ils n'oseroient se charger d'une proposition de cette nature pour en parler à leurs Supérieurs, parce que certainement elle ne seroit pas bien reçue. Quelques-uns ajoutèrent que les Catholiques de Hollande étoient si

attachez d'affection & d'intérêt au Roi d'Espagne, & si ennemis de leur gouvernement & du nôtre que ce ne seroit ni la sûreté de leur Etat, ni le service de la France de leur accorder plus de liberté que celle dont ils jouissent, puisque personne n'étoit violenté en sa conscience dans toutes leurs Provinces. D'autres passèrent plus avant & nous dirent que nous pouvions faire nous-mêmes cette proposition à leurs Supérieurs, mais qu'elle étoit d'une si périlleuse conséquence parmi eux qu'elle seroit capable de nuire aux affaires du Roi, & au lieu d'avancer celles des Catholiques seroit certainement résoudre quelque nouvelle rigueur contre eux. Peu de tems après Monsieur d'Avaux, pressé par quelques zelés du pays qui peut-être se vouloient servir de ses bonnes intentions pour une mauvaise fin, reprit la même pensée & nous demanda un jour que nous ériens chez lui, Monsieur de la Thuillerie, & moi, si nous abandonnerions tout-à-fait les Catholiques. Je pris d'abord la parole pour le faire resouvenir des discours qui nous avoient été faits par les Commissaires; qu'il falloit considérer que c'étoient les plus considérables de l'Etat & vraisemblablement les plus sages & les plus modérez; que cela nous devoit faire connoître ce que nous pouvions espérer ou plutôt ce que nous devions craindre lorsque l'affaire seroit mise en délibération dans une Assemblée générale où le Peuple & les Ministres, qui sont furieux sur cette matière, seroient les Maîtres de la Résolution; que je ne le croyois pas d'humeur pour ne vouloir faire qu'une Action d'éclat & d'ostentation qui non seulement ne servit de rien aux Catholiques, mais qui produisit un effet contraire au desir que nous avions eu de les assister. J'y ajoutai tant d'autres considérations, dont le recit importuneroit trop vu que mon discours dura plus d'une demie heure, & s'il ne s'agissoit de ma justification je n'oserois pas dire à votre Eminence, de peur de faire le vain, que pour dissuader Monsieur d'Avaux de cette résolution, je remarquai dès lors tous les inconveniens qui nous en sont arrivés depuis. Enfin, sans alleguer aucunes raisons contre les miennes, il se contenta de nous demander s'il falloit donc tout-à-fait abandonner les Catholiques. Je répondis que non pas cela, qu'il falloit seulement s'abstenir des offices publics, mais que nous pourrions avant notre départ chercher les moyens de leur procurer quelque soulagement: à quoi Monsieur de la Thuillerie ajouta qu'à cela il n'y avoit point de difficulté.

Depuis ce jour jusques à celui de notre audience il n'en fut plus parlé entre nous quoi qu'il se passât plus de trois semaines. Je croi, Monseigneur, qu'il n'y a personne qui ne juge que ce discours étoit une résolution de concerter encore une fois ensemble les moyens de faire la chose doucement, plutôt qu'une délibération dernière, en vertu de laquelle, dans un Emploi partagé également entre deux personnes, un seul ne peut s'attribuer l'autorité d'engager le nom de la Reine & l'honneur de toute l'Ambassade, sans avoir bien particulièrement examiné ensemble la voye qu'il y falloit tenir & le lieu qu'il falloit choisir & avec quelles personnes il en falloit traiter.

Chacun fait qu'en semblables occasions les discours & les paroles doivent être mêmes pesées, & ce qui nous reste par écrit de la Négociation de Vervins fait voir clairement que les deux grands personnages, à qui elle fut commise se communiquoient jusques aux moindres propositions & les harangues avant que les faire hautement.

1644.



Si un discours fait en passant dans une Conférence où l'on n'aura fait qu'ébaucher une affaire à laquelle on demeure d'accord d'agir, passé pour une résolution suffisante qui donne le pouvoir absolu à l'un des assemblez d'en résoudre lui seul la forme, l'entreprendre & la conduire seul à sa mode, au temps & au lieu qu'il lui plaira, sans en demander l'avis de ses Collegues, la seconde personne d'une Ambassade se trouveroit en très-mauvaise condition & exposé à de perpétuelles surprises. Le premier auroit toute la satisfaction intérieure & toute la gloire de ce qui réussiroit de bien qu'il pourroit attribuer à sa seule industrie, & l'autre ne lairoit pas de partager la honte & les reproches de tous les mauvais evenemens. Le devoir & la raison, Monseigneur, veulent que les choses soient traitées de meilleure foi. Si j'avois eu part au conseil de la Déclaration qui fut faite pour les Catholiques, si Monsieur d'Avaux me l'eût communiquée avant que de la prononcer, ou m'en eût dit la moindre chose pendant trois semaines que nous demeurâmes sans parler de l'affaire, si j'eusse été averti que, contre la coutume, il eût dû envoyer ouvrir les portes d'une Audience de congé, pour y faire entrer tout le peuple afin d'ouïr sa Harangue, si j'eusse consenti qu'il en eût dû être parlé en ce lieu & en cette forme, je supplie très-humblement votre Eminence de croire que je ne serois pas assez lâche pour le désavouer & que je tâcherois seulement à justifier mon imprudence par la bonne intention que j'aurois eue de servir la Religion. Mais qu'une action qui a été résolue par Monsieur d'Avaux, directement contre mon avis & mes remontrances, & exécutée sans m'en communiquer ni en concerter les moyens avec moi, me doive être imputée, je me promets de la justice de votre Eminence qu'elle ne lui permettra pas de faire ce jugement.

Qui eût pu croire, Monseigneur, que Monsieur d'Avaux, après m'avoir tenu son dessein caché pendant trois semaines, l'eût voulu aussi celer à Monsieur le Prince d'Orange, auquel nous avons ordre par nos Instructions de communiquer toutes choses avant que les faire pour y avoir son agrément?

Je fus si surpris lorsque Monsieur d'Avaux commença le discours & il me faisoit une si grande offense de l'entreprendre sans mon avis, que certainement, comme je lui ai fait dire depuis, si c'eût été une autre affaire que sur la Religion je l'aurois interrompu en présence de tout le monde.

Il y a tantôt quinze ans, Monseigneur, que j'ai l'honneur d'être connu de votre Eminence, & que je porte la qualité de son très-humble serviteur; elle m'a fait l'honneur de se souvenir que, parmi un nombre de défauts qui sont en moi, je n'ai jamais été ni menteur ni artificieux. Si cette affaire eût été concertée avec moi, comme c'est la raison & le devoir, je n'aurois pas eu l'effronterie, en sortant de l'audience, de me plaindre à Monsieur d'Avaux, de l'injure qu'il venoit de me faire, ni maintenant la bassesse de désavouer mon opinion.

Je me connois homme infirme & comme tel capable de tomber dans de grandes fautes, mais non pas, grâces à Dieu, par malice ni par mauvaise intention. Tant s'en faut que je prétende de ne pouvoir faillir, & que je presume de prendre toujours le meilleur parti dans les affaires, que connoissant mes défauts, j'aime mieux d'ordinaire suivre l'avis des autres que le mien, pourvu que ce ne soit pas en des occasions où la complaisance passeroit pour une prévarication.

Si j'avois eu la moindre part à l'action de Monsieur d'Avaux, quelques mauvaises suites qu'elle eût eue, j'aimerois mieux confesser ingénuement qu'un excès de zèle m'y auroit porté que de rejeter la faute sur autrui. Comme le premier manquement procédant de la faiblesse humaine seroit digne d'excuse, le second seroit malicieux & indigne d'un homme s'il n'étoit pas véritable.

Mais certes, Monseigneur, comme je n'ai point eu de part aux acclamations d'une si belle Harangue, je n'ai point été flatté de la qualité de Restaurateur de la Religion dans les Provinces Unies; & que je n'ai rien prétendu aux éloges qui devoient venir de Rome pour une si belle entreprise, il n'est pas juste qu'on m'en fasse maintenant partager le mauvais succès dont elle a été suivie; qu'après que cette rencontre m'a fait passer en Hollande pour demi-herétique, elle me fasse aujourd'hui passer à la Cour pour un imprudent.

Quoiqu'on puisse avoir dit à votre Eminence, j'aurai toujours cette satisfaction dans l'ame que, comme je n'ai pas manqué de prévoir, pour juger que nos instances seroient plus de mal que de bien aux Catholiques de Hollande, Dieu qui voit les cœurs & les pensées des hommes fait bien que j'aurois sans regret prodigué tout mon sang pour y rendre leur condition plus favorable s'il y eût eu lieu de l'espérer.

Si je m'entends, Monseigneur, plus peut-être qu'il ne faudroit sur cette matière, votre Eminence a assez de bonté pour excuser mon juste ressentiment dans une occasion qui blesse ma réputation. Je tiens Monsieur d'Avaux si homme d'honneur qu'il ne désavouera pas une seule des circonstances qui sont dans cette Lettre; ce qui se pourroit aisément prouver, comme je m'y engage, par plusieurs personnes dignes de foi, lorsque le jour même de l'audience je lui fis ma plainte du mauvais traitement qu'il m'avoit fait, ayant entrepris une affaire de cette importance sans me la communiquer. Après avoir fait connoître la justice de ma plainte à tous mes amis, j'étois résolu d'en demander raison à la Reine, s'il ne se fût résolu de me donner satisfaction en avouant qu'il avoit eu tort & me promettant que les choses ne passeroient plus de la sorte à l'avenir, & en reconnoissant véritablement que, depuis les discours que nous avions eu ensemble touchant les Catholiques, il ne m'en avoit voulu réparer, pource qu'ayant dessein de leur faire cet office & ayant reconnu mes sentimens au contraire, il avoit appréhendé que je ne l'en voulusse empêcher; & je n'eusse jamais dit cette particularité si je n'y eusse été forcé.

Je me promets, Monseigneur, que Monsieur d'Avaux ne dénierá pas d'avoir dit ces propres paroles & si je croyois que ce fût lui qui eût voulu persuader à votre Eminence que cette affaire avoit été concertée avec nous auparavant, je ne voudrois avoir témoignage que celui de sa Conscience & le souvenir de ce compliment qu'il me fit porter, pour lui faire avouer que nous n'avons jamais rien concerté ensemble sur ce sujet. Que si sa Mémoire lui manquoit en cet endroit, il me seroit facile, comme je m'y oblige, de prouver ce que j'ai l'honneur d'écrire à votre Eminence par ceux qui employent leur entremise pour nous accommoder.

Sans la satisfaction qu'il me donna, Monseigneur, j'eusse porté mes plaintes plus avant & ne m'eusse pas contenté d'écrire succinctement & comme en passant à Monsieur le Comte de Brienne, lorsque je lui envoyai la délibération de Messieurs les Etats imprimée, où nous sommes

1644.

si mal traitez que j'étois un peu à plaindre en ce rencontre, puisque j'avois part à l'affront sans avoir aucune part à l'action qui nous l'avoit attiré.

Je m'apperois, Monseigneur, bien aujourd'hui que ce n'a pas été peut-être sans quelque dessein particulier que Monsieur d'Avaux m'a tant pressé depuis peu pour signer une Lettre de plainte à la Reine sur l'offense qui nous a été faite par Messieurs les Etats. Il n'est pas mal aisé de juger qu'il a eu plus d'intention en m'y engageant de persuader par-là que j'avois eu part à son action, que d'espérance d'avoir raison de l'injure. Mais comme il n'y a point de nuages qui puissent obscurcir long-tems l'éclat de la vérité, j'ai ingenuement voulu joindre mes intérêts aux siens contre l'indiscrétion de Messieurs les Etats, sans apprehender que cela dût avoir aucun rapport aux choses précédentes. Quoique Monsieur d'Avaux m'eût fait tort en remuant cette affaire de son propre mouvement il n'y avoit rien eu dans son discours qui pût convier Messieurs les Etats à dire des injures. Mais en blâmant leur réponse, je n'ai pas prétendu approuver sa proposition, puisque je l'avois toujours combattuë. C'est pourquoi lors qu'il voulut faire mettre dans la Lettre que nous avons écrite à Sa Majesté un Article touchant les Catholiques, je refusai de la signer jusques à ce qu'il eût été rayé, afin que nos plaintes n'eussent pour but que les Termes peu considérés qui se trouverent dans l'Acte de Messieurs les Etats. Je demande pardon à votre Eminence de la longueur de cette Lettre, mais je la supplie très-humblement de croire qu'elle vient d'une personne qui ne voudroit pour chose du monde déguiser la vérité, ni manquer d'être jusques au dernier soupir de sa vie, &c.



## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs.

D' A V A U X

E T

S E R V I E N.

A Paris le 14. Mai 1644.

*Touchant le Ceremoniel avec Mr. Contarini. Et des Hollandois. Le Ministre de Savoye ne prétendra rien. On espere beaucoup*

*des Traitez conclus en Hollande. Touchant le titre de Roi de Navarre pour le Roi T. C. Et des Médiateurs.*

1644.

## MESSIEURS,

IL importe si peu que ce soit le Courier ordinaire ou Monsieur de Bregi, qui vous rende cette Lettre, que je ne saurois m'amuser à discourir sur le voyage du dit Sieur, ni sur ce qu'il peut tarder. Il importe davantage, & du tout de vous faire comprendre que l'on ne veut rien changer en la forme de traiter avec l'Ambassadeur de Venise, & que le conduisant jusques à son Carosse, & recevant le même traitement de lui, que vous ne ferez que ce qui est accoutumé. Vous allez à la vérité plus loin que l'on ne fait à Rome, mais pour cela le traitement est toujours égal; car donnant plus vous recevez aussi davantage. Ce n'est pas la Reine qui l'a ainsi voulu, vous Monsieur d'Avaux avez causé la nouveauté. Vous aviez à demeurer au haut du degré quand Monsieur Contarini vous fit sa visite, vous expliquer avec lui en votre entretien ou l'avoir fait prévenir de l'ordre que vous aviez de garder en tout ce qui se pratique à Rome. Mais au moment que vous l'avez outrepassé vous avez préjugé contre vous & votre résolution n'a plus eu de fondement. Il eût été impossible de trouver un expedient, lequel eût satisfait la République, quand vous eussiez conduit les Ministres de l'Empereur & du Roi Catholique jusques à leur carosse & que vous eussiez laissé le leur au bas de l'escalier. Que si à Rome il se pratique quelque chose de semblable & que les Ambassadeurs des Rois l'accompagnent jusques dedans la cour & qu'ils ne rendent à celui de Venise autant de civilité, il s'en vange le laissant au même lieu où il a été conduit. Les Ambassadeurs de Hollande ne pourront tirer de ce traitement nouveau nul avantage pour prendre égalité avec Venise; elle ne leur est pas accordée, & cette République en est en possession & tous les Rois les font marcher immédiatement, & conjointement avec les Têtes couronnées. Pour Hollande, à peine est-elle établie; mais s'étant rendue considérable par l'étendue de sa domination & pour avoir embrassé la liberté publique pour maintenir la leur, on veut bien prendre avec eux des tempéramens & en quelque maniere les contenter sans pourtant blesser ou ravaler la dignité du Roi. Ce qui nous a été mandé par forme d'expedient sur leurs instances prétendans le titre & la main, de leur accorder le titre en leur refusant la main, n'est point une chose dont ils ayent eu part, & il ne leur a point été mandé que vous eussiez pouvoir de leur donner le titre; l'affaire se trouve en son entier & Sa Majesté desire que vous vous expliquiez bien au long de ce qui est à faire avec, & des moyens que vous avez pour les disposer à suivre les partis que vous aurez à leur proposer. Que si vous les faites contenter à moins que du titre, Sa Majesté en sera fort satisfaite qui n'avoit pris résolution de leur faire offrir que pour vous tirer de la peine où cette contestation-là vous avoit mis, jugeant que le titre sans la main étoit bien moins considérable que la main sans le titre. Vous en jugez autrement & votre Dépêche nous laisse concevoir que donner la main au premier Deputé, la prévaut sur les autres & leur déniaient le titre, qu'ils

Touchant  
le Ceremoniel  
avec Mr.  
Contarini.

Et des  
Hollandois.

res-

1644.

teront satisfaits & que Sa Majesté se feroit moins relâchée que de leur donner le titre qu'ils estimeront peu sans avoir la main. Sur cette ouverture Sa Majesté s'est résoluë d'attendre vos avis avant que d'en former aucun & elle se porte d'autant plus à le prendre tel qu'il n'y aura à perdre ni à craindre, puisque vos mêmes Dépêches nous assurent que ces Messieurs n'ont point encore fait partir leurs Députés & qu'ils sont pour tarder avant que de se joindre à Munster. Celui de Savoye est encore en cette Ville, & ne vous demandera jamais de titre ni la main tant que vous le dénierez aux Hollandois, mais dès l'heure que vous vous sçerez relâchez envers eux, il la prétendra & se fondera sur le rang que les Ducs de Savoye ont toujours tenu & peut-être sur la prétention au Royaume de Chypre. On ne lui a pas fait espérer nulle nouveauté & il ne fait pas les prétentions des Hollandois ni ce qu'on avoit pu consentir en leur faveur.

Le Ministre de Savoye ne prétendra rien.

On espere beaucoup des Traités conclus en Hollande.

L'avantage que les Traitez que vous avez passés à la Haye acquerra à cette Couronne nous est connu, & nous avions prévu qu'il importoit du tout de lever aux Ennemis l'espérance de faire un Traité séparé avec les Hollandois. Il ne nous déplait pas que les Espagnols aient pénétré votre intention ni même publié leur sentiment sur celui que nous avions eu; cela d'un côté les a mis hors de garde & leur fait comprendre que nous y sommes bien & qu'ils ne gagneront rien ni par leurs artifices ni par leurs flegmes puisque nous sommes résolus de les laisser venir. Que si bien, sans vous arrêter aux défauts de leurs Pouvoirs, vous ne laissiez pas d'entrer en conférence, ayant été remarqué & demandé qu'ils aient à les reparer, ils auront eu honte d'être repris ou se preparent d'être couverts de blâme s'ils venoient à y apporter de la difficulté, car par là le Public connoitroit qu'ils n'ont jamais eu intention d'avancer le Traité de la Paix, mais seulement publiant y vouloir entendre essayer de ménager les avantages qu'ils attendent du tems dont nous aurions grand sujet de bien espérer, vû l'état où sont nos armes & les leurs: Pour les titres chacun le prend comme il veut & par raison; outre que la coutume autorise ce que nous avons observé, nous avons dû nous contenter d'exprimer les seuls que nous aprenons qui comprennent sous eux tous les autres; que si l'on ajoute à celui de Roi de France celui de Roi de Navarre, c'est parce que cette dernière Couronne est indépendante de la première à laquelle la Catalogne étant réunie, comme par le droit de l'Épée les autres Provinces que nous avons conquises, & elles en sont maintenant part & c'est ce que vous avez très-bien remarqué; & d'ajouter un Royaume comme font aucuns Princes, outre que nous ne voulons pas prendre exemple d'eux, nous croyons par là diminuer nos droits sur le pays conquis ou donné à la Couronne, puis qu'il sembleroit qu'il n'en seroit pas une portion & nous-mêmes en donnerions un préjugé. Aux autres chefs contenus en votre Dépêche, nian Memoire qui l'accompagnoit, il n'échet pas de répondre. D'un côté c'est à vous à travailler & à nous de l'autre qui avons bien examiné votre raisonnement sur ce qui concerne les personnes des Médiateurs, il faut que l'un se ménage à bien considérer la conduite de l'autre, & de l'intention des deux il faudra juger quand le Traité sera fini ou quand il y aura à agiter ou décider quelque affaire d'importance. Je suis &c.

Touchant le titre de Roi de Navarre pour le Roi T. C.

Et des Médiateurs.

1644.



PLEIN POUVOIR  
DES  
ETATS GENERAUX  
DES  
PROVINCES UNIES  
DES PAIS BAS.

*A leurs Députés pour conférer avec  
les Ambassadeurs de France.*

LES ETATS-GENERAUX des Provinces Unies des Pays-Bas à tous ceux qui ces présentes Lettres verront salut. Comme ainsi soit que nous avons été obligés de faire ci-devant grandissimes dépenses extraordinaires & en faisons encore tous les jours aux occurrences & occasions du fait de la Guerre, tant par Mer que par Terre, & considéré le peu d'inclination que les Espagnols ont toujours eu à la Paix & que, encore que pour la Negociation d'icelle ils aient enfin envoyé partie de leurs Plenipotentiaires à Munster, ils pourroient se contenter de cette apparence & tirer les affaires en longueur, s'ils ne sont forcés par les Armes d'entendre à un Accommodement raisonnable; & le très-Haut, très-Excellent & très-puissant Prince le Roi très-Chrétien, par l'avis de la Reine Regente sa Mere, voulant continuer à cet Etat la même affection & bienveillance que les défunts Rois ses Prédécesseurs de bonne memoire ont témoigné de temps en temps par bienfaits, assistance & faveurs, en suivant ce, ayant trouvé à propos & nécessaire de faire tous devoirs & instances envers Sa Majesté, afin qu'il lui plût continuer de secourir cet Etat d'une Somme de deux cens mil Livres, Sa Majesté a daigné commettre le Sieur Claudé de Mesmes, Comte d'Avaux, Commandeur de ses Ordres, Sur-Intendant des Finances de France, & l'un des Ministres d'Etat de Sa Majesté & le Sieur Abel Servien, Comte de la Roche, Conseiller en tous les Conseils de sa dite Majesté, ses Ambassadeurs Extraordinaires, & le Sieur de la Thuillerie, Conseiller d'Etat & Ambassadeur Ordinaire de Sa Majesté près de nous, pour négocier sur ce sujet; au moyen de quoi étant nécessaire de députer quelques personnages pour à cette fin se trouver en Conférence de notre part avec les dits Sieurs Ambassadeurs, & nous confians pleinement de la suffisance, prudence, fidélité & diligence des Sieurs Barthold de Gent, Sieur de Loenen & Meynerwick, Sénéchal de Bommel, Tiel & Bommelerweerden, Jean de Mateneffe, Sieur de Mateneffe, Riviere, Opmeer,

1644.

meer, Souteveen, Jacob Catz Conseiller Pensionnaire de Hollande & West-Frise, Jean Knuyt, Chevalier Seigneur dans le vieux & nouveau Voïmar, premier Noble & représentant la Noblesse aux Etats de la Comté de Zelande & Conseiller ordinaire de son Altesse le Prince d'Orange, Gilbert van der Hoolck ancien Bourguemaître de la Ville d'Utrecht, François de Donia à Hin-nema Hielsum, Guillaume Ripperda Sieur de Boxberhen, Broculo & Hengelo, Adrian Pauw Sieur de Heemstede du Corps de notre Assemblée leur avons donné, comme nous donnons par ces présentes, Pleinpouvoir & autorité de concerter refoudre & convenir & conclure avec les dits Sieurs Ambassadeurs sur le sujet du dit Secours, promettans sincèrement & de bonne foi avoir agreable, tenir ferme & stable & à toujours tout ce que par nos Deputez en cette Qualité sera fait, promis, convenu & accordé en cet endroit, sans jamais aller ou venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit, mais le devoir ratifier si besoin est & en passer Lettres & Instruments en la meilleure forme que faire se pourra. Fait à la Haye en notre Assemblée sous notre grand Seel paraphure & signature de notre Greffier le vingt-cinquième jour du Mois de Fevrier mil six cens quarante quatre. Paraphe V. ALDRIGA VIDI & sur le repli, Par ordonnance des Hauts & puissans Seigneurs les ETATS-GENERAUX Souffigné CORN. MUSCH & Seelé du grand Sceau des dits Seigneurs Etats en Cire rouge pendant dessous à double queue. En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits & Deputez en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé ces presentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait poser le Cachet de nos Armes.

Fait à la Haye en Hollande le 29. Fevr. 1644.



## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N.

A Paris, le 28. Mai 1644.

*On approuve qu'ils gagnent l'amitié du Médiateur Contarini. Touchant le Ceremoniel. De la*

*liberté du passage de Monsieur de la Thuillerie en Suede, ou en Dannemarck. Le Danne-marck agrée l'interposition de la France. On doit travailler pour attirer à Munster le plus fort des Negociations. Le Prince Palatin veut servir dans une Armée de France. On l'en remercie. Il faut ménager le grand Chancelier de Pologne. Sur les remises pour la Landgrave.*

1644.

## MESSIEURS,

LA Lettre que la Reine vous écrit faisant réponse à la vôtre du troisieme de ce mois, est si ample qu'avec raison je me dispenserai de l'accompagner d'une mienne particuliere; mais outre que par respect je ne le dois pas faire, celle que vous m'avez adressée m'oblige à avoir un autre sentiment. Celui que vous avez de vous rendre le Sieur de Contarini favorable, est loué & l'on se promet qu'il servira cette Couronne avec adresse, vigueur & affection.

On approuve qu'ils gagnent l'amitié du Médiateur Contarini.

Ce qui a été resolu en faveur de Messieurs les Etats, & Ambassadeurs allans en Danne-marck, est bien quelque chose dont ils prendront plus de droit que ce qui a été consenti en faveur de celui de Venise, mais l'on prétend que cela même servira à les rendre plus modérés en leurs demandes, & que vous en tirerez avantage. Il est clair que se relâchant de celui qui les affecte à Munster, l'on passe condamnation en tous autres lieux, & ce n'est pas une pratique nouvelle que, selon les lieux où l'on est, l'on traite différemment avec les Ministres des Princes, au moins les Espagnols sont en cette possession, & il est juste que la France la prenne & d'autant plus qu'elle se relâche, à l'avantage de ceux qu'elle veut assujettir à cette regle. L'on n'a pas jugé à propos, qu'on fit savoir ce qui a été commandé à Monsieur de la Thuillerie, au Secrétaire Brasset, mais seulement à vous, afin que le faisant entendre aux Ambassadeurs, & Commissaires de Messieurs les Etats, vous eussiez plus de moyen de les persuader qu'il n'est pas juste qu'ils imposent des Loix à la France, mais bien qu'ils reçoivent agréablement ce qu'elle fait à leur avantage. Il seroit inutile d'alleguer les exemples qui autorisent ce que l'on consent, puisqu'ils sont sans nombre & qu'en cette Cour tous les Ambassadeurs, qui y résident, donnent le titre & la main à celui de Savoye, & qu'à Rome celui d'Espagne le lui denie, & cela se fonde sur ce que l'Ambassadeur de Rome a quelque prerogative qui ne se trouve pas aux autres & celle qu'il exerce à Munster, à l'occasion du sujet pour lequel on y est du nombre de Princes & d'Ambassadeurs, qui s'y doivent rencontrer, est élevée en cette dignité, & c'est la raison pour laquelle on y veut établir des regles qui s'observent en la Cour du Pape.

Touchant le Ceremoniel.

J'apprens qu'en Hollande l'on n'a pas cru que la qualité de Plenipotentiaire fût au dessous de celle d'Ambassadeur & il est bon de persuader ce sentiment, afin que ce qui vous a été cédé par les Espagnols, puisse être allegué & tiré à avantage; mais il sera bien d'insister qu'elle



1644. qu'elle soit inserée au Pouvoir qui leur sera envoyé, & je ne crois pas qu'ils en fassent difficulté où nous aurons bien préjugé de leurs intentions. Que s'ils déclarent l'avoir fait par concert, & avec dessein, ils entreront dans un labyrinthe d'affaires qu'ils auront peine à démêler, puisque l'Ambassadeur de Venise ne leur voudra pas céder, lequel les ayant traités comme Ambassadeurs de Rois, & ménagé avec eux la sorte dont vous aviez à être reçus, vous a convié à en faire autant, & il eût été impossible de l'éviter puisque leur qualité vous étoit inconnue jusques au jour qu'ils vous ont exhibé leurs Pouvoirs, & qu'il étoit probable que celle d'Ambassadeur étoit jointe à celle de Plenipotentiaire. Je ne vous mande pas cela pour vous dire que nous ayons cru que vous eussiez fait faute, traitant avec eux comme vous avez fait, car bien éloigné de cette pensée on loue l'adresse avec laquelle vous avez ménagé les avantages que vous avez eu, & la vigueur avec laquelle vous les avez soutenus. Il m'a semblé, relisant votre Lettre, que Monsieur Contarini ne défend pas bien son procédé, & la distinction qu'il apporte & qu'il donne pour raison me semble foible : il faut songer au remède, & c'est votre intention.

De la liberté du passage de Monsieur de la Thuillerie en Suede, ou en Dannemarck.

Les Imperiaux n'auroient pas bonne grace de vouloir faire entreprendre sur la personne de Monsieur de la Thuillerie. Il sera glorieux aux Couronnes Alliées que leurs Ministres se facilitent le passage avec des forces au travers des troupes de l'Ennemi. Que s'ils accusent cette conduite, ils ont desir d'empêcher que les Couronnes de Suede, & de Dannemarck ne se joignent, ils déclarent qu'ils voudroient bien que la Guerre se rendit immortelle, & qu'ils ne consentent que l'on traite de la Paix que pour manquer de moyen de continuer la Guerre. L'on fait qu'il y avoit un autre chemin que le dit Sieur de la Thuillerie pouvoit prendre; mais, comme vous le remarquez très-prudemment, il eût pu donner du dégoût aux Suedois, & l'on n'aura pas peu fait si on leur fait comprendre, qu'après que l'on a conféré avec les Ministres, il est juste que Monsieur l'Ambassadeur aille en Dannemarck, plutôt qu'en Suede. Par la Lettre de Monsieur de Meules, en date du 10. de ce mois reçue au même jour que la votre du 13. j'apprens que le dit Roi de Dannemarck a bien agréable notre interposition, & soit pour apprehender que son Pais soit le theatre de la Guerre, ou pour n'avoir su obtenir de l'Empereur d'être secouru, qu'à des conditions très-rudes, il préférera la Paix à la durée de la Guerre, laquelle lui causeroit une entiere ruine, car Amis comme Ennemis ne laissent pas d'apporter de la desolation dans les Etats.

Le Dannemarck agréé l'interposition de la France.

On doit travailler pour attirer à Munster le plus fort des Négociations.

Le Prince Palatin veut servir dans une Armée de France.

On l'en remercie.

Vous jugez bien, Messieurs, qu'il importe de beaucoup que l'on attire toutes les affaires qui ont connexité, ou dépendance en la Paix en la Ville de Munster, & nous sommes de même avis, & qu'il faut sur tout que celle du Palatinat s'y traite. C'est aux Parties interressées de le poursuivre & à nous à les appuyer, & les raisons que vous en donnés sont si concluantes qu'elles forcent à y acquiescer. Le Prince Palatin écrit à la Reine qu'il desiroit de venir servir en l'une de ses armées pour lui témoigner son affection. Il lui a été répondu fort civilement en éloignant la chose, la prétextant même de ses avantages. Le Résident demandoit la qualité d'Electeur en la subscription de la Lettre, on lui a refusé; mais si le Duc de Baviere continue à se rendre peu favorable aux intérêts de la France, il nous for-

TOM. II.

1644. cera à appuyer ceux du Prince Palatin comme les nôtres. Je vous plains d'avoir à contester avec des gens qui sont aussi peu raisonnables que les Suedois, mais c'est une charge de celles que vous exercez. L'on desire qu'en commun vous écriviez par Monsieur de Croissi, au Grand Chancelier de Pologne, ou au moins, vous Monsieur le Comte d'Avaux, pour le confirmer de plus en plus aux bonnes intentions qu'il témoigne pour la France. Dans la Dépêche que j'envoie au dit Sieur de Croissi, il y en a une de Sa Majesté au dit grand Chancelier.

Il faut ménager le Grand Chancelier de Pologne.

Sur les remises pour la Landgrave.

Puisque vous jugez que l'argent qui a été donné à Madame la Landgrave, est bien employé, ce nous est sujet de grande consolation. Dieu veuille que les troupes fassent quelque chose de bon.

L'on a par mégarde inseré dans la Lettre de la Reine la nouvelle de Catalogne, qui devoit être mise en celle-ci. Je suis &c.

## L E T T R E

De Monsieur

## S E R V I E N ,

à Monsieur le Comte de

## B R I E N N E.

Du 3. Juin 1644.

MONSIEUR,

JE suis bien marri que vous soyez importuné de nos contestations, & qu'elles soient resuscitées au temps que je les croyois étouffées pour jamais. Depuis ce qui s'étoit passé à la Haye, Monsieur d'Avaux m'avoit fait assurer que nous vivrions avec plus de franchise, & de familiarité à l'avenir que nous n'avions fait par le passé. Ensuite de cette assurance il desira; lorsque je fus arrivé ici, que nous écrivissions; lui, Monsieur de la Thuillerie, & moi, une Lettre en commun à la Reine; pour nous plaindre du mauvais traitement de Messieurs les Etats. Je fis tout mon possible pour lui faire comprendre que cette matiere n'étoit plus bonne à remuer, & qu'il avoit plus d'intérêt que personne qu'on perdît la memoire de ce qui s'y étoit passé. Néanmoins pour lui complaire nous signames la Lettre selon son desir, avec condition expresse qu'il ne seroit point parlé de l'affaire des Catholiques de Hollande, mais seulement de l'injure qui nous avoit été faite par l'Ecrit que Messieurs les Etats avoient fait imprimer.

Je n'eusse pas pu m'imaginer que la franchise dont nous usions en ce rencontre, Monsieur de la Thuillerie & moi, dût être tournée contre

Cc 2

nous-

1644.

nous-mêmes & que Monsieur d'Avaux ne nous eût voulu engager à écrire la Lettre commune, que pour donner couleur à une Lettre particulière, qu'il écrivit en même temps à la Reine sans nous en rien dire, par laquelle il tâchoit de nous associer au blâme d'une action qui ne lui a pas réussi. Si j'avois eu part au conseil, comme il a voulu faire croire, il me seroit plus honnête de dire les raisons qui m'y auroient porté que de le defavouer. Mais cela n'étant pas, il seroit plus glorieux à Monsieur d'Avaux, de faire de même en alleguant seulement les considérations, qui lui ont fait mépriser mon avis & mes oppositions, que de supposer aujourd'hui que la chose a été concertée entre nous. Quand cela seroit vrai, elle a eu de si mauvais succès que le nombre des Consultants n'en rendroit pas la résolution moins blâmable. Mais cette pensée étoit si éloignée de mon sentiment, & je fis tant d'efforts pour en divertir Monsieur d'Avaux, que je m'étonne comme il en a pu perdre la mémoire, & avancer une chose dont je puis facilement vérifier le contraire.

Le jour que sa Harangue fut prononcée je ne pouvois encore savoir si l'effet en seroit bon ou mauvais. Les plaintes que je fis sur le champ, qu'une affaire de cette nature eût été entreprise sans m'en communiquer, firent voir clairement à tout le monde que je n'avois point eu de part à la délibération, & la satisfaction que Monsieur d'Avaux me fit faire, dont je ne veux avoir témoin que Monsieur de la Thuillerie, montreront qu'il ne le croyoit pas lui-même. Mon ressentiment n'étoit pas lors pour la faute qui avoit été faite, dont le jugement n'appartenoit qu'à la Reine, à qui le temps seroit connoître si elle avoit été bien ou mal entreprise. Mon intérêt n'étoit que dans la forme parce qu'elle avoit été faite sans me la communiquer. Je n'eusse pas eu l'effronterie de m'en plaindre à l'heure même, si elle eût été concertée avec moi, & Monsieur d'Avaux n'a pas l'humeur si traitable qu'il voulût avouer, comme il fit, qu'il avoit tort de n'en avoir pas conféré avec moi. Pourquoi m'eût-il fait promettre par Monsieur de la Thuillerie, que les choses ne passeroient plus à l'avenir de la sorte s'il n'eût reconnu, que l'ordre n'y avoit point été gardé en mon endroit, & pourquoi eût-il confessé au dit Sieur de la Thuillerie, pour faire paroître sa reconciliation plus sincère, qu'il ne m'avoit pas voulu parler de son dessein pendant trois semaines que nous nous voyions tous les jours, à cause qu'il m'avoit reconnu d'opinion contraire, & qu'il craignoit que je m'y voulusse opposer ? Ce fut certainement cette franchise qui étouffa tous mes ressentimens, & qui m'empêcha de me plaindre à la Reine, de l'offense qui m'avoit été faite; elle me donna sujet de croire que Monsieur d'Avaux, quand il seroit temps, ne refuseroit pas de faire ingenuement la même confession qu'il faisoit en ce temps-là. Cependant deux mois après, lorsque je me confie innocemment aux promesses de notre reconciliation, & qu'elles m'ont empêché de demander raison du tort que j'ai reçu dont, vous Monsieur, à qui j'eusse du m'en adresser, êtes bon témoin, Monsieur d'Avaux écrit à la Reine, sans m'en avertir & au préjudice de la parole que nous nous étions donnée, de n'écrire point à Sa Majesté ni à Messieurs les Ministres à l'insu l'un de l'autre. La justification qu'il cherche pour ce qui s'est passé en Hollande, est seulement de m'y embarrasser; il croit assez bien défendre une entreprise, qu'il a obstinément

1644.

faite contre mon avis, pourvu qu'il allegue que j'y ai eu part, & qu'il me ravisse l'honneur d'avoir prévu, en m'y opposant, les maux qui en sont arrivez. Il ne se contente pas de cette surprise; pour la rendre plus grande, il nous engage en même temps d'écrire une Lettre en commun, afin qu'elle lui serve en quelque façon de preuve pour mieux persuader ce qu'il écrivoit clandestinement contre moi.

Il s'imaginait peut-être que la bonté de la Reine la porteroit à assoupir l'affaire, sans que je pusse avoir connoissance de ce qu'il avoit mandé, & que m'ayant blessé de mes propres armes, l'impression qu'il auroit donnée à Sa Majesté demeureroit dans son esprit. Certes, Monsieur, s'il ne falloit que me laver du blâme de ce qui s'est passé en Hollande, l'affaire n'est pas si criminelle qu'encore que le succès en ait été mauvais, l'intention avec laquelle elle a été entreprise n'ait été bonne. J'aurois peut-être assez de charité pour ne m'en pas défendre, & pour aider à Monsieur d'Avaux à porter un fardeau qu'il s'est attribué lui seul, afin de n'imputer plus la Reine ni Messieurs les Ministres de notre différend, je me contenterois de la satisfaction de ma conscience, & des témoignages de vingt personnes d'honneur qui savent la résistance que j'y ai apportée; mais considérez, Monsieur, s'il vous plaît, jusques où l'on me presse.

Tandis que Monsieur d'Avaux s'est imaginé que le succès de son entreprise seroit glorieux, il n'a pas été fâché qu'on lui attribuât toute la gloire, & que les Catholiques de Hollande reconnussent, pour l'écrire à Rome, & ailleurs, qu'il faisoit contre l'avis de ses Collegues.

Les Principaux d'entr'eux qui le pouissoient à cela (peut-être avec plus de desir, de mettre de la division entre la France & les Provinces Unies, que de servir la Religion) se cachent de Monsieur de la Thuillerie, & de moi, comme si nous eussions été suspects en cette matière, nous passions dans leurs esprits pour tièdes & politiques. Il seroit un peu rude après cela que la même affaire, dans un sens contraire, nous fît passer à la Cour pour imprudens, & que nous fussions blâmés différemment, en un lieu pour l'avoir voulu empêcher & en l'autre pour l'avoir faite.

Mon intérêt particulier va encore plus avant que cela, & me touche plus sensiblement à l'honneur; car je ne saurois laisser l'impression qu'on a voulu donner, que j'aye eu part à l'action que je ne passe pour un Imposteur à cause que je l'ai desavoué.

Lorsque Monsieur de la Thuillerie nous accommoda, Monsieur d'Avaux & moi, le jour même que sa Harangue fut prononcée, je donnai bien mon ressentiment particulier pour ne me plaindre pas de l'injure, que j'avois reçue. Mais je ne m'obligeai pas à celer la vérité ni la déguiser; notre accommodement arrêta les plaintes que j'avois résolu de faire à Messieurs les Ministres, mais il ne changea pas la forme de l'affaire, & ne m'ôta pas la liberté d'écrire à mes amis comme elle s'étoit passée. C'est de cette sorte, Monsieur, que je vous en écris trois lignes en passant, avant que de partir de Hollande, & que j'ai fait savoir la même chose à quelques autres de mes amis particuliers, comme une Histoire véritable, sans en demander raison à personne. Il est question maintenant de savoir si j'ai dit la vérité, nous voilà appoinctez contraires, Monsieur d'Avaux & moi, sur une question de fait, ce qui n'a guère accoutumé d'arriver entre des personnes d'honneur.

Il s'agit de savoir qui est celui qui l'a dénié ou l'a déguisé, & qu'il demeure pour jamais convaincu d'imposture, c'est la très-humble prière que je fais à la Reine par la Lettre que j'ai l'honneur de lui écrire, & veux bien être condamné à ne paroître jamais en présence de Sa Majesté, si cette affaire n'a été résolue par Monsieur d'Avaux contre mon avis, & exécutée sans m'en communiquer, & si je ne le prouve toutes les fois qu'il plaira à Sa Majesté me le permettre.

Monsieur d'Avaux, pour faire croire que j'ai eu part à la délibération, soutient qu'il nous en parla chez Monsieur de la Thuillerie, & à moi & que nous en fîmes tous deux demeurez d'accord. Je vous supplie très-humblement d'examiner si le discours, que nous en eûmes lors, est une délibération suffisante pour une affaire de cette importance, qui étoit capable de mettre nos personnes en péril, & d'exciter des séditions dans toutes les Provinces Unies, & si ce ne seroit pas bien user de surprise l'un contre l'autre, si les affaires demeuroient assez bien concertées lorsqu'il n'en est parlé qu'en cette forme.

Monsieur d'Avaux, comme j'ai eu l'honneur d'écrire à son Eminence, nous demanda si nous ne ferions rien pour les Catholiques. Il faudroit un volume entier pour exprimer ce que je lui représentai pour l'en dissuader & lui faire connoître que ce que nous penserions entreprendre en leur faveur produiroit un effet tout contraire si nous le faisions publiquement. Sans combattre mon opinion ni la vouloir suivre il nous demanda s'il falloit donc les abandonner? Je répondis que non pas cela, que lorsque les affaires du Roi seroient achevées & que les esprits seroient remis en bonne assiette, nous pourrions chercher ensemble les moyens de leur faire quelque office; à quoi Monsieur de la Thuillerie ajouta qu'il n'y avoit point de difficulté. Je n'improvois pas à la vérité qu'on cherchât doucement les expédients de leur procurer quelque soulagement, ma pensée étoit d'en parler avant toutes choses à Monsieur le Prince d'Orange, & d'en communiquer secrètement avec les plus sages du pays, pour agir selon le jour qu'ils nous en donneroient; dont je croyois que nous devrions encore prendre les mesures entre nous lorsque le tems en seroit venu.

Sur toutes choses j'avois toujours très-obstinement soutenu qu'il falloit éviter tout ce qui pourroit faire tant soit peu d'éclat. Si cela, Monsieur, est un concert qui ait pu permettre à Monsieur d'Avaux, de résoudre lui seul la forme de cet office, le tems de le faire, le lieu où il seroit fait, les personnes avec qui il en falloit traiter: si directement contre mon avis, il a pu le faire publiquement, & s'il y a lieu de dire que la chose a été concertée, n'en ayant été parlé que de cette sorte; j'avoue que j'ignore encore comme les affaires d'importance doivent être concertées. Mais si au contraire le discours que nous avons eu ensemble n'étoit qu'un projet de dessein auquel nous étions obligés de donner ensemble la forme & la perfection; si Monsieur d'Avaux l'a celé à Monsieur le Prince d'Orange mêmes, à qui nous avions ordre de communiquer toutes choses avant que les entreprendre; s'il s'en étoit caché de moi par sa propre confession pendant trois semaines de peur que je l'empêchasse; si jamais nous n'avions convenu ensemble que cela pût être mêlé dans une Harangue publique, & si j'ai toujours été directement d'avis contraire; s'il a en-

voyé secrètement, sans m'en rien dire, faire ouvrir les portes de l'Audience contre la coutume afin qu'il y eût plus grand nombre de Peuple à l'écouter, je ne veux autre témoignage que le sien propre pour lui faire avouer, au moins par une conséquence démonstrative, que la chose a été faite sans moi.

La plainte que j'en fis d'abord fit paroître mon opinion & mon ressentiment en ce rencontre, & la satisfaction que Monsieur d'Avaux m'en fit faire témoigne bien clairement la croyance qu'il avoit de m'avoir mal traité, car; Monsieur, il n'en étoit pas demeuré là lorsque son Discours fut achevé & que le Président de l'Assemblée eût répondu au Compliment que Monsieur d'Avaux avoit fait sur notre départ, par prudence il ne voulût rien dire sur l'article des Catholiques, Monsieur d'Avaux crut le devoir presser là-dessus & avant que de le faire prit l'avis de Monsieur de la Thuillerie, sans me demander le mien, ensuite de quoi il demanda ce qu'on pouvoit espérer pour les Catholiques. La Réponse fut alors desobligeante au point que vous avez déjà su, & fit paroître que le Président ne l'avoit pas oublié la première fois, faute de mémoire, mais par discrétion.

Je ne sai si Monsieur d'Avaux ne dira point encore que cette seconde instance qu'il fit étoit contenue implicitement dans le premier consentement que j'avois donné chez lui trois semaines auparavant de faire quelque office aux Catholiques de Hollande.

Le second affront qu'il me fit en présence de tout le monde me toucha si fort qu'il ne me fallut pas peu de moderation pour n'éclater. Je me contentai de lui dire qu'il se fût bien passé de nous faire si maltraiter; à quoi il ne répondit autre chose sinon que Monsieur de la Thuillerie avoit été de cet avis.

Je ne puis croire que Monsieur d'Avaux ait oublié toutes ces particularités, & qu'il ne se souvienne plus que Monsieur de la Thuillerie lui fit reproche aussitôt après, que, dans cette réponse qu'il m'avoit faite, il sembloit qu'il eût allégué son nom pour nous mettre mal ensemble.

Certes, Monsieur, je n'eusse jamais attendu de Monsieur d'Avaux, qu'après avoir dissimulé tous les mépris & mauvais traitemens pour ne point faire d'éclat, & conserver son amitié, il m'eût voulu attaquer lorsque j'y pensois le moins dans une affaire où il fait bien que la raison & la vérité combattroient pour moi; il devoit juger que l'artifice dont il s'est servi ne seroit qu'une impression de peu de durée & qui réussiroit à son préjudice lorsqu'il seroit découvert.

Il pourroit bien dire aujourd'hui avec autant de fondement que c'est de concert avec moi qu'il a laissé Monsieur Contarini, sur le haut du degré, & qu'il ne l'a point accompagné jusques à son Carosse, & qu'après avoir traité un Ambassadeur avec une retenue si difforme il s'est rendu prodigue de complimens avec le Resident de Suede, qu'il a conduit jusques dans le milieu de sa Cour.

Nous avons autrefois parlé ensemble de ce qu'il falloit faire en semblables rencontres, mais certes nous n'avions non plus résolu de pratiquer cette forme si peu concertée que de faire une harangue en faveur des Catholiques de Hollande.

Monsieur d'Avaux croit qu'on le querelle quand on le veut assujettir aux règles & coutumes & s'il ne lui étoit permis de les changer selon que l'humeur lui en prend, aussi bien que les délibérations, il ne croiroit pas que son pouvoir fût assez absolu.

1644.

Ce n'est plus, Monsieur, désormais mon intérêt qui me fait parler de cette sorte. Quand je n'aurois pas eu jusques ici dans le monde quelque reputation de sincerité, je croi m'être si bien mis à couvert de la calomnie que l'on m'a voulu faire, que l'on n'aura pas besoin d'ouïr les témoins ni de voir les preuves que j'offre, pour justifier tout ce que j'ai l'honneur de vous écrire; en cas qu'il vous reste le moindre doute.

C'est au service de la Reine qu'il importe & à l'autorité de son Conseil de prescrire si bien à ceux qui sont dans les emplois l'ordre qu'ils y doivent observer qu'il n'y soit pas permis d'user de supercherie & qu'on n'y coure point de fortune de porter le blâme des fautes qu'on n'aura jamais commises. Je me promets, Monsieur, de votre bonne justice que Sa Majesté aura pour agréable de vous le rapport de cette Lettre, puis-que le respect m'a empêché de mettre dans celle que j'ai l'honneur de lui écrire les raisons que la défense de mon honneur m'a obligé d'insérer en celle-ci. Je ne saurois mieux la finir qu'en vous assurant que je suis véritablement &c.

## L E T T R E

de Monsieur

## S E R V I E N

à Monsieur de

## B R I E N N E.

Du 4. Juin. 1644.

*La Négociation est toujours dans le même état. Mr. d'Avaux est indisposé. On s'abouchera avec les Plenipotentiaires de Suede.*

MONSIEUR,

LA dernière Lettre qu'il vous a plu nous écrire du 21. du mois passé, qui nous fut rendu le trentième, ne nous obligeant à aucune réponse & les affaires étant toujours ici dans un même état, nous n'avons point de sujet de vous entretenir par cet Ordinaire. Il se rencontre au même tems que Monsieur d'Avaux est un peu indisposé & s'est senti de l'inégalité du tems qui passant souvent ici & repassant d'une extrémité à l'autre a rendu presque tout le monde malade; néanmoins son indisposition n'est pas si grande, grace à Dieu, qu'elle nous ait fait perdre entièrement l'esperance de nous aboucher Mardi prochain avec les Ambassadeurs Suedois entre ici & Osnabrug, si l'apprehension qu'ils ont que quelque parti de Landquenets ne les vienne enlever, ne les fait changer de résolution. Cependant mondit Sieur d'Avaux a désiré que j'eusse le bien de vous écrire seul ces trois lignes pour vous faire savoir ce qui nous empêche de vous faire une Dépêche en commun. J'ai volontiers accepté cette commission pour prendre occasion de vous renouveler les assurances de la passion avec laquelle je suis &c.

La Négociation est toujours dans le même état.

Mr. d'Avaux est indisposé.

On s'abouchera avec les Plenipotentiaires de Suede.

1645.

## L E T T R E

de Monsieur de

## B R I E N N E,

à Messieurs

## D' A V A U X

E T

## S E R V I E N.

A Paris, du 4. Juin 1644.

*Il blâme le procédé des Imperiaux. Attentat contre Mr. de la Thuillerie. Bon effet des Lettres Circulaires de la France. Touchant l'Empereur. Touchant la succession de Juliers, & la Religion. Affaires de la Catalogne. & du Pais-Bas. De la Landgrave. Soins du Ministre pour la Paix du Nord. Mr. de Bregi Ministre destiné pour la Pologne.*

MESSIEURS,

JE vous ai écrit si amplement il y a aujourd'hui huit jours que cette Lettre en fera plus court. Il me pourroit presque suffire d'accuser le reception de la vôtre du 21. du passé reçue le dernier, puis-que je me suis assez expliqué par les précédentes combien Sa Majesté se tenoit offensée du procédé des Ministres de l'Empereur.

Il est à souhaiter pour le bien de la Paix qu'ils ayent de meilleures intentions que celles qu'ils montrent, qu'ils traitent avec plus de respect envers les Ministres des Rois & que ceux-ci ayent la liberté entière d'écrire & d'envoyer où bon leur semblera. Que si on la leur veut ôter, ce sera à nous à demander qu'on change le lieu de l'assemblée & qu'il en soit choisi un où nous ayons un égal pouvoir de faire ce Congrès sur les frontieres communes; même, comme il a été pratiqué diverses fois, bâtir des loges en tel lieu que chacun des Deputés se trouvât sur le Territoire de son Maître. Mais quand il s'agit de faire la Paix entre un grand nombre de Princes, dont les Etats sont éloignés & séparés de ceux avec lesquels il faut qu'ils traitent, pour être Parties formelles du Traité ou Alliés de ceux qui sont chefs du Parti, l'on a recours à un autre expedient & la liberté que, sous la foi publique, un chacun passionne avoir au lieu indiqué, fait qu'on s'y rend sans apprehender qu'il lui soit fait nulle violence. Il sera bon, puis-que les Médiateurs connoissent l'injustice du procédé de nos Parties, qu'ils en informent leurs Maîtres & le Public, afin que l'on

Il blâme le procédé des Imperiaux.



1644.

Attentat  
contre Mr. de  
la Thuillerie.

Bon effet  
des Lettres  
Circulaires de  
la France.

Touchant  
l'Empereur.

Touchant  
la succession  
de Juliers, &  
la Religion.

l'on sache qui sont ceux qui empêchent l'avancement du Traité. C'est à vous, Messieurs, à ménager cela sur leurs esprits & qui n'oubliez point d'en informer les Ambassadeurs de Sa Majesté, laquelle louë Dieu, ayant vu les projets qu'on faisoit contre la liberté & peut-être la vie de Monsieur de la Thuillerie, de ce qu'il est arrivé à Minden, d'où son chemin lui étant plus libre il y a lieu d'espérer qu'il achevera heureusement, & malgré les artifices des Impériaux, la Négociation qu'il va entreprendre. Il m'a écrit d'Osnabrug, & la Lettre est du 13. du passé, d'où il ne croit pas si tôt de partir. Ce qui lui a succédé & comme c'est honte aux Ennemis de lui avoir voulu dresser des embuscades, ce lui est beaucoup de gloire & aux Couronnes Alliées de l'en avoir preservé, & malgré les efforts des autres qu'il soit arrivé à bon port. C'est aussi un grand avantage que les Lettres que vous avez écrites à l'Assemblée de Francfort, ayant fait impression sur plusieurs des Deputés. L'Exemple pourra attirer les autres qui n'ont pas été capables de se laisser surmonter à la Raison; & quand elles n'auroient produit autre effet que de faire appréhender à l'Empereur, qu'elles sont pour faire impression sur l'esprit de plusieurs, elles ont toujours frappé leur coup. Et sans doute il sera modéré en ses demandes envers les dits Princes & en son procédé envers nous, s'apercevant que ce qui vient de votre part est agréablement reçu de plusieurs & considéré de tous. Il s'excuse de restituer aux Ecclesiastiques du Duché de Wirtemberg, les Lieux & les Heritages dont il les avoit autrefois mis en possession, sur ce qu'il avance que la France y met empêchement. Vous en savez la vérité, faites-la donc entendre aux Princes Catholiques; c'est au Pape qu'il tient; c'est un Auditeur. . . . qui vous en a apporté la plainte, rendant un Bref que la Sainteté en a écrit à Sa Majesté. Cette maniere d'agir importante à autrui est basse & peu sçante à un grand Prince. Entre ceux de Brandebourg & Neubourg, il paroît toujours quelque différend, auquel les Etats prennent part pour se croire garands du Traité fait entre leurs Peres, lors que la succession de Juilliers fut partagée entre eux par maniere de provision, qui leur a donné lieu de maintenir par voye de fait les Sujets dudit Neubourg, qui font profession de la Religion prétendue réformée, au libre exercice d'icelle, quand leur Prince y a voulu apporter quelque changement, soit pour voir ou être en droit selon l'usage de l'Empire, ayant lui même changé de Religion, ou par d'autres raisons dont il ne rend point de compte; & appréhendant les suites desdites voyes de fait, il a eu recours au Pape pour nous prier de nous remettre envers Messieurs les Etats à ce qu'ils le laissent user de son droit: ce que la Sainteté a fait en nous y exhortant par un Bref, sur lequel j'estime qu'avant que rien faire il falloit être pleinement éclairci des prétentions des uns & des autres & pris résolution d'en écrire au Sieur Braffet, lequel m'ayant expliqué le mieux qu'il a pu ce que je devois favoir, m'a laissé concevoir que le seul remède qu'on pouvoit apporter à ce desordre étoit de composer le différend des Princes & de régler ou, à mieux parler, expliquer de leur commun consentement les termes douteux de leurs Traitez, parce que nul d'entre eux ayant sujet de se plaindre ne demanderoit entière l'exécution de ce qui a été convenu sans la médiation & que si, d'autorité privée ou à la requête des Sujets de l'un d'entr'eux, il entreprenoit quelque chose, il auroit sujet de lui en demander la raison & le dissuader de le faire. J'ai aussi jugé qu'il n'y

1644.

auroit personne qui pût si bien accomplir cet office de charité en faveur du Duc de Neubourg, que vous Messieurs. L'ayant proposé à Sa Majesté au sujet de l'Electeur, il vous plaira vous souvenir de ce que je vous ai écrit & de ce que vous m'avez répondu & pour l'avenir bien qu'il y ait peu à espérer de sa conduite pour l'avoir foible & trop dependante des Electeurs de Baviere, & de Cologne, voire de l'Empereur, & de sa Maison, si ce que l'on me mande est véritable, qu'il a été résolu à Vienne de l'interdire & priver de ses Etats de Westphalie, & y établir son fils, il pourroit en prendre jalousie & peut-être quelque résolution vigoureuse. Si sa colere & ses ressentimens l'engageoient à vous offrir de vous remettre des Places qu'il possède les principales, l'affaire ne seroit pas à rejeter & le soin que vous prendrez de lui peut produire quelque chose de bon & ne feroit jamais causer de mal. Il est remis à vos prudences de vous entremettre de ce différend ou de m'écrire le vrai état où il est & les sources des peines que souffre ledit Neubourg, & ce que j'en dois écrire à Rome; & jusques à ce que j'aye eu de vos nouvelles j'éluderai de faire aucune réponse & avec d'autant plus de raison que je n'ai su retirer le double du Traité qui devant servir de règle aux Parties la doit aussi donner à ce qui a été dit ou fait en l'exécutant. Je vous envoie le double de la Relation de ce qui est arrivé en Catalogne, & telle qu'un Gentilhomme dépêché par le Maréchal de la Motte l'a donné & le double de celle que nous avons aussi envoyée en divers endroits, diminuant en quelque sorte notre perte. Ce qui est très-véritable c'est que nous la réparons très-puissamment, que nous espérons beaucoup de notre armée laquelle est devant Gravelines, & quoi qu'elle soit forte, nous ne laissons de songer & de travailler aux moyens d'empêcher qu'elle ne diminue en la fortifiant de tems en tems par de nouvelles troupes & pour le moins on y enverra quatre mil hommes de pied. L'on espere que Marfin joindra Mr. le Duc d'Enguien & déjà il lui a écrit pour l'avertir de se tenir prêt & pour aviser des chemins qu'ils auront à tenir, l'un pour avancer à recevoir l'autre, & celui-là pour en faciliter les moyens; & bien que la diversion que cette armée fera produise de grands effets à l'avantage de Madame la Landgrave, je crains que se voyant hors d'espérance d'être assistée par le Corps levé par le dit Marfin, elle ne demande quelque subside extraordinaire sans mettre en considération l'assistance qu'elle a eu cette année. Mais comme elle en prendra liberté, celle de la refuser nous demeure qui sommes bien en peine de la continuation de la Maladie du Maréchal Torstenfon, & de ce qu'on nous mande que venant en Allemagne il lairra le tiers de ses troupes dans le Holstein, & n'en tirera que dix mil hommes de pied qu'il prétend joindre à cinq de Madame la Landgrave & à un pareil nombre d'un des Capitaines qui sert la Couronne de Suede. Si vous pouvez le persuader de rentrer en Allemagne avec toutes ses forces & afin de le pouvoir sans être arrêté d'aucune apprehension, de faciliter la Paix entre les Couronnes de Suede & de Dannemarck, vous rendriez un service bien signalé au public & avanceriez votre retour. J'ai tort de mêler votre intérêt quand il s'agit de quelque chose à l'avantage de Sa Majesté. Je suis &c.

Affaires de  
la Catalogne,  
Et du  
Pais-Bas.

De la  
Landgrave.

Soins du  
Ministre pour  
la Paix du  
Nord.

Depuis ma Lettre écrite, la Reine m'a commandé de vous faire savoir qu'elle n'entend pas que vous chargiez le dit Sieur de Croissi, de l'Emploi de Pologne, si ce n'est que le Sieur de Bregi,

1644.

Mr. de  
Bregi Minis-  
tre destiné  
pour la Po-  
logne.

Bregi, auquel Sa Majesté l'a destiné, & qui est parti pour vous aller trouver, refusât d'y aller, & je vous envoie des Lettres de creance par ledit Sieur de Bregi, semblables à celles qui vous furent envoyées sous le nom du dit Sieur de Croissi pour vous en servir comme il vous est ordonné, & ledit Sieur de Croissi ira toujours vers le Ragotzi ainsi qu'il vous est mandé.

## L E T T R E

de Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le

C A R D I N A L

M A Z A R I N.

Du 25. Juin 1644.

On lui envoie Copie de leur Dépêche pour Mr. de Brienne.

MONSEIGNEUR,

On lui en-  
voie Copie  
de leur Dé-  
pêche pour  
Mr. de Brien-  
ne.

EN finissant la Dépêche que nous faisons à Monsieur le Comte de Brienne, nous avons reçu par le Sieur Allego, celle dont il a plu à votre Eminence le charger. Le tems qu'il faut pour la déchiffrer nous empêche d'y faire réponse par cet Ordinaire; ce sera, Dieu aidant, par le premier. Cependant ne pouvant rien ajouter à ce que nous écrivons audit Sieur de Brienne, dont nous envoyons Copie à votre Eminence, suivant les commandemens qu'il lui a plu nous en faire, nous nous contenterons de l'assurer de notre obeiſſance & que nous sommes véritablement &c.

1644.

## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N.

*Joye des apparences de l'union des deux Plenipotentiaires, on les exhorte à l'entretenir. Aprehenſions de la Guerre entre la Suede & le Dannemarck. Reflexions sur la conduite des Suedois envers le Transylvain. Sur les Subſides accordés au Transylvain. Prévoyance prise touchant l'Envoyé en Pologne. Touchant la Plainte des Imperiaux au ſujet des Lettres Circulaires. Ce qu'on peut eſperer des Princes Alliés contre la Maiſon d'Autriche. Affaires de Dannemarck & du Commerce. Touchant la Médiation à Oſnabrug. Etat des Armées. Soins touchant la diversion des forces de l'Empereur.*

MESSIEURS,

PAr la Lettre que Monsieur Servien m'a écrit du onzieme du courant reçu le 22. j'apprends qu'il eſpere que ce ſera la dernière qu'il m'adreſſera ſans être ſignée que de lui & il m'exhorte que la réponse ſoit à tous deux. Je ſatisfais volontiers à ſon deſir, & il me ſemble d'autant plus juſte que de vôtre union dépend le progrès de la Négociation, & qu'il importé beaucoup au ſervice de Sa Majesté que les Etrangers ſachant qu'elle eſt ſi bien établie entre nous que rien ne la peut alterer & que pour être quelquefois d'avis differends cela ne fait autre choſe que donner plus de lumière pour mieux prendre vos réſolutions. Par la même il

, nous

Joye des  
apparences de  
l'union des  
deux Pleni-  
potentiaires,  
on les exhorte  
à l'entrete-  
nir.

1644.

Apprehensions de la guerre entre la Suede & le Danemarck.

Reflexions sur la conduite des Suedois envers le Transylvain.

Sur les Subsidies accordés au Transylvain.

Prévoyance prise touchant l'Envoyé en Pologne.

nous est mandé que vous allez travailler à la Dépêche de Monsieur de Croissi, & vous avez bien prudemment considéré dans les maux qu'a produit la nouvelle Guerre d'entre la Suede & le Danemarck, & le long tems qui s'est écoulé depuis que les Ministres de la Couronne de Suede ont un Traité avec le Prince de Transylvanie, lequel assisté, comme on lui avoit promis, eut pu faire un notable progrès sur l'Ennemi commun & le reduire à condescendre à des conditions. Et certes le grand avantage que les Suedois ont conçu de cette diversion & se venger des torts qu'ils disent leur avoir été faits par leur ennemi particulier les a portés à l'attaquer; mais s'ils eussent considéré qu'en s'éloignant des frontieres & des pays du plus puissant, ils lui donnoient moyen d'opprimer l'autre, & l'affranchissoient des jaloufies qu'il en avoit, sans doute ils eussent suivi un meilleur conseil. Que nous soyons pleinement justifiés qu'il n'y a point eu de notre faute, cela nous satisfait, mais ne guerit point du mal qu'il en fait apprehender. Par la ruine de ce Prince & par son accommodement l'Empereur s'accroitra de puissance, l'ayant seulement humilié, mais s'étant mis hors de l'apprehension que son esprit turbulent lui donnoit par la connoissance qu'il aura prise de son impuissance & que donnant de l'argent à Constantinople il ne doit rien craindre du côté de la Hongrie. S'il y a encore quelque chose à faire de son côté, on ne doute pas que Monsieur de Croissi ne le ménage & que s'acheminant vers lui, si l'on apprend qu'il soit accommodé, qu'il ne rebrouffe son chemin selon les instructions que vous lui en aurez données, car il seroit hors de tems de le faire rechercher & hors de raison de lui donner de l'argent, ayant juré & accepté les conditions de la Paix qui lui auront été accordées: & quand il faudroit essayer de le rembarquer il seroit plus honnête de l'en faire rechercher par ceux qui ont déjà négocié avec lui que par un Ministre de Sa Majesté, laquelle entre pour ce regard en votre sens, il ne se peut départir des premieres considerations qui l'ont obligé de marcher fortement en cette affaire. Quant aux Lettres de change dont la vôtre fait mention, déjà elles ont été expédiées & envoyées à Monsieur Des Hameaux avec divers ordres, ainsi que mes précédentes vous auront informées, de ne faire delivrer l'argent à Venise ou de tirer Lettre sur Constantinople, qu'il ne soit assuré ou par vous ou par autre voye que le Prince Ragotzi continué & est embarqué à la guerre, même qu'il est en action. Soit par le Ministre de la République qui est à Vienne ou par homme qu'il peut dépêcher jusques à Canise, il pourra s'éclaircir de ce qui se passe en Hongrie. Vous pouvez donner assurance que les Lettres ont été envoyées, l'on peut faire état du paiement & quand une fois on aura pris ordre du lieu où il devra être fait, l'acquittement s'en fera à jour nommé; mais je crains bien que nous n'en ferons point en peine & que le dit Prince soit accommodé. Ces raisons en sont si nettement expliquées en votre Dépêche qu'il y a lieu de tout craindre & de n'en plus parler. Je ne vous ferai point souvenir, que le dit Sieur de Croissi ne doit aller en Pologne qu'au refus que pourroit faire d'y aller Monsieur de Bregi, parce que je vous ai envoyé des Dépêches pour être delivrées à celui-ci & le tems que vous aurez mis à travailler à l'instruction du premier aura servi à faire arriver les dernieres, lesquelles vous ayant éclaircis des intentions de Sa Majesté, vous les aurez sans doute suivies. La plainte que les Imperiaux font de la Lettre Circulaire que

TOM. II.

vous avez écrite nous a fait de la peine, je n'y ai pas remarqué que le terme qui les choque y fût énoncé; ni n'ai pas vu la Traduction qui en a été faite; mais j'ai ordre de faire faire recherche des Exemplaires & du Traducteur & ne l'ayant rendu fidèlement il sera châtié, & de cela je vous rendrai compte d'aujourd'hui en huit jours. Ce qui me travaille est que vous ne vous en êtes pas excusés, & ainsi il est à craindre que dans l'original le mot de Tyran ne soit exprimé, il y a des termes équipolens, & qu'on n'a pu mettre en François sous celui-là. Il est certain & je l'apprens de divers endroits que la Lettre en sa forme, & en sa maniere les blesse, mais elle a produit un bon effet, & cela nous doit suffire qui serions bien fâchés que sur quelques termes ils incidentassent comme vous voyez qu'ils affectent de faire, & vous avez si bien répondu aux Médiateurs qu'ils ont tout sujet de reconnoître la necessité de votre procédé & que celui des Ministres de l'Empereur sent bien plus celui d'un Barreau que d'une Assemblée si notable & convoquée pour de si grandes affaires, comme est celle de Munster. Vous avez en main de quoi les satisfaire, c'est à eux à se déclarer, & le Resident de Suede seroit peu versé dans les affaires du monde s'il n'avoit connu que les Imperiaux ont changé de resolution sur l'occasion de leur nouvelle Guerre & qu'ils essayent de colorer leur procédé, ayant quelque honte de leur infidelité & de leur mauvaise humeur & une joye extraordinaire de la Rupture entre les deux Couronnes. Il pourra être que les Ambassadeurs de l'Empereur se mécomptent & que le Roi de Danemarck songera à ses affaires, les reglera & terminera sans attendre l'issue de votre Assemblée, & que bien que le Holstein soit Membre de l'Empire, il ne l'aura, faisant la Paix avec les Suedois, de régler les interêts de ce Duché & de l'assurer qu'il ne pourra être envahi, & sans doute les Senateurs du Royaume porteront empêchement que ce qui regarde le Royaume ne soit traité à Osnabrug, & aimeront mieux en un lieu tiers s'assembler avec ceux de Suede; c'est où Monsieur de la Thuillerie pourra donner des marques de sa suffisance & faire recevoir à cette Couronne la gloire d'en avoir pacifié deux Alliées. Je doute que le Roi de Danemarck accepte la Mediation de Messieurs les Etats; ils font accompagner les Navires de leurs Marchands d'une Flotte & semblent vouloir s'ouvrir le passage du Sond & necessiter le Roi de Danemarck, de moderer les impôts qu'il y leve. Ainsi le faix de la Négociation, si elle prend trait, tombe sur Monsieur de la Thuillerie, lequel devra bien prendre garde en quel terme sera conclu l'Article du Commerce afin que, s'il regle & modere les impôts pour les Suedois & Hollandois, les François reçoivent un pareil traitement. Faisant réponse à une de ses Lettres en date du 4. de ce mois je lui en toucherai un mot & l'informerai des sujets de cette Guerre, selon que les Suedois les publient, dont, Messieurs, je ne vous écrirai pas parce que leur Ambassadeur & Mr. Cerifante vous en auront informé. Celui-ci ne veut pas être présenté par l'Ambassadeur Grotius, lequel a pris une audience & donné les Lettres de Créance qui l'autorisent pour faire savoir les mouvemens des Conseillers de la Reine & des Regens de Suede, & de laisser entendre que l'autre vient pour raconter ce dont il a été témoin sans charge aucune de traiter; & ledit de Cerifante au contraire se donne pour un Envoyé confident. Quand il aura présenté ses Lettres & été admis en l'audience de Sa Majesté, je vous ferai part de ce qu'il nous aura dit.

Dd

Quand

1644.

Touchant la Plainte des Imperiaux au sujet des Lettres Circulaires.

Ce qu'on peut espérer des Princes Alliés contre la Maison d'Autriche.

Affaires de Danemarck & du Commerce.

1644.

Touchant  
la Mediation  
à Osnabrug.

Quand bien l'accommodement se feroit entre le Roi de Dannemarck, & la Reine de Suede, je doute que celle-ci veuille l'autre pour Mediateur, & il sera force à l'Empereur d'accepter Venise à Osnabrug aussi bien qu'à Munster, & il n'y a pas d'apparence que d'un ennemi depuis peu reconcilié l'on en veuille en quelque sorte faire l'arbitre de sa fortune, presentement plusieurs choses en sont dépendantes. Ce que nous pouvons préjuger de notre siège, c'est une prompte & favorable issue, dès Lundi il y a huit jours la tranchée a été ouverte & l'on ne juge pas qu'il puisse durer au delà du mois prochain. Certes l'Ennemi est foible, divisé en divers lieux & si Monsieur Torstenson étoit dans les pays héréditaires, ils auroient bien de la peine à se défendre. Nous au contraire sommes en bon état, non seulement notre circonvallation est en sa perfection, notre armée bonne & forte & nous la rafraichissons tous les jours & celle que commande Monsieur le Duc d'Enguien est en état de pouvoir entreprendre. Celle de Baviere a allés à faire à se défendre de celle du Maréchal de Turenne, & la notre de Catalogne est plus puissante qu'elle n'étoit avant le combat que les Espagnols font tant réentir, lequel leur a ôté le moyen de prendre Lerida, puisque sous son ombre on y a jetté le nombre d'hommes que je vous ai mandé. Monsieur le Prince d'Orange est descendu en Flandre & est logé à Axel. Nous ne savons pas ce qu'il délibérera, mais nous sommes bien assurés, soit en Flandres ou ailleurs, qu'il fera une puissante diversion à l'ennemi. Hors d'aller à Gueldres, il est mieux là qu'en aucun autre lieu où il sauroit aller. Je ne doute point que le Secrétaire Brasset ne vous donne compte de ce qui se passe en ses quartiers, auquel vous pourrez adresser vos ordres pour tout ce que vous jugerez devoir faire part à Messieurs les Etats, & s'il y avoit nécessité de recourir à Monsieur le Prince d'Orange, vous pourrez vous adresser à Monsieur d'Estrades; je lui écris qu'il ait à s'y conformer comme à ceux qu'il recevoit de la Cour. L'on nous mande que le Marquis de Castell Rodrigo est arrivé à Namur, sa présence pourra apporter du changement aux affaires de Flandre, & peut-être où vous êtes. Je crois qu'il est vrai Plenipotentiaire, & qu'il a le secret de la Paix; vous ou nous en ferons bientôt éclaircis. Je suis &c.

Soins touchant la diversion des forces de l'Empereur.

1644.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E

à Messieurs

D' A V A U X,

ET

S E R V I E N.

A Paris, le 27. Août 1644.

*On espere leur Union. Affaires de l'Oostfrise. Plaintes contre les Hollandois. Soins pour la Guerre d'Allemagne. Et envers les Etats Generaux d'Hollande. Prise du Sas de Gand, & de Grave-lines. Instruction pour les Ministres de France à la Haye, touchant les affaires d'Oostfrise. Soins de la France pour entretenir la bonne correspondance avec la Suede, & le Danne-marck. Reflexions de la Cour sur la conduite des Suedois, envers Ragotzi. Touchant les plaintes des Suedois contre l'Empereur. La France affecte un grand penchant à la Paix. Affaires du Conclave. Et d'Angleterre.*

MESSIEURS,

JE ferois mal ma cour & m'acquitterois fort mal de mon devoir si je ne vous adressois en commun la Lettre que je vous dois écrire pour répondre à celle du 13. de ce mois reçue le 24. bien qu'elle ne soit signée que de l'un de vous, Messieurs, qui très-habiles pénétrez aisément la raison de ma conduite, & pour ne vous laisser lieu de la discuter ou de me blâmer de ce que je fais, je vous dirai que l'on veut que les differends qui sont entre vous, & qui n'ont que trop duré cessent, & que l'on est persuadé que Monsieur de Saint Romain sera

On espere leur union.



1644.

Affaire de l'Oostfrise.

Plaintes contre les Hollandais.

Soins pour la Guerre d'Allemagne.

affés heureux pour moyenner un si grand bien, qu'on ne juge pas plus difficile à procurer pour ce qui est survenu entre vous depuis qu'il a été dépêché. Ainsi son entremise produisant un si bon effet, il est de mon obligation d'y donner chaleur, & comme si la susdite Lettre étoit écrite de tous deux, y faisant réponse, la vous adresser. Elle contient trois Chefs d'affaires; la plus importante concerne celle de l'Oostfrise; la seconde ce que vous avez écrit à Monsieur Salvius; la troisième la résolution que lui & son Collegue ont prise d'écrire aux Commissaires de l'Empereur. Je pourrais dire aussi qu'elle traite d'un quatrième, qui n'est pas moins difficile à résoudre que le troisième & premier. Mais sur cela m'étant souvent expliqué, je m'en dispenserai pour cette fois, & lorsque l'Ambassadeur de Messieurs les Etats se fera expliqué de la prétention de ses Ministres avec Sa Majesté, je ne manquerai de vous informer de ce qui aura été résolu, pour ne condamner leur procédé. Je ne laisse pas de la rejeter, & leur ingratitude surpasse de beaucoup leur présomption; mais cela demeure dit de vous à moi. Pour revenir aux affaires & suivre l'ordre de votre Lettre, j'ai à vous dire que celle-là & plusieurs autres que j'ai reçues de Monsieur d'Estrade, & du Secrétaire Brasset, m'ont assez appris que le différend d'entre Madame la Landgrave, & le Comte d'Emden, n'étoit pas de ceux qui soient si faciles d'accommoder, & l'intervention de Messieurs les Etats & de Monsieur le Prince d'Orange, y étant aucunement nécessaire, augmente la difficulté. Aussi ont-ils eu honte quand ils ont su que nous avions pénétré leurs conseils, & que par l'ingénue confession du Comte vous avez appris qu'ils l'avoient porté d'armer, & d'entreprendre à se faire craindre, s'il vouloit réduire les Hessiens à se retirer de son Pais. Tout à point un discours controuvé reçu pour véritable a servi de sujet au Prince d'Orange, de remettre l'affaire à Messieurs les Etats, & comme si la France eût fait menacer son Allié de le tirer du Pais pour ne point blesser celui-là, lui conseillant d'exécuter ce qu'on exigeroit de lui de pure force. Il n'a pas dissimulé avec nous; nettement & franchement il s'en est expliqué avec Monsieur d'Estrade; & quand Monsieur de Montigni & le dit Secrétaire Brasset ont voulu presser Messieurs les Etats d'aider à assoupir cette querelle, ils les ont trouvés très-fermes à appuyer le parti du Comte. Diverses Dépêches des dits d'Estrade & Brasset m'ont donné connoissance de l'intention des autres. Présentement j'écris aux premiers de détromper le dit Prince, de tout ce que l'on a imposé à Monsieur de Rorté, & de lui faire comprendre de quelle importance il a été d'assoupir ce différend, afin que Madame la Landgrave puisse agir librement dans l'Empire, où ses troupes sont absolument nécessaires pour la défense de la cause commune, non à la vérité pour s'opposer aux desseins des Ennemis, mais pour assister les armées de Sa Majesté, qui ont pris leur marche au delà du Rhin pour entreprendre sur Philipsbourg, ou prendre les Places de deçà comme Worms, ou autre, où l'on pourra loger l'armée que commande Monsieur le Maréchal de Turenne; ce qui est à la liberté de Monsieur le Duc d'Enguien, & des Chefs des armées assemblées, auxquels on s'est remis, afin qu'ils prennent, dans les divers partis qui s'offriront, celui qui est plus pour réussir. On préféreroit le premier à tous autres, parce qu'il entraîne après soi & assujettit

1644.

Et envers les Etats des Pays-Bas, d'Hollande, &c. Prise du Sas de Gand, &c. de Gravelines.

Instruction pour les Ministres de France à la Haye, touchant les affaires d'Oostfrise.

Soins de la France pour entretenir la bonne correspondance avec la Suede, & le Danemarck.

ce qui est au deçà du Rhin. Mais on ne le commande pas, de crainte que s'y rencontrant trop de difficulté, il donnât lieu à l'armée de Bavière de se rassembler, & aux Ennemis d'envoyer des troupes occuper les postes qu'on veut prendre; mais que s'il trouvoit la Place dégarnie de Garnison suffisante, ainsi qu'on nous le mande, la presser vivement; & quant à celle de Fribourg, la seule Garnison de Brisac sera pour la reprendre, dès que les neiges tomberont; ce qui arrive pour l'ordinaire au mois d'Octobre: tous les chemins pour aller à eux se trouveront fermés, & il ne reste d'accès en cette Ville que du côté de Brisac; ce qui a fait résoudre de ne la point attaquer & de songer à quelque chose de plus de conséquence, afin que l'on tirât du gain de la bataille un profit proportionné à la défaite de cette armée pompéuse & triomphante de la Ligue. Le Secrétaire Brasset aura aussi des ordres pareils pour agir envers Messieurs les Etats; & tous deux n'oublieront pas de faire comprendre à ces Messieurs que Sa Majesté, les assistant présentement & leur ayant facilité la prise du Sas, que l'on tient assurée, ayant affoibli & occupé l'Ennemi commun par la prise de Gravelines & du poste de Waten, qu'on fortifie présentement, & qu'on a résolu de conserver pour avoir un pied dans leur Pais, & qui donne facilité à la jonction de nos armées, en cas de besoin; que Sa Majesté se promet de leur prudence & de leur gratitude qu'ils contribueront, de tout ce qui est en leur pouvoir, les moyens qui produiront d'autres, & si grands avantages à la cause commune, aux Couronnes & Princes Alliés. L'un & l'autre de ces Messieurs, d'Estrades & Brasset, éviteront de reprocher aux autres les promptitudes de leur conseil, & leur feront bien comprendre que ce qu'on demande n'est pas pour durer jusques à la Paix, & qu'on ne veut pas que Madame la Landgrave s'accroisse en l'Oostfrise, ni qu'elle en tire ce dont elle est en possession, consentant Sa Majesté & lui conseillant qu'elle fasse raser le nouveau Fort que le Comte d'Erberstein avoit commandé d'y construire, & délicatement ils feront entendre, soit à l'Altesse d'Orange ou à Messieurs les Etats, que de diviser le Comte d'Oostfrise d'avec la Noblesse, & les Communes les plus puissantes de son Pais pourroit bien un jour lui causer du mal; à quoi donneroit ouverture la protection qu'ils promettent au dit Comte; & la fin de leur remontrance sera que, pour obliger la France en ce rencontre, il faut promptement embrasser ce qu'elle demande; ajoutant que, pour diminuer la trop grande puissance de leur Ennemi, elle leur fait la Guerre & employe au commandement de son Armée, les personnes de plus haute dignité, & de plus grand mérite qui sont dans le Royaume.

Quant à la réponse que vous faites à la Lettre de Monsieur Salvius, elle a été approuvée, & Sa Majesté ne se peut départir des premiers ordres que vous avez eus, ni des conseils que vous avez suivis. Elle veut satisfaire de son côté à ce qu'elle doit aux Suedois, & se promet aussi qu'ils accompliront de leur part ce à quoi ils sont tenus, & que le Roi de Danemarck n'aura point sujet de lui reprocher que lui faisant offrir la Médiation, pour terminer le différend qu'il a avec celle-ci, l'opprime & l'attaque au moyen de l'argent qu'elle reçoit de la France, lequel ayant sa destination pour leur aider à faire la Guerre dans l'Empire, & dans les Etats héréditaires, doit être employé sur ce sujet. Avant que je passe au troisième

1644.

Réflexions  
de la Cour  
sur la con-  
duite des Sue-  
dois, envers  
Ragotzi.

point contenu en votre Lettre, trouvez bon que je vous dise que, si Monsieur Torstenson ne donne satisfaction au Prince de Transilvanie, il fera pour prendre des résolutions précipitées; & sans que son Résident à la Porte a été assisté de Monsieur de la Haye, & de l'inclination du Visir, qui s'est trouvé l'appuyer, la nécessité l'auroit déjà forcé à s'accommoder. Il est à craindre que l'Ambassadeur qui y est dépêché, par des soumissions honteuses ou par des présents & le paiement du tribut, n'y apporte du changement, & à ce mal il n'y paroît point de remède, qu'accomplir envers ce Prince la parole qui lui a été donnée; à quoi de notre part nous satisferons ponctuellement, & l'argent remis à Venise y a été reçu, les Marchands étans entrez en paiement avant le 30. du mois.

Touchant les  
plaintes des  
Suedois con-  
tre l'Empe-  
reur.

M'étant ainsi expliqué sur le second point de votre Dépêche, je passe au troisième, sur lequel je n'ai point à m'arrêter. La Lettre écrite par Messieurs les Plenipotentiaires Suedois est mesurée & accompagnée de beaucoup de raison; ils reprochent à l'Empereur la perte du temps, lui font comprendre partant & à ses Ministres, qu'il ne tient point à eux que l'ouvrage de la Paix ne s'avance, & le rendent ainsi l'auteur des maux que la Guerre pourra causer. Il est à souhaiter que cette Lettre produise l'effet qu'on s'en est promis, & à craindre qu'elle ne soit le commencement d'une résolution éloignée de celle de leur Envoyé à Osnabrug. Mais comme d'un côté elle presse l'Empereur, & que la conscience lui reprochera diverses choses, que tant de sang Chrétien qui se répand & répandra crie & criera vengeance contre lui, & les armes de Sa Majesté prospérant, il pourra peut-être se résoudre à songer tout de bon à faire la Paix, détrompé des fausses espérances qu'il avoit conçues, que la discorde seroit la suite de la mort du feu Roi, & que les esprits

chauds & impatiens des François, donneroient lieu à quelque mouvement dans l'Etat, où la tranquillité est si affermie, que la France en semble le Temple. Cela paroît encore mieux depuis le retour de Monsieur le Duc d'Orleans, lequel très-satisfait de la Gloire qu'il a acquise confesse en devoir la meilleure part aux soins que Sa Majesté a pris de l'assister, qui s'occupe continuellement aux pensées des choses de l'avenir, à faire la Paix & avoir moyen de continuer la Guerre; & comme son inclination en est éloignée & qu'elle force la bonté de son naturel, c'est avec plus de soin qu'elle s'y applique.

1644.

La France  
affrète un  
grand pen-  
chant à la  
Paix.

De Rome nous n'avons point eu de nouvelles depuis la fermeture du Conclave. Avant que Messieurs les Cardinaux y soient entrés, l'un d'entr'eux, qui est Montalto, assisté des autres Espagnols, fit une demande que les armes fussent ôtées des mains des Barberins pendant l'Interregne. Cela proposé en Congregation ne fut soutenu que de lui & de trois autres, & rejeté de 36. Il a fait voir sa haine contre les Barberins & la faiblesse de son parti. Mais de conclure par-là que les Barberins soient Maîtres du Conclave, ce seroit bien se hâter, le temps nous apprendra diverses choses sur ce sujet, de croire que ceux qui sont assemblés n'élèveront pas l'un des jeunes au Papat ennuiez & laissez d'un Pontificat de 21. ans.

Affaires du  
Conclave,

D'Angleterre on m'écrit que les affaires sont toujours en confusion, & il faut que le Roi qui a consenti que Monsieur de Sabran entre dans le Parlement, & reconnoisse pour Assemblée legitime celle qui est convoquée à Londres, soit en une grande extrémité, ou s'en promette de grandes choses. Selon que la Reine sa Femme parle, il se tient en état de regagner promptement l'autorité. Je ne manquerai de vous faire part de ce que j'en apprendrai. Je suis &c.

Et d'Angle-  
terre.

F I N.



NEGOCIATIONS SECRETES  
TOUCHANT LA PAIX  
DE MUNSTER  
ET  
D'OSNABRUG  
CONTENANT  
LES LETTRES  
DE LA  
COUR DE FRANCE  
ECRITES A SES  
PLENIPOTENTIAIRES  
A MUNSTER,  
AVEC LES REPONSES DESDITS  
PLENIPOTENTIAIRES A LA COUR,  
EN MDCXLV.

*SECONDE PARTIE DU TOME II.*

NEGOTIATIONS SECRETES

TOUCHANT L'APAIX

DE MUNSTER

ET

DOSNABERG

COMTE DE

LES ESTATS

COUR DE FRANCE

RECEVUS

PAR LE SEIGNEUR

A. M. DE

AVANT LE 15 DECEMBRE

PAR LE SEIGNEUR

SECOND

1713



NEGOCIATIONS SECRETES  
TOUCHANT LA PAIX  
*DE MUNSTER ET D'OSNABRUG,*  
CONTENANT  
LES LETTRES  
DE LA  
COUR DE FRANCE  
ECRITES A SES  
PLENIPOTENTIAIRES  
A MUNSTER  
AVEC LES REPONSES DESDITS PLENIPO-  
TENTIAIRES A LA COUR EN MDC. XLV.



MEMOIRE DU ROI  
A MESSIEURS  
LES PLENIPOTENTIAIRES.

Fait à Paris le premier jour de l'année mille six cens quarante cinq.

*La Cour se plaint de ce que ses Plenipotentiaires ont consenti à traiter d'une maniere inusitée, savoir par écrit, sans lui en donner connoissance. On ordonne de la rompre, & de suivre la plus usitée & la plus utile. La Cour insiste à appeller de nouveau tous les Princes & Etats de l'Empire au Congrès. Affaire de l'Eleveur de Treves. La Cour rejette la faute sur l'animosité des Plenipotentiaires entr'eux. La Reine se plaint de leur mesintelligence. Cause de leur desunion. Préparatifs pour l'Armée d'Allemagne. Apprehension des Espagnols. Soins du Duc de Baviere pour la Paix. On croit que l'Empereur fera sa Paix sans l'Espagne. Suppositions des Espagnols. Il y a de la desunion entre les Plenipotentiaires d'Espagne. Baviere & autres Princes souhaitent une suspension d'armes, mais les Espagnols s'y opposent. Il semble que la France incline à la suspension des*

*Armes. Raison de ce souhait. Avis de la Cour sur la maniere de traiter avec les Espagnols, & avec les Alliez de la France. Emprisonnement d'un Italien partial des Espagnols & leur correspondant. On arrête aussi d'autres complices. La Cour leur ordonne de dire ces nouvelles aux Plenipotentiaires d'Espagne. Touchant le Ceremoniel par rapport à l'Evêque d'Osnabrug. Touchant les Etats Generaux des Provinces Unies.*

1645.



A Majesté, après avoir considéré les Dépêches de Messieurs les Plenipotentiaires du... du passé, & la Copie qu'ils lui ont adressée des propositions qui avoient été remises par écrit de part & d'autre

entre les mains des Médiateurs, contenant les ouvertures d'un chacun pour la Paix, a commandé le present Memoire leur être envoyé pour les informer au long de ses sentimens.

Premierement sa Majesté a été extrêmement étonnée de voir que sans l'en avoir même avertie ils ayent pu consentir à laisser introduire une maniere de traiter par écrit, qui n'a jamais été pratiquée, & en laquelle pour plusieurs raisons nous avons un notable desavantage.

Le veritable & principal sujet de leur Envoi a bien été pour avoir la Paix, s'il est possible, mais comme nous ne pouvons pas sans presumption nous promettre que la colere de Dieu soit encore apaisée, ni qu'il veuille dessiller si-tôt les yeux de nos ennemis, le fruit de leurs Missions, qu'on s'attendoit ne pouvoir manquer, étoit que dans la sincerité des intentions de Sa Majesté & dans l'extrême passion qu'elle a de la Paix ils auroient beau champ de gagner du moins les apparences dans le monde en notre faveur, & que si la Chrétienté ne pouvoit si-tôt jouir de sa premiere tranquillité, personne n'en imputerait la cause qu'à l'injustice du procédé de nos ennemis, & à leur aveugle opiniâtreté continuée même parmi tant de disgraces qui leur arrivent, & dans une si visible déclaration du Ciel pour les avantages de cette Couronne.

Cependant il est certain que la façon de negocier qu'on a commencée ne sauroit produire qu'un effet tout contraire, puisque ne pouvant ni les uns, ni les autres entrer bien avant dans le détail, mais se tenir seulement dans une generalité vague; il n'y a personne qui ne voie le préjudice extrême que nous en recevons, étant en obligation de refuser incessamment, pendant que nos ennemis, sous des prétextes plausibles en apparence de n'avoir le leur & de remettre les choses comme elles étoient avant la Guerre, pourroient, ainsi qu'ils l'essaient par tant d'artifices, faire tomber facilement sur nous, près de la plupart du monde, qui ne penetre pas si avant, le blâme du retardement de la Paix, qu'effectivement ils meritent seuls par leur peu d'equité.

De plus cette maniere d'agir continuant, il faut perdre toute esperance de conclure jamais rien de solide, la chose se passera en écritures, en manifeste & en repliques, chacun ne se mettant pas tant en peine de reformer son écrit selon la règle de la Raison que de gloser sur celui de son compagnon, & prouver que les propositions qu'on a données, sont plus justes & plus effectives pour l'avancement de la Paix, que ne sont les autres du parti contraire.

Il est donc absolument necessaire de rompre cette introduction, faisant bien comprendre aux Médiateurs le peu de fruit qu'on s'en peut pro-

mettre, & certes puisque pour conclure la Paix on doit necessairement entrer dans le détail des differens qui l'empêchent, ceux qui desireront de negocier de cette sorte n'ont que de veritables intentions de la voir bientôt conclue.

La methode accoutumée & la plus utile, c'est qu'ayant convenu avec les Médiateurs des points qu'on veut traiter en premier lieu, lesdits Médiateurs se donnent la peine de voir de part & d'autre les sentimens des Parties interessées, concertent & ajustent chaque point l'un après l'autre, & à mesure qu'il s'en resout quelqu'un qu'ils en dressent un écrit de commun accord lequel demeure entre leurs mains, comme d'une chose arrêtée qui aura son effet quand tous les autres points seront aussi ajustez.

En toutes occasions & en tous tems on a traité de la sorte, & il ne se peut même autrement si tout de bon on veut avancer la negociation, c'est pourquoi les Médiateurs doivent être les premiers à le desirer. Il est bien vrai que par fois il arrive que les Médiateurs pour se souvenir mieux des choses qu'on leur dit en dressent des Memoires; mais comme ce n'est que pour soulager la leur, & afin d'être mieux instruits & éclaircis de l'intention des Parties, cela ne fait rien sur la question dont il s'agit. La plus forte raison qui a toujours obligé d'en user comme l'on marque, c'est que les declarations que l'on fait par écrit engagent trop, ce qui n'arrive pas lorsque les instances se font de vive voix, parce qu'encore qu'on demande ou refuse des choses extravagantes, l'adresse des Médiateurs fait enfin joindre les Parties, & l'on peut se relâcher sans déchet de reputation. A la verité si on eût pu prévoir que lesdits Sieurs Plenipotentiaires eussent eu la pensée de faire leurs propositions par écrit, l'on n'auroit pas manqué de leur mander les mêmes raisons ci-dessus marquées pour les en empêcher.

Voilà pour ce qui est de la maniere de negocier en general.

Sa Majesté descendant après à l'examen des propositions en détail, n'a pas été moins surprise de plusieurs choses que lesdits Plenipotentiaires ont inserées dans la leur.

Premierement il lui a bien semblé qu'il étoit à propos pour plusieurs raisons d'insister à demander la venue de tous les Princes & Etats de l'Empire, mais elle a crû aussi qu'il n'étoit pas necessaire ni expedient d'insinuer, comme ont fait lesdits Plenipotentiaires, qu'à défaut de cela l'Assemblée de Munster ne seroit pas complete & legitime.

Nous sommes déchargez de toute obligation quand on a fait toutes les diligences possibles pour les y faire venir. Il est bon de les renouveler aussi souvent qu'il se peut pour les hâter; mais après tout si d'autres considerations les retiennent, faudra-t-il, pour le caprice de quelques-uns ou pour leur crainte, se tenir les bras croisez à attendre la commodité & rejeter cependant toute negociation?

Nous devons souhaiter que l'Assemblée soit la plus nombreuse qu'il se peut, soit pour pouvoir mieux établir la sûreté de la Paix, soit pour plusieurs autres considerations dont lesdits Sieurs Ple-

1645.

Et de suivre la plus utile & la plus utile.

La Cour se plaint de ce que ses Plenipotentiaires ont consenti à traiter d'une maniere inusitée, savoir par écrit, sans lui en donner connoissance.

La Cour insiste à appeler de nouveau tous les Princes & Etats de l'Empire au Congrès.

On ordonne de la rompre.

Plenipotentiaires font assez informez, mais quand on n'y a rien omis, il y a lieu, ce me semble, de se contenter d'y voir les Plenipotentiaires de l'Empereur, de France, d'Espagne, de Suede & de Messieurs les Etats Alliez lorsqu'ils y seront arrivez, & pour Mediateurs les Ministres de notre St. Pere & de la Republique de Venise, pour n'avoir pas apprehension que tout ce qui s'y conclura ne soit validement traité, & que l'on pourra trouver des suretez suffisantes pour la fidelle observation de la Paix qui y sera arrêtée: en quoi même nous avons bien de l'avantage puisqu'à ce qu'on apprend de la plus grande partie des Deputez, les Princes & Etats de l'Empire sont en chemin pour se rendre à l'Assemblée.

Affaire de  
l'Electeur de  
Trèves.

En second lieu il eût été à desirer que sur le fait de Monsieur l'Electeur de Trèves lesdits Sieurs Plenipotentiaires n'eussent pas demandé son rétablissement présent dans ses Etats, puisque c'est un point à être traité dans la Paix même, & qu'à quelque injuste titre que le parti contraire puisse posséder son pais, on ne peut pas raisonnablement prétendre que sans être assuré auparavant de la Paix, il se dépouille dès-à présent des avantages que cette possession lui donne, & que par la remise de Trèves, de Coblens & d'Ermsstein à un des Princes nos adherans, il nous rende dès à présent Maîtres du Rhin & de la Moselle.

Il n'en étoit pas de même de la liberté dudit Serenissime Electeur, que lesdits Plenipotentiaires ont dû demander avant toutes choses, comme il leur étoit ordonné par leurs Instructions, & même de le faire hautement. Mais on n'a pas laissé de trouver à dire qu'ils se fussent si avant engagés par la déclaration de ne pas passer outre en la Negociation que ledit Sieur Electeur ne fût en pleine liberté, d'autant plus qu'encore que le dernier Article de la proposition restreigne cette pretention à sa liberté, néanmoins ayant relation au precedent la chose demeure encore dans l'équivoque.

Il est certain que s'il y avoit quelque chose qui put empêcher les Princes d'envoyer leurs Deputez à l'Assemblée, ou pour le moins les obliger à surseoir, c'étoit celle-là, & Messieurs les Ministres de Suede l'ont bien remarqué en la Lettre qu'ils ont écrite auxdits Plenipotentiaires; & d'effet en vain se hâteroient-ils de s'y rendre qu'après avoir vu ledit Electeur en liberté, puisqu'on a déclaré ne vouloir, ni pouvoir traiter que cela ne fût.

On voit que cela a déjà fait concevoir aux Mediateurs, lesquels nous croyons d'ailleurs partiaux de nos intérêts, qu'on ne trouve pas du côté de la France les facilités qu'elle avoit fait esperer pour l'avancement de la Paix; ce qui étant écrit au Pape & à la Republique de Venise, & se répandant ensuite par tout, il est impossible d'empêcher qu'on ne prenne des impressions qui nous sont desavantageuses, puisqu'elles révoquent en doute la véritable disposition que Sa Majesté a pour le repos public.

Cette declaration, de ne pas passer outre en la negociation, pouvant être très-dangereuse & préjudiciable, & n'étant point d'ailleurs ordonnée par l'Instruction desdits Sieurs Plenipotentiaires, on ne sait pas quels motifs ils peuvent avoir eu pour la faire. Il est vrai qu'ils eussent bien pu, ne baillant rien par écrit, en parler en ces termes aux Mediateurs afin qu'ils portassent leurs instances avec plus d'efficace au parti contraire, mais avec intention pourtant de s'en relâcher jusques au point de la seule liberté, que raisonnablement ils ne sauroient refuser. Il n'en est

pas de même en mettant sur le papier, d'où l'on ne se peut pas bien relâcher qu'avec quelque déchet de reputation, & quoique l'on le fasse en la nouvelle proposition qui a été dressée, c'est que d'autres raisons plus puissantes ont prévalu, & qu'on l'a pu couvrir du pretexte de vouloir l'avancement de la Paix à quelque prix que ce soit.

Sa Majesté reconnoissant donc que la proposition qu'ont donnée ses Plenipotentiaires pouvoit être conçue en termes plus propres & plus accommodez à son sens & à ses intentions, qui sont de conclure la Paix, ou de faire voir qu'il ne tient pas à elle & qu'elle en a une parfaite volonté, elle a à son grand regret juste occasion de croire que lesdits Sieurs Plenipotentiaires ne donnent leur principale occupation qu'à leurs differens particuliers, étant impossible que s'ils avoient pris soin de conférer ensemble, & discuter, comme ils le doivent, serieusement & autant qu'il se peut, les matieres de cette importance, les mêmes choses qu'on leur mande ne leur fussent venues dans la pensée. Une proposition de cette nature, puisqu'enfin ils étoient obligés de la bailler par écrit, méritoit des semaines entieres de méditation pour en peser non seulement la substance, mais jusques aux moindres paroles, qui pourront être glossées à l'éternité. Il n'eût été que bien de la communiquer aussi auparavant aux Ministres de Suede, pour en avoir leur avis, sans doute leurs remontrances les auroient obligé de retrancher, pour le moins, la clause de ne pouvoir passer outre, laquelle donnera des armes pour décrier la France à ceux qui ne l'aiment pas, & qui, sans le remede qu'on y apporte par la seconde proposition que Sa Majesté a fait dresser pour être remise de nouveau aux Mediateurs, ébranleroit fort ceux qui ont affection pour cette Couronne & qui soutiennent qu'elle veut sincerement la Paix.

Cela renouvelle au dernier point le déplaisir que la Reine a de la mesintelligence desdits Sieurs Plenipotentiaires, sachant notamment que les ennemis commencent à la compter pour un de leurs avantages & sur lequel ils font un tres grand fondement.

Ce qui est extrêmement fâcheux en cela, c'est qu'ils sont ingénieux à se tromper eux-mêmes, & que de moins habiles gens qu'ils ne sont n'auroient pas la dixieme partie de leurs contestations, étant certain que par leur habileté ils ont élevé & fait paroître pour des montagnes ce qui en son origine n'étoit qu'un atome, s'il y eût eu une bonne intelligence entr'eux comme elle y doit être.

Qu'importe que les Catalans accompagnent ou n'accompagnent point lesdits Plenipotentiaires en leurs visites?

Qu'importe qu'ils aillent ou non avec un nouveau deuil?

Qu'importe de soutenir qu'on ait oublié ou qu'on n'ait pas oublié quelque chose de peu d'importance, dont même on s'est souvenu à tems?

Qu'importe d'avoir été deux fois en un jour de different avis, puisque l'on doit faire gloire d'en changer quand on en trouve un meilleur?

Qu'importe d'envoyer un Courier ou un Gentilhomme en Hollande porter une Dépêche?

Qu'importe quand il échoit de parler du Roi de commencer par Sa Majesté très-Chrétienne, ou de dire premierement le Roi & puis la seconde fois Sa Majesté, n'étoit qu'on avoit envoyé ordre de le traiter toujours de Majesté?

La Cour  
rejette la fau-  
te sur l'ani-  
mosité de ses  
Plenipoten-  
tiaires en-  
tr'eux.

La Reine se  
plaint de leur  
mesintelli-  
gence.

Cause de leur  
desunion.

1645.

Qu'importe de pouvoir envoyer ou ne pas envoyer de nouveaux Memoires au Secrétaire commun quand les Dépêches ont été concertées, puis qu'en cela l'un n'a pas plus d'avantage que l'autre, n'étoit que bien souvent il survient des choses importantes dont on peut avoir oublié de parler?

Qu'importe de reconcerter à diverses fois les Dépêches, si quelqu'un d'eux pense que tout n'ait pas été bien résolu, & qu'il lui reste quelques doutes?

Qu'importe, pourvu qu'on rende compte conjointement par une même Dépêche, de quelle main elle soit dressée, & pourquoi tant de dureté à convenir ensemble de quelques-uns des expédiens qu'on avoit proposé de part & d'autre? Pourquoi s'imaginer qu'une personne qui va pour les soulager aille pour leur arracher la plume, ce qui ne peut aucunement être dit que d'un égal?

Mais il importe beaucoup que l'on donne tout son tems & toute son application à ces petites choses, qu'on les relève pour se tourmenter, fomenteur la division & l'établir de plus en plus, & que cela étant connu à tout le monde on prend des opinions défavorables de leur prudence & de leur sagesse, & que les ennemis mêmes se persuadent de pouvoir profiter de leur division.

Enfin la Reine absolument ne veut plus entendre parler de ces choses, & comme Sa Majesté préfère le bien de la Chrétienté & le service de l'Etat à toute autre considération, après avoir interposé son autorité pour établir la correspondance qui est nécessaire pour le maniement des affaires importantes qu'on leur a commis, si les mêmes mesintelligences continuent & que les choses ne changent point entre eux, elle fera contrainte pour le service du Roi de prendre des résolutions qui feront paroître son mécontentement à celui qu'elle connoitra avoir le tort.

La plus grande gloire que l'un d'eux peut acquérir sur l'autre seroit, pour le bien de sa patrie, & pour l'obéissance qu'ils doivent aux commandemens de Sa Majesté, de souffrir sur le champ, parceque faisant connoître en quelque chose d'avoir été maltraité, Sa Majesté y remédieroit à son entière satisfaction.

La grande passion de Sa Majesté est de voir établir au plutôt le repos de la Chrétienté, dans lequel ce Royaume trouveroit le sien avec gloire, avantage & bénédiction du Ciel.

Tous les Princes de l'Europe qui ne sont pas en Guerre avec nous conspirent à cette même fin.

La continuation de nos succès & de ceux de nos Alliez & la faiblesse des ennemis les contraindra d'y contribuer.

Préparatifs pour l'Armée d'Allemagne.

Nous continuons à faire des efforts extraordinaires pour l'Allemagne afin que nos armes s'y rendant toujours plus considérables obligent les Princes & les Etats de l'Empire à forcer l'Empereur de se rendre facile à la Paix, préférant, comme il doit, les intérêts de l'Empire à ceux des Espagnols.

On éprouve incessamment les visibles assistances de Dieu à cette Couronne dans les moies qu'elle trouve de continuer vigoureusement la Guerre, & ne voyant pas jusqu'à présent qu'il y ait lieu de craindre aucune division intestine, nonobstant tous les soins & les artifices que les ennemis mettent en jeu pour les susciter.

Enfin tout vif & conspire à la Paix, le Roi en a confié la négociation à deux des plus habiles & fidèles Ministres qu'il ait, pourra-t-on

dire que leur mesintelligence particulière empêche qu'ils ne s'appliquent comme il faut à la conclusion d'une œuvre si sainte, ayant de si bonnes armes entre les mains pour y parvenir avec bon succès?

Nous avons avis que les Ministres d'Espagne vivent toujours en apprehension que le bien de la France ne soit de conclure la Paix avec l'Empereur en excluant leur Roi, & qu'ils croient que le Duc de Bavière travaille à cela, désirant le repos de l'Empire, & connoissant bien que les Intérêts d'Espagne ou empêcheront entièrement la Paix ou la retarderont, quoique cependant à l'égard des autres Princes elle puisse être conclue en peu de tems.

Ils ne se trompent pas sur le fait du Duc de Bavière, parceque nous sommes assurés que c'est son intention, & qu'il croit que l'Empereur & les Princes de l'Empire pouvant trouver le calme dans l'orage qui les agite & qui les menace toujours de plus en plus, on ne doit pas s'empêcher de jouir de ce bien pour seconder l'opiniâtreté des Espagnols dans les conditions avantageuses qu'ils prétendent touchant la Paix.

On présume aussi que les Plenipotentiaires de l'Empereur aient ordre de passer outre dans le Traité, si les Espagnols y servent d'obstacle. Si cela se trouve vrai, c'est une marque que les offices & les remontrances du Duc de Bavière ont porté coup dans l'esprit de l'Empereur, en sorte que les armes de France & de ses Alliez continuant à faire des progrès dans l'Allemagne, l'impossibilité où seroit l'Empereur de s'y opposer, pour la faiblesse des siennes, le persuaderoit bientôt à embrasser tout expédient pour en arrêter le cours par la conclusion d'une Paix générale raisonnable, sans se mettre au hazard de tout perdre en la différant plus longtems, seulement pour donner lieu aux Espagnols d'ajuster leurs affaires avec les avantages qu'ils se font eux-mêmes proposer.

Il semblera peut-être à plusieurs un paradoxe de croire que l'Empereur prit jamais la résolution de s'accommoder avec la France & ses Alliez sans le Roi Catholique & le laissant en guerre, d'autant plus que personne n'ignore combien de déférence il a pour l'Impératrice, laquelle sacrifieroit toutes choses pour la satisfaction de son frere & pour lui procurer quelque avantage dans ses Intérêts. Mais outre quantité d'avis que l'on a, au contraire, il y a lieu de croire que les Allemans voyant tous les jours leurs affaires aller dans une plus grande décadence sans espérance d'améliorer leur condition par les armes, ne voudront pas permettre d'être plus longtems sacrifiés aux passions du Roi d'Espagne, d'autant plus qu'ils se persuaderont comme il est sans doute, que le dit Roi se rendra plus traitable & plus facile à la Paix quand il comprendra que ne le faisant pas l'Empereur sera contraint de songer à un accommodement à part; & il est certain que si les Princes & Etats de l'Empire, comme leur intérêt le requiert, se résolvent entièrement à la Paix, l'Empereur se verra à la fin par toutes raisons forcé d'y consentir.

C'est donc un grand motif pour juger qu'il n'y a point de paradoxe en cela que l'absolue & pressante nécessité, où, selon toutes les apparences, se trouve l'Empereur & tous les Princes & Etats de l'Empire dans l'état présent des affaires d'Allemagne, de chercher leur recours dans la Paix, & cette nécessité dans l'intérêt propre ne souffre pas volontiers que l'on ait égard à celui d'autrui.

1645.

Apprehension des Espagnols.

Soins du Duc de Bavière pour la Paix.

On croit que l'Empereur fera la Paix sans l'Espagne.

Les



1645. Les Ministres d'Espagne supposent qu'ayant été insérée la clause à part, dans les Pleins-pouvoirs, de pouvoir traiter avec les Alliez & adhérens, qu'avec le consentement de la France l'Empereur peut traiter & conclure avec les Princes de l'Empire, le Roi d'Espagne avec Messieurs les Etats & Madame la Duchesse de Savoye, & la France avec le Duc de Lorraine. Il est nécessaire d'examiner adroitement ce point, & encore qu'il y ait des avis que les Ministres d'Espagne se l'imaginent & l'apprehendent, on ne croit pas que votre intention ait été telle.

Il y a de la défunion entre les Plenipotentiaires d'Espagne. L'on apprend de Brussellé que Saavedra & Brun ne sont pas d'accord ensemble; il sera bon de voir quel profit on pourroit tirer de leur division, sur quoi vous saurez que le dit Brun a autrefois donné des marques d'affection envers cette Couronne, ayant même eu des correspondances avec Monsieur le Prince, ainsi qu'il nous a dit, lesquelles n'étoient pas tout-à-fait à l'avantage du Roi d'Espagne; outre qu'il reconnoît bien que pour peu que la Guerre continue, la Franche-comté qui est son pays ne sauroit éviter de tomber sous sa domination.

Baviere & autres Princes souhaitent une suspension d'armes, mais les Espagnols s'y opposent. Il est certain que Baviere & les autres Princes désirent au moins suspension d'armes, les Espagnols s'y opposent vivement, croyant qu'il est mieux pour eux de continuer la guerre pendant le bas âge d'un Roi Pucelle & le gouvernement d'une Regence, que de donner tems par une suspension d'entrer dans la Majorité & être en état, après avoir dans un long cours d'années affermi toutes les conquêtes, de reprendre les armes en personne & avec de plus grandes forces & plus de vigueur, en quoi il se voit que, nonobstant tous les avantages dont il a plu à Dieu benir jusques à présent la minorité du Roi, les Espagnols ne peuvent encore se détromper de l'impression qu'ils avoient formée qu'il en arriveroit tout autrement.

Il semble que la France incline à la suspension des armes. Les mêmes raisons qui causent près des Espagnols la grande aversion qu'ils ont pour une suspension, doivent être bien puissantes pour nous la faire désirer, puisqu'il est constant que rien ne peut leur être préjudiciable qui ne nous soit avantageux.

Raison de ce souhait. Il semble donc que, sous prétexte de confirmer au Duc de Baviere les protestations qu'on lui a faites de vouloir faire grand cas des propositions qui viendront de lui pour l'avancement de la Paix, on pourroit avec adresse l'engager à proposer une longue suspension, afin que vous autres, Messieurs, en écrivant en suite par deça l'on put vous envoyer les ordres & les instructions nécessaires, touchant cette négociation, & pour la mettre à fin nonobstant la répugnance extrême qu'y ont les Espagnols, lesquels n'oublient rien pour empêcher que l'Empereur, auquel ils connoissent qu'elle convient, n'y prête l'oreille, & l'on fait que le dessein de Baviere est, la Paix ne pouvant être conclue si tôt, de promouvoir cette suspension par le moyen de laquelle il croiroit de pouvoir prendre les précautions nécessaires pour ses enfans, en cas que Dieu disposât de lui.

Avis de la Cour sur la manière de traiter avec les Espagnols. Nous avons aussi avis que les Ministres d'Espagne prétendent de pouvoir traiter tout ensemble de tous les points & intérêts, au moins de l'Empereur & des deux Couronnes, & qu'ils y insisteront extrêmement, parcequ'ils apprehendent, que si l'on parle & qu'on puisse demeurer d'accord de ce qui regarde l'Empire, ils pourroient après courir risque ou de demeurer exclus ou d'être obligés de consentir, pour ce qui les touche, à des conditions qu'ils ne voudroient

point. Mais comment est-ce que leur pensée se peut mettre à effet, & que des affaires d'une nature si différente se traitent en un même tems? Après tout, peuvent-ils éviter que, quand nous condescendons à parler tout à la fois de celles de l'Empereur & de celles d'Espagne, nous ne proposons des expédiens plus faciles pour l'accommoder avec le premier, & que nous ne persistions à vouloir retenir tout ce que nous avons acquis sur l'autre pendant cette Guerre, auquel cas les Allemands voyant de pouvoir bientôt conclure avec satisfaction pour eux, & que les esperances du semblable avec les Espagnols seroient bien éloignées, pourquoi ne pourroient-ils pas se résoudre à y mettre à leur égard la dernière main?

De plus Messieurs les Médiateurs insistans, selon la methode pratiquée de tout tems en pareilles rencontres, de travailler à la discussion des points qui sont en differend, l'un après l'autre, sur quoi la raison ci dessus pourra être assez forte pour les persuader, on ne peut pas le refuser sans déclarer en même tems une manifeste aversion à la Paix.

Vous vous souviendrez, s'il vous plait, que par votre Instruction il vous est ordonné, de convenir avec nos Alliez des conditions auxquelles de notre côté & du leur on pourroit consentir à la Paix. On attend d'apprendre ce que vous aurez pu faire touchant cet article.

On a mis depuis quelques mois à la Bastille un Italien nommé Forni, lequel avoit été autrefois Secrétaire du Nonce Bollognetti, & étoit depuis tenu en France payé par les Espagnols, pour tenir correspondance avec eux & les informer de ce qui se passeroit. Sa capture en a fait découvrir quelques autres qui ont aussi été arrêtés. Comme les uns & les autres n'avoient pour principal but que de plaire & se rendre agréables à ceux dont ils esperoient récompense, on a verifié par les minutes de leurs Lettres que l'on a trouvées, qu'ils ne mandoient jamais que des menteries pour les flatter, décriant sans cesse nos affaires, particulièrement depuis la mort du Roi, les représentant en un état déplorable & à la veille de quelque division domestique; ce qui a apporté jusques ici un notable préjudice à l'avancement de la Paix, parceque les Espagnols ajoutant facilement foi à ce qu'ils désirent, attendent toujours le succès de ce qu'on leur fait espérer, & souffrent cependant avec patience toutes les pertes & les disgrâces. Le dit Forni sera châtié exemplairement, il ne fera que bien à propos d'en dire un mot par delà & de faire savoir que quand on l'a interrogé pourquoi il inventoit tant de faussetés, il a répondu, Pour plaire à ceux à qui j'écrivois & pour en tirer plus d'argent.

On a aussi depuis peu arrêté un Medecin de Madame de Chevreuse, Italien de nation, nommé Ascanio, lequel a fait cette année un voyage à la Cour d'Espagne, & étoit en suite retourné près la dite Dame.

Vous pouvez dans l'occasion de quelque visite faire savoir ce que dessus à Saavedra, lui disant que je vous en ai écrit au long, & que je fais positivement que non seulement en Espagne & en Flandres, mais que lui-même reçoit souvent des avis de cette nature, dont j'ai beaucoup de déplaisir, parcequ'étant faux en effet ils ne laissent pas de retarder la Paix pour la croyance qu'ils trouvent près d'eux.

On ne doute point ici que nonobstant les soins que pourront avoir pris les Espagnols au contraire, vous aurez fait en sorte que l'Evêque d'Osnabrug, après avoir vû les Ministres de l'Em-

1645.

Avec les Alliez de la France.

Emprisonnement d'un Italien partial des Espagnols &amp; leur correspondant. On arrête aussi d'autres comploteurs.

La Cour leur ordonne de dire ces nouvelles aux Plenipotentiaires d'Espagne.

Touchant le ceremoniel par rapport à l'Evêque d'Osnabrug.

1645.

Touchant les  
Etats Géné-  
raux des Pro-  
vinces Unies.

L'Empereur, selon l'ordre vous aura visité avant les autres, d'autant plus qu'il n'est pas de la part de l'Empereur, mais des Electeurs.

Messieurs les Etats pourront dire que voulant être traités comme les Electeurs, nous ne pouvons pas refuser à leurs Ambassadeurs le traitement que nous avons accordé à celui desdits Sieurs Electeurs. Et encore que l'Evêque d'Osna-brug eût pu le prétendre pour sa propre qualité ils diront que celle d'Ambassadeurs prévaut & est supérieure; c'est pourquoi il faut songer aux raisons pour s'en défendre, si tant est qu'ils pensent à se servir de cet exemple pour nous presser à les contenter dans la prétention qu'ils ont.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X ,

Et

S E R V I E N .

A Paris, du 4. Janvier 1645.

*Envoyé de Suede en Angleterre, y est employé contre le Roi & contre la Royauté. Soins de la France là-dessus. Tout est en repos en France. La Regente maintiendra les Edits pour la pacification avec les Reformez, mais sous quelques restrictions. Changemens dans le Gouvernement.*

MESSIEURS,

JE joins à diverses Lettres dont le Courrier Heron est chargé celle-ci, non à dessein de parler de ce qui est déterminé en icelles, ni faire de nouvelles remarques sur votre proposition, ou sur celle qu'on vous envoie. Mais pour vous tenir averti que Monsieur Sabran a mandé qu'il y avoit en Angleterre un Député de Suede, lequel y donne de mauvais mouvemens contre le Roi & la Royauté, & que ses discours tendent à faire comprendre que la Suede veut faire une union très-étroite avec tous les Protestans de l'Europe, & aider à remettre l'Autorité Royale à ceux qui sont Sujets de diverses Couronnes.

Il ajoute qu'il fait de si bon endroit ce qu'il mande, & cela après un long entretien qu'il a eu avec le Chevalier de L'Escale, qu'il donne lieu de croire que c'est de celui-là qu'il le fait. Il fera bon que vous essayiez de pénétrer si les Plenipotentiaires de Suede sont en part de ce conseil, ou si les Regens le leur ont communiqué, & sans vous en plaindre feindre avec eux pour découvrir leurs sentimens particuliers, même ceux desdits Regens, lesquels sont soupçonnez de vouloir diminuer l'Autorité de leur Reine afin de conserver la leur.

Ce ne seroit pas mal travaillé pour y parvenir

Envoyé de  
Suede en An-  
gleterre, y est  
employé con-  
tre le Roi &  
contre la  
Royauté.Soins de la  
France là  
dessus.

que de donner des conseils au Peuple de prendre de l'Autorité, & de la partager avec leurs Souverains, & comme la leur est déjà pleinement établie, que leur Capitale est connue, il est vraisemblable que les Sujets de cette Couronne auroient plutôt pensée de s'appuyer d'eux que d'y élever d'autres personnes.

Graces à Dieu nous ne voyons nulle disposition à aucun mouvement dans l'Etat, les Grands & les Peuples concourent au bien & à respecter & révéler la Reine, laquelle se donne tant de soins d'élever le Roi & le former aux grandes choses qu'elle nous donne lieu d'espérer un Regne très-heureux pendant sa Regence, & qu'il sera suivi d'un plus florissant.

L'un de ses soins est de tenir un chacun dans son devoir & de maintenir à ceux de la Religion prétendue Réformée l'exécution des Edits de pacification, sans toutefois promettre l'effet des articles abrogez par les derniers Edits ou les Arrêts du Conseil rendus pendant la vie du feu Roi. Bien que je ne doute point que diverses personnes de vos amis ne vous fassent savoir l'arrêt du Marechal de la Mothe, j'ai jugé vous le devoir écrire & que Monsieur le Tellier a enfin été pourvu de la charge de Monsieur Denoyers, sans en avoir pu retirer la demission, laquelle à la vérité se trouve superflue, en ayant passé un acte très-authentique, & ayant fait supplier le feu Roi de lui permettre de se retirer. Néanmoins la bonté de la Reine avoit été de lui faire offrir de grandes conditions, mais pour n'en avoir su consentir une que mon dit Sieur Denoyers desiroit, il s'est retiré en sa maison sans avoir terminé son affaire qu'il a fallu achever de la forte. Je suis &c.

Tout est en  
repos en  
France.La Regente  
maintiendra  
les Edits pour  
la pacifica-  
tion avec les  
Reformez,  
mais sous  
quelques res-  
trictions.Changemens  
dans le Gou-  
vernement.

## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X ,

Et

S E R V I E N .

A Paris, du 6 Janvier 1645.

*La Cour reçoit leurs Dépêches du 22. & du 24. Decembre de l'année passée. Préparatifs pour la Campagne. Touchant les troupes de Hesse. Traité de la Maison d'Autriche avec les Grisons. On désapprouve la conduite de Messieurs d'Avaux & Servien touchant leur animosité.*

MESSIEURS,

LE 4. du courant vos Lettres du 24. & hier 5. celles du 22. du passé m'ont été rendues, celle-ci par Monsieur le Baron d'Avagour & les autres par l'Ordinaire.

Déjà le dit Sieur d'Avagour s'est entretenu avec son Eminence Monsieur le Cardinal Mazarin, déjà j'ai proposé partie des choses qu'il desire & le mérite de la personne qui l'a envoyé,

La Cour  
reçoit leurs  
Dépêches du  
22. & du 24.  
Decembre de  
l'année pas-  
sée.

1645.

voyé, les avantages qu'on en peut recevoir ont fait résoudre de s'employer à faciliter les choses qu'il demande; & comme la fortune n'entreprend rien à demi, celle de Monsieur Torstenfon a porté que Monsieur le Surintendant le Bailleur se soit rencontré chez Monsieur le Cardinal & qu'ayant entendu les avantages qu'on peut recueillir en assistant promptement ledit Maréchal, il n'a point fait de difficulté de promettre de faire l'avance du premier terme de cette année pour tout le mois de Mars, & bientôt je délivrerai les ordonnances à Monsieur Hoeuff pour les faire remettre à Hambourg, & usurai de tant de diligence que ce moi en ne défera pas, & que son retardement ne sera pas un prétexte à reculer ou à ne pas exécuter ce que l'on propose d'entreprendre. Quand un terme échoit, je n'en fais point de mention pour être déjà assigné; que si pour en avancer la délivrance il échoit de paier quelques intérêts, nous y sommes tout disposés, comme de mettre de bonne heure notre Armée d'Allemagne en Campagne, & lui commander dès à présent de considérer la marche de celle de Bavière & de la suivre de si près, qu'elle n'ose aller au secours de Galas, de crainte de laisser en proie à la nôtre le Duché de Bavière & les autres États que possède ce Duc. Mais de nous obliger à empêcher la jonction de Hazfeld, c'est ce que nous ne saurions faire, puisque couvert d'une armée il peut prendre sa marche sans que nous la découvrions; & il y auroit trop de péril d'enfermer la nôtre entre ces deux ennemis. Cette raison est telle, qu'elle ne peut être rejetée. Aussi le dit Sieur d'Avagour s'en est contenté, lequel à la nécessité du fourrage qu'on ne peut hâter, m'a opposé la facilité d'entrer dans la Franconie qu'il dit abonder en toutes fortes de choses nécessaires pour le maintien d'une Armée, & l'entrée nous en demeureroit ouverte.

Celle de Bavière s'éloignant ainsi, il y a lieu de promettre de mettre aux champs avant que l'herbe soit crüe, si tant est que Bavière abandonne le Rhin pour s'approcher du Danube; ou s'il le passoit pour aller en Bohême, pour s'opposer au dit Torstenfon, lequel, ainsi qu'il nous a été rapporté, brûle d'impatience d'y arriver, & pour Umbruck favoriser le dessein du Ragoski & ceux des païsans de l'Autriche qui temoignent se vouloir soulever.

Il reste un point à décider, qui est la demeure des troupes de Hesse dans la Saxe, pour y fortifier celles de Koningsmarck, ensemble y maîtriser le pais & empêcher quel Electeur de Saxe n'y forme un Corps qu'on assure être réduit à la dernière extrémité & prêt à demander la neutralité.

Cette demande, qui paroît plausible de prime abord, reçoit diverses difficultés, dont l'une est que le Traité d'entre l'Altesse de Hesse & du Comte d'Oostfrise n'est pas encore conclu, & que nous avons grand intérêt, afin de faire des progrès de notre côté, de désirer que nos troupes en soient fortifiées, & d'autant plus y devons-nous apporter de la difficulté que nous avons fait rechercher cette Princesse de nous donner deux mille hommes de pied de ses vieilles troupes. Que si la condition offerte de donner de quoi en relever un égal nombre facilite & surmonte cet obstacle, comme aussi si Monsieur de Beauregard mettoit dans le service ceux qui se sont offerts, & qu'ils exécutent ce qu'ils auront promis, pour lors le cas changeroit par le grand nombre de troupes que nous aurions levées pour fortifier notre Armée: & ce à quoi nous

TOM. II. PART. II.

avons de la résistance seroit sans doute désiré & recherché par nous, qui à présent n'y saurions condescendre, de crainte d'avoir mal pris nos mesures, & de ruiner un grand & puissant dessein pour contribuer seulement quelque chose à l'exécution d'un autre qui ne porteroit pas tant de fruit que celui-là. Il n'est rien déterminé, il faut une, voire deux Conférences, avant que de se résoudre au oui ou au non, & il s'y faut porter avec d'autant plus de circonspection que le promettre ou le refuser ne dépend pas absolument de nous, qui croyons néanmoins avoir du crédit sur l'esprit de cette Dame. Quand il sera résolu de l'en faire presser, ou qu'il aura été déclaré au dit d'Avagour qu'il ne s'y doit pas attendre, je vous en informerai, & de jour en jour de ce qui s'avancera sur ces affaires.

Avant que de vous dire ce qui m'est commandé sur la continuation de vos différends, je vous informerai comme Monsieur de Caumartin m'a écrit que les Cantons Catholiques ont député vers les Seigneurs des trois Liges en faveur de leurs Sujets de même Profession & Confession, à l'avantage desquels ils ont obtenu une surseance de divers Jugemens rendus contre eux. Lesquels Députés ont pris connoissance d'un Traité conclu entre ceux de la Maison d'Autriche & les Seigneurs des Liges, auxquels par exprès il est stipulé qu'ils abandonnent l'intérêt & la fortune des Catholiques & consentent que la Religion Protestante soit établie à Chiavenne, & pour contre-échange ont stipulé que leur Alliance seroit seule & excluroit celle de France. Ainsi ils ne se sont pas contentés de ruiner la Religion Catholique & d'en établir une Herétique, mais ont mis tous les empêchemens qui pouvoient dépendre d'eux pour empêcher qu'ils ne fussent soulagez. Qui examinera bien ce procédé avouera que la Religion ne leur est en nulle considération & qu'ils ne s'en servent de prétexte qu'à défaut de tout autre. Il vous plaira en donner avis à Monsieur le Nonce, ainsi que je fais, avec ordre & soin, à Monsieur de Gremenville.

Je viens donc à semer un champ déjà par plusieurs fois labouré, pour vous dire, Messieurs, que Sa Majesté est autant étonnée que l'un de vous ait écrit seul à l'Assemblée de Francfort, que des difficultés que vous avez eues de convenir des termes qu'il y falloit employer. Il est à craindre, mais il est assuré, que l'Empire connoîtra votre division & que cela pourra produire de mauvais effets. Vous recevrez par le Courier Heron une ample Dépêche sur ce fait. S. E. y a mis la main comme à la proposition qu'il vous porte, qui a occupé des semaines entières à se faire considérer. Je suis &c.

1645.

Traité de la  
Maison d'Autriche avec  
les Grisons.

On désapprouve la  
conduite de  
Messieurs  
d'Avaux &  
de Servien  
touchant leur  
animosité.

Touchant les  
troupes de  
Hesse.

B

L E T

1645.



## L E T T R E

à Monsieur

## S E R V I E N.

A Paris, du 6 Janvier.

*On le blâme de sa conduite envers Mr. d'Avaux.*

MONSIEUR,

On le blâme  
de sa Con-  
duite envers  
Mr. d'Avaux.

VOUS verrez par la Lettre que je vous ai écrite, & qui est commune à Monsieur d'Avaux & à vous, que la vôtre du 24. n'a pas été interprétée si favorablement que vous vous y étiez attendu, & que Sa Majesté n'a pu approuver que, contre l'opinion de Monsieur d'Avaux, vous eussiez entrepris d'écrire seul à ceux de l'Assemblée de Francfort. Ayant à le dire, j'ai voulu y ajouter un mot qui condamne la trop grande dureté de Monsieur d'Avaux à ne pas consentir au terme sur lequel est mué votre contestation. La Lettre est digne de vous, je ne crois pas que l'Empereur & ses Ministres s'en puissent plaindre, ni ceux auxquels elle est adressée, mais je ne fais pas si les Princes qui sont en armes pour la cause commune & pour le bien du public, ne se tiendront pas blessés en ce que vous faites connoître aux autres que leur envoi est nécessaire & légitime puisqu'il a été consenti par l'Empereur, avançant & se fortifiant de diverses Bulles & de divers exemples, qu'ils sont en droit de prendre part aux affaires publiques, qu'on ne les en peut exclure, & que ainsi, sans y être appelés, ils y peuvent intervenir: mais il est vrai que cette liberté d'assister à l'Assemblée qui leur est octroyée ne diminue en rien leur droit & rend bien légitime tout ce qu'ils y concluront, en sorte que je crois que, quand bien ils feroient un peu blessés, l'avantage qui nous en revient, nous le doit faire dissimuler & parler dans les termes que vous leur avez écrit.

J'ajoute que vous êtes prié par tous vos véritables amis de ne plus pointiller avec votre Colleague, vous employer à avancer ce qui vous est confié, qui est l'ouvrage de la Paix, & faire en sorte qu'il ne soit plus vu de divisions entre vous à Munster, ni parlé de cela même en cette Cour, où l'on se lasse d'ouïr lire vos Dépêches qui ne se trouvent remplies que de plaintes ou d'accusations. Vous verrez en ma Lettre commune que l'on a mis en grande considération vos avis sur les affaires d'Allemagne. Celle d'Oostfrise sera aussi puissamment soutenue par Monsieur d'Estrades qu'on envoie à la Haye, & celle aussi du Roi de Portugal, dès qu'il aura été pris résolution sur les affaires que nous doit proposer Monsieur de Bregy. Je vous en informerai. L'envoi de Mr. de Rorté en Suede est résolu, & Monsieur de St. Romain va à Osnabrug. Je suis &c.

1645.



## L E T T R E

à Monsieur

## D E S A I N T R O M A I N.

A Paris, du 6 Janvier 1645.

*C'est une Réponse à ses Lettres.*

MONSIEUR,

J'E ne veux pas que le Courier parte sans vous porter de mes Lettres, j'entends qui répondent aux vôtres du 24 du passé. Je ne m'arrêterai pas à vous dire comment a été reçue la résolution qu'a prise Monsieur Servien d'écrire seul, vous l'apprendrez de la Lettre commune que j'écris à ces Messieurs. Je ne vous parlerai point aussi de ce qui vous pourroit concerner avec Monsieur de Bregy, il ne prétend plus retourner à Munster, & nous le destinons à Osnabrug, d'où l'on tire Monsieur de Rorté, pour l'envoyer en Suede. En cela vous voyez qu'on vous estime & qu'on veut bien vous bailler une première place. Je me suis entretenu avec Mr. d'Avaux; je le trouve homme de sens & facile; j'essaierai, avant qu'il parte, de l'obliger à m'aimer. Je ne doute point que je n'aye gagné cet avantage envers vous, & suis &c.

Réponse à  
ses Lettres.



## L E T T R E

à Monsieur

## D E R O R T É.

A Paris, du 6 Janvier 1645.

*Réponse à sa Lettre. Affaire de Stralsund. On l'envoie en Suede.*

MONSIEUR,

J'E suis si pressé de faire partir un Courier que j'envoie à Munster, & qui n'a déjà que trop tardé, que je n'ai pas de loisir de vous faire un long entretien; néanmoins votre Lettre du 23 du passé m'en fourniroit une assez ample matière. Je me contenterai d'en accuser la réception, & de vous dire que je ne veux pas juger qui est en droit, ou en tort des Suedois, ou des Impériaux pour la ville de Stralsund, mais que les uns se défendent mieux que les autres qui, les comprenant sous le nom d'adherans, renoncent à la propriété qu'ils disent leur être acquise par le jugement du dernier Duc de Pomeranie. C'est leur affaire dont nous n'avons point à parler. Bien que la connoissance que vous vous êtes

Réponse à sa  
Lettre.

Affaire de  
Stralsund.



1645.

On l'envoie  
en Suede.

Êtes acquise des affaires de Suede vous fait des-  
tiner pour y aller servir, & dans tout le mois  
vous en aurez les ordres, j'ai insisté à l'encon-  
tre, mais l'utilité du service l'a emporté, & pour  
vous faire voir combien on est satisfait du vôtre  
& l'estime qu'on a pour vous, j'ai eu comman-  
dement d'expédier l'ordonnance pour vos ga-  
ges, du compte de l'Année dernière, & dans  
ce jour, je la remettrai à Madame votre fem-  
me: elle a aussi quelques petits intérêts à pour-  
suivre où je la servirai. C'est tout &c.



## L E T T R E

Ecrit à Monsieur

D' A V A U X.

A Paris, le 6 Janvier 1645.

*On lui donne quelque satisfaction  
sur l'affaire de Servien. On lui  
donne connoissance des Résolutions  
prises pour Messieurs de Rorté  
& St. Romain, & pour Mon-  
sieur d'Estrades.*

MONSIEUR,

A tant de Lettres dont est chargé le Courier  
Heron je joins celle-ci, plus pour vous as-  
sûrer, au commencement de cette année, de la  
continuation de mon très humble service qu'à  
tout autre sujet. Néanmoins je ne puis la laisser  
sortir de ma main sans vous donner ce petit  
mot de consolation, qu'on a beaucoup blâmé  
Monsieur Servien, d'avoir entrepris d'écrire  
seul à l'Assemblée de Francfort, & si du passé  
il avoit persuadé que son procédé étoit plus  
doux que le vôtre, cette Lettre lui a fait perdre  
cet avantage. Si de cela il y a quelque chose de  
plus à inferer, je vous en laisse le jugement; mais  
certainement, selon le mien foible, vous devez  
passer par dessus diverses choses, pour essayer  
de vivre ensemble en union, & cela vous im-  
porte plus pour les affaires de la Cour, que pour  
celles de l'Ambassade.

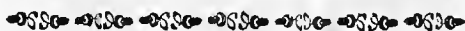
L'on a résolu d'envoyer M. de Rorté pour  
résider en Suede, & Monsieur de St. Romain  
est destiné de remplir sa place à Osnabrug. Tel  
croira y avoir avantage qui y perd, mais le Roi  
gagnera beaucoup d'avoir quelqu'un aussi intel-  
ligent que ledit Sieur de Rorté en Suede, où les  
affaires requierent un homme très-entendu.  
Lorsque j'aurai travaillé à sa Dépêche, je vous in-  
formerai de ce qu'elle contiendra, afin que, s'il  
y a quelque chose à ajouter, vous le puissiez fai-  
re; je dirois bien ou à retrancher, n'étoit que  
son Instruction sera succinte. En effet notre but  
doit être de continuer & maintenir notre Al-  
liance, appuyer autant qu'en nous sera qu'il n'y  
arrive point de changement, & s'il y en surve-  
noit, essayer d'en profiter. Qui promet une se-  
conde Dépêche peut retrancher de celle qu'il  
écrit, ajoutant seulement que nous dépêche-  
rons au premier jour Mr. d'Estrades en Hol-

Et pour Mr.  
d'Estrades.

TOM. II. PART. II.

lande pour y ajuster la Campagne & tra-  
vailler à l'accomodement de l'affaire d'Oost-Frise  
& à celle de Portugal. Je suis &c.

1645.



## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X.

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 7 Janvier 1645.

*Ils ne souhaitent que satisfaire le  
Roi. Leur estime pour le Nonce  
Chigi. Affaire du Mariage du  
Roi de Pologne. Ils contribue-  
ront à l'Alliance projetée avec le  
Dannemark. Les Lettres pour  
les Princes de l'Empire seront se-  
lon les ordres de la Cour. Tou-  
chant la Liberté de l'Electeur de  
Treves. Leurs instances vers les  
Princes & Etats de l'Empire,  
afin qu'ils envoient leurs Députés  
à Munster. Députés qui sont  
arrivés à Osnabrug. Ils prennent  
leurs mesures avec les Sue-  
dois. Comment les Suedois pri-  
rent feu à leur première propo-  
sition. Ils consentent à la fin.  
Lenteur des autres Alliez de la  
France. On a tenu une longue  
Conference avec les Médiateurs,  
Mr. Contarini blâme de ce qu'on  
a refusé un Passeport à un Ministre  
d'Espagne. Sujet de leur Confe-  
rence avec les Médiateurs. Les  
Plenipotentiaires donnent raison  
de leurs discours. Les Espa-  
gnols savent tout ce qui se passe en  
France. Ils pressent Monsieur Con-  
tarini pour en avoir un éclaircis-  
sement. Leurs Réflexions sur la  
proposition à faire après l'arrivée  
des Députés Allemands. Sur la  
Conduite du Duc de Baviere.  
Touchant le Député de Catalo-  
gne. Mort du Député de Portu-  
gal à Osnabrug.*

B 2

MON-

1645.

MONSIEUR.

Ils ne souhaitent que satisfaire le Roi.

Nous avons reçu les Dépêches qu'il vous a plu de nous envoyer par le Sieur Theophile, & la satisfaction que vous nous témoignez qu'a eu sa Majesté de la forme des nouveaux Pouvoirs & de la convention qui a été faite ici avec nos Parties, nous en donne une très-grande, n'ayant autre but en toutes nos actions que de rencontrer les intentions de sa Majesté aux choses, qui ne nous pourront pas être prescrites, & d'exécuter fidèlement ce qu'elle aura agréable de nous commander en toutes les autres.

Nous serions presque obligés, pour ne vous importuner point de redites, de ne répondre pas à tous les Articles de votre Lettre qui ne sont que des réponses à celles que nous avons eu le bien de vous écrire auparavant. Néanmoins nous toucherons en passant les plus importants, & pour commencer par celui qui regarde M. de Chigi, nous vous dirons que, selon notre faible avis, on ne pouvoit pas plus adroitement détruire l'office que M. de St. Chamont lui avoit voulu rendre à contretems, ni profiter plus industrieusement du meilleur chemin que M. le Cardinal de Bichy a pris pour le même sujet, qu'en le servant comme vous avez fait au retour du premier, pour faire croire qu'il n'avoit le secret de la Reine si bien que ledit Sieur Cardinal.

Affaire du Mariage du Roi de Pologne.

Dès l'heure que M. de Bregy nous donna part ici de sa négociation avec le Roi de Pologne, nous entrâmes en quelque défiance des grandes instances qu'il fait pour faire proposer, par l'entremise de la Reine, son Mariage avec la Reine de Suede. Il fait certainement que c'est une affaire qui ne peut réussir, ce qui empêche de comprendre le sujet pour lequel il veut s'exposer à un refus assuré, ou pour le moins à des réponses accompagnées de longueurs & de défaites qui ne le satisferont pas. Cela pourroit faire croire qu'ils cherchent un prétexte de rompre la Trêve qui est entre lui & la Suede, & qu'il veut même que la Reine & ses Ministres soient témoins du juste sujet qu'on lui en aura donné, en refusant un moyen si plausible que celui qui se présente pour terminer par tout leurs différends. Car encore qu'il ait promis audit Sieur de Bregy qu'il entreroit en ce cas dans tous les engagements de la Suede avec nous, & qu'il ne se tiendra point offensé quelque réponse qu'on lui fasse, nous ne favons pas si l'on pourroit esperer l'effet certain de ces deux promesses, & s'il ne se porteroit point aisément à les desavouer comme il a fait la plupart des choses que Roncallo a dit en France de sa part, n'étant pas croyable qu'il dût avoir plus d'égard aux paroles qu'il auroit fait porter par les Ministres d'autrui qu'il n'en a eu en celles qui ont été données par les siens propres.

Ils contribueront à l'Alliance projetée avec le Danemark.

Quant à la nouvelle Alliance qui peut être faite avec le Roi de Dannemark, pouvant être menagée sans préjudicier à celle que l'on a avec la Couronne de Suede, il ne semble pas qu'il y ait aucun inconvenient à craindre. La chose étant remise à Monsieur de la Thuillerie, nous ne vous en dirons rien que pour y contribuer ce qui sera en notre pouvoir aux occasions où il jugera que nos offices pourront être nécessaires, & selon les avis qu'il nous en donnera.

Les Lettres pour les Princes de l'Empire se font selon les

Les Lettres qui doivent être écrites aux Princes de l'Empire, seront précisément aux termes que vous nous ordonnez de la part du Roi de les faire, afin qu'elles produisent l'effet que l'on

s'en doit promettre. Nous avons bien toujours estimé qu'elles doivent être fort modérées & bien concertées, à quoi nous tâcherons de ne rien oublier.

1645.

ordres de la Cour.

Lorsque nous avons vu dans votre Lettre combien vous desirez que l'on presse vivement avant toutes choses la liberté de Monsieur l'Electeur de Trèves, nous nous sommes promis que vous avez eu satisfaction des termes, auxquels nous l'avons demandée dans notre première proposition. Cela étoit si particulièrement ordonné, tant par nos Instructions que par vos Dépêches précédentes, que nous n'avions garde d'y manquer.

Touchant la liberté de l'Electeur de Trèves.

Vous y aurez vu aussi l'instance que nous avons faite pour la venue des Princes & Etats de l'Empire par eux, ou par leurs Députés. A la vérité si à cette troisième semonce ils ne prennent une résolution plus effective qu'aux deux précédentes, n'étant pas juste que le Traité de la Paix soit plus longtems retardé par une ardeur douteuse; Nous croyons bien qu'il faudra enfin venir à quelque Résolution comme vous le remarquez très-prudemment, soit qu'ils ne viennent point, soit qu'ils tardent trop, soit qu'il n'en vienne qu'une partie. Nous ne devons pas craindre le premier cas, puis que les Députés des Ducs de Lunebourg & de Mekelbourg, de l'Archevêque de Magdebourg, des Villes de Lubek, Hambourg & Breme, qui ont pouvoir de toutes les autres Villes Anseatiques, sont déjà arrivés à Osnabrug; que ceux de Pomeranie y viendront certainement; que nous savons bien de bon lieu que le Duc de Neubourg ne manquera pas, aussi-tôt qu'il verra arriver quelqu'un des autres, d'envoyer ici; que ceux du Cercle de Franconie nous demandent un passeport pour s'y rendre, que nous leur avons envoyé, & que l'Evêque d'Osnabrug, qui est ici pour une partie du Collège Electoral, nous a assuré depuis peu de jours que ceux de l'Electeur de Brandebourg, qui doivent représenter le reste dudit Collège, sont en chemin, & arriveront dans dix ou douze jours. Il nous a même voulu faire comprendre que ceux du Duc de Bavière étoient déjà à Cologne, quoique n'en ayant point d'autre avis nous ayons peine à le croire.

Leurs instances vers les Princes & Etats de l'Empire, afin qu'ils envoient leurs Députés à Munster.

Deputés qui sont arrivés à Osnabrug.

Ce que nous aurons donc sujet d'apprehender seroit que le reste de ceux qui doivent venir ne se mît pas si-tôt en chemin, les Allemands étant naturellement pesans & tardifs en toutes leurs résolutions, ou bien qu'il n'en vînt pas si grand nombre, que nous aurions à souhaiter pour être rendu l'Assemblée complète. En ce cas, nous avons déjà fondé plusieurs fois les Ambassadeurs de Suede pour savoir ce qu'il y auroit à faire.

Ils prennent leurs mesures avec les Suedois.

La première fois ils reçurent mal notre demande, & Monsieur Oxenstiern répondit assez rudement que, puisqu'il avoit été pris résolution entre nous d'attendre la venue des Princes ou leurs résolutions, il falloit se tenir constamment aux délibérations prises, sans venir à de nouvelles questions, & délibérer sur des Conditions qui n'arriveroient peut-être pas.

Comment les Suedois prirent feu à leur première proposition.

A la vérité, lorsqu'il a été en cette Ville, nous ne lui avons pu mieux faire comprendre l'intérêt que nous avions de satisfaire Messieurs les Médiateurs, lesquels pressés par nos Parties, & peut-être un peu trop émus de leurs plaintes, nous faisoient sans cesse des reproches que cette attente des Princes n'étoit qu'un prétexte pour ne rien faire, qui étoit mal interprété de tout le monde, & imputé à une intention très-éloignée de la Paix, qu'il falloit considérer que l'un desdits Médiateurs representoit le Souverain Pontife

1645.

tité auquel tous les Rois & Princes Chrétiens portent un grand respect, que l'autre est de la part d'une puissante République alliée à la France, & très-considérable dans l'Europe.

Que pour ces raisons & plusieurs autres nous ayons intérêt de leur bien justifier, & pour eux au reste du monde, toute notre conduite, & qu'au moins nous ne pouvions pas refuser de leur répondre quand ils nous demanderoient jusques à quel tems nous voulions attendre la venue desdits Princes, & quel nombre nous souhaitons qu'il en vint pour rendre l'Assemblée complète; à faute de quoi ils temoignoient d'être disposés à croire que nous demeurions sur des termes indéfinis, afin de jeter la négociation dans une longueur qui n'eût point de bornes.

Ils consentent à la fin.

Toutes ces considérations ont enfin porté le dit Sieur Oxenstiern à refoudre avec nous qu'il faut nécessairement attendre encore quelque tems la venue desdits Princes, puisque ce seroit s'être moqué d'eux, si on n'attendoit de leurs nouvelles après les avoir de nouveau conviez de venir, vû même qu'ils n'étoient en demeure que depuis la connoissance qu'on leur avoit donnée de la dernière Convention faite avec nos Parties, parce qu'apparavant on leur avoit toujours fait croire qu'il ne se feroit rien ici, ce qui les empêchoit de se mettre en chemin. Mais que si, après le Delai qui leur sera nécessaire pour avoir reçu nos Lettres & y faire réponse, ils ne prennent une bonne résolution, & ne la font savoir, nous serons obligés de notre côté d'entamer les affaires par le seul avis de ceux qui se trouvent déjà sur les lieux, qui est à peu près la résolution à laquelle nous voyons que vous inclinez.

Lenteur des autres Alliez de la France.

Ce qui nous donne une tres grande peine, c'est que nous nous trouvons entre la lenteur de nos Alliez d'Allemagne, & de Hollande qui ne se remuent pas facilement, la fermeté des Suedois qui ne se départent que mal aisément de leurs maximes, sans le consentement desquels nous ne pouvons rien faire, l'artifice de nos Parties qui temoignent assez visiblement que le mal les presse, & les instances continuelles de Messieurs les Médiateurs qui s'ennuyans de rien avancer, ne nous donnent aucun repos, & ne s'adressent qu'à nous, comme si nous étions seuls cause du retardement, quelque soin que nous ayons pris de leur faire voir qu'il procede seulement de nos Parties, à cause qu'ils ont toujours secretement empêché de venir ceux sans lesquels ils savent qu'on ne peut rien faire de valable.

On a tenu une longue Conference avec les Médiateurs.

Nous avons eu depuis trois jours avec eux une fort longue Conference, où nous étions allés pour les avertir de la reception du nouveau pouvoir qui nous a été envoyé, & leur donner part de la resolution que nous avons prise avec Monsieur Oxenstiern, dont il a été parlé ci-dessus, dont nous avons bien-tôt reconnu qu'ils étoient plus touchés des plaintes de nos Parties, que disposés à se laisser persuader par nos raisons. Car encore que nous les ayions assurés que dans peu de tems nous entrerions plus avant en matiere, pourvû qu'ils nous donnassent seulement loisir d'attendre la réponse de ceux que nous avions convenus, ils ont fait semblant de prendre nos discours pour une nouvelle défaite.

Monsieur Contarini blâme de ce qu'on a refusé un passeport à un

Nous sommes obligés de vous dire, pour ne rien déguiser, que Monsieur Contarini, particulièrement en divers endroits de la Conference, a fait paroître une chaleur, accompagnée quelquefois d'un peu d'aigreur, que nous voulons plutôt imputer à sa franchise, & au zele qu'il

a pour l'avancement des affaires qu'à aucune autre cause, lorsque nous leur avons représenté les justes raisons pour lesquelles on a refusé à Monsieur Salamanca un Passeport pour repasser en Espagne. Au lieu de blâmer la fourbe dont il avoit usé en son premier Voyage, se qualifiant Plenipotentiaire, & le mauvais prétexte qu'il a voulu prendre pour le second, en disant que c'étoit pour aller querir les nouveaux Pouvoirs dont la forme & les paroles ont été concertées ici, enforte qu'il n'y pût être rien changé, attendu même que nous avons déjà donné un Passeport pour un Courier qu'on a fait semblant de dépêcher en ce tems-là, il a temoigné par de grandes exclamations d'être étonné qu'un si grand & si puissant Royaume ait pû prendre ombrage du passage d'un homme de cette sorte; que le Gouvernement d'un Etat ne seroit guere affermi qui pourroit être ébranlé par les seules menaces de Salamanca: & quand on lui a voulu représenter que sa République usoit de plus grandes précautions en toutes les occasions où il s'agissoit de la sureté publique, il a reparti qu'en une semblable rencontre, sans refuser le Passeport ni le passage à un homme qui le demande pour un sujet plausible, elle se seroit contentée de lui donner de bons conducteurs & de faire épier ses actions avec ordre de se saisir de sa Personne & de le faire châtier, en cas qu'il eût entrepris quelque chose contre son devoir. Nous lui fermâmes la bouche en représentant la jalousie que nos Amis prendroient des allées & des venues d'un homme d'affaire tel que Salamanca.

1645. Ministre d'Espagne.

En un autre endroit du discours, comme nous avons remontré que l'attente ne devoit plus être longue, puis que nous avions avis qu'une partie de ceux que nous attendions étoit en chemin ou devoit bien-tôt s'y mettre, il nous a répondu, son Compagnon le laissant presque toujours parler, qu'il étoit fort assuré que personne ne viendrait, que le Cercle de Franconie ne députeroit plus, & que les divers Prétendants à la députation en avoient rompu l'effet; Que le Duc de Baviere même, qui nous avoit promis par ses Lettres d'envoyer bien-tôt ses Ambassadeurs, n'y songeoit plus du tout, & qu'il avoit maintenant d'autres voyes & d'autres Cabales pour traiter ses Interêts, ayant ajouté par quelques mots interrompus qu'on avoit des Lettres de Rome, que l'on savoit bien ce qui se menageoit pour cela, & qu'on verroit bientôt l'effet que cette négociation produiroit; que nous n'avions jamais eu une occasion plus favorable pour sortir d'affaires honorablement; que comme il n'y avoit rien de si capable de détruire le bien que lorsque l'on s'efforçoit de faire mieux, il étoit à craindre que nous ne ruinassions l'état florissant où nous sommes pour vouloir trop entreprendre; que nous nous devrions contenter des Alliez que nous avons déjà qui étoient en bon nombre, & de procurer leur avantage avec le nôtre dans la paix, sans vouloir reformer l'Empire & réunir tout à nous, qui étoit un dessein impossible dans l'exécution, capable de nous faire perdre les vieux amis en cherchant les nouveaux.

Sujet de leur Conference avec les Médiateurs.

Nous n'avons pas demeuré sans repartie, autant que la bienfiance & la civilité nous le peut permettre envers des personnes dont nous avons intérêt de conserver la bienveillance.

Lors que nous avons avancé que nous ne demandions rien de nouveau & qui ne fût conforme à toutes les Constitutions de l'Empire; puisque l'Empereur, qui en étoit le Chef, n'oseroit pas soutenir qu'il pût en décider tout seul

Les Plenipotentiaires donnent raison de leurs discours.

1645. les interêts, & qu'il paroïssoit assez visiblement que le but de nos Parties n'étoit pas tant d'avancer la Négociation comme de nous obliger, en nous faisant presser hors de saison, pendant qu'eux-mêmes empêchent la venue de ceux dont la présence étoit ici nécessaire, à faire quelque action qui pût donner de la jalousie à nos Alliez, il a répliqué chaudement qu'on en feroit bien-tôt d'autres qui donneroient plus de jalousie à nos Alliez, voulant toujours parler selon notre avis de la Négociation qu'il pensoit qu'on fait avec le Duc de Baviere, à quoi il a ajouté qu'il étoit d'humeur libre, & dans une République libre, que cela lui donnoit assurance de parler librement, qu'il ne prétendoit rien de personne, & n'avoit aucun intérêt devant les yeux que celui du bien public.

Nous aurions appréhendé de vous importuner trop, si nous avions entrepris de vous faire savoir tous les discours de cette Conference, mais nous aurions aussi craint de manquer à notre devoir si nous ne vous avions naïvement informé de ceux que nous venons de toucher, qui méritent quelque sorte de reflexion. Car encore que nous soyons bien assurés que l'on n'écouterait jamais aucunes propositions qui pussent donner du mécontentement aux Suedois, connoissant comme nous faisons leur humeur naturellement méfiante, nous avons très-grand sujet d'appréhender de ne pouvoir pas remédier à toutes les jalousies, s'ils ont seulement un sujet apparent de les prendre, & il ne faut pas douter que Saavedra, qui est artificieux au dernier point, ne travaille sans cesse à leur en donner pour en tirer profit, & les engager à ce qu'il foudroieroit d'eux.

Le Sieur Contarini n'a pas voulu se séparer de nous sans nous faire connoître que les Espagnols étoient fort bien avertis de tout ce qui se passoit en France, sans toutefois nous en avoir donné aucune preuve particulière, quelque instance que nous en ayons faite, si ce n'est en nous donnant à entendre que nos longueurs & tout ce que nous avons fait ici n'avoit pas été approuvé à la Cour. A quoi il a ajouté en un autre endroit une chose qui paroît un peu contraire, que l'Ambassadeur de Hollande à Paris avoit dit à celui de la République que ses Supérieurs ne se hâtoient pas d'envoyer leurs Députés à Munster pour qu'ils reconnoissent bien que la France ne vouloit point de Paix. Il ne nous a pas été mal aisé de combattre cette opinion par le récit de toutes les diligences que nous avons faites depuis que nous sommes ici; mais nous nous sommes bien aperçus que nous ne l'avions pas effacé de son esprit, ni de celui de son Collegue, ayans tous deux répliqué que tout le monde avoit eu ci-devant de si grandes marques des bonnes intentions de leurs Majestés & de la conduite de la France, qu'il ne falloit pas achever de les laisser perdre.

L'Article que nous jugeons le plus important de toute votre Dépêche, c'est celui de la proposition que nous aurons à faire après l'arrivée des Députés. Nous n'avions pas cru qu'on dût faire difficulté de demander le rétablissement de toutes choses au même état qu'elles étoient en l'année 1618, parce que ç'a été jusques ici le but de nos armes dans l'Allemagne, que les Ministres du Roi dans tous leurs discours & dans toutes leurs négociations ont toujours repû les Allemands de cette esperance, que c'est l'opinion & le dessein de tous ceux qui ont suivi notre parti dans l'Empire, aussi bien que celui des Suedois, & qu'il y a un article exprès qui

nous y oblige formellement dans le Traité d'Alliance que nous avons fait avec eux dont nous vous envoyons l'extrait. A la vérité, comme l'on avoit proposé ci-devant deux moyens différents de faire cette demande, nous avons estimé qu'il s'étoit seulement rencontré de la difficulté sur le choix. L'un de nous avoit pensé d'abord, pour obliger davantage les Allemands & mieux affermir leur bienveillance, qu'on pouvoit faire offre, moyennant cette restitution generale de toutes choses de la part de l'Empereur, & de rendre aussi de notre côté ce qui a été conquis depuis ladite année 1618, afin que si une proposition si agreable à tout le monde étoit rejetée par l'Empereur, comme elle la seroit indubitablement, la haine en tombât toute sur lui, & nous donnât moyen de prendre un autre parti du consentement même des Allemands, qui seroit de la retention de nos Conquêtes, où il paroîtroit que nous ne serions venus que par force, & à faute d'avoir pu obtenir ce que nous aurions demandé de plus avantageux pour eux.

Mais outre que vous n'avez pas goûté cette proposition, nous voyons aussi que les Suedois, sans le consentement desquels elle ne peut être faite, auroient peine de s'y disposer, & qu'ils estiment, comme nous vous avons ci-devant donné avis, qu'en demandant le rétablissement general dans l'Allemagne, on y doit ajouter deux articles pour la satisfaction des deux Couronnes & pour la sûreté de la Paix, afin que les traitant conjointement, on ait moyen de se relâcher, dans les points de l'amnistie, de ce rétablissement general à mesure qu'on trouvera son compte dans les autres où les Couronnes ont un intérêt beaucoup plus sensible & plus réel.

Il ne sembleroit pas que de cette perte il y eût sujet d'appréhender aucun inconvenient, si ce n'est peut-être que le Duc de Baviere en pourroit craindre. Mais outre que l'expérience a fait voir jusques ici que ce Prince, qui comme prudent & habile veut faire ses affaires & parvenir à ses fins en quelque façon que ce soit, ne prend jamais de bonnes dispositions pour la France que lors qu'il se voit pressé par les armes ou par la Négociation, & que, selon notre foible sentiment, il y auroit plus de sujet de bien esperer de lui en l'attaquant vivement, que de craindre une resolution de desespoir dans l'esprit d'un homme de son âge & de sa prudence, les Suedois s'imagineroient bien-tôt, si nous faisons difficulté à cette demande generale, que nous en serions detournés par la seule crainte de déplaire au Duc de Baviere, qui est celui de toute l'Allemagne contre lequel ils ont plus de jalousie & d'animosité, & avec lequel ils soupçonneroient bientôt que nous aurions quelque union secreete à leur prejudice, si le refus d'une proposition juste seroit comme de preuve aux divers avis que les Espagnols tâchent de leur en faire donner.

Aussi-tôt que nous avons fait rendre la Dépêche du Roi à Monsieur Fontanella, il nous a témoigné une grande promptitude à executer les Ordres que vous lui avez envoyés. Il nous a néanmoins insinué doucement que la Province l'ayant envoyé ici & n'étant point avertie de son retour, cela y pourroit être expliqué diversement, vu qu'en un tems auquel on commence la Négociation, on a retiré celui qu'elle a député pour y assister. Il a même parlé de laisser son frere en sa place, comme nous croyons qu'il fera pour quelque tems, sans que nous ayons estimé nous y devoir opposer. Il nous a parlé de cela fort modestement & en témoi-

Les Espagnols favent tout ce qui se passe en France.

Ils pressent Mr. Contarini pour en avoir un éclaircissement.

Leurs reflexions sur la proposition à faire après l'arrivée des Députés Allemands.

1645.

Sur la Conduite du Duc de Baviere.

Touchant le Deputé de Catalogne.



1645. gnant d'être prêt de faire tout ce que nous trouverions à propos. Nous avons déjà envoyé querir un convoi pour le faire passer avec sûreté jusques en Hollande, & après lui avoir fait voir l'Article de notre Dépêche qui fait mention honorablement de lui, il a témoigné en être bien content, & nous en demande un extrait pour l'envoyer à Barcelonne pour sa décharge, lequel nous lui avons fait donner.

Quant aux articles de votre Dépêche qui nous regardent en particulier, nous n'y ferons point de réponse que pour vous assurer que nous observerons ponctuellement tout ce qui nous est ordonné.

La Mort du Deputé de Portugal qui étoit à Osnabrug, nous fait croire qu'on prendra bientôt résolution d'y envoyer l'un des deux qui sont en cette ville; & comme nous avons amené avec nous ledit Peyrera de Castro, & que nous le trouvons d'humeur plus commode & plus traitable que ne l'est son Compagnon, nous croyons nécessaire, pour le bien même des Affaires, qu'il demeure ici auprès de nous, & qu'il vous plaise faire office, par le moyen de l'Ambassadeur de Portugal qui est en France, pour lui en faire envoyer l'ordre, sans quoi nous craindriions que son Colleague, qui s'appelle Francisco Andrada, comme le plus ancien, ne préférât le séjour de Munster à celui d'Osnabrug, si on lui en donnoit le choix; ce qui nous feroit apprehender de ne nous pouvoir pas si bien accommoder à son humeur qu'à celle dudit Sieur de Castro. Nous sommes &c.



## LETTRE DU ROI

à Messieurs les Comtes

D' A V A U X,

ET

S E R V I E N.

A Paris du 9 Janvier 1645.

*Il envoie Monsieur d'Estrades en Hollande. Commissions dont il est chargé. Celle du Ceremoniel est la principale.*

Il envoie  
Mr. d'Estra-  
des en Hol-  
lande.

Commissions  
dont il est  
chargé.

Celle du Ce-  
remoniel est  
la principale.

MESSEURS LES COMTES D'AVAUX ET SERVIEN, envoyant le Sieur d'Estrades en Hollande pour y poursuivre quelques affaires & même celle qui regarde ma Cousine la Landgrave de Hesse, je lui ai donné charge d'aviier aux moyens d'ajuster la pretention des Sieurs Etats Generaux des Provinces Unies pour le traitement qui doit être fait à leurs Ambassadeurs par ceux de Sa Majesté, soit en leur faisant comprendre combien ils y sont peu fondez, ou par quelque autre voye le finir. L'instruction que je lui en ai baillée va par degrés justifier fortement que les choses se pratiquent ainsi qu'on a jugé le devoir faire. Puisque les premiers ordres donnez à leur avantage ont été changez, il faut

offrir de les rétablir en tous lieux hors à Munster, sur les raisons qui vous sont connues, & ne les y pouvant réduire se relâcher, au lieu de Munster, du titre & de la main, pourvu qu'ils recherchent ces graces & qu'arrivant ils vous rendent la premiere visite, dont ils seront déchargez aux autres Cours, où ils seront traitez ainsi que l'on a accoutumé avec ceux de Venise: & comme je ne puis douter qu'ils n'acceptent l'un de ces partis, c'est-à-dire le dernier, & qu'ils ne le préfèrent à faire la demeure de leurs Députez à Orsoy ou autre Ville près de Munster, ainsi qu'on a connu qu'ils avoient intention, je confie audit Sieur d'Estrades cette Lettre, à laquelle je vous ordonne de vous conformer & donner aux Ambassadeurs desdits Sieurs les Etats chez vous la main, & là & en tous lieux le titre d'Excellence, sous cette condition expresse que j'y ai apposée que leurs Ministres se départiront d'une autre premiere prétention de la visite que je vous ai réservée, afin que le Monde connoisse que, pour leur donner divers avantages, je laisse pourtant à faire quelque chose de plus, que je puis rendre aux Ministres des Têtes couronnées. Ce qui fut pratiqué à Venise au tems du Roi Henri le Grand mon ayeul d'immortelle mémoire a beaucoup contribué à me faire prendre cette résolution, à laquelle la Reine Regente Madame ma Mere a consenti sur cet exemple, & pour lever aux ennemis l'esperance de nous diviser, à quoi ils travaillent incessamment; mais leur finesse n'a pû encore surprendre la prudence des Alliez, ni faire aucune impression sur moi qui veux éviter cet écueil contraire au bien public. Je prie Dieu &c.



## LETTRE

à Messieurs

D' A V A U X,

ET

S E R V I E N.

A Paris du 14 Janvier 1645.

*La Reine se plaint de ne recevoir point de Dépêches. On les exhorte à l'union & à la bonne correspondance. On se plaint de la conduite des Médiateurs. Commission de Monsr. d'Estrades envers les Etats Generaux, & Prince d'Orange. On leur ordonne de ne rien innover touchant le Ceremoniel. Affaire des Subsidies aux Suedois. Affaires d'Italie. Affaires de la Négociation entre Suede & Danemarck. On a soin de faire des recrues en Allemagne pour l'Armée de Mr. de Turenne. Affaires d'Oost-Frise.*

MES-

1645.

## MESSIEURS.

La Reine se plaint de ne recevoir point de Dépêches.

On les exhorte à l'union & bonne correspondance.

On se plaint de la conduite des Médiateurs.

Commissions de Mr. d'Estrades envers les Etats Generaux & le Prince d'Orange.

IL est assez étrange que la Reine se plaigne d'être privée de vos Dépêches; mais c'est qu'elle ne compte point pour reçues celles qu'elle voit d'un chacun de vous en particulier, si ce n'est qu'elles soient accompagnées de la vôtre en commun. Je prens une conduite bien différente de la vôtre, & par mes Lettres je vous force à vous communiquer & à vous assembler pour en prendre la lecture. Celle-ci contiendra des choses assez importantes, sans néanmoins vous donner nulle résolution sur les affaires proposées en la Lettre qui, bien que non signée de vous deux, semble avoir été faite par concert. La raison de ce procédé est que sur les mêmes affaires il vous a ci-devant été mandé ce qu'on estimoit devoir être fait, & qu'il n'y a pas lieu de s'en demouvoir, ni en l'état présent des affaires se donner le soin & la peine de discuter ce qui devroit être fait tant & si longuement que votre Assemblée n'aura pas eu son ouverture, soit parce que vous ne la tenez pas encore légitime ou que vos parties refuseront ce qui semble ne pouvoir être désiré. Si tant étoit que la proposition qui m'y a été envoyée les choquât autant qu'ils ont témoigné l'être de celle que vous leur avez fait bailler, il me semble qu'on doit bien apprehender diverses choses d'eux, après avoir vu la liberté qu'ils se sont donnée de parler de vous de la sorte qu'ils ont fait. Mais quand je ne les voudrois pas condamner, j'aurois peine à me taire de la conduite des Médiateurs, lesquels, selon mon foible jugement, pouvoient vous dire quelque chose de ce que les autres avoient écrit, & éviter de prendre la licence de vous les communiquer. Certes leur prudence s'est oubliée & la vôtre s'est donnée à connoître, refusant l'instance qui vous étoit faite par des paroles de foye qui exprimoient toutefois bien au vif votre ressentiment, & qui étoient telles qu'il falloit pour faire entendre à Messieurs les Médiateurs qu'ils ne se devoient pas charger de cet écrit. Je laisse donc à répondre à cette Lettre ou par les raisons que j'en ai données, ou pour le devoir remettre à une meilleure occasion, & passe à vous dire que pour être éclairci, autant qu'on le pourra, des intentions de Messieurs les Etats & de Monsieur le Prince d'Orange touchant la Campagne prochaine & concerter avec eux ce que nous devons faire de notre côté, les presser de finir l'affaire de l'Oost-Frise, & de donner contentement à Madame la Landgrave, autant qu'ils nous ont fait espérer qu'ils feroient, ajuster & composer les différens qu'ils ont avec le Roi de Portugal. L'on a dépêché en Hollande Mr. d'Estrades auquel on a donné charge d'essayer de terminer celui de leurs prétentions pour les ceremonies qui doivent être rendues à leurs Ambassadeurs & Députés par ceux de Sa Majesté, & prejugant qu'il y pourra réussir par le peu que nous leur demandons, comme qu'ils vous rendent la première visite, & par le beaucoup que nous leur accordons, leur donnant le titre en tous lieux & la main chez vous. Nous lui avons baillé une Lettre pour vous faire tenir, laquelle vous ordonne d'exécuter ce qui y est contenu, & Sa Majesté voulant honorer ces Messieurs n'est pas résolue de blesser ni le Duc de Savoye ni les Electeurs en corps, aux Ministres desquels elle veut que vous rendiez les mêmes honneurs que vous auriez fait à ceux-là.

Jusques à ce que vous ayez commencé, en vertu de la susdite Lettre, envers les Députés de Messieurs les Etats, vous n'innoverez rien ni avec Savoye ni avec les Electeurs, mais pour lors vous leur départirez les mêmes avantages. Vous saurez de Mr. le Baron d'Avaugour ce qui a été résolu sur vos Lettres & sur les remontrances, comme non seulement on a donné ordre que le terme du Subside échû fût promptement acquitté, mais qu'on a ordonné que les deux tiers de celui d'Été feroient payés à Hambourg dans le dernier de Mars, où le total de la somme auroit été remis si l'on n'avoit appréhendé qu'étant reçu & dispensée, cela donnât lieu de presser le paiement du deuxième, & si l'on n'avoit aussi jugé qu'il y ait en ce lieu-là de quoi subvenir à une nécessité pressante. L'on fait aussi remettre une somme de dix mille écus pour être présentée à Monsieur Torstenfon pour lui acheter ce qu'il désirera avoir; & Madame sa femme ayant envoyé à sa Majesté un Reiquaire, elle s'est aussi résolue de lui faire un présent, non de prix, mais galant, comme à dire d'une cassette pleine de gands, rubans, écharpes & autres choses de cette nature à la mode, d'une boîte de portrait bien choisie de la valeur de deux mille écus, où le portrait du Roi & celui de la Reine se trouveront enfermez, & d'une Montre émaillée de bleu qui a un cercle de diamans. Si ce que cela coûte eût été employé en une seule piece, elle auroit passé pour belle, mais Sa Majesté fait un présent de Galanterie qui ne laisse pas d'être de prix. L'Eloquence dudit Baron suppléera, & si Dieu donne sa benediction aux desseins dudit Torstenfon, les affaires de la Paix s'avanceront.

Pour justifier au Public nos bonnes intentions, Sa Majesté s'est résolue de renvoyer en Piémont Monsieur du Pleffis Praslin avec ordre de faire remettre à Madame de Savoye les Ville & Citadelle d'Ast, celle de Carmagnolle & son Château St. Ya & plusieurs autres Places, même la Ville de Turin. Mais comme cela doit être précédé d'un Traité projeté & concerté de deçà, & qui est très-dangereux à Madame, si est-ce que jusques à ce qu'elle se soit déclarée de le vouloir accepter, le fait doit être secret; ce que j'ajoute, afin qu'il vous plaise ne pas témoigner avoir été si ponctuellement averti de ce qui a été résolu, & attendre que la nouvelle en soit semée par les Ministres de cette Altesse, faisant néanmoins assez adroitement comprendre aux Médiateurs la disposition que l'on a de le faire, afin que, la chose effectuée, ils connoissent qu'on vous avertit de tout à l'avance, & que si la mauvaise humeur de Madame empêchoit l'exécution de ce projet, ils soient persuadés que c'étoit l'intention de Sa Majesté.

Bien que j'aye une Lettre de Mr. de la Thuillierie, je ne laisse pas d'en attendre avec impatience, quoique je sache que la Conférence des Députés de Dannemarck & de Suede ait été remise au 15. de ce mois, c'est à dire au 25. Mais c'est pour être toujours en apprehension que quelque léger succès ou l'esperance d'en remporter ne leur fasse changer d'avis, & je tiens les Chefs des uns & des autres très-capables de s'y porter. J'attendois que Monsieur de Beauregard me manderait que celui qui s'étoit offert pour faire des levées demanderoit de l'argent, mais j'ai su qu'il s'étoit retiré, ce que je crois qu'il vous aura écrit & dont je ne laisse de vous faire part, pour vous dire que si au lieu où vous êtes il se rencontroit quelqu'un qui voulût faire de l'Infanterie, nous lui donnerions pour cha-

1645.

On leur ordonne de ne rien innover touchant le Ceremoniel.

Affaire des Subsidés aux Suedois.

Affaires d'Italie.

Affaires de la Négociation entre Suede & Dannemarck.

On a soin de faire des recrues en Allemagne pour l'Armée de Monsieur de Turenne.

1645. chaque Soldat qu'il nous feroit voir en bataille étant joint au Corps de Monsieur de Turenne, dix Risdalles & même jusques à douze.

De fortifier cette armée dépendent de grandes choses, aussi faisons-nous toutes celles qui peuvent être imaginées pour y parvenir, en donnant si librement & si largement de l'argent pour des levées, que j'espère que nous y réussirons.

Affaires  
d'Ost-Frise.

Je souhaiterois, à présent que je ne doute plus que le Comte d'Ost-Frise ne desarme, qu'il eût beaucoup de Troupes, car je donnerois un tel ordre pour les recueillir, qu'elles prendroient assurément le service avec nous; mais soit de celles-là, si elles étoient plus puissantes que je n'ai imaginé, ou soit d'ailleurs, essayez au plutôt qu'il vous sera possible de nous former un Corps de deux ou trois mille hommes de pied; Vous y employant & y réussissant vous avancez l'ouvrage de la Paix, laquelle ne se peut conclure qu'en continuant nos progrès. Déjà nous faisons délivrer de l'argent pour les recrues & nous espérons que nos armées seront complètes, d'autant que les Officiers à l'envi se pressent de demander de l'argent & des lieux d'Assemblée, & qu'autant qu'autrefois il les falloit presser, autant le sommes-nous maintenant d'eux. Je suis &c.

## L E T T R E

Ecritte à Monsieur

D' A V A U X,

A Paris, du 14 Janvier 1645.

*On accuse les Lettres du dernier Decembre. Raisons pourquoi on a différé de présenter la Lettre pour la Reine. Suites de la désunion entre Messieurs d'Avaux & de Servien. Plaintes contre Mr. d'Avaux.*

M O N S I E U R,

On accuse  
les Lettres du  
dernier De-  
cembre.

Raisons pour-  
quoi on a  
différé de  
présenter la  
Lettre pour  
la Reine.

C'EST fut des mains de Mr. D'Irval que je reçus la Lettre que vous avez écrite à la Reine, & la particulière que vous m'aviez adressée, en date l'une & l'autre du dernier jour du mois passé. Je lui dis que dès le même jour, qui étoit le 12. de celui-ci, je la ferois lire à Sa Majesté; mais m'en étant mis en devoir je fus interrompu par le souvenir qu'un chacun de ceux qui affluèrent eut que la faute que vous vouliez imputer à Monsieur Servien étoit connue & confessée par lui, non comme une faute commise, mais comme une action très-importante qu'il vous avoit offert, jusques à se laisser entendre qu'il le feroit, que vous n'aviez sù consentir qu'il fut dit & avec beaucoup de raison, que Monsieur Servien avoit été assez puni, son entreprise ayant été condamnée, & qu'il falloit attendre ce que produiroit la dernière Dépêche qui vous avoit été faite, de laquelle on espère votre réconciliation.

TOM. II. PART. II.

Il m'a été dit que Monfr. Servien vous étoit allé rechercher à la fête dernière, que vous le reçutes très mal, & qu'on ne parle point de le retirer pour l'envoyer à Rome. J'ai essayé d'approfondir le bruit qui s'en étoit semé, ou on me le cèle avec artifice, ou il n'est pas vrai & je suis persuadé du dernier. En la confiance qui est entre nous je dois vous avertir de cela, afin qu'un bruit ne vous fasse pas prendre une conduite, qui enfin vous causeroit du déplaisir. Je vous plains puisque votre mal n'est pas encore à sa fin, mais il faudra qu'il diminue étant venu au dernier période où il puisse monter.

J'eus une Dépêche de quinze feuilles de papier en laquelle Monsieur Servien m'informoit de plusieurs choses qui s'étoient passées entre vous, Monsieur, & Monsieur Oxenstiern. Je lui fais réponse qu'il la faut garder pour la considérer en une autre saison; & certes, comme on n'a pas vu que vous l'eussiez approuvée, on l'a eue en moindre considération. Tout ce que vous ferez séparément sera reçu de cette sorte; on veut que vous travailliez ensemble, & si cela se trouvoit impossible, nous en aurions un extrême déplaisir. En ma Lettre commune je m'explique du peu de satisfaction que nous avons eue de l'entreprise des Médiateurs. C'est tout ce que j'ai à ajouter, qui suis &c.

Plaintes con-  
tre M. d'A-  
vaux.

## L E T T R E

Ecritte à Monsieur

S E R V I E N.

A Paris, du 14 Janvier 1645.

*On accuse l'arrivée de sa Lettre du dernier Decembre. Affaires d'Allemagne. Remarques sur la conduite de Monsieur d'Oxenstiern. Affaire du Congrès. Réflexions sur l'état de la Suede. On se plaint des Médiateurs, de même que de la conduite de Monsieur Servien.*

M O N S I E U R,

J'Ai lû avec un extrême plaisir votre longue Lettre en date du dernier de l'an passé, & j'ai été mal satisfait de la paresse de vos gens de ne me l'avoir fait rendre que Jeudi au soir lorsque je revenois du Conseil où je l'aurois lû, bien que je juge qu'elle fera plus de faison lorsque les affaires seront plus avancées. Ma raison se feroit fondée sur la beauté de la piece & sur le grand raisonnement dont je l'ai trouvée remplie. Ce n'est pas qu'en quelque chose je ne contredise vos sentimens, mais c'est de vos propres pensées que j'en prens droit. Vous voyez bien que je vais à l'essentiel & que je réserve en la dernière partie de ma Lettre à répondre à la première partie de la votre. Vous persistez à croire que le moien d'affliger les Princes de l'Empire est de demander de leur chef le rétablissement de toutes choses, comme elles étoient en l'année dixhuit, & préjugant que l'Empereur s'en éloignera, vous aurez acquis cet avantage ou le droit de demander la retention des

On accuse  
l'arrivée de sa  
Lettre du  
dernier De-  
cembre.

Affaires  
d'Allema-  
gne.

C cho-

1645.

choses occupées par les Couronnes Alliées, faisant comprendre aux Princes, (outre que la demande est juste pour les satisfaire des fraix de la Guerre,) qu'il est de leur propre bien que nous soyons en état de leur aider à maintenir leurs libertés. Mais s'il vous plaîtoit de vous souvenir comme cette proposition a choqué de dega, & les fins qu'elle traîne après soi, & aussi des desseins des Suedois pour rendre très-puissant le Parti Protestant, vous pourriez changer d'avis & insensiblement vous porter à d'autres pour éviter ce piège qui est bien caché, étant à craindre de rendre les Protestans si puissans, qu'ils olassent se lier & assister nos Huguenots ainsi qu'ils ont fait autrefois, car bien que la fidelité de ceux-ci semble très affermie, & que les bons traitemens qu'ils reçoivent les doivent obliger de demeurer fermes dans leur devoir, si est-ce que par leur inclination & par les maximes de leur Religion ils auront toujours des pensées & des desirs de choses nouvelles, ce qui est confirmé par les exemples du passé. J'entre dans votre sentiment & celui du Baron Oxenstiern, qu'il faut demander plusieurs choses à la fois, afin qu'en se relâchant de l'une on gagne l'autre; mais il est à craindre que l'ennemi s'en appercevant, sans le dire, insistera de discuter une affaire sans en mêler deux ensemble & que, comme la raison sera de leur côté, les Médiateurs s'y rangeront aussi.

Remarques  
sur la condui-  
te de Mon-  
sieur d'Oxen-  
stiern.

La remarque que vous avez faite de l'assiette de l'esprit du dit Baron est de grand poids. Il a ordre de crier contre le Traité de Prague, & toutefois il y trouve des articles si avantageux qu'il n'ose faire ce qu'il dit. En quoi il est à remarquer que sa passion dominante, comme celle du Chancelier son Pere, est de former un Corps des Protestans & élever leurs conditions au plus haut qu'ils pourront. Pour y parvenir ils veulent abattre la Maison de Baviere, lui ôter les biens que l'Empereur lui a engagés, le priver de la dignité d'Electeur, & cela parce qu'il est leur ennemi. Au même tems il songe à appuyer la grandeur de celui de Saxe qui n'est pas moins leur ennemi que celui-là, & attacher en sa Maison les Provinces démembrées de la Couronne de Boheme, la jouissance des biens Ecclesiastiques de ses Etats & la possession de l'Archevêché de Magdebourg, ce qui n'est demandé que pour l'avantage qui en restera au Parti Protestant. Comme vous avez du tems pour faire réflexion sur les choses avant que d'être astringé à former votre jugement, je vous prie de ne vous point hâter & me faire part de vos sentimens qui aideront beaucoup à faire prendre nos résolutions. Il me souvient fort bien comme dans vos Instructions il est porté qu'il faut ménager que la Poméranie, ou du moins les Places qui sont sur la Mer Baltique, demeurent aux Suedois; mais pour cela je ne les loue point de modestie de s'en contenter, ce qui est éloigné de la mer & bien avant dans l'Empire ne sauroit être gardé par eux, ainsi ils abandonnent ce qu'ils ne sauroient conserver & songent à garder des descentes & une Province, aisée à être maintenue par eux qui sont assez puissans en Vaisseaux. Si ma mémoire ne me trompe, ils en veulent aussi dans le Meckelbourg; je n'ai garde de blâmer leur pretention; les condamner à tout restituer, ce seroit un préjugé contre nous. Mais outre des Places & des Provinces, prétendant de l'argent, ils rendront la Paix très-difficile, puisque l'Empereur n'en pourroit recouvrer qu'alienant son patrimoine ou l'exigeant des Villes & Communautés libres, dont la plus grande partie a été attachée aux

Couronnes alliées, qui se plaindroient bien hautement, si, après ce que plusieurs d'entr'elles ont souffert & contribué à l'avantage du bon parti, on vouloit les assujettir à payer à l'une de ces Couronnes, des sommes excessives pour le défray de la Guerre dont ils ont porté le poids.

Il seroit sans doute utile que ces Messieurs les Suedois persistassent en l'intention, que l'un d'eux vous a témoignée de vouloir transférer l'Assemblée d'Osnabrug à Munster, & les Impériaux, selon mon foible jugement, n'y sauroient contrarier sans se décrier & offenser bien fort les Médiateurs, au moins Contarini, qui le demanderoit de ce qui a été ajusté entr'eux & ceux là, & Monsieur le Nonce, par la communication frequente & ordinaire qu'il a avec l'autre, ne lairroit d'être en part par les conseils qu'il lui donneroit. Si Monsieur Oxenstiern s'étoit davantage ouvert avec vous, & qu'il eût désiré qu'il en fût fait quelqu'instance; j'aurois pris charge d'en parler au Nonce & à l'Ambassadeur de Venise, afin qu'ils en fissent faire les instances, soit à Madrid ou à Vienne, mais crainte de me trop avancer & d'engager les Suedois plus vite & plus avant qu'ils ne veulent, j'ai jugé qu'il m'en falloit abstenir.

Vous voulez bien que je vous fasse une remarque sur ce que vous a dit le Sieur Oxenstiern, que pour ôter à son Collègue l'autorité de résoudre seul des affaires publiques, il avoit voulu, sous quelque prétexte emprunté, prendre occasion de vous visiter pour en conférer avec vous & de suite entrer bien avant en matiere, que je m'aperçois que l'union n'est pas si étroitement établie entr'eux qu'ils essaient de publier, & la division vient de plus haut, & de celle qui est entre les Regens de Suede, dont l'Autorité à présent étouffée par la Majorité de leur Reine, donnera sujet à quelque nouveauté en la Cour. Monsieur Salvius, qui y est en crédit soutenu du Grand Maître & du Grand Maréchal, essaye de faire comprendre que quand cette Couronne seroit privée du Chancelier, elle ne laisseroit de subsister, & peu après ceux-là & celui-ci essaieront de prendre la part dans les affaires dont l'autre les avoit privez. Je vous en donne cet avis, afin qu'avançant avec eux les affaires générales, vous essayiez de pénétrer si ceux que j'ai tant bien fondez, & que vous ménagez ces gens-là en forte que, quand ils feront de retour auprès de leur Reine, la France puisse espérer qu'ils en épouseront les Interêts.

Du moment que leurs Majestez seront déterminées non seulement à conserver Brisac, mais toute la haute & basse Alsace, il sera utile de traiter avec les Suedois de la Place de Bensfeld, & bien que ce soit quelque chose, ce que les Suedois ont promis de n'en point disposer sans nous en avoir avertis, il faut les prévenir quand ce ne seroit que pour l'avoir à meilleur prix. Mais cette affaire aussi bien que les autres sur lesquelles je me suis étendu, seront de saison dans une autre conjoncture, & jusques à ce qu'elle naisse on peut se dispenser d'entrer en discussion.

Reste à répondre au premier point & au dernier de votre Lettre, & quoique je n'en aye désigné que deux, le dernier ne m'étoit pas échappé.

Je suis fort étonné de la hardiesse de vos parties & du peu de respect qui vous a été gardé par les Médiateurs. Je crains que la division qui est trop publique & qui dure entre vous & Monsieur d'Avaux, ait donné la hardiesse aux uns & la liberté aux autres. Mais au-  
tant

1645.

Affaire du  
Congrès.

Réflexions  
sur l'état de  
la Suede.

On se plaint  
des Média-  
teurs.



1645. tant que je blâme ceux là, je loue votre modestie, & un petit mot dit bien à propos repousse une telle outrecuidance & châtie deux personnes tout à la fois.

De même  
que de celle  
de Monsieur  
Servien.

Vous avez deviné que Monsieur d'Avaux s'est plaint que vous avez entrepris d'écrire seul à l'Assemblée de Francfort, & ce prétexte lui a donné lieu de remonter plus haut & d'exposer à Sa Majesté les sujets de plainte qu'il a contre vous. Rendant compte de la Dépêche je fis remarquer que vous-même avez avoué l'action dont déjà il s'étoit plaint, envoyant la copie de la même Lettre, & que sur cette chose comme sur les autres choses qui se sont passées entre vous, Sa Majesté ayant fait savoir ses volontés il falloit attendre la réponse à ses Dépêches, & que je croiois que ce seroient les dernières que vous obligeriez à vous être faites sur ce sujet. Ce sera la réponse que je ferai à celle qui m'a été écrite par Monsieur d'Avaux; & comme le Courier, qui est porteur de cette autre Dépêche, se trouve chargé d'un Memoire bien ample de ce que vous avez à faire, soit pour répondre à l'objection de vos parties, soit pour avancer la Paix generale, que dans le même il est amplement parlé si votre demande du rétablissement de l'Empire, ainsi qu'il étoit devant la prise des armes, est toute telle qu'elle puisse ou doive satisfaire; les inconveniens qu'on y remarque, & de ce qu'on a jugé devoir être fait, soit pour rectifier votre première proposition, ou pour justifier la seconde, je m'en remets à ce qui y est énoncé, qui ajoute derechef à ce que j'ai mis au commencement de celle-ci, que ce qu'elle contient est un essai de mon esprit qui ne porte nul ordre pour agir. A quoi la beauté de la votre m'a engagé, & comme vous avez eu la bonté de me souhaiter cette année remplie de douceurs & de biens, vous agrérez que je paye cette dette de la même monoye &c.



## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

Et

S E R V I E N

à Monsieur le

CARDINAL MAZARIN.

Du 14. Janvier 1645.

*Ils répondent à ses Mémoires du 19. & 21. Decembre. Reflexions sur la proposition de remettre toutes choses en Allemagne dans leur ancien état. Le Duc de Baviere donne toujours sujet de jalousie aux Suedois. Tous sont persuadez que le Duc est en négociation avec la France. Il faut menager ce Prin-*

TOM. II. PART. II.

*ce. Moyens pour l'attirer à une Conclusion. Heureux état de la France. Sentiment du Baron d'Oxenstiern. Parallele entre les Princes d'Allemagne & d'Italie. Ils prient le Cardinal de leur faire savoir ses intentions. Abregé de ce qu'on a réglé avec les Suedois touchant la proposition à faire aux Imperiaux. Touchant les bruits d'une Ligue en Italie. Ils approuvent le refus qu'on a fait des Passeports à Monsieur Salamanca. Ils souhaitent savoir comment ils doivent traiter avec les Ministres de Baviere. Affaire des Plein-pouvoirs. Des bruits d'un accommodement entre l'Empereur & les Suedois. Desespoir des Flamands. Ils satisferont aux Ordres du Cardinal, par rapport à une gratification en Dannemark. Affaire des levées. Caractere de Monsieur Salvius. L'Evêque d'Osnabrug porté pour la France. Il y a de la division entre les Ministres Imperiaux & les Espagnols. Intention de Monsieur Contarini. Ils répondent au Mémoire du 21. Affaires d'Italie. La Ligue des Princes d'Italie seroit fort avantageuse à la France. Reflexions à y faire. Leurs raisons pour ne pas demander de Saufconduits pour les Portugais. Soins du Duc de Baviere pour une Paix ou pour une Treve. L'Eleveur de Mayence s'excuse de convoquer une Diette à Ratisbonne; ses raisons pour ce refus. Le Nonce cherche à aquerir du credit auprès des Ministres.*

MONSEIGNEUR,

Les deux Dépêches que votre Eminence a eu agreable de nous écrire les 19. & 21. du mois passé sont si obligeantes pour nous, & si importantes pour le service du Roi, qu'après avoir très-humblement remercié votre Eminence, comme nous avons déjà fait, de la confiance qu'elle a eu de nous faire cette faveur, nous avons été contraints de relire plusieurs fois ses deux belles Lettres, y méditer longtems, & conferer librement ensemble à diverses reprises sur ce qu'elles contiennent, avant que d'oser satisfaire aux commandemens que votre Eminence nous a fait de lui en dire nos sentimens avec liberté.

Pour y repondre par l'ordre qu'il a plu à votre Eminence d'y tenir en nous les écrivant, nous avons bien compris les puissantes raisons, Reflexions sur la proposition de remettre toutes

1645. pour lesquelles votre Eminence n'estime pas que lorsque l'on entrera plus avant en matière avec nos Parties, il faille faire la demande que l'un de nous avoit proposée de remettre toutes choses dans l'Allemagne au même état qu'elles étoient en l'année 1618. moyennant quoi Sa Majesté aussi de son côté offriroit d'en retirer ses armes, & de restituer toutes ses conquêtes.

choses en Allemagne dans leur ancien état.

A la vérité, celui de nous qui étoit de cet avis avoit cru d'abord que la difficulté se rencontroit seulement sur la deuxième clause de restituer les conquêtes, & de retirer les armes de France; à quoi quand votre Eminence n'eût pas trouvé les inconvénients qu'elle a si prudemment remarqué, les Ministres Suedois ont témoigné de leur part si peu de disposition de vouloir faire la même offre, que nous n'eussions pas pu la faire seuls contre leur avis, ayans toujours cru que pour produire un bon effet dans l'esprit des Allemands, il falloit qu'elle fût faite de la part des deux Couronnes, sans quoi elle eût paru de notre côté plus accompagnée d'ostentation que de solidité, & plus apparente qu'effective; outre que, comme Votre Eminence remarque très-prudemment, tout l'effet en fût directement tombé sur nos Alliez, auxquels en diverses propositions d'accommodement les Imperiaux ont toujours fait espérer quelque récompense particulière. Mais en la forme que nous l'avions de nouveau concerté avec Monsieur Oxenstiern, & dont nous avons rendu compte par nos Dépêches précédentes; c'est-à-dire sans y ajouter cette deuxième clause, nous avons estimé tous deux que beaucoup de raisons nous obligeoient de la faire, dont les principales ont été remarquées dans celles de ce mois, & qu'il n'y avoit aucun inconvénient à craindre, pourvu qu'on y apportât les précautions dont nous avons convenu ensemble, qui sont de demander en même temps la satisfaction réelle des deux Couronnes & une sûreté suffisante pour l'exécution du Traité.

Ces deux conditions nous donnant moyen aux uns & aux autres de ménager ce qui seroit nécessaire & avantageux en particulier, sembloient remédier à tout ce que l'on avoit pu craindre, excepté aux appréhensions & aux mécontentemens qu'en pourra prendre Monsieur le Duc de Bavière, dont Votre Eminence reconnoît avec raison qu'on doit tâcher de ménager l'esprit pour les grands avantages, que la France pourra recevoir, soit pendant la durée de la Guerre, soit dans le cours de la Négociation.

Le Duc de Bavière donne toujours sujet de jalousie aux Suedois.

Ce n'est pas néanmoins, Monseigneur, une considération que l'on puisse alleguer aux Suedois; non seulement elle ne les toucheroit pas de la même sorte que nous, mais elle y produiroit un effet bien contraire à notre intention & à nos intérêts. Ce Prince ayant toujours été le principal objet de leur jalousie, & de leur animosité, ils pourroient être aisément portés par leur méfiance naturelle à croire que nous aurions à leur préjudice quelque engagement secret avec lui, & ne manqueroient pas de se confirmer dans cette fausse croyance, s'ils voyoient que la peur de lui déplaire fit que nous refusassions de faire une proposition qui a toujours été le but de nos armes communes dans l'Allemagne. Les Espagnols ne tâchent déjà que trop de leur donner des ombres de ce côté-là, connoissant que c'est leur foible & peut-être le principal prétexte, dont ils se sont servis pour les faire entendre à la Négociation qu'ils font ménager par le Sieur Krantz & le Baron de Pescheritz.

Nous sommes obligés à ce propos d'avertir Votre Eminence, que tous les esprits de deçà sont tellement préoccupés de cette opinion que le Duc de Bavière panche du côté de la France, & qu'il y a déjà une négociation sur le tapis bien avancée entre lui & nous, qui se ménage par la voye de Rome, que non seulement Messieurs les Médiateurs nous en ont parlé en termes assez intelligibles, mais nous savons que les Imperiaux, & les Espagnols encore plus qu'eux, en sont en très grande allarme: ce qui nous donne lieu de représenter à Votre Eminence qu'ils ne manquent pas de faire donner cet avis aux Suedois, & que nous avons très-grand intérêt d'éviter dans notre conduite tout ce qui pourroit le moins du monde contribuer à les nourrir dans ce soupçon, lequel nous aurons assez de peine d'effacer de leur esprit, & même en faisant toutes les choses qu'ils désireront de nous, en exécution des Traitez d'Alliance.

Nous ne croyons pas pour cela, Monseigneur, qu'il soit à propos de mépriser Monsieur le Duc de Bavière, nous faisons bien état de le ménager avec soin quand ses Deputés seront ici, & en tirer avantage pour les intérêts de la France. Mais nous croyons que Votre Eminence jugera nécessaire dans une occasion où il faudroit prendre parti de l'offenser, ou de desobliger les Suedois, que nous travaillions plutôt à conserver des amis anciens & assurés, dont les intérêts sont joints & communs avec les nôtres, qu'à acquiescer un ami nouveau, & dont l'affection ne peut jamais être que douteuse, puisque sa naissance, la situation de son Etat, ses Alliances & tous ses intérêts sont joints avec ceux de nos ennemis, & que selon notre foible sentiment il est très-mal aisé de se promettre une amitié sincère & constante d'un Prince sage & avisé, qui se voyant sur le bord du tombeau & ses enfans dans un bas âge, connoît qu'inévitablement ils doivent tomber après sa mort entre les mains & sous la tutelle de notre Ennemi, contre lequel conséquemment il n'y a pas d'apparence qu'il se déclare jamais en notre faveur.

1645. Tous sont persuadés que le Duc est en négociation avec la France.

Il faut ménager ce Prince.

Nous estimons même, puisque Votre Eminence nous a commandé de parler avec liberté, que le moyen le plus assuré de ranger ce Prince à la raison, est de le presser vivement par les armes & dans la négociation. Il est trop prudent & dans un âge trop avancé pour prendre jamais un conseil de désespoir qui le puisse porter à sa ruine; au contraire si le bien de ses affaires le contraindoit jamais d'abandonner la Maison d'Autriche pour se joindre à nous, il y a apparence que la qualité de Prince & de Beaufrère de l'Empereur ne lui permettant pas de changer volontairement de parti, il ne devroit pas trouver mauvais qu'on lui en fournit un honnête prétexte, & que l'on lui donnât moyen de faire voir que pour éviter sa perte, il auroit été forcé par la nécessité de prendre cette résolution.

Moyens pour l'attirer à une conclusion.

Certes, Monseigneur, la Partie de la France semble être si bien faite dans cette Guerre, qu'on a besoin, tandis qu'elle durera, de continuer à jouer comme on a fait, & tenir toutes choses en l'état où elles ont été jusques ici. Il seroit peut-être dangereux d'apporter le moindre changement dans l'ordre des affaires qui ont si heureusement réussi depuis dix ans, & il y auroit beaucoup de sujet de craindre de s'affaiblir plus notablement d'un côté, qu'on ne pourroit se fortifier d'un autre: ce qui nous fait croire que toutes les liaisons que l'on pourra prendre avec Monsieur le Duc de Bavière, du consentement des

L'heureux état de la France.

1645. des Suedois, & par leur avis, seront très-utiles; mais que pour l'obliger & le gagner en particulier, nous perdrons plus que nous ne gagnerions, si les Suedois en prenoient ombrage, parce qu'enfin ils pourroient nous prévenir & faire leurs affaires sans nous, à quoi ils trouveroient toute sorte de facilité, & pourroient même alléguer que nous leur aurions donné un prétexte légitime de nous faire cette infidélité, quoiqu'en effet nous n'y eussions pas pensé.

Monsieur le Duc de Baviere ne peut s'offenser avec raison que l'on fasse d'abord une demande générale, quoique l'effet aille en quelque façon contre lui, à laquelle nous sommes obligés par les Traitez d'Alliance avec la Couronne de Suede, & par tous les Discours & Manifestes qui ont été publiez depuis la naissance de cette Guerre. Il est trop intelligent pour ne connoître pas que nous ne ferons cette instance que pour nous acquiter de notre parole envers nos Alliez, & nous tirer avec honneur de l'engagement où nous sommes. Si même on jugeoit que la chose lui dût être d'abord trop sensible, on pourroit la faire adoucir par l'espérance qu'on lui feroit donner secrètement, en même tems, d'y ménager ses intérêts pendant le cours de la Négociation, selon qu'il nous en donneroit sujet, & qu'il se rendroit favorable aux nôtres. Il vaudroit encore mieux recourir à cette précaution que d'obliger les Suedois, dès l'entrée du Traité par le refus d'une proposition juste, à rechercher trop soigneusement avec eux une chose pour laquelle nous avons pris conjointement les Armes.

Mais si on se peut passer de faire si-tôt connoître cette intention au Duc de Baviere, & de lui mettre en main de quoi ruiner le credit que le Roi s'est acquis parmi les Princes & Etats d'Allemagne, ce sera le plus sûr. Tant s'en faut qu'on doive croire qu'en faisant cette demande générale Monsieur le Duc de Baviere se puisse rebuter, & perdre entierement les bonnes dispositions qu'il a fait paroître pour la France, dont toutefois il ne s'est jamais bien expliqué que lors que ses affaires ont été en mauvais état, & que les nôtres ont prospéré dans l'Allemagne. On peut espérer avec quelque apparence de raison que plus il se verra pressé par les armes, & dans la négociation, plus il donnera de bons effets, & afin de ne ruiner pas les affaires il se rendra favorable aux intérêts particuliers des deux Couronnes pour acquérir la victoire & tâcher par leur moyen de mettre les siens à couvert; ce qui nous ouvrira le chemin de faire connoître aux Suedois que ce Prince leur peut être utile aussi bien qu'à nous, & ainsi l'envie qu'ils ont par-dessus toutes choses de trouver leur compte les conviera peut-être de procurer avec nous celui du Duc de Baviere.

Nous ne disons pas cela sans quelque fondement, puisque Monsieur Oxenstiern concertant avec nous l'ordre qu'il faudra tenir en votre seconde proposition, est demeuré d'accord que la composant, comme l'avons résolu sous le bon plaisir de la Reine, de divers articles, & y mêlant ceux où les deux Couronnes ont particulièrement intérêt, avec ceux qui regardent l'Allemagne en général, nous pourrions en traitant nous relâcher sur les uns, à mesure que nous trouverions notre satisfaction sur les autres, afin, comme il disoit, de reprendre d'une main ce que nous aurions donné de l'autre.

Avant que finir ce point qui est peut-être le plus délicat & le plus important de toute notre négociation, nous sommes obligés par le peu de connoissance que nous avons de l'inclination des

Princes d'Allemagne, de représenter à Votre Eminence qu'elle est très-différente de celle des Princes d'Italie, mais ceux-ci, comme très-intelligens & bien conseillez, approuvent & desirent tout ce qui peut contribuer à les rendre indépendans, & pour cette raison sont bien aises que la France ait quelques Places en Italie pour leur tendre la main en cas de besoin, & pour tenir en bride les Espagnols. Mais ceux-ci sont beaucoup plus touchés de l'amour de leur Patrie, & ne peuvent approuver que les Etrangers demembrent l'Empire, quelque utilité qu'on leur en fasse espérer, préférans par une politique digne du climat la subsistance d'un Corps dont ils sont les Membres, à l'avantage, que chacun d'eux peut retirer en particulier par la division de l'Empire. En un mot ils souhaitent bien d'être rétablis dans leurs anciens privilèges, & que l'autorité de l'Empereur demeure réglée par les Constitutions de l'Empire, mais ils ne veulent pas que ce bien leur arrive par la separation des parties de leur Etat, ni que pour avoir plus de moyen de les assister les Princes étrangers s'agrandissent à leurs dépens. Nous ne laisserons pas aux occasions de faire comprendre à eux, ou à leurs Députés qu'ils doivent tenir une autre maxime pour leur propre bien; mais quoi que nous puissions faire, il sera difficile de leur persuader ce que nous desirons, ni d'empêcher qu'ils n'aimassent mieux dans leurs ames nous voir rendre toutes nos conquêtes, que de les voir demeurer entre nos mains.

Voilà, Monseigneur, en substance ce que nous avons crû devoir représenter à Votre Eminence sur cet article si considérable, & qui semble comprendre en soi tout ce que nous avons à traiter en cette négociation pour les intérêts d'Allemagne. Mais pour ce que nous voyons que l'opinion des Suedois, ni la nôtre n'a pas été entierement conforme à celle de Votre Eminence, nous la supplions très-humblement de nous faire savoir ses intentions au plutôt, après que par sa grande prudence elle aura examiné les ordres qui nous seront envoyez, & qu'elle aura eu agreable de considérer que ne pouvant agir sans le consentement de nos Alliez, il faut nécessairement que toutes les choses que nous aurons à proposer soient approuvées par eux aussi bien que par nous.

Voici donc un abrégé à peu près de quelle sorte nous avions estimé avec Monsieur Oxenstiern, que la proposition que nous aurons ci après à donner à nos Parties doit être conçue.

Que la Guerre & les hostilités cessent de part & d'autre.

Que la Paix & l'ancienne amitié seront rétablies.

Que tous Alliez & Adherans de part & d'autre y seront compris.

Que le Commerce sera libre comme avant la Guerre.

Que tous les prisonniers de part & d'autre seront mis en liberté sans payer rançon.

Que toutes choses généralement seront rétablies dans l'Allemagne au même état qu'elles étoient en l'année 1618.

Que l'Amnistie générale sera accordée sans aucune réserve ni restriction.

Qu'il sera pourvu suffisamment à la sûreté de la Paix en sorte qu'elle ne puisse pas être violée à l'avenir.

Qu'il sera dûment satisfait aux deux Couronnes pour les frais & dépenses de la Guerre.

1645.

Is prient le Cardinal de leur faire savoir ses intentions.

Abregé de ce qu'on a réglé avec les Suedois touchant la proposition à faire aux Imperiaux.

Sentiment du Baron Oxenstiern.

Parallele entre les Princes d'Allemagne & d'Italie.

1645.

Touchant les  
bruits d'une  
Ligue en Ita-  
lie.

Nous sommes tombez en discours avec Monsieur Contarini de cette Ligue des Princes d'Italie dont on parle, mais il nous a fort averti qu'il n'y a rien à craindre de la part de la République. En effet les progrès des armes du Roi n'ont pas été si grands de ce côté-là qu'ils aient pu donner de la jalousie à personne, & puis le Pape & Venise, sans la jonction desquels cette Ligue ne seroit pas beaucoup considérable, ayans été reçus Médiateurs du Traité de la Paix, & ayans ici des Ministres pour y travailler, vraisemblablement ne se pourroient pas engager honorablement avec l'un des deux Partis, sans avoir temoigné à l'autre auparavant le sujet qu'ils ont de se plaindre & avoir demandé quelques raisons sur leurs plaintes.

La pensée de Votre Eminence de prévenir les Espagnols en proposant, nous-mêmes, les premiers cette Ligue, est accompagnée de très-grande prévoyance, puisque l'effet en a été jugé avantageux pour la France, & que le Roi ne veut rien retenir en Italie que Pignerol, à la restitution duquel, il n'y a pas d'apparence qu'aucun Prince de ce pays-là nous veuille jamais convier. Il y aura grand avantage d'être l'auteur d'une proposition qui fait voir si clairement le desintéressement de la France, si ce n'est qu'il y eût sujet de craindre que les Espagnols y apportassent de la difficulté, lors qu'ils verront que la chose seroit effectivement désirée & recherchée de notre part.

La généreuse résolution qu'il a plu à la Reine de prendre, de faire rendre présentement tant de Places à Madame la Duchesse de Savoye, fera bien connoître aux Princes d'Italie que Sa Majesté ne veut pas profiter du bien d'autrui, & cette seule action les empêcheroit de rien entreprendre aujourd'hui qui pût déplaire à Sa Majesté quand ils en auroient eu la pensée. Toute la Maison de Savoye lui doit être bien obligée d'une si grande libéralité, mais nous aurions sujet d'appréhender que cette restitution faite avant la conclusion du Traité général, ne fût comptée pour rien par les Ennemis, s'il n'en restoit assez bon nombre au pouvoir du Roi, tant pour faire rendre Verceil en les rendant, que pour avoir moyen de conserver dans la Paix, si l'on peut, toutes les conquêtes d'Allemagne, de Lorraine, de Flandres, & du Roussillon. Nous ne laisserons pas cependant de faire éclater par tout où il nous sera possible cette action glorieuse, que Votre Eminence a très-grande raison de dire que les Espagnols ne se fussent jamais resolu de faire.

Aussi-tôt que nous entrerons plus avant en matière avec les Impériaux, nous ne manquerons pas de mettre aussi en même tems sur le tapis avec les Espagnols les affaires d'Italie. Outre les diverses raisons qui obligent de commencer avec eux la Négociation par là; que Votre Eminence a très-bien remarquées, c'est presque le seul point que nous avons droit de traiter sans les Hollandois & avant la venue de leurs Députés, présumé que les affaires d'Espagne doivent toujours être réservées pour les dernières, à quoi nous n'avons garde de manquer.

Il n'étoit pas juste que Salamanca profitât d'une seconde fourbe, ni que la qualité de Plenipotentiaire pour la Paix lui donnât moyen de passer par la France pour aller presser en Espagne les choses nécessaires pour la Guerre. L'on confesse aujourd'hui franchement que c'est pour cela qu'il a été dépêché par Mer, & ceux qui trouvoient à dire au refus qui lui a été fait d'un Passeport sont contraints d'avouer que l'on a eu raison.

Ils approuvent  
le refus qu'on  
a fait des Pas-  
seports à  
Monsieur Sa-  
lamanca.

Nous avons demandé à Monsieur de Brienne les ordres de la Reine, pour savoir comme nous aurons à traiter les Ambassadeurs de Monsieur le Duc de Baviere & des autres Electeurs. Nous nous promettons que Votre Eminence aura agréable de faire prendre cette résolution qu'il nous importe de savoir au plutôt.

Il y a une autre difficulté très-considérable qui se présente. Le terme dans lequel nous nous sommes obligés de faire venir les nouveaux Pouvoirs, doit expirer au vingtième de ce mois. Nous avons déjà fait savoir à Messieurs les Médiateurs, il y a quelques jours, que les nôtres étoient arrivés. Ils nous ont répondu que les Impériaux avoient aussi les leurs; mais il y a apparence que les Espagnols qui n'ont pas accoutumé d'être si exacts en l'observation de leurs promesses, ne recevront pas les leurs dans le délai de cinq ou six jours. Nous ne savons si après cela nous pourrons entrer en aucun Traité avec eux, parce que la Convention que nous avons faite pour traiter en les attendant, ne peut avoir effet que pour le tems qui étoit nécessaire, pour les faire venir. Après cela il ne seroit pas juste que ceux qui auront manqué tiraissent quelque profit de leur manquement, ce qui arriveroit si nous, qui sommes en état d'engager le Roi notre Maître, traitions avec des Ministres qui n'ont pas le pouvoir d'engager les leurs.

Tous les avis que Votre Eminence nous marque lui avoir été donnés tant de Bruxelles que d'ici sont très-véritables, & ne peuvent venir que de personnes fidelles & affectionnées. Le Baron de Bercheuvitz est un Vagabond qui a toute sa vie roulé par le monde sans s'attacher à aucun parti. Quant au Sieur Kranc, c'est l'associé du Comte de Lamberg à Onabrug. La connoissance que nous avions eue des menées du premier, lors que Monsieur Salvius fut en cette Ville, ne nous avoit pas beaucoup mis en peine, encore qu'elle nous eût obligé d'y faire prendre garde, sachant que ce Baron est un esprit léger qui se fait de fête par tout, & auquel un homme sage ne sauroit prendre aucune confiance.

Lors qu'au dernier Voyage de Monsieur Oxenstiern, nous avons vu que ce même Baron l'a visité & mangé avec lui plusieurs fois, & que le jour qu'il partit de cette Ville il l'accompagna dans son Carrosse jusques à demi chemin, nous y avons regardé de plus près, non sans étonnement que les Ministres Suedois, l'ayans écouté l'un après l'autre, ne nous eussent point donné part de ses discours. Nous sommes bien résolus à la première Conférence de leur en faire une douce plainte en la manière que Votre Eminence nous fait l'honneur de nous prescrire.

Pour la disposition des Flamands nous apprenons qu'elle est telle qu'on l'a représentée à Votre Eminence. Des Personnes de condition, qui ont été parmi eux il n'y a pas longtems, assurent qu'ils sont dans le desespoir, que néanmoins ils sont résolus cette année de faire un dernier effort & de se saigner jusques à la dernière goutte, sur l'esperance qu'on leur donne de rétablir leurs affaires, & de faire quelque entreprise dans la France. Si cela ne produit rien, l'on croit qu'ils songeront à leurs affaires, & à prendre quelqu'autre parti pour l'avenir.

Monsieur de la Thuillerie ne nous a pas communiqué l'offre de Baudissen. Nous ne laisserons pas de lui faire fournir les trois mil Risdalles que Votre Eminence nous ordonne, s'il les demande. Si cette gratification ne tend qu'à faire agir le dit Sieur de Baudissen auprès du Roi

1645.

Ils souhaitent  
savoir  
comment ils  
doivent traiter  
les Ministres de  
Baviere, & des  
autres Elec-  
teurs.  
Affaire des  
Plénipou-  
voirs.Des bruits  
d'un accom-  
modement  
entre l'Em-  
pereur & les  
Suedois.Desespoir des  
Flamands.Ils satisferont  
aux ordres du  
Cardinal par-  
raport à une  
gratification  
en Danne-  
mark.



1645.

Roi de Dannemark pour le tenir bien disposé par son moyen avec la Suede, nous la tenons bien employée; mais si Baudissen vouloit renouveler les propositions qu'il a faites autrefois, & qui ont été si souvent rejetées à la Cour, pour engager le Roi à faire de nouvelles levées & dresser un corps d'armée sous sa charge, la connoissance que nous avons de son humeur nous oblige de dire que nous croirions cette dépense perdue.

Affaire des  
Levées.

Nous avons fait aussi avertir en diligence tous ceux qui nous avoient ci-devant fait parler pour de nouvelles Levées en ces quartiers, que l'argent ne manquera point à ceux qui voudront faire l'Infanterie. Nous en attendons les réponses & n'épargnerons pas nos soins & notre credit pour cela, puisque Votre Eminence nous l'ordonne.

Caractere de  
Monsieur Sal-  
vius.

Quant à Monsieur Salvius c'est un homme qui, pour faire connoître sa Capacité, parle quelquefois assez librement. Il n'a pas été malaisé de découvrir par lui-même les choses qu'il avoit traitées avec nous, il les communiqua toutes à Monsieur Contarini lorsqu'il le fut visiter; ce qui nous fait croire qu'il n'en aura pas été plus chiche à d'autres. Il ne laisse pas pour ce qui touche la Suede en particulier d'être assez retenu, & fort adroit & rusé pour parvenir à ses fins. Nous ne doutons pas que les Espagnols, qui n'ont pu nous diviser pendant la négociation, & que Saavedra, qui est un grand ouvrier pour de semblables pratiques, n'employe les artifices & les faussetez quand les autres moyens lui manquent pour en venir à bout. Mais ayant toujours considéré ce préjudice comme un des plus grands qui pourroit arriver à la France, notre principal soin a toujours été & sera employé à nous en garantir.

L'Evêque  
d'Osna-brug  
porté pour la  
France.  
Il y a de la  
division entre  
les Ministres  
Imperiaux &  
les Espagnols.

Les autres avis qui ont été donnez à Votre Eminence de l'inclination de l'Evêque d'Osna-brug plutôt pour la France que pour l'Espagne, & de la division qui est entre les Commissaires Imperiaux & Espagnols, sont très-véritables. Néanmoins lorsque nous avons voulu presser le premier aux Conférences que nous avons eues ensemble, il est demeuré sur la retenuë; mais pour les autres, nous savons certainement qu'ils ont eu des contestations sur les affaires qui ont passé quelquefois bien avant; à la vérité nous ne pouvons pas juger si cela seroit capable de porter les uns à traiter sans les autres. Il ne nous sera pas mal aisé de sonder le gué, mais ayans toujours vu qu'en France on n'a pu prendre confiance en cette separation lors qu'elle a été proposée de la part même des Allemands, nous ne savons pas si Votre Eminence trouveroit à propos, en cas que l'occasion s'en présentât, & que la dureté des Espagnols obligeât les autres à vouloir traiter sans eux, que nous yussions entendre. Les divers raisonnemens contenus en la fin de votre dernière Dépêche nous font assez connoître que les sentimens de Votre Eminence panchent de ce côté-là, mais parce que c'est un point delicat & sur lequel on est demeuré souvent irresolu dans le Conseil du Roi, s'il plaît à Votre Eminence d'y prendre resolution, le tems & les affaires nous produiront peut-être des occasions d'exécuter ce qui nous sera ordonné, au moins nous y dresserons toutes nos pensées.

Intention de  
Monsieur  
Contarini.

Celle de Monsieur Contarini ne seroit pas de separer les uns des autres, mais de faire en même tems la Paix avec l'Empire & une Trêve de vingt ans avec l'Espagne, pour satisfaire au desir des Suedois qui veulent sortir d'affaires par ce bout, & à celui des Hollandois qui ne veulent

& ne peuvent pas faire un Traité diffinitif sur les affaires. S'ils prenoient cette pente, nous n'y remarquerions pas beaucoup d'inconvenient, pourvu qu'il ne fût pas permis à l'Empereur au prejudice de la Paix d'assister le Roi d'Espagne à la fin ou à la rupture de la Trêve, & que nous demeurassions en possession de ce que nous avons sur le Rhin.

La deuxième Dépêche de votre Eminence du vingt & un est toute sur les affaires d'Italie. L'honneur que Votre Eminence nous fait d'en vouloir savoir nos sentimens nous oblige de les lui expliquer avec autant de franchise que de respect.

Il y a deux questions à examiner. La première, si, en composant les Affaires d'Italie par une Trêve ou Suspension d'armes avant la conclusion du Traité general, la France en recevra plus d'avantage que de préjudice. La seconde, si nous la pouvons faire sans que nos Alliez en reçoivent du mécontentement.

Il semble, Monseigneur, que cette seconde est suffisamment décidée par la précaution que Votre Eminence propose très-prudemment de ne rien résoudre en cette affaire qu'après l'avoir communiquée franchement à nos Alliez, & après en avoir reçu leurs avis & consentement.

La seule difficulté reste donc sur la première question, où Votre Eminence a si puissamment déduit les raisons de l'affirmative, que nous serons seulement obligés de toucher quelques-unes de la negative, & de remarquer quelques inconveniens qui pourroient arriver de cette résolution, afin que Votre Eminence les ayant considérés, & discuté ce qui aura été dit de part & d'autre, y puisse prendre la resolution qui lui semblera convenable, à laquelle dès cette heure nous soumettons toutes nos pensées.

Premièrement, l'expérience a fait voir depuis dix ans qu'en faisant la guerre aux Espagnols en tous les lieux de leur Domination, ils en ont plus reçu d'incommodité que la France, puisque dans une si longue suite d'années ils n'ont pu prosperer en aucun lieu, les heureux succès du feu Roi en Italie ayans été principalement retardés par des accidens qu'on ne pouvoit prévoir, comme la mort de Messieurs les Ducs de Savoye & de Mantouë, la revolte de tout le Piémont, & la defection des Princes de Savoye qui ont donné la peine de reconquerir en beaucoup de tems ce qui avoit été perdu dans un instant.

Deuxièmement, en accommodant les affaires en un lieu avant qu'elles le soient en tous les autres, nous priverions la France de l'avantage qu'elle tire de sa situation, laquelle étant au milieu des Etats dispersés de l'Espagne, lui donne moyen d'envoyer ses forces, comme du Centre à la Circonference, au lieu où bon lui semble, pour faire ses plus grands efforts tantôt en un endroit, tantôt en un autre, soit sur la Mer soit sur la Terre: à quoi l'ennemi n'a pas la même facilité de remédier, étant toujours incertain du lieu où il sera attaqué plus vigoureusement, & lui étant impossible de tenir en tous lieux des forces égales pour sa défense.

Troisièmement, il y a beaucoup d'apparence que si on avoit fait une année ou deux les mêmes efforts en Italie que l'on a fait en Flandre, en Espagne & ailleurs, la Conquête de tout le Milanois ne seroit pas si longue que celle de Flandre, les peuples n'y étans pas si aguerris ni la plupart des Places si bien fortifiées, & le Roi d'Espagne n'ayant pas la même facilité d'y lever des gens de guerre que le voisinage de l'Allema-

gne.

1645.

Ils répondent  
au Mémoire  
du 21.  
Affaires d'Italie.

gne, & que quelques autres Provinces lui donnent pour le Pais-Bas.

Quatrièmement, on peut croire que les Espagnols n'y consentiront pas, qu'ils croient d'en tirer du notre, ce qui peut faire apprehender le déplaisir qu'on auroit si par l'événement leurs esperances se trouvoient mieux fondées que les nôtres.

Cinquièmement, toutes les affaires, comme il a été dit ci dessus, ont si heureusement réussi pendant dix ans en la forme qu'elles ont été conduites, qu'il semble plus sûr de les soutenir jusques à la fin où elles sont, que de faire une nouvelle experience, dont l'effet est en quelque façon douteux, sur le point d'un Traité general.

Sixièmement, quand on auroit le consentement des Alliez pour cela, étant certain qu'ils ne le donneront pas volontairement, ou qu'ils ne s'y porteront, ou que vaincus par nos persuasions ou parce que les Traitez d'Alliance ne leur donnent pas droit de l'empêcher, l'on doit craindre qu'ils ne nous voulussent après rendre responsables des événemens, & qu'ils ne voulussent imputer à cette resolution le moindre changement qui arriveroit dans la face des affaires, encore même qu'il ne procedât pas de là.

Septièmement, il seroit très-mal aisé de leur ôter de l'esprit que nous eussions envie de sortir de toutes nos affaires l'une après l'autre de cette sorte, & que cette apprehension ne leur fit naître le desir de nous prévenir, l'un de nous ayant vû autrefois de grandes plaintes que les Suedois firent d'une suspension d'armes en Italie, quoiqu'elle fût seulement pour quelques semaines.

Huitièmement, quand les Espagnols ne tirent autre avantage que d'assister plus vigoureusement qu'ils n'ont fait jusques à présent l'Espagne & la Flandre, il seroit toujours très-grand en ce que, pour peu qu'ils pussent augmenter leurs forces en ces deux lieux, ils s'y mettroient en posture suffisante, pour y arrêter nos progrès, la raison de la guerre voulant que celui qui attaque soit sans comparaison plus fort que celui qui se défend, s'il veut faire des conquêtes considerables.

Neuvièmement, avec une armée mediocre que le Roi entretient en Italie, quand même on ne voudroit pas attaquer des Places, on oblige les Espagnols d'y avoir beaucoup plus grand nombre de troupes, tant pour y tenir leurs Garnisons fortes, que pour y défendre la Campagne.

Dixièmement, si la Guerre y avoit entièrement cessé, il faudroit craindre que la plupart des Princes d'Italie n'assistassent plutôt d'hommes ou d'argent l'Empereur ou le Roi d'Espagne que nous, soit à cause des plus grands attachemens, dependances & obligations qu'ils ont avec l'Empire ou l'Espagne, soit à cause que les affaires de ces deux Monarques sont presentement en mauvais état, & qu'ils sont reduits sur la défensive, soit par une fausse croyance qu'il y a quelque interêt de Religion mêlé, puisque la plupart des Ennemis de l'Empereur sont Protestans.

Onzièmement, cela ne peut pas si-tôt arriver tandis que la Guerre durera en Italie, parce que la raison d'Etat ne permet pas à tous les Princes de ce Pais-là de se dégarnir de leurs forces, cependant qu'ils voyent deux puissans Monarques armer dans leur Voisinage, & que cette consideration leur peut même servir d'excuse pour refuser les assistances que l'Empereur & le Roi

d'Espagne leur demandent de tems en tems, si bien que par le moyen de cette diversion nous ne tenons pas seulement en échec les forces des Espagnols, mais celles de tous les autres Princes qui pourroient leur donner secours aux autres endroits, & qui croiroient peut-être de le pouvoir faire sans nous offenser.

D'ailleurs l'experience du passé nous doit faire apprehender ce qui est arrivé plusieurs fois, tant pendant les guerres de l'Empereur Charles V, que depuis la naissance de celui où les troupes réglées & disciplinées de l'Empire étoient comme abandonnées.

Treizièmement, le seul avantage certain qu'on se pourroit presentement promettre, seroit l'épargne de la dépense, laquelle, outre qu'elle n'est pas considerable, dans les grands desseins qu'a l'ennemi d'en faire une plus grande ou une pareille, ne pourroit être que pour cette Campagne qui est déjà si avancée que, sur l'esperance douteuse d'un Traité qui n'est ni commencé ni resolu, si on ne faisoit pas les préparatifs necessaires pour la continuation de la guerre, de même qu'on a fait ci-devant, on se trouveroit peut-être exposé aux entreprises de l'ennemi, qui se pourroit même servir d'une proposition d'accommodement pour nous amuser & nous surprendre.

Quatorzièmement. Pour conclusion, puisque dans cette glorieuse querelle il faut necessairement que toutes les forces des deux partis soient occupées, il semble indifférent de les employer en un ou divers lieux. Si ce que l'on tirera d'Italie vient servir en Flandres ou en Espagne, il ne nous coutera guere moins, & ne nous donnera pas néanmoins un si grand avantage sur les Espagnols pour faire des conquêtes dans leur pais, comme les secours qu'ils recevront les y mettront en état de nous resister, & puis les forces de la Maison de Savoye seroient comme perduës pour nous de cette sorte, parce qu'étans obligés de se joindre aux nôtres pour la Guerre d'Italie il n'y a pas d'apparence qu'elles nous vinssent servir ni en Espagne, ni en Flandre, ni en Allemagne.

Nous savons bien, Monseigneur, que toutes les raisons & inconveniens sont mieux connus de Votre Eminence que nous ne pouvons les lui représenter. Mais, pour obeir aux Commandemens qu'il lui a plu de nous faire, nous avons été obligés de remarquer tout ce qui fait quelque impression dans notre esprit.

Ce n'est pas que nous fassions aucun doute que la Ligue pour l'Italie ne soit avantageuse à la France, qu'il ne soit bon de la proposer les premiers ou de l'accepter si les Espagnols eux-mêmes la proposent, & qu'on la peut même refondre avec tous les autres articles du Traité; mais de venir à l'exécution, ni faire aucune trêve en un endroit, avant que d'être d'accord pour tout le reste, nous n'oserions pas déterminer par notre foible avis si la resolution n'en seroit point perilleuse.

Cela n'empêchera pas pourtant que, si Votre Eminence en fait un autre jugement, nous ne travaillions ici soigneusement & fidellement à l'exécution de tout ce qu'il lui plaira nous ordonner, tant pour en faire la proposition aux Suedois que pour tâcher à en obtenir leur consentement. Mais nous estimerions qu'en ce cas il faudroit toujours ménager que cette Trêve eût relation au Traité general, c'est-à-dire qu'elle ne dût pas durer si on étoit obligé de se retirer d'ici sans rien faire, de crainte que les Espagnols voyans leurs affaires d'Italie en sûreté pour toujours, qui leur sont plus à cœur après celles

La Ligue des Princes d'Italie seroit fort avantageuse à la France. Réflexions à y faire.

1645.

celles d'Espagne que tous les autres points de la négociation, que quand ils se verront contraints en refusant un accommodement raisonnable de mettre tout de nouveau tous les Etats en danger par la continuation de la guerre, lors mêmes qu'ils auront sujet de craindre que plusieurs Princes en Italie & ailleurs ne se joignent enfin à nous pour les forcer à ce qu'ils auront refusé.

Leurs raisons pour ne pas demander des saufconduits pour les Portugais.

Nous avons bien espéré de nous prévaloir en faveur des Portugais de la clause que nous avons fait mettre dans les Pouvoirs de nos parties, & sur les notes sur le sujet des Alliez, mais les raisons que nous avons de ne demander pas encore des saufconduits pour eux sont si puissantes, qu'eux-mêmes en sont demeurez d'accord avec nous. Il est bien vrai que les Ordres de la Cour qui nous ont été envoyez pour les assister, les ont extrêmement satisfaits, & les ont disposez d'attendre avec plus de repos d'esprit qu'il se présente une occasion plus favorable de les executer. En effet, lorsque les Députez de Messieurs les Etats, & des Princes de l'Empire seront arrivez, nous pourrons être assistez de leurs offices pour faire cette demande avec plus d'efficace, ce qui servira à la faire mieux recevoir dans le public, lors qu'on verra que divers Potentats y prennent intérêt aussi bien que nous.

Soins du Duc de Baviere pour une Paix ou pour une Trêve.

L'on nous a confidemment donné avis que les Ambassadeurs de Baviere qui viennent ici, ayans passé au lieu où est l'Electeur de Mayence, & étans entrez en Conference avec lui, & après avoir representé le mauvais état des affaires de l'Empire qui vont toujours en decadence, lui ont dit que si on ne pouvoit faire promptement la Paix, il falloit pour le moins faire une Trêve, & que l'Electeur n'a repondu autre chose sinon que les affaires du Roi d'Espagne se rétablissent en Catalogne, & qu'il falloit encore avoir bonne esperance. Nous savons de même lieu que l'Electeur de Mayence pressé par l'Empereur de convoquer une Diette à Ratisbonne, s'en est excusé sur la pauvreté des Princes & Etats de l'Empire. Il a peut-être envie de faire acheter son entremise pour cela, & de se faire payer, avant que d'accorder ce qu'on lui demande, les arrerages de sa pension que les Espagnols lui donnent depuis trois ou quatre ans.

L'Electeur de Mayence s'excuse de convoquer une Diette à Ratisbonne.

Ses raisons pour ce refus.

Le Nonce cherche à acquiescer du crédit auprès des Ministres.

Le discours de Monsieur le Nonce avec les Commissaires Imperiaux sur la Conference qu'il avoit eue avec Monsieur de Saint Romain & sur les contestations que nous avons eues ensemble ont été veritables, selon le raport qu'on nous en a fait. Nous croyons bien qu'il s'est voulu servir de cette occasion pour acquiescer quelque croyance auprès des Ministres qui sont en défiance de lui, & qui lui ont rendu à Rome & ailleurs de mauvais offices; mais nous n'avons pas estimé pour cela ni reconnu qu'il eût aucune mauvaise satisfaction de nous, il est vrai aussi qu'il a fait ses diligences sans nous les communiquer, ni les concerter avec nous, dont nous tâcherons par rencontre de nous éclaircir avec lui. Nous sommes &c.



## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X ,

Et

S E R V I E N ,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E .

Du 14. Janvier 1645.

*Ils le consultent sur leurs doutes. Touchant le traitement aux Ambassadeurs des Electeurs. Le terme pour les nouveaux Pouvoirs est prêt à expirer. Nouvelles d'Espagne. Touchant leurs appointemens & leurs augmentations.*

MONSIEUR,

LE dernier Ordinaire ne nous ayant point apporté de Lettres de votre part, & n'étant rien arrivé de nouveau depuis celle que nous avons eu le bien de vous écrire par celui qui partit d'ici il y a huit jours, nous n'avons présentement qu'à vous avertir de quelques doutes où nous sommes, afin qu'il vous plaise de nous y faire au plutôt savoir les intentions de la Reine.

Ils le consultent sur leurs doutes.

Encore que les Electeurs depuis dix ans aient toujours fait instance auprès de l'Empereur pour obtenir que leurs Ambassadeurs soient traités par les siens comme ceux des Têtes couronnées, ils ne l'avoient pu obtenir que depuis fort peu de tems. Nous avons été avertis que le Comte de Nassau & son Collegue ont reçu ordre que quand lesdits Ambassadeurs arriveront, de leur faire les mêmes honneurs qu'à ceux de Venise, qui sont en effet semblables à ceux qu'ils nous ont fait & aux Ambassadeurs d'Espagne.

Touchant le traitement aux Ambassadeurs des Electeurs.

Cela nous met en très-grande peine de ce que nous aurons à faire. Si nous suivons l'exemple des Commissaires Imperiaux qui fera sans doute suivi par Monsieur le Nonce, nous voila réduits à vivre du pair avec les Ambassadeurs des Princes qui sont Vassaux de l'Empire, & qui ne parlent jamais, ni eux ni leurs Maîtres, que découverts devant l'Empereur.

D'ailleurs il ne faut pas douter que les Ambassadeurs de Messieurs les Etats & celui de Savoye ne veuillent tirer en conséquence ce que nous aurons fait pour ceux des Electeurs; ce qui va reduire les Ambassadeurs de la premiere Couronne de la Chrétienté à n'avoir plus que la préférence par dessus ceux des plus petits Princes dont il semble qu'il faut désormais acheter l'amitié aux dépens de la dignité du Roi.

D'autre côté nous considérons combien il nous sera difficile de ne faire pas la même chose qui aura été faite par ceux qui nous précédent, & de refuser aux Ambassadeurs des Electeurs, quoique Vassaux, les mêmes honneurs

D

qui

1645.

qui leur auront été rendus par les mêmes Ministres de l'Empereur qui est leur Souverain, dans un tems auquel le Roi leur offre son amitié, sa protection & son assistance, & que nous recevons ordre tous les jours de les en assurer; vu même que la France semble avoir intérêt d'élever ces Puissances dans l'Empire au préjudice de celles de l'Empereur, qui ne leur accorde ce traitement qu'après un refus de plusieurs années, y ayant été forcé par la nécessité de ses affaires, au lieu que ce que nous ferons pour eux sera purement volontaire & par conséquent plus obligeant; outre que les Espagnols pourroient prendre résolution de leur faire cette faveur pour les engager à les visiter les premiers, ce qui nous ôteroit tout commerce avec eux.

Il nous suffit de vous représenter les inconvéniens de part & d'autre. C'est au Maître de commander & à nous d'obéir. Nous vous supplions seulement que nous puissions savoir les intentions de Sa Majesté, parce que nous avons appris de Cologne depuis quelques jours que les Ambassadeurs de Bavière étoient sur le point d'y arriver pour se rendre ici.

Le terme pour les nouveaux Pouvoirs est prêt à expirer.

Nous voyons aussi que le terme qui a été pris pour faire venir les nouveaux Pouvoirs est à la veille d'être expiré. Les Imperiaux ont déjà les leurs en la forme concertée aussi bien que nous; mais les Espagnols qui n'ont pas accoutumé de marcher si rondement en besogne ne sont pas prêts; ceux qu'ils attendent, quoiqu'ils aient dépêché en Espagne pour cela il y a près de deux mois, aussitôt que nous serons arrivés au vingt de ce mois, ils seront en demeure, & par conséquent ne croyant pas juste qu'ils tirent avantage de leur manquement, nous n'estimons pas que la convention faite avec eux de traiter cependant que les nouveaux Pouvoirs doivent avoir effet par delà le tems convenu pour les faire venir, de crainte que nous qui pouvons légitimement obliger notre Maître n'ayons le désavantage de traiter avec des personnes qui n'ont pas le même pouvoir. Ce qui nous a donné le plus de sujet d'entrer en méfiance, c'est qu'il est arrivé depuis peu à Bruxelles des Lettres d'Espagne du seize du mois passé qui ne font aucune mention de l'expédient des nouveaux Pouvoirs.

Nouvelles d'Espagne.

Elles portent en récompense une nouvelle assez considérable que toute l'armée du Marquis de Torrensa, qui étoit du côté de Portugal, étoit presque entièrement perie. Nous n'avons pas bien pu apprendre les particularitez de cet accident, ni savoir s'il est arrivé par un combat ou par la seule soufrance & nécessité qu'elle peut avoir endurée, mais il est certain que ce bruit là étoit répandu par Madrid lorsque le dernier Courier est parti.

Touchant leurs appointemens & leurs augmentations.

Il y a quelque tems, Monsieur, que vous nous fîtes la faveur de nous assurer qu'on avoit résolu d'augmenter nos appointemens. Les grandes dépenses que nous avons faites sur cette espérance nous obligent de vous en faire souvenir, & de vous y demander l'honneur de votre assistance, & en cas que l'on trouve notre dépense trop grande, nous ferons pour l'avenir tout ce qui nous sera commandé, quoique celle de tous les autres soit maintenant égale à la nôtre, & celle de Monsieur Oxenstiern, & de l'Evêque d'Osnabrug beaucoup plus grande. Nous sommes &c.

1645.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X.

E T

S E R V I E N.

A Paris, du 21 Janvier 1645.

*On répond à leur Lettre du septieme, on s'y rejouit de leur union. Ressentiment contre Monsieur de St. Chamont. On songe à envoyer Monsieur de Bregy en Pologne. Commissions dont il sera chargé. Affaires de l'Empire. Affaire de l'Eleveur de Treves. On y justifie la conduite de la France. Touchant la conduite des Mediateurs. Sur la conduite de Monsieur de Salamanca. Affaire des Plenipotentiaires. On les charge de prendre leurs mesures avec les Suedois. Affaire des Catalans & des Portugais. Eloge du Roi T. C. Sentimens de l'Eleveur de Brandebourg touchant la neutralité accordée au Duc de Neubourg.*

MESSIEURS,

JE commencerai ma Lettre par le point que je la devrois finir si je voulois suivre l'ordre établi en la vôtre du 7. de ce mois qui me fut rendu le 19. parce que c'a été le point qui a donné le plus de satisfaction à Sa Majesté, ayant appris la bonne résolution que vous avez prise de vivre en union & si étroite intelligence que la paix & le bien de son service en seront avancés, & elle croit que les playes de la premiere desunion seront consolidées jusques à un tel point que les marques & le souvenir même en seront effacés; ce que Sa Majesté augure de vos protestations & bien plus de votre sagesse.

On répond à leur Lettre du septieme.

On s'y rejouit de leur Union.

Sa Majesté avoué avec vous que celle de Monsieur de St. Chamont s'étoit évanouie lorsqu'il fit des instances à découvert en faveur de Monsieur Chigy, & ajoute par souhait que c'eût été en cette seule occasion qu'il se fût oublié, car sa dernière faute lui a attiré son indignation & ensuite le châtement dont par mes dernieres vous avez été informez.

Ressentiment contre Monsr. de St. Chamont.

Ce que vous avez mandé sur le sujet de la négociation de Monsieur de Bregy est arrivé tant à propos, qu'on déliberoit de l'envoyer en Pologne, non pas pour nous faire apercevoir que c'étoit une matiere très-délicate que de songer à faire une liaison avec le Roi & la République.

On songe à envoyer Monsr. de Bregy en Pologne.



1645.

publique de Pologne & l'affermir par un Mariage, mais pour nous confirmer en l'opinion que nous avons conçue qu'il falloit donner part des propositions, qui nous étoient faites, aux Suedois, afin d'un côté de prendre leur sentiment & de l'autre lever le soupçon qu'ils en pourroient concevoir, & cela par votre entremise, en laquelle pensée nous persûtons; & faisant partir le dit Sieur de Bregy au premier jour il aura ordre d'aller vous trouver, & lors il fera plus de faison que pour le présent, de discuter ce qui sera de faire. A l'avance je vous dirai néanmoins que cette alliance dont on a parlé sera plutôt pour conserver celle qui doit durer pendant la Trêve entre la Pologne & la Suede, & un moyen pour en procurer la continuation, que de nous séparer d'avec eux, trop enseignez par l'expérience du passé qu'il y a plus d'assurance à prendre en la foi & en l'amitié d'un ancien ami qu'en celle d'un nouveau & que la prudence enseigne deux choses, l'une de se l'attirer pour le faire perdre à un ennemi, l'autre de ne se fier entièrement à lui qu'après qu'il a confirmé ses protestations par des effets solides & tels qu'ils levent tout sujet de soupçon, même aux plus scrupuleux. Qui parle d'un mariage d'une exclut celui de la Reine de Suede, auquel le Roi convient bien qu'il ne fera pas admis, & dont il déclare ne demeurer pas offensé du refus. Quant à l'Alliance avec le Dannemarck, après que la paix aura été conclue entre le Roi & la Couronne de Suede, on convient de cette vérité qu'elle pourra être utile au public & à cette même Couronne, qu'il faut toutefois ménager en sorte qu'il ne lui reste aucun soupçon que nous puissions ni voulions épouser d'autres Intérêts que les leurs. Mais, comme vous le reconnoissez, l'affaire est remise à une si bonne main qu'on peut vivre en assurance qu'elle ne nous engagera que fort à propos, ayant balancé ce qui est à craindre ou à espérer, & ménagé le consentement de ceux qu'on considère, avant que de vouloir rien entreprendre qui puisse leur déplaire. Au sujet des Lettres que vous avez à écrire, on s'assure qu'elles seront très-mesurées & en des termes si circonspécts qu'ils convieront des Princes à venir ou à deputer aux Assemblées, & ne donneront pas sujet à l'Empereur ni à d'autres Princes de s'en plaindre.

Affaires de l'Empire.

Affaire de l'Electeur de Trèves.

Touchant ce qui a été fait & ménagé par l'Archevêque de Trèves vous en avez été informez, & on persûte à vous prescrire de suivre vos Instructions & ce qui vous a été écrit sur son sujet. Sa Majesté, pour consoler cet Electeur, lui a écrit & donné la Lettre à Monsieur le Nonce qui a promis de la lui faire rendre en ses propres mains par l'entremise de celui qui réside à Vienne.

Si l'on considère ce que doivent faire les Princes & Etats de l'Empire & ce que quelques-uns d'entr'eux ont déjà entrepris, on ne sauroit mettre en doute qu'ils n'arrivent en foule à Munster & à Osnabrug. L'exemple de partie du College Electoral représenté par l'Evêque d'Osnabrug sera suivi par les autres qui y seront représentés par le Marquis de Brandebourg, & les Députés de Monsieur de Baviere étant déjà à Cologne, selon les avis qui nous en sont donnez, contribueront au même exemple, comme envers plusieurs la Députation des Ducs de Mekelbourg & Brunswick dont vous nous avez écrit, & des Villes de Hambourg & de Lubeck.

On y justifie la conduite de la France.

Il me semble qu'il ne sera pas hors de propos que je vous dise, avant que passer plus outre, que c'est à tort, qu'on nous soupçonne de vouloir

TOM. II. PART. II.

1645.

faire traiter la paix ailleurs qu'à l'Assemblée & que nous avons contribué pour en faire faire l'ouverture. Le choix des personnes qui ont à y comparoitre nous doit & peut entièrement justifier. Que si l'on prend d'autres pensées de notre conduite, au moins qu'on épargne un peu notre prudence qui se trouveroit bien condamnée si pour une espérance sans aucun fondement nous voulions donner sujet à nos Alliez de faire un Traité séparé, & ayant rompu de cette sorte avec eux nous exposer seuls à une nouvelle Guerre que nous avons à apprehender, soit par la haine que nous portent nos ennemis, soit pour le peu de compte qu'ils font de leur foi qu'ils sacrifient pour l'ordinaire à leurs moindres intérêts. L'avenir nous justifiera de ces soupçons & de la loyauté avec laquelle nous agissons. Vous avez à imprimer cette vérité fortement aux Médiateurs & leur faire comprendre que nos Alliez font d'un naturel lent & défiant & que nous avons bien de la peine à porter les uns, comme à dire les Etats, à traiter & à faire acheminer avec la diligence qui seroit requise les autres que mille raisons vraies ou apparentes retiennent, & qui étant persuadés de notre bonne foi prennent plus de loisir pour examiner les affaires, persuadés de cette vérité que nous ne traiterons pas sans eux, ou du moins sans les avoir avertis, que leur demeure leur seroit imputée à blâme & qu'ayant de leur consentement été pris un lieu pour agir & avancer la paix qu'il y a nécessité de se déterminer dans un tems. Tous les soins que vous avez pris depuis que vous êtes de par delà font autant de témoins de vos bonnes intentions, & il ne vous a pas fallu moins d'adresse que la votre pour gagner sur les Suedois ce que vous avez fait, dont certes les Médiateurs devoient vous remercier & non pas s'emporter dans des plaintes peu fondées & dans des discours auxquels votre moderation vous a empêché de répondre.

Il seroit pourtant très-dangereux qu'ils prissent coutume de s'emporter & oublier leur fonction, qui est de compatir aux nécessitez, & aux regles que les affaires prescrivent, bien juger de l'intention de ceux avec lesquels ils ont à agir sans se laisser prévenir par les autres. L'Esprit de Monsieur Contarini paroît plein de chaleur, & pour être né dans une Ville libre il devoit se souvenir de la prudence & de la lenteur avec laquelle les affaires y sont traitées, & que souvent pour la trop garder & l'affecter ils perdent de bonnes occasions pour leurs propres avantages. On est d'avis que vous lui fassiez sentir, quand l'occasion s'en offrira, que vous n'êtes pas sans ressentiment & qu'il doit garder des mesures agissant avec vous; & quand Monsieur le Nonce prendra part à la remontrance il ne fera que bien, puisque par une liberté affectée il laisse entendre que l'autre n'avance rien que de son consentement. Ce que le même Contarini vous a dit au sujet de Dom Miguel Salamanca nous a doublement surpris, il veut que l'on promette le passage à un homme qui nous a imposé & qu'on pourroit prendre droit sur sa mauvaise conduite de l'arrêter en passant s'il en donnoit sujet. S'il avoit considéré ces deux propositions il auroit vu que si elles ne se contraient, au moins difficilement les peut-on ajuster, non que le Prince ne soit en droit de faire châtier celui lequel abusant de la grace qui lui a été faite s'emporte à des choses mauvaises, mais par la grande difficulté qu'il y a de l'en convaincre & qu'il reste toujours dans l'opinion du public, quelques preuves qu'on produise, que le Prince ne manque pas de gens qui déposent selon qu'il lui

Touchant la Conduite des Médiateurs.

Sur la Conduite de Mr. de Salamanca.

D 2

plait.

1645.

plait. Quant à nous avoir imposé la preuve claire & première qui a du être prise de son séjour à Brussele, celle que vous ajoutez est encore plus forte, que le Roi Catholique pressé de renvoyer les Pouvoirs que celui-là devoit aller querir, & déclarer quels sont & seront les Plenipotentiaires joints à Saavedra & Brun, les Duc de Medina de las Torres, Comte de Pegnaranda & l'Evêque de Bolduc, sans y avoir fait mention dudit Miguel. C'est de Monsieur le Nonce, & de l'Ambassadeur de Venise, que j'ai su que les Pouvoirs, qui au demeurant sont conformes à la minute qui en est restée es mains des Médiateurs, étoient arrivés en cette Ville, & qu'en iceux ledit Miguel n'y est pas nommé.

Affaire des  
Plenipoten-  
tiaires.

Il me reste pourtant un léger soupçon qu'il y a eu quelque chose de changé sur ce qui en est échappé audit Ambassadeur, protestant néanmoins que le double desdits Pouvoirs n'a point été vu ni en Espagne ni par eux; & sur ce qu'il s'aperçut que cela m'avoit surpris, il dit & s'expliqua qu'il concevoit cela sur l'augmentation faite desdits Députés. Sans doute la clause qu'en l'absence de tous, trois ou quatre pourroient traiter, y sera énoncée, puisque les avis de Madrid portent que ledit de Medina doit aller en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, ou les Espagnols auroient affecté de retomber dans la même faute pour allonger l'ouverture du Traité; ce qui est opposé & contraire à la démonstration publique qu'ils font en Espagne de vouloir tout de bon avancer la paix qu'ils reconnoissent leur être absolument nécessaire.

On les charge de prendre leurs mesures avec les Suédois.

Quand il s'agira de la traiter, il fera de votre prudence de ne point avancer de proposition que vous n'en soyez convenus avec les Suédois, soit pour les obliger à une reciproque déférence, ou pour ne leur donner nul sujet de méfiance dont vous les reconnoîtrez remplis, & soit la difficulté qu'ils apportent à consentir que l'Empire soit remis en l'état qu'il étoit en l'an 1625 ou que nous-mêmes ayons des raisons qui y repugnent, nous entrons dans leur sentiment & il faut qu'ils y prévoient de grands inconveniens puisqu'ils ne font point arrêter par le contenu en l'un des articles du Traité de Wismar dont vous m'avez envoyé l'extrait. Mais sur ce particulier, m'étant ouvert avec vous, Messieurs, il y a quelque tems, & qu'à ma Dépêche se trouvoit joint un Memoire contenant nos raisons & les propositions que vous aviez à faire, je ne puis ni ne dois davantage m'étendre sur ce sujet, hors vous dire que Sa Majesté estime le Docteur Joseph Fontanella, jusques à un point que le jugeant seul capable de donner les impressions qu'il convient aux Catalans, elle se prive de son service en un lieu, pour croire d'en tirer de plus grands ailleurs, & passant par cette Cour il reconnoitra & la nécessité de la chose & l'estime qu'on y a de lui.

Affaire des  
Catalans.

Et des Por-  
tugais.

Puisque l'article de ma Dépêche l'a satisfait, je suis bien aisé qu'il vous ait plu lui en bailler l'extrait, car si j'ai rencontré son sentiment j'ai bien exécuté celui de Sa Majesté qui m'a commandé de prendre occasion de voir l'Ambassadeur de Portugal, & lui faire comprendre que Sa Majesté juge qu'il importe au bien du Service du Roi son Maître que Dom Francisco de Castro demeure auprès de vous, & je ne m'ouvrirai pas au désir que vous auriez que Andrada soit plutôt envoyé à Osnabrug s'il ne m'en donne sujet, me contentant de lui insinuer que la présence de l'un y est absolument nécessaire, afin qu'il demeure au choix de son Maître, envoyant un autre Ministre à Osnabrug, de laisser le dit de Castro & Andrada à Munster; lui faisant

pourtant bien entendre, que se contentant d'être servi des deux aux Assemblées, il convient que le dit Castro demeure à Munster. Cet Ambassadeur m'a fait ressouvenir que j'avois oublié de vous dire qu'il m'a aussi été commandé d'aller trouver celui de Messieurs les Etats, pour lui faire reproche de la liberté qu'il se donne de juger de nos intentions; & bien que cela ait servi pour détromper Messieurs les Médiateurs, de l'opinion en laquelle ils pouvoient être entrez, que nous songions à traiter la Paix ailleurs, & par d'autres voyes que leur Médiation, si est-ce qu'un tel discours pourroit toujours nuire, pouvant être soupçonné qu'il ne l'avoit avancé sans l'avoir pénétré ou entendu d'aucun des Ministres de Sa Majesté qui veut la Paix, & qui conseillent aux Maîtres du dit Ambassadeur de l'embrasser, que si le bien de leur Etat ne la peut compatir & qu'ils aiment mieux une Trêve à longues années, elle ne les empêchera pas de l'obtenir, allant toujours son chemin pour ce qui la regarde; & vous savez quelle instance ils vous ont fait faire & à nous pour renoncer à une Paix, & sous ce nom de Paix nous contenter de faire une Trêve seulement, à quoi nous avons résisté. Si Dieu donne sa benédiction à nos desirs & à notre travail, la Chrétienté en jouira d'une ferme & stable, & sera redevable au feu Roi de la conservation de sa liberté, & à Sa Majesté du bien & du repos & des avantages qui se favorent durant la Paix, à laquelle Sa Majesté tend comme à son souverain bien, possédant celui de voir le Roi s'élever & croître en toutes sortes de vertus, devançant la portée de son âge, & la Majesté qui reluit en lui donne à ses Sujets de grandes esperances de son Regne.

Eloge du Roi.  
T.C.

J'ai reçu une Lettre de Monsieur de Croissi écrite à Dantzic datée du mois dernier, lequel me donne à entendre qu'ayant passé par la Cour de l'Electeur de Brandebourg, où il a été accueilli avec des demonstrations d'une affection extraordinaire, il avoit trouvé ce Prince rempli d'un doute que la Neutralité accordée par Sa Majesté au Duc de Neubourg des terres, qu'il possède de la succession de Juilliers, lui peut apporter du prejudice, frappé de cette autre crainte que sa partie ayant pris qualité des Etats de cette succession, ce soit un préjugé à son désavantage. Sur ce point le dit Sieur lui a fort bien répondu, en l'assurant que Sa Majesté ne feroit rien contre ses droits, & que les qualitez prises ou omises ne causent accroissement ou diminution de droit, ce qu'il a appuyé de plusieurs exemples. Je crois qu'il fera bien à propos que vous en parliez avec ses Ministres & que vous leur fassiez entendre qu'à votre sollicitation cette Neutralité a été accordée, ou plutôt une Sauvegarde pour exempter de logement & courses de gens de Guerre ce que possède le dit Duc de cette succession, que Sa Majesté desirera être ajugée à qui elle appartiendra de droit; & comme ç'a été les armes de son pere qui les en mirent également en possession, elle les emploiera volontiers pour les maintenir, si par leurs services & se joignant au bon parti ils se rendent dignes de son affection; que le dit Electeur doit vivre en assurance qu'il ne sera rien fait par Sa Majesté à son préjudice, & que, s'il se souvenoit de ce qu'il vous a fait dire & de ce que vous lui avez répondu, il auroit son esprit en repos. Depuis ma Lettre écrite étant allé au Palais Royal, son Eminence m'a fait voir un Memoire qu'il avoit pris la peine de dresser; je l'ai trouvé si bien, qu'encore qu'une partie de ce qu'il contient soit dans cette Lettre, on s'est hâté de

Sentiment de  
l'Electeur de  
Brandebourg  
touchant la  
Neutralité  
accordée au  
Duc de Neu-  
bourg.

1645. le chiffrer pour le joindre à cette Dépêche. Je suis &c.

1645.

## M E M O I R E

à Messieurs

## LES PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, du 21. Janvier 1645.

*L'Espagne reforme ses Pleinpouvoirs. Touchant les Plenipotentiaires Espagnols. Touchant le Ceremoniel. Commissions données à Monsieur d'Estrades. Résolutions touchant le Ceremoniel. Touchant les plaintes des Médiateurs contre la France. On ne juge pas nécessaire d'attendre plus longtemps les Députés des Etats de l'Empire. Considerations sur les affaires de Pologne. Soins de la France pour conserver l'union avec la Suede. Ses soins pour diminuer la puissance de la Maison d'Autriche.*

L'Espagne reforme ses Pleinpouvoirs.

LE Nonce & l'Ambassadeur de Venise résident en cette Cour sont venus donner part au Roi que les Pleinpouvoirs d'Espagne sont arrivés en la forme qu'ils avoient été ajustés à l'Assemblée générale, sans y avoir changé aucune parole que pour nommer leurs Plenipotentiaires. La nouvelle en est arrivée par le retour d'un Courier du Grand Duc qui étoit allé à Madrid sur la promotion du Cardinal de Medici.

Touchant les Plenipotentiaires Espagnols.

Un discours que Monsieur le Cardinal Mazarin fit il y a quelque tems au dit Sieur Nonce a produit enfin l'effet, que l'on en pouvoit attendre du côté des Espagnols. Il lui témoigna qu'on avoit grande peine à se pouvoir persuader que le Roi Catholique eût aucune disposition à la Paix. Ains qu'ayant nommé pour y envoyer des personnalités de grande qualité qui avoient eu le mandement de ses plus importantes affaires, & en qui il avoit toute confiance, comme Dom Francisco de Melos, le Marquis de Castel Rodrigo & le Duc de Medina de las Torres, on ne voyoit pas qu'aucun d'eux ni aucun autre de la même consideration pensât à se rendre à l'Assemblée, quoique de ce côté-ci on eût toujours déclaré que Monsieur le Duc de Longueville partiroit pour s'y acheminer, aussi-tôt que l'on sauroit quelqu'un d'eux en chemin, n'y ayant gueres d'apparence que le dit Roi confiât aux seuls Ministres qu'il a aujourd'hui, la négociation de la plus importante affaire qui se soit présentée depuis plusieurs siècles pour l'intérêt de la Couronne, ni qu'il prétendît par leur seul ministère conclure la Paix.

Il est donc vraisemblable que cette remon-

trance faite au Nonce, ou peut-être, ce qui seroit encore mieux, la résolution que des personnes fort sçavées écrivent de Madrid, que le Roi d'Espagne a pris de faire la Paix en toutes façons, voyant bien qu'il ne lui reste plus d'autre ressource, pour rendre sa condition meilleure & arrêter une plus grande décadence de ses affaires, que celle d'un accommodement, l'ont obligé enfin à déclarer au Nonce & à l'Ambassadeur de Venise, résidents près de lui, que le Duc de Medina de las Torres s'en alloit à Munster; mais parce qu'il devoit prendre un plus grand tour & passer par Rome pour rendre l'obéissance au saint Siege, afin que sa demeure ne prejudiciât en rien à l'avancement de la négociation, il avoit nommé aussi pour ses Plenipotentiaires le Comte de Pegnarande Seigneur de grande qualité dans le Royaume & Monsieur l'Evêque de Bolduc, & parce qu'il avoit ordonné au dit Comte de partir au 20. du courant, Monsieur le Nonce ayant fait instance d'un Passeport pour lui, Sa Majesté le lui a aussitôt envoyé sur les frontières, par un Gentilhomme qui a ordre de l'accompagner dans le Royaume.

Aussi-tôt qu'on a eû cette nouvelle, on a dépêché un Courier en Normandie à Monsieur le Duc de Longueville pour le faire venir à la Cour, afin qu'il s'apprête pour partir au commencement de Mars.

Sa Majesté, après avoir fait murement examiner dans son Conseil les prétentions de Messieurs les Etats des Provinces Unies des Pais-Bas touchant le traitement de leurs Ambassadeurs, a enfin résolu, pour plusieurs respects dans les conjonctures présentes, de consentir, pourvu que les Ambassadeurs desdits Sieurs Etats fassent la première visite aux dits Plenipotentiaires de France, que ceux-ci leur donnent la main & le titre d'Excellence. Il est vrai que pour l'accompagnement Sa Majesté voudroit qu'il y eût quelque difference; ce que l'on se promet que Messieurs les Etats même trouveront bien juste.

Touchant le Ceremoniel.

Le Sieur d'Estrades qu'on a envoyé depuis peu en Hollande pour concerter avec Monsieur le Prince d'Orange les desseins de la Campagne prochaine, pour le porter, s'il est possible, à faire quelque diversion présentement dans la Flandre & dans le Brabant, afin d'ôter aux ennemis la pensée & le moien d'attaquer le Fort de Waten, à quoi ils semblent se préparer; pour procurer entière satisfaction à Madame la Landgrave dans les affaires d'Oostfrise; pour faire reconnoître au dit Sieur Prince les artifices dont usent continuellement les Espagnols, pour nous désunir en nous donnant à chacun des jalouses de quelque Traité secret, & pour plusieurs autres choses plus ordinaires concernant le service de Sa Majesté. Il a aussi ordre de communiquer à Monsieur le Prince d'Orange, ce qui s'est résolu en faveur des Députés de Messieurs les Etats qui seront envoyés à l'Assemblée, le lui faire valoir extrêmement, & lui donner le mérite auprès desdits Sieurs Etats de lui avoir procuré cet avantage, afin que ce motif & la restitution qu'on fait à son instance de certains Vaisseaux pris sur eux en la Mer Méditerranée, lui puisse donner plus de crédit pour les obliger à faire quelque grand effort cette Campagne, & les porter à condescendre à d'autres choses que nous pouvons souhaiter. Il est vrai que sur le point de l'accompagnement on n'a donné aucuns ordres au dit Sieur d'Estrades à son départ; on lui en écrit en cette conformité par l'Ordinaire d'aujourd'hui, & les dits

Commissions données à Monsieur d'Estrades.

1645.

Sieurs Plenipotentiaires pourront aussi de leur côté lui mander tout ce qu'ils jugeront à propos, tant sur cette matière que sur toutes les autres qui regarderont leur Ministère & le Service du Roi. On leur fera seulement savoir que l'on n'estime pas ici que sur ce point d'accompagnement il fallût rompre.

Resolutions  
touchant le  
Ceremoniel.

Il a été aussi résolu par Sa Majesté dans son Conseil que l'on fera tout le même traitement aux Ambassadeurs de Savoye qu'à ceux de Hollande sans aucune différence, Sa Majesté désirant même particulièrement que l'on fasse état du Marquis de Saint Maurice qui va remplir cette place, non seulement pour être Ministre de Madame de Savoye, mais pour l'affection & l'attachement qu'il a toujours eu à cette Couronne, à laquelle il pourra rendre service en beaucoup de rencontres que lesdits Sieurs Plenipotentiaires se pourront prevaloir de son entremise.

Touchant les  
plaintes des  
Médiateurs  
contre la  
France.

Les motifs que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont eu pour garder la moderation qu'ils ont fait avec les Médiateurs, dans les reproches que ceux-ci leur font incessamment pour rendre la France coupable des longueurs du Traité, sont considerables. Néanmoins on ne juge pas expedient de se laisser mettre le pied sur la gorge ni de supporter davantage le procédé du Sieur Contarini, s'il continuoît à parler avec la hauteur & la vehemence qu'il a commencée. Il faut considerer que les Venitiens sont fort avantageux en leur maniere de négocier quand on les souffre, & que parmi eux peut-être n'y en a-t-il pas un qui s'emporte tant que le dit Contarini si on le laisse faire.

En outre recevant avec tant de moderation tous les reproches, il sembleroit que l'on fit bonne la cause des ennemis. Il pouvoit bien avoir raison en quelque chose de ce qu'il disoit, mais ce n'est pas aux Médiateurs de décider, & il n'y a point de qualité moins propre pour eux que celle de porter trop violemment les raisons des Parties. Ils doivent être le symbole de la patience, cependant il semble que celui-ci se plaigne & s'inquiette de ce que tout n'est pas déjà conclu, les conditions qui leur conviennent davantage sont celles d'être souples, plians, accommodans, faire valoir à chacune des Parties les raisons de l'autre, non comme siennes propres, mais comme leur ayant été dites. Quand ils sortent de ces termes ils ruinent l'essence de la Médiation & donnent juste sujet de se plaindre d'eux. Monsieur le Cardinal Mazarin en a dit quelque chose en passant à cet Ambassadeur, lui témoignant que Sa Majesté & son Conseil n'avoient pas trouvé fort bon tant de chaleur qu'a témoignée le dit Sieur Contarini dans la dernière Conference qu'il a eue avec les Plenipotentiaires.

S'il allégué d'être libre il faut qu'il use de ses libertez dans sa patrie, non pas avec des Ministres du Roi qui ne sont pas obligez de souffrir ce qu'on lui pourroit souffrir à Venise.

Ce n'est pas qu'il faille omettre aucune diligence pour gagner à nous les Médiateurs, n'y ayant rien au monde qui puisse apporter plus d'avantage dans une Négociation de Paix que de les avoir favorables, mais elles ne doivent pas aller si avant qu'il leur soit permis de ne pas se contenir dans leur devoir. Et comme il n'y a rien qui puisse plus donner moien aux dits Sieurs Plenipotentiaires, de les acquerir que d'y agir de concert & avec une telle union que l'un ne puisse avoir jalousie de l'autre, des soins qu'ils en prendront ensemble ou séparément, ainsi que la conjoncture le portera; Sa Majesté re-

commande autant qu'elle peut aux dits Plenipotentiaires de s'y conduire de cette maniere avec le même esprit, & témoigner en toutes rencontres que l'un approuve les sentimens de l'autre, & que la satisfaction & le déplaisir est toujours égal en tous les deux, selon les sujets qui s'en présentent.

On n'estime pas ici qu'il faille plus longtems attendre les Députez des Princes & Etats de l'Empire. Messieurs les Plenipotentiaires de Suede doivent, ce me semble, être satisfaits de ce qu'on a fait sur ce sujet, d'autant plus que le retardement d'entrer dans les matières de la Paix peut préjudicier dans le monde aux deux Couronnes alliées, contre lesquelles les ennemis communs tâchent d'animer toute la Chrétienté, comme étant celles qui vont, disent-ils, mandiant des prétextes pour éloigner la Paix.

Il a semblé aussi que les raisons que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont déduites pour prouver l'utilité de la proposition qu'on pourroit faire de remettre les choses en Allemagne comme en 1618. perdent toute leur force, puisqu'on devoit y ajouter deux articles pour les intérêts de la Couronne de Suede, outre que celles qui ont déjà été mandées contre cette proposition semblent assez pressantes pour entrer dans la Négociation par une autre ouverture.

On n'estime pas que le Roi de Pologne faisant instance pour nous obliger à proposer son Mariage avec la Reine de Suede, qu'il demeure d'accord ne pouvoir réussir, ait la pensée de chercher un prétexte pour rompre la Trêve, puisque ce refus qu'il prévoit ne lui en donneroit point d'occasion, n'y ayant aucun article de la dite Trêve qui porte nécessité du dit Mariage, quand l'occasion en arriveroit par la mort de sa Reine de Pologne, & en cela aussi nous ne pouvons être suspects à la Couronne de Suede ni leur donner aucun lieu de jalousie, mais plutôt d'acquiescer près d'eux un nouveau mérite quand on leur représentera, que, de peur que nos ennemis communs n'eussent le moien de porter le Roi de Pologne à faire quelque rupture avec la Suede pendant les occupations des Guerres qu'ils ont en Allemagne & en Danemarck, on a tâché de témoigner au dit Roi l'estime qu'on faisoit de sa personne, on a écouté toutes les propositions qu'il a faites, & on s'est chargé même de faire celle du Mariage, non pas pour prier ni persuader la Reine & les Regens d'y consentir, mais seulement pour donner une satisfaction au dit Roi qui ne nous coûte rien, puisque Sa Majesté ne désire en cela & en tout autre intérêt que peut avoir la Suede avec le Roi de Pologne, que l'avantage, le consentement & la satisfaction de la Couronne de Suede. Enfin il est certain que tout consiste en la façon & l'adresse de porter les choses de part & d'autre, mais si, nonobstant toutes ces raisons qui semblent démonstratives, les dits Sieurs Plenipotentiaires reconnoissent quelque chose au contraire dans l'Esprit des Ministres qui sont à Osnabrug, il sera à propos de s'y conduire en sorte qu'il n'en puisse arriver aucun inconvenient au service de Sa Majesté.

Quant au Mariage du Roi de Pologne avec la Princesse Marie de Mantoue, ou quelqu'une des autres Princeses qui sont en France, on croit que les Suedois jugeront comme nous que ce leur seroit un grand avantage, qu'il fût plutôt marié ici que par le moien de la Maison d'Autriche, pouvant bien être assuré que par toutes raisons la France n'embrasseroit pas moins tous leurs intérêts, comme elle auroit aussi plus de moyens en main de les porter au but qu'ils peu-

1645.

On ne juge  
pas necessaire  
d'attendre  
plus longtems  
les Députez  
des Etats de  
l'Empire.

Considera-  
tions sur les  
affaires de  
Pologne.



1645. peuvent désirer, par l'autorité & la créance que prendroit la Reine de Pologne dans l'Esprit de son mari & dans tout le Royaume.

Soins de la France pour conserver l'Union avec la Suede.

Il n'y a rien que Sa Majesté ne fasse pour conserver une parfaite & indissoluble union avec la Couronne de Suede, dont il semble qu'ils ne doivent jamais douter, après les scrupules que nous observons même aux moindres choses dans notre conduite; mais il faut prendre garde que nous pouvons avoir un intérêt particulier en Allemagne, différent du leur qu'il faudra en toutes rencontres ménager avec grande adresse. Il est assez aisé de voir dans le procédé qu'un de leurs biens principaux est de procurer tous les avantages possibles pour leur Religion, & qu'ils feront souvent servir les autres matieres à celle-là, se tenant fermes ou se relâchant plus ou moins selon que cet intérêt le requerra, & c'est la grande jalousie qu'ils auront toujours que la France ne veuille favoriser le Duc de Baviere & les autres Catholiques, quoique cela puisse rejailir à l'avantage de cette Couronne, & de tous ceux qui ont intérêt à la diminution de l'autorité de l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

Nous avons même quelque avis qui porte que l'envoi qu'ils ont fait en Angleterre, d'un Gentilhomme exprès a été pour leur proposer l'union de toutes les Eglises Protestantes, avec des clauses très-préjudiciables à la Religion Catholique. Nous ne savons pas si la chose est véritable, les dits Sieurs Plenipotentiaires pourront adroitement s'en enquerir sur les lieux. Mais comme l'intérêt de Sa Majesté est bien d'empêcher que la Maison d'Autriche, sous prétexte de la Religion Catholique, ne s'agrandisse par la dépouille des Princes qui en professent une contraire, à qui pour cela il semble que leurs Etats n'en appartiennent pas moins, la pitié aussi de Sa Majesté la doit convier de faire toutes les choses possibles pour l'avantage de la Religion; ce qui sera de la suffisance & dextérité desdits Plenipotentiaires, de promouvoir en toutes rencontres autant qu'il se pourra. On peut ajouter que les Suedois concevront jalousie de ce qu'on pourra faire d'avantageux au Duc de Baviere & autres Princes Catholiques, parce que la France les obligeant, & pouvant en suite esperer de leur gratitude qu'ils embrasseroient les intérêts de cette Couronne, ils pourroient soupçonner que nous fussions pour former un parti dedans l'Allemagne, par le moi en duquel nous n'eussions pas tant à faire du leur. En quoi les dits Sieurs Plenipotentiaires savent les intentions du Roi qui sont d'être, soit en Paix soit en Guerre, dans une parfaite union avec la Couronne de Suede.

Dans la pensée que les Couronnes Alliées ont de faire tout leur possible pour remettre les affaires d'Allemagne en état, que l'Empereur n'ait pas plus d'autorité qu'il ne lui en appartient, il faut nécessairement que le Duc de Baviere, & les Princes Catholiques également & les Protestans, jouissent de l'effet de cette diminution. C'est une forte raison pour faire connoître, dans les conjonctures qui s'offriront, à Messieurs les Ministres de Suede, que, dans le dessein que nous avons, la Suede, aussi bien que la France, est obligée à s'employer pour l'avantage des uns & des autres, afin que, l'Autorité que l'Empereur tâche de s'attirer étant partagée, les choses se reduisent à l'état que l'intérêt commun nous oblige de désirer.

1645.



## L E T T R E

Ecritte à Monsieur

D' A V A U X.

A Paris, du 21. Janvier 1645.

*Touchant son accommodement avec Monsieur Servien.*

MONSIEUR,

J'ai fait ce qui dépendoit de moi pour obeir à vos ordres & faire voir à Monsieur le Cardinal Mazarin, la Lettre particuliere que vous m'aviez écrite, & qui est de la datte de la commune. Si je n'y ai pas réussi, je n'en dois pas être blâmé, qui vous avois pleinement satisfait au devoir d'un vrai ami & Serviteur tel comme je le suis, lui ayant fait comprendre que, pour obeir à la Reine & aussi pour lui plaire, vous aviez pris une bonne résolution de vous accommoder avec Monsieur Servien. Quand l'on vous blâme, ou, à mieux parler, quand on vous condamne, on ne l'absout point, & sur ce qu'il a entrepris de faire seul, on lui a bien fait connoître qu'il s'étoit oublié. C'est le châtement qu'on pouvoit lui imposer, & un plus rigoureux eût pu être blâmé. Aussi plusieurs ont crû que c'est le seul que vous pouviez désirer qu'on lui fit ressentir. Je crois qu'il s'en plaindra, si la crainte de déplaire à ceux auxquels il doit du respect ne l'en retient, car jusques à présent il est persuadé qu'il l'a dû faire, & à cette raison il ajoute que souvent vous avez pris la même liberté, il. . . . a qui. . . mais il n'en peut rapporter les sujets, parce qu'ils lui ont été cachez, & bien que je ne puisse douter, après les paroles précises qu'il m'a données, qu'il ne soit entierement reconcilié, de crainte qu'il ne recommence une Guerre sous un nom emprunté, je lui fais entendre que cela seroit mal reçu. Certes cette quantité d'écritures est au dessous de vous, & votre gloire se doit augmenter par les moiens qui l'ont établie, avançant le Traité de la Paix qui couronnera tous ceux dont vous vous êtes mêlé.

Touchant son accommodement avec Monsieur Servien.

J'eusse insisté plus fortement que je n'ai fait que Monsieur de St. Romain restât à Munster & Monsieur de Rorté à Osnabrug, si je n'avois jugé qu'on leur faisoit l'honneur à tous deux, & que vous en votre particulier n'y perdiez point, puisque l'un alloit remplir avec titre d'Ambassadeur une place honorable, & auprès d'une Couronne Puissante & Alliée & que l'autre lui succédant en celle qu'il abandonnoit devoit être en quelque façon Ministre principal de la Paix, & l'un & l'autre devant beaucoup aux bons offices qu'ils ont reçus de vous vous deviennent encore obligez de ces graces. Pour comble de plusieurs dont je vous suis redevable, je vous demande la continuation de votre amitié & que vous me fassiez la faveur de croire que je suis & serai toute ma vie &c.

Bien que le Sieur Brassa aille à Munster comme un homme gagné, ce que vous croiez bien, outre qu'il passe pour avoir de l'honneur & de la capacité, je me suis assez déclaré envers lui que

le

Ses soins pour diminuer la puissance de la Maison d'Autriche.

1645.

le moi en d'être considéré, c'est de vous rendre à l'un & à l'autre de très-humbles services sans se donner à l'un plus qu'à l'autre.

Je ne saurois en aucune sorte m'imaginer que Monsieur Servien ait eu volonté d'ouvrir les Lettres que je vous écris, il fait assez que la fidélité en ce point est tout-à-fait due à l'ennemi aussi bien qu'à l'ami, & la perdant pour vous & pour moi il sembleroit qu'il eût voulu se faire deux ennemis. Mais puisque de lui-même vous avez su comme il étoit arrivé que le paquet eût été ouvert & que la fermeture de la Lettre a pu justifier qu'il n'avoit eu ni envie ni curiosité de la voir, il me semble qu'il faut donner de la créance à ses paroles. Si vous en prenez aux miennes, je serai trop content, puisqu'elles vous assureront & que vous en serez persuadé que je suis &c.



## L E T T R E

Ecrit à Monsieur

## S E R V I E N.

A Paris du 21 Janvier 1645.

*Touchant ses divisions avec Monsieur d'Avaux.*

MONSIEUR,

Touchant ses divisions avec Monsieur d'Avaux.

JE me tiens obligé de vous remercier de la peine qu'il vous a plu prendre de m'écrire, & de bien recevoir la liberté avec laquelle je vous aurois ouvert mes sentimens. Je dois aussi, à la justification de Monsieur de St. Romain, vous dire que m'écrivant les divisions qui étoient entre vous & Monsieur d'Avaux, & les commandemens qu'il avoit reçu de l'un & de l'autre, il s'est toujours gardé de prendre parti & s'est contenté d'informer de ce qui étoit à sa connoissance sans rien entreprendre de plus. Je ne laisse de le blâmer de ne vous avoir pas donné communication de ses Dépêches, si tant est qu'il en ait usé d'autre sorte avec Monsieur d'Avaux. Je me suis laissé dire par quelqu'un de ses amis que vous aviez résolu de ne point faire de réplique à la Lettre dernière qu'il a écrite à Sa Majesté, mais que vous ne vouliez pas répondre que quelqu'un de vos amis n'en prît le soin. Permettez-moi de vous dire que cela feroit mal reçu, & que la manière avec laquelle on agit envers vous, (j'entens ceux qui sont de ce qui en auroient de la peine,) vous en doit retenir. Le sujet de sa plainte est public & légitime, ce qui précède se justifie par des raisons dont on s'est si bien accommodé, que l'on s'est contenté de vous mander que vous ne la deviez pas écrire, sans qu'on y ait rien ajouté, & il me semble qu'il faut laisser plaindre celui qui a reçu le coup sans se mettre en devoir d'augmenter son déplaisir, faisant connoître qu'on a eu raison de le lui faire.

J'espère que je serai désormais déchargé de vous écrire sur cette matière, & que je me trouverai seulement occupé à faire réponse à vos Lettres communes, qui concerneront la Paix & ce qui aura été avancé pour lors. Il faudra

revoir votre penultième Dépêche, & si je la cède aux autres, ce sera pour faire un larcin des grandes raisons qui y sont énoncées pour appuyer le desir & la manière d'agir des Suedois. Si en celle que je vous écris il y a quelque chose qui mérite réponse je l'attendrai, & avec impatience les occasions de vous témoigner la passion que j'ai à votre très-humble service & que je suis &c.



## L E T T R E

Ecrit à Monsieur

## D E R O R T É.

A Paris, du 21 Janvier 1645.

*On lui promet les Dépêches pour son Ambassade. On l'informe des mesures de la Cour touchant les propositions à faire à Munster & à Osnabrug. Touchant la Ville de Stralsondt.*

MONSIEUR,

J'Espere le prochain Courier de vous envoyer vos Dépêches pour la Suede & le titre d'Ambassadeur, à quoi on se porte pour rendre plus d'honneur à cette Couronne & reconnoître vos services & votre mérite. J'avois toujours jugé, depuis la Relation ample que vous m'envoyastes peu après la mort du Roi, que l'on avoit besoin d'y tenir un Ministre, je m'y confirme de plus en plus. Que ce fût un moi en & un lieu tout ensemble, pour avancer la Paix, des deux Assemblées n'en composer qu'une, j'en conviens; mais il y auroit bien de la peine comment faire compatir dans le même lieu un Legat & des Députés d'une Reine Protestante, avec lesquels on ne sauroit avoir de communication. Ce fut cette raison qui fit proposer qu'en deux lieux cette même Assemblée se tiendrait. J'ai déjà averti nos Ministres Messieurs les Plenipotentiaires de ne s'avancer à le consentir & moins à le proposer, sans en avoir communiqué avec Monsieur le Nonce, & proposé cette difficulté aux Plenipotentiaires Suedois. J'attens leur réponse, qui est ce que j'ai à vous dire pour ce regard.

On lui promet ses Dépêches pour son Ambassade.

Quant à la ferme résolution en laquelle conjointement nos Députés sont entrez de ne point bailler d'autres propositions, que celles qu'ils ont présentées & de vouloir attendre la venue des Députés, il me semble qu'elle a changé, les uns, j'entens les Suedois, ayant convenu qu'il falloit leur bailler un terme, & celui-là passé, avancer les affaires. Notre raisonnement seroit-il bien bon de prescrire une loi à ceux que nous voulons dégager de toute soumission à leur Chef, à quoi nous avons pleinement satisfait en leur conservant leur droit & les conviant d'en user? Si la crainte de déplaire ou une lenteur affectée ou naturelle les retient de s'en prévaloir, il ne seroit pas juste que le Public en pâtît.

On l'informe des mesures de la Cour touchant les propositions à faire à Munster & à Osnabrug.

1645.

Touchant la  
Ville de Stral-  
fondt.

Je n'oserois donner mon jugement sur l'affaire de Stralfondt. Si elle est Ville libre, les Suédois sont en droit; si elle est soumise au Duc de Poméranie, celui-là ou son Député les représente, & pour n'y en avoir point eu en possession de droit jugé, la Couronne de Suède, ou l'Electeur de Brandebourg en voudront soutenir le rang.

J'aurois bien besoin de deux papiers que je vous prie de me recouvrer; l'un est la Donation faite du dit Duché au Roi de Suède par le dernier Prince; l'autre l'ancien Traité passé pour l'expectative de cette même succession entre les Electeurs de Brandebourg & les Ducs de Poméranie. Vous recouvrierez facilement le premier d'un Secrétaire de Monsieur Salvius, & l'autre de la Chancellerie de Berlin. Quand vous ferez en Suède, je demanderai qu'on vous y traite aussi favorablement qu'on a fait le passé, c'est-à-dire de laisser sortir la provision de Vin pour votre maison sans payer le droit; mais nous y trouverons de la difficulté. Pour vos appointemens, ils seront d'Ambassadeur & comme les auroit un Ordinaire demeurant en Angleterre ou en Hollande. Je me recommande à vos bonnes grâces & suis &c.

## L E T T R E

à Monsieur

## DE SAINT ROMAIN.

A Paris, du 21 Janvier 1645.

*Touchant les dissensions de Messieurs d'Avaux & Servien. On lui destine la place que Monsieur Rorté occupoit. Plaintes de Monsieur Servien contre Monsieur de Saint Romain, mais la Cour le justifie.*

MONSIEUR,

Touchant les  
dissensions de  
Messieurs  
d'Avaux &  
Servien.

Votre Lettre du 7. de ce mois m'a de beaucoup diminué la joie, que j'avois ressentie lisant celle que Messieurs d'Avaux & Servien m'avoient écrite. Ils me faisoient espérer de bien vivre ensemble & de vouloir oublier le passé, & vous me faites remarquer que leur union n'est que palliative, que l'obeissance exige d'eux ces paroles qui ne partent point du cœur, & que Monsieur d'Avaux attend qu'il lui soit fait quelque justice de l'entreprise faite par Monsieur Servien, ayant écrit seul à l'Assemblée des Princes de l'Empire qui est à Francfort. On pense qu'il l'avoit improuvé, c'est tout ce qu'il peut demander & je m'en suis ouvert avec Monsieur son frere. Si j'avois à lui bailler conseil ce seroit de passer par dessus ces petites traverses, s'appliquer à la Paix & faire paroître que seul il étoit capable de la traiter.

Selon ce que je puis juger, Monsieur de Longueville aura ordre de se rendre à l'Assemblée au plutôt, puisque les Espagnols y envoient le Comte de Peñaranda & y destinent celui de Las Torres & l'Evêque de Boileduc. Ainsi un tiers

TOM. II. PART. II.

de cette qualité fera le Juge de ce qui s'y passera, & aura droit de blâmer celui qui voudroit entreprendre quelque chose qu'il ne devoit pas. Pour vous, au lieu de vous éloigner des affaires en vous retirant de Munster, c'est pour vous y employer plus puissamment, & vous mettre en un lieu où vous tiendrez la première place, en laquelle vous ferez utile; qui est à Osnabrug.

Dans la semaine prochaine je fais état d'envoyer à Monsieur de Rorté sa Dépêche pour Suède, & à vous l'ordre de l'aller relever. Il est du service, en la conjoncture présente des affaires, qu'il y ait quelqu'un de la part du Roi en la Cour de Suède, soit pour faire voir que l'on prise leur Alliance, pour y appuier ce que nous avons à désirer de leurs Députés, ce qu'ils ne nous voudront pas concéder, & d'autant plus que nous avons envoyé en Pologne & que nous y faisons retourner celui qui ne fait que d'en arriver.

Sous le sceau du secret je vous veux faire part d'une plainte qui m'a été faite de vous par Monsieur Servien, & de ce que je lui ai répondu. Il trouve à redire que recevant souvent de mes Lettres, & m'adressant les vôtres, vous ne lui en donniez nulle connoissance, presupposé que vous en usiez d'autre sorte avec Monsieur d'Avaux. Je lui ai mandé que si cela étoit vrai, que vous étiez en tort, mais que j'avois remarqué dans vos Dépêches que vous ne preniez point parti, & que vous vous conserviez la liberté de mander ce qui se passoit, sans en donner votre jugement, bien qu'elle vous en fût donnée par les ordres du Roi. Avant que de vous séparer, faites lui connoître que vous voulez être son ami & son serviteur, & lorsque vous ferez employé à Osnabrug, évitez d'écrire des Lettres en particulier à Monsieur d'Avaux, car lorsqu'il en recevrait quand elles seroient transcrites l'une sur l'autre, il ne laisseroit de présumer ce qui ne seroit pas. Pour moi je suis &c.

On lui destine  
la place que  
Monsieur  
Rorté occu-  
poit.Plaintes de  
Monsieur Ser-  
vien contre  
Monsieur de  
St. Romain,  
mais la Cour  
le justifie.

## L E T T R E

à Messieurs

## D' A V A U X,

Et

## S E R V I E N.

A Paris, du 28. Janvier 1645.

*Touchant le Ceremoniel pour les Ministres de Baviere & autres Potentats de l'Empire. Touchant celui des Etats Generaux. Touchant les Plenipotentiaires de Savoye. Representation de l'Ambassadeur Hollandois à Paris. On envoie d'Espagne de nouveaux Pleinpouvoirs aux Ministres de cette Couronne à Munster. On empêche le Cardinal de Valence de poursuivre son voyage.*

E

MES-

1645.

## MESSIEURS.

Touchant le  
Cereemoniel  
pour les Mi-  
nistres de Ba-  
viere & au-  
tres Potentats  
de l'Empire.

L'Accablement où je suis, dans l'apprehension, & presque certain de perdre ma fille, me servira d'excuse en cet endroit de tous les défauts que vous trouverez en cette Lettre. Elle me fût commandée Jeudi dernier que je fis lecture à la Reine, de la votre du 26. de ce mois, qui, après avoir examiné le contenu en votre Dépêche touchant la réception qui devoit être faite aux Ambassadeurs & Députés de Baviere, & des autres Electeurs, a cru vous devoir mander qu'on ne se peut pas empêcher de leur rendre les mêmes honneurs que ceux qu'ils recevront des Ministres de l'Empereur, & qu'il nous est même avantageux de contribuer à leur grandeur & à relever la condition de l'Electeur, sans qu'on nous puisse accuser de le faire par trop de facilité, puisque nous y sommes conviés par l'exemple de l'Empereur qui est, sinon leur Souverain comme il le prétend, du moins le Chef de l'Empire & avec lequel nous n'avons ni contestation ni compétence pour le rang.

On entre dans une seconde consideration, que l'Empereur, traitant de cette sorte les Ambassadeurs des Electeurs, autorise les Princes étrangers de traiter plus librement avec eux qu'on ne faisoit au passé, & donne lieu de les considerer bien davantage qu'on ne faisoit.

Mais parce qu'on ne se relâche en cela que sur le présumé qu'on n'imitera & qu'on ne donnera pas d'exemple à d'autres, il sera bon que vous ayez quelqu'un qui remarque jusques aux moindres circonstances, soit du lieu où les dits Ambassadeurs seront reçus & conduits, afin de n'en faire ni plus ni moins, étant probable que, bien qu'ils recoivent un traitement tel qu'ils le demandent, il y pourroit avoir quelque difference & à la réception & à l'accompagnement de celui que les Ministres de l'Empereur ont accoutumé de rendre aux Ministres du Roi Catholique & à la Republique de Venise. Il seroit très avantageux pour la France, si adroitement, dans les discours que vous aurez avec les Députés desdits Electeurs, vous leur faisiez entendre, que la facilité, qu'ils ont rencontré avec les Ambassadeurs de l'Empereur, a été pour avoir reconnu, que vous aviez intention de leur faire un semblable traitement, dont vous auriez, outre l'avantage de les gagner, celui de leur faire voir que ce que nous avons résolu est pour les bien traiter, & les attirer toujours de plus en plus en l'affection de la France, dont le but n'est que leur seule grandeur, de n'avoir pas suivi ni pris l'exemple auquel néanmoins vous avez ordre de vous conformer, & de ce discours, sans l'exprimer trop ouvertement, vous leur laisserez concevoir qu'en toutes choses l'on a intention de les obliger & traiter favorablement.

Touchant ce-  
lui des Etats  
Generaux.

Avant que l'on eût su ce qui avoit été dé-  
libéré en faveur de ceux-là par l'Empereur à l'exemple duquel les Espagnols, & sans doute Monsieur le Nonce, se voudront régler, Sa Majesté s'étoit déterminée à faire un traitement très-favorable à Messieurs les Etats, qui ne le peuvent pas avoir mandé; de maniere que si vous donnez la premiere visite à ceux-là eux se trouveront en droit de la prétendre, & c'est l'intention de Sa Majesté de la leur accorder, & cela même nous fera plus glorieux de relever la condition de nos Alliez, autant qu'il paroitra de foiblesse aux Imperiaux de relever celle des Princes qu'ils prétendent être leurs Sujets: ce qui sera imputé au mauvais état où sont leurs af-

fares. Il seroit pourtant à désirer que Messieurs les Etats tardassent un peu l'envoi de leurs Députés, puisque ce que vous auriez rendu à celui de Baviere vous serviroit de règle, & ayant su que celui de l'Electeur est déjà bien avancé, nous espérons qu'il vous donnera cet avantage; auquel cas vous ferez soigneux d'avertir Monsieur d'Estrades, afin que si vous vous êtes trouvé obligé de donner la premiere visite, il la puisse promettre, lui prescrivait de le déclarer à Monsieur le Prince d'Orange, comme accordé tout fraîchement pour obliger de plus en plus ces Messieurs, & que ne la donnant pas au dit Député par la raison de l'exemple, il seroit fâcheux, de l'accorder aux autres qui doivent être satisfaits de ce qu'ils auront remporté, & de demander par une visite le titre d'Excellence & la main chez vous. Le dit Sieur d'Estrades devra aussi recevoir ordre d'assurer ces Messieurs, qu'ils feront encore bien plus considérés es choses essentielles qu'ils ne l'auront pas été, en cela même que nous n'avons prisé que comme un simple & léger incident.

Nous avons écrit au dit d'Estrades depuis qu'il est parti que nous prétendions quelque déférence, & que nous ne nous pouvons pas relâcher que vous fussiez reçus en un lieu plus bas, & accompagnez aussi plus loin que vous ne le ferez, mais cela se devra régler par ce que vous aurez fait aux dits Députés de Baviere, dont sur tout vous avertirez le dit Sieur d'Estrades, avec lequel vous aurez frequente communication & une entiere correspondance; ce que je faisais difficulté d'ajouter, sachant bien que votre prudence vous en fera assez comprendre l'importance.

Ce que vous rendrez au dit Electeur & Etats sera aussi ponctuellement donné aux Ambassadeurs de Savoye, desquels vous pourrez être servis en diverses rencontres d'affaires, puisqu'outre que les intérêts de son Maître sont absolument liez avec les nôtres, sa propre personne nous est en une très-particuliere consideration.

L'Ambassadeur de Messieurs les Etats m'a derechef fait entendre que ces Messieurs étoient recherchez par leurs ennemis d'affoupir leurs differens en une Assemblée particuliere, & qu'ils lui ont répondu que Munster étoit le lieu où telles affaires devoient être disputées, & cela en termes assez rudes. Il ne sera pas à mon sens mal à propos de le faire savoir à Messieurs les Médiateurs, afin de les détromper de la bonne opinion qu'ils ont de la sincerité de nos Parties.

Il y a huit jours que le Pouvoir des Députés d'Espagne a été envoyé, ainsi que je vous l'ai mandé, ce qui m'empêchera de m'arrêter sur ce point davantage. Demain l'on fait partir le Gentilhomme qui doit aller recevoir le Duc de Penieranda chargé de son Passeport.

Je ne dois pas finir cette Lettre sans vous faire part de la résolution que Sa Majesté a prise de faire retourner le Cardinal de Valence, lequel, contre ses défenses, s'étoit rendu en cette Ville. N'ayant point été rencontré par des Gentilshommes qu'on lui avoit dépêché pour l'avertir des intentions de Sa Majesté, il fit semblant d'y vouloir contrarier; mais lui ayant été signifié par Monsieur le Nonce que Sa Majesté étoit résolue d'y employer la force, il s'est soumis de soi-même & de son gré à obéir en cette rencontre. Sa Majesté a fait voir jusques à quel point elle veut soutenir sa puissance, & quel respect elle rend au Saint Siège, n'ayant pas voulu agir contre un Membre du Sacré College qu'en toute

1645.

Touchant les  
Plenipoten-  
tiaires de Sa-  
voye.

Représenta-  
tion de l'Amba-  
assadeur  
Hollandois à  
Paris.

On envoie  
d'Espagne de  
nouveaux  
Plenipouvoirs  
aux Minis-  
tres de cette  
Couronne à  
Munster.



1645. toute extremité, après avoir recherché l'entre-  
mise du Nonce Apostolique.



## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N,

à Monsieur

LE CARDINAL.

Du 31. Janvier, 1645.

*Ils se loient de la conduite du Non-  
ce Chigi. Ils n'ont rien proposé  
touchant le Mariage du Roi d'Es-  
pagne.*

MONSEIGNEUR,

Ils se loient  
de la conduite  
du Nonce  
Chigi.

ENvoyant exprès à la Cour Monsieur de Saint Romain rendre compte à Votre Eminence de l'état des affaires de deçà, & faisant en même tems par lui une Dépêche à Monsieur le Comte de Brienne dont le Duplicata fera ci-joint, nous ne croyons pas devoir importuner Votre Eminence, d'un long discours, puisqu'outre ce qu'elle pourra voir en prenant la peine de passer les yeux sur notre Dépêche, le dit Sieur de Saint Romain ajoutera de vive voix plusieurs points dont nous l'avons chargé d'informer particulièrement Votre Eminence.

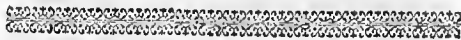
Nous lui dirons sur l'article de la dernière dont elle nous a honorés le trois de ce mois au sujet de Monsieur le Nonce Chigi, que nous avons toute raison de nous louer de sa conduite, & que si, en quelques rencontres de peu d'importance, il nous a donné le tort, ou fait contenance d'adhérer aux Parties contraires, ce n'a été que par adresse. Mais nous avons avis de bon lieu que les Espagnols continuent de presser qu'on l'ôte, & y font tous leurs efforts. Nous n'avons pas en outre reconnu depuis le tems que nous sommes ici, qu'il y ait affection particulière pour le Cardinal Paucicello.

Ils n'ont rien  
proposé tou-  
chant le Ma-  
riage du Roi  
d'Espagne.

Quant à ce qu'il a plu à Votre Eminence de remarquer touchant ce que Faxardo auroit mandé de nous à Rome sur le prétendu mariage du Roi d'Espagne avec Mademoiselle, tant s'en faut, Monseigneur, que nous y ayons jamais pensé, qu'aucontraire notre opinion s'en trouveroit bien éloignée, si l'on nous faisoit l'honneur de nous en demander notre avis. Ce n'est pas la première imposture dont cet homme s'est servi pour avantager les affaires de son Maître, & nous remettant au dit Sieur de Saint Romain, de toutes autres choses dont il a bonne intelligence, nous finirons en suppliant très-humblement Votre Eminence de nous croire, &c.

TOM. II. PART. II.

1645.



## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 31. Janvier, 1645.

*Touchant leurs remises & leur Aug-  
mentation.*

MONSIEUR,

N'ayans pas voulu mêler nos affaires particulières parmi-celles du Roi dont nos autres Dépêches sont remplies, nous prenons la liberté de vous représenter par celle-ci la nécessité, où nous nous trouvons pour vous demander la faveur de votre secours que nous avons toujours eu. Persuadez que les assurances qui nous furent données à notre départ d'une augmentation de nos appointemens par forme de gratification extraordinaire, seroient suivies de l'effet, nous nous sommes engagés dans des dépenses beaucoup au-dessus de nos forces, qu'il nous auroit été facile de retrancher, si nous ne les avions pas jugées nécessaires, pour soutenir la dignité du Roi dans une occasion si importante que celle-ci. Mais ayans vu à notre arrivée tous les autres Ambassadeurs, dans un éclat pareil au nôtre, & plusieurs d'entre eux, comme Monsieur Oxenstiern & l'Evêque d'Osna-brug, nous surpasser de beaucoup par leur magnificence, nous aurions appréhendé que notre modération n'eût été en quelque sorte préjudiciable à l'honneur du Maître que nous servons. Certes, Monsieur, nous sommes dans une très-grande peine, voyans divers Ambassadeurs sur le point d'arriver ici & des Grands d'Espagne nommez pour y être employez, qui vont rendre cette Assemblée nombreuse & plus célèbre par le concours de tant de Ministres, & de tant de différentes Nations. D'un côté nous remarquons combien il seroit honteux de diminuer notre dépense sur cette conjoncture, & de ne continuer pas le vol que nous avons pris; de l'autre, nous commençons à sentir qu'il nous seroit impossible de le faire, sans l'assistance qui nous avoit été promise & que nous ne donnassions bientôt du nez en terre. Nous vous supplions très-humblement, Monsieur, de nous assister de vos faveurs pour nous garantir de ce mal, & pour faire connoître ce que nous devons & pouvons faire en ce rencontre. Si nous n'avions emprunté pour notre subsistance cet *aiuto di costo*, du Marchand même qui nous fournit nos appointemens ordinaires, & si nous n'y eussions ajouté ce que nous avons pu tirer sur notre credit particulier, nous aurions déjà peut-être succombé sous le faix. Nous nous promettons de la

Touchant  
leurs remises  
& leur aug-  
mentation.

E 2 bonté

1645.

bonté de Sa Majesté, qu'elle ne refusera pas une grace que nous ne lui demandons que pour la servir avec plus d'honneur. Si elle nous est accordée, nous nous en tiendrons particulièrement vos redevables, vous suppliant cependant de nous croire, &c.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N.

A Paris du 4 Fevrier 1645.

*On répond à leurs Lettres séparées. Affaires de Savoye. La France accorde avec facilité des Passeports aux Espagnols. Heureux voyage de Monsieur d'Estrades. Le Comte d'Oldembourg recherche l'amitié de la France. Bruit touchant le mariage de la Reine de Suede.*

MESSIEURS,

On répond à leurs Lettres séparées.

LES Lettres que séparément il vous a plu de m'écrire datées du 21. du passé, m'en promettant une commune & l'envoi d'un Extraordinaire, je pourrais l'attendre & cependant me dispenser de vous écrire; mais soit que j'aye trop de satisfaction de m'entretenir avec vous, ou que je juge qu'il importe au service du Roi que l'Ordinaire ne parte sans être chargé de mes Dépêches, je ne puis condescendre à ce parti.

Affaires de Savoye.

A peine ai-je pris celui de suivre mon inclination que je me suis souvenu qu'il étoit d'obligation de vous faire savoir que le Maficati, qui ne vous est pas inconnu, ayant par diverses fois dépêché le Baruera vers Madame de Savoye, son Altesse lassée des propositions folles qui lui étoient faites, & des soupçons qu'on esfaioit à nous donner de sa conduite, a pris la résolution de le faire arrêter. Ses papiers ayant été examinés, l'on y a vu que le Maficati, pour témoigner son zèle à la Maison de Savoye, conseilloit cette Altesse de faire faire protestation à Rome, lorsque Sa Majesté se résoudroit de faire prêter l'obédience, qu'y étant sous le nom & titre de Roi de France, lequel comprenoit sous soi toutes les Provinces qui en composent la Couronne, que le Duché de Bretagne n'y seroit pas entendu, qu'il dit competer au Duc comme heritier à cause de son pere, de l'Infante Isabelle à qui de droit ledit Duché appartenoit, par le décès du feu Roi Henri Troisième sans lignée, étant entré en celle de ce Roi, & partant de ses cousines par les Mariages des Reines Anne & Claude.

1645.

Quand cela me fut rapporté, j'eus pitié de l'ignorance de ce Conseiller & qu'il eût si peu lû nos Loix & les Jugemens qui ont été rendus, puisque par l'assomption de la personne du Roi Henri second, ayeul desdites Infantes, ledit Duché a été réuni de droit à la Couronne. Lequel, par Declaration du Roi François Premier consentie des Erats du Pais & Duché de Bretagne, y avoit déjà été, & qui lui appartenoit par un acquêt légitimement fait des heritiers de ceux de Ponthieure, qui en firent cession, moiennant une somme notable, au Roi Louis XI à qui par Arrêt de Parlement il avoit été jugé.

Ce qui est à remarquer n'est pas la prétention, mais l'industrie avec laquelle les ennemis essayent de perpetuer la guerre en Italie; d'où il est aisé de penetrer qu'ils n'ont point de disposition à la Paix generale. Sa Majesté au contraire la souhaite & vous en êtes les juges & les témoins, ayant déposé en vos mains la Plenipotence, en vertu de laquelle vous la pouvez obliger à tout ce que vous connoîtrez être juste & utile pour parvenir à un si grand bien.

Depuis peu Sa Majesté a été recherchée d'un Passeport pour un Gentilhomme que Messieurs Saavedra & Brun envoient à la Comté, qui se trouve muni de leur, sous la foi duquel celui de Sa Majesté a été commandé, qui a bien voulu encore faire cette avance pour témoigner ses bonnes dispositions au bien general, bien qu'il eût tout sujet d'en user d'une autre sorte, soit en se ressouvenant qu'on a refusé d'en donner à Monsieur de la Thuillerie, lequel a été contraint de se faire escorter pour passer; que pour être très-bien informé que les vôtres ne sont pas considerez comme ils le devoient être, & que les Traitez preliminaires, sur lesquels lesdits Saavedra & Brun se sont fondez, vous acquiescent le même droit dont les autres veulent se servir. Ce qui est nécessaire est de faire expliquer nettement vos Parties en présence des Médiateurs, s'ils ne consentent pas que sur les vôtres l'on puisse passer par tout, offrant le reciproque; & afin que tout sujet de soupçon soit levé il sembleroit utile aux uns & aux autres que vous en accordassiez reciproquement à ceux pour qui ils vous seroient demandez, qui partiroient de Munster ou d'Osnabrug, & que la foi en fût inviolablement observée. Pour nous, nous sommes résolus de n'en point refuser que vous aurez consentis, & de faire accompagner les personnes qui traverseront le Royaume, par quelque Gentilhomme ou Courier, pourvu que vous ayez la liberté d'envoyer en Allemagne, Suede, Transilvanie & par tout où vous jugerez le devoir faire. S'ils prennent la même precaution & disent qu'ils desirent aussi que ce soit avec leur consentement, nous prendrons patience; mais il ne faut point le leur déclarer, un chacun restant en sa liberté pour ce regard.

Heureux voyage de Monfr. d'Estrades.

Le vent a été si favorable à Monsieur d'Estrades qu'il a passé en . . . heures de Calais à Flessingue, où il débarqua dès le 22. du passé. Le prochain Ordinaire nous apportera de ses Lettres que nous avons bien envie de recevoir.

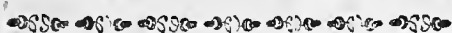
Aujourd'hui un Gentilhomme du Comte d'Oldembourg en a présenté à leurs Majestez de la part de son Maître avec les offres de son très humble service. Il a amené des chevaux de poil bizarre pour Sa Majesté, il craint bien de donner du soupçon à l'Empereur, ne se fait point voir & n'a rien affaire qu'un simple compliment & remercier Sa Majesté de la neutralité qu'elle lui a accordée. Si auparavant que de s'en retourner-

Le Comte d'Oldembourg recherche l'amitié de la France.

1645. rourner il faisoit davantage, ce que je ne crois pas, vous en ferez sur l'heure avertis.

Bruit tou-  
chant le ma-  
riage de la  
Reine de  
Suede.

Sans doute Monsieur de la Thuillerie vous aura fait part d'un bruit assez public, qui est du mariage résolu de la Reine de Suede & de son Cousin l'Electeur de Brandebourg. Il importeroit beaucoup de savoir si la chose est en premier lieu, & si l'Empereur & le Roi de Pologne l'avoient consenti, l'un sans doute en auroit voulu prendre des avantages, & l'autre n'y aura porté la volonté que pressé par l'Empereur. Ce qui seroit à apprehender, vos prudences le pénétreront, & il leur est facile de nous éclaircir de la verité. La plus assurée que je vous puisse donner est que je suis &c.



## L E T T R E

Ecrit à Monsieur

D' A V A U X.

A Paris, le 4 Fevrier 1645.

*On répond à sa Lettre séparée du 21 Janvier. On s'intéresse en sa faveur auprès du Cardinal. On se rejouit de son accommodement avec Monsieur Servien. On y attend avec impatience la Copie des Lettres écrites aux Princes & Etats de l'Empire. On approuve le Voyage de Monsieur de St. Romain à Paris, par rapport aux résolutions prises à la Cour.*

MONSIEUR,

On répond à  
sa Lettre se-  
parée du 21.  
Janvier.

Votre Lettre du 21. du passé m'ayant expliqué ce que je n'avois pas bien entendu lisant celle que Monsieur Servien m'a écrite, je pourrois me dispenser d'y faire réponse & attendre l'arrivée de Monsieur de Saint Romain; Mais être en reste de deux & les tenir si chères, ce seroit commettre une grande faute. Pour l'éviter & ne pas tomber en une seconde, je ferois pour vous dire que j'ai gardé à moi seul la votre, & je me suis ouvert avec Monsieur Pepin que j'en userois de la sorte; mais j'ai pourtant fait entendre à Monsieur le Cardinal Mazarin, que Monsieur Servien n'est pas encore convaincu de s'être trop avancé, ni que la forme de negocier par écrit ne soit pas la meilleure & que ce fût son consentement qui y a attiré le votre. A la verité j'ai tû ce que vous ajoutez, que les avantages qu'il donne à sa plume l'ont jetté dans cet inconvenient, crainte que cette parole ne fût relevée & donnât sujet à une nouvelle guerre.

On s'intéres-  
se en sa fa-  
veur auprès  
du Cardinal.

Je ne saurois vous exprimer avec quelle joie on a reçu la nouvelle de votre accommodement, & combien la Reine a été satisfaite quand je lui ai dit la résolution que vous en aviez prise, & celle que vous protestiez de vouloir garder pour la faire durer. Certes si vous aviez été témoin de ce qu'on a dit à ce

On se rejouit  
de son ac-  
commode-  
ment avec  
Monsieur  
Servien.

sujet vous blâmeriez, un tiers si sur le recit que vous lui en feriez il n'y donnoit les mains. J'évite par discretion & par raison, ce me semble, de discuter chaque point du contenu en votre Lettre, & suis bien fâché que la mienne du 17. Decembre n'ait pas été du goût de Monsieur Servien. Quand il se contentera de donner ses avis sur les affaires qu'il aura à traiter, sans étaler son savoir, j'oublierai volontiers le peu que je fais ou d'histoire ou de ce qui a été pratiqué en diverses Conférences. Je crains néanmoins qu'ayant à vous donner part de quelque chose qui s'est passée en Piémont, je tombe dans ce piège.

Finissant cette Lettre je commencerai celle qui vous doit être commune & j'attendrai avec impatience la Copie de celle que vous devez écrire aux Princes de l'Empire, soit que vous la minutiez, soit que Monsieur Servien s'en donne la peine. Il y a un mauvais pas à éviter, & tel que puisse être le stile de l'Ecrivain, telle la délicatesse de la plume, il aura peine de s'en tirer, puisque déjà une semblable se trouve envoyée. Peut-être passerez-vous pour expédient, l'envoyant par divers lieux, de ne la pas adresser aux Députés assemblez à Francfort. S'il est absolument bon, ou le moins mauvais que vous puissiez suivre, je m'en remets à votre jugement. J'ai loué Dieu de ce qu'il vous a inspiré de dépêcher par deça Monsieur de Saint Romain. Son voyage pourra faire changer la résolution qui a été prise, & retardant le partement de Monsieur de Rorté vous donner du temps pour délibérer qui doit être substitué en sa place. Monsieur d'Avaugour est en une nécessité & la remplit dignement. Meulles s'acquitte très bien de son devoir au lieu où il est. Cela me fait apprehender de l'en tirer, & je n'ose proposer fortement Braslet que je ne sache si vous l'agréerez. Si Monsieur de Longueville est suivi de deux Secretaires dont il se peut servir, & qui de longue main sont en sa maison, je tiens que vous pourrez vous passer dudit Braslet, mais cela même étant douteux, je suis forcé de marcher bien retenu. Il est attendu en cette Cour depuis deux ou trois jours. A peine y fera-t-il arrivé qu'on le pressera de partir, & dès le moment que je me serai entretenu avec lui, je vous ferai savoir son intention sur le sujet de ses Secretaires, & en suite je prendrai mes mesures, après avoir fait déclarer les Supérieurs, s'ils seront pour se relâcher de l'ordre qu'ils ont prononcé au sujet dudit Sr. de Saint Romain. Je suis &c.

On y attend  
avec impa-  
tience la Co-  
pie des Let-  
tres écrites  
aux Princes  
& Etats de  
l'Empire.

On approuve  
le voyage de  
Monsieur de  
St. Romain à  
Paris, par  
rapport aux  
résolutions  
prises à la  
Cour.



## L E T T R E

Ecrit à Monsieur

S E R V I E N.

A Paris, du 4. Fevrier 1645.

*On accuse l'arrivée de leurs Lettres séparées du 14. du passé. On loue leur conduite. On augure bien de Monsieur Braslet. Excès de flat-  
terie ou de reconnoissance.*

E 3

MON-

1645.

MONSIEUR,

On accuse  
l'arrivée de  
leurs Lettres  
separées du  
14. du passé.

J'Avouai par ma dernière Lettre ma foiblesse, & que ma constance n'étoit point à l'épreuve du choc dont j'étois menacé. Je me dispense de faire réponse à la Lettre particulière que vous m'avez écrite dattée du 14. du passé, j'avois pourtant conservé le desir de payer cette dette, & les choses qui y étoient représentées ne sont point coulées de mon esprit, qui me représente, aussi bien que votre seconde Lettre, de combien je vous suis redevable.

On loue leur  
conduite.

Ce que vous aviez fait de reprendre la plume sans en avoir eu un ordre précis a été bien reçu. J'avois évité de vous le mander, esperant que vous-même vous prendriez cette résolution, & que vous en prendriez cet avantage que, si vous entriez en un autre dessein, je n'aurois point contribué à vous attirer un commandement que les gens de cœur supportent impatiemment.

On augure  
bien de Mon-  
sieur Brasset.

J'ai remarqué votre modestie, & je m'apercevrai bien-tôt du changement & de la différence, de la force de votre éloquence, & de votre raisonnement. Celui de Brasset, dont l'habileté ne sera pas petite, s'il peut bien exprimer ce que vous lui ordonnerez, & ne lui sera pas une mediocre louange, s'il passe pour habile Secrétaire de deux aussi grands Ministres, que ceux sous lesquels il doit servir.

Excès de flat-  
terie & de  
reconnoissan-  
ce.

Quand je lis vos Dépêches, qui est la plus agréable de mes occupations, & que j'examine les miennes, j'entre en confusion; mais il n'est pas permis à tous d'aller à Athenes, ni même d'y faire profit des grands hommes qu'on y frequente, il faut se contenter du talent que Dieu nous donne, & n'ayant ni les conceptions si aisées, ni la plume si délicate que d'autres, se contenter de s'exprimer avec quelque netteté. C'est certes le terme que je me suis proposé & auquel j'essaye d'atteindre; que si quelquefois je ne frappe au but, cela arrive pour me trouver accablé de la force de la Lettre à laquelle j'ai à faire réponse. La dernière des vôtres m'a fait voir que vous avez pris plaisir de vous informer de mes folies, j'appelle ainsi tout ce qui se fait dont l'âge ou l'occupation de ma charge me devroit dispenser, & ayant eu assez de bonté de vous abstenir de m'en blâmer, je tiens vous en devoir faire un compliment. Il est vrai que d'ordinaire les hommes se portent à pardonner en autrui ce qui est conforme à leur inclination, & ayant marié avec les Lettres & les Emplois publics les exercices, vous excusez celui qui les embrasse. J'essaye pourant de les prendre aux jours & aux heures, que je suis moins occupé, & pour debander mon esprit, quand j'ai fait un travail extraordinaire. Vous remarquez que le Samedi est un des jours de ma liberté, mais si vous aviez considéré que c'est celui destiné à vous écrire, vous avouriez que j'ai raison de chercher un moien de dissiper, ou d'amoindrir toutes les especes d'idées qu'il m'a falu garder, & dont mon esprit a été chargé depuis le moment que vos Dépêches m'ont été rendues, jusques à celui qu'il a été employé à vous écrire le dernier mot. J'espere que maintenant vous pourrez donner des heures à votre divertissement, que vous ferez foulagé du pesant fardeau de la plume, & que vous en aurez aussi pour pourvoir à votre santé, laquelle je vous prie de conserver. Il faut que vous en fassiez provision afin de faire tête à tant d'ennemis, que vous allez avoir sur les bras. Il est vrai que vous ferez secondez de Monseigneur de Longueville, & bien que les affaires publiques me

donnent beaucoup de fujettion, il me restera toujours des heures pour faire réponse aux Lettres particulieres dont vous m'honorerez, que je vous convie de me continuer & la part qu'il vous a plu me promettre en vos bonnes graces, puisque je suis &c.

1645.

## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

ET

S E R V I E N.

A Paris, du 11 Fevrier 1645.

*Ses apprehensions pour Monsieur de Saint Romain. Touchant les levées de Troupes en Hesse Cassel. Touchant le Ceremoniel. Les Hollandois refusent de fournir huit Vaisseaux pour le service de la France. Ils vont lentement dans l'affaire d'Oost-Frise. Ils s'accoutument avec les Portugais. Leurs Lettres aux Médiateurs désapprouvant le titre d'Ambassadeurs ajouté à celui de Plenipotentiaires pour les Ministres de France. Accommodement du Duc de Parme avec les Espagnols. On renverra Monsieur de Bregy en Pologne par la route de Munster.*

MESSIEURS,

JE crains qu'il soit arrivé quelque accident à Monsieur de St. Romain, puisqu'il n'est point encore arrivé & que n'ayant point eu de vos Lettres par le dernier Courier, j'ai tout sujet de croire que vous l'avez dépêché.

Ses apprehen-  
sions pour  
Monsieur de  
St. Romain.

Les Lettres que j'ai reçues de Hollande & de Cassel me donnent sujet de vous entretenir. Celles de Monsieur de Beauregard nous ont appris les soins que vous avez eus de lui écrire pour essayer de faire faire une levée d'Infanterie & de Cavallerie. La peine qu'il y a d'en trouver, & que Madame la Landgrave, au lieu de deux mille hommes que nous avons esperé, a peine à en donner la moitié, & n'étoit qu'il ajoute qu'elle attend son General, & qu'il espere qu'il lui facilitera ce qu'il a à demander, ou à trouver des gens qu'il pourra mettre dans le service, nous serions en peine, voulant à quelque prix que ce soit grossir notre armée d'Allemagne, de quelque Corps d'Infanterie de leur Nation, de laquelle on tire plus de service que de la notre, soit que leurs corps soient plus propres à résister à ce climat, soit pour avoir un naturel plus disposé à la patience que les François.

Touchant les  
levées de  
troupes en  
Hesse Cassel.

Les



1645.

Touchant le  
Ceremoniel.

Les Lettres de Hollande font de Monsieur d'Estrades en datte du 30. de Janvier, il nous mande qu'ayant persuadé à Monsieur le Prince d'Orange, que c'étoit à sa considération qu'on se relâchoit de toutes les graces qu'on avoit résolu de faire à Messieurs les Etats, & qu'il n'y avoit pas davantage à esperer que les acceptant à ce titre, il temoigne beaucoup de joye d'avoir ainsi été considéré. Il avoit promis de faire soumettre Messieurs les Etats en la personne de leurs Ministres d'aller rechercher de vous, Messieurs, en arrivant à Munster, l'effet des bonnes volontez de Sa Majesté qui vous avoit envoyé, par Monsieur d'Avaugour, la Lettre dont je l'avois chargé, qui vous en donne le commandement. Il ajoute qu'il n'avoit pas reçu une Dépêche, que je lui avois faite deux jours après qu'il fut parti, du contenu de laquelle je vous ai informé, quelques heures après avoir conclu, & qu'il n'avoit pas osé faire une nouvelle proposition, de maniere que ces Messieurs se trouveront chargez de quelques pas que nous voulions qu'ils fissent allant vous recevoir, & non pas vous d'un pareil nombre les reconduisant. Il pourra être qu'ils feront même déchargez de cette legere condition qu'on leur a imposée, & que le Ministre de Baviere sera arrivé plutôt qu'eux à Munster, que ceux de l'Empereur l'auront reçu comme ils font ceux de Venise, que vous aurez suivi l'exemple qui sera réglé par ceux-ci, auxquels il faudroit donner de plus grandes choses, s'ils les meritoient, en facilitant ce que l'on desire d'eux. Mais pour l'ordinaire on les epruve fermes, & souvent leur opiniâtreté leur cause du mal. Ils ne nous ont pas voulu accorder huit Vaisseaux que nous leur demandions & nous pressent d'avoir des Subsidies extraordinaires; mais ce qui est de pis, c'est que l'affaire d'Oost-Frise n'est pas encore terminée. Je ferai une vive recharge au dit Sieur d'Estrades, d'en presser la conclusion au contentement de Madame la Landgrave. Ils se sont accommodés avec les Portugais & voudroient nous recevoir à compte, ce qui tourne autant & plus au leur.

Les Hollandais refusent de fournir huit Vaisseaux pour le service de la France. Ils vont lentement dans l'affaire d'Oost-Frise. Ils s'accroissent avec les Portugais.

Ces Messieurs ont écrit à Monsieur Contarini, qu'ils avoient peine de la qualité d'Ambassadeurs, qui vous étoit donnée outre celle de Plenipotentiaires. Son Colleague qui est en cette Cour m'en a parlé, auquel j'ai répondu que chacun se conduisoit, comme il le jugeoit pour le mieux, & que, bien que ceux d'Espagne ne l'eussent pas, vous traitiez avec eux tout ainsi que s'ils devoient attendre de vous, Messieurs, un égal procédé.

J'apprends de celui-là aussi que le Duc de Parme s'étoit accommodé avec les Espagnols, & j'en fus aisément persuadé me ressouvenant de divers avis que j'avois eus & examinant sa conduite. Ceux-ci essayent toujours de plus en plus de s'établir un droit sur Plaisance, déchargeant *ad tempus* de certains devoirs le Gouverneur du Château du lieu qu'il marque qui leur appartient. Si cela duit au saint Siege, je m'en raporte. Cela pourtant ne conclut pas qu'on veuille une Ligue en Italie, ainsi que le bruit en avoit couru. De Rome & de Venise, nous sommes assurés qu'ils n'y pensent point, & c'a été une penée de Maferati, de laquelle il a voulu surprendre Madame & donner de la jalousie du Prince Thomas, mais la sagesse de l'une & la fidelité de l'autre sont à l'épreuve de tels artifices.

Je crois que Monsieur de Bregy partira dans le commencement de la semaine prochaine, pour s'en retourner en Pologne. L'on avoit ré-

solu qu'il passeroit par Munster & en Suede, mais une Dépêche de Monsieur de la Thuillerie l'exemptera de ce dernier Voyage. Je vous ferois part de ce qui nous y obligeroit & de ce qui nous a fait changer, n'étoit que cela fera mieux de saison par lui. Il semble qu'il y ait quelque chose de bon à esperer du Roi de Pologne, lequel a donné sûreté & escorte à Monsieur de Croissy, allant devers le Ragotski; c'a été le Sieur de Canafilles qui me l'a mandé. Je ne vous fais point de part, de ce que je reçois de Monsieur de la Thuillerie, je sai qu'il est soigneux de vous écrire. Je suis &c.

1645.

route de  
Munster.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 11 Fevrier 1645.

*On remet à une autre fois de rendre compte de ce qui s'est passé à Osnabrug.*

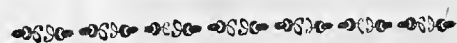
M O N S I E U R,

Celui de nous qui a été à Osnabrug ne fait que d'en revenir sur le point que va partir l'Ordinaire de France, & le tems nous étant trop court pour vous rendre compte de beaucoup de choses qui se sont passées, tant en ce lieu qu'ici avec les Ministres de Suede, nous les reservons au prochain renvoi de votre Courier que nous avons retenu expressément jusques après ce Voyage. Si bien, Monsieur, que vous n'aurez que le simple avis du reçu de votre Dépêche du vingt huit de l'autre mois, avec les assurances très-veritables de la sensible part, que nous prenons à votre déplaisir pour l'extrémité où se trouve Mademoiselle votre fille. Nous esperons de la grace de Dieu, qu'il vous l'aura redonnée en parfaite santé, & le prions avec autant de devotion que nous aurons d'impatience dans l'attente d'une meilleure nouvelle, & sur cette verité, nous continuerons de vous dire que nous sommes &c.

On remet à une autre fois de rendre compte de ce qui s'est passé à Osnabrug.

L E T

1645.



# LETTRE DU ROI,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, du 18 Fevrier 1645.

*Touchant le Ceremoniel. Soins de  
la France pour la Gloire des Hol-  
landois.*

MESSIEURS LES COMTES  
D'AVAU X ET SERVIEN,

Touchant le  
Ceremoniel.  
Soins de la  
France pour  
la gloire des  
Hollandois.

**B**ien que je differe de repondre aux points prin-  
cipaux de votre Dépêche qui m'a été ren-  
duë par le Sieur de Saint Romain, pour en at-  
tendre une seconde que vous aurez écrite, après  
le retour de celui de vous qui étoit allé à Osnab-  
rug, & que j'aye commandé au Comte de  
Brienne, de vous faire savoir mes intentions, je  
ne lairrai pourtant de vous écrire encore celle-ci  
par le Courier qui part aujourdui. C'est pour  
vous éclaircir de la résolution que j'ai prise  
de favoriser les Sieurs Etats des Provinces Unies,  
jusques a un point que leur concedant ce qu'ils  
m'ont demandé avec tant de vives instances,  
j'ai voulu faire la grace entiere en me relâchant  
de certaines choses qu'ils avoient consenties, &  
leur ayant fait savoir ce temoignage de ma bon-  
ne volonté, j'ai voulu vous en avertir, afin qu'en-  
tant qu'à vous sera vous l'exécutez, rendant la  
premiere visite à leurs Ambassadeurs arrivans à  
Munster, leur donnant en tous lieux le titre  
d'Excellence & la main en vos maisons. Ce  
que vous m'avez écrit n'a pas nui à me faire  
prendre cette résolution, & je me suis hâté de  
la déclarer afin qu'ils m'en fussent plus obligez,  
& qu'ils n'en attribuaissent rien à ce qui sera fait  
par l'Empereur aux Electeurs. Qui considerera  
que les uns sont fujets de l'Empire, & les autres  
une Republique puissante & florissante louera  
autant ma conduite qu'il blâmera celle de l'Em-  
pereur. Enfin je continuë l'ouvrage commencé  
par les Rois mon ayeul, & mon pere de les  
élever à la Souveraineté, & les éгалer aux plus  
puissans Princes de l'Europe. Je ne doute point  
qu'ils n'en conservent le ressentiment & la gra-  
titude que le bienfait cause aux ames gene-  
reuses, & que la prudence, dont pour l'ordi-  
naire les conseils des Républiques se trouvent  
remplis, ne les lie toujours de plus en plus à  
moi, qui, par l'avis de la Reine Madame ma  
mere, me suis porté à embrasser ce conseil pour  
leur faire bien & honneur, & pour lever aux  
ennemis l'esperance de les separer de nous, qui  
leur avoient déjà offert la Paix à des conditions  
très-avantageuses, pourvû qu'ils la traitassent en  
particulier. Mais ayant su qu'ils n'avoient pas  
voulu y entendre, quoique les Espagnols se fus-  
sent flatez de cette imagination, & que le re-  
fus qu'ils ont eu d'une grace de cette nature,  
les a plus offenzés qu'ils n'eussent pû être obli-  
gez par les plus essentiels bienfaits. Ceux de cet  
Etat verront que, comme leur foi n'a su être  
tentée; la bonne volonté que j'ai pour eux  
n'aura point de bornes. Je prie Dieu que ce

que je fais à leur avantage contribue à la Paix 1645.  
& qu'il vous ait, Messieurs, &c.



# LETTRE

à Messieurs

D'AVAU X,

ET

SERVIEN.

A Paris, du 18 Fevrier 1645.

*On répond à leur Dépêche dont  
Monsieur de Saint Romain étoit  
chargé. Ordres de la Cour en  
faveur du Comte de Nassau &  
de l'Evêque d'Osnabrug. On  
veut accorder le Passeport à Mon-  
sieur le Marquis de Grana; on  
le lui envoie à son insu. On le  
refusera aux Superieurs des Reco-  
lets établis à Munster, comme  
aussi aux autres Provinciaux du  
même Ordre pour passer en Alle-  
magne & aux Pais-Bas. On  
donne la raison de ce refus. Il  
ne croit pas que le Passeport pour  
un Fils de l'Electeur de Saxe lui  
soit refusé. Touchant le Ceremo-  
niel. Conduite de l'Electeur de  
Baviere. On louë celle de Mon-  
sieur de Saint Romain. Monsieur  
d'Estades est envoyé en Hollan-  
de. Affaire d'Oost-Frise. Pré-  
tentions des Portugais. Touchant  
les Catalans.*

MESSIEURS,

**B**ien qu'il ait été résolu qu'il ne fera point ré-  
pondu à votre Dépêche du 4. de ce mois,  
dont vous avez chargé Monsieur de Saint Ro-  
main, qu'on n'ait reçu celle que vous nous  
promettez & dont le Courier Heron fera le  
porteur, si est-ce que je ne puis consentir que  
l'Ordinaire parte sans être chargé de mes Let-  
tres. Elle n'est pas vuide pour ne traiter de l'af-  
faire principale, puisqu'il y en a toujours d'au-  
tres dont on peut parler. Par la mienne du 11.  
du courant, qui fut le jour de l'arrivée du Sieur  
de Saint Romain, je vous fis savoir comme Sa  
Majesté avoit déjà commandé qu'il fut écrit à  
Monsieur le Maréchal de Turenne, qu'elle  
vouloit que les terres de Monsieur le Comte de  
Nassau fussent soulagées des courtes & loge-  
mens des gens de guerre, que j'y ajouterois la  
même défense, pour celles de Monsieur l'E-  
vêque d'Osnabrug, & qu'il lui avoit été enjoint  
d'en exempter les Monasteres qui sont situez  
dans le Wittemberg, dont je lui ai envoyé les  
noms & à chacun d'eux une Sauvegarde, toute

On répond à  
leur Dépêche  
dont Mon-  
sieur de Saint  
Romain étoit  
chargé.

Ordres de la  
Cour en fa-  
veur du Com-  
te de Nassau,  
& de l'Evê-  
que d'Osnab-  
rug.

1645. ample par la voye de Monsieur le Nonce, qui avoit porté leurs plaintes.

On veut accorder le Passeport à Monsieur le Marquis de Grana.

Je fus si hâté que j'oubliai de vous faire savoir que Sa Majesté, à la priere de Monsieur le Nonce & de Monsieur l'Ambassadeur de Venise, avoit accordé un Passeport à Monsieur le Marquis de Grana Ambassadeur de l'Empereur, qui desiré se retirer en Allemagne, & que j'ai eu ordre de prier ces Messieurs qu'ils prissent le soin d'avertir ce Seigneur de leur dire le jour qu'il vouloit entrer en France, afin qu'il trouvât son Passeport prêt, & un Gentilhomme pour le conduire & pour le faire servir. J'attens de ses nouvelles & viens d'apprendre par Lettres de Monsieur de Chefoille, l'un des Maîtres d'Hôtel du Roi qui est allé à la Frontiere pour conduire le Comte de Penaranda, que ledit Marquis se joignoit à lui & se promettoit de traverser le Royaume à sa compagnie. J'en voye l'ordre audit Sieur de servir ce Seigneur comme il fera l'autre, & le Passeport dont il pourroit avoir besoin. Je ne sais pourquoi je fus pressé de le faire partir dans un tems & une saison très-rude, puisque ledit Comte semble ne devoir sortir de Madrid que le 20. de ce mois, & ainsi c'est beaucoup se mécompter d'avoir désigné le jour dès le 20. du passé, ainsi qu'il fut mandé à Monsieur le Comte lequel se plaignoit de ma paresse, ayant tardé de deux jours le départ de ce Gentilhomme.

On le lui envoie à son insçu.

On le refuse aux Supérieurs des Recolets établis à Munster comme aussi aux autres Provinciaux du même Ordre, pour passer en Allemagne & aux Pais-Bas.

On donne la raison de ce refus.

Il ne croit pas que le Passeport pour un fils de l'Electeur de Saxe lui soit refusé.

Touchant le Ceremoniel.

Conduite de l'Electeur de Baviere.

J'oublois aussi de vous lever toute sorte d'esperance, que nous ferions pour accorder le Passeport demandé par le Supérieur des Recolets établis à Munster, ne le pouvant faire sans en communiquer à Sa Majesté, laquelle en a refusé de semblables aux Provinciaux des dix-sept Provinces d'Allemagne & de Flandres du même Ordre de Saint François. La raison en est que Sa Majesté s'étant expliquée qu'elle ne tiendrait pas leur Chapitre General pour juridique convoqué à Tolède, parce que les Sujets tant du Royaume, que du Principat de Catalogne, ne pouvoient y être avec fureté, ni ceux des sept Provinces de Portugal & des Indes, ce seroit se contrarier en donnant facilité aux Religieux Allemands & Flamands de s'y rendre. Mais si Sa Majesté, ainsi qu'elle en a été priée, change le lieu, & qu'elle leur assigne Rome, ou quelque autre Ville de l'Etat Ecclesiastique, même Gennes, Sa Majesté, consentant que les Religieux François y comparussent, ne refuseroit pas pour lors la liberté, aux Allemands & Flamands, de passer par la France, si c'étoit leur plus droit chemin; ainsi qu'elle a fait pour les Carmes reformez, qui l'en ont fait supplier. Je n'ai pas parlé du Passeport désiré pour un des fils de l'Electeur de Saxe, mais je ne doute point qu'il ne lui soit accordé, & si Sa Majesté prend cette résolution je vous l'enverrai, afin que Monsieur Braslet auquel il s'en est adressé le lui fasse rendre.

Sur le point qui concerne le traitement que vous aurez à faire aux Députés de Baviere & des autres Electeurs, déjà vous avez eu les ordres de Sa Majesté, suivre l'exemple, le prendre en toutes choses & essayer d'en tirer profit, faisant adroitement comprendre que, quand l'Empereur ne s'y feroit relâché, nous avions résolu de le faire, & par cette conduite essayer de se concilier l'affection desdits Electeurs. Celui de Baviere, non content d'avoir chargé ses Députés d'instructions précises pour avancer la Paix & de prendre confiance & dependance de vous, Messieurs, en a écrit de deça. Sa Lettre a été vue & trouvée si respectueuse & bien expliquant ses intentions qu'il est presque impossible

TOM. II. PART. II.

ble de douter que les effets n'en correspondent aux paroles. Mais la profession qu'il a faite d'être fort dissimulé, & d'être lié aux Espagnols donne sujet de soupçonner que ses Ecrits & sa conduite soient concertez, d'autant plus qu'il a rejeté autrefois les offres & les choses que nous lui pouvions donner; mais ce que l'ambition n'a su remporter sur son esprit, l'amour de ses enfans, & de son pais le pourra faire. Il vous a toujours été commandé de le ménager, nous & lui avons besoin que ce soit avec succès.

Le zele dont Monsieur de Saint Romain est porté pour les affaires publiques, & la connoissance qu'il s'y est acquise, depuis qu'il s'y est employé, lui firent oublier, passant par Brusselle, le lieu où il étoit, puisqu'avec la liberté & le courage d'un vrai Gentilhomme, il y fit sonner bien haut l'état florissant de nos affaires; & un Liegeois qui est dans le service des Espagnols ayant dit que si cette Campagne leur étoit aussi infortunée que les passées, qu'ils perdisent une bataille comme ils firent celle de Rocroy, & des Places comme celles qui ont été conquises, qu'ils ne sauroient que faire & qu'ils étoient ruinez: à quoi ledit Sieur de Saint Romain ayant dit qu'ils devoient suivre le conseil, qui leur avoit été donné par un désintéressé, celui-là en fut averti le Marquis de Castell Rodrigo, lequel fit faire une vive remontrance par le Sieur Roje, audit Sieur de Saint Romain qui le satisfait. Cela n'a pas laissé de donner sujet audit Marquis de faire plainte de son action, l'interpretant à un desir d'exciter un soulèvement, ajoutant que s'il l'a laissé passer ça été pour lever tout soupçon, qu'il voulût traverser le Traité de paix. Que si pareille chose arrivoit, il ne seroit si modéré & feroit punir celui qui sous le bénéfice d'un Passeport & des Preliminaires, traversant les Etats y tiendrait des discours sediteux & si prejudiciables au service du Roi son Maître, & que, pour éviter ou le mal ou l'inconvenient, il avoit résolu d'ordonner aux Gouverneurs des Places, où les Couriers, qui seroient dépêchez, soit de vous en France, ou de Sa Majesté, à Munster, aborderoient, de les faire accompagner d'un Soldat de leurs Garnisons, & qu'on eût à vous mander de commander, à ceux que vous dépêcheriez, d'aller trouver le Gouverneur de la premiere Place du Pais, pour lui faire entendre qu'ils étoient dépêchez, nous priant aussi de notre côté de donner de semblables ordres; ce que nous n'avons pu desapprouver. Vous verrez son intention par le double de la Lettre qu'il a écrite à Monsieur le Nonce, qui sera jointe à celle-ci.

Vous aurez vu comme Sa Majesté a dépêché Monsieur d'Estades en Hollande, & sa capacité vous doit mettre l'esprit en repos de ce qui est à faire, ne pouvant douter que tant qu'il y sera il n'y a rien à craindre. Mais lorsqu'il lui sera permis ou commandé de revenir, si Monsieur de la Thuillerie n'est prêt d'y arriver, on y enverra quelqu'un pour y soutenir les affaires.

Celle de l'Oost-Frise semble empirer, on ne trouve point de disposition en Messieurs les Etats d'épouser le parti de Madame la Landgrave. Ceux qui en sont chargez se laissent vaincre ou de la poursuite qui leur est faite ou des raisons du Comte d'Emden, & croient faire beaucoup au delà de ce qu'on doit attendre d'eux, quand ils proposent que pendant une année Madame la Landgrave fera maintenue en ses quartiers & à exiger les contributions qu'on a accoutumé de percevoir, disant qu'outre la justice qu'il y a de rendre à chacun ce qui lui

1645.

On loue le zele de Monfr. de Saint Romain.

Monsieur d'Estades est envoyé en Hollande.

Affaire d'Oost-Frise.

1645.

appartient. c'est beaucoup faire que d'engager le Comte à défendre son païs, s'il étoit attaqué par l'ennemi, & que les grandes sommes, que les Hessiens en ont tirées, qu'ils font monter à plus de cinq millions, les devoient avoir rassasiés, & que déchargez des garnisons qu'ils y maintiennent pour assujettir le païs, ils en pourrout grossir leur armée, & sous le bonheur de leurs armes chercher & prendre d'autres quartiers.

Cette ouverture se trouve un peu plus étendue pour le tems de conserver les Places & les Contributions, & nous l'avons expliquée accrue d'une année, & avons imaginé que faisant une vive instance nous en pouvions avoir la prolongation d'une troisième. Il en a été parlé à Monsieur Poleun qui ne l'a pas rejeté, & comme il a promis d'en écrire à Sa Majesté il m'a été commandé de faire le semblable à Monsieur de Beauregard, à ce qu'il fit un effort pour en faire contenter cette Altesse, qui ne doit refuser d'y entendre voyant tout son voisinage armé, & que c'est un long terme pendant lequel, si la Paix ne se conclut, il pourra naître de tels accidens, qu'on aura lieu de demander & d'espérer un second délai. Je donne avis audit Sieur d'Estrades de ce que nous pouvons consentir, avec ordre de le tenir secret & d'attendre les avis du dit de Beauregard accompagné d'un second, & au cas que la dite Dame en restât satisfaite, de presser & de poursuivre vivement la conclusion de cet accommodement, sous le bénéfice duquel le Comte d'Emden désarmera, à la réserve de deux ou trois Compagnies d'Infanterie. Bien entendu que si Dieu avancoit la Paix, qu'au jour qu'elle seroit publiée & acceptée la dite Dame se retirera desdits lieux quand même les trois années ne seroient pas expirées; à quoi elle ne sauroit apporter de difficulté, ayant déclaré ne prétendre s'y maintenir que jusques à sa conclusion.

Prétentions  
des Portu-  
gais.

Ce seroit ce point qui clorroit ma Lettre si l'Ambassadeur de Portugal ne m'avoit remis un Memoire contenant trois chefs: qu'il vous fût écrit de traiter les Ministres de son Maître qui sont à Munster comme Ambassadeurs; à Monsieur de Gremonville de presser le Pape d'admettre ceux qui sont à Rome à son audience, & en suite qu'il demande que Monsieur de Chigi leur rende pareil honneur que vous, & qu'il soit mandé à Venise pour exiger du Senat un pareil ordre à Monsieur Contarini. Au second point déjà Monsieur de Gremonville a eu les commandemens bien précis pour faire de vives instances envers le Pape à l'avantage du Roi de Portugal, & sans changer les ordres établis & pratiqués par l'Eglise, cela ne lui sauroit être refusé; mais on a douté si on devoit vous mander de vous conformer aux autres demandes du dit Ambassadeur. La raison du doute procede d'ignorer ce qui est à craindre de par delà, & qu'il seroit fâcheux que vous rendissiez des honneurs à des personnes qui feroient peut-être exposez à ces mauvais traitemens que cette prétention pourroit attirer. C'est à vous à examiner murement ce qui est à faire & à leur être répondu; penetrez le sentiment des Médiateurs sans vous découvrir avec eux. Si la Plenipotence envoyée d'Espagne se trouve conforme à la minute qui vous a été communiquée, ce sera à vous à faire valoir ce que vous avez mandé vouloir induire d'une clause qui parle des Alliez & adherans, sous lesquels termes vous avez estimé que les Portugais & Catalans doivent être entendus; considérez, dis-je, si elle suffit pour autoriser les Députés d'Espa-

gne d'entrer en conference avec eux, & si elle se peut étendre jusques à ce point de reconnaître le dit Roi de Portugal, pour avoir droit d'avoir des Députés à l'Assemblée.

1645.

Touchant  
les Catalans.

Touchant les Catalans, ils sont sujets de cette Couronne, & c'est à nous à maintenir leur droit par le nôtre. Jusques à ce que vous ayez répondu sur ce point, nous demeurerons en des termes généraux avec l'Ambassadeur de Portugal, qui se flatte de croire que nous aurons eu ordre précis & déterminé, disant que quand bien les Ministres de la Maison d'Autriche leur refuseront de pareils honneurs, que cela ne blesse point la dignité de son Maître, parce qu'ils sont ennemis; mais qu'elle est ravallée & rendue douteuse si la France & la Suede ne le leur accordent. Je ne veux point interposer mon jugement sur la matiere, je vous l'envoie toute informée & je n'ai qu'à vous prier de nous faire promptement réponse sur ce fait, ajoutant que vous ne tarderez pas à la recevoir sur toutes vos Dépêches. Je suis &c.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N.

A Paris, du 26. Fevrier 1645.

*On ne reçoit point de leurs nouvelles. On a grande impatience de savoir l'état des affaires. La Cour envoie des Sauvages pour l'Evêque d'Osnabrug & pour le Comte de Nassau. Avantage remporté par les Espagnols. Instances des Portugais pour leurs Ministres à Munster. La Cour accorde Passéport aux Galeres de Sicile.*

MESSIEURS,

IL pourroit être que vous & moi attendrions les Lettres, les uns des autres, & vous m'avez mandé que le retour de l'un de vous, Messieurs, à Osnabrug, seroit le que le Courier que j'ai auprès de vous seroit dépêché. Jusques à son arrivée j'ai insisté que l'on tardât Monsieur de Saint Romain. Par votre Lettre du 11 de ce mois j'ai vu que vous étiez joints & que vous vous disposiez à écrire. J'en ai donné compte à qui je le devois, afin que les impatiences qu'on a de savoir ce que vous aurez résolu diminuent par l'esperance d'en être bien-tôt éclaircis. Ce sera sans doute ledit Sieur de Saint Romain qui vous portera la réponse de la Dépêche qui sera apportée par Heron, comme de celle dont vous l'aurez chargé.

On ne reçoit  
point de leurs  
nouvelles.

On a grande  
impatience  
de savoir  
l'état des  
affaires.

Avec



1645.

La Cour en-  
voye des Sau-  
vegards  
pour l'Evê-  
que d'Osna-  
brug & pour  
le Comte de  
Nassau.

Avec celle-ci vous recevrez les Sauvegards que je vous avois promises pour Messieurs les Comte de Nassau & l'Evêque d'Osnabrug. Il seroit injuste que s'employant pour la Paix ils ressentissent la violence de la Guerre, & l'on est persuadé sur les Lettres que vous avez écrites, qu'ils sont bien intentionnez pour l'avancer. Si se preparer à faire fortement la guerre & à nous moyenner des avantages dignes de ceux que nous avons remportez ces deux dernieres campagnes, c'est s'y occuper, les ennemis n'ont rien à nous reprocher, & de leur côté ils employent le même artifice; nous verrons à qui il réussira mieux. Si de la justice de la cause & des apparences on peut juger, la nôtre est gagnée, & certes avec raison, puisque nous ne désirons ces choses que comme des moiens pour parvenir à cette dernière fin.

Avantage  
remporté par  
les Espa-  
gnols.

Les Espagnols feront sonner bien haut la prise du Marquis de Themines, celle de trois Capitaines de Navarre, d'autant d'autres Officiers & la deroute de deux cens Soldats. Ils me font souvenir de ces gens qui ont aquis peu d'honneur, font parade de peu de chose & tapissent leurs Palais de quelques Enseignes qu'ils ont gagnées, oubliant le grand nombre des leurs dont les Eglises sont enrichies. Pour un Mestre de Camp & trois Capitaines, nous avons un si grand nombre de leurs Officiers & Soldats que nous avons peine à les garder. C'est ce que j'aurois à vous écrire s'il ne m'étoit ordonné de vous dire que l'Ambassadeur de Portugal continue à presser que les Ministres de son Maître, qui sont à Munster, soient reconnus pour Ambassadeurs du Roi & qu'on leur accorde les Passeports, qui leur y assurent leur sureté. Je lui ai dit qu'il étoit difficile que l'affaire fût proposée, & qu'il jugeât de la difficulté de la résoudre; parceque vous ne traitez que par l'entremise des Médiateurs qu'il faudroit une fois rendre capables du droit de son Roi: & pour vous decharger, & nous aussi, je voulois lui insinuer qu'il falloit faire des diligences à Rome & à Venise, afin que le Pape & le Senat le reconnussent tel: & sans avoir assuré par cette voye l'exécution de la prétension, je jugeois qu'il auroit bien de la peine à l'établir. Pourtant comme je lui ai promis de vous faire souvenir de ce qui vous avoit été écrit à ce sujet, je m'en acquitte & de mon devoir, ajoutant que vous alliez si mesurer à cette ouverture qu'elle n'en puisse faire naître une à rompre l'Assemblée. J'attens une réponse à ma précédente sur ce sujet, & ce que vous estimez qu'on lui puisse dire pour allentir sa poursuite. Je crois que les termes apposez par vos soins dans la Plenipotence des Espagnols lui donnent cet avantage, ou ce désavantage à ceux-là, qu'ils déclareront qu'ils ne veulent point traiter la Paix. Enfin à tort ou à droit il est persuadé que la Paix generale ne se peut faire que le Portugal n'y soit compris, qu'il ne s'agit pas du droit de la Couronne, mais des limites des Etats, & d'établir la Paix entre deux Princes voisins qui sont en guerre.

La Cour ac-  
cordera passe-  
port aux Ga-  
leres de Sici-  
le.

Je m'étonne de ce que vous penserez en lisant ma Lettre, & suis certain que vous ferez valoir la bonté dont Sa Majesté a usé, accordant passeport aux Galeres de Sicile qui portent en Espagne le Marquis de los Valbafes, & même consenti que celle sur laquelle il est embarqué, avec sa femme & ses enfans, puisse, en cas de fortune, prendre abri dans nos Ports. Pour les autres, elles n'y trouveroient pas la sureté qu'ils pourroient prétendre, & pour la leur donner il ne seroit pas juste de hazarder celle des Places. Je suis &c.

TOM. II. PART. II.

1645.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X ,

E T

S E R V I E N ,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 30. Fevrier 1645.

*Ce qui se passe dans la communication des nouveaux Pouvoirs. Leur Conference, ou celle de Monsieur d'Avaux avec les Ministres de Suede touchant les nouvelles propositions, & avec quelques Députez de l'Empire. L'Armée Suedoise entre en Boheme. Les Suedois cherchent à complaire aux Etats de l'Empire. Les Suedois souhaitent la Conclusion de la Paix. On projette une Ligue avec les Princes d'Allemagne. Les Ministres Suedois promettent à ceux de France une inviolable fidelité. Affaires de Monsieur de Pescheritz Emissaire des Espagnols envers Monsieur Salvius. Pour servir d'excuse à Monsieur Salvius. Sur les affaires d'Angleterre. La Suede a des pratiques en Ecosse & en Angleterre. Touchant le mariage du Roi de Pologne. Affaires d'Oost-Frise. Défauts qu'on observe dans les nouveaux Plein-pouvoirs des Espagnols. Les Ministres François ne sont pas d'accord sur le tems de commencer la Négociation avec les Imperiaux. Ils donnent un écrit aux Médiateurs pour justifier leur conduite. Raisons de Monsieur Servien pour maintenir son opinion de donner une nouvelle proposition pour avancer la Paix. Raisons de Monsieur d'Avaux. Touchant le traitement des Députez des Etats Generaux, & des autres de l'Em-*

1645.

*l'Empire, & du Ministre de Savoye. Plaintes des Ecclesiastiques en Allemagne. On observera la Conduite des Imperiaux touchant le Ceremoniel. Touchant le fait du Cardinal de Valence, & les Affaires de Savoye. Complaisance de la Reine pour les Domestiques des Ministres d'Espagne à Munster. Leur entretien avec les Mediateurs, & nouvelle brouillerie entre eux. Ils presentent aux Mediateurs leurs Ecrits cachetez.*

MONSIEUR.

Ce qui se passe dans la communication des nouveaux Pouvoirs.

Leur Conference ou celle de Mr. d'Avaux avec les Ministres de Suede touchant les nouvelles propositions.

NOUS aurions redépêché ce Courier au tems marqué par notre précédente du onze de ce mois, si nous n'avions estimé devoir différer de quelques jours afin de vous rendre compte de ce qui se feroit passé en la communication des nouveaux Pouvoirs de nos Parties; de quoi nous remettons le recit à la fin de la presente, puisque dans le tems que nous la commençons, il nous reste de voir quelles conclusions prendront Messieurs les Mediateurs sur les notables défauts que nous leur avons représentés en celui des Espagnols; car pour l'autre des Imperiaux, il n'y a rien du tout à redire.

La premiere partie de cette Dépêche sera donc une suite de celle qui vous fût portée par Monsieur de Saint Romain, laquelle vous marquoit le prochain Voyage de l'un de nous à Osnabrug, tant pour communiquer aux Ambassadeurs de Suede les projets de nos nouvelles propositions, que pour leur faire trouver bon que nous les donnassions en la forme que nous les avons envoyez.

Après vous avoir dit en gros que celui-là y fût par eux reçu, traité & honoré avec toutes les plus avantageuses demonstrations qu'il pouvoit desirer pour le respect du Roi, nous y ajouterons en détail que la communication leur ayant été faite par une simple lecture dont on les fit contenter, quoique d'abord ils l'eussent demandée par écrit, leur sentiment fut, sur celle qui touchoit l'Allemagne comme les regardant le plus, que ce n'étoient plus des complimens qui produiroient aucun bon effet, d'autant leur sembloit-il, que pour bien négocier la Paix, il faudroit passer les conditions, du moins en termes generaux; que toutefois il n'étoit pas encore tems d'en venir là pour raison de l'absence de la plupart des Princes & Etats de l'Empire, & de la resistance de ceux qui sont présens qui conseillent d'en attendre au moins un plus grand nombre. Comme ç'a toutefois été sur cette consideration-là qu'ils ont fondé leurs difficultés d'entrer en matiere, ce fut aussi le point le plus debattu avec eux, en leur remontrant sur toutes choses que le retardement qui en procédoit est d'égale préjudice aux deux Couronnes, & peut donner lieu à leur susciter de nouveaux ennemis, ainsi qu'on s'en peut apercevoir par la Ligue dont on parle en Italie; & ce fut fort à propos que Monsieur Salvius s'étoit par un précédent laissé entendre qu'ils avoient eu avis d'une Intelligence & Union secrette du Pape avec Monsieur le Prince Thomas, à quoi il avoit encore l'œil; & là-dessus il leur fut vi-

vement remontré combien d'autant plus il importoit de commencer la négociation de Paix, afin d'ôter au Pape le pretexte sur quoi il pourroit former des desseins contraires à nos intentions. Mais parce qu'ils sont de ceux qui regardent le profit en ce qui les touche de plus près, ils persistent en leur premiere visée, & ce avec tant de perseverance en leurs sentimens, que deux reprises de Conferences de plus de trois heures chacune ne furent presque employées de part & d'autre qu'à soutenir chacun son opinion. Monsieur de Rorté, qui fut toujours présent à tout, rendoit bien la partie égale de deux contre deux, mais celle de Messieurs Oxenstiern & Salvius se trouva puissamment assistée par les Députés de Hesse, & d'autres Princes qui ont affection & intérêt avec les Couronnes Alliées, & tous ces gens-là étans consommés au maniement des affaires d'Allemagne, il fut mal aisé de résister à nos amis qui tendent à un même but que nous, & desquels en outre nous avons besoin pour y parvenir.

Ce fut donc par eux que les Suedois se trouvant pressés, se remirent habilement, en disant qu'à toutes extremitez il étoit à propos d'en avoir leur consentement, & qu'il ne faut espérer que les deux Couronnés & les Etrangers seuls fassent quelque chose de solide en Allemagne sans le concours des Princes & Etats de l'Empire: & comme ce fut au point de ménager l'agrément de ces Députés, ils firent tous de fortes remontrances pour cet effet, priant néanmoins avec grand soin qu'ils ne fussent point du tout nommez, parce que, si on les faisoit auteurs de ce conseil, ce seroit ruiner le credit qui nous sera nécessaire pour seconder ci-après leurs actions générales.

Celui de Madame la Landgrave de Hesse ajouta en particulier un extrait de Lettre venue de Cassel dont nous vous envoyons la copie, & celui de Lunebourg représenta aussi entre autres choses que ni lui ni les autres qui se voyent à Osnabrug, en petit nombre, n'oseroient pas encore se découvrir, mais que si les deux Couronnes laissent venir ceux des Electeurs & des Villes, ils ont ordre alors de parler comme personnes privilégiées, & de se transporter aussi à Munster, résolus d'agir tous ensemble avec autorité; qu'il faut au reste aider leur foiblesse présente puisqu'elle est accompagnée de bonne intention. Vous comprendrez assez de quelle sorte les Suedois sont attachez au sentiment de ne point entrer au Traité sans les Allemands, combien peu ils en hésitent & tiennent nos raisons foibles, quand vous saurez que Monsieur Salvius ne doute pas même de dire qu'il n'y a que les ennemis qu'il faut rendre coupables des justes causes de ce retardement. Qu'importe, disoit-il, que les ennemis nous en accusent ou fassent du bruit, tout cela est à mépriser, & il faudroit leur répondre, quand ils crient que nous ne voulons point de Paix, si fait nous la voulons, mais nous voulons vous battre auparavant. Il est à remarquer qu'en même tems que les Ambassadeurs de Suede parlent ainsi, leur armée entre en Boheme.

Il est certain toutefois que l'on ne s'est nullement aperçu que ce soit la cause pourquoi ils reculent, mais ils cherchent fort à complaire aux Etats de l'Empire, & presseront ce dessein-là sur l'opinion qu'ils pourroient acquerir le titre de bons Pacificateurs; & comme ils vont à leurs fins sans se mettre guere en peine par quel chemin ils y arriveront; tout ce que l'on a pu faire a été qu'ils semblent se restreindre à l'arrivée des Ambassadeurs de Mayence & de Brandebourg,

1645.

Et avec quelques Députés de l'Empire.

L'Armée Suedoise entre en Boheme.

Les Suedois cherchent à complaire aux Etats de l'Empire.

1645.

& des Députés du Cercle de Franconie. Ils se fondent pour les deux premiers sur le Traité préliminaire ; & sur la déclaration même de l'Empereur, lequel avoué que les Electeurs doivent être en part à cette Négociation avec lui, que c'est à cette fin que Mayence & Brandebourg ont été nommez pour intervenir à la Négociation d'Osnabrug, & partant ils maintiennent que par la confession propre des Imperiaux, & suivant la teneur dudit Traité préliminaire, l'Assemblée d'Osnabrug n'est pas complète, & qu'ils ne peuvent agir légitimement avec l'Empereur seul. Quant au Cercle de Franconie ils conseillent d'en attendre les Députés pour le bien des deux Couronnes, & en cela il semble qu'il n'y a point de faction de Religion, puisque ce Cercle est composé de Princes & États Catholiques aussi bien que de Protestans. Ce n'est pas que d'ailleurs ces deux Messieurs n'ayent donné assez de sujet d'ombrage par la grande partialité qu'ils ont pour leur Religion, l'envie de l'avantager par le Traité paroit assez quand ils se laissent entendre que l'équilibre des deux Religions seroit la sûreté de la Paix, qu'il faudroit aussi l'introduire dans le College Electoral, partageant les voix également des Catholiques & des Protestans ; que sans cela l'Empereur fera toujours le Maître dans le dit College, qu'il seroit expedient de faire aussi le même dans la Chambre de Spire & dans le Conseil de l'Empire qui est auprès de l'Empereur, & qu'il est fâcheux que ceux de leur Religion soient éloignés tant de l'un que de l'autre depuis le Regne du défunt Empereur. Par cela & par divers autres discours privez de Monsieur Salvius, il paroit quelle est son humeur particulière aussi bien que leurs pensées en général, mais ce fera à nous à s'en prendre garde en tâchant d'y apporter le remède & le temperament, quand tout de bon ils voudront mettre en avant telle proposition.

Pour revenir à leur dessein de dilayer, nous ne pouvons pas dire que pour cela ils ne soient très affectionnez pour la Paix, bien que Monsieur Contarini en prenne une toute autre opinion, en quoi nous croyons certainement qu'il se mécompte. Ce n'est pas une des moindres marques qu'ils vont du bon pied, de ce qu'ils ont résolu d'écrire fortement à Madame la Landgrave de Hesse, comme croyans bien que c'est de là principalement que vient la cause du retardement, & néanmoins pour ne la lui pas imputer toute entière, il est certain que les Députés de Mekelbourg, Brunswik, Lunebourg, & des Villes Anseatiques ont fait pareil office, & les mêmes considerations que ceux de Madame la Landgrave, desirans d'être tous en plus grand nombre pour s'entre-favoriser davantage. Ils demeurent d'autant plus fermes dans leurs sentimens sur l'attente qu'ils voyent un ébranlement de divers autres, pour venir mêmes en personnes, comme le Duc Guillaume de Weymar & le Prince d'Anhalt, & nous pouvions ajoûter aux Lettres qu'ils ont de plusieurs endroits la copie de celle que nous avons aussi naguere reçue, tant du Cercle de Suabe, que de la Ville de Francfort, lesquelles signifient bien les bonnes résolutions & spécialement la première exprimée en termes exquis des sentimens qui semblent devoir être encore meilleurs.

Il ne faut pas omettre en vous disant que la Suede ne paroît pas repugner à la Paix, de vous referer ce qui a été remarqué à Osnabrug fort manifestement, que Monsieur Oxenstiern a un très-grand desir d'avancer le Traité pour diverses raisons particulières, desquelles il s'est ou-

vert, fondées sur le changement arrivé en Suede, la Reine ayant pris en main le gouvernement ; parceque son intérêt seroit d'y être au plutôt pour y faire sa Cour & se rendre agréable, afin d'être favorisé dans le dessein qu'il a pour la charge de Chancelier qu'a son Pere, lequel étant vieil & caducque, il importeroit au fils d'être auprès de lui pour se prévaloir de son crédit & autorité pendant qu'il vit ; sachant bien qu'après sa mort il n'y auroit point d'apparence pour lui d'y parvenir ; bref quand on lui parle de la Paix, ces considerations qui lui sont toujours présentes comme importantes à sa fortune, lui font dire librement que personne n'a plus d'intérêt que lui qu'elle se fasse promptement.

Après avoir bien débattu avec les Ambassadeurs de Suede le point qui touche le delai du Traité, il fut passé à celui de sa sûreté par le moyen d'une Ligue que nous estimons nécessaire de faire avec les Princes d'Allemagne, de quoi ils demeurent bien d'accord, mais en y ajoûtant un si cela se peut ; car ils trouvent beaucoup de difficulté, & disent que les Princes n'oseront se l'igner contre l'Empereur, que ceux qui ont suivi son parti n'y voudront pas entendre, & que quand pour quelque intérêt present ils y auroient consenti, ils ne l'exécuteroient pas ; que la vraie & principale sûreté de la Paix, consiste en la continuation de l'Alliance entre les deux Couronnes & leurs amis & Confederez en Allemagne, & en la retention des bonnes Places en la Pomeranie & sur le Rhin. Il leur fut remontré que l'on pourroit encore ajoûter la dite union des Princes entre eux pour la durée de la Paix, & qu'ils prendroient les armes contre ceux qui la voudroient troubler ; ainsi sous ce terme général, sans nommer l'Empereur ou autres Princes, ils pourroient légitimement s'obliger ensemble à la manutention du repos public de l'Empire.

Voilà, Monsieur, ce qui s'est passé au regard du Traité général. Quant à la plainte des pourparlers particuliers de Pescheritz, dans laquelle on ne manqua, comme encore dans celle des pratiques en Angleterre, de leur faire remarquer une toute autre sincerité envers eux de notre conduite, ayans pris garde à leur communiquer les moindres choses pour ne leur pas donner d'ombrage ; ce qui fut expliqué en detail afin de faire plus d'impression, comme en effet ils le regurent avec agrément, & promirent que toute sorte de fidélité de leur part se trouveroit en l'observation de l'Alliance, mieux qu'ils ne firent au commencement de ce Pescheritz, & continuerent bien à recevoir toujours de la même sorte le petit reproche qu'on leur faisoit, lui donnant des noms de mocquerie, & le figurant comme un homme qui ne cherche que de l'argent, avec conseil que nous lui fissions aussi quelques gratifications pour avoir de lui quelque chose, puisqu'il se fourre partout, & qu'il a de bons avis, avec cet avertissement qu'il fera de tous côtez. Mais comme il fut reparti que ces gens-là servent quelquefois à porter parole, fonder & tenter une affaire, laquelle peut après être mise en meilleures mains, Monsieur Salvius conta un peu plus sérieusement tout ce qui s'étoit passé, il dit que dès la première fois qu'il vint en cette Ville de Munster, (en quoi nous remarquons que Monsieur le Cardinal qui nous en écrivit incontinent, avoit été fort ponctuellement averti) Pescheritz lui fit entendre adroitement qu'il s'étoit trouvé avec les Ambassadeurs d'Espagne, qui avoient parlé fort honnêtement du dit Sieur Salvius, & que s'il ne venoit point être inconnu, ils l'iroient visiter,

1645.

On projette une Ligue avec les Princes d'Allemagne.

Les Ministres Suedois promettent à ceux de France une inviolable fidélité.

Affaire de Monsieur de Pescheritz Envoilàire des Espagnols envers Monsieur Salvius.

Les Suedois souhaitent la conclusion de la Paix.

1645. que Monsieur Salvius lui demandant s'il avoit charge de lui dire cela, il répondit que non, mais que par occasion il lui faisoit rapport de la haute estime, en laquelle il est auprès desdits Ambassadeurs; qu'ensuite Pescheritz lui témoigna la grande disposition des Imperiaux & des Espagnols à la Paix, & donna aux François la cause du retardement, ajoutant que si la Couronne de Suede vouloit, il y auroit moyen de terminer la guerre à son contentement; qu'à cette parole Monsieur Salvius lui toucha de la main sur l'épaule, & lui dit, Monsieur le Colonel (car il l'a été) croyez-moi, ne vous ingérez point des affaires de ces Messieurs-là, je les honore fort aussi, mais je ne m'y fierois pas d'un poil, ce sont les termes qui ont leur grace en Allemagne. Pescheritz voulut repliquer, mais l'autre lui ferma la bouche.

Pour servir d'excuses à Monsieur Salvius,

Monsieur Salvius dit pour ses défenses qu'ayant reçu ce discours avec mépris, & n'y ayant pas depuis songé, puisque l'affaire n'avoit eu aucune suite, il avoit négligé de nous en parler, & promit d'en user autrement à l'avenir en pareille occasion. Monsieur Oxenstiern l'a encore rejeté plus loin, & dédaigné la personne de cet homme pour une telle entreprise, protestant que Pescheritz ne lui avoit jamais parlé que pour impetrer quelque emploi dans l'armée de Suede, outre plusieurs nouvelles qu'il lui communique, par où l'on peut remarquer l'extravagance de cet homme, ou bien qu'ayant été rebuté par Monsieur Salvius, il n'a pas osé faire les mêmes ouvertures à Monsieur Oxenstiern. Il leur fut donné à connoître que nous avions su l'affaire de chez Saavedra même, ce qui fut dit afin qu'ils sachent qu'en continuant l'on pourroit être averti.

Sur les Affaires d'Angleterre.

Le point de la Ligue que l'on dit avoir été par eux proposée au Parlement d'Angleterre fut touché plus sérieusement. Ils désavouent cette négociation, ou déclarent du moins qu'ils n'en favoient aucune chose, & qu'ils ne la croient pas. Mais comme on ne se tint pas à cette première réponse, & qu'on revint plusieurs fois à la charge avec témoignage de quelque ressentiment, ils avouèrent qu'un certain Ecoffois, nommé Morry, a passé de Suede en Angleterre, & qu'il peut bien avoir été chargé de quelques complimens, mais qu'assurément ils n'ont eu aucun avis, & ne trouvent point apparence qu'il y ait eu ordre de proposer une Ligue défensive. Il leur fut représenté combien ce nouvel engagement blesseroit l'Alliance, que la guerre de Danemark n'avoit déjà que trop divisé leurs forces, que si elle a été excusée, ou plutôt tolérée sur la nécessité pour les raisons qu'ils ont fait représenter à la Cour, celle-ci ne recevrait point du tout d'excuse, & desobligerait même le Roi pour la proximité qui est entre Sa Majesté & le Roi d'Angleterre, & pour d'autres intérêts. Monsieur Oxenstiern demeura ferme à nier constamment qu'il fût rien davantage que le contenu ci-dessus, mais dans une visite particulière Monsieur Salvius ayant encore été pressé sur ce sujet, se laissa encore entendre confidemment que cet Officier Ecoffois a fait quelques ouvertures pour maintenir & augmenter la bonne intelligence qui est de longue main entre eux, que ce n'est à autre intention que pour empêcher que le Roi d'Angleterre ne puisse envoyer des Vaisseaux de guerre qu'il a fait espérer au Roi de Danemark.

La Suede a des pratiques en Ecoffe & en Angleterre.

Nonobstant cette confiance, il semble à celui qui a parlé à Monsieur Salvius qu'il n'a pas encore tout dit, vu même que la Suede a toujours eu ci-devant de grandes pratiques en Ecoffe

& en Angleterre, pour le fait de la Religion. Monsieur le Chancelier Oxenstiern, & feu Monsieur Bannier ont eu beaucoup de part aux pressens mouvemens d'Angleterre, & cela donne sujet de croire que la Suede les foment encore aujourd'hui. La conclusion fut qu'ils en écriraient à Stokolm afin de nous en pouvoir éclaircir davantage.

Monsieur Oxenstiern montra une Lettre de Monsieur de Cerisantes, faisant mention de la même plainte qui lui a été faite par Monsieur le Cardinal. Ce qui vient bien à propos pour autoriser davantage le sentiment qu'on leur en témoignait. Ils ont comme laissé voir que toutes ces plaintes ralentiront le dessein qu'ils auroient pu former de ce côté-là, voyant qu'on le prend si à cœur. Nous avons fait part à Monsieur de Sabran d'une partie de ce que dessus, pour lui donner moyen de pénétrer au lieu où il est, en cas qu'il y demeure davantage.

Pour ce qui est du Mariage du Roi de Pologne, on leur a représenté que le Roi n'a pas pu se dispenser d'en faire parler, mais que cela ne les obligera nullement, & que même on a tiré parole du dit Roi de Pologne, qu'il ne s'offensera point d'un honnête refus, qu'à ce défaut il songe à prendre femme en France, qu'en un mot l'on ne l'entretient que pour le tenir toujours dans la Neutralité, & le rendre même favorable, s'il se peut, à la cause commune, dans laquelle les intérêts des Suedois sont compris. Ils ont répondu comme ne croyant pas que ce mariage se puisse faire, & ne se font pas opposer à ce que l'on en fasse quelques propositions de la part de la Reine: bien voudroient-ils que ce fut sans éclat, & ne faire une demande formelle, car il leur semble que le nom & l'autorité de Sa Majesté porte quelque engagement, & ont témoigné par leur contenance que l'on auroit bien pu s'en passer. Ce n'est pas aussi qu'ils y aient refusé, en sorte qu'ils s'en tiennent desobligez si on le fait, ils ont seulement montré qu'ils seroient plus aisés que l'on ne le fit pas.

Touchant le Mariage du Roi de Pologne.

Les avis que nous avons de Monsieur d'Estrade sur ce qui se passe en l'affaire d'Oostfrise, ne se rapportent pas aux bonnes intentions & dispositions que Monsieur le Prince d'Orange avoit témoigné pour son accommodement. Il en a été parlé aux Ambassadeurs de Suede, & on leur a fait trouver bon d'agir conjointement avec nous pour le dit accommodement, ils en ont écrit en fort bons termes, tant à Monsieur le Prince d'Orange qu'à Messieurs les Etats, & de peur que leurs Lettres ne se perdent, ou ne soient supprimées, comme ils croient que d'autres précédentes le furent l'été dernier, ils ont envoyé celle-ci au Sieur Spiring Resident de Suede à la Haye, avec charge de l'accompagner d'offices convenables.

Affaires d'Oostfrise.

Maintenant M. nous viendrons au fait des nouveaux Pouvoirs, & nous dirons que nos Parties, après avoir passé plus de quinze jours au delà du terme qui avoit été stipulé pour les rapporter, sans nous faire savoir qu'ils eussent les leurs, nous découvrîmes qu'ils prétendoient, auparavant les montrer, nous forcer à donner une autre proposition. Lorsque nous en voulûmes favoir la vérité de Messieurs les Médiateurs, ils eurent de la peine à s'en expliquer nettement, & nous dirent enfin, étans pressés de nous, qu'il est bien vrai qu'on y avoit voulu apporter cette condition, mais qu'ils ne l'avoient pas voulu accepter ni s'en charger en cette forme pour nous la faire savoir, que toutefois ils ne pouvoient pas se dispenser de nous

Défauts que l'on observe dans les nouveaux Plein-pouvoirs des Espagnols.



1645.

renouveler leurs instances pour nous disposer à passer plus outre dans la Négociation, & à faire quelque nouvelle ouverture, ce que nous jugeâmes devoir différer à une autre fois, & nous contentâmes de leur faire comprendre l'iniquité & l'extravagance d'une telle condition qui choquoit la dignité du Roi, ensemble la Justice & la Raison, en voulant nous faire acheter ce à quoi ils étoient obligez, & mettre à prix une piece qui, comme fondamentale du Traité, doit selon l'ordre en précéder avec franchise tous les autres actes.

Ils furent contraints d'accomplir ce dont eux-mêmes étoient en demeure, & de faire paroître au jour que le blâme, qu'ils pensoient nous donner du retardement du Traité, retombe bien plus justement sur eux; mais de ceci nous exceptons les Imperiaux, puisque Messieurs les Imperiaux nous ayans envoyé l'original de leur Pouvoir, nous le trouvâmes si conforme à la minute, que nous n'en fîmes pas seulement tirer la Copie, nous étant assez de celle qui nous étoit demeurée du projet concerté, laquelle nous vous avons envoyée en son tems; ce qui nous devoit aussi dispenser d'en joindre ici une autre, si ce n'étoit pour vous la remettre en main sans vous laisser prendre la peine de la faire chercher, en cas que l'on eût envie de la revoir.

Passans donc à l'examen de celui des Espagnols, nous y avons remarqué trois défauts fort essentiels & speciaux, outre & par dessus le général, de n'être pas conforme à ce qui avoit été convenu par l'entremise des Médiateurs, après avoir été débattu de point en point entre les Parties qui l'ont signé & confié en leurs mains pour l'assurance de la bonne foi qui se garderoit en l'accomplissement de ce qu'elles promettoient, comme nous nous en sommes ponctuellement acquitez & ensuite les Imperiaux.

Le premier défaut fait un singulier préjudice à la dignité du Roi, en ce que le titre de Sérénissime est donné deux fois à l'Empereur, & une fois celui de Sa Majesté, là où le Roi, non plus que la Reine, ne sont denommés que tout simplement, & peut-on dire que c'est avec mépris sans l'addition de ces termes de *miu caro y amado*, laquelle diffère encore en ce qu'étant mis aussi pour l'Empereur, la répétition de *a miu caro y miu amado* y est toute entiere. Nous n'avons pas manqué de faire nos réflexions sur cette variété, n'étant pas raisonnable d'en souffrir aucune qui tire leurs Majestez du pair avec l'Empereur, hormis en ce qui est de la précedence que de longue main on a voulu tolerer, sans qu'elle porte avec soi aucune supériorité, l'égalité auroit demeurant toujours en son entier: & ce défaut nous semble d'aurant plus desobligeant & affecté, que ces différences avoient été concertées ici en traitant de la reformation des Pouvoirs, en sorte que les Espagnols furent obligez de donner les mains, & de se soumettre à ce que l'Empereur & le Roi fussent traités également, comme il paroît par la minute qui en fut lors arrêtée.

Le second défaut passe la Ceremonie, & donne dans une autre conséquence très-préjudiciable à la sûreté de ce que nous aurions à négocier; c'est qu'à l'endroit où la faculté de traiter & conclure la Paix est donnée, vous verrez par la clause rayée dans la Copie-ci jointe, que le Duc de Medina de las Torres, & le Comte de Penaranda y sont nommément spécifiés, & les trois autres entendus seulement sous un terme. *Collecion de los demas Plenipotenciarios* c'est-à-dire, le Concours des autres Plenipo-

1645.

tentiaires, en quoi il se rencontre une ambiguïté qui ne se peut souffrir en une partie si essentielle; car en faisant la construction on ne sauroit comprendre si ces paroles *o por uno dellos*, c'est-à-dire, ou pour chacun d'eux, mises immédiatement après celles de *los demas Plenipotenciarios*, des autres Plenipotenciarios, se doivent rapporter à l'un des trois Députez qui sont désignez sous un nom commun, en sorte que le sens de cet article soit que l'Evêque de Bois-le-Duc, ou Saavedra, ou Brun pourront faire la Paix entre les susdits Duc & Comte, de dire aussi que les dites paroles, *o por uno dellos*, se doivent entendre de tous les cinq. Il n'y a point d'apparence que le Roi d'Espagne ait l'intention de laisser entre les mains du seul Saavedra ou de Brun, tout le pouvoir de conclure une affaire de telle importance, si les autres n'y étoient pas presens, comme il pourroit arriver, & que de cette heure il en manque trois. L'on seroit hors de cet embarras, si la clause avoit porté que tout ce qui sera fait par le Duc de Medina de las Torres, le Comte de Penaranda, l'Evêque de Bois-le-Duc, Saavedra & Brun, ou par l'un ou deux d'iceux, en l'absence, maladie ou empêchement des autres, & nous ne desavouons pas que cette clause se pourroit interpreter en la meilleure part, si nous avions affaire à des gens qui allassent nettement en besogne, & n'eussent de tout tems fait voir un esprit captieux dans toutes leurs négociations.

Sur la plainte que nous en avons faite à Messieurs les Médiateurs, ils ont bien cherché quelque explication favorable, mais nous leur avons fait avouer que s'il s'en peut admettre une bonne, il s'en peut aussi donner une contraire, & qu'en des matieres de telle importance, il faut éviter les obscuritez.

Le troisième défaut que nous avons observé est en la date, celle dont nous étions demeurés d'accord n'ayant pas été mise, d'où s'ensuivroit que tout ce qui se feroit fait en vertu du premier Pouvoir demeureroit invalide: convention par où il a été dit expressement que l'on tiendrait la premiere date, comme il s'est observé du côté de l'Empereur & du nôtre. Que si en Espagne on a considéré la nomination de trois nouveaux Plenipotenciarios, cela ne veut rien dire, puisque l'on peut presumer que le Roi d'Espagne, ait eu l'intention dès le commencement du titre d'Ambassadeurs extraordinaires pour Medina de las Torres, & Penaranda parce qu'il n'est question dans le Pouvoir que de celui de Plenipotenciarios. Il est certain encore que Saavedra & Brun furent les premiers d'avis de garder l'ancienne date sans quoi leur proposition de Paix, dont ils ont fait tant de bruit, est annulée, & voila comme le Compromis touchant la reformation des Pouvoirs, & en somme tout ce qui s'est traité jusqu'à present est inutile.

Les Médiateurs nous ont avoué qu'ayans remarqué ces défauts, & eux & les Espagnols avoient écrit en Espagne sur ce sujet.

Ils nous proposèrent pour expedient de traiter en vertu de la premiere Procuration, & que Saavedra donneroit une promesse de faire venir un autre Pouvoir en forme, dans laquelle promesse seroit inserée copie de la Lettre que le Roi d'Espagne lui a écrite, & dont ils nous ont fait voir l'extrait, par où il est dit en termes exprès avoir ordonné que le Pouvoir lui fût envoyé, conformément à ce qui avoit été convenu à Munster, sans autre difference, sinon qu'au lieu que ci-devant il en avoit donné un particulier à chacun de ses Plenipotenciarios, à present il les a tous fait comprendre dans un seul, change-

ment;

ment qui ne nous importe de rien, & sur lequel nous n'avons aussi fait nulle réflexion, mais ils n'ont pas fort insisté à nous faire accepter cet expédient, nous ayans assez fait connoître qu'ils font mal satisfaits comme nous. Nous n'avons pas manqué de leur exagérer de notre part le mépris que les Espagnols ont fait de leur médiation; seulement ils nous demandèrent si cependant nous demeurerions sans rien faire, à quoi nous répondimes que cela meritoit bien d'y penser. Notre opinion va néanmoins à ne point accepter cette nouvelle obligation des Espagnols, pour ne point perdre notre avantage, & comme à cette demande ils ajoutèrent celle de savoir si cette difficulté qui se trouve avec les Espagnols, nous empêcheroit de travailler avec les Espagnols ayant fait voir un autre Pouvoir, & cela sans nous engager à conclure un Traité avec les Imperiaux seuls, nous avons cru aussi que la jalousie que les Espagnols en prendront, sera un plus puissant moyen pour hâter l'envoi du Pouvoir aux termes qui sont nécessaires, sans nous fier à une seconde obligation de Saavedra & Brun, qui n'ont pas grand crédit en leur Cour comme nous le voyons bien. Il est vrai que le principal motif de notre résolution vient des ordres qui nous ont été envoyés de faire quelque chose avec les Imperiaux, pour donner ombrage aux autres. A ce respect des intentions de la Cour nous avons aussi ajouté la considération de Messieurs les Médiateurs qui nous y ont convié, mais avec cette réserve que nous avons bien remarqué, qu'ils ne veulent être connus pour Auteurs de cette résolution, ni que rien s'en fasse en leur instance, de crainte que les Espagnols leur imputent la cause d'une division du Traité entre les Imperiaux, & eux. Nous avons encore eu un autre regard aux Princes & Etats de l'Empire, qui sont en résolution de venir ici ou à Osnabrug, ou qui sont déjà en chemin pour s'y transporter, lesquels pourroient aisément différer leur venue lors qu'ils apprendront la difficulté qui se rencontre encore au Pouvoir des Espagnols, s'ils ne savoient en même tems que le Traité pour les affaires d'Allemagne n'est point retardé pour cela: en quoi l'Empereur, qui n'a point envie qu'ils viennent, trouveroit son compte, & les Espagnols seroient bien aises qu'il leur en eût l'obligation.

Les Ministres François ne sont pas d'accord sur le tems de commencer la négociation avec les Imperiaux.

Dans la délibération où nous sommes tous deux sur le tems auquel il faudroit commencer la négociation avec les Imperiaux, nous nous trouvons d'avis differents, & voici ce que chacun de nous en pense. Le Sieur Servien a toujours été d'avis de donner à Messieurs les Médiateurs, la proposition qui nous a été faite & envoyée de la Cour même dès l'arrivée du Courier qui l'a apportée. Il est vrai que Monsieur d'Avaux, & lui la première fois qu'ils l'avoient vûe ensemble avoient estimé qu'on y pouvoit changer quelque chose; mais le lendemain le dit Sieur Servien ayant relu & considéré exactement, en son particulier, toutes les Lettres & Memoires, & ayant remarqué en divers endroits que la dite proposition avoit été meurement concertée à diverses reprises, & que même toutes les paroles avoient été pesées par Messieurs les Ministres avec des termes si exprès, il estima qu'il n'étoit pas à propos d'y rien changer, & envoya pour cet effet dire à Monsieur d'Avaux par le Sieur Braslet que lors qu'il avoit été seul, il ne s'étoit pas trouvé si hardi que quand ils avoient été ensemble, & qu'il le supplioit de ne pas trouver mauvais, s'il étoit d'avis de donner la proposition en la forme qu'elle

avoit été envoyée, sans y ajouter, diminuer, ou changer. 1645.

Il est véritable que le dit Sieur d'Avaux, ayant pris la peine de venir au logis du dit Sieur Servien, lui représenta que si lui Servien persistoit en cette opinion, lui Monsieur d'Avaux ne demeureroit pas seul à contredire les ordres de la Cour, mais que nous ayant été donné pouvoir en divers endroits de la Dépêche, de changer à la dite proposition ce que nous estimions à propos, il croyoit que nous le pourrions faire sans qu'on le trouvât mauvais, & que le service de leurs Majestez nous convioit d'en user ainsi. Surquoi ayant souvent revu toutes les Dépêches ensemble, il fut résolu entre eux d'un commun consentement, de faire les changemens qui ont été faits à la dite proposition, dans la seule pensée qu'ils eurent, en usant de l'autorité qui leur avoit été donnée, de rendre la dite proposition plus efficace, se promettant que cette intention ne seroit pas desaprouvée des Superieurs.

Le Sieur de St. Romain fut dépêché sur cette résolution, & comme le principal sujet de son envoi fut de savoir ce que nous aurions à faire après que la dite proposition auroit été donnée, il fut toujours présumé, au moins par le dit Sieur Servien, que la dite proposition ne laisseroit pas d'être donnée, si ce n'est que les Suedois s'y opposassent formellement, & fissent connoître d'en recevoir quelque notable préjudice. Il témoigna toujours ce sentiment, & pour cet effet il fut résolu que Monsieur d'Avaux, auquel il touchoit de faire le Voyage d'Osnabrug, communiqueroit la dite proposition à Messieurs les Suedois, & leur feroit comprendre les justes raisons qui nous obligeoient de la donner au plus tôt.

Il fut même résolu, pour avoir plus de moyen de les y disposer, de ne la nommer pas une seconde proposition, en parlant à eux, mais de dire que ce n'étoit qu'une réponse aux écrits qui nous avoient été donnés par nos Parties, à laquelle ils n'avoient aucun intérêt ni aucune raison de s'y opposer, puisque ce n'étoit que les mêmes choses que nous avions dites de bouche à Messieurs les Médiateurs, lesquelles nous leur donnons aujourd'hui par écrit, pour les vouloir publier & nous justifier du blâme qu'on nous vouloit donner à Rome, & ailleurs du retardement de la négociation, & de ne vouloir pas sincèrement la Paix. Si bien que ne s'agissant pas encore d'enrainer par cette réponse de nouvelles matieres, nous eussions pu les faire aussi bien par écrit que de bouche sans leur communiquer, si nous n'eussions été bien aises de leur rendre cette déférence, & leur rémoigner une entière confiance jusques aux moindres choses, laquelle on leur pouvoit bien faire valoir.

Au retour d'Osnabrug Monsieur d'Avaux ayant rapporté que les Suedois n'étoient pas d'avis que la proposition fut donnée, & que les autres Députés d'Allemagne qui sont près d'eux étoient de leur opinion, le dit Sieur Servien n'a pas estimé pour cela qu'on dût changer la résolution prise, pour les raisons suivantes, lesquelles néanmoins il foumet à la censure des Superieurs & aux meilleures qui pourroient être alleguées, croyant bien que les uns & les autres, encore que contraires, ne laissent pas d'avoir un même but, qui est le service de leurs Majestez, où il n'est pas si presomptueux de croire qu'on ne puisse arriver par d'autres que par ceux qui lui sont connus.

Premièrement, parcequ'il s'agit, comme il a été dit, d'un ordre exprès de la Reine concerté meurement,

Ils donnent un écrit aux Médiateurs, pour justifier leur conduite.

Raisons de Monsieur Servien pour meurement.

1645. meurement à la Cour après une longue délibération, en laquelle on nous marque que les moindres paroles ont été pesées.

maintenir  
son opinion,  
de donner  
une nouvelle  
proposition  
pour avancer  
la Paix.

Qu'après cela & avoir déjà usé de la liberté qui nous a été donnée d'y ajoûter, retrancher, ou changer, il croit que ce seroit passer trop avant que d'en retarder davantage l'exécution, estimant même qu'elle n'a été que trop différée, sans toutefois en donner le blâme à personne.

Que l'envoi du Sieur de St. Romain n'a point été pour cela, mais seulement pour faire entendre les mouvemens que nous avons eu en donnant notre première proposition, rendre raison des changemens que nous avons pris la liberté de faire à la seconde, représenter l'état des affaires de par deçà avec l'inclination de tous les intéressez au Traité de la Paix, & sur tout pour savoir ce que nous aurions à faire après avoir donné la nouvelle proposition.

Que ce dernier point a été le plus important de tous, afin d'être bien instruits des intentions de la Reine, parceque la dite proposition ne pouvant pas longtems nous garantir des instances de Messieurs les Médiateurs, ils ne manqueraient pas de nous presser bientôt, ensuite d'une si favorable déclaration, pour nous faire venir à quelque chose de plus réel, & d'entrer plus particulièrement dans les points & conditions du Traité.

Que tant s'en faut que la recherche de cet ordre ait été résoluë entre nous en intention de différer la proposition qui nous a été envoyée, qu'aucontraire elle présupposé nécessairement que la dite proposition devoit être donnée, puis-que nous demandons d'être éclaircis de ce que nous aurons à faire après qu'elle l'aura été.

Que, selon le foible avis du dit Sieur Servien, il y a bien plus d'obéissance à exécuter ponctuellement une résolution prise & ordonnée par la Reine, qu'à en retarder l'exécution sous prétexte que l'affaire peut être mise de nouveau en délibération sur les Dépêches que nous avons faites, vu que, comme il a été dit, l'envoi du dit Sieur de St. Romain n'a point été fait pour cela, & que les articles de son Instruction portent expressément que dès le lendemain que la proposition aura été donnée, les Médiateurs nous presseront de passer plus avant; ce qui montre qu'on a toujours supposé que la proposition seroit donnée.

Que quand on n'y seroit pas obligé par devoir, il faudroit le faire pour l'évident avantage qui en doit réussir pour le bien du service de leurs Majestez, qu'encore que jusques aprèsent les intentions de leurs Majestez ayants été d'avancer sincèrement la Négociation, nos Parties, qui en effet l'arrêtent, ont eu assez de malice & d'artifice pour publier le contraire en divers lieux, & peut-être pour y faire croire leurs suppositions au préjudice de la vérité.

Que pour nous décharger du blâme que cette opinion nous peut donner, & nous garantir des résolutions qui pourroient ensuite être prises contre la France, il importe de donner aujourd'hui plutôt que demain la dite proposition qui fera cesser, au moins pour quelque tems, les plaintes de nos ennemis, donnera moyen à nos amis de justifier notre conduite, & tournera les indifférens en notre faveur, en fermant la bouche aux uns & aux autres.

Qu'encore que nous ayons tâché de payer de raisons Messieurs les Médiateurs, sur tous les retardemens qui sont arrivés jusques ici, nous avons bien reconnu qu'ils ont eu peine à les approuver, & que l'impatience qu'ils ont d'avancer

cer le Traité, leur fait absolument rejeter & condamner tout ce qui l'arrête.

1645.

Ils ne manquent pas de nous reprocher les esperances que nous leur avons données, qu'ils disent n'avoir point eu d'effet, & comptants soigneusement toutes les journées qui se sont écoulées depuis ce tems-là sans rien faire, ils remarquent le tems que le Courier nous a été dépêché de la Cour, que depuis son arrivée nous avons été quatorze ou quinze jours à faire la Dépêche de celui que nous envoyons.

Que de cette forte ne pouvant s'imaginer que nous ayons besoin de tant de tems pour faire nos Dépêches, ils croient que ce sont des longueurs artificieusement recherchées pour gagner tems, & ne rien faire, & qui pis est, ne pouvant croire que nous osassions retarder l'exécution des ordres de la Cour, on nous les avoit envoyez aussi précis qu'on le leur a témoigné, ils peuvent prendre opinion qu'il y a quelques secretes Instructions contraires aux ordres qui ont paru; sans quoi ils ne sauroient comprendre pourquoi nous marchons, avec cette lenteur, dans une affaire de si grande importance, & où ils estiment que les délais nous sont si préjudiciables, ni comment un ordre, duquel on leur a donné de si bonnes esperances en nous l'envoyant, ce qui a été fait dès le commencement de Janvier, n'a pas encore commencé d'être exécuté à la fin de Février.

Que lors qu'il a été résolu de communiquer la proposition nouvelle à Messieurs les Suedois, ce n'a pas été en intention d'en retarder l'exécution, ni d'en faire une délibération nouvelle avec eux, mais seulement pour leur communiquer les ordres qui nous avoient été envoyez avant que de les exécuter, & leur faire comprendre les justes raisons qui avoient mu la Reine à prendre cette résolution, dont les principales étoient de faire connoître la sincérité de ses intentions, & nous justifier du retardement qu'on nous vouloit imputer contre toute raison.

Que l'union & la confiance qui doit être gardée entre nous & les Suedois, ne doit pas aller jusques à les rendre entièrement les Maîtres de nos délibérations, ce qui doit encore moins être fait à l'égard des autres Députez des Princes d'Allemagne, principalement quand ni les uns ni les autres n'ont point d'intérêt aux choses qu'on veut faire, & que sans causer aucun préjudice elles nous peuvent beaucoup servir comme celle-ci.

Que tant s'en faut que la dite proposition puisse nuire ni aux uns ni aux autres, qu'elle n'est pas moins utile à nos Alliez qu'à nous, en ce que nous donnant moyen de faire cesser des résolutions qui pourroient être prises, & les Lignes qui pourroient être formées contre nous à la suscitation des Espagnols, elle nous tire de la nécessité où nous tomberions d'employer de nouvelles forces contre celles de cette Ligue dont il se parle tant, si elle venoit à éclorre; auquel cas cette diversion nouvelle ne nous laisseroit peut-être pas le moyen d'agir avec la même vigueur que l'on a fait jusques-ici en Allemagne & par tout ailleurs, dont par conséquent le contre-coup tomberoit sur nos Alliez.

Que l'on n'a pas compris ni par les discours de Monsieur d'Avaux, ni par celui de Monsieur de Rorté, que les Suedois se soient opposés formellement à la dite proposition, ni qu'ils se tiennent desobligés si nous la donnons contre leurs avis. Ils ont seulement représenté qu'ils ne croient pas à propos de la faire, sur l'opinion

1645. nion qu'ils ont prise qu'elle ne serviroit de rien, sans pretendre de nous imposer aucune necessité de suivre leur sentiment, & se remettent toujours à ce que nous voudrions faire: ce qui montre clairement que nous ne pouvons pas prendre prétexte sur la diversité qui est entre leur opinion & la nôtre, pour arrêter un ordre si precis & si utile que celui qui nous a été envoyé de la Cour, lequel même le dit Sieur Servien estime que nous n'avons pas droit de remettre en deliberation, après ce que nous y avons déjà changé.

Que cela paroît clairement en ce qu'ils ont dit que cette proposition n'étoit proprement qu'un compliment, ou la Preface d'un Traité, sur quoi on peut conclure demonstrativement contre eux qu'ils n'auroient donc point de raison de la vouloir empêcher, quand même ce seroit leur intention, puisque nous croyons qu'elle nous peut beaucoup servir, & par leur propre jugement, si c'est une Preface ou un compliment, elle ne sauroit leur nuire, & même nous l'aurions bien pu donner sans leur en parler.

Qu'il paroît encore plus visiblement que c'est plutôt l'avis de quelques Députez qui sont près d'eux, que le leur, en ce qu'ils ont envoyé exprès à Madame la Landgrave, pour favoir plus particulièrement sur quoi elle fonde l'opinion, qu'elle a qu'il faut encore attendre quelque tems sans rien faire.

Qu'il a sujet de croire que les autres Députez des Princes & Etats qui sont à Osnabrug, qu'on dit avoir été les plus contraires à la dite proposition, ou ne l'ont pas vue, ou n'en ont pas bien considéré la teneur, ou n'en ont pas bien compris le sens, parce que n'y ayant rien de général, & n'entrant point dans les choses réelles ni dans les Conditions particulieres du Traité, tant s'en faut qu'on doive craindre que cela retarde la venue des autres Députez, qu'on peut esperer avec raison qu'elle les hâtera tous de partir, puisque la plupart n'ont différé jusques ici leur venue que par l'apprehension de la dépense, & sur l'opinion qu'on leur avoit donnée qu'il ne se traitoit encore rien de solide à Munster & à Osnabrug.

Que si la dite proposition a été jugée ci devant necessaire & avantageuse, elle l'est aujourd'hui doublement, y ayant très-grand sujet d'apprehender que lorsqu'on aura dans toute l'Allemagne le manquement qui s'est trouvé dans le Pouvoir des Espagnols, l'opinion qu'on prendra que cet obstacle nouveau arrêtera de-rechef la Négociation, empêchera de partir les Députez qui sont encore chez eux, & fera peut-être retourner ceux qui sont en chemin, de crainte, comme il a dit, d'être obligez, après leur arrivée, de séjourner ici trop long-tems sans rien faire, la plupart des Princes & des Communautéz n'étant pas en état de supporter les dépenses longues & inutiles.

Qu'on peut legitiment soupçonner que le dit manquement du Pouvoir des Espagnols a été fait par artifice, afin que, par le bruit qui se répandra que la Négociation en sera arrêtée, cette venue des Princes qui leur déplaît si fort, & qu'ils apprehendent tant, soit ou différée ou bien rompue.

Que pour nous garentir de l'effet de cette malice, il n'y a point de meilleur moyen que de faire voir à toute l'Allemagne, que la Négociation n'est pas pour cela retardée avec les Imperiaux: mais pour tirer un bon effet de cette declaration, il faut ajouter les effets aux paroles, de crainte que les paroles sans effet, après

les diverses remises qui ont été faites, ne nous fassent plus de mal que de bien.

Que si après la promesse que nous avons faite à Mrs. les Médiateurs de continuer le Traité avec les Imperiaux, & que le manquement des Espagnols ne nous empêchera pas, nous nous contentons de leur dire que ce sera dans quelque tems, ce discours étant indefini, & le même que nous leur avons déjà fait autrefois, ils prendront pour une nouvelle défaite, & pour une preuve de desir secret qu'on leur a voulu faire croire que nous avons de gagner le tems de la prochaine Campagne sans rien faire, à cause que nous croyons nos affaires en bon état. Si bien que, pour les satisfaire, & fermer la bouche à tout le monde, l'unique remede est de leur remettre en même tems notre proposition entre les mains, laquelle étant publiée par les Copies que nous enverrons en divers lieux, fera voir que nous procedons de bonne foi, & que toute la faute est du côté de nos Parties, sans qu'ils puissent avoir de quoi se justifier.

Qu'il y aura même apparence de desabuser par ce moyen ceux qui ont eu quelque mauvaise opinion de nos intentions pour la Paix, lors qu'ils verront que le prétexte legitime du retardement que les Espagnols nous ont donné par le manquement de leur Pouvoir, ne nous a pas empêché de passer outre.

Que si nous ne donnons presentement la dite proposition, outre que nous en pouvons recevoir le préjudice qui a été allegué, la dite proposition étant si long-tems différée perdra toute sa grace & ne servira plus de rien, ou du moins viendra fort mal à propos quand on la voudra donner. Si elle contenoit des Conditions ou des décisions de la Paix, on pourroit avec moins d'inconvenient se tenir ferme, & y apporter tous les delais, mais puisque ce n'est qu'une declaration en termes generaux des bonnes dispositions de leurs Majestez pour la Négociation, il semble que l'on n'a déjà que trop tardé de la faire voir.

Que nous avons toujours promis à Messieurs les Médiateurs d'entrer plus avant en matiere, après que nous aurions reçu la réponse des Princes d'Allemagne, à la dernière semonce qui leur a été faite par les Suedois, & par nous, ou du moins quand le tems suffisant pour recevoir la dite réponse seroit passé; si bien que le delai necessaire pour cet effet étant expiré, il nous reste peu de moyens de nous exempter aujourd'hui de l'accomplissement de notre promesse.

Qu'il y a eu jusques ici deux avis contraires parmi ceux qui affectionnent nos Interêts. Les uns ont estimé que, pour obliger plutôt les Princes d'Allemagne d'envoyer ou de venir, il falloit arrêter entierement la Négociation, afin que voyant la Paix retardée par leur demeure, l'extrême desir qu'ils ont de la voir conclure les obligéât de se mettre en chemin. Les autres ont crû que, pour les y mieux convier, il falloit entrer promptement en matiere, afin que la crainte de voir avancer le Traité sans y comprendre leurs Interêts, les forçât de se hâter, à quoi ils seroient plutôt excités lorsqu'ils sauroient qu'on feroit quelque chose, que tandis qu'on ne feroit rien; qu'après avoir éprouvé depuis dix mois que notre premiere Lettre circulaire a été envoyée, & que le premier Compulsoire n'a de rien servi, il seroit desormais tems de recourir au second pour voir s'il sera plus efficace.

Que quand la dignité du Roi ne nous défendrait pas de soumettre entierement nos delibe-



1645.

rations aux sentimens de nos Alliez dont la plupart doivent être très-glorieux de son assistance, & les autres très-honorez de sa protection, la raison ne nous pourroit pas permettre de le faire, vû que chacun desdits Députez a beaucoup plus devant les yeux ses Interêts particuliers que celui du Public, & que tous en général sont beaucoup plus guidez par la faction de la Religion que par la raison d'Etat; desorte que si nous nous tenions dans une si grande dépendance que nous ne puissions donner autre mouvement à nos conseils & à nos résolutions que ceux qui viendront de nos amis, ou nous nous plongerions dans un abyme d'inconvieniens, en nous embarrassant dans leurs plaintes, ou nous nous trouverions insensiblement obligés à former des desseins, que la conscience de leurs Majestez ni notre devoir ne permettent pas de favoriser.

Que si nous ne donnons presentement ladite proposition, on sera presque ci après forcé de la supprimer, à cause que la réponse de la Cour, sur la diversité presente de nos opinions, ne sauroit arriver de près d'un mois, après cela il faudroit huit ou dix jours selon l'opinion contraire pour en communiquer derechef aux Suedois, n'y ayant pas plus de raison de le faire alors sans leurs amis que maintenant. De cette sorte il se trouvera qu'une proposition qui nous a été envoyée dès le commencement de Janvier ne sera donnée que dans le mois d'Avril, ce qui nous mettra dans une extrême peine de justifier une si longue demeure, tant à Messieurs les Médiateurs, qu'au reste du monde; vû même que la convention pour laquelle nous nous sommes obligés d'avancer la Négociation, en attendant la venue des Pouvoirs, est de deux mois auparavant.

Qu'enfin lorsque la réponse de la Cour sera venue, quand elle nous ordonneroit de donner ladite proposition, il ne sera plus tems de le faire, parce que les Suedois n'étans pas résolus d'en donner une semblable, & voulans entrer dans le détail plus solidement & plus particulièrement suivant les Memoires que nous avons ci devant envoyez, il faudra necessairement ou que nous les priions de différer la leur encore quelque tems, lequel par conséquent se passera inutilement, ou que nous ayions le déplaisir de voir qu'ils s'avanceront sans nous, & qu'en même tems qu'ils entreroient efficacement en discussion du Traité dans ses veritables Articles, nous nous tiendrions encore sur les paroles générales; ce qui sera sujet à une mauvaise interpretation; ou bien, comme il a été dit, qu'en supprimant ladite proposition nous en fassions une aussi substantielle & particuliere que la leur, & qu'on ne l'aura peut-être pas trouvé bon à la Cour, où jusques à present la maniere, que les Suedois ont proposée d'entrer en matiere, n'a pas été entièrement agréée.

Pour conclusion, quoique ledit Sieur Servien reconnoisse que son avis ne peut pas être presentement suivi, puisque celui de Montieur d'Avaux est contraire; il a crû être obligé pour sa décharge de dire les raisons du sien, afin que s'il y a du retardement à l'exécution des ordres de leurs Majestez, & qu'on en reçoive quelque sorte de préjudice, il ne puisse pas lui être imputé, puisque, s'il étoit crû, l'on donneroit au premier jour aux Médiateurs la proposition qui nous a été envoyée de la Cour. Celle qui est destinée pour les Imperiaux leur pourroit être délivrée presentement, celle des Espagnols demeureroit cachetée au pouvoir desdits Sieurs Médiateurs, jusques à ce que les Espagnols eus-

TOM. II. PART. II.

1645.

sent satisfait à la convention du 20. Novembre dernier. En même tems on donneroit avis aux Suedois, & aux autres Alliez des raisons qui nous auroient obligé de prendre cette résolution, dont la principale seroit l'aprehension que le Pouvoir défectueux des Espagnols ne fit croire dans l'Allemagne que la Négociation est rompue, si on n'en faisoit en même tems quelque démonstration contraire.

Cette raison seule seroit capable de faire connoître aux Suedois que, depuis l'entrevue qu'on a faite avec eux, on a eu de nouveaux sujets de ne déferer pas à leurs sentimens, ou en tout cas on les pourroit contenter en les assurant que la proposition réelle, qui doit suivre celle-ci, ne sera faite que d'un commun consentement, & après avoir été bien concertée entre nous. Mais certes nous nous imposerions une Loi trop severe, s'il ne nous étoit pas permis de faire un simple compliment sans eux, vû même que de notre côté, ils ne nous traitent pas dans une circonspection pareille.

Cet expedient produiroit plusieurs bons effets tout-à-la-fois, satisferoit les Médiateurs & le Public, mettroit sur pied une négociation avec les Imperiaux seuls, qui, par l'ombrage qu'en pourroient prendre les Espagnols, les rendroit plus traitables & plus sîcères, nous exempteroit de faire aucune nouvelle convention avec eux, qui ne pouvant pas être plus valable que la premiere, ne laisseroit pas de nous ôter le grand avantage que nous donne aujourd'hui leur manquement, dont nous pouvons nous prévaloir à Rome, & en beaucoup d'autres endroits. L'on ne romproit pourtant pas commerce avec eux, mais l'on mettroit avec indifférence les affaires en état, que la Négociation pourroit être rétablie lorsqu'ils auroient réparé les contraventions qu'ils ont faites à leurs promesses; ce qui seroit voir à tout le monde qu'on leur offre la Paix, mais qu'on ne se soucie pas beaucoup qu'on ne l'accepte pas, & ledit Sr. Servien croit Messieurs les Suedois si raisonnables, qu'il s'obligerait volontiers de leur aller faire approuver cette résolution, ou de leur fermer la bouche par des raisons démonstratives, n'y ayant pas d'apparence qu'ils prétendent nous assujettir à suivre leurs opinions, plutôt que la nôtre, dans nos propres interêts, principalement en une occasion qui n'est pas fort essentielle.

ET MOI D'AVAUX n'ai pas été de cet avis pour les raisons suivantes.

Raisons de  
M. d'Avaux.

J'écrivis amplement d'Osnabrug à M. Servien, tout ce qui s'étoit passé aux deux premieres Conférences avec les Ambassadeurs de Suede, & y ajoutai que Mr. de Rorté & moi ne pouvions pas résister davantage aux raisons qu'ils apportent pour surseoir encore quelque tems, vû même que ces raisons étoient fortement soutenues par tous les lieux. Après cela je demurai encore trois jours à Osnabrug, Mr. Servien a eu tout le loisir de me faire savoir s'il étoit d'avis contraire, il ne l'a pas fait.

Etant revenu à Munster je lui fis entendre tout ce qui s'étoit passé, & comme je n'avois rien voulu résoudre que sous son bon plaisir, ayant déclaré bien expressément aux Ambassadeurs de Suede, que je lui ferois le rapport du dessein qu'ils avoient de différer deux ou trois semaines, au bout duquel tems ils viendroient en cette Ville de Munster, pour conférer avec nous sur la proposition qui seroit à donner de part & d'autre. Que si M. Servien n'approuvoit pas ce délai, nous leur en donnerions avis incontinent après mon retour.

En prenant congé d'eux je leur repetai la

G 2

mê-

même déclaration en présence de Mr. de Rorté, & les pria de ne tenir point la chose pour conclue, si mon Collegue y trouvoit quelque difficulté, laquelle en ce cas nous leur ferions savoir promptement par ledit Sieur de Rorté.

Je n'y pouvois pas agir avec plus de déférence envers Mr. Servien, ni avec plus de précaution envers les Suedois, & néanmoins l'un & l'autre m'a fort mal réussi.

Je rendis compte de toutes ces particularitez à Mr. Servien; il ne s'opposa point aux sentiments de nos Alliez, tant s'en faut il en approuva les raisons.

Toute la semaine s'est passée entre nous dans cette même assiette d'esprit, & je n'ai pas vu la moindre apparence contraire, quoique nous ayons été tous les jours ensemble.

Mais Dimanche dernier comme nous dictions les points d'une dépêche au Sr. Brassé, voila une opinion qui s'élève, Mr. Servien se met à dire que les Suedois sont nos Alliez & non pas nos Maîtres, qu'il est nécessaire que nous donnions notre proposition aux Imperiaux pour ne point rebutter les Princes d'Allemagne, lesquels autrement pourrout s'imaginer que nous ne voulons point de Paix.

Que Messieurs Oxenstiern & Salvius ayants dit que cette seconde proposition que nous avons dessein de faire n'est qu'un compliment, ils n'ont point d'intérêt qu'elle soit faite plutôt ou plus tard, que c'est seulement pour nous mettre à couvert des reproches des ennemis, des Instances des Médiateurs, & de la Ligue qui se pointe en Italie, bref qu'il étoit d'avis de donner ladite proposition sans plus attendre.

Je lui représentai qu'après avoir acquiescé, comme il a fait, aux desirs & aux remontrances des Ambassadeurs de Suede, & ne leur avoir rien mandé de contraire pendant neuf jours, ce seroit leur donner grand sujet de plainte, si nous allions tout d'un coup entrer en négociation avec l'Empereur sans les en avoir avertis, qu'au moins il seroit nécessaire de leur communiquer notre dessein, & de leur faire entendre pourquoi nous ne pouvions plus différer; mais de commencer par l'exécution & choquer tout d'une main les Suedois, les Hessiens, & plusieurs Etats de l'Empire, que cela me sembloit périlleux, entièrement contraire aux ordres de la Cour qui nous obligent d'agir de concert avec les Ambassadeurs de Suede jusques dans les moindres choses.

Monsieur Servien repliqua qu'il persistoit à donner présentement notre proposition & qu'il s'offroit de partir le lendemain pour nous justifier envers les Ambassadeurs de Suede.

Je dis qu'il pourroit aller à Osnabrug, mais qu'il seroit à propos que ce fût auparavant pour déclarer à ces Messieurs que nous sommes forcés de donner la proposition, ensuite de quoi nous le pourrions faire plus légitimement.

Je pria aussi M. Servien de trouver bon que je n'allasse plus seul à Osnabrug, d'autant que les délibérations où il ne se trouve pas n'ont point d'effet, & donnent toujours matière à quelque contestation.

Il en arriva ainsi lorsqu'il ne pût recevoir Messieurs les Médiateurs chez lui, & qu'il me fit savoir que je pouvois traiter avec eux touchant la forme du Compromis que l'on devoit mettre entre leurs mains. Ce qui réussit de cette Conférence ne fut qu'une longue dispute qui retarda les affaires de quatre semaines, avec beaucoup de mécontentement desdits Sieurs Médiateurs, & au bout de ce tems il falut changer ce qui avoit été fait. Maintenant que nous a-

vons conféré Mr. de Rorté, & moi avec les Ambassadeurs de Suede, & que j'en ai rendu compte à Mr. Servien de bouche & par écrit sans qu'il y ait apporté d'obstacle, il juge à propos de changer la face de l'affaire, & même auparavant que d'en avoir averti lesdits Ambassadeurs. Il pourroit se souvenir qu'au Voyage qu'il fit ci-devant à Osnabrug il arrêta plusieurs choses d'importance; & que je n'en ai déconcerté pas une, non plus que quand il a traité seul avec les Médiateurs pendant une maladie qui m'empêchoit de travailler avec lui.

Que les Ambassadeurs de Baviere sont arrivés.

Que ceux de Brandebourg sont aux portes de la Ville.

Que nous avons des réponses très-favorables du Cercle de Suabe, de l'Evêque de Wirzbourg & de la Ville de Nuremberg, qui assurent tous qu'ils enverront ici leurs Députés sans plus de délai.

Qu'enfin les absents se mettent en état pour venir, & les présents demandent avec instance qu'on attende leurs Confreres.

Que les Ambassadeurs de Suede me déclarent qu'ils s'achemineroient ici dans trois ou quatre semaines au plus tard, & qu'alors nous résoudrions tous quatre ensemble quelle proposition il faudroit donner afin qu'elle fût faite à Munster & à Osnabrug, d'une même reneur.

Que déjà deux semaines se sont passées depuis que je suis revenu d'Osnabrug, & partant qu'il n'y auroit plus que quinze jours à patienter pour faire les choses avec ordre & avec le bon gré des Suedois.

Qu'une autre considération nous obligeoit, ce me semble, d'en user ainsi, puis qu'ayant dépêché à la Cour Mr. de St. Romain sur ce sujet, & ayant eu avis qu'il y étoit arrivé, nous recevions par le même Ordinaire, un ordre de votre part, ou une relation dudit Sieur de St. Romain qui nous donneroit moyen d'agir avec plus d'assurance.

Qu'il est bien vrai que nous avons mandé par le Sieur de St. Romain, que nous donnerions la proposition si les Ambassadeurs de Suede y consentoient, mais qu'ils n'en font pas demeure d'accord, & pour nous, qu'après avoir différé trois semaines, je trouvois un peu de précipitation à résoudre l'affaire, à la veille d'en apprendre le sentiment de nos Supérieurs, & d'en avoir le consentement des Alliez de France.

Qu'au fond la proposition ne contient pas des choses si générales qu'elle n'entre un peu dans la matière, & que des Médiateurs de telle capacité & vigilance que sont les nôtres, ayans cela en main, sauront bien introduire quelque négociation entre les Imperiaux & nous; d'où il arrivera que nous traiterons de paix à Munster, sans qu'on fasse le semblable à Osnabrug, qui est, à mon sens, un mauvais commencement.

Qu'en déclarant à Messieurs les Médiateurs que pour faire voir la sincérité avec laquelle nous voulons la Paix, les défauts qui se rencontrent au nouveau Pouvoir d'Espagne ne nous empêcheront pas, en attendant qu'il soit réformé, de commencer la négociation avec les Imperiaux, nous aurions suffisamment pourvu à l'inconvénient qu'on allégué: car si les Etats de l'Empire étoient capables de surseoir la marche de leurs Députés, quand ils auroient entendu que le Pouvoir d'Espagne est encore défectueux, ils les auroient fait partir plus diligemment & avec joye, quand ils auroient su ce que nous aurions déclaré aux Médiateurs, & que nulle

1645.

autre cause, que leur absence, n'arrête le Traité entre l'Empire & les deux Couronnes de France & de Suede. Nous avions encore un moyen très-assuré pour éviter que le défaut du Pouvoir d'Espagne n'arrêtât l'envoi de leurs Députés, il n'eût fallu leur écrire que la même chose que nous aurions dite aux Médiateurs, selon qu'il est porté ci-dessus.

Que d'avoir pris une telle résolution, non seulement au préjudice de l'arrêté fait à Osnabrug, agréé par M. Servien, mais sans l'avoir au moins déclaré aux Plenipotentiaires, ni aux Députés de Hesse, de Lunebourg, & de Mecklenbourg, de Lubek, de Hambourg & de Bremen qui avoient tous demandé un peu de surseance, ni même à Monsieur de Rosenhan Résident de Suede, ni à Monsieur de Croissi qui sont tous deux ici & font partie de cette Assemblée de Munster, il semble que ce n'est pas une bonne conduite.

Le respect que je porte à Monsieur Servien, la connoissance que j'ai de son mérite & de son credit, la résolution que j'ai prise, & que j'ai mandé à la Cour, de lui représenter mon sentiment sur les affaires, & puis de me conformer au sien, l'inutilité des remontrances que je lui ai fait pendant quatre jours, & la fermeté avec laquelle il a maintenu son avis, jusques à m'abandonner en présence de Messieurs les Médiateurs, & passer ouvertement de leur côté, toutes ces choses m'obligent enfin à lui donner mon consentement mercredi au soir, après avoir longuement soutenu l'effort de leurs raisons & de leur autorité. Ce ne fut pas néanmoins sans leur déclarer à tous trois que je me laissois conduire contre mon gré dans un chemin périlleux, & que pour y faire un pas plus vite, il étoit à craindre que l'on ne tombât dans quelque inconvénient qui retarderoit les affaires plus que l'on ne les auroit avancées.

J'ajouterai que si Monsieur Servien avoit vû & entendu les mêmes choses que moi lorsque j'ai été à Osnabrug, il ne presseroit pas si fort une résolution qui déplaira à tous nos amis. Je ne voulus pas dire plus clairement qu'il avoit peu de soin de l'honneur de son Collegue, en détruisant ce que j'avois fait par son aveu, sans en vouloir seulement avertir ceux avec qui j'ai traité. Je veux bien que cela me decroite dans l'Assemblée d'Osnabrug, comme l'on a ci devant essayé de faire dans celle de Francfort, pourvu que l'on ne m'oblige pas à défendre une action à laquelle j'ai résisté de tout mon pouvoir, & à mettre sur mon compte un manquement de parole dont je pretens me justifier si les Ambassadeurs de Suede m'en accusent. Autrement je me chargerois & contre vérité d'un blâme qui ruineroit toute la créance que je puis avoir parmi eux, & tout le service que je puis rendre au Roi en ces quartiers ci.

Nous devons après tout cela vous rendre compte de ce qui s'est passé au sujet du traitement des Ambassadeurs tant de Messieurs les Etats que des Electeurs, & vous dire, M. qu'en conformité de ce qui nous a été ordonné de la Cour, nous avons fait comprendre à Mr. l'Evêque d'Osnabrug, (lorsqu'il nous est venu faire des remontrances sur le retardement de notre déclaration en se laissant entendre qu'après que cela a depuis longtems arrêté à quatre lieues d'ici ceux de Baviere, ils pourroient se refoudre enfin de se retirer entièrement) que le Roi ayant pris résolution depuis plus de quatre mois de les traiter favorablement, cette connoissance après avoir passé à Vienne, y avoit aussi fait refoudre l'ordre qui a été envoyé au Comte de Nassau

& au Docteur Wolmar, de traiter, comme ils font ceux de Venise, les Ambassadeurs des Electeurs, qui par conséquent étoient redevables à Sa Majesté de cet honneur, & que nous les traiterons comme ils se contenteront de l'être par les Imperiaux, moyennant aussi qu'ils ne fassent rien plus à l'endroit de ceux-là qu'avec nous.

Or comme nous avons été bien précisément affurez, après diverses enquêtes où M. le Nonce nous a fort aidé, & que nous avons aussi sù par la bouche d'un Gentilhomme, que nous a envoyé le Comte de Witghestein, Ambassadeur destiné ici de la part de l'Electeur de Brandebourg, que le dit Comte avoit reçu une Copie de l'ordre envoyé par l'Empereur au Comte de Nassau, & au Docteur Wolmar, de les traiter tous comme Venise, pour la main & l'accompagnement, n'y ayant différence entre eux que pour les titres que l'Empereur entend de demeurer dans la forme, qui s'observe aux Diettes Imperiales entre les Comtes, Barons & autres, ce qui est seul cause du changement arrivé depuis le premier ordre, quoique M. Contarini s'en soit persuadé davantage pour le desir qu'il auroit que cela fût: nous avons estimé que n'y ayant plus rien à ajouter pour le regard des Electeurs, il étoit à propos de donner promptement avis à Monsieur d'Estrade, de ce que nous ferons avec Messieurs les Etats sans plus de restriction à la premiere visite, puisque votre Dépêche du vingt huit Janvier, fondée sur une résolution du Conseil, nous en donne la permission, & que par là demeurent supprimées les conditions que portoit la Lettre du Roi, qui nous fut envoyée par ledit Sieur d'Estrade aussitôt qu'il fut arrivé à la Haye.

Nous avons donc usé d'une telle précaution pour mieux faire valoir à Messieurs les Etats la grace que Sa Majesté leur fait, & par conséquent la reçoivent avec plus de ressentiment & d'obligation, car comme ils l'ont demandée depuis si long-tems, & avec tant de persévérance, voire aussi avec opinion que cela leur étoit comme acquis, par ce qu'ils disent s'être pratiqué en 1609. le meilleur est que, dans la considération où ils sont aujourd'hui auprès du Roi, ils croient être les premiers par qui on commence de leur ôter ce dégout de les faire suivre les autres. Pour cet effet nous avons fort prié Monsieur d'Estrade, de leur bien faire comprendre que la part que les autres auront en ce traitement ne sera que par leur considération, & que par l'estime & affection que Sa Majesté a pour eux, elle s'est laissé engager dans cette nécessité & conséquence que nous leur avons allegué dès lors que nous passâmes à la Haye, de donner un pareil traitement à d'autres qui ne l'avoient pas encore, & au lieu que si nous differons davantage, & qu'il vint quelques Ambassadeurs d'Electeurs dont en voila deux en chemin, ces Electeurs ou ceux de Hollande pourrout differer leur venu encore plusieurs mois, ils auroient sujet de croire que bien loin de donner l'exemple, ils le prendroient des autres avec qui ils compètent. Nous lui avons même fait entendre que nous avons tenu la main au retardement des Electeurs jusques à ce que nous fussions ce que Sa Majesté auroit voulu refoudre en leur faveur.

Outre cette raison de nous hâter à donner cet avis audit Sieur d'Estrade, nous en avons colligé une autre de ses Lettres propres, en ce qu'il nous a marqué premierement qu'étant en contestation avec Messieurs les Etats sur la premiere visite, la Province de Hollande faisoit

1645.

1645.

grande force contre l'avis de M. le Prince d'Orange & des autres Provinces; sur quoi il nous a semblé le devoir delivrer de cette contestation avant qu'il vienne rien à la connoissance de ces Messieurs-là de ce que nous ferions pour ne leur pas laisser penser au préjudice de la creance qu'il a parmi eux qu'il fût homme à opiniâtrer des choses qu'ils apprendroient bientôt être hors de difficulté, & de plus il nous mandoit que Mr. le Prince d'Orange avoit eu avis de l'ordre donné aux Imperiaux, quoiqu'il y eut quelque chose en son information, laquelle portoit que les Ambassadeurs des Electeurs seroient traitez comme ceux d'Espagne, car il n'a été parlé que de Venise; que cela & le traitement que toute l'Assemblée a fait à l'Evêque d'Osnabrug, avoit porté ledit Sieur Prince à lui déclarer que Messieurs les Etats ne vouloient pas admettre de difference. Nous l'avons éclairci pour faire connoître à S. A. la verité de notre procedé, que nous n'avons point agi avec ledit Evêque comme Ambassadeur du College Electoral, mais bien comme tous les autres de cette Assemblée, par consideration pure & simple de sa naissance par laquelle il est Prince de l'Empire premiere-ment, & puis par les Etats qu'il y possède. En le conviant de rendre ses offices, nous l'avons prié aussi d'y tenir le même ordre qu'il avoit eu de la Cour, de commencer par ledit Sieur Prince, & d'en remettre en ses mains la conduite & le ménagement pour en tirer tout le gré qu'il voudra de M<sup>ms</sup> les Etats.

Quant au susdit Comte de Witthestein, nous avons bien précisément fait entendre à son Gentilhomme que M. l'Electeur de Brandebourg ayant lieu d'espérer de nous ce qu'il desire, il étoit bien aussi qu'il s'en rendit digne, sans se plus attacher à cette mauvaise formalité, dont les quatre Electeurs Catholiques se sont departis de ne point traiter le Roi de Majesté. Il nous a fait espérer que cela ne recevrait plus nulle difficulté de sa part; nous en tirerons une plus précise resolution quand ledit Comte sera plus proche de cette Ville.

Et du Mi-  
nistre de Sa-  
voye.

Monseigneur le Marquis de St. Maurice est aussi à une lieue d'ici, attendant de voir ce qui se fera pour les Electeurs. Nous avons fait connoître au Sieur President de Chambery qu'il nous envoya dès qu'il fut arrivé, ce qui est des bonnes intentions du Roi, de la confiance que nous aurons avec lui, & du soin que nous apporterons dans tous les interêts de Madame la Duchesse de Savoye.

Plaintes des  
Ecclesiasti-  
ques en Alle-  
magne.

Nous vous donnâmes compte par la Dépêche que vous a porté Mr. de St. Romain, de ce que Mr. le Nonce nous avoit représenté sur les menaces dont les Ecclesiastiques du pais de Wirtemberg étoient allarmés. Depuis il nous a parlé de la plainte que faisoient ceux du Chapitre de Spire de ce que M. le Maréchal de Turenne leur avoit ôté leur grande Eglise pour y faire le préche. A cela il a tout de nouveau ajouté une vive remontrance de combien étoit contraire à la pieté de leurs Majestez, & à leur vrai zèle pour notre Religion, la déclaration faite par ledit Sieur Maréchal en faveur de ceux de la Religion prétendue réformée, sous ombre de remettre dans le Palatinat la liberté de conscience. A quoi on estime qu'il en pouvoit demeurer là, sans passer jusques au rétablissement des prérogatives qu'il se trouvera sans doute avoir été usurpées par les Calvinistes en plusieurs endroits; ce qu'il fait passer encore jusques à leur donner la préférence, en faisant tout cela sous le nom & autorité de la Reine. Comme nous n'en favons que ce qu'il nous en a dit, en

nous donnant la Copie ci enclose de la dite déclaration, nous n'avons fû que lui repondre, sinon que nous avions peine de croire que cela fut du fû de la Reine, & que nous en écrivions à la Cour. Nous vous supplions de nous faire savoir ce qui s'est passé, afin que s'il en est quelque chose, & qu'il y ait des raisons pour-quoi l'on n'a pas plutôt laissé faire ces changemens aux Officiers du Prince Palatin que de Sa Majesté, nous tâchions de les mettre à profit.

Ce que nous venons de vous représenter sur le traitement des Ambassadeurs servant de réponse à ce qui en est porté en votre penultième Dépêche, nous y ajouterons seulement, au sujet de l'observation que vous jugez fort bien devoir se faire de la conduite de ceux de l'Empereur envers ses Electeurs, que l'on aura quelqu'un qui prendra garde de si près jusques où se fera la reception & l'accompagnement, que nous tiendrons très-exactement les mêmes mesures. Mais nous espérons que nos considerations, pour ne pas faire semblant de retarder la venue de ceux de Messieurs les Etats, & l'observation des Traitez, seront approuvées, puisque leurs humeurs sont assez déifiantes pour s'imaginer que ce fût à route autre fin. Nous aurons sur routes choses très-exacte correspondance avec Mr. d'Estrade, auquel par nos dernières Dépêches nous avons touché assez fortement l'importance de ramener à un meilleur concert avec Mr. le Prince d'Orange & les autres Provinces celle de Hollande afin que cela ne retarde point les desseins de la Campagne. Peut-être que ledit Sieur Prince ne sera pas lui-même marié que la dite Province voye que nous en remarquons les inconveniens & le défaut que cela peut apporter du côté de Messieurs les Etats à l'observation des Traitez qu'ils ont avec la France, car à present qu'ils n'ont plus de plaintes à nous objecter, ni à protester des mauvaises satisfactions de leurs Peuples sur le traitement qui leur est accordé, il nous semble qu'on les peut presser avec moins de scrupule sur les choses qu'ils doivent faire. Ce ne sera pas sans doute que vous ne soyez bien averti des efforts qui se font en Brabant pour la Guerre de cette année, que nous ajouterons à ce que nous vous en avons déjà mandé par ci devant que tout de nouveau Mr. Contarini nous les a confirmés, étant averti de bonne part que les préparatifs y sont grands. Il nous est aussi mandé d'ailleurs que le Duc de Lorraine & Lamboy travaillent fort à leurs levées.

Nous vous rendons grâces très-humblement de l'information, qu'il vous a plu nous donner de ce qui s'est passé à l'endroit de Monsieur le Cardinal de Valence, & de celle que vous avez ajoutée par la vôtre du quatrième de ce mois sur les propositions faites à Madame de Savoye, dont vous remarquez fort bien les extravagances.

Touchant le  
fait du Car-  
dinal de Va-  
lence, & les  
affaires de  
Savoye.

Nous avons donné part de tout à ces Messieurs les Médiateurs, qui ont bien considéré la justice de ce qui s'est fait à l'égard du premier, & l'absurdité de l'autre. Nous leur avons dit la faveur que la Reine a fait aux Gentilshommes que Messieurs Saavedra & Brun ont envoyé en la Franche Comté, & nous traiterons avec eux pour assurer la liberté de part & d'autre, ce qui sera commode; & nous sommes encore en peine ce jourd'hui par où & comment pourra passer Monsieur le Baron de Rorté pour son Ambassade de Suede. Nous avons été bien aises que la resolution aye été prise avant que vous eussiez reçu ce qu'il nous avoit prié vous représenter sur son Emploi de ce côté-là, puis-que

Complaisance  
de la Reine  
pour les Do-  
mestiques des  
Ministres  
d'Espagne à  
Munster.

1645.



1645. que c'est une marque de l'estime qu'on a pour lui, que certainement il merite bien.

Leur entre-  
tien avec les  
Médiateurs  
& nouvelle  
brouillerie  
entre eux.

Comme nous pensions finir ici notre Dépêche, & vous renvoyer ce Courier le vingt deux de ce mois, Messieurs les Médiateurs nous firent ce jour-là même demander heure pour nous voir. Le sujet de leur venu fut pour nous faire une forte & vive instance de leur délivrer nos nouveaux écrits, ce que nous avons toujours évité de nommer proposition, puisque nous n'y avions pas repugné tout à fait en notre précédente entrevue, comme vous aurez remarqué ci dessus. Sur quoi celui de nous qui a été du sentiment contraire, au regard du tems que cela se devoit faire, sans toutefois se departir de la premiere opinion, & après avoir représenté les inconveniens ci dessus marquez, dit que pour ne s'obstiner pas davantage contre l'avis de Monsieur son Colleague, & l'instance de Messieurs les Médiateurs, il donnoit très-volontiers les mains & cedoit à son autorité; à quoi l'autre a été obligé de répondre qu'il ne veut autres temoins que Messieurs les Médiateurs, pour prouver que Monsieur son Colleague a changé d'avis sans aucune reserve ni condition, n'y ayant eu aucune autorité ni consideration qui l'y pût contraindre, si celui qu'il avoit soutenu auparavant eût été accompagné de raisons suffisantes pour renverser un ordre exprès de la Reine; & de fait, c'eût été mettre une espece de contradiction dans une même chose, de promettre positivement de donner un écrit le lendemain, si Monsieur d'Avaux, comme il dit, eût ajouté à même tems qu'il persistoit au premier avis qu'il avoit eu, qui étoit de ne le donner pas, ce que moi Servien supplie très-humblement de pardonner à mon esprit grossier, qui ne peut pas bien comprendre de quelle sorte une semblable clause peut avoir été ajoutée à une promesse sans la détruire, ni comment depuis cela la promesse a pu être volontairement exécutée sans annuler la condition.

Et moi d'Avaux je dis que Monsieur Servien se rapporte à un temoignage duquel je n'appellerai jamais, & que s'il plait à la Reine écouter Messieurs les Médiateurs sur toute notre conduite, c'est une des plus grandes graces que je puisse recevoir de Sa Majesté. C'est par là véritablement qu'on peut bien savoir qui est celui des deux Plenipotentiaires de France qui suffoque son Compagnon, & qui veut vaincre en toutes choses. Au fait particulier dont il s'agit, il est vrai que j'ai cédé à Monsieur Servien sans reserve nos conditions, mais non pas sans resistance, & sans declarer l'effort que je faisois sur mon propre sentiment, jusques là que je dis à Messieurs les Médiateurs, que pour vouloir marcher plus vite on pourroit tomber, & que si Monsieur Servien avoit ouï lui-même les Ambassadeurs de Suede sur ce sujet, il ne presseroit pas tant, mais que je cedois à son autorité & à la leur.

Il n'y a donc point de contradiction en ce qui est porté ci-dessus, & sans me departir de mon premier avis, j'ai donné les mains. A la verité je confesse que les raisons contraires ne m'ont point touché, car l'ordre exprès de la Reine dont Monsieur Servien se veut couvrir, devoit donc être exécuté il y a six semaines quand nous le reçûmes par le Courier Heron, il ne falloit point dépêcher Monsieur de St. Romain pour faire des remontrances sur ce sujet.

Monsieur Servien ne devoit pas proposer l'envoi du dit Sieur de St. Romain.

Et parceque j'y consentois froidement, & que je n'en parlois point dans nos autres Confe-

rences, il ne devoit pas me demander avec empressement trois jours de suite, si je n'approuvois pas ce voyage. Il dit que Monsieur de St. Romain n'a pas été envoyé pour cela, il ne faut que revoir la Dépêche & se souvenir de ce qu'il aura représenté à la Cour.

Pourquoi donc n'avons-nous pas donné la proposition avant son partement ou incontinent après? pourquoi Monsieur Servien a-t-il attendu six semaines, à executer un ordre sur lequel Monsieur de St. Romain n'avoit rien à dire? Est-ce lui seul qui connoit les tems & les momens auxquels il faut surseoir les commandemens de la Reine, & auxquels il y faut obeir?

J'ai peine à croire qu'il y eût eu aucun peril à patienter encore quatre jours, nous donnâmes la proposition Vendredi au soir vingt-quatre du courant, & demain qui sera vingt huitieme nous aurons un grand éclaircissement ou par vous Monsieur, ou par le dit Sieur de St. Romain, le même tems auroit été très-utilement employé à donner part de cette resolution à nos Alliez. Il me sembloit qu'à la veille de recevoir des nouvelles de son Maître, l'on est obligé par respect de ne pas prévenir ses commandemens sans une grande necessité, & d'ailleurs ce même ordre de la Reine, que Monsieur Servien rappelle de si loin au hazard de préjudicier à celui que nous allons recevoir, porte en termes exprès que nous ne fassions rien que conjointement avec les Ambassadeurs de Suede.

Ensuite les deux écrits furent délivrez à Messieurs les Médiateurs, par nous deux conjointement le vingt-quatrieme. Ce fut en cette forme que l'écrit pour les Imperiaux fut cacheté dans un papier à part, aussi bien que l'autre pour les Espagnols, puisque les Médiateurs l'avoient désiré en cette façon, pour faire voir en le delivrant à Messieurs les Plenipotentiaires de l'Empereur, que c'étoit sans l'avoir préalablement vû. Nous remîmes néanmoins à leur disposition, si bon leur sembloit, cette affaire, sans prendre aucune part à la formalité qu'ils y desiroient apporter.

Mais pour l'autre nous le leur donnâmes sous cette condition bien expresse, & parole tirée d'eux, de ne le point ouvrir, & qu'il seroit seulement gardé pour être communiqué à Messieurs les Plenipotentiaires d'Espagne, lorsqu'il aura été satisfait de leur part à la convention du vingt Novembre 1644. ce qui fût aussi écrit audeffus du paquet, que nous leur consignâmes avec les exagerations justes & convenables de la franchise, & sincerité qui est apportée de la part du Roi pour la négociation, laquelle tout le monde peut maintenant reconnoître n'être retardée que par le défaut des Espagnols.

Pour plus grande preuve de notre bonne disposition, & pour obvier à ce qu'un autre Pouvoir venant d'Espagne n'ait point de nouveaux sujets de difficultez, qui seroient capables de faire derechef perdre du tems, nous nous sommes librement laissé entendre à Messieurs les Médiateurs, selon qu'ils nous ont temoigné le désirer, de la forme en laquelle nous estimons que les clauses defectueuses, ou ambiguës qui se sont rencontrées au dernier ont été redressées, & leur en avons fait voir un écrit dont le double est ci joint, lequel écrit sera seulement pour soulager leur memoire, sans qu'il puisse en aucune sorte être pris pour un acte d'aucune convention, & de fait pour obvier à cette consequence, outre que nous avons mis le double du dit écrit en diverses Langues pour montrer à tout le monde, que ce n'étoit pas une piece formelle, nous en avons soigneusement retiré l'original après leur en avoir laissé tirer la copie.

1645.

Ils présentent  
aux Média-  
teurs leurs é-  
crits cache-  
tez.

Cela

1645.

Cela fait, nous avons gardé ce Courier jusqu'à ce jourd'hui pour voir si les Imperiaux donneroient une réponse avec la promptitude dont ils s'étoient laissez entendre, afin de vous l'envoyer tout d'une main; mais comme ils ne l'ont pas fait, nous avons estimé ne devoir pas différer davantage à le faire partir, ni à vous assurer que nous sommes, &c.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N.

A Paris, du 4 Mars 1645.

*Touchant le Ceremoniel. On trouve quelque défaut dans la Plenipotence d'Espagne. On a bonne esperance d'acquérir l'inclination du Pape. La pretendue Ligue en Italie s'en va en fumée. La Complaisance du Roi pour les Hollandois produit de bons effets. Breve instruction aux Ministres. Affaires en Dannemarck. Le Cercle de Suabe député à l'Assemblée.*

## MESSIEURS,

Touchant le Ceremoniel.

SA Majesté qui avoit voulu que la resolution qu'elle a prise de vous prescrire, en quelle sorte elle entend que vous viviez avec les Députés des Princes & Républiques de l'Empire qui arriveront à Munster, fût une partie de la Dépêche dont l'on devoit charger Monsieur de Saint Romain, se trouve obligée de vous déclarer sa volonté sans attendre de vos nouvelles par le retour du Courier Heron, de crainte que l'exemple de ce qui a été pratiqué envers ceux des Villes de Hambourg Lubeck & Trèves, n'effarouchât les autres de vous aller visiter, & ne les disposât de rendre leurs visites aux Ministres du Roi Catholique, immédiatement après celle qu'ils auroient faite aux Ministres de l'Empereur; ce qui vous priveroit de toute sorte de communication avec eux, & que vous-mêmes, incertains de ce que Sa Majesté peut vouloir, fissiez de la difficulté d'y en admettre à votre audience, de laquelle éloignez ou privez, impatiens de trop attendre & pressez sous main par l'adresse des autres ne les rejettât dans cette faute. Il eût été à désirer que les dits Députés, ayant donné la juste interprétation à vos paroles, se fussent disposés d'aller chez l'un de vous, Messieurs, comme on leur avoit fait entendre que vous vous y attendiez, je dis avant que d'avoir rendu leur visite aux Ministres du Roi Catho-

que assemblez. Mais pour s'en être oubliez, l'on n'a pas trouvé que vous ayez un juste sujet de porter votre ressentiment jusqu'à au point que vous avez fait. Voici la regle pour l'avenir. Si les Députés des Princes ayant visité ceux de l'Empereur, en quelque nombre qu'ils soient, conjointement vous demandent votre audience, que vous la leur accordiez; ne point trouver à redire si, sans vous en rendre de particuliere, ils s'aquittent de la même sorte de leur devoir envers ceux du Roi Catholique. De leur vouloir imposer quelque chose de plus, outre que c'est une coutume peu établie & qui ne s'observe qu'à Rome, il y auroit deux choses à craindre, l'une que les Imperiaux les assujettiroient à cela même, ce qui seroit fort rude à souffrir, l'autre que le refusant sur la crainte de déplaire aux Espagnols, qui les empêcheront ou aviseront les autres de le demander, & vous rompiez tout commerce avec eux, quoi faisant, le service du Roi en souffriroit beaucoup. Votre dessein ne peut être que de l'avancer, sacrifier, comme vous faites, votre peine pour y parvenir, & ainsi l'on juge que vous condamnant en votre propre & particulier intérêt, l'un & l'autre, on vous donne ce que vous desirez. Voilà pour ce regard ce que j'ai à vous mander, à quoi j'ajouterais que l'Ambassadeur de Venise m'ayant fait lecture de la Plenipotence d'Espagne, j'y ai remarqué quelque défaut qu'il a avoué & essayé d'excuser. Sans doute son intention étoit de m'insinuer qu'il ne falloit pas que cela interrompit les Conférences; mais je demeurai fort retenu, blâmant seulement ce mauvais procédé, & en quelque sorte les Médiateurs de ne l'avoir reproché aux autres. Il me fit voir l'extrait d'une Lettre du Roi Catholique à ses Ministres qui sont de par delà, qui semble insinuer qu'il a attendu que cette Plenipotence fût expédiée comme elle avoit été concertée; ce qui donneroit lieu à blâmer plutôt le Secrétaire que l'intention du Prince, n'étoit que de bonne part nous avons été informez qu'il en a envoyé deux differens au Marquis de Castel Rodrigo, avec ordre d'en faire présenter une, & sur la même difficulté que vous feriez de vous en contenter, faire substituer l'autre es mains des Médiateurs. Par ainsi vous profiterez de l'avis sans faire semblant de l'avoir eu.

Depuis peu nous avons eu nouvelles de Monsieur de Gremouville datées de Rome, qui portent qu'il y a été admirablement bien reçu, & si les avis des mieux entendus de cette Cour ne sont faux, nous avons beaucoup à esperer de ce Pape. Il loua hautement la vertu & la prudence de la Reine, fit retentir ce qu'on doit se promettre du Regne d'un Roi qui triomphe en montant sur le Trône, & conclut son discours par les belles esperances qu'il avoit que votre travail tourneroit au bien de la Chrétienté, à la gloire des Rois & des Ministres qui y sont employez. Pour l'essentiel il faut qu'il soit disposé à faire des grâces & à être vrai Pere commun.

Ce bruit de Ligue qui sonnoit si haut dans l'Italie s'est évanoui avec la saison, quelques Princes en ont avancé le discours sans intention d'en avancer l'effet, & d'autres plus sages les ont rejettés. De ce nombre est la République & très-obligeamment, puisqu'ils s'en font moquer & l'ont méprisée jugeant qu'elle s'y formoit contre la France. Notre puissance en Italie n'a de but que leur bien, & le notre se renferme à procurer la félicité des autres seulement.

Ce que Sa Majesté a concédé à Messieurs les Etats a produit de bons effets, déjà ils ont senti

1645.

On trouve quelque défaut dans la Plenipotence d'Espagne.

On a bonne esperance d'acquérir l'inclination du Pape.

La pretendue Ligue en Italie s'en va en fumée.

La complaisance du Roi

1645. senti de chercher & de prendre des temperamens à la satisfaction de Madame la Landgrave, & de la donner toute entiere au Roi de Portugal, & sans avoir pris ce parti ils étoient sur les termes d'entrer dans celui d'envoyer leurs Députés à Orføy. De ce qui s'y pouvoit faire, & de ce qu'on en devoit craindre vos prudences le jugeront, beaucoup mieux que je ne leur pourrois exprimer.

Breve instruction aux Ministres.

Ce sera à vous, conduits par cette même prudence, de profiter de la liberté, & du commandement que vous avez de gratifier divers Députés, & faire en sorte que la plus grande part se lient à vous. Nous ne sommes pas hors d'espoir de gagner l'Electeur de Mayence, & si une fois partie des Princes Catholiques avoient épousé nos intérêts, nous serions parvenus à l'état où nous devons prétendre, de donner la loi dans l'Empire, sans y autoriser les Princes, que l'intérêt de la Religion peut séparer d'avec nous.

Affaires en Danne-marck.

Ce qui se passe en Danne-marck ne vous peut être caché, vous avez des Lettres de Monsieur de la Thuillerie, & des avis très-certains de tout par le moien des Suedois, qui font la meilleure part de cette affaire. Sans doute vos correspondances d'Ausbourg ou de Strasbourg vous auront fait savoir comme le Cercle de Suabe a député Monsieur l'Evêque de Constance & le Duc de Wirtemberg, que les deux Villes qui font du Cercle leur ajoindront les leurs pour représenter les Villes qui en font part. Je leur enverrai des Passéports, que j'adresserai à Monsieur de Morimont & qui y seront reçus par lui ou son Secrétaire, si tant est qu'il eût empiré dont je suis en peine. Je suis &c.

Le Cercle de Suabe député à l'Assemblée.

auquel ils étoient entrez, a donné un juste sujet d'offense qui a attiré ce qui s'en est ensuivi, afin d'essayer ou de les porter à faire des excuses, ou du moins à se contenter d'une bien legere. Il est certain que selon la dignité de la personne on la rend plus grande ou moindre, & c'est un usage reçu qui fait distinction des reparations qu'une même offense attire.

Il ne faut pas tant mépriser les avis qu'on reçoit des prétentions dont on veut flatter Madame de Savoye, ce n'est pas le Vrai ou le Droit qui embarque les gens, souvent des Droits imaginaires & des esperances vagues les jettent dans le précipice, & la ruine de cette Maison ne sauroit agrandir la France, qui a fait tant de choses extraordinaires pour la maintenir, que, quand elle ne seroit engagée à sa protection par aucun intérêt d'alliance & de parenté, cela devroit suffire pour l'y disposer.

Il ne m'importe pas beaucoup que l'on passe legerement sur ce que j'écris, pourvu que le service se fasse, enfin je ne pretends autre chose du soin que je prens de vous avertir de toutes choses qui viennent à ma connoissance, que de m'aquitter de mon devoir; je suis de longue main accoutumé de compatir aux humeurs d'un chacun; je fais le jugement que je dois de moi, & souffre avec beaucoup de patience celui que d'autres en font. Mais quand je considère que vous ne desapprouvez pas ce que fais, je tiens avoir gagné beaucoup au delà de ce que je devois prétendre.

Déjà vous aurez su que l'on attend votre Dépêche, que vous promettez d'envoyer par le Courier Heron, auparavant que de répondre à celle que Monsieur de St. Romain a apportée. L'on est fort en peine de ce que vous avez tant tardé d'envoyer le dit Courier Heron, il faut que la Dépêche dont il doit être porteur soit merveilleuse en ses chefs, en sa grandeur & en sa beauté, pour faire que l'on puisse trouver une excuse legitime du grand tems qu'on a mis à l'envoyer. J'apprens que Monsieur Servien s'est hâté d'écrire en Hollande que Sa Majesté accorderoit ce qui étoit demandé par ceux de l'Etat, qu'il s'en est aussi repenti, & je sai que le second mouvement est plus condamné, que le premier qui ne pouvoit même être blâmé, que pour avoir entrepris seul d'écrire cette nouvelle, ni excusé que par la connoissance que la différant le service du Roi en pouvoit souffrir quelque préjudice, il eût bien été à souhaiter que Monsieur Servien se fût contenté d'avoir écrit seul comme il a fait, à l'Assemblée de Francfort, sans les faire solliciter de lui donner la réponse. Le refus que les Députés en ont fait le condamne, & celui qui a pris cette charge s'est bien avancé. C'est se trop plaire en son Ouvrage que de le vouloir voir deux fois. Je suis &c.

Prétentions de Madame de Savoye.

La Cour est fort en peine en attendant leur Courier.

La conduite de Monsieur Servien est blâmée.

## L E T T R E

Ecritte à Monsieur

D' A V A U X.

A Paris, 4. du Mars 1645.

*La Cour blâme la prétention de Monsieur Servien. Prétentions de Madame de Savoye. La Cour est fort en peine en attendant leur Courier. La conduite de Monsieur Servien est blâmée.*

MONSIEUR,

La Cour blâme la prétention de Monsieur Servien.

J'ai vû la copie des Lettres que vous avez écrites à Monsieur le Cardinal Mazarin, j'ai vû l'effet qu'elles ont fait sur son esprit, il a condamné la prétention de Monsieur Servien, il a eu peine de l'embaras où il s'est mis: mais puisque vous avez quelque part au conseil, il me semble juste que vous l'appreniez à l'en sortir. Je ne dis pas qu'il ait suivi celui que vous lui avez donné, ni que quand vous avez confirmé le premier avis que vous avez pris, vous eussiez eu parfaite connoissance de ce qu'il avoit fait dire, en ce cas vous seriez autant & plus en tort que lui: mais il importe de faire comprendre aux Députés des Villes que l'engagement,

TOM. II. PART. II.

H

LET.

1645.

## L E T T R E

Ecritte à Monsieur

## S E R V I E N.

A Paris, du 4. Mars 1645.

*Affaire des Députez Hanseatiques.  
On taxe la prétention de ce Mi-  
nistre.*

MONSIEUR,

*Affaire des Députez Hanseatiques.* J'Avois esperé que dilayant à faire réponse à deux ou trois de vos Lettres j'éviterois de vous mander ce que je jugeois qui seroit dit sur votre prétention, & que l'affaire s'étant accommodée les Députez des Villes de Hambourg, Bremen & Lubeck, vous ayant satisfait, qu'il n'en seroit plus parlé. Mais puisqu'il a fallu que le Maître se soit expliqué, il est juste que le Serviteur parle. J'ai condamné en mon cœur votre prétention, je l'ai soutenue de ma bouche, & je n'ai point omis, lorsque la question fut agitée, de dire que ce qui paroïssoit sans fondement, étoit apuïé par le consentement des mêmes Députez; qu'on leur avoit fait savoir ce que vous pretendiez & qu'ils y avoient acquiescé; qu'après cela ils ne pouvoient passer pour innocens. On convient de leur faute, on juge qu'elle meritoit un châtiment, mais non pas si rude que celui que vous leur avez fait ressentir; & ce qui fait prendre ce sentiment c'est la conduite qu'ils ont eue envers les Députez de l'Empereur, qu'ils ont visité assemblez, & sans avoir rendu ce même respect à Monsieur Torstenfon, ni songé à aller chez lui, ils sont venus devers les Ambassadeurs de France, ont pris heure d'en voir le second, après avoir rempli ce qui est d'étroite obligation avec ceux du Roi Catholique. Si on appuioit votre pretention, elle naîtroit dans l'esprit des Imperiaux, & Monsieur de Longueville ne seroit visité qu'après qu'eux assemblez, & les derniers d'entr'eux separez auroient reçu une seconde visite. Jugez si la dignité du Roi n'en seroit point blessée. Ce que vous soutenez avec beaucoup de cœur & de tête donneroit des ouvertures aux autres, & ils auroient par exemple ce que vous auriez établi par raison. Celle-là est si forte que, pour éviter d'y tomber, on la reçoit sans la contredire. N'étoit que je vous blesserois, je dirois que si c'est un mal il sera partagé entre vous & Monsieur d'Avaux, lequel y a pris part & m'a témoigné qu'il eût été bien aisé de l'assoupir. Vous verrez en la Lettre commune que j'ai essayé de me servir de quelques termes qui ne vous condamnaient pas, en celle-ci je parle un peu plus librement, étant assuré que vous ne le desapprouverez pas, & que vous ferez voir par la suite de votre conduite que telles bagatelles ne vous touchent en aucune sorte, & que vous ne les remarquez que dans la crainte de rien faire qui pût apporter du préjudice au Maître que vous servez.

Sur la proposition que vous avez confiée à Monsieur de St. Romain, vous en recevrez par

lui la Réponse, & si le Courier Heron fût arrivé aussi-tôt qu'il le pouvoit désirer, celui-là seroit parti. Je remets à Monsieur de Lyonne de vous donner information de ce qui se passe, il a eu connoissance parfaite de toutes choses, & j'espere de sa justice qu'il vous assurera, que je vous honore parfaitement, que je fais grand cas de votre merite, que je prise votre amitié & que je suis &c.

1645.

## L E T T R E

De Messieurs

## D' A V A U X,

E T

## S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

## B R I E N N E.

Du 4. Mars 1645.

*La Landgrave continuë toujours ses  
bonnes intentions pour la France.  
Réponse à ses demandes. Leurs  
réflexions là-dessus. Affaires  
de Hollande. Touchant l'Oost-  
frise.*

MONSIEUR,

Nous avons reçu avis par Monsieur Vultejus que Madame la Landgrave de Hesse a de nouveau envoyé ici, pour l'un de ses Députez au Traité de la Paix, une Lettre qu'elle a écrite pleine de marques de la continuation de ses genereuses résolutions pour le maintien du bon Parti, & de sa dévotion pour tout ce qui peut être des intérêts du service du Roi.

Elle nous représente en même tems le besoin qu'elle a d'être aidée pour faire voir les effets de sa bonne volonté, & combien se trouveroit utile l'emploi d'un Subside extraordinaire, s'il plaïsoit à Sa Majesté de le lui accorder maintenant.

Nous n'avons pas manqué de faire considerer à Monsieur de Croïck, & à Monsieur Vultejus, les extrêmes dépenses dont les Coffres de Sa Majesté sont chargez, mais ils ont tellement insisté à ce que nous voulussions seconder les instances que le Sieur Porhelin a ordre de faire par delà sur ce sujet, que nous n'avons pû leur refuser.

Nous dirons plus, Monsieur; c'est que nous croyons la chose tellement importante, au service de Sa Majesté, que nous n'estimons pas que de longtems on ait donné à certe Princesse une assistance qui fut mieux employée qu'en la conjoncture presente, soit pour sa propre conservation, soit pour les diversiones avantageuses que nous pouvons esperer de l'emploi de ses armes, soit pour la conjonction de ses forces ou de par-  
tis

*La Landgrave continuë toujours ses bonnes intentions pour la France.*

*Réponse à ses demandes.*

*Leurs Réflexions là-dessus.*



1645. tie d'icelles avec celles de Sa Majesté, comme dès à présent elle fait avancer un corps notable de Cavalerie & d'Infanterie, vers Monsieur le Maréchal de Turenne, soit pour suppléer aux levées que nous ne trouvons pas la commodité de faire, soit pour traverser celles que le Duc Charles de Lorraine & Lamboi font; soit pour incommoder leurs quartiers dans le Pais de Cologne & de Juilliers, afin qu'elles ne se puissent pas tant grossir avant la Campagne, ou se promettre d'y venir hiverner.

Affaires de Hollande.

Nous sommes d'ailleurs dans une extrême & vehemente apprehension que Monsieur le Prince d'Orange, se trouvant embarassé par le deconcert de Hollande, ne se puisse pas mettre en état d'agir si promptement & si puissamment que vous l'aviez pu espérer, & que les Ennemis faisant comme ils font de grands préparatifs en Flandres, les Imperiaux & Bavaois soient en pleine liberté de s'opposer aux Suedois, & de maltraiter les Pais de Madame la Landgrave, si elle n'est en état d'aider ceux-là, & de se défendre elle-même.

La demande qu'elle fait est accompagnée de tant de circonspection, que, pour ne se pas rendre incommode, elle se contenteroit à présent du paiement d'une partie de la somme, se réservant de faire voir dans l'action, & dans le cours de cette prochaine Campagne si elle n'a pas bien mérité le tout.

Touchant l'Oostfrise.

Ensuite de cela elle nous fait une forte recharge sur l'affaire d'Oostfrise, & néanmoins avec une declaration secreete & confidente, que, pour se mettre en état de faire ce que Sa Majesté pourra desirer de ses Armes, elle consentira que les choses demeurent dans l'Oostfrise au même état qu'elles sont présentement, encore pour un an, lequel expiré, s'il ne survient quelque chose entre-ci & là qui lui soit sinon plus avantageux, du moins aussi commode, l'on avisera alors ce qui se passera par le mutuel consentement des Parties. Elle ne se veut decouvrir de cet expedient qu'à Sa Majesté, montrant toujours ferme résolution à ne point stipuler de terme precis pour faire sortir ses troupes d'Oostfrise; mais elle croit que cela étant proposé à Monsieur le Prince d'Orange, de la part de Sa Majesté, & avec demonstration de vouloir faire effort envers la dite Dame, pour la lui faire agréer, ce seroit le plus raisonnable parti à quoi elle en pourroit venir maintenant. Nous voyons bien que ceci est une fûtte de ce que vous nous aviez mandé en avoir été dit au Sieur de Rothelin; & pour gagner le tems qu'il y aura à passer entre-ci & que cette Lettre vous vienne, & que vous en puissiez parler à Monsieur d'Es-trade, nous avons cru lui en devoir dès à présent toucher quelque chose, afin qu'il tâche de le faire goûter à Monsieur le Prince d'Orange, comme une proposition venant de nous simplement, & que nous ne sommes pas assurez de faire agréer à Madame la Landgrave.

C'est ce que nous nous sommes trouvez obligez de vous représenter, pour satisfaire à la vive instance de ces deux Messieurs, en vous suppliant de croire que nous sommes avec affection, &c.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N.

Ecritte à Paris, le 11. Mars 1645.

*Arrivée du Courier avec leurs Dépêches. Desseins des Turcs. Bon augure des bonnes intentions de la Cour de Rome pour la France. La France s'intéresse à Rome pour la liberté de l'Electeur de Treves; pour les Portugais, pour pourvoir aux Benefices de la Catalogne. Le Pape cherche à se rendre agréable à la France. Sa Sainteté refuse d'envoyer ses troupes contre la Transylvanie. Crainte des mouvemens des Turcs. Affaires de Dannemarck.*

MESSIEURS;

Enfin le Courier Heron est venu & nous avons eu la Dépêche que nous attendions. Je ne veux pas y faire de réponse, elle merite d'être concertée & votre Lettre considerée. Ce sera lundi prochain que j'en ferai la lecture au Conseil, & dans la semaine que la Dépêche vous sera envoyée. Je me dispoierois de vous écrire par celui qui part aujourd'hui, n'étoit qu'un Courier dépêché par Monsieur de Gremonville nous a apporté des avis de Rome, & que du côté de Vienne & de Malthe nous avons nouvelles des desseins du Turc; c'est ce qui me fournit de matière pour vous entretenir.

Arrivée du Courier avec leurs Dépêches.

Desseins des Turcs.

En une Audience, qui a bien duré trois heures, le dit Sieur de Gremonville a fait entendre au Pape les bonnes volontés que leurs Majestez avoient pour lui & pour sa Maison; & des assurances ayant passé aux offices & aux effets, il a remis es mains du Cardinal Pamphili, le Brevet de l'Abaye de Corbie. Ce fut votre conseil très-prudent de donner & qui a bien succédé puisqu'on l'a reçu, qui justifie à tout le monde que le Pape veut vivre en vrai Pere commun, ainsi qu'il le professe & l'assure avec serment qu'il a toujours été porté à honorer la France, se décharge de ce qu'on lui a imputé & fait voir que c'étoit une calomnie & pure malice du Cardinal Antoine. Si après ces veritez connues & divulguées, il peut être bien avec le Pape, je le laisse à juger au monde. Ce fut son Eminence qui opiniâtra qu'on donnât & que ce fût de sa propre dépouille. La proposition se trouva contrariée sur l'un & l'autre chef, mais la force de ses raisons fit céder aux autres. On nous man-

Bon augure des bonnes intentions de la Cour de Rome pour la France.

1645.

La France  
s'intéresse à  
Rome pour  
la liberté de  
l'Electeur de  
Trèves.

Pour les Por-  
tugais.

Pour pour-  
voir aux Bé-  
nèfices de la  
Catalogne.

Le Pape  
cherche à se  
rendre agréa-  
ble à la Fran-  
ce.

de que les Espagnols qui ont paru abattus ont loué ce conseil, & que s'étant laissé gagner de la main ils pourront bien nous imiter, mais ne gagneront pas l'avantage qui nous est acquis d'avoir les premiers témoignages de la bonne volonté envers la Maison de Pamphili. Il accepta la grace avec des démonstrations & des paroles toutes extraordinaires. Pourvu qu'elles soient suivies d'effets proportionnés nous aurons beaucoup à espérer de sa conduite. Sur divers points il prit du tems à répondre, & nommément sur la liberté de l'Archevêque de Trèves qui lui fut demandée, qu'il juge raisonnable, & qu'il croit acquise par celle qu'a ce Prince de lui écrire. Mais Monsieur de Gremonville lui fit bien connoître qu'il pouvoit bailler une Lettre au Nonce qui réside à Vienne, exprimer en elle avec assurance ses douleurs qui demeureroient ensevelies dans sa poitrine; mais pour faire faire demande de ses Etats & être établi en sa dignité, sa Sainteté dit qu'il falloit que ce fût par des Instructions publiques qui animeroient l'Empereur à l'encontre de lui, & que pour ne s'exposer à de nouveaux perils il étoit forcé de se taire, attendre de ses amis sa liberté & son bonheur sans y pouvoir contribuer que ses seuls souhaits. Il fut dit par le Neveu qu'il pourroit être mandé à Rome; ce qui donne lieu de croire que le Pape a résolu d'en écrire & qu'il condamne sa détention. Pressé d'admettre à l'Audience les Ministres de Portugal, il élude & dit qu'il commet diverses entreprises contre l'Autorité de l'Eglise en la détention de quelques Evêques; ce qui fut relevé par le dit de Gremonville & approprié à ce qui regarde l'Archevêque de Trèves.

En suite il lui fit connoître que le moien de soulager les Evêques Portugais qui souffrent, c'est de leur lever le prétexte de ne pas adherer au Roi Dom Juan, ou les contraindre de demander des Juges pour leur être fait le procès. Mais jusques à ce que l'Eglise l'ait reconnu pour Roi légitime elle ne condamneroit pas les Evêques qui lui devoient l'obéissance. Cette affaire entrera en négociation & ne sera pas terminée dès la première fois.

Sa Sainteté fut aussi recherchée de pourvoir aux Benefices de nomination Royale de Catalogne, l'on lui fit connoître qu'elle avoit accordé des Bulles sur celles du Roi Catholique pour remplir ceux qui sont situés dans les lieux de ce Principat qui lui obéissent. La raison & l'exemple le rendit interdit, mais ne voulant passer condamnation il prit du tems pour examiner l'affaire. Nous sommes encore incertains des deux voyes qui se présentent, de celle que nous suivrons, le presser ou attendre l'effet de ses promesses, y ayant lieu de croire qu'une conduite froide l'échauffera autant qu'une trop prompte lui pourroit déplaire; mais par l'une ou l'autre on lui insinuera que c'est se flatter de croire avoir part avec la France pour en accepter des grâces, si elles ne sont reconnues par d'autres, & si au moins l'on n'obtient ce qui est juste & qui de soi porte nécessité d'être accordé. Cette Audience ne se passa pas qu'il ne fût fait mention des Nonces qui sont en cette Cour & à Munster.

Du dernier le Pape témoigne être fort satisfait, & voulut insinuer audit Sieur de Gremonville qu'il favoit qu'il nous étoit agréable; mais de son discours sa Sainteté ne penetra rien, si non que la France estimeroit toujours ceux qu'elle honoroit de sa confiance. Etant incertain si le Pape lui proposoit la chose pour découvrir son sentiment, ou pour lui faire part du

sien, il prit le parti le plus sage & qui lui laissa le moien d'y revenir si tant étoit que le Pape eût cédé son intention. Elle paroît autant bonne pour Chigi que mauvaise pour Bragni, lequel néanmoins sert avec adresse le St. Siege, & s'est rendu très agreable & considerable en notre Cour. Le Pape avoua qu'il avoit été recherché de joindre ses troupes à celles de l'Empereur contre le Prince de Transylvanie, mais il déclara s'en être excusé & fit entendre qu'il ne se porteroit pas à cela. Sa raison est appuiee de son intérêt & de la passion dominante d'aimer le bien & de le vouloir épargner. Cette même passion assure qu'il différera tant qu'il pourra l'envoi d'un Legat, mais s'il jugeoit que la Paix fût pour se conclure, il pourroit bien créer son Neveu, afin qu'il éternisât son nom par une action aussi celebre & agreable que la seroit la conclusion de la Paix.

Celle de la Chrétienté du côté du Turc est menacée, il arme puissamment & a demandé des Ports, des Galeres & des Galasses à la République, laquelle ne se pouvant fier qu'ils lui seroient rendus se prépare de son côté pour résister à cette Puissance, & Malthe la croyant commandée pour l'attaquer crie au secours de toute part. On délibère ce qui est à faire, & sans marchander on a donné des ordres bien précis à Constantinople, pour essayer de faire changer cette resolution de venir en Europe. Ce n'est pas que la conduite du Baile n'ait été desobligeante, & que Monsieur de la Haye ne se soit aperçu qu'il a essayé de persuader, que c'étoit à la France de répondre des prises que font les Chevaliers de Saint Jean. Mais Sa Majesté ne considère pas ni les offenses qui lui sont faites, ni des regles établies de la Politique, pour courir à ce qui est pressé, & faire bien & préserver la Chrétienté. Sa Majesté assistera de ses officiers & de toute sa Puissance la République, si elle est attaquée, je ne dis pas à drapeaux déployez, mais par des secours réels, selon que la disposition où elle se trouve le lui pourra permettre. Il y a plus de sujet à craindre pour eux que pour les Maltois, autant ou plus pour la Sicile, la Calabre ou la Pouille, & la Place d'armes choisie par le Grand Seigneur, qui est Navarrin, donne sujet d'aprehender pour tous les Lieux voisins de cette Mer.

Bien que je n'aye point eu de Lettre de Monsieur de la Thuillerie, je ne laisserai pas que de lui écrire, il importe qu'il sache ce qui se fait en Hollande, & que par sa prudence il avance le Traité dont il est chargé, & d'établir des conditions entre les Couronnes qui puissent durer, qu'il porte le Roi de Dannemarck à établir & fixer des droits moderez au Sond; il faut qu'il le dispose à donner ouverture au trafic ou bien à soutenir la guerre, & toute l'Europe se trouvera contre lui, à qui le surhaussement des droits & des daces cause le surhaussement du prix à diverses marchandises. Je suis de tout mon cœur, &c.

Sa Sainteté  
refuse d'en-  
voyer ses  
troupes con-  
tre la Tran-  
sylvanie.

Crainte des  
mouvements  
des Turcs.

Affaire de  
Dannemarck.

1645.

1645.

## L E T T R E

à Monsieur

L E B A R O N  
D E R O R T É.

A Paris du 11. Mars 1645.

*Touchant la nouvelle désunion de  
Messieurs d'Avaux & Servien.  
Leur conduite est blâmée.*

MONSIEUR,

Touchant la nouvelle désunion de Messieurs d'Avaux & Servien.

J'Eusse désiré, & le service du Roi, selon mon sens, le requeroit, que me mandant par le Courier Heron l'état déplorable où est notre réputation par le peu de soins que Messieurs d'Avaux & Servien prennent de conserver la leur, que vous passassiez à donner votre jugement qui des deux est en tort, je ne dis pas des premières actions, mais de cette dernière. Votre discrétion vous en ayant retenu, je n'ai qu'à la louer & déplorer avec vous le préjudice que telles contentions apportent au service du Roi, & le retardement aux affaires. Etre un mois sans dépêcher un Courier, quatorze jours entiers pour s'accorder d'un terme qui signifie ou exprime la raison qu'un chacun prétend avoir, c'est employer du tems bien inutilement. Ces Messieurs-là feront voir que deux moins habiles qu'eux étoient plus capables de conduire cette grande affaire de la Paix qu'ils ne le font, & vû l'extrémité où ils sont venus je doute que la présence de Monsieur de Longueville soit assez puissante pour empêcher qu'ils ne demeurent désunis & toujours opposez en leurs sentimens, & si bien pour lors le dit tiers sera en droit de décider, & qu'ils s'y porte, cela fera toujours avec tel dégoût de la part de celui duquel l'avis aura été rejeté, qu'il essayera de se faire approuver & condamner l'autre en écrivant de par deçà. J'avoue, s'il faut que leur mauvaise humeur continue, que je ferai paroître la mienne de même à mon tour & me repentirai de n'avoir pas plutôt pris parti & condamné avec liberté celui d'entre eux qui étoit en tort.

Je ne saurois maintenant faire de réponse à leur Lettre, elle ne me fut rendue qu'hier à midi & il faut employer le reste de la journée à la faire déchiffrer, & sans ce que j'ai vû dans votre Lettre, comme aussi dans une ou deux particulières de Monsieur Servien qui accompagnent deux procès verbaux, j'aurois ignoré leur division. Jusques à ce matin à huit heures, je n'ai vû ni Monsieur de Mesmes, ni Monsieur Pepin, ni Lettre, ni Memoire de Monsieur d'Avaux; & puisque vous me mandez me devoir envoyer un Memoire sur lequel vous desirez être éclairci de ce que vous aurez à faire en Suede, duquel la réponse fera partie de votre Instruction, je n'ai qu'à l'attendre & lorsque je vous en enverrai la réponse, il aura été pourvu à la plus grande partie des choses que vous avez à désirer. Je suis &c.

## L E T T R E

De Messieurs

## D' A V A U X.

Et

## S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

## B R I E N N E.

Du 11. Mars, 1645.

*Ils le remercient des faveurs accordées par son moyen à leur recommandation. Touchant les Passports pour les Ecclesiastiques. Et pour d'autres. Affaires de la Landgrave, d'Oost-Frise, & des Levées. Leur Conference avec le Ministre de Baviere, & touchant le Ceremoniel. Les François cherchent à mortifier les Espagnols. Touchant le Ministre de Portugal. Serieuses reflexions sur cet Article. Ils flattent le Ministere, & la Conduite de la France envers les Etrangers.*

MONSIEUR,

Vous aurez occasion de juger par le défaut de nos Lettres au precedent Ordinaire que nous correspondons mal au soin très-exact, que vous prenez de nous donner des vôtres; mais le Courier Heron n'étant parti que le Vendredi au soir, nous nous laissâmes aller assez facilement à remettre jusques à ce jourd'hui de vous donner avis du reçu de votre Dépêche du dix-huitieme Fevrier, que la continuation de vos mêmes soins rend accompagnée maintenant de celle du vingt-cinq, en nous chargeant d'une seconde obligation.

Nous trouvons aussi que nous vous devons un double remerciement pour toutes les expéditions qu'il vous a plu joindre tant à l'une qu'à l'autre, soit en faveur de Monsieur le Comte de Nassau, de Monsieur l'Evêque d'Osnabrug, & des Ecclesiastiques de Suabe. Nous ne doutons point que Monsieur le Nonce que nous avons par delà, ne vous ait parlé, comme nous a fait celui qui est ici, avec beaucoup de ressentiment que la protection de la pieté du Roi & de la Reine veut prendre de ces bonnes gens-là. Mais ceux du Chapitre de Spire nous ont écrit une Lettre sur le pitoyable état où ils disent se trouver, & qui étant tel comme ils le représentent, ce seroit une action très-digne de la même pieté de leurs Majestez, d'y faire donner

Ils le remercient des faveurs accordées par son moyen à leur recommandation.

1645.

ordre à leur soulagement & conservation. Pour ce qui est des susdits Comte & Evêque, si de notre part nous leur avons fait valoir la grace qu'ils reçoivent de leurs Majestez, ils n'ont pas manqué de la leur à nous témoigner les obligations dont ils se confessent hautement leurs redevables. Nous tâcherons dans les rencontres d'en tirer fruit pour le service du Roi; les personnes qui ont, par leur naissance, une générosité naturelle se pouvant rendre plus faciles que d'autres en des occasions où l'intérêt de leur Maître & Supérieur, non plus que leur honneur propre, ne courent point de risque de patir.

Touchant les  
Passaports  
pour les Ec-  
clesiastiques.

Les Considerations que vous nous avez fait entendre sur ce refus du Passeport, pour le Provincial des Recolez, sont fondées sur une prévoyance très-juste, & s'il nous est permis de le dire, nous estimons que c'est encore beaucoup dans l'état présent de la Guerre, de rendre le passage facile par la France, pour aller en des Pais neutres à beaucoup de Religieux que leur simplicité, leur attachement, ou l'artifice des Ennemis peut faire parler plus qu'il ne convient.

Et pour d'au-  
tres.

Nous joignons notre étonnement au vôtre sur la presse que l'on vous a donné de dépêcher un Gentilhomme, pour la conduite du Comte de Penaranda, qu'il fera tout d'une main celle du Marquis de Grana. Nous avons encore eu occasion pour ce dernier de faire connoître à Monsieur le Nonce Chigi que son intercession a porté beaucoup.

La rencontre que Monsieur de St. Romain a eu à Bruxelles, donne lieu à l'établissement d'un ordre où nous croyons avec vous qu'il n'y a pas sujet de trouver à redire; au contraire il y en aura plus de sûreté pour nos passagers qui ont souvent été maltraités par la Campagne. Nous avons commencé par le Courier Heron à l'avertir de se présenter au Gouverneur de la première Place des Espagnols, & nous continuerons à faire le même aux autres que nous aurons à dépêcher.

Affaires de la  
Landgrave,  
d'Oost-Frise  
& des lec-  
vées.

Le Fils de Monsieur le Baron de Rorté, qui a suivi de près le dit Courier par ordre, & pour les affaires de la charge commise à son Pere en a aussi eu avis. Nous ne lui avons baillé qu'une Lettre dont les Ministres de Madame la Landgrave de Hesse nous presserent fort, tant pour représenter la nécessité où elle est d'être assistée d'un Subside extraordinaire, que pour être appuyée du nom & de l'autorité de leurs Majestez dans la proposition d'un expédient dont elle s'est confidentiellement ouverte. Pour mettre quelque relâche en l'affaire d'Oost-Frise, afin que ses armes ne soient point diverties d'agir cet été pour la cause commune, & spécialement aussi pour le service de leurs Majestez, nous en avons écrit en même tems à M. d'Estrade, afin que par son adresse il tâche de faire goûter à Mr. le Prince d'Orange cette proposition, comme si elle venoit de nous seuls à qui il déplait infiniment de voir, que ce qui se passe en la Cour de cette affaire mette les choses au hasard de tomber dans les extremitez, dont la dite Dame & tous ses Ministres déclarent assez hautement vouloir plutôt courir le risque que de se soumettre à un tems précis & déterminé de quitter ce Pais-là. Nous croyons qu'une forte charge au dit Sieur d'Estrade, pour faire connoître de par de là que leurs Majestez ont à cœur cet expédient, & avec ordre d'en parler un peu fermement, ne seroit pas mal employé. Nous donnons d'autant plus dans ce sentiment que nous remarquons bien par les discours des Mi-

1645.

nistres de Madame la Landgrave qu'il ne faut pas attendre d'elle autre chose que cela, & nous avons lieu de le conjecturer encore plus par deux lignes de postdatées, que Monsieur de Beauregard a remises en la dernière Lettre, qu'il nous a écrite le deuxième de ce mois, où il dit qu'il vient de recevoir un ordre de la Cour sur l'affaire d'Oost-Frise, qui pourroit bien embrouiller la bonne résolution dont il nous faisoit part, la dite Dame s'étant disposée de donner à leurs Majestez, deux Brigades d'Infanterie de sept à huit cents hommes chacune, ce qui n'est pas un petit présent dans la difficulté, qu'il y a aujourd'hui en Allemagne d'avoir des gens de pied. Mais nous espérons que ledit Sieur de Beauregard retiendra la dite Dame en meilleure humeur, ensemble ceux de son Conseil qui ont aidé à une si favorable résolution. Il nous marque spécialement ce que le Major Général Gheis a contribué, & nous sommes de son avis qu'il importeroit fort de commencer par cette occasion de faire ressentir audit Gheis quelque effet de la libéralité de la Reine, & de faire payer à ses autres Conseillers les gratifications qui leur ont été octroyées par le feu Roi de très-glorieuse memoire.

Il nous parle aussi du paiement du dernier terme du Subside ordinaire de l'année passée, qui se recule déjà si avant dans celle-ci, que celui qui écherra à la fin de ce mois y pouvoit être joint, & promptement acquité, comme encore la somme à quoi se montera le remplacement de ces deux brigades, à raison de douze risdales par tête. Ce seroit donner moyen à cette Princesse de se mettre en état de faire de bons & utiles efforts cette année. Le dit Sieur de Beauregard nous témoigne aussi qu'il pourroit y avoir moyen de lever quelque Infanterie & Cavalerie, dont Monsieur le Maréchal de Turenne fait connoître d'en avoir grand besoin, en ayant envoyé demander à Madame la Landgrave; mais il y ajoute, ce qui est véritable, que les Allemands ne se veulent point engager s'ils ne voyent de l'argent, des commissions, & une bonne capitulation.

Nous considérons bien que la dépense ne se fait pas si facilement comme elle se propose; vous nous permettrez aussi d'y ajouter, s'il vous plait, que dans ces choses qui sont nécessaires, & dont l'on se peut promettre de notables avantages, un effort assurément n'est pas mal employé.

Maintenant, Monsieur, nous avons à rendre compte de ce qui s'est passé entre nous & l'Ambassadeur de Baviere, en quoi nous avons ponctuellement observé tout ce que vous nous avez prescrit par vos Dépêches, qui a été de suivre l'exemple de la conduite des Imperiaux avec lui, & de tirer avantage de la favorable démonstration dont leurs Majestez se sont résolus d'user envers le dit Sieur Duc & les autres Electeurs, par les traitemens que nous ferions à leurs Ambassadeurs. Ayant donc été assuré que celui-ci le recevrait du Comte de Nassau tout tel qu'il se fait à celui de Venise, sauf en ce qu'il ne lui a point donné d'Excellence, ne parlant qu'en tierce personne par le terme de Monsieur le Baron, à quoi l'autre a répondu pareillement par Monsieur le Comte, nous en avons usé de même, & employé réciproquement le nom de Monsieur le Plenipotentiaire, en parlant avec le Baron de Hascland qui est Ambassadeur en chef; car pour le Docteur Krebs son adjoint, il nous a traité d'Excellence, & nous ne lui avons pas donné la main chez nous. Ils ont observé tout ce qui se devoit à la dignité du Roi

Leur Confé-  
rence avec le  
Ministre de  
Baviere, &  
touchant le  
Ceremoniel.



1645.

Les François  
cherchent à  
mortifier les  
Espagnols.

Roi en la restitution de la visite, & sont venus chez nous immédiatement après avoir vû Mr. le Nonce, & Mr. le Comte de Nassau; ils ont été aussi fort précis à la convention que nous avions faite avec eux, qu'après nous avoir vûs conjointement chez le premier de nous, ils rendroient le pareil honneur séparément à l'autre en la maison avant que d'aller chez les Espagnols, démonstration qui n'est pas une petite mortification à ces derniers, auxquels nous en faisons toujours passer de pareilles en toutes les occasions d'actions publiques, comme en celle des deux Processions générales qui se firent l'autre jour en l'ouverture & cloture du Jubilé, quoi qu'ils se fussent vantés, voire apprêtés pour se trouver à main forte à la dernière.

Jusques ici nos entrevues avec les Bavaois se sont passées en compliments, & nous avons remarqué qu'ils ont toujours voulu commencer à nous interroger des intentions de la France, & qu'étant interrogés de nous à retour, ils sont demeurés sans réponse, en nous disant seulement qu'ils nous demanderont une audience d'affaires, & qu'après cela laissant la cérémonie à part, ils viendront librement chez nous. Nous n'abuserons pas de leur civilité, & leur donnerons sujet de demeurer satisfaits de la nôtre, pour les engager de plus en plus à l'effet de cette confiance que vous nous avez fait savoir, que Monsieur le Duc de Bavière desire qu'ils tiennent avec nous, le tout néanmoins sans éclat, pour ne point nuire aux bonnes dispositions que ce Prince a témoignées dans les Lettres dont vous nous faites mention. Mais comme il est très habile homme & adroit, nous croyons aussi que ce sera un coup de prudence de procéder avec lui & les siens en toute circonspection convenable. Nous avons pris garde qu'en faisant considérer à ces deux Messieurs de quelle favorable démonstration leurs Majestés usent envers leur Maître, par le traitement que nous leur faisons, ils ont accompagné leurs remerciemens pour cet honneur, esperans aussi qu'en France l'on reconnoitra que cette, grace est de justice, la Maison de Bavière ayant toujours eu la préférence sur la République de Venise & autres.

Touchant le  
Ministre de  
Portugal.

Pour ce qui est des instances que vous avez faites & réitérées avec assez d'empressement touchant Monsieur l'Ambassadeur de Portugal, nous nous ferions mis plutôt en devoir de vous donner la réponse & l'éclaircissement que vous nous demandez, si nous n'avions estimé que les Ministres dudit Roi, qui sont ici, nous ayans souvent parlé du traitement qu'ils prétendent, & où les raisons qui nous en doivent quant à présent tenir pour excusez, ne lui en avoient eux-mêmes donné telle information qu'il eut occasion d'en être satisfait, & de vous laisser en repos. Nous croyons qu'ils ont raison de désirer que l'on fasse office à Rome & à Venise, afin que Mr. le Nonce, & Mr. Contarini les voyent ici, ainsi que nous faisons, comme étans chargés des affaires du Roi de Portugal, & que c'est un devoir de Médiateurs de ne rejeter personne, ains de communiquer avec un chacun indifféremment. Mais de prétendre d'être reconnus pour Ambassadeurs, & en recevoir le traitement public, certainement nous y prévoyons de trop grands inconveniens, les Plenipotentiaires d'Espagne s'étant laissez entendre clair & net que plutôt que de le souffrir, ils rompront l'Assemblée, ou leur feront un affront, leur Maître n'entendant en aucune façon que l'on traite avec eux, & qu'en un mot il ne veut point de Paix avec le Portugal. Sur quoi plusieurs ont fait cette réflexion, & trou-

Sérieuses re-  
flexions sur  
cet article.

vé à redire, qu'ils montroient tant de chaleur à vouloir traiter de Paix avec des gens qui disent n'en vouloir point du tout ouïr parler à leur égard.

Quant à nous, nous ne saurions plier à leur desir, sans commettre une contravention réelle & manifeste à la foi publique & à la validité de nos Passeports, sous le bénéfice desquels nous avons amené l'un d'eux par le Pais du Roid'Espagne, sous déclaration faite de notre part à Dom Francisco de Melos que tous ceux qui venoient avec nous, étoient de notre suite & famille: & ce seroit aussi renverser les conventions du Traité préliminaire sur lequel est fondée la liberté, que nous avons, de nous trouver dans cette Assemblée, qui se tient dans un Pais qui nous est ennemi, que si nous venions à les tenir dans une autre considération que nous ne faisons à présent, nous leur ferions perdre toute la sûreté dont ils jouissent. Ils savent qu'une simple démonstration de Monsieur Salvius, envers le Sieur Botelle durant sa vie, a servi de prétexte aux Impériaux pour retenir son Corps, & nous les mettrions au hasard de n'oser sortir non seulement de cette Ville, mais du Pais, aux environs de laquelle se trouvent ordinairement des Partis & troupes des ennemis, mais aussi de n'être pas en sûreté dans la Ville même, puisqu'ils n'auroient point de Passeports: car de dire, comme ils font, que notre protection les tiendrait à couvert, ce seroit à toute heure nous mettre & nos gens aux épées & aux couteaux pour les défendre; en quoi l'on peut bien juger que nous ne serions pas les plus forts, & qu'au lieu de chercher les moyens de faire la Paix, nous nous exposerions à recevoir un mauvais traitement, & mettrions les affaires dans une plus grande confusion & animosité qu'elles n'ont jamais été. Mais quand les Ministres de Portugal se reduiront à la voye la plus modérée, qui seroit celle de moyennier un Saufconduit pour eux, nous voudrions bien leur demander à qui nous pourrions nous en adresser présentement, puisque nous-mêmes ne savons avec qui traiter, d'autant que les Plenipotentiaires d'Espagne n'ont point de Pouvoir valable; mais quand ils en auront un, alors nous verrons quel moyen il y aura de faire quelque chose pour eux, dont raisonnablement ils se puissent contenter. Car nous prévoyons que tout ce qui se pourra faire pour les Interêts du Portugal, sera que le Roi d'Espagne en veuille traiter avec nous. Nous croyons toutes ces considérations si fortes, & de si haute conséquence, qu'étant approuvées à la Cour, Monsieur l'Ambassadeur de Portugal s'en devra rendre capable & laisser faire au tems ce que par autre moyen nous ne saurions esperer à présent. Il nous semble même avoir aperçu qu'ils seront contents, ou du moins que nous leur avons persuadé qu'ils le doivent être, si on leur donne parole que dès le moment que les Affaires d'Espagne seront entamées, leurs interêts seront mis sur le tapis, comme faisant une partie nécessaire de ce qui concerne le général de cette Province.

L'avis qu'il vous a plu nous donner de la faveur qui a été faite au Marquis de Leganez, est une de ces actions qui rendent la civilité Française en admiration parmi toutes les Nations du monde, & qui fait dire que les Espagnols n'auroient garde d'user d'une pareille franchise. Il est vrai que chacun voit par là & par tout plein de semblables actions, qu'ils sont sujets à être vaincus aussi bien par la courtoisie, que par les armes de leurs Majestés.

La petite disgrâce du Marquis de Themines n'est

1645.

Ils flattent le  
Ministère, &  
la conduite  
de la France  
envers les  
Etrangers.

1645.

n'est pas chose qui les doive fort consoler de tant de mauvais succès qu'ils ont eu, & pourront encore avoir. Nous sommes &c.



## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 11. Mars 1645.

*Les Imperiaux répondent à leur proposition. Leur principal fondement pour la Négociation pour ce qui regarde l'Empire. Plaintes des Ecclesiastiques à Spire.*

MONSIEUR,

Les Imperiaux répondent à leur proposition.

Depuis notre dernière Lettre écrite, Messieurs les Médiateurs ont apporté la réponse des Imperiaux à notre Ecrit, de laquelle vous aurez la Copie ci-jointe. Nous ne vous en dirons point nos sentimens parce que nous n'avons pas assez de tems de l'examiner, oui bien qu'encore qu'elle soit assez longue, ces Messieurs nous ont fait entendre qu'on leur avoit voulu remplir les mains d'une autre quatre fois plus grande dont ils se sont excusés de se charger, tant pour ne l'avoir pas jugé à propos, que parce qu'il y avoit dedans des choses qui auroient pû être prises en mauvaise part. A cet effet de leur prudence, ils en ont joint une autre qui est de s'être déclaré que si nous voulons repliquer à cet Ecrit, & que les Imperiaux ensuite en donnent un deuxième, ce sera la fin de toutes écritures, & que la Négociation se continuera de vive voix, ne desirant pas réduire leur Médiation à devenir simples porteurs de papiers.

C'est aussi bien là notre intention, tant pour nous conformer aux ordres que nous en avons ci devant reçus de la Cour, que pour suivre un chemin plus expeditif, car nous avons à faire à des gens qui tiennent un Conseil d'Avocats consultants, & que nous nous sommes bien aperçus qu'ils ont beaucoup pris d'Instruction des Espagnols pour la composition de cette Piece. Mais notre pensée est quant à présent de pousser le tems sans rien dire jusques à ce que nous ayons de vos nouvelles sur la présente Dépêche, si ce n'est que par la réponse, qui nous sera faite sur celle qui vous a été portée par Mr. de St. Romain, nous ayons lieu de former plutôt nos résolutions. Cependant nous communiquerons cette écriture à nos Alliez, & conférerons avec eux de ce qui sera de faire. Nous confiderons

1645.

que dans ce dessein de négocier de bouche, nous aurons quelque peine à nous accommoder avec les Suedois qui veulent agir par écrit, d'autant qu'ils n'ont point de Médiateurs. Il est vrai néanmoins qu'ils ne peuvent pas nous obliger précisément à faire le même, si ce n'est en un point dont il nous sera bien difficile, voire impossible de nous défendre, qui est de donner de notre part une pareille proposition à celle qu'ils ont déjà toute projetée, & qui doit être comme la Pierre quadrangulaire de toute la Négociation avec les Imperiaux. Ce sera pour en conférer avec nous que Messieurs Oxenstiern & Salvius doivent se rendre ici dans quelques jours; Et si vous prenez la peine de repasser les yeux sur notre Dépêche du dernier Janvier, dont le Sieur de St. Romain fut chargé, vous y trouverez quatre points principaux.

Le Premier est l'amnistie générale, laquelle n'a point été limitée. Leur principal fondement pour la Négociation pour ce qui regarde l'Empire.

Le Deuxieme, le rétablissement des choses en l'état qu'elles étoient en l'année 1618.

Le Troisième, qu'il soit pourvu suffisamment à la sûreté de la Paix.

Et le Quatrième, qu'il soit satisfait aux deux Couronnes pour les frais de la guerre.

Nous prenons la liberté de représenter, Monsieur, que de joindre une proposition de notre part sur ce même fondement, ce sera contenter nos amis, & fermer la bouche à ceux qui nous objectent que nous en demeurerons dans les termes généraux sans venir au fait; & les Imperiaux sont si honnêtes gens que de nous presser ou de dire que nous ne demandons rien, ou de nous déclarer de ce que nous prétendons. Nous ne nous departirons pas cependant de l'Instance que nous avons faite pour Monsieur l'Electeur de Trèves, puisque nous voyons, par les Lettres de Monsieur de Gremonville qu'ensuite de ces ordres, il en avoit eu un grand & ample discours avec le Pape, & que Sa Sainteté s'étoit toujours remise de penser à quelque expédient qui nous semble ne pouvoir être mieux pris que de l'attirer à Rome, ou de le laisser dans une Ville libre d'Allemagne.

Outre ce que nous vous avons touché par notre autre Lettre des plaintes que font les Ecclesiastiques de Spire, nous ajoutons ici que Monsieur le Nonce nous en vient aussi de parler, secondé par Monsieur Contarini, & nous ont prié de vouloir employer nos offices à ce qu'ils soient favorablement traités; ce que nous avons entendu qu'ils ne soient pas plus chargés que les autres pour la contribution, & que s'il y avoit quelque chose de plus, la prudence & autorité de Monsieur le Maréchal de Turenne y pourra remédier, sachant, comme il fait, l'intention de leurs Majestés. Nous vous baisons sur ce les mains, & sommes &c.

Plaintes des Ecclesiastiques de Spire.

L E T

1645.

1645.

## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I È N.

A Paris, du 18 Mars 1645.

*Le Ministre se plaint de leur division & il la condamne. Soins des Suedois pour établir leur Parti par la Paix. Soupçons sur leurs artifices. Affaires d'Angleterre. Touchant le Mariage du Roi de Pologne. Offices de la France pour les Portugais envers les Etats Generaux des Provinces Unies. Touchant les Plenipotentiaires des Espagnols. On loue leur conduite & on blâme celle du Maréchal de Turenne.*

MESSIEURS,

Le Ministre se plaint de leur division & il la condamne.

JE suis persuadé par mes propres souffrances que vous souffrez beaucoup, l'estime que j'ai pour vous me donne ce mouvement, il passe jusques à vous condamner. Après vous avoir plaint dans vos divisions, elles ont été la matière de l'entretien de divers Conseils, & plut à Dieu qu'elles ne l'eussent point été du vulgaire, qui trop avidement se sera donné la liberté de vous blâmer. Il est remis à Sa Majesté de prononcer sur vos plaintes respectives, nul n'a osé s'entremettre d'en donner son jugement, & elle diffèrera d'en donner le sien afin de l'asseoir avec plus de certitude, ou pour se flatter que vous faisant justice l'un à l'autre vous lui en ôterez le sujet. Si je croiois que ce fût une action que vous pussiez entreprendre, que vous eussiez la volonté & la force de la faire durer, je me mettrois à genoux devant vous pour vous en conjurer, & j'aurois bien des raisons à avancer, qui certes devoient vaincre vos ressentimens. Jamais le vers du Poète ne sauroit être mieux appliqué, votre vertu est continué & votre capacité à surmonter les autres, il ne vous reste que ce dernier effort à faire de vous surmonter vous-mêmes.

Si vous vous fussiez contentez d'écrire en votre Lettre commune, les raisons dont l'un de vous étoit persuadé qu'il y avoit nécessité de surseoir à donner la proposition que vous aviez communiquée aux Suedois; l'autre celles qui lui sembloient opposées, & attendre avec modération l'ordre de la Cour, vous auriez satisfait Sa Majesté. Ce n'est pas qu'elle ne juge que cette proposition étant toute sainte & utile il y avoit nécessité de la bailler, mais vous ayant donné la liberté d'y changer ou d'y diminuer,

TOM. II. PART. II.

elle ne se fût point tenue offensée du retardement. Ce n'est pas la contrariété de vos avis qui fâche, mais bien que l'un de vous se soit uni avec les Médiateurs pour forcer l'autre à consentir à son opinion, & que sur la plainte qu'en a formé le Resident Suedois, l'autre ait passé à applaudir & en ouvrir son ressentiment. J'interromps mes pensées; ce que je dirois doit être remis à une autre saison, & attendant que la dernière résolution soit formée, je ne laisserai de parcourir les points contenus en votre Dépêche du 3. de ce mois qui me fut rendu le 10. ensuivant.

J'y ai remarqué comme les Suedois, pour établir & élever le Parti Protestant, essayent d'insinuer que la sûreté de la Paix est attachée à égaliser deux Partis, & les faire opposer au Gouvernement Politique, parce qu'ils le feront en la Religion, qu'il faut pourtant partager le College Electoral, la Chambre Imperiale de Spire, même le Conseil Aulique de l'Empereur. Si cela est faisable & aussi facile qu'ils le supposent, je vous en laisse le jugement: Mais, Messieurs, leurs desseins vous étant connus en ce point comme en divers autres, ce vous étoit un motif à vous unir; voyant combien de difficultés vous auriez à combattre pour persuader à l'ennemi de consentir à des conditions de Paix justes, & aux Alliez à se départir de celles qui ne le sont pas & qui seroient un empêchement formel à la conclurre.

En un point nous concourons avec les Suedois, mais non pas au moien d'affoiblir la trop grande puissance de la Maison d'Autriche, d'établir la liberté des Princes de l'Empire. C'a bien été le motif de notre union & de la Guerre, mais d'y parvenir en élevant les Protestans & diminuant les Catholiques, c'est à quoi nous ne concourons jamais; au contraire notre but doit être d'unir Catholique & Protestant pour défendre leur liberté, & appuier ce qui est juste pour un chacun sans distinction de Religion; mais toujours défendre & accroître la nôtre, & ne se laisser emporter à l'affoiblir par une crainte peu établie qu'être Catholique c'est être dépendant des Espagnols. On a vu cette maxime reçue & appuiee, & il faut la faire changer & l'anéantir, faisant comprendre aux Catholiques que, quand nous avons aimé les Protestans, ce n'a pas été autant que Protestans, mais autant que Princes opposés à l'Empereur, duquel la trop grande autorité nous étoit justement suspecte par le moien qu'elle aqterroit d'étouffer la liberté des Princes & de se rendre Maître de l'Empire, duquel il ne doit être que le Chef, assujetti aux Loix & aux Constitutions qu'il ne peut ni ne doit en aucune sorte enfreindre.

Comme la preuve la plus certaine des intentions des hommes se prend des effets, après ceux que vous avez vus des Suedois c'est les vouloir blâmer sans aucun juste fondement que de leur imputer qu'ils ne veulent pas la Paix, & votre jugement doit prévaloir au dessus de celui de Contarini. Il n'y auroit qu'une chose à craindre & qui ne sera pas cachée à vos prudences, qu'ils la veulent à la vérité, mais sous des conditions impossibles; ce qui seroit bien aussi mauvais que s'ils en étoient éloignés par un desir de continuer la Guerre, & il y a lieu d'en craindre quelque chose par les propositions qui vous ont été faites & fortement débattues par Monsieur Salvius, ce qui fait remarquer qu'il a étudié des raisons pour soutenir ce qu'il a medité, d'où vous aurez bien de la peine à le retirer.

Le desir raisonnable qui se remarque au Baron

Soins des Suedois pour établir leur Parti par la Paix.

1645.

ron Oxenstiem de conclure vitement, à quoi les Interêts publics & les siens l'invitent, est un grand correctif contre l'humeur chaude & violente de son Collègue, & peut-être affecte-t-il sa conduite pour tenir le Fils éloigné du Pere, esperant que, pendant que l'un sera en Allemagne, l'autre pourra mourir, & qu'on disposeroit de sa Charge en faveur de quelqu'un avec lequel il est lié; ce qui seroit difficile si le Fils avoit conclu la Paix, & qu'il fût sur les lieux. Ce qui me semble d'autant plus appuié que l'on ne met point en doute que ledit Salvius ne soit du parti opposé à celui du Chancelier qui se foutient par ses grands services, par sa capacité, & pour être puissamment allié, mais pourtant Brahé fut fait d'art contre son dessein, & le fort en ayant été tiré par la Reine qui prit l'expedient de l'y mettre, fit croire que ce qui étoit tombé en son inclination l'y avoit porté.

Soupons  
sur leurs arti-  
fices.

On a bien remarqué que les Suedois, pressés de consentir à la Ligue que vous leur avez proposée, desirent l'éluder, car doutant qu'il se puisse faire, c'est ouvrir leur sentiment, lequel est bien fondé à en desirer une entre les Couronnes Alliées & les Princes qui ont suivi le bon parti; mais pour desirer leur en joindre d'autres, ce n'est pas être fort éloigné de celle-là: & cette affaire sera débattue en son tems, & avant que vous ayez les derniers ordres de la Cour, nous aurons sur son sujet plusieurs de vos Dépêches. C'est une matiere difficile qui peut être regardée de diverses faces, & l'une de celles qu'il ne faut ni embrasser ni rejeter legerement; tout ce que peut la prudence humaine doit être employé quand il s'agit de prendre résolution; & sans la consulter, on est tout persuadé que l'un des moiens de tenir l'Empereur aux termes de sa legitime puissance, d'affermir la fortune des Princes de l'Empire, c'est que les Suedois & les François ayent des Places dans l'Empire, les uns sur la Mer & les autres sur le Rhin. Il eût été honnête à Monsieur Salvius de vous prévenir, vous avertir des propositions avancées par le nommé Peschenits, c'eût été un moien infailible de vous lever tout soupçon & à vous persuader du jugement qu'il fait de ce personnage. C'est bien pour l'ordinaire les sages qui concluent les Traitez & ceux qui ont la confiance des Princes, mais pour les commencer, des esprits libres y sont fort propres, nul ne veut être accusé d'avoir fait faire les premieres ouvertures. Ce qui semble être avancé par un homme libre se peut aisément désavouer, & si on prend goût à ses propositions, il est aisé de lui en substituer un autre qui soit plus sensé avec pouvoir de négocier.

Affaires  
d'Angleterre.

Ce qu'a fait le nommé Mott Ecoffois de la part des Suedois en Angleterre est assez divulgué, & le mauvais état où sont réduites les affaires de ce Royaume donne lieu de tout apprehender, & de faire aussi ce jugement que l'un ni l'autre Parti ne sauroient faire de grandes choses. Le Roi n'a point de Vaisseaux pour joindre aux Danois, ni le Parlement de moyens pour assister les Suedois, au contraire & le Roi & le Parlement auroient besoin d'être assistés des Etrangers. La Conference a été separée sans aucun fruit, le Roi a offert de venir à Londres sur des assurances raisonnables, consenti & demandé que tous les gens de Guerre, de part & d'autre, fussent licenciés à la réserve d'un petit Corps pour garder le Prince de Galles à Oxford; que le commandement de la Milice seroit sous vingt personnes choisies moitié par lui & moitié par eux, remis à deliberer des affaires d'Irlande quand l'Angleterre seroit pacifiée, & pour y é-

tablir la Paix au fait de la Religion a offert qu'un chacun exerçât la sienne, ou que par un Synode National & qu'on essayeroit de rendre universel, conviant les Protestans de toute l'Europe d'y députer, les points qui sont controversez entr'eux seroient décidés. La Chambre basse a rejeté toutes ces ouvertures, & vous croyez bien que les Princes Catholiques, qui souffrent dans leurs Etats des Protestans, ne consentiront pas que leurs Sujets y comparoissent, ce seroit former une Religion, établir union entr'eux. L'une & l'autre de ces choses sont absolument mauvaises & très-dommageables à la Religion & à l'Etat.

Ce que vous ajoutez, que le Chancelier & Bannier ont eu part aux mouvemens d'Angleterre, oblige de veiller sur leurs actions; & de mon côté, comme vous avez fait du vôtre, j'en tiendrai averti Monsieur Sabran, lequel m'a écrit que ce même Ecoffois a été assez caché, & cela ne diminue pas le soupçon qu'on doit avoir de son voyage.

Au sujet du Mariage de Pologne je n'ai rien à vous répondre, nous n'avons du refuser d'en faire faire l'ouverture ni prétendu le persuader, mais seulement essayer de profiter, pour le bien public & celui en particulier de la Couronne de Suede, de ce rencontre pour empêcher que le Polonois ne se joignît & au Roi de Danemarck & au Grand Duc de Moscovie; & que tous ensemble & de concert fissent irruption dans la Suede. Si le Chancelier a approuvé que Monsieur de la Thuillerie en ait fait la proposition, il l'aura executé; s'il l'a blâmée, il s'en sera abstenu. Nous ne sommes obligés qu'à pressentir que nous avons bien préjugé que c'étoit une chose qui ne pouvoit être faite, la constitution des affaires y répugnant, l'âge des parties & la difference de Religion; mais nous avons aussi jugé qu'il n'étoit pas mauvais de suivre l'intention du Roi de Pologne, qui lui donnoit lieu de rejeter les ouvertures de Guerre qui lui étoient faites, & le laissant se flatter dans ses esperances, nous avons détourné & éludé les mauvaises résolutions qu'il étoit sur les termes de prendre.

Touchant le  
Mariage du  
Roi de Polo-  
gne.

Les dernieres Lettres que j'ai eues de Monsieur d'Estrades, datées du sixième de ce mois, me font esperer que l'affaire de l'Oostfrise s'accommodera par quelque expedient. Ce Comte est à la Haye qui fait grand bruit, & on lui laisse évaporer sa colere. Sur ce que nous nous sommes contentés qu'on nous donneroit du tems, & qu'on n'est pas éloigné, les uns de le consentir, & les autres de s'en contenter, ainsi que diverses Lettres me l'ont fait savoir, il y a lieu de bien esperer que Messieurs les Etats ont mis en due consideration les offices que Sa Majesté a fait en faveur du Roi de Portugal, & obtenu tout ce que l'on pouvoit desirer, à quoi les graces qu'on leur a faites les ont sans doute disposés.

Affaire  
d'Oostfrise.

Je vous ai mandé ce qui nous avoit été dit sur le fait des Pouvoirs. Nous tenons l'avis de si bonne main que nous ne doutons point que l'on n'ait déjà substitué le second au premier. Ce que vous aurez à faire, au cas que l'on nous eût imposé à continuer pour avancer le Traité, sera un des points de la Dépêche, dont Monsieur de Saint Romain sera le porteur.

Ce que vous avez dit à l'Evêque d'Osna-brug, fait savoir au Marquis de Saint Maurice & à l'Electeur de Brandebourg, est si conforme à ce que l'on desiroit, que vous en avez été louez; & sur la plainte qui vous a été faite par Monsieur le Nonce, il m'a été commandé d'en écrire

Touchant les  
Pleins-Pou-  
voirs des Es-  
pagnols.

On loué leur  
conduite.



1645.

Eton blâme  
celle du Ma-  
réchal de Tu-  
renne,

écrire à Monsieur de Turenne, à quoi j'ai satisfait. Je vous informerai du vrai & de ses raisons, mais déjà il passe pour condamné s'il a ôté la grande Eglise de Spire aux Catholiques & introduit en icelle les Protestans ou les Calvinistes. Ce qu'il a publié qu'un chacun pouvoit revenir en son bien n'a pas été une interpretation si sinistre, mais la fuite a donné du dégoût. Il est homme si politique que je suis surpris qu'il se soit tant oublié, mais il lui faut réserver la voye de se justifier. Je suis &c.



## L E T T R E

à Monsieur

L E B A R O N

D E R O R T É.

A Paris, du 18. Mars 1645.

*On payera ses appointemens à Hambourg. On lui envoie une Lettre pour la Reine de Suede. Touchant le Mariage de la Reine de Suede. Soins pour le Danemarck. Animosité entre Messieurs d'Avaux & Servien.*

MONSIEUR;

On payera  
ses appointe-  
mens à Ham-  
bourg.

On lui en-  
voye une Let-  
tre pour la  
Reine de  
Suede.

Touchant le  
Mariage de la  
Reine de  
Suede.

J'Attendois avec impatience l'arrivée de Monsieur votre fils, & lorsque j'ai su ce que vous aviez à désirer je me suis mis en devoir de le faire faire. Vos appointemens vous seront payez à Hambourg, & j'aurai soin d'y faire remettre l'argent de si bonne heure, que vous pourrez vous en servir sans être forcé d'emprunter à gros intérêts, & dès à présent l'ordre a été donné pour payer votre ameublement, & acquitter ce qui vous étoit dû du passé. Je vous envoie la Lettre pour la Reine de Suede, telle que vous l'avez déjà eue, à la difference de ce que vous avez désiré en être retranché; à quoi je me suis résolu pour vous faire voir l'estime que je fais de vos avis.

Il n'a pas été possible de vous éclaircir distinctement sur les deux mariages dont votre Lettre fait mention. La fille a une dot de grand prix, sa personne est aimable, ce sont des conditions pour la faire désirer; & l'un & l'autre des deux Princes en ont de leur côté beaucoup pour se faire accepter. Lequel des deux nous seroit plus avantageux, n'est pas une question aisée à résoudre: ce qui seroit utile à l'avenir est peu pour le présent, & ce que nous aurions à souhaiter en la conjoncture présente des affaires se trouve choqué par ce qui est à craindre pour l'avenir. En cet état notre conduite doit être fort mesurée, ne pas témoigner de rien craindre ni de rien désirer, mais suivre le vent & le vaisseau de celui qui fera le mieux voulu. C'est à vous, étant sur les lieux, d'agir en cette affaire avec votre prudence ordinaire, découvrir les mouvemens du cœur de la Reine pour y applaudir,

TOM. II. PART. II.

1645.

ou du moins pour ne les pas condamner, si tant étoit que ceux de son Conseil fussent d'un autre sentiment & nommément le Chancelier, jusqu'au moment que vous découvrirez que sa volonté est la règle qu'elle suit & qui est reçue par les autres. Pour lors il faut agir comme font les Courtisans qui louent, & qui applaudissent à ce qui leur déplaît. J'apprens que le Chancelier, quoiqu'il soit en grande autorité, ne se tient pas assuré des affections de la Reine, le don semble y avoir plus de part, mais vous le jugerez sur les lieux, & jusques à ce que vous y voyiez clair, vous feindrez & insinuerez au Chancelier, que notre suffisance & notre affection est toute pour lui.

Il y a en cette Ville un nommé Cerisantes qui se dit Resident; mandez-moi si l'on s'y fie & s'il a leur secret au prejudice de l'Ambassadeur Grotius. Je tiens celui-là comme celui-ci attachez au Chancelier. Ledit Cerisantes dit ici qu'il avoit reçu le pacquet de revocation du dit Grotius. Je ne vous envoie point de Lettre pour le Roi de Danemarck, c'est l'offenser de lui dire que l'on envoie un Ambassadeur en Suede, mais lorsqu'ils auront conclu leur Paix, l'on pourra faire traiter qu'il consente, qu'on établisse une forme de Poste ou de Messagerie par son Pais pour recevoir des nouvelles de la Suede, & Sa Majesté ayant consenti de laisser un Secrétaire auprès de lui, il pourra traiter cette affaire.

Soins pour  
le Danne-  
marck.

Je ne vous dirai rien sur le sujet des differens de Messieurs d'Avaux & Servien, sinon que l'on a beaucoup de colere contr'eux de leur conduite. Sa Majesté a voulu que nous nous assemblions jusques à douze, ou quinze qui avons l'honneur d'être de son Conseil, pour examiner leurs differens. Monsieur le Duc d'Orleans, Monsieur le Prince & son Eminence y étoient, comme aussi Monsieur le Chancelier, Monsieur de Bassompierre & nombre de ces Messieurs qui ont été Ambassadeurs; *unanimiter* ils ont été blâmez, & l'on a remis à la prudence de Sa Majesté, d'ordonner ce qu'il lui plaira, nul n'osant mettre la main au Sanctuaire. Je suis &c.

Animosité  
entre Mes-  
sieurs d'A-  
vaux & Ser-  
vien.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N.

A Paris, du 25. Mars 1645.

*Affaire des Portugais. Les Députés de Baviere arrivent à Munster. Reflexions du Ministre sur leurs premieres démarches. Artifices de la France. Complaisance des Mediateurs pour la France. Touchant l'Electeur de Trèves. Avantages remportez*

I 2

par

1645.

*par le General Torstenfon. Affaire de Spire par rapport à la Religion. Le Roi s'intéresse fort pour la Landgrave. Siege de Roses. Soupçons sur la conduite du Pape.*

## MESSIEURS.

Affaire des  
Portugais.

PLûtôt pour observer les bonnes coutumes d'écrire réglemēt toutes les semaines je m'en mets en devoir, que pour beaucoup de choses à vous informer; ce qui se trouve réservé au retour de Monsieur de St. Romain, lequel sans doute devancera ou du moins joindra l'Ordinaire qui doit partir cette nuit. Je ne lairai pourtant d'accuser la reception de vos deux Dépêches, dattées du 11. du courant, qui me furent rendues le 22. ensuivant. Je ne m'arrêterai que bien legerement sur la premiere, qui s'est trouvée delignée par la seconde, jugeant qu'il est inutile de plus parler de ce qui est résolu, ni même de m'arrêter à examiner si les Portugais sont en tort ou en raison. Ce que je remarque, c'est que ceux qui sont de deça ne ménagent guere ceux qui sont à Munster, & que ceux-là, selon le rapport des autres, affectent de faire parler d'eux, leur en dût-il coûter la vie. Mais leur hardiesse ne nous doit pas obliger à en avoir; au contraire à bien examiner ce qui est à faire, à craindre, ou à esperer pour eux & pour nous, puisque nous aurions part à la honte qu'ils recevraient, leur ayant facilité les moyens de se rendre à Munster, d'où ceux qui y sont donnent l'information à l'Ambassadeur, qui est en cette Cour, que ceux de l'Empereur sont en pensée & s'en sont déclaré de leur garantir la sûreté du lieu, disant l'Empire n'être point en guerre contre la Couronne de Portugal; desquels discours ils conjecturent que si les Espagnols sont difficulté d'entrer en négociation avec eux, les Imperiaux n'en feront point de les reconnoître pour Ministres d'un Roi, autorisez pour traiter de la Paix & qui sont en droit de comparoître en l'Assemblée. C'est à vous, Messieurs, à examiner s'ils se flattent, ou si seulement ils sont infectez de la presumption qui est d'autant plus louable que la grandeur de leur Maître les garantit de toute crainte.

Les Deputez  
de Baviere  
arrivent à  
Munster.

Réflexions  
du Ministre  
sur leurs pré-  
mieres de-  
marches.

Cette même Lettre fait mention de l'arrivée des Ministres du Duc de Baviere, de la sorte & de la difference dont vous avez traité avec eux, de quels titres le Comte de Nassau a traité le premier d'entr'eux, de quels aussi il a répondu; & ayant ponctuellement executé ce qui vous avoit été mandé pour ce regard, votre adresse & votre prévoyance a été louée. Que ces Messieurs vous aient voulu interroger, peu répondu à vos demandes, nous n'en avons point été surpris, en leur conduite paroît l'esprit de leur Maître qui veut toujours sonder le gué, avant que de s'aventurer à se mettre dans l'eau. Mais desormais ces précautions sont inutiles, il faut qu'il parle clair, & son salut & celui de sa Maison est lié à celui de l'Empire, & à contenir l'Empereur dans la puissance fournie aux Loix: autrement la grandeur de celui-là anéantit celle de ce Prince, & des autres Electeurs Princes & Membres de l'Empire.

Je vous avourai avec liberté, si vous me le voulez permettre, que ce que vous esperez de ce Prince & les pensées de le menager, s'accordent peu avec la proposition que vous marquez

1645.

être en intention de faire, de laquelle je n'ai conçu d'autre fondement que le desir que vous avez de plaire aux Suedois, ou bien l'engagement que vous avez avec eux, ceci dit par simple conjecture, ils veulent demander quatre choses, je sai bien que c'est avec intention de se relâcher des unes à proportion qu'on s'avancera sur les autres, mais l'une des conditions de leurs propositions choque entierement le Duc de Baviere, la premiere est l'amnistie générale; la troisième, la sûreté de la Paix; la quatrième, la satisfaction & récompense due aux Couronnes. A ces trois demandes les Deputez de Baviere n'y contrediront point, j'entens pour la premiere & troisième: pour la dernière, elle sera examinée le plus & le moins, c'est ce qui sera à débattre. Mais le rétablissement de l'Empire, comme il étoit en l'année 1618. les choquera entierement, car c'est demander que leur Maître soit dépouillé du haut Palatinat, & de la Dignité Electorale, à laquelle il sera sans doute plus attaché, ne possédant qu'à titre d'engagement le haut Palatinat, & par un prix qui reçoit compensation; mais le titre d'Electeur n'en peut recevoir. Quant au huitième Electorat, ce n'est pas être le premier d'entre les Seculiers, ce qui même seroit très-difficile à obtenir & qui choque la dite proposition. S'il vous plaisoit de peser ces deux différentes choses, & vous ouvrir non seulement de la proposition que vous voulez faire, mais des raisons qui vous autorisent de l'avancer, notamment la vôtre qui doit être conforme à celle des Suedois, & nous les envoyer d'heure, vous recevriez la volonté de Sa Majesté avant que d'être pressé de faire paroître la vôtre. Et certes il faudra marcher bien délicatement en telles rencontres, d'autant plus que vous avez de fortes parties à combattre & qu'il faut garder des mesures avec elles, & ne rien faire qui choque ou blesse les Princes de l'Empire, la liberté desquels vous doit être en grande consideration; & bien que la récompense qui sera demandée par les Suedois soit juste, je crains bien qu'elle choque les Allemands, & pour ne pas toucher cet écueil, vous avez aussi à bien prendre vos hauteurs, & éviter de rien avancer qui semble vous y faire renoncer, j'entens pour la part qui vous y peut appartenir.

Artifices de  
la France.

En la proposition que nous vous avons renvoyée, & que vous avez remise aux Médiateurs après y avoir apporté quelque changement, on s'étoit étudié de la concevoir sous des termes qui donnant de grandes esperances aux uns, n'otoient pas aux autres leurs prétentions. Je m'assure que vous vous en servirez, & qu'adroitement vous insinuerez ce qui peut être des nôtres, à quoi même vous réussirez mieux ayant rétabli la forme ancienne de traiter & rejeté celle d'écrire. Que si les Suedois la veulent pratiquer, après que vous leur en aurez remontré les inconveniens, vous ne ferez pas obligé de les imiter. Ce qui les y assujettit n'est pas une raison solide, ils ont en main le moyen d'y remédier acceptant la Médiation de la République de Venise, que l'Empereur n'oseroit rejeter. Les Médiateurs pour leur intérêt se joindront à vous, ils vous l'ont promis, & ont sagement fait de faire retrancher de la réponse qui a été faite à votre proposition par les Imperiaux, ce qui vous y pouvoit déplaire, lesquels, pour ne pas bien connoître la constitution de ce Royaume, ont avancé une demande inutile; mais eux en leur forme, nous en la nôtre, devons consentir tout ce qui assurera l'exécution du Traité, & qui rendra la Paix éternelle. Ce terme ne vous choquera pas, vous qui avez connoissance,

Complaisance  
des Médiateurs  
pour la  
France.

1645. ce, de celle qui fut conclue entre le Roi François premier & Henri huitieme d'Angleterre, pour durer autant que le Monde; ce qui veut dire autant qu'éternelle, puisqu'on fait bien que le Monde finissant, tout ce qui est établi finit avec lui.

Touchant  
l'Electeur de  
Trèves.

Quant aux autres, on ne les a pas encore examinés, & on attend votre particulier sentiment: seulement a-t-il été remarqué qu'ils ont mal défendu ce qui regarde l'Electeur de Trèves, auquel à la vérité on n'a pas droit de demander la restitution de ses Etats, jusques après la conclusion du Traité; mais la liberté de sa personne, à laquelle on s'est réduit, ayant été prononcée par son Juge legitime & consentie même par ses Parties, c'est blesser la bonne foi & le respect dû au St. Siege que de la refuser, & je m'aperçois bien que l'on insistera pour ce qui le regarde, même il me semble que le Pape s'est laissé pénétrer qu'il falloit y apporter un temperament. Mais parcequ'aux autres affaires dont il s'étoit plus nettement expliqué, il n'a pas tenu parole, je mets en doute l'exécution de celle-là que nous faisons solliciter sans intermission, non pas comme une grace, mais comme une justice due.

Avantages  
remportez  
par le Général  
Torstenfon.

Des autres points contenus en la dite réponse, je m'abstiendrai de parler pour les considérations ci-devant touchées, & passerai à vous faire part de ce que vous aurez dû savoir plutôt que nous, savoir est la victoire remportée par Monsieur Torstenfon sur les Imperiaux. C'est pour vous, autant que pour le Public, que Dieu combat; c'est vous donner le moyen de faire la Paix, que d'abattre tout à plat l'orgueilleuse présomption de la Maison d'Autriche; & je ne doute point que l'Electeur de Baviere ne se rende encore plus traitable, après avoir appris la défaite de ses meilleures troupes, il ne songera plus ni à rien entreprendre ni à assister l'Empereur, il se mettra seulement sur une simple défensive & fera que son armée couvrira ses Etats.

Affaire de  
Spire par rap-  
port à la Re-  
ligion.

J'ai mandé à Monsieur de Turenne que l'on n'étoit pas satisfait de ce qui se passoit à Spire, qu'il y mit ordre, ou que Sa Majesté y interposeroit son autorité, & je ne doute point qu'après qu'il aura reçu sa Dépêche, il ne fasse ce qu'il doit. Il n'y a point de prétexte de violer les Capitulations, il n'y en peut avoir d'avoir spolié les Catholiques de l'Eglise Cathedrale, pour la livrer aux Calvinistes ni à d'autres Protestans; & Sa Majesté est si jalouse de la conservation de la Religion, qu'elle proteste que le changement même qui y seroit apporté, si l'Allemagne étoit rétablie comme elle étoit en l'année 18. lui est un obstacle formel à le demander; ce qu'ayant omis d'écrire en sa place ne m'a pas semblé hors d'œuvre en ce lieu. Sur cela même vous entrerez aussi en considération pour en mander vos sentimens à Sa Majesté, qui ne se lasse point de faire faire toutes sortes d'offices à la Haye, pour y faire prendre une bonne résolution à la satisfaction de Madame la Landgrave, qui est comme assurée d'un Subside extraordinaire lui ayant déjà fait expédier une Ordonnance de trente mille Risdalles à bon compte du dit Subside, & de l'argent qu'il lui faut remettre pour les hommes qu'elle nous a baillés. Je ferai aussi payer la pension de son Général & de ses autres Ministres; mais certes il faut un peu compatir avec Messieurs des Finances, qui ont bien plus de peine d'en amasser que nous d'en dépenser. J'aurai un soin particulier de toutes ces choses.

Siège de Ro-  
tes.

J'espère de vous mander que Rosés a été assiégré, nous en attendons la nouvelle, & ne s'y

étant point rencontré d'obstacle, je crois qu'elle sera suivie de celle de sa prise. Notre armée s'est trouvée si complete en Catalogne, que cela nous fait espérer que celles de deçà, où les soldats servent plus volontiers, seront encore en meilleur état, & c'est une application continuelle de Sa Majesté & de l'Altesse Royale de Monsieur d'Orleans. Son Eminence aussi en prend un soin tout extraordinaire.

Vous aurez su par la voye de Monsieur le Nonce comme le Pape a fait une promotion de huit sujets; qu'entr'eux la plupart ont attachement à l'Espagne. Les offices que nous avions fait pour une Princesse d'éminente vertu n'ont pas produit l'effet qu'on s'en devoit promettre. Cela a donné du dégoût à Sa Majesté, qui ne se détachera pas du respect qu'elle doit au St. Siege, mais qui le distinguera d'avec la personne du Pape, qui aura grande peine à se bien justifier de son procédé. On ne lui a pas cédé qu'il n'étoit pas à tolérer, & que c'est prendre un chemin tout éloigné de faire la Paix, accreditant ceux qu'il faut humilier, & donnant du dégoût à celui de qui elle dépend. Nous verrons ce que cela produira, & vous. En toutes sortes de rencontres, je suis &c.

Soupons  
sur la condui-  
te du Pape.

## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N,

A Paris, du premier Avril 1645.

*On communique à M. de Longueville l'Instruction qui leur doit être commune. Eloge de la Reine Regente. Changement & éloignement de quelques Ministres. Des ordres à la Cour. La Harangue de Monsieur d'Estrades aux Etats Generaux ne plait pas à la Cour.*

M E S S I E U R S,

DEpuis deux jours ma plus grande occupation est de travailler à la Dépêche que Monsieur de Saint Romain doit vous porter, & à faire voir à Monsieur de Longueville l'Instruction, qui vous doit être commune & que vous avez emportée, comme aussi à lui donner connoissance des Dépêches, qui vous ont été faites, qui en changent ou expliquent quelques articles; & bien que la Paix enferme avec soi le seul bien que les hommes respirent, il ne laisse pas d'être grand pour être limité à un tems, & l'espérance de le voir continuer augmente la douleur, que l'on sent pendant que le premier s'écoule.

Ce que cela emporte vous sera mieux éclairci par la Dépêche du dit Sieur de Saint Romain,

I 3

&amp;c

On commu-  
nique à M. de  
Longueville  
l'Instruction  
qui leur doit  
être commu-  
ne.

1645.

& nous trouverons tant de raisons solides pour y reduire ceux qui y perdront autant que nous y gagnerons, que je tiens pour assuré qu'ils embrasseront ce moi en pour éviter de tomber en de tels inconveniens qu'ils perdent, avec l'espérance de la Paix, celle d'avoir une Trêve. Ce qu'il faudra bien examiner est de ne la faire si générale que les Indes y soient comprises, afin que les Portugais & les Hollandois, continuant d'y faire la guerre, fassent confumer aux Espagnols la meilleure part des richesses qu'ils en retirent, & qu'ainsi, pendant la durée de la Trêve, ils soient empêchés d'amasser des trésors qui leur donneroient l'envie & le moi en tout ensemble de renouveler la guerre, lorsqu'elle seroit expirée.

La même Dépêche vous donne résolution sur les mêmes affaires de conséquence, dont vous nous avez écrit, & s'explique nettement de ce que vous aurez à demander, en la proposition que vous faites, sur les termes d'avancer, après que vous l'aurez délibéré avec les Suedois, desquels les fins sont diverses des nôtres, non à diminuer la trop grande puissance de la Maison d'Autriche, mais des moyens d'y parvenir, affectant de faire le contrepois des affaires pour équilibrer deux Religions, & nous détacher des Espagnols & de leur Maison tout autant de Princes que nous pourrions, les unir à nous sans distinction de Religion, parceque nous ne pourrions jamais convenir d'élever la Protestante à la diminution de la Catholique, laquelle étant la solide base de cette Monarchie sera toujours défendue par nos Monarques, & la piété de la Reine poussée & appuyée cette résolution, laquelle ayant donné tous les sentimens que la nature lui avoit pu imprimer à l'avantage de sa Maison & au Public, conserve tendrement ceux qu'elle doit avoir pour notre sainte foi. Ce n'est pas seulement cette vertu qui luit en Sa Majesté, elle possède les autres éminemment, & elle a donné une preuve assurée de sa constante résolution à maintenir l'Autorité Royale, quand l'assée de la conduite de Messieurs des Enquêtes elle a passé à les faire châtier, sur ce qu'étant venus à la Chambre d'ouze contre l'usage, & formés des résolutions qui anéantissoient la puissance, que la Compagnie a étant assemblée, pour l'arrogé à ceux qui, hors leur Chambre, ou en celle de la Plaidoyerie assemblez avec les Présidens & Conseillers dont elle est composée, n'ont point de droit de donner leurs suffrages que sur les affaires publiques, a attiré sur eux une rude reprimande qui leur fut prononcée, en des termes fort élégans, par Monsieur le Chancelier, qui en ce rencontre continua à porter dignement, & hautement la Magistrature dont il est revêtu, & ayant fait comprendre qu'il y en avoit entr'eux qui étoient tombez en faute & d'autres dans le crime, les laissa en suspens de la résolution qui avoit été prise, laquelle éclata dans le même jour, ayant été fait commandement au Président Gayant de se retirer à Mortagne, à Avelin, à Issoudun, & à Monteseau, à Château-Gontier, & par l'arrêt fait de la personne du Président Châtillon envoyé tenir prison à Pignerol: ce qui ayant été rendu public causa un nouveau desordre.

Desordres à la Cour.

La Compagnie s'assembla derechef, laquelle ayant encore demandé la permission de venir porter leurs remontrances, se mit en chemin, & arrivée au Palais Royal elle ne put être admise à l'Audience de Sa Majesté, qui l'ayant accordée pour le lendemain, après les avoir entendu leur fit une seconde reprimande, qui leur fut encore prononcée par Monsieur le Chancelier, de la

bouche duquel ils apprirent que la part qui leur appartenoit étoit d'obéir, & que celle de commander résidoit en la seule main de la Reine, laquelle conserveroit la Justice en son lustre, le Peuple en sa félicité, & feroit sentir les coups de l'Autorité Souveraine à ceux qui avoient démerité. Cela bien appuyé a frappé le coup qu'on s'en pouvoit promettre, un chacun de ces Messieurs commençant à connoître, qu'ils ont eu tort en tout ce qu'ils avoient entrepris.

Il faut que j'ajoute que Monsieur & Monsieur le Prince ont assisté puissamment Sa Majesté dans les délibérations qu'elle avoit à prendre, & c'a été une grande consolation aux serviteurs de la Reine de voir l'union que les Princes avoient à elle, qui est aussi tournée à gloire à Monsieur le Cardinal Mazarin, qui ménage leurs esprits & les affaires avec une prévoyance & une prudence admirable, & qui seul a essayé d'adoucir la juste indignation dont Sa Majesté est touchée, qui se pourroit fléchir par la soumission de Messieurs du Parlement, & non par une conduite extraordinaire, comme d'abandonner le Palais, sans y rendre la Justice qu'ils doivent aux Sujets du Roi, dont aucuns des plus jeunes ou des plus chauds s'étoient laissés entendre. C'a été un mal que ce désordre, mais il a fini par l'obéissance que les Magistrats doivent au Souverain, duquel la puissance paroît d'autant plus éclatante, que la Pourpre de la Magistrature perd son éclat quand elle s'en retire, & qu'elle reprend sa force & sa vigueur quand elle est regardée du Soleil. Je me suis résolu de vous faire part de toute cette action, jugeant qu'il y aura des personnes mal intentionnées, & d'autres mal informées qui en écriront en Allemagne, afin que si les Médiateurs, qui en auront pu recevoir l'information de vos Parties, vous en parlent, vous les puissiez éclaircir de la vérité, leur disant que ce qui s'est passé n'est point un mouvement ni rien qui soit considérable, & que les Parlemens de France sont des Tribunaux de Juges & n'ont point de rapport à celui d'Angleterre; que ceux-là n'ont de puissance que celle que leurs Lettres leur donnent, au lieu que celui de Londres se tient persuadé que la Dignité Souveraine réside en leur Corps quand il est assemblé, & que leur Roi est obligé de suivre les mouvemens qu'ils lui inspirent.

Je devois, avant que d'entrer en cette matière, vous marquer, que l'on n'a pas approuvé la Harangue qui fut faite à Messieurs les Etats par Monsieur d'Estrades; mais que ne l'ayant entreprise qu'à bonne fin, même conseillé par Monsieur le Prince d'Orange, c'est une action qu'il faut excuser & non pas condamner, & qui est d'autant plus excusée que nous n'avons pas demandé que l'Etat fit sa jonction avec la Suede, pour mettre à la raison le Roi de Dannemarck, mais seulement que cette nouvelle Guerre ne fût point un obstacle à continuer puissamment celle que nous faisons de concert commun dont la Couronne de Suede ne reçoit pas moins d'avantage qu'elle en pourra remporter dans le Nord. Mais cela se trouvant aussi bien au long expliqué, & même par un Memoire à part en la Dépêche de Monsieur de Saint Romain, je tiens inutile d'en rien écrire à l'avance, & ne vous dirai rien davantage par la présente sinon que je suis de tout mon cœur &c.

1645.

La Harangue de Monsieur d'Estrades aux Etats Généraux ne plaît pas à la Cour.



1645.

## L E T T R E

Ecritte à Monsieur de

BEAUREGARD.

A Paris, du premier Avril 1645.

*Affaire des levées en Hesse. Victoire du Général Torstenfon sur les Imperiaux.*

MONSIEUR,

Affaire des levées en Hesse. J'Ai reçu votre Lettre du 16. Mars par laquelle il semble que Madame la Landgrave ne veuille donner que le nombre de quinze cens hommes de ses troupes, quoique Sa Majesté s'attende d'avoir les 2000. complets. Vous continuerez à lui faire connoître qu'on desire par deça ce temoignage de sa bonne volonté. Que si Monsieur Polhesme donne avis par delà, qu'il n'a pas eu de si bonnes paroles qu'il attendoit, vous vous laisserez entendre, que leurs Majestez ont toute bonne disposition à satisfaire son Altesse, en tout ce qui regarde ses interêts, qui ne sont pas moins chers à la Reine que les siens propres. Monsieur le Duc de Longueville partira aujourd'hui pour aller à Coulommiers, qui est avancer de quinze lieues son chemin vers Munster.

Je ferai sçavoir à Sa Majesté la bonne volonté de Monsieur Ronterot, & si tôt que l'état des pensions aura été résolu, j'expédierai la sienne & de tous ceux que vous recommandez. Je renverrai chez le Peintre & le presserai d'achever ce qu'il avoit commencé. Il est inutile de vous mander le détail de la grande victoire de Monsieur Torstenfon sur les Imperiaux, qui nous a été confirmée, vous en aurez su autant de particularitez que nous. C'est un coup du Ciel en cette saison & qui produira de grands avantages à la cause commune. Je suis &c.

Victoire du Général Torstenfon sur les Imperiaux.



## L E T T R E

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N,

A Paris, du 5. Avril 1645.

*On apprehende que la proposition pour la Paix n'irrite les Catholiques. Defiance de l'inclination du Pape. Sa Sainteté refuse néanmoins à l'Empereur tout secours.*

MESSIEURS,

J'Avois délibéré de vous décharger de la peine de lire une Lettre, ne vous écrivant point & ayant sujet d'en user de la sorte, soit pour vous envoyer un Mémoire très-ample, ou pour m'être éclairci avec Monsieur de Saint Romain de tout ce que j'avois à vous mander, & néanmoins la profession que je fais de vous honorer me force à changer ma résolution. C'est pour vous tenir avertis, usant en cet endroit d'une entière confiance, que l'on est de deça en quelque apprehension que la proposition que vous aurez à donner, pour être conforme à celle des Suedois, ne donne, aux Catholiques zelez & partiaux de nos ennemis, sujet de dire, que la première, qui se fait par les François, a pour objet la ruine de la Religion Catholique, afin que vous soiez soigneux de la considérer, & de garder mesure aux paroles, comme au sujet, dont elle sera conçue. Vous en jugez la conséquence & pénétrez bien aisément, que cette délicatesse procède de celle dont Sa Majesté est touchée pour les affaires de cette nature, qui trouve sa pitié & son zele appuyez par celui de Monsieur le Cardinal Mazarin. J'ajoute encore une seconde raison, bien que foible à comparaison de la première, que se trouvant en nécessité de faire connoître au Pape, que son procédé & sa partialité ne se peuvent supporter, qu'il ne fait comment se défendre des reproches qui lui sont faits d'avoir jugé autrement de son inclination, il lui importe de beaucoup qu'il n'ait pas à nous reprocher que nous ayons moins de tendresse & de fermeté, pour la conservation de notre sainte foi que nos ennemis.

La seule chose dont on auroit à se louer de la conduite de sa Sainteté, seroit de ce qu'il a refusé le secours d'hommes & d'argent, qui lui avoient été demandez par l'Empereur, sous prétexte de la Guerre qui lui est faite par le Transylvain, dont les troupes sont fortifiées de celles des Turcs selon le dire des Imperiaux; mais ayant plus craint de dependre de l'argent que de nous déplaire, nous ne croions pas lui en avoir aucune obligation.

Si le voyage de Monsieur de Saint Romain avoit pu être tardé d'un jour entier, je vous enverrois par lui la réponse à votre Lettre du 26. du passé; mais outre qu'il m'étoit commandé de le faire partir incessamment, votre Dépêche

On apprehend de que la proposition pour la Paix n'irrite les Catholiques.

Defiance de l'inclination du Pape.

Sa Sainteté refuse néanmoins à l'Empereur tout secours.

1645. m'a pressé de le faire. J'y repondrai par l'Ordinaire qui ne sera gueres devancé du dit Sieur, après que je l'aurai luë à Sa Majesté.

Monsieur de Saint Romain n'ayant su partir de tout le jour, j'ai eu le loisir de faire voir à Sa Majesté votre dernière Lettre, à laquelle il étoit amplement répondu par celles qu'on vous avoit écrites avant que de l'avoir reçue; restoit seulement ce qui regarde le Général Benninghausen, sur le sujet duquel on s'est aussi expliqué avec le dit Sieur de Saint Romain, à la suffisance duquel me remettant &c.....



## MEMOIRE DU ROI,

à Messieurs les

### PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, du 5 Avril 1645.

*Sa Majesté se remet à ce que leur dira Monsieur de Saint Romain. On leur envoie une copie d'une Lettre du Nonce de Madrid. Les Espagnols ne feront point la Paix, à moins d'y être forcez, au contraire les Allemands. Le Roi souhaite une Paix ou une Trêve de douze ans. La Victoire du Général Torstenfon doit faire craindre l'Empereur. Conditions pour la Trêve. Mesures à prendre en cas d'une Trêve. Il desire la Paix & le repos de tout le Monde. Le Roi souhaite, s'il est possible, que les Plenipotentiaires ne donnent aucune proposition par écrit, mais il approuvera leur résolution. Le Duc de Baviere fait des avances à la France. Dessein des Suedois pour leur Religion. On doit prendre garde aux Ministres Suedois. Mesures à prendre avec le Duc de Baviere, s'il est absolument nécessaire de donner quelque proposition par écrit. Sa Majesté se remet aux résolutions des Plenipotentiaires. Touchant le ceremoniel pour l'Ambassadeur de Savoye. Par rapport au discours de Monsieur d'Estrades aux Hollandois. Touchant la forme de traiter avec l'Evêque d'Os-nabrug. Affaire de Rome. Ins-*

*truction aux Plenipotentiaires pour s'en ouvrir avec le Nonce. Monsieur Brasset doit retourner en Hollande. Affaires de la liberté de l'Electeur de Trèves. Des Ambassadeurs de Portugal. Les Suedois veulent traiter par écrit. Soins de la France pour Monsieur d'Oxenstiern & pour son fils.*

Quoiqu'il renvoyant par delà le Sieur de Saint Romain, que l'on a entretenu au long de toutes choses, on se pût remettre sur lui d'en informer les Plenipotentiaires, notamment étant aussi intelligent & fidelle qu'il est, néanmoins Sa Majesté a commandé le present Memoire, qui leur apprendra, sur chacun des points principaux contenus en leurs Dépêches précédentes, comme aussi sur l'état present des affaires; ses sentimens en gros, dont les motifs leur pourront être après déduits plus en détail par le dit Sieur de Saint Romain, à qui ils ont été plus particulièrement expliquez.

On envoie aux dits Sieurs Plenipotentiaires, la copie d'une Lettre que le Nonce du Pape, à Madrid, a écrite à celui qui réside en cette Cour, par laquelle ils apercevront bien le desir que les Espagnols ont d'une suspension, puisqu'ils ne peuvent guere proposer la chose plus clairement que par le biais qu'ils ont pris; & cela est confirmé par l'Ambassadeur de Venise, qui est ici, lequel a reçu de celui de Madrid une Lettre dans la même conformité.

Cette ouverture justifie bien les avis que l'on a de tous côtéz que les Espagnols ne consentiront point à la Paix que par force, c'est-à-dire, quand ils se croiront tout à fait perdus, & qu'ils estimeront qu'il ne leur reste que ce moien de remedier à une ruine évidente & irreparable.

Il est bien constant qu'attendu la disposition, ou plutôt l'ardeur que tous les Princes, Villes & États d'Allemagne, témoignent d'accommoder les affaires de l'Empire & le mauvais état de celles de l'Empereur, qui seroit peut-être lui-même contraint d'y donner les mains, les Espagnols apprehendent extrêmement; que cette force ou nécessité de s'accommoder ne leur vienne de ce côté-là, & s'il y a eu lieu de le croire avant le malheur arrivé, depuis peu dans la Boheme, à toutes les armes que l'Empereur avoit assemblées, pour combattre Monsieur Torstenfon, on le doit bien plus absolument conclure maintenant que l'Empereur & les autres Princes, seront plus presséz & que leurs affaires auront moins de ressource, la face véritablement n'en pouvant gueres plus changer que par un accord. Aussi est-il à présumer qu'ils feront tout ce qui dépendra d'eux pour se tirer d'un si mauvais pas, sans avoir égard aux crieries & aux raisons que Castel Rodrigo & les Ministres d'Espagne, qui sont à Vienne & à Munster, pourroient leur alleguer pour les détourner de cette pensée: en suite de quoi l'Espagne se trouveroit contrainte de faire, comme on dit, de nécessité vertu, & cédant au malheur qui la persécute, pour ne sçavoir quel meilleur parti prendre, se laisseroit trainer aux résolutions que l'Empereur prendra.

Il est vrai que les mêmes avis portent qu'en ce cas ils ne consentiront jamais à la Paix, & quoi-

Sa Majesté se remet à ce que leur dira Monsieur de St. Romain,

On leur envoie une copie d'une Lettre du Nonce de Madrid.

Les Espagnols ne feront point la Paix, à moins d'y être forcez.

Au contraire les Allemands.

1645. quoique pour beaucoup de raisons ils jugent bien qu'une longue suspension d'armes peut être extrêmement nuisible à leurs intérêts, s'y étant jusques ici vivement opposés, & ayant toujours détourné l'Empereur d'y prêter l'oreille, néanmoins on estime généralement que plutôt que de consentir à une Paix, dans laquelle ils feroient contraints de quitter pour toujours à la France plusieurs avantages qu'elle a remportés, ils se laisseroient aller à faire une longue Trêve, laquelle ne donnant aucun droit nouveau à cette Couronne de posséder ce qu'elle a acquis, peut aussi leur donner moyen & commodité de se préparer si bien à une nouvelle Guerre, que le terme convenu étant expiré ils puissent reparer les pertes qui ont été faites en celle-ci.

Une autre raison assez bonne doit aussi faire croire qu'ils embrasseront plus volontiers l'expédient d'une longue suspension, c'est qu'ayant une nécessité absolue d'arrêter le cours des progrès des armes de France & de ses Confédérés, ils ne sauroient le faire promptement que par la suspension, qui peut être résolue & faite en un jour, au lieu que tant d'intérêts différens devant être discutés, & concertés dans une Paix, on ne peut en espérer la conclusion, quand même chacun y marcheroit de bon pied, qu'avec un long tems pendant lequel les armes continuant d'agir, la Maison d'Autriche pourroit être réduite en état de ne plus se relever, & en suite que, sans conclure aucune Paix avec eux, leur faiblesse donneroit moyen d'assurer le repos de la Chrétienté.

Le Roi souhaite une Paix ou une Trêve de douze ans.

Le Roi souhaite en premier lieu la Paix, mais y prévoyant de grandes longueurs & des difficultés sans nombre, la conclusion d'une Trêve de douze années au moins en donneroit quelque apparence, & les choses devant demeurer par tout en l'état qu'elles sont aujourd'hui, la Reine auroit une grande gloire d'avoir, pendant sa Régence, non seulement conservé au Roi son fils les conquêtes, & les avantages laissés par le feu Roi de glorieuse Mémoire, mais de les avoir accrus notablement de plusieurs autres considérables depuis sa mort, & affermi le tout par la possession paisible d'un long espace de tems, pendant lequel nous gagnerions celui de la Majorité du Roi, lequel pourroit lui-même agir en personne, quand n'ayant pu conclure la Paix les ennemis s'aviseront de reprendre les armes.

Tout le but & l'effort des Espagnols, dans la négociation d'une suspension, sera de mettre à couvert les affaires de Catalogne & de Portugal; mais il est vraisemblable qu'après avoir disputé quelque tems sur ce point-là, la même nécessité qui les contraint à céder les autres les obligera encore à se relâcher en ceux-ci, & à remettre leurs espérances de pouvoir reparer ce préjudice après la Trêve expirée.

La Victoire du Général Torstenfon doit faire craindre l'Empereur.

La Lettre du Nonce de Madrid, & la disgrâce arrivée aux armes de l'Empereur, qui lui doit faire avoir une juste crainte des suites d'une Victoire si considérable, gagnée dans les Pais héréditaires & au commencement d'une Campagne, a donné lieu de parler un peu au long de la suspension, parce qu'on voit bien qu'ayant besoin d'un prompt remède, sans doute ils recourront à celui-là. A quoi on peut ajouter que le Duc de Bavière, qui aura maintenant d'autant plus de crédit auprès de l'Empereur, que l'on a plus de besoin de lui & de ses forces, ayant dès longtems la disposition qu'il avoit de faire quelque accommodement dans l'Empire, l'envie lui en fera redoublée par le succès de cette bataille qui étant suivie, comme elle le

TOM. II. PART. II.

doit apparemment être, de plus grandes prospérités, peut mettre un jour en compromis la succession de ses Etats à ses enfans, & la hâte, avec laquelle on mande qu'il s'est rendu à Ratisbonne pour délibérer des dernières résolutions à prendre dans ce malheur, fait bien voir combien la chose lui tient au cœur pour les suites qu'il en appréhende, dont le remède le plus certain est d'entendre à un bon accord.

Il seroit superflu de discourir sur les conditions de cette Trêve, mais selon ce qui sera proposé on pourra répondre d'ici plus particulièrement. Cependant par avance ce qui semble se pouvoir faire, c'est que toutes choses devroient demeurer dans l'état où elles sont aujourd'hui, sans que la suspension donne plus de droit à aucune des Parties qu'elle n'en avoit avant qu'elle fût conclue, c'est-à-dire *uti possidetis ita possidentis*, pour le tems qui sera convenu. On pourroit toutefois ménager un article à notre avantage, qui est que comme nous avons conquis beaucoup de Places, dont la garde sera de grande dépense & qui nous sont inutiles, il fût à notre pouvoir d'en démolir trois ou quatre, si nous le jugions à propos, pendant la Trêve; mais il faudroit le concevoir en termes qu'ils ne s'appressent pas de notre dessein, comme seroit si on convenoit de part & d'autre qu'on put fortifier & démolir les Places qui resteroient à un chacun, auquel cas ils soupçonneront bien plutôt que notre intention fût de fortifier que de démolir.

Conditions pour la Trêve.

Cependant comme nous devons justement craindre de l'artifice ordinaire de nos ennemis, que pour se tirer d'une mauvaise affaire ils ne s'accordent présentement à une suspension, avec pensée de la rompre, s'il leur tourne à compte, dans quelque tems qu'ils verroient jour de nous pouvoir faire du mal: Il est important de prendre toutes les sûretés possibles afin que la crainte de recevoir de plus grands préjudices les obligeât à quitter cette pensée s'ils l'avoient.

Mesures à prendre en cas d'une Trêve.

C'est pourquoi il faudroit s'unir plus étroitement que jamais avec les Alliez que nous avons à présent, & engager le plus avant qu'il seroit possible les Princes & Etats de l'Empire à joindre leurs forces aux nôtres, en cas que la Maison d'Autriche voulût prendre quelque prétexte pour rompre la dite Trêve.

Il échet encore à considérer que comme Messieurs les Etats des Provinces Unies desirant avec passion de sortir d'affaires par une Trêve, aussi est-il à craindre que l'on n'y trouve pas facilité avec la Couronne de Suede, quoique dans le dernier Traité qui fut conclu avec eux, ainsi que Monsieur d'Avaux fait bien, ils donneront les mains à sortir de la guerre par le moyen d'une suspension, encore que l'on ne descendît pas pour lors au détail des conventions.

Il est donc à présumer que les Ministres de Suede embrassent aussi cette voye, & se laisseront persuader quand ils sauront premièrement que notre desir est conforme au leur touchant la Paix.

Que l'impossibilité de pouvoir de longtems jouir du repos par autre moyen que par une longue suspension nous doit convier de nous y porter conjointement avec eux.

Qu'ils n'ont pas moins d'intérêt que nous dans l'affermissement des avantages que les deux Couronnes ont remportés dans la guerre.

Que nous pouvons aussi avantageusement que les ennemis, nous préparer de bonne sorte à retourner à la guerre avec plus de force, & de vigueur quand les pertes passées ne les auroient pas rendus plus sages à l'avenir.

K

Que

1645.

Que nous aurions en ce cas le Roi en état de pouvoir lui-même agir en personne, ce qui n'est pas un avantage à prifer peu dans le Royaume de France; où la présence des Rois fait d'ordinaire autant d'effet qu'une grande armée.

Et si l'on peut parmi ces raisons publiques en ajouter une particuliere qui pourra faire force dans l'esprit d'un des Ministres de Suede, c'est que Monsieur Oxenstiern a grande passion de retourner en Suede pour ses affaires particulieres, & inclinera de bon cœur à prendre tout parti qui puisse trancher court la Négociation.

Mais après tout si, pour faire cōdescendre la Couronne de Suede à une Trêve, il étoit nécessaire, dans la nouvelle Alliance que nous établirions dans ce rencontre avec elle, de lui donner une assistance annuelle, pour l'aider au maintien des troupes qu'elle seroit obligée d'entretenir durant la Trêve, & à la conservation des Places qu'elle a conquises, Sa Majesté s'y portera volontiers & consentira à tout ce qui sera jugé raisonnable.

Voilà ce qu'en substance on croit à présent de pouvoir dire touchant la suspension, afin qu'on s'en serve au cas que l'on la mette sur le tapis, & si les dits Sieurs Plenipotentiaires songent quelque chose de plus pour le service du Roi, Sa Majesté sera très-aise de l'entendre.

Quant à ce que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont désiré être éclaircis des sentimens du Roi, sur la conduite qu'ils doivent tenir au cas qu'ils pussent conclure quelque accommodement avec l'Empire, où les Espagnols ne fussent pas compris, Sa Majesté ne leur peut dire autre chose, si ce n'est que son desir & sa passion seroit d'avoir Paix, s'il est possible, avec tout le Monde, & quand on y trouvera trop d'obstacles, une Trêve de même générale. Mais comme, à ce qu'il paroît, les Espagnols sont éloignés de vouloir entendre sincèrement ni à l'un ni à l'autre, que d'ailleurs leur intérêt ne peut pas permettre qu'ils voyent l'Empereur sortir d'affaires & qu'ils y demeurent seuls embarrassés, & qu'il y a grande apparence qu'ils prendront toute résolution plutôt que de le souffrir, il est de l'adresse desdits Sieurs Plenipotentiaires de conduire en sorte la Négociation que la crainte que les Espagnols auront de cet accord particulier les fasse mettre à la raison pour le général. Cependant si l'opiniâtreté desdits Espagnols étoit telle que, quelque résolution que prit l'Empereur, & les Princes de l'Empire, ils persistassent à prétendre des conditions injustes, & ne les pouvant obtenir ils voulussent continuer la guerre, Sa Majesté, avant de dire là-dessus précisément son intention, sera bien aise d'avoir l'avis desdits Sieurs Plenipotentiaires sur la question proposée; bien entendu toujours qu'en quelque accord que l'on arrête avec l'Empire, nous eussions des suretez suffisantes que les Espagnols ne pussent profiter, ni directement, ni indirectement, des forces d'Allemagne, ni de quelques autres assistances que l'Empereur essayât de leur donner secrètement.

Quant à la proposition qu'il faudra maintenant résoudre de bailler de commun concert, Sa Majesté souhaiteroit bien qu'on pût se défendre de la donner par écrit pour les inconveniens qui ont ci devant été marquez. Mais s'il est jugé absolument nécessaire encore pour cette fois, touchant les affaires d'Allemagne pour contenter les Ministres de Suede, Sa Majesté trouvera bon tout ce que les dits Sieurs Plenipotentiaires résoudront sur les lieux.

Il desire la Paix & le repos de tout le Monde.

Le Roi souhaite, s'il est possible, que les Plenipotentiaires ne donnent aucune proposition par écrit.

Mais il approuvera leur résolution.

Ce qui fait peine à Sa Majesté est, que, comme ils auront déjà vu en d'autres Dépêches, il est aisé à connoître, par la conduite des Ministres de la Couronne de Suede, qu'elle songe sérieusement à se prévaloir de l'occasion pour établir & augmenter la Religion Protestante, & ils s'en sont assez ouvertement déclarés au voyage que le Sieur d'Avaux a fait à Osnabrug, lui ayant voulu persuader qu'il falloit que les deux Religions fissent le contrepoids dans l'Empire, & à cet effet que le nombre des Electeurs fût mi-parti des uns & des autres, & veritablement il y a lieu de croire que la proposition de remettre les affaires d'Allemagne comme en 1618 tend principalement à ce but-là.

Sur quoi il faut considérer qu'une proposition conçue de cette sorte dans un tems où le Duc de Baviere nous fait toutes les avances possibles & des offres sans réserve pour s'attacher à cette Couronne, ce que l'on ne doit pas croire entièrement artificieux, puisque son compte se trouve dans cette conduite, non seulement mettra absolument ce Prince au désespoir, voyant notre première ouverture tendre à ruiner d'abord ses plus chers intérêts, mais encore nous venons par là insensiblement à fortifier la Religion Protestante, qui est le dessein des Suedois dont nous devons extrêmement nous méfier sur le point de la Religion, étant constant qu'au même tems qu'ils travaillent sur les principes que l'on voit en Allemagne, ils n'oublient rien en Angleterre & ailleurs pour lier des intelligences & faire union entre tous les Herétiques.

La Confédération, que la France a avec la Couronne de Suede, n'a pas été faite pour des affaires de Religion, mais purement d'Etat, c'est à dire pour empêcher la Maison d'Autriche de donner la Loi à l'Europe, à quoi elle eût pû à la fin parvenir si on n'y eût apporté à tems les remèdes convenables: c'est pourquoi l'intérêt commun qui fût alors & celui qui sera dans la conclusion de la Paix, c'est de diminuer l'autorité que l'Empereur s'étoit usurpée en Allemagne, & l'obliger à rendre aux Princes & Etats de l'Empire les privileges qu'il leur avoit ôtez, établir les choses en sorte à l'avenir qu'un chacun jouisse des avantages qui lui appartiennent, sans que la Maison d'Autriche puisse ou par ruse ou par force les en priver.

Ce point est si delicat & donne tant d'inquietudes à la piété de la Reine & de son Conseil qu'il merite bien que lesdits Sieurs Plenipotentiaires y fassent grande considération, & qu'ils observent bien dans le progrès de la Négociation toutes les démarches & visées des Ministres de Suede en une affaire si importante, pour pouvoir, suivant les occasions, détourner adroitement ce qu'il ne seroit pas juste ni convenable d'accorder, & qui peut préjudicier à notre réputation, étant indubitable qu'il seroit bien mal féant que l'on pût dire en quelque tems que ce soit, que Sa Majesté songe si peu à l'avantage de la Religion Catholique qu'elle se laisse aveuglément emporter par l'intérêt de ses Alliez & pour leur complaire, à l'avancement de la Protestante, à tel point qu'elle pût un jour donner la loi aux autres.

Quelqu'un a crû que si, pour le bien de nos affaires & pour entretenir une parfaite union avec la Suede, nous étions obligés à faire la proposition ci-dessus, nous pourrions par quelque moyen bien secret faire entendre sous main au Duc de Baviere qu'ellen'empêchera point qu'on ne lui fasse connoître l'affection qu'on a pour ses intérêts, & quand cela même viendroit à être su des Ministres Suedois, ils n'auroient nul-

1645.

Le Duc de Baviere fait des avances à la France.

Dessein des Suedois pour leur Religion.

On doit prendre garde aux Ministres Suedois.

Mesures à prendre avec le Duc de Baviere s'il est absolument nécessaire de donner quelque proposition par écrit.



1645. le occasion de se plaindre que nous voulions ménager l'esprit d'un Prince dont les avis & les résolutions seroient de grand poids dans les progrès de la Négociation; d'autant plus qu'eux-mêmes ont dit qu'il falloit se relâcher des conditions qui seront insérées dans la dite proposition, selon que les conjonctures le requerront pour le mieux, dont il faut tirer encore d'eux un plus particulier éclaircissement & parole avant que de s'y engager davantage, afin qu'ils ne puissent prétendre, après nous avoir fait faire ce pas, de nous y tenir inviolablement attachez.

Ce qui donne peine, c'est que comme autrefois la France a eu grande part à la translation de la Dignité Electorale en la personne du Duc de Baviere, & qu'elle y a beaucoup contribué, on pourroit trouver à redire si dans la plus grande prospérité de ses affaires elle changeoit aujourd'hui de maxime pour plaire à ses Alliez. C'est pourquoi sur le point de l'Electorat on desire savoir l'avis desdits Sieurs Plenipotentiaires, toutes raisons persuadant ici que ledit Duc nous obligeant par sa bonne conduite & par des effets qu'il peut donner dans la Négociation de la Paix à considérer ses intérêts, on doit contribuer ce qui dépendra de nous à lui conserver cette dignité. Le Palatin même semble assez persuadé que l'Electorat ne sortira point de la Maison de Baviere, puisqu'il est le premier à se laisser entendre pour l'alternative, & à donner ainsi jour lui-même à quelque temperament.

Sa Majesté se remet aux résolutions des Plenipotentiaires.

On a estimé à propos de toucher toutes les considerations ci-dessus, pour faire connoître aux dits Sieurs Plenipotentiaires avec quelle application & quel zèle Sa Majesté pense à ce qui peut regarder la Religion; néanmoins elle fermet à tout ce que les Plenipotentiaires refoudront sur les lieux, bien assurée qu'étant bien informez de ses sentimens ils ménageront & le solide & les apparences.

Touchant le Ceremoniel pour l'Ambassadeur de Savoye.

Sa Majesté ne parlera point ici du traitement de l'Ambassadeur de Savoye, croyant maintenant la chose achevée à sa satisfaction, suivant les ordres qu'elle en a donné. Elle leur fera remarquer seulement que le Marquis de Saint Maurice, soit pour être Ministre d'un Prince attaché à cette Couronne, & qui a si grand sujet de se louer de la protection qu'elle lui a donnée, soit pour son affection particuliere, sera très-capable de servir & avancer les intérêts communs en beaucoup de choses, portant quelquefois des paroles qu'il ne seroit pas expedient de voir sortir de la bouche des Ministres du Roi.

Par rapport au discours de Monsieur d'Estrades aux Hollandois.

Quant au discours que le Sieur d'Estrades a fait en Hollande pour divertir Messieurs les Etats de s'engager en une nouvelle guerre contre le Dannemark, Sa Majesté en a fait dresser un Memoire à part qui fera savoir ses sentimens au long aux dits Sieurs Plenipotentiaires. Cependant il sera peut-être bien à propos qu'ils en écrivent en Suede à la Reine & au Chancelier Oxenstiern, faisant connoître que l'on n'a aucunement songé à rien de préjudiciable contre eux, mais seulement d'obliger les Hollandois à de grands efforts contre l'Espagne qui ne fit jamais tant de préparatifs que cette année pour la Guerre de Flandres; en quoi les Suedois ont le même intérêt que nous, & que pour faire l'un ils n'omissent pas l'autre, ainsi qu'il est arrivé depuis avec satisfaction de la France & de la Suede. Ils en informeront aussi le Sieur de Rorté que l'on croit à present bien près de sa Résidence.

Touchant la forme de

Les raisons, qu'ont étendu si au long les dits Sieurs Plenipotentiaires pour justifier leur forme

TOM. II. PART. II.

1645. de traiter avec l'Evêque d'Osnabrug, ne semblent pas à Sa Majesté li concluant qu'il n'y en ait beaucoup de bonnes à dire au contraire. Mais sur ce point on se remet à ce qu'en a entendu Monsieur de Saint Romain.

Il reste à parler de Rome & de la conduite du Pape, en laquelle on reconnoît tous les jours plus évidemment que le partage qu'il fait de son affection & de ses graces aux deux Couronnes, c'est qu'il nous donne de belles paroles & à nos ennemis de bons effets.

Le Roi prenant confiance, autant qu'on le devoit, aux assurances données par une personne constituée dans une si haute Dignité qu'est aujourd'hui sa Sainteté, non seulement de sa bonne volonté envers cette Couronne, mais qu'elle seroit ravie d'avoir occasion d'en donner des preuves solides, Sa Majesté prit résolution, nonobstant ce qui s'étoit passé dans le Conclave & les attachemens que Sa Sainteté avoit eu avec l'Espagne dans les Emplois & Charges qu'il avoit autrefois possédés, d'y correspondre sincerement de son côté, & Sa Majesté n'a rien oublié dans l'envoi du Sieur de Gremonville pour gagner sa bienveillance, lui faisant connoître la passion qu'elle avoit pour le bien du Saint Siege, pour la gloire particuliere de la personne de Sa Sainteté & pour les avantages de sa Maison & en paroles & en effets. Cependant non seulement Sa Sainteté jusques ici n'a accordé aucune des choses dont on lui a fait instance de la part du Roi en quelque justice qu'elles soient fondées, comme touchant l'Archevêque de Trêves, la Réception de l'Ambassadeur de Portugal, la collation des Bénéfices de Catalogne & plusieurs autres, mais quelques jours après l'arrivée du Sieur de Gremonville, Sa Sainteté, avec un étonnement de tout Rome, a fait une promotion entierement Espagnolle, qui est le plus grand prejudice qu'un Pape puisse faire à cette Couronne & auquel il faut après des siècles pour y pouvoir remedier, d'autant que la Faction contraire croissant de puissance & d'autorité peut non seulement s'assurer dans les Conclaves l'exclusion des sujets qui ne leur sont pas agreables, mais se rendre maîtres avec le tems de porter au Pontificat ceux qui leur sont les plus attachez & confidens, qui est un moyen pour tenir tout le monde dans leur parti. On murmure fort dans tout ce Royaume de la partialité si manifeste que rémoigne Sa Sainteté à nos ennemis. La Reine cependant à la satisfaction en son ame de n'avoir rien omis pour mettre Sa Sainteté en son tort. Au cas qu'elle continue cette conduite & fasse si peu de cas de la gloire d'être tenu de chacun pour Pere commun, il ne sera pas mal à propos que lesdits Sieurs Plenipotentiaires prennent occasion dans quelque Conference avec Monsieur Chigi de lui faire remarquer à quel point est la bonté de la Reine qui poursuit encore à se contenter de la médiation de Sa Sainteté, c'est-à-dire de lui confier les plus chers & plus importants intérêts qu'elle puisse jamais avoir, nonobstant l'inclination qui ne se voit que trop visible en lui d'obliger nos ennemis à nos dépens. Ils pourront adroitement lui faire apprehender que si les choses continuent de même elle sera obligée de regler sa conduite sur celle de Sa Sainteté, & d'y prendre quelque résolution, quand il n'y auroit d'autre motif que pour n'encourir pas le reproche que toute la France lui pourroit faire d'avoir consenti imprudemment dans la Négociation de la Paix à l'entremise d'une personne si portée pour nos ennemis & si éloignée de favoriser cette Couronne.

1645.

traiter avec l'Evêque d'Osnabrug.

Affaires de Rome.

Instruction aux Plenipotentiaires pour s'en ouvrir avec le Nonce.

1645.  
Monsieur de Longueville ayant près de lui une personne fort capable, dont tout le monde dit beaucoup de bien, & qui l'a déjà accompagné dans son voyage d'Allemagne, le Sieur Brasset pourra à son arrivée lui laisser sa place de Secrétaire de l'Ambassade, & s'en retourner en Hollande continuer son service suivant les instances qu'il en a faites à Sa Majesté.

Affaire de la liberté de l'Electeur de Trèves.  
Le Sieur de Gremontville n'aura pas manqué de donner avis auxdits Sieurs Plenipotentiaires de ce que le Pape avoit répondu aux instances qu'il avoit faites à Sa Sainteté touchant la liberté de l'Archevêque de Trèves. L'intention qu'il lui a témoignée de vouloir laisser mourir cette affaire, doit faire espérer, comme il ne s'engage pas sans doute sans savoir le sentiment des Impériaux, qu'ils ne s'éloigneront pas de le laisser aller en quelque Ville neutre, où, sans acquiescer une entière liberté, au cas que l'on ne pût conclure aucun accord, il en eût néanmoins assez pour donner sans contrainte les ordres qu'il voudroit à ses Ministres qui assisteront à l'Assemblée, dont il semble ici qu'il soit juste de nous contenter.

Des Ambassadeurs de Portugal.  
Quant au traitement des Ambassadeurs de Portugal, Sa Majesté souhaiteroit bien qu'il se pût trouver quelque expédient de leur donner satisfaction sans leur faire courir aucune fortune, ce qui rejalleroit sur nous qui sommes obligés d'honneur à les soutenir. Il est certain que le Roi leur Maître les déclarant Ambassadeurs, puisque Sa Majesté traite, avec lui & avec ses Ministres, en la sorte qu'elle fait, les dits Sieurs Plenipotentiaires ne pourroient pas refuser d'en user de même à leur endroit. Mais on doit essayer de les rendre capables qu'ils ne le doivent pas eux-mêmes souhaiter pour les inconvénients qu'il y a lieu d'apprehender: aussi bien pour l'autre raison que ce seroit manquer à la foi que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont donnée en leur passage de n'avoir avec eux que de leurs do-

meestiques, elle n'est de nulle force & il seroit bien aisé d'en fortir en disant que le Roi leur Maître depuis leur arrivée leur a donné cette qualité. Il faudroit voir si, en vertu du Pouvoir concerté & résolu avec les Espagnols, qu'ils mettront peut-être bientôt au jour suivant l'ordre secret qu'ils ont d'Espagne de le faire quand le premier ne pourra être admis, il y auroit moyen d'établir dans l'Assemblée les Ministres de Portugal, en la qualité que leur a donné leur Maître, puisque les Espagnols sont obligés de traiter avec nos Alliez & nos adhérens.

Puisqu'une des raisons, qui portent les Ministres de Suede à vouloir traiter par écrit, est qu'ils n'ont aucuns Médiateurs, il semble qu'il faudroit songer de bonne sorte à faire que Monsieur Contarini, ou quelqu'un de sa part, à leur satisfaction, s'entremît & prit le soin de la Négociation d'Osnabrug.

Il sera peut-être bien à propos, dans la première entrevue avec les Ministres de Suede de témoigner à Monsieur Oxenstiern l'estime qu'on fait ici de son mérite, & la disposition où est Sa Majesté de le favoriser en toutes rencontres, & même s'il le juge à propos le désintéresser en Suede pour les desseins, qu'il peut y avoir touchant son établissement, en quoi Sa Majesté auroit une singulière satisfaction, tant pour la vertu du Fils, que pour reconnoître en sa personne la conduite envers cette Couronne de Monsieur le Chancelier son pere, qui pour ses bons services a tant mérité de la cause commune.

Sa Majesté même inclineroit de bon cœur, s'il est estimé à propos par les dits Sieurs Plenipotentiaires, de témoigner sa bonne volonté, au dit Sieur Baron Oxenstiern, & à Monsieur Salvius par quelque présent qu'elle leur pourroit envoyer; sur quoi la dite Majesté desire avoir leur avis.

Les Suedois veulent traiter par écrit.

Soins de la France pour Monsieur d'Oxenstiern.

Et pour son fils.

C O P I E

Envoyée à Messieurs les

P L E N I P O T E N T I A I R E S .

D U N E L E T T R E .

De Monsieur l'Archevêque

D E T A R S E .

Ecrit à Madrid le 10. Mars 1645.

Ill<sup>mo</sup>. & Re<sup>mo</sup>. Sig.<sup>r</sup> mio off.<sup>mo</sup>

*N*onostante che il Sig. Amb.<sup>ore</sup> di Venetia & io stinassimo per securissimo che questa M.<sup>ta</sup> habbi data Instru<sup>zione</sup> & ordini precisi alli suoi Plenipot.<sup>arii</sup> non solo per il Trattato & conclusione della Pace, ma anche in ordine a una suspensione di armi, in caso che venisse promossa, habbiamo

*Q*uoique Mr. l'Ambassadeur de Venise ait été très-persuadé, aussi bien que moi, que Sa Majesté a donné ses instructions & ses ordres précis à ses Plenipotentiaires pour traiter & pour conclure la Paix, qu'elle leur ait même recommandé de consentir à une suspension d'armes

1645.

*contuttociò reputato a proposito, in occasione della vicina partenza del Sig. Conte di Pagnaranda, quale si è poi messo in viaggio due giorni sono, di supplicare la M.<sup>te</sup> sua, come si è fatto da noi unitamente, a comandare alli suoi Ministri, che trattandosi di tal materia non lascino di concorrerci per la loro parte. Ce respose S. M.<sup>te</sup> che essi hanno दिया ordine espresso di non recusare nessuna propositione che possa facilitare la Pace & in specie di concorrere in una suspensione, mentre sia in ordine al Trattato & stabilimento della med.<sup>ma</sup> Pace hò creduto esser mio debito significare il tutto a V. S. Ill.<sup>ma</sup> a cui faccio humill.<sup>ma</sup> riverenza.*

mes en cas qu'on la proposât, nous avons crû pourtant, qu'il étoit à propos, au sujet du depart de Mr. le Comte de Penaranda qui est parti depuis deux jours, de supplier très-humblement Sa Majesté de recommander à ses Ministres que si l'on venoit à traiter d'une telle chose, qu'ils eussent à concourir de leur côté. Sa Majesté nous a répondu, qu'ils ont des ordres exprès de ne refuser aucune proposition qui pourra faciliter la Paix, & particulièrement concourir à une suspension, pourvu que ce soit d'un commun accord & que cela contribue à l'établissement de la Paix. J'ai crû qu'il étoit de mon devoir, Monsieur, de vous en donner connoissance. Je suis &c.

1645.

# LETTRE DU ROI, à Monsieur le Comte de D'AVAUX.

A Paris du 5. Avril 1645.

*Il lui refuse son congé.*

MONSIEUR LE COMTE D'AVAUX. Quand nous avons considéré, la Reine Regente Madame ma mere & moi, les instances que vous faites de revenir, nous nous sommes étonnez qu'ayant un si beau champ d'acquiesce de la gloire en servant votre patrie, même toute la Chrétienté, & que plusieurs siècles ne peuvent faire naître une pareille rencontre, vous persistiez toujours en cette résolution. Je ne vous défendrai pas d'y persévérer, il dépendra de vous de l'exécuter si une pensée plus avantageuse que votre réputation ne vous la fait changer, me promettant que l'arrivée & l'entremise de mon Cousin le Duc de Longueville & sa présence terminera tous les différens que vous avez avec le Sieur Comte de Servien. J'ai donné charge au dit Duc, mais par un ordre très-precis, de s'employer fortement à établir l'union entre vous & le dit Sieur Servien, ce qui est absolument nécessaire pour conduire à fin la Négociation de la Paix à laquelle on peut dire que toutes choses conspirent afin qu'elle se conclue à la gloire de cette Couronne & à la félicité de l'Europe. Le dernier coup qu'ont reçu les Impériaux par la défaite entière de leur armée au milieu de la Bohême & proche des Païs héréditaires, même au commencement de la saison, est décisif & tel qu'apparemment les ennemis seront contraints de chercher dans la Paix les moyens d'en éviter d'autres qui les menacent, & qui reçus leur leveroient l'espérance de l'obtenir. Il me suffit de vous les faire voir par un léger crayon & remettre à votre prudence de peler & d'examiner ce que vous devez faire, soit en vous considérant ou en considérant le Public. Ce que je puis ajouter, c'est que je ferai bien aise que vous demeuriez au lieu où vous êtes jusques à l'entière conclusion de la Paix, & que prenant une délibération contraire à celle que vous avez maintenant, vous pouvez vous tenir fort assuré qu'à votre retour ici vous ferez

bien vû & bien reçu, & que le souvenir de vos anciens services n'est point effacé de ma mémoire. Je prie Dieu, Monsieur le Comte d'Avaux, qu'il vous ait en sa sainte & digne garde, &c.



# LETTRE à Monsieur D'AVAUX.

A Paris du 5. Avril 1645.

*On cherche à le consoler & à l'encourager.*

MONSIEUR,

SI vous vous souvenez de toutes les Lettres, que vous m'avez écrites depuis le partement de Monsieur de Saint Romain, vous vous attendrez d'en recevoir une bien ample de ma part; mais je me défends de la faire, & pour me tenir parole & pour ne renouveler point vos déplaisirs, faisant réflexion sur diverses actions qui vous en ont causé, & pour condamner vos sentimens en ayant épousé d'autres.

Ce que je ferai sera de vous prier de considérer un ample Memoire qui vous est envoyé, l'état present des affaires publiques, la Lettre particulière que Sa Majesté vous écrit, & puis former votre résolution. Si auparavant que de la prendre vous voulez écouter mes conseils & y déférer quelque chose vous ne hésitez pas de surmonter tous les obstacles qui se peuvent rencontrer, pour prendre part à la plus glorieuse action que vous puissiez entreprendre, & vous imitez les sages Pilotes, lesquels ayant une fois touché sur un écueil sont toujours sur le tillac, la sonde à la main, quand ils en approchent pour le savoir, & en un lieu où la nécessité les engage de passer ils ne renoncent point à leur métier, au contraire l'expérience les rend plus considérables & plus hardis de se mettre en mer. Quel vent y pouvez-vous trouver qui vous change & qui vous porte à terre? Votre College étant accru d'un Prince de la naissance, dignité & apparence de Monsieur le Duc de Longue-

1645.

ville, vous ferez hors de nécessité de contester avec Monsieur Servien, l'avis des deux prevaudra par dessus celui du tiers, & vous trouverez en la compagnie de ce Prince la douceur que vous avez perdue. Certes vos amis ont intérêt que vous la repreniez avant que de revenir parmi eux, crainte de sentir l'effet d'une humeur noire que vous auriez apportée & à laquelle ils n'auroient rien contribué. Je passe plus outre, la liberté & l'amitié qui est entre nous m'oblige à me déclarer, vous suivrez les mouvemens qu'on desire vous inspirer; mais si par des contraires vous voulez persévérer en ceux dont vous vous êtes ouvert, je puis vous dire que quand vous viendrez vous trouverez une place non seulement au Conseil, mais en l'affection de Monsieur le Cardinal Mazarin, lequel pour rien du monde ne voudroit vous gêner & se contente de faire connoître à vos amis qu'il vous tient utile de delà sans passer jusques à vous y vouloir contraindre. *Vince animum iramque tuam qui cetera vincis* \*, & donnez au Public & à votre famille ce que vous ne voudriez pas donner à votre fortune. Je suis &c.

\* Surmontez-vous, surmontez votre animosité, puisque vous êtes accoutumé à surmonter toutes choses.



## M E M O I R E POUR ECRIRE

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, du 6. Avril 1645.

*Touchant la Harangue de Monsieur  
d'Estrades aux Etats Gene-  
raux.*

Touchant la  
Harangue de  
Monsieur  
d'Estrades  
aux Etats  
Generaux.

Pour faire cesser les plaintes de Messieurs les Ministres de Suede, en cas qu'elles continuent sur le sujet du Discours que fit le Sieur d'Estrades à l'Assemblée des Etats Generaux de Hollande, pour les divertir de la pensée où ils étoient de déclarer la guerre au Roi de Dannemarck, on peut représenter :

Que le dit Sieur d'Estrades avoit fait ce Discours de lui-même & sans ordre de la Cour, mais seulement poussé d'un bon zèle & sur la croyance qu'il avoit qu'il étoit nécessaire, pour le bien des affaires du Roi & pour l'intérêt même de la cause commune, de détourner cette résolution jusques à ce que le Traité qu'il poursuivoit avec Messieurs les Etats fût conclu, qui devoit précéder toute autre résolution pour le bien même de la cause commune, puisqu'il s'agissoit de faire refondre pour cette Campagne des préparatifs extraordinaires contre les Espagnols en Flandres, afin de pousser les progrès commenez en un lieu si sensible aux ennemis, & les contraindre par de puissantes attaques qui leur feroient faire, de la part de Messieurs les Etats & de la nôtre, d'y retenir les forces qu'ils auroient pu sans cela envoyer à l'Empereur & au Duc de Baviere, & notamment les troupes du

1645.

Duc Charles & de Lamboy, pour lesquelles il est véritable que ceux-là ont fait de grandes & pressantes instances à Castel Rodrigo.

Que c'étoit aussi la raison pour laquelle Monsieur le Prince d'Orange l'y avoit porté, non que pour cela ledit Prince eût aucune sorte d'aversion des intérêts de la Couronne de Sueden, envie de la prospérité de leurs armes qu'il fait être fort utiles à la cause commune, mais desirant que le plus fort intérêt fût pour quelques jours préféré au moindre, c'est-à-dire la poursuite vigoureuse de la Guerre que Messieurs les Etats feroient en Flandres, à celle qu'ils feroient en Dannemarck; ce qui avoit été fort aisé au dit Sieur Prince de persuader au Sieur d'Estrades, & celui-ci avoit crû avoir un prétexte assez plausible de lui rendre cette complaisance, avec cette pensée néanmoins qu'après que le secours extraordinaire pour la Guerre de Flandres seroit arrêté, la résolution qu'on meditoit pour celle de Dannemarck ne rencontre- roit aucune difficulté.

Que nonobstant cela au premier avis qu'on a eu ici que la conduite du dit Sieur d'Estrades avoit choqué les Suedois, on lui a envoyé ordre de ne passer point outre en cette matiere, d'en faire un éclaircissement au Resident Suedois qui est à la Haye, qu'il en demeurât satisfait, & particulièrement de lui donner à entendre que ce qu'il avoit fait en ceci avoit été sans ordre de la Cour, & sans s'imaginer que la Couronne de Suede s'en dût formaliser, notamment après qu'elle auroit su les raisons qu'il eut d'agir de la sorte.

Qu'on avoit fait ici un semblable éclaircissement au Sieur de Cerifantes Resident de la dite Couronne, qui en étoit demeuré très-satisfait, & qu'on l'avoit assuré qu'on menageroit de telle sorte cette occurrence, que les desseins que Messieurs les Etats & nous avons en Flandres n'en seroient point affoiblis, & que les Suedois en tireroient avantage dans la Guerre qu'ils ont avec le Roi de Dannemarck & pourroient par là parvenir à une Paix plus prompte & plus honnête avec ce Prince.

Que pour cet effet on avoit mandé au Sieur d'Estrades, qu'il fit comprendre à Monsieur le Prince d'Orange, que pour obtenir de Messieurs les Etats le Subside extraordinaire qu'ils lui avoient promis, & qui lui étoit nécessaire pour le dessein qu'il a en Flandres, il étoit à propos qu'il ne se rendit point contraire à celui qu'ils avoient de faire la Guerre au Roi de Dannemarck, mais plutôt de donner les mains au leur, pourvu qu'au préalable ils se portassent à ce qu'ils desiroient d'eux pour la Guerre de Flandres, & que le moins important ne fit point d'empêchement à celui qui l'étoit davantage; ce qui à point nommé a réussi comme on l'avoit projeté, car Messieurs les Etats ont accordé le Subside extraordinaire & ils doivent envoyer 40 ou cinquante Vaisseaux pour appuier les offices de leurs Ambassadeurs, tant pour la Paix entre les deux Couronnes que pour la diminution de payer l'impôt du Sond qui est ce qui leur fait si fort mal au cœur.

De sorte que par cette conduite de la France les Suedois ne laisseront pas de recueillir les fruits solides & effectifs de la volonté que les Hollandois ont eue de se joindre à eux en la Guerre qu'ils ont avec Dannemarck, & l'on pourra aussi poursuivre avec vigueur & succès les desseins qu'on a en Flandres contre les Espagnols, au grand avantage de la cause commune & au particulier de la Couronne de Suede même; ce qui ne fût pas arrivé si les Hollandois n'eus-



1645.

n'eussent point d'abord trouvé d'opposition au dessein qu'ils meditoient de faire la guerre au Roi de Dannemarck, dans lequel, s'ils eussent été satisfaits, ils eussent négligé toute autre chose, tant la passion qui les y pouvoit étoit forte & dans laquelle, pour se contenter, ils ont fait ce qu'on prétendoit d'eux pour la Flandres.

Outre que les Suedois trouvent leur compte tout entier, pour la guerre de Dannemarck, au succès de cette action que la France a menagée en la maniere susdite, il leur en revient ces avantages presens & visibles, que les Hollandois, pour n'être point traversés en la résolution qu'ils avoient de faire la guerre au Roi de Dannemarck, ayant accordé ce qu'on leur demandoit pour la faire en Flandres, on affoiblira par ce moyen un ennemi bien plus considerable, non seulement pour les Hollandois, mais encore pour eux, comme est le Roi d'Espagne, que n'est celui de Dannemarck; à cause qu'ils ont plus à craindre de la Maison d'Autriche, dont le Roi d'Espagne a toujours été le plus puissant Membre, que de la Danoise.

En second lieu, si les Hollandois se fussent appliqués à la Guerre de Dannemarck, & eussent négligé celle de Flandres, comme ils en avoient la pensée, les Espagnols ayant moins d'occupation en Flandres & moins de dépense à faire qu'ils n'auront, ils auroient pu faire quelque subvention d'argent & d'hommes à l'Empereur, qui a été jusques ici le plus puissant ennemi que les Suedois ayent en tête, comme l'Allemagne a été le siege de la Guerre qui leur est la plus importante.

En troisieme lieu, la levée extraordinaire que sont maintenant les Hollandois, & qu'ils n'auroient pas faite si d'abord on les eût laissez embarquer à la Guerre de Dannemarck, cette levée, dis-je, ruine celles que Lamboy & Gleen doivent faire, dont certainement celle-ci est pour agir en Allemagne. Et il ne faut point douter que l'Empereur ne tâche d'avoir l'autre pour se mettre, s'il peut, à couvert de la ruine qui le menace après la perte qu'il vient de faire. Toutes lesquelles choses tournent évidemment à l'avantage des Suedois aussi bien qu'au nôtre.

Par là on peut juger qu'encore que le Roi eût raison à toute rigueur de désavouer le Sieur d'Estrades de ce qu'il a fait de son mouvement & sans ordre, il y a de la bienfiance qu'il ne le fasse point, tant à cause des bonnes intentions que le dit Sieur d'Estrades a eues, & qui ont eu le succès que nous avons dit ci-dessus, que pour la consideration de Monsieur le Prince d'Orange, qu'on offenseroit sans necessité à cause qu'il a donné ce conseil au dit Sieur d'Estrades, pour les considerations que nous avons alleguées.

Qu'enfin la conduite de la France si pleine de franchise & de sincerité à l'endroit de ses Allies doit obliger les Suedois de correspondre par une semblable, & ne pas prendre facilement de la deffiance & des alarmes de toutes les apparences qui leur en pourroient donner, sans en avoir au préalable examiné la verité, où ils ne trouveront jamais rien de contraire aux Loix d'une bonne & sincere Confederation.

Sur quoi il n'y aura point de danger que nos Plenipotentiaires leur fassent adroitement sentir avec quelle moderation nous avons vu qu'ils ont entrepris une nouvelle guerre sans nous en donner part, qu'ils l'ont poursuivie à notre grand prejudice, & fait sortir presque toutes leurs forces d'Allemagne pour nous laisser tomber à nous seuls presque tout le faix de cette Guerre, & même après l'accident de Mariendal, ce qui nous a obligé à faire des efforts immenses & une dé-

pense infinie pour appuyer les affaires d'Allemagne qui étoient sur un grand panchant, d'où, par la grace de Dieu, il est arrivé qu'ayant obtenu les avantages que le monde fait devant Fribourg & sur le Rhin, nous avons défait ou occupé les meilleures forces du Parti ennemi qui auroient peut-être agi contre les Suedois & détourné les victoires qu'ils ont obtenues.

Si Messieurs les Plenipotentiaires jugent qu'il soit à propos qu'on écrive d'ici aux Ministres de Suede, on le fera, comme aussi on a donné ordre au Sieur d'Estrades de faire tout ce qu'ils lui manderont.

1645.

## L E T T R E

Ecritte à Monsieur

## S E R V I E N.

A Paris, du 6 Avril 1645.

*Touchant son animosité contre Monsieur d'Avaux.*

MONSIEUR.

CE qui s'est passé entre vous & Monsieur d'Avaux, dont vos Lettres nous ont informez, nous a causé de la peine. Celle que vous avez ressentie augmentoit la nôtre par des considerations importantes au service de Sa Majesté. On n'a pas jugé devoir entrer dans le détail des choses, mais seulement vous faire connoître que l'on espere que l'arrivée, & la présence de Monsieur de Longueville, fera un remede efficace pour faire cesser les divisions qui ont paru entre vous. En examinant les causes on a trouvé que la plus solide est la passion de bien faire qui predomine en tous deux, & que convenant de la chose & la voulant les moiens étoient differens, ce qui avoit causé quelque alteration entre vous. Quand on a deliberé sur les affaires on a remarqué cette difference en vos propositions, que vous, Monsieur, ne vous laissez pas de servir, même avec Monsieur d'Avaux, mais que vous desirez qu'il soit jugé qui a tort. Lorsqu'il preferoit le parti de revenir en France, à celui de demeurer de par delà avec vous, il n'a pas paru être juste de lui accorder son congé, & comme il n'a pas non plus paru honnête de le lui refuser, il a été pris le temperament de lui en laisser le choix, en lui faisant toutefois remarquer que l'on incline plutôt à ce qu'il demeure à Munster, que non pas qu'il revienne ici, & que, pour le faire avec une entiere satisfaction, & valablement pour le service du Roi, il étoit necessaire qu'il se remit bien avec vous. C'est à quoi tendent les Lettres de Sa Majesté, des volontés de laquelle vous serez informez & par la vive voix de Monsieur de Saint Romain, & par un ample Memoire qu'il vous porte, duquel, comme de plusieurs de mes Dépêches, vous remarquerez que l'on a beaucoup d'estime de vos personnes & une entiere & parfaite confiance en vos prudhomies, & qu'on croit assurément faisable par vous une Paix, laquelle d'ailleurs s'avance

Touchant son animosité contre Monsieur d'Avaux.

par

1645. par toutes les victoires que nous ou nos Alliez remportons en divers endroits sur nos ennemis. Il ne reste qu'à profiter de l'occasion & avancer une aussi bonne œuvre, & à moi qu'à vous supplier de croire que je suis & ferai toute ma vie &c.

## L E T T R E

à Messieurs les Comtes

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N.

A Paris, du 15. Avril 1645.

*Touchant l'avancement de la Paix.*

MESSIEURS,

Touchant  
l'avancement  
de la Paix.

J'Ai une excuse en la semaine qui court, & au Jubilé qui se gagne, de n'avoir pas encore fait voir vos Dépêches du premier de ce mois, & je serois même excusable si j'avois laissé partir le Courier sans le charger de mes Lettres; mais ayant beaucoup de plaisir à vous écrire j'aime mieux suivre mon mouvement. Je puis, à mon sens, vous refoudre plusieurs choses sans être obligé d'en parler, s'agissant plus de vous raconter ce qui s'est passé que de vous prescrire aucun ordre, & jugeant que ceux qui vous ont été envoyez par Monsieur de Saint Romain satisfont à tout ce que vous pouvez desirer. Par lui Sa Majesté s'est déclarée de ce que vous avez à faire pour avancer le Traité de la Paix, ce que vous avez à concerter avec les Suedois lorsqu'ils se feront rendus à Munster. Ce sera un contentement à Sa Majesté d'apprendre que le Resident de leur Reine & le Deputé de Hesse se soient trouvez de votre sentiment, car bien qu'on ait de différentes affaires on est bien aisé de marcher de concert avec eux & faire en sorte qu'ils aident à nous moyenner des avantages dont nous avons besoin, & pour la grandeur de cette Couronne & pour assurer la Paix, si tant est que Dieu permette qu'elle se conclue, &c.

1645.



## L E T T R E

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, du 29. Avril 1645.

*Memoire de Madame la Landgrave. Soupçons du Ministre sur ce Memoire. Instances des Alliez de la France pour le Palatin. Prejugez des Protestans Affaire d'un Mariage d'un Prince Palatin.*

MESSIEURS,

J'Avois résolu, ainsi que mes Lettres particulières vous le feront connoître, de laisser partir l'Ordinaire sans vous écrire en commun; mais Monsieur Poleme m'étant venu trouver pour me communiquer un Memoire, qui lui a été adressé par Madame la Landgrave, j'ai changé d'avis, jugeant que je devois vous donner information du contenu en icelui. Comme il me le lisoit, la Reine m'envoya querir, ce qui est cause que j'ai eu peine à retenir ce qu'il contient, de quoi toutefois je n'ai pas fait grand effort, sachant que les Ministres de cette Princesse vous le doivent remettre, si déjà ils n'y ont satisfait. Cependant j'ai jugé devoir réveiller vos prudences en vous avertissant, qu'il m'a semblé concerté avec les Ministres de Suede, & tendre à même fin que ceux-là se sont decouvert avec vous, partager l'Empire en deux Religions & en établir la sureté sur cette égalité.

Memoire de  
Madame la  
Landgrave.Soupçons du  
Ministre sur  
ce Memoire.

Ce que j'y ai remarqué de plus étendu qu'en la proposition des Suedois, c'est qu'il entre en détail de ce que doit produire l'amnistie générale en faveur du Palatin, & ils ne craignent point de se laisser entendre que les intérêts du Duc de Baviere doivent être sacrifiés à ceux de cet autre Prince.

Deux heures avant que le dit Sieur Poleme me fût venu trouver, l'Ambassadeur de Hollande m'avoit vu & m'avoit fait une vive instance en faveur du même Palatin, disant que ses Maîtres ont ses affaires à cœur comme les leurs, & qu'ils attendent que la France les protegera, ajoutant qu'elle le doit par les services reçus par ceux de cette Maison.

Instances des  
Alliez de la  
France pour  
le Palatin.

Les Protestans & Calvinistes se persuadent que le secours envoyé aux Princes, (c'étoit ainsi qu'on désignoit le Roi de Navarre & le Prince de Condé, l'un ayeul de Sa Majesté & l'autre pere de Monsieur le Prince,) contre le Roi & le Royaume de France tient lieu d'obligation à Sa Majesté. Le feu Roi ayeul de celui qui regne a bien cru qu'il étoit rédevable de cette assistance, & reconnu qu'il étoit creancier du Prince de Deux-Ponts & autres qui avoient contribué à amener en France, cette armée de Reytrés qui fût en partie defaite à Anneau & dissipée par l'ar-

Prejugez des  
Protestans.

1645. l'argent qu'on leur paya, mais il n'a jamais avoué qu'elle eût été levée pour le bien de la France, & néanmoins on essaye de nous l'influencer.

Le dit Poleme passe outre, il veut que les Calvinistes, qu'il prétend unir aux Lutheriens, aient les mêmes avantages dont les autres ont quelques titres que ceux-ci n'ont jamais pu obtenir: & dès que je lui demandai l'explication de ses prétentions, il changea de couleur; ce qui me fit appercevoir que Sa Majesté a bien à cœur ce qu'elle lui a envoyé, & que les Protestans & Calvinistes ont prétention d'étendre leur Religion, & que ce soit la France qui les y aide.

Pour ne laisser connoître au dit Poleme que ses prétentions me choquoient, je lui demandai une seconde Conference, m'excusant de ce que j'étois pressé de partir pour me rendre auprès de Sa Majesté selon qu'il m'étoit commandé, & il étoit témoin de l'ordre que j'en avois reçu. C'étoit sur une affaire bizarre dont je vous ferai part & qui a été considérée avec grande prudence.

Affaire d'un  
Mariage d'un  
Prince Pa-  
latin.

Sa Majesté fut avertie que l'un des Palatins, qui est en cette Cour, vouloit épouser la Princesse Anne; on disoit même qu'ils l'avoient exécuté, & qu'ils croioient, au moins le dit Prince, avoir satisfait à son devoir faisant avertir Sa Majesté, par la Reine d'Angleterre, que c'étoit en cette pensée. J'expliquai nettement à la Dame qu'une telle entreprise, sans en avoir obtenu la permission, déplairoit. Elle reconnut qu'elle n'ignoroit pas ce qu'elle devoit à Sa Majesté, & protesta de ne s'y pas embarquer sans en avoir la permission. Je ne lui nommai point le Prince, lui parlant seulement en termes généraux, & ayant donné information à la Reine d'Angleterre de ce que j'avois fait, elle m'en témoigna grande satisfaction & me fit entendre, comme elle avoit dissuadé son neveu de se marier & lui avoit conseillé de faire un voyage vers l'Electeur de Brandebourg. Néanmoins nous ne sommes pas encore assurés qu'ils ne soient mariés, puisque l'on a assuré qu'il s'est célébré un mariage en la maison de Monsieur d'Aubigny, & qu'il avoit demandé dispense de publications de bans à Monsieur de Metz Abbé de Saint Germain, pour deux Etrangers qu'il n'avoit voulu nommer, & cela augmente le soupçon. J'ai jugé vous devoir faire part de cette galanterie, afin que mes Lettres ne vous soient pas continuellement à charge & que les recevant vous puissiez espérer d'y trouver de quoi soulager vos travaux. Je suis &c.

## L E T T R E

à Monsieur

## D' A V A U X.

A Paris, du 29. Avril 1645.

*Le Ministre suspend de renouveler ses instances au Roi. Le Duc de Longueville est sur le point de partir pour le Congrès. Espérances de ce Prince & ses desseins. Adresse des Suedois en Angleterre.*

TOM. II. PART. II.

*Intention du Transylvain. On attend Monsieur d'Estrades à Paris. La hauteur des Suedois change les Hollandois.*

1645.

M O N S I E U R,

Votre Lettre du 15. de ce mois qui me fut rendu le 26. m'avoit réduit à ce point de la vouloir lire à Sa Majesté, & presser qu'elle se déclarât de ce qu'elle vouloit être fait sur les vives instances que vous continuez pour votre retour. Mais de fortune Monsieur l'Ambassadeur de Venise m'ayant communiqué une Lettre de Monsieur Contarini, du 16. je vis que je pouvois changer d'avis, & espérer que le Public pourroit être servi de vous au Traité général de la Paix. Si les remontrances d'un Ministre d'un Prince étranger vous ont fait changer de résolution, je ne puis douter que celles de Sa Majesté ne vous disposent entièrement à ce qui la peut contenter; ce qui vous tournera à gloire & profit.

Le Ministre suspend de renouveler ses instances au Roi, pour le retour de Monsieur d'Avaux.

J'eusse bien désiré que vous m'eussiez envoyé la Dépêche que vous aviez à nous faire, & dont je suis en attente il y a près de quinze jours. Ce qui l'a empêché étant ôté, ce sera pour Mercredi que je la recevrai, & vous au plutôt les résolutions de Sa Majesté sur ce qu'elle contiendra.

Vous verrez bientôt arriver Monsieur de Longueville, qui ne diffère de partir que parce qu'il n'a encore su retirer ses Passaports de Flandres. L'indisposition de Madame de Dunois l'inquiette, mais elle n'auroit pas arrêté son voyage tant il a d'impatience de l'accomplir, se promettant d'avancer le Traité général & de le conclure, & s'assurant de faire changer les sujets d'aigreur qui ont paru entre vous & Monsieur Servien, lequel tient que Monsieur le Baron Oxenstiern a parlé à son avantage. Il désireroit comme vous qu'on pressât l'affaire jusques au point d'averer le mensonge & connoître la vérité, mais cela ne produira pas le bon effet que nous voulons; & faisant réponse à sa Lettre je lui en fais connoître l'impossibilité, évitant, tout autant que je puis, qu'il conçoive que je le condamne; aussi n'est-ce pas à moi à le faire, qui avec sujet suis en peine de ce qu'a fait le Suedois en Angleterre, où j'apprens qu'il a bien avancé ses affaires & fait résoudre la jonction des deux Royaumes. Si ce n'est qu'à faire la guerre à celui de Dannemarck, patience, bien que celle-ci prolonge la générale & fasse perdre l'espérance de la faire finir, mais il y peut avoir quelque chose de plus particulier, ce qui ne seroit pas fort avantageux à la France. J'apprens de Monsieur de Croissy que le Prince Transylvain veut obliger la France à lui abandonner les Catholiques, & à l'assurer du secours de la Porte toutes les fois qu'il en aura besoin, & à y faire les dépenses nécessaires; puisqu'il demande d'être remboursé de celles qu'il a faites pour y obtenir la permission d'entrer en rupture avec l'Empereur, lequel, pour recouvrer de l'argent, met tout en vente. Je ne doute pas que, s'il veut livrer Trieste, il n'en obtienne de la République de Venise, & pour lui lever le seul poste qu'il a sur le Golphe de la Mer Adriatique, ils lui ouvriront la bourse, même la lui abandonneront.

Le Duc de Longueville est sur le point de partir pour le Congrès.

Esperances de ce Prince & ses desseins.

Adresse des Suedois en Angleterre.

Intentions du Transylvain.

Je ne doute point que Monsieur d'Estrades, arrivé en cette Ville lundi dernier, ne vous ait écrit comme il avoit conclu le Traité de la

On attend Monsieur d'Estrades à Paris.

L

Cam

1645. Campagne avec Messieurs les Etats, qui se font engagez à faire quelque chose de considerable, & pour cela obtenu augmentation de somme, & en tout celle de quinze cens mille livres. La hauteur avec laquelle les Suedois traitent les affaires fâche les plus sages de leurs Etats, & la Province de Hollande s'est portée à ce qu'ils vouloient, plus pour fâcher le Prince d'Orange que pour plaire à ceux-là. Je suis &c.

La hauteur  
des Suedois  
chagrine les  
Hollandois.



## L E T T R E

De Monsieur le Cardinal

DE MAZARIN,

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N.

A Paris, le 1. Juillet 1645.

*Il leur envoie le Memoire du Roi.*

MESSIEURS,

Q Uoique la dernière Lettre que vous avez pris la peine de m'écrire du 21. du passé soit assez ample, je ne ferai d'autre réponse que pour en accuser la réception, parce que j'ai fait inferer dans le Memoire du Roi la plupart des points sur lesquels elle m'obligeoit de parler. Je ne prens donc la plume que pour vous assurer de la continuation de mon affection & de mon service, & me réjouir avec vous des prosperitez qu'ont de tous côtes les armes du Roi, qui vous donneront sans doute moi-même à proportion d'avancer heureusement votre Négociation. Voila la dernière Lettre que j'aurai le bien de vous écrire à tous deux en particulier, puisque l'arrivée de Monsieur de Longueville m'obligera dorénavant d'en user autrement. Cependant je demeure &c.

M E M O I R E  
D U R O I,

à Monsieur

DE LONGUEVILLE,

Et à Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N.

A Paris, du 1. Juillet 1645.

*Satisfactions que la Couronne de France prétend en Allemagne pour parvenir à la Paix générale. Il faut songer à faire avec l'Espagne une Trêve de longue durée. Il faut chercher les moyens de contenter la Suede. Les soins de Sa Majesté T. C. pour affoiblir l'Empereur. Il faut absolument traiter au Congrès toutes les affaires avant que d'entrer en négociation avec les Espagnols. Le Duc de Baviere est disposé pour la Paix. Affaire des recrues en Hesse. Vaines apprehensions des Suedois. Touchant l'Italie. Le Roi se plaint du Senateur de Bellin, Turinois. Soins de la France pour cacher ses véritables intentions.*

L E Roi ayant fait examiner le contenu en une Lettre que Messieurs d'Avaux & Servien ont écrite à Monsieur le Cardinal Mazarin, touchant le détail des satisfactions que la France pourroit demander en Allemagne, Sa Majesté approuve leurs sentimens de se contenter de Brisac, & de la haute & basse Alsace, de Philisbourg, & des petites Places voisines, n'y ayant point de difficulté de les relever de l'Empire pour les raisons qui y sont alleguées.

Elle a jugé seulement à propos de leur faire remarquer 1. que la proposition ci-dessus ne doit pas exclure les prétentions que le Roi a sur la Lorraine, laquelle le Roi a conquise par le titre de la plus juste Guerre qui jamais ait été

Satisfactions que la Couronne de France prétend en Allemagne pour parvenir à une Paix générale.

faite



1645.

faite, & qu'il faut s'y conduire en sorte que, pour n'en avoir point fait de mention quand il a fallu parler des affaires d'Allemagne, dont celles-ci ont quelque dépendance, du moins en partie, l'Empereur n'en puisse pas inferer que nous avons tacitement renoncé aux dits droits & prétentions.

*Secundo*, que pour ce qui regarde Philisbourg, on stipule d'avoir aussi le Pais des environs qui sera jugé nécessaire pour la conservation & subsistance de la dite Place.

*Tertio*, il faut se servir de la nécessité que l'Empereur a de la Paix, pour voider entièrement, à l'avantage de cette Couronne, le différend des trois Evêchez de Mets, Thoul, & Verdun, afin que jamais-ci après on n'en puisse former un sujet de querelle.

*Quarto*, que comme il y a apparence que l'Alliance pourra nous demeurer, il faudroit songer dès à présent à Bensfeldt, & aux moyens plus propres pour avoir cette Place. Il est remis aux dits Sieurs Plenipotentiaires de juger, s'il seroit meilleur d'en entrer présentement en Trait avec les Suedois, qui, ne la possédant que par le titre de la Guerre, nous en seroient sans doute meilleur marché; Ou bien d'attendre qu'elle leur soit acquise dans la Paix par le consentement, que l'Empereur & les Etats pourroient donner à ce qu'ils la retiennent.

Il semble que l'on puisse d'autant plus esperer que l'Empereur, & les Princes & Etats de l'Empire consentiront à nos propositions pour l'Allemagne, qu'il y a grande apparence que les armes du Roi sont en état d'y faire de plus grands progrès par l'armée de Monsieur le Duc d'Enguien, & par la resolution où l'on est de donner toutes les assistances nécessaires; pour le faire prospérer de plus en plus.

Les différens intérêts des Princes & Etats, dans l'accommodement général que l'on traite, dont les uns voudroient la Paix, les autres ne souhaiteroient que la Trêve, (ce qui apportera sans doute de grands obstacles dans le cours de la négociation,) & outre cela la fermeté des Espagnols à ne vouloir rien laisser ou fort peu de chose, ont remis ici dans la pensée une proposition dont on avoit autrefois parlé, de faire la Paix dans l'Empire & une Trêve à longues années avec l'Espagne. Sur quoi Sa Majesté desire d'avoir l'avis des dits Sieurs Plenipotentiaires, après qu'ils auroient murement examiné la matiere.

On considère que faisant la Paix dans l'Empire on contente la Suede, qui peut-être aussi bien ne consentiroit jamais à la Trêve; quoiqu'elle soit obligée au contraire par un Trait fait avec nous.

On satisfait tous les Princes & Etats de l'Empire qui ont grande passion de sortir d'affaires par ce moien. Faisant la Trêve à longues années avec l'Espagne, il semble que la chose nous soit extrêmement avantageuse pour les raisons contenues dans un Memoire de Sa Majesté, qui fut adressé dernièrement aux dits Plenipotentiaires, sur le sujet d'une suspension que l'on pourra recevoir en cette rencontre.

Il est de plus à considérer que poussant la Négociation sur ce pied, de faire la Paix dans l'Empire & la Trêve avec l'Espagne, l'on aura beaucoup plus de facilité à conclure que si on persiste à vouloir traiter la Paix par tout, dans laquelle il se rencontrera tant de différens intérêts à discuter & à concerter.

L'Empereur & toute l'Allemagne souhaitent puissamment la Paix. Nous avons confirmation de Madrid & de Rome même, que les

TOM. II. PART. II.

Ministres d'Espagne ont certainement ordonné de leur Majesté, d'entendre à une longue Trêve quand ils ne pourroient parvenir à la Paix, ou que pour l'avoir ils seront obligés de céder beaucoup, comme le mauvais état de leurs affaires, la prospérité des nôtres & les instances même de leurs amis & adherans les en pressent; si bien qu'il est vraisemblable que par cette voye on pourra bientôt conclure quelque chose de bon.

Ce qui est de plus important en ce cas seroit de si bien brider l'Empereur, par les moyens que l'on avisera les plus propres, que la Trêve étant esperée, il ne puisse plus prendre de parti directement ni indirectement en faveur du Roi d'Espagne, en cas que le malheur voulût qu'on fût contraint de recommencer la Guerre. On ne laisse pas de confirmer toujours, que la premiere intention du Roi est de faire la Paix par tout, & que les dits Sieurs Plenipotentiaires doivent avoir toujours cette premiere visée & la témoigner en toutes rencontres. Mais au cas qu'il se rencontre trop d'obstacles, comme il n'est que trop à appréhender; il semble que l'expedient ci-dessus est celui qui peut le plus faciliter présentement la conclusion d'un accommodement, dans lequel se rencontreroient l'avantage de cette Couronne, & la satisfaction de tous nos Alliez.

Sa Majesté recommande de nouveau aux dits Sieurs Plenipotentiaires, d'empêcher à quelque prix que ce soit qu'on ne traite les affaires d'Espagne qu'après toutes les autres: les raisons en sont si amplement déduites dans leurs Instructions qu'il seroit superflu de les repeter. Mais elle a voulu leur en rafraichir la memoire, parceque c'est un des plus délicats points qui soit dans la Négociation, étant certain, comme l'on a mandé plusieurs fois, ou qu'en apportant les difficultés pour la Catalogne, & pour le Portugal; les Espagnols trouveroient moien de rejeter sur nous le blâme du retardement de la Paix, ou qu'en se relâchant sur ces points-là ils pourroient aussi-tôt avancer leur pratique dans le Pais, faisant connoître aux peuples, qu'on ne fera pas grande difficulté de les abandonner.

On a mandé beaucoup de fois, & on le fit entendre au Sieur de Saint Romain pour le rapporter à Messieurs les Plenipotentiaires, que l'on pourroit tirer grand profit de se conduire en sorte que les Espagnols craignissent toujours que la France & par son inclination, & par la disposition qu'elle rencontreroit dans les Princes d'Allemagne, pourroit faire une Paix avec l'Empire sans les y comprendre, afin que cette apprehension les obligât à consentir à une Paix plus avantageuse à cette Couronne, pour ne pas demeurer tous seuls en guerre contre nous & nos Alliez.

Nous avons pourtant eu avis d'Espagne, par lequel nous reconnoissons que quoiqu'ils doutent toujours, que le mauvais état où sont les affaires de l'Empereur, & l'envie que le Duc de Baviere a de sortir de la Guerre à quelque prix que ce soit, ne les oblige à faire la Paix avec la France, & la Suede sans eux. Ils se tiennent assurés du contraire sur ce qu'ils supposent que Saavedra a reconnu, dans le discours des Ministres du Roi, que jamais la France ne consentira à faire la Paix avec l'Empereur sans le Roi d'Espagne, & que cela lui avoit été confirmé par les Médiateurs. On fait bien qu'il y a beaucoup de raisons de part & d'autre à considérer dans cette affaire, mais c'étoit assez de savoir que les Espagnols le craignent au dernier point, pour leur en donner toujours de nouveaux soupçons, & les porter par ce moien à les rendre plus faciles à ce que nous desirons.

L 2

Nous

1645.

Les soins de  
S. M. T. C.  
pour affoiblir  
l'Empereur.

Il faut absolument val-  
ter au Con-  
grès toutes  
les affaires a-  
vant que  
d'entrer en  
négociation  
avec les Es-  
pagna.

Il faut songer à faire avec l'Espagne une Trêve de longue durée.

Il faut chercher les moyens de contenter la Suede.

Le Duc de Baviere est disposé pour la Paix.

1645.

Affaire des  
recrues en  
Hesse.Vaines ap-  
prehensions  
des Suedois.Touchant  
l'Italie.Soins de la  
France pour  
cacher ses vé-  
ritables in-  
tentions.

Nous ajoutons d'autant plus de foi aux avis que nous avons d'Espagne là-dessus, que l'on mande aussi de Rome la même chose.

On n'a rien à ajouter aux dits Sieurs Plenipotentiaires, touchant les levées de Monsieur de Benninghaussen, si ce n'est qu'il ne faudra plus s'en mettre en peine, au cas qu'on ne le puisse disposer à faire de l'Infanterie seule, parce que dans le tems que les levées pourroient être faites nous aurons plus de Cavalerie que nous n'en avons besoin. Cependant Sa Majesté essaiera de pourvoir d'ailleurs à de l'Infanterie, si le dit Benninghaussen refuse de s'engager à en lever.

La crainte que Messieurs les Ministres de Suede ont témoigné avoir dans la conclusion d'une suspension de quatre mois sur la Mer Méditerranée, qu'elle ne fit tomber quelques troupes de l'Italie sur les bras de Monsieur Torstenson, a si peu de fondement, puisque nous ne laisserons pas de continuer la Guerre, de ce côté-là à l'accoutumée, qu'on n'emploiera aucunes paroles pour y répondre. Quant à l'autre apprehension, que le Roi de Dannemarck ne fût assisté des Vaisseaux d'Espagne, quoiqu'elle ne paroisse gueres moins chimérique, on peut les assurer que si on conclut jamais quelque chose, on ne le fera pas sans sauver cet intérêt, & ils peuvent en vivre en repos.

Le Roi a été averti de très-bon lieu, que le Marquis de Saint Maurice, & le Senateur de Bellitia ont tenu des discours touchant Pignerol, comme s'ils vouloient mettre cette prétention sur le tapis. Sa Majesté a écrit à Madame pour s'en plaindre & a demandé positivement, qu'elle rappellât sans perte de tems le dit Bellitia, lequel on fait outre cela avoir eu des Conférences secrètes avec les Ministres d'Espagne, & avoir parlé publiquement au desavantage de la France, ce qui a fait ressouvenir qu'il a été autrefois dans le parti des Princes, quand ils étoient dans celui d'Espagne, & qu'il a toujours été tenu pour avoir ses inclinations entièrement Espagnoles, & sa conduite fait bien voir aujourd'hui qu'il ne les a pas quittées. L'on a avis de Piemont même de la plupart des choses que l'on marque, & de diverses dangereuses pratiques qu'il trame contre le service de Sa Majesté, en faveur de ses ennemis. Sa Majesté charge les dits Sieurs Plenipotentiaires très-expressement, d'en faire de vives plaintes au dit Sieur Marquis, & de lui faire bien comprendre que les affaires de cette Couronne ne sont pas en un état où nous souffrions que l'on dise seulement un mot de celle-ci dans l'Assemblée, & qu'il seroit ridicule de prétendre d'y former aucune Négociation; si bien que, s'il continue dans les mêmes pensées, Sa Majesté seroit obligée de faire à Madame les mêmes instances, à son égard, qu'elle a fait pour la revocation du dit Bellitia, ne pouvant prendre confiance en aucun de ceux à qui semblables chimeres passeroient par l'esprit. Que si on pouvoit reconnoître que ce que tous deux ont dit, eût son origine des ordres que peut leur avoir donné Madame, Sa Majesté seroit obligée d'empêcher que cette mauvaise volonté ne puisse porter aucun prejudice à ses affaires. Cependant elle ordonne aux dits Sieurs Plenipotentiaires, de faire connoître au dit Bellitia la mauvaise satisfaction qu'elle en a, & de ne s'ouvrir plus ni traiter avec lui d'aucunes affaires, sans néanmoins faire d'autre éclat, en attendant que l'on sache quelle résolution Madame aura pris sur ce sujet.

Il eût été à désirer que lorsque les Médiateurs ont proposé une suspension de trois ou quatre mois aux dits Sieurs Plenipotentiaires,

prenant tems d'en conferer, comme il se doit, avec nos Alliez, ils leur eussent fait nettement connoître que la France n'y consentiroit jamais, pour empêcher qu'ils ne s'imaginent que nous y ayons quelque forte de disposition, comme la réponse des dits Plenipotentiaires pourra leur en avoir laissé la pensée.

Signé

LOUIS:

Et plus bas

DE LOMENIE



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N.

A Paris, ce 1. Juillet 1645.

*Reflexion touchant leur proposition sur l'article de la Religion. On doit craindre autant la puissance des Protestans que celle des Autrichiens. Le Médiateur Vénitien n'approuve pas leur conduite sur cet article. L'Empereur n'accordera pas des Passeports aux Ministres du Transylvain. Il faut du tems pour s'en expliquer davantage. Les Médiateurs approuvent le sentiment des Espagnols touchant la Guerre d'Italie. On loue la prudence des Plenipotentiaires. La Négociation avec les Espagnols est pleine de difficultés par rapport aux Suedois. On se plaint de la hauteur des Suedois. Il faut rejeter une suspension d'armes générale; touchant l'Evêque d'Osabrug & l'Electeur de Brandebourg. Affaire des levées en Allemagne. Touchant les pensions à la Landgrave. Eloge de cette Princesse. Affaires de Basle & de Transylvanie. On approuve la conduite de Monsieur de Croissy. Les Plenipotentiaires.*

1645

1645.

*tières doivent entretenir commerce de Lettres avec Messieurs d'Enguien & de Turenne. Affaires de Rome. Touchant la Paix avec l'Empereur & l'Empire, & une Trêve de durée avec l'Espagne. Avantages sur les Espagnols en Catalogne. Etat des armées dans les Pais-Bas.*

## MESSIEURS,

Reflexions  
touchant leur  
proposition  
sur l'article  
de la Reli-  
gion.

Toutes les fois que j'ai lu votre Dépêche du 20. du passé que le Courer Heron me rendit le 26. j'ai eu crainte d'omettre de faire réponse à un bon nombre de points qu'elle contient. Je l'ai extraite pour en mieux pénétrer l'importance des affaires de plusieurs. Je me puis dispenser de parler, puisque ce sont choses exécutées, ou à exécuter selon les ordres que vous avez eu, d'avoir omis, en la proposition que vous avez baillée, l'article qui concernoit la Religion des Protestans. Vous avez été louez expliquant sagement votre intention, & bien que les Suedois l'ayent trouvé mauvais, ils ne laisseront pas d'en tirer avantage en ce qu'ils feront croire aux Protestans, qu'il n'y a qu'eux qui les veulent maintenir. De sorte qu'il auroit presque mieux valu que vous eussiez inséré l'article tel qu'ils le vouloient, dont ils se fussent pu contenter; à quoi vous remedierez en faisant comprendre aux Princes qui possèdent les Religions Protestantes, que ce que vous vous êtes abstenus d'en parler, a été pour ne donner sujet de plainte aux Catholiques, & de s'éloigner de vous, vous reservant la liberté, & la volonté de favoriser leurs justes pretentions, selon que l'occasion s'en présentera. Il y a lieu de craindre autant l'élévement du Parti Protestant, que la continuation de la trop grande puissance de la Maison d'Autriche, abaissant celle-ci il faut éviter d'élever les autres, & c'est à quoi vous devez continuellement vous appliquer. Les Allemands se pourroient plaindre de ce que votre proposition est trop générale, & d'autant plus que les Médiateurs sont de même sentiment. L'Ambassadeur de Venise m'a ajouté sur ce propos une plainte, qu'il prévoit que ceux-là feront de la liberté que vous vous êtes réservée d'ajouter, ou de diminuer soit en vos demandes ou au nombre de vos Alliez, ajoutant que, comme il n'y a rien de déterminé en la dite proposition, ce seroit matière d'écritures, qui reculeroient au lieu d'avancer le Traité: auquel je répondis que pour être générale elle ne laissoit pas de donner de bonnes ouvertures, & qu'il voyoit bien que vous aviez eu sujet d'en user de la sorte, ayant été contraints d'y faire ajouter dans le nombre des Alliez le Prince de Transylvanie, duquel vous étiez demeurez pour un tems en suspens s'il agréoit d'y être nommé, ainsi qu'il a désiré lorsqu'il a renouvelé le Traité, qu'il avoit fait avec les Couronnes Alliées. Sur le sujet de ce Prince il me dit que vous travailleriez vainement, en demandant les Passports, dont l'Empereur se défendrait, disant qu'il n'étoit en Guerre avec lui lors des Traitez preliminaires, mais qu'il ne conveniendrait pas que vous & les Suedois menageassiez ses intérêts, qui est un Parti tiers duquel un chacun se peut satisfaire selon son jugement. Le même Ambassadeur m'avertit que vous alliez trop réserver sur ce qu'il faudroit

On doit  
craindre au-  
tant la puis-  
sance des Pro-  
testans que  
celle des Au-  
trichiens.

Le Médiateur  
Venitien  
n'approuve  
pas leur con-  
duite sur cet  
article.

L'Empereur  
n'accordera  
pas des Pas-  
ports aux Mi-  
nistres du  
Transylvain.

laisser au Roi de ses conquêtes en Allemagne. Sur quoi je lui repliquai que c'étoit aux autres Plenipotentiaires, & que lors qu'ils se feroient mis à la raison ils nous trouveroient disposés, ou de nous en contenter ou de l'écrire. J'avoué bien avec vous que quand les affaires seroient plus avancées, qu'il y aura nécessité de s'expliquer plus nettement que vous n'avez pas fait; mais je ne conçois pas que le tems en soit encore venu, & c'est ce qui est remis à votre prudence & où elle se doit plus faire remarquer, parler aux momens qu'il y a lieu de profiter, faire expliquer les ennemis, & les premiers delibérer plutôt sur leurs propositions, que de donner la liberté de le faire sur les notes.

Je ne puis blâmer les Médiateurs, d'être entrez dans le sentiment de l'un des Plenipotentiaires d'Espagne, mais je trouve à redire que celui-ci se fâche de ce qu'il fait il y a longtems, & qu'il ait pris une excuse aussi peu apparente que celle qu'il a alléguée, dont les Médiateurs se doivent offenser, ayant plutôt intérêt de faire cesser la Guerre en Italie, qu'en tous les autres lieux de la terre. Mais si ce desir les portoit à essayer de vous disposer d'en refondre les affaires, & en rediger un Traité, avant que le général fût arrêté, ils auroient trop d'égard à leurs intérêts & trop peu à ceux de qui la résolution & conclusion des affaires dépendent. Mais vous allez si fort au devant de leurs réponses, & en avez si bien pénétré la fin, qu'il faut plutôt admirer, que veiller votre prudence. Je conclus aussi avec vous, que les Suedois y mettroient de l'obstacle & ils s'en déclareroient bien nettement à Monsieur de la Thuillerie, lequel leur insinuera cela bien plus facilement, que de moderer les demandes qui regardent le Parti Protestant; duquel vous attendez des nouvelles & nous aussi, & de cela ou par lui ou par vous & de ce qui viendra de sa Négociation, qui reçoit de jour en jour de nouvelles difficultez. Si j'osois j'entrerois volontiers en discours avec Messieurs les Suedois, & leur demanderois comme ils conçoivent que le Roi d'Espagne, qui est attaqué en Espagne & en Italie par les François, & duquel les Etats maritimes de l'Italie demeurent exposés au Turc, feroit passer sa Flotte en la Mer du Nord, où les hommes qui sont dessus pour favoriser le Roi de Dannemarck ou l'Empereur. Pour rendre les Ministres de Suede plus traitables, on juge qu'il en faut nécessairement un de France en leur Cour, & Monsieur de la Thuillerie qui a ordre d'y aller se plaint, de ce qu'il n'y en a point, qu'il se trouve souvent empêché à disposer à ce qui est juste le Chancelier Excustierri, lequel pour sa vanité porte les affaires à si haut point que tout en est à craindre. Vous, Messieurs, estimez qu'il y a des choses à représenter, vous en avez écrit au dit Sieur de la Thuillerie, lequel ayant été commandé de faire ce voyage n'y perdra point de tems, & aussitôt qu'il sera déchargé de sa Médiation passera en Suede, où il lui sera mandé d'appuyer ce que vous lui écrivez, tout ainsi que s'il en avoit eu ordre précis de la Cour, qui se promet de grands avantages de sa présence de par delà, & qui a fait dessein de ne l'y laisser pas longtems, & le faire relever par un Ambassadeur ordinaire qui y residera tout autant de tems que les affaires publiques le requerront, & qu'il y sera nécessaire pour conserver la bonne intelligence entre les Couronnes.

Elle est jugée absolument utile, sous la condition néanmoins qui vous a été représentée, qui est qu'ils reconnoissent qu'elle leur est autant ou plus avantageuse qu'à nous, & qu'ils choient

1645.

Il faut du  
tems pour  
s'en expli-  
quer davan-  
tage.

Les Média-  
teurs approu-  
vent le senti-  
ment de Es-  
pagnols tou-  
chant la  
Guerre d'Ita-  
lie.

On loue la  
prudence des  
Plenipoten-  
tiaires.

La Négocia-  
tion avec les  
Espagnols, est  
pleine de dif-  
ficultez par  
rapport aux  
Suedois.

On se plaint  
de la hauteur  
des Suedois.

1645.

autant nos intérêts que nous faisons les leurs, & que leurs Ministres s'accoutument à vivre avec condescendance & qu'ils oublient cette manière impérieuse d'agir qu'ils ont affectée depuis quelque tems.

Il importe, ainsi que vous l'avez remarqué, de rejeter toute proposition de suspension d'Armes générale, je dis pour un tems court & limité de peu de mois, comme de laisser pénétrer que l'on feroit pour entendre à une de longues années, & je suis trompé si les Médiateurs, qui proposent la dernière, n'ont intention de faire ouverture de la deuxième. Ce n'est pas qu'il n'y eût des raisons pour en appuyer le projet, mais il y en a de plus fortes pour le rejeter jusqu'à ce que, d'un commun consentement de l'Ennemi & des Alliez, on pût être pressé d'y entendre. Sur le sujet de l'Evêque d'Osnabrug & de l'Electeur de Brandebourg, vous savez ce qu'on vous a mandé; on y persiste. Que si ce dernier envoie quelqu'un il sera écouté, mais s'il vouloit nous engager à le favoriser en la prétention contre le Duc de Neubourg qui est un Prince Catholique, sans prendre autres engagements dans les affaires de l'Empire, je crois que nous pourrions nous en dispenser. Mais s'il demandoit que leur différend fût traité à Munster plutôt qu'en la Chambre Impériale, c'est de quoi il importeroit que vous donnassiez vos avis.

Touchant  
l'Evêque  
d'Osnabrug &  
l'Electeur de  
Brandebourg.

Affaire des  
Levées en  
Allemagne.

Touchant les  
pensions à la  
Landgrave.

Eloge de cet-  
te Princesse.

Affaires de  
Basse.

Et de Tran-  
sylvanie.

On approuve  
la conduite de  
Monsieur de  
Croissy.

Je ne vous ferai point de réponse au point de votre Dépêche qui parle des levées des gens de guerre, d'autant que vous avez été informés des intentions de Sa Majesté. Sur celles projetées de faire par l'entremise, sous le commandement de Benninghausen, & sur le doute que le Comte de Nassau, duquel Monsieur de Beauregard a écrit, se voulut aussi décharger, on lui promet de traiter avec un Colonel qui s'offre & je lui envoie les conditions que nous faisons aux Etrangers, afin qu'étant représentées audit Comte cela lui donne envie de prendre service, & à son refus qu'il y engage l'autre. Votre Lettre m'a servi de sujet de presser le paiement des pensions de Hesse, & j'espère de retirer le fond nécessaire à cette dépense, qui est très-utile. Certainement cette Altesse, & par son exemple tous ceux qui la servent, sont dans des maximes solides & si attachées au bon parti, & à la cause commune, qu'il faut confesser qu'elle lui doit beaucoup de sa fermeté & de sa persévérance au bien, quoi qu'elle ait été recherchée de s'en retirer, & trouvé les occasions favorables pour faire son accommodement.

Puisque vous avez écrit à Monsieur de Contarini, ce qui se pouvoit faire en faveur de ceux de Basse, nous attendrons de leurs nouvelles avant que de vous rien prescrire à l'avance. Néanmoins je ne laisserai de vous dire que vous savez l'Alliance des Cantons avec la France & combien il importe de maintenir leur Souveraineté.

Sur l'affaire de Transylvanie il a été pris une résolution conforme à ce que vous avez mandé, & c'est pourquoi avec cette Dépêche vous recevrez la ratification du Traité, des Lettres au Prince, & deux de change des sommes promises, payables à Dantzic à l'ordre de Monsieur de Croissy, lequel mérite louange d'avoir si bien ménagé ce Prince & ménagé la bourse de Sa Majesté, & engagé le dit Prince à la protection des Catholiques; ce qui nous servira de bouclier à nous défendre contre ceux qui ont voulu blâmer l'Alliance qu'on avoit projetée de faire avec lui, & des articles signez, on connoitra la différente manière d'agir aux intérêts de la Religion, de Sa Majesté & de ceux d'Autriche, elle

les préférant à tous & eux les abandonnant au moindre sujet qu'ils ont de craindre, ou à la moindre apparence qu'ils rencontrent d'élever leur grandeur. Enfin l'ambition & la crainte sont deux points sur lesquels ils tourment leurs affaires & leurs conseils. Vous aurez bien jugé de quelle importance étoit de conserver une étroite correspondance avec Monsieur de Turenne, vous avez le même soin de la former avec Monsieur d'Enguien, & ce que vous écrivez en divers lieux aide si bien le Public qu'on vous prie de continuer.

Les Plenipoten-  
tiaires doi-  
vent entrete-  
nir commer-  
ce de Lettres  
avec Mes-  
sieurs d'En-  
guen & de  
Turenne.  
Affaires de  
Rome.

Je ne vous dirai rien de Rome; on est sûr une grande délibération, savoir si les Barberins seront reçus en grace en demandant pardon, & si l'on peut fonder sur leurs paroles & sur leurs créatures un parti. Dès que la résolution aura été prise vous en serez avertis, qui avez bien nettement expliqué à Monsieur Chigi les justes mécontentemens que le Roi a de la conduite du Pape & de son procédé. Son prédécesseur, par sa lenteur & mauvaise manière d'agir, a failli à l'exclusion de la Médiation de la Paix, celui-ci avec sujet s'en exclut, faisant connoître la partialité envers l'un des Princes.

Devant que de passer à vous écrire des nouvelles, j'ai ordre de vous faire une proposition afin que vous l'examiniez, elle est de telle conséquence que vous pourrez prendre du tems avant que d'y répondre: savoir si l'on doit faire la Paix avec l'Empereur & une Trêve à longues années avec le Roi d'Espagne. Par l'une s'acquiescer des Places en Allemagne, s'assurer en la possession d'icelles de longue main occupées sur l'Empire, par l'autre laisser les affaires en l'état présent, ce qui feroit que Sa Majesté arrivant à Sa Majorité & s'étant affermi dans le Throne, quelques années après se trouveroit en puissance de recommencer la guerre & en état de réduire l'ennemi pour n'y pas rentrer, de lui abandonner des Places & des Pais, à quoi présentement il aura peine à condescendre, se flattant toujours d'espérer quelque division dans l'Etat pendant la minorité. En ce faisant on contenteroit les Suedois & les Princes de l'Empire qui ont une vifée, savoir est la Paix, & Messieurs les Etats qui desirent plutôt une Trêve que la Paix, qu'ils déclarent assez ne pouvoir accepter, par l'apprehension qu'ils ont que la suite ne soit la perte de la République.

Touchant la  
Paix avec  
l'Empereur  
& l'Empire,  
& une Trê-  
ve de durée  
avec l'Espa-  
gne.

Nous reçûmes hier la nouvelle de la défaite de deux à trois mille hommes de pied de l'Armée du Roi d'Espagne en Catalogne, & que la notre poussa la sienne, ayant passé la Rivière de la Segre par un lieu qu'ils jugeoient & avec raison que la Rivière ne se pouvoit guérer. Partie de nos troupes l'ayant rentée & leur ayant réussi ils avoient attaqué les ennemis dans leurs logemens, remporté sur eux quatre drapeaux, quatre Canons, & fait douze cens prisonniers, entre lesquels il y en a deux cens quarante Officiers.

Avantages  
sur les Espa-  
gnols en Ca-  
talogne.

De la Mort l'on nous mande que le siège s'avance, & dans la prochaine semaine il y a lieu d'espérer la prise soit par force ou par Capitulation. Sous Mardick notre armée est retranchée, je crois que les tranchées sont aussi ouvertes, & partie de l'Armée navale de Messieurs les Etats étoit déjà en rade & le reste y étoit attendu, & que la leur de terre qui étoit entrée dans le Pais de Waes, & qui n'avoit su forcer un poste que l'Ennemi avoit défendu & retranché en trouveroit quelqu'autre ou se détermineroit, ne pouvant réussir au grand dessein, d'en former un autre qui ne feroit pas de moindre conséquence & qui obligeroit l'ennemi à demeurer divisé. Je suis &c.

Etat des Ar-  
mées aux  
Pais-Bas.

L E T



1645.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 4. Juillet 1645.

*Le Duc de Longueville arrive à Munster. Comment il y entra. Dispute entre les Ministres des Electeurs, & de Venise. Affaire des Levées en Allemagne. De la Landgrave. Le Comte de Peñaranda est proche de Munster.*

MONSIEUR;

Le Duc de Longueville arrive à Munster.

Comment il y entra.

Dispute entre

Nous écrivons chacun de nous à part en réponse des Lettres que le Courier nous a apportées, tant de Sa Majesté que de la part de Monsieur le Cardinal & de la vôtre. Ce qui fera que nous ne repèterons point en cette commune, ce qui est de nos réponses, & vous donnerons seulement avis de l'Entrée que moi Duc de Longueville ai fait dans Munster le dernier jour du mois de Juin, n'ayant eu en ma rencontre que Messieurs mes Collegues avec leurs Carrosses, Gentilshommes, & Suite, les Médiateurs & Ambassadeurs n'y ayant envoyé personne de leur part, parce que, pendant que j'étois à Walberg, qui n'est qu'à une lieue & demie de Munster, où j'étois arrivé dès le vingt-quatre, il survint une difficulté entre les Ambassadeurs des Electeurs & celui de la République de Venise, chacun d'eux prétendant de précéder en ce rencontre, & estimant avoir tant de droit en sa prétension qu'ils ne vouloient s'en départir en aucune façon, ni entendre aux expédiens proposés par Monsieur le Nonce, qui faisoit toute diligence pour appaiser ce différent, où les choses vinrent jusques à ce point que l'Ambassadeur de Venise dit hautement qu'il quitteroit plutôt la Médiation, & sortiroit de Munster pour n'y retourner jamais; de sorte que Monsieur le Nonce se trouva obligé de venir vers nous d'Avaux & Servien pour nous prier de faire tant envers Monsieur le Duc de Longueville, qu'il lui plût ne faire pas son Entrée solennelle, & de détourner par ce moyen le trouble qui seroit pour arriver dans l'Assemblée, & pour retarder le Traité; ce qu'ayant représenté au dit Sieur Duc, il s'accorda sans peine à ce que Monsieur le Nonce desiroit de lui.

Nous considérâmes qu'il ne paroîroit pas en

cela aucun Interêt d'Espagne mêlé, que la France acquerroit une grande obligation sur les uns & sur les autres, & notamment sur la République de Venise, de qui l'Ambassadeur étoit pour recevoir quelque déplaîr, n'étant pas accompagné comme ceux des Electeurs qui sont ici en nombre, & qu'il sembloit ne rester en cela qu'un Interêt particulier, lequel donnant à la priere de Monsieur le Nonce, on faisoit voir à toute l'Assemblée que les difficultez ne viendront jamais du côté de la France. Aussi la chose a réussi enforte qu'un chacun en a eu grande satisfaction, & que Monsieur le Nonce a dit plusieurs fois que c'étoit une œuvre sainte, & l'entrée qui n'étoit composée que de seuls François n'a pas laissé de paroître.

Pour ce qui concerne les levées du Sieur Benninghaussen, nous avons parlé au Baron de Pelscherick qui traite pour lui, auquel nous avons proposé de faire une levée d'Infanterie seulement, comme étant ce dont on a le plus de besoin, jusques au nombre de trois mil hommes de pied. Il nous a dit qu'il ne pouvoit lever de l'Infanterie qu'il n'eût en même tems quelque Corps de Cavalerie, & enfin nous l'avons réduit à se contenter de faire deux mil hommes de pied, & cinq cens chevaux; & quand il auroit satisfait à son Traité, & fourni le dit nombre complet, qu'il pourroit encore faire pareil nombre de cinq cens chevaux, dont le paiement ne lui seroit fait qu'à mesure qu'il fourniroit & mettroit sur pied les hommes, sans prétendre qu'on lui en donnât l'avance. Pour sa personne, il a demandé une charge de Maréchal de Camp, & ne veut obeir qu'au Lieutenant général de l'armée. Nous lui avons dit que nous n'avions aucun ordre de traiter cela, & qu'il devoit s'adresser à la Reine; mais la principale chose qu'il desire étant de ne reconnoître que le Lieutenant général, s'il se veut reduire à cela, comme nous l'espérons, il semble qu'on pourroit, en lui donnant ce contentement, l'exclure de la prétention d'un titre ou d'une charge, & en ce cas qu'il seroit avantageux pour le service du Roi qu'il y eût dans l'armée un Corps Allemand qui dépendît immédiatement de Sa Majesté, & qui ne fût pas joint au reste des troupes Allemandes qui la composent; lesquels on a bien souvent de la peine de tenir dans leur devoir. En cas que vous aprouviez la dernière proposition, qui nous a été faite par le dit Sieur Benninghaussen, il fera à propos de nous envoyer, s'il vous plaît, un peu plus d'argent que vous ne nous en avez envoyé pour commencer le paiement de sa levée, parce que celle de Cavalerie coûte davantage, & qu'il dit ne pouvoir se reduire à la seule Infanterie de peur de desobliger des Officiers de Cavalerie à qui il a donné sa parole aussi bien qu'aux autres.

Nous écrivons de tout ce que dessus à Monsieur le Maréchal de Turenne, afin de savoir ses sentimens, & de nous conduire suivant les Ordres que vous nous enverrez, afin que, dans les choses que nous refoudrons, il ne s'y trouve aucune difficulté. Nous estimons que cette levée se trouvera bien utile sur la fin de la Campagne, car pour les troupes de Hollande auxquelles nous voyons qu'on s'attend du côté de la Cour, nous sommes obligés de représenter qu'elles ne sont propres que pour servir dans les Garnisons, & du tout inutiles dans la Campagne, encore faut-il que les Places où l'on les voudra établir pour en retirer les troupes qui y sont, soient situées proche de leur País, & qu'en même tems on leur donne une suffisante sûreté pour leur paiement. Cette considération nous a

1645.

les Ministres des Electeurs & de Venise.

Affaire des Levées en Allemagne.

por.

1645.

porté à écouter plus favorablement les propositions du Sieur Beninghaussen, & à ne le pas rebuter. C'est pourquoi nous vous supplions très-instamment de nous y promptement faire réponse, car il y a déjà long-tems que nous le tenons en attente, & il pourroit enfin être offensé, s'il avoit sujet de croire qu'on eût parlé de traiter avec lui pour l'amuser & l'empêcher de prendre parti ailleurs.

De la Landgrave.

Les Deputez de Madame la Landgrave nous ont fait voir une Copie de Lettre qu'elle a écrite à Monsieur le Duc d'Enguien, sur ce qu'il lui a demandé de continuer à tenir ses troupes jointes aux nôtres; ce qu'elle a accordé pour un mois, pourvu que Koningsmark demeure aussi joint; & on desiré de nous que nous en donnassions avis, & que nous vous recommandassions particulièrement ses Interêts encore que nous leur ayons représenté que ma dite Dame est dans une si haute considération à la Cour, qu'elle n'a besoin de l'assistance de personne pour obtenir tout ce qu'elle peut desirer. Nous n'avons pu lui refuser cet office, vu l'affection qu'elle témoigne aux Interêts de la France, où la vérité nous oblige de dire qu'elle n'épargne rien de ce qui est en son pouvoir, ayant pris des soins extraordinaires d'assister Monsieur de Turenne, aux dépens même de son Pais, & au préjudice de ses affaires propres depuis le malheur qui est arrivé à son Armée.

Le Comte de Penaranda est proche de Munster.

Le Comte de Penaranda est à Walberg. On dit qu'il doit arriver Mardi prochain, & qu'il n'y fera point d'Entrée publique. Nous vous supplions de nous croire &c.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N,

A Paris, ce 8. Juillet 1645.

*Leur proposition qui avoit auparavant été desapprouvée est approuvée. Le Député de Brandebourg tient ferme contre les Impériaux. On doit le ménager. Les Suedois veulent se separer de l'Armée Française. Ordres à Monsieur de Turenne. La France*

*ce ratifie le Traité fait par Monsieur de Croissy. Affaires d'Angleterre, de Constantinople.* 1645.

M E S S I E U R S.

Vous ayant fait favoir par un Gentilhomme, Leur proposition qui avoit auparavant été desapprouvée est approuvée. qui partit il y a deux jours, qui vous fut dépêché après les heureuses suites de la Campagne dans la propre Espagne, la certitude de la reddition de la Motte, en celui d'hier, je n'ai qu'à accuser la reception de votre Dépêche du 24. du passé. Il est vrai que vous étant étendus sur la proposition présentée aux Deputez des Princes qui sont à Osnabrug, par le Sieur de Volmar, & ayant remarqué avec combien d'art elle leur avoit été proposée, Sa Majesté a jugé qu'il falloit vous louer du soin que vous aviez de détromper les Deputez des mêmes Princes des impressions qu'on leur avoit voulu donner, y ayant toute difference de dire que ceux qui étoient à Francfort ne manquoient que d'une Procuration speciale à l'effet du Traité pour y pouvoir être admis, ou qu'ils le devoient être à l'exclusion des autres, que vous aviez conviez au banquet, avec tant de soin & avec tant de fermeté jusqu'à vous attirer la haine du Parti contraire, qu'il est assez extraordinaire qu'on vous puisse imputer une chose de cette nature; ce qui fait remarquer l'artifice des Parties, & combien l'humeur Allemande est capable de prendre des soupçons, mais toutes les fois qu'ils s'en découvriront, votre prudence les saura bien détromper, & il faut esperer que l'ayant été deux fois, ils seront incapables d'en prendre davantage. La fermeté avec laquelle le Député de l'Electeur de Brandebourg a resisté aux Impériaux, n'est pas une chose de legere consideration; il faut esperer qu'il continuera en l'Assemblée qu'ils ont indiquée, où sans doute vous ferez trouver quelqu'un de votre part qui puisse fortifier ce même Député s'il en avoit besoin, ou du moins vous avertir de ce qui aura été conclu. De favoir les choses de bonne heure donne souvent de grands avantages, & ce n'en est pas un leger que d'éviter & détourner les facheuses deliberations quand elles ont été prises, ce qui réussit pour l'ordinaire quand on prévient les Maîtres des Deputez en leur faisant connoître comme ceux-là ont été surpris. On a telle apprehension que les armées confederées se separeront, on voudroit si bien les en empêcher, au moins pour un tems, qu'on a donné ordre à Monsieur de Turenne d'en prévenir l'accident, n'oubliant rien à faire & à offrir, qui puisse en détourner Koningsmarck. Mais si les prieres & les presens ne peuvent rien sur son esprit, & que l'obeissance qu'il doit à son Général l'emporte, ou que les ordres qu'on poursuit en Suede ne l'en puissent demouvoir, on se consolera de n'avoir omis aucune diligence, pour le retenir, & que les troupes de l'Armée de Monsieur d'Enguien remplaceront celles-là, auxquelles celles de Madame la Landgrave demeurant jointes seront en état d'agir, & de faire craindre à celles de Baviere, d'éprouver un mauvais succès que la prudence, ni le courage ne peuvent pas éviter en toutes rencontres. Et ils craindront d'autant plus de tenter le sort des armes qu'ils verront que les Généraux de celles de Sa Majesté ne desireront rien tant que de les combattre. Ce qu'ils ne feront pourtant que lorsqu'ils verront une esperance de les pouvoir défaire.

Le Député de Brandebourg tient ferme contre les Impériaux.

On doit le ménager.

Les Suedois veulent se separer de l'Armée Française.

Ordres à Monsieur de Turenne.

C'est par cet Ordinaire que j'envoie la ratification. La France ratifie le

ca-

1645.

Traité fait par Monsieur de Croissi.

cation du Traité fait avec Monsieur de Croissi, les Lettres de change pour l'antzig, des sommes qu'il a promises & y accompagne celle-là de plusieurs très-difficiles & cordiales pour les Princes Pere & Fils, auprès desquels on destine de tenir Monsieur du Bois d'Avaugour, lequel portera au Fils, & à sa Femme quelques présents afin de les gagner, & par eux fixer la légèreté du Prince, laquelle est représentée lui être si naturelle qu'on a toujours lieu de craindre, qu'elle le porte à prendre des résolutions bizarres sans en avoir prévu les suites. Et ne doutant point que Monsieur de la Thuillierie ne vous informe de ce qui se passe où il est, & que Monsieur de Bregy ne vous ait fait savoir qu'ayant trouvé à Hambourg une de ses Lettres qui lui conseille de passer outre sans l'aller trouver, à laquelle il s'est conformé, je me dispenserai de vous en rien mander, ajoutant seulement que le dit Sieur de Bregy a exécuté les ordres que je lui avois envoyez & qui ne l'avoient pu devancer.

Affaires d'Angleterre.

De Constantinople.

Nous avons eu des nouvelles assez facheuses; l'une, que le Roi d'Angleterre a perdu une bataille, que son armée a été entièrement défaite, & qu'il a été contraint de passer en une contrée où il aura bien de la peine de rejoindre l'une des deux armées qu'il a encore sur pied. L'autre, qu'à Constantinople le Baile de Venise a été mis en arrêt par ordre du Grand Seigneur; ce qui fait juger que ce sera contre les Etats de cette Republique qu'il fera ses efforts & qu'il leur déclarera la guerre. Par des présens & par de grandes promesses, ils avoient essayé de divertir l'orage, mais cela vainement. La division des Princes Chrétiens donne lieu à un Infidelle d'entreprendre contre eux, & il faut espérer que la crainte qu'il fasse des progrès donnera des dispositions à la Paix. Le peril n'est pas éloigné pour l'Empereur ni pour le Roi d'Espagne, les Isles occupées & qu'il possède dans l'Istrie: le premier sera exposé comme sont les Etats du second, que baigne la Mer blanche. Je suis &c.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 8. Juillet 1645.

*Leur proposition sera le fondement de la Négociation avec l'Empire. Affaires de l'Electeur de Trèves. Touchant le mariage du Roi de Pologne. Sujet du Voyage de Monsieur de St. Romain à Osnabrug. Le Comte de Peñaranda arrive à Munster.*

TOM. II. PART. II.

MONSIEUR,

Pour réponse aux divers points de vôtre Lettre du vingt-quatre du mois passé, nous vous dirons que la proposition par nous donnée a servi d'exercice aux Députez des Princes & Etats de l'Empire pour résoudre entre eux en quelle forme ils auront à délibérer tant sur la dite proposition, que sur les autres affaires qui se présenteront dans le cours du Traité, & cependant les Imperiaux ont envoyé à Vienne, pour avoir ordre de ce qu'ils auront à faire en ce rencontre. Les Députez qui sont ici ont fait une réponse à l'Ecrit du Sieur Wolmar, duquel vous avez eu ci-devant Copie: nous vous envoyons ladite réponse après l'avoir fait traduire d'Allemand en Latin. Ce n'est pourtant pas la dernière résolution qui sera prise en cette affaire, en laquelle ils se trouvent sans doute empêchez.

Nous avons vu avec joye ce qu'il vous a plu nous écrire de l'action glorieuse de S. A. R. ayant passé la Colme à la vue de l'armée ennemie, ce qui véritablement a été de grand éclat ici parmi les Etrangers, & qui, avec la prise de Mardick que nous espérons bientôt, donnera de l'étonnement aux Ennemis. La prise de la Mothe nous rejouïroit aussi fort, n'étoit l'accident arrivé à Monsieur Magaloti, la blessure duquel si perilleuse diminué la joye que nous en aurions, & nous fait apprehender la perte d'une personne de si grande valeur & capable de rendre des services importants.

Nous avons considéré ce que vous nous mandez touchant l'Archevêque de Trèves, & ensuite nous avons envoyé le Sieur de St. Romain à Osnabrug, pour communiquer de cette affaire avec les Plenipotentiaires de Suede, & prendre leurs sentimens; ce que nous essayerons aussi de faire envers les Députez des Princes & Etats de l'Empire qui sont ici, louans extrêmement les ordres qu'il a plu à la Reine de donner aux Gouverneurs de Spire & Philipsbourg; & puisqu'il plaît à Sa Majesté de nous commander de lui faire savoir nos avis, il nous semble que de ce qui a été fait par le dit Archevêque, soit volontairement, ou qu'il y ait été contraint, l'on en peut tirer cet avantage qui nous donne une très-juste raison de retenir Philipsbourg, non seulement pour l'avoir pris de force sur les Ennemis, mais encore parce que le dit Archevêque ayant accepté le Traité de Prague, par lequel cette Place doit demeurer à l'Empereur, nous serons bien fondez de la retenir, puisque celui à qui elle appartient légitimement s'est privé du droit de la nous demander, en acceptant un Traité qui la lui a ôtée pour la donner à nos ennemis, sur lesquels l'ayant conquise en dernier lieu, nous avons aujourd'hui un juste sujet de faire valoir nôtre conquête, & de très-bonnes raisons à faire alleguer contre le dit Archevêque, s'il nous vouloir reduire à l'observation du Traité, qu'il a fait autrefois avec le feu Roi pour le simple dépôt de la Place.

Le Mariage, auquel vous nous écrivez que se trouve disposé le Roi de Pologne avec Madame la Princesse Marie, ne peut produire que de bons effets, en le détournant de s'attacher davantage à la Maison d'Autriche, il peut être aussi propre pour affermir la Trêve entre la Pologne & la Suede. Mais nous estimons qu'il y auroit quelque peril à passer outre quant à présent, & à vouloir introduire une Négociation de Paix entre ces deux Couronnes; car elle ne se pour-

Leur proposition sera le fondement de la Négociation avec l'Empire.

Affaires de l'Electeur de Trèves.

Touchant le Mariage du Roi de Pologne.

M roit

1645. roit faire presentement qu'aux depens de celle qui nous est alliée, & qui ayant encore à posséder l'espace de quatorze ou quinze ans paisiblement la Livonie, prétend bien de se la conserver par les armes quand elle n'y aura plus de droit par le Traité de Trêves. Aussi telles propositions qui ne nous font pas nouvelles sont toujours venues de la Cour de Pologne, & il semble que les Suedois ont assez à faire en Danemarck & en Allemagne, sans rien remuer d'un autre côté.

Sujet du Voyage de Monsieur de St. Romain à Osnabrug. Le sujet du Voyage du Sieur de St. Romain à Osnabrug, n'est pas seulement pour le fait de l'Archevêque de Trêves, mais encore pour prier Messieurs les Plenipotentiaires qu'ils demandent avec nous un Passeport pour le Ragotzi, à ce qu'il puisse envoyer ses Députés en l'Assemblée. Sans quoi le Sieur de Croissi nous mande qu'il sera très-difficile de le retenir & l'empêcher d'entendre aux conditions avantageuses qui lui sont offertes par l'Empereur, rien n'ayant été si propre à l'en détourner que le desir qu'il a d'être compris dans la Paix générale.

Le Comte de Peñaranda arrive à Munster. Nous n'avons point pour le present d'autres nouvelles à vous mander d'ici, si ce n'est l'arrivée du Comte de Peñaranda, qui fut le cinquieme jour du present mois; car nous vous avons écrit amplement par le Courier de Clinchamp qui est parti d'auprès de nous le quatrieme.

Nous vous supplions de nous continuer l'honneur de vos bonnes grâces, & de croire que nous sommes &c.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs

D' A V A U X,

Et

S E R V I E N.

A Paris, le 15. Juillet 1645.

*La Cour loue le parti que les Ambassadeurs ont pris pour éviter le scandale à une entrée. Les Victoires de la France. Les Troupes Weimarienes demandent de l'argent. On accorde à Benninghaussen la levée de quelques Troupes. L'Ambassadeur de Venise fait part à la France de l'arrêt de son Baile en Turquie. La France lui promet ses bons offices, un secours même réel, mais secret. Il espere que Mr. de la Thuillerie leur fera savoir l'état du Traité*

entre la Suede & le Danemarck. 1645.

MESSIEURS,

Votre Lettre commune, en date du quatre du Courant, m'ayant été rendue le dixieme de grand matin par Clinchamp, je la fis voir à Sa Majesté le même jour, qui loua grandement le parti que vous avez pris pour empêcher un scandale qui étoit prêt à éclater, & d'interrompre la Négociation du Traité de la Paix générale. L'honneur qui étoit dû à celui qui faisoit son entrée, lui a été rendu par le desir qu'un chacun des Députés avoit de lui envoyer toute sa famille au rencontre, & de s'en être privé pour un bien général, lui a ajouté de la gloire. Ce qui seroit à désirer, ce seroit que l'Ambassadeur Contarini, qui ne pouvoit que perdre en ce rencontre, s'en fût vint dans les occasions qui s'en offrirent; & la République, que la France lui ayant donné les prérogatives des Couronnes a empêché qu'elle n'en fût déchuë. La suite de la conduite dudit Contarini nous fera voir s'il en aura conservé la gratitude qu'il dit.

Je m'imagine qu'un Exemple servira de Loi au Comte Peñaranda, & qu'étant arrivé à Munster, la Négociation de la Paix se fera très-rechauffée. Il aura eu ce déplaisir qu'au même instant l'on aura publié les victoires que les armées de Sa Majesté ont remporté en Catalogne; la prise de Mardyck qui n'a duré que cinq jours depuis celui de l'ouverture de la Tranchée, & la Jonction des armées Alliées avec celles de Monsieur d'Enguien; la marche à la tête de quatre mille chevaux & de plus de douze mille hommes de pied contre celle de Baviere, qui n'osera venir à un combat & qui aura bien de la peine à prendre un poste & à se refoudre à le défendre, s'il n'est à l'entrée de la Baviere & qu'elle en demeurera libre faute de l'avoir défendu. Trois Couriers dépêchez l'un par son Altesse d'Enguien, le second par l'Intendant de l'Armée, & le troisieme par le Maréchal de Turenne nous ont rapporté cette nouvelle. Ledit Sieur Maréchal presse qu'on lui envoie de l'argent pour satisfaire les Troupes Allemandes, que l'on connoît sous le nom de Weimarienes, qui se laissent entendre que sans être payées du passé & gratifiées pour redresser leurs Equipages, qu'ils ne peuvent plus continuer à servir; ce qui fait connoître la nécessité qu'il y a de former un Corps d'Infanterie & Cavalerie Allemande qui ne soit point joint au leur, & ayant passion que Benninghaussen soit contenté, je me suis prevalu de ce rencontre, & ai fait refoudre qu'entretenant une levée de deux mille hommes de pied on consentira qu'il en fasse une de trois cens Maîtres, & qu'il ne reconnoitra que le Lieutenant Général de l'armée sans être sous la charge des Generaux Majors & autres Officiers Allemands. Quant à la qualité qu'il demande de Maréchal de Camp, il vous plaira d'en écrire à Monsieur le Duc, & au Maréchal de Turenne, & ce qui sera résolu entre vous, sera approuvé. Sur ce particulier, il vous plaira pourtant de revoir ce que je vous en ai ci-devant écrit, & insinuer adroitement à ces Messieurs que l'on n'estime pas devoir changer d'avis, mais que par respect à vos presences on vous laisse la liberté d'accorder ou refuser le titre au Sieur de Benninghaussen, qu'il doit moins le demander, selon votre propre sens, ayant obtenu cette Independance des Officiers Allemands. Quant à l'argent dont on aura besoin pour la

La Cour loue le parti que les Ambassadeurs ont pris pour éviter le scandale à une entrée.

Les Victoires de la France.

Les Troupes Weimarienes demandent de l'argent.

On accorde à Benninghaussen la levée de quelques troupes.



1645. levée, il y sera pourvu à l'instant que vous nous aurez mandé quelle somme doit être ajoutée à celle qui vous a été envoyée pour cet effet. Ma Lettre étoit achevée n'étoit que j'ai jugé vous devoir avertir, comme l'Ambassadeur de Venise nous avoit fait part de l'arrêt du Baile, & de l'extrémité où se trouve la République. Il lui a été répondu favorablement, jusques à lui promettre que des offices on passeroit à un secours réel, pourvu qu'il soit secret. Sans doute ledit Ambassadeur en aura écrit à Contarini, mais s'il s'en étoit oublié, vous pourriez l'en assurer, & par cette démonstration d'amitié l'engager à prendre à cœur les Intérêts de la France, qui s'oublie de divers Traitez qu'elle a avec le Grand Seigneur pour les assister, & en leurs Etats la Chrétienté menacée de l'Ennemi commun.

L'Ambassadeur de Venise fait part à la France de l'arrêt de son Baile en Turquie.

La France lui promet ses bons offices, un secours même réel, mais secret.

Il espère que Monsieur de la Thuillerie leur fera savoir l'état du Traité entre la Suede & le Daanemark.

Je ne doute pas que Monsieur de la Thuillerie ne soit soigneux de vous faire part de ce qu'il a avancé en la Médiation, & comme il craint beaucoup plus qu'il n'espère, si les Hollandois ne moderent leurs demandes, & qu'à leur Exemple les Suedois diminuent aussi les leurs. Cela me dispensera de vous en écrire. Je suis &c.



## R E P O N S E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

AU MEMOIRE

D U R O I,

du 1 Juillet 1645.

*Réflexions sur la conservation des Conquêtes de la France en Allemagne. Sur les droits acquis au Roi sur la Lorraine. Par rapport à Metz, à Thoul, & à Verdun. Difficultez sur Benfeldt. Les Plenipotentiaires prônent par tout que la France souhaite la Paix. On observera exactement les Ordres donnés pour traiter avec l'Espagne. Leurs doutes sur ces ordres. Affaire des levées. Ils répondront touchant les affaires de Savoye. On ne prêtera l'oreille à aucune trêve.*

Réflexions sur la conservation des conquêtes de la France en Allemagne.

Les Plenipotentiaires ayans considéré le premier Article dudit Memoire par lequel leurs Majestez trouvent bon, au cas que l'on puisse se conserver Brisack, la haute & basse Alsace, Philisbourg & les petites Places voisines, que l'on accorde de les relever de l'Empire, croyans que cela levera une partie des difficultez qu'elles apperçoivent s'y devoir rencontrer, non seulement de la part des Ennemis, mais des Amis mêmes.

TOM. II. PART. II.

Aussi ce qui en a été ci devant par eux écrit, a été pour satisfaire à l'ordre qui leur avoit été envoyé, & plutôt pour dire leur sentiment de ce qui se pourroit demander, que pour espérance qu'ils eussent d'obtenir le tout, & d'autant que les dits Pais n'appartiennent pas seulement à la Maison d'Autriche, contre laquelle seule nous sommes en guerre, mais encore à divers Seigneurs, Evêques & Etats de l'Empire, sans compter les Villes libres; il est très-important que l'on s'éclaircisse au plutôt du détail de ce que chacun des dits Etats y possédoit, quelle forme de gouvernement il y avoit auparavant la guerre, quels droits y avoit la Maison d'Autriche, soit légitimes ou usurpez, & à ces fins envoyer sur les lieux une personne bien entenduë qui ne donne en façon que ce soit son dessein à connoître, sous prétexte de regler les quartiers, la justice ou d'autre Commission, executer accôrtement celle-ci, & nous envoyer en cette Ville le procès verbal sitôt qu'il sera achevé. Peut-être que dans les papiers du feu Sieur Steta, Resident à Strasbourg, qui avoit fort travaillé, on pourra recevoir beaucoup de lumiere.

Il seroit même à propos qu'en la Commission il fût joint un homme de guerre qui puisse reconnoître ce qui sera nécessaire pour faire subsister les Places que nous garderons, & nous y donner une ligne de communication assurée; mais qu'il y ait aussi une grande retenue, ne s'ouvrant à qui que ce soit, & quoi qu'il puisse recevoir quelques Instructions de Messieurs d'Erlack & d'Espenan, que néanmoins il ne decouvre aucunement le sujet de son voyage.

Lesdits Plenipotentiaires ne manqueront pas de se conduire de telle sorte que la demande qu'ils feront des Pais & Places ci-dessus specifiez ne semble pas exclure les droits légitimes acquis au Roi sur la Lorraine. Pour cet effet ils pourront déclarer, en s'expliquant des prétentions de la France, qu'ils ne parlent pas de la Lorraine, parce qu'elle appartient au Roi par plusieurs raisons légitimes qui ne peuvent pas être contestées, mêmes par des Traitez faits avec le dernier Duc, solennellement jurez & exécutez, dont l'Empereur ne peut avec raison empêcher l'effet, & que néanmoins Sa Majesté dans cette possession n'entend faire aucun préjudice aux droits de l'Empire.

Quant à ce que l'on mande pour Philisbourg ils estiment y avoir répondu par le premier article, & si l'on peut conserver cette Place, ils n'oublieront pas le territoire des environs pour la faire subsister.

Pour ce qui est de Metz, Thoul, & Verdun, ils prendront tous les avantages que le tems & l'occasion leur pourra fournir, mais ils croient que c'est la dernière proposition dont on doive s'ouvrir, si on juge être nécessaire de la faire, pouvant extrêmement préjudicier à nos autres demandes, & même servir de moyen à ceux qui en voudroient exclure, y ayant eu de nos propres Alliez qui ont donné conseil pour rendre nos propositions plus plausibles; & afin que les Princes de l'Empire n'y soient pas si contraires, d'offrir de relever de l'Empire les dits trois Evêchez; ce qui néanmoins a été relevé par les dits Plenipotentiaires, mais qui fait voir quel est le sentiment des Allemands sur cette affaire, & donne occasion de croire qu'au lieu d'espérer une renonciation formelle de l'Empereur en faveur du Roi, il y a un grand sujet de craindre, si l'affaire est agitée, que tous les Allemands n'opinent à y rétablir les anciens droits de l'Empire.

Pour Benfeldt, ils sont d'avis qu'il est à propos

1645.

Sur les droits acquis au Roi sur la Lorraine.

Par rapport à Metz, à Thoul & à Verdun.

Difficultez sur Benfeldt.

1645.

pos d'en traiter dès à présent, & d'en introduire la Négociation dans la Cour de Suede, où elle sera plus facile & plus courte que par deçà; ce qui pourra être fait par Monsieur de la Thuillierie, ou autre personne agreable, à laquelle ils ne manqueront pas de communiquer toutes les lumieres qu'ils ont de cette affaire, mais il importe que ceux qui auront charge de la traiter soient bien particulièrement instruits des intentions de la Reine, & jusques où l'on veut aller pour le prix de l'acquisition dont ils ne lairront pas de parler aux Ambassadeurs de Suede s'ils y voyent jour, & que cela soit jugé utile.

Cependant ils sont obligez de dire que la Place ne sera pas quittée pour peu par les Suedois, à cause que soixante Villages en dependent, qui jusques ici ont fait subsister la Garnison, & encore de représenter qu'elle fait partie avec tous ces Villages de l'Evêché de Strasbourg; à cause de quoi il sera difficile d'en acquérir la propriété, & d'en avoir autre titre que celui de protection.

C'est bien avec raison que le Memoire remarque que, pour donner moyen d'obtenir les demandes ci-dessus, l'armée du Roi sera maintenue en Allemagne en état de faire de plus grands progrès; puisque de sa force & de ses nouveaux progrès, comme aussi des moyens qu'elle aura de se maintenir deçà le Rhin, depend le succès desdites prétentions.

Ils voyent veritablement que le moyen plus present pour accorder les differents sentimens & Interêts de nos Alliez, qui sans cela difficilement peuvent s'accommoder, est celui qui leur est permis de faire la Paix dans l'Empire, & la Trêve avec l'Espagne. Mais, comme il a été très-prudemment remarqué, ce doit être en cas qu'on puisse trouver des moyens de s'assurer suffisamment que la Trêve étant expirée ou rompue, l'Empereur ne pourra assister directement ou indirectement le Roi d'Espagne. Sur quoi il seroit malaisé de se déterminer presentement, jusques à ce qu'on ait reconnu dans le cours de la Négociation les dispositions tant de l'Empire que de la Couronne de Suede. Tout ce que dessus sera par les dits Sieurs Plenipotentiaires executé, en cas qu'on ne puisse pas, suivant qu'il est porté audit Memoire, faire la Paix par tout.

Ils peuvent cependant assurer qu'en toutes les Conferences qui ont été tenues, ils ont si bien executé l'ordre qui leur est donné sur ce sujet, que Messieurs les Médiateurs sont pleinement persuadés que la premiere & unique intention du Roi est de faire la Paix avec l'Empereur & le Roi d'Espagne.

Ce qui est mandé touchant l'ordre de la Négociation qui regarde l'Espagne, sera par eux très-soigneusement observé, reconnoissant bien que cela est très-important; mais ils savent aussi que le dessein d'Espagne est de prendre un chemin tout contraire, & en tout cas de parler en un même tems de toutes les affaires, dont il y aura bien de la peine à se pouvoir défendre.

Ils supplient de remarquer que dans les ordres qui ont été envoyez en divers tems, il s'y trouve deux intentions en quelque façon opposées, qui leur ont donné un peu d'épines: l'une, de donner la peur aux Espagnols que l'on traite sans eux avec les Imperiaux; l'autre, de ne pas laisser croire aux Imperiaux qu'on vouloit conclure un Traité de Paix avec eux, & demeurer en guerre avec l'Espagne; ensuite de quoi la derniere proposition qui a été donnée aux Imperiaux ne parlant que de faire Paix entre la

France & l'Empire, il leur fût mandé d'y ajouter ces mots, *Après que la Paix aura été conclue avec l'Espagne.* Ce qui les a porté de dire aux Médiateurs qu'en donnant la dite proposition qui ne concernoit que les affaires de l'Empire, ils ne s'obligeoient pas de les terminer sans sortir d'affaires aussi avec l'Espagne. Mais ce discours a été par eux fait en sorte qu'il n'oblige pas les dits Plenipotentiaires à les unir, mais leur laisse lieu de les séparer, ou d'en donner des apparences quand il sera jugé à propos.

Quant aux levées de Monsieur Benninghausen, on n'ajoutera rien à la Dépêche qui a été par eux faite, sur laquelle ils attendent les ordres qui leur seront envoyez.

Pour ce qui est du Marquis de St. Maurice & du Sieur de Belitia, ils satisferont à ce qui leur est dans cette occasion commandé.

Leurs dernieres Lettres ont pu faire connoître qu'ils ont executé les intentions de leurs Majestez, ayant ôté aux Médiateurs toute esperance que l'on puisse entendre à aucune suspension d'Armes. Nous sommes &c.

1645.

Affaires des levées.

Ils répondront touchant les affaires de Savoie.

On ne prêtera l'oreille à aucune Trêve.



## LE T T R E

De Messieurs

# D' A V A U X,

ET

# S E R V I E N.

à Monsieur le Comte de

# B R I E N N E.

Du 15 Juillet 1645.

*Leurs Conferences avec les Médiateurs touchant une suspension d'armes. Echappatoire des Ministres François. Touchant la Paix entre la France & l'Espagne. La France veut retenir toutes ses Conquêtes sur l'Espagne. Expedient des François. Les Mediateurs pressent pour obtenir la Trêve. Conduite des Ministres François. Leurs réflexions sur la maniere d'agir des Médiateurs. Affaires pour la Religion. Des Passeports pour le Transylvain. De la retention des Conquêtes de la France. Leur conduite envers les Députez de l'Empire. Ils se loient de celle des Députez de Brandebourg. Touchant les levées en Allemagne. On attend la ratification du Traité avec le Transylvain.*

Les Plenipotentiaires pronent par tout que la France souhaite la Paix.

On observera exactement les ordres donnés pour traiter avec l'Espagne.

Leurs doutes sur ces ordres.

1645.

*Sylvain. Monsieur de Saint Roman est retourné de Munster. Effets de son Voyage. Soins du Duc de Longueville pour avancer la Négociation. Par rapport au ceremoniel.*

## MONSIEUR.

**A**vant que de faire réponse à votre Lettre du premier de ce mois nous vous tiendrons averti de ce que nous avons fait depuis notre dernière Dépêche en deux Conférences que nous avons eues avec les Médiateurs.

Leurs Conférences avec les Médiateurs touchant une suspension d'Armes.

A la première ils nous dirent que pour traiter de la Paix il leur sembloit comme nécessaire de commencer par une suspension d'armes de quelques mois; & comme nous rejetions cette proposition, disant que nous avons charge par nos Instructions de n'entendre à autre parti qu'à celui de la Paix, ils ajoutèrent que nos affaires & celles de nos Alliez étoient aujourd'hui en état florissant, & que nous devons souhaiter d'y demeurer, & prévenir le changement, que le fort des Armes & l'incertitude des Evenemens peut produire tous les jours, que nos armées se trouvoient logées dans les Pais ennemis, où elles pourroient subsister, & le ruiner & affaiblir toujours, d'autant qu'ils ne parloient pas de cette suspension sans fondement, & qu'ils estimoient que l'Empereur & le Roi d'Espagne s'y porteroient si nous y voulions entendre.

Notre réponse fut que c'étoit un artifice des Impériaux & Espagnols, qui, se voyant pressés de toutes parts, & attaquant dans leurs Provinces héréditaires, essayoient de gagner tems pour se pouvoir remettre en meilleur état, interrompre le cours de nos Victoires, & nous faire relâcher de notre première vigueur; que notre principal but étant de faire une bonne & assurée Paix, nous estimions qu'au lieu de l'avancer par la dite suspension, elle seroit plutôt retardée, les Ennemis se rendans plus difficiles & plus longs à en recevoir les Conditions quand ils se verront assurés du moins pour un tems de ne faire aucune perte nouvelle, au lieu que perdans leurs meilleures Places, & souffrans tous les jours de notables diminutions dans leurs Etats, la crainte de ne pouvoir conserver le reste les rendroit plus traitables; qu'ils ont des Provinces entières qui menacent d'un soulèvement, que l'on verroit se raffermir durant une suspension, & ne suivroient les mêmes résolutions qu'elles pourroient prendre dans une guerre non discontinuée, laquelle nous n'avons pas tant entrepris pour faire des conquêtes, que pour obtenir une longue Paix.

Les Médiateurs repartirent que l'on ne voyoit pas que nous eussions de véritables résolutions à la Paix, que nous évitions toutes les ouvertures qui nous en étoient faites, que nos Alliez mêmes, sans lesquels nous disions ne vouloir rien faire, n'avoient pas encore député à Munster (ce qu'ils disoient pour les Hollandois,) & que nous avions divers moyens pour éluder facilement toutes sortes de propositions.

Echapatoire des Ministres François.

Nous nous séparâmes un peu pour concerter entre nous ce que nous leurs devons dire. Notre commun avis fut de leur faire une demande, savoir si on nous parloit d'une suspension d'armes, s'ils n'entendoient pas qu'elle fût générale, & comprît entièrement tous les Alliez & intéressés en cette guerre, & nommément si le Roi

1645.

de Portugal n'y seroit pas compris, non pas, leur dîmes-nous, que nous estimions que dans cette condition elle doit être acceptée, mais parce que sans elle nous ne pourrions pas seulement nous résoudre d'en communiquer aux Alliez. Notre intention étoit, en leur faisant cette demande, que si on refusoit d'y comprendre le Portugal, eux-mêmes vinssent à détruire leur proposition, ou que s'ils y consentoient, nous pussions par là connoître le grand desir qu'ils avoient de faire une suspension, & en tirer cet avantage de voir si, en cas d'une longue Trêve, ils pourroient résoudre d'y admettre le Portugal; en quoi il nous sembloit gagner beaucoup pour le reste de la Négociation; & en effet la chose réussit à notre dessein, leur réponse ayant été qu'ils n'étoient pas venus jusques au point de savoir si le parti contraire entendoit à une suspension générale, que cela se traiteroit avec les autres conditions de la Trêve, & qu'ils n'estimoient pas que nos Ennemis s'en trouvasent éloignés; & sur ce que nous leur répétions, si nommément les Portugais n'y seroient pas compris, ils ne rejetterent point cette proposition, & nous demeurâmes toujours arrêtés à notre premier mot, qu'encore que, d'une façon ou d'autre, il n'y eût pas d'apparence que l'on dût entendre à la suspension, que nous ne pourrions, sans être assurés qu'elle fût générale, nous charger seulement d'en communiquer à nos Alliez.

De ce discours ils tombèrent en celui de la Paix entre la France & l'Espagne, essayans de nous faire partir en quelque chose de la proposition par nous donnée aux Espagnols, disant qu'elle étoit dans une extrémité, comme ils reconnoissent que celle des Espagnols étoit dans l'autre: que nous voulans retenir toutes nos conquêtes, & eux demandans une restitution entière, il falloit trouver un milieu, & que nous devons dire quelle partie de ce que nous avions occupé nous voulions conserver, comme si d'une masse composée de dix portions nous prétendions en garder ou quatre, ou six, ou huit.

Touchant la Paix entre la France & l'Espagne.

Voyant que ce discours tendoit plutôt à nous sonder qu'à nous offrir, nous leur déclarâmes que nous n'étions pas pour rien abandonner des dites conquêtes. Ils dirent avec émotion qu'il ne falloit donc point entendre de Paix, que c'étoit le tourmenter en vain, & que leur Médiation étoit de tous points inutile: qu'ils avoient voulu savoir des Espagnols s'ils ne changeroient rien dans leur proposition, & qu'ils les avoient trouvés capables de quelque modération, qu'ils avoient espéré la même chose de nous, & que cela étant ils auroient moyen de s'entremettre de négocier; mais que si nous persistions à vouloir tout retenir, c'étoit rompre toute sorte de Traité; qu'il falloit en ce cas qu'un chacun pensât à foi, & que les Princes d'Italie se ligassent ensemble, & pour correctif ils ajoutèrent avec le Turc.

La France veut retenir toutes ses conquêtes sur l'Espagne.

Ils parlèrent de ces choses avec tant de chaleur & si pressamment, que, pour ne rompre de tout point, nous voulûmes proposer un autre expédient qui ne laisse pas d'être aussi avantageux, savoir que le Roi d'Espagne nous retenoit la Navarre avec l'injustice qui est connue de tout le monde, qu'il falloit qu'il nous en fît raison, & nous la restituât, que si en échange il demandoit une portion de nos justes conquêtes pour arbitrer quelle elle devoit être, nous écouterions les conseils de nos amis. Sur quoi ils s'écrierent de nouveau qu'il n'y avoit pas lieu d'espérer aucune Paix, & qu'ils s'étonnoient de nous ouïr ainsi

Expedient des François.

1645. parler, vu que la Cour en avoit temoigné au Nonce & à l'Ambassadeur de Venise lorsque Pon y avoit vu la premiere proposition des Espagnols, que puis qu'ils demandoient tout ce qu'on avoit pris sur eux pendant cette demiere guerre, la France devoit aussi prétendre de garder tout, & dans de semblables discours finit notre premiere Conference.

Depuis ayant considéré encore plus exactement toutes choses, & avisé ensemble, nous avons trouvé à propos de leur rendre promptement la visite, & leur avons nettement déclaré que la suspension d'armes, de laquelle ils nous avoient parlé, ne pouvoit être reçue ni de nous, ni de nos Alliez, que nous les avions voulu voir le jour même, que nous savions qu'ils faisoient leurs Dépêches ordinaires, afin qu'ils ne donnassent aucune esperance d'une chose à laquelle nous ne pouvions entendre.

Comme ces Médiateurs nous ont reconnus fermes & résolus en ce point, ils ont de nouveau repris le discours de la Paix, essayans de nous persuader qu'il falloit remettre de nos conquêtes, & nous sommes toujours demeurez dans le terme de nos propositions, laquelle façon d'agir nous a été avantageuse, d'autant que les dits Médiateurs, voyans notre résolution, ne nous ont plus parlé de la sorte qu'ils avoient fait à la premiere vue, au contraire Contarini a dit que c'étoit à la verité une grande preuve du desir que nous avons de la Paix, puisque nous ne voulions pas entendre à une suspension que ceux qui possèdent ont accoutumé de trouver si avantageuse, & que pour lui il ne voyoit rien de si utile à la France; ce qui nous a fait juger que la pensée du dit Contarini alloit plus loin qu'à une Trêve de peu de mois, telle qu'il nous l'avoit proposée.

Les Médiateurs pressent pour obtenir la Trêve.

Conduite des Ministres François.

Leurs réflexions sur la maniere d'agir des Médiateurs.

Monsieur le Nonce prenant la parole a dit qu'il s'étonnoit des difficultez que nous faisons en cela, se souvenant fort bien que feu Monsieur le Cardinal de Richelieu avoit fait proposer une Trêve de dix ans, & que les Espagnols ne la vouloient que de deux. A quoi nous n'avons rien répondu, & nous nous sommes de plus affermis en cette créance, lorsque le dit Sieur Contarini parlant avec chaleur a dit qu'il ne falloit pas esperer que cela se fit jamais; & qu'il falloit donc venir à une Trêve, parole que nous avons dissimulé d'entendre, ne croyans pas qu'il fût tems de s'expliquer sur les ouvertures, & que nous devons auparavant voir le train que nos affaires prendront, & nous sommes bien résolus, l'occasion s'en présentant, de continuer dans la même froideur.

En toute cette demiere Conference nous avons trouvé la maniere d'agir des Médiateurs, beaucoup plus douce & plus considérée que la premiere. La fermeté & union qu'ils ont vû entre nous leur ayant sans doute fait changer de conduite, car en la premiere ils nous avoient mis souvent le marché à la main, comme si à faute de nous relâcher, le Traité eût été entierement rompu, & en la deuxième où nous leur avons parlé encore plus fermement, au lieu de tendre à aucune rupture, eux-mêmes ont donné lieu d'entrer en de nouvelles ouvertures.

Notre but en cela est de parvenir à ce que vous desirez, qui est d'obliger les Espagnols à parler les premiers, & à les obliger à proposer eux-mêmes une longue Trêve, & nous estimons que cette procedure nous en facilitera les moyens. Mais comme nous ne doutons pas que les Médiateurs ne fassent parler de ces choses à la Cour par le Nonce, & par l'Ambassadeur de Venise, nous vous supplions, Monsieur, qu'ils

n'y découvrent rien plus qu'ici, étant la voye la plus assurée pour venir où nous désirons, & porter à la raison les Espagnols.

1645.

Nous avons ensuite à répondre à de certains points de votre Lettre, & pour les suivre, nous avons été bien aises que l'on ait approuvé l'omission par nous faite en la proposition, c'est de l'article concernant la Religion, & heureux d'avoir prévu les intentions de la Reine, & d'avoir parlé aux Princes Protestans conformément à ce qu'il plaît à Sa Majesté de nous ordonner, dont ils ont temoigné être contents, jugeants bien qu'en ces choses il est besoin de sauver l'apparence, & que comme ils sont affectionnez à leur Religion, ils ne peuvent pas raisonnablement prétendre que nous fassions, ni en effet, ni en apparence, aucune chose contre la nôtre.

Des Passeports pour le Transylvain.

Il ne se pouvoit rien dire plus à propos sur les discours, qui vous ont été tenus par l'Ambassadeur de Venise, que ce que vous avez fait. Mais parcequ'il vous a dit que nous travaillerions en vain de demander à l'Empereur des Passeports pour le Prince de Transylvanie, d'autant que lors des Traitez préliminaires, il n'étoit pas en Guerre avec lui, il nous pardonnera si nous disons que cette raison est fort aisée à débattre, parceque le Traité préliminaire n'a pu pourvoir qu'à ceux qui étoient lors en Guerre, & n'en a pas exclus ceux qui se pourroient déclarer en faveur de l'un & de l'autre Parti; & de fait cela s'est vû en l'affaire du Roi de Dannemark, lorsque de Médiateur il est devenu Partie, l'Empereur l'ayant en même tems déclaré son Allié & prétendu qu'il ne pouvoit traiter sans lui, ainsi que nous en avons donné avis quand cette Guerre a commencé.

Et sur ce que le même Ambassadeur vous disoit que nous étions trop réservés à déclarer ce que le Roi voudroit conserver de ses Conquêtes en Allemagne, nous connoissons le but où il veut venir, & avons bien observé ce que l'on desire de nous en la Négociation, & nous essayerons de nous conduire avec toute la retenue possible.

De la retention des Conquêtes de la France.

Nous vous supplions néanmoins de considérer comme il y a dans l'Empire, des Etats & Républiques qui se conduisent d'une façon bien differente de celle où un seul commande, à laquelle si on se vouloit arrêter, on perdrait une infinité d'occasions, & nous serions hors d'esperance d'achever jamais ce Traité, si nous ne nous avançons souvent, & ne faisons des ouvertures pour obliger les Députés d'entrer plus avant en matiere avec nous, & pour leur donner loisir de délibérer sur les propositions qui leur sont faites, leurs formes étant extrêmement longues. C'est pourquoi il est besoin de s'ouvrir tout à la fois de ce qu'on prétend, parce que sur chaque ouverture nouvelle, il faudroit toujours apporter la même longueur, & comme nous connoissons bien que les Suedois sont durs, & malaisés à consentir dans le Traité auquel ils sont entrez avec le Roi de Dannemark, & que les demieres Lettres que nous avons reçues de Monsieur de la Thuillerie, nous confirment dans cette opinion, nous ne cessons pas de les presser à s'y rendre plus faciles. Pour ce que vous nous écrivez de la maniere de proceder de leurs Ministres, nous n'avons nul sujet presentement de nous en plaindre, & n'omettons rien de ce qui peut être nécessaire pour les maintenir.

Leur conduite envers les Députés de l'Empire.

Les Députés de Brandebourg prennent un bon chemin dans les affaires publiques. S'ils continuent dans leur conduite, & qu'ils nous fassent

Ils se joignent de celle des Députés de Brandebourg.



1645.

Entendre quelle est la prétention de leur Maître contre le Duc de Neubourg. Nous vous ferons savoir ce qu'il paroîtra raisonnable de faire és choses dont vous desirez l'éclaircissement.

Touchant  
les Levées en  
Allemagne.

Nous attendons vos derniers ordres pour le fait de la Levée de Beninghaussen, vous ayans donné avis de ce à quoi nous l'avons réduit pour la Cavalerie. Nous vous supplions seulement de commander à celui qui écrira la Lettre, de mettre en chiffre le nom de Beninghaussen, n'y ayant rien qu'il ait si expressement recommandé ni montré desirer avec plus de passion que de n'être point nommé par les Lettres.

C'est un soin digne de vous de presser le paiement des pensions de Hesse, & nous espérons que vos offices en produiront enfin l'effet, comme aussi pour faire que Madame la Landgrave puisse recevoir quelque dédommagement des pertes, & des dépenses qu'elle a souffertes en la retraite de Monsieur de Turenne, le traitement qu'elle recevra en ce rencontre étant de très grand exemple.

On attend  
la ratification  
du Traité avec le Transylvain.

Nous attendons par le premier Ordinaire la ratification du Traité avec le Prince de Transylvanie, & les Lettres de change en même tems, lesquelles si on ne reçoit à Dantzic dans le premier jour d'Août, cela pourroit causer de la méfiance dans l'esprit de ce Prince, qui de son naturel y est assez porté, & rendroit peut-être inutile toute la dépense & la peine qu'on a prise jusques ici pour le joindre à nos intérêts.

Monsieur de  
Saint Romain est  
retourné à  
Munster.

Effets de son  
voyage.

Nous vous avons écrit par le dernier Ordinaire que le Sieur de Saint Romain étoit allé à Osna-brug vers les Plenipotentiaires de Suede, & vous avons marqué ce qui avoit donné sujet à son voyage. Il a rapporté que ces Messieurs ont eu fort agreable ce qui leur a été communiqué de notre part: & sur ce que nous avons désiré d'avoir leur avis comme quoi nous aurions à nous conduire envers l'Archevêque de Trèves, leur opinion est que si sa conduite est conforme aux conditions par lui acceptées à Vienne, il ne mérite pas d'être considéré comme Prince Allié; que s'il temoigne par ses actions d'avoir été contraint à ce qu'il a fait, que l'on pourra vivre autrement avec lui, & qu'en un mot le traitement qu'il doit recevoir de nous dépend de ce qu'il fera ci après: & pour le Passeport que nous désirions qu'ils demandassent conjointement avec nous pour le Prince de Transylvanie, ils ont dit qu'ils n'avoient point été requis de sa part de faire cet office, qu'il valoit bien d'être demandé; que si le dit Prince prie le Maréchal Torsenson de s'employer pour obtenir le dit Passeport, il le pourra mieux faire étant plus proche des lieux d'où l'on le peut avoir.

Ayant considéré cette réponse & appris en même tems par les Lettres de Monsieur de Croissy, que les conditions du Traité entre la Suede & le dit Prince n'ont pas encore été accomplies, nous sommes entrez en apprehension que les Suedois ne visent qu'à se decharger du soin de cette affaire sur la France, sans considérer qu'ils ont fait le premier Traité, qu'ils nous y ont engagé sans nous en parler, & que cette diversion sauve les affaires en Allemagne, pendant que leurs forces étoient occupées contre le Roi de Dannemark.

Soins du Duc  
de Longueville pour  
avancer la Négociation.

Nous sommes obligés de vous faire savoir que moi Duc de Longueville, n'ayant pu sitôt après mon arrivée recevoir les visites ordinaires, je ne lairerois pas de donner audience à ceux qui prendroient la peine de me venir visiter, pour n'apporter aucun retardement aux affaires, & sans prendre aucun titre de ceux qui feroient difficulté de me donner celui qui m'est du, & que

1645.

j'avois déjà reçu des autres Ambassadeurs de l'Assemblée, leur ai-je donné à entendre ce que je les priois de faire savoir à ceux qu'ils jugeront nécessaire.

Par rapport  
au Ceremoniel.

Ils firent savoir en même tems à nous d'Avaux & Servien, que les Commissaires Imperiaux étoient engagez à visiter Peñaranda le lendemain après dîné, que pour eux ils demeureroient dans l'ordre, & visiteroient Monsieur le Duc le premier. Mais les dits Commissaires ne purent être persuadés de prendre la même résolution, quoique nous leur eussions fait représenter par des personnes suffisantes, que c'étoit rompre le commerce des visites avec nous, & faire naître de gayeté de cœur une difficulté qui pourroit nuire au Traité & affaires principales. Nous avons eu avis qu'ils ont été longtems incertains de ce qu'ils devoient faire.

Les Ambassadeurs des Electeurs leur envoyèrent dire qu'ils pensassent à la conséquence, & que s'ils faisoient ainsi cette visite, ils publieroient que c'étoit contre leur avis, ce qui nous fut déclaré par les dits Ambassadeurs, sans que pour cela les Imperiaux aient rien changé en leur résolution, ayans seulement envoyé vers nous pour faire quelques excuses, disans que cette visite feroit sans préjudice de la France, comme faite entre ceux d'une Maison. Il leur fut répondu qu'on savoit ce qui se devoit faire en telles rencontres, & depuis ils ne se sont point offerts à la visite, croyans bien qu'ils n'y feroient pas reçus.

On n'a pas laissé, pour ne perdre plus de tems, de recevoir celles des autres Ministres, & de faire savoir de nouveau aux Médiateurs ce dont nous les avions avertis à tems, à savoir que pour le bien & avancement de la Négociation, le dit Seigneur Duc étoit prêt de recevoir toutes fortes de visites sans desirer aucun titre. Notre intention étoit, voyant qu'on avoit déjà laissé arriver, & peut-être à dessein, une interruption de commerce entre les Imperiaux & nous, d'empêcher que la même chose n'arrivât avec les Espagnols. Depuis les Médiateurs nous ont rapporté avoir eu diverses Conférences avec eux, pour les disposer à suivre la maniere qu'ils avoient prise entre eux de parler en tierce personne, leur représentant qu'eux-mêmes Espagnols avoient trouvé bon cet expédient, lors que dans l'arrivée du dit Seigneur Duc ils dissuadoient au Nonce & à l'Ambassadeur de Venise de donner le titre d'Altesse, lequel lesdits Sieurs Médiateurs leur déclarent qu'ils auroient donné sans le respect de la Médiation, à quoi ils ont ajouté qu'ils étoient encore tout prêts de le faire, si les dits Ambassadeurs d'Espagne leur eussent temoigné n'y prendre point d'intérêt. Ils nous ont dit aussi que l'Archevêque de Cambray, Saavedra & Brun approuvoient de parler en tierce personne & tâcherent de le persuader à Peñaranda, mais qu'ils le trouverent toujours scrupuleux & difficile, dont ils ont fait un mauvais jugement pour les affaires.

Néanmoins il leur déclara qu'il avoit écrit en Espagne, non seulement pour parler en tierce personne, mais pour avoir la liberté de donner le titre d'Altesse.

Les Imperiaux ont de même voulu faire croire à ceux qui leur en ont parlé qu'ils attendoient un ordre sur cela. Mais ce qui est de plus fâcheux en cette affaire, est que le Comte de Nassau, qui n'est point d'humeur pointilleuse, n'a pas laissé de s'y conduire avec beaucoup de subtilité, où le stile d'Italie s'étoit plus fait remarquer que celui d'Allemagne. Quelques spéculateurs ont pris sujet de croire que les Médiateurs n'ont pas été

1645. été fâchez que les Parties principales ne se voyans point, leur entremise en soit devenue plus nécessaire.

Nous aurions encore à écrire sur le Memoire que vous nous avez envoyé, mais puisque vous nous donnez du tems pour y délibérer, nous l'examinerons avec loisir, & y ferons réponse par une autre Dépêche, celle-ci étant déjà assez ample, & après vous avoir salué de nos humbles recommandations &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le Cardinal

M A Z A R I N.

Du 18. Juillet 1645.

*Progrès en Catalogne. Et en Flandres. Ils loient la conduite du Ministre sur tout pour les armées en Allemagne. Affaire de la Paix. Ils soupçonnent l'Electeur de Trêves. Arrivée du Baron de Beck. La Négociation de Bouchain. Touchant le discours des Espagnols, & les offres de l'Empereur aux Protestans.*

MONSEIGNEUR,

Progrès en Catalogne.

Et en Flandre.

Ils loient la conduite du Ministre, sur tout pour les armées en Allemagne.

Nous sommes très-obligés à votre Eminence, & ne saurions allés dignement la remercier des bonnes nouvelles dont elle a eu agreable de nous faire part par sa Lettre du vingt-quatre du mois passé. Il y a quelque tems que nous n'eussions osé seulement espérer tant de glorieux succès, Rozes étant réduit à l'obeissance du Roi, la Mothe en état de l'être bientôt, les menaces changées en épouvante dans la Flandre, & le malheur de Monsieur de Turenne si promptement réparé que les victorieux n'osent plus paroître, font des effets de l'application & des soins extraordinaires que votre Eminence prend pour faire réussir tant de grands desseins tout à la fois; mais nous avons un extrême déplaisir de voir tous ces sujets de jouissance troublez, par la blessure dangereuse de Monsieur Magaloti. C'est un Cavalier qui a acquis tant d'estime, & une approbation si universelle, qu'étant outre cela particulièrement votre Serviteur, nous ne doutons point que votre Eminence n'ait ressenti beaucoup d'affliction de l'accident qui lui est arrivé, nous la pouvons assurer que nous y prenons très-grande part. Le siège de Mardick & le passage de Mon-

sieur le Duc d'Enguien audeça du Rhin tiennent aujourd'hui tous les esprits en attente de quelque grand succès. Cependant le Traité de la Paix est toujours ici en même état, & nous voyons les Imperiaux, avant que de nous répondre sur les matieres que nous leur avons proposées, en très-grande peine de refoudre avec les Etats de l'Empire la forme qu'ils doivent tenir entre eux dans les délibérations. Tous les Députés s'obstinent à y vouloir avoir la part qui leur appartient. Les Commissaires de l'Empereur n'osent pas ouvertement s'opposer à leur prétention pour ne les offenser pas, ni y consentir aussi de peur d'y recevoir du préjudice pendant le cours de la Négociation. Nous avons envoyé ci-devant l'ouverture faite par Monsieur Wolmar sur ce sujet, & nous avons joint à cette Lettre la réponse que les autres y ont faite, qui apprendra à votre Eminence que le différent est bien agité de part & d'autre, mais non pas encore décidé. Cette diversité d'opinions & la peine qu'il y aura de les concilier, causeront peut-être quelque longueur dans les affaires, mais l'avantage qui nous en peut revenir ne nous fauroit permettre de nous en plaindre; nous espérons pourtant de voir bientôt quelle fin prendront ces contestations, ou interêt ou demelé, sans que nous y paroissions. Si les Etats obtiennent ce qu'ils demandent, nous croyons que parmi eux il y en a bon nombre qui ont disposition à favoriser les deux Couronnes.

Si l'Empereur les desoblige en les privant d'une prérogative qui leur est due, il y a apparence qu'on ne tirera pas un moindre fruit de leur mécontentement, & que si on leur vouloit injustement ravir le droit de faire la Paix, on les pourroit réduire à se servir du droit de faire la guerre, que l'on ne leur peut ôter. Cela nous fait croire que les Commissaires Imperiaux, quelque apprehension qu'ils aient de les admettre dans les délibérations en la forme qu'ils prétendent, n'auront jamais l'assurance de les en exclure entièrement, & qu'il faudra de nécessité y trouver un temperament qui contente les Députés.

Quant à Monsieur l'Electeur de Trêves, il semble que sa constance a été vaincue par la longueur de sa detention, & qu'elle a fait naufrage dans le port; car il y a longtems qu'on lui eût rendu la liberté, s'il eût voulu faire les déclarations qu'on a maintenant exigées de lui. Encore que les Ennemis aient eu intention de nous nuire, en l'obligeant de les faire, nous estimons qu'on en peut tirer un bon effet, puis qu'ayant accepté un Traité qui lui ôte Philipsbourg & le donne à l'Empereur, il nous fournit un juste sujet de le retenir, sans que nous soyons plus obligés aux conditions du Traité qui a été fait autrefois avec lui pour cette Place. Nous espérons même que nos raisons ne seront pas rejetées par les Etats de l'Empire, tant ils condamnent & ont en horreur tout ce qui favorise tant soit peu le Traité de Prague. Cependant les ordres que votre Eminence a fait envoyer aux Gouverneurs des Places, qui sont situées dans ses Etats, sont accompagnés d'une très-grande prudence; car il ne seroit pas raisonnable que celui qu'on lui a donné à Vienne, pour conducteur de ses actions, y fût reçu avec les mêmes honneurs & la même liberté que lui.

Nous trouvons même le Baron de Beck bien hardi venant comme il fait de la part des Ennemis, s'il y entre sans avoir été assuré auparavant qu'on l'aura pour agreable, & qu'on lui permettra d'en sortir. Après le retour de Monsieur de Saint

1645.

Affaire de la Paix.

Ils soupçonnent l'Electeur de Trêves.

Arrivée du Baron de Beck.

1645. de Saint Romain qui est à Osnabrug, nous pourrions informer avec plus de certitude votre Eminence, des sentimens de Messieurs les Suedois sur cette affaire. Nous savons bien déjà qu'ils condamnent le procédé dudit Sieur Electeur, & en sont scandalisez, & non pas encore les voyes que nous devons tenir pour nous en plaindre, & pour y remedier; ce que nous examinerons à loisir tant avec eux qu'avec les autres Députez, afin d'en rendre compte à votre Eminence au premier jour. Cependant il nous semble que quand le dit Sieur Electeur auroit intention en effet de nous satisfaire, il ne sera pas mauvais de faire durer notre mécontentement, au moins en apparence, pour parvenir à nos fins en l'affaire de Philisbourg.

La Négociation de Bouchain.

Nous avons encore chargé le dit Sieur de Saint Romain, de parler aux Suedois de la Négociation de Bouchain, mais nous attendons la même réponse qu'ils nous ont déjà faite; que Monsieur Torstenfon est bien absolu dans les entreprises de la guerre, mais qu'il n'a nul pouvoir pour traiter de la Paix, & que toutes les propositions qui lui seront faites pour cela ne feroient avoir aucune suite, n'ayant pas même

autour de lui un seul homme qui entende les affaires. En effet si les Suedois n'avoient que l'intérêt de leur Couronne à démêler dans cette guerre, on pourroit apprehender quelque Traité particulier, mais étans si unis aux États de l'Empire, sans lesquels leur propre sûreté ni leur honneur ne leur permet pas de rien faire, il n'est pas croyable qu'ils puissent introduire aucune solide Négociation hors de cette Assemblée.

Quant au discours des Espagnols fait au Ministre Ecclesiastique qui a correspondance en France, nous n'en sommes pas étonnez, voyans que l'Empereur fait offrir beaucoup de choses aux Protestans d'Allemagne pour les attirer à lui, que nous faisons scrupule de demander en leur faveur pour les tenir unis avec nous. Il voudroit bien faire croire au monde que c'est nous qui les y forçons; & rejeter sur nous le blâme qu'on lui en donne. Mais nous espérons de la probité de Messieurs les Médiateurs, qu'ils rendront témoignage de notre moderation sur ces points qui concernent la Religion, & qu'ils nous y ont trouvez plus fermes contre nos propres Alliez, que nos Ennemis communs. Nous sommes &c.

Touchant le discours des Espagnols, & les offres de l'Empereur aux Protestans.

## L E T T R E

De Monsieur

L' A R C H E V E Q U E  
D E T R È V E S,  
A L A R E I N E.

à Francfort le 21. Juillet 1645.

SERENISSIMA ET POTENTISSIMA REGINA.

*Demissus à manibus Cesareæ Majestatis, seu potius Hispanorum, ad Ecclesias meas Trevirenses & Spirenses reversus, gratias quas Regiæ vestræ Majestati Christianissimæ pro illius potenti interpositione, vel ipse in personâ, vel per insignem Legationem reddere obligabar; cogor, vel invitatus, per Cursorem, & Litteras quas ipse præsentabit supplere obtestatum Ecclesiarum mearum ita toto decennio absentia meâ propter assistentiam Regiam per me imploratam devastatarum, ut hic existens panem apud eas vix inveniam. Æterna nihilominus laude digna res quod post Deum à Majestate vestrâ honor mihi conservatus, jus restitutum, & Collegium Electorale mihi reintegratum est, quam reintegrationem, quâ in eâ tota libertas Imperii & diu desiderata pax consistant, ipsum Imperium & ego Coronæ Galliæ perpetuò debemus.*

SERENISSIME ET TRES-  
PUISSANTE REINE.

Delivré des mains de l'Empereur ou plutôt de celles des Espagnols, revenu dans mon Eglise de Trèves, je suis obligé malgré moi d'envoyer un Courrier à votre Majesté chargé de cette Lettre, dans laquelle je lui témoigne ma juste reconnoissance pour sa puissante intercession. J'aurois dû y aller moi-même, ou du moins lui envoyer une Ambassade solennelle pour m'acquitter de ce devoir; mais le triste état de mes Eglises, qui ont été ravagées pendant dix ans d'absence pour avoir imploré la protection de votre Majesté, & où à peine je trouve de quoi subsister, m'en a ôté le moyen. Votre Majesté s'est acquise après Dieu une éternelle louange d'avoir conservé mon honneur, de m'avoir rétabli dans mes droits, & de m'avoir remis dans le College Electoral. C'est de là que dependoit la liberté de l'Empire, & en quoi consistoit la Paix tant désirée; & l'Empire & moi en avons une éternelle obligation à la France.

1645.

Supplico Majestati Vestre dignetur eorumdem præmissorum intuitu vel ex capitulatione Regia stipulata, magno Regni Sigillo firmata, totum meum Episcopatum Spirensem cum Fortalitio Philippico, in Archiepiscopatu vero Trevirensi loca quæ tenet Militia Gallica mihi restituere, ut in Munster agnoscere possit Imperium per Majestatem vestram redintegrandum esse Collegium, reipsa & cum omni causa, aut certe, si non omnia restitui possint, populum meum Trevirensensem & Spirensem quartiriis, excursionibus, & extorsionibus hostilibus immunem servet, & amicitiam cum illo Electore colat qui per diuturnam detentionem potius captivari, imò mori voluisset, quam Gallie assistentie semel sibi promissæ, & a se acceptæ renunciare. In Philisburgo interim, juxta dictam Capitulationem & assistentiam, Regium Præsidium mihi quoque tanquam Principi sub Regio juramento obligetur, ne novo devitetur aut ne tollatur manu libertas quam una dederat. Verum quidem est quod Ministri Hispanici primi debeant recedere ex Treviris & Hermenstein, quia per ultima Comitatus Ratisbonensis, & Rescripta Cæsarea & Electoralia sub juramento ad id coacti sunt. Sed primi fregerunt cum Regno Franciæ, in Ecclesia mea privilegiata & cum uno ex Electoribus & per consequens dissiparunt totum Romanum Imperium, ex qua dissipatione sola exortum est istud Bellum Hispanicum & Gallicum, & exinde secutæ sunt terribiles rumores & errores in hunc diem durantes. Sed hoc Monasterium moderari posset ut uno eodemque die omnes Partes simul exirent & discederent ex Archiepiscopatu & Episcopatu Trevirensi & Spirense, salvo Fortalitio Philippico, ita ut ne ulla Pars revertatur sub pœnâ banni Imperii & latæ Excommunicationis.

Salvæ guardæ quoque per me in utraque Ecclesiâ sub nomine vestre Majestatis dentur, cum ita expediat, & necesse sit, ne hostes Majestatis vestre & mei, apud eandem dolose illas præveniendæ impetrent, & qui obediens ac fideles manserint ab iisdem opprimantur. Ante omnia verò Dagutîl Dominium meum liberum in Imperio, & bona mea patrimonialia ac in specie, Hospitale ibidem Philippicum, bonaque ubicunque sita sunt gaudeant assistentiâ Gallie & a nemine turbentur. Quæ si a Majestate Vestra impetravero, ejusdem judicio Monasterii me conferam, & totis viribus cum Consilio Imperii, cum laude & securitate omnium Partium deprædicabo justitiam & gratiam Majestatis Vestre, veniemusque ad Pacem universalem, occasione certi expedientis quod inter Electorem Baviaræ & me in causa Palatinatus inventum, nusquam vero applicatum fuit. Illud autem absque beneplacito & assistentiâ Majestatis Vestre in me non recipiam. Et cum interim Legatos meos Monasterium præmissus fm, per Cursorem, meum sollicitatorem & agentem, benignum responsum ad omnia puncta humillimè expecto, & Deum pro perenni Majestatis Vestre, Regiorum Filiorum, & Regni Christianissimi felicitate frequenter & sedulò orabo; eidem-

1645.

Je supplie votre Majesté de vouloir bien après tant de graces, qu'elle m'a faites, y ajouter celles de me rendre tous les lieux, que ses troupes occupent dans mon Archevêché de Trèves, aussi bien que mon Evêché de Spire & la Forteresse de Philipsbourg, comme il avoit été accordé par un Traité solemnel cacheté du grand Seau Royal, afin que l'Empire assemblé à Munster connoisse que c'est par votre Majesté que toutes choses y doivent être rétablies. Je lui demande au moins, si le tout ne peut pas m'être rendu, qu'elle veuille faire en sorte que mon Peuple de Trèves, aussi bien que celui de Spire, ne soit plus exposé aux quartiers d'hiver, aux courées & aux extorsions des Ennemis, & qu'elle veuille bien continuer son amitié pour un Electeur, qui a mieux aimé souffrir une longue prison, & qui auroit plutôt souffert la mort que de renoncer à la protection que la France lui avoit promise & qu'il avoit acceptée. Cependant afin qu'on ne m'ôte pas d'une main la liberté qui m'a été donnée de l'autre, votre Majesté donnera ordre à sa Garnison de Philipsbourg, de me prêter le serment de fidélité comme au Prince légitime, comme elle y est obligée par le Traité de Protection confirmé par le serment Royal. Il est bien vrai que les Espagnols doivent les premiers sortir de Trèves & de Hermenstein, y ayant été obligés pas serment à la dernière Diète de Ratisbonne & par les Decrets de l'Empereur & des Electeurs. Mais ils ont rompu les premiers avec la France & avec un des Electeurs, l'attaquant dans son Eglise privilégiée, & par conséquent avec tout l'Empire Romain; & c'est de là qu'est venue la Guerre entre l'Espagne & la France, qui a été suivie des tumultes & des desordres qui durent jusques aujourd'hui. On y pourroit donner du remède à Munster, si l'on engageoit les uns & les autres à sortir en même tems de mon Archevêché de Trèves, & de mon Evêché de Spire, sauf la Forteresse de Philipsbourg, sans y rentrer jamais sous peine d'être mis au ban de l'Empire & d'être excommuniés.

Il est nécessaire que j'aye des Sauvegardes dans l'une & dans l'autre Eglise, de la part de votre Majesté, de peur que les Ennemis, & les miens ne les obtiennent frauduleusement d'elle en la prévenant, & que ceux qui sont obeissans & fideles ne soient opprimés. Je demande principalement que Dagutîl Seigneurie Libre qui m'appartient dans l'Empire, que tous mes biens patrimoniaux, & particulièrement l'Hôpital Philippique, enfin tous mes biens, quelque part qu'ils soient situés, jouissent de la Protection de la France, & qu'ils ne soient troublés de personne. Si j'obtiens ces choses de votre Majesté, j'irai, si elle le trouve à propos, à Munster, où je publierai de toutes mes forces, en présence de tous les Députés de l'Empire, sa justice & sa générosité, nous y parviendrons même à la Paix générale par le moyen d'un certain expedient que l'Electeur de Bavière & moi avons trouvé, pour ce qui regarde le Palatinat qui n'a point paru encore. Je ne l'entreprendrai pourtant point qu'avec le bon plaisir & l'assistance de votre Majesté; & pendant que j'enverrai mes Ambassadeurs à Munster, j'attendrai en toute humilité par le retour du Courrier sa réponse favorable à tous les points de cette Lettre. Cependant je prierai toujours Dieu ardemment pour la prospérité constante de votre Majesté, des Princes ses Enfans, & pour celle de tout le Royaume, me recommandant à ses bon-

que



1645. *que quâ decet reverentiâ me commendo.*

REGIÆ MAJESTATIS VESTRÆ

*Humillimus ac Devotissimus Servus,*PHILIPPUS CHRISTOPHORUS  
Archiepiscopus.nes graces avec tout le respect que je lui  
dois. 1645.

DE VOTRE MAJESTE ROYALE

Le très-Humble & très-  
Devoüé Serviteur,PHILIPPE CHRISTOFLE  
*Archevêque.*

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Monsieur le Duc de

L O N G U E V I L L E,

Et à Messieurs

D' A V A U X,

Et de

S E R V I E N,

PLENIPOTENTIAIRES

D E F R A N C E.

A Paris, le 22. Juillet 1645.

*Touchant un Ecrit publié par les Imperiaux & sa Réponse. Ils ne doivent faire aucune proposition par écrit. Progrès des Armes Françaises. La Cour approuve leur conduite envers les Suédois & leurs Alliez. La France veut retenir Philipsbourg. Affaire des Fiefs Imperiaux; on en demande l'avis des Plenipotentiaires. Touchant la Livonie. Affaire touchant le Mariage du Roi de Pologne. Les Médiateurs cherchent de savoir si les Plenipotentiaires François ont un Pleinpouvoir sans bornes. Mouvements de l'armée des Turcs, sa route & son intention. On défend aux Plenipotentiaires d'admettre la visite de celui de Savoye qui est suspect à la Cour. Ils doivent se plaindre du procédé de la Duchesse de Savoye.*

TOM. II. PART. II.

## MONSEIGNEUR &amp; MESSIEURS,

Votre Dépêche commune du huitieme du présent me fut rendue le dix neuvieme, & je trouvai sous son pli la Réponse faite à un Ecrit divulgué sous le nom du Docteur Volmar; que j'avois eu quelques jours auparavant. Celui-là ne fera pas le seul que le Public verra lorsque les Imperiaux donneront leur réponse à votre proposition. Plusieurs essayeront ou de combattre par la leur ou d'attaquer la nôtre, & cette forme d'agir, pouvant de beaucoup allonger le Traité de la Paix générale, voire y faire naître des obstacles, a été ci-devant condamnée; ce que je vous remarque afin qu'il vous plaise vous ressouvenir que cette proposition sera la dernière qui sera baillée par écrit, & que les Médiateurs recueilleront ce qui leur sera dit pour le proposer; faisant des notes, si bon leur semble, pour le soulagement de leur Memoire, & concernant & retenant par devers eux ce qui sera conclu pour en former les articles du Traité, & cela aussi en la maniere accoutumée & ci-devant consentie.

Depuis ma Lettre du vingt septieme du passé, à laquelle vous avez répondu le dit jour huitieme, je me suis donné l'honneur de vous écrire par plusieurs Dépêches, desquelles vous aurez appris la suite des progrès des armes de Sa Majesté, qui de jour à autre attend des Courriers, & par eux d'être informé des nouveaux avantages qu'elle conçoit d'autant plus facilement, que la protection de Dieu sur elle se fait connoître de moment à autre, & que la force de ses armes lui donne lieu d'espérer de grandes choses. Je serai soigneux de vous informer de tous les succès, & quand ils seront extraordinaires je ne plaindrai point la dépêche d'un Courier pour vous en porter l'avis. Celui que vous avez pris de faire consulter avec les Suédois & autres Alliez, de la sorte qu'on devra traiter avec l'Archevêque de Trêves, est digne de vos Prudences. De deça nous avions formé le même que vous ouvrez & sur le même fondement; & certes il est fâcheux que ce Prince ayant mérité du Public en ses souffrances, quand elles ont fini il en ait perdu les avantages qu'il en devoit recevoir. Mais d'un autre côté Sa Majesté a tout sujet de louer Dieu, qu'elle puisse avec justice retenir Philipsbourg & que ses Plenipotentiaires, en ayant cédé son droit, n'ayent plus de titre pour le demander. En acceptant un Traité qui a donné lieu aux mouvements dont l'Allemagne est agitée, il a renoncé au plus glorieux, & le plus sage qu'il avoit pu faire & a beaucoup diminué la Dignité Electorale, & ayant cédé son droit sur Philipsbourg à l'Empereur, il n'a pas, ni son Eglise, la cause d'exception qu'il auroit si c'étoit un autre, sa-  
voir

Touchant un  
Ecrit publié  
par les Impe-  
riaux & sa  
Réponse.Ils ne doivent  
faire aucune  
proposition  
par écrit.Progrès des  
Armes Fran-  
çaises.La Cour ap-  
prouve leur  
conduite en-  
vers les Sue-  
dois & leurs  
Alliez.La France  
veut Philips-  
bourg.

1645.

voir que l'Eglise est la Maîtresse & que l'usufruitier ne peut aliéner, car le Souverain a la main si étendue qu'il couvre par son Autorité, & par ses Decrets tous les défauts de formalité, & ce qui est émané de la puissance sert de règle pour l'avenir, & il n'acquiert que ce qui originairement étoit à lui, & le consentement du Propriétaire donne lieu à cela, sans lequel ce seroit violer les Loix que de rien innover à l'état du Fief qu'il possède.

Affaire des  
Fiefs Impe-  
riaux.

On soutient & avec beaucoup de raison que les Loix de l'Empire ont prescrit que la condition des personnes, qui peuvent hériter aux Duches, Marquisats & Comtez & autres Fiefs mouvans de l'Empire quand il y a une égalité de la femme à celle du mari, prive les enfans du droit successif, & du rang de la famille, laquelle l'Empereur dernier décédé a essayé d'annuler pour se faire des ouvertures dans les Assemblées & Dietes pour autoriser sa puissance & prendre ses avantages. Un Marquis de Baden étant décédé ayant laissé un Fils dont la naissance est douteuse, & très-assurément d'une mere inégale, le Fils nommé Guillaume a été investi du Fief qu'il possédoit, reçu à l'hommage & serment de fidélité & admis dans les Dietes, à l'encontre duquel ayant été réclamé par le Marquis Friderick Cousin du dit Guillaume par tant de différentes raisons, celui-là néanmoins a été maintenu au possessoire du Fief & le dit Friderick privé de l'accès en icelui, voire spolié du sien pendant quelques années pour avoir adhéré aux Couronnes alliées & au bon Parti. Le dit Marquis Friderick, voyant le Pais que possédoit le dit Guillaume sous la main de Sa Majesté depuis le gain de la bataille de Fribourg & de la conquête de Philipsbourg, s'est adressé à elle pour la supplier de l'y rétablir sans avoir égard aux demandes contraires qui lui seront faites par le dit Guillaume, lequel allégué pour droit de la maintenue une Capitulation qui lui a été accordée par Monsieur le Colonel d'Erlach lorsqu'il lui a remis une Place nommée Stothoven, dans laquelle il y avoit garnison. Les raisons desdits Sieurs Marquis ayant été examinées & se trouvant de la difficulté à s'y déterminer, Sa Majesté a jugé que cette affaire étoit de la nature de celles dont vous avez particulière connoissance & qu'elle ne devoit pas résoudre sans en avoir un avis & m'a commandé de joindre à cette Dépêche les Mémoires que l'un & l'autre Marquis lui ont remis, afin que les ayant considerez vous en confériez avec les Plenipotentiaires de Suede ou autres Députés des Princes qui sont par delà, & qu'ayant recueilli leurs sens vous formiez vos avis que vous lui enverrez au plutôt que vous pourrez, pour en suite se déterminer à ce qu'elle devra faire. Selon ce que j'en ai pu recueillir, la difficulté & question du droit est sur la naissance dudit Guillaume, celle du fait si, lors que l'autre sera viduée à son avantage, il y auroit lieu de prendre assurance en sa personne & de donner ce degout aux Alliez, & favoriser celui qui a toujours été joint à l'ennemi, & qui est lié par tant de bienfaits qu'il est probable qu'il n'attend que l'occasion de repasser avec lui. A ces deux raisons on oppose la foi d'une Capitulation, de laquelle il vous plaira d'examiner les termes & les circonstances du tems, de laquelle vous recevrez aussi la Copie ci jointe.

Touchant la  
Livonie.

J'aurois achevé ma Dépêche s'il ne m'étoit souvenu que la vôtre fait mention de trois sujets de l'envoi de Monsieur de Saint Romain à Osnabrug. Sur l'un on s'est contenté de leur faire voir l'utilité qu'ils en peuvent recueillir, soit présentement en le détachant de la Maison d'Au-

triche, soit dans l'avenir lorsque leur Trêve sera expirée, & on s'est bien gardé de faire nulle ouverture d'un Traité de Paix, lequel donneroit lieu à demander la restitution de la Livonie que les Suedois tiennent de forte incorporée à leur Couronne, que dans le Traité qu'ils ont projeté avec Dannemarck, ils ont stipulé qu'elle jouiroit des Libertez & Franchises acquises par les Anciens aux Provinces qui la composent.

Le Mariage de la Princesse Anne avec Edouard Comte Palatin a failli à apporter du trouble à celui de sa sœur, mais pourtant on continue à en bien esperer, Monsieur de Bregy m'ayant écrit de Warsovie du 28. du passé. Je ne saurois tarder à recevoir de ses nouvelles & ce qui est à esperer du succès de ce dont il est chargé pour se conformer aux desirs du Chancelier Oxenstiern. Le dit Sieur de Bregy a passé droit en Pologne, sans aller en Dannemarck, ainsi qu'il lui avoit été commandé; ce que je ne vous marquerois pas, vous l'ayant déjà écrit, n'étoit que par une des Lettres de Monsieur de la Thuillerie à lui Bregy, de laquelle j'ai la Copie, j'apprens que le dit Chancelier a persisté de nouveau en ce sentiment de dire qu'il deniât au Roi de Pologne, qu'on eût fait aucune ouverture de Mariage de la Reine à ce Roi d'où il résulte évidemment, que la haine des Nations & de la Famille ne font pas pour cesser. On s'aperçoit, ainsi même que le dit Sieur de la Thuillerie me l'écrit, que le credit & la faveur Chancelier diminue & que Messieurs de la Garde & Brache s'avancent dans la bonne grace & confiance de leur Reine; dont vous ferez profit & vous en penetrerez quelque chose des discours & de la conduite de Salvius qu'on tient lié avec ceux-là.

De l'Ambassadeur de Venise j'ai su que le Nonce & Contarini vous avoient pressé d'entrer en conference & en ouverture avec les Espagnols & que vous avez pris du tems pour vous résoudre de ce que vous aurez à faire. Son intention étoit d'essayer de penetrer si vous en aviez defense ou si votre Pouvoir étoit si restreint que de toutes choses vous eussiez à nous communiquer. Je lui ai répondu que vous ne m'aviez point mandé ce qu'il me disoit, & qu'ayant vos ordres & Pouvoirs absolus, cela en avoit été sans doute la cause. Toutes les fois que le dit Contarini vous fera des ouvertures, il vous plaira de m'en informer & de ce que vous lui aurez répondu, afin que ce que je dirai à l'Ambassadeur y soit toujours conforme. Je m'aperçois depuis un longtems qu'il se passe grande correspondance entre ces deux Ministres, & que celui qui est de là affecteroit beaucoup d'être éclairci des intentions de la Cour par une autre voye que la vôtre, mais il sera difficile qu'il en vienne à bout.

Monsieur l'Ambassadeur de Venise m'est venu donner avis que ses Seigneurs lui ont dépêché un Courier pour l'avertir que l'armée Turque assemblée à Navarrin a fait voile en Candie. Ils ont cette année gardé le secret comme font pour l'ordinaire les Chrétiens, & si bien couvert leur dessein, jusqu'à outrepasser le lieu qu'ils vouloient envahir. Un Bacha, lequel a longuement fréquenté les Chrétiens, commandant à Bude & qui a grande part aux affaires, peut avoir donné lieu à cette maniere d'agir éloignée de celle de la Cour.

Monsieur, comme j'étois à la fin de cette Lettre la Reine m'a envoyé querir pour me commander de vous faire souvenir qu'ayant été informée que Monsieur le Marquis de Saint Maurice, qui ne se peut excuser d'être tombé en quelque faute d'avoir permis au Bellita d'aller ren-

Affaire tou-  
chant le Ma-  
riage du Roi  
de Pologne.

Les Média-  
teurs cher-  
chent de sa-  
voir si les  
Plenipoten-  
tiaires Fran-  
çois ont un  
Plein-pouvoir  
sans bornes.

Mouvement  
de l'armée  
des Turcs,  
sa route &  
son inten-  
tion.

On défend  
aux Plenipo-  
tentiaires  
d'admettre  
la visite de  
celui de Sa-  
voye qui est  
suspens à la  
Cour.

1645.

rendre visite aux Plenipotentiaires d'Espagne dans le tems que pour refuser la qualité de Plenipotentiaire de Savoye de tous les honneurs & accompagnemens que ceux de Sa Majesté lui ont rendus, ils font difficulté de le recevoir à leur audience; icelui Bellitia abusant de la permission qu'il avoit obtenuë soit entré en des Traitez & ouvertures des choses de grandissime conséquence avec les Espagnols & prejudicia- bles au repos public & grandeur de cette Couronne, desquelles Sa Majesté ayant été informée en auroit fait donner part à Madame de Savoye afin que par sa prudence elle remediât a ce des- ordre. Son Altesse qui se crut tacitement ac- cusée par ce discours commença de bien pro- tester qu'elle n'avoit point de part à ce qui a- voit été entrepris par Bellitia & que si elle avoit preuve qu'il se fût tant oublié elle le feroit châ- tier.

Cette reponse fue, Sa Majesté n'en est pas demeurée fatisfaite. Il y a des crimes qui ne peuvent être prouvez en la maniere de droit & ne laissent d'être, & sur la connoissance qu'on en a doivent être châtiés : ce qui oblige Sa Ma- jesté d'écrire à l'Ambassadeur qu'il s'expliquât nettement de l'intention de Sa Majesté qui a souffert que devant elle on ait excusé cette Al- tessé, & néanmoins résolu de pourvoir à ce qui est du bien de son service, vous defend expres- sément de recevoir visite du dit Bellitia, & faire connoître qu'elle ne le tient point pour son ser- viteur sans taire audit Marquis de Saint Mauri- ce, qu'il est assez étrange que Madame, au lieu de connoître les graces, qu'elle a reçues de la France, donne lieu par sa conduite de croire qu'elle soit pour avoir des Interêts separez, & qu'elle ait oublié les depenses excessives, les mil- lions d'or & le nombre d'hommes, qu'on a consumez pour la rétablir dans ses Etats, qui eût suffi pour conquerir l'Etat de Milan; le nom- bre des Places qui lui ont été rendues, & qui avoient été conquises pour la plûpart sur l'enne- mi. Que si son Altesse mieux conseillée ne change de résolution, elle verra celle que Sa Ma- jesté sera obligée de prendre, qu'elle est témoin de l'affection que le feu Roi a toujours eue pour le feu Duc de Savoye & pour sa Maison, & les avantages qui leur en sont restez. On veut qu'a- près cette déclaration il ne puisse point douter que Sa Majesté s'engagera à ses affaires & se pre- vaudra des avantages que l'état où sont les choses & sa grandeur lui pourront faire obtenir : & bien que j'aie essayé de retenir les paroles dont Sa Majesté s'est servie, je m'aperçois bien que je suis tombé dans la faute que j'avois apprehen- dée, d'omettre les termes plus vifs & solides de son ressentiment, ce que je me promets qui fera par vous supplée. Je suis &c.

Ils doivent  
se plaindre  
du procédé  
de la Du-  
chesse de Sa-  
voye.

1645.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, ce 22. Juillet 1645.

*Resultat de leur dernière Conference avec leurs Alliez. Bonnes dis- positions des Députez de Bran- debourg. Ils se méfient de Ko- ningsmark. Leur soin pour forti- fier l'Armée d'Allemagne. De- mandes de la Landgrave. Ils of- frent aux Médiateurs de concou- rir à l'Ouvrage de la Paix. Les Imperiaux demandent des éclair- cissimens sur quelques articles de la proposition des François.*

MONSIEUR,

Nous vous avons envoyé le resultat de la dernière Conference tenuë entre Osnabrug & cette Ville où vous avez vû plusieurs bonnes résolutions, & ce qu'il y a de meilleur, ceux de Brandebourg s'affermis- sent contre les difficultez qui s'y rencontrent. Nous vous sup- plions de tenir secrette cette affection qu'ils té- moignent pour le bien des affaires, afin de la rendre par ce moyen plus utile. Nous ne vous donnons pas encore les résolutions pour bien assurées, parce qu'étans remises à l'approbation de l'Empereur & avantageuses à nous, aussi bien qu'aux Etats de l'Empire, il est à craindre qu'il n'arrive des obstacles de ce côté-là.

Vous aurez bien pû connoître par ce que contient cette Conference, que si nous n'y a- vons pu envoyer des Députez parceque c'étoit une Assemblée des Etats de l'Empire, nous y avons eu au moins de bons amis qui ne se sont pas contentez de donner avis de tout, mais y ont encore utilement servi, ayans même fait refoudre que le Corps qui représentera l'Empire, sera en cette Ville.

On croit que les six Députez, qui se doivent joindre à la Députation ordinaire de Francfort, seront, pour les Ecclesiastiques, les Evêques de Bamberg & d'Osnabrug; pour les Princes secu- liers, les Duc de Mekelbourg & Marquis de Kulembacq; & pour les Villes, deux de Hambourg & de Francfort. Néanmoins comme ce n'est encore qu'une designation, elle peut changer.

Nous ne croyons pas que quelques soins que l'on prenne, & quelques offres qu'on puisse faire à Koningsmark, on puisse s'assurer pour longtems de la jonction de ses troupes avec les nôtres, l'armée du Maréchal Torstenson étant

Resultat de  
leur dernière  
Conference  
avec leurs  
Alliez.

Bonnes dis-  
positions des  
Députez de  
Brandebourg.

Ils se méfient  
de Konings-  
mark.

1645.

diminuée par le siege de Brinn, & d'ailleurs les troupes du Duc de Saxe & celles du Roi de Dannemark, qui sont entrées en l'Archevêché de Bremen, l'obligeant d'y avoir quelques troupes.

Leur soin pour fortifier l'armée d'Allemagne.

C'est pourquoi nous estimons en premier lieu qu'il faut songer de bonne heure à fortifier l'armée d'Allemagne. Ce n'est pas que Madame la Landgrave n'ait intention, autant qu'il lui sera possible, de continuer la jonction des siennes avec celles du Roi, mais elle demande trois choses.

Demandes de la Landgrave.

La premiere, un Subside extraordinaire pour les pertes & dommages qu'elle a soufferts lors de la retraite de Monsieur de Turenne en ses Etats.

La seconde, qu'elle soit assistée dans quelque tems des troupes du Roi, pour favoriser le dessein qu'elle a sur quelques Places pour ses intérêts particuliers.

Et la troisième, que l'on fasse considerer à Monsieur le Prince d'Orange, de la part du Roi, que sans la jonction des troupes de Hesse, on auroit été obligé d'envoyer en Allemagne l'armée que commande le Marquis de Villeroy, laquelle par une diversion nouvelle donnera moyen à Monsieur le Prince d'Orange d'agir de son côté. Elle espere à raison de cela qu'on emploiera les offices de Sa Majesté auprès dudit Sieur Prince d'Orange pour obtenir qu'après avoir abandonné comme elle a fait ses propres Interêts, elle ne sera pas inquiétée sur l'affaire d'Oost-Frise à la fin de la Trêve; autrement la jonction qu'elle fait l'empêchant de pourvoir aux quartiers d'Hyver, si elle étoit contrainte de quitter ceux d'Oost-Frise, il faudroit absolument qu'elle succombât, dont le Roi & Messieurs les Etats recevroient un notable préjudice.

Sur l'assurance qu'il vous plaît nous donner que la ratification & autres Dépêches ordinaires, nécessaires pour le Traité fait par Monsieur de Croissy, sont dans le paquet qui nous a été envoyé fermé, nous avons fait partir un Courier qui étoit ici près de nous, & lui avons fait payer son Voyage.

Ils offrent aux Médiateurs de concourir à l'ouvrage de la Paix.

Nous fîmes ces jours passez un office auprès des Médiateurs qui a été extrêmement bien reçu, c'est que nous leur représentâmes, qu'encore que la prosperité des armes du Roi pouvoit donner juste sujet de prétendre d'autres progrès encore plus avantageux, nous ne laissions pas néanmoins de leur venir faire instance d'avancer l'œuvre de la Paix, Sa Majesté y étant aussi disposée qu'elle étoit auparavant les prises de Roze, la Mothe, & Mardick, & les Victoires remportées en Catalogne.

Les Imperiaux demandent des éclaircissements sur quelques articles de la proposition des François.

Ce discours leur ayant donné sujet d'entrer en matiere, ils nous dirent que les Imperiaux font plainte de ce que nous avons parlé trop généralement en trois articles de notre proposition, sur lesquels ils demandent d'être éclaircis pour avancer les affaires, & les dits Médiateurs nous pressèrent de nous en expliquer avec eux confidentiellement.

Le premier article dont ils se plaignent est en la Préface où nous nous sommes réservés d'y pouvoir ajouter. Ils dirent que les Imperiaux sont en méfiance que nous ayons fait cette réserve en intention d'allonger les affaires, & que, quand on sera d'accord sur les autres articles, nous pourrons par le moyen de la dite clause en remettre de nouveaux sur le tapis, & rendre la Négociation sans fin. Mais nous estimons les avoir payez de raison, les ayans priez de croire que nous traitons de bonne foi, & que nous a-

vons ajouté la dite clause plutôt à dessein d'avancer que de retarder les affaires, parce qu'ayans été pressés de donner la proposition avant la venue de tous les intéressés au Traité de l'affaire générale, contre les formes ordinaires qui s'observent en France, il a fallu de nécessité que nous nous soyions réservés la faculté de représenter les intérêts des absents quand ils seront arrivés; qu'outre cela il se pourroit faire qu'avant la conclusion du Traité, quelque Allié se joindroit à nous, & par conséquent nous serions obligés de faire de nouvelles demandes pour lui; que cette liberté ne nous étoit pas particuliere, que les Imperiaux s'en étoient servis les premiers, ayant interrompu pendant six mois la Négociation pour l'intérêt du Roi de Dannemark, lequel ils vouloient comprendre au Traité comme leur Confederé, à cause que de Médiateur les Suedois l'avoient rendu leur partie, encore même qu'il n'y eût point de confederation particuliere entre l'Empereur & le dit Roi, comme il a paru par la suite; néanmoins nous pourrions les assurer qu'il n'y avoit point d'arrière-pensées en cette réserve, & que comme présentement, si on nous vouloit plus clairement faire expliquer sur ce sujet, nous n'aurions rien à demander aux Imperiaux, aussi ne pouvions-nous pas nous imposer à nous-mêmes un silence perpétuel pour l'avenir, si nous venons après à nous ressouvenir de quelque condition importante à la Paix qui eût été maintenant oubliée, sans quoi nous serions paroître plus de présomption que de prudence, n'y ayant personne qui se puisse assurer d'avoir compris dans une seule proposition, qu'on est obligé de présenter à l'entrée d'un Traité, tout ce qui est nécessaire pour établir une Paix générale dans la Chrétienté où les Interêts de tant de Princes & Etats doivent être mêlez.

La deuxième plainte est de ce que nous n'avons pas expliqué nos intentions dans l'article qui regarde la sûreté de la Paix, de quoi les Imperiaux, selon que les Médiateurs représenterent, en font d'autant plus en peine, que leur ayant fait connoître que nous ne pouvions nous contenter de la ratification qu'on feroit faire dedans une Diette générale de tout ce qui auroit été accordé, ils ne pouvoient comprendre quelle sûreté plus grande nous pourrions prétendre, puisque les formes de l'Empire ne leur permettoient pas de nous en donner d'autres.

Nous avons répondu que l'on ne devoit pas appréhender notre prétention sur ce sujet, & qu'elle seroit si raisonnable, que, si on avoit une véritable envie de rendre la Paix durable, on ne feroit point de difficulté à ce que nous demanderions, puisqu'il seroit reconnu également utile pour les uns & pour les autres, au moins en ce qui regarde la sûreté de la Paix.

Nous n'avons pas cru nous en devoir expliquer plus avant, tant à cause qu'il n'est pas encore tems, & que nous jugeons à propos de voir auparavant la réponse qui sera faite à notre proposition, que parce qu'il n'en est point parlé dans le Memoire du Roi. Néanmoins nous croyons bien que Sa Majesté n'aura pas desagréable qu'en même tems que nous nous ouvrirons de notre satisfaction, nous déclarions aussi notre intention pour la sûreté, puisque la plupart de nos Alliez la font déjà, que les Suedois en ont presque fait l'ouverture par leurs propositions, & qu'il y a apparence que les Imperiaux, en ayant aussi quelque connoissance, n'attendent plus que d'en être éclaircis par notre bouche, outre que, pour avancer les affaires, nous avons intérêt de ne laisser rien en arriere à

1645.

cau-



1645.

causé que les formes de l'Empire étant fort longues, il faut autant de tems & de formalitez pour deliberer sur un seul article, que sur une proposition entiere qui en contient plusieurs.

La troisieme plainte a été de ce que nous n'avons pas expliqué ce qu'on prétend pour la satisfaction particuliere de la France, sur quoi nous avons remis Messieurs les Médiateurs au tems que les Imperiaux auroient donné réponse à notre proposition. Nous voyons qu'on nous pressera de parler plus ouvertement, c'est pourquoi nous vous supplions, s'il y a quelque ordre à nous donner sur les trois points ci-dessus, de nous le faire savoir au plutôt.

Nous avons été priez par Monsieur Krebs, qui est ici deuxieme Plenipotentiaire de Monsieur le Duc de Baviere très-entendu & bien intentionné pour le public, de vous supplier, comme nous faisons, de vouloir faire expedier une Lettre du Roi à Monsieur de Bazilli Gouverneur de la Ville de Haguenau, afin qu'on lui fasse bonne justice en une affaire qu'il y a à cause du décès de son Beaufriere arrivé depuis qu'il en est parti, dont le bien & les papiers se trouvent entre les mains d'une sienne Bellesœur qui est sur le lieu. Nous espérons que vous ne lui refuserez pas cette faveur, & que vous aurez agreable de nous adresser ladite Lettre pour la lui délivrer, après quoi il fait état d'aller en ces quartiers-là pour faire lui-même regler le tout. C'est pourquoi il demande aussi un Passeport pour lui, sa femme & ses enfans, pour aller & venir dans la Ville de Haguenau, & pouvoir disposer de leur bien comme bon leur semblera. Nous sommes &c.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, ce 29. Juillet 1645.

*On louë les Plenipotentiaires de leur sage conduite par rapport à l'état de la Négociation. Le Roi d'Espagne n'approuve pas la proposition de ses Plenipotentiaires, même il en fait des excuses. Les avantages de la France par les armes doivent lui en attirer d'autres par la Négociation. On leur laisse toute l'autorité. Affaire de l'Eleveur de Trèves. De celui de Brandebourg. De l'Assemblée des Députés des Princes. Soins de la Cour pour ménager Ragotzy. Touchant les levees en Allemagne. On envoie à la Land-*

1645.

*grave des Subsidés extraordinaires. La Cour est étonnée que les Députés Hollandois ne se rendent au Congrès. La Cour louë la modestie & la conduite du Duc de Longueville & de ses Collegues. La Duchesse d'Orleans accouche d'une fille. Bruits sur une Victoire du Duc d'Anguien. Descente des Turcs en Candie. On attend à Paris l'arrivée du Duc d'Orleans. Maladie du Duc d'Anjou. Remontrances du Clergé par rapport à la Religion.*

MONSEIGNEUR &amp; MESSIEURS,

Vous avez si bien commencé votre Négociation & avec tant de conduite réduit les Médiateurs, qu'il y a lieu d'espérer une heureuse fin du Traité, & que durant son cours vous profiterez de tous les avantages que la Fortune de la France vous présentera, qui ne peut pas passer pour petite, puis qu'on la recherche d'une Trêve & que pour avoir la Paix on lui offre les clefs & les entrées de l'Italie, de l'Allemagne & de l'Espagne. J'écris cela sur ce qui m'a été dit autrefois par l'Ambassadeur de Venise, dont, si ma memoire ne me trompe, je vous ai sur l'heure avertis. Les Médiateurs ne se font pas contentez de moderer leur maniere d'agir, voulant vous pressentir ils ont parlé, & Sa Majesté a été bien aise d'apprendre, par votre Dépêche du quinzieme du courant, que lorsque vous avez insisté qu'ils eussent à se déclarer si dans leur proposition les Portugais n'y étoient pas compris, qu'ils ne s'en soient pas éloignez. C'est approuver la proposition que de ne la pas contredire, & ils ne seroient pas demeurez si paisibles sur un point si délicat, si les Espagnols & eux n'en avoient pas conféré, & que ceux-là n'y eussent donné les mains. La suspension d'armes pour un peu de tems & pour faciliter le Traité ne se peut quant à présent accepter, vous vous en êtes excusé par les veritables & solides raisons qui nous empêchent d'y consentir; & de cela même vous avez tiré deux avantages, l'un, d'insinuer que nous voulons la Paix, & l'autre, d'avoir penetré que proposant une Trêve de peu de mois c'est pour en insinuer une de longues années. Quand on vous la demandera vous savez ce que vous aurez à répondre & lors les raisons que vous écrirez à y consentir ou à s'en reculer, seront bien reçues, & je prevois tant de disposition à déferer à vos avis que j'ose presque dire qu'ils seront suivis. Vous ne pouviez pas mieux vous défendre de la presse qui vous étoit faite de vous ouvrir, si, sur votre proposition premiere, qui porte vos demandes pour faire la Paix avec l'Espagne, vous étiez pour vous relâcher, qu'en demandant une chose, qui n'y est pas déclarée, & qui s'y trouve implicitement comprise, & c'est aux Espagnols à offrir & aux Médiateurs à les y porter. On fait combien le Roi d'Espagne a fait faire d'excuses de la premiere proposition avancée par ses Députés, & qu'il a connu que l'état present des affaires le forçoit à s'en départir; de sorte qu'il est bien apparent qu'il prendra le parti que nous souhaitons & qu'il donnera charge à ses Ministres

On louë les Plenipotentiaires de leur sage conduite par rapport à l'état de la Négociation.

Le Roi d'Espagne n'approuve pas la proposition de ses Plenipotentiaires, même il en fait des excuses.

d'of-

1645. d'offrir ce qu'il veut bien quitter, ce sera avec conduite & par degrez selon leur ruse accoutumée. Mais à leurs artifices vous opposerez votre prudence, ils seront contraints de parler, & c'est la nécessité où se trouve engagé celui que la fortune abandonne, qui empire les conditions quand il diffère de consentir à celles qu'on eût acceptées. Je dis ce petit mot pour répondre aux Médiateurs qui semblent s'étonner de ce qu'on prétend plus qu'on ne faisoit il y a un an. Que nous auroit servi la prise de Gravelines, la défaite de l'Armée de Bavière devant Fribourg & la prise des Places qui en furent le fruit, & celle de Mardick en Flandres, & celle de Roses en Catalogne, & le gain de deux grands combats; s'il falloit que les avantages ne fussent pour rien comptez & les perdre parceque nous ne les aurions pas remportez au jour que la Conférence fut ouverte? C'est bien un des points le plus délicat que vous ayez à traiter, que de faire entendre ce que nous devons garder en Allemagne & d'y disposer les Allemands à y acquiescer. Amis & ennemis seront contre, si votre adresse ne fait comprendre à ceux-ci que, pour assurer leurs fortunes, cela est absolument nécessaire. Vous êtes informez des intentions de Sa Majesté, & la confiance qu'elle a en vous la convie de vous laisser la conduite de cette affaire. Je n'ai rien à répondre à ce point de votre Dépêche, elle s'assure que vous ne ferez rien que bien à propos, & que vous agirez avec circonspection & selon la connoissance que vous avez de l'humeur des Allemands que vous gagnerez, & hâterez le tems de leurs résolutions, & porterez la volonté des Princes & Etats de l'Empire à faire une liaison sincère & très-étroite avec cette Couronne.

Les avantages de la France par les armes doivent lui en attirer d'autres par la Négociation.

On leur laisse toute l'Autorité.

Affaire de l'Electeur de Trèves.

On a considéré ce que vous ont mandé les Suedois sur le sujet de l'Archevêque de Trèves: leurs pensées sont sages & conformes à Sa Majesté qui compatit à ce bon vieillard, & qui le plaindroit qu'il eût perdu en un jour la gloire qu'il avoit acquise pendant dix années de souffrances. Mais s'il étoit persuadé que la liberté ne lui auroit pas trop été vendue, en s'obligeant au Traité de Prague, devenu ennemi de ses anciens amis il ne se pourroit pas plaindre qu'ils le traitassent mal. Sa conduite donnera lieu de délibérer sur ce qui le concerne: il semble assez étrange qu'il n'ait point encore de Député ni à cette Cour ni à Munster. Ceux de l'Electeur de Brandebourg, selon que vous me le mandez, se portent au bien, & ce n'est pas un petit avantage. Sur le sujet de leur Maître trouvez bon que je fasse une petite digression.

De celui de Brandebourg.

J'apprens qu'il aliène tout son Domaine de Prusse, qu'il amasse de l'argent en intention de faire la guerre au Duc de Neubourg, & que pour tirer secours de Hollande, il projette de se marier avec la fille aînée de Monsieur le Prince d'Orange. Il seroit bon que vous essayassiez de penetrer le vrai, afin que de bonne heure Sa Majesté vit ce qu'elle aura à faire, & si par des offices elle ne pourroit point empêcher que ces Princes n'en vinssent aux mains. Chacun d'eux porte sa considération, l'un a toujours été dépendant de l'Empereur, & du Duc de Bavière, mais il est Catholique, & l'autre Calviniste qui n'a point rompu avec l'Empereur; mais c'est un Prince de grande expectative, & on dit qu'il ne veut songer à une Couronne quand l'autorité ne le doit point regarder, estimant indigne d'être seulement le mari de la Reine.

De l'Assemblée des Députez des Princes.

Je m'étois oublié de vous dire que la délibération prise par les Députez des Princes, qui se sont assembles entre Munster & Osnabrug, a donné de

grandes impressions de leur suffisance. Il a paru qu'ils n'ont point oublié leurs prerogatives ni leurs droits & qu'ils songent à les maintenir. Vous saurez vous en prevaloir & au besoin les assurer & assister de vos conseils.

1645.

Ce que vous remarquez avoir été fait par l'Empereur, lorsque le Roi de Dannemarck a été attaqué par les Suedois, vous sera une solide raison pour le combattre, s'il refusoit les Passports à Ragotzy; & les Médiateurs n'en pourront pas disconvenir; en tout cas le refus animera ce Prince, & vous ne laisserez pas que d'être en pouvoir d'assurer ses conditions. J'ai satisfait à ce qui le regarde par l'envoi de la Ratification du Traité passé entre lui & Monsieur de Croissi, & des Lettres de change payables à Dantzic. Il est à souhaiter qu'il serve à proportion de l'argent, & que les Suedois satisfassent de leur part à ce qu'ils lui ont promis; sans cela, je craindrois qu'il ne fût pour changer de résolution. De votre côté il vous plaira d'en faire comprendre les conséquences à Messieurs Oxensstiern & Salvius, & je ne manquerai d'en écrire à Monsieur le Baron d'Avaugour, qui est auprès du Maréchal Torstenfon, lequel aura d'autant plus de droit de presser celui-là, qu'il est témoin des avantages que la diversion de la Hongrie lui a apportée, & que c'a été le dit Sieur Maréchal, lequel a engagé la France envers ce Prince, & le dit Prince dans le bon Parti, sur des offres de l'une & l'autre Couronne qu'il a pressé la France de satisfaire à ce qu'il avoit promis, & qu'il a toujours assuré que de son côté il lui donneroit contentement, ajoutant même qu'il avoit dans ses coffres l'argent du premier paiement, & que la Suede se pourroit bien décharger du soin de continuer les autres sur la France, tenant pour reçu ce qu'ils payeront à la décharge de leur Couronne.

Soins de la Cour pour ménager Ragotzy.

Je pourrois me décharger de faire réponse au point de votre Lettre qui fait mention de Benninghaussen, vous ayant envoyé les Commissions qui m'ont été baillées par Monsieur le Tellier, & par la mienne, vous ayant fait savoir que parce que vous étiez entrez en quelque engagement avec lui qu'il leveroit Cavalerie & Infanterie, il y en avoit pour trois cens Maîtres, bien que nous n'ayons pas besoin de Cavalerie Allemande. Ce qui m'oblige de vous en parler, c'est pour vous dire que j'ai fort célé son nom, & que quand l'Agent de Hesse Monsieur Borthelin en a voulu parler, j'ai feint ignorer qu'il fût en pensée de prendre service. J'avois cru qu'un Comte de Nassau y entreroit, mais les conditions qu'il demande m'en font desesperer, il veut pour Fantassin dixhuit Risdalles, & se fonde sur ce que vous en avez promis autant au dit Sieur Benninghaussen, & il demande un quartier franc dans la Hesse; à quoi Madame la Landgrave donneroit les mains, pourvu que le Roi payât la dépense, & veut encore partager la levée des deux mille hommes, moitié en Infanterie & l'autre de Cavalerie & en Dragons, demandant pour les uns soixante Risdalles & pour les autres quarante cinq. Presentement faisant réponse au dit Sieur de Beauregard, je lui dis qu'absolument on ne veut point de Cavalerie, que donnant quinze Risdalles pour soldat, on doit être déchargé de toute dépense, & que la conséquence seroit trop grande qu'on lui payât deux hommes par Compagnie, pour être auprès de lui, qui est encore une de ses demandes. Je conclus partant que nous ne serons point servis de ce Comte.

Touchant les levées en Allemagne.

J'évite de mander au dit Sieur de Beauregard que déjà Madame la Landgrave a eu des Subsidies

On envoie à la Landgrave des

1645. des extraordinaires, de peur qu'elle ne conçoive qu'elle n'en doit plus attendre d'autres, & que cela ne l'engageât à redemander ses troupes plutôt que le bien de la cause commune le requerrait; ce que je prévois & que j'apprehende même qu'elle se rendra très-difficile à consentir d'abandonner les quartiers d'Oostfrise; à quoi je prévois que Messieurs les Etats sont enclins à la condamner; mais le tems de l'intérêt n'expire qu'au mois de Mars. Ce sera à Monsieur de la Thuillerie, s'il est de retour de Suede, ou à Brasslet, de faire leurs diligences pour son contentement.

La Cour est étonnée que les Députés Hollandois ne se rendent au Congrès.

La Cour loue la modestie & la conduite du Duc de Longueville & de ses Collegues.

La Duchesse d'Orléans accouche d'une fille.

Bruits sur une victoire du Duc d'Anguien.

Descente des Turcs en Candie.

Je suis bien étonné que les Députés de Messieurs les Etats n'ont point encore comparu à Munster. Les Espagnols sont en droit de s'en plaindre. Le nombre en est arrêté, le choix des personnes fait il y a bien du tems, & néanmoins ils tardent & diffèrent à partir. Dès l'heure que je saurai que le dit Brasslet sera arrivé à la Haye, il aura ordre pour les presser, & je m'assure qu'en lui permettant de se retirer, vous lui en aurez donné charge & qu'à son accoutumée, il sera diligent & soigneux d'avancer le service de Sa Majesté. Lui ayant fait entendre, comme vous, Monseigneur, aviez fait savoir aux Médiateurs & à tous les Députés des Princes, que vous étiez en état de recevoir les visites qui vous seroient rendues, sans prétendre le titre d'Altesse de ceux qui en feroient difficulté, Sa Majesté a loué votre modestie, & elle ne reçoit pas pour bonne l'excuse faite par le Comte de Nassau, d'avoir été rendre la première au Comte de Penaranda, & elle loue beaucoup ce que les Députés des Electeurs ont dit sur ce sujet; & certes il n'entre pas dans son sentiment, comme dans le vôtre, que les Médiateurs, pour se rendre plus nécessaires, peuvent avoir part en ce conseil. Mais le Comte de Nassau & les Espagnols n'en ont pas prévu les conséquences. Qu'il y ait quelqu'un qui puisse refuser de traiter en tierce personne, cela est inouï. Celui qui n'a point de prétention gagne quelque chose. Dieu voulut que l'Empereur & le Roi Catholique ordonnassent au dit Comte de traiter Monsieur de Longueville d'Altesse, & que la République de Venise le commandât à Contarini. Pour cela on passe les offices qu'on doit ainsi que je vous ai déjà ci-devant mandé.

Hier matin Madame la Duchesse d'Orléans accoucha d'une fille. Pour sa Maison & pour son contentement un fils étoit à désirer, & pour l'Etat aussi qui ne peut jamais avoir trop de Princes du Sang Royal. On la console en lui disant que qui commence par une fille doit espérer des garçons.

Dès Jeudi au soir il court une Lettre écrite de Rouen, qui porte que le Courier d'Anvers y a assuré qu'il s'y publioit que l'armée de Bavière avoit été défaite; que Jean de Wert étoit mort, que Monseigneur le Duc d'Anguien avoit fait des merveilles au combat, mais que la victoire étoit douteuse pour les François par la perte de Monsieur de Turenne. Je ne vous garantis en rien la nouvelle. Si avant que le Courier parte j'en ai la confirmation, je ne manquerai pas de vous en tenir averti, & je la crois de telle conséquence qu'un Extraordinaire vous en porteroit avis; bien qu'il fût croyable que vous l'auriez eue plutôt que nous. De Wirtzburg, où le combat a été donné, il n'y a pas grand chemin jusques à Cologne, & peu de ce lieu à celui de votre résidence.

Il y a avis de Florence que les Turcs ont débarqué en Candie. L'Ambassadeur de Venise

TOM. II. PART. II.

ne l'a point eu de ses Maîtres. Il leur a dépêché un Courier pour les assurer des bonnes volontés de Leurs Majestés, qu'on leur permettra la levée des gens de guerre & des Mariniers, & qu'on les assistera secrètement de tout ce qui se pourra faire sans préjudice aux affaires de l'Etat. De fait on a déjà fait passer des Officiers à Malthe, pour les faire secourir de troupes étrangères que la Religion avoit levées, à la tête de laquelle y mettant nombre de Chevaliers ils seroient capables, si les Espagnols, le Pape, Gênes & le Grand Duc joignoient leurs Galeres à celles de cette Religion & de la République, de pouvoir hazarder un combat général duquel on pourroit espérer une bonne issue.

Dans ce jour ou lundi au plus tard on attend son Altesse Royale en cette Ville, qui sera le dernier de la Maladie de Monsieur le Duc d'Anjou. Jusqu'au quatrième de la fièvre nous n'etions pas sans apprehension, mais celui-là nous assura, & les Médecins firent leur pronostic tout tel que nous le souhaitions.

Jeudi dernier les Députés du Clergé firent une longue Remontrance au Roi, contre quelques entreprises des Religieuses. Mais ils se garderont bien de rien dire qui allât à la destruction des Edits de Pacification que Sa Majesté entend leur conserver sans y apporter de différence ou de changement que ceux que le tems & les derniers Traitez y ont fait. Comme cette action a été publiée & qu'elle sera recueillie & mandée, j'ai jugé vous en devoir faire part & finir en vous assurant que je suis &c.

On attend à Paris l'arrivée du Duc d'Orléans.

Maladie du Duc d'Anjou.

Remontrances du Clergé par rapport à la Religion.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster, ce 29. Juillet 1645.

*Affaires militaires en Allemagne.*

*On offre à faire des levées. Les Suedois ne sont pas contents que les Députés de l'Empire demeurent à Munster. Le Duc de Bavière est fort satisfait de la France. Proposition du premier Plenipotentiaire d'Espagne à Monsieur Contarini. Reserve des François. L'Armée sur la Moselle allarme les Espagnols & l'Electeur de Cologne.*

M O N S I E U R,

Vous aurez sû sans doute comme Monsieur Koningsmark est obligé de se separer de

Affaires militaires en Allemagne.

1645.

Monſieur le Duc d'Enguien pour ſ'oppoſer aux troupes du Duc de Saxe, & de l'Archevêque de Bremen. Ce qui reſte encore à Monſieur le Duc excède en notre nombre. Le Duc de Baviere fait tous ſes efforts pour groſſir l'Armée, faiſant des levées de tout côté; cependant il ſe tient ſur la défenſive, ſe retirant vers le Danube en ſes Etats, où il a toutes ſortes de commoditez pour faire ſubſiſter ſes troupes, attendant que les nôtres, par les neceſſitez que l'on ſouffre ordinairement dans les Païs étrangers, viennent à diminuer, & que les ſiennes ſoient renforcées de ſes levées pour prendre ſes avantages.

On offre à  
faire des le-  
vées.

Un Lieutenant Colonel, qui a été longtems dans le ſervice du Duc de Lunebourg, nous a envoyé donner avis qu'il eſt ſur le point d'être licencié, ce qu'arrivant il offre ſon ſervice à la France & promet de faire un Regiment de Cavalerie, de vieilles troupes dont il a déjà cinq Compagnies formées qu'il commande préſentement, lesquelles il dit être en état de bien ſervir & d'ailleurs fort affectionnées au Parti. Néanmoins il ſ'eſt laiſſé entendre que s'il ne pouvoit ſ'accommoder avec nous, il ſeroit contraint de prendre Parti avec les Ennemis.

Nous avons voulu fonder ſi en lui baillant l'entretienement lorsqu'il ſeroit dans l'armée avec ſon Regiment, il ſe contenteroit, mais il a témoigné qu'il veut avoir la levée auſſi bien que l'entretienement, diſant que c'eſt un aſſez grand avantage d'avoir de vieilles troupes ſur pied qui puiſſent ſervir préſentement. Comme ce nous ſeroit un déplaiſir de voir que de telles troupes priſſent reſolution de ſe jeter avec les Ennemis, pour rompre ce deſſein nous lui avons donné quelque eſperance, & promeſſe d'en écrire à Monſieur le Duc d'Enguien, à Monſieur le Maréchal de Turenne, & à Monſieur de Beau-regard qui eſt auprès de Madame la Landgrave afin de gagner ce tems, & empêcher que, pendant icelui, il ne traite avec Baviere, & voir d'ailleurs le ſuccès de la levée de Beninghausſen. Nous avons traité avec le dit Sieur Beninghausſen aux conditions que nous vous envoyons, nous euſſions bien ſouhaité les avoir pû faire plus avantageuſes, mais la neceſſité du tems ne l'a pas permis.

Les Suedois  
ne ſont pas  
contents que  
les Députés  
de l'Empire  
demeurent à  
Münſter.

L'un des Ambaſſadeurs de Brandebourg qui reſide ordinairement à Oſnabrug eſt venu en cette Ville, & nous a fait ſavoir confidentment que les Ambaſſadeurs de Suede ſont mal ſatisfaits du reſultat de la Conférence de l'Enguerick que nous vous avons envoyée, en ce qu'elle a reſolu que les Députés qui repréſentoient le Corps de l'Empire, demeureroient en cette Ville & non pas à Oſnabrug.

Nous avons bien toujours vû qu'ils en auroient de la jaloſie, ayans ci-devant travaillé pour l'avoir auprès d'eux, mais nous nous ſommes conduits enſorte qu'ils n'ont pas ſujet de ſe plaindre de nous, & nous eſperons que l'Ambaſſadeur de Brandebourg leur rendra témoignage de la facilité que nous avons apporté à menager leur contentement; ce que nous avons fait d'autant plus librement que nous avons reconnu, qu'il eſt preſque impoſſible de faire changer la première reſolution, & que d'ailleurs toute leur prétention ne va qu'à avoir à Oſnabrug, des Députés qui repréſentent le Corps de l'Empire auſſi bien, & non pas nous en exclure tout-à-fait. Ils ſ'attachent fort à cela, & nous craignons qu'ils ne nous y veuillent engager par les intérêts publics qui en effet ſ'y peuvent rencontrer.

Le Duc de  
Baviere eſt

Les Ambaſſadeurs de Baviere nous ſont venus voir, nous d'Avaux & Servien chacun ſe-

parement, & nous ont dit avoir eu ordre de leur Maître de nous remercier du témoignage de la bonne volonté du Roi, que Monſieur le Nonce Bagny avoit eu charge de lui donner depuis ce qui ſ'eſt paſſé à Marguerſtient, & ajoutèrent qu'ils croyoient qu'on nous auroit mandé la même choſe. A quoi nous avons répondu que nous avons ſû que telle étoit l'intention de leurs Majeſtez, & que nous avions ordre, quelque ſuccès qui puiſſe arriver dans la guerre, de n'apporter aucun changement dans la Négociation de la Paix. Nous croyons bien que la crainte qu'ils avoient de l'approche de Monſieur le Duc d'Enguien les porta à ce redoublement de civilitez. Ils veulent faire croire qu'ils ont beaucoup de bonnes volontez pour la France, mais nous attendons les effets, & leur avons aſſez franchement fait entendre que ſuivant ce qu'ils feront de leur côté, nous en uſerons du nôtre, ne croyant pas qu'il ſoit avantageux que le Duc de Baviere ſoit aſſuré de l'aiſſiſtance de la France pour conſerver dans ſa Maïſon la Dignité Electorale, que nous n'ayons en même tems aſſurance de ce qu'il fera pour nous en nos intérêts particuliers.

L'Ambaſſadeur de Veniſe étant chez moi Servien il y a quelques jours, entr'autres diſcours m'a appris une choſe, laquelle depuis ayant été conſidérée entre nous, a été jugée digne de vous être écrite; c'eſt qu'il dit qu'en la dernière Conférence que Monſieur le Nonce & lui ont eue avec le Comte de Peñaranda, il leur avoit témoigné, ſe voyant preſſé de ſ'ouvrir avec eux, qu'il falloit ſavoir auparavant quel Traité on vouloit faire, d'autant que ſ'il ſ'agissoit d'une Paix on parleroit d'une autre façon, ſi d'une longue Trêve, il parleroit d'une autre, & ſi d'une ſimple ſuſpenſion d'une façon différente.

Sur cela nous avons reſolu d'attendre que les Médiateurs nous faiſſent la même ouverture, pour voir ſ'ils la propoſeront de leur part, ou de celle de Peñaranda. A quoi nous répondrons enſorte que nous ſaurons l'intention de Peñaranda ſans leur donner à connoître la notre, & quand il faudra venir à faire une déclaration, nous n'entrerons dans aucune Négociation que celle de la Paix, & croyons pour le bien des affaires devoir encore longtems tenir ce langage.

Nous aprenons que les Eſpagnols, & même l'Electeur de Cologne, ſont dans une grande apprehenſion que l'armée de la Mothe ne deſcende le long de la Moſelle, d'autant que le Païs eſt dégarni de troupes, & eux préſentement hors de moyen d'y pourvoir. C'eſt ce que nous avons à préſent à vous dire & que nous ſommes &c.

1645.

fort ſatisfait  
de la France.

Reſerve des  
Français.

L'armée ſur  
la Moſelle al-  
larne les Es-  
pagnols, &  
l'Electeur de  
Cologne.



1645.

1645.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, ce 2. Août 1645.

*Koningsmarck separe ses troupes de celles de France. Levée des troupes en Hesse. Soins de la Cour pour fortifier l'armée d'Allemagne. Affaires de la Négociation. On doit bien ménager les Députés de Baviere. Reflexions sur la Puissance de la France. Sur l'état de l'Espagne. Prise de Bourbourg. Cet avantage augmente les esperances. Vaines esperances des Espagnols.*

MONSEIGNEUR &amp; MESSIEURS,

Koningsmarck separe ses troupes de celles de France.

Votre Lettre du vingt-neuvieme du passé, qui m'a été rendue le neuvieme du courant, nous a donné à connoître, que déjà vous avez su que Koningsmarck s'étoit séparé de Monsieur le Duc d'Anguien; mais vous n'en avez pas su les motifs non plus que nous.

Je vous dirois, faisant fondement sur une Lettre de Monsieur de Traffy, que c'est sans raison & d'une maniere peu convenable entr'aliiez, si déjà je ne vous avois écrit ce que contient la Lettre de Monsieur de Traffy, & si je ne craignois de me trop avancer sur une connoissance assez vague que j'en pouvois avoir. Ce que vous avez voulu faire afin de remedier à la diminution que la separation de ses troupes fera en l'armée, & empêcher que celle de l'ennemi ne se fortifie, a été loué, sans néanmoins que l'on veuille que vous arrétiez dans le service celui qui s'y vouloit engager. L'on a assez de Cavalerie, & la dépense qu'un nouveau Corps causeroit, passeroit de beaucoup le service qu'on en retireroit. S'il nous eût offert de l'Infanterie, on eût sans doute accepté sa bonne volonté, & vous savez avec combien de peine Sa Majesté a voulu que Beninghaussen, qui en offre un Corps, en ait formé un de Cavalerie, & sans l'engagement que vous avez avec lui, on ne se fût jamais porté à y consentir.

Levée des troupes en Hesse.

On croit que vous avez arrêté les conditions de son service, & on attend la Capitulation, laquelle sera executée à la lettre, & bien que

TOM. II. PART. II.

les hommes aient coûté beaucoup, on n'y trouvera point à redire, pourvu qu'à jour nommé son Infanterie entre dans le Corps d'armée & qu'elle soit bonne & complete. Et afin de vous faire voir avec quel soin on travaille à la fortifier, & qu'elle ne diminuë par la separation des troupes de Hesse, j'ajoute que bien que l'on y fasse acheminer, outre les Irlandois & François, dont ma précédente fait mention, tous les Italiens, Walons, Irlandois & Allemands, qui ont été faits prisonniers en Espagne, qui se sont disposés bien galement, tant ils étoient las & du service & du mauvais traitement qu'ils y avoient reçu, & Sa Majesté a été obligée d'accorder un subside extraordinaire à Madame la Landgrave, de trente mille Risdalles, & bien qu'il soit médiocre, considéré seul, ne faisant que le tiers de ce qu'elle a reçu cette année, la nécessité où nous sommes de recouvrer de l'argent, qui n'est pas inconnu à son Resident Polhdin, doit obliger cette Altesse de s'en contenter, laquelle de jour en jour accroît son merite envers la cause commune & Sa Majesté, par les bonnes résolutions qu'elle prend & par l'exécution dont elle les fait suivre. Ce que vous mandez avoir recueilli des discours des Députés de Brandebourg & de Baviere, donne beaucoup de satisfaction à Sa Majesté, qui a considéré ceux du premier, comme une marque assurée de sa bonne disposition envers la France, & qu'il pourra être un instrument utile soit envers les Députés des autres Princes que ceux de Suede, quand l'occasion s'en présentera. Certes ces Messieurs témoignent trop de jalousie des résolutions prises en cette Assemblée, dont vos Dépêches ont fait mention, & comme vous n'avez point eu de part en ce qui les blesse, & qu'il en peut réussir beaucoup de bien & l'avancement du Traité General, de deça on s'en console & partant on desire que par vos prudences vous évitiez de donner sujet de plainte aux Suedois, qu'on considère comme Alliez puissans & utiles; & quant à ce qui a été avancé par les Députés de Baviere on y a fait reflexion. Pensera-t-on s'est sans doute plus avancé qu'il ne devoit, puisqu'il a donné à connoître, & au dit Député & aux dits Médiateurs que de la France dépend la Paix & la Trêve, que le Roi d'Espagne est résolu d'entrer en toute sorte de Parti. Et comme le Duc de Baviere est celui de leurs adhérens qu'il considère le plus, qui seul arrête les progrès de nos armées, on juge que vous pourriez penetrer par ces Députés les plus secretes intentions de la Maison d'Autriche, & qu'ils s'en pourront même servir pour faire faire des offres qu'ils ne voudroient confier aux Médiateurs, sans être assurés qu'elles fussent pour être acceptées. De maniere qu'on juge qu'il est très-avantageux de conserver, autant qu'il se pourra, une parfaite intelligence avec les Députés du dit Duc, par l'entremise desquels vous pourrez faire persuader plus efficacement les Espagnols que par les Médiateurs, étant croyable que puisque toute sorte de raison veut que leur Maître soit considéré, que leurs conseils, qui seront toujours imputés au Duc, tiendront lieu de quelque chose, & que la crainte, que les rebutant il fût pour songer à garantir sa Maison, qu'il fait bien ne pouvoir être maintenu en la grandeur, où il l'a élevée, que par le consentement de la France, ne lui fût un moien pour le porter à s'y réunir, & leur important du tout de l'empêcher, sans doute ils mettront en grande considération ce qui sera proposé de sa part, & par les siens. La maniere dont les Députés du dit Duc vous ont parlé, & leur retenu sur les

Soins de la Cour pour fortifier l'armée d'Allemagne.

Affaires de la Négociation.

On doit bien ménager les Députés de Baviere.

1645.

Reflexions  
sur la puissance  
de la France.

Sur l'état de  
l'Espagne.

Prise de  
Bourbourg.

Cet avantage  
augmente les  
espérances.

Vaines espé-  
rances des  
Espagnols.

discours que vous leur avez ouverts, c'est une suite de la conduite adroite de leur Maître, & quand il craint, il fait des soumissions, un peu de prospérité l'élève, & néanmoins ses paroles & celles de ses Ministres sont toujours respectueuses. Il aura appris des vôtres ce qu'on aura recueilli des nôtres, que les bons ni les mauvais succès ne font point prendre ou changer de résolution à Sa Majesté, & le passé lui aura appris que la France a des ressources que les autres Etats n'ont point; que quand elle se ménage elle ne manque ni d'hommes, ni d'argent; que bien qu'elle n'en ait pas pour faire des inondations, comme autrefois faisoient les Peuples du Septentrion, & pour faire des profusions, elle en a toujours suffisamment pour se défendre, & porter la guerre dans le Pais ennemi. Si l'ennemi avoit eu grande apprehension, voyant l'armée qui avoit pris la Mothe s'approcher de leur Pais, elle s'augmentera sans doute quand il la saura entrée dans la Flandre. Et dans le moment que la fortune de cette Couronne, & celle qui accompagne la sage conduite de Monsieur le Duc d'Orléans, a fait tomber dans sa puissance la Ville de Bourbourg; toutes les conditions du Traité augmentent de beaucoup l'avantage de sa prise, qu'il faut considérer comme un ouvrage de peu de jours, qui auroit pu durer un mois, & qui prive l'ennemi d'un Corps d'Infanterie de seize cens hommes qui sont demeurez prisonniers, & de plus de cent Officiers qui les commandent. Sa Majesté avoit jugé, il y avoit déjà un tems, que cela étoit un avantage si extraordinaire, qu'elle avoit écrit à Monsieur de différer plutôt de quelques jours la prise de la Place, afin d'avoir à discretion ceux qui la défendent, & que la plus grande grace qu'ils pussent espérer, si la générosité le convioit à leur faire un meilleur traitement, seroit d'être conduits dans les Etats du Roi Catholique, sans designation de ceux de Flandres, afin que leur faisant employer en leur marche ce qui restoit de la saison ils fussent inutiles au service.

Il leur reste de grands avantages à espérer d'une armée victorieuse, peu ou point affoiblie des sièges qu'elle a fait, qui se trouve rafraichie d'une armée complète, & d'autant plus que nous sommes assurés que Monsieur le Prince d'Orange fera ses derniers efforts afin de profiter de la conjoncture des affaires, & lequel marchant depuis peu de jours vers le Canal de Bruges, on trouvera facilité à le passer, en y attirant les forces qui lui ont été opposées, il rencontrera celle d'entrer dans le Pais de Was, & attaquant hardiment le fort de Callé, se fera ouverture à quelque chose de plus grand, & en tout cas occupant l'armée ennemie donnera moyen à celle de Sa Majesté d'agir. La constitution des choses est telle que les Esprits demeurent toujours en suspens, & que les Espagnols ne fondent leur maintien que sur des choses qui peuvent arriver & dont on ne voit nulle apparence. Le Président Roze s'en est assez ouvert avec Monsieur le Baron de Rorté passant par Brusselle, lequel a reconnu leur foiblesse, & par la contrainte dont ils se servent pour avoir des gens de Milice, & de rappeler sous les enseignes ceux qui autrefois y ont été enrrollez, lesquels laissez & ennuiez de la guerre aiment mieux abandonner le Pais que d'y retourner. Le dit Sieur de Rorté n'a pas trouvé fort éloigné le dit Roze, que vous, Monseigneur, fussiez traité du titre d'Altesse, & lui en a parlé, de sorte qu'il y a lieu d'espérer que le Roi Catholique le pourroit commander à ses Députés, ayant bien reçu ce qui étoit à votre avantage. Je suis &c.

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS, 1645.  
j'ajoute ce mot pour vous dire qu'en cas que vous dépêchiez quelqu'un de par deçà, la Reine desire que ce soit le fils de Madame de la Chesnaye.



## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

DE FRANCE.

A Paris, le 5. Août 1645.

*On loue leur conduite par rapport à l'Alsace. Les droits de la France doivent lui demeurer dans leur entier. Affaires & prétentions des Députés des Princes. Affaires militaires entre la Suede & Dannemarck. Touchant l'accommodement de ces deux Couronnes. Soins pour la Guerre. L'armée de Ragotzy est sur les confins d'Autriche. Soins de la France pour ce Prince. La Cour se plaint de la conduite des Suedois. On renforce l'armée d'Allemagne. Affaires de la Landgrave & soins de la France pour la contenter. La Cour approuve leur réponse aux plaintes des Médiateurs. Entretien de Monsieur de Brienne & de l'Ambassadeur de Venise à Paris. Affaire de Benfeldt que la France veut acheter. Les Médiateurs se flattent de mettre en peu de tems la dernière main à la Paix. Instruction pour la maniere de traiter, avec les Espagnols. On ne doit rien donner par écrit. Ressentiment de la Cour contre le Sénateur Bellitia. Conduite des Portugais. Siege de Bourbourg. Les Turcs prennent un Fort en Candie.*

MON.

1645.

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

On louë leur conduite par rapport à l'Alsace.

Votre Lettre du vingt deuxieme du passé & le Memoire que vous y avez joint, pour servir de réponse à celui que Sa Majesté vous avoit adressé datté du premier du Mois, me fut rendue le deuxieme du courant. Ces deux Pieces ne composent qu'une même Dépêche de laquelle vous allez recevoir la réponse. Je n'observerai pas l'ordre que vous avez suivi, je parlerai indifferemment tantôt de l'un des points contenus en la Lettre, tantôt de ceux du Memoire, & je répondrai néanmoins à tout sans rien omettre. Votre conduite a été louée, la suite de ce discours vous l'apprendra, & que Sa Majesté a bien pris ce que vous avez jugé devoir être fait pour avoir une parfaite intelligence du nombre des Bailliages dont la haute & basse Alsace est composée, & à quel Prince ils étoient soumis, de fait & de droit, quelle en est l'étendue & la valeur, & que pour y parvenir elle commandera à Monsieur de Beautorte, qui se trouve au Pais, d'en dresser un procès verbal, & quand il y travaillera on croira facilement que c'est pour y imposer des contributions, ce qui rendra son dessein d'autant plus secret, & se fera même accompagner de quelque Officier d'armée intelligent, afin de prendre une exacte information de tout ce que vous aurez désiré pour vous donner des lumieres, & des éclaircissements qui vous manquent pour pouvoir en suite plus hardiment faire les demandes qui vous ont été ordonnées.

Les droits de la France doivent lui demeurer en leur entier.

Il est superflu de vous faire ressouvenir de ce que vous-mêmes vous êtes prescrit, & si bien considerer les termes des propositions que vous enverrez, que les droits de Sa Majesté sur la Lorraine lui demeurent en leur entier, faisant valoir sa moderation de vouloir relever de l'Empire ce qui y étoit soumis; & bien que Sa Majesté soit persuadée que la longue possession en laquelle elle se trouve des Evêchez de Mets, Thoul & Verdun ait prescrit tout ce que l'Empereur y pouvoit pretendre de droit, elle ne laisse néanmoins d'approuver la resolution que vous avez prise, de ne point parler de la renonciation qu'elle desire lui en être faite qu'au moment, & au tems que vous le jugerez à propos, & Sa Majesté ne desaprouvera pas que vous agitez de nouveau cette question, & que vous lui donniez avis si elle se doit affermir en sa pensée ou se contenter de les posséder sous le même devoir, & hommage qu'elle veut bien souffrir pour partie de la Lorraine, même si elle se doit contenter de s'en dire Protecteur, & lorsque vous delibererez sur cela il vous plaira de revoir vos Instructions. Si ma memoire ne me trompe vous y trouverez un article de grande consideration qui marque un grand engagement de Sa Majesté de defendre & maintenir ses droits après qu'elle y a érigé un Parlement, qu'elle ne sauroit supprimer sans honte ni maintenir, si la Souveraineté desdits trois Evêchez & de leurs Comtez lui est débattue. Il est à craindre que nos Alliez appuieront la prétention de l'Empereur, & il est fâcheux que déjà aucuns d'entr'eux s'en soient ouverts. C'est de votre Dépêche que j'ai appris ce que j'écris, & qui a augmenté le doute que j'avois toujours formé que les Allemands consentissent à ce qui a été fait un peu avant l'ouverture de la Guerre ou pendant sa durée.

Affaires & prétentions

Il a paru que les resolutions prises par les Députés des Princes assemblez entre Munster &

Osnabrug, qu'il y en a parmi eux qui aiment la dignité de leurs Maîtres, & leurs Libertez, & que les Plenipotentiaires de cette Couronne, qui n'y pouvoient assister, n'ont pas manqué d'adresser pour inspirer à ceux qui y étoient les résolutions rigoureuses qu'ils y ont appuies; & puis que ceux de l'Electeur de Brandebourg s'y sont signalez, on ne doute point que par ce commencement ils ne se soient engagez à tout ce qui peut être utile, & que votre Altesse & Messieurs vos Collegues ne les en aient flattez, & remerciez. Vous avez grande raison de remarquer que cela doit être tenu secret, parce que c'est un moien pour faire réussir ce qu'on en doit attendre, & qu'il faut conduire les affaires de cette conséquence à la fin qu'on s'est proposée. Pour se rendre les Députés du dit Electeur favorables en la suite de la Négociation, il importe de leur faire valoir leur propre generosité, cultiver leur affection & esiaier par tous moiens de les avoir toujours dépendans & c'est un soin qui vous regarde.

Il ne sembleroit pas aussi hors de propos de flatter les Députés de Baviere. Leur Maître est puissant en or & en terres & un des grands Princes du siecle, & de leur faire comprendre combien de bons offices vous rendez à leur Maître, tant envers Sa Majesté que ceux qui ont part au Ministère, lesquels ont grande peine d'oublier la cruauté dont les leurs usent après le gain du dernier combat, & la vanité & l'ostentation avec laquelle leurs Officiers ont publié leur victoire qui en ont écrit en divers lieux, & en des termes extremement enflés, & cela même se trouve d'autant plus fâcheux à supporter que les Principaux Officiers de leur armée sont tombez en cette faute, laquelle pouvoit être excusée en des Capitaines & Colonels particuliers.

Vous aurez bien prévu que la jonction de Koningsmarck ne seroit pas longue par une Lettre de Monsieur de Traffy en date du dixseptieme du dernier, on a appris qu'il s'étoit séparé & qu'il n'a pas eu raison de le faire. On n'entre point dans le détail, on n'en peut pas dire autre chose si ce n'est que nous avons tout sujet de nous plaindre, vu même ment que l'accommodement d'entre la Suede & le Danne-marck a été avéré, & que présentement il est effectué & que leur Reine en a tiré de grands avantages par la Médiation de Sa Majesté & les soins qu'y a apporté Monsieur de la Thuillerie; ce qui donne moien à cette Majesté de faire passer des renforts en faveur de Torstenfon, sans y envoyer les troupes commandées par le dit Koningsmarck, lesquelles eussent procuré de grands avantages à la Couronne de Suede, & à la cause commune, demeurant quelque tems jointes avec Monseigneur d'Anguien pour lui faciliter quelque entreprise contre l'armée de Baviere. Les mêmes Suedois ne peuvent ignorer que l'armée de Transylvanie composée de vingt mille combattans est à la vuë de Presbourg, & ce que la France a fait pour empêcher que ce Prince ne change la premiere résolution qu'il avoit prise de faire la guerre, comme, outre la premiere somme de cent mille Risdalles, elle l'a fait assister d'une autre qui n'est gueres moindre & qui a été remise en toute diligence au lieu qu'il a désiré & que la sorte dont Sa Majesté a traité avec lui l'a bien autant engagé en la poursuite de son premier dessein que les grandes sommes qu'il a touchées, duquel les Suedois en ont tiré de très-grands & notables avantages. Mais sur tout on ne pouvoit pas s'imaginer en cette Cour que les Ministres de Suede eussent oublié de quelle for-

1645.

des Députés des Princes.

Affaires militaires entre la Suede & le Danne-marck.

Touchant l'accommodement de ces deux Couronnes.

Soins pour la guerre.

L'armée de Ragotzy est sur les confins d'Autriche.

Soins de la France pour ce Prince.

1645.

La Cour se  
plaint de la  
conduite des  
Suedois.

On renforce  
l'armée d'Al-  
lemagne.

Affaire de la  
Landgrave &  
soins de la  
France pour  
la satisfaire.

La Cour ap-  
prouve leur  
réponse aux  
plaintes des  
Médiateurs.

te le feu Roi s'étoit comporté en tout ce qui pouvoit regarder leur satisfaction, particulièrement en faisant joindre son armée d'Allemagne à la leur & toutes les fois qu'on en a été recherché; de quoi Monsieur le Duc de Longueville est bien informé. Si les Suedois s'en fussent souvenus, il eût été impossible qu'ils n'eussent donné d'autres ordres à Koningsmarck que ceux que sa separation marque qu'il a reçus. Nous avons tant de raisons de notre côté en cette rencontre & en toute la conduite qu'on a tenuë avec la Couronne de Suede, que ce seroit témoigner trop de foiblesse & avoir peu de connoissance de ce qui se doit, si l'on ne faisoit quelque plainte de la part du Roi, & pendant que l'on a donné ordre à Monsieur de la Thuillerie d'en parler en ces termes au Chancelier, on croit qu'il fera aussi à propos d'en faire de même aux Plenipotentiaires de Suede. Et en effet il semble que ces Ministres sont si attachez à leurs avantages particuliers qu'ils ne s'incommodent nullement ni ne considerent ceux de leurs amis.

On songe serieusement à fortifier l'armée d'Allemagne; présentement sept cens Irlandois effectifs & cinq cens François sont en marche vers le Rhin; & nous espérons que dans la fin de ce mois ils seront suivis de fix mille hommes aussi effectifs.

Pour ce qui regarde Madame la Landgrave de Hesse, l'on fait tous les efforts imaginables pour la satisfaire & assister à son contentement. Mais il est très difficile de lui donner les sommes d'argent qu'elle desireroit, puisque l'on est épuisé & que c'est un miracle de pouvoir fournir aux dépenses necessaires. Elle a reçu soixante mille écus outre le subside, & nous travaillons pour voir si nous lui pourrions donner quelque chose de plus: en quoi sa dite Majesté a commandé qu'on fit un effort, afin qu'elle se confirme de plus en plus dans l'opinion qu'il n'y a protection plus assurée que celle de cette Couronne.

Pour ce qui est d'être assistée à prendre une Place, elle peut être assurée que, quand on connoitra que le service commun le comportera, on le fera. Vous lui en pouvez donner parole, comme aussi qu'il ne dépendra pas de nos offices qu'elle n'obtienne ce qu'elle désire dans l'Oost-Frisé encore que l'on y prévoye de grandes difficultez, que vous savez aussi bien que nous & qui ne lui sont pas inconnues; & ce que nous avons fait par le passé lui peut faire comprendre avec combien de zèle nous passionnons ses intérêts & son contentement. Il seroit bien à propos que Monsieur le Duc d'Anguien eût quelque connoissance de ce dessein d'attaquer une Place, afin qu'il pût en parler avec le Général de cette Altesse; ce qui la contenteroit & ce seroit même un moien pour y réussir, avissant & consultant ensemble de ce qu'ils auroient à faire.

Vous avez très-prudemment répondu aux trois plaintes que les Médiateurs vous ont portées de la part des Commissaires Plenipotentiaires de l'Empereur. A la premiere ni les uns, ni les autres ne sauroient trouver à redire. Vous combattez les Médiateurs de raisons solides, vos Parties de même & de leur exemple, & comme la liberté que vous prenez demeure aux autres, cette égalité leve tout sujet de plainte. Quant à la deuxieme, vous l'avez éludée avec beaucoup d'adresse. Il importe de parvenir à la Ligue dont il vous a été écrit & qui se trouve appuiee de plusieurs; mais il est inutile de s'en déclarer jusques à ce que les Imperiaux ayent répondu à votre proposition. Cette demande vient en exe-

cution & pour l'affermissement de ce qui aura été capitulé & est aussi avantageux aux Parties qu'à nous, présumant que saintement & loyalement ils veulent observer ce qui aura été convenu: & pour la troisieme, qui est que la France ne se déclare de ce qu'elle veut pour sa satisfaction, cela vous est connu qui en userez selon votre prudence ordinaire & menagerez le tems & l'occasion pour en tirer le dernier avantage.

Sur ce propos il me souvient d'un discours qui me fut fait par l'Ambassadeur de Venise le lendemain que l'Ordinaire eût apporté les Lettres. Il en tira une de Monsieur Contarini pleine de plaintes de votre retenue & de votre prétention, ayant demandé que puisque le Roi d'Espagne prétendoit devoir être réintégré en l'une des parties de notre conquête qu'il eût à nous restituer la Navarre, ou par la compensation d'autres Etats s'acquiescer la juste possession de celui-là, ajoutant ce que vous savez qui vous fût dit par le même. Je lui répondis que j'étois fort étonné de la prétention du Roi Catholique, que ses prédecesseurs n'avoient jamais rendu ce qu'ils avoient conquis avec injustice, qu'il voulût prétendre que l'on ne se prévaudroit pas de l'avantage que la justice des armes de Sa Majesté nous avoit acquis, que par l'exemple de Vervins si souvent allegué il recevoit son credit par l'état où étoient les affaires & que le Roi Catholique achetoit la Paix à bon marché de n'être point pressé d'une plus ample restitution, préjugant bien de ses incommoditez qu'il ne pouvoit pas vivre longtems, & jugeant combien seroit ruineux à la Couronne de laisser la guerre sur les bras de son Fils, & un ennemi puissant tel qu'étoit le Roi Henri le Grand.

L'ouverture que vous avez faite d'acquiescer Benfeld & d'en faire traiter en Suede, a été approuvée. Dès aujourd'hui j'écris à Monsieur de la Thuillerie, d'exécuter ce que vous lui en manderez. Mais Sa Majesté n'a pas été conseillée d'y mettre un prix, qu'elle n'eût su si la Reine de Suede seroit en intention d'en traiter & ce qu'elle en prétendoit dans le Traité s'il se conclusoit.

Il y a deux conditions essentielles; l'une le secret, & qu'il n'aura d'exécution qu'après le Traité général, afin que la Reine de Suede, étant satisfaite du prix qui en auroit été convenu, fût obligée de prétendre cette Place pour partie de sa recompense. Ce qui la lui acquiescerait en propriété, & nous étant en suite par elle vendue, nous la posséderions à même titre, & pour se moyenner cet avantage qu'ils sont pour considerer beaucoup, & même une partie du prix se pouvant distribuer entre les Principaux de sa Cour, ils seroient pour se relâcher d'autres choses qui faciliteroient d'obtenir cette Place. On veut que comme l'avantage sera pour eux, qu'ils fassent la demande de la chose, & que leur étant accordée ils cedent leurs droits pour le prix qui sera convenu, auquel cas les Suedois porteroient & l'envie, & la haine de l'Eglise de Strasbourg, de laquelle cette terre & ses dépendances seroient séparées; & non pas la France, qui ne l'auroit que par l'achat qu'elle en auroit fait. Elle est si éloignée de la Suede qu'ils ne feront pas grande difficulté de la ceder, & il y a encore une raison solide pour différer l'acquisition de cette Place jusques après la Paix, qui est, que si elle nous étoit plutôt remise elle nous seroit contestée, & si elle nous demeurait elle entreroit en part de notre dédommagement, quoique nous l'eussions achetée.

Nous avons été avertis de bon lieu que les Médiateurs se har-

1645.

Entretien de  
Monsieur de  
Brienne & de  
l'Ambassa-  
deur de Veni-  
se à Paris.

Affaire de  
Benfeld que la  
France veut  
acheter.

Les Média-  
teurs se har-



1645.

tent de met-  
tre en peu de  
tems la der-  
niere main à  
la Paix.

Médiateurs furent si consolez de l'ouverture que vous leur fîtes de la part de Sa Majesté, d'être toujours disposée d'entendre à la Paix, n'obstant les avantages qu'elle avoit eus depuis peu, dont vous fîtes l'énumération, que sur l'heure ils écrivirent en Espagne à leurs confidens que le Roi Catholique ne devoit point différer de la conclure, & que quand bien elle lui coûteroit ce que nous avons conquis il ne laisseroit de l'avoir à bon prix. Il vous plaira de continuer à leur parler en ces termes, dans les occasions que la suite de la Campagne nous en donnera, & il en pourra revenir de grands avantages au service de Sa Majesté, faisant des ouvertures & des propositions dont elle resteroit très-satisfait, & ils pourront même persuader partie de ce qu'ils jugent juste.

On ne se souvient pas de vous avoir écrit que l'on vouloit faire la Paix avec l'Empereur, sans l'avoir conclue avec l'Espagne, mais bien de leur en faire la peur afin qu'ils se hâtassent d'offrir: on juge qu'il seroit très à propos de continuer cette conduite. Que s'il nous restoit quelque doute, que les ordres que vous avez eus fussent en quelque sorte opposés, prenant la peine de coter les Lettres, qui les portent, vous ferez encore informer plus particulièrement des intentions de Sa Majesté.

Instruction  
pour la ma-  
niere de trai-  
ter avec les  
Espagnols.

On croit bien que les Espagnols ne se contenteront pas seulement de faire proposer toutes les affaires qui les regardent à la fois, mais qu'ils essayeront de penetrer & de pressentir ce qui pourroit être des résolutions de Sa Majesté, laquelle n'ayant pas droit de leur prescrire de n'en mettre qu'une à la fois sur le tapis, l'a toute entière de vous ordonner de les discuter séparément, & l'une après l'autre, commencer par celle d'Italie, suivre par celle de Flandres, & enfin entrer en Négociation de celles d'Espagne; & les raisons qui les meuvent sont les mêmes qui vous doivent retenir, ils feront leurs instances, vous agirez selon les intentions de Sa Majesté, & avec cet avantage que l'impossibilité de discuter deux affaires à la fois les fera condamner de tout le monde. Outre que la raison sera de votre côté il est probable que vous y attirerez aussi les Médiateurs, faisant adroitement tomber l'ouverture de la Négociation sur les affaires d'Italie, puisque l'un & l'autre se trouvant Ministres des plus puissans Princes de cette Province, l'intérêt de leurs Maîtres se portera à la désirer, voir en Paix ou du moins les conditions de son repos & de sa liberté établies. De plus l'ordre des choses le desire ainsi puisque les desordres de la guerre dont la Chrétienté est affligée ont commencé en ce Pais-là, où le defunt Roi fut obligé de porter ses armes, & sa personne pour la défense d'un Prince son Sujet & son Allié.

On ne doit  
rien donner  
par écrit.

Trouvez bon que je vous dise, & cela, me semble, vient assez à propos, que Sa Majesté n'entend point que l'on donne ni que l'on reçoive aucune proposition par écrit. On songeroit les recevant d'y répondre & les ennemis seroient assez adroits pour comprendre en celles, qu'ils bailleroient, toutes les choses dont ils voudroient être éclaircis, y repondant ils parviendroient à leurs fins, omettant de le faire à quelqu'un des articles ils prendroient sujet de se plaindre, & cela arrêteroit le cours de la Négociation, les Médiateurs seroient sans fonction & absolument inutiles. Vous les aurez de votre côté quand vous vous affermirez en cette résolution, si tant étoit que les Espagnols la voulussent contredire.

Reffentiment  
de la Cour  
contre le Se-  
nateur Bel-  
litia.

Déjà vous avez eu ordre de faire sentir au Marquis de Saint Maurice le mécontentement que Sa Majesté avoit de la conduite du Sena-

teur Bellitia. Depuis Sa Majesté, encore mieux informée de ce qui s'étoit passé, a pris encore une résolution plus forte, vous ordonnant de n'avoir aucun commerce avec lui, ni recevoir aucun office qu'on vous pourroit faire en sa faveur, lequel fait bien paroître par sa conduite qu'il n'a pas d'autres intentions, que lorsqu'il étoit dans Turin servant contre Madame, menant les Theatins & Capucins pour défendre la muraille contre les armes du Roi, comme si c'eût été le Turc qui eût assiégé la Ville.

Sa Majesté a fait faire à Madame des plaintes dudit Bellitia, qui étoient nécessaires, & puis-que toute la satisfaction qu'elle en a donnée a été de le recompenser d'une charge de Président, il est raisonnable que Sa Majesté se fasse raison à elle-même en l'excluant de toute Négociation.

Vous trouverez avec cette Lettre la copie d'une sur la conduite des Portugais, en Castellan, que l'Ambassadeur de Portugal m'a fait bailler, de laquelle vous verrez ce que les Députés qui sont par de là écrivent. Il fera bien à propos que vous en preniez information, si le contenu en icelle étoit véritable. Vous pourrez faire l'office qu'ils demandent & tous ceux qui ne préjudicieront pas à la Paix publique vous les leur pourrez rendre, étant avantageux à Sa Majesté, que ses Alliez reçoivent les avantages qu'ils prétendent. Je n'oserois mettre en doute ce qui m'est présenté de si bonne main, mais il est mal aisé de croire qu'ils eussent eu une réponse si favorable sans vous en faire part. Ces bons Seigneurs pressent; un office passé, ils en demandent un second & ainsi à l'infini.

Conduite des  
Portugais.

La longueur de cette Lettre m'a presque fait oublier de vous tenir avertis que dès le premier du mois la tranchée a été ouverte devant Bourbourg, avec si favorable succès qu'il n'y a pas eu un Officier de tué. Ceux qui sont au siège avancent que dans le quinziesme la Place sera forcée de se rendre & déjà ils deliberent ce qu'ils auront à faire pour finir la Campagne. On a fait souvenir son Altesse Royale que le cinquieme ou sixieme jour plus que ceux qu'il designe seroient bien employez pourvu qu'il force la Place, ou ceux qui la défendent à se rendre à discrétion, ou bien capitulant qu'il ne leur soit accordé d'être menez en aucune Place de Flandres, mais seulement es Etats du Roi Catholique, afin de priver son armée de ce renfort, qui seroit considerable, y ayant dans cette Place deux mille hommes de pied.

Siege de  
Bourbourg.

Presentement l'Ambassadeur de Venise m'a mandé que les Turcs étoient descendus en Candie, & y avoient pris un Fort. Si avant que de fermer ma Lettre j'ai le loisir de faire déchiffrer les Lettres, je vous ferai part des particularitez y contenues. J'omettois de vous assurer de la guerison de Monsieur le Duc d'Anjou.

Les Turcs  
prennent un  
Fort en Can-  
die.

Je vous envoie la Lettre pour le Gouverneur de Haguenau, ensemble le Passeport que vous avez demandé en faveur de Monsieur Krebs, auquel Sa Majesté desire donner toute assistance & protection. Je suis.

LET-

1645.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster le 5. Août 1645.

*Soupçons sur Koningsmarck. Mesures pour secourir l'armée Française en Allemagne. Etat de la Cour de Suede. Il faut se précautionner sur les discours des Vénitiens. La Conduite des Médiateurs devient plus raisonnable. Les Turcs font une descente en Candie. Affaires de la Cour de Savoye. Affaire des Levées. Leurs demandes à la Cour. Une Lettre de change. Un ordre au Gouverneur de Mayence. Une Commission pour lever de la Cavalerie. Et de l'Infanterie. Mesures prises pour faciliter les Levées. L'Armée Bavaroise se renforce. Les Levées Hollandoises n'avancent point.*

MONSIEUR,

Nous avons reçu les Pieces que vous nous avez envoyées pour le différend du Marquisat de Baden, entre le Marquis Frideric & Guillaume, que nous examinerons meurement pour vous en donner notre sentiment, puisque leurs Majestez nous l'ordonnent.

Soupçons sur Koningsmarck.

Pour ce qui regarde Monsieur Koningsmarck, quoique Messieurs les Ambassadeurs de Suede lui eussent écrit sur nos intérêts qu'il demeurât avec Monsieur le Duc d'Enguien, jusques à ce qu'il eût reçu ordre contraire, & que Monsieur Torstenfon, sur ce que nous lui avions aussi écrit conjointement avec lui, en eût envoyé la permission, il s'est néanmoins séparé.

Nous aprenons qu'il est encore dans l'Evêché de Bamberg, ce qui montre que la separation n'étoit pas beaucoup nécessaire pour lui donner moyen d'agir ailleurs, vu même que le Général Major Kellilly avoit écrit qu'il étoit assez fort pour s'opposer aux troupes du Duc de Saxe, lesquelles avoient servi de pretexte à la résolution qu'il a prise de se separer. Néanmoins ayans reçu avis par le Sieur Benninghausen qui dit le savoir de très bon lieu, que les Bavares prétendent bientôt être renforcez de sept à huit mil hommes, que l'Empereur leur doit donner par delà le Danube, pour après leur jonction faire

Mesures pour secourir l'armée Française en Allemagne.

quelque grand effort contre Monsieur le Duc d'Enguien; nous avons cru être obligez de faire deux choses très-diligemment, l'une d'en donner avis à mon dit Sieur le Duc d'Enguien, par différentes voyes, ayans été avertis que ces troupes se peuvent joindre sans qu'il en ait connoissance; l'autre de faire nouvelle instance à Messieurs les Ambassadeurs de Suede, pour faire rejoindre Koningsmarck, s'il est possible.

1645.

Il y a quelque apparence que les Ennemis peuvent avoir formé ce dessein, sur ce que voyans leurs affaires en mauvais état par tout ailleurs, & que la Paix de Dannemarck, qui est prête à être conclue, leur va jeter de nouvelles forces sur les bras.

Ils ne peuvent esperer autre ressource que s'ils prenoient quelque avantage sur l'armée du Roi en Allemagne, pour après tourner avec leurs forces contre celles de Monsieur Torstenfon.

Cela nous oblige, voyant le peu de fondement qu'on peut faire sur la jonction de Koningsmarck, de vous représenter que, selon notre avis, il n'y a rien de si important, & de si nécessaire que de maintenir l'armée d'Allemagne en état de ne pouvoir recevoir aucun échec, principalement en ce tems auquel on examine les propositions que nous avons données pour la Paix de l'Empire.

On nous a donné les mêmes avis qu'à vous de l'état de la Cour de Suede, que les Comtes de la Garde & Piache font plus avant dans les bonnes graces de la Reine que le Chancelier Qxenstiern, & que celui-ci est plus en considération qu'en faveur; mais il y a apparence que son merite & ses services empêcheront que pendant sa vie on le voye déchoir, d'autant plus qu'il vient de faire le Traité de Dannemarck extrêmement avantageux pour la Suede qu'il fert.

Etat de la Cour de Suede.

Le discours qui vous a été fait par l'Ambassadeur de Venise qui est à la Cour, montre bien comme nous & vous devons être en garde, lorsque lui & celui d'ici nous parlent. Leur but n'est que de découvrir jusques où nous pourrions aller, & quand Contarini ne trouve pas son compte du côté de deça, il cherche plus d'éclaircissement du côté de la Cour. Mais nous sommes ravis que votre prudence vous ait si bien fait connoître la maniere d'agir, & prendre une si ferme résolution de vous en bien défendre.

Il faut se précautionner sur les discours des Vénitiens.

Nous vous pouvons assurer que le discours qui vous a été fait est entièrement éloigné de ce qui nous a été dit par les Médiateurs. Nous n'avons garde de refuser d'entrer en Conference avec nos Parties, ni de dire que notre Pouvoir ne s'étend pas jusques là, puisque nous avons toujours tenu le même langage par vos ordres, & que nous nous estimons en état de conclure la Paix dans huit jours.

Mais les dits Sieurs Médiateurs nous ayans pressiez de déclarer nettement si nous ne pouvions rien relâcher de nos propositions, nous leur avons représenté qu'elles étoient si justes & si legitimes que nous n'en pouvions rien retrancher. S'ils ont pris cette déclaration pour un refus d'entrer en Conference, vous pouvez être assurés qu'ils en auront souvent de semblables de nous, & qu'ils s'en doivent prendre à la mauvaise interpretation, qu'ils veulent donner à notre intention, qui est bien de traiter, mais non pas à leur mode ni à celle de nos Parties.

La fermeté que nous fimes paroître ce jour-là, & le peu de compte que nous fimes de l'aprehension qu'ils nous voulerent donner d'une rupture, les a obligé de changer de methode avec nous, & de ne trouver plus deraisonnable

La conduite des Médiateurs devient plus raisonnable.

1645. nable notre résolution de ne rien relâcher.

Vous voyez, Monsieur, par ce véritable recit que nous vous avons déjà informé de tout, & que ce que l'on vous a dit est une pièce ajoutée pour le dessein que vous avez si bien reconnu.

Les Turcs sont une descente en Candie. Nous avons ici appris la descente du Turc en Candie, & regrettons le mal que la Chrétienté en souffrira. Nous croyons que cela rendra les Médiateurs plus ardents à nous presser; mais la facilité devoit raisonnablement plutôt venir de nos ennemis qu'à nous, puisque le péril les menace le plus, & qu'on ne sauroit rien désirer de nous de plus favorable que l'offre, que nous faisons, de conclure promptement la Paix en l'état où nous sommes.

Affaires de la Cour de Savoie. Pour ce qui concerne Bellitia, nous lui avons fait entendre le peu de satisfaction que leurs Majestés ont de sa conduite; sur quoi s'étant voulu justifier, & ayant vu que nous ne demeurions pas entièrement satisfaits, il avoit pris résolution, pour ôter tout soupçon, de se retirer, & même avoit pris congé de nous. Mais nous avons su depuis que le lendemain de l'arrivée de l'Ordinaire, il a changé d'avis, ce que toutefois il ne nous a pas fait entendre. Nous ne manquerons pas de nous conduire, avec le Marquis de Saint Maurice, & avec lui, ainsi que leurs Majestés nous l'ordonnent, & de faire au premier jour le discours qui est contenu en votre Lettre.

Affaire des levées. Vous trouverez ci-jointe la Capitulation faite avec le Sieur Beninghaussen, dont la conduite jusques à présent nous a donné tout sujet d'espérer bien. Vous verrez par la dite Capitulation les conditions sous lesquelles nous avons conclu avec lui la levée de deux mil hommes de pied, & de trois cens chevaux. Vous ne douterez pas que nous n'y ayons ménagé de tout notre possible l'avantage & la bourse du Roi, & que nous n'ayons déplaisir de n'avoir pu encore mieux faire.

Lorsqu'en dernier lieu nous lui avons fait considérer le prix excessif des Soldats, il nous a protesté que depuis quatre ans on n'a point fait de levées d'Allemands, en ces quartiers, à si bon marché; en effet le Sieur de Beauregard nous écrit que le Comte de Nassau, qui traite avec lui, ne se veut pas contenter des mêmes conditions que le dit Beninghaussen. L'impossibilité qu'il y a de donner des lieux d'Assemblée, & l'extrême peine de faire conduire des soldats nouvellement levés au rendez-vous, causent cette grande cherté.

Leurs demandes à la Cour. Voici les choses qu'il faut, s'il vous plaît, prendre soin de nous envoyer au plutôt pour achever cette levée.

Ils demandent une Lettre de change. Premièrement une Lettre de change pour le paiement de vingt mil rixdalles, qui doivent être délivrées le quinzième Septembre, & une autre pour quatorze mil qui doivent être payées un mois après, à quoi il importe de ne manquer pas.

Un Ordre au Gouverneur de Mayence. Un Ordre au Gouverneur de Mayence pour recevoir les troupes à mesure qu'elles arriveront, & leur faire donner logement dans la Ville ou dans les Fauxbourgs. Nous lui enverrons auparavant le Seing & le Cachet du dit Sieur Beninghaussen, afin qu'il ne puisse pas être surpris.

Une Commission pour lever de la Cavalerie. Les Commissions pour la levée d'un Regiment de Cavalerie de cinq Compagnies, composé de trois cens Maîtres effectifs, les Officiers non compris, qui est à raison de soixante & dix Maîtres chaque

TOM. II. PART. II.

Compagnie, tous les Officiers compris.

Une seconde Commission de Colonel d'Infanterie & de Lieutenant Colonel, d'autant que les deux mil hommes de pied doivent être en deux Regimens, & qu'on ne nous a envoyé les Commissions que pour un Regiment seulement de deux mil hommes, ce que nous n'avons pu obtenir.

Il ne faut pas oublier d'envoyer un Commissaire à Mayence, avec de l'argent qui ait pouvoir d'enrôler les Soldats quand ils arriveront, & de pourvoir à leur Entretienement, comme il est porté par la Capitulation. S'il y avoit manquement à cet article, il feroit à craindre que cette levée, après avoir beaucoup coûté, ne se dissipât entièrement. C'est où il importe de ne perdre point de tems. Monsieur de Beninghaussen nous fait espérer qu'il ne demeurera pas longtems sans avoir une partie de la levée prête.

Nous avons été contraints, pour faciliter la dite levée, de promettre au dit Sieur Beninghaussen, un Pouvoir pour commander ces troupes sans reconnoître que le Général, & le Lieutenant Général de l'armée du Roi; nous en avons dressé un projet informe que nous vous envoyons. Il nous a déclaré que sans cela il ne se refoudroit jamais à commander en qualité de simple Colonel, ayant été autrefois Général pour le service de l'Empereur. Nous lui avons aussi déclaré qu'il ne pouvoit prétendre aucun commandement sur les autres troupes de l'armée de Sa Majesté, à quoi il ne prétend pas. Nous avons estimé qu'on ne lui refuseroit pas une qualité pour son commandement; ce qui ne peut apporter aucun embarras, puisqu'il ne s'en doit pas servir sur les autres troupes de l'armée où il fera. Sans cette condition nous ne l'aurions jamais pu engager, & nous n'avons pas cru lui devoir laisser prendre parti ailleurs, étant accrédité parmi les gens de guerre, & capable dans une nécessité de faire un plus grand nombre de levées; d'ailleurs il est Catholique, & peut être opposé aux Officiers de contraire Religion qui sont dans l'armée du Roi, qui n'ont pas toujours l'humeur bien accommodante. Il persiste toujours à demander que, s'il envoie dans l'armée du Roi plus grand nombre de Cavalerie que celui porté par sa Capitulation, on lui promette de la recevoir, & de lui en payer la levée; mais nous n'avons osé lui faire cette promesse, n'en ayant pas l'ordre de la Reine, quoique nous jugions l'offre fort avantageuse. Nous vous prions de nous mander si on lui en peut donner l'espérance; la crainte que nous avons qu'on ait besoin de troupes à la fin de la Campagne pour prendre des quartiers deçà le Rhin, nous force de vous reiterer cette proposition.

Nous apprenons de divers lieux que l'armée de Bavière se renforce chaque jour, & que celle du Roi diminue; & d'ailleurs les avis de Hollande ne permettent pas de faire beaucoup de fondemens, sur les levées extraordinaires de Messieurs les Etats qui n'ont pas réussi comme on avoit espéré; nous croyons que le Sieur Brasfet vous en aura donné avis. Nous sommes &c.

1645. Et de l'Infanterie.

Mesures prises pour faciliter les levées.

L'Armée Bavoise se renforce. Les Levées Hollandaises n'avancent point.

1645.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, ce 12. Août 1645.

*On apprehende un differend entre l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg. Leurs Reflexions là-dessus. Sur la suite des deliberations des Alliez. Sur les Affaires du Transylvain. Sur les levées pour l'armée d'Allemagne. Sur les Subsidies à la Landgrave. Et pour la soutenir dans l'Oostfrise. Points dont les Plenipotentiaires de France ont à traiter avec les Suedois. Touchant la satisfaction des deux Couronnes. Touchant la reserve à s'expliquer à l'avenir sur leurs prétentions. Touchant la Négociation de Dannemarck. Touchant l'Assemblée des Etats de l'Empire. Reflexions de part & d'autre sur ces points. Plainte des Suedois. Les François ménagent les Suedois. Satisfaction des François aux Suedois par rapport aux Assemblées. Le Comte de Peñaranda témoigne une bonne disposition pour terminer les Affaires. Dispositions des Ministres Suedois pour traiter avec l'Espagne. Et du Plenipotentiaire de France. Les Suedois semblent pencher à la continuation de la Guerre. Intentions des Députés de l'Empire à Osnabrug touchant le lieu de leurs Assemblées. Leurs sentimens pour & contre. Les François n'y prennent aucun parti. Ils donnent raison de leur*

*conduite. Monsieur Contarini propose une longue Trêve. Monsieur d'Avaux ne l'écoute pas. Monsieur Contarini parle de la Paix. Réponse de Monsieur d'Avaux. Soupçons contre Monsieur Contarini. La plus grande difficulté est pour les affaires d'Allemagne. Les Espagnols craignent la Paix de l'Empereur & de la France à leur exclusion. Affaire des Plenipouvoirs des Ministres d'Espagne. Reflexions des Espagnols sur ceux des François. Reflexions des Plenipotentiaires là-dessus. Conference des Médiateurs avec les François touchant une Trêve. Touchant la separation du Traité de l'Empire d'avec celui de l'Espagne.*

MONSIEUR,

Nous avons reçu votre Dépêche du 29. du mois passé, laquelle étant en partie employée à répondre à la nôtre du quinzième du même mois, nous ne vous importunerons point d'une réplique, d'autant moins que par celle que nous vous avons adressée le 22. nous avons amplement expliqué nos sentimens sur les points principaux de votre Dépêche.

Nous commencerons donc par le differend qui est prêt de naître entre l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg. Les Députés du premier nous ont appris qu'il a cette affaire-là fort à cœur, croyant y avoir été ci-devant trompé par les Ministres de son Pere. De juger néanmoins s'il en viendra aux extremitez, & en quel tems, c'est ce que nous n'avons encore pu penetrer.

Cela nous fait croire qu'il n'y a rien qui nous engage de faire si-tôt des offices envers l'un ni envers l'autre, & qu'aucontraire il sera avantageux de profiter de l'esperance, que chacun d'eux peut avoir, d'être assisté de la France en sa prétention. Ce qui peut avoir lieu principalement à l'égard des Ministres de Brandebourg, pour les conserver en la bonne disposition où nous les voyons pour les affaires publiques, & les porter à ce que nous voulons pour nos interêts particuliers. Si l'un d'eux nous faisoit presser enforte que nous fussions obligés de parler, nous dirions qu'il nous en faut écrire à la Cour, & si on s'adresse premierement à vous, nous jugeons bien que votre prudence trouvera assez de moyens pour gagner tems de payer.

Si la délibération qui a été faite en la Conference de Lenguerick, eût été faite avec nous les Princes & Etats de l'Empire, aussi bien qu'entre les seuls Electeurs, les affaires seroient en meilleurs termes, & l'on seroit déjà entré en matiere avec nous pour répondre aux propositions que nous avons données. Mais les Princes & les Villes n'y ayant pas été appelés, & se trouvant de different avis des Electeurs, il est né entre eux une grande contestation qui ne fera pas si aisée à terminer que nous désirerions.

Vous

*On apprehend un differend entre l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg.*

*Leurs Reflexions là-dessus.*

*Sur la suite des deliberations des Alliez.*



1645.

Vous verrez par la réponse des dits Princes & Etats, qui sera ci-jointe, quel est leur sentiment, & quel nous pouvons dire être celui des Ambassadeurs de Suede qui est tout conforme; sans quoi nous aurions pu appuyer ce qui va à tenir en cette Ville l'Assemblée des Députés, qui représentent le Corps de l'Empire, car pour ce qui est de la Députation de Francfort, nous sommes pleinement dans le sentiment des Suedois, des Princes, & des Villes de l'Empire, qu'elle ne doit pas subsister en forme de Députation, non pas même en attendant la résolution de l'Empereur.

Sur les affaires du Transylvain.

Nous ne dirons rien pour ce qui regarde Ragotzi, parce que nous avons envoyé à Monsieur de Croissi, son Courier avec toutes les Dépêches que vous nous avez adressées pour lui: mais voyons que vous présumez que la Couronne de Suede tiendrait pour reçu ce que la France pourrait faire payer à ce Prince en la décharge des Suedois sur le subsidie, nous sommes obligés de vous tenir averti que ce n'est pas du tout leur intention, & que nous appréhendons bien qu'ils n'ayent la pensée de se décharger entièrement de cette dépêche; néanmoins, pourvu qu'ils contentent d'ailleurs ce Prince, & qu'ils contribuent de leur part à le conserver dans la Confédération où il est entré, n'importe par quel moyen ils le feront.

Sur les levées pour l'armée d'Allemagne.

La Capitulation du Sieur Benninghausen vous ayant été envoyée par le dernier Ordinaire, il ne nous reste qu'à vous supplier, comme nous faisons très-instamment, que les choses promises soient exécutées à point nommé, parce qu'il seroit à craindre que, s'il n'y a bientôt un Commissaire à Mayence, avec l'argent, pour recevoir les troupes à mesure qu'elles y arriveront, & qu'on ne nous envoie de quoi satisfaire à rems au second, & au troisième paiement qu'il lui faudra faire en ce lieu; il est à craindre qu'il n'arrive du desordre en cette levée, & que l'argent qu'on y a employé ne soit perdu.

Vous avez bien vu par nos Lettres précédentes que cette affaire n'a pas été inconnue à Madame la Landgrave ni à ses Ministres, puisque ceux-ci l'ont menagée & que nous avons besoin de l'autorité de son Altesse pour l'achever.

Nous ne vous parlerons pas des conditions particulieres de la levée dont est chargé Monsieur de Beauregard, nous en remettons à lui; mais étans obligés de vous représenter, afin que vous n'y soyez pas trompé, que vous ne trouverez personne de considération en Allemagne, qui vous fasse de l'Infanterie sans faire en même tems de la Cavalerie, parce qu'au moindre échec l'Infanterie est réduite à rien, & l'Officier qui la commande demeure sans emploi, & quiconque l'entreprendra autrement le fera plutôt pour gagner sur la levée, que pour bien servir.

Nous sommes marris que les conditions de la levée du Comte de Nassau, en arrêtent l'exécution, vu ce que nous mande le Sieur de Beauregard de l'estime, & considération du dit Sieur de Nassau.

Il nous a fait aussi savoir que d'autres bons Officiers se présentent pour faire des troupes, & nous craignons que n'étans pas reçus, ils prennent service avec les Ennemis, quoique leur inclination les porte de ce côté-ci.

Nous sommes encore obligés de vous dire qu'à seize Risdalles vous ne trouverez aucun Fantassin, & à soixante & dix fort peu de Cavaliers comme s'est obligé de faire Monsieur Benninghausen; & si l'on ne s'élargit davantage dans

TOM. II. PART. II.

les ordres que l'on envoie à Monsieur de Beauregard, vous ne pourrez faire état d'aucunes levées de ce côté-là.

Quant à Madame la Landgrave, nous ne savons pas que les subsidies extraordinaires lui ont été donnés cette année; mais ce seroit un extrême malheur, si en la même Campagne en laquelle elle a joint ses troupes à celles du Roi, & qu'elle a souffert dans ses Etats de grandes pertes, & dommages par la retraite de Monsieur de Turenne, elle ne recevoit pas les mêmes assistances & gratifications de Sa Majesté qu'elle a obtenu les années précédentes. Nous craignons grandement que cela ne la refroidisse bien fort, & ne lui ôte l'affection, aussi bien que les moyens, de pouvoir agir comme elle a fait jusques à présent. Le doute où vous êtes qu'elle puisse conserver ses quartiers d'Oostfrise, redouble nos soins & nos appréhensions pour elle, qui par la jonction de ses troupes aux nôtres perd l'occasion de s'assurer d'autres quartiers.

C'est pourquoi, outre le subsidie extraordinaire que nous trouvons extrêmement nécessaire pour lui aider à remettre ses troupes lorsqu'elles se separeront de l'armée de Monsieur le Duc d'Enguien, où nous aprenons qu'elles déperissent fort, il sera besoin d'employer efficacement l'autorité du Roi pour la conserver dans l'Oostfrise, & la garantir des troubles qu'on prépare contre elle en cette Province-là. Celui de nous qui a été à Osnabrug a été chargé de quatre points.

## Premierement.

De résoudre, avec Messieurs les Ambassadeurs de Suede, ce qu'il faut demander pour la satisfaction des deux Couronnes, & en quel tems.

## Secondement.

De leur communiquer l'instance qui nous a été réitérée par les Médiateurs, de nous expliquer sur cette satisfaction, comme aussi sur la réserve que nous avons insérée en la Préface de notre Proposition, & sur la sûreté du Traité dont nous n'avons aussi fait mention qu'en termes généraux.

## Troisiemement.

De leur parler confidentiellement de la Négociation de Dannemarck, & les presser de la conclure.

## Quatriemement.

De les consulter touchant la forme de l'Assemblée des Etats de l'Empire, & de les convier civilement à y apporter facilité de leur part.

Sur le premier point ils ont répondu qu'il sera tems de parler de la satisfaction, quand on aura vu les réponses des Imperiaux à nos propositions.

Il leur fut dit que c'étoit bien notre intention, mais qu'après ce tems-là nous estimerions à propos de ne retarder pas davantage, que les affaires d'Allemagne étant terminées nous serions à charge à ceux-mêmes que nous aurions assistés, si nous en prétendions une grande récompense; que d'autres en notre place mettroient premièrement leurs intérêts à couvert, & ensuite appuyeroient ceux du public, mais qu'au moins il nous importe que le tout se traite en même tems, & que l'on ne donne point loisir à l'Empereur de s'accommoder auparavant avec les

1645.

Sur les Subsidies de la Landgrave.

Et pour la soutenir dans l'Oostfrise.

Points dont les Plénipotentiaires de France ont à traiter avec les Suedois, Touchant la satisfaction des deux Couronnes.

Touchant la réserve à s'expliquer à l'avenir sur leurs prétentions.

Touchant la Négociation de Dannemarck.

Touchant l'Assemblée des Etats de l'Empire.

Réflexions de part & d'autre sur ces points.

1645.

Etats, comme déjà il a travaillé, ayant résolu de leur accorder sans nous une amnistie générale & non limitée.

Monsieur Oxenstiern, qui ne goûta pas ces raisons, dit que la principale satisfaction des Couronnes consiste au rétablissement de la Liberté Germanique, & en la restitution de tous les exilés; il n'acheva pas, mais certainement il vouloit ajouter, en la paisible possession des biens d'Eglise par les Protestans, en la propagation de leur foi, & autres avantages qu'ils se promettent de ce Traité; car, dans une autre visite particulière, Monsieur Salvius demanda si l'intérêt de l'Etat n'étoit pas de ruiner en France la Religion prétendue Réformée, & la faire pulluler en Allemagne; & ainsi en les expliquant l'un par l'autre, il est aisé de voir où ils vont; néanmoins en la même visite le dit Sieur Salvius approuva notre sentiment, & tomba d'accord qu'après la première réponse à nos propositions, il fera bon de venir au détail de ce que les Couronnes peuvent prétendre.

Mais pour revenir au récit de la Conférence, où ils étoient tous deux, ils témoignèrent ne savoir pas eux-mêmes entièrement à quoi la Suede se porteroit, & n'avoit pas reçu les derniers ordres sur ce sujet. Celui de nous qui traitoit avec eux reconnoissant qu'ils desiroient le faire parler le premier, il leur dit qu'il ne falloit pas faire un secret d'une chose qui est en la bouche de tout le monde, que le bruit public donnoit l'Alsace à la France, & la Pomeranie à la Suede.

Monsieur Salvius repartit aussitôt avec un visage gai que la voix du peuple est la voix de Dieu.

Monsieur Oxenstiern ajouta, & pourquoi non aussi l'Archevêché de Brémén?

Il fut répondu, pour découvrir davantage leur intention, que cet Archevêché seroit aussi bien entre les mains d'un Seigneur Suedois, que d'un Danois, quoi qu'il soit fils du Roi, mais que la Couronne de Suede ne pouvoit pas tenir ce bénéfice.

Les Ambassadeurs dirent que Monsieur le Chancelier Oxenstiern ne l'a pas voulu comprendre dans le Traité de Dannemarck, & que l'Archevêque de Brémén s'est plaint hautement du Roi son Pere, comme s'il l'avoit abandonné.

Painte des  
Suedois.

Sur le deuxième point, ils se plaignirent de ce qu'on négocie avec nous, & que depuis huit semaines qu'ils ont donné leurs propositions, on ne leur a pas dit un seul mot de la part des Imperiaux, ni demandé aucun éclaircissement. Il leur fut représenté que cela arrive faute d'avoir un Médiateur au Traité d'Osnabrug, que nous ne pouvions pas fermer la bouche à ceux qui sont établis à Munster, mais qu'ils n'avoient eu autre réponse sinon que nous en communiquerions à nos Alliez, comme en effet l'un de nous étoit venu exprès pour en demander leur avis; que cette plainte étoit juste à l'égard des Imperiaux auxquels l'on feroit savoir, une fois pour toutes, que c'est perdre leurs peines s'ils ne proposent les mêmes choses, & en même temps aux Plenipotentiaires de France & à ceux de Suede.

Cela les contenta, & ils ne celerent pas qu'ils trouvoient fort bien que nous eussions écouté les Médiateurs, principalement quand ils nous ont dit que les Plenipotentiaires de Suede, demandent en quoi consiste notre satisfaction, mais il leur fâche qu'on ne leur en ait pas demandé autant, jugeant que cette question est avantageuse à ceux à qui on la fait, & présumant qu'il les faut satisfaire.

1645.

Nous n'avons pas manqué de faire la plainte & déclaration ci-dessus à Monsieur Contarini, qui y a acquiescé sans contredit, n'ayant point mis en doute qu'il ne rende les Imperiaux capables de nos raisons, & qu'à l'avenir ils ne fassent agir auprès des Suedois comme auprès de nous. Au fond ils ne font point d'avis de se départir de la faculté, que nous & eux avons réservée d'ajouter à nos propositions, sinon lorsque nous signerons le Traité de Paix, & disent que jusques là il faut être en liberté; & quant à la sûreté du même Traité, qu'ils ont assez fait connoître leur intention par la proposition qu'ils ont donnée.

On répondit que la sûreté sera plus grande & aussi plus honnête à demander, si l'union se forme entre tous les Princes & Etats de l'Empire, pour la manutention de la Paix contre ceux qui en violeroient les conditions.

Ils répliquèrent que c'est à l'Empereur à demander, si bon lui semble, que l'obligation soit reciproque, & que pour nous il suffit d'obliger ceux de notre parti à reprendre les armes en cas de contravention au dit Traité. Mais nous persistons dans notre sentiment, parce qu'il est conforme aux Instructions que nous avons eues, & parce que celui des Suedois tend toujours à une Ligue particulière avec les Protestans, laquelle ne seroit ni si convenable au Roi ni si utile pour l'effet qu'on se propose.

Sur le troisième point l'on fut bientôt d'accord, puisqu'auparavant l'audience les Ambassadeurs de Suede eurent de nouvelles assurances que l'accommodement de leurs différends, avec le Dannemarck, étoit fort proche de sa conclusion.

Il leur fut dit seulement dans la considération des grands avantages qu'ils y recevoient, que les voila bien éclaircis de l'intention de l'Entremetteur, & qu'ils ne doivent pas s'étonner si, pour s'acquiescer du devoir de sa charge, il avoit quelquefois contesté leurs droits & leurs prétentions comme il a fait aussi de l'autre côté.

Sur le dernier point, qui étoit le plus délicat à cause de l'intérêt d'honneur que les Suedois y prennent, ils témoignèrent beaucoup d'agrément de notre conduite, & de ce que Monsieur le Duc de Longueville avoit déclaré sur cette affaire aux Députés de Brandebourg, que nous parlions par une même bouche les Suedois & nous, & que si, en proposant d'assembler tout l'Empire à Munster, l'on avoit espéré de jeter quelque semence de jalousie entre les Plenipotentiaires des deux Couronnes, il pourroit bien assurer que cet artifice ne réussiroit pas.

Le Secrétaire de Brandebourg à qui Mon dit Seigneur le Duc avoit tenu ce discours, le rapporta fidèlement, & cela nous a été compté tant auprès des Suedois que des Députés des Princes & Villes, qui ont le même intérêt pour la dignité de l'Assemblée d'Osnabrug.

Il fut néanmoins remontré aux dits Sieurs Ambassadeurs de Suede, que nous avons été un peu plus faciles, ayant vu fort longtemps que la plus grande partie des Etats seroit à Osnabrug sans nous y être opposés, & qu'aujourd'hui les Ennemis ont voulu effayer si le plus grand nombre étant à Munster, nos Alliez n'en seroient point mécontents, qu'il falloit voir par quel moyen on pourroit terminer cette difficulté qui arrête toute la Négociation de la Paix, & seroit capable enfin de faire un Schisme parmi les Etats de l'Empire; qu'en tout cas il faut éviter, s'il est possible, que l'Empereur n'en prenne sujet d'assembler une Diette en un lieu tiers, étant certain que son autorité y seroit plus respectée, & que

Les François menagent les Suedois.

Satisfaction des François aux Suedois par rapport aux Assemblées.

1645. que les deux Couronnes y auroient bien moins de part en ce que nous n'aurions presque plus de communication avec les Députés qui composeroient cette Diette.

Le Comte de Penaranda témoigne une bonne disposition pour terminer les affaires.

Dispositions des Ministres Suedois pour traiter avec l'Espagne.

Et du Plenipotentiaire de France.

Le lendemain comme l'on étoit sur le même propos, & qu'on exhortoit encore les dits Ambassadeurs à considérer aussi l'intérêt commun, on leur fit savoir que le Comte de Penaranda montre une grande disposition à fortir bientôt d'affaires, & que dans peu de tems nous serons pressés d'y entendre, si le Traité de l'Empire va tant en longueur.

Monsieur Oxenstiern dit entre ses dents que cela se pourroit faire, & Monsieur Salvius repliqua qu'il vaudroit mieux conduire les deux Traitez & les conclure ensemble.

Celui de nous qui étoit présent en tomba d'accord, mais aussitôt ils repeterent tous deux, en pliant toutesfois les épaules, que nous pouvions separer le Traité d'Espagne. On a pris cette occasion de le faire déclarer à ces Messieurs, sur ce que la Cour nous a déclaré ci-devant de le désirer, & qu'en effet l'on en peut retirer quelque fruit; mais par là il est facile de connoître, quoi qu'ils n'en aient rien dit, que leur intention est de pouvoir aussi terminer avec nous la Guerre d'Allemagne quand ils y trouveront leur compte, sans se mettre en peine de celle qui nous pourroit demeurer sur les bras contre les Espagnols.

Les Suedois semblent pencher à la continuation de la Guerre.

Monsieur Oxenstiern nous donna part d'une Lettre qu'il avoit reçu de Monsieur le Chancelier de Suede, par laquelle il lui mande avoir vu les propositions données par les Plenipotentiaires des deux Couronnes, & qu'il y a bien des noeuds qui ne se pourront delier, si l'épée ne les tranche. On se servit de ce jugement & de cette autorité pour préparer les dits Ambassadeurs à moderer leurs prétentions quand il fera tems; car, outre ce qui en est dit ci-dessus, l'on a remarqué qu'ils portent leurs pensées bien haut en faveur de l'une & de l'autre Religion des Protestans.

Intentions des Députés de l'Empire à Osnabrug touchant le lieu de leurs Assemblées.

L'on apprit en ce voyage que les Députés des Etats, qui sont à Osnabrug, avoient résolu de mipartir le College des Electeurs, celui des Princes & celui des Villes, avec liberté à un chacun de demeurer où il voudroit, mais que les Députés des Villes avoient opiné à se separer par Colleges entiers, ce faisant, que ceux des Electeurs & des Villes fussent à Munster, & les Princes à Osnabrug. Leur raison étoit que, si on en use autrement, & s'il est permis aux Députés de résider en l'un des dits lieux à leur volonté, tous les Catholiques seroient à Munster, & les Protestans à Osnabrug, d'où il naîtroit plutôt une division qu'une Paix dans l'Empire; qu'ils doivent être mêlez en l'une & l'autre Assemblée, si l'on ne veut élever autel contre autel, & donner sujet de mesintelligence entre les Couronnes mêmes.

Leurs sentimens pour & contre.

Sur cette difficulté la deliberation fut remise deux ou trois fois.

Le Sieur Schefer Député de Hesse soutenant l'avis des Princes en une visite qu'il fit à l'Ambassadeur de France, & se sentant combattu par raisons & par l'exemple des Villes qui avoient opiné bien sagement, il se couvrit de l'intérêt des Ambassadeurs de Suede. On lui en représenta les inconveniens & longueurs, dont il ne disconvenoit pas, mais son affection est toujours de l'autre côté. Enfin on lui conseilla de se contenter que la Députation de Francfort fût cassée, tant pour toujours que pour l'Interim, que les Etats de l'Empire eussent droit d'intervenir au Traité de Paix avec droit de suffrage, & qu'on

1645. y délibérât par Colleges, selon qu'il se pratique aux Diettes générales, que ce n'est pas peu d'avoir porté les choses à ce point-là, & que ne s'agissant plus que du lieu où les deliberations se feront, s'ils ne veulent que ce soit entièrement à Munster, ils devroient laisser aux Electeurs à choisir quelle maniere leur semblera plus propre pour consulter en deux lieux.

Il approuva cet expedient, mais soit qu'il n'y ait pas insisté, soit que la pluralité des voix ait passé à l'autre avis, ils ont pris résolution de partager chaque College, & qui pis est, que chaque moitié ait l'autorité entiere.

Notre soin est de ne paroître guere, & de ne prendre pas de parti en ces contestations, mais bien d'y ménager le mieux qu'il sera possible les intérêts publics & particuliers, & afin d'être bien informez de tems en tems des mouvemens des uns & des autres, nous enverrons à Osnabrug Monsieur de Saint Romain avec charge de travailler à la réunion des esprits, & nous rendre compte de tout ce qui se passera en cette affaire.

Ce qui nous fait plus facilement relâcher des avantages, que nous aurions reçus si le Corps de l'Empire eût été établi à Munster, est que nous voyons que toutes les prétentions de ceux qui sont d'opinion contraire, ne vont pas à partager également les trois Colleges dans cette Ville & à Osnabrug. Mais la principale apprehension qui nous reste maintenant, est que l'Empereur ne se serve de cette division pour convoquer une Diette générale dans un troisième lieu; & par ce moyen éloigner de nous & de la Couronne de Suede les Députés de l'Empire.

L'autre jour Monsieur Contarini m'étant venu visiter, moi d'Avaux, tomba exprès en des propos communs des affaires, & apuya fort sur une longue Trêve. Il se mit à déduire les avantages que nous en recevrons, & comme en parlant il s'aperçût à mon geste qu'il ne me persuadoit pas, il dit en élevant sa voix, que jamais nous ne ferions la Paix en y comprenant la Catalogne & le Portugal, & que pour la Trêve cela se pourroit esperer, que ce n'étoit pas peu de chose que la faveur & les amis, & particulièrement un Roi nouvellement établi, pussent s'affermir par une paisible possession de dix ou douze ans. A ce mot, je lui demandai en riant s'il appelloit cela une longue Trêve? S'il la faut plus longue, dit-il, ce sera à vous autres de déclarer quand elle vous sera proposée que douze ans ne fussent pas. Non pas vingt cinq, Monsieur; & hier entre nous il fut dit d'un commun avis, sur ce que vous autres Messieurs les Médiateurs vous en êtes déjà laissez entendre, que la Trêve ne nous est aucunement utile en l'état présent des affaires, & que nous en rejeterions même une d'aussi longue durée que celle d'entre la Suede & la Pologne. Ce discours ne plût pas à Monsieur Contarini, & il me parût que toutes les esperances étoient à une Trêve; ce qui nous fait assez juger que l'intention des Espagnols ne va que là.

Il parla ensuite de la Paix, mais avec peu d'ouverture, sinon ce qui est porté ci-dessus; sur quoi je lui témoignai fermement qu'à moins de faire raison à la France pour ce qui lui appartient, elle a résolu de garder tout ce qu'elle a conquis par une si juste guerre. Je voi bien, dit-il, qu'il en faudra fortir par un Mariage, protestant néanmoins qu'il n'en avoit rien entendu de la part des Espagnols, mais que n'ayant d'autre pensée que de terminer la guerre, il estimoit que le meilleur moyen seroit que le Roi épousât l'Infante, & reçût en dot la Comté

1645.

Les François n'y prennent aucun parti.

Ils donnent raison de leur conduite.

Monsieur Contarini propose une longue Trêve.

Monsieur d'Avaux ne l'écoute pas.

Monsieur Contarini parle de la Paix.

Réponse de Monsieur d'Avaux.

1645.

de Flandre, moyennant quoi on rendroit la Catalogne & quelques autres Places. Il ne s'expliqua pas bien là-dessus, m'ayant trouvé fort froid sur cette proposition comme sur les deux autres.

Soupons  
contre Mon-  
sieur Contari-  
ni.

Je lui répondis seulement que je n'étois pas baltant pour lui répondre, & lors il me dit que ce n'étoit qu'une fienne pensée dont il s'étoit voulu ouvrir confidentiellement avec moi : & cependant il nous semble que c'est quelque chose de plus, & qu'un Médiateur ne s'avance pas tant sans en avoir un tacite consentement, ou du moins quelques lumières des intérêts.

La Conclusion de son entretien fut que nous étions trop difficiles, que Monsieur le Duc de Longueville ne s'étoit rendu à aucune chose de ce qui lui avoit été proposé, ni ne s'étoit ouvert de rien, que Monsieur de Servien & moi en unions de la même sorte, & qu'il vaudroit autant renvoyer les Médiateurs chez eux. *Pace nò, se non col la retentione de tutto l'occupato; Tregua nò : Parentado nò.* C'est-à-dire, Point de Paix à moins qu'on ne retienne toutes les conquêtes, point de Trêve, & point de Mariage. C'est ainsi qu'il exagéroit la difficulté de pouvoir traiter avec nous; mais je lui repliquai que nous n'excluons que la Trêve, que nous sommes prêts de faire la Paix aux mêmes conditions que les Espagnols l'ont faite plusieurs fois avec nous, & que pour le Mariage je ne faisois pas l'intention du Roi & de la Reine sa Mere.

La plus  
grande diffi-  
culté est pour  
les affaires  
d'Allemagne.

Enfin il s'apaisa un peu, & dit avec sentiment que le plus grand obstacle vient des affaires d'Allemagne, dont la discussion conformément de tems, & que si nous voulions traiter avec l'Espagne en particulier, sans nous attacher si fort à vouloir traiter en même tems avec l'Empereur, il feroit l'accommodement dans deux mois à la satisfaction de la France.

Les Espa-  
gnols crai-  
gnent la Paix  
de l'Empe-  
reur & de la  
France à leur  
exclusion.

Après avoir examiné entre nous tout ce que dessus, & conféré ce qui a été dit séparément à chacun de nous, nous estimons que les Espagnols ne craignent rien tant, ainsi qu'il nous a été mandé, que de nous voir faire la Paix avec l'Empereur sans eux, & qu'ils n'oublient rien pour l'engager tous les jours de plus en plus à ne la point faire, mais qu'ils auroient bien dessein de le prévenir, & de conclure avec nous pendant que nous serons encore en guerre avec l'Empereur.

Affaire des  
Pleinpouvoirs  
des Ministres  
d'Espagne.

Après avoir longtems pressé les Médiateurs d'obliger le Comte de Peñaranda à représenter son Pouvoir avec offre de faire voir en même tems celui de moi Duc de Longueville, il s'est voulu servir d'abord de la même ruse que ses Collegues avoient ci-devant pratiquée, en représentant un Pouvoir pour lui très-défectueux; lorsque nous l'avons rejeté, & que Messieurs les Médiateurs ont été contraints d'approuver les raisons que nous avons eues de ne l'accepter pas; il nous en a fait donner un second qui n'étoit pas beaucoup en meilleure forme. Quand on lui a fait voir qu'une des principales clauses, & des plus essentielles de la minute ci-devant concertée, & déposée entre les mains des Médiateurs manquoit en celui-ci, il est demeuré fort confus, & a reçu favorablement la déclaration que nous avons faite que, pour ne retarder pas la Négociation de la Paix, nous ne lairions pas de traiter avec lui en attendant qu'il eût fait venir un autre Pouvoir.

Réflexions  
des Espagnols  
sur ceux des  
Français.

Il a pris deux mois de terme pour y satisfaire, & pour n'avoir pas la honte de réformer seul le sien, il a voulu chicaner sur quelques paroles qui se sont trouvées ajoutées au mien, quoi qu'elles servent, comme il a été reconnu par

les Médiateurs, à étendre plutôt le Pouvoir, qu'à le restreindre, & que d'ailleurs celui qui avoit été déjà présenté par nous d'Avaux & Servien eût été accepté par nos Parties, & que moi Duc de Longueville y étant nommé, il n'y eût pas lieu de prendre garde de si près à un Pouvoir surabondant qui m'avoit été donné, & qu'à la rigueur je n'eusse pas été obligé de représenter, le premier étant suffisant, & le deuxième étant entièrement conforme à l'autre dans toutes les clauses essentielles.

Néanmoins, pour contenter les Espagnols, & leur ôter tout prétexte de retardement, nous avons bien voulu promettre d'en faire venir un autre dans les mêmes délais qu'eux. Vous jugerez bien que nous eussions eu beaucoup de moyen pour nous en exempter, puisque les seuls termes qui se sont trouvez de plus dans mon Pouvoir que dans le précédent & dans la minute, n'ont été que de pouvoir traiter conjointement ou séparément. Outre la facilité que nous avons voulu apporter à la Négociation en nous relâchant sur ce sujet, deux raisons nous ont obligé de ne résister pas à leurs instances; l'une, que les termes ci-dessus exprimez ne se trouvent pas dans la minute ci-devant concertée; l'autre, que c'est une faculté ou un ordre qui dépend plutôt de l'Instruction que du Pouvoir, & qui pour n'être pas insérée dans le Pouvoir ne nous ôte pas la liberté d'en user en traitant comme nous jugerons à propos.

La clause qui manquoit à celui du Comte de Peñaranda est bien d'une autre importance, puis qu'elle contient la promesse que fait le Roi Catholique d'accomplir tout ce qui sera par lui fait, laquelle ayant été omise, quoi qu'elle fût insérée dans la Minute, donnoit un juste sujet de défiance; & afin que vous en puissiez faire le même jugement que nous, voici les paroles qui étoient omises : *y me obligo a estar y passar por ello como cosa hecha en mi Real nombre y por mi voluntad y autoridad Real, y lo cumplir puntualmente sin falta alguna.* C'est-à-dire, „ Je m'oblige à tenir & approuver tout ce qui y „ sera fait, comme s'il étoit fait en mon nom „ Royal, & par ma propre volonté & auto- „ rité Royale, & je l'exécuterai ponctuellement „ & sans aucune faute.

Bien que ce Pouvoir doive être réformé, nous ne laissons pas pourtant de vous en envoyer une copie, parcequ'il doit servir jusques à ce que l'autre vienne. Il vous fera voir que le jugement, qu'on avoit ci-devant fait des Plenipotentiaires envoyez auparavant Peñaranda, n'étoit pas mal fondé, puisque l'intention du Roi Catholique a toujours été que sans lui, ou sans le Duc de Medina de las Torres, les autres ne pussent rien faire : en quoi vous remarquerez l'artifice des Espagnols qui n'ont voulu donner que des Pouvoirs défectueux à ceux qui seuls ont eu l'autorité de traiter, & qu'ils n'ont pas fait de scrupule d'étendre les Pouvoirs de ceux qui en effet n'ont eu aucune autorité, & que vous reconnoissez encore mieux par la comparaison de celui de Peñaranda avec ceux des autres, & mêmes avec celui de l'Ambassadeur l'Archevêque de Cambrai qui est venu en même tems que lui. Vous trouverez aussi jointe à cette Lettre la copie de la promesse de Peñaranda, & moi Duc de Longueville en ai donné une semblable; ensuite de laquelle nous nous promettons qu'il vous plaira nous envoyer au premier jour un Pouvoir où la clause, barrée dans la copie que nous vous envoyons, soit retranchée seulement, & que tout le reste soit conforme de mot à mot. La contestation qui

1645.

Réflexions  
des Plenipo-  
tentiaires là-  
dessus.



1645.

Conference  
des Média-  
teurs avec  
les François  
touchant une  
Trêve.

est arrivée pour ces Pouvoirs a donné lieu à Messieurs les Médiateurs de nous voir diverses fois. En la dernière Conference que nous avons eue avec eux, ils se sont expliqués ouvertement sur le discours que Contarini avoit fait à moi Servien seulement en passant.

Ils nous ont déclaré formellement cette fois de la part des Ambassadeurs d'Espagne, que les dits Ambassadeurs sont prêts de traiter avec nous ou de Paix ou de Trêve ou de suspension d'armes, & que c'est à nous à choisir ce que nous voudrions faire, prétendans néanmoins que les Conditions de chacun de ces Traitez doivent être différentes. Monsieur Contarini a repeté diverses fois ces mots, même d'une longue Trêve, comme croyant en quelque façon donner dans nos sentimens. Il a ajouté en même tems que les Espagnols étoient en apprehension des longueurs de l'Empire, eux ne voulans rien conclure sans l'Empereur, & que les longs delais que Messieurs les Etats apportoient pour faire partir leurs Députés pour se rendre ici, ne leur donnoient pas moins de peine à cause de la déclaration que nous avions faite plusieurs fois de ne pouvoir, & de ne vouloir pas traiter sans eux.

Nous avons répondu sur la première proposition que ce ne seroit pas travailler utilement pour le repos de la Chrétienté si nous pensions à aucun autre Traité qu'à celui de la Paix, pour lequel nous sommes employez.

Outre les diverses raisons que nous avons alléguées, pour faire voir que nos intérêts particuliers nous y portent, nous avons ajouté celle-ci que nous avons estimé capable de toucher les Médiateurs, c'est que tous les autres Traitez ne finissant pas définitivement, les différens qui sont entre les Princes ne leur laisseroient pas la liberté, de prendre si avantageusement les résolutions qui seroient nécessaires pour le bien public, en cas que le Turc continué de vouloir attaquer la Chrétienté.

Que sur le deuxième point l'intention de leurs Majestés n'étoit pas de séparer le Traité de l'Empire d'avec celui d'Espagne, & qu'au contraire elles avoient toujours eu résolution de faire une Paix universelle, si ce n'étoit que l'injustice des uns & des autres nous forçât de prendre de nouveaux conseils; & que pour le troisième point qui regarde directement Messieurs les Etats, nous avions appris que leurs Députés étoient sur le point de partir, & qu'à la vérité nous étions obligés de ne conclure aucune chose sans qu'ils y fussent appelez, & pour cette considération que nous ne donnerions pas seulement parole de rien traiter ni négocier en leur absence, mais qu'étans toujours en liberté d'écouter ce qui nous sera proposé, le meilleur & le plus assuré moyen de les hâter de travailler au Traité, seroit de nous faire quelque ouverture raisonnable, laquelle leur étant communiquée de notre part seroit sans doute finir leur résolution. Nous sommes de toute notre affection &c.

1645.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, ce 16. Août 1645.

*Soins des Espagnols pour l'ouverture du Traité. Ils proposent le Mariage de leur Infante avec Louis XIV. La France & la Suede s'intéressent mutuellement à leur satisfaction reciproque. Ménagemens qu'on doit prendre pour le Traité. Plaisante réflexion sur la Religion. Touchant la Conclusion du Traité entre les deux Couronnes du Nord. Apprehension d'une Guerre entre Brandebourg & Neubourg. Politique de la France. Touchant le Transylvain. Touchant les levées. Réflexions sur la Négociation.*

MONSEIGNEUR &amp; MESSIEURS,

Votre Dépêche du douzième de ce mois, qui me fût rendue le vingt-troisième, a fait voir que les Espagnols recherchent les Médiateurs d'ouvrir le Traité, & que Peñeranda a les ordres, sinon les derniers, au moins ceux qui sont nécessaires pour avancer l'ouvrage, & qu'il se tient assuré que ce qu'il propose sera agréé par le Roi Catholique.

Ce sentiment ayant été donné & reçu avant que j'en aye fait la lecture, vous jugez bien que j'eus une entière audience, & que chaque mot a été considéré & examiné avec un soin extraordinaire. La conséquence des matières, l'absence de Monsieur le Prince sont les véritables causes qui empêchent, que présentement vous ne soyez éclaircis sur le point le plus délicat, savoir, si l'on doit entendre à la Trêve sous les conditions proposées, ou entendre à la Paix sous celles qui sont aussi avancées. On prend la semaine à se refondre & à écrire sur l'une de ces propositions, qui est celle du Mariage, & qui vraisemblablement est celle qui ayant lieu pourra donner & assurer la Paix. J'aurois souhaité que Contarini se fût un peu plus expliqué qu'il n'a fait, & en l'offre & en la demande, d'autant que sous le nom collectif de Flandres, souvent les dix-sept Provinces y sont entendues, je dis au moins ce qui est demeuré en la sujétion des Espagnols; souvent aussi il n'exprime que le seul Comté, duquel la grandeur en a fait préférer le nom à plusieurs Duchez, qui

Soins des  
Espagnols  
pour l'ouver-  
ture du Trai-  
té.

Ils proposent  
le Mariage de  
leur Infante  
avec Louis  
XIV.

1645.

qui font du nombre des dix-sept Provinces. Et en la demande qui contient la restitution de la Catalogne, & la démolition de quelques Places, j'aurois encore souhaité d'être éclairci quelles elles sont, & si le Comté de Rouffillon, qui est une annexe de la Catalogne, n'est point aussi compris sous le nom sous lequel les Comtez de Barcelonne & de Rouffillon & de Sardaigne sont pour l'ordinaire désignés. Ce que j'écris est ma seule pensée qui ne vous engage à rien & qui ne servira qu'à reveiller votre mémoire, afin de nous informer de ce qui peut être des intentions des Espagnols lorsque tout de bon cette matière sera agitée. Il se peut dire, à la gloire de la France, de ceux qui ont part aux affaires, & à la vôtre particulière que les Espagnols ont changé leur manière d'agir, que l'on remarque en eux la presse & l'impatience attribuée aux François, & à ceux-ci le flegme dont les autres faisoient tant de vanité; & vous voyez aussi combien étoit bon le conseil de leur donner jalousie que l'on feroit pour s'accommoder avec l'Empereur, sans se foucher de conclure avec eux, puisque c'est ce qui les a pressés de parler & de se découvrir.

La France  
& la Suede  
s'intéressent  
mutuellement  
à leur satis-  
faction reci-  
proque.

Ce qui est à faire avec les Imperiaux sera aussi un des points de la subéquente Dépêche. A l'avance je puis vous dire que celui de vous qui a été à Osnabrug en est venu si chargé, & s'est si bien acquitté de ce qu'il y avoit à faire qu'on fait ce que prétendent les Suedois, & qu'ils jugent qu'il est très-juste de donner à la France une satisfaction égale à ce qu'ils prétendent. L'Alsace, pour n'être baignée de la Mer, ne laisse pas d'avoir son prix, comme la Pomeranie, & le Fleuve qui la traverse, & Brisac qui la commande portent avec soi de merveilleuses suites. Et comme sans doute sous la Pomeranie ils entendent aussi les Isles qui en dépendent, aussi entendent-ils que ce qui joint ce Pais à la France nous demeure. Si la voix publique est une marque du décret de la Providence, déjà, selon le dire des Suedois, ceci demeure établi, & n'étant point fait de mention de l'Archevêché de Bremen ils demeurent exclus de leur prétention. Ce qui est de fâcheux aux Suedois, c'est qu'ils font toujours une affaire de Religion de ce qui en est une pure d'Etat. Le maintien de la Liberté Germanique, le rappel des bannis & exilés sont des conditions justes; mais de faire passer en la main des Protestans & des prétendus Reformez les biens Ecclesiastiques, c'est vouloir établir ces Religions & anéantir la Catholique, autoriser par une Loi nouvelle la mauvaise interpretation donnée à celle de l'Interim, qui a toujours été condamnée. C'est pourtant quelque chose que le Baron Oxenstiern se soit condamné & qu'il n'ait osé déclarer ouvertement ce qu'il a fait sentir sur ce sujet, lequel devoit avoir plus de condescendance pour vous, qui avec justice pouvez prétendre que l'Assemblée des Princes se forme à Munster, ne l'ayant pas blâmée ni contredite quand on la designoit à Osnabrug, & sans doute vous lui aurez bien fait connoître & à son Collegue, qu'il vaudroit bien mieux qu'elle fût à Munster qu'en un lieu où les Ministres des Commissaires Alliez ne pouvant s'y trouver, sera un moi en aide aux Imperiaux de corrompre & intimider quelques-uns des Députés, & emporter des résolutions qu'on aura puis après grande peine à surmonter ou à faire changer. Autant qu'il est juste que les Suedois s'accommodent à consentir qu'au plutôt & à l'extrémité au terme qu'ils ont designé que vous satisfiez savoir ce que vous prétendez de l'Empire

Ménagemens  
qu'on doit  
prendre pour  
le Traité.

pour les frais de la Guerre; autant aussi l'est-il qu'ils soient contentez sur le point qu'ils ont insisté, qu'à mesure qu'on vous propose, on leur fasse des ouvertures: & sans doute Monsieur Contarini, qui approuve leur sentiment, aura disposé les Imperiaux de s'y conformer, & ce feroit manquer à ce qui a été si solennellement promis d'avancer les Traitez, de commun concert, si l'on s'accommodoit de refoudre quelques points, pendant qu'on ne diroit rien aux autres. Le Secrétaire de Brandebourg faisant un acte de justice a fait un fort bon office, & la parole dont vous, Monseigneur, avez usé, que la bouche des Plenipotentiaires de la France & de Suede n'est qu'une, est digne de votre singulière prudence, & celle des Ministres de Sa Majesté est trop confirmée pour être surprise en la proposition, de faire tenir les Assemblées des Corps de l'Empire à Munster, si c'est à intention de donner du dégoût aux Suedois, avec lesquels cette conduite franche se doit continuer pour tirer d'eux qu'ils demeurent fermement attachez à ce qu'ils ont promis d'y correspondre. Je demanderois volontiers à Monsieur Salvius, ce qu'il entend quand il dit que l'intérêt de la France est d'y ruiner les Huguenots, & de les faire pulluler en Allemagne, & si c'est un essai de son Esprit qu'il fait, ou une tentative pour découvrir nos sentimens sur ce qui regarde les Religionnaires, puisque lui comme Protestant les a en autant d'horreur que nous, ou bien si ayant conversé avec eux & avec les Anabaptistes, les considérant comme éloignés de l'Eglise Romaine, leur souhaite à tous prospérité. Je ne doute point que Sa Majesté ne desirât que tous ceux de cette Profession fussent rentrez dans l'Eglise Romaine, & qu'elle n'y apporte tout ce qui sera de son soin, sans néanmoins user d'autres armes que de son exemple, & de sa pitié & faisant observer les Edits de pacification sans souffrir qu'ils soient entamez, & n'y donnant d'interpretation que celles des subsequentes Déclarations & Arrêts du Conseil d'Etat, & que l'usage a autorisé. Il fut aisé à Messieurs les Suedois, de vous satisfaire sur la demande que vous leur faisiez de leur interposition pour avancer la conclusion du Traité, d'entre leur Couronne & celle de Dannemarck. Ils ont gagné des Provinces, avancé leur commerce & ruiné celui de leurs voisins sans en excepter celui des Hollandois, qui ont pris tant d'intérêt à la ruine du Roi de Dannemarck.

Les Lettres de Monsieur de la Thuillerie du vingt-troisième du passé, qui me furent rendues à pareil jour du courant, m'apprennent que toutes choses étoient ajustées hors ce qui concernoit l'Archevêque de Bremen, que le Chancelier a passion de ruiner, pourcequ'il a pris part aux intérêts de son Pere. Mais il esperoit que les deux jours expirez que le dit Chancelier, & les autres Commissaires avoient pris pour donner leur finale intention, il trouveroit des temperamens dont les uns & les autres auroient à se contenter, & il est probable qu'il ne se mécompte pas après les témoignages qu'il vient de donner de sa suffisance, & de son adresse à applanir, & à surmonter les difficultés qui se trouvoient en ce Traité, qui se rendroient d'autant plus difficiles que la haine qui est entre les Nations servoit à les ébranler. Il est à craindre que les Princes qui ont à partager la succession de Juliers & de Cleves, nourrissent en leur Cour une si grande aversion de l'un & de l'autre, qu'ils aiment mieux vider par l'épée leurs différends que de les soumettre à leurs amis, & l'un & l'autre d'entr'eux ayant

1645.

Plaisante réflexion sur la Religion.

Touchant la conclusion du Traité entre les deux Couronnes du Nord.

Apprehension d'une Guerre entre Brandebourg & Neubourg.

1645.

Politique de  
la France.

sa considération il n'y a point de parti à prendre que de n'en point prendre; & un chacun d'eux jugeant notre appui nécessaire, pour le mériter seroit soigneux de nous plaire. L'un d'entr'eux est Catholique & l'autre prend le chemin de s'accréditer & peut aider au contrepoids absolument nécessaire à la Maison d'Autriche. Il m'avoit échappé de vous dire comme l'on a fait réflexion sur le desir des Suedois, de faire union avec les Protestans & en exclure les Catholiques. Quand ils veulent que ceux-là, & les Protestans mêmes qui ont suivi les mouvemens de l'Empereur, n'interviennent à garantir le Traité qu'à sa prière, ils ne s'aperçoivent pas que l'Empire demeure divisé, & que nous le désirons uni pour maintenir leurs libertez. Car de l'union des Princes dépend leur repos, & est la vraie borne qui peut être opposée à la puissance de l'Empereur. Tant qu'il aura un Parti, il lui sera aisé de ruiner l'autre, & l'exemple des derniers Traitez éclaircit que son nom appuyé de quelque puissance se rend toujours formidable à ceux qui ne le veulent reconnoître. On pourroit ajouter que cela se fait connoître aux Dietes, & que pour le priver de l'avantage qu'il retiroit de celle de Francfort, combien de combats avez-vous donné & quelle adresse a-t-il fallu employer pour la separer? Presentement il faut travailler à lui lever le prétexte d'en former une, c'est bien votre intention & qui est approuvée de Sa Majesté, ainsi que vous aurez pu remarquer par ce qui est écrit ci-dessus. Il est à craindre, & c'est votre sentiment, que les Suedois ne seront pas si soigneux de satisfaire ponctuellement, à ce qu'ils ont promis au Prince de Transylvanie, qu'ils ne voudront pas que nous payions à leur acquit, en deduisant la somme avancée sur le subside qu'ils reçoivent de nous, nous n'avons pas droit de leur imposer. C'est une vérité constante & qui leur importe bien plus qu'à la France, que, si le dit Prince continue à faire la diversion qu'il fait, occupant les armes de l'Empereur, c'est un avantage à la cause commune, duquel la France se ressent autant qu'elle fait part du bon Parti, mais les Suedois qui recueillent celui-là en ressentent un bien plus puissant par le moi en qu'il leur acquiert d'étendre leurs conquêtes. Si l'Empereur étoit en Paix, que la Hongrie lui obéît, il en tireroit des forces & ne seroit pas obligé d'y en tenir; les unes & les autres seroient opposées aux Suedois qui ravagent le Païs hereditaire. D'où il faut conclure qu'il leur importe beaucoup de donner satisfaction à ce Prince avec lequel nous avons fait Alliance, & que nous avons assisté de notables sommes d'argent pour ne dédire pas les Suedois, & vous leur en ferez remarquer l'utilité, afin qu'eux aussi de leur côté pourvoient à ce qu'ils lui ont promis, sans quoi notre argent seroit mal employé.

Touchant les  
levées.

Quant à ce que vous mandez qu'on satisfasse à point nommé à ce que vous avez promis à Benninghausen; je puis vous dire qu'il ne reste plus rien à faire, que les ordres sont donnés; & pour l'argent, l'envoi du Commissaire & la reception des Soldats lorsqu'ils se rendront à Mayence. Je n'avois qu'à signer deux ordres & Monsieur le Tellier les autres, qui y apporte beaucoup de diligence. Pour la levée que vouloit faire un Comte de Nassau, nous ne l'avons pu accepter. Ce n'est pas que nous ne jugeassions bien qu'il seroit utile de doubler nos armées de Cavalerie comme d'Infanterie, mais il n'est pas possible que l'Etat apauvri & surchargé de tant de dépenses puisse fournir à cela. On n'a pas laissé, ainsi que je vous ai mandé, de faire

TOM. II. PART. II.

un effort pour paier à Madame la Landgrave quarante mille Risdalles, qui en a touché moiennant ce cent mille d'extraordinaire pendant cette année, & si on ne lui a pas levé l'esperance de faire encore pour elle. Déjà j'ai écrit à Monsieur d'Esdrades & à Brasset de se laisser entendre, l'un au Prince d'Orange & l'autre à Messieurs les Etats, combien la France est obligée à tous les témoignages de respect, de déférence & d'amitié qu'elle reçoit de cette Princesse, afin de leur insinuer de longue main qu'elle ne pouvoit abandonner ses interêts, & combien son Païs avoit souffert pour assister Monsieur de Turenne, & que se privant du moi en de prendre des quartiers laissant ses troupes jointes aux nôtres nous entrons en obligation de lui en moienner, sans néanmoins mettre en question ceux de l'Oostfrise, soit pour n'attirer pas un refus, que pour ne parler pas hors de saison d'une chose qu'on doit tenir pour assurée. De fait si à sa seule considération Messieurs les Etats ont accordé un interim d'un an, il y a lieu de croire qu'ils le continueront pour un autre aux instances de Sa Majesté.

En la Dépêche que je vous fais esperer j'y comprendrai tout ce que j'aurai oublié en celle-ci, & si je puis j'y joindrai l'envoi du Pouvoir tout tel que vous l'avez demandé. C'est subtiliser sans raison & établir une chose nouvelle que de forcer les Princes, à faire achever les Traitez par le nombre de ceux qui y sont déclarez y devoir intervenir. Le mot de *conjointement* ou *separement* n'est de nul poids. La maladie de votre Altesse ou de l'un de Messieurs vos Collegues ne doit pas interrompre le cours du Traité, mais pour faciliter toutes choses l'on s'y est volontiers accommodé. Je joins à cette Dépêche la copie de la Lettre que l'Electeur de Trèves a écrite à Sa Majesté, & la réponse qui y est faite afin que si vous jugez la lui devoir envoyer, vous le fassiez, & que je vous puisse être un prétexte pour le disposer à venir en personne à Munster, si vous jugez que sa présence soit nécessaire, & qu'elle puisse contribuer à avancer le service de Sa Majesté. Il demande la jouissance de son bien, la restitution de ses Places à l'exception de Philisbourg, & il voit bien qu'il faut ajuster cela même avec les Imperiaux qui lui detiennent Trèves & Hermentstein, & que cela doit faire partie du Traité. Pour le surplus, ce qu'il demande paroît accompagné de beaucoup de justice, & Sa Majesté est si remplie de cette vertu qu'elle auroit peine à le lui dénier, quand même il auroit fait ou dit quelque chose qui contrevint à ses premiers engagements, donnant à sa longue souffrance & au desir de sa liberté divers manquemens qu'il pourroit avoir fait, pourvu qu'il soit en effet le même qu'il a été pendant les années de sa prospérité, & celles de son injuste détention. C'est à vous, Monseigneur, & à nous Messieurs, à prendre les precautions qu'il convient & à si bien assurer Philisbourg, en cas que vous passiez quelque écrit avec lui, qu'il ne puisse servir de prétexte pour le demander, & que les termes ne soient pas aussi si clairs pour le retenir qu'il puisse croire que nous y pensions. Je suis &c.

1645.

Réflexions  
sur la Négocia-  
tion.

Q

LET-

1645.



## L E T T R E

DE LA REINE,

à Monsieur

L'ARCHEVEQUE,

DE T R E V E S.

A Paris, le 16. Août 1645.

*On ordonne aux Plenipotentiaires de France de veiller pour ses intérêts.*

MON COUSIN, &amp;c.

On ordonne aux Plenipotentiaires de France de veiller pour ses intérêts,

Votre Lettre du vingt-unieme du passé m'ayant appris quelle gratitude vous conservez envers moi des offices que j'ai passez pour votre liberté, &c. pour les choses que j'ai entreprises afin de vous l'acquérir, m'a été d'autant plus agreable, qu'ayant toujours beaucoup estimé votre vertu j'aurois eu grande peine qu'elle se fût diminuée, au moment que vous avez recouvert ce qui nous avoit été ôté avec injustice, &c. votre singuliere prudence nous faisant remarquer que c'est de l'ouvrage de Munster, que vous devez attendre l'entiere restitution de vos Etats. Je mande à mes Plenipotentiaires mon Cousin, le Duc de Longueville & les Sieurs Comtes d'Avaux & de Servien, de s'employer pour vos intérêts & avancer votre contentement. Pour ce qui est de soulager les Dioceses de Trêves & de Spire, desquels les Eglises vous sont commises, c'est bien mon intention, &c. de les affranchir, si faire se peut, de ce qu'elles souffrent pour la necessité de la Guerre. Je contribuerai beaucoup, & tout autant que le bien du service public le peut comporter, à vous faire reconnoître, &c. comme Prince Souverain Temporel & Spirituel dans les lieux que j'occupe, &c. faire connoître à ceux qui commandent, &c. dans les Places, que le plus agreable service qu'ils puissent me rendre c'est de ménager le Pais, &c. que vous jouissiez des Revenus & Châteaux, & Lieux qui vous appartiennent en toute liberté. Quand je pourrai faire davantage je n'attendrai pas que j'en sois recherchée, sans désirer de vous autre chose que la continuation de votre sincere affection & dependance vers cette Couronne, &c. comme l'amitié du feu Roi Monseigneur, envers vous, a été sans exemple, que vous donnerez la votre au Roi Monseigneur, mon fils, duquel vous recevrez la protection que son pere vous avoit promise, &c. comme je ne doute point que votre intention ne soit toujours de perseverer en vos premiers engagements, &c. d'en rendre des témoignages publics, aussi je

vous puis promettre que la France ne se départira jamais de ceux auxquels elle est entrée. Et pendant ma Régence je serai jalouse de faire valoir les promesses du feu Roi, tout ainsi que j'ai continué dans l'exécution de ses hauts desseins, &c. de ses entreprises. Je prie Dieu, Mon Cousin, qu'il vous ait en sa sainte & digne garde.

Signé

ANNE.

Et plus bas

DE LOMENIE.



## L E T T R E

D U R O I,

à Monsieur le Comte de

C O U R V A L.

A Paris le 19. Août 1645.

*Touchant les levées pour l'Armée d'Allemagne.*

MONSIEUR LE VICOMTE DE COURVAL,

Ayant fait traiter avec le Sieur Luther B. de Benninghauffen, pour lever pour mon service deux mille hommes de pied en deux Regimens de dix Compagnies chacun, &c. trois cens chevaux en un Regiment de cinq Compagnies de soixante-dix hommes. Et étant obligé d'ordonner pour rendez-vous des troupes la Ville de Mayence, parceque la levée &c. assemblée en sera faite non loin delà, désirant néanmoins, que ce rendez-vous ne tourne à aucune foule aux habitans de la dite Ville de Mayence, j'ai bien voulu vous le faire savoir par cette Lettre, &c. vous dire, par l'avis de la Reine Regente Madame ma Mere, que vous ayez à faire recevoir les Officiers, &c. Soldats des dites troupes à mesure qu'ils arriveront en la dite Ville de Mayence, soit au nombre de deux ou trois cens ou moindre ou plus grand, tant de cheval, que de pied, en différentes Compagnies, ou autrement que vous leurs donniez logement soit dans la dite Ville soit aux faubourgs d'icelle, s'ils y peuvent être avec commodité &c. sûreté, que, pour empêcher qu'il n'arrive aucune surprise sous prétexte du rendez-vous, ceux qui vous meneront chaque troupe vous porteront le seing, &c. cachet du Sieur de Benninghauffen, lequel vous confronterez à ceux qui vous seront envoyez par la présente, &c. étant semblables vous les recevrez sans difficulté, que vous fassiez fournir les vivres necessaires aux dites troupes en païant, &c. afin qu'elles en aient le moien j'envoie presentement un Commissaire à Mayence, avec le fonds necessaire pour faire payer à chaque soldat à pied six sols, &c. à chaque cheval léger dix sols outre le foin, &c. l'avoine qui sera fourni pour son cheval par les soins du dit Commissaire, &c. quant aux Officiers à la proportion

1645.



1645. portion accoutumée, le tout en attendant le payement de la Montre, qui sera faite aussi-tôt qu'il y aura un Corps assemblé, & pour occuper les dits gens de guerre & les aguerrir, je trouve bon & desire que vous leur fassiez faire garde, & toutes les autres fonctions militaires, sans néanmoins les envoyer hors de ladite Place, jusques à ce qu'ils soient en Corps de Regimens, & ayent fait la montre, vous recommandant de prendre un soin particulier de leur subsistance, & conservation jusques à l'accomplissement de leurs levées qui doit être parfaite, dans quatre mois au plus tard qui commenceront environ le quinzième Septembre prochain, & me rendre compte de ce qui s'avancera, comme aussi à mon Cousin le Duc d'Anguien, & en son absence à mon Cousin le Maréchal de Turenne, afin que les dits Regimens reçoivent ordre de ce qu'ils auront à faire pour joindre mon Armée d'Allemagne, tenant cette levée autant secrète qu'il se pourra afin qu'elle ne puisse être traversée. Et sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur le Vicomte de Courval, en sa sainte garde.

*Signé*

LOUIS.

Et plus bas

LE TELLIER.



## L E T T R E

De Monsieur

LE TELLIER,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

DE FRANCE.

A Paris, le 19. Août 1645.

*Touchant les levées.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

J'Ai reçu la Lettre qu'il vous a plu me faire l'honneur de m'écrire, avec une copie de la Capitulation que vous avez faite, au nom du Roi, pour la levée de deux Regimens d'Infanterie, & un de Cavalerie, ensemble le projet du Brevet qui y étoit joint. J'en ai rendu compte à la Reine qui a entièrement approuvé ce que vous avez fait en cela, Sa Majesté ne doutant point que vous n'ayez eu tout l'égard qui se pouvoit au ménage de l'argent du Roi. Aussi m'a-t-elle

TOM. II. PART. II.

commandé de vous assurer qu'il ne fera rien omis de sa part pour l'accomplissement du Traité, pour quoi j'apporterai aussi de mon côté tout ce qui pourra dépendre de moi en execution des ordres de Sa Majesté.

Vous vous servirez, s'il vous plaît, de la Lettre de change de vingt-mille Rixdalles, qui vous a été ci-devant envoyée, & de celle de pareille somme que l'on a aussi envoyée à Monsieur de Beauregard, laquelle lui est à présent inutile, la proposition qui avoit été faite pour une levée de ce côté-là n'ayant point eu d'effet. Quant aux quatorze mille quatre cens Rixdalles restant, je vous en enverrai une Lettre de change au premier jour payable à Amsterdam.

J'ai déjà envoyé une Lettre du Roi à Monsieur de Vautorte, pour Monsieur le Vicomte de Courval, aux fins de recevoir dans Mayence, les hommes qui y seront envoyez, après toutefois qu'il aura le seing, & le cachet de celui qui en a entrepris la levée, & l'on a au même tems choisi un Commissaire des guerres pour les enrôler, & leur faire fournir la subsistance à la raison portée par le Traité, & ce du fonds qui a été envoyé par une Lettre de change au dit Sieur Vautorte.

Je joins à cette Lettre l'expédition du Brevet que vous trouverez conforme au projet, le nom a été laissé en blanc qu'il vous plaira de faire remplir, comme aussi dans les Commissions de Colonel, & Lieutenant Colonel d'Infanterie, que je vous envoie, n'ayant pas jugé nécessaire d'en expedier pour le Regiment de Cavalerie, pource qu'en raturant le mot de cinquante hommes dans celles, que je vous ai adressées, & y mettant celui de soixante & dix, ainsi qu'il est besoin de faire, le mot de dix où il y avoit vingt dans celle de l'Infanterie, les unes & les autres pourront servir.

Sa Majesté persevere toujours de ne point augmenter la Cavalerie de son armée d'Allemagne, pour y avoir un nombre suffisant de Compagnies de cette qualité-là; aussi ne desire-t-elle pas qu'il en soit envoyé plus de cinq de la part que vous savez. Mais elle trouve bon que vous assuriez celui qui les fait que lorsqu'elle en aura besoin elle se servira très-volontiers de lui pour en faire mettre sur pied. Je suis & serai toujours avec autant de passion que de verité &c.

Je vous adresse pourtant une semblable Lettre pour le dit Sieur de Courval, en laquelle le personnage n'étant pas nommé il vous plaira de l'y faire remplir.

1645.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

D E F R A N C E.

A Paris, ce 19. Août 1645.

*Victoire du Duc d'Anguien sur le Danube. Prise de Nortlingue. Soins pour renforcer l'armée. On les charge de maintenir la Landgrave dans ses bonnes inclinations, & d'adoucir son ressentiment contre la Cour. Touchant les Commissions pour les levées. La France incline toujours à la Paix, mais elle doit lui être avantageuse. La France se flatte de l'Alliance du Roi de Pologne. Ressentiment de la Cour contre Monsieur le Senateur Bellitia, & sur tout contre la conduite de Madame de Savoye. Affaires d'Angleterre.*

## MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

Victoire du  
Duc d'An-  
guien sur le  
Danube.

SAns doute la renommée & en suite les Lettres de Monseigneur le Duc d'Anguien, vous auront appris qu'il a combattu l'armée de Baviere, & remporté sur elle une signalée victoire auprès du Danube, où les armes de l'Empereur, de la Ligue & du Roi Catholique, avoient autrefois triomphé de celles de Suede. Sans qu'elles y ayent eu de part, celles de Sa Majesté & de Madame la Landgrave en ont eu leur revanche; ainsi au milieu de l'Empire la puissance de la France se va faire craindre. Je retranche les discours inutiles que je vous pourrais faire exaltant cette victoire, & vous racontant le détail de ce qui s'y est passé, jugeant bien que les Relations, que le même Monsieur d'Anguien, ou les Officiers Hessiens, auront dressé, vous auront été présentées. Je ne laisse pourtant pas de vous en envoyer quelques exemplaires, de celles que nous avons imprimées, la lecture desquelles vous apprendra, confrontée aux autres, que nous avons plutôt diminué qu'augmenté le succès que nous avons eu. A peine donnons-nous un jour à la journée, & ce n'est pas un petit signe de notre modestie de la designer sous celui de Nortlingue, puisqu'en ce même lieu ayant été données deux sanglantes batailles, le ressouvenir du gain de la premiere qui fut rem-

portée par l'ennemi rendra la dernière plus éclatante. Le fruit a été la prise de Nortlingue, qui seroit accompagnée de plusieurs autres avantages si l'armée de Sa Majesté étoit renforcée d'un Corps considerable d'Infanterie, qui lui pût permettre d'entreprendre sur d'autres Places, auxquelles il faut un prétexte & donner de l'apprehension pour les faire reprendre leur liberté. Sa Majesté s'y employe avec tous les soins imaginables, & avec tant de fruit que dans la fin de ce mois quatre mille hommes de pied seront en lieu d'où il sera facile de se rendre à l'armée. Le Comte de Saligny en commande deux mille, Saubeuf mille, & mille Irlandois sont déjà avancez. On a essayé d'en débaucher, le dessein s'est presque formé, mais il y a été assoupi & il y a lieu de se promettre de grands services des forces qu'on a levées, en déclarant qu'elles étoient destinées de passer en Allemagne. Il ne faut plus dire que c'est abandonner le Rhin, il est question de se loger sur le Danube. L'exemple de Koningsmarck qu'on a épargné dans la Relation, de crainte qu'en frappant trop fort sur lui il en tombât quelque chose sur la Suede, a presque été suivi par Gheise, & quoiqu'il ait part à la Victoire, & qu'on n'oublie ni gratification ni belles paroles pour le convier de demeurer en l'armée, on craint toujours qu'il s'en retire, & que ne se donnant pas le tems d'attendre l'arrivée des troupes elle seroit trop foible pour entreprendre. A ce mal on ne trouve point de remede que de passer des offices pressans envers Madame la Landgrave & la favoriser en ses petits intérêts, à ceux-ci on y a déjà pourvu d'une somme de cent mille livres. Il reste à employer les autres pour obtenir de sa prudence, autant que de sa generosité, que ses troupes demeurent jointes aux nôtres, non pas pour toujours, mais pour le tems qui reste à s'écouler de ce mois, ce qu'elle a déjà consenti, & pour le prochain le progrès & le maintien des armes Françoises en Allemagne entre le Necker & le Danube, est un puissant boulevard pour sauver de toute invasion les Etats de Hesse, & Sa Majesté se persuade que mettant cela en consideration, cette Altesse se conformera à ce qu'on desire d'elle. Vos Lettres n'y seroient pas inutiles, vous êtes conviez de ne les pas épargner & que vous, Monseigneur, qui avez eu toujours beaucoup de part avec cette Princeesse, adoucissiez ce qu'elle sent de quelques paroles fortes qui se trouvent en une Lettre de Monseigneur le Duc d'Anguien. Quand Polhelem les a voulu relever en s'adressant à son Eminence, il n'a pas été satisfait, j'étois present quand il lui fit entendre les mouvemens & le vrai sens, & combien il importoit à cette Altesse, que les armes de France prospérassent au delà du Rhin. Le dit Polhelem promit d'écrire qu'il n'étoit pas fâché d'apprendre de bonne part ce qui avoit été résolu en faveur de sa Maîtresse à son avantage, que son Général Gheise étoit gratifié d'une pension de deux mille écus dont, en lui baillant le Brevet, on le payoit à l'avance de l'année, & le Landgrave Ernest, d'un *aiuto di costa* de quinze cens écus qui ont aussi été envoyez, & qu'il touchera au premier jour.

La suite de cette Lettre fera d'accuser la réception de la votre du cinquième du courant, qui me fut rendue le quinzième & que Monsieur le Tellier a satisfait au memoire que vous lui avez envoyé, lequel m'a promis de me remettre les Commissions d'Infanterie, & de Cavalerie que vous demandez, & le Brevet concerté avec Monsieur de Benninghaussen, & quant

1645.

Prise de  
Nortlingue.Soins pour  
renforcer  
l'armée.On les charge  
de maintenir  
la Landgrave  
dans ses bon-  
nes inten-  
tions, &  
d'adoucir son  
ressentiment  
contre la  
Cour.Touchant les  
Commissions  
pour les le-  
vées.

1645. quant au Paiement qui lui doit être fait de vingt mille Risdalles, & de quatorze, outre les vingt que vous avez eus pour lui, il y a déjà été pourvu, & présentement j'écris à Monsieur de Beauregard, de vous en remettre vingt-mille que je lui avois envoyées pour le Comte de Nassau, étant probable qu'il n'aura pas arrêté de condition avec lui, Sa Majesté, ainsi que je vous ai mandé, n'ayant pas voulu consentir à une levée de Dragons ni de Reîtres, & afin qu'il y apporte moins de difficulté je lui mande que si le dit Comte se disposoit d'entrer au service, sous les conditions que nous avons proposées, que cela ne l'arrête & qu'en lui envoyant l'agrément de son Traité, je ferai pourvoir à l'argent de la levée pour les quatorze mille restant, dès demain j'en expédierai l'ordonnance & ferai traiter avec Hœuff pour les remettre à Amsterdam, & réitérerai son ordre que je vous adresserai ou à Brasset, afin qu'à jour nommé il s'exécute. - Pour les autres ordres, déjà il a été écrit au Vicomte de Courval, Gouverneur de Mayence, à Monsieur de Vautorte Intendant, de tenir la main à ce que ceux arrêtés entre vous & le dit Benninghausen soient exécutés & observés, & il n'y sera en rien manqué. Si la Lettre, que vous avez écrite à Monsieur le Duc d'Anguien, lui a été rendue avant qu'il ait combattu, elle pourra avoir aidé à lui en faire chercher l'occasion, & Dieu a pourvu par cette victoire à ce qui étoit à craindre, & dont nous étions menacés. L'office que vous voulez passer pour obliger Koningsmarck à se rejoindre est inutile, & Monsieur d'Anguien ne s'étant point contraint d'en parler, & lui reprocher sa mauvaise conduite l'aura entièrement éloigné de lui, & sur ce fondement nous agissons, pressant les Hessiens de demeurer, & nos troupes d'avancer, afin que l'armée n'affoiblisse, & qu'elle puisse demeurer en action, de sorte ou qu'elle s'empare des Places qui séparent les autres ou qu'elle empêche Bavière, de former un nouveau Corps. Sa défaite me fait souvenir de belles propositions de ses Plenipotentiaires, il aura éprouvé que la France a des ressources que les autres Etats n'ont point, & que les mêmes troupes qu'il se vantoit d'avoir dissipées ont aidé à battre les siennes.

La France incline toujours à la Paix, mais elle doit lui être avantageuse.

Pour avoir remporté cet avantage nous ne sommes pas plus éloignés de la Paix, les conditions s'en rendroient plus difficiles si Dieu permettoit que ce succès fût suivi de plusieurs de pareille nature, ce que doivent apprehender ceux de Bavière, lesquels ne sauroient demander neutralité & ne donner point de Places de sûreté de sa foi, ce qui a toujours été proposé par les Suédois. Si leur Traité est conclu avec le Dannemarck, ainsi qu'il y a lieu de le croire, ils seront en puissance de faire de grands progrès en l'Empire; toutes choses y concourent & l'irruption du Transylvain, & la disposition du Roi & de la République de Pologne, de s'allier avec la France, & de faire communs amis & ennemis. Selon les Lettres de Monsieur de Bregy, en date du treizième du passé, qui m'en promettent une seconde à la huitaine, & peut-être l'envoi d'un exprès, j'ai sujet de croire que les Ambassadeurs que le Roi envoie pour traiter les conditions de son Mariage, & en solenniser les Epousailles doivent être en chemin, & selon la connoissance que j'ai de la manière d'agir du Duc de Bavière, vous ferez bientôt rechercher par ses Députés, ou son Confesseur se rendra en cette Cour, auquel il pourra éviter cette peine s'il se veut souvenir de ce qui lui a été répondu, que c'est à Munster,

& non pas ailleurs, qu'on veut entendre parler des différends, & intérêts des Princes de l'Empire.

Senantès prenant congé de la Reine fut bien surpris quand elle lui reprocha la mauvaise conduite de Madame. Il part demain & bien résolu de detromper cette Altesse de ce que son Ambassadeur lui avoit fait espérer que l'affaire de Bellitia s'accommoderoit. J'apprens par votre Lettre qu'il a changé de résolution, sur l'arrivée de l'Ordinaire. Il eût été à fouhaiter qu'à une faute qui est survenue, il en eût ajouté une de son caprice, & qui eût pu donner lieu à le châtier. S'il eût suivi sa pensée, la France eût eu un avantage de l'avoir éloigné du lieu, où il peut nuire, mais elle n'eût pas été satisfaite puisqu'elle ne se fût pas trouvée avoir manqué de respect, & pour avoir osé avancer des discours qui sont autant opposés au bien de la Maison de Savoye, que contraires à l'achèvement du Traité général.

Vous aurez sans doute été avertis comme la mauvaise fortune continue à se faire sentir au Roi de la Grande Bretagne, duquel les affaires se soutiennent un peu du côté de l'Ecosse, mais si légèrement qu'il n'en peut pas espérer son rétablissement en sa dignité. Sans doute aussi le Sieur Brasset vous aura rendu compte de ce qu'il a fait en exécution de vos ordres depuis son arrivée à la Haye. Il est fâcheux que Messieurs les Etats tardent de faire comparoître leurs Députés en l'Assemblée. Mais c'est leur coutume à des Etats Républicains d'être lents à se résoudre, & toujours incertains de ce qu'il leur convient de faire. Je suis &c.

Resseintiment de la Cour contre Monsieur le Senateur Bellitia & sur tout contre la conduite de Madame de Savoye.

Affaires d'Angleterre

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, le 19. Août 1645.

*Affaire des trois Evêchez de Metz, Thoul, & Verdun. Leurs joins pour maintenir l'Electeur de Brandebourg. Et le Duc de Bavière. Avantages de l'armée en Allemagne. Leurs plaintes contre le Général Koningsmarck. Touchant la Négociation. Et la liberté du Prince Edoïard de Portugal. Ils donnent le Passeport demandé par Monsieur Krebs.*

MONSIEUR,

LA première chose, sur laquelle nous avons à répondre à votre Dépêche du cinquième,

Affaire des trois Evêchez de Metz, con-

1645.

Thoul, &  
Verdun.

concerne les Evêchez de Metz, Thoul & Verdun. Nous sommes toujours dans le même sentiment de n'en ouvrir en aucune façon le discours, & de voir premierement comme quoi nos prétentions réussiroient pour la satisfaction de la France, d'autant que si on accorde beaucoup, nous estimons que ce seroit donner jalousie aux Etats de l'Empire de leur faire voir que nous desirons, outre cela, acquérir la Souveraineté de trois Villes, qu'ils croient en dépendre; & ils auroient sujet de craindre que dans la suite du tems nous voulussions faire la même chose de ce qui nous demeurera par le présent Traité. Que s'il se trouvoit de si grandes difficultez pour avoir ce que nous pretendons, que l'on jugeât qu'il falût se relâcher de quelque partie, alors il faudroit comme par composition demander la renonciation dont vous nous parlez, mais il nous semble qu'en nul cas on ne doit empirer la condition en laquelle le Roi tient les dits Evêchez, & nous rejeterons toutes les propositions qui en pourroient être faites, & empêcherons, s'il est possible, qu'il en soit parlé, si ce n'est que nous trouvions moyen d'y acquérir quelque nouvel avantage.

Leurs soins pour maintenir l'Eleveur de Brandebourg dans ses bonnes intentions. Et le Duc de Baviere.

Nous ne manquerons pas de continuer nos soins pour maintenir l'Eleveur de Brandebourg, & les Ambassadeurs dans la bonne intention qu'ils ont témoignée jusques à présent.

Nous en faisons de même avec ceux de Baviere qui nous ont fait entendre que leur Maître est fort alarmé d'un avis qui lui a été donné de France, qu'on ne vouloit assurer la Dignité Electorale qu'en sa personne. Sur quoi nous leur avons dit n'en avoir reçu aucun ordre, mais que nous leur pouvions dire franchement que selon qu'il se portera dans les interêts de la France, nous agirons dans les siens.

Les Visites qu'ils nous ont faites ont jetté un grand soupçon dans l'esprit des Imperiaux, qui s'imaginent que nous sommes en traité avec les dits Bavaois. C'est un bon effet que celui-là; mais les Imperiaux essayent par tous moyens d'en donner aussi ombrage à nos Alliez, & comme nous avons été incontinent avertis de leurs pratiques, nous y avons apporté les remèdes necessaires.

Avantages de l'armée en Allemagne.

La signalée Victoire que Monsieur le Duc d'Enguien a remportée sur leur armée éclaircit pleinement nos amis sur ce sujet. Nous nous rejoignons avec vous, Monsieur, de ce succès si important contre une armée qui seule étoit l'esperance du rétablissement des affaires de l'Empereur. Le renfort qu'on a destiné pour celle de Sa Majesté y fera plus necessaire que jamais, & d'y être conduit en diligence pour pouvoir profiter du gain de cette bataille, & ce d'autant plus que les Hessiens parlent de retirer déjà leurs troupes.

Leurs plaintes contre le Général Koningsmarck.

Nous ferons favoir aux Suedois & sentir le peu d'assistance qu'ils ont donné à mon dit Sieur le Duc, Koningsmarck s'en étant si-tôt retiré, quoi qu'il a fait depuis montre que nulle nécessité ne l'appelloit ailleurs, & que le feu Roi les ait secouru d'armées entieres quand ils en ont eu besoin.

Touchant la Négociation.

L'ordre qui nous est prescrit pour la Négociation sera suivi, & il y a lieu d'esperer que les Médiateurs nous seront favorables en ce dessein pour les raisons que vous marquez.

Nous croyons bien aussi qu'il est à propos d'éviter de traiter plus par écrit avec les Espagnols, comme vous nous mandez que c'est la volonté de leurs Majestez. Il a été satisfait à ce qu'on nous a mandé touchant

l'Ambassadeur de Savoye &amp; le Sieur de Bellitia.

1645.

Et la liberté du Prince Edouard de Portugal.

Quant à la Lettre de l'Ambassadeur de Portugal, nous jugeons qu'il se persuade fort ce qu'il desire. Nous avons fait les instances pour la liberté de l'Infant Edouard, & en avons parlé aux Médiateurs; nous ajouterons volontiers cette demande, qu'au moins il soit remis entre les mains de l'Empereur, & qu'il soit accordé un saufconduit aux dits Sieurs Ambassadeurs. Mais comme présentement toute la Négociation est surmise, & que nous attendons réponse à nos propositions, il est besoin que ces Messieurs aient patience, & nous laissent prendre le tems de faire les offices qu'ils desirent de nous, dont il est à craindre que les succès ne répondent pas à toutes leurs esperances.

Nous donnerons à Monsieur Krebs la Lettre & le Passeport que vous nous adressez pour lui, & vous remercions du soin qu'il vous a plu d'en prendre. Nous sommes &c.

Ils donnent le Passeport demandé pour Monsieur Krebs.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, ce 25. Août 1645.

MONSIEUR,

N'Ayans pu achever notre Dépêche auparavant le partement de l'Ordinaire, nous avons résolu de vous la faire tenir par un Exprès qui suivra le Messager, & se rendra auprès de vous peu de jours après lui.

Ce mot donc servira seulement pour vous en donner l'avis, & vous tirer de la peine en laquelle vous eussiez pû être, si vous n'eussiez reçu aucune chose de notre part. Nous sommes &c.

LET:



1645.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, le 28. Août 1645.

*Ils ménageront les Brandebourgeois. Et les Bava-  
rois aussi. Un des  
Plénipotentiaires François part  
pour Osnabrug. Cause de ce vo-  
yage, ses remarques durant son  
séjour sur la conduite des Suedois.  
Les Suedois souhaitent d'abaisser  
l'autorité Electorale. Leurs rai-  
sons là-dessus. Ils trouvent à  
redire sur le traitement accordé  
par les François aux Députés de  
Baviere. Division parmi eux.  
Prétensions du College Electoral.  
Celles des Princes & des Villes.  
Les Suedois les appuyent. Ré-  
flexions sur ce qu'il y aura à  
craindre. Le Plénipotentiaire  
François fait diverses remontran-  
ces aux Députés Allemands. El-  
les sont fort bien reçues. Les  
Suedois font semblant d'en être  
contens. Incertitude de Mon-  
sieur Servien sur les intentions  
des Suedois. Son discours avec  
Monsieur Oxenstiern. Le Sue-  
dois veut que le Royaume de Bo-  
hème soit électif. Desseins de la  
Maison d'Autriche selon son ju-  
gement. Le Suedois cherche à  
justifier son entrée en Allemagne.  
Réponse de Monsieur Servien.  
La Suede proteste qu'elle souhaite  
la Paix. Entretien de Monsieur  
Servien & de Monsieur Salvius.  
Réflexions de Monsieur Servien.  
Monsieur Servien relève aux Sue-  
dois les progrès du Duc d'En-  
guen. Prétensions de la Cou-  
ronne de Suede.*

MONSIEUR,

Nous ne répondrons point aux deux pre-  
miers articles de votre Dépêche du dou-  
zième, parce que nous croyons y avoir satis-  
fait par nos précédentes.

Pour ce qui regarde les Ambassadeurs de  
Brandebourg, nous les ménageons toujours  
aini qu'il nous est ordonné, & nous recon-  
noissons qu'ils agissent aussi bien & avec autant  
de correspondance avec nous qu'il se peut sou-  
haiter. Nous estimons qu'une occasion qui se  
présente attachera encore plus à nous le Comte  
de Witgenstein, qui est le Chef de l'Ambassa-  
de. C'est qu'un de ses Freres, qui étoit Colo-  
nel dans l'armée de Monsieur de Turenne, é-  
tant mort en la dernière bataille que Monsieur  
le Duc d'Enguén vient de gagner, il demande  
pour un autre de ses Freres, qui est Lieutenant  
Colonel dans la même armée, la pension qu'a-  
voit le défunt.

Cette grace sera bien employée, & s'il plaît  
à Sa Majesté de l'accorder, vous nous en en-  
voyerez les expéditions, afin que les mettant es  
mains du dit Sieur Comte de Witgenstein, la  
Maison entière puisse être obligée à la Fran-  
ce.

Il ne nous est pas malisé de ménager les  
Ambassadeurs de Baviere, puisqu'ils se présen-  
tent eux-mêmes, & principalement depuis la  
dernière victoire, témoignans de la part de  
leur Maître une grande disposition à la Paix, &  
même pour ce qui touche les intérêts de la  
France pour ce Traité.

Nous aprenons par la Lettre de Monsieur le  
Cardinal, qu'il agréé que nous fassions quelques  
offres au Lieutenant Colonel de Lunébourg,  
lesquelles ensuite nous avons faites, & vous en  
manderons le succès par le premier Ordinaire.

Nous avions ci-devant résolu de faire deux  
de nous le voyage d'Osnabrug, mais le dernier  
ayant été arrêté par une indisposition, a cru y  
devoir aller quelques jours après le retour du  
premier, pour ôter à Messieurs les Ambassa-  
deurs de Suede tout prétexte de plainte; à cau-  
se qu'ils nous avoient rendu conjointement la  
dernière visite, & qu'ils prennent garde de fort  
près à ces petites formalitez, joint que ne vo-  
yans encore personne de la part du Roi auprès  
d'eux, ni aucun Médiateur qui les entretienne,  
nous avons cru nécessaire de les faire souvent  
visiter, de crainte qu'ils ne s'ennuyent, &  
n'augmentent leur jalousie, voyant que de tems  
en tems les Députés qui sont ici ou les Média-  
teurs nous font de nouvelles ouvertures, sans  
que personne s'adresse à eux, ni qu'on leur  
parle de rien. C'est pourquoi nous y renvoye-  
rons encore sans manquer dans un jour ou deux  
Monsieur de Saint Romain.

Quoi que celui qui les a visités en dernier  
lieu, n'ait été chargé d'aucune Commission  
particulière, néanmoins y ayant apparence que  
les affaires se disposent assez bien du côté de nos  
Parties, & que ce que nous avons le plus à  
craindre est qu'une diversité de prétensions ou  
d'intérêts ne fasse naître des difficultez parmi  
nous ou des longueurs, même lors qu'elles com-  
mencent à cesser de la part de nos ennemis,  
nous avons trouvé à propos qu'en faisant son  
compliment, il essayât de pénétrer le plus avant  
qu'il lui seroit possible dans les sentimens de  
nos Alliez, & des autres Députés qui compo-  
sent l'Assemblée d'Osnabrug.

Dans le peu de séjour qu'il y a fait, il a re-

Ses remar-  
ques duras

1645.

Ils ménage-  
ront les Bran-  
debourgeois.

Et les Bava-  
rois aussi.

Un des Plé-  
nipotentiaires  
François  
part pour  
Osnabrug.  
Cause de ce  
voyage.

1645.

son séjour sur  
la conduite  
des Suedois.

Les Suedois  
souhaitent  
d'abaisser  
l'autorité  
Electorale.

marqué que, sur le differend qui est encore entre les États de l'Empire, pour la forme de leurs délibérations, les deux Colleges des Princes & des Villes sont joints ensemble contre celui des Electeurs.

Que Messieurs les Ambassadeurs de Suede adherent presque en toutes choses à ces deux Colleges, leur opinion étant qu'il les faut élever autant que l'on pourra pour abaisser la trop grande autorité, que les Electeurs ont usurpée depuis quelques années, laquelle ils ne croient pas moins préjudiciable à l'Empire que celle de l'Empereur même, à cause qu'ils sont plus dependans de lui, & que ç'a été jusques ici un artifice de la Maison d'Autriche, qui, pour venir plus facilement à bout de l'Usurpation qu'elle projette de longue main, tâche de flatter le College des Electeurs, & de l'élever au préjudice des deux autres, afin d'abaisser & affaiblir plus aisément tous les trois, après avoir commencé de détruire les uns par les autres.

Leurs raisons  
là-dessus.

Ils remarquent encore que tous les Electeurs, hors celui de Brandebourg, sont ennemis des deux Couronnes. Il y a non seulement diversité d'opinions & d'intérêts entre les deux derniers Colleges, & celui des Electeurs, mais grande jalousie & animosité, ceux là se plaignans des honneurs nouveaux que nous avons faits aux Ambassadeurs des Electeurs, ne veulent point nous imiter ni leur donner de l'Excellence, pour n'introduire pas une forme nouvelle dans leurs Assemblées, & pour ne consentir pas à une trop grande difference qu'ils disent que nous avons voulu établir entre eux. C'est ainsi qu'au lieu de nous savoir gré de l'intention, que nous avons eu d'obliger tout l'Empire, en la Personne des Princes qui y tiennent le premier rang, ils s'imaginent de recevoir préjudice de cette introduction.

Ils trouvent  
à redire sur  
le traite-  
ment accordé  
par les Fran-  
çois aux Dé-  
putez de Ba-  
viere.

Messieurs les Suedois adherent en cela, & veulent trouver à redire que nous ayons traité Baviere de cette sorte, disans qu'en tout cas ce traitement n'étoit dû qu'à ceux qui représentent le College Electoral où il y a un Roi. Mais comme cette opinion procede plutôt de la haine, qu'ils ont contre ce Prince que de la raison, il n'a pas été malaisé de leur faire comprendre que la couverture, qu'ils prennent pour autoriser ce qu'ils ont fait eux-mêmes, en faveur de Mayence & de Brandebourg, n'est pas bonne, puisque ce ne sont point les vrais Députez du College Electoral, qu'ils n'en font que les Subdeleguez, & que l'on fait bien que le Roi de Boheme, quoique septieme Electeur, n'a point de part aux Diettes ni aux délibérations qui se font pour les affaires de l'Empire.

Division par-  
mi eux.

L'averfion & la méfiance qui s'est glissée entre eux est si grande, qu'elle fait rejeter aux uns tout ce qui vient de la part des autres; ce qui est cause qu'ils n'ont pu encore convenir d'un expedient pour deliberer sur notre proposition.

Prétensions  
du College  
Electoral.

Celles des  
Princes & des  
Villes.

Les Electeurs voulant que les trois Colleges soient assemblés en un même lieu, & offrant pour cet effet Munster, après qu'ils auront été quelque tems à Osnabrug, & les autres craignans que ce ne soit un moyen pour les établir à Munster pour toujours, cette crainte étant augmentée par celle des Suedois, rejettent cette offre comme contraire au Traité préliminaire, & soutiennent que comme l'Assemblée est partagée en deux lieux, & qu'en chaque lieu il y a divers Commissaires de l'Empereur, il faut aussi que les trois Colleges soient partagez, afin que la moitié de chaque College soit à Munster & l'autre à Osnabrug, quoique les Electeurs,

pour appuyer l'opposition qu'ils font à cette ouverture, disent que c'est pour empêcher la division des États de l'Empire, & la longueur que le partage apporteroit aux affaires. Néanmoins ils soutiennent si vivement leur opinion, sans avoir voulu jusques à présent répondre aux expedients qui leur ont été proposés de la part du College des Princes, qu'ils donnent sujet de croire que, pour plaire à l'Empereur, ils auroient envie de transporter l'Assemblée des États de l'Empire dans un lieu tiers comme préjudiciable aux intérêts des deux Couronnes, & en quelque façon contraire au Traité préliminaire, qui semblent exiger, qu'aux mêmes lieux où il y a des Commissaires de l'Empereur, il y ait aussi des Députez des États, afin qu'on puisse traiter en même tems les uns avec les autres, puisque nous avons toujours soutenu que les uns ne peuvent rien sans les autres.

Quelques-uns avoient proposé que, sans s'arrêter plus longtems à la forme des délibérations, on entrât d'abord dans la matiere, & qu'on délibérât en l'état que se trouvent les Députez, sans leur faire changer de demeure. Mais, outre les autres inconveniens qui se rencontrent, il y a apparence que cette proposition vient des Suedois, ou du moins est faite à dessein de les favoriser, parce qu'ayans ci-devant pris grand soin de faire aller à Osnabrug presque tous les Députez des Provinces & des Villes qui se trouvent à présent, ils tireroient tout l'avantage de cette résolution, & il seroit d'autant plus grand qu'après avoir renoncé, pour les obliger, à celui que nous avons reçu de la premiere délibération faite à Langerick, il sembleroit que la chose ayant été contestée, nous aurions été contraints de nous en departir, non seulement pour établir une entiere égalité entre nous, mais pour leur ceder la prerogative d'avoir auprès d'eux le plus grand nombre des Députez.

Cet Avantage, qui ne regarde que l'exterieur, n'étoit pas encore tant à craindre, que la division continuelle qui eût été entre les deux Assemblées, si celle de Munster n'étoit aujourd'hui composée que de Députez Catholiques, & celle d'Osnabrug de tous les Protestans, les choses fussent demeurées en cet état, & malaisément eussent-ils jamais pu être d'accord sur les points qui touchent tant soit peu la Religion; & les Résolutions de celle de Munster se trouvant toujours contraires aux prétentions des Protestans, ils se fussent aisément persuadés que ne faisant part de cette Assemblée, nous aurions été contre eux. Ce qui auroit augmenté l'apprehension qu'ils ont déjà que nous voulons abandonner leurs intérêts, & les auroit plus étroitement unis aux Suedois, qu'ils semblent regarder comme leurs seuls protecteurs. C'est pourquoy, sans témoigner de notre côté aucune jalousie du dessein que les Suedois peuvent avoir eu de s'avantager en ce rencontre, on s'est seulement servi de la dernière consideration pour se garantir des deux inconveniens, & on a fait comprendre à quelques Députez de l'Assemblée, combien, pour conserver l'union entre eux, & prévenir une dangereuse contrariété d'opinion & d'intérêt, il est nécessaire qu'il y ait un égal nombre de Députez Catholiques & Protestans en chacune des Assemblées. On leur a fait même reconnoître la nécessité, qu'il y a que le plus grand nombre des Protestans soit à Munster plutôt qu'à Osnabrug, parce que les Suedois étans de même Religion qu'eux apuyoient hardiment leurs prétentions, au lieu qu'ici la bienfiance ne leur permettant pas de parler en leur faveur, ni de proposer leurs demandes, il importe

1645.

Les Suedois  
les appuyent.

Reflexions  
sur ce qu'il y  
aura à crain-  
dre.

Le Plénipo-  
tentiaire  
Francois fait  
diverses re-  
montrances  
aux Deputez  
Allemands.

1645.

porte qu'elles y soient faites & soutenues par eux-mêmes, afin que nous nous servions de leurs raisons aux occasions où ils en auront de bonnes, & que nous les fassions goûter aux Médiateurs & au reste de l'Assemblée, comme Entremetteurs & amis que comme Parties.

Que l'envie que nous avions de les rendre par ce moyen témoins de notre conduite, étoit une preuve certaine de la résolution de les assister en tout ce qui nous seroit possible.

Que nous considérons les Protestans d'Allemagne comme nos freres, separez à la verité de créance, mais unis avec nous d'affection & d'intérêt, au lieu que la plupart des Catholiques sont à notre grand regret nos Ennemis, quoique la charité & la communion d'une même Eglise nous rendent aussi tous freres.

Que cela nous oblige bien de marcher avec retenué dans tous les points où la Religion peut être intéressée, mais ne doit pas faire douter nos amis de notre assistance en tous les autres, ni que, dans les differends qui naîtront pour ceux-ci, nous n'appuyions les expediens raisonnables d'accommodement qui seront proposés.

Elles font fort bien reçues.

L'on fut le même jour que ce discours ayant été communiqué à l'Assemblée des Députés, y avoit été bien reçu, & produit un très-bon effet, qu'il avoit été considéré comme un témoignage sincere des bonnes intentions que la France avoit pour eux; que pour en profiter ils avoient résolu que les Députés des deux derniers Colleges seroient partagez, aussi bien que celui des Electeurs, & qu'il viendrait ici bon nombre de Protestans des principaux d'entre eux pour résider près de nous, dont Messieurs les Ambassadeurs de Suede, en une visite, firent semblant d'en être bien aises & de nous en savoir gré, quoique peut-être cette délibération choquât en quelque façon l'intention cachée qu'ils avoient eu de conserver auprès d'eux le plus grand nombre de Députés de l'Assemblée.

Les Suedois font semblant d'en être contents.

Nous ne savons pas encore bien ce qui sera résolu, car nous aprenons qu'il y a une grande desunion entre eux, & qu'ils ont très-grande peine à prendre confiance les uns des autres; mais les Députés de Madame la Landgrave nous ont assuré que leur Maîtresse doit écrire aux Députés d'Osna-brug, pour faire réussir la proposition dont il a été parlé ci-devant.

Incertitude de Monsieur Servien sur les intentions des Suedois.

L'on n'oublia rien ensuite pour découvrir l'intention des dits Sieurs Ambassadeurs pour la Paix, en plusieurs visites que moi Servien reçus d'eux, & rendis à chacun d'eux separement. L'un & l'autre témoignèrent par leurs discours un très-grand desir de la conclure promptement. Mais Monsieur Oxenstiern parut si ferme dans les moyens d'y parvenir, qu'il seroit mal-aisé de l'obtenir de longtems aux conditions qu'il prétend.

Son discours avec Monsieur Oxenstiern.

Il me repeta plusieurs fois que l'opinion de la Reine de Suede, & de tous les Ministres étoit que la véritable sûreté de la Paix, & le solide intérêt des deux Couronnes, consistoit à rétablir toutes choses en l'état qu'elles étoient auparavant l'origine de cette Guerre; qu'on étoit tellement confirmé dans cette créance en Suede, qu'on préféreroit cet avantage à tous ceux qui lui pouvoient être accordés pour sa satisfaction particulière.

Le Suedois veut que le Royaume de Boheme soit Electif.

Qu'il falloit nécessairement rendre le Royaume de Boheme Electif, & restituer à la Maison Palatine tous ses Etats & la Dignité Electorale, sans quoi la Paix ne seroit jamais bien assurée: qu'il n'y avoit dans ce dessein aucun in-

TOM. II. PART. II.

1645.

terêt de Religion mêlé, & que pour le premier on n'empêcheroit point de leur part qu'on ne fit élire quelque Prince Catholique, ou même Prince François pour le Royaume de Boheme, si nous y voulions penser.

Comme je lui représentai qu'il faudroit bien encore du tems, & donner des coups d'épées avant que de reduire les ennemis à y consentir par un Traité, & cette pretension, si on s'y obstinoit, seroit croire à tout le monde qu'on ne veut point de Paix; il repliqua derechef que sans cela la Suede ne croit pas que la Paix pût être durable & avantageuse.

Que lors que la Maison d'Autriche avoit rendu le Royaume de Boheme succésif, chacun avoit cru qu'assurant l'Empire chez elle par cette usurpation, elle portoit un coup mortel à la liberté d'Allemagne, & par ce moyen donnoit un très-grand sujet d'aprehension à tous les Princes voisins.

Qu'il ne voyoit pas pourquoi le tems nous avoit fait changer de maxime, ni pourquoi nous ne voulions point aujourd'hui prendre d'intérêt à un établissement si préjudiciable, puisque le mal, au lieu d'être amoindri par la durée, en étoit devenu plus dangereux.

Que le premier dessein de la Maison d'Autriche n'avoit été que de s'assurer de l'Empire, mais que la Ruine de la Maison Palatine, qui avoit toujours arrêté son Ambition, lui avoit fourni de moyens de passer plus outre, & d'assujettir toute l'Allemagne, en quoi l'Empereur n'eût plus rencontré d'obstacles en l'état où il avoit porté les affaires, si les deux Couronnes ne s'y fussent opposées.

Dessein de la Maison d'Autriche selon son jugement.

Que leur principal but en prenant les armes a été de secourir tous les Princes & Etats opprimés, qu'il me disoit en confidence que sans le dessein glorieux de remettre l'Allemagne, en l'état qu'elle étoit avant la Guerre, la Reine de Suede n'eût point fini la Guerre de Dannemarck, où la conjoncture lui faisoit espérer dans la continuation de la Guerre un très-heureux succès, & avantageux pour son Royaume.

Le Suedois cherche à justifier son entrée en Allemagne.

Je fus contraint de lui repartir que si on avoit formé cette résolution, il falloit plutôt songer à se préparer à la Guerre, qu'à faire la Paix.

Réponse de Monsieur Servien.

Qu'il est vrai que ce rétablissement général avoit été le but des deux Couronnes, mais qu'on avoit plutôt désiré qu'espéré de tout obtenir, à quoi j'ajoutai en riant que les coups qui ne frappent pas le but, ne laissent pas d'être beaux pourvu qu'ils en approchent.

Qu'il falloit bien arracher, s'il est possible, à l'Empereur la plus grande part de ses usurpations, mais jusques ici on n'avoit point cru en Suede même que le differend de la Boheme, ni celui de la Maison Palatine dussent empêcher la conclusion du Traité, si, après ce qu'on aura pu raisonnablement faire en l'un & en l'autre, on y rencontre de trop grandes difficultez, & que les Couronnes reçoivent satisfaction d'ailleurs; que ç'a été même sous cette condition que nous avons résolu entre nous de donner tous les Articles du Traité ensemble, afin de se pouvoir relâcher sur les uns, à mesure qu'on trouveroit son compte sur les autres.

Comme mon intention n'étoit pas de combattre ses sentimens, mais seulement de les découvrir, il fallut finir le discours sans travailler plus longtems à lui faire changer d'avis.

Il protesta néanmoins que la Suede avoit un véritable desir pour la Paix, mais que la souhaitant honorable & avantageuse pour le général de l'Allemagne, les Ennemis témoignent si peu de disposition de l'accorder de cette sorte,

La Suede proteste qu'elle souhaite la Paix.

R

qu ?

1645.

qu'il falloit continuer vigoureusement à les y contraindre par la force; & que pour cet effet on se preparoit en Suede de faire passer en Allemagne, sous la conduite d'un Général Major, dont j'ai oublié le nom, les troupes qui avoient été employées contre le Dannemarck, aussitôt que la Paix y auroit été conclue & executée, ce qu'il se promettoit qu'il feroit fait dans peu.

Entretien de  
Monsieur  
Servien & de  
Monsieur  
Salvius.

Monsieur Salvius dans sa visite prit plus de soin de me persuader, que la Suede souhaitoit ardemment & sincerement la Paix, ajoutant même que l'Allemagne étoit si ruinée, qu'elle n'étoit plus en état de supporter la guerre. Il ne s'arrêta pas tant sur les differens de la Bohême & du Palatinat que son Colleague, mais il parla de quelques autres prétensions des Protestans sur les Evêchez, & pour la possession des biens Ecclesiastiques; qui ne seroient pas moins difficiles à obtenir que les autres deux points, & auxquels nous avons encore plus d'intérêt de ne consentir pas.

Réflexions  
de Monsieur  
Servien.

Il est à craindre que la bonne disposition qu'ils trouvent l'un & l'autre parmi les Députés de l'Empire qui sont près d'eux, les engage à vouloir passer plus avant qu'il ne seroit à désirer; car Monsieur Salvius me dit que la plupart avoient déjà déclaré assez ouvertement, qu'ils trouvoient les propositions des deux Couronnes fort raisonnables. Je les ai trouvés si satisfaits des avantages qu'ils ont dans la Paix de Dannemarck, que je n'ai pas eu peine de leur justifier la conduite de Monsieur de la Thuillerie.

Comme cette Nation est naturellement soupçonneuse, & que leur méfiance procedoit plutôt de quelques Lettres écrites en France, par lesquelles le Roi de Dannemarck, & ses Ministres se louoient de la prudence de Monsieur de la Thuillerie, que d'autre sujet qu'ils eussent de se plaindre de lui; il n'a pas été malaisé de leur faire comprendre qu'il n'avoit tâché de se rendre agréable, & d'acquiescer quelque créance auprès des Danois, qui avoient tant de justes sujets de se méfier de lui, que pour avoir plus de facilité de menager avantageusement avec eux les intérêts de la Suede, ainsi que la suite l'a fait paroître.

Monsieur  
Servien relate  
aux Suedois les progrès du Duc  
d'Enguieu.

La Victoire de Monsieur le Duc d'Enguieu, dont les nouvelles arriverent lorsque j'étois à Osnabrug, me fournit un moyen favorable de leur faire plainte de la separation de Monsieur Koningsmarck; mais comme j'en ouvrois la bouche à Monsieur Oxenstiern, & que j'eus commencé de lui dire que le dit Sieur Koningsmarck seroit maintenant bien fâché de n'avoir point eu de part à une si glorieuse action, il me répondit qu'il venoit de recevoir une de ses Lettres qui l'assuroit que, non seulement il s'étoit séparé du consentement de Monsieur le Duc d'Enguieu, mais à son instance, ayant été reconnu par tous les Chefs, dans le peu d'esperance qu'il y avoit d'engager les Bavares dans un combat, qu'un si grand Corps, comme étoit alors l'armée des Confederez, pourroit difficilement subsister ensemble sans se ruiner. Ayant reconnu que cette Lettre n'étoit qu'en réponse d'une de Monsieur Oxenstiern, qui l'avoit convié de revenir joindre l'Armée de Monsieur d'Enguieu avec ses troupes, & ne sachant pas au vrai les intentions de Monsieur le Duc, je ne crus pas en devoir parler davantage, vu même que Koningsmarck étoit déjà arrivé en Misnie, & que Monsieur Torstenfon paroît avoir besoin de lui.

Prétensions  
de la Cour.

Avant que de nous separer, il fut encore parlé de la satisfaction particulière de la Couronne de

Suede. Je leur fis une douce plainte que quelques-uns d'entre eux étoient demeurés dans la même retenue avec nous, qui prenons part dans tous leurs intérêts, qu'avec nos Parties; ils se laisserent entendre un peu plus ouvertement qu'ils n'avoient fait ci-devant.

1645.  
ronne de  
Suede.

Que leur prétension étoit sur la Poméranie, qu'ils s'en expliqueroient aussitôt que les Impériaux auroient donné leur réponse à notre proposition générale, & qu'ils attendoient encore quelques ordres là-dessus, aussi bien que pour le Traité de Benfeld, dont ils avoient écrit. Cela me fit juger qu'ils ne font pas encore bien instruits des dernières Volontés de leur Reine, sur ce qu'elle prétend conserver par le Traité de Paix, & qu'en outre qu'ils visent à la Poméranie, ils n'ont pas moins d'envie, & ont beaucoup plus de nécessité de retenir Wismar qui est de Mekelbourg, à cause que le Port est sans comparaison meilleur que celui de Stralsund, & beaucoup plus commode pour y faire hiverner leurs Vaisseaux de guerre, qui sont quelquefois huit mois de l'année sans pouvoir sortir des havres de Suede. Nous sommes &c.



## M E M O I R E

Des dits Sieurs

### PLENIPOTENTIAIRES,

#### ENVOYÉ A LA COUR,

Avec la Dépêche du 28. Août ci-dessus.

*Demandes pour savoir comment on  
devroit agir avec les Bavares.  
Leurs Réponses sur les Demandes  
précédentes.*

#### PREMIERE QUESTION.

SI on fera avec Monsieur le Duc de Bavière un Traité de Suspension d'armes ou de Neutralité? ou si on se contentera sans Traité de faire cesser les hostilités, comme il propose, avec promesse de se déclarer contre ceux qui ne voudront pas la Paix?

Demandes  
pour savoir  
comment on  
devroit agir  
avec les Ba-  
vares.

#### DEUXIEME QUESTION.

Si on ne doit point traiter sans avoir quelque sûreté?

#### TROISIEME QUESTION.

S'il ne faut pas préférer les Places au licenciement de son armée quand même l'on auroit le choix de l'un ou de l'autre?

#### QUATRIEME QUESTION.

Si on ne préférera pas Hermanstein à toutes les autres Places, en cas que l'on la puisse avoir?

CIN-



CINQUIEME QUESTION.

En cas qu'il y ait impossibilité, quelles autres Places on demandera?

SIXIEME QUESTION.

Si on ne doit entendre à aucun Traité que sous les conditions proposées à Paris par le Confesseur?

SEPTIEME QUESTION.

Si on peut s'engager positivement par un Traité à lui conserver la Dignité Electorale, en cas qu'il s'oblige aussi à conserver au Roi les Places & Etats que Sa Majesté veut garder pour la satisfaction qui lui est due?

HUITIEME QUESTION.

Si on ne consentira pas de partager avec lui les contributions, & les quartiers dans le Cercle de Suabe & de la Franconie?

NEUVIEME QUESTION.

En quel tems on parlera de cette Négociation aux Suedois?

SUR LA I. QUESTION.

Leurs Ré-  
ponses sur les  
demandes  
précédentes.

La promesse de se déclarer contre ceux qui ne voudront pas la Paix paroît plausible, mais il seroit à craindre que l'effet ne fût qu'à l'avantage seul de Monsieur de Baviere. Si elle étoit exécutée de bonne foi, elle pourroit avoir cela de plus avantageux que la Suspension & la Neutralité, qu'en certain cas le dit Sieur Duc pourroit être pour nous contre l'Empereur, & que cette crainte rangeroit plutôt à la raison tout ce Pais-là; mais le dit Sieur Duc ayant été attaché jusques ici d'affection, & d'intérêts & de dépendance au parti de l'Empereur, on ne pourroit pas raisonnablement se promettre que dans le doute où l'on seroit pour favoir lequel des deux Partis ne voudroit pas la Paix, chacun protestant hautement qu'il la desiré, il donnât plutôt le tort à l'Empereur son Allié & son Souverain, qu'aux deux Couronnes contre lesquelles il fait encore la guerre.

Le seul remède à cela seroit que l'on fût d'accord avec le dit Sieur Duc des conditions de la Paix Générale, & qu'il promît de tourner ses armes contre ceux qui ne voudroient pas l'accepter; mais il semble que cela n'est pas praticable dans le peu d'apparence, qu'il y a de convenir avec lui de la satisfaction de la Couronne de Suede, des différends des Protestans & des Catholiques, & de plusieurs autres points importants contenus en notre proposition; sans cela aussi on lairroit sa déclaration à sa discrétion, & on le rendroit le seul Arbitre de la Paix dont il pourroit attendre le succès, sans rien craindre de la part de l'Empereur ni des deux Couronnes; & il ne seroit obligé qu'à ce qu'il voudroit, dépendant absolument de lui de donner l'interprétation qu'il lui plairoit à sa promesse, & de condamner par son jugement celui des deux Partis contre lequel la conjoncture du tems & ses intérêts particuliers le convieroient de se déclarer.

Parquoi il ne faut pas s'étonner si, dans la dernière Conference, les Ministres du dit Sieur

TOM. II. PART. II.

Duc ont fait connoître qu'il incline plus à ce Traité qu'aux autres.

Cela fait croire qu'il vaut mieux faire un Traité de Suspension ou de Neutralité. Ils paroissent tous deux avoir un même effet, néanmoins il semble qu'à le bien prendre la Suspension est plus propre pour faire cesser les hostilités, entre deux Princes qui sont en guerre ouverte, que la Neutralité qu'on accorde assez souvent à des Princes, & à des Peuples qui n'ont point fait la guerre, & néanmoins il ne sera peut-être pas hors de propos de la joindre dans un même Traité, & ayant convenu de faire cesser les hostilités entre le Roi & le dit Sieur Duc, de l'obliger lui, son Etat, & ses troupes de demeurer dans une sincere Neutralité jusques à la conclusion de la Paix générale, sans faire hostilité contre personne, ni donner assistance à l'un ni à l'autre Parti.

Si l'on pouvoit encore y faire ajoûter que, dans un certain tems, il tourneroit ses armes contre l'Empereur, en cas qu'il ne veuille pas faire la Paix, cela seroit fort utile; mais il seroit très-difficile à obtenir, le dit Sieur Duc ayant toujours réservé qu'il ne seroit obligé de rien faire contre l'Empereur qui est son Souverain.

Ce n'est pas que par notre avis nous excluions tout à fait la promesse, de se joindre contre ceux qui ne voudront point la Paix; car il faut bien avouer que cela seroit avantageux, mais comme l'effet ne dépend que de la bonne ou mauvaise intention du Duc de Baviere, nous n'y voyons pas encore assez clair pour nous y déterminer présentement.

SUR LA II. QUESTION.

Le grand engagement qu'a le dit Duc avec l'Empereur par la dépendance de Prince de l'Empire, par la parenté, le voisinage & la liaison de plusieurs autres intérêts, fait croire qu'on ne doit point traiter avec lui sans avoir quelque assurance réelle des promesses qu'il fera, étant notoire qu'il ne recherche la France que par force, & lors qu'il ne voit point ailleurs de ressource pour lui.

SUR LA III. QUESTION.

Il n'y a point de doute qu'il ne faille préférer la consignation de quelques Places entre les mains du Roi, au Licenciement qu'il pourroit faire de ses troupes. Quand on pourroit le faire désarmer, & qu'il y seroit disposé, la raison ne voudroit pas qu'on le fit; quelque précaution qu'on y apportât, il seroit impossible d'empêcher que ses troupes étans licenciées n'allaient renforcer l'armée de l'Empereur. D'ailleurs quand il sera de bonne intelligence avec nous, il sera plus utile qu'il demeure dans une posture plus considérable, soit qu'on regarde l'Empereur qui lui pourroit faire du mal, soit que l'on considère les Suedois & les Protestans d'Allemagne, qui ne voyans plus de forces entre les mains des Princes Catholiques, en deviendroient plus difficiles.

SUR LA IV. QUESTION.

La forteresse d'Hermanstein, selon notre opinion, est préférable à toutes les autres Places, soit que l'on considère la situation d'icelle, & son importance qui donnent de grands avantages & pour la Guerre & pour la Paix, soit que

R 2

Pon

1645.

l'on regarde les divers engagements du Roi à la ravoir. C'est pourquoi nous estimons qu'il faut faire toutes sortes d'efforts pour la faire remettre entre les mains de Sa Majesté, en cas qu'effectivement le Duc de Baviere & son frere en puissent disposer. Nous en avons demandé encore une autre, mais il semble que ce seroit beaucoup si on pouvoit avoir celle-là.

## SUR LA V. QUESTION.

Au deffaut d'Hermanstein on pourroit demander Heidelberg, Heilbron, Manheim, Fribourg, Offenbourg, & essayer d'avoir les meilleures. Ces Places ne sont pas à la verité de la même considération qu'Hermanstein, mais elles peuvent être très-utiles pour l'étendue & sûreté des quartiers, & de plus Fribourg nous est considérable à cause de Brisach, d'autant qu'il nous peut demeurer par le Traité.

## SUR LA VI. QUESTION.

Nous ne voyons pas que Monsieur le Duc de Baviere fasse parler ici ses Ministres aux termes qu'a parlé son Confesseur à Paris. Ils ne demandent point la protection du Roi pour les Soldats & la personne de son frere & de lui, ni d'y faire mettre les Cercles de Suabe, de Franconie, & de Baviere, ce qui seroit très-glorieux pour Sa Majesté. Il importe que nous sachions si nous devons rejeter toute autre proposition moindre que celle-là, & en termes moins avantageux pour le Roi, ou si, après avoir fait nos efforts pour reprendre les mêmes conditions, & ne les pouvant pas obtenir, nous nous en départirons, comme c'est notre avis, de cette protection, de laquelle il nous semble qu'il n'est point parlé dans les Traitez de Hesse & de Savoye, & qui semble plus avantageuse pour l'apparence que pour l'effet.

## SUR LA VII. QUESTION.

Cet article est de grande importance, mais il sera difficile de le faire agréer à la Cour de Suede & il peut être aussi périlleux de s'y engager sans son consentement, quoique nous estimions pour plusieurs raisons qu'on doit faire tous les offices possibles pour conserver l'Electorat dans la Maison de Baviere: mais de s'y obliger par un Traité nouveau, il en peut arriver des inconveniens & de très-grands sujets de soupçons parmi nos Alliez. Néanmoins comme c'est la principale cause qui porte le Duc de Baviere à rechercher la France, afin de conserver par son assistance cet honneur qu'il craint ne pouvoir pas retenir par le seul apui de l'Empereur, on ne peut pas esperer de rien faire avec lui sans cette condition. C'est pourquoi il nous importe de savoir précisément les intentions de la Reine sur ce sujet. Si l'on ne pouvoit éviter de faire cette declaration par écrit, & que le Traité particulier qui sera fait avec le dit Sieur Duc soit reconnu avantageux d'ailleurs, comme par exemple si nous pouvions avoir Hermanstein, il semble à toute extremité qu'il faudroit faire un Article secret de cette obligation reciproque, de maintenir le dit Sieur Duc en la Dignité Electorale, & lui d'assister le Roi en la conservation des conquêtes que Sa Majesté veut retenir en Allemagne, selon que nous en avons parlé à ses Députés.

1645.

## SUR LA VIII. QUESTION.

Il sera difficile de regler ici cette difficulté, laquelle dépend de l'état & du lieu où seront les armées lorsqu'on fera le Traité avec le dit Sieur Duc, & pourra mieux être terminée par les Officiers des armées qui seront députés de part & d'autre. Si le Traité s'avance, & qu'on veuille le traiter & conclure promptement, il seroit à propos sur cet Article de convenir que pour les contributions, & quartiers il sera pris des expédiens dans un certain tems entre ceux qui commanderont les armées, pour empêcher qu'il n'arrive aucune dispute, laquelle arrivant sera vidée amiablement, sans en venir à aucune rupture. Que si nous en pouvons avoir à tems l'avis de Messieurs les Generaux, nous essayerons d'en convenir ici avec les Députés de Baviere.

## SUR LA IX. QUESTION.

Les Traitez de Confederation obligent de se communiquer les uns aux autres les premieres propositions qui sont faites; mais les Suedois n'ayans pas été si exacts observateurs de cette obligation, qu'ils n'ayent offert diverses fois la Neutralité au Duc de Saxe sans nous en avertir, & qu'ils n'ayent même conclu une Suspension avec la Maison de Brandebourg, qui dure encore sans nous l'avoir communiquée. Il semble que nous pouvons user de la même liberté, encore ferons nous plus qu'ils n'ont fait, quand nous leur communiquerons le Traité avant que de le signer lorsqu'il sera en termes d'être conclu. Si nous en usions autrement, il ne faut pas douter qu'ils n'y apportassent d'abord toutes sortes d'obstacles, & qu'ils ne fissent tous leurs efforts pour l'empêcher. Néanmoins nous tâcherons d'empêcher qu'ils n'ayent aucun juste sujet de se plaindre de notre conduite.



## M E M O I R E

Des dits Sieurs

## PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Cardinal

## M A Z A R I N.

A Munster le 30. Août 1645.

*Leurs Conferences avec les Ambassadeurs de Baviere. Ceux-ci ont fait les premieres ouvertures. Conduite des Ministres François. Offres des Bavares. Repliques de Monsieur d'Avaux. Expedient proposé par l'Ambassadeur de Baviere. Avis des Plenipotentiaires François. Ceux-ci tiennent*  
une

1645.

*une autre Conference chez les Bava-rois sur le même sujet & sur les prétensions de la France. Sur une Suspension d'armes. Et sur la Paix. Reflexions des François sur ces Conferences, & sur d'autres Points de la Négociation. Sur les armemens du Turc.*

Leurs Conferences avec les Ambassadeurs de Baviere.

Ceux-ci ont fait les premières ouvertures.

Conduite des Ministres François.

Offres des Bava-rois.

LE Recit que nous allons faire de quelques Conferences, que nous avons eues avec les Ambassadeurs de Baviere, fera voir un des effets de la victoire de Monsieur le Duc d'Enguien, puisqu'ils nous ont prévenus dans les ouvertures que nous leur avons pu faire, suivant les prudens avis de Monsieur le Cardinal.

Nous n'avions pas laissé par avance de leur faire savoir la dureté des Espagnols, & de leur donner de la jalousie du dessein qu'ils ont, depuis l'arrivée du Duc de Terra Nova à Vienne, d'empêcher que l'Empereur ne facilite le Traité de Paix, & sur tout qu'il ne la fasse sans eux.

Dimanche dernier ils vinrent trouver moi d'Avaux, & me dirent :

Que l'aprehension de donner trop d'ombrage aux Imperiaux leur avoit fait chercher l'occasion de parler seulement à l'un de nous, & que néanmoins, s'il étoit besoin, ils nous verroient tous ensemble.

Que leur Maître ne desirer rien tant que le Traité de la Paix, & que pour y parvenir il juge nécessaire de pourvoir principalement à la satisfaction de la France, à celle de Suede, & à celle de la Maison Palatine.

Qu'il comprend bien qu'en ce dernier point il parle contre ses propres intérêts, & que c'est sur lui que tombe la charge de la satisfaction de la dite Maison, mais qu'il reconnoît aussi que sans cela on ne peut pas présentement bien obtenir le repos de l'Allemagne.

Que pour la satisfaction de la France, il offre de s'y employer de bonne sorte, pourvu que nous lui fassions savoir secrètement en quoi elle consiste, ne desirant pas qu'on sache qu'il se mêle de cette affaire, & qu'il usera bien de cette confiance.

Qu'il se promet qu'en nous rendant sincèrement ses offices de ce côté-là, la France l'assistera de son autorité, & fera en sorte que la Dignité Electorale demeure en sa famille, sans quoi il ne peut jamais consentir à aucun accommodement, & proteste que pour s'y maintenir il hazarderoit tous ses Etats & ses Enfants.

Qu'il desiroit être éclairci sur l'un & l'autre point, afin que d'un côté il eût moyen de procurer la satisfaction que nous pouvons pretendre raisonnablement, & de l'autre qu'il pût s'assurer qu'en ce faisant il seroit conservé dans son Electorat.

Que pour la satisfaction de la Couronne de Suede, il ne desiroit pas s'en mêler, & néanmoins sur ce qu'il leur fut remontré que, pour avoir la Paix, il n'étoit pas moins besoin de satisfaire la dite Couronne que celle de France, ils témoignèrent que leur Maître n'y seroit pas contraire, mais que d'être leur Médiateur comme il s'offroit à nous, & de s'y employer à bon escient, c'est ce qu'il ne veut pas.

Quant à la restitution de la Maison Palatine, qu'il est prêt de restituer ce qu'il tient dans le

bas Palatinat, ensemble dans le haut Palatinat, & même de consentir qu'il soit créé un huitieme Electorat dont la Dignité soit conférée au Prince Palatin, pourvu qu'il se contente de tenir le dernier rang, & que l'Empereur fasse rembourser le dit Sieur Duc des frais de la guerre de Boheme, pour lesquels il lui avoit assigné le haut Palatinat, ou bien qu'il le remette en possession du Pais d'Oberens, qu'il tenoit auparavant par engagement pour la dite somme.

Que nous déclarant si ouvertement ses sentimens & ses intérêts, il esperoit la même confiance de notre part, par le moyen de laquelle il hâteroit plus en trois mois la conclusion du Traité que l'on ne feroit en un an par les Négociations publiques.

Je leur demandai quelle est cette satisfaction qu'ils jugent que nous pouvons prétendre raisonnablement, & qu'étant Prince si expérimenté dans les affaires, & si autorisé de la Cour Imperiale, il connoissoit bien quelle raison nous avons de ne pas laisser l'Allemagne, & la Religion Catholique exposées à beaucoup de perils, si nous abandonnions nos Conquêtes, & quelle est la disposition du Parti contraire sur ce sujet.

Ils ne s'en expliquèrent pas autrement, sinon qu'ils demeurèrent d'accord que notre satisfaction doit être convenable à l'état present des affaires, & proportionnée aux avantages que nous avons en Allemagne.

Je leur fis une autre question touchant le huitieme Electorat, & si l'Empereur & les autres y consentiroient : sur quoi ils témoignèrent bien que l'Empereur y pourroit bien faire quelque difficulté, parceque ce seroit attribuer cette Dignité & autorité à trois Princes d'une même Maison ; mais que déjà quelques Electeurs n'y étoient pas contraires, & qu'enfin, si la France vouloit maintenir cette création nouvelle, c'étoit un honnête moyen pour conserver la Maison Palatine, auquel l'Empereur seroit obligé d'acquiescer.

Nous parlâmes de Brisak, de Philisbourg, & de l'Alsace, mais en des termes generaux, me remettant à ce qui en seroit arrêté sur mon rapport par Messieurs mes Collegues.

Que seulement je leur pouvois dire que la satisfaction qui nous est due en Allemagne, n'a rien de commun avec la juste possession en laquelle nous sommes de la Lorraine ; ce qui ne fut point contredit par eux.

Ils me voulurent faire remarquer que l'ordre qu'ils avoient reçu étoit du deuxieme de ce mois, & m'en montrèrent la Lettre.

Mardi, comme nous pensions leur aller faire réponse nous d'Avaux & Servien, Monsieur Krebs revint chez moi d'Avaux avec une grosse Dépêche du Duc de Baviere datée du neuf, ensuire de laquelle il réitera les mêmes offres & offices ci-dessus exprimez, puis il ajouta que son Maître ne pouvoit assez s'étonner que les intérêts de la France, & les siens étans presque les mêmes, & la même Religion, & ayant toujours respecté particulièrement le feu Roi & leurs Majestez, que néanmoins leurs armées soient tous les jours aux mains avec si grande effusion de sang ; il s'étendit davantage sur ce chapitre, & parla comme des gens qui demandent quartier.

Ensuite, après avoir stipulé extraordinairement le secret, il me proposa qu'il seroit expedient pour le bien commun qu'il y eut intelligence, & cessation d'hostilitez entre les deux armées de Monsieur le Duc d'Enguien, & de Baviere, & qu'elles

1645.

Repliques de Monsieur d'Avaux.

Expedient proposé par l'Ambassadeur de Baviere.

qu'elles se conservassent l'un & l'autre dans les bons quartiers pour être comme les arbitres de la Paix, & que le Duc de Baviere offre de joindre ses forces contre ceux qui ne voudront pas consentir à des conditions raisonnables de Paix.

Qu'entre les dites Conditions il y met la satisfaction de la France pour laquelle il s'interposera fortement, & emploiera son armée en cas de besoin contre ceux qui ne la voudroient pas accorder, & qui refuseroient ce qui est raisonnable pour les Alliez de la Couronne.

Que sur ce fondement il nous importe de lui laisser ses quartiers afin d'y tenir ses troupes en bon état, & qu'il desireroit, si la proposition agréée, que les Ordres en fussent envoyez promptement de la Cour à Monsieur le Duc d'Enguien.

Je lui répondis que nous étions sur le point de les aller trouver comme nous fîmes le lendemain Monsieur Servien & moi, après que j'eus rendu compte de ce que dessus à Monsieur le Duc de Longueville & à mon dit Sieur Servien.

Avis des  
Plénipoten-  
tiaires Fran-  
çois.

Nous considérâmes tous ensemble que, quoique ces ouvertures nous parussent bien utiles, il étoit à propos de différer notre réponse jusques au jour de l'Ordinaire pour avoir plus d'éclaircissement des intentions de leurs Majestez, sur ce qui touche le Duc de Baviere, & cela nous a réussi puisque la Dépêche qu'il a plu à Monsieur le Cardinal faire à moi Duc de Longueville le douzième jour de ce mois nous a fait agir avec beaucoup plus d'assurance sur le contenu ci-dessus.

Ceux-ci  
tiennent une  
autre Confé-  
rence chez  
les Bava-  
rois sur le même  
sujet, & sur  
les prétensions  
de la  
France.

Nous allâmes donc le lendemain chez les Deputez de Baviere, & dans une longue Conférence que nous eûmes avec eux, nous tâchâmes de leur faire comprendre le grand intérêt que leur Maître a, dans la decadence visible des affaires de l'Empereur, de chercher un apui plus assuré que le sien, vu qu'il favoit très-bien que les Espagnols lui sont entièrement contraires, & que l'Empereur même ne feroit peut-être pas difficulté de sortir d'affaire à ses dépens s'il y voyoit jour.

Après entrans dans la matiere nous leur répondîmes sur la première instance qu'ils avoient faite touchant notre satisfaction particulière, qu'en-core que nous eussions refusé de nous en ouvrir avec les Médiateurs, & que nous ayons concerté avec nos Alliez de ne nous en pas expliquer qu'après que nous aurions reçu la réponse à nos propositions, nous voulions bien traiter confidentiellement avec eux sur les assurances qu'ils nous avoient données de la disposition de leur Maître à nous y procurer tout contentement raisonnable.

A quoi nous ajoutâmes les précautions suivantes.

I. Que le Duc de Baviere voulût aussi prendre garde qu'on ne se servît pas de notre facilité pour donner jalousie à nos Alliez en leur faisant croire que nous eussions voulu entendre à un Traité particulier; ce qui n'est nullement notre intention, ni aussi que ce n'étoit pas celle de leur Maître.

II. Que nous n'entendons aucunement nous départir des demandes que nous avons faites pour l'intérêt public de l'Allemagne, dans lequel nous avons toujours cru, & croyons encore que consistoit la principale sûreté pour la Paix.

C'est pourquoi il étoit très-nécessaire, si son Altesse vouloit faire paroître sa bonne disposition à la Paix, qu'elle fît aussi en même tems refoudre les choses generales.

Que nous ne voulions pas leur defavoüer que les résolutions favorables qui pourroient être prises sur nos intérêts particuliers, ne nous portassent plutôt à faciliter par nos offices vers nos

Alliez & amis les autres affaires qui regardent le general.

III. Qu'aureste la confiance étoit entiere de notre part comme ils nous avoient conviez, & que nous leur venions dire dès la première Conférence les dernières intentions de leurs Majestez, desquelles ils ne devoient pas esperer qu'on se relâche après en façon quelconque.

Les ayans ainsi préparés, nous leur représentâmes que nous pourrions prétendre avec raison de garder tout ce que nous avons conquis en Allemagne, vu même que ceux qui nous le pourroient disputer ne sont pas en état de le reprendre, mais au contraire de faire tous les jours de nouvelles pertes.

Que nous nous reduirions pourtant à ce qui est absolument nécessaire, pour maintenir la liberté d'Allemagne, & l'intérêt de nos Alliez, en quoi la Religion Catholique, & la Maison de Baviere trouveront aussi un grand apui dans les occasions qui se pourront présenter à l'avenir.

Qu'à cette fin nous ne pouvons quitter la Haute & Basse Alsace avec Brisak, & Philipsbourg, & le territoire voisin qui sert à la subsistance des dites Places, comme aussi les Villes forêtières.

Ils répondirent, avec quelque étonnement d'une telle prétension, que, quand l'Empereur pourroit être induit (ce qu'ils jugeoient très-difficile) à nous abandonner ce qui appartient à sa Maison, en la dite Province, il y a plusieurs autres Seigneurs, qui n'ont jamais porté les armes contre la France, lesquels il ne feroit pas juste de dépouiller:

Qu'il y a aussi des Villes Imperiales, & que ce seroit choquer tout l'Empire & nos propres Alliez, si nous y voulions prétendre plus de droit que n'y a eu la Maison d'Autriche; que le seul Comté de Hanau y a vingt-quatre Bailliages; que les Evêques de Basse & de Strasbourg, & autres Prelats y ont plusieurs Places, & qu'on ne croit pas que nous voulussions retenir du bien d'Eglise.

Notre réponse fut que nous croyions que le Roi se contenteroit d'avoir à propriété ce qui a appartenu à la Maison d'Autriche, qui est Brisak, Brîsgaw, Sumpgaw, & autres Terres, & les droits de Souveraineté qu'elle a eu dans la Haute & Basse Alsace, la protection des Villes Imperiales, avec Garnison aux lieux où Sa Majesté jugera qu'il en soit besoin.

Enfin que les Etats de l'Empire qui relevent immédiatement de l'Empire, & qui ont été ci-devant sous la protection de la Maison d'Autriche, relèveront encore de l'Empire, & seront sous la protection du Roi, & les Etats mediats relèveront de Sa Majesté, comme Landgrave d'Alsace.

Qu'outre cela Philipsbourg nous doit demeurer, & que le Duc de Baviere doit être bien aisé que cette Place soit entre nos mains, pouvant être un moyen pour maintenir la Religion Catholique dans le bas Palatinat, & que, quoique cette Place dépende de l'Evêché de Spire, nous la garderons à aussi bon titre que l'Empereur eût pu faire, lequel se l'étoit réservée par le traité de Prague.

Que pour Mayence, Spire & Worms, le Roi se disposera à les rendre au même tems que Treves & Hermanstein seront remises entre les mains de l'Electeur de Treves.

Nous dîmes ensuite que les droits acquis par le feu Roi sur la Lorraine ayans été confirmés par divers Traitez, ce ne seroit pas vouloir la Paix de la part de l'Empereur, si dans le Traité il vouloit parler de cette affaire & y prendre intérêt,



1645.

teret, puisque même par tous les Traitez faits avec le Duc de Lorraine, il a renoncé à l'Alliance de la Maison d'Autriche.

Qu'à la verité nous croyons que le Roi ne feroit pas de difficulté de reconnoître l'Empereur & l'Empire pour les portions de cet Etat qui en relevent.

Que pour l'Alsace, & les autres Etats ci-dessus mentionnez, il seroit bien à propos qu'ils fussent possédez par le Roi en toute propriété & Souveraineté; puis qu'ils ont fait autrefois partie du Royaume d'Austrasie, appartenant à nos Rois.

Que si néanmoins ils reconnoissoient que cela pût choquer les Etats de l'Empire, nous voulons bien leur dire en confiance, que le Roi se contenteroit & se pourroit résoudre à faire la même reconnoissance à l'Empereur, qu'en ont ci-devant fait les Princes de la Maison d'Autriche, qui l'ont possédée.

Nous leur avons aussi représenté que, quoique Saverne soit une piece de l'Archevêché de Strasbourg, elle est nécessaire pour la sûreté du passage, aussi bien que d'autres lieux qui sont sur le chemin de Philipsbourg, & nécessaires pour y avoir libre communication. Nous en avons parlé en cette sorte un peu generale, afin que lors que nous aurons l'information que nous attendons, nous n'ayons qu'à éclaircir nos demandes, & non pas à les augmenter.

Tout cela leur fit peine & leur parût excessif, mais comme néanmoins ils se chargerent d'en écrire à leur Maître, lequel verroit ce qui se pouvoit faire, nous avons ajouté qu'il seroit inutile de travailler à notre satisfaction, si au même tems on ne pourvoit à celle de la Couronne de Suede.

Ils ont répondu que leur Maître en étoit bien d'avis, & que même il conseileroit à l'Empereur de contenter raisonnablement les Suedois, mais que d'être l'Entremetteur de ses affaires, ce n'est pas son intention.

Pour ce qui est de son intérêt touchant le remboursement de ce qui lui étoit dû par l'Empereur, ou la restitution des terres qui avoient été engagées, nous avons prononcé bardiment en sa faveur, & promis l'assistance du Roi pour en tirer raison dans la Négociation.

Quant à l'Electorat nous l'avons aussi assuré de tout ce qui depend de Sa Majesté, pourvu que les effets répondent à ses paroles, mais qu'il a grand intérêt d'avancer le Traité, d'autant qu'il pourroit arriver de si notables changemens que nous ne serions pas assez puissans auprès de nos Alliez, & des Princes Protestans de l'Empire pour obtenir la conservation de cette Dignité en sa Maison, parce qu'en un mot nous ne voudrions pas rompre avec nos Alliez pour quoi que ce soit, ou bien employer jusques là tout ce qui sera en notre pouvoir.

Nous passâmes de ce discours à celui de la Suspension d'Armes proposée à l'un de nous comme il est porté ci-dessus.

Nous les assurâmes premierement du secret qu'ils y desirerent, & après leur avoir déclaré de nouveau que cette affaire ne peut être conclue que du consentement de la Couronne de Suede, nous leur fîmes doucement reproche de ce que le succès d'Allersheim leur avoit sans doute fait survenir une pareille Négociation que le Confesseur de leur Maître avoit commencée avec son Eminence, qu'alors il proposoit de mettre sous la protection du Roi non seulement sa personne, mais aussi celle de son frere l'Electeur de Cologne & leurs Etats avec les Cercles de Franconie, Suabe & Baviere, & que nous ne croyons pas qu'ils vou-

lussent reprendre aujourd'hui le Traité pour d'autres conditions.

Ils nous répondirent que ce qu'ils ont eu charge de nous dire, n'est pas tant une proposition de leur part, comme une réponse de Monsieur le Duc de Baviere, sur une ouverture qui lui a été faite de la part de Monsieur le Cardinal, par Monsieur le Nonce Bagny, de se déclarer contre ceux qui ne voudroient pas la Paix; ce qu'il témoigna d'être prêt de faire. Mais ne nous pouvans pas fonder sur l'avis qu'ils nous en donnoient, nous avons essayé d'agir sur le pied de la premiere proposition; & sur ce, nous fîmes lecture de l'endroit des Lettres de son Eminence qui en fait mention. Nous connûmes bien que leurs ordres n'y étoient pas conformes, & ils nous dirent que cette protection desdits Electeurs & Cercles n'avoit été demandée que contre les Suedois.

Surquoi voyans que, pour nous donner le change, ils ne s'attachoient plus qu'au Traité général, & disoient qu'il valoit mieux faire la Paix, nous trouvâmes à propos de les rengager dans leur premier discours, & dîmes que, quelque Traité particulier qu'il y eût à faire entre nous, il y avoit trois conditions requises.

1645.

Et sur la Paix.

#### La Premiere.

Que les Suedois, les Hessiens, & tous nos Alliez y soient compris, enforte que le Traité porte une obligation précise du Duc de Baviere, de ne donner aucune assistance de gens ni d'argent à l'Empereur, ni à aucun autre Prince que ce soit contre lesdits Alliez.

#### La Seconde.

Que l'on convienne des contributions & des quartiers entre le Rhin & le Danube.

#### La Troisième.

Que l'on mette entre les mains du Roi quelques Places pour la sûreté de l'observation de ce qui sera promis.

Ils demeurèrent d'accord de la condition en toutes ses parties, à la charge aussi que l'armée du Roi ne donnera aucun secours contre l'Empereur, ni contre l'Electeur de Cologne; & voudrout de plus que pendant la surseance elle demeurât tout-à-fait sans action; mais nous leur témoignâmes que ni l'un ni l'autre ne pouvoit être accordé.

Quant au second point, ils prétendent que les quartiers qu'ils ont eu jusques ici leur doivent être laissés; & sur la difficulté que nous en fîmes, ils présupposèrent que les troupes de Hesse s'en vouloient retourner par deça, & que celles de Monsieur le Duc d'Enguien & de Monsieur de Turenne, peuvent aisément subsister dans leurs anciens quartiers.

Nous leur repliquâmes nettement qu'il est impossible d'entendre à une telle proposition, & après plusieurs discours tenus de part & d'autre, il nous parût qu'on les pourroit induire à nous faire telle part que nous voudrions de leurs quartiers.

La troisieme condition fut fort contestée par eux; ils dirent qu'il falloit se fier en la parole d'un grand Prince, & à la foi d'un Traité qu'il signeroit: sur quoi nous leur fîmes considerer que ne pouvans pas résoudre cette Suspension sans le consentement de nos Alliez, qui ne le donneront qu'avec grande peine, & sur de bons gages, il est besoin absolument que nous ayons en main de quoi les assurer de l'exécution des conditions qui les regardent.

Que

1645.

Que Messieurs les Plenipotentiaires de Suede nous ont souvent dit que le Duc de Baviere ne s'empêcheroit jamais d'assister l'Empereur contre eux, & qu'à moins de licencier ses Troupes, & de mettre Ingolstadt entre nos mains, ils n'estimoient pas que nous en pussions avoir une suffisante sureté.

Que nous ne voulions pas toutefois songer de lui proposer un desarmement pour diminuer sa puissance, qu'au contraire nous souhaitions qu'il se maintînt dans un état considerable afin de ménager mieux ses intérêts & les nôtres dans la Paix, & de faire pencher l'Empereur du côté que nous desirons, encore moins à lui demander une piece si importante comme Ingolstadt, ni toucher à aucune partie de ses Etats, mais qu'avec justice nous pouvions demander Hermanstein & Fribourg qui n'appartiennent point au dit Duc; & qui ont été prises sur nous.

A ce mot d'Hermanstein ils furent étonnez, disans que c'est la plus considerable Place d'Allemagne dont leur Maître ne peut pas disposer. Nous dîmes que si ce n'est lui, c'est son frere l'Electeur de Cologne, & que c'est une même chose.

Ils soutinrent que ni l'un ni l'autre n'y a le pouvoir entier, & que celui qui y commande, ayant aussi fait serment à l'Empereur, ne voudroit pas rendre la Place quand il en auroit ordre des dits Electeurs.

Il fut parlé aussi d'Heidelberg où le dit Duc tient garnison, mais sans nous relâcher aucunement d'Hermanstein où nous dîmes plusieurs fois que l'honneur du Roi est engagé, & que le Duc de Baviere recherchant comme il fait la bienveillance de Sa Majesté, elle tiendrait malaisément pour ses veritables amis ceux qui ne voudroient pas lui procurer le consentement de recouvrer cette Place pour la mettre entre les mains du Prince qui la lui avoit ci-devant confiée.

Ils persistèrent à témoigner beaucoup de repugnance, & dirent que, si nous voulions finir la Guerre dans l'hiver prochain, il n'étoit pas besoin de Places de sureté; néanmoins sur la fin de la Conference, comme ils nous trouverent fermes de ce côté-là, ils se chargèrent d'en écrire à leur Maître, & nous séparâmes bien d'ensemble.

Quoi que cette Conference, qui fut fort longue, nous ait obligé d'être un peu prolixes dans le recit, nous croyons encore aslés à propos de ne pas passer sous silence qu'en parlant d'Hermanstein, les Députés de Baviere témoignèrent, entre autres difficultez, qu'on desiroit beaucoup d'eux, & qu'on ne leur donnoit rien d'assuré, parceque notre promesse de conserver l'Electorat dans la Maison n'est pas suffisante si celle de nos Alliez n'y est jointe, ou que le Roi ne s'y oblige positivement sans leur consentement.

Nous avons mis à part les principales questions qui resultent de toute la Négociation ci-dessus deduite, & y avons ajouté ce qui est de notre opinion.

Reflexions des François sur ces Conferences, & sur d'autres points de la Négociation.

Pour ce qui est de l'Affaire de Frankendal dont on demande nos sentimens, nous ne voyons pas bien clair dans l'intention de celui qui offre de fortir de cette Place.

Il y a très-grande apparence qu'il s'en est adressé au Resident d'Angleterre qui est à Francfort pour quelque mauvaise fin. Puis que son Eminence nous a fait la faveur de nous en demander nos sentimens, nous estimerions que, sans rejeter la proposition, il seroit à propos de la tirer un peu en longueur pour s'en mieux éclaircir; car étant certain que ce n'est pas par affection envers la Reine de Boheme, que le

Gouverneur de Frankendal offre de lui remettre cette Place, & qu'il y est forcé par quelque autre puissante consideration; il importe, pour la réputation ou pour plusieurs autres raisons, que les Armes du Roi la retirent des mains des Ennemis, & que ce soit Sa Majesté, qui la rende à ceux à qui elle appartient, parce que, si nous avions à ménager avec la Maison Palatine quelques conditions à l'avantage de la Religion Catholique en le rétablissant dans ses Etats, cette Forteresse, qui est très-considerable, étant en nos mains, nous y peut beaucoup aider; joint que, s'il y a quelque chose à refoudre sur cette affaire, il vaudra mieux que ce soit sur la fin de la Campagne que les Ennemis profiteront moins de la Garnison, qui en sortira.

Quant à la Guerre du Turc, nous croyons bien que si elle continuë, comme l'on public que le Grand Seigneur en a fait vœu, il sera difficile que la France puisse éviter enfin de s'y engager, & qu'il sera même avantageux de le faire pour les raisons que son Eminence remarque très-prudemment. Mais la coutume des Vénitiens étant d'y embarquer les autres pour avoir moyen de s'en retirer les premiers; & les Espagnols en semblables occasions s'étant toujours laissez emporter plutôt à l'animosité qu'ils ont contre la France, & au dessein de lui faire du mal qu'au zele de leur Religion, & au soin de défendre la Chrétienté; il semble qu'on y doit marcher avec une grande circonspection, & qu'il seroit bon de ne s'obliger positivement à rien si l'on ne fait qu'une Trêve, auquel cas il fufiroit d'en donner esperance.

Mais en faisant la Paix, nous estimons qu'on s'y pourroit engager avec sureté, & que ce dessein ne seroit pas moins utile que glorieux à la France.

Sur les sentimens du Turc.

## MEMOIRE

Envoyé en Cour par Monsieur

## LE MARECHAL DE GRAMMONT,

sur son entrevuë avec le Duc de Baviere;

en Août 1645.

*Le Duc de Baviere ouvre son cœur  
au Maréchal par rapport à la Paix.  
Propositions du Duc de Baviere,  
& Reflexions de part & d'autre.*

L'Echange du Comte de Gleen avec le Maréchal de Grammont ayant été resolu, son Altesse de Baviere envoya un de ses Conseillers témoigner au dit Maréchal qu'il seroit bien aisé de le voir & de l'entretenir à Munich avant son depart. A son arrivée, le Comte Kurtz, son Grand Chambellan & son premier Ministre, chez lequel il fut logé, lui dit, après les Civilités ordinaires, que son Altesse son Maître, ne voulant perdre aucune occasion de témoigner à la France le respect & l'affection qu'il avoit pour cette Couronne, avoit souhaité de le voir pour lui faire

Le Duc de Baviere ouvre son cœur au Maréchal.

en-

1645. entendre plus particulièrement avec combien de regret la seule nécessité de se défendre l'obligeoit à faire la Guerre avec un Prince si puissant que le Roi, & duquel les ancêtres avoient toujours protégé la Maison de Bavière ; qu'il prioit le dit Maréchal, lequel pouvoit avoir quelque connoissance des sujets qu'on avoit de lui faire la Guerre, de les lui vouloir déclarer, & quand & par quels moyens il pourroit obtenir la Paix, & les choses qu'on pouvoit prétendre de lui pour cet effet.

par rapport  
à la Paix.

À cela le Maréchal de Grammont répondit qu'il ne doutoit point que son Altesse, comme Prince très-prudent & sage, ne considérât combien l'amitié & la protection du Roi étoit utile à un Prince de son âge ; Qu'il laissoit des enfans fort jeunes, lesquels venant à le perdre se trouvoient une grande Guerre sur les bras, & qui pour protection n'avoient que la Maison d'Autriche dont les affaires, tant en Allemagne qu'en Espagne, étoient en tel désordre, que, bien éloignée de défendre les autres, elle étoit assez empêchée de se parer d'une entière ruine, mais qu'on ne lui avoit jamais dit ce qu'on prétendoit pour la Paix ; Sa Majesté ayant tant d'Ambassadeurs assemblez à Munster pour cet effet, qu'il n'étoit guère besoin de lui déclarer ses sentimens pour la Paix, & que pourtant il seroit malaisé de s'embarquer à faire aucune proposition.

Le lendemain il eut audience de son Altesse qui lui a tenu à peu près les mêmes discours du Comte de Kurtz, & ajouta qu'on l'avoit traité avec toutes sortes de mépris, n'ayant voulu écouter son Confesseur en façon quelconque, que les moindres Princes qui demandoient la protection de l'Alliance de la France étoient bien reçus, & qu'il croyoit n'être pas assez peu considérable pour devoir être rejeté.

Le Maréchal de Grammont lui dit que, s'il plaisoit à son Altesse lui donner permission de lui parler librement, il lui avoueroit que l'on n'avoit pas crû à la Cour que les choses qu'il proposoit eussent autre but que de tirer les affaires en longueur & donner de la méfiance à nos Alliez. Sur quoi son Altesse de Bavière n'eut autre réponse sinon qu'il étoit assez difficile de pouvoir pénétrer son intention, puisque jamais l'on n'avoit voulu écouter ses propositions ni demander aucunes choses de celles qu'on pouvoit souhaiter de lui, mais bien de le renvoyer à Munster, où il voyoit toutes les choses aller avec une telle lenteur qu'il n'en espiroit aucune heureuse issue.

Proposition  
du Duc de  
Bavière, &  
réflexions de  
part & d'au-  
tre.

Pour conclure un discours qui seroit trop long si l'on en vouloit faire le détail, il proposa de faire un Traité avec l'Empereur séparément d'Espagne au contentement de la France. Que si elle ne veut point traiter avec l'Empereur, & qu'on veuille traiter avec lui, qu'on se laisse entendre des choses qu'on pourroit souhaiter, & qu'il sera aisé de voir s'il n'y a rien qu'il ne fasse pour l'amitié du Roi & de la Reine. Il desira pour cet effet qu'on donne commission & pouvoir de traiter avec lui sans le renvoyer à Munster, & que pour faire voir qu'il ne prétend point que ce Traité donne jalousie aux Suédois, qu'il plaist à la France de se déclarer de ce qu'il doit faire pour eux, & de s'entremettre pour la Paix qu'il désire avec la Couronne de Suède.

Il répliqua plusieurs fois que l'Empereur ni les Etats de l'Empire n'avoient rien à faire avec l'Espagne, & que, pour témoigner cette vérité, le Duc de Terranova étoit venu à Vienne pour conclure avec l'Empereur & lui une nouvelle

TOM. II. PART. II.

Alliance, sans que l'un ni l'autre l'eussent voulu faire.

Bref, qu'il demandoit pour grace qu'on lui fit entendre quel chemin il devoit tenir pour se remettre aux bonnes grâces de la France, & qu'il n'y avoit rien qu'il ne fit pour cet effet.

Sur quoi le Maréchal de Grammont crût ne lui devoir dire autre chose, sinon que tout le service qu'il pourroit rendre à son Altesse étoit de donner part à Monsieur le Duc d'Enguien, qui étoit son Général, de toutes les bonnes volontés qu'avoit son Altesse, & d'envoyer un Gentilhomme à la Cour pour porter à son Eminence la Lettre qu'il lui écrivoit, & attendre quelle réponse pourroit être faite de la part du Roi à ses propositions.

Il demanda fort instamment une suspension d'armes, mais l'espérance lui en fut toute ôtée, en lui disant qu'il n'y avoit point d'apparence que cette proposition se pût faire à Monseigneur le Duc d'Enguien, lequel avoit trop de prudence pour la lui accorder sans les ordres exprès de Sa Majesté.



## L E T T R E DE LA REINE

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris le 31 d'Août 1645.

*Négociation de Bavière avec la France. La Reine autorise pleinement les Plénipotentiaires pour la terminer par un Traité.*

MON COUSIN ET VOUS MESSIEURS  
LES COMTES D'AVAUX ET DE  
SERVIEN,

J'Avois bien prévu le fait de mon Cousin le Duc de Bavière qu'il ne tarderoit pas de me faire savoir qu'il se tenoit bien malheureux de ne s'acquiescer ma confiance & qu'il n'avoit point de plus forte passion que de la posséder. Se prévalant de la prison de mon Cousin le Maréchal de Grammont, il n'a pas manqué de s'en ouvrir avec lui, & au jour qu'il partit de son Pais de lui en faire ses doléances qu'il a augmentées par la juste apprehension dans laquelle il étoit que sa Maison se trouvât ruinée s'il n'entroit en mes bonnes grâces & que venant à mourir, dont il est assez proche, son Successeur se trouveroit en une dépendance trop absolue de la Maison d'Autriche ; qu'à ces maux il n'y a qu'un remède, qu'il a toujours recherché de faire la Paix & d'entrer en ma protection & qu'il désireroit également & l'une & l'autre de ces choses ; mais qu'il craignoit n'ayant pas ou-

Négociation  
de Bavière  
avec la France.

S blié

3645. blié ce qui s'est passé, que je n'y aurois point d'égard : & pour prouver au dit Maréchal que ce qu'il avoit dit étoit fondé, il lui a déclaré comme il avoit envoyé son Confesseur en cette Cour & qu'il n'avoit su tirer autre réponse sur les ouvertures qu'il avoit faites, sinon que mes Députés étoient à Munster auxquels il se pouvoit adresser, lesquels avoient ordre, avec la participation des Alliez, d'avancer l'ouvrage de la Paix; que cela lui avoit fait comprendre ou qu'il étoit méprisé ou que l'on se défoit de la sincérité de ses intentions ; que présentement il revient à faire les mêmes prières & insinuoit adroitement qu'il étoit assez considérable pour les Etats qu'il possède, ajoutant que l'Empereur n'avoit point de dépendance ni de connexité avec l'Espagne, que l'on pouvoit faire la Paix avec l'un & continuer la Guerre avec l'autre, qu'il s'offroit de contribuer à l'un & à se soumettre à toutes les conditions justes que je pourrois désirer jusqu'à me rendre juge de ce qu'il pouvoit faire pour conclure aussi la Paix particulière avec les Suedois, si je la voulois préférer à la générale d'Allemagne.

Sur son instance mon Cousin le Duc d'Anguien, qu'il avoit aussi voulu faire rechercher d'une suspension par l'entremise du dit Sieur Maréchal, a jugé à propos de me dépêcher le Sieur de Bergerac, lequel étoit chargé de m'expliquer les intentions du dit Duc au delà de ce qu'elles étoient exprimées dans un Memoire qui en a été dressé par le dit Sieur Maréchal de Grammont. Pour faire voir aux Alliez, nommément à la Couronne de Suede, & au dit Sieur Duc de Baviere, la sincérité & la netteté de mon procédé & le désir que j'ai d'avancer la Paix, je me suis résolue de vous envoyer le Memoire sus énoncé & le porteur de la Créance, afin que vous entendiez de lui tout ce qu'il avoit eu charge de me dire pour en suite en faire part aux Plenipotentiaires de Suede & des autres Alliez, & puis, ayant avisé avec eux ce qui est à faire pour profiter de la disposition où se trouve ce Prince & de l'état avantageux où sont mes affaires résoudre, avec les Députés un Traité particulier si ceux des Alliez l'approuvent & que vous jugiez, qu'il pût être avantageux au bien de mon service, & de cela vous avez le pouvoir jusqu'à le conclure & le signer sans m'en donner nulle part. Je me porte à cette résolution & par la confiance que j'ai en vos suffrages & en votre affection, & pour gratifier le Duc de Baviere lequel a voulu que la Duchesse sa femme s'expliquât avec le dit Maréchal de ses intentions, sur cela même lui disant avec beaucoup de discrétion qu'elle apprenoit de moi que, sans haïr la Maison de laquelle on est sorti, on entre entierement dans les intérêts de celle où l'on est entré, & que l'amour des enfans efface toute autre amitié. J'avoue que je serai très-aise s'il se peut rencontrer des moyens qui m'assurent l'amitié de ce Prince & qu'il y ait lieu de le détacher de l'Empereur ; car, outre qu'il est Catholique & de grande considération en l'état présent des affaires, il porte avec soi des conséquences pour l'avenir, qui ne doivent pas être méprisées.

Si Dieu permettoit que vous fîssiez un Traité, vous en donneriez en diligence avis à mon Cousin le Duc d'Anguien, & lui enverriez les Lettres que vous trouverez jointes à celle-ci par lesquelles je lui mande qu'il ait à se conformer aux avis que vous lui donnerez, & à ne plus continuer de faire la Guerre au dit Duc, si tant étoit qu'il se fût accommodé, & tienne la main, entant qu'en lui fera, que ce que vous aurez promis

en mon nom soit exécuté & observé. Par autre voye je lui ferai savoir & au dit Sieur de Grammont, le commandement que j'ai fait à Bergerac dont il pourra informer le dit Duc afin que si cette ouverture lui est agréable, qu'il donne ses ordres en diligence à ses Commissaires. Je prie Dieu qu'il vous ait, Mon Cousin & Messieurs les Comtes d'Avaux & de Servien, en sa sainte & digne garde.

Signé

ANNE.

& plus bas

DE LOMENIE.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, ce 1. Septembre 1645.

*Prise de Bethune. Progrès dans les Pais-Bas. On presse les Hollandois d'envoyer à Munster. Soins pour l'armée en Allemagne. Le Traité entre la Suede & le Dannemarck est conclu. Il n'y a rien de positif des progrès des Turcs.*

MONSEIGNEUR & MESSIEURS,

SANS que le bien Public oblige Sa Majesté de vous dépêcher Monsieur de Bergerac, ainsi que vous le connoîtrez par un ample Memoire & par la Lettre de Sa Majesté, j'aurois laissé partir l'ordinaire à vuide tout ainsi que vous avez fait celui qui se rendit en cette Ville mercredi dernier. Il est vrai que n'en ayant rendu ni pour le Roi ni pour les particuliers, on peut croire qu'entre Munster & Wezel il peut avoir été devalisé, & peut-être aussi que vous aurez dépêché un Extraordinaire, de quoi nous ferons au plutôt éclaircir.

N'ayant point de réponse à vous faire je puis profiter du loisir que j'ai pour vous faire part de la prise de Bethune, & que l'armée sous les deux Maréchaux de France ayant été séparée, l'une est allée à Saint Venant & l'autre à Lillers, & y ayant grande apparence que ces deux Places ne résisteront pas, Bethune ne s'étant presque défendue, vous jugez bien que nous allons prendre les quartiers dans le Pais Ennemi au soulagement de la France; ce qui n'est pas un petit avantage & qui sera suivi d'autres d'extraordinaire conséquence en l'incommodité, que le Pais

La Reine autorise pleinement les Plenipotentiaires pour la terminer par un Traité.

Prise de Bethune.

Progrès dans les Pais-Bas.



1645. Pais Ennemi en ressentira, duquel les Peuples lassés de la Guerre, & du peu de protection qu'ils reçoivent seront enfin pour considérer, & chercher des expédiens pour assurer leur condition avec nous, ou pour s'en établir une qui les délivre des maux de la Guerre. Pendant l'hiver ils auront à songer à eux, si l'Ennemi n'en profite pour, par une bonne & solide Paix, éviter les maux dont il est menacé, & qui, selon l'apparence humaine, ne s'en peuvent garantir que par ce seul moien.

On presse les  
Hollandois  
d'envoyer à  
Munster.

Faisant réponse à une Lettre du Sieur Brasset, je l'exhorte de presser Messieurs les Etats d'envoyer leurs Députés, mais après tout se faisant si longtems attendre ils vous donnent la liberté d'avancer le Traité sans eux. L'engagement de le faire conjointement est une obligation de faire comparoître les Députés, au lieu concerté & pour entrer en Négociation. Quelques-uns d'entr'eux pensoient avoir trouvé un prétexte, de différer leur parterment, aux manquemens essentiels qui se font rencontrez dans le Pouvoir du Comte de Peñaranda. Mais quand ils ont appris que vous avez bien voulu continuer le fil de la Négociation, sur la promesse qu'il a donnée d'en remettre un tel qu'il doit être dans le terme de deux mois, cela les a un peu surpris & fait prendre résolution de hâter l'envoi de leurs gens.

Soins pour  
l'armée en  
Allemagne.

Le Traité  
entre la Sue-  
de & le Dan-  
nemark est  
conclu.

Nos forces destinées pour l'Allemagne marchent, le Sieur de Boiquet y retourne après avoir vu les ordres donnez pour cet effet & qu'ils s'exécutent. Il ne tiendra qu'à la Reine de Suede d'y fortifier les siennes, son Traité avec le Dannemarck est conclu, & si avantageusement pour elle qu'elle a obtenu au delà de ce qu'elle pouvoit desirer. Dès le 28. de Juillet on commençoit à rediger par écrit les Articles concertés, & Monsieur de la Thuillerie, qui se trouvoit attaqué de la goutte, commençoit à apprehender ce travail, tant les esprits des uns & des autres sont chauds & délicats; mais ayant surmonté les difficultez les plus solides il espere qu'il viendra aisément à bout des autres. L'Ambassadeur de Hollande, par ordre de ses Maîtres, m'a parlé des affaires d'Embsden, & pressé que Sa Majesté se déclarât d'assentir à l'intention qu'ils ont que le mois d'Avril prochain que l'Interim, d'entre ce Comte & Madame la Landgrave, sera expiré, qu'elle ait à vider son Pais. Je lui repliquai que c'étoit prématurément parler d'une affaire, & que l'assistance que cette Princesse rendoit à la France, l'obligeoit d'entrer dans ses intérêts, & ne rien promettre que ce qui aura été concerté avec elle; qu'il y a peu d'apparence de demander qu'elle abandonne les quartiers, & les contributions qu'elle tire de la Frise, dans un tems que son Pais est entièrement ruiné pour y avoir recueilli les troupes de Monsieur le Maréchal de Turenne, & les tenant unies à notre armée ce qui les empêche de prendre des quartiers. N'étant pas préparé à répondre à ces objections, il s'est contenté de me dire qu'il me prioit d'en parler, & qu'il feroit savoir à ses Maîtres ce qu'il avoit entendu, & discourant avec lui je me suis aperçu que ce n'est pas tant l'intérêt du Comte qui fait agir Messieurs les Etats que celui d'aucuns de leurs Sujets de Frise, & de Groningue qui possèdent des heritages dans le Pais de ce Prince.

Il n'y a rien  
de positif sur  
les progrès  
des Turcs.

Les Lettres de Venise en datte du sixieme du dernier ne nous ont point appris que la Canée eût encore été prise, les avis de Naples le disent, mais il y a peu d'apparence d'y ajouter foi. J'amplifie ma Lettre de ces nouvelles bien

TOM. II. PART. II.

qu'elles soient peu importantes afin d'aider à votre divertissement. Je suis &c. 1645.



## MEMOIRE DU ROI,

à Messieurs les

### PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, le 1. Septembre 1645.

#### *Instruction touchant la Négociation du Bavaois.*

CE n'est pas un des moindres fruits du gain de la Bataille de Nordlinghen, que d'avoir obligé le Duc de Baviere à rechercher de nouveau avec chaleur la protection de la France, par le moien de l'accommodement avec elle, & ses Alliez; à quoi il a témoigné tant de passion qu'il a fait venir à Munich le Maréchal de Grammont, sortant de prison, exprès afin d'avoir lieu de s'entretenir avec lui, pour reconnoître si les propositions qu'il aura à faire d'un prompt accommodement, seroient agréablement reçues de leurs Majestez.

Le dit Maréchal étant de retour au camp de Monsieur le Duc d'Anguien, a communiqué avec lui ce qui s'étoit passé, & pour satisfaire aux instances du dit Electeur ils ont dépêché le Sieur de Bergerac, avec une relation assez ample sur ce sujet, laquelle ayant été vue, & examinée par la Reine en son Conseil, Sa Majesté a cru ne pouvoir mieux faire pour son service, & pour celui de ses Alliez, que de faire connoître au dit Duc qu'on ne rejette point ses propositions, mais que pour garder inviolablement la foi à nos Alliez, & recevoir le tout à Munster on renvoye aux Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires de Sa Majesté pour en donner communication à ceux de Suede, & pour cet effet elle fait partir en diligence le Sieur de Bergerac, afin qu'outre la relation susdite Messieurs les Plenipotentiaires puissent apprendre de vive voix le détail des propositions qu'il a apportées, & de tout ce qui a été convenu de delà des intentions du dit Duc de Baviere.

Messieurs les Plenipotentiaires demandant à l'instant la Conference avec ceux de Suede, leur donneront part, & aux autres qu'ils jugeront à propos, de la relation qui leur a été envoyée, & de ce qu'ils auront appris de vive voix du dit Sieur de Bergerac, leur montrant entiere confiance en les engageant au secret, si tant est qu'on le puisse espérer de tant de personnes auxquelles ils donneront connoissance de cette affaire.

Il est vrai que le gain de la bataille nous coûte du sang, mais il est aussi certain qu'outre la reputation que les armes du Roi ont remportée, la perte des hommes, & des Chefs du côté de l'armée Bavaoise a été beaucoup plus grande. Enfin Monsieur le Duc d'Anguien est Maître absolu de la Campagne. Après la prise de Nordlinghen, il a attaqué la Place de Duncelspielh, & quoiqu'environnée de deux fossés.

1645.

elle étoit à la veille de se rendre le dix-neuvième du courant, & bien que le Duc de Bavière fassé tous ses efforts, & n'oublie rien pour mettre son armée en état, il ne le pourra pas faire sitôt que celle du Roi ne soit auparavant bien fortifiée, puisqu'outre l'argent qu'on a envoyé pour remonter la Cavalerie, & pourvoir aux autres choses nécessaires, on a fait marcher, à l'instant qu'on reçut la nouvelle du combat, trois mille hommes effectifs qui étoient en Champagne, quoiqu'ils ne fussent pas destinés pour l'armée d'Allemagne; en forte que nous faisons état qu'ils seront au delà du Rhin dans le sept de ce mois. On sollicite cependant toutes les autres levées qui étoient destinées pour l'Allemagne, partie desquelles marchent dès à présent pour s'y rendre en toute diligence. De façon que Monsieur le Duc d'Anguien ayant écrit que, pour peu d'Infanterie qu'on lui envoyât promptement afin de s'en pouvoir servir, avant que l'armée de Bavière fût en état de paroître devant lui, il croyoit pouvoir mettre les affaires d'Allemagne en meilleur état qu'elles n'ont jamais été; il y a sujet d'en espérer beaucoup d'avantage.

On a jugé à propos de faire une petite réduction de l'état de nos affaires en Allemagne, & de celui où l'on les peut mettre, afin que Messieurs les Plenipotentiaires, traitant avec ceux de Bavière, pussent mieux prendre leurs mesures. Il faudra aussi examiner l'état où se trouve le Duc de Bavière, lequel il ne faut pas qu'il croie assez bon pour nous pouvoir résister, puisqu'il voit bien qu'en effet il aura malaisément les facilités, & les moiens qu'à la France pour remettre une grande armée ensemble, particulièrement dans l'impossibilité d'amaïsser de l'Infanterie, & qu'il voit aussi que les affaires de l'Empereur ne sont pas en état d'amaïsser. Après toutes les grandes instances qu'il fait de se mettre bien avec la France, les grands empressements de Madame sa femme pour le même effet, selon que Messieurs les Plenipotentiaires sauront par le Sieur de Bergerac, témoignent assez la mauvaise affiette de ses affaires, & qu'il ne croit pas se pouvoir mettre à couvert, & jouir du repos que par le moien d'un accommodement, qu'il veut se procurer à quelque prix que ce soit avec la France & avec ses Alliez.

Parmi les raisons qui ont été déduites à Monsieur le Maréchal de Grammont par Madame de Bavière, accompagnées de pleurs, pour obliger Sa Majesté à se fier aux promesses que le Duc son mari feroit à la France, de ne manquer jamais à ce qui seroit arrêté dans l'accommodement qu'il souhaite, il ne faut pas mépriser celle que, pour être Sœur de l'Empereur, on ne la doit pas soupçonner puisqu'elle avoit un bon exemple de la Reine de France, qui n'étoit pas moins Sœur du Roi d'Espagne, sans que pour cela elle usât d'aucune retenue à faire paroître aisément en toutes rencontres, que la qualité de Mere l'emportoit sur celle de Sœur à tel point qu'on mettoit toutes pieces en œuvre pour avoir des avantages, & faire des progrès sur son Frere, parcequ'il s'agissoit de les acquerrir à son Fils, & ainsi étant unie une fois avec la France on ne la pourra jamais soupçonner de préférer les intérêts de l'Empereur à ceux de ses Enfants.

Après que Messieurs les Plenipotentiaires auront pris là-dessus les résolutions, qui auront été estimées plus convenables, avec les Ministres de la Couronne de Suede & ceux de nos Alliez, ils en pourront traiter avec ceux de Bavière, &

1645.

en cas qu'ils se trouvent munis de Pouvoir suffisant, conclure l'affaire & en donner aussitôt avis par le dit Sieur de Bergerac à Monsieur le Duc d'Anguien, auquel l'on mande d'ici dès à présent d'exécuter tout ce qui aura été arrêté à Munster, avec autant de ponctualité que s'il avoit été négocié & conclu en cette Cour.

Et au cas que les dits Députés de Bavière n'aient pas de Pouvoir suffisant pour conclure valablement, l'on pourra toujours concerter, & arrêter avec eux les conditions auxquelles la France & ses Alliez peuvent consentir aux propositions de leur Maître, & dépêcher aussitôt le dit Sieur de Bergerac à Monsieur d'Anguien, avec un projet de ce qui aura été négocié, & pour ne perdre pas de tems, Monsieur de Bavière exécutant de son côté ce à quoi il sera obligé, Monsieur le Duc d'Anguien en pourra faire de même du sien, & les signatures du Traité se feront en suite à Munster, aussitôt que Monsieur de Bavière aura envoyé le Pouvoir à ses Ministres.

Messieurs les Plenipotentiaires pourront voir tout ce qui leur fut écrit, lorsque le Confesseur de Monsieur de Bavière vint ici afin qu'ils s'en servent en cette rencontre.

En substance il faudra voir si le Duc de Bavière veut donner quelque sûreté solide de ce qu'il promettra, & particulièrement de ne point secourir l'Empereur en aucune façon directement ou indirectement, de désarmer entièrement ou licentier une partie de ses troupes, de consentir & faciliter, en ce qui dépend de lui, ce que nous pourrions désirer pour établir avec sûreté de bons quartiers à l'armée que le Roi tient en Allemagne, dans les Provinces qui aboutissent au Rhin.

Et de cette façon il semble que l'on ne peut rien faire de plus avantageusement, pour la cause commune, puisque d'un côté on se rendroit favorable un Prince, lequel tout seul fait tête à toutes les forces de la France, qui sont en Allemagne, jointes à celles de Madame la Landgrave, & de l'autre l'Empereur ne devant pas profiter de l'armée du dit Electeur, & nous, pouvant employer la nôtre où bon nous sembleroit, il y auroit grande apparence que la ruine de la Maison d'Autriche en Allemagne s'en ensuivroit ou la conclusion d'une Paix telle que nous ou nos Alliez pourrions désirer.

Quoi que l'on ait écrit du tems que vint ici le Confesseur du dit Duc de Bavière, & quoique l'on mande à cette heure les sûretés & avantages qu'on pourroit prétendre du dit Duc, Sa Majesté déclare qu'elle sera satisfaite de ce qui sera résolu là-dessus, de concert avec les Ministres de Suede, & des autres Alliez de cette Couronne, désirant néanmoins avec passion qu'entant qu'il se pourra on apporte toute facilité pour attacher ce Prince à la France, & qu'on n'oublie rien pour y porter les Ministres de Suede, lesquels peut-être y montreront de la repugnance.

Outre les considérations du bien de la cause commune qui doivent obliger les Alliez de la France à donner la main à l'accommodement avec le Duc de Bavière, à condition d'être assuré de son amitié & que l'Empereur ne profitera point de ses forces, il y en a une très-puissante dans l'esprit de Sa Majesté, qui est celle de l'avantage de la Religion Catholique, laquelle en recevroit de très-grands dans la conservation de ce Prince, & quoique son accommodement fût aussi bien avec les Suedois, & nos autres Alliez, qu'avec la France, néanmoins

1645. le dit Prince seroit entierement attaché à nous étant Catholique, par la même raison que les Princes Protestans, qui se tiennent également unis avec les Couronnes de France & de Suede, ne laissent pas d'être plus attachez à celui-ci à cause de la contrariété qu'ils ont en notre Religion.

Outre le motif de la Reine, qui est assez fort pour nous faire croire que le Duc de Baviere seroit bien attaché à la France, on ne doit pas négliger celui de la proximité de ses Etats, aux conquêtes que nous avons faites sur le Rhin, par le moien desquelles il peut attendre toute assistance de cette Couronne, lorsque par un accommodement elle sera obligée de la lui donner en cas de besoin.

Le dit Duc, & sa femme plus que lui, ne croient pas ce tems-là fort éloigné, se doutant fort que venant à mourir, comme ils le craignent à cause de son grand âge, l'Empereur, sous prétexte d'avoir soin de ses Neveux, n'entreprene de profiter de ses Etats, lesquels en ce cas se trouveroient garantis par la protection de la France.

L'on croit à propos que Messieurs les Plenipotentiaires témoignent adroitement à ceux de Baviere, que s'il dépendoit de Sa Majesté seule d'arrêter un accord avec leur Maître, ils verroient bientôt par les effets les faciliter qu'on y apporteroit. Mais puisque cela ne peut être sans la participation & le contentement de nos Alliez, ils ont ordre de contribuer pour sa satisfaction tout ce qui pourra dépendre d'eux dans la Négociation qu'ils auront là-dessus avec les Ministres de nos Alliez, & que cela étant une fois affecté avec les suretez requises, il reconnoitra, à quel point il doit faire état de l'affection que Sa Majesté lui aura promise de ce que cette Couronne pourra faire pour son avantage, & particulièrement dans la conclusion de la Paix, où elle sera favorable à tous ses intérêts.

On ne doute point que Monsieur le Duc d'Anguien, avec les armes victorieuses qu'il commande, & avec le renfort qu'on lui envoie, ne vienne bientôt à bout de Heilbrun, & de Heidelberg, qui sont deux Places où il a sa principale visée pour bien établir ses quartiers. Mais il seroit bien avantageux si, sans peine, & sans répandre du sang, par le moien de ce qu'on ajusteroit avec le Duc de Baviere, l'on pouvoit avoir les dits postes & les autres qui nous seroient nécessaires pour le dit effet; c'est pourquoy la diligence sera très-utile à cette affaire.

Que si la Négociation tire en longueur, en sorte que Monsieur d'Anguien fût déjà de retour, Monsieur le Maréchal de Turenne aura les mêmes ordres d'exécuter ponctuellement ce qui sera arrêté.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

DE FRANCE.

A Paris, le 9. Septembre 1645.

*Touchant l'affaire de Baviere. Touchant les trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun. On doit ménager les Députés de Brandebourg. Comme aussi ceux de Baviere. Touchant l'ordre de la Négociation. Les Suedois témoignent s'éloigner de la Paix. Leurs prétentions. Celles de la France. Les Suedois se separent de l'armée de France. On la renforce. Affaire d'Oostfrise. Les Espagnols peu contents de Contarini. Affaire du Parlement. Prise de la Mothe. Monsieur Chanut sera envoyé en Suede. Sur le Mariage du Roi de Pologne. La Reine est mal satisfaite de la Duchesse de Savoye.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

JE vous ai écrit il y a aujourd'hui huit jours que l'Ordinaire arrivé Mercredi precedent, n'avoit point apporté de vos Lettres; & je vous faisois une Réponse laquelle m'oblige à une excuse, ayant reçu par le dernier Courier, & votre Dépêche du dix-neuvieme celle du vingt six, & deux jours après votre ample Dépêche & le Memoire y joint en date du vint-huitieme; de laquelle le Sieur de la Chesnaye a été porteur. Il se plaint d'avoir été tardé deux jours à Brusselles, mais c'est une chose assez ordinaire d'en user de la sorte qui ne merite pourtant que d'être relevée.

Pour être succinct & faire réponse à une Dépêche de cette importance & qui contient diverses choses, je commencerai par le Memoire, sur le contenu duquel il y a peu de chose à dire, soit parceque nos sentimens & les vôtres s'ac-

Touchant  
l'affaire de  
Baviere.

1645.

cordent, soit parceque celui porté par Bergerac, vous aura entierement éclairci des intentions de Sa Majesté, laquelle continue à desirer d'avancer, autant qu'il se pourra, un Traité avec le Duc de Baviere & le favoriser, pourvu que les Alliez y consentent & qu'ils soient rendus capables des grands avantages qu'en recevra le Public, & pour le présent & pour l'avenir, & que la cause commune ne peut point en recevoir, de ceux que leurs armes pourront remporter, qui égale celui de rompre l'union, & la trop grande dépendance qu'a cet Electeur, & à son exemple plusieurs Princes Catholiques ont eu avec l'Empereur & Sa Maison, à laquelle celle de Baviere seroit de l'ombre, si Dieu permettoit que le dit Electeur s'attachât avec cette Couronne, & que pour le bien de la Paix il fallût créer un huitieme Electeur qui en seroit encore. Il est remis à vos prudences de prendre votre parti sur le dit Memoire porté par Bergerac, & d'agir en ce rencontre avec un plein Pouvoir, jusqu'à conclure sans attendre un nouvel ordre, ni sur le Traité en général ni sur aucunes des conditions, Sa Majesté sachant très-bien que vous tirerez profit de l'état présent des affaires. On peut dire que la fortune ne nous élève pas & que nous évitons de demander des conditions qui seroient insupportables ou honteuses au Duc de Baviere, & nous avons rencontré ce que nous voulons avoir, & ce que nous avons voulu éviter de demander; mais c'est une condition essentielle à la fondamentale de ce Traité, que le dit Duc ne puisse directement ni indirectement assister l'Empereur, & qu'il soit obligé d'appuyer les intérêts de cette Couronne, qui s'intéressera aux siens selon ce qu'il agira, & il n'en a point de si solide pour la conservation de Sa Maison que de rendre la France puissante en Allemagne & de l'établir en des lieux desquels elle lui puisse tendre la main, en joignant leurs communes forces empêcher que quelque Puissance qui s'élève dans l'Empire, dans la suite des tems ne puisse opprimer la sienne. Le secret qui nous est demandé par les Députez du dit Duc, s'observe peu de la part de leur Maître, il a pris soin d'informer diverses personnes de ce qu'il a dit au Maréchal de Grammont, & quand il dit qu'il doit demeurer armé, & qu'il fera la Guerre à qui ne voudra la Paix, il promet & demeure en sa liberté. Cette liberté, mauvaise en la main de qui que ce peut être, est très-dangereuse en celle d'un Prince, lequel ayant depuis longues années passé pour habile & peu religieux d'observer sa parole quand l'occasion de profiter s'est présentée, & qui a toujours cherché des biais pour justifier ses actions, se prévalant des moindres syllabes qui ont pu souffrir une double interpretation.

Je m'entendrois davantage sur l'examen de votre Memoire n'étoit que cela est remis à une autre fois, si tant est qu'il le faille faire & que sur celui que vous avez reçu, vous ne puissiez pas ajuster toutes choses. Je ferai une remarque que j'ai recueillie des discours de Monsieur de Mazarin, lequel ou pour avoir mieux pénétré la délicatesse dudit Memoire, que je n'ai fait, ou pour s'être souvenu de quelque chose du passé improuve, avec beaucoup de raison, de rien avancer avec le dit Duc que ce ne soit du fu, & du consentement des Suedois, desquels en cas pareil l'exemple ne doit pas être suivi, qui sans notre participation ont essayé d'établir leurs conditions avec Saxe.

Touchant les trois Evêchez

Du Memoire je passe aux Dépêches, & pour plus grande facilité de faire comprendre ce

que j'ai intention d'y répondre je suivrai l'ordre des dattes, & même des points de chacune d'icelles, me contentant sur plusieurs, de dire: on approuve la resolution. Cela, ce me semble, convient très-bien au fait des Evêchez, & nous seroit un avantage considerable de les posséder en tous droits de Souveraineté, mais le demandant, si nous éloignons les Princes de l'Empire de nous, pour leur laisser concevoir que nous en voulons le démembrement, outre qu'il n'est pas assuré de réussir en notre tentative, nous ferions une grande perte & nous nous y ferions exposer pour peu de chose. Celui qui est Maître des murailles des Villes en est bien le Souverain bien qu'un autre en ait le titre. Mais il y a quelque nécessité de ne point consentir qu'on y change la face des affaires, & c'est votre sentiment, & ce ne sera pas peu faire si l'on y conserve un Parlement.

De votre soin & de la bonne disposition que vous remarquez aux Députez de Brandebourg, il y a lieu de croire que vous l'y maintiendrez, & pour vous en faciliter le moi en vous recevrez, avec cette Dépêche, le Brevet de la pension que vous avez demandée pour le frere du Comte de Witgenstein, & si lui-même en eût voulu accepter une, on la lui auroit très-volontiers offerte.

Pour les Députez de Baviere l'on se persuade qu'étant Députez d'un Prince prudent, il les aura choisis pleins de capacité, & de zele à son service & qu'ainsi pour l'intérêt de leur Maître ils entreront dans les nôtres, & que vous n'avanceriez pas ce que vous dites à leur sujet si vous ne les aviez bien pénétrés, & cela n'est pas une chose de legere conséquence. Eux & le Duc doivent bien examiner les avis qu'ils recoivent de France, & de quelle main ils leur sont présentés, peu de personnes savent ce que Sa Majesté a résolu à son avantage, & j'oserois bien affirmer que nul de ceux qui sont en part des affaires se soit avancé de dire que l'Electorat ne lui doit être conservé qu'à vie. C'est une ouverture qui fut faite autrefois & qui se recueille par les Ministres des Princes Protestans, qui croyent lui accorder non seulement ce qu'il peut prétendre, mais beaucoup au delà. La véritable regle que l'on observera avec lui s'établira, & se formera sur sa conduite. Si de bonne foi il a appuyé nos intérêts, il sera juste que nous défendions les siens; quand il consent à la création d'un huitieme, il donne ouverture à un neuvieme par la nécessité de l'Electon, mais consentant à la restitution de ce qu'il possède au Bas Palatinat, & à la retention du Haut, il est surprenant qu'il prétende à la primauté, & il est très-juste qu'il songe à se faire indemniser de l'Empereur, mais il y trouvera bien de l'opposition. Pour la surmonter, c'est un conseil plein de prudence que de s'acquérir des amis & de leur avoir moienné des établissemens qui puissent favoriser leurs intentions.

La victoire remportée par Monsieur le Duc d'Anguien peut bien élever les nôtres à faire penser aux ennemis, que le seul moi en arêter le cours, c'est de consentir à une Paix juste, laquelle sera toujours embrassée de Sa Majesté, qui la desire & pour épargner tant de sang Chrétien qui se verse, & pour donner apprehension au Turc d'une réunion entre tous les Princes, qui en adorent le nom & d'une Ligue contre lui dont la crainte pourroit l'obliger à faire cesser la guerre qu'il a commencée, dont le motif est encore inconnu.

De parler de l'ordre du Traité après ce qui en a été si souvent écrit, ce seroit perdre du

1645.

de Metz, Toul &amp; Verdun.

On doit ménager les Députez de Brandebourg.

Comme aussi ceux de Baviere.

Touchant l'ordre des tems



1645.

la Négocia-  
tion.

tems inutilement, il y a lieu de croire, par les raisons qui vous ont été mandées, que les Médiateurs s'y conformeront. Il seroit à desirer d'en avoir d'aussi solides, & qui devinssent efficaces pour persuader les Députés des Colleges des Princes, & des Villes à trouver & prendre quelque temperament avec les Electeurs. Si les uns & les autres s'opiniâtrent à ne rien relâcher, ils donneront ouverture à se réunir à un lieu tiers, & à l'Empereur de convoquer une Diette. L'une & l'autre de ces choses sont dommageables au Public, & les Suedois y devroient faire considération. Il ne s'agit pas aujourd'hui de quelque prerogative à prendre ou à conserver, mais de sauver l'Empire & les Princes qui ont bien mérité du Public. Vous ayant ci-devant écrit, faisant réponse au deuxième point de votre première Dépêche, ce qui avoit été résolu pour le frere du Comte de Withgenstein, & ce qu'on vous convioit de faire pour s'assurer de la continuation de l'affection des Députés de Brandebourg, j'ai sujet de passer par dessus le premier de la deuxième. Je ne dois même toucher que legerement celui qui suit, m'étant assez expliqué, & plus qu'il ne convenoit si j'en eusse que simplement répondu à votre Dépêche du dix-neuf, sur ce qui concerne le Duc de Baviere. J'attendrai de vos nouvelles sur le sujet du Duc de Lunebourg, & je n'ai rien à vous écrire à son occasion que d'exécuter ce qui vous a été mandé par Monsieur le Cardinal Mazarin.

Les Suedois  
rémoignent  
s'éloigner de  
la Paix.

Le voyage de l'un de vous, Messieurs, qui a été à Osnabrug, n'a point été inutile puisqu'il a satisfait aux Suedois, & a pénétré leur sentiment. Il faut sans doute qu'ils s'éloignent de la Paix, puisqu'ils font si bon marché de leurs intérêts, & tout fraîchement l'on a reconnu au Traité, qui s'est conclu sous la Médiation de Sa Majesté, entre la Reine de Suede, & le Roi de Danemarck, qu'ils n'en laissent échapper aucune, & que c'est par ces Lettres qu'ils jugent de la bonté & de la nécessité du Traité. Les affaires generales sont mises en arriere dès qu'il s'agit d'un leger avantage qui établit pour fondement de la Paix generale, qu'il faut remettre l'Empire en l'état qu'il étoit en mille six cens dix-huit, en chasser les François & les Suedois, & qui veut non seulement que l'Empereur consente que la Couronne de Boheme soit élective, mais qu'on procede à une nouvelle élection, declare bien qu'il se nourrit de toute autre pensée que de celle de la Paix. Cette Couronne à la verité est de droit Elective; mais si c'est en toutes mutations, ou en un seul cas, faute de Princes du sang Royal, c'est ce qui est encore indéci; & les partisans de ceux d'Autriche, comme du Palatin, ont bien remué cette question, laquelle se doit enfin décider au Lieu où vous êtes, puisqu'elle est une des plus importantes du Traité, comme de faire faire une satisfaction raisonnable au Palatin, à quoi la justice que se fait l'Electeur de Baviere, selon ce qui a été recueilli du Memoire que vous avez envoyé, a donné ouverture. Sur toutes ces diverses choses vous ayant été pleinement & plusieurs fois écrit, l'on peut s'en dispenser à présent; mais non de vous dire que la France, qui veut bien que l'Empire reprenne sa premiere forme de Gouvernement, ne prend pas s'exclure de ce qui lui appartient, pour les frais qu'elle a fait pour y reduire l'Empereur, & qui sera bientôt secondée des Suedois, nonobstant le grand desintéressement dont ils sont tant de parade, & de ce point vous en conviendrez plus aisément avec eux, que sur le partage des biens Ecclesiastiques. Les Princes Pro-

Celles de la  
France.

testans ont quelque droit sur ceux qui sont situés dans leurs Etats, par la Bulle de l'Interim; mais l'extenstion qu'ils lui ont donnée jusqu'à former des Chapitres, & faire des Evêques ou Administrateurs de leur Religion, & posséder les Benefices, c'est ce qui n'avoit jamais été entendu, & il seroit fâcheux que la France fit faire cette explication à leur avantage. Je prévois bien toutefois qu'il faudra chercher des temperamens, & que la restitution ne s'en fera point quant à présent; & l'Empereur, par le Traité de Prague qui leur étoit si avantageux, s'y étoit porté, lequel n'apportera pas toutes les difficultez, que l'on pourroit croire, à abandonner la Pomeranie aux Suedois, estimant qu'il sera sujet de division entre leur Couronne, & l'Electeur de Brandebourg, qu'il considere également comme ses ennemis. Mais il se rendra plus difficile à consentir que la Ville de Wismar passe en leur sujettion, à cause de la bonté du Port qui est chose de grand poids, qu'elle se trouve bien avancée dans l'Allemagne & que les Princes de la Maison de Meckelbourg y apporteront de grandes difficultez qui seront considerées.

1645.

S'il eût plu à Koningsmarck de faire réflexion sur le bien ou le mal, que sa demeure ou sa separation de l'Armée Confederée pouvoit causer au bon parti, sans doute il eût pris le parti opposé à celui qu'il a suivi; & il est fâcheux que pour s'excuser il veuille charger Monsieur le Duc d'Anguien, de ce qu'il a executé; les Lettres duquel font bien voir qu'il avoit été surpris de la résolution que le dit Koningsmarck, avoit fait paroître. Ce seroit se flatter d'espérer qu'il y retournerait, les choses en sont venues trop avant, & Sa Majesté, qui considere que les fruits de cette dernière victoire seroient racourcis, si l'armée commandée par cette Altesse n'étoit fortifiée promptement, n'oublie aucun soin ni aucune diligence à lui faire passer des troupes. Nous sommes au delà du jour que les premieres le doivent avoir joint, desquelles nous sommes restez assez satisfaits, & par le nombre & par le bon choix des hommes, nous esperons que la levée de Beninghaußen paroîtra en son tems, & que Madame la Landgrave ne retirera pas ses troupes tant qu'elles seront nécessaires à Monsieur d'Anguien.

Les Suedois  
se separant de  
l'armée de  
France.On la rend  
force.

J'apprens de Hollande qu'il y aura bien de la difficulté à faire consentir au Prince d'Orange, & à Messieurs les Etats qu'elle conserve les quartiers dans l'Oostfrise. Mais Sa Majesté n'oubliera ni prieres ni remontrances qui seront à faire pour le contentement de cette Princeesse. J'ai eu ordre d'écrire à Monsieur Braslet, que si Messieurs les Etats ne faisoient comparoître leurs Députés, que vous ne differeriez plus d'entrer en ouverture avec les Députés d'Espagne. Ceux-ci ont autant de raison de se plaindre que les autres sont à blâmer de leur paresse. Le pis que j'y remarque, c'est qu'elle procede d'une division interieure, & qu'il y a des esprits parmi eux qui la fomentent sans en connoître le dessein.

Affaire  
d'Oostfrise.

J'ai été averti par Monsieur de Gremontville qui l'a été de bon lieu, que les Espagnols lassés de libertez que se donne Contarini, de leur reprocher leur foiblesse & de les trop presser de songer à la Paix, & aux moyens qui la peuvent faire résoudre, ont deliberé de faire une tentative pour le faire revoquer de Munster. Les Ministres d'Espagne qui sont en Italie ont agité entr'eux cette proposition, & ne l'ont encore osé donner au public. Vous en ferez profit.

Les Espa-  
gnols peu  
contents de  
Contarini.

Je ne dois omettre de vous tenir informez

Affaires de  
Parlement.

1645.

que Jeudi dernier le Roi fut au Parlement, où toutes choses se passèrent tout ainsi que l'on le pouvoit souhaiter. Plusieurs des Messieurs témoignèrent avoir regret de ce qu'on avoit avancé, qu'ils étoient en doute si c'étoit un droit acquis à la Regence que de publier des Edits. Mais les plus sages & sensés ont désiré que les autres & le Public en fussent détrompez, & ceux à qui le Gouvernement passé avoit deplu ont concouru avec les autres, à faire condamner cette mauvaise proposition. Les Edits n'étoient excessifs en leur nombre & les plus pesans adoucis par tant de corrossifs, qu'ils ne firent nul mauvais effet. Le Roi parla avec tant de majesté qu'elle passoit celle de son âge, le jour avoit été pris au précédent, mais Monseigneur le Duc d'Orleans, ayant désiré de se trouver en cette action pour y accompagner Sa Majesté, la fit remettre, il se rendit à la Cour le six, & le sept un Gentilhomme nommé Plainville, qui est à lui, apporta la nouvelle de la prise du Château nommé la Mothe aux bois, lequel coupe entierement Saint Omer d'avec Aire. Un Capitaine de Navarre a été tué à ce siege, & Monsieur de Porchieux blessé d'une Mousquetade dans l'épaule.

Prise de la Mothe.

Monsieur Chanut fera envoyé en Suede.

Sur le Mariage du Roi de Pologne.

La Reine est mal satisfaite de la Duchesse de Savoye.

Dans la semaine partira Monsieur Chanut qu'on envoie résider en Suede, il lui fera commandé d'exécuter les ordres qu'il recevra de vous, & de Messieurs vos Collegues, comme l'on dit, à la lettre. Il fera diligence à se rendre auprès de Monsieur de la Thuillerie, auquel il est laissé à son choix de s'aller établir en Suede ou de l'y faire passer, ce qu'on donne à sa fanté que l'on veut préférer au service de Sa Majesté; mais l'on espere que si elle lui peut permettre de faire le voyage, qu'il voudra bien aller rendre celui-ci à Sa Majesté qui part lundi pour Fontainebleau.

Un Secrétaire de Monsieur de Bregy arrivé hier sur les neuf heures nous a appris que le Palatin devoit avoir débarqué à Calais, & la Suede connoîtra combien le Mariage du Roi de Pologne avec la Princesse Marie lui sera utile, qui a éprouvé que le credit que Monsieur de la Thuillerie s'étoit ménagé avec les Danois est aussi tourné à leur compte.

Je viens de recevoir ordre de Sa Majesté, de vous mander qu'elle est très-mal satisfaite de la conduite de Madame la Duchesse de Savoye, qui, par la suggestion de quelques-uns de ses Ministres, apporte toujours de la résistance à rappeler de Munster le Sieur Bellitia, auquel on desire que vous fassiez connoître, s'il persiste à persuader sa Maîtresse à le soutenir contre la volonté du Roi, que vous avez ordre non seulement de rompre tout commerce avec lui, mais de défendre à tous vos domestiques de lui parler, & le considérer comme une personne qui est dans la disgrâce de Sa Majesté, & de qui elle se tient offensée.

Le Brevet que vous avez désiré pour le Frere de Monsieur de Withgenstein, n'ayant pu être résolu pour cet Ordinaire, vous le recevrez par le prochain. Je suis &c.

1645.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E,

Du 9. Septembre 1645.

*Les Espagnols souhaitent l'ouverture du Traité avec la France. Leurs Artifices. Resolution de partager le Congrès. Monsieur Oxenstiern retourne à Osnabrug. On publie la Paix entre la Suede & le Dannemarck. Les François cherchent à justifier leur conduite par rapport à la Négociation. Bruits d'un accommodement de Ragotzi avec l'Empereur. Ne sont de la part de Ragotzi que des feintes pour gagner du tems. Affaire des levees. Et de la Landgrave. Touchant les Pleins pouvoirs. Conférences de Monsieur le Nonce & de Contarini, avec Monsieur Servien touchant les longueurs de la Négociation. Le Comte de Peña-randa est toujours fort réservé. Maximes que la France doit suivre dans la Négociation suivant l'avis de Monsieur Servien. Sentiment du Nonce. Replique de Monsieur Servien. Leur jugement sur l'Archevêque de Trèves.*

MONSIEUR,

Nous suivons l'ordre de votre Lettre du vingt-six du mois passé, pour y répondre & pour vous éclaircir de certains points que nous n'avons pas assez bien expliqué par notre Lettre du douzième.

Il est vrai que les Espagnols, pour essayer de mettre la raison de leur côté, ont recherché Messieurs les Médiateurs d'ouvrir le Traité, & publient par tout qu'ils sont prêts d'y entendre, mais quand ils sont pressés, ils se défendent d'une

Les Espagnols souhaitent l'ouverture du Traité, avec la France.

1645.

d'une raison assez aparente, & disent que les Hollandois n'ayans point encore envoyé leurs Plenipotentiaires, il seroit inutile d'entrer en un Traité auquel rien ne se pourroit conclure.

Leurs Artifices.

Le Sieur Contarini parlant de la Flandre, s'est assez fait entendre que ce n'étoit que de la seule Comté de Flandre, & non pas du reste du Pais-Bas, & quand il a proposé la restitution de Catalogne, il n'a point entendu y comprendre le Roussillon qu'il en a nommément excepté; ce que nous vous écrivons pour lever le doute où vous en étiez.

Les grands & heureux succès des armes du Roi, & la prudente conduite de la Reine dans les affaires sont les veritables causes de l'impatience que vous remarquez aux Espagnols, & du changement qui se voit en leur maniere d'agir, & les mêmes raisons sont que nous trouvons des facilitez desquelles nous essaierons de profiter, & d'en tirer pour le service de leurs Majestez tous les avantages qu'il nous sera possible.

Résolution de partager le Congrès.

Quant aux affaires qui étoient entre les Députés des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, enfin la resolution a été prise de partager les trois Colleges, enforte que la moitié de chacun d'eux demeurera à Munster, & l'autre moitié à Osnabrug, & que dans l'un & l'autre lieu il y aura nombre de Protestans & Catholiques. Ils ont fait espérer en même tems que si dans cet expedient il se trouve des difficultez, ou de la longueur, comme on l'a toujours apprehendé, ils ne s'éloigneront pas des voyes qui seront proposées pour les surmonter. Le meilleur est qu'il n'y aura plus de retardement à répondre à nos propositions, & que les Imperiaux mêmes les doivent communiquer au premier jour aux Etats de l'Empire pour en avoir leur avis, & pour cet effet le Docteur Wolmar ira demain à Osnabrug.

Monsieur Oxenstiern retourne à Osnabrug.

Monsieur Oxenstiern partit lundi d'ici bien satisfait de nous, en ce que, dans l'accommodement des dits Princes & Etats de l'Empire, il nous a vu proceder franchement, & il nous a paru en sa conduite qu'il desiroit faire éclater l'union des deux Couronnes, comme très-avantageuse pour les interêts de l'une & de l'autre.

On publie la Paix entre la Suede &amp; le Dannemark.

Nous avons appris par les Lettres de Hambourg; du vingt-neuf du passé, que la Paix entre la Suede & le Dannemark a été publiée à Copenhagen le dix-sept Août, mais qu'après la publication & le jour même étoit arrivé le desaveu de Messieurs les Etats à leurs Ambassadeurs; ce que nous n'estimons pas qui doive rompre le Traité, duquel les Danois (à ce qu'écrit le Sieur de Meules) sont encore plus satisfaits, & temoignent plus de joye que les Suedois.

Les François cherchent à justifier leur conduite par rapport à la Négociation.

Nous avions écrit en Hollande pour empêcher le desaveu, & prévenir le mal qui en pourroit arriver dans la rupture du Traité, & la continuation de cette Guerre, où nous avons mis toutes les raisons qui nous sembloient en pouvoir divertir les dits Sieurs Etats. Avant que d'envoyer nos Lettres, nous les fîmes voir audit Sieur Oxenstiern, de quoi il s'est trouvé bien obligé, & a reconnu qu'en toutes choses nous agissions pour leurs interêts comme pour les nôtres.

Quand nous traiterons des conditions de la sureté de la Paix, nos sentimens seront du tout conformes aux vôtres, qui est d'en rendre garans tous les Princes de l'Empire indifferemment. Nous ferons cependant tout devoir possible pour faire prendre aux Suedois la même resolution.

TOM. II. PART. II.

Le bruit qui a couru ici de l'accommodement de Ragotzi avec l'Empereur, & dont l'on a parlé comme d'une chose toute assurée, aura sans doute passé jusques à vous, mais nous avons appris d'assez bon lieu qu'à la Cour même de l'Empereur, on commence à croire que les procédures de ce Prince ne sont que des feintes & amusemens pour gagner tems, & nous espérons que le Courrier, qui lui a porté la Ratification & l'argent, donnera moyen au Sieur de Croissi de rompre cette Négociation.

1645.

Bruits d'un accommodement de Ragotzi avec l'Empereur. Ce ne sont, de la part de Ragotzi, que des feintes pour gagner du tems.

Les levées de Monsieur Benninghaussen seroient plus avancées qu'elles ne sont, si nous ne trouvions de la difficulté aux Ministres de Madame la Landgrave, qui ont aversion contre lui à cause qu'il est Catholique, & c'est ce qui nous fait avec plus de soin persister à la résolution qu'on a prise de se servir de lui. Nous croyons pourtant que dans ce jour les difficultez seront terminées.

Affaire des levées.

Nous sommes bien aises des ordres que vous avez envoyé à Messieurs d'Estrades & Braslet, & de ce qu'il vous a plu faire pour ma dite Dame envers Monsieur le Prince d'Orange & Messieurs les Etats; ce qui a été fait à propos, & que nous ferons valoir fortement par deça.

Et de la Landgrave.

La difficulté qui a été faite par les Espagnols sur la clause du Pouvoir de moi Duc de Longueville, n'a été seulement que pour avoir un prétexte moins honteux de faire reformer le leur, & c'est ce qui nous a fait accorder plus facilement d'en faire venir un autre.

Touchant les Pleins-pouvoirs.

Cette semaine Monsieur le Noncé & Monsieur Contarini, ont eu chacun séparément une Conference avec moi Servien; lorsque l'on a fait remarquer au premier que toutes les Difficultez, & longueurs qui ont jusques ici retardé la Négociation sont venues de nos Parties, vu qu'il y a trois mois entiers que les Imperiaux different de faire réponse à notre Proposition; & tantôt sept mois que nous attendons celle des Espagnols, quoique de notre côté nous ayons apporté toutes les facilitez possibles pour faire avancer le Traité. Il a répondu que les longueurs étoient venues des Etats de l'Empire, & non pas des Commissaires Imperiaux qui s'en plaignoient aussi bien que nous.

Conferences de Monsieur le Noncé &amp; de Contarini avec Monsieur Servien touchant les longueurs de la Négociation.

Que pour les Espagnols voyans d'un côté que les Députés de Messieurs les Etats, (sans lesquels nous déclarons ne vouloir rien faire) & de l'autre que les affaires d'Allemagne, qu'ils témoignent vouloir rendre inseparables des leurs, n'étoient pas en état d'être terminées si tôt, ils demeurent sur la retenuë sans s'ouvrir de leurs Commissions secrètes; & que son opinion est que les Espagnols ne veulent pas faire leurs dernières ouvertures, jusques à ce qu'ils voyent la Paix sur le point d'être conclue de toutes parts en peu de tems, parceque connoissans fort bien que l'état present de leurs affaires ne leur permet pas d'espérer une Paix avantageuse, ils ne veulent pas avoir le déplaisir que les conditions en soient long tems agitées, & attendent que les autres affaires soient sur le point d'être résolues; afin de faire, pour les leurs, en prenant leurs resolutions tout d'un coup, comme ceux qui doivent avaler une medecine, qui s'en tirent le plus promptement qu'ils peuvent pour n'en goûter pas l'amertume.

Il a ajouté qu'il avoit vu Penaranda le jour précédent en particulier pour tâcher de le faire parler, mais qu'il l'avoit trouvé aussi retenu qu'à l'ordinaire. Si ce discours est veritable, il faut ou que ceux qui ont été faits ci-devant par l'Ambassadeur de Venise ayent été sans fondement, & à dessein seulement de nous fonder,

Le Comte de Penaranda est toujours fort réservé.

T

ou

1645.

ou que les Espagnols lui aient parlé plus confidentiellement qu'au Nonce. Nous vous prions néanmoins de croire qu'en l'écoulant nous n'avons rien gâté, & que si nous l'avons fait expliquer davantage, c'a été pour ne lui donner pas sujet de croire que nous fussions disposés d'entendre aux propositions qu'il nous faisoit; car jugeant bien que les Espagnols, pour profiter du tems où il ne se fait rien, tâchent de faire agir les Médiateurs auprès de nous pour découvrir nos sentimens, & pour nous faire relâcher des propositions que nous avions faites, nous avons estimé à propos de demeurer toujours fermes sur deux maximes.

Maximes que la France doit suivre dans la Négociation suivant l'avis de Monsieur Servien,

L'une, que la France, tant pour son intérêt propre que pour celui de ses Alliez, ne peut entendre qu'à la Paix.

L'autre, qu'étant venu d'abord dans un milieu raisonnable par sa Proposition, au lieu de demander, comme elle pouvoit fort légitimement, la restitution de ce que toute l'Espagne lui detient injustement; elle n'est pas résolue de rien diminuer, croyant faire assez pour le bien de la Chrétienté que de faire la Paix, en trois semaines, si nos Parties le veulent, en laissant les affaires de part & d'autre comme elles sont.

Il semble à moi Servien avoir fait approuver ces deux résolutions au dit Sieur Nonce, lui ayant représenté qu'il n'y a point d'apparence que nos ennemis nous puissent obliger par les armes de faire rien de plus, & qu'aucontraire ils ont très-grand sujet d'appréhender de plus grandes pertes dans la continuation de la Guerre. Je ne voudrois pas néanmoins déterminer si l'approbation, qu'il a donnée à mon discours, a été simplement par discrétion pour ne s'engager pas à nous contredire, ayant en quelques endroits de notre Conférence blâmé son Colleague, de ce que par fois il s'embarquoit trop avant dans la contestation avec les Parties, ou si en effet son opinion en cela est conforme à la nôtre. Monsieur Contarini dans la visite est entré un peu plus avant en matière avec moi, & après les discours généraux qui regardent la Paix, où j'ai tâché de lui montrer qu'elles viennent toutes de nos Parties, & non pas de nous, il a dit qu'il ne croyoit pas qu'en gardant Pignerol en Italie, tout le Comté de Rouffillon du côté de l'Espagne, & la plus grande part des Places que nous avons prises vers la Flandre, nous dussions faire difficulté d'en razer quelques-unes de ce côté-là, & de rendre celles que nous tenions devers le Luxembourg; car pour la Catalogne, a-t-il dit, cela est hors de doute, personne n'a jamais cru que vous puissiez vous exempter de la rendre si vous voulez la Paix.

Sentiment du Nonce, & de Contarini.

Replique de Monsieur Servien.

J'ai répondu qu'il paroît bien au contraire que les Espagnols veulent continuer la Guerre, s'ils prétendent cette restitution qui les mettroit en repos dans leur Pais, cependant qu'ils veulent conserver les moyens de nous tenir toujours en inquiétude, & en jalousie du côté des Pais-Bas; que si on vouloit faire promptement la Paix, il ne falloit point entrer dans le détail, puisque chaque condition seroit capable de nous tenir des mois entiers en contestation: mais qu'il falloit suivre l'expédient que nous avions offert par notre Proposition, de rétablir l'amitié entre les deux Couronnes, en laissant toutes choses en l'état où elles sont, qui est le moyen le plus prompt & le plus facile pour sortir d'affaires; qu'il avoit un grand intérêt d'y insister, afin qu'étant bientôt délivrés de cette Guerre par une bonne Paix, nous soyons en liberté de prendre des résolutions pour l'assistance de la

République, & la défense de la Chrétienté; dignes de la piété & des saintes intentions de la Reine. 1645.

Pour l'Archevêque de Trèves il est malaisé de juger si l'on doit le faire venir à Munster ou non, & s'il y serviroit ou y nuirait. Nous y penserons plus amplement, Monsieur, comme à certains autres points qui sont touchés par votre Lettre, & sur lesquels nous attendons la Dépêche que vous nous faites espérer; ce qui nous a fait différer jusques à ce qu'ayans reçu les ordres & les sentimens de la Cour, nous puissions, en nous y conformant, rendre notre travail plus utile. Nous sommes &c.

Leur jugement sur l'Archevêque de Trèves.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, le 15. Septembre 1645.

*Affaire du Mariage du Roi de Pologne. Demandes de son Ambassadeur. On appréhende les Suédois. Maladie du Duc d'Anguien. Prise d'Armentieres. Dessein du Prince d'Orange. Le Duc d'Anguien est entièrement rétabli.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

PARTant pour Fontainebleau je laisse cette Dépêche au Bureau, afin qu'il en charge le Courier qui doit partir le premier jour, par laquelle j'accuserai la réception de la votre du deuxième de ce mois. Elle est arrivée tout à point pour voir l'effet que vous en pouviez promettre, & au jour que l'Ambassadeur du Roi de Pologne s'est expliqué des intentions de son Maître, soit par art ou pour avoir reconnu dès l'entrée de son discours, que l'on vouloit marier ce Prince pour conserver l'Alliance qui est entre les Couronnes, & ne se porter pas à de nouveaux engagements. Il a peu insisté sur la demande d'une nouvelle Alliance. Et quand il se vouloit faire chemin à obtenir quelque décision en sa faveur & quelque assistance, il la demandoit contre le Turc, & le grand Duc de Moscovie, contre l'un de nos Traitez empêche de rien stipuler, mais souvent la raison du bon gouvernement, & du bien public nous porte à faire plus qu'on n'oseroit espérer par la force d'un Traité, & de cette réponse l'Ambassadeur s'est contenté, lequel ne pouvant espérer que l'on

Affaire du Mariage du Roi de Pologne.

Demandes de son Ambassadeur.



1645.

On appren-  
dende les  
Suedois.

On outrepassât cette règle, n'a pas aussi insisté qu'on s'obligeât à le défendre contre ce Duc. Ce seroit avec peu de fondement si les Suedois se plaignoient de notre conduite, la moindre chose qui les regarde ou qui leur puisse faire jalouse est examiné au poids de l'or, & quand il faut prendre parti on est toujours disposé à embrasser le leur. Cette vérité est bien prouvée par le Traité, qu'ils ont conclu avec le Roi de Dannemarck, auquel la médiation de la France n'a servi qu'à assurer leur état & améliorer les conditions de leurs Peuples. Il faut savoir qu'au quinzième du passé l'affaire étoit encore incertaine; parceque les Suedois, & les Danois s'étoient opiniâtrés, les uns à avoir & les autres à conserver Bremen, & sans que j'ai des Lettres de la Ville de Hambourg, qui assurent que le Traité fut signé le dixseptieme, je serois en doute de ce qui est arrivé. Ce n'est pas que les Lettres de Monsieur de la Thuillerie ne me donnaient plus de lieu d'espérer que de craindre. Si son pronostic est véritable, vous aurez bien de la peine à disposer les Plenipotentiaires de Suede, aux choses justes; mais quand je considère que le premier d'entr'eux a donné sa parole de continuer ses offices à réduire les Députés des Princes & des Villes, & à prendre quelque temperament avec ceux des Electeurs; je prens esperance que lassé de demeurer à Osnabrug, il avancera le Traité général pour avancer son retour, & les Médiateurs par le même sentiment n'oublieront rien à faire ou à dire, qui leur procure l'avantage que l'un & l'autre se promettent de recueillir de leurs travaux, quelque dignité éclatante qui relevera leur condition.

Maladie du  
Duc d'An-  
guen.

La nôtre est pleine de peines en attendant des nouvelles d'Allemagne d'où elles tardent d'arriver, & certes ceux qui sont auprès de Monseigneur le Duc d'Anguien pourront bien soulager notre ennui en dépêchant de jour en jour des Couriers, pour nous informer de l'état de sa maladie. Selon les apparences il faut au moins qu'elle diminue.

Prise d'Ar-  
mentieres.

Dès avant-hier nous fumes informez de la reddition d'Armentieres, & que tant de gros lieux se rendent que les ennemis abandonnent, que nous en aurons de reste pour établir tous nos quartiers.

Dessein du  
Prince d'O-  
range.

Les Couriers de Hollande & de Zelande ne nous ayant point porté des Lettres de Monsieur d'Estrades, nous donnons croyance au bruit public qui fait marcher le Prince d'Orange, pour aller tenter quelque grand dessein. De la Haye Brasset m'écrit que Mademoiselle de Hanau a fait office envers Madame sa Soeur, sur laquelle elle a beaucoup de pouvoir, de ne point retirer les troupes de l'armée, tant que celui qui la commande jugera qu'elles y sont nécessaires; & de Cassel Monsieur de Beaugard m'a mandé que cette Altesse a été bien satisfaite quand elle a vu qu'on lui avoit accordé un subside extraordinaire de quarante mille Risdalles, dont ci-devant je vous ai averti.

Le Duc  
d'Anguien  
est entière-  
ment rétabli.

Depuis cette Lettre écrite il est arrivé deux Couriers, qui ont apporté des nouvelles de la parfaite guérison de Monseigneur le Duc d'Anguien, deux autres, qui avoient été dépêchez pendant le cours de sa maladie, ont été arrêtés par les ennemis; ce qui causa sans doute beaucoup d'inquietude.

1645.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

A LA REINE.

A Munster le 16. Septembre 1645.

*Etat de la Négociation avec Ba-  
viere.*

MADAME.

Nous avons reçu la Lettre qu'il a plu à Votre Majesté nous écrire le dernier jour d'Août, avec un Memoire qui y est joint, auquel nous ne ferons point réponse par cet Ordinaire, parceque Votre Majesté aura vu par la Depêche que le Sieur de la Chefayne a portée d'ici, que nous sommes déjà entrez bien avant en matiere avec les Ambassadeurs de Monsieur le Duc de Baviere: surquoi nous attendons ce que votre Majesté aura agréable de nous ordonner.

Cependant, Madame, nous avons estimé à propos de faire prier le Baron de Haeftland l'un des dits Ambassadeurs, son Compagnon étant absent, de nous venir voir, pour lui dire comme Votre Majesté avoit bien reçu les instances qui lui ont été faites de la part de Monsieur le Duc de Baviere, & qu'elle est si bien disposée d'y entendre qu'elle nous a donné pouvoir pour conclurre, ayant même écrit à Monsieur le Duc d'Enguien de se conformer à tout ce qui seroit par nous résolu sans attendre autre ordre de sa part.

Nous avons crû lui devoir faire voir les Lettres, afin qu'il pût assurer Monsieur de Baviere, que rien ne seroit tiré en longueur, sur la connoissance que nous avons que c'est une des principales craintes qu'il avoit, & lui avons dit que, pourvu que de leur côté ils eussent les mêmes Pouvoirs, rien n'empêcheroit que cette affaire ne se terminât promptement.

Il est demeuré fort satisfait des propos que nous lui avons tenus, & a dit qu'il les feroit savoir à son Maître, duquel néanmoins il attend réponse pour la semaine prochaine sur ce que nous avons ci-devant traité. C'est un fort bon Gentilhomme & qui nous paroît plein d'intégrité.

Il a remis sur le tapis les deux conditions que nous lui avons demandées tant pour les quartiers que pour la Place de sûreté, il a renouvelé beaucoup de difficultez sur l'un & sur l'autre: Mais sur tout, Madame, il s'est arrêté à combattre notre pretension d'Hermanstein, disant pour assuré que le Duc de Baviere ni l'Electeur de Cologne n'en peuvent pas disposer,

T 2

&amp;c

1645.

& que la Garnison a prêté serment à l'Empereur & au dit Electeur de Cologne, non au Duc de Baviere.

Surquoi lui ayant été expliqué que la Garnison n'ayant ni serment ni dependance du dit Duc, il seroit donc permis au Roi d'attaquer la Place sans contrevenir à la suspension d'armes ou neutralité qui auroit été accordée avec lui ; le dit Ambassadeur est demeuré un peu surpris, & n'a su que répondre.

Nous communiquerons à Messieurs les Suedois le sujet de l'envoi du Sieur Bergerac, encore que nous eussions estimé ne leur devoir donner connoissance de cette affaire qu'elle ne fût plus avancée, pour les raisons que nous avons écrites. Néanmoins les ordres de Votre Majesté nous y obligeans, & voyans d'ailleurs que le passage du dit Sieur Bergerac par la Flandre a fait un peu d'éclat, & qu'on lui a demandé si ce n'est pas lui qui avoit porté à la Cour les propositions de l'accommodement de Monsieur le Duc de Baviere, nous ne différerons plus d'en parler aux dits Sieurs Ambassadeurs de Suede, sans toutefois venir au détail, ni leur dire ce que nous avons ci-devant traité avec ceux de Baviere; jusques à ce que nous puissions mieux juger de ce qui en réussira, ne voulant point vous celer, Madame, que nous avons toujours remarqué que c'est la crainte qui fait avancer Monsieur le Duc de Baviere; & nous ne savons pas si à cette heure que son armée a été remise en bon état, & qu'il a fait joindre de nouvelles troupes, outre le renfort de huit Regimens que l'Empereur a envoyé, il n'aura point changé d'avis. On nous assure que son armée s'est avancée, & qu'elle n'est qu'à trois lieues de celle du Roi.

Nous rendrons à Votre Majesté un compte exact de toutes choses, & essayerons d'user du pouvoir qu'elle a eu agreable de nous donner, en sorte qu'elle en puisse avoir contentement, & nous honorer toujours de sa bienveillance. &c.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, le 16. Septembre 1645.

*Affaire de Baviere. Ils feront tenir la Lettre de la Reine à l'Electeur de Trèves. On pourroit lui envoyer un Gentilhomme. Affaire de Monsieur de Benninghausen. Les Liegeois envoient à Munster.*

MONSIEUR,

Affaire de Baviere.

Nous faisons réponse à la Lettre qu'il a plu à la Reine de nous écrire le dernier jour d'Août, sur l'avis donné par Monsieur le Ma-

réchal de Grammont, des propos que lui a tenus Monsieur le Duc de Baviere, dont le dit Sieur Maréchal a fait un Memoire duquel nous avons aussi reçu la Copie.

La Depêche que vous aura rendu le Sieur de la Chesnaye qui partit d'ici le trentieme d'Août, vous fera bien voir comme nous étions déjà entrez en matiere avec les Ambassadeurs du dit Sieur Duc, & ce que nous vous avons écrit sur ce sujet sert de réponse à votre Memoire du premier Septembre. Nous avons seulement averti un desdits Ambassadeurs qui est ici, des bonnes volontés de la Reine, & du pouvoir qu'elle nous a donné de traiter & conclure cette affaire, afin que s'il n'en a un suffisant, il procure de l'avoir bientôt; de quoi nous rendrons compte à sa Majesté.

Notre Depêche du dix-neuvieme du mois passé ayant par nous été envoyée à Cologne pour être portée par l'Ordinaire, celui qui en étoit chargé fut arrêté sur le chemin par des voleurs qui l'empêcherent d'arriver à tems. Néanmoins le Sieur Bilderberck, qui prend soin d'adresser nos paquets, nous a écrit que ceux-là lui avoient été rendus en bon état, & nous estimons qu'il vous les aura fait tenir par l'Ordinaire suivant; mais parceque nous ne sommes pas assurés si la dite Depêche vous aura été rendue, encore qu'elle ne soit pas autrement importante, nous en avons mis avec la présente ce Duplicata.

La Lettre de la Reine à Monsieur l'Electeur de Trèves est si bien concertée, & dans des termes si considerez, que ne pouvant produire qu'un bon effet, nous ne doutons nullement de la faire tenir au plutôt, & nous n'avons différé à l'envoyer que pour n'avoir pas trouvé une voye sûre. Mais pour donner avis s'il est à propos qu'il vienne à Munster ou non, nous ne pouvons le faire avec certitude, qu'après avoir connu au vrai quels sont ses sentimens, tant pour les interêts de l'Empire que pour la satisfaction de la France.

S'il étoit jugé à propos de lui envoyer un Gentilhomme de la part de la Reine, le prétexte du voyage pourroit être un compliment sur ce qu'il a été mis en liberté après une si longue detention, & le sujet veritable seroit pour reconnoître le plus que l'on pourroit de sa conduite & de ses intentions. Cette même Commission pourroit être donnée au Sieur de Vautord qui est sur les lieux. Cependant ce que nous en pouvons dire en général est qu'attendu l'humeur du dit Sieur Electeur, & les interêts qu'il peut avoir contraires aux nôtres, il y a plus de sujet de craindre sa venue que de la désirer.

Le Sieur de Benninghausen nous a donné bien de l'exercice, ayant été reconnu par le Baron de Beskovits en qui il se fioit. Les Espagnols s'étoient vantés de l'enlever, & de le faire perir, ce qu'ils pouvoient executer ayans des Garnisons proche d'ici. Mais nous avons été assez heureux de l'en tirer, quoi que ce n'ait pas été sans grande peine.

Messieurs du Liege nous ont envoyé demander un passeport que nous leur envoyons. Ils ont député pour venir, ici le Baron de Bulek Archidiacre de l'Eglise de Liege, & le Sieur de Beckman Greffier des Etats. Nous verrons s'ils se mettront en devoir de meriter les bonnes grâces de leurs Majestés.

C'est, Monsieur, ce que nous vous pouvons écrire pour le présent, & vous assurer que nous sommes &c.

1645.

Ils feront tenir la Lettre de la Reine à l'Electeur de Trèves.

On pourroit lui envoyer un Gentilhomme.

Affaire de Mr. de Benninghausen.

Les Liegeois envoient à Munster.

LET-

1645.

## L E T T R E

de Monsieur de

## B R I E N N E

à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau le 23. Septembre 1645.

*Les Suedois entrent en Traité avec la Saxe sans la participation de la France. Le Cardinal Mazarin favorise celui avec la Baviere. Levée du Siege de Heilbron. Les Députés Hollandois sont pour se rendre à Munster. Les Espagnols se méfient de Contarini. Conduite des François à son égard. La Cour espere que les Suedois continuent la réunion à Osnabrug, avec les autres Députés. Paix des deux Couronnes du Nord. Incertitude des intentions du Transylvain. Instruction par rapport aux propositions des Espagnols faites par Contarini.*

MONSIEUR ET MESSIEURS.

Votre Lettre du neuvieme de ce mois me fut renduë le vingtieme, & par elle j'appris que vous attendiez la réponse du douzieme jour d'Août, laquelle je croyois qui vous seroit faite; mais il me semble que l'on prend encore un peu de tems pour en délibérer, y ayant présentement une affaire qui semble plus pressée & même de plus de conséquence que celle-là; C'est de savoir pourquoi les Suedois, sans notre participation, traitent de neutralité avec Saxe, & qu'ils croient que nous n'en devons pas consentir une avec Baviere. Ce n'est pas une raison de mise que l'un est Protestant & l'autre Catholique, & que l'autre est un Prince fin sur la foi duquel on ne sauroit s'assurer, puisqu'on pourroit prendre de telles précautions de sa parole qu'il ne resteroit nul scrupule qu'il ne l'excutât fidèlement. La foi de Saxe n'a pas paru plus constante qui s'est retiré d'un bon parti, après avoir témoigné de vouloir suivre une résolution genereuse à procurer la liberté de sa Patrie, & quand même Baviere pourroit entrer en Négociation du consentement de l'Empereur avec cette intention de rompre le Traité dans le renouveau, il nous semble qu'il ne lair-

Les Suedois entrent en Traité avec la Saxe sans la participation de la France.

roit pas d'être avantageux & plus aux Suedois qu'à la France, puisque nous contentans des quartiers vers la Suabe & dans la Franconie, il auroit plus de peine à refaire ses troupes & nous aurions beaucoup plus de facilité à remettre les nôtres, que si nous sommes contraints à repasser le Rhin, à quoi nous sommes exposez & par la disette du pain qui ne nous donne plus de moien d'y subsister & par le déperissement de nos forces, quelque soin que nous prenions de les rafraichir. Cette affaire de Baviere occupe de sorte Monsieur le Cardinal Mazarin, que tout hier il travailla à peser les raisons du oui & du non, & je crois que vous en verrez quelque chose avec cette Dépêche. Pour vous montrer combien il la considere & qu'il pense à profiter des ouvertures qui ont été faites de la part de ce Duc, il n'a pas crû devoir attendre la réponse que vous nous ferez à celle qui vous a été portée par Bergerac, bien que c'étoit mon sentiment & que je lui disois que vous étiez entrez en négociation avec les Suedois, desquels il falloit attendre les résolutions, d'autant plus que se portant à déferer aux nôtres nous avions ce que nous souhaitions sans qu'ils pussent comprendre que sans leur consentement nous serions pour nous y porter & qu'au cas du refus il étoit bon de savoir leurs raisons pour les combattre par les solides dont son esprit étoit plein. Le raisonnement de son Eminence est autre. Il dit & avec de grandes considerations que si les Suedois ont donné les mains au Traité, sur les instances que vous leur en avez faites, que votre discretion leur célera la deuxieme Dépêche qui vous est faite & qu'aussi, s'ils ont pris une négative, il est inutile de différer à leur faire connoître la nécessité qu'il y a qu'ils s'en retracent, & leur faire valoir leur propre conduite qu'il ne leur faut pas reprocher, mais la louant en prendre une pareille.

Hier au soir je reçus une Lettre d'un de mes amis qui est à Paris, qui porte que dans ce jour arrive un Gentilhomme du Maréchal de Turenne, qui vient dire les raisons pour lesquelles on n'a sù continuer le siege de Heilbron & j'y donne quelque créance sur les difficultés que j'y ai toujours prévues, & sur celles dont son Eminence parla hier au Conseil, sur lesquelles il appuie fortement qu'il importe beaucoup au bien de la cause commune d'avoir des quartiers au delà du Rhin, & que tout ce qui les peut moyenner est utile & qu'il faut y travailler, concluant par là combien il importe de s'accommoder avec Baviere qui les offre.

Ce que dessus est seulement pour vous informer de ce qui se passe & non pour vous prescrire d'agir qu'en conformité des premiers ordres, si, par une Apostille à cette Lettre, par une de Sa Majesté, ou un Memoire, il ne vous est mandé quelque chose de plus précis.

Je reviens à votre Dépêche & je passe légèrement sur le premier point, puisque les avis de Monsieur Brasset portent que les Députés de Messieurs les Etats étoient sur les termes de partir, & ainsi les Espagnols n'auront plus cette excuse de leur absence pour différer d'entrer en négociation avec vous, laquelle à la verité étoit assez soutenable après les déclarations expressees que vous aviez faites de ne vouloir traiter sans eux. Sur les ouvertures qui avoient été faites par Contarini je n'ai rien à dire, il me suffit d'en avoir été informé afin que, quand il sera fait réponse à votre Lettre du troisieme d'Août, je puisse dire ce qui est de sa pensée. Mais à l'avance je dois, ce me semble, vous mander que si Mon-

T 3

sieur

1645.

Le Cardinal Mazarin favorise celui avec la Baviere.

Levée du siege de Heilbron.

Les Députés de Hollande sont pour se rendre à Munster.

1645. fleur de Gremonville pêche en bon lieu ses avis, les Espagnols n'ont nulle confiance en Contarini & ils ont fait faire une tentative pour le retirer de la médiation, mais le Prince, au lieu de répondre à la demande, s'est beaucoup étendu sur les louanges de ce Ministre & a excusé sa manière présente d'agir, & la liberté de ses paroles qu'il attribue à son naturel & à la passion de se rendre utile au Traité général, pressant vivement les Parties de se mettre à la raison; & le dit Sieur Gremonville nous ayant donné cette connoissance, nous avons loué la prudente résolution qu'il a prise de ne point faire connoître à ceux du Senat que vous vous plaignez aussi de la conduite de leur Ministre, lequel sans doute sera averti ou par le Senat ou par quelque Confident du College des intentions des Espagnols, ce qui le rendra plus attaché aux intérêts de cette Couronne. Nous avons été très-satisfaits ayant su que le Baron Oxenstiern étoit parti avec beaucoup de contentement d'auprès de votre Altesse & de Messieurs vos Collègues, & que les Suedois, ayant obtenu ce qu'ils ont demandé avec tant d'instance que les Colleges des Princes & Villes se séparassent, ils ne contrediront pas à leur réunion, si le bien public le requiert, jugeant que la nécessité du Traité les obligera à le faire & à se rendre auprès de vous.

Conduite des François à son égard.

La Cour espère que les Suedois continuent la réunion à Osnabrug avec les autres Députés.

Paix des deux Couronnes.

Incertitudes des intentions du Transylvain.

Affaire des levées.

La Paix entre les Couronnes du Septentrion a été conclue, & les deux Nations ont témoigné beaucoup de joie, & ont fait sonner bien haut les obligations qu'ils en avoient à Sa Majesté. L'une profite beaucoup & l'autre se préserve de la dernière ruine, du consentement & à la prière même du Chancelier. Monsieur de la Thuillierie, qui est allé à Copenhague pour faire faire la ratification & délaissement stipulez, entrera en quelque Traité avec le Roi & en fera de le détacher de l'Empereur & le réunir au bon parti. Il lui est mandé de marcher avec tant de retenue qu'il ne donne point de jalousie à ceux mêmes qui ont requis qu'il le tentât, mais que pour un léger soupçon qu'ils pourroient aussi en prendre, ne pas perdre une occasion si importante s'il la trouvoit en disposition.

Les avis de Vienne & de Constantinople ne s'accordent pas, les uns portent l'accommodement du Transylvain avec l'Empereur, & avec tant de circonstances qu'il est malaisé de n'y pas ajouter foi, d'autant plus que la légèreté de ce dit Prince donne sujet de tout craindre & de vouloir faire parade d'un ordre du grand Seigneur, duquel s'il n'est Vassal, au moins est-il Tributaire, de déserter. Mais les autres assurent que bien qu'on lui ait envoyé on lui a bien fait connoître qu'on se foucioit fort peu qu'il y deferât, & ses Ministres qui sont par delà assurent qu'il continuera de faire la Guerre & qu'il gardera constamment l'alliance, & le parti qu'il a embrassé. Si quelque chose lui pouvoit servir de prétexte, c'est que les Suedois n'ont point effectué ce qu'ils lui ont promis; mais pourtant je douterois qu'il fût suffisant pour le porter à une telle infidélité & que Monsieur de Croissi n'eût point pénétré, duquel je n'ai point eu de Lettres depuis celles qui me furent envoyées par vous & qui vous auroient été remises par le Gentilhomme, que vous lui avez dépêché chargé de Lettres de ratification & de change qui sont bien considérables envers ce Prince avare tel qu'on dépeint celui-là.

Il est fâcheux que Benninghaussen ne trouve route la facilité possible à avancer toutes les levées, & Madame la Landgrave me pardonnera si je condamne sa conduite; que nous soyons

puissamment armez, c'est la sûreté & le moyen de venir à une bonne & sûre Paix.

Je prévois bien que nous aurons de la peine à lui conserver ses quartiers de l'Oostfrise; je ne laisse pourtant d'ordonner que l'on fasse des offices en sa faveur; mais je prévois, que si la Suede ne se joint à nous, nous aurons de la peine à persuader Messieurs les Etats & Monsieur le Prince d'Orange de prolonger le terme de l'Interim d'un second, tant ils croient être obligés d'honneur & de conscience de faire décharger ce Pais de contributions, & de logemens de gens de Guerre.

Ayant ci-dessus été dit qu'il y avoit lieu de douter que Contarini eût le secret des Espagnols, il semble qu'il n'y a pas lieu de faire aucune réflexion sur ce qu'il avance & pour la Catalogne & pour la démolition de quelques Places que nous occupons. Seulement je me tiens obligé d'avertir vos prudences d'aller extrêmement réserver sur l'une & l'autre de ces propositions, l'une pouvant donner du dégoût à ces Peuples sans avancer le Traité, & l'autre laisser croire au dit Contarini que nous sommes pour nous relâcher de bien des choses nonobstant ce que vous montrerez une résolution. C'est un homme agissant qui essaye de pénétrer vos secrets, je ne dis pas pour les reveler aux Espagnols, mais pour retirer cet avantage, que lorsqu'il auroit porté les autres à faire des ouvertures qui approcheroient de ce dont vous auriez témoigné de vous pouvoir contenter, de vous presser de joindre & se prévaloir de cette connoissance. Celle qu'on a de vos suffrages fait qu'on est sans crainte. Je suis &c.

1645.

Affaire d'Oostfrise.

Instructions par rapport aux propositions des Espagnols faites par Contarini.

## MEMOIRE DU ROI,

envoyé à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau le 23. Septembre 1645.

*Touchant la Négociation avec Baviere. Puissant renfort pour l'armée d'Allemagne. Avantages de l'accommodement avec Baviere. Instruction qu'on leur donne à ce sujet. Touchant Franckendal. L'affaire du Mariage du Roi de Pologne. Le Roi n'approuve pas quelques-unes des prétentions de la Suede.*

ON a différé quelque tems pour les raisons qu'on a fait savoir à Messieurs les Plenipotentiaires, de répondre à leur Dépêche touchant la négociation d'un accommodement avec Monsieur le Duc de Baviere, sur laquelle Mon-

Touchant la Négociation avec Baviere.



1645.

Monfieur le Cardinal Mazarin a écrit cependant à Monfieur de Longueville, deux Lettres qui auront pu donner par avance beaucoup de lumieres & des fentimens & des intentions de leurs Majeftez fur les chofes les plus effentielles. Maintenant on y ajoute le préfent Memoire qui, avec celui dont fut chargé le Sieur de Bergerac, & les deux Lettres ci-deffus, acheveront de donner aux dits Sieurs Plenipotentiaires, toute la connoiffance qui fe peut des penfées & des volontez de Sa Majefté, & du détail de cette matiere, fi déjà ils n'y ont pris quelque réfolution avec la promptitude que les Miniftres de Baviere demandent, ayant reconnu les intentions de Sa Majefté, & ayant pû entendre à la vive voix du dit Sieur de Bergerac, la neceffité qu'il y avoit de pourvoir aux quartiers d'hyver.

Puiffant  
renfort pour  
l'armée d'Al-  
lemagne.

Les renforts que l'on envoie dedans l'armée d'Allemagne font très-confiderables, puifque les derniers avis que l'on en a reçus portent qu'il étoit paffé quatre mille hommes de pied effectifs, fans compter ce qui alloit de Cavalerie, & d'Infanterie du Gouvernement de Brifac, & trois mille François qui font en marche conduits par le Sieur Sauveboeuf & de Saligni. Mais avec tout cela il y a fujet de craindre qu'il y aura beaucoup de difficulté à bien établir le quartier d'hyver de delà le Rhin; car comme pour cela il femble être néceffaire de s'emparer de Heilbron & de Fribourg, qui ne manquent de rien de ce qui leur faut pour la défenfe, & que d'ailleurs les environs des dites Places ont été mangés autant par l'armée Bavaioife qu'à la nôtre, il eft fort à apprehender que nous aurons grande peine d'y pouvoir fubfifter le tems qu'il faudra pour nous en rendre Maîtres. Néanmoins les dernieres nouvelles que l'on en a font que Heilbron étoit investi, & que l'on fongeoit à ouvrir les tranchées quand l'Infanterie, qui étoit à deux journées de là feroit arrivée. Il eft pourtant vrai que Meflieurs les Maréchaux ajoutent qu'ils prendront bien garde de ne rien faire mal à propos.

Avantages  
de l'accom-  
modement  
avec Baviere.

Il femble donc que la plus forte raifon qui nous devoit obliger à entendre à un accommodement avec le Duc de Baviere, & nos Alliez à le trouver bon & y donner leur confentement, feroit celle d'avoir lieu par ce moien de s'établir par delà le Rhin, & avec tant d'autres avantages que l'on pourroit retirer de la conclufion de cette affaire, avoir celui-ci principalement d'établir fans obftacle & avec fureté nos quartiers d'hiver dedans l'Allemagne; à quoi il n'y aura nulle difficulté puis qu'eux mêmes les offrent.

Il eft confiant que rien ne peut être plus préjudiciable aux Suedois, que de donner lieu à l'Empereur de fe prévaloir des forces de Baviere, par notre retour de deçà le Rhin; de façon que, fice que l'on mande de beaucoup d'endroits eft vrai que Torftenfon foit demeuré d'accord d'une fufpenfion d'armes pour fix mois avec le Duc de Saxe à intention de convenir auffi d'une neutralité & cela fans fe mettre en grande peine de nous en rien participer; on ne voit pas comme c'eft que les Miniftres de Suede fe pourrout empêcher de donner les mains à quelque forte d'accord avec le Duc de Baviere, puifqu'il n'y a rien dans l'état préfent des affaires qui puiſſe être plus avantageux à la caufe commune, que le conclurre à peu près aux conditions qu'il a été projeté, & que les Suedois, en leur particulier, ne profiteront pas moins de celui-ci qu'ils ont follicité eux-mêmes, & que l'on mande être achevé avec le Duc de Saxe, ne pouvant être mis en doute que, fi les armes du Roi font contraintes à repaffer le Rhin, cel-

les de Suede auront auffi bien fur les bras l'armée Bavaioife que l'Imperiale.

1645.

Enfin comme les interêts de la Couronne de Suede font tous en Allemagne, on ne peut rien faire qui diminue les forces de l'Empereur qui ne leur foit en quelque façon plus avantageux qu'à la France, laquelle a tant d'autres interêts ailleurs; & il faudroit bien que le caprice & la paſſion prévaluffent fur la raifon & qu'ils euſſent réfolu de n'exécuter aucune propoſition, quoiqu'utile à la caufe commune, quand elle feroit à la faveur d'un Prince Catholique, s'ils apportoit le moindre obftacle à l'avancement de la Négociation avec Baviere, fupposé que nous y trouvions nos interêts.

Mais on paffe plus outre & on dit que quand même Sa Majefté feroit affurée que le Duc de Baviere voudroit tromper, on ne devoit pas pour cela laiffer de fe bien établir delà le Rhin par le moien d'un accommodement, quoique ſimulé, fi tant eſt, comme il y a grande apparence, que nous ne puiſſions pas trouver facilité de le faire de nous-mêmes. Les hoſtilitez ceſſans avec l'armée Bavaioife & ayant de bons quartiers, nous aurions moien de remettre la nôtre au meilleur état qu'elle ait jamais été, & la même commodité que le Duc de Baviere auroit de fe remettre auffi de fon côté, il ne la rencontreroit pas moins par notre retraite deçà le Rhin, au contraire il l'auroit beaucoup plus grande ayant plus d'étendue de Pais qui contribueroit à la ſubſiſtance de ſes Troupes. D'ailleurs quelque mauvaife intention qu'il put avoir & contre nous & contre nos Alliez, il eſt confiant que les armes de France étant bien établies de delà le Rhin, celles de Baviere ne pourroient pas ſonger à quitter leur Pais pour ſe joindre à l'Empereur, non pas en confideration de ſa promeſſe, mais parceque venant à manquer de foi il laiſſeroit ſon Pais expoſé à l'invaſion de toutes nos forces.

En outre, fupposé que l'intention du Duc de Baviere fût de faire un accommodement de peu de durée & qu'il lui donnât lieu ſeulement de ſe mettre en meilleur état qu'il n'eſt, il eſt confiant, que quoi qu'il en fût dire aux Eſpagnols, & à l'Empereur, malaiſément ſ'y fieroient-ils, ayant déjà beaucoup de ſoupçon de lui, & cela ſans doute les porteroit à condeſcendre plus facilement aux conditions avantageuſes que nous & nos Alliez pouvons défirer pour le fait d'une Paix du tout générale.

Pour conclufion, on ne voit pas que les plus grands ennemis du Duc de Baviere, ſ'ils veulent parler & ſe conduire par la raifon, puiſſent revoquer en doute qu'il ne ſoit non ſeulement avantageux, mais néceſſaire, de faire un accommodement avec le dit Duc, ſoit que la Guerre doive continuer, ſoit pour contraindre la Maifon d'Autriche à une bonne & ſûre Paix.

Et comme toutes les perſonnes qui parlent de cette affaire ne diſconviennent pas de cela, mais diſent ſeulement que c'eſt un Prince fin & rufé avec lequel il n'y a point de ſûreté, qui nous trompera; en mettant toutes les chofes au pis, on ne voit pas que, quand il en auroit la volonté, il ne ſe trompe plus lui-même, qu'il ne nous fauroit tromper, pour les raifons ci-deſſus marquées & pour beaucoup plus d'autres qui ſeroient trop longues à déduire. Et avec cela, quoique dans les apparences & dans les effets mêmes nous témoignaffions avoir entiere confiance en ſa bonne intention pour la fidelle execution de ce qu'il auroit promis, on ne laiſſeroit pas de prendre ſes précautions & d'être continuellement

1645. nuellement alerte comme si chaque jour il nous devoit manquer.

Tout ce qu'il y a de plus important en ceci, c'est qu'il ne faut pas perdre un moment de tems, parceque si l'on ne conclut quelque chose avec lui qui puisse être executée dans le mois qui vient, s'il reconnoit une fois que la France n'est pas en état de lui faire du mal, il pourroit changer d'avis & de conduite. Il y a pourtant assez de raisons de croire que les présentes instances qu'il fait de quelque accommodement avec cette Couronne ne naissent pas tant de l'apprehension qu'il peut avoir que nos armes soient pour faire de grands progrès en Allemagne à son préjudice, comme du desir qu'il a de la Paix, & de nous y vouloir obliger à lui être favorable dans tous ses intérêts, quand on viendra à la conclure, reconnoissant fort bien que personne ne peut à l'égal de Sa Majesté contribuer si effectivement à ses avantages.

Instruction  
qu'on leur  
donne à ce  
sujet.

Dans la Conférence que les Ambassadeurs eurent avec Monsieur d'Avaux, il semble qu'ils s'ouvrirent sincèrement des intentions de leurs Maîtres tant sur le point de ses intérêts que sur ceux du Roi & de ses Alliez, & comme ils demeuroient d'accord de se demettre des Etats qui appartiennent au Prince Palatin, de nous assister à l'établissement que nous prétendons en Allemagne, & de moiennier les satisfactions de la Couronne de Suede, pourvu que nous déclarions quel devoit être cet établissement, que nous lui promissions de lui aider à le faire dédommager par l'Empereur de ce qui lui est du à cause de la Guerre de Boheme & que nous l'assistassions à conserver dans sa Maison la Dignité Electorale. Il semble qu'il n'y auroit aucun inconvenient de le contenter là-dessus, autant qu'il pourra dépendre de nous, car pour la récompense & dédommagement il nous est avantageux de les lui procurer, cela ne pouvant être executé qu'avec diminution des Etats, & des intérêts de l'Empereur.

Pour l'Electorat, la France emploiera ses offices en faveur du Duc de Baviere, comme lui-même avoué, & aujourd'hui par beaucoup de raisons on devoit souhaiter de le satisfaire là-dessus, puisque par ce moien on pourroit l'engager à nous procurer tout ce qui nous est le plus avantageux. Il est vrai que c'est un point assez délicat pour nos Alliez, & pour tous les Protestans d'Allemagne. Mais il semble aussi que la proposition de créer une nouvelle Dignité Electorale, donne lieu de sortir de cette affaire au contentement d'un chacun & avec beaucoup d'avantage pour la France & pour ses Alliez, puis qu'outre que l'accroissement du nombre des Electeurs ne peut être que préjudiciable à l'Empereur, nous rendrons instrument de toutes nos satisfactions le Duc de Baviere, lequel aujourd'hui, par son argent & par ses armes, ou par le bon état dans lequel se trouve encore son Pais, est le Prince le plus considerable d'Allemagne.

Les maximes du tems du feu Roi étoient qu'on ne devoit rien oublier pour conserver l'Electorat au Duc de Baviere, pourvu qu'on fût certain qu'il s'emploieroit pour procurer les avantages de la France dans la conclusion de la Paix : & quelqu'un assura en ce tems-là que le Prince Palatin ne pouvant pas esperer de pouvoir rentrer dans la Dignité Electorale comme dans ses Etats, proposa lui-même que cette Dignité fût alternative dans sa Maison & dans la branche de Baviere ; ce qui nous peut donner lieu de croire qu'il s'estimera bien heureux & bien traité si, rentrant dans la possession de ses

Etats il pouvoit aussi avoir l'Electorat que l'on créeroit.

1645.

Enfin, comme Messieurs les Plenipotentiaires demandent de savoir précisément les volontez du Roi sur ce point, on croit y avoir satisfait abondamment par ce qui est dit ci-dessus, & même si on peut tirer du Duc de Baviere, des avantages considerables, particulièrement dans la sûreté de ce qu'il promettra.

On estime que, touchant cet Electorat, on lui pourroit engager par un article secret, en cas qu'on ne vit pas jour d'y faire présentement consentir les Ministres de Suede, & que cependant les intérêts de la France, & de la cause commune fussent exposez à quelque notable préjudice pour n'avoir pas conclu cet accommodement ; toutefois si on reconnoissoit de pouvoir mieux faire, on ne doute point que Messieurs les Plenipotentiaires n'y emploient leur adresse accoutumée, s'agissant d'un point très-délicat & qui pourroit causer des inconveniens très-notables.

Si on est obligé à promettre par écrit & par un article secret, il faudroit tâcher d'y parler de nos Alliez, comme pourroit être que le Roi étant assuré que les dits Alliez, pour faciliter la Paix de la Chrétienté & le repos de l'Empire, consentiroient volontiers à ce qui concerne le Duc de Baviere, sur le point de l'Electorat, Sa Majesté promet &c : car que, pour la satisfaction de Baviere, le Roi promette de s'engager positivement néanmoins si, contre les promesses solennelles qu'auroit faites le Duc de Baviere, de garder inviolablement le secret, cela venoit jamais à se découvrir ; ce qui auroit été dit de nos Alliez serviroit d'excuse pour leur faire connoître que, quand nous nous y sommes obligez, nous n'avions pas douté qu'ils n'y consentissent pour le bien & avancement de la Paix.

Mais au même tems que l'on témoigneroit au Duc de Baviere la bonne volonté de la France sur ce point, que Messieurs les Plenipotentiaires fassent bien faire valoir à ses Ministres comme étant celui qui touche le plus au cœur à leur Maître. Il faut l'engager non pas seulement à nous procurer les satisfactions que nous prétendons en Allemagne, mais à nous les faire obtenir, & il n'a pas été que fort à propos d'avoir un peu étendu nos demandes, parceque ce Prince étant une fois engagé à nous les faire accorder, s'il est nécessaire d'en diminuer quelque chose, nous avons droit aussi, si nous voulons, d'obliger le Duc de Baviere à relâcher de ce qu'il aura prétendu & qui lui aura été promis.

On pourroit aussi dans la conclusion de la Paix engager, par un Traité particulier, le Duc de Baviere, & ses Successeurs à défendre envers & contre tous le partage qui seroit demeuré à la France en Allemagne. Sa Majesté & ses Successeurs s'obligeans aussi en échange à la conservation des Etats du Duc de Baviere, pour ses enfans.

Et au cas que Messieurs les Plenipotentiaires, examinant plus en détail la chose, la croient avantageuse à cette Couronne, on aura même moien de la faire passer pour une grace au Duc de Baviere, parceque le Pere Vernau fit ici des instances très-pressantes à Monsieur le Cardinal Mazarin, d'arrêter cette défense reciproque dans la conclusion de la Paix ; & si ce Prince a véritablement les pensées que ce Pere a témoignées, c'est à dire de vouloir toujours bien vivre avec la France, & de laisser cet ordre & cet enseignement à ses Enfans, il est à présumer

1645.

mer qu'il s'emploiera volontiers pour nous faire avoir un bon partage comme la haute & basse Alsace & Philisbourg, lesquels étant contigus, ou fort proches de son Pais nous mettent plus en état de l'assister en cas de besoin.

On avoit oublié de dire ci-dessus sur le point des sûretés qu'on peut désirer du Duc de Bavière, qu'au défaut de Hermentstein il nous fera bien satisfait des autres Places dont on a parlé, & même Sa Majesté donne pouvoir à Messieurs les Plenipotentiaires, de se relâcher de quelques-unes, suivant qu'ils jugeront à propos, pour avancer ou ne pas manquer à conclure le Traité.

En outre il faut nécessairement tâcher de vaincre les répugnances que le dit Duc pourra avoir à s'employer comme il faut pour les satisfactions de la Couronne de Suede. Monsieur d'Avaux leur fit prudemment connoître qu'en vain le Duc de Bavière travailleroit à faire contenter la France si les Suedois ne l'étoient aussi, sans quoi le Roi ne peut jamais consentir à la conclusion de la Paix.

Il semble que tout ce que dessus pourroit être traité & conclu avec nos Alliez, leurs avantages & intérêts ne s'y trouvant gueres moins que les nôtres; mais en cas que Messieurs les Plenipotentiaires crussent de rencontrer des difficultez à disposer promptement les esprits des Ministres de Suede, sur le point de l'Electorat; comme il ne peut être que prejudiciable au service du Roi d'avoir une Négociation avec le Duc de Bavière, qui ne puisse être achevée dans la fin du mois prochain, on pourroit montrer de correspondre à la confiance avec laquelle ses Députés ont traité avec nous, leur faisant connoître & valoir les intentions de Sa Majesté sur le dit point de l'Electorat, tomber par ce moien promptement d'accord d'une cessation d'armes, & de l'établissement de nos quartiers d'hiver par la remise de quelques Places qui puissent servir tant à nous donner sûreté des dits quartiers qu'à être assurés que le dit Duc n'assistera nullement le parti contraire.

On a été bien aisé d'apprendre que les Ambassadeurs de Bavière, lorsque le Sieur d'Avaux leur déclara que la satisfaction que nous prétendons en Allemagne n'avoit rien de commun avec la juste possession où nous sommes de la Lorraine, n'y apportèrent aucune contradiction, cela étant d'autant plus à estimer que leur Maître est si proche Allié au Duc Charles, & a témoigné toujours prendre protection particulière de ses intérêts. Ce que les Ministres de Bavière ont dit, quand on les a pressés pourquoi on ne suivoit pas les propositions du Pere Vernau de mettre l'Electeur de Cologne, & les Cercles de Suabe & de Franconie sous la protection du Roi, est une échappatoire qui n'a nul fondement, étant constant que jamais Monsieur de Brienne, ni personne de la part de Sa Majesté n'a parlé à Monsieur le Nonce Bagni de se déclarer contre ceux qui ne voudroient pas la Paix. On a bien pu dire au dit Sieur Nonce que pour prendre confiance au dit Duc il falloit des effets & non pas des paroles.

Touchant  
Franckendal.

Quant à la proposition de Franckendal, on suivra les sentimens des dits Sieurs Plenipotentiaires de tirer en longueur jusques à ce qu'on y voie plus clair.

L'affaire  
du mariage du  
Roi de Po-  
logne.

On enverra par le premier Ordinaire la copie de ce qui s'est traité avec l'Ambassadeur de Pologne & de tout ce qui s'est fait dans l'occasion du mariage de Madame la Princesse Marie par le moien duquel on détache le dit Roi de l'étroite union que lui & ses Prédecesseurs par une longue suite d'années ont entretenu avec la

TOM. II. PART. II.

Maïson d'Autriche sans faire cependant rien de notre côté qui soit sans être avantageux à la cause commune & aux intérêts particuliers de la Couronne de Suede, avec laquelle on veut être en tout tems en parfaite intelligence.

Les discours de Monsieur d'Oxenstiern, touchant le Royaume de Bohême & le Palatin, est parfaitement beau, mais malaisé à être pratiqué, & à la vérité si la Couronne de Suede tenoit ferme à de semblables pensées, sans vouloir s'en relâcher pour faciliter la Paix, on ne pourroit pas beaucoup espérer de sa conclusion. Mais il n'est pas nécessaire d'entrer davantage dans ce détail, nous devant suffire d'avoir fait connoître au dit Sieur Oxenstiern notre intention par la réponse que le Sieur Servien lui a faite très-prudente & très-adroite.

Quand ces Messieurs nous veulent vanter les facilités qu'ils ont apportées pour la Paix de Danemarck, afin, disent-ils, d'agir plus vigoureusement en Allemagne, & de contraindre l'Empereur de consentir à une Paix par le moien de laquelle toutes choses soient remises en l'état qu'elles étoient avant l'origine de cette Guerre. Il est bien aisé de leur faire connoître que la véritable raison a plutôt été les avantages qu'ils tirent de cet accord, puisque s'ils eussent eu toujours cette bonne intention, il eût bien mieux valu ne pas rompre contre le Danemarck, & profiter du mauvais état où étoient pour lors les affaires de l'Empereur, employant dans l'Allemagne les troupes dont ils se sont servis dans la nouvelle Guerre où ils s'engagerent.

Il y a pourtant grande apparence de croire que les Suedois ne persisteront pas en cette sorte de prétensions comme celle ci-dessus lorsque nous serons proche de la conclusion de la Paix, & notamment s'ils ont sujet d'être satisfaits dans leurs intérêts particuliers, & si la France parle fortement en ce qui sera raisonnable, ainsi qu'elle pourra bien le faire, puisqu'à la grandeur & aux prospérités de ce Royaume, aux forces & aux Amis que le Roi avoit déjà en Allemagne, peut-être aura-t-on alors ajouté les Rois de Pologne & de Danemarck, & le Duc de Bavière. Fait à Fontainebleau le 23, Septembre 1645.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE.

1645.

Le Roi  
n'approuve  
pas quelques-  
unes des in-  
tentions de la  
Suede.

V

LET-

1645.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster le 23 Septembre 1645.

*Affaire de la Négociation avec Baviere. Leurs précautions là-dessus. Leurs plaintes sur la conduite des Suedois. Les Troupes de la Landgrave doivent être maintenues dans l'Oostfrise. Reflexions touchant les inclinations du Médiateur Monsieur Contarini. Dessein des Imperiaux sur Monsieur Beninghausen. La France voudroit attirer à son service les troupes Danoises. Affaire des Levées en Hesse. Les Espagnols sollicitent un Traité particulier de Trêves avec les Hollandois.*

MONSIEUR,

Affaire de la Négociation avec Baviere.

EN réponse de votre Dépêche du neuvieme Septembre dont le commencement est employé sur l'affaire de Baviere ; nous vous dirons que suivant ce que vous nous avez écrit, nous avons envoyé le Sieur de Saint Romain à Osnabrug pour donner part aux Suedois de ce qu'a apporté le Sieur de Bergerac, lequel nous avons renvoyé en même tems à l'armée, & l'avons fait passer à Cassel afin d'en donner communication par lui-même à Madame la Landgrave. Nous n'avons pas laissé de le faire savoir ici à ses Deputez, & au Resident de Suede, qui sont demeurez bien satisfaits de notre procédé envers eux.

Leurs précautions là-dessus.

À la verité nous n'avons rien dit ni aux uns ni aux autres des premieres Conferences que nous avons eues avec l'Ambassadeur de Baviere, ni de ce que nous avons traité ensemble, parce qu'étant incertains si les propositions dans lesquelles nous sommes entrez jusques à examiner particulièrement les Conditions, produiront quelque effet. Nous n'avons pas jugé à propos de donner avant le tems des sujets de jalousie à des esprits qui en sont fort susceptibles, toutes les fois qu'ils voyent en nous quelque disposition

d'entrer en accommodement avec Monsieur le Duc de Baviere. Vous verrez par cette conduite que nous n'avons jamais douté qu'il ne fallût faire cette communication à Messieurs les Suedois, mais seulement en quel tems & jusques à quel point elle devoit être faite. Quant à la règle que nous devons ci après tenir en cette matiere qui est délicate, elle dépend de ce que les Ambassadeurs de Baviere nous diront après avoir reçu la réponse de leurs Majestez qu'ils attendent cette semaine ; car si elle ne contient que des points qui peuvent être communiqez aux Suedois sans inconvenient, comme suspension d'armes, reglemens de quartiers, consignations de Places, & choses semblables, qui sont également utiles à tout le parti, nous ne manquerons pas de les en informer tout au long. Mais s'ils nous proposent quelque autre chose dont la connoissance puisse nuire au Traité même, comme fera sans doute de maintenir leur Maître dans l'Electorat, ou autres conditions de pareille nature, & les engagements particuliers dans lesquels le Duc de Baviere peut entrer dans les interêts de la France ; nous craindrions qu'en les communiquant aux Suedois dès l'ouverture du Traité, ce ne fût leur fournir un prétexte de s'y opposer & de le rompre, & ainsi les rendre Maîtres de leurs interêts & des nôtres.

Tout ceci n'est que pour vous informer de la maniere dont nous agirons en cette affaire, en attendant les Ordres de la Reine qu'il vous plaira nous envoyer tant sur la Dépêche qui a été portée par le Sieur de la Chefnaye, que sur celle-ci, lesquels nous ne manquerons pas d'exécuter ponctuellement.

Il nous importe aussi de savoir si Sa Majesté n'approuvera pas que le Traité se fasse entre la France & Baviere seulement, & que nous y ménagions les interêts de la Suede & de nos Alliez sans qu'ils interviennent au Traité, parce que si la Négociation s'introduisoit entre la France & la Suede d'une part, & Baviere d'autre, elle n'auroit point de fin, & leur donneroit prétexte de dépêcher en Suede, & d'y apporter des difficultez & longueurs, ce qui feroit croire à tout le monde que la Suede seule a autorité dans les affaires d'Allemagne.

Dans la Conference que nous eûmes avec le Resident de Suede, nous estimâmes à propos de lui remontrer qu'ils ne sont pas si religieux à nous communiquer toutes leurs Négociations, vu que depuis peu ils ont encore conclu une Trêve de six mois avec l'Electeur de Saxe, sans nous en avoir donné aucune part, & qu'ils avoient fait le même lorsqu'ils accorderent la neutralité avec l'Electeur de Brandebourg, & lorsqu'ils entreprirent la guerre contre le Roi de Dannemarck. Le dit Resident se trouva empêché, & répondit que la Trêve avec Saxe a été faite entre les Generaux de part & d'autre, ne croyant pas que les Plenipotentiaires de Suede en aient donné les Ordres.

Vous ne jugez pas mal de l'esprit de Messieurs les Suedois, quand vous croyez que l'affection qu'ils ont pour le Public ne détruit pas celle qu'ils ont pour leurs interêts particuliers ; aussi n'avons-nous pas cru vous dire qu'ils aient eu jusques ici la pensée de les abandonner, mais seulement de préférer les autres avec beaucoup d'ostentation pour conserver & augmenter leur credit envers les Protestans.

Il est du tout nécessaire pour la conservation des troupes de Madame la Landgrave, qu'elles soient maintenues dans leur quartier d'Oostfrise, sans quoi elles ne peuvent aucunement subsister ;

1645.

Leurs plaintes sur la conduite des Suedois.

Les Troupes de la Landgrave doivent être maintenues dans l'Oostfrise.



1645.

ter; ayant toujours été occupées & jointes pendant la Campagne avec l'armée du Roi, elles n'ont pu s'étendre en d'autres lieux, & comme elles sont beaucoup diminuées, elles periroient tout-à-fait, si elles n'avoient retraite dans leurs anciens quartiers. Vous savez l'importance de cette affaire, & les grands services & assistances que la France a reçu, & peut encore recevoir à l'avenir des dites troupes, & combien il est avantageux à nous & à tout le parti que cette Princeesse demeure armée pendant le Traité. Nous ne pouvons assez vous recommander de prendre soin de le représenter, & de faire que les instances qui se feront sur cela à Monsieur le Prince d'Orange, & à Messieurs les Etats soient si pressantes, qu'elles puissent avoir effet. C'est avec grande raison que vous leur avez fait dire par le Sieur Brasselet que, s'ils différoient d'envoyer leurs Deputés, on ne laisseroit pas d'entrer en matière sans eux; & véritablement il n'y a rien qui donne tant de créance aux plaintes des Imperiaux & Espagnols quand ils publient que nous ne voulons point de paix. Nous espérons qu'ils n'auront pas encore longtemps ce prétexte, puisque le dit Sieur Brasselet nous mande que les dits Députés doivent partir sans faute de la Haye le troisième du mois prochain.

Reflexions  
touchant les  
inclinations  
du Médiateur  
Monsieur  
Contarini.

Nous sommes incertains si l'avis de Monsieur de Gremonville touchant Monsieur Contarini est véritable ou inventé par les Espagnols, pour nous ôter le soupçon que nous pourrions prendre de lui. Nous essaierons de nous en éclaircir autant qu'il se pourra, & de nous conduire cependant ensorte que, soit feinte ou vérité, ils n'en puissent tirer avantage. Nous louions Dieu de ce que les affaires se font heureusement passées en la publication des derniers Etats, & espérons que les Ennemis de la France s'humilieront, & s'appliqueront enfin aux conseils de Paix, quand ils la verront munie des moyens de leur continuer la guerre.

Dessein des  
Imperiaux  
sur Mr. Ben-  
ninghaussen.

Les Imperiaux ont fait grand bruit de ce que le Sieur de Benninghaussen s'est engagé au service du Roi. Comme il étoit envoyé en cette Ville, ils publièrent hautement qu'ils l'enleveroient en quelque lieu que ce fût; ce qui nous donna beaucoup de peine & d'aprehension pour l'en faire sortir, parce qu'ils ont des garnisons fort proches d'ici. Il fut pourtant conduit à Lipstad où nous travaillons pour lui faire tenir sûrement ce qui lui a été promis. On dit que les Imperiaux ont mis sa tête à prix, ce qui fera que leurs Majestés en feront d'autant mieux & plus fidèlement servies.

La France  
voudroit atti-  
rer à son ser-  
vice les Trou-  
pes Danoï-  
ses.

Nous venons de recevoir Lettre de Monsieur de la Thuillerie par laquelle il nous mande qu'il est après à empêcher que les Troupes du Roi de Dannemarck, qui seront licenciées bientôt, ne prennent parti avec nos Ennemis, & qu'il espère les faire passer au service du Roi, s'il en a ordre. Nous lui avons répondu, pour gagner tems, que pour l'Infanterie Sa Majesté aura bien agreable qu'il s'en serve. Mais craignons que les mêmes Officiers qui commandent l'Infanterie n'ayent de la Cavalerie qu'ils ne voudront pas abandonner, nous estimerions que, pour ne pas perdre une si belle occasion, il faudroit donner pouvoir à Monsieur de la Thuillerie d'arrêter les uns & les autres, parceque ce seroit un secours présent dont il est certain que nous ou les Ennemis se prévaudront.

Affaire des  
levés en  
Hesse.

Le Sieur de Beauregard nous est venu trouver par l'avis de Madame la Landgrave pour refoudre avec nous ce qu'il a à faire sur les nouvelles levées, se voyant pressé par Monsieur le

TOM. II. PART. II.

1645.

Duc d'Enguien ou par Monsieur le Maréchal de Turenne de les hâter, & n'en ayant pas le pouvoir de la Cour, parceque nul de ceux qui offrent d'entrer au service du Roi ne veut entreprendre de l'Infanterie sans faire en même tems de la Cavalerie. Nous sommes fort en peine du conseil que nous pouvons lui donner, parceque les ordres de la Cour nous en ont ôté le moyen, & qu'on y a toujours persisté à ne vouloir point de nouvelle Cavalerie. Nous ne lairons pas de vous envoyer le Memoire que le dit Sieur de Beauregard a dressé des offres qu'on lui a faites, afin qu'il vous plaise en faire prendre une dernière résolution. Nous ne vous en demanderions point une nouvelle, si nous ne voyions clairement que toutes autres troupes que les Allemands ne subsistent pas en ce pays ici. Monsieur de Turenne depuis la maladie de Monsieur le Duc nous prie de faire travailler, autant qu'il se pourra, à des levées, étant une chose tout à fait nécessaire pour maintenir la guerre en Allemagne. Si vous jugez qu'on puisse travailler aux dites Levées sur le Memoire du dit Sieur de Beauregard, vous pourrez dès à cette heure lui envoyer des ordres. Que s'il ne vous informe pas assez, vous lui pourrez ordonner de vous aller trouver, bien instruit de toutes les demandes de ceux qui veulent entrer au service, & de ce à quoi on peut les reduire, afin de terminer une fois cette affaire.

Nous apprenons de divers lieux que les Espagnols font toutes sortes de pratiques pour introduire un Traité particulier de Trêves avec Messieurs les Etats.

Les Espa-  
gnols solli-  
cent un  
Traité parti-  
culier de Trê-  
ves avec les  
Hollandois.

On nous mande que Dom Miguel de Salamanque est en Hollande, & l'Archevêque de Cambrai est parti depuis peu d'ici sans qu'on sache où il est allé.

Ces avis nous ont été donnez de tant de lieux que nous n'avons pas cru les devoir tout-à-fait mépriser; mais croyans que vous êtes beaucoup mieux informés que nous de ce qui se passe en ces Pais-là, nous ne vous écrivons ceci que pour ne rien omettre de ce qui vient à notre connoissance. Nous sommes &c.



## EXTRAIT D'UNE LETTRE

De Monsieur

D'ESTRADES

à Monsieur le Cardinal

MAZARIN.

Du 25 Septembre 1645.

*Touchant les intentions des Es-  
pagnols pour traiter séparément  
avec les Hollandois.*

Monsieur le Prince d'Orange m'a comman-  
dé d'écrire à votre Eminence que Castel  
Rodrigo lui a fait savoir que Dom Miguel de  
Salamanque étoit arrivé avec pouvoir ample de  
traiter avec lui & lui donner la carte blanche

V 2

sur

1645.

sur toutes les choses qu'il sauroit desirer tant pour Messieurs les Etats, que pour ses intérêts particuliers. Il lui a répondu que ses propositions se doivent faire à Munster, & qu'il a déjà plusieurs fois fait savoir qu'il ne se separera point des intérêts de la France. Nonobstant cette réponse le dit Castel Rodrigo, & l'Eveque de Gand ont envoyé Madame Ritouart veuve d'un Colonel de Cavalerie, qui mourut l'année dernière au service de Messieurs les Etats, & qui s'est retirée à Gand depuis la mort de son Mari, laquelle a fait des instances très-pressantes d'accepter ce que Dom Miguel de Salamanque lui vouloit offrir, qui étoient des avantages si grands pour sa Maison, qu'elle n'en pouvoit jamais trouver de pareils. Il lui a répondu, sans entrer davantage en matiere, comme ci-devant est déclaré, qu'il aimoit mieux son honneur que ses intérêts, & que, quoiqu'il arrivât, il ne se separeroit jamais de la France. Elle le pria de ne vouloir dire à personne qu'elle lui eût parlé; ce qu'il refusa, & lui dit qu'il m'avoit déjà envoyé chercher. Il ne se peut pas user avec plus de sincerité, & de confiance qu'il a fait & ne se peut imaginer les divers ressorts que les ennemis font jouer pour l'engager à quelque Traité particulier.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau, le 30. Septembre 1645.

*Touchant la Négociation avec Baviere. Ses armemens & l'accommodement du Transylvain avec l'Empereur. On presse toujours les Etats des Provinces Unies d'envoyer leurs Députés à Munster. Affaires d'Oostfrise. Le Mariage du Roi de Pologne est conclu.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

Touchant la  
Négociation  
avec Baviere.

IL me suffira pour cette fois d'accuser la réception de votre Dépêche du seize du courant, & de vous faire souvenir qu'il y a huit jours, que la réponse à votre ample Memoire vous a été envoyée avec tous les ordres, que vous pouvez attendre. Ce n'est pas un moyen de détourner la résolution que vous avez embrassée de traiter avec le Duc de Baviere, que

de nous mander que son armée se fortifie & que le Ragorzi s'est accommodé avec l'Empereur, au contraire c'est louer votre prudence à l'accuser de s'être trop tardivement fait connoître. Que le dit Duc veuille entreprendre sur notre armée, cela est à craindre. Mais nous ayant fait rechercher depuis la victoire, & n'avoir pas interrompu ce commerce depuis celle qu'il avoit remportée, peut donner sujet de croire qu'il traite de bon pied, & que la crainte de voir sa Maison perdue par la trop grande autorité, que s'acquerrait celle d'Autriche, peut être le motif de sa résolution, comme la peur de nous voir loger dans son Pais, qui doit être défendu par une armée à couvert d'une grande riviere. Vous verrez bientôt le fond de son cœur, & ses artifices ne vous sauroient surprendre. Car outre que votre capacité est trop établie pour être circonvenue, vous vous méfiez de sa foi & il est nécessaire de s'en éclaircir. Les conditions à la vérité donnent quelquefois sujet de rompre, mais nous sommes si moderez, & avons si fort approché de sa proposition, qu'il ne sauroit s'en retracter sans renoncer pour toujours à l'esperance d'un accommodement, puisqu'il seroit connoître qu'il n'en veut que quand il est forcé de s'y engager, auquel cas une fois informez de son dessein, nous pourrions bien en prendre un de pousser jusques au bout nos prosperitez, & ce Duc & sa Maison à la dernière extremité. Ce sera par vous que nous saurons à quoi nous aurons à nous en tenir, & il est à souhaiter qu'il consente que nous ayons des quartiers au delà du Rhin; puisqu'il les veut défendre, il y a lieu de craindre que nous ne les perdions; & bien que vous ayez écrit que vous cherchiez l'occasion & la commodité de faire tenir à l'Archeveque de Trèves la Lettre du Roi, qui vous a été envoyée, nous ne laissons pas de prendre votre sentiment, & de dépêcher vers lui, & selon que je puis prévoir l'ordre en sera envoyé à Monsieur de Vautorte.

Selon les avis que j'ai eu de Hollande en datte du 18. les Députés de Messieurs les Etats sont sur le point de partir. Je ne doute point que vous ne les ayez eus de la même main, & qu'il ne vous ait mandé que pour laisser croire à ceux de l'Etat, que nous sommes en puissance de continuer la guerre, & nos conquêtes, qu'il ne les ait assurés qu'il ne nous manque ni des hommes ni de l'argent. Pour être plus rares & difficiles à recouvrer, l'Etat n'en est pas dépourvu. Je crains bien qu'il sera difficile de conserver à Madame la Landgrave, les quartiers & les contributions qu'elle leve dans l'Oostfrise. Le Comte d'Emden est appuié du Prince d'Orange, & de Messieurs les Etats. Monsieur Brasset a recouvré la Copie d'une Lettre que leur Ambassadeur Resident en cette Cour leur écrit, elle contient ma réponse sur la proposition qu'il m'avoit fait faire sur ce sujet que je ne suis pas résolu de changer, & il me semble que c'est leur insinuer qu'il faut songer à une nouvelle prolongation de tems, quand on leur dit que ses Pais sont ruinez, que son armée s'étant occupée dans le service public n'a su prendre des quartiers. Quelque instance qu'ils puissent faire, la Reine tiendra bon, & rien ne nous pourroit faire changer que la crainte de voir une nouvelle guerre s'élever dans ce Pais qui y occuperoit les forces de cette Altesse, dont on a besoin ailleurs.

J'ajoute que le contrat du Mariage du Roi de Pologne avec la Princesse Marie, fut passé Mardi dernier, & quand il sera public les Suedois n'en pourroient condamner aucun des Articles

1645.

Ses armemens, & l'accommodement du Transylvain avec l'Empereur.

On presse toujours les Etats Generaux des Provinces Unies d'envoyer leurs Députés à Munster.

Affaires d'Oostfrise

Le Mariage du Roi de Pologne est conclu.

1645. ticles ni prendre prétexte de ce qui a été mis à la tête de l'acte. L'Ambassadeur de ce Roi qui étoit déjà venu pour la signer est déjà parti pour retourner à Paris, & devers son Maître. L'on attend les deux qui sont sur les chemins pour faire la solemnité des Epousailles, & leur configner la Princesse qui fera devenue leur Reine.

N'ayant rien de Rome, ni aussi de Venise, ni d'ailleurs, qui merite de vous être mandé, je me contenterai de vous assurer que je suis &c.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

P L E N I P O T E N T I A I R E S.

A Fontainebleau, le 30. Septembre 1645.

*On les informe du contrat du Mariage du Roi de Pologne. Des soupçons sur l'accommodement de Ragotzy avec l'Empereur. Abregé du Memoire. Perte de la Canée. Brigues de Madame de Chevreuse. Les Espagnols prétendent traiter avec les Hollandois.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

On les informe du contrat de Mariage du Roi de Pologne.

A ma précédente je joins encore celle-ci qui accompagne un long Memoire, qui vous est adressé, à la lecture duquel vous apprendrez, comme, dans le contrat du Mariage du Roi de Pologne, on a évité jusqu'aux moindres termes qui pourroient donner de la jalousie aux Suedois, & que, pour profiter des sages conseils de leur Chancelier, on se résoud de prendre en service les troupes qui seront licentiées par le Roi de Dannemarck, & de renouveler l'Alliance qui étoit avec lui & d'essayer, sous ce prétexte, de l'engager dans le bon parti ou du moins de le retirer de celui de l'Empereur. On nous donne aussi avis comme Monsieur de la Thuillerie s'est disposé d'aller en Suede, & on vous prie de lui départir vos bons avis sur ce, qu'il peut avoir à faire, tant auprès du Roi de Dannemarck que de la Reine de Suede.

Des soupçons sur l'accommodement de Ragotzy avec l'Empereur.

Je crains bien que le Prince de Transylvanie prendra prétexte de s'être accommodé avec l'Empereur, de ce qu'ils ne lui ont pas tenu les conditions, qui lui avoient été promises, & je plains l'argent qu'il a touché à Venise. Quant à celui qui avoit été remis à Dantzic pour lui, il

y a déjà huit jours que j'y ai écrit pour empêcher qu'il ne le touche, avertissant Monsieur de Croissy des avis que nous avons eus de son Traité, afin que s'il ne l'avoit signé que depuis qu'il est parti de cette Cour il ne soit pas surpris, & que ce Prince ne s'accommode de notre argent, & ne soit sujet de raillerie aux ennemis.

Le demeurant du Memoire s'étend à vous informer de la perte de la Canée, des mauvais desseins de Madame de Chevreuse, & des intentions de Salamanque de traiter avec les Hollandois. Si un avis apporté par le Resident de Montreuil qui le tient du Resident de Portugal, qui est à Londres, étoit un peu plus circonstancié, la survenue du dit de Salamanque me donneroit du soupçon, mais il faudroit que Messieurs les Etats eussent perdu le sens s'ils vouloient écouter leur ennemi, & sur quelqu'avantage qu'il leur offrit ou qu'il leur baillât, commettre une telle lâcheté qui seroit accompagnée d'une extraordinaire imprudence, que de traiter avec lui sans nous, qui seuls avons porté le faix de la Guerre, & fondé leur Republique par des efforts infinis, que nous avons dépensés & par la perte de tant de sang.

Me remettant du surplus au contenu du dit Memoire, je me contenterai de vous assurer que je suis &c.

Si l'occasion s'offre d'envoyer quelqu'un exprès en cette Cour, leurs Majestez seront bien aises que vous chargiez de cet emploi le Sieur le Roi de Prefontaine.

Abregé du Memoire. Perte de la Canée. Brigues de Madame de Chevreuse. Les Espagnols prétendent traiter avec les Hollandois.

M E M O I R E  
D U R O I,

Envoyé à Messieurs les

P L E N I P O T E N T I A I R E S.

A Fontainebleau, le 30. Septembre 1645.

*Causes de la levée du siege de Heilbron. Levée du siege de Brin en Moravie. On doit presser les Suedois pour faciliter les quartiers aux Troupes Françoises en Allemagne. On doit presser l'accommodement de la Baviere avec la France. On doit solliciter le remboursement des derniers subsides envoyez à Ragotzy. La France souhaite de renouveler l'Alliance avec le Dannemarck. On leur envoie la copie du Contrat de Mariage du Roi de Pologne. Le Roi de Pologne offre son assistance en cas de besoin contre les*

1645.

*les Turcs. Témoignages de son Ambassadeur en France. Réponse de la Cour. Les Suedois veulent incorporer les troupes Danoises aux leurs. Leurs vastes desseins. Ceux de la France. Prise de la Canée, Craintes pour Candie. Réflexions sur les Venitiens. Avantages qu'en espere la France. Touchant la Trêve sur la Mer Méditerranée. Les Espagnols veulent traiter avec les Hollandois. Brigues de Madame de Chevreuse en Flandres. On louë la conduite des Plenipotentiaires à l'égard du Ministre Suedois. Envoyé à l'Electeur de Trèves. Façon d'agir avec les Médiateurs. Affaire des levées.*

Causés de la levée du siege de Heilbron.

Levée du siege de Brinn en Moravie.

On doit presser les Suedois pour faciliter aux Troupes Françoises les quartiers en Allemagne.

On doit presser l'accommodement de la Baviere avec la France.

ON avoit avec raison douté si on pourroit faire le siege de Heilbron, étant depuis deux jours arrivé deux Couriers de la part de Messieurs de Grammont, & de Turenne pour faire savoir que l'armée de Baviere, renforcée de huit Regimens de l'Empereur s'étant campée à quatre lieues de la dite Ville, & n'y ayant point de fourage aux environs pour faire subsister la Cavalerie, si l'on eût voulu s'opiniâtrer à ce siege, on eût bien emporté la Place, mais aux dépens de la dissipation de l'armée, de façon qu'après avoir été fortifié d'un Corps d'Infanterie, ils alloient prendre leur marche droit aux ennemis pour tâcher de les engager à un combat, & de là vers le Tauber & le Danube pour, avec l'aide de l'Evêque de Wirtzburg, & se prévalant de Duncelspiel, Nordlinghen & des autres postes dont on s'est emparé depuis peu, essayer d'établir leur quartier d'hiver; ce que les dits Maréchaux estiment de pouvoir faire quand ils auront eu un nouveau renfort d'Infanterie, qui est en marche pour les joindre. Il me semble même qu'il y auroit certitude à leur dessein si Monsieur Torstenfon veut agir vigoureusement contre les forces Imperiales ainsi qu'il le pourra aisément, fortifier les troupes Suedoises qui sont dégagées de la guerre de Dannemarck, & s'il est vrai, comme on mande de tous côtes, qu'il ait quitté le siege de Brinn par le moien de l'accord avec Saxe, le Corps de Koningsmarck se trouve libre pour agir aussi contre l'Empereur, car en ce cas le moindre avantage que nous en puissions tirer sera que l'Empereur se trouvera contraint de rappeler huit Regimens qu'il a donnez au Duc de Baviere.

C'est pourquoi Messieurs les Plenipotentiaires n'oublieront rien pour obliger la Couronne de Suede, à en écrire fortement au dit Sieur de Torstenfon & autres qu'ils jugeront à propos, afin que les troupes Imperiales étant vivement pressées & en suite obligées à faire réjoindre celles qu'ils ont détachées, pour secourir l'armée Bavaoise, la notre puisse avec plus de facilité établir & étendre ses quartiers d'hiver.

Cela ne doit pas empêcher que tout ce que l'on a mandé pour travailler, à quelque accommodement avec Baviere ne doive être soigneusement poursuivi, & ayant encore de plus for-

tes raisons de le conclure sans perte de tems, comme celles de ne pouvoir esperer la prise d'aucune Place considerable, qui nous assure entièrement des dits quartiers, & à l'égard des Suedois la consideration de ce qu'ils ont fait avec le Duc de Saxe, laquelle, outre le motif de l'avantage commun, les empêchera d'apporter des obstacles à un accord semblable par le moien duquel notre armée s'établit en Allemagne, & celle de Baviere étant rendue inutile, le parti de l'Empereur se trouveroit affoibli au point que tout le monde peut juger.

Nous croyons d'ailleurs que le Duc de Baviere ne souhaitera pas moins à present cet accommodement qu'il a temoigné après la Bataille, puisqu'il doit arriver toujours à notre armée de nouveaux renforts de France, qu'il a vu conclure la Paix de Dannemarck, & l'accord du Duc de Saxe, celui que l'on dit de Ragotzi n'étant pas considerable.

Et à ce propos, comme il n'est pas possible que le dit Ragotzi ait pu encore recevoir l'argent que l'on fit dernièrement remettre au Sieur de Croissy en execution du Traité; Sa Majesté desire que les dits Sieurs Plenipotentiaires écrivent au dit Sieur de Croissy, & fassent de leur côté ce qu'ils croiront nécessaire afin que cet argent soit en sûreté, & que s'il est possible qu'il soit remis à Hambourg, entre les mains de quelque personne assurée, la dite Majesté ayant le desir & besoin de s'en servir pour acheter des vaisseaux en Suede, & en Dannemarck & pour employer en autres dépenses nécessaires.

On a dépêché ce Courier qu'a envoyé le Sieur de la Thuillerie, pour donner avis de la Paix qu'il a enfin heureusement arrêtée, & on lui mande que Sa Majesté trouvera bon qu'il conclue, de sa part, un renouvellement d'Alliance avec le Roi de Dannemarck. D'aurant plus que toutes les raisons qui en avoient été dites à Monsieur le Chancelier Oxenstiern, l'avoient obligé à ajoûter qu'on ne pourra mieux faire, & que cela seroit même avantageux à la Couronne de Suede. Que si les dits Plenipotentiaires jugent avoir à lui écrire quelque chose là-dessus, ils le devront faire sans perte de tems, & aussi s'il y en a quelqu'autre à faire, puisqu'il mande ici que son indisposition lui donnant du relâche, il faisoit état d'y aller en suite des ordres qu'il en avoit eus. Les dits Sieurs Plenipotentiaires recevront ici jointe la copie du Contrat de Mariage du Roi de Pologne avec la Princesse Marie, ne s'étant passé autre chose en cette affaire que ce que porte le dit Contrat, qui outre les affaires des Parties ne contient qu'une simple confirmation de l'amitié qui est entre les deux Royaumes.

Le Comte d'Ilnoff, qui s'est comporté en sage, & prudent Ministre, nous a seulement temoigné que, si jamais on résolvait de faire quelque chose contre le Turc, le Roi son Maître s'offroit d'y agir de son côté en la forme que l'on jugeroit ici à propos, & qu'en ce cas il croyoit donner des conseils qui seroient fort utiles.

Il a aussi deduit tous les sujets de plainte que le dit Roi a contre la Maison d'Autriche, assurant qu'il ne s'y feroit jamais, faisant de grandes protestations d'une amitié inviolable envers cette Couronne, & temoignant désirer d'avoir occasion pour la faire paroître par des effets.

Il a fait valoir que la seule consideration de la France l'a obligé de souffrir quelques mauvais traitemens de Ragotzy, & que sans cela il ne se fût pas empêché de rompre avec lui.

1645.

On doit solliciter le remboursement des derniers subsides envoyez à Ragotzi.

La France souhaite de renouveler l'Alliance avec le Dannemarck.

On leur envoie la Copie du Contrat de Mariage du Roi de Pologne.

Le Roi de Pologne offre son assistance en cas de besoin contre les Turcs.

Témoignages de son Ambassadeur en France.



1645.

Il n'a aussi rien omis pour imprimer de deçà que nous devions prendre de plus près garde aux prosperitez des Suedois, desquelles ils s'enorgueillissoient à tel point qu'ils ne faisoient plus cas de personne, ajoutant que, si leurs intérêts le requeroient, ils se porteroient aussi bien dans les occasions contre leurs amis qui auroient contribué à leur grandeur, & à leur avancement, que contre leurs ennemis.

Enfin il a conclu ce discours par des assurances que, quand on voudroit songer à convertir la Trêve, qui est entre la Pologne & la Suede, en une bonne Paix, pour la consideration de la France le Roi son Maître y donneroit volontiers les mains, ne doutant point que Sa Majesté s'y employeroit à bon escient & auroit égard à la justice de ses raisons.

Réponse de  
la Cour.

On n'a répondu à tout cela que généralement, & on a seulement tâché de faire connoître au dit Ambassadeur, qu'on faisoit ici grand cas de l'amitié du Roi son Maître, & qu'on la cultiveroit avec grand soin. Cependant lui en son particulier ayant reçu toute sorte de bons traitemens, a témoigné partir d'ici avec entière satisfaction, & on fera en sorte qu'il en soit de même des autres qui y arriveront, dans peu de jours, pour y amener la nouvelle Reine, laquelle est trop bonne Françoisse, & a trop d'obligations à leurs Majestez pour n'embrasser pas, étant là, cordialement tous les intérêts de cette Couronne, & comme elle a de grandes qualitez, & beaucoup d'esprit, on ne doute point qu'elle ne prenne bientôt un si grand ascendant sur celui du Roi, qu'elle ne se fasse aimer & considerer de tous ceux du Royaume.

Les Suedois  
veulent in-  
corporer les  
troupes Da-  
noises aux  
leurs.

Leurs vastes  
desseins.

Les Suedois font toutes les diligences imaginables pour avoir, par notre moien, des troupes que le Roi de Dannemarck sera obligé de licencier, & pour six mille hommes aussi en Hollande, voulans à ce que nous apprenons de beaucoup d'endroits, former trois corps d'armée très-considerables dans l'Allemagne, & ainsi tâcher de se rendre arbitres de toutes les affaires de l'Empire.

Ceux de la  
France,

Nous n'avons rien à dire des soins qu'ils prennent pour se rendre toujours plus puissans, mais comme nous devons aussi songer à l'être particulièrement en Allemagne, & que tous les jours nous reconnoissons par l'expérience, qu'il ne faut pas esperer de rendre nos armées en ce Pais-là fort considerables en n'y envoyant que de renfort de Troupes Françoises; on a résolu de faire tout ce qui se pourra pour avoir en Hollande, un corps de deux à trois mille hommes au moins dans le licentement qui se fera à la fin de la Campagne, & pour en avoir aussi de Dannemarck le plus grand nombre qu'il sera possible. On envoie pour cet effet une Lettre de credit au Sieur de la Thuillierie payable à Hambourg, afin qu'il s'en serve pour la dite levée. On en fera même du côté de Hollande; dequoi les Suedois devroient être bien satisfaits, puisque ces troupes étant destinées pour agir en Allemagne, ils en tireront le même profit sans qu'il leur en coûte rien.

Prise de la  
Canée, craintes  
pour Candie.

Il arriva hier un Courier avec la nouvelle de la prise de la Canée. L'Ambassadeur de la République a demandé Audience, & sans doute c'est pour nous presser de les assister, & de faciliter une suspension d'armes à longues années avec le Roi d'Espagne, afin d'empêcher l'entière perte du Royaume de Candie, qu'ils nomment *l'Antemurale della Christianità*. De la façon que ces Messieurs ont commencé à insister déjà là-dessus, on connoit bien qu'ils sont persuadés que, quand il s'agit de leurs

Réflexions  
sur les Veni-  
tiens.

intérêts, chacun est obligé à abandonner les siens propres pour les assister, ils ne se souviennent plus que, lorsqu'ils se tenoient assûrés que la colere du Turc se déchargeroit sur Malthe ou ailleurs que sur leurs Etats, ils se déclaroient assez ouvertement qu'ils ne pouvoient prendre aucun parti pour irriter le Turc contre eux.

Ce n'est pas que la consideration des progrès de l'ennemi commun de la Chrétienté, & l'apparence qu'il y a qu'il ne mette pas sitôt les armes bas, ne meuvent leurs Majestez à apporter plus de facilité à un accommodement, qui donne moyen de pouvoir reprimer l'orgueil Ottoman. Mais comme les Espagnols y ont plus d'intérêt, ils doivent aussi faire une partie du chemin, & se résoudre à se prévaloir d'un prétexte si plausible pour consentir, avec plus d'honneur, à des conditions qui nous soient avantageuses, puisque d'ailleurs le mauvais état de leurs affaires le leur doit persuader.

Avantages  
qu'en espere  
la France.

Voilà ce que l'on pourra dire aux Médiateurs, & surtout à Conrarini, lui faisant connoître que la France, dégagée avec honneur & sûreté de la présente Guerre, par le moien d'une Paix honnête, & sûre, pourra prendre de telles résolutions à l'avantage de la Chrétienté, & particulièrement de la République de Venise, qu'il sera aisé de repaier avec usure les pertes que l'on aura faites, & il est sans doute que ces assurances serviront beaucoup à porter Contarini, d'employer vigoureusement tous ses offices auprès des Ministres d'Espagne, pour les rendre plus raisonnables.

Mais il ne paroît pas qu'ils soient à présent en cette disposition, si l'on considere le papier qu'a remis depuis peu Monsieur le Nonce Bagni à Monsieur le Cardinal Mazarin, pour répondre à la proposition de la Trêve sur la Mer Méditerranée. Les dits Sieurs Plenipotentiaires en trouveront une Copie-ci joinre, & s'étonneront sans doute des discours dans lesquels il est conçu, car il est certain que, quand les Espagnols se trouveroient en la posture où nous sommes, & non pas dans la dernière bassesse, il y auroit encore lieu de les blâmer de trop de hauteur en leur façon de parler & proceder.

Touchant la  
Trêve sur la  
Mer Méditerranée.

L'Ambassadeur de Venise, à ce que nous avons vu, n'en a pas osé parler, & en a répondu en sorte à Monsieur le Nonce que lui-même a avancé qu'il étoit malaisé de défendre l'indiscrétion du Secrétaire qui a dressé ce papier. On estime qu'il fera fort à propos de le faire tomber adroitement entre les mains des Ministres de l'Empereur, & de le faire voir à tous ceux des Princes de l'Empire, & particulièrement à ceux de Baviere, afin de faire toucher au doigt, combien les effets sont differens des bonnes paroles que les Espagnols donnent, de leur disposition à la Paix, comme aussi pour leur faire connoître que si le Roi d'Espagne pouvoit conclure quelque chose de bon sans l'Empire, il n'en feroit aucune difficulté.

Si les dits Sieurs Plenipotentiaires estimoient qu'il fût à propos de faire quelque réponse à cet Ecrit, ils le pourront, & la donneront aux Médiateurs, leur disant qu'elle leur a été adressée d'ici à cet effet.

Nous sommes avertis que les Espagnols veulent introduire une Négociation avec Messieurs les Etats, afin de les obliger, par des propositions specieuses & de grands avantages en apparence, qu'ils leur offriront, à se détacher de la France, & à entendre à un accommodement particulier avec eux.

Les Espa-  
gnols veulent  
traiter avec  
les Hollan-  
dois.

Dom Miguel de Salamanque vient pour avoir  
la

1645.

la conduite de cette affaire sous la direction de Castiel Rodrigo. Ils se fondent fort sur la mauvaise intelligence qui est entre le Prince d'Orange, & la Province de Hollande, dont ils esperent tirer de grands avantages, & se flattent de la croiance qu'ils ont que Messieurs les Etats sont si las des dépenses de la Guerre, & ont tant d'envie de se reposer, que le repos & l'épargne qui leur arriveront présentement d'un accommodement particulier, l'emporteront sur toutes les autres considérations, & sur les malheurs qui pourroient leur en arriver à l'avenir. On écrit de bonne sorte à Monsieur d'Estrades, afin qu'il travaille de bonne heure à ruiner leurs projets, & on n'y oubliera rien dans la suite.

Brigues de  
Madame de  
Chevreuse en  
Flandres.

Nous avons aussi su l'application tout à fait extraordinaire, avec laquelle Madame de Chevreuse agit en Flandres, pour donner des marques de son affection au Parti contraire, & pour nuire si elle pouvoit à cet Etat. On mande qu'elle n'oublie rien pour encourager les Ministres Espagnols, leur faisant croire qu'il y a de grandes brouilleries dans le Royaume, & que pour peu qu'ils se donnent patience, s'ils prennent soin d'employer de l'argent dans le Languedoc, & assurer cette Province-là de leur assistance, ils allumeront un tel feu, que ne pouvant être éteint par leurs Majestez, ils auront bientôt lieu de remettre leurs affaires en bon état, & de prendre revanche avec usure de tous les maux que la France leur a fait souffrir jusques à présent.

Tout cela ne sont que fantômes qui n'ont aucun fondement, mais le mal est que comme les Espagnols, dans les extremités, où ils sont réduits, croient facilement ce qu'ils voudroient bien, ils se laissent aisément flatter de semblables propositions, & lorsque leurs pertes continuelles & le peu de ressource qu'ils ont à s'en relever, les conseillent de donner promptement les mains aux conditions, qui peuvent promptement leur faire obtenir la Paix, & qu'effectivement quelquefois ils sont sur le point de le faire. Le malheur est, qu'ils s'en retirent sur de fausses esperances de quelque favorable révolution.

Ce qui nous doit consoler de leur conduire c'est que cette Dame n'a pas accoutumé jusques à présent de porter trop de bonheur aux endroits, où elle est allée & que depuis ses Guerres, jamais les Espagnols ne se sont rendus difficiles à la Paix sur quelque étincelle d'esperance, de voir prospérer leurs affaires en continuant la guerre, qu'il ne leur soit survenu aussi tôt de plus grandes disgrâces, & qu'enfin étant visible que leur plus grand bonheur seroit de sortir par la Paix, du mauvais état où ils sont, c'est une marque évidente de l'indignation de la colère du Ciel, de ce que, par un endurcissement semblable à celui de Pharaon, ils n'ont que des vanitez qui ne sont capables de produire aucun effet.

On loué la  
conduite des  
Plénipoten-  
taires à l'é-  
gard du Mi-  
nistre Sue-  
dois.

Il a été fort à propos que Monsieur le Baron Oxenstiern soit parti satisfait de Munster, & qu'on ait eu moiën de lui faire connoître la sincerité de notre procédé, dans le fait de l'accommodement entre les Ministres des Princes & Etats de l'Empire, qui étoit une matiere délicate à menager pour les divers interêts que chacun y peut prendre. Il est à croire qu'il ne manquera pas d'en informer ses Supérieurs, & cela ne peut produire que de très-bons effets, aussi bien que la passion qu'il a témoigné avoir, de faire éclater l'union des deux Couronnes, comme très-avantageuse pour les interêts de l'une & de l'autre.

On envoie le Sieur Vautorte à l'Electeur de Trèves, pour voir clair dans les sentimens qui lui sont restez pour cette Couronne, & dans les affaires de l'Empire, & il aura ordre de donner avis bien exactement aux dits Sieurs Plénipotentiaires, de tout ce qu'il aura reconnu du dit Electeur.

1645.

Envoyé à  
l'Electeur de  
Trèves.

A mesure que les Médiateurs se trouveront favorables ou approuvans nos raisons dans les prétentions, que nous avons, il faudra les flatter & témoigner de prendre confiance en eux. Le discours que Monsieur Servien a tenu au Nonce a été fort à propos, & notamment si, comme il lui semble, le dit Nonce a effectivement approuvé deux maximes dans lesquelles il lui a fait connoître que nous demeurions fermes de notre part. Mais il y a sujet de croire que ce personnage ne se rende pas tant souple, & facile pour l'inclination qu'il a pour la France, ou pour le desir qu'il a de servir, comme parcequ'il voit que l'on n'est pas satisfait de lui, ou pour l'apprehension qu'il peut avoir que les mauvais traitemens que le Pape a fait à cette Couronne, & la partialité qu'il a pour nos Ennemis ne portent leurs Majestez à prendre la résolution de lui ôter la Médiation.

Façon d'a-  
gir avec les  
Médiateurs.

Il est nécessaire de hâter le plus qu'il sera possible la levée de Benninghaussen, & on a été bien aisé d'apprendre que les soins des dits Sieurs Plénipotentiaires l'ayent garenti de l'inconvénient qui a failli lui arriver.

Affaire des  
levées.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE



## AUTRE MEMOIRE

## D U R O I,

à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau, le 30. Septembre 1645.

*Affaires de Catalogne & du Roussillon. Artifice des Espagnols envers les Médiateurs. Réflexions là-dessus.*

IL n'y a rien de plus délicat & qui merite d'être conduit avec plus de prudence & d'adresse que les interêts de la Catalogne, & du Roussillon; parcequ'il n'y a rien qui touchera le Roi d'Espagne à l'égard de cela; & en effet chacun voit qu'il ne se contente pas seulement de se donner la peine continuelle, portant sa personne

Affaires de  
la Catalogne  
& du Roussillon.

par

1645. par tout ce qui n'a pas été trop ordinaire aux Rois d'Espagne depuis quelque tems, mais qu'il employe largement tout ce qu'il a d'hommes, & d'argent pour empêcher nos progrès du côté de la Catalogne, ne hésitant pas de laisser la Flandre & l'Italie, à la merci des agresseurs pour avoir plus de moien de résister à nos efforts dans l'Espagne.

C'est la raison qui obligea leurs Majestez à bien recommander la justice de cette affaire aux Sieurs d'Avaux & de Servien, avant leur départ, avec lesquels Monsieur le Cardinal Mazarin conféra diverses fois sur ce sujet, & depuis dans l'Instruction, & par diverses Dépêches on les a toujours chargés, de laisser cette affaire-là pour la dernière, parceque si le Roi veut après se relâcher à quelque chose pour le bien de la Chrétienté, & pour le repos de la France, il n'importe qu'il soit plutôt fait que négocié.

C'est pourquoi on ne pourroit mieux repartir à Contarini, que ce que l'on a fait quand, pour sonder nos intentions, il a dit qu'il ne falloit pas mettre en doute la restitution de la Catalogne.

Artifice des  
Espagnols  
envers les  
Médiateurs.

Les Espagnols ne sont pas trop mal habiles d'obliger les Médiateurs à parler toujours des affaires d'Espagne, & à proposer des mariages, parceque rien ne pourroit être plus préjudiciable, que de leur répondre favorablement dans ces deux points-là, attendu qu'en celle-ci de la Catalogne, sans être même assurés de la Paix, nous courions un risque évident d'être prévenus des Catalans, lesquels certainement songeroient tout aussitôt à nous sacrifier pour appaiser l'indignation, & la colere du Roi d'Espagne, afin de n'être pas eux-mêmes sacrifiés par nous, pour obliger le dit Roi à nous accorder d'autres avantages en échange de cette Principauté.

Et pour ce qui regarde une Alliance, si nos Confederez avoient connoissance que l'on pense à établir une bonne Paix avec la Maison d'Autriche, par le moien du mariage du Roi avec l'Infante d'Espagne, ils pourroient aussi avec quelque apparence apprehender que cette union ne produisît avec le tems des résolutions préjudiciables à leurs intérêts, & en suite, pour les prévenir comme bons Politiques, ils pourroient aller plus retenus à donner la main à la conclusion de la Paix générale, & cependant prêter l'oreille à un accommodement particulier, dont la Maison d'Autriche ne cesse de les solliciter continuellement par des propositions avantageuses, particulièrement les Espagnols Messieurs les Etats.

Alors toutes ces belles ouvertures n'auroient produit que l'exécution de ce que desirent nos ennemis, qui seroit de nous voir sans Alliez, ne méditant autre chose que d'avoir lieu par ce moien de se vanger des avantages, que Dieu a permis que nous remportions sur eux. Et quand nos Alliez ne concevroient pas d'eux-mêmes les soupçons, que l'on marque ci-dessus, il seroit bien à craindre que les Espagnols ne manqueroient pas de ressorts pour les leur imprimer dans l'esprit.

Réflexions  
là-dessus.

Il est encore à remarquer qu'entre tous ces beaux avantages, qu'ils semblent vouloir prodiguer, en faveur de ces mariages, sous de belles apparences, qui d'ordinaire ne se réduisent à aucun effet, parcequ'ils n'en ont pas la véritable intention, & que déjà les Histoires nous apprennent que la France a éprouvé, avec de très-notables préjudices, de semblables amusemens, ces sortes de propositions, soit vraies ou feintes, ont un poison, & un venin caché qui

TOM. II. PART. II.

ne peut être plus dangereux. L'offre des Pays-Bas en dot que Contarini fit la première fois, & qu'il restreint maintenant au Comté de Flandres, ne jetteroit-elle pas d'abord Messieurs les Etats en de grandes jaloufies, & dans la crainte que cela s'effectuât? Comme le Roi n'entreroit pas seulement dans la simple possession de ce Pais-là, mais dans tous les droits & prétentions du Roi d'Espagne, aussi ils auroient sujet d'apprehender que, quelque chose que promît la France, elle pourroit avec le tems prendre une conjoncture favorable, pour en tirer la raison; auquel cas, pouvant porter toutes les forces d'un puissant Royaume en cet endroit-là, elle leur seroit infiniment plus formidable que l'Espagne, qui n'y peut faire la Guerre que foiblement & avec des travaux, & des dépenses immenses qui consomment tous ses hommes & ses trésors. Il n'y a personne qui ne voie que cette seule considération, sans les autres marquées ci-dessus, seroit capable de leur faire prendre quelque étrange résolution: c'est pourquoi on estime qu'aussi-tôt que les Ambassadeurs de Messieurs les Etats seront arrivés, on leur donne part de tout ce qui s'est passé jusques ici, & dont l'on pourra parler à l'avenir de pareille nature, afin que, s'ils la découvrieroient par autre voye, ils ne s'imaginassent pas que nous leur en ayons voulu faire finesse, & que cela ne produisît de mauvais effets.

Ce n'est pas que si l'intention des Espagnols étoit sincère, qu'effectivement ils desirassent de faire une Paix durable avec la France, & qu'ils voulussent pour mieux l'affermir conclure ce mariage, que l'on n'en écoutât ici volontiers les ouvertures, & que leurs Majestez ne le préférassent à tout autre; mais que les marques de cette bonne intention seroient, de donner lieu qu'il fût conclu en ce tems que les soupçons de nos Alliez ne nous peuvent apporter aucun préjudice.

Ou s'ils vouloient, pour rendre leur accommodement plus honnête & colorer les desavantages, auxquels ils seront obligés de consentir, à la face de toute la Chrétienté, pour parvenir à la Paix, faire le mariage, en le concluant, on pourroit leur donner cette satisfaction avec deux précautions principales, l'une que, quelque accident de mort qu'il pût arriver, laquelle ou empêchât l'exécution du Mariage ou le fit dissoudre sans succession, la France ne seroit jamais obligée à restituer à l'Espagne ce que nous aurions retenu à titre de dot d'une partie des conquêtes, que nous avons faites sur eux, mais seulement du surplus qu'ils pourroient nous avoir baillé en faveur du dit Mariage: & la seconde que toutes les satisfactions de nos Alliez, & les nôtres seront résolues auparavant & que ne manquant plus rien à la conclusion de la Paix, que ce point de sauver un peu de réputation à l'Espagne, comme nos Alliez n'en pourroient plus concevoir de soupçons, aussi ils y donneroient volontiers les mains, & nous en presseroient eux-mêmes, afin de ne plus retarder cette bonne œuvre, & se conduisant de la sorte ils seroient exempts de jalouse, & des soupçons que cette affaire leur donneroit si on la traitoit d'une autre manière.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE  
L E T.

X

1645.

1645.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, le 1. Octobre 1645.

*Suite de la Négociation avec Baviere. Leurs Réflexions. Affaire des levées. Soins des Suedois pour augmenter leur Armée. Et des Imperiaux pour faire valoir la réponse aux propositions de la France & de ses Alliez. La France s'intéresse dans le Congrès pour l'admission des Députés de ses Alliez. Ils se plaignent des Députés de Mayence par rapport au Cereemoniel & aux Hefsiens.*

MONSIEUR,

Suite de la  
Négociation  
avec Baviere.

Nous avons reçu la réponse de l'Ambassadeur de Baviere, qui, en deux visites qu'il a faites separement à deux de nous, a dit que son Maître, ayant vu ce qui a été proposé pour la satisfaction de la France, offre de le faire obtenir & espere d'en venir à bout; & au cas qu'il ne le pût faire par Négociation, il offre de joindre ses armes pour cet effet avec celles du Roi; que déjà ci-devant, sur les bruits qui couroient que nos prétensions étoient sur l'Alsace, il avoit voulu sonder l'intention de l'Empereur, & l'avoit disposé à sortir d'affaires avec nous par une amiable composition, sur le point de la restitution de ce que nous tenons; qu'à présent qu'il fait au vrai où va notre prétension il pressera davantage; que moyennant cela il prétend une reciproque obligation de la France, de conserver en sa famille la Dignité Electorale, & en cas qu'il quitte le haut Palatinat, de le remettre en possession du Pais de Leuctemberg, qui lui avoit été hypothecqué pour les frais de la guerre de Boheme.

Qu'il fera volontiers une suspension d'armes pour le tems que l'on voudra, pendant laquelle il ne donnera ni à l'Empereur ni à d'autres de son parti aucun secours d'hommes, d'argent, de munitions, ou autre chose quelconque contre la France ni contre ses Alliez; & sur ce que nous lui avons representé qu'il ne pourroit

peut-être pas demeurer Maître de ses troupes, comme étant une armée de l'Empire, & qui a fait serment à l'Empereur, le dit Ambassadeur nous a répondu que le Duc de Baviere seul peut disposer des dites troupes, & qu'il est bien assuré qu'il n'y aura ni Officier ni Soldat qui fasse le contraire de ce qu'il aura promis.

Pour les quartiers, il ne s'éloigna pas de les partager entre le Rhin & le Danube, en la forme qui seroit concertée par les Generaux d'armée, auxquels il trouveroit à propos de s'en remettre, n'en ayant pas toute l'instruction ni toute la connoissance nécessaire.

Touchant les Places de sûreté, il a voulu encore faire croire qu'Hermanstein n'étoit point au pouvoir de son Maître, que pour Heidelberg il avoit sujet de la retenir pour ne se priver pas du seul moyen qui reste de se conserver l'Electorat en rendant le Palatinat, que Fribourg n'est pas à lui, & insista qu'il étoit raisonnable de s'assurer sur les promesses de ce Prince, & qu'en tout cas on lui donnât aussi de la part du Roi des assurances réelles de ce qu'on lui promettoit.

Il nous a fait tant de difficultez sur cet article, & y a paru si obstiné, que nous avons pensé, si nous ne pouvions mieux faire, de lui proposer, pour avoir Hermanstein, de faire rendre à Monsieur l'Electeur de Cologne, Nuis & Kempen par Madame la Landgrave; ce que l'on pourroit peut-être obtenir d'elle avec quelque somme d'argent. Nous lui avons demandé si l'Electeur de Cologne seroit compris en cette suspension: il a répondu n'en avoir pas ordre, sans pourtant y faire beaucoup de difficulté; & nous estimons que ce seroit bien le meilleur, principalement pour les intérêts de Madame la Landgrave.

Ce qui nous a donné un peu d'apprehension dans les Conférences que nous avons eues avec cet Ambassadeur, est que depuis la réponse de son Maître, il a paru moins échauffé que ci-devant, & plus difficile dans les conditions; qu'il nous a fait diverses questions & donné peu de résolutions, & que même il nous a avoué de n'avoir point encore de Pouvoir special pour conclure ce Traité, mais que dans huit jours il auroit réponse de son Maître touchant l'avis qu'il lui a donné que nous avions un Pouvoir absolu, & que nous nous promettons qu'il en enverroient un semblable. Ce qui nous fait croire que le Duc de Baviere étant un peu rassuré du côté de l'Autriche par l'armée que l'Empereur a mis sur pied, & du côté de deça par la force de la sienne, & la diminution qu'il voit arriver à celle du Roi, estime pouvoir parler un peu plus haut.

Cela nous fait connoître la nécessité qu'il y a de fortifier promptement l'armée, & d'entendre aux propositions qui ont été faites au Sieur de Beauregard touchant les levées des troupes Allemandes, n'y ayant rien qui nous donne plus d'avantage dans le Traité, que si l'on nous voit puissions de deça le Rhin. Les Suedois font bien voir quel est leur sentiment, puis qu'encore qu'ils fassent venir toutes les troupes qui étoient dans leur Flotte, & celles qu'ils avoient dans le Pais d'Holstein, ils ne laissent pas de faire instance par leur Resident en Hollande, pour avoir les troupes qui seront licenciées par Messieurs les Etats à la fin de cette Campagne, tant ils jugent à propos & important d'être forts en Allemagne sur le point du Traité; & nous croyons qu'ils ne le font pas moins pour se faire considerer de leurs Alliez, & avoir autorité dans la Négociation, que pour

1645.

Leurs Réflexions.

Affaire des Levées.

Soins des Suedois pour augmenter leur armée.



1645.

Et des Imperiaux pour faire valoir la réponse aux propositions de la France & de ses Alliez.

se faire craindre de leurs ennemis. Enfin les Imperiaux ont donné aux Etats de l'Empire, cette communication tant attenduë de la réponse de l'Empereur à nos propositions, ce qui a été fait ici & à Osnabrug en même jour, qui fût le vingt-cinquieme du mois passé, avec beaucoup de solemnité, pour rendre la chose plus éclatante, ayans assemblé tous les Ambassadeurs & Députez des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire dans la Maison Episcopale, & à Osnabrug dans la Maison de Ville. En l'un & en l'autre Lieu les Ambassadeurs des Electeurs, avec deux Députez des Princes, deux des Villes, & deux des Comrés, allèrent prendre les Plenipotentiaires de l'Empereur pour les accompagner à l'Assemblée. Le Sieur Wolmar en cette Ville, & le Sieur Krans à Osnabrug haranguèrent, & mirent ensuite la dite réponse de l'Empereur entre les mains de l'Ambassadeur de Mayence, comme Directeur de l'Assemblée, pour être vuë & examinée des Etats de l'Empire, & y donner leur avis, ainsi qu'ils en ont été requis par les dits Sieurs Wolmar & Krans. Nous sommes après d'en avoir une Copie, aussitôt que cela se pourra, la chose ayant été tenuë fort secrète jusques ici; & nous vous pourrions dire qu'en visitant Messieurs les Médiateurs, nous les avons trouvez fort offenzés de ce que les Imperiaux ne leur en ont donné aucune communication.

La France s'interesse dans le Congrès pour l'admission des Députez de ses Alliez.

Il s'y est rencontré une difficulté en laquelle nous sommes intereffez, c'est que les Députez de Hesse, du Marquis de Durlach, de Nassau Sarbrugg, & de l'Administrateur de Magdebourg n'y ont point été admis, comme non reconciliez. Nous avons parlé pour tous, mais avec beaucoup plus de retenue pour Magdebourg, attendu que jusques ici les Administrateurs n'ont point eu de seance dans les Diettes, & que tous les Catholiques s'y opposent formellement comme à une introduction dangereuse. Notre principal effort a été pour faire revenir les Députez de Madame la Landgrave dans le Conseil des Princes, parceque c'est un droit qui ne lui est pas même contesté par les Imperiaux, & que ni elle ni feu Monsieur son Mari n'ont point été mis au ban de l'Empire. Mais tous nos soins, tant auprès des Médiateurs que des Electoraux, & tout ce que Monsieur Oxenstiern a fait à Osnabrug sur le même sujet, n'ont pu empêcher que les choses ne se soient passées comme il est porté ci-dessus, sans que les dits Députez y aient été appelez. Vous verrez par les Lettres du Sieur de Saint Romain, qui sont ci-jointes, quelle résolution l'on a prise à Osnabrug, & combien Monsieur Oxenstiern a été satisfait de notre fermeté à soutenir le droit des exclus. Nous vous pouvons assurer que les Sieurs de Croisich & Vultejus ne le font pas moins, & qu'ils voyent bien que sans nous il n'y a rien à esperer pour eux.

Mais après les plaintes & nouvelles instances que nous avons depuis faites aux dits Sieurs Médiateurs & Electoraux, nous les avons laissez en quelque disposition d'y trouver un temperament en ce qui touche les Hessiens; nous prétendons au moins qu'on les doit admettre dans les délibérations, où il ne s'agira que du bien public de l'Empire, auxquelles le Landgrave de Hesse n'est pas moins intereffé en son particulier à qu'un des autres Princes. Nous vous reconnu par les Médiateurs que les sentimens de ceux du parti contraire ne vont pas si avant, & se peuvent réduire au plus pour le respect des Couronnes à donner une fois l'entrée aux Députez de Hesse, pour les rétablir

TOM. II. PART. II.

dans leurs droits, à la charge qu'ils n'auront point de part aux délibérations. Nous verrons s'il se pourra faire quelque chose de mieux.

Nous ajoûtons encore ces lignes pour vous avertir d'une chose, qui se passe ici qu'il importe que vous sachiez. Depuis que les Ambassadeurs de Mayence y sont arrivez, ils se sont très-mal comportez en notre endroit dans les Ceremonies. Ils n'ont point voulu suivre à leur arrivée en cette Ville l'exemple de ceux qui les avoient précédé, & ont refusé de recevoir & de rendre aucune visite, pour n'être pas obligez de se déclarer en notre faveur contre les Espagnols, comme avoient fait tous les autres Ambassadeurs, & Ministres des Princes qui étoient venus avant eux, & dans routes les Matieres qui se traitent, ils paroissent si partiaux & si passionnez pour nos Parties, que non seulement ils se sont servis de l'autorité qu'ils ont comme Directeurs de l'Assemblée, pour en exclure tous ceux qui sont Alliez des Couronnes & favorables à leurs interêts, mais ils ont passé, contre toute sorte de justice, jusques à refuser un Acte de protestation que les Députez de Hesse ont voulu faire pour la conservation des droits de leur Maitresse, contre la résolution qui a été prise de les exclure de l'Assemblée. Cela nous fait croire qu'au lieu de venir à de nouvelles plaintes qui ne serviroient de rien, puisque toutes celles que nous avons faites ci-devant n'ont point été considérées par eux; il faudroit tâcher de faire connoître à l'Electeur de Mayence, par quelque traitement qui lui pût être bien sensible, que l'on n'est pas resolu de souffrir toutes ces injustices, & le réduire par ce moyen lui-même à se plaindre, & qu'entrant en Négociation avec lui, sur sa plainte, on l'oblige de faire changer la conduite de ses Ministres. Nous estimons qu'il est si nécessaire de prendre cette voye, que s'il y avoit difficulté d'exécuter l'entreprise, qu'avoit ci-devant proposée le Sieur de Saint André sur Saxenhausen, & de se saisir de la personne du dit Electeur qui s'y est retiré, son procedé si partial en donneroit un juste sujet. Néanmoins comme cela pourroit être sujet à diverses interpretations pendant la tenuë des Etats de l'Empire & le Traité de la Paix, vu même l'incertitude du succès, car nous nous en remettons à ce qui sera jugé plus à propos. Cependant nous avons écrit au Gouverneur de Mayence, de nous informer quelle sorte de trouble on pourroit faire au dit Electeur, soit en ses maisons ou en ses autres biens, pour le ranger à la raison. Avant que d'y prendre aucune résolution, nous attendons de savoir les volontez de la Reine pour ne rien faire que suivant les ordres de Sa Majesté, lesquels nous avons mandé au dit Gouverneur d'attendre aussi.

Depuis la Dépêche écrite nous avons recouvré Copie de la réponse des Imperiaux à nos propositions & à celles de la Cour de Suede, que nous vous envoyons sans vous écrire rien sur ce qu'elle contient, parceque l'ayant recouvrée à l'heure même, nous n'avons pas eu le tems de la bien considérer. Ils l'ont tenuë fort secrète, & les Médiateurs nous ont dit qu'ils ne l'avoient point vûe encore. Par la premiere Dépêche nous vous ferons savoir nos sentimens, mais nous n'avons pas cru devoir différer plus long tems à vous envoyer une Piece qui a été si long tems attenduë. Nous sommes &c.

1645.

Ils se plaignent des Députez de Mayence par rapport au Ceremoniel & aux Hessiens.

1645.



## L E T T R E

de Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES

à Monsieur le Comte de

## B R I E N N E,

A Munster le 4. Octobre 1645.

*Le Sr. d'Authoville envoyé à Trêves pour reconnoître l'intention de cet Electeur, & si le Baron de Rech étoit auprès de lui de la part de l'Empereur, s'il avoit besoin des Troupes du Roi, s'il pouvoit les loger & maintenir. Ils lui envoient copie d'un Ecrit apostillé par cet Electeur, où il verra qu'il a protesté contre ce qu'on lui a fait faire pour obtenir sa liberté. Le Baron de Rech s'est retiré, l'Electeur lui ayant témoigné qu'il ne se croyoit pas libre tant qu'il seroit auprès de lui. Il a levé quelque Milice pour se garantir du Duc Charles qu'il croit suffisante en attendant le secours du Roi, qu'il demande seulement dans le besoin. Le Sr. d'Authoville lui a représenté qu'ainsi on ne pourroit pas l'assister à temps, il l'avoua, & s'excusa sur ce que son Païs étoit ruiné. L'Electeur de Trêves a donné ordre à ses Envoyez de nous voir avant les Espagnols, de recevoir l'admission de la Landgrave, & des autres Princes, excepté l'Administrateur de Magdebourg. Il a témoigné au Sr. d'Authoville qu'il souhaitoit la satisfaction de la France, & qu'elle eût en Allemagne des Etats qui lui donnassent entrée aux Diètes. Il a donné charge à ses Deputez de vivre bien avec nous, & a témoigné*

*être satisfait du compliment que nous lui avons fait faire. Cet Electeur, pour témoigner son affection pour la France, veut mettre sa famille, & sa dernière disposition sous la protection de leurs Majestez. Il a jetté les yeux sur un Successeur, parce qu'il a de bonnes inclinations pour la France. Ils croient qu'il sera utile & honnête à leurs Majestez de traiter favorablement ce Prince. Ils lui envoient un Memoire du Deputé de ce Prince auquel il se fie, ils le prient d'y ménager son consentement, afin qu'en cas que les Troupes de France entrent dans son Pays, elles aient des ordres bien exprès de conserver son Patrimoine, & de lui faire payer, sur les contributions, ce que le Païs fournit pour son entretien. Ils sont bien aises que le Sr. Vautorte ait ordre d'aller auprès de cet Electeur, ils ne doutent pas qu'il ne l'affermisse dans ces bonnes dispositions. Ils louent la conduite du Sr. d'Authoville d'avoir su si bien ménager cet Electeur. Touchant le Duc de Baviere, ses Ambassadeurs ont ordre de nous dire que son Maître avoit envoyé demander un Passeport pour le Sr. Ernest : que Mr. de Turenne ne faisoit point réponse à ce qu'il lui avoit fait dire par le Général Gleen. Que leur Maître persiste en la proposition de la suspension d'armes & au desir d'avancer la Paix. Qu'il s'emploiera pour faire faire satisfaction à la France, à condition qu'on le soitienne dans la Dignité Electorale. Qu'il consentira à la création d'un nouvel Electorat en faveur de la Maison Palatine. Qu'à l'arrivée du Sr. Ernest les Ambassadeurs de Baviere auront ordre de nous faire declarer touchant l'Electorat, & que nous donnions notre Réplique à la réponse des Imperiaux. Le Duc de Baviere continué dans le dessein de traiter avec la France, mais à d'autres conditions que celles qui ont été proposées. Il ne donnera pas Hermensstein pour Place*

1645.

ce

1645.

ce de sûreté, & conservera les quartiers entre le Rhin & le Danube. La Baviere est bien disposée pour la Paix generale, & y travaille à bon escient. C'est à son instance que l'Empereur est resolu d'envoyer ici son premier Ministre avec un Pouvoir absolu, & qu'il ne tiendra qu'à nous de faire une bonne Paix pour la France. Mr. d'Avaux se plaint de ce qu'ils ne disoient rien pour la satisfaction de la Suede. Ils s'excusent sur ce que les Couronnes n'ont pas specifié leurs prétensions. Il leur représente que nous le leur avions déclaré confidemment. Ils dirent enfin que nous le fissions entendre aux Imperiaux, afin que leur Duc pût agir ouvertement. Il ne croit pas qu'ils aient connoissance des Intentions d'Espagne, ni que leur Duc desire la Paix de tous côtez, en tout cas dans l'Allemagne. La retraite de l'Armée du Roi leur a donné l'assurance de contester avec nous, & selon les apparences le Duc de Baviere a peu d'inclination pour un Traité particulier, mais beaucoup pour un general. Avis d'une Negociation secrete entre les Imperiaux & les Suedois, ils le croient faux, & n'ont pas laissé de s'en informer. Le Comte de Trautmansdorff est en chemin pour venir à Munster. La résolution de l'Archiduc de secourir le Duc de Baviere avec ses forces vient de ce qu'il fait la foiblesse des Suedois par le siege de Brin, & qu'il ne peut pas être renforcé. Ils ont ordre d'observer Contarini, ils le trouvent plus favorable à leurs Parties, ils ont reçu des avis qui les confirment dans cette pensée. Il a tâché en diverses rencontres de mettre de la division entre les Suedois & nous. Ils favoriseront la levée de Beninghausen qui ne perd point de temps. Le Sr. Bellitia n'a aucun commerce avec nous ni avec nos Gens. Il auroit été bon que Mr. de Turenne fût demeuré deça le Rhin. On en attribue la cause aux Troupes Weymariennes

qui ne l'ont pas voulu suivre. Ils lui donnent avis qu'ils ont envoyé 40. mille Ecus à Mr. de la Thuillerie pour faire des levées en Dannemarck, qu'on ne peut faire aucun fondement sur les Troupes de Hollande. Les Médiateurs leur ont communiqué le nouveau Pouvoir de Penaranda, qui est conforme à la minute concertée.

## MONSIEUR,

Nous commençons cette Dépêche par où nous avons fini la précédente, qui est la Relation du Sieur d'Authoville. Le principal sujet pour lequel il avoit été envoyé étoit pour reconnoître l'intention de l'Electeur de Treves sur l'Ecrit qu'il a donné en sortant de Prison, savoir si le Baron de Rech étoit toujours auprès de lui de la part de l'Empereur, s'il avoit besoin des Troupes du Roi dans son Pays, & s'il avoit moyen de les y loger, & maintenir, & quels sont ses sentimens dans la Négociation de la Paix, tant sur les affaires generales que pour les Interêts de la France.

Il a parlé si ouvertement touchant le premier point, qu'il y a lieu de croire que ce qu'il a fait a été par force, & pour faciliter sa liberté. Nous vous envoyons Copie de l'Ecrit apostillé par lui, où vous verrez qu'il a fait des protestations au contraire. Nous n'examinerons pas si elles sont suffisantes pour détruire l'Acte, mais il suffit qu'il témoigne de n'avoir pas changé d'affection envers la France.

Quant au Baron de Rech, il s'est retiré, l'Electeur lui ayant témoigné des Francfort qu'il ne croyoit pas être en liberté tant qu'il seroit auprès de lui, pour se garantir du Duc Charles; mais plutôt que de les loger, il aime mieux courre fortune, ayant levé quelque Milice dans son pays, qu'il croit suffisante pour lui donner moyen d'attendre le secours du Roi qu'il demande dans le besoin seulement. Le Sieur d'Authoville lui remontra qu'en cette sorte il n'y auroit pas de moyen de l'assister à temps, & que déjà une autre fois, pour avoir voulu épargner son pays, il s'en est mal trouvé.

Il avoua que cela étoit véritable, mais que son pays étoit déjà ruiné, & lui ne pouvant subsister que par l'entretienement qu'il en reçoit, il lui sera plus rude d'être mangé par ses Amis que par ses Ennemis.

Sur le dernier point il a donné toute la satisfaction qu'on pourroit désirer, ayant envoyé ordre à ses Deputez de nous voir auparavant ceux d'Espagne, de se porter à l'admission de Madame la Landgrave, & autres Princes qu'on a voulu exclure, hors l'Administrateur de Magdebourg, s'étant même ouvert avec ledit Sieur d'Authoville touchant la satisfaction de la France, jusques à lui dire qu'il est à désirer pour les interêts de la Religion Catholique, que le Roi conserve par le Traité de Paix quelques Etats dans l'Allemagne qui donnent entrée à ses Deputez dans les Diètes.

Le dit Sieur Electeur a donné charge à ses Deputez de vivre en bonne correspondance avec nous, & nous en a fait avertir; de sorte que ceux d'entreux, auxquels il a plus de confiance, nous ont vus ensuite particulièrement.

X 3

1645.

Le Sr. d'Authoville envoyé à Trèves pour reconnoître l'intention de cet Electeur, & le Baron de Rech étoit auprès de lui de la part de l'Empereur, s'il avoit besoin des Troupes du Roi, s'il pouvoit les loger & maintenir.

Ils lui envoient Copie d'un Ecrit apostillé par cet Electeur, où il verra qu'il a protesté contre ce qu'on lui a fait faire pour obtenir sa liberté.

Le Baron de Rech s'est retiré, l'Electeur lui ayant témoigné qu'il ne se croyoit pas libérant qu'il seroit auprès de lui.

Il a levé quelque Milice pour se garantir du Duc Charles qu'il croit suffisante en attendant le secours du Roi, qu'il demande seulement dans le besoin.

Le Sr. d'Authoville lui a représenté qu'ainsi on ne pourroit pas l'assister à temps; il l'avoua, & s'excusa sur ce que son Pays étoit ruiné.

L'Electeur de Trèves a donné ordre à son Envoyé de nous voir avant les Espagnols, de recevoir l'admission de la Landgrave, & des autres Princes, excepté l'Administrateur de Magdebourg.

Il a témoigné au Sr. d'Authoville qu'il souhaitoit la satisfaction de la France, & qu'elle eût en Allemagne des Etats qui lui donnaient entrée aux Diètes.

Il a donné charge à ses Deputez de vivre bien avec nous, & a témoigné être satisfait du compliment que nous lui avons fait.

Il faire.

1645.

Le Duc de Bavière, pour témoigner son affection pour la France, veut mettre sa famille, & la dernière disposition sous la protection de leurs Majestés; il a jeté les yeux sur un Successeur, parce qu'il a de bonnes inclinations pour la France.

Il croient qu'il sera utile & honnête à leurs Majestés de traiter favorablement ce Prince.

Il lui envoyait un Memoire du Deputé de ce Prince auquel il se fie; ils le prient d'y ménager son contentement, afin qu'en cas que les Troupes de France entrent dans son Pais, elles aient des ordres bien exprès de conserver son patrimoine, & de lui faire payer, sur les contributions, ce que le Pais fournit pour son entretien.

Il font bien aises que le Sr. de Vautorte ait ordre d'aller auprès de cet Electeur; ils ne doutent pas qu'il ne l'affermisse dans ces bonnes dispositions.

Il louent le conduite du Sr. d'Authoville d'avoir si bien ménager cet Electeur.

Touchant le Duc de Bavière, les Ambassadeurs ont ordre de nous dire que leur Maître avoit envoyé demander un Passeport pour le Sr. Ernest, que Mr. de Turenne ne faisoit point de réponse à ce qu'il lui avoit fait dire par le Général Gléen.

Que leur Maître persiste en la proposition de la

Il a parlé aussi d'un huitième Electorat pour l'accommodement de l'affaire Palatine, & a témoigné d'être bien satisfait du Compliment que nous lui avons fait faire, & de ce que nous desirons avoir ses avis sur les affaires présentes.

Il souhaite si fort que l'on ne doute point de sa constante affection envers la France, qu'il veut mettre en mourant sa famille, & sa dernière disposition sous la particulière protection de leurs Majestés. Il a jeté les yeux sur un Successeur, qu'il dit ne choisir que parce qu'il le voit dans les mêmes inclinations que lui pour la France.

Tous ces bons sentimens, dont nous avons déjà commencé à nous prévaloir, nous font croire qu'il fera honnête & utile à leurs Majestés de traiter favorablement ce Prince. Nous vous envoyons un Memoire, que nous a donné le Deputé auquel il se fie, afin qu'il vous plaie d'y ménager son contentement autant que les affaires pourront permettre. Que si les Troupes du Roi étoient obligées d'entrer dans son pays pour y prendre des quartiers d'hiver, ce fut au moins avec des ordres bien exprès à ceux qui les commandent, de conserver entièrement les Terres de son patrimoine, & de lui faire payer par préférence sur les Contributions, ce que son pays lui fournit pour son entretien.

Nous sommes bien aises de l'ordre que Monsieur de Vautorte a reçu d'aller trouver le dit Sieur Electeur, ne doutant qu'il ne l'affermisse dans ces bonnes dispositions. Le Sieur d'Authoville a très-bien servi en cette occasion, & a menagé de forte l'Esprit de cet Electeur, qu'il a pris confiance en lui, & s'est ouvert de tout ce que nous avons désiré d'apprendre.

Nous avons reçu la Dépêche du vingt-un du mois passé, il ne se peut rien ajouter au Jugement qu'on fait sur la conduite, & les intérêts du Duc de Bavière; ses Ambassadeurs, comme vous l'avez bien prévu, n'ont pas manqué de nous voir, & dans une visite qu'ils ont faite à moi d'Avaux m'ont dit par Lettres du 18. Octobre, dont ils m'ont fait voir la date, & quelques Articles; qu'ils ont ordre de nous dire que leur Maître a envoyé demander un Passeport pour le Sieur Ernest, c'est celui qu'il a envoyé à Munster, pour assister de sa part au Conseil des Princes de l'Empire, pour en porter secrètement une Instruction, & un Plan à ses Ambassadeurs sur le Traité dont il a été parlé entre la France & lui: que Monsieur de Turenne ne faisoit point de Réponse, quoi qu'il y eût trois semaines entières que le Général Gléen lui avoit dépêché un Trompette; que son Altesse, pour gagner temps, s'étoit enfin résolu de faire partir le Deputé sans Passeport, & lui avoit donné ordre d'aller trouver Gléen, & d'attendre auprès de lui que Monsieur de Turenne ait envoyé un Saufconduit; que leur Maître persiste en la proposition qu'il a faite d'une suspension d'armes particulière avec la France, & au desir d'avancer le Traité général de la Paix.

Qu'il persiste aussi à se vouloir employer comme il a déjà fait pour la satisfaction qui est due à la France, mais qu'en ce faisant il desire une Réponse, & résolution cathégorique de conserver la Dignité Electorale en sa famille, parceque si l'on en faisoit difficulté, il tiendrait une autre conduite, étant résolu de se porter aux extremités plutôt que de perdre cette Dignité dans le Rang qu'il la possède.

Que pour terminer entièrement cette affaire, & assurer le Repos public, il consentira à la création d'un nouvel Electorat en faveur de la Maison Palatine.

Qu'à l'arrivée du Sieur Ernest ils auront charge de presser que nous nous déclarions touchant l'Electorat, & que nous donnions notre Réplique à la Réponse que les Imperiaux ont faite à notre proposition, laquelle réplique contient tout d'un coup ce que nous prétendons en trois points, qui ne sont touchés qu'en termes généraux dans la dite proposition. L'un est la restitution des Princes, l'autre la sûreté du Traité, & le troisième la satisfaction de la Couronne.

Après avoir répondu que je ferois rapport de ce que dessus à Monsieur le Duc de Longueville, & à Monsieur de Servien, je leur fis connoître que l'interruption d'un Traité qu'ils poursuivoient il y a six semaines avec beaucoup d'ardeur & d'application doit avoir eu, ce me semble, de plus grands motifs que le défaut d'un Passeport, qui étant particulièrement de notre Jurisdiction, auroit bientôt été expédié ici à la moindre instance qu'ils nous en auroient faite. Ils se défendirent assez mal, répétant les diligences qu'on a faites pour le partement de ce Deputé; & de vrai, comme j'essayai d'allonger la Conférence, repassant tantôt sur une des conditions de la suspension d'armes, tantôt sur l'autre, je m'aperçus par leurs discours, quoi que fort réservés, qu'il étoit raisonnable que le Duc de Bavière continue dans le dessein de traiter avec la France, mais à d'autres conditions que celles qui ont été proposées: Je n'ai pu juger s'il consentiroit à donner quelque Place de sûreté, j'ai remarqué seulement qu'il ne donnera pas Hermentstein, & qu'il fait état de conserver tous les quartiers entre le Rhin, & le Danube, & je doute, s'il n'y aura point d'autres difficultés. Je n'en puis parler avec plus de certitude, puisque ces Messieurs ne voulurent pas s'expliquer; mais parce que je dis qu'à l'arrivée du Sieur Ernest, l'affaire seroit bientôt conclue, puisque nous étions déjà demeurés d'accord des principaux Articles; le Baron de Hafland répliqua, qu'ils avoient eu ordre de ne contester pas beaucoup, & d'écrire seulement ce que nous leur aurions répondu. La froideur avec laquelle je reçus cette excuse, les fit jeter sur un autre propos touchant la Paix générale, & en ce point il faut avouer qu'ils sont très-disposés, & que leur Maître y travaille à bon escient, ils me dirent que c'est à son instance pour suite que l'Empereur est résolu d'envoyer ici son premier Ministre, avec un Pouvoir si absolu, qu'il ne tiendra qu'à nous de faire promptement une bonne Paix, & avantageuse à la France. Ce dernier mot m'ayant donné lieu de parler de la satisfaction des Couronnes, je leur remontrai avec un peu de plainte qu'ils ne disoient jamais rien de celle de Suede, & qu'en parlant de la nôtre, ils disoient la satisfaction due à la France. Que s'ils veulent la Paix, comme ils témoignent, il falloit agir en bons Allemands, & dire en détail ce que leur Maître veut faire pour y parvenir. Ils répartirent que cela lui est impossible, d'autant que les Couronnes mêmes n'ont pas spécifié ce qu'elles prétendoient. Mais vous savez, dis-je, notre prétention, nous l'avons déclarée confidemment & néanmoins vous venez encore m'en parler en termes douteux, & qui peuvent recevoir diverses explications. Ne dites donc plus, s'il vous plaît, que Monsieur le Duc de Bavière nous fera avoir la satisfaction qui est due à la France, mais celle que nous avons proposée comme étant fort juste. Ils échaquerent quelque temps par divers moyens, & finirent ce qu'on a accoutumé quand on marchand; mais enfin Monsieur Krebs trancha le mot, & dit qu'il étoit besoin que nous nous

1645.

suspension d'armes & au desir d'avancer la Paix.

Qu'ils emploiera pour faire faire satisfaction à la France, à condition qu'on le soutienne dans la Dignité Electorale.

Qu'il consentira à la création d'un nouvel Electorat en faveur de la Maison Palatine.

Qu'à l'arrivée du Sr. Ernest les Ambassadeurs de Bavière auront ordre de nous faire déclarer touchant l'Electorat, & que nous donnions notre réplique à la réponse des Imperiaux.

Le Duc de Bavière continué dans le dessein de traiter avec la France, mais à d'autres conditions que celles qui ont été proposées.

Il ne donnera pas Hermentstein pour Place de sûreté, & conservera les quartiers entre le Rhin, & le Danube.

La Bavière est bien disposée pour la Paix générale, & y travaille à bon escient.

C'est à son instance que l'Empereur est résolu d'envoyer ici son premier Ministre avec un Pouvoir absolu, & qu'il ne tiendra qu'à nous de faire une bonne Paix pour la France.

Mr. d'Avaux se plaint sur ce qu'ils ne disoient rien pour la satisfaction de la Suede. Ils s'excusent sur ce que les Couronnes n'ont pas spécifié leurs prétentions.

Il leur représente que nous le leur avions déclaré confidemment, ils dirent enfin que nous le fissions entendre aux Imperiaux afin que leur Duc pût agir ouvertement.

en



1645.

Il ne croit pas qu'ils aient connoissance des intentions d'Espagne, ni que leur Duc desire la Paix de tous côtez, en tout cas dans l'Allemagne.

La retraite de l'Armée du Roi leur a donné l'affurance de contester avec nous, & selon les apparences le Duc de Baviere a peu d'inclination pour un Traité particulier, mais beaucoup pour un général.

Avis d'une Négociation secrete entre les Imperiaux & les Suedois, ils le croient faux, & n'ont pas laissé de s'en informer.

Le Comte de Trautmansdorff est en chemin pour venir à Munster.

La résolution de l'Archiduc de se courir le Duc de Baviere avec ses forces vient de ce qu'il fait la foiblesse des Suedois par le siege de Brin, & qu'ils ne peuvent pas être renforcés. Ils ont ordre d'observer Contarini, ils le trouvent plus favorable à leurs Parties, ils ont reçu des avis qui les confirment dans cette pensée.

Il a tâché en diverses rencontres de mettre de la division entre les Suedois & nous.

Ils favoriseront la levée de Benninghausen qui ne perd point de temps.

en fissions entendre aux Imperiaux, afin que le Duc de Baviere eût moyen d'agir ouvertement. J'essayai de sonder si leur Maître n'avoit point quelque lumiere des intentions d'Espagne, & il me parut que non, ou au moins cela n'est pas venu jusques à eux. Je leur représentai comme les Espagnols ne travaillent qu'à desunir les Alliez, & qu'encore que leurs efforts soient inutiles, ils se flattent tous les jours de quelque nouvelle esperance qui arrête la Négociation de Munster. Ils témoignèrent tous deux fort nettement que son Altesse desire la Paix de tous côtez, si il est possible, mais en tout cas dans l'Empire. Que si elle se peut faire en même tems dans l'Espagne, ils estiment que ce sera le meilleur, sinon que les Princes Allemands sont résolus de traiter sans les Espagnols. Reste de savoir, dis-je, si la France y est résolue aussi pour l'intérêt que chacun peut connoître. Ils répliquerent qu'en ce cas l'on traitera bien en sorte que les Espagnols ne tireront aucun secours de l'Empereur, ou de l'Empire, & que le Duc de Baviere se promet de nous assurer de ce côté-là. Ce discours fait voir que la retraite de l'armée du Roi leur a redonné l'affurance de contester avec nous sur le Traité, & de vouloir d'autres conditions, & selon toutes les apparences le Duc de Baviere a maintenant peu d'inclination pour le Traité particulier, mais toujours beaucoup pour le général.

Nous avons eu ici les mêmes avis que vous de quelque Négociation, ou secrete intelligence entre les Imperiaux & les Suedois, & l'on nous a voulu faire croire que depuis la Trêve, que ceux-ci ont concluë avec l'Electeur de Saxe, il leur sert d'entremetteur. Quoi que nous n'y ayons pas ajouté foi, nous n'avons pas laissé de nous en informer par divers moyens, & d'en faire dire quelque chose par Monsieur de la Barde aux Plenipotentiaires de Suede, plutôt pour leur faire voir l'artifice des Imperiaux que pour aucune défiance que nous ayons d'eux.

A la verité ayant considéré que le Comte de Trautmansdorff est en chemin pour se rendre ici, que le fils du Principal Ministre de Suede est employé dans la Négociation de la Paix, & qu'il n'y a personne auprès de Monsieur Torstenson assés intruit des affaires, nous croyons que la résolution que l'Archiduc a prise de se courir en personne le Duc de Baviere, avec ses principales forces, procede plutôt de la connoissance qu'il a eu de la foiblesse où le siege de Brin a réduit Monsieur Torstenson, & qu'il ne pouvoit pas être si tôt renforcé des Troupes qui viennent de Dannemarck, que d'aucun concert avec lui.

C'est très-à-propos qu'il nous est ordonné d'observer la conduite du Sieur Contarini, parce que nous le reconnoissons tous les jours plus favorable à nos Parties, & depuis peu nous avons reçu des Alliez de nos Parties des avis sur la maniere dont il a traité avec eux qui augmentent les justes soupçons que nous avons de lui. Aussi le considérons-nous comme suspect, sans lui faire pourtant connoître. Et quand il nous a employez pour offrir son entremise aux Suedois, nous avons fait de sorte que, sans qu'il se puisse plaindre de nous, ni mal interpreter notre discours, elle a été acceptée, sans qu'elle puisse avoir effet, ayant bien remarqué en diverses rencontres, qu'il ne seroit pas fâché de mettre quelque division entre les Suedois, & nous.

Nous ne manquerons pas d'apporter toutes sortes de soins pour favoriser, & hâter la levée

du Sieur Benninghausen. Il nous a fait assurer depuis peu qu'il a déjà distribué toutes ses Commissions à des Officiers capables d'en rendre bon compte, & qu'il ne perd point de temps pour satisfaire à ce qu'il a promis.

Nous vous avons déjà mandé ce que nous avons fait entendre au Sieur de Bellitia, & depuis ce temps-là nous vous pouvons assurer qu'il n'a aucun commerce ni avec nous ni avec aucuns de nos gens.

Nous ne vous dirons point l'état où est l'armée d'Allemagne, sachant bien que vous êtes mieux informez que nous. Si Monsieur le Maréchal de Turenne eût pu continuer le dessein qu'il avoit fait de demeurer deçà le Rhin, nous en eussions tiré quelque avantage; même sur l'arrivée du Comte de Trautmansdorff, on écrit que les nouveaux renforts qu'il a reçu de France lui en eussent donné le moyen, n'eût été que les vieilles Troupes qu'on appelle Weymariennes ne l'ont pas voulu suivre, dont les ennemis font ici grand bruit, comme si c'étoit une Révolte de tout ce Corps-là.

Nous avons vu par la dernière Lettre de Monsieur de la Thuillerie du 14. Octobre, qu'il n'avoit point encore ordre, ni aucun argent pour employer aux levées que la Reine veut que l'on fasse en Dannemarck. Cela nous oblige de lui faire fournir à Hambourg quarante mil Risdalles, puis qu'outre la crainte où il étoit de perdre l'occasion, Monsieur d'Estades nous écrit qu'on ne peut pas faire fondement sur les Troupes de Hollande, pour les raisons qu'il vous aura sans doute mandées, aussi bien qu'à nous. Nous esperons, Monsieur, de votre courtoisie que vous prendrez soin de nous décharger vers les Marchands, à qui nous sommes obligez de cette somme.

Comme nous finissons cette Lettre, Messieurs les Médiateurs nous ont envoyé en Original, le nouveau Pouvoir du Comte de Penaranda que nous avons trouvé conforme à la minute qui avoit été concertée. Nous sommes &c.

1645.

Le Sr. Bellitia n'a aucun commerce avec nous ni avec nus gens.

Il auroit été bon que Mr. de Turenne fût demeuré deçà le Rhin. On en attribue la cause aux Troupes Weymariennes qui ne l'ont pas voulu suivre.

Ils lui donnent avis qu'ils ont envoyé 40. mille Ecus à Mr. de la Thuillerie pour faire des levées en Dannemarck, qu'on ne peut faire aucun fondement sur les Troupes de Hollande.

Les Médiateurs leur ont communiqué le nouveau Prouvoir de Penaranda, qui est conforme à la minute concertée.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E,

A Munster le 7. Octobre 1645.

*Touchant la Négociation avec Baviere. Ils ont plusieurs soupçons du Duc, & s'en plaindront aux Suedois. Ils en donnent la raison.*

1645. *son. Leurs reflexions sur la conduite du Duc de Baviere. L'Empereur répond aux propositions de la France. Répliques des François. Politique de Monsieur Con-  
tarini. Menaces du Duc de Lorraine contre l'Electeur de Trêves.*

MONSIEUR,

Touchant  
la Négocia-  
tion avec  
Baviere.

Ils ont  
plusieurs  
soupçons du  
Duc.

Ils s'en  
plaindront  
aux Suedois.

Ils en don-  
nent la rai-  
son.

Leurs ré-  
flexions sur  
la conduite  
du Duc de  
Baviere.

VOTRE Dépêche du vingt-troisième Septembre & le Memoire qui y est joint nous a si amplement instruite des intentions de la Reine sur l'affaire qui est à traiter avec Monsieur le Duc de Baviere, qu'il ne nous reste rien à souhaiter que de voir d'un côté ce que ses Ambassadeurs nous voudront dire, & de l'autre nous servir des bonnes raisons qui nous ont été suggerées pour obliger les Suedois à consentir au Traité.

Nous sommes en peine de ce que les dits Ambassadeurs ne nous ont rien fait savoir pendant cette semaine, & que cependant nous recevons avis de plusieurs endroits que l'Empereur envoie un puissant secours au dit Duc, & qu'ils se promettent au moins de faire repasser le Rhin à l'armée du Roi. Si cette nouvelle est ce qui a produit le silence de ses Ambassadeurs, & qu'il continué, il n'a pas agi de bonne foi avec nous; mais nous espérons toujours qu'il lui importe si fort d'avoir la France favorable pour conserver l'Electorat, qu'il sera obligé de revenir, & que le secours qu'il a recherché ne tend qu'à lui faire avoir de meilleures conditions dans notre Traité.

Il paroît bien en cela comme l'Empereur appréhende qu'il ne s'accorde avec nous, puis qu'il abandonne ses propres intérêts pour lui ôter le prétexte qu'il en eût pu prendre. Si l'avis de ce puissant renfort envoyé au Duc de Baviere par l'Empereur se trouve véritable, nous ferons considerer à Messieurs les Plenipotentiaires de Suede, que ce n'est pas ce que nous devons attendre d'eux, puis qu'après avoir toujours arrêté de notre côté les forces de Baviere avec tant de pertes & de perils, le Maréchal Torstenfon contre sa promesse nous laisse tomber sur les bras une partie de celles de l'Empereur.

Cette plainte nous servira d'un moyen assez propre pour leur faire comprendre le peu de raison qu'ils auroient de s'opposer au Traité que nous pourrions faire avec Baviere, dont l'effet n'est pas moins à leur avantage qu'au nôtre, étant certain que si le Duc de Baviere assiste de l'Empereur nous oblige de repasser le Rhin, il sera après en pleine liberté d'assister de toutes ses forces le dit Empereur, & ne pourra le refuser.

Si les Deputez de Baviere reçoivent les ordres qu'ils nous ont fait ci-devant esperer, nous ne perdrons point de tems pour conclure sur le tout, s'il y a lieu; mais en cas qu'on ne puisse pas convenir promptement des conditions du Traité entier, ou que les Suedois y apportent trop de repugnance, nous ne marchanderons point, si ceux de Baviere s'y portent, de faire seulement une suspension d'armes, suivant le contenu au Memoire du Roi; nous tâcherons d'y ménager des quartiers de ce Rhin pour l'armée de Sa Majesté, car nous sommes obligés de vous dire qu'ils nous ont bien laissé en esperance d'y avoir part; mais jamais ils ne

nous en ont fait aucune offre, ni donné parole, & cela dépendra de l'état où se trouveront les armées.

Il y a apparence que l'intention du Duc de Baviere, s'il peut pousser l'armée du Roi delà le Rhin, est de conserver ses anciens quartiers sans nous en faire part, & de traiter cependant avec nous une suspension d'armes, à condition de n'assister point l'Empereur, & de s'obliger réciproquement pour la satisfaction due à la France, & pour la conservation de l'Electorat.

Quant à la Négociation générale, elle est aux mêmes termes que nous vous avons mandé par notre dernière Dépêche, les Etats de l'Empire qui sont à Munster persévérant de vouloir exclure des délibérations Hesse, Bade, Sarbrug & Magdebourg, & les Députez d'Osnabrug demeurant fermes à les y vouloir admettre. Vous le verrez bien clairement par les Lettres que ceux-ci ont écrit aux autres, dont nous envoyons la traduction. Nous continuerons d'agir conjointement avec la Couronne de Suede en faveur des exclus, & particulièrement de Madame la Landgrave.

Depuis que la réponse de l'Empereur a été mise entre les mains des Etats de l'Empire, Messieurs les Médiateurs nous sont venus voir, & ont fait instance de nous appliquer sur le point de la satisfaction, & autres portez par nos propositions en termes généraux, afin, disent-ils, de gagner tems, & que les Deputez des Princes & Etats reçoivent ordre de leurs Maîtres sur toutes nos demandes, qu'autrement ils s'emploieront deux ou trois mois à écrire & délibérer sur notre proposition en la forme qu'elle est, & sur la réponse que l'Empereur y a faite, & qu'après il y aura encore autant de longueur à savoir le sentiment des Etats sur l'explication que nous donnerons aux susdits Articles.

Nous leur avons dit que nous ne voyons point de cause de changer notre première résolution, qui a été d'attendre que les Plenipotentiaires de l'Empereur eussent fait bailler la réponse à nos propositions, avant que de déclarer particulièrement ce que nous prétendons, vu même que, par les copies qui en courent, ils soutiennent qu'il n'est rien dû à la France, que néanmoins, pour complaire aux dits Médiateurs, & n'omettre aucune diligence de notre part, nous en communiquerons avec nos Alliez. Notre intention est d'en user ainsi, & pour cet effet, dans le voyage que je ferai à Osnabrug, moi Duc de Longueville, je consulterai avec les Suedois sur cette matiere qui est très-importante; car, bien qu'à la vérité la réponse de l'Empereur ne nous donne pas lieu de nous expliquer sur une demande qu'il rejette entièrement, il est fort dangereux de laisser aussi satisfaire les Etats de l'Empire, comme par cette réponse l'Empereur en a pris le chemin, si l'on ne traite en même tems des intérêts de la France. Nous sommes d'accord de cela entre nous, & croyons que les Plenipotentiaires de Suede feront dans les mêmes sentimens; mais ni eux ni nous ne voyons pas bien encore quel chemin nous y devons tenir. Jusques ici nous avons estimé que le meilleur seroit d'engager les Etats, s'il est possible, à demander aux Plenipotentiaires des deux Couronnes quelle est la satisfaction qu'ils prétendent, que ce soit comme un aveu qui en est dû, & qu'il ne reste plus à disputer que sur le plus ou sur le moins; mais ce n'est pas une résolution qui ne se puisse changer dans la Conference que nous aurons avec nos Alliez.

L'Ambassadeur de Venise nous a dit que de de Mr. Con-  
la tarini.

1645.

Instance  
des Media-  
teurs sur le  
point de la  
satisfaction.

Répliques  
des François.

Politique  
de Mr. Con-  
tarini.

1645. la part de l'Empereur on lui avoit déclaré qu'il auroit agréable qu'il s'entremît du Traité avec les Suedois, & qu'il a répondu ne s'en vouloir mêler si on ne lui témoignoit la même chose de la part de la Couronne de Suede. Nous avons bien connu qu'il souhaitoit que nous le fissions savoir aux Suedois, ce que nous ne pouvions refuser de faire, y apportant néanmoins les circonspections nécessaires. Il y a quelque tems que Monsieur l'Electeur de Trèves nous fit dire que le Duc Charles le menaçoit de faire prendre quartier d'hiver à ses Troupes dans son Païs, & qu'il se résoudroit plutôt d'y mettre Garnison des François desquels il eseroit que ses Sujets recevroient un plus favorable traitement. Nous avons estimé que cette ouverture ne doit pas être negligee, & résolu d'envoyer vers le dit Sieur Electeur, le Sieur d'Anthoville avec une Lettre de créance tant pour essayer si l'on pourroit ménager quelque élargissement sur nos Troupes, que sur cette occasion reconnoître, s'il se peut, les inclinations du dit Electeur, duquel nous pourrions utilement nous servir dans le Traité, s'il avoit les intentions portées au bien de la France. Que si le dit d'Anthoville voit apparence que l'on puisse l'engager dans les intérêts du Roi, ou qu'on puisse loger dans son Païs partie de nos troupes, selon le besoin que l'on en pourroit avoir cet hyver, nous lui avons donné charge de passer droit en France, & de vous aller rendre compte de ce qu'il aura appris; sinon il a ordre de retourner ici pour nous dire en quelle disposition il aura trouvé le dit Sieur Electeur, suivant laquelle nous nous conduirons, ou pour le convier de venir en l'Assemblée, ou l'en détourner si nous pouvons. Nous sommes &c.

Menaces  
du Duc de  
Lorraine con-  
tre l'Electeur  
de Trèves.

1645. *nitien. Soupçons contre les Espagnols. Les Danois témoignent avoir de grandes obligations à la France. Affaires d'Oostfrise.*

## MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

Votre Dépêche du 24. du passé m'a été rendue le quatrieme du Courant, & au même jour que nous eumes le premier avis que l'armée de Sa Majesté, commandée par Messieurs les Maréchaux de Gassion & de Rantzau, s'étoit jointe à celle de Messieurs les Etats. Celui-là en suite confirmé & expliqué nous a appris que les Generaux de l'une & de l'autre armée se sont entretenus, & ont deliberé entre eux de ce qui étoit à faire pour endommager l'ennemi, & être utile à Sa Majesté & à leur Etat. Les nôtres ont consenti de marcher avec Monsieur le Prince d'Orange, pour autant de tems qu'il lui en faut pour se poster sous Hulst ou sous Anvers, & cette Altesse ne doute point qu'il ne réussisse quoiqu'il entreprenne. Pour moi la saison me fait peur, qui pourtant espere beaucoup de la fortune de la France qui accompagne ses Alliez, & je donne extrêmement à l'experience, & à la suffisance de ce grand Capitaine.

Mouvements & des-  
seins des  
Francois &  
des Hollan-  
dois dans les  
Païs-bas.

Vous aurez vu par nos précédentes Dépêches comme nous nous resolvons de faire levée de gens de Guerre en Dannemarck & ailleurs, & que nous espérons de profiter du licentement des troupes que ce Roi pourra faire & Messieurs les Etats, & néanmoins cela ne nous empêchera point de prendre dans le service Monsieur le Comte de Nassau, duquel Monsieur de Beauregard vous a souvent écrit, suivant les conditions qu'on voudroit de lui, qu'il se contentât de lever trois cens chevaux, ainsi qu'on en a accordé la commission au Sieur de Benninghausien, & que par son credit & l'autorité que son nom lui donne dans les Provinces Unies, qu'il pût engager nombre de Compagnies qui vont sortir du service de leur Etat, d'entrer dans le nôtre, qui seroient payées comme vous en avez convenu avec le dit Benninghausien, pendant la Campagne & le quartier d'hiver; & quand même pour les y attirer il faudroit faire quelque dépense, le Roi s'y pourroit porter. J'écris en ces termes au Sieur de Beauregard, mais sur le doute où je suis qu'il soit parti de Cassel, pour s'acheminer en cette Cour, ainsi qu'on l'a publié, il vous plaira prendre le soin d'envoyer vers le dit Sieur de Nassau, & lui faire les propositions ci-dessus deduites. Je pourrois même m'ouvrir d'une autre, qu'au lieu de lever la dite Cavalerie il prît des Compagnies qui sont dans le service de Dannemarck; mais je craindrois qu'il ne se rebutât, ne lui donnant ni Cavalerie ni Infanterie à lever, & seulement le faire commander des Corps qui sont déjà sur pied.

Affaire des  
levées en  
Dannemarck.

Soins de la  
Cour pour  
l'accommodement avec  
Baviere.

Je ne ferai point de réponse à votre Lettre susdite: déjà sur les points y énoncez vous aurez vu les intentions de Sa Majesté, qui croit qu'il est bien raisonnable que le Traité, qui se projette entre elle & le Duc de Baviere, se conclue sous leurs seuls noms, & sans l'intervention des Suedois, auxquels elle entend pourtant, que vous donniez part de toutes les conditions d'icelui qui peuvent être communiquées, sachant très-bien qu'il y en a qui doivent être secrètes.

Y

Cet

## L E T T R E

De Monsieur de

BRIENNE,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau, le 7. Octobre 1645.

*Mouvements & desseins des François & des Hollandois dans les Païs-Bas. Affaire des levées en Dannemarck. Soins de la Cour pour l'accommodement avec Baviere. Sur la Landgrave. On ne sait pas les véritables intentions du Médiateur de Venise Contarini. Affaires d'Angleterre. Et de Candie. Craintes des Ve-*  
TOM. II. PART. II.

1645.

Cet ordre n'est pas pourtant si absolu que vous ne le puissiez changer, étant remis à vos prudences de prendre des deux partis celui que vous jugerez le meilleur. Ce que vous avez proposé sur ce sujet avoit été prévu, & par la dernière Dépêche Sa Majesté s'est ouverte avec vous de ses sentimens, qui ne veut point que celle-ci y fasse aucune restriction l'ayant commandée aussi ample que la première, & en intention plutôt de s'élargir que de se restreindre. Ce qui inspire à Sa Majesté cette résolution, c'est le procédé des Suédois qu'elle veut bien avoir pour associés, & non pas pour Maîtres; & les raisons qu'ils donnent pour excuser tout ce qu'ils entreprennent sont les mêmes dont il se faudra servir, que tout ce qui est avantageux au bon parti doit être embrassé, & que le moyen de l'élever consiste autant à détruire de celui de l'Empereur les Princes, qui y sont attachés, qu'à s'accroître dans l'Empire.

Sur la Landgrave.

Il vous plaira de relire le Mémoire qui vous fut envoyé il y a quinze jours, & en tout & par tout vous conformer à ce qu'il contient. Les Ministres de Madame la Landgrave, auxquels vous n'aviez point donné part de la Négociation de Bavière, étoient entrez en soupçon, mais quand ils ont su que vous aviez envoyé Bergerac vers elle, au lieu de s'en plaindre ils s'en sont louez & de toute la confiance qu'on prend, & qu'on donne dans les affaires à leur Maîtresse.

On ne fait pas les véritables intentions du Médiateur de Venise Contarini.

Affaires d'Angleterre.

Les Dépêches que je reçois de Venise me partagent l'esprit, je ne sais si Contarini est confident ou diffident des Espagnols, pourtant il semble établi que leur Ambassadeur en a fait des plaintes.

Celles d'Angleterre qui arriverent Jeudi bien tard portent la défaite de Montrose en Ecosse, & la reddition de Bristol par le Prince Robert, que la première joye qu'a eue ce Roi, de l'avantage remporté par ce Général sur les Ecossois, sera convertie en douleur. Ce succès enflera les Ecossois, liera les Parlementaires & il est fort à craindre que les Catholiques d'Irlande, qui avoient traité avec lui, ne cherchent quelque prétexte à rompre, & que le Roi pour plaire aux Anglois ne leur en donne, condamnant son Traité & la conduite des Catholiques associés comme des criminels & Rebelles.

Et de Candie.

Quel est le succès des armes Turquesques en Candie ? vous en avez été informez. Quel est le progrès des nôtres en Italie, sans doute vous aurez été avertis, comme les Chrétiens tremblent en ce Royaume. La République de Venise a recours aux Princes Chrétiens pour être secourue, les exhorte tous à la Paix jugeant que tant qu'ils seront en Guerre, elle ne pourra être que faiblement assistée. Mais il est à craindre que les Espagnols peu soucieux du Public ne voudront en rien se relâcher, auxquels, cela arrivant, le second mal de la Chrétienté, comme le premier, leur devra être imputé.

Les Danois témoignent avoir de grandes obligations à la France.

Il est mandé par Monsieur de la Thuillerie qu'en Dannemarck, & grands & petits ne se lassent point de publier l'obligation, qu'ils ont à Sa Majesté d'avoir moyenné la Paix entre leur Royaume & celui de Suède. Ils rendent mille hommages à sa personne. Jugez de ceux que vous devez attendre si vous concluez la Paix générale.

Affaires d'Oustrin.

Vous parlez toujours en faveur de Madame la Landgrave, je fais ce que je puis de mon côté à son avantage, mais je vois de si mauvaises dispositions pour elle que j'en tremble, & si nous ne trouvons quelque bon expédient pour

nous tirer de cette affaire, enfin nous en aurons du déplaisir. Aux mauvaises délibérations qui se prennent dans les Provinces, on a l'autorité de Monsieur le Prince d'Orange pour y faire le contrepoids; mais à celle-ci il convient avec les autres, & il est périlleux de chercher quelque temperament par le soin qu'on prendroit d'y disposer des Provinces; & en agissant simplement envers l'Etat représenté par le Conseil, il y a peu à espérer & beaucoup à craindre. Je suis de tout mon cœur.

1645.



## M E M O I R E D U R O I,

envoyé à Messieurs les

### PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau le 7. Octobre 1645.

*On donne avis à la Landgrave des Négociations avec Bavière. Mouvements de l'armée Française en Allemagne. La Cour approuve l'accommodement avec Bavière. Plaintes des Espagnols à Venise contre le Médiateur Monsieur Contarini. La Cour de France néanmoins soupçonne le dit Médiateur. Il faut presser l'affaire des levées en Allemagne, en Dannemarck & ailleurs. On envoie de l'argent au Maréchal de Turenne. Ordres donnez pour renforcer l'armée d'Allemagne. On leur recommande d'empêcher le Traité particulier entre l'Espagne & la Hollande. Touchant l'accommodement avec Bavière. Plainte contre la Suède. Avantages en Catalogne. Siege de Balaguer. Affaires d'Italie, des Pais-Bas.*

L'Envoi du Sieur de Saint Romain à Osna-brug, & l'ordre au Sieur de Bergerac de passer par Cassel afin de donner part à Madame la Landgrave, de ce qu'il avoit apporté aux dits Sieurs Plenipotentiaires, & de ce qu'ils avoient fait en l'affaire de l'accommodement avec le Duc de Bavière, a été fort approuvé de Sa Majesté.

Le dernier Mémoire que l'on a envoyé sur ce sujet leur marque si au long la conduite qu'ils

On donne avis à la Landgrave des Négociations avec Bavière.



1645. qu'ils doivent tenir avec le dit Duc, & les sentimens de Sa Majesté, qu'il seroit superflu de rien ajouter, si ce n'est le pouvoir que Sa Majesté leur donne de nouveau de changer en cette conduite, ce qu'ils estimeront à propos pour le bien de son service.

Mouvements  
de l'armée  
Françoise en  
Allemagne.

S'il est vrai ce qu'a rapporté un Gentilhomme, qui vient d'auprès de Monsieur le Duc d'Anguien, & que l'on confirme aussi de Strasbourg, que notre armée s'avançoit à grands pas pour prendre le poste sur la Montagne de Donawert, avec espérance d'y être plutôt que celle de Bavière, & que l'Empereur, voyant Torsenson renforcé du Corps de Koningsmarck, & de celui qui faisoit la Guerre en Dannemarck, ait rappelé les huit Regiments qu'il avoit envoyez de secours au Duc de Bavière, il y a grande apparence que le dit Duc apportera plus de facilité, qu'il n'a jamais fait, à la conclusion d'un Accommodement avec la France; & comme Messieurs les Plenipotentiaires auront déjà une connoissance particuliere de ce que dessus, on ne doute point qu'ils ne s'en prévalent, & n'en tirent tout le profit qui se pourra dans cette Négociation.

La Cour  
approuve l'Ac-  
commodement avec  
Bavière.

Sa Majesté approuve la proposition de faire le Traité entre la France & Bavière, y menageant les interêts de la Suede.

On n'oublie rien auprès de Messieurs les Etats, & Monsieur le Prince d'Orange pour les interêts de Madame la Landgrave, le Roi desirant que Messieurs les Plenipotentiaires y agissent aussi de leur côté en tout ce qu'ils pourront.

Plaintes des  
Espagnols à  
Venise, contre le Médiateur  
Monsieur Contarini.

La Cour de  
France soup-  
çonne néanmoins le dit  
Médiateur.

On a ici confirmation que les plaintes faites à Venise, dans le College, contre Monsieur Contarini par les Espagnols sont veritables, mais il est vrai aussi que nous avons d'autres avis qui assurent que le dit Contarini, ayant su ces déclarations des Espagnols contre lui, a fait son possible pour se raccommoder avec eux, les assurant, autant qu'il a pu, que dans le solide ils reconnoîtront, combien effectivement il leur étoit favorable. Mais qu'il falloit pour leur service même qu'ils trouvassent bon, qu'à cause du mauvais état de leurs affaires, il donnât les apparences à la France, puisqu'il seroit bien plus capable de les servir par le credit, qu'il acquerroit près de nous en se rendant agréable, outre qu'il leur étoit en quelque façon nécessaire de donner ces apparences aux François, pour le besoin que la Republique avoit d'être assistée en la Guerre qu'elle a avec le Turc. On ne fait pas bien certainement ce qui en est en effet; mais quand tout seroit véritable, l'on reconnoît que Messieurs les Plenipotentiaires traitent avec tant de circonspection, qu'il n'y a pas de risque à courre; ils continueront dans le même train avec leurs précautions accoutumées, si ce n'est que la conduite des Médiateurs fût si étrange qu'elle obligât à prendre d'autres résolutions; auquel cas nous ne laisserions pas d'avoir cent divers moïens, pour traiter de la Paix sans leur entremise. Parmi ceux-là, si nous venions à bout de quelque accommodement avec Bavière, peut-être que ce Prince seroit l'instrument le plus propre pour nous la faire avoir très-avantageuse avec l'Empereur.

Il faut presser  
l'affaire  
des levées en  
Allemagne.

Il faut toujours presser les levées de Benninghausen, & l'assurer de la protection du Roi qui sera assez puissante pour le garantir de tous ceux qui lui voudroient faire du mal.

Les dits Sieurs Plenipotentiaires auront vu par les précédens Memoires, que l'on avoit déjà envoyé les ordres à Monsieur de la Thuillerie, pour arrêter au service du Roi les trou-

pès que le Roi de Dannemarck aura licentiées; il est vrai que l'on n'avoit parlé que d'Infanterie; mais, suivant les conseils que les dits Plenipotentiaires en donnent, on lui écrit que s'il ne peut pas avoir de l'Infanterie sans prendre aussi de Cavalerie, qu'il le fasse.

1645.

Il seroit à propos de savoir de Monsieur de Beauregard, à quelles conditions on veut faire de l'Infanterie, & de la Cavalerie afin de prendre les résolutions; on lui mande d'ici information par cet Ordinaire.

Et ailleurs.

On envoya trois mille pistoles à Monsieur le Maréchal de Turenne, pour remonter la Cavalerie Allemande; ce qu'il eseroit, & depuis nous l'a confirmé de pouvoir faire avec grande facilité, étant à un lieu où il ne manque point de Chevaux, pourvu qu'on ait de quoi les acheter. Outre cela on a donné ordre que Monsieur le Maréchal de Grammont lui laisse vingt-quatre Compagnies étrangères qui étoient de l'armée de Monsieur le Duc d'Anguien, en sorte qu'avec les trois cens Chevaux que doit faire Monsieur de Benninghausen, l'armée de Monsieur de Turenne sera fortifiée de quinze cens Chevaux étrangers. On dit tout cela pour faire voir qu'on songe à l'augmenter de Cavalerie, & même étrangère, n'ayant que trop reconnu la peine qu'il y a de faire subsister des François. Mais en tout cas, si on ne peut absolument avoir de l'Infanterie, sans prendre de la Cavalerie, il faudra plutôt passer par là que de manquer d'avoir l'autre, l'intention de Sa Majesté étant de rendre cette armée la plus considérable qu'il se pourra, & que, sans que l'on soit obligé à y envoyer d'ici des Corps de François, elle se puisse conserver en Allemagne, & y faire des progrès, n'étant peut-être pas moins nécessaire, de nous rendre puissants en ce Pais-là pour être confiderez de nos amis, que pour faire du mal à nos Ennemis.

On envoie  
de l'argent  
au Maréchal  
de Turenne.

Les dits Sieurs Plenipotentiaires auront vu, par les derniers Memoires encore plus en détail, qu'ils ne nous le mandent, les diligences des Espagnols pour faire un Traité particulier avec la Hollande. Sa Majesté leur recommande d'être vigilans à découvrir tout ce qui se passera, & y apporter, en cas de besoin, les remèdes qui dependent d'eux, comme d'ici on n'oublia rien, recevant tous les jours de nouveaux avis que les Espagnols sont résolus de ne rien épargner, ni soin, ni artifice, ni argent, pour venir à bout de cet Accommodement, comme aussi pour mettre quelque brouillerie en France. Mais si étant chatouillez de ces sortes d'esperances ils s'éloignent des conditions de la Paix, nous devons croire que Dieu nous continuera ses bénédictions, & que cela ne servira qu'à augmenter à leur confusion les prosperitez de ce Royaume.

On leur re-  
commande  
d'empêcher  
le Traité par-  
ticulier entre  
l'Espagne &  
la Hollande.

Il faut se souvenir, si on conclut quelque Accommodement avec le Duc de Bavière, de la liberté de nos prisonniers qu'il a entre ses mains, & particulièrement des Sieurs Royer & de Schimberg.

Touchant  
l'Accommo-  
dement avec  
Bavière.

On a découvert ici qu'encore que les Ministres de Suede témoignent une grande joye de l'Accommodement du Roi de Dannemarck, & une parfaite satisfaction de la conduite qu'a tenue Monsieur de la Thuillerie, Monsieur de Cerisantes prétend recevoir d'heure à autre l'ordre de la Reine de Suede, pour en faire le remerciement au Roi, & à la Reine; il semble que cela meriteroit bien l'envoi, sinon d'un Ambassadeur Extraordinaire, du moins d'un Gentilhomme exprès, d'autant plus que l'on a envoyé le dit Sieur de la Thuillerie en

Plainte contre la Suede.

1645. Suede, pour faire compliment à l'avenement de cette Reine à sa Majorité, & au Gouvernement de son Royaume.

Avantages en Catalogne. Nous avons, Dieu merci, de fort bonnes nouvelles de toutes nos armées. Monsieur le Prince d'Harcourt a pris un grand Convoi de Bœufs, de Moutons, & de vivres que les En-

Siege de Balaguer.

nemis vouloient introduire dans Balaguer, à la faveur de la nuit; la moitié de la Cavalerie qui l'escortoit s'est sauvée, & l'autre demeurée prisonniere & toute l'Infanterie. On y a pris aussi grande quantité de Mules dont ils se servoient pour leur Artillerie. On faisoit état que Balaguer & les troupes qui y sont assiégées seroient forcées de se rendre à la fin du mois passé.

Affaires d'Italie.

Monsieur le Prince Thomas fait des merveilles de son côté, nos troupes qui sont toujours à Vigevano font des courses jusques aux portes de Pavie, de Novarre, & presque de toutes les Places de l'Etat de Milan. Il s'est encore emparé d'un poste très-avantageux près de Mortare, & il est incompréhensible à quel point est la terreur, & la desolation du Pais & combien volontiers ils secoueroient le joug d'une domination qu'ils reconnoissent si foible à les défendre. On n'oubliera rien pour en profiter, deux mille hommes de recrues alloient joindre le dit Sieur Prince, & d'autres que l'on prépare en Dauphiné. Ils faisoient état de laisser huit cens hommes de pied, & quelque Cavalerie dans la Rocque du dit Vigevano. Cela sonne bien haut dans toute l'Italie, & est de très-grande considération pour les suites, & la facilité que l'occupation de ce poste nous donne pour travailler les Ennemis, dans le cœur de leur Etat & pour y faire assurément des progrès à la Campagne prochaine.

Des Pais-Bas.

Les derniers avis que l'on a reçus de Flandres, donnent de grandes esperances pour peu qui reste de la Campagne.

Après la prise de Commines & de Feurnes, Messieurs nos Maréchaux ont marché droit au Duc Charles, qui étoit posté entre Gand & Bruges sur le Canal, & l'ont obligé à se retirer dans les dites Places, & en si grande hâte & avec tant de desordre que quantité de fantassins, & même de Cavalerie n'ayant pu suivre auroient été fait prisonniers, & toutes leurs munitions de Guerre ont été prises avec les Chevaux & les Chariots qui les portoient, les nôtres s'emparerent d'abord de tous ses postes le long du Canal.

Dela les dits Sieurs Maréchaux sont allez joindre Monsieur le Prince d'Orange, & marchent tous ensemble pour lui donner moien d'attaquer Anvers ou Hulst, & dès qu'il fera attaché à l'une ou l'autre de ces Places, notre armée retournera prendre ses postes vers la Riviere du Lis.

Cette entreprise est belle & hardie, & donnera d'autant plus de moien aux dits Sieurs Plenipotentiaires, de se prévaloir avec Messieurs les Etats de la sincere affection que Sa Majesté leur témoigne, & de tout ce qu'elle a fait en toutes rencontres pour leurs avantages.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE.

1645.

## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau le 14. Octobre 1645.

*On attend avec impatience d'ap-prendre leurs sentimens touchant les propositions. Réflexions sur la conduite de l'Empereur. Sur celle du Duc de Baviere. Sur celle de l'Electeur de Mayence. Affaire de la Landgrave. Regle qu'on doit observer dans les Dépêches. Etat des armées aux Pais-Bas. Et des Négociations des Espagnols à la Haye. Affaires d'Angleterre.*

MONSEIGNEUR & MESSIEURS,

Votre Dépêche du troisieme du Courant, qui me fut rendue le onzieme par le Gentilhomme que vous avez dépêché, au lieu de nous rassurer n'a fait qu'augmenter notre appetit, & nous donner de l'impatience pour celle qui la doit suivre, parceque nous desirons de voir vos sentimens sur les Suedois, & des autres Alliez sur les réponses mises au jour par les Imperiaux, aux propositions avancées par vous & les Suedois.

De gros en gros je vous puis dire qu'ayant devoré ces écrits, je me suis apperçu que l'Empereur essaie de joindre à ses sentimens les Electeurs, & flatte volontiers tous les Membres de l'Empire, en promettant l'observation des Bulles, usages & coutumes reçus en icelui, & évite qu'il ne sera point procédé à l'Electiion d'un Roi des Romains, pendant la vie de l'Empereur. Il fait pourtant connoître qu'y ayant des regles établies pour le faire, que ce n'est pas une entreprise contre l'Empire, & quant à ce qui regarde l'Espagne que la Maison d'Autriche est si étroitement jointe, & avec plus de raison que le sang en est le noeud, que des Princes ne le peuvent être avec les Couronnes, que par conséquent ils ont droit de songer aux Interêts d'Espagne, comme vous embrassez ceux de divers Princes.

Il m'a aussi semblé qu'en l'Article auquel il est parlé de ce qu'il faudra faire pour assurer la Paix, qu'ils ont toujours cette vûe, de nous

On attend avec impatience d'ap-prendre leurs sentimens touchant les propositions.

Réflexions sur la conduite de l'Empereur.

Sur celle de Baviere.

en.

1645.

engager à la faire ratifier par les Etats Generaux. Ils s'éloignent fort de donner aucune recompense, mais pourtant ils s'en remettent aux Députés des Princes; ce qui m'a fait croire qu'ils sont en disposition, ainsi que la nécessité les y contraint, d'acheter la Paix; le plus & le moins c'est ce qui sera à discuter. Si Baviere se portoit à conclure son Traité particulier, & qu'il prît dépendance de cette Couronne, toutes choses nous seroient faciles. Sur le sujet de ce Prince je n'entrerai point plus avant en discours, n'y ayant rien à faire que vous, & nous n'ayons prévu & sur quoi vous n'avez eu des ordres précis. Son Député faisant plusieurs demandes, & évitant de donner des résolutions, suit bien le genie de son Maître, & l'instruction qu'il a eue; mais il faudra qu'il se déclare plus nettement lorsqu'il aura reçu le Pouvoir, qui lui manque, & il est tombé en bonnes mains. Si nous mettons dans les nôtres toutes les troupes que nous voulons lever, vous n'aurez qu'à louer notre prévoyance, & notre armée sera pour faire craindre Ennemis, & Alliez, à quoi nous faisons il y a longtemps, & il nous a tant coûté d'hommes & d'argent pour y parvenir, que c'est un prodige que nous y ayons pu fournir; mais la dépense passée seroit perdue si nous ne la soutenions d'une nouvelle. Encore aujourd'hui on a repeté à Monsieur de la Thuillerie, les ordres qu'il a eus de prendre dans le service le plus d'hommes qu'il pourra avoir.

Sur celle de  
l'Electeur de  
Mayence.

Votre Lettre a donné lieu de ce qui seroit à faire pour reduire l'Electeur de Mayence, dans le terme d'une conduite modérée, & on s'est trouvé en état de faire beaucoup & avec autorité, c'est un extreme de souffrir routes choses sans ressentiment, c'en est un autre de ne rien souffrir sans en tirer vengeance: tous les deux peuvent causer du mal, & le remede de l'un se trouvant toujours dans la main de Sa Majesté, on inclineroit à s'y porter. Avant que de se résoudre on attendra des nouvelles de Mayence, par le Gouverneur auquel il sera écrit dans les mêmes termes que vous avez fait.

Affaire de  
la Landgrave.

Je ne saurois vous exprimer jusques à quel point vous avez été louez, de la deference que vous avez pour les interêts de Madame la Landgrave. On desire que vous continuiez & que vous preniez néanmoins tous les temperamens raisonnables, afin que son interêt particulier n'empêche l'avancement du Traité, après l'avoir maintenue dans le juste titre qu'elle a d'intervenir dans les Assemblées de l'Empire, où elle ni feu son Mari n'ont point été admis.

Regle qu'on  
doit observer  
dans les Dé-  
pêches.

Si vous faisiez écrire en Colannes vos propositions & la réponse, & puis sur chaque article les differences que vous y remarquerez, vos avis, & ce qui est à faire, vous nous soulageriez beaucoup. Nous & vous ne saurions trop nous occuper à examiner ce qui est à faire, & nous sommes chargez de la plus grande affaire qui ait été de plusieurs siecles, puisqu'il ne s'agit pas de faire une Paix entre deux Couronnes, mais de l'établir dans l'Europe, & de la cimenter si fortement que même l'esperance de la rompre s'en perde.

C'est assez parlé sur le sujet de cette Lettre, puisqu'on en attend une seconde pour se déterminer de ce qui est à faire. Je ne suis pourtant pas encore quitte avec vous, ayant à vous informer de divers avis que nous avons reçus d'Angleterre & de Flandres.

Etat des ar-  
mées aux  
Pais-Bas.

Je commencerai par ce qui nous touche, & pour vous dire que notre armée s'étant séparée de celle de Messieurs les Etats, est venue ré-

prendre ses premiers quartiers, & que nos Generaux nous avoient fait esperer qu'ils pouvoient attaquer & emporter la Bassée, mais l'Ennemi en ayant eu facilement apprehension, y a fait entrer une si forte garnison qu'ils ont jugé la chose trop difficile, & ont changé de dessein. On veut que Monsieur le Prince d'Orange soit devant Hulst, mais nous n'en avons point d'avis, bien qu'il se trouve embarrasé de ce que nous le nécessitons à faire quelque chose, & que notre marche lui a rompu un dessein, qu'il menoit à la main il y a quelque tems. Ce discours est si public à la Haye, où l'entreprise étoit demeurée fort secrette, que le Sieur Brassiet m'en a écrit, lequel sans doute vous en aura avertis, comme de la finale résolution prise par ces Messieurs de faire partir les Députés, & du peu de consideration qu'il fait sur toutes les belles ouvertures qui pourroient être faites par Dom Miguel de Salamanque. Outre le raisonnement que sa gratitude & l'interêt du Public lui fournit, il en prend un second de la division qui est entre les Provinces, sur lequel je me repose, voyant souvent que la jalousie qui est entr'elles les empêche de résoudre quelque chose de bon, il seroit bien étrange que la même division & jalousie ne les empêchât pas de les porter à ce qui est mauvais, & qui tireroit après soi la perte de leur liberté, pour laquelle ils combattent si obstinément depuis plusieurs années.

Affaires  
d'Angleterre.

De Londres Monsieur Sabram m'écrit que le Roi de la Grande Bretagne, ayant imputé au Prince Robert la perte de Bristol, & soupçonné qu'il se fût accordé avec ceux du Parlement, il l'auroit fait arrêter pour le conduire hors du Royaume, & craignant que le Gouverneur d'Oxford qui étoit confidant de ce Prince, ne fût aussi pour faire son accommodement avec les Ennemis, l'auroit tiré de sa charge, qu'il s'y publie un accord fait entre le dit Roi & ses Sujets Catholiques d'Irlande, auxquels il a donné la liberté de conscience sous l'esperance d'en être secouru d'une Armée considerable, & il diminue en quelque sorte la perte de la Bataille, remportée en Ecosse dessus le Comte de Montrose. J'apprens d'ailleurs que nonobstant ses prosperitez, les Ecossois voudroient bien que leur Guerre fût terminée, & qu'ils pourroient avoir recours à la Médiation de Sa Majesté, & à ses bons offices & à ses sages conseils.

Dans peu je serai plus savant, & je ne manquerai pas de vous faire part de ce qui sera venu à ma connoissance, qui volontiers vous écris ces particularitez, bien qu'elles ne fassent pas part de vos affaires, afin de vous rendre plus agreable & moins ennuyeux le séjour que vous faites à Munster, qui ne peut s'adoucir que par la pensée que vous aurez d'y avancer le repos public. Je suis &c.

1645.

# MEMOIRE DU ROI,

Envoyé à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau, le 14. Octobre 1645.

*Sur la Négociation avec Baviere. Touchant la Landgrave. La France doit se rendre puissante en Allemagne. On examine la réponse donnée par les Imperiaux aux demandes de la France & de ses Alliez. Le Roi aprouve leurs soins pour la Landgrave, Et les autres Alliez d'Allemagne, & leur Conduite envers les Ministres Bavarois. Les inclinations de l'Electeur de Mayence ne sont point nuisibles à la France. Bruits d'un accommodement entre l'Espagne & la Hollande. Il faut absolument l'empêcher. Conduite du Prince d'Orange.*

Sur la Négociation avec Baviere.

IL y a peu à ajoûter sur le sujet de la Négociation avec le Duc de Baviere, à ce que Sa Majesté a fait favoir aux dits Sieurs Plenipotentiaires par tant de Dépêches précédentes.

Cependant on a vu dans la leur du troisieme du Courant les Conférences, qu'ils avoient eu avec l'Ambassadeur de ce Prince, & on est bien marri de reconnoître par les discours qu'il à tenu, que la premiere chaleur de son Maître s'est fitôt attiedie.

On mande d'Allemagne que l'Archiduc Leopold étoit venu en personne à Munich à dessein de traverser cette Négociation, & que, pour ne pas manquer son coup, il avoit charge d'assurer le Duc de Baviere, que l'Empereur abandonneroit plutôt la défense de ses Pais propres que la sienne, & de plus qu'il étoit tout résolu d'entendre de bonne forte à la Paix, aux conditions que le Duc de Baviere leur conseillera, avec toutes les autres protestations qui peuvent produire l'effet qu'ils se sont proposés. Il y a donc grande apparence que le voyage du dit Archiduc, & les autres quatre mil Chevaux que l'Empereur fait esperer de secours au dit Duc, pour lui donner moyen de forcer les armes du Roi à repasser le Rhin, sont les véritables causes qui ont fait ralentir la passion qu'il

témoignoit ci-devant d'un prompt Accommodement avec cette Couronne. Néanmoins comme Monsieur Torstenfon, étant renforcé du Corps que commandoit Koningsmarck, & d'un autre encore plus considerable qui étoit employé en la Guerre de Dannemarck, fera bientôt en meilleur état de faire des progrès qu'il n'a encore été, ce que le Duc de Baviere ne peut ignorer, & que d'un autre côté il voit que nous n'oublions rien, pour rendre nos armes plus puissantes en Allemagne, il y a grande apparence qu'il retournera dans les premieres pensées, de mettre ses interêts à couvert par quelque Accord, pour ne demeurer pas toujours exposé aux divers evenemens de la Guerre, qui pourroient à la fin causer la subversion de ses Etats, & la ruine de ses enfans encore jeunes.

Il semble qu'on ne devoit pas s'éloigner, si on ne peut mieux faire, de conclure l'Accommodement aux conditions que le dit Duc offre, & qu'il nous demande, pourvu qu'il nous voulût donner une sûreté réelle des choses qu'il promettrait; car il paroît ridicule de dire que Fribourg n'est pas à lui, & qu'il soit obligé de retenir Heidelberg afin de ne se priver pas, par la reddition du Palatinat, du moyen qui lui reste de conserver l'Electorat dedans sa Maison, puisqu'il le Roi s'engage à lui sur ce point-là, il aura bien dans la parole du Roi un gage plus sûr que ne sont Heidelberg, ou Heilbron, d'autant plus que, s'il se porte à nous remettre les dites Places pour sûreté de l'exécution de ses promesses, le Roi s'obligerait de ne les tenir qu'en dépôt, & en ce cas, outre l'engagement du Roi pour l'Electorat, il pourroit encore se prévaloir des dites Places à y faire consentir le Prince Palatin, à quoi le dépôt leur feroit le même jeu, & lui feroit aussi utile que s'il les avoit en ses mains.

Si l'on le peut porter à remettre Heidelberg, Heilbron, & Fribourg, on se contentera ici, & quoique l'on juge que ce Prince marchant franchement, & ayant bonne intention ne devoit pas faire difficulté de consentir à en donner les assurances, par la raison qu'un bon paieur ne craint point de donner des gages, néanmoins Sa Majesté donne pouvoir aux dits Sieurs Plenipotentiaires, de se relâcher encore de l'une des dites Places, s'ils l'estiment à propos ou s'ils voyent ne pouvoir mieux faire.

On juge très-difficile & d'une longue exécution la proposition, qui a été mise en avant touchant Hermentstein, quand même on pourroit convenir de toutes choses avec Madame la Landgrave, laquelle tire de grandes contributions des deux Places, qu'il faudroit qu'elle rendît pour avoir celle-ci, & en tout cas la Négociation se rend bien plus aisée, quand nous céderons cette prétention; puisqu'il n'y a nulle comparaison entre la dite Place, & les deux ou trois autres qu'on a dites ci-dessus pour l'importance du Poste.

Pour ce qui regarde l'Electorat, Sa Majesté se remet à ce qui en a déjà été mandé aux dits Sieurs Plenipotentiaires, ils se souviendront seulement que la Négociation s'avance, qu'étant obligez, de la part du Roi, de faire quelque promesse secrette au dit Baviere, elle soit conçue en tels termes qu'au cas que Sa Majesté trouvât des obstacles qu'elle ne put surmonter à lui conserver l'Electorat dont il est aujourd'hui en possession, elle fût dégagée de sa parole, augmentant le nombre d'Electeurs, ce qui semble même être assez indifférent à Baviere, pour ne pas faire de difficulté de s'y accommoder,

1645.

Touchant la Landgrave.



1645.

moder. On s'étonne extrêmement que toute l'étude particulière qu'y ont apporté les dits Sieurs Plenipotentiaires, n'ait pu tirer de la bouche des Ministres de ce Prince, une seule parole de l'accommodement de l'Electeur de Cologne, & des Cercles de Suabe & de Franconie, puisque certainement le Perc Verveau en parla positivement de la part de Monsieur le Cardinal Mazarin, en deux Conférences qu'il eût avec lui.

C'est pourquoi si on conclut avec lui quelque chose, il faudra prendre garde, & apporter toutes les précautions possibles pour bien stipuler la promesse de n'assister directement ni indirectement nos Ennemis, ni qui que ce soit, à notre préjudice ni de nos Alliez, parcequ'il pourroit après, selon les conjonctures, en trouver quelque prétexte, comme seroit celui de donner toutes ses Troupes à son frere qui pourroit s'en servir contre Madame la Landgrave, ou en assister les Espagnols en Flandres.

Pour conclusion on considère toujours de plus en plus comme avantageux à cette Couronne, l'accommodement que ce Prince feroit, pour les raisons qui ont été mandées, & pour quantité d'autres qui surviennent chaque jour. C'est pourquoi on écrit par tous les Ordinaires avec tant de soin, étant certain, qu'il nous seroit peut-être également préjudiciable de défaire & ruiner entièrement l'armée Bavoise, ou d'en être battu & contraints de quitter l'Allemagne, & il y a toujours certainement plus d'apparence qu'on connoitra à la fin, que ceux qui ont cru que le dit Duc seroit l'instrument le plus propre, pour faire conclure une Paix avantageuse à la France, autant à l'égard du Roi d'Espagne, que de l'Empereur, ne sont pas trompez dans ce jugement.

On est très-persuadé qu'il faut tout entreprendre en Allemagne, & les dits Sieurs Plenipotentiaires auront pu voir par leur dernière Dépêche que leurs sentimens se rencontrent entièrement conformes à ceux que l'on a ici sur ce sujet, c'est à dire qu'il se faut rendre puissants non seulement pour faire du mal à nos Ennemis, mais pour être considerez par nos Alliez, & acquérir toujours plus d'autorité dans la Négociation de la Paix.

Ils auront vu aussi les diligences que l'on fait en Dannemarck, en Hollande, & ailleurs pour les levées afin que l'armée de Monsieur de Turenne, étant fortifiée par les troupes Etrangères, puisse mieux subsister en un lieu où les François déperissent à vue d'œil. Si à tous les soins que les dits Sieurs Plenipotentiaires auront su que l'on y employe & que l'on en prend, ils croient qu'il en faille ajouter quelque autre, on sera bien aisé qu'ils en donnent connoissance, afin de s'en prevaloir autant que les coffres du Roi le pourront permettre; bien-entendu que l'intention de leurs Majestez est que les dépenses d'Allemagne soient préferées à toutes les autres.

On n'a pas encore examiné la réponse donnée par les Imperiaux, & on remet à en écrire par l'Ordinaire prochain d'autant plus, que l'on aura vu aussi les sentimens des dits Sieurs Plenipotentiaires là-dessus: cependant on ne peut faire autre jugement là-dessus à l'abord, si ce n'est qu'ils n'ont songé qu'à satisfaire le mieux qu'ils ont pu aux apparences, & en second lieu à faire connoître le Traité, & l'indissoluble union qui est entre le Roi d'Espagne, & la Maison d'Autriche d'Allemagne, afin de bien imprimer dans les esprits d'un chacun, qu'il est impossible d'espérer de rien con-

clure avec l'un séparément d'avec l'autre, & on se doit confirmer davantage que si on continue à négocier par le moien de ces propositions, on peut bien abandonner toutes les esperances de la Paix, se voyant dans l'effet qu'on n'a autre but que satisfaire le Public, & rejeter le blâme du retardement de la dite Paix sur le parti contraire, sans descendre jamais à rien de positif, & de concluant, chacun demeurant dans la retenue pour ne pas trop s'engager; ce qui n'arrive pas lorsqu'il n'y a que des Conférences seulement, & des discours de vive voix.

Sa Majesté a extrêmement approuvé toutes les diligences, qu'on a faites en faveur de Madame la Landgrave, & des autres Princes d'Allemagne. Il est très-à propos de les continuer en toutes rencontres, parceque, quand cela ne serviroit qu'à faire connoître la fermeté de la France, à soutenir les interêts de ses Alliez, c'est un moien pour acquérir grand credit près de tous les Princes, & de rehausser toujours la reputation du Royaume.

On ne doute pas que les dits Sieurs Plenipotentiaires ne s'en soient servis avec les Ministres de Baviere, leur faisant toucher au doigt l'état de la France quand une fois il sera attaché, & la vigoureuse protection, qu'elle donne à ses Alliez sans que depuis le commencement de la Guerre, le plus critique de nos ennemis puisse nous faire le moindre reproche d'y avoir manqué.

Pour ce qui regarde la conduite de l'Electeur de Mayence envers la France, la partialité qu'il a de tout tems, sans aucune reserve, professée pour l'Espagne, ne doit pas nous faire étonner qu'il continue dedans ce même train. Il semble même qu'il soit hereditaire dans les Electeurs de Mayence, d'avoir de l'aversion pour ce Royaume, & l'on voit que, lorsqu'il fut question de haranguer pour l'Electeur de l'Empereur, au tems de Charles Quint, l'Electeur de Mayence le fit hautement en sa faveur parlant très-avantageusement de cette Couronne, afin d'exclure le Roi François en faveur duquel l'Electeur de Trèves fit une Harangue, que l'on voit encore dans des Manuscrits, conçue en des termes très-glorieux au dit Roi & à cette Nation.

Il est vrai pourtant que c'est avec grande raison que les dits Sieurs Plenipotentiaires témoignent leur sentiment de l'imprudence des Ministres de ce Prince, puisque la prudence & toute raison voudroit que du moins il cachât, dans son cœur, sa mauvaise volonté, & que dans l'interieur il ne souffrît pas que les Ministres prissent à notre égard une conduite toute différente à celle des autres Electeurs de l'Empire. Pour cela on consentiroit volontiers à employer quelque moien pour fortifier les Maîtres, afin de rendre sages les Ministres, & par ce moien se faire craindre ne pouvant se faire aimer.

On tâchera donc de voir ce qui peut être sensible aux dits Traiteurs, qui dépende de nous & qui se puisse faire avec dignité, afin d'en donner l'ordre. Cependant si Messieurs les Plenipotentiaires s'avisent là-dessus de quelque chose qui puisse produire l'effet qu'on desire, Sa Majesté sera bien aisé qu'ils le fassent, prenant seulement garde, s'ils donnent quelque commission du côté de Mayence, que le Vicomte de Courval, qui en est Gouverneur, est assez animé contre les Principaux de la dite Ville & contre les dits Traiteurs; mais on est encore à juger si c'est parcequ'ils sont mal affectionnez à cette Couronne, ou par le profit qu'il pourroit tirer, si on lui lâchoit

1645.

Le Roi approuve leurs soins pour la Landgrave & les autres Alliez d'Allemagne.

Et leur conduite envers les Ministres Bavois.

Les inclinations de l'Electeur de Mayence ne sont point nuisibles à la France.

La France doit se rendre puissante en Allemagne.

On examine la réponse donnée par les Imperiaux aux demandes de la France & de ses Alliez.

1645.

lâchoit la bride à leur faire du mal. Le Sieur de Vautorte est fort sage, & il semble que les dits Sieurs Plenipotentiaires pourroient écrire à celui-là de faire executer ce qu'ils jugeront à propos être fait en ces quartiers-là. Cependant on écrit à lui & au dit Sieur de Courval, de faire ponctuellement ce qui leur sera mandé par les dits Sieurs Plenipotentiaires.

Bruits d'un  
Accommode-  
ment entre  
l'Espagne &  
la Hollande.

On continue de recevoir des avis de divers endroits des diligences extraordinaires, que font les Espagnols pour traiter avec Messieurs les Etats, & pour leur propre intérêt, & pour ne manquer pas le dessein qu'ils ont de les separer de nous à quelque prix que ce fût.

Il est à douter que le depart de Munster de l'Archevêque de Cambrai a été pour ce sujet-là, & quoi que Sa Majesté ait tout sujet de croire que Messieurs les Etats, & pour leur propre intérêt, & pour ne manquer pas de foi à cette Couronne, à laquelle on peut dire sans vanité qu'ils ont de très grandes obligations, ne seront jamais capables d'une telle infidélité.

Il faut abso-  
lument l'em-  
pêcher.

Néanmoins comme la chose est de telle importance, qu'il y auroit beaucoup d'imprudence de la mépriser, & à négliger les moyens de la prévenir, Sa Majesté, qui de son côté n'y oublie rien de possible, charge aussi les dits Sieurs Plenipotentiaires d'y veiller du leur, autant qu'il fera en eux, & si la chose s'avancant davantage, ils jugeoient à propos qu'il dût intervenir quelqu'un de la part du Roi, bien autorisé pour rompre ce coup, Sa Majesté leur permet de le résoudre ensemble, & même à l'un d'eux de s'y transporter, s'il est jugé nécessaire de la sorte; & en donnant avis ici, on lui adressera aussitôt toutes les expéditions qu'il faudra, quoi qu'agissant avec le titre de Plenipotentiaires, & Ambassadeurs extraordinaires qui a déjà été reconnu en Hollande.

Conduite du  
Prince d'Or-  
ange.

Il semble que toute autre déclaration sera superflue, mais nous croyons bien qu'il fera d'autant plus exempt de prendre ces soins que nous n'avons rien à desirer davantage de la conduite toute pleine d'affection & de sincérité que tient en notre endroit Monsieur le Prince d'Orange, lequel profite avec plaisir de toutes les occasions de nous en donner des marques, comme il a fait à présent, puis qu'au même tems que Castel Rodrigue lui a fait faire des propositions sur l'arrivée de Salamanque, il a tout communiqué au Sieur d'Estrade le priant d'en écrire le detail à Monsieur le Cardinal Mazarini, afin que leurs Majestez soient assurées, par lui, qu'il est incapable de jamais songer à rien qui blesse son honneur, & qui puisse préjudicier à l'Union entre cette Couronne, & Messieurs les Etats, que les Ennemis communs tâchent de rompre à quelque prix que ce soit.

Les dits Sieurs Plenipotentiaires recevront ci-joint la Lettre du Sieur d'Estrade à Monsieur le Cardinal, & peut-être il ne fera que très-à propos, afin d'obliger les Espagnols à perdre les esperances qu'ils peuvent avoir conçûes, de venir à bout de quelque accommodement particulier avec Messieurs les Etats & le dit Sieur Prince d'Orange, de dire aux Médiateurs, ou à quelqu'autre qui puisse leur en faire rapport, ce que nous en savons, sous prétexte de louer la fermeté, & la franchise de Messieurs les Etats & du dit Prince.

Et même par là on pourra faire voir aux Médiateurs que les Espagnols s'éloignent toujours de la Paix générale, & apportans toute facilité aux Accommodemens particuliers avec

les Alliez de cette Couronne, afin de les affoiblir en les separans de nous, songent bien plus à la continuation de la Guerre qu'à mettre en execution les déclarations artificieuses qu'ils font tous les jours de ne souhaiter autre chose que le repos de la Chrétienté.

Le Sieur de Plenioches est arrivé un jour après l'Ordinaire comme il étoit parti de Munster un jour après, cela fait voir que l'on ne gagne rien à dépêcher des Couriers exprès quand on est près du jour que les Ordinaires doivent partir.

1645.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X,

E T

S E R V I E N,

à Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster le 14 Octobre 1645.

*On attend le retour du Duc de Longueville pour répondre aux Dépêches. Sujet du voyage du Duc à Osnabrug. Suite des Négociations avec Baviere. Leurs craintes de ce qu'elle n'aille en fumée. Ils cherchent à empêcher que le Transylvain ne touche plus de remises. Sujet du voyage de Monsieur de Croissi à Constantinople. Ils n'entrent pas en matière sur les offres des Espagnols.*

MONSIEUR,

Nous ne répondrons pas particulièrement à votre Dépêche du dernier Septembre composée de deux Lettres, & deux Memoires, à cause de l'absence de Monsieur le Duc de Longueville qui est à Osnabrug. A son retour nous communiquerons avec lui sur le tout, & y ferons réponse conjointement. Les matieres qu'elles contiennent sont si importantes, que vous jugerez bien que nous en avons dû user de la sorte.

On attend  
le retour du  
Duc de Lon-  
gueville pour  
répondre aux  
Dépêches.

Nous

1645.

Sujet du voyage du Duc à Osnabrug.

Nous vous dirons seulement, Monsieur, sur quelques points qui paroissent les plus pressés & les plus précis que pour l'office que le Roi nous ordonne de faire auprès des Ambassadeurs de Suede, c'est un des principaux sujets dont mon dit Sieur le Duc s'est chargé de leur parler efficacement avant la reception de la dite Dépêche; ce que nous avons aussi fait par deçà plusieurs fois, & encore tout fraîchement nous avons fait reconnoître au Sieur de Rossenhan, que si le Maréchal Torstenfon ou le Général Koningsmarck, ne font de plus grands efforts pour obliger l'Empereur à retenir le secours qu'il a envoyé aux Bavaois, le Duc de Baviere ne manquera pas de tourner toutes ses forces contre eux, s'il lui arrive de remporter quelque avantage sur l'armée du Roi, ou de la pousser delà le Rhin. Nous lui avons aussi fait considérer que le dit Sieur Torstenfon, ayant fait deux grandes instances il y a quelque tems pour obtenir que le subside fût payé par avance, & que l'armée du Duc de Baviere fût occupée en sorte qu'elle ne pût assister l'Empereur, l'on y a pleinement satisfait jusques à exposer l'armée du Roi, & avoir reçu quelque échec pour n'y manquer pas, qu'après cela il seroit un peu rude qu'il nous laissât tomber sur les bras une partie des forces de l'Empereur.

Suite des Négociations avec Baviere.

Quant au Traité avec Baviere nous vous fîmes voir par notre dernière Dépêche que ses Députés ne disoient plus mot, & maintenant nous ajouterons qu'ils ont continué en cette conduite; à la vérité Monsieur Krebs nous ayant visité à son retour de Haguenau, après nous avoir entretenu bien au long, & remercié des civilités & de la bonne justice qu'il y a reçu ensuite des ordres du Roi, il nous dit sur la fin de la Conférence que son Maître avoit résolu d'envoyer ici un de ses Conseillers en qualité de Député de la Maison de Baviere, pour tenir sa place dans le Conseil des Princes, & qu'il sera chargé secrètement d'une ample Instruction pour le dit Traité.

Il ajouta qu'on a pris cette voye d'autant que l'affaire est si importante qu'on n'a pas voulu fier toutes choses au papier. Interrogé néanmoins par nous quel homme c'est, & que le Duc de Baviere doit donc avoir grande confiance en lui, il répondit que non, qu'il étoit encore jeune, & qu'il apporte les principales choses en chiffre avec ordre de les remettre entre ses mains, & celles du Baron de Haefland son Collegue.

Leurs craintes de ce qu'elle n'aille en fumée.

Cette contradiction qui parut en son discours, & de silence dans lequel ils sont demeurés depuis quinze jours nous font craindre, que l'intention du dit Duc ne soit contraire à celle de la Cour, & que l'état présent de ses affaires le porte à tirer le Traité en longueur. Ce n'est pas que nous voyions encore clairement qu'il veuille rompre la Négociation, au contraire il seroit peut-être bien aisé de la continuer s'il avoit obligé l'armée du Roi à repasser le Rhin, s'imaginant qu'alors nous pourrions avec moins de raison prétendre de partager les quartiers entre le Rhin, & le Danube, sans lesquels ses Députés nous ont souvent fait connoître que son armée ne pouvoit subsister. Mais comme c'est aussi le plus considérable avantage que le Roi puisse tirer de cet Accommodement, nous tiendrons ferme à ne rien faire sans cela, en quelque état que soient les armées.

Nous vous supplions d'affirmer Sa Majesté que nous veillons soigneusement à l'avancement de cette affaire; que nous voudrions bien pouvoir conclure dans la fin de ce mois, comme il

TOM. II. PART. II.

nous a été mandé très-prudemment, & que nous ne saurions y apporter plus de diligence, à moins de faire des recherches & des avances hors de tems, vu même qu'elles ne produiroient point de bon effet, & donneroient quelque mauvaise opinion de nos affaires; joint qu'ayans à traiter avec un Prince très-habile, il penseroit nous le faire acheter dans les conditions. Le même Sieur Krebs faisoit son compte que le dit Conseiller pouvoit être ici dans cinq ou six jours suivant la supputation, qu'il en avoit fait avec l'Electeur de Cologne en passant par Bonn, & de cette sorte il devoit être arrivé.

Nous n'attendons pas le retour de Monsieur de Longueville, pour vous dire aussi que nous avons écrit à Dantzic, pour empêcher qu'on ne délivre aucun argent au Prince de Transylvanie, & d'autant que les Lettres de change n'ayans pas passé par nos mains, nous ne savons pas quel est le Marchand qui les doit acquiter; nous n'avons pu nous adresser qu'au Sieur de Canazilles auquel nous avons écrit, & envoyé les ordres nécessaires sur ce sujet; mais comme cet argent ne peut être payé valablement que par l'ordre de Monsieur de Croissi, nous ne voyons pas qu'il y ait beaucoup à craindre, ayant même appris qu'il a eu le zèle de faire le voyage de Constantinople, sur les pressantes instances qui lui en ont été faites par Monsieur Torstenfon; ce qui nous fait espérer qu'il voit quelque jour à rompre le Traité de l'Empereur avec ce Prince. En effet s'il ne s'est accommodé que pour satisfaire au commandement du Grand Seigneur, Monsieur de la Haye nous donne lieu de croire que cet ordre pourra être révoqué lorsque le Chiaoux, qui avoit été envoyé à Vienne, sera de retour à Constantinople, le premier Vizir lui ayant dit qu'on n'avoit donné le dit ordre que pour avoir moyen de tirer de l'Empereur le tribut qu'on lui demande.

1645.

Ils cherchent à empêcher que le Transylvain ne touche plus de remises.

Sujet du voyage de Monsieur de Croissi à Constantinople.

Pour fin, Monsieur, nous vous prions d'être en repos tant sur ce qui touche la Catalogne & le Roussillon, que sur les Mariages dont il a été parlé. Nous avons si ponctuellement suivi les ordres qui nous ont été donnés en partant sur tout ce qui est porté par nos Instructions, que nous ne sommes jamais entrez en matière sur ce sujet que pour en rejeter absolument les propositions quand elles nous ont été faites par les Médiateurs, jusques là que Monsieur Contarini nous ayant dit dernièrement, qu'il ne falloit point espérer de Paix sans la restitution de la Catalogne, nous lui déclarâmes nettement qu'il ne falloit point espérer de Paix à cette condition, vu que la moindre restitution qu'on pourroit faire aux Espagnols, tandis qu'ils retiendroient au Roi la Navarre, donneroit lieu de croire que Sa Majesté a tacitement renoncé à ses justes prétensions sur ce Royaume, & que toutes les réservations qu'on y pourroit faire n'auroient été faites que par forme, & pour sauver les apparences, puisque, dans le plus haut point des prospérités de la France, elle n'auroit pas même osé se payer par ses mains.

Ils n'entrent pas en matière sur les offres des Espagnols.

Quant aux ouvertures qu'il a faites de quelques Mariages, nous nous sommes contentés de lui dire civilement, que nous ne savions pas bien les intentions de la Reine là-dessus, & n'avons aucun ordre comme nous vous avons mandé ci-devant. Que s'il en parle, nous pourrions ajouter que ce n'est pas bien la saison de parler de telles choses, ni d'en traiter.

Nous remettrons, s'il vous plaît, le reste à

Z

l'ar-

1645.

L'arrivée de Monsieur le Duc de Longueville, & nous contenterons de vous assurer que nous sommes &c.



## R E L A T I O N

De ce qui s'est passé en l'affaire

D U

## SIEUR HERSENT.

A Fontainebleau, le 14. Octobre 1645.

*Intrigue des Espagnols pour troubler la France. On se plaint de la conduite du Pape.*

Intrigue des  
Espagnols  
pour troubler  
la France.

OUTRE le Memoire ci-joint Sa Majesté a commandé que l'on donnât part à Messieurs les Plenipotentiaires, d'une intrigue qui s'est découverte depuis peu, laquelle nous fait voir la verité de ce qui leur fut mandé dernièrement, que les Espagnols mettoient toutes pieces en œuvre pour essayer d'allumer le feu de quelque dissension dans le Royaume, & qu'ils ne s'y épargnent qu'autant que les moïens leur en manquent, & que la prudence de Sa Majesté prévient l'effet de leurs mauvais desseins.

Le Sieur Hersent, Docteur de Sorbonne, assez connu pour aller bien vite en besogne, se retira à Rome, vers le mois d'Avril, après que Monsieur le Coadjuteur de Paris lui eût défendu la prédication dans son Diocèse; les plaintes qu'il en voulut faire au Pape avec d'autres instances, qu'il avoit en tête pour favoriser l'opinion de Jansenius, & celle du Sieur Arnaud, lui ayant donné accès auprès du Pape, par le moien du Sieur Scotti qui l'avoit connu étant Nonce en France. On l'a vu revenir par deçà inconnu avec des Commissions secretes, de la part de sa Sainteté, au Sieur Abbé de la Riviere au desgu de la Reine & de tous ses Ministres, & l'impatience qu'on eût à Rome du succès de cette Négociation étoit si grande, qu'on le contraignit d'en partir avec grand peril de sa vie dans l'entrée de la Canicule.

La substance des propositions qu'il avoit à faire étoit que le Pape, brûlant du desir de la Paix Universelle, & cherchant tous moïens pour y parvenir, avoit cru qu'il ne se pouvoit mieux adresser qu'à Monsieur le Duc d'Orleans, par l'entremise du dit Sieur Abbé de la Riviere, dont sa Sainteté estimoit beaucoup le merite & lui souhaitoit toute sorte d'avantage & de prosperitez; que pour lui en donner des preuves effectives, s'il disposoit mon dit Sieur le Duc, à se declarer hardiment de vouloir absolument la Paix, aussitôt que son Altesse en useroit de la sorte, sa Sainteté promettoit d'en donner la recompense à l'Abbé de la Riviere par un Chapeau de Cardinal.

1645.

Le dit Sieur Hersent, après avoir été caché quelques jours à Paris, se résolut enfin d'aller joindre l'armée, & la rencontra à Bethune où il fit la premiere ouverture de ses propositions au dit Sieur Abbé, lequel se conduisant prudemment prit tems à y répondre lorsqu'il seroit à Paris, où étant arrivé il alla trouver à l'instant Monsieur le Cardinal Mazarin, pour lui dire les dites propositions, & ayant remis encore à Fontainebleau, à donner au dit Sieur Hersent les dernieres réponses, il le contraignit d'y voir le dit Sieur Cardinal, lui faisant connoître que, comme son Altesse Royale n'avoit rien de secret pour la Reine, & pour le dit Sieur Cardinal, il leur avoit tout déclaré, & que lui ne pouvoit mieux faire, pour sortir de l'embaras où il s'étoit jetté, que d'avoir recours à la bonté de Sa Majesté par l'entremise du dit Sieur Cardinal.

Sa Majesté à quelques jours de là, après avoir fait examiner cette affaire, & reconnu combien il étoit important de ne la laisser pas passer sans quelque démonstration, d'autant plus que l'on reçut avis de Rome, & de divers endroits, qu'on étoit dans l'esperance de voir bientôt des divisions à la Cour, & qu'on découvroit que quelques François fortifiés du Pape agissoient sur le même fondement, & que le même Hersent tenoit avec diverses personnes, qu'il croyoit ses confidens, des discours contre l'Etat, & le Gouvernement present, & qu'il avoit écrit des Lettres au Pape, & au dit Sieur Scotti de la même nature, qui nous sont tombées entre les mains, Sa Majesté, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans, l'a fait mettre à la Bastille pour faire voir au Pape, & à nos ennemis quelle est, Dieu merci, l'union de la famille Royale, avec quelle ardeur chacun contribue ce qui dépend de soi aux avantages de l'Etat, le peu qu'il y a à esperer pour nos Ennemis de mettre jamais de la division en France, & qu'encore qu'il y ait beaucoup de respect, & de reverence pour le Saint Siege, les Papes n'y auront aucun credit, & au contraire se feront grand tort lorsque, pour plaire aux Espagnols, ils se mêleront de choses qui sont préjudiciables à cette Couronne.

Messieurs les Plenipotentiaires voyent le poison qui étoit caché sous ces apparences specieuses, mais ils connoîtront aussi que le Pape n'est pas trop informé de l'affiette de cette Cour, & que croiant aisé à réussir ce que peut-être il desire, il se laisse emporter à des Négociations qui ne sont pas dignes d'un Pere commun, quoiqu'il tâche de se couvrir d'un beau prétexte de la Paix Universelle, & comme il est indubitable que la Reine ne peut jamais avoir plus de passion qu'elle en a pour la conclusion de la Paix, & que les sentimens de Monsieur le Duc d'Orleans sont les mêmes, aussi Dieu n'a pas permis que les artifices de nos ennemis, sous prétexte de vouloir ajoûter de nouveaux motifs à ce dernier, jettassent, comme ils en avoient le dessein, de la confusion dans le Royaume, & en alterassent la tranquillité à leur avantage.

La patience de Sa Majesté étoit déjà à bout, elle avoit genereusement dissimulé tous les mauvais traitemens, qu'elle a reçu dans la durée de ce Pontificat, tant qu'ils n'avoient pas nécessairement trainé de si mauvaises suites après soi, elle avoit souffert de voir tous les jours distribuer dans la Catalogne, tous les Benefices vacans, par la recommandation des Ministres d'Espagne, à de mal affectionnez de cette Couronne, & en priver tous les serviteurs de la France, refuser contre toute justice l'expédition

On se plaint  
de la condui-  
te du Pape.

des



1645.

des Abbayes de cette Principauté, dont nous étions en possession du tems du feu Pape. Elle avoit vu rejeter les humiliations du Roi de Portugal contre tout droit, & contre la coutume ancienne de l'Eglise, de reconnoître le possesseur, réservant seulement les droits du tiers, quoique le Saint Siege y eût le principal intérêt, alimant mieux manquer à soi-même, & au devoir de bon Pasteur que de manquer à plaire aux Espagnols. Elle avoit vu violer impunément le droit des Gens, & se promener impudemment dans Rome les auteurs d'un lâche assassinat, attenté contre la personne d'un bon Ecclesiastique député de tout le Clergé d'un Royaume; elle avoit vu dès l'entrée du Pontificat joindre à la promotion même du Neveu du Pape, un Cardinal partisan Pensionnaire, & attaché actuellement au service de nos Ennemis. Elle avoit vu sa Sainteté choisir un Neveu, & faire Alliance dans une famille étrangère entièrement Espagnole par sujettion & par inclination. Elle avoit vu accorder toutes les Decimes & Croisades dont les Ennemis ont fait instance. Elle avoit vu faire une promotion toute de sujets évidemment reconnus pour Espagnols, afin de fortifier ce Parti dans Rome. Elle avoit vu tous les serviteurs de cette Couronne deprimer en Cour de Rome, & le nom François comme odieux, pendant que les Espagnols & leurs adherans sont avancés aux premières Charges, & parviennent aux plus grandes Dignités sans peine. Elle avoit vu un des principaux complices de l'assassinat projeté contre la personne d'un Cardinal, trouver son azile dans le lieu où reside le Chef de l'Eglise, qui devoit plus que personne donner les moyens de punir un si détestable attentat, & de si pernicieuse conséquence pour le Sacré College des Cardinaux; cependant on fait encore difficulté de le remettre au Roi pour en faire la justice, pendant que de Florence, de Venise & de Vienne même on remet à sa Sainteté des personnes, quoi que non ses Sujets, ni prévenus d'aucun crime que d'avoir profité dans la Guerre du feu Pape contre le Duc de Parme, elle a, dit-on, vu tout ce que dessus, & cent autres injustices qui lui ont été faites, sans se servir que de la voye des prières, ou tout au plus de plaintes pour y chercher du remede.

Sa Majesté s'étant persuadée qu'elle pourroit bien négliger les mauvais traitemens qu'elle recevroit du Pape, sans qu'on l'attribuât à foiblesse dans un tems où sans vanité il semble que l'on puisse dire qu'elle est redoutable de tous côtez à ses Ennemis. Mais aujourd'hui que le Pape se rend Ministre de leurs passions, & que se prévalant de la grande autorité que la place qu'il occupe lui donne dans toute la Chrétienté, il veut l'employer à semer le desordre dans cet Etat; la Reine croyant se rendre un jour responsable envers son Fils, si elle ne mettoit en œuvre ce qui pourra dépendre d'elle pour le préserver des préjudices que l'on veut faire à son service; & comme les intérêts qui doivent être traités dans la Négociation de la Paix sont les plus importants de ce Royaume, elle ne fait pas si elle doit songer à éviter le reproche qui pourroit lui être fait à l'avenir, de les confier plus longtems à la médiation des Ministres d'un Prince, qui témoigne en toutes rencontres tant d'aversion contre cette Couronne, & tant de partialité pour l'Espagne; sur quoi pendant qu'elle médite les résolutions qu'elle doit prendre, elle fera bien aisé d'avoir les avis des dits Sieurs Plenipotentiaires, voulant bien néan-

TOM. II. PART. II.

moins leur dire que comme le desir de la Paix prévaut en elle à toutes autres passions, si quelqu'autre résolution semble pouvoir y apporter de nouveaux obstacles, la Reine inclinant plutôt à continuer de laisser courre les choses comme elles sont sur ce point de la Médiation, pourvu que ce fût sans notable préjudice de son service.

Cependant Sa Majesté se remet aux dits Sieurs Plenipotentiaires, de tenir quelque discours à Monsieur le Nonce, & à Monsieur Contarini, & à tous deux ensemble sur le contenu de cette rélation en la maniere qu'ils estimeront à propos.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau, le 21. Octobre 1645.

*Soins de l'Empereur pour secourir le Duc de Baviere. Soupçons contre le Duc de Baviere. Espérances de la France. On laisse le tout sur leurs soins. La conduite du Médiateur Venitien Contarini est suspecte à la Cour. On députe vers l'Electeur de Trèves. Siege d'Hulst. Le Prince d'Orange se louë de la France. Utilisez qu'on en peut tirer. Un Gentilhomme du Cardinal de Valence arrive à la Cour avec des commissions touchant la conduite de Rome.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

Votre Dépêche du huitieme de ce mois nous a appris que vous aviez déjà eu avis des efforts que l'Empereur faisoit pour secourir Baviere, & de lever à ce Prince tout sujet de traiter avec la France, que la fin de cet effort étoit

Soins de  
l'Empereur  
pour secourir  
le Duc de  
Baviere.

Z 2

de

1645.

de rechasser l'armée de Sa Majesté au delà du Rhin.

L'événement a justifié que vous aviez été bien avertis, & d'un commencement aussi heureux qu'a eu leur dessein. Nos Généraux, ayant été informés de la jonction de tant de forces, ont pourvu à leur sûreté en repassant le Neker, en faisant un campement proche de Philipsbourg, où ils espèrent de pouvoir si longuement subsister que l'armée ennemie sera contrainte de se rapprocher du Danube pour pouvoir trouver la subsistance, le Pais d'entre cette grande riviere & le Neker, ceux d'entre celle-ci & le Rhin se trouvant entièrement ruinez; & en toute extrémité venant à nous manquer, les quartiers de deça & que nous avons occupés l'année passée, nous seront assurés. On a agité la question si Baviere peut être accusé de mauvaise foi pendant qu'il est en traité avec nous, d'avoir demandé l'assistance à l'Empereur, & comme nous n'avons rien d'établi avec lui, on a conclu que non; mais il resteroit un doute touché par votre Lettre, sur lequel on ne pouvoit l'excuser, que ce peu de lumière qu'il auroit vu de rétablir ses affaires sans nous, lui eût fait tarder d'envoyer ses ordres & un pouvoir absolu à ses Commissaires. Avant que de le condamner, vous voulez prendre du tems; il est juste aussi que nous le prenions, & que jusques à ce qu'il ait entièrement rompu le Commerce qu'il a commencé, nous esperions que, porté de ses intérêts, il desireroit de s'accommoder avec cette Couronne, lui moyennant divers avantages, pour s'assurer de ceux qu'il ne peut perdre sans déchoir de réputation & qu'il auroit grande peine à conserver tant qu'il l'auroit pour ennemie.

Cette première question a été suivie d'une seconde, savoir si pour avoir été assisté & recherché de l'Empereur, & être en état de prendre quelque avantage sur nous, on doit interrompre le Traité qui est commencé, à quoi tous les bien entendus se sont opposés, & que vous avez très-prudemment remarqué que l'Empereur, abandonnant ses propres intérêts & la défense de ses Etats héréditaires pour secourir le Duc de Baviere, fait voir quel avantage recevrait la cause commune, si on l'avoit retiré du parti qui lui étoit opposé.

Aux vives instances que cet Electeur a faites à l'Empereur pour être défendu, on a donné une interpretation que croyant le reduire à l'impossible il cherchoit un honnête prétexte de se joindre avec nous, & son habileté lui en succédera bientôt une autre, si tant est qu'il persiste dans ses premiers engagements.

Esperances  
de la France.

Bientôt, pour les raisons ci-dessus touchées, les forces de l'Empereur seront contraintes de se reculer, & les progrès que Torstenfon fera pendant leur éloignement sont des causes pressantes de les rappeler, à quoi ils se préparent ayant nombre de bateaux jusqu'à Donawert pour faire suivre leurs malades & leur bagage, & que ce qui leur restera en état de servir puisse plus promptement se rendre où le besoin les appellera, lors notre armée se trouvant fortifiée des Troupes que nous faisons lever, la juste crainte qu'aura Baviere de perdre ses Etats lui sera un nouveau prétexte & l'Empereur ne sera pas en pouvoir de faire une seconde fois ce qu'il a osé une première, se voyant sur les bras l'armée Suedoise fortifiée de tant de milliers d'hommes que la sienne ne sera pas assez puissante pour y résister, & à la rendre telle ils n'oublient aucune diligence, recherchant de tous côtés ceux qui sont capables de leur conduire des corps &

nous du notre nous n'en oublierons aucune à faire qui nous puisse apporter le même avantage; celui là fera le meilleur ménager qui dépensera plus librement en ce rencontre.

1645.

La division qui paroît entre les Députés des Princes, & Etats de l'Empire, dont les uns sont à Munster, & les autres à Osnabrug, pourra vous être favorable. La fermeté que vous faites voir qui surpasse celle des Suedois, de favoriser ceux d'entr'eux qui sont demeurez fixement attachés au bon parti ou qui n'ont pas lâchement & aveuglément suivi l'autre, vous acquerrera l'affection de divers Princes; & la contestation entre les deux Assemblées vous donnera lieu de prendre quelque temperament duquel les uns & les autres vous seront obligés. C'est ce moment qui se rencontre dans les affaires & qui ne peut être prévu & qui peut être pris par des personnes de votre experience.

Vous savez aussi bien résoudre le moment auquel vous devez faire éclater les justes prétentions que nous pouvons avoir qu'il nous soit laissé pied dans l'Empire; lequel conservant sa liberté par cette espece de diminution la doit voir & desirer comme l'unique moyen de ne tomber point dans une servile dependance.

Il est donc remis à vos prudences ayant consulté les Suedois, d'agir selon qu'elles vous inspireront & ce seroit bien un effet d'une adresse nonpareille si vous pouviez disposer les Princes, & Etats de l'Empire de vous presser d'en faire les ouvertures, puisque, de leur consentement; & de leur propre jugement, le droit vous seroit acquis, & il ne s'agiroit pas d'agiter ou le plus ou le moins. Je respecte ce que vous avez écrit & je me fers de vos propres termes, mais c'est parce qu'ils ont été louez & que cette pensée ne peut venir que d'une longue & sérieuse méditation, & de l'application que vous avez aux affaires de Sa Majesté.

On laisse le  
tout sur leurs  
soins.

Vous ne sauriez éviter de passer l'office envers les Suedois, dont vous êtes recherchez par le Sieur Contarini; mais vous le ferez si bien mesurer qu'il ne nous en puisse arriver de mal & vous ne lui donnerez d'Autorité dans la Négociation que selon que vous aurez reconnu qu'il marche de bon pied avec nous.

La Con-  
duite du Me-  
diateur Veni-  
tien Contari-  
ni est suspec-  
te à la Cour.

J'avoue que les differens avis que je reçois me mettent l'esprit en suspens & que je ne fais s'il est Espagnol ou François, ou s'il conserve l'Esprit de la liberté que le lieu de sa naissance lui devoit avoir fortement imprimé.

L'envoi que vous avez fait de Monsieur d'Anthoville vers l'Electeur de Trèves a été approuvé, & j'ai écrit sur l'heure à Monsieur de Vautorte que devant d'arriver vers le même Electeur, s'il apprenoit que ce Gentilhomme y soit déjà arrivé, qu'il lui écrive, & qu'ils se voyent & conferent ensemble, afin que sur les affaires générales, & sur la particuliere qui ont donné lieu à son envoi, ils se trouvent en tout & par tout conformes.

On députe  
vers l'Elec-  
teur de Trê-  
ves.

De ce dont vous avez été recherchez de sa part, il nous avoit été fait quelques ouvertures; mais comme c'étoit par un homme inconnu & de petite condition, nous n'avions pas pris la chose avec beaucoup de chaleur, & toutefois Monsieur de Vautorte en avoit été averti, afin que, s'il lui en étoit fait quelque ouverture par ce Prince, il profitât de la bonne disposition où il trouveroit ses forces y pouvoir correspondre. Il y a grand sujet de croire que Monsieur de Lorraine aura cette pensée, d'autant qu'il n'est pas possible que les Espagnols donnent des quartiers dans la Flandres aux Troupes qu'ils y ont qui seront encore racourcies par la prise de Hulst devant la

Siege d'Hulst,  
quelle

1645. quelle le siege se trouve formé dès le sixieme de ce mois, trois Forts emportez, la tranchée ouverte du huit au neuf & poussée jusques à cent cinquante pas de la Contrescarpe, deux autres Forts encore emportez, & la circonvallation en sa perfection, & l'on ne donne de terme de défense à cette Place que jusqu'au quinziesme du prochain. Ces deux Regiments, que la Gazette de Flandres publie y avoir été jettez, ne font pas de plus de six cens hommes, & la Garnison pouvoit être d'un pareil nombre, de sorte que tous ensemble ne font pas plus de douze cens hommes, au lieu de deux mil que l'on disoit y être : la Place est grande, le corps est de neuf bastions, & elle est encore fortifiée de grands dehors, de sorte qu'ils ont peu de monde pour la défendre, & d'autant moins qu'on y fera trois attaques.

Le Prince d'Orange se loué de la France. Utilisez qu'on on peut tirer.

Monsieur le Prince d'Orange publie hautement que c'est la France qui lui a ouvert l'entrée du Pais de Waes; & que ce qui lui avoit été impossible depuis plusieurs années, lui a succédé au moyen de l'assistance qu'il en a eue. Cela, me semble, est arrivé très à propos pour rompre les mesures de Salamanque qui ne fauroit espérer de gagner ce Prince, ni de lui faire de mauvais offices dans les Provinces, puis qu'un succès de cette nature force les plus Ennemis à admirer la vertu de celui qui l'a entrepris, & l'obligation premiere en étant due à la France, c'est encore une défense que les bons ont pour arrêter les plus mauvais.

Un Gentilhomme du Cardinal de Valence arrive à la Cour avec des commissions touchant la conduite de Rome.

Hier arriva en cette Cour un Gentilhomme dépêché par Monsieur le Cardinal de Valence, qui se trouve chargé de diverses Lettres de Monsieur le Cardinal Antoine Barberin, lequel a été à Gennes depuis quelques jours, & l'Ordinaire dernier m'en avoit donné l'avis. En partant de Rome, il avoit fait promettre à l'autre qu'il ne dépêcherait, & avoit prié Monsieur le Cardinal son frere de ne donner part au Pape de son éloignement qu'environ ce tems-là. Il fuit la persecution d'une créature de sa Maison, & n'espère de maintien que par la protection qu'il recevra de cette Couronne. On a remis de dépêcher le susdit Gentilhomme à ce que l'on soit à Paris, où la Cour se rendra Mardi, qui quitte le séjour de Fontainebleau avec regret, tant l'arrière-saison a été belle. Après que les Ambassadeurs de Pologne auront fait leur Entrée, on traitera de finir les Ceremonies & le partement de la Reine. Je suis &c.



## MEMOIRE DU ROI,

à Messieurs les

### PLENIPOTENTIAIRES.

A Fontainebleau, le 21. Octobre 1645.

*Affaires de Baviere. On loue leur conduite avec les Suedois. On se*

1645. *plaint du Général Suedois Torstenfon. Et du Général Koningsmark. Soupçons envers les Suedois. Il faut tenir ferme sur l'Article de la Landgrave & des autres Princes. On loue leur conduite envers les Etats de l'Empire. Reflexion sur celle du Mediateur Contarini. Touchant l'Electeur de Trèves. Affaires des levées. Ressentiment contre Madame de Savoye. Les Hessiens se separent de l'Armée Françoisse. Etat des Armées en Allemagne.*

SA Majesté a trouvé la Dépêche des dits Sieurs Plenipotentiaires du huitiesme du Courant très-judicieusement raisonnée en ce qui regarde Monsieur le Duc de Baviere.

Affaires de Baviere.

Et à la verité on ne s'étonne nullement ici de tout ce que fait ce Prince pour avoir avantage sur les armées du Roi, ou pour les obliger à repasser le Rhin dans le tems qu'il fait négocier à Munster un accommodement avec cette Couronne, il n'agiroit pas en prudent politique s'il se conduisoit autrement dans l'incertitude où l'on est encore de ce qui réussira de cette affaire, & pour obrenir aussi de meilleures conditions, se trouvant en un état plus considerable, & comme la raison du Traité qui est sur le tapis ne nous auroit pas obligé de l'épargner, ce ne seroit pas aussi avec justice que nous prétendrions qu'il s'abstint de faire ce qu'il pourra contre nous, jusques à ce qu'il y ait un accord conclu.

Et quoi que cela nous puisse donner lieu de faire des reproches à ses Ministres sur la sincerité de leur Maître qui avance ou retarde la Négociation selon la differente face que prennent les Affaires, & selon qu'il craint ou qu'il espere, & user des termes qui font marquer sur ce point dans la Dépêche des dits Sieurs Plenipotentiaires nous ne devons pas relâcher de travailler à bon escient, puisqu'il est constant qu'il en peut arriver un très grand avantage à la France, si l'on en vient à bout en la forme qu'il a été écrit aux dits Sieurs Plenipotentiaires.

Ce qui semble encore nous y convier c'est que l'on a ici quelques avis qui donnent occasion de penser que, quand ce Prince a demandé du secours à l'Empereur, c'a été dans le tems qu'il jugeoit impossible que l'on pût lui en donner, & qu'ainsi il croyoit se pouvoir justifier mieux envers lui de la résolution qu'il prendroit de s'accommoder avec nous, pour le refus que l'on auroit fait de lui donner de l'assistance dans l'absolue nécessité qu'il en auroit. Mais l'Empereur à ce compte a regardé la rupture de cette affaire comme plus importante aux siennes que tous les succès de Monsieur Torstenfon, & a mieux aimé demeurer exposé dans ses Pais héréditaires aux progrès des armées Suedoises, que de manquer à faire tous les efforts possibles pour détourner un coup dont il apprehende de recevoir avec le tems plus de préjudice.

Il y a pourtant apparence que l'envoi de ce renfort n'a été que comme une course de quelques jours afin d'essayer de contraindre les armes du Roi à repasser le Rhin, donnant aussi

1645. sujet de croire au dit Duc, par une marque d'affection si effective, que l'on préfère la conservation de ses Etats à celle de ceux qui sont propres à la Maison d'Autriche, parce qu'il seroit difficile que l'Empereur pût se priver longtemps de ses Troupes &c. qu'il demeurât affaibli lorsque Monsieur Torstenfon doit être notablement fortifié par la jonction du corps de Koningsmarck, &c. par l'armée qui étoit employée à la guerre de Dannemarck.

Outre cette raison de convenance, il y en a une de nécessité encore plus pressante, qui est l'impossibilité de faire subsister tant de Troupes dans des Pais entierement desolés &c. tout-à-fait ruinez par un si frequent passage d'armées &c. particulièrement ceux qui sont au delà du Neck; &c. en effet on a quelque avis d'Allemagne que les Imperiaux ont fait remonter le Danube à plusieurs barques vuides jusques près de Donawert, ce qui semble ne pouvoir servir qu'à reconduire en toute diligence le bagage, les malades, &c. la partie du renfort qu'ils ont envoyé au Duc de Baviere qui ne sera pas en état de faire promptement sa marche par terre.

C'est toutefois avec beaucoup de justice &c. de prudence que les dits Sieurs Plenipotentiaires avoient résolu de parler de bonne forte à ceux de Suede, &c. de leur faire des reproches du peu de correspondance que nous trouvons à la façon d'agir de leur Chef de guerre. Comme le renfort que l'Empereur a envoyé au Duc de Baviere a été de plus de six mille chevaux, à ce que l'on mande, avec la personne de Galas, d'autres mêmes disent celle de l'Archiduc Leopold; Aussi avons-nous grand sujet de nous plaindre de Monsieur de Torstenfon, qu'il ait laissé le moyen aux ennemis de faire ce coup dans un tems où pouvant se servir de Monsieur de Koningsmarck, &c. se fortifier encore de l'armée qui étoit employée en la guerre de Dannemarck, il avoit beau jeu de donner tant d'affaires à l'Empereur qu'il eût dû plutôt penser à toute autre chose qu'à prendre une résolution si hardie, comme est celle de se priver de toutes ses forces &c. les faire embarquer à une si longue marche.

Quand Koningsmarck peut &c. doit nous assister, il se retire; quand Torstenfon est secouru par ses Troupes, &c. par l'armée qui vient de Dannemarck, tout ne laisse pas de retomber sur nous qui faisons continuellement avec affection &c. sincérité, sans épargner ni soin ni peine ni dépense, les derniers efforts pour assister les Suedois, engageant de moins l'armée de Baviere contre nous &c. cela avec tant d'effusion de sang, y envoyant des armées toutes entieres de renfort avec une personne si précieuse à cet Etat, comme est celle de Monsieur le Duc d'Anguien, sans trouver qu'une foible &c. très-interessée correspondance. A la verité il ne se peut nier que les Suedois n'aient grand tort &c. il ne sera pas mal aisé de le leur faire connoître; mais cela nous doit servir pour nous obliger toujours plus à penser comme il faut à nos intérêts, voyant que nous sommes les seuls qui agissons avec franchise &c. cordialité, &c. que sans interruption nous avons jusques à cette heure considéré les affaires de nos Alliez pour le moins autant que les nôtres pendant qu'ils ne regardent que les leurs.

Quelqu'un a voulu faire croire que les Suedois sont en quelque Traité avec l'Empereur, qu'ils ont comme assurance de conclure fort avantageusement pour eux. On fortifie cette croyance par le jugement que l'on fait qu'à moins de cela l'Empereur n'auroit jamais songé à envoyer

presque toute sa Cavalerie au Duc de Baviere &c. demeurer exposé aux armes Suedoises. Mais l'on ne fait ici aucun fondement sur cet avis, ne pouvant tomber dans l'esprit de leurs Majestez que la Suede fût capable non seulement de mettre à effet, mais d'écouter aucune proposition d'une si noire infidélité.

On ne peut assez louer la résolution que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont prise de continuer à agir avec vigueur conjointement avec ceux de Suede en faveur des Princes que les Imperiaux voudroient tenir exclus des délibérations &c. particulièrement de Madame la Landgrave.

Sa dite Majesté a aussi fort approuvé &c. loué la pensée qu'avoient les dits Sieurs Plenipotentiaires d'engager, s'il étoit possible, les Etats de l'Empire à demander à nous &c. aux Suedois, quelle est la satisfaction que nous prétendons; mais comme la résolution dépendoit en partie de la Conference que Monsieur le Duc de Longueville devoit avoir à Osnabrug avec nos Alliez, l'on attendra encore d'apprendre ce qui en fera réusir.

Si on considère bien la nature de l'Ambassadeur Contarini, la jalousie qu'il semble avoir de nos progrès, l'opinion qu'il s'est mis en tête que nous ne voulons pas la Paix parce que nous ne consentons pour la faire aux conditions qu'il croit raisonnables. C'est un point très-delicat de le laisser entreprendre des intérêts de l'Empereur &c. des Suedois, parcequ'étant habile &c. adroit il pourra avoir bientôt du credit près de ceux-ci même à nos dépens &c. nous jeter en quelque mauvais pas. On se contente d'en toucher un mot aux dits Sieurs Plenipotentiaires, pour le leur mettre en considération afin qu'ils y prennent des précautions nécessaires.

On avoit déjà donné ordre au Sieur de Vautorte d'aller voir Monsieur l'Electeur de Trêves ainsi que les dits Sieurs Plenipotentiaires l'avoient jugé à propos. Avec cela on trouve fort bonne la résolution qu'ils ont prise d'y dépêcher une personne expresse de leur part pour en tirer les avantages qu'ils marquent dans leurs Dépêches.

La passion qu'ils témoignent si souvent pour voir fortifier notre armée en Allemagne ne peut pas faire douter qu'ils n'employent continuellement tous leurs soins à dresser les levées du Colonel Beninghaussen, &c. que la recommandation qu'on leur en a faite seroit superflue, si elle ne servoit toujours à faire voir combien Sa Majesté a cela à cœur.

Personne ne peut comprendre la conduite que tient Madame de Savoye, &c. certes si des considérations plus fortes ne prévalaient dans l'esprit de Sa Majesté, elle auroit déjà pris quelque résolution digne du procédé de Madame, qui abuse beaucoup des graces qu'elle &c. Monsieur son Fils ont reçues, &c. continuent de recevoir chaque jour de cette Couronne. Le Sieur d'Aiguebonne écrit qu'elle se repent de la résistance qu'elle a apportée à Sa Majesté touchant Bellitza, mais jusques ici elle n'y remédie pas, &c. si elle poursuit comme elle a commencé, Sa Majesté sera contrainte de lui faire connoître que l'on ne peut ni veut plus en souffrir. Cependant les dits Sieurs Plenipotentiaires ne permettront en aucune façon au dit Bellitza de les voir ni avoir commerce avec aucun de leur famille.

Les troupes de Madame la Landgrave se sont séparées de notre armée, ce qui obligera aussi en même tems quelques corps des Ennemis d'aller vers la Westphalie pour les contrecarrer, de maniere que l'affaiblissement qui nous en se-

Il faut tenir ferme sur l'Article de la Landgrave &c. des autres Princes.

On loue leur conduite envers les Etats de l'Empire.

Réflexions sur celle du Médiateur Contarini.

Touchant l'Electeur de Trêves.

Affaire des levées.

Resseintiment contre Madame de Savoye.

Les Hesiens se séparent de l'armée Française.



1645. ra arrivé fera comme insensible, parceque vraisemblablement les Ennemis seront diminuez à la même proportion.

Etat des  
Armées en  
Allemagne.

Cependant Messieurs les Maréchaux de Grammont & de Turenne se fortifiant, & se retranchans dans leurs postes, & ayant le Rhin au derrière d'eux à deux heures de Philisbourg, tirant du Marquisat de Baden & des Iles sur le Rhin beaucoup d'assistance, de fourrage, & autres choses, & jusques ici ils ne croient pas de pouvoir être forcez à le repasser, ils reçoivent des renforts de troupes tous les jours, & tout étant arrivé, comme il le sera à présent, ils auront six mil hommes de pied effectifs, & quatre mil deux-cens chevaux montez, sans les quatre cens de Monsieur d'Erlac que Monsieur le Duc d'Anguien leur avoit renvoyez, & sans deux mil hommes qu'il y a encore demonstrez de l'armée de Monsieur de Turenne, lesquels se remontent tous les jours par le moyen de l'argent que le Roi a fait donner à chaque Compagnie à cet effet.

Nos Generaux jugeoient impossible que l'Armée Ennemie pût subsister seulement un mois aux Lieux où elle est, & croient de pouvoir se bien défendre quand elle seroit forcée à la Retraite.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE.



## L E T T R E

de Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E,

A Munster le 21. Octobre 1645.

*Ils répondent aux Dépêches du trente Septembre & septième d'Octobre. Ils reçoivent la Copie du Contrat de Mariage du Roi de Pologne. Les Médiateurs n'ont pas proposer la Trêve sur la Méditerranée. Affaires de Catalogne, & du Mariage proposé par les Médiateurs. Sujets des Conférences de Monsieur de Longueville avec les Suedois. Sur l'ad-*

*mission des Deputez de Hesse & d'autres Princes. Les Deputez Allemands à Osnabrug obtiennent la communication de la réponse de l'Empereur. Touchant les satisfactions & les suretez de la France & la Suede. Demandes des Etats Allemands d'Osnabrug. Sur la Médiation de Contarini à Osnabrug. Sur la Négociation des Bavaois. Monsieur de Longueville leur demande la continuation de la bonne correspondance. Conduite des Deputez de Baviere. L'Archiduc Leopold joint avec ses troupes celles de Baviere. Reflexions sur la conduite du Duc de Baviere. Touchant l'affaire d'Oostfrise. L'Electeur de Cologne veut s'accommoder avec la Landgrave. Sur l'augmentation de l'armée en Allemagne. Leur peine sur les bruits d'un accommodement entre l'Espagne & les Hollandois. Sur la demande de la médiation de France entre la Suede & le Danemarck. Les Imperiaux répondent aux propositions de la France. Les Médiateurs les pressent pour l'Article de la satisfaction que la France prétend. Leur réponse. Ce que Monsieur Contarini leur dit. Leur réplique. Second entretien des Médiateurs sur le sujet de l'admission des Deputez de Hesse & d'autres Princes dans les Assemblées. Les Médiateurs demandent aux Ministres François un Passeport pour le Comte de Trautmansdorff. Discours du Nonce Chigi sur l'affaire des Barberins. Procession & prieres publiques à cause de la guerre du Turc. Ambassadeurs qui y assistent. Reflexions sur la conduite des Médiateurs. Et leur plainte. Excuses des Médiateurs. Les Commissaires Imperiaux font la premiere visite au Duc de Longueville.*

MONSIEUR,

**V**ous trouverez ici la réponse aux deux Memoires du dernier de Septembre & à celui du septième du présent mois, ensemble à votre Lettre du même jour. Nous omettons néanmoins

Ils répondent aux Dépêches du 30. Sept. & 7. Octobre.

1645.

moins les points où il a été répondu tant par les Dépêches précédentes que par la Lettre du quatorze de ce mois que nous d'Avaux & Servien vous avons écrite en l'absence de Monsieur le Duc de Longueville, qui ayant conféré avec Messieurs les Plenipotentiaires de Suede au voyage qu'il a fait à Osnabrug, cette même Dépêche vous informera de ce qui a été négocié.

Ils reçoivent la Copie du Contrat de Mariage du Roi de Pologne.

En premier lieu, Monsieur, nous vous remercions de ce qu'il vous a plu nous envoyer copie du Contrat de Mariage du Roi de Pologne avec Madame la Princesse Marie, où les termes sont si bien pesés & considérés, soit pour les avantages de la France ou pour le contentement de nos Alliez, qu'il ne s'y peut rien désirer de plus. Cette Alliance & celle que l'on projette de renouveler avec le Roi de Dannemarck, sont bien voir la prudence de la Reine & la sage conduite que Sa Majesté tient dans les affaires, puis qu'elle n'épargne ni libéralité ni soins pour acquiescer l'amitié de ces Rois qui ne peut être que fort utile, & de laquelle on se peut prévaloir en diverses rencontres.

Les Médiateurs n'osent pas proposer la Trêve sur la Méditerranée.

Les Médiateurs n'ont osé faire ouverture de la réponse des Espagnols faite à Monsieur le Nonce Bagni touchant la proposition d'une Trêve sur la mer Méditerranée dont vous avez envoyé Copie; mais un de nous en ayant parlé en partie à Monsieur le Nonce, il a dit qu'on avoit eu tort de faire voir cet Ecrit, tant il le juge absurde & peu raisonnable. Nous ne manquerons pas de le montrer où nous trouverons à propos, ainsi qu'il nous est ordonné.

Affaires de Catalogne, & du Mariage proposé par les Médiateurs.

Dans le Memoire qui parle de la Catalogne, & des propos de Mariage qui nous ont été tenus par les Médiateurs, tout y est appuyé de si fortes raisons que nous n'avons qu'à suivre, & nous conformer entièrement à ce qui nous y est prescrit; ce que nous ferons sans faute quand il en sera tems, & que les occasions s'en présenteront.

Sujets des Conférences de Mr. de Longueville avec les Suedois.

Au Voyage que moi Duc de Longueville ai fait à Osnabrug vers Messieurs les Plenipotentiaires de Suede, il a été parlé de diverses choses, dont l'admission des Deputés de Hesse, & des autres exclus de l'Assemblée des Etats de l'Empire a été la première.

Sur l'admission des Deputés de Hesse & d'autres Princes.

Il fut résolu que les Couronnes seconderoient avec toute sorte de fermeté les bonnes intentions des Etats qui sont à Osnabrug, qui ont donné parole aux dits Plenipotentiaires d'admettre les dits Princes, & même de ne point recevoir le Deputé d'Autriche pour Directeur du College des Princes parmi eux, qu'il n'eût promis d'appeler les Deputés des Princes susdits aux délibérations. Que si les Etats qui sont à Munster viennent à retarder les affaires & cessent d'y travailler, par cette considération qu'ils cesseront de même & n'avanceront rien de leur côté qu'il n'en soit fait autant du côté de Munster; ils ont de plus envoyé les Deputés de Saxe-Veymar, & Lawembourg pour faire réponse de vive voix aux dits Etats de Munster sur une Lettre qu'ils leur avoient écrite touchant la dite admission, & pour leur faire savoir les résolutions prises à Osnabrug, & les porter, autant qu'ils le pourroient, à en prendre de semblables; ce qui ayant été exécuté par les dits Deputés de Saxe-Veymar & Lawembourg, aura causé, comme il est vrai semblable, un peu plus de disposition qui paroît maintenant à l'admission des exclus ainsi qu'il sera dit à la fin de cette Lettre.

Les mêmes Etats d'Osnabrug résolurent de

dire aux Commissaires Imperiaux qu'ils devoient nous communiquer la réponse de l'Empereur; ce qu'ils ont fait aussi depuis par la voye des Mediateurs.

Et d'autant que les dits Imperiaux n'omettent aucuns soins pour essayer de contenter & de se rendre favorables les Etats, estimans que s'ils avoient gagné ce point, ils pourroient, en cas de refus des Offres qu'ils feroient, être assistés de leurs forces. Les dits Etats d'Osnabrug ont choisi quatre personages d'entre eux estimer des plus habiles & des plus clairvoyans pour examiner à fond la réponse des Imperiaux, & en découvrir l'artifice & le dessein qui est de tromper les Etats en leur donnant de belles esperances, & puis leur manquant de foi quand ils seront destitués du secours des Couronnes, afin que ces quatre Deputés étans bien préparés & instruits de tout ce qui est à représenter sur ce sujet, le puissent faire efficacement envers le reste de l'Assemblée quand on viendra à délibérer sur la dite réponse; ce qui étant un secret parmi les Etats, ils m'ont fort prié qu'il n'en soit point parlé pour ne pas exposer à l'envie des autres ceux qui ont été nommez pour cet effet.

Le troisième point & le plus important duquel j'étois chargé de conférer avec ces Messieurs, étoit de nous ouvrir ensemble des satisfactions & fûrez qui sont à demander tant de leur part que de la nôtre.

Sur ce sujet il y peut tomber plusieurs doutes, si ayant à spécifier & venir au détail de ce que l'on prétend, on demandera seulement ce à quoi on se veut arrêter sans s'en départir après, en aucune façon, ou bien si les demandes doivent être faites beaucoup plus grandes pour se restreindre ensuite & avoir moins.

Une autre difficulté est si, avec la demande que l'on fera pour être satisfaits, il faut joindre celle de la sûreté, ou si elle doit être séparée, & enfin si l'on doit mettre par écrit les demandes, ou si l'on en doit parler de vive voix.

Il fut remis de se résoudre sur toutes ces choses à une entrevue qui se doit bientôt faire à Munster entre les Plenipotentiaires de France & de Suede, pour agir ensuite de concert. Cependant ce que je pus découvrir de l'intention des Suedois, fût qu'ils pourroient demander pour leur satisfaction toute la Pomeranie avec le port de Wismar, & puis, qu'ils en demanderoient séparément, & pour assurance de ce qui seroit convenu, la Silésie, en quoi ils semblent excessifs, & vouloir suivre la maxime qui veut que l'on demande beaucoup pour avoir moins. Ils dirent aussi que si les Etats s'interposent pour leur faire avoir leur satisfaction, ils ne se serviroient que de la parole sans en rien mettre par écrit, mais que si ce moyen leur manquoit, ils seroient contraints d'avoir recours à l'écriture puisqu'ils n'ont point de Mediateurs.

Il me fut dit une chose, que Messieurs mes Collegues & moi avons jugé digne de considération, que le dessein des Etats de l'Empire qui sont à Osnabrug étoit de savoir des Plenipotentiaires des Couronnes s'ils approuvent que lors qu'ils donneront leur avis sur la réponse de l'Empereur, ils déclarent qu'ils estiment juste & raisonnable que toutes choses soient rétablies en Allemagne comme elles étoient en 1618. & s'ils doivent y demeurer fermes.

En quoi il semble y avoir quelque avantage pour nous, & qu'il s'y peut trouver de l'inconvenient. L'avantage seroit de presser par là le Duc de Baviere de s'attacher avec nous en le menaçant de la chose qui lui est la plus sensible,

1645.

Les Deputés Allemands à Osnabrug obtiennent la communication de la réponse de l'Empereur.

Touchant les satisfactions & les fûrez de la France & la Suede.

Demandes des Etats Allemands d'Osnabrug.

1645.

ble, qui est de lui faire perdre l'Electorat qu'il ne peut conserver que par notre moyen. D'ailleurs il sera malaisé de faire une réponse qui puisse contenter notre propre utilité, & nos intérêts.

Le temperament que les Suedois veulent suivre en cela me fut dit par le Baron Oxens-tiern comme un grand secret, qui est de demeurer fermes à demander la restitution de toutes choses comme elles étoient en la dite année, jusques à ce qu'ils soient assurés de leur satisfaction; & puis qu'ils pourront se relâcher après & prendre quelqu'autre expedient, leur raison est que si le Traité vient à rompre, il vaut mieux que ce soit sur un Article concernant le général de l'Allemagne, ce qui rendroit les Etats de l'Empire bien plus affectionnez, que si c'étoit un point où il fût question de nos intérêts particuliers qui vint à les animer contre nous.

Sur la Médiation de Contarini à Osnabrug.

Une autre affaire dont j'avois à entretenir les dits Sieurs Plenipotentiaires de Suede, étoit que l'Ambassadeur de Venise offroit de faire l'office de Médiateur à Osnabrug comme à Munster pourvu qu'il fût agréé d'eux, comme il avoit eu parole des Imperiaux qu'ils l'approuveroient. Ils déclarèrent que la Couronne de Suede ayant déjà accepté la Médiation de cette République, & l'ayant fait savoir à Venise & à Munster même, qu'ils soient toujours dans la même intention, à condition néanmoins qu'il y aura un Ambassadeur à Osnabrug, disant avoir ordre exprès de ne point accepter autrement la dite Médiation.

Sur la Négociation des Bava-rois.

Nous vinmes enfin à parler de la suspension avec le Duc de Baviere, que je ne leur représentai point comme une affaire où il y eut à hésiter, & qui pût recevoir difficulté, de crainte qu'ils ne vinssent à en former quelqu'une. Mais je leur dis qu'elle étoit à souhaiter & leur fis connoître les avantages qu'eux & tout le parti en recevoient, prenant ensuite sujet de leur dire qu'encore que la suspension faite avec la Saxe ne fût pas de si grande utilité, eux néanmoins l'avoient conclue sans en donner même aucune participation à la France, que nous aurions pu en faire de même suivant l'exemple des personnes prudentes & bien avisées, comme ils étoient; mais puisque nous avions voulu leur faire savoir jusques aux premières ouvertures, pour conserver l'Union qui se doit & qui nous étoit recommandée par les Instructions & par les Ordres que nous recevions tous les jours de la Cour, j'ajoutai que je desirois avec passion que le Duc de Baviere continuât dans la même volonté, mais que je n'en avois pas grande espérance, & que, s'il lui arrivoit jamais de nous en faire la proposition, nous ferions tout ce qui seroit possible pour l'y engager & faire en sorte qu'il ne se pût dédire; ce que je leur disois à dessein que se faisant quelque chose avec le dit Prince, ils le trouvaient moins étrange.

Ils répondirent qu'ils n'avoient aucun ordre sur cette affaire, qu'ils écrivoient en Suede, & en donneroient avis au Maréchal Torstenfon, qu'ils approuvoient notre dessein, & que si nous faisons une suspension, ce doit être à condition qu'ils y puissent entrer, & qu'il fût convenu d'un tems dans lequel ils seroient obligés de se déclarer, que pendant le dit tems le Duc de Baviere ne pourra rien faire contre eux, & que, soit dans ce Traité soit dans un autre, ils avoient à désirer deux choses de nous, l'une que le dit Duc fût obligé de favoriser leur satisfaction, & l'autre que ses Troupes ne pussent être employées contre eux.

TOM. II. PART. II.

1645.

En parlant de cette affaire Monsieur Salvius vint à dire que dans le Traité, que le feu Sieur de Charnacé avoit fait avec le feu Roi de Suede pour recevoir à neutralité le Duc de Baviere & la Ligue Catholique toutes les fois qu'ils y voudroient entrer, le Roi de Suede avoit fait quelque difficulté de donner la qualité d'Electeur au dit Duc de Baviere, mais qu'enfin elle lui avoit été donnée par le dit Traité; ce que je remarquai pour nous en servir lorsqu'il sera tems, & que l'on viendra à parler du dit Electorat.

Je pris encore occasion de leur dire sur le sujet du dit Duc de Baviere que Monsieur le Maréchal Torstenfon ayant désiré que l'on tint ses forces occupées sans qu'elles se pussent employer contre lui, on avoit mis toutes choses au hasard pour ce faire, & même souffert des pertes notables qu'il avoit falu réparer avec des sommes immenses, & cependant que ledit Torstenfon, quoique fortifié des Troupes du Général Major Koningmarck, occupoit si peu les Ennemis, que l'Empereur avoit envoyé un grand secours au dit Duc de Baviere qui nous obligeoit à repasser le Rhin & à nous employer ailleurs; & qu'il arriveroit de là que nos ennemis étant délivrés de la crainte des nôtres retourneroient tous ensemble sur l'armée Suedoise, ce qui pourroit causer un grand changement au bon état où se trouvent à présent les affaires de l'une & de l'autre Couronne: ce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires reconnurent être véritable, & promirent qu'ils en écrivoient avec grande instance au dit Sieur Torstenfon, & qu'ils esperoient que nous verrions bientôt des effets contraires, & que l'armée Suedoise agiroit de sorte que l'Empereur seroit assés empêché de lui résister avec toutes ses forces, bien loin de pouvoir envoyer du secours au dehors.

Le reste de l'entretien que j'eus avec les dits Sieurs Plenipotentiaires fut en les conviant à une vraye & parfaite union & correspondance, leur faisant voir la difference de notre conduite envers eux, & de celle qu'ils avoient tenue avec nous, & leur faisant remarquer les manquemens qu'ils avoient fait en cela, en leur spécifiant l'un après l'autre; ce que je leur disois fortement, mais montrant que j'étois plutôt venu pour étreindre une étroite union entre nous, que pour leur faire des reproches. J'ajoutai que nous étions résolus de bien vivre avec eux plus que jamais, & les suppliai de faire le même en notre endroit, les ayant laissez, à ce qu'il m'a paru en très-bonne disposition. Mais il est arrivé qu'après avoir porté nos Alliez à consentir à l'affaire de Baviere, à quoi ils étoient auparavant si contraires, les Bava-rois se sont refroidis, & ne disent plus mot; & ce Conseiller dont il est parlé dans la dernière Dépêche, & qui devoit être arrivé, ne paroît point encore. Vous aurez vû d'ailleurs comme l'armée du Roi a été obligée de se retirer, & qu'elle est maintenant en sûreté, dont nous avons beaucoup de joye, vu les grandes forces qui lui tomboient sur les bras.

On nous avertit en même tems que l'Archiduc Leopold avec grande partie de son armée a joint celle du Duc de Baviere, & que des deux il en fait une à qui il fait porter le nom d'Armée de l'Empire, ce qui nous met en doute si le Duc de Baviere pourra ci après disposer aussi absolument de ses Troupes comme il a fait par le passé, & nous ne pouvons pas bien même juger s'il a désiré que l'Archiduc y vint en personne, ou si cela s'est fait en partie contre

Mr. de Longueville leur demandant la continuation de la bonne correspondance.

Conduite des Députés de Baviere.

L'Archiduc Leopold joint avec ses Troupes celles de Baviere.

1645. son gré dont nous esperions néanmoins de nous éclaircir au plutôt.

Reflexions  
sur la condui-  
te du Duc de  
Baviere.

Ce que dessus, & tout ce que nous voyons journallement, nous confirme en tout ce que nous vous avons déjà mandé que le principal but du Duc de Baviere est de conserver tous ses quartiers au deça le Rhin sans nous en faire part.

Il pourroit être aussi que le Duc de Baviere se voudra servir de la jonction & présence de l'Archiduc pour avoir moyen, lorsqu'il s'en retournera, si son Traité n'est avancé avec nous, de faire passer une partie de ses Troupes sous le nom du dit Archiduc, & ainsi traiter avec deux grands avantages, l'un de nous tenir au delà du Rhin, l'autre d'assister l'Empereur d'une partie de ses forces sans violer la condition, sans laquelle nous lui avons déclaré ne pouvoir traiter avec lui, qui est de n'assister l'Empereur directement ni indirectement contre la France ni contre ses Alliez. Nous y prendrons garde le plus soigneusement que faire se pourra si le Traité s'avance. Nous ne saurions y faire de jugement certain, sinon que s'il ne continue le Traité particulier avec la France, au moins il pressera autrement le général, & voudra se rendre utile & nécessaire pour nos intérêts, afin de nous obliger d'appuyer les siens, & si l'on fait quelque chose avec ce Prince, on n'oubliera pas un Article pour la liberté des prisonniers, & on aura un soin particulier des Sieurs Roze & Schindberg.

Touchant  
l'affaire  
d'Oostfrise.

Nous sommes bien en peine de voir ce que vous nous mandez sur la difficulté des quartiers de l'Oostfrise pour Madame la Landgrave, parce que d'un côté nous la voyons en résolution de les défendre par les armes à toute extrémité, de l'autre, si elle est obligée de les quitter, ce ne peut être qu'aux dépens du Roi, & avec des sommes immenses.

L'Electeur  
de Cologne  
veut s'accom-  
moder avec  
la Landgrave.

Les Députés de la dite Dame nous ont dit qu'on leur a fait une proposition d'accommodement de la part de l'Electeur de Cologne, & ont désiré de savoir de nous s'ils peuvent passer outre. Nous leur avons répondu qu'il n'y avoit point de danger de savoir à quelles conditions, sur l'assurance qu'ils nous ont donné de ne rien faire sans notre consentement. Ils nous ont déclaré que toutes les recherches qu'on leur avoit faites d'accommodement avoient été à dessein de les séparer d'avec nous, & réunir tous les Allemands contre les Etrangers, mais ils témoignent ne vouloir pour rien du monde se séparer de la cause commune.

Sur l'aug-  
mentation de  
l'armée en  
Allemagne.

Nous ne pouvons assez louer la résolution que l'on a prise de fortifier l'armée d'Allemagne de troupes étrangères, pour les raisons qui ont été très-prudemment remarquées dans le Memoire auquel il n'y a rien à ajouter. Mais pour en tirer le fruit que l'on desire, considérant que tous ceux qui se présentent à faire des Levées demandent au moins quatre mois de tems, & qu'avant que d'avoir reçu réponse avec les ordres & l'argent nécessaire, nous serons à la fin de l'année sans avoir pu conclure aucun Traité; on nous pardonnera si nous prenons la liberté de dire pour le service de la Reine, qu'il seroit besoin de remettre par deça une grande & notable somme, laquelle, par les soins du Sieur de Beauregard à Cassel, du Sieur de Meules à Hambourg, & du Sieur Brassé en Hollande, auxquels nous joindrons les nôtres, seroit employée avec tout le ménage possible; & comme nous essayerons de suivre les intentions de la Cour le plus exactement que l'occasion le permettra, nous esperons aussi que le pouvoir

qui sera envoyé pour traiter ne sera limité qu'aux choses que Sa Majesté ne voudra pas absolument qu'on se relâche, de peur que le tems ne se perde en allées & venues, la saison étant bien avancée. Nous sommes obligés de vous dire à ce propos, que si on envoie ordre au Sieur de Beauregard de conclure avec ceux qui s'offrent à lui, il ne faudra pas oublier de lui envoyer de l'argent en même tems, parce que les vingt-mil Risdales qui sont entre ses mains sont déjà destinées pour le payement du Sieur de Benninghaussen, & qu'on ne sauroit aujourd'hui les employer ailleurs sans retarder cette Levée.

Nous avons été quelque tems en très-grande peine des bruits qui ont couru d'un accommodement particulier entre les Espagnols & Messieurs les Etats, & n'avons rien omis pour en découvrir la vérité, à présent ils sont un peu cessés, & chacun juge que la grande assistance que le Roi a donnée à Monsieur le Prince d'Orange est venu à propos pour dissiper telles pratiques; mais nous eussions bien souhaité que, pour ne diminuer le gré & le ressentiment que le dit Prince en doit avoir, la Gazette de Paris du trente eût parlé de cette action avec plus de retenue, car dans les prosperitez qu'il plaît à Dieu de donner à la France de tous côtés, ce qui est plus nécessaire est de faire paroître beaucoup de moderation pour n'augmenter pas l'envie & la jalousie.

Nous voulons croire que si le Sieur de Cerifantes fait quelque compliment à la Reine pour la Médiation du Traité fait avec le Roi de Dannemarck, que ce ne sera qu'en attendant que de la Suede l'on envoie un Ambassadeur exprès, vu même qu'il a été ainsi arrêté dans le Traité. Quand nous verrons ici les Plenipotentiaires de Suede nous ne laisserons pas d'en parler par occasion, & croyons bien que Monsieur de la Thuillerie étant en Suede n'oubliera pas de faire executer cette bonne résolution qu'il a fait prendre.

Les Médiateurs nous ont vu deux fois cette semaine, la première a été pour nous donner de la part des Imperiaux la réponse à nos propositions, & comme cette communication s'est faite à l'instance des Princes de l'Empire, aussi pour les obliger n'avons-nous pas manqué de dire aux Médiateurs que nous recevions cette réponse, présupposant que c'étoit du consentement des dits Etats, leur réservant nommément leur droit de suffrage. Ils nous déclarèrent que les Etats ont désiré que la réponse fût donnée aux deux Couronnes afin d'apprendre notre sentiment avant que d'en dire leur avis, & que pour le suffrage ils feroient entendre notre intention, & ne doutoient point que celle des Imperiaux ne fût conforme.

Ils nous pressèrent ensuite, comme ils ont déjà fait plusieurs fois, d'éclaircir deux Articles de nos propositions touchant la satisfaction de la France, & la fureté du Traité.

Surquoi nous répondîmes que Messieurs les Plenipotentiaires de Suede doivent venir ici au premier jour pour y prendre résolution avec nous, & qu'après cela nous leur parlerons plus clairement, puisque les diligences qu'ils font sur ce sujet de la part des Imperiaux & du consentement des Etats de l'Empire nous donnent lieu de le pouvoir faire; mais nous leur fîmes bien connoître qu'il étoit préalable d'admettre au Conseil des Princes de l'Empire les Députés de Madame la Landgrave, & les autres qu'ils en ont voulu exclure, & que les difficultés qu'on y apporte peuvent retarder les affaires, vu même

1645.

Leur peine  
sur les bruits  
d'un accom-  
modement  
entre l'Espa-  
gne & les  
Hollandois  
un peu dimi-  
nuée.

Sur la de-  
mande de la  
Médiation de  
France entre  
la Suede & le  
Dannemarck.

Les Imper-  
iaux répon-  
dent aux pro-  
positions de  
la France.

Les Média-  
teurs les pres-  
entent pour  
l'Article de  
la satisfaction  
que la France  
prétend.  
Leur Ré-  
ponse.



1645.

que les Hessiens parlent de se retirer de l'Assemblée si l'on y persiste. Ils ne laisseront pas de rendre la chose fort douteuse & presque impossible.

Ce que Mr.  
Contarini  
leur dit.

Notre résistance donna sujet au Sieur Contarini de nous dire qu'il voyoit bien que les affaires de l'Empire ne s'accommoderoient jamais qu'avec des longueurs extraordinaires, & il nous demanda précisément si au moins, à cause de la guerre du Turc, nous voudrions faire la Paix avec l'Espagne sans l'Empire.

Leur Ré-  
ponse.

Notre réponse fut que l'intention de leurs Majestés a été jusques ici de traiter en même tems avec l'Empereur, & avec le Roi d'Espagne, & que nous ne savions pas si la considération de la guerre du Turc, & les conditions qu'on nous proposeroit pourroient faire changer de pensée; mais qu'il étoit auparavant nécessaire de savoir si les Espagnols eux-mêmes étoient résolus de traiter sans l'Empereur, & que nous les supplions, comme nous avons déjà fait ci-devant, de ne nous faire point d'ouvertures sans être assurés de leurs sentimens.

Monsieur Contarini repliqua que les Espagnols disoient la même chose, & que si chacun prétend que ceux de l'autre parti doivent parler les premiers, ce ne seroit pas le moyen d'entrer en Négociation. Néanmoins lui ayant fait comprendre que l'intérêt de nos Alliez nous obligeoit d'y aller plus retenus que les Espagnols, il se chargea avec Monsieur le Nonce d'en savoir leur intention, & cependant ils nous prioient d'écrire à la Cour, afin que si les affaires se réduisoient à ce point-là, nous leur puissions dire si l'on y veut entendre.

Second en-  
retien des  
Médiateurs  
sur le sujet de  
l'admission  
des Deputés  
de Hesse &  
d'autres Prin-  
ces dans les  
Assemblées.  
Les Mé-  
diateurs de-  
mandent aux  
Ministres  
François un  
Passéport pour  
le Comte de  
Trautmans-  
dorff.

En la deuxième visite ils nous firent réponse sur le sujet des Députés de Madame la Landgrave, & des autres Princes exclus, & témoignèrent que les Impériaux mettroient encore l'affaire en délibération; ce qui nous donne lieu d'espérer un peu davantage que par le passé. Ils nous dirent ensuite qu'ils venoient nous demander une chose qui nous donneroit aussi bien qu'à eux meilleure opinion que nous n'avons encore eu des intentions de l'Empereur pour la Paix; c'étoit un Passéport pour le Comte de Trautmansdorff qui est déjà en chemin pour venir ici & à Osnabrug. Ils exagérèrent fort l'envoi d'une personne de cette considération, qui est le premier Ministre de l'Empereur, & ils croyent qu'il n'a pas seulement le secret de son Maître, mais celui du Roi d'Espagne même.

Discours  
du Nonce  
Chigi sur  
l'affaire des  
Barberins.

Monsieur le Nonce nous a renouvelé depuis peu un discours qu'il nous fit il y a quelque tems en faveur des Barberins, & nous a voulu persuader que tous les amis & serviteurs de la France, pour voir son parti plus puissant & plus considéré dans la Cour de Rome qu'il n'est à présent, souhaitent que leur réconciliation se fasse bientôt; qu'ils ont douze ou quinze Cardinaux de leurs créatures qui sont demeurez fermes dans leur amitié, & dont ils peuvent disposer, qui n'est pas une acquisition à mépriser; qu'encore que le Pape se porte bien, il est entré dans sa soixante & quatorzième année, & que cela oblige plutôt à acquérir du crédit dans le Conclave prochain qu'à punir les fautes du passé. Nous voyons même ceux qui aiment le service de leurs Majestés dans le même sentiment, & si nous étions assurés qu'il n'y eût point d'autres obstacles à cette résolution que ceux qui paroissent, nous prendrions la liberté de dire que c'est aussi le nôtre.

Le Dimanche huitième de ce mois il se fit une Procession générale en cette Ville qui don-

TOM. II. PART. II.

na commencement à des Prières ordonnées par le Pape à cause de la guerre du Turc, en laquelle Procession les Médiateurs ne se trouveront point non plus que les Commissaires Impériaux, & n'y eût d'Ambassadeurs qui y assistassent que nous & ceux de Savoye. La même chose étant arrivée en d'autres occasions, soit de Cere monies d'Eglise, ou d'entrées d'Ambassadeurs, & principalement depuis que le Comte de Penaranda est à Munster, il semble que ce soit pour favoriser les Espagnols, afin que leur absence soit moins remarquée dans les ceremonies publiques, ce que nous avons estimé ne devoir pas dissimuler plus longtems & en avons fait plainte aux Médiateurs, disant que nous trouvions moins étrange ce que faisoient les Impériaux étans en guerre avec nous, & leur Maître étant de la Maison du Roi d'Espagne, encore que les Impériaux se trouvent toujours aux Entrées des Ambassadeurs des Electeurs, ayans envoyé depuis deux jours au devant de ceux de l'Electeur de Trêve, où nous envoyâmes aussi; mais que nous avions peine à comprendre quel étoit le motif qui portoit les Médiateurs à en user de la sorte, & que cela continuant nous aurions sujet de croire que ce ne seroit pas sans quelque ordre, adressant notre parole à Mr. le Nonce, parce que le Sieur Contarini a quelque raison d'éviter les occasions de disputer la pré sence avec les Electeurs. Le dit Sieur Nonce fut un peu surpris, & se défendit d'assés mauvaises raisons. Nous vous donnons cet avis afin que si on le juge à propos on puisse faire la même chose au Nonce & à l'Ambassadeur de Venise qui sont à la Cour.

1645.

Procession  
& Prières  
publiques à  
cause de la  
guerre du  
Turc.

Ambassa-  
deurs qui y  
assistent.  
Réflexions  
sur la condui-  
te des Média-  
teurs.

Et leur  
plainte.

Excuses  
des Média-  
teurs.

Monsieur le Comte de Nassau & le Docteur Wolmar viennent de faire la première Visite à moi Duc de Longueville. Vous ferez une autre fois les particularitez, & suffit de vous dire que toutes choses se sont bien passées. Nous sommes &c.

Les Com-  
missaires Im-  
périaux font  
la première  
Visite au Duc  
de Longue-  
ville.

## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, le 28. Octobre 1645.

*Dernieres intentions de la Cour.  
Touchant Baviere. On échange  
les ratifications du Traité entre  
les deux Couronnes du Nord. La  
Paix du Transylvain avec l'Em-  
pereur, effet des ordres du Grand  
Seigneur. Si les Turcs en donnent*

Aa 2

de

1645. *de contraires. Sentiment de la Cour. Affaire des pensions. De la Religion en Hollande & des Députez pour le Congrès.*

MONSEIGNEUR & MESSIEURS,

J'Ecris à tous trois, bien que la Lettre que j'ai reçue ne soit signée que de deux, qui est en date du dix-neuvième du présent. Celle-là remettoit à faire réponse à deux amples Dépêches qui vous ont été envoyées, parceque son Altesse de Longueville étoit absente de Munster, & celle-ci sera plus courte qu'elle ne devoit être à cause qu'elle vous promettra l'envoi d'un Extraordinaire dans le Mardi ou le Mercredi de la semaine prochaine.

On prend ce tems pour vous envoyer les dernières intentions de Sa Majesté sur les affaires générales, à quoi l'on se trouve obligé par vive instance faite par Monsieur le Nonce, sur une très-pressante du Duc de Baviere. Si c'est tout de bon qu'il parle, vous en ferez les juges, & s'il a le pouvoir, comme il se vante, vous le connoîtrez bientôt. Il veut qu'on se persuade que c'est lui qui a donné lieu à l'envoi du plus confident Ministre de l'Empereur à l'Assemblée, & il infere que la présence de celui-là leverait tout prétexte aux Espagnols de marcher retenus, puisque communiquant avec lui il les éclaircira des dernières intentions de son Maître, & qu'ayant délibéré en commun chacun en pourra avancer le service & ce qui est nécessaire à un accommodement. Ce qui nous presse & ce qui nous blesse est que les forces de l'Empereur ayant fort encouragé celles du Duc de Baviere, & les ayant fortifiées, nous sommes au point que nous avons appréhendé & notre trop grande déference pour les Suedois nous pourroit être également inutile. Vous saurez bien le leur faire entendre & les presser de ce qu'il leur convient pour rendre aux armes de France la pareille assistance qu'ils en ont eue & à la cause commune ce qui se doit attendre des leurs.

On échange les ratifications entre les deux Couronnes du Nord.

Vous avez été sans doute avertis par Monsieur de la Thuillerie, que les ratifications du Traité dont il a été le Médiateur ont été réciproquement délivrées & qu'on travaille à en exécuter les conditions, qu'il attendoit les ordres de Sa Majesté pour prendre en service plusieurs qui s'offroient. Au premier jour nous saurons le nom & le nombre de ceux qui y feront entrez. Je doute que le voyage qui a été entrepris par Monsieur de Croissi, ne produira aucun effet. Je loue son zele, c'est la seule excuse qu'on lui peut donner.

La Paix du Transylvain avec l'Empereur, effet des ordres du grand Seigneur.

Si les Turcs en donnent de contraires.

Autrefois j'avois cru que les commandemens de la Porte n'étoient pas si pressants qu'ils dussent obliger le Prince de Transylvanie à faire la Paix. Le Visir s'en étoit laissé entendre de cette sorte à Monsieur de la Haye, mais après qu'ils ont eu effet, qu'ils en donnent de contraires, c'est ce que j'aurai peine à imaginer, & d'autant plus que le Grand Seigneur étant entré en rupture avec la Republique de Venise, ne voudra s'attirer une guerre dans la Hongrie. Je sai bien que l'Empereur n'a pas la puissance de la faire, mais le Grand Seigneur n'a pas assez de connoissance des affaires de la Chrétienté pour en juger comme nous. S'il arrive que je me sois mécompté, & que le Prince de Transylvanie recommence la Guerre, il ne fera pas impossible de satisfaire aux conditions du Trai-

té, & de faire remettre à Dantzic la somme qui y aura été prise pour employer à la levée des gens que nous prétendons faire en Danemarck. L'argent qu'il a touché a toujours bien été employé l'ayant empêché de conclure avec l'Empereur pendant le courant d'une année.

Quelques-uns de ces Messieurs qui servent le Roi sous nos commandemens & qui avoient accoutumé d'être payez par vos ordres m'ont fait entendre que vous en attendiez un de Sa Majesté pour les faire satisfaire. Il y auroit peu d'apparence qu'ils fussent moins bien traités qu'ils ne l'avoient été par le passé. Il vous plaira de le faire faire, si vous avez du fond. Je sollicite Messieurs des finances d'en faire remettre dont vous puissiez disposer. Ils sont pleins de bonne volonté, mais un peu lents de la mettre en pratique. Je les solliciterai quand vous me l'ordonnerez, qui espere dans le dix ou douzième de ce mois prochain de vous faire savoir la prise de Hulst.

Déjà Monsieur le Prince d'Orange s'est engagé de laisser le libre exercice de la Religion, & il s'est aussi déclaré de blâmer la trop grande lenteur de Messieurs les Etats à faire partir leurs Députés. J'ai sujet de croire que vous les aurez avant cette Lettre & qu'ils partent bien intentionnez & pour leur Etat & pour cette Couronne. Les Ministres de celle de Portugal qui sont auprès de vous persuadent ceux qui sont en cette Cour qu'il est tems de demander les Sauf-conduits pour ceux de leur Roi qui est en Guerre contre l'Espagne. Je leur ai répondu qu'ils affectoient un refus, & qu'il ne falloit que voir la réponse donnée aux demandes des Députés des Couronnes sur un Article inséré en icelle avec beaucoup d'adresse pour faire déclarer les Imperiaux de leur intention. Sur cette réponse j'en eus une du Secrétaire, qu'ils étoient toujours attendus; ce qui m'obligea à lui dire qu'elle s'accorderoit peu avec les assurances qu'ils avoient avoir eu des Ministres Imperiaux, & dont si souvent ils m'avoient entretenu. Il changea de couleur & non point son discours. Je vous en informe afin de vous préparer à ce que vous aurez à dire à ceux qui sont par delà, ou afin que vous vous éclaircissiez si on leur en impose, pour plus hardiment leur en procurer. Je suis de tout mon cœur &c.

1645.

Affaire des pensions.

De la Religion en Hollande.

Du départ de leurs Députés pour le Congrès.

Des Sauf-conduits pour les Ministres Portugais.

1645.

1645.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster, ce 28. Octobre 1645.

*Sujet de la visite des Imperiaux, & tout ce qui s'y passa. Monsieur Wolmar fait sa Harangue en Latin suivie d'un Discours en Italien. Il parle toujours par l'ordre de l'Empereur. Les François leur rendent la visite. Leur entretien sur les affaires du Palatin. De la Landgrave. De l'établissement du Duc de Lorraine. Des trois Evêchez de Metz, Thoul, & Verdun. De la restitution des biens Ecclesiastiques. Ils répondent aux Dépêches du quatorze Octobre. Touchant l'envoi des réponses de l'Empereur. Raisons pourquoi ils ne les ont envoyés à la Cour. Suite de l'affaire avec les Bavaois. Affaire des levées pour l'armée d'Allemagne. Leurs soins pour découvrir la Négociation des Espagnols & des Hollandois. Les Ministres François visitent celui de Trêve. Sur les entreprises du Pape contre la France.*

MONSIEUR,

Sujet de la visite des Imperiaux, & tout ce qui s'y passa.  
 Nous remîmes il y a huit jours à vous mander, par cet Ordinaire, ce qui s'est passé en la visite que les Plenipotentiaires de l'Empereur nous ont fait. Vous aurez déjà fû les difficultez qui avoient empêché que nous nous pûssions voir depuis l'arrivée de moi Duc de Longueville, & comme eux ayans cependant visité le Comte de Peñaranda qui étoit arrivé le dernier, nous fûmes bien aîsés de faire paroître dans le public que le commerce entre nous se rompoit pour d'autres raisons qui regardoient la différence des titres, parce que si

nous avions rompu sur la visite de Peñaranda, il ne fût point resté de voye d'accommodement. Maintenant nous ayant fait savoir qu'ils avoient reçu de nouveaux ordres, & qu'ils étoient disposés de faire ce qu'ils refusoient, alors nous avons été très-aîsés qu'ils nous aient eux-mêmes donné le moyen de rétablir les entrevûes principalement sur le point de l'arrivée du Comte de Trautmansdorff. Il nous eût été desavantageux de n'avoir point de communication avec un Ministre de cette considération, pendant qu'il l'avoit eu ordinaire avec les Plenipotentiaires de Suede, d'autant que tous les avis nous aprennent, qu'il doit être Chef de la Legation Imperiale tant à Munster qu'à Osnabrug.

La premiere chose qu'ils firent fut d'envoyer demander l'audience par deux Gentilhommes, avec le titre d'Altesse au premier de nous, & étans venus le lendemain, après que le Comte de Nassau eût fait son compliment en François sans user d'aucun titre, son Colleague prit la parole ainsi qu'il a accoutumé, & dans une longue Harangue Latine suivie d'un Discours Italien, donna toujours le titre d'Altesse & d'Excellence selon qu'il adressoit sa parole.

Il est à remarquer qu'il parla par l'ordre de l'Empereur au nom de Monsieur le Comte de Nassau, & au sien, & outre qu'il est en pareille autorité que le dit Comte, tous les Ministres de l'Assemblée lui donnent la main & le titre d'Excellence, & lui font les mêmes honneurs qu'à son Colleague.

Nous rendîmes la visite aux Imperiaux quatre jours après où les mêmes choses furent observées, & en l'une & en l'autre de ces Conférences ils mirent sur le tapis presque tous les points les plus importants de la Négociation, pour tâcher à decouvrir nos sentimens.

Ils parlerent d'abord de l'affaire de la Maison Palatine, & insinuèrent assez adroitement que le Duc de Baviere se promettoit de ne nous avoir pas contraires; ce qui nous obligea de répondre avec beaucoup de retenuë, pour ne mettre pas entre leurs mains de quoi nous pouvoir nuire ou auprès du Duc de Baviere, ou auprès de nos Alliez & des Protestans d'Allemagne.

Notre réponse fut en substance que ce différend étoit une des causes principales de la Guerre, qui étoit en Allemagne depuis vingt-sept ans, & que s'il n'est terminé de tout point, il n'est pas possible d'espérer une Paix qui soit durable; que pour nous, nous serions toujours disposés d'y apporter de la facilité plutôt que de l'aigreur, pourvu que ce pût être avec la satisfaction des Parties intéressées & celle de nos Alliez. On ajouta d'autres discours sur ce sujet où nous eûmes le bonheur, que parlans tous trois à diverses reprises, ils virent que nous nous expliquions avec toute la liberté & toute la conformité qui se puisse trouver.

Ils essayèrent de reduire à rien la satisfaction de Madame la Landgrave, disans qu'il s'en faisoit tenir au Traité ci-devant projeté entre l'Empereur, & elle par l'entremise de l'Electeur de Mayence. Mais nous soutinmes si fortement les intérêts, & opposâmes tant de raisons aux leurs, principalement sur le sujet de Marburg, qu'ils connurent bien que, pour faire la Paix, il falloit lui donner quelque contentement, & ne s'arrêter pas sur les maximes générales qu'ils alleguent toujours de ne toucher point aux choses jugées.

Ils prirent sujet de nous dire que nous demandions bien la satisfaction de nos amis, mais

Aa 3

que

Monsieur Wolmar fait sa Harangue en Latin suivie d'un Discours en Italien.

Il parle toujours par l'ordre de l'Empereur.

Les François leur rendent la visite.

Leur entretien sur les affaires du Palatin.

De la Landgrave.

De l'établissement d'un

1645. que nous ne voulions point faire raison à ceux de l'Empereur, en refusant l'établissement du Duc de Lorraine. Nous repartîmes promptement tout d'une voix que la chose étoit bien différente, parce que Madame la Landgrave n'a fait aucun Traité avec l'Empereur, par lequel elle eût renoncé à l'Alliance du Roi, & parce que tous ceux qu'a fait le Duc Charles, & particulièrement par le dernier fait à Paris, confirmé lui étant dans ses Etats, il a expressément renoncé à l'Alliance de la Maison d'Autriche, que ce seroit montrer peu de disposition à la Paix, si l'Empereur y vouloit mêler un intérêt dont il est si pleinement dégagé. Ce qui nous parût le meilleur est qu'après notre replique nous ne les trouvâmes pas du tout si fermes qu'on nous l'avoit voulu faire croire.

Nous reconnûmes aussi par leurs discours qu'ils ne seroient pas tout-à-fait si difficiles, sur le sujet de notre satisfaction qu'ils ont témoigné par la réponse aux propositions. Ce n'est pas qu'ils n'aient dit qu'ils avoient plutôt à nous demander la restitution des trois Evêchez, qu'à nous accorder autre chose, mais après avoir rejeté cette prétention ainsi qu'il convient, & établi la nôtre, ils n'y ont pas témoigné une grande résistance. Nous avons maintenu avec la même fermeté qu'il falloit satisfaire à la Couronne de Suede.

L'Article où ils se montrèrent les plus difficiles fut celui des biens Ecclesiastiques, puis ils nous dirent confidemment qu'ils ne s'éloigneroient pas de les laisser encore pour cinquante ou soixante ans à ceux qui les possèdent. Nous croyons que vous jugerez à propos de tenir ces choses secrètes.

Nous voyons par votre Dépêche du quatorze de ce mois que vous attendez nos sentimens, sur les réponses de l'Empereur à nos propositions, & nous n'aurions différé de vous en écrire, n'étoit que, comme vous remarquez très-prudemment, nous avons jugé nécessaire d'y joindre ceux des Suedois & des autres Alliez, dont nous n'avons pu être informés jusques à cette heure. Ils doivent se trouver ici dans peu de jours pour conférer tous ensemble, & former de concert la résolution de ce qu'il faudra repliquer; ce que nous n'entendons pas faire par écrit, quoique Messieurs les Plenipotentiaires de Suede y feront peut-être obligez à faute de Médiateurs.

Nous ne vous parlerons point de l'affaire du Duc de Baviere, parceque ses Ministres sont toujours dans le silence; en quoi il fait paroître bien clairement qu'il ne s'est avancé qu'à mesure, qu'il a eu sujet de craindre. Si nous voyons jour à rentrer en Négociation, nous n'y perdrons point de tems; mais comme le dernier Memoire de la Cour nous ordonne des restrictions sur le fait de l'Electorat, & que c'est le seul point qui peut obliger le dit Duc à faire un Traité particulier avec la France, nous appréhendons de ne pouvoir rien conclure sans lui donner entièrement l'assurance qu'il desire.

Puisqu'il nous est commandé de dire nos sentimens sur les ordres donnez de la Cour pour fortifier l'armée d'Allemagne des troupes étrangères, & s'il y a quelque chose à faire de plus, nous n'avons qu'à louer toutes les résolutions qui y ont été prises; mais nous craignons qu'elles n'aient pas pu être executées dans les lieux où elles avoient été envoyées, parceque Monsieur de la Thuillerie par sa Lettre du sept de ce mois, & le Sieur Brasset par la sienne du vingt, nous mandent tous deux n'avoir point d'argent, sans quoi ils ne peuvent rien faire. Le

Sieur de Beauregard nous écrit la même chose, & que si on tarde davantage, l'occasion sera passée: c'est pourquoi nous vous supplions qu'il y soit pourvu le plus promptement, & le plus largement que les finances de Sa Majesté le pourront permettre.

Nous profiterons des bons avis qu'il vous a plu nous donner, & verrons si en menaçant les Ministres de l'Electeur de Mayence, de quelque ressentiment contre leur Maître, nous les pourrions obliger à une meilleure conduite, à faute de quoi nous écrirons au Sieur Vicomte de Courval, de faire ce qu'il pourra contre lui, & le tout par l'avis de Monsieur de Vautorte, afin que rien ne puisse être fait au delà de votre intention.

Dès que nous avons eu connoissance des pratiques que les Espagnols ont faites en Hollande pour y introduire une Négociation particuliere, nous n'avons pas manqué d'en faire plainte aux dits Sieurs Médiateurs, & de leur faire remarquer que les dits Espagnols, au lieu de demeurer dans les voyes qui peuvent faciliter la Paix, ils recourent toujours à des moyens qui sont plus propres à l'éloigner qu'à l'avancer, & qui blessent même les Médiateurs. Nous sommes bien aises d'avoir rencontré en cela dans les intentions de la Reine, & d'avoir poussé l'affaire si vivement que les Plenipotentiaires d'Espagne ont chargé les Médiateurs de les justifier auprès de nous; ce qu'ils ont fait avec d'assez mauvaises raisons. Il n'y a point de doute, comme il est porté par le Memoire, que si l'affaire s'avangoit, il seroit grand besoin d'avoir en Hollande un Ministre du Roi, & l'un de nous s'y transporterait très-volontiers pour y servir Sa Majesté si l'occasion le requiert. Mais grâces à Dieu, nous n'y voyons pas présentement les mêmes sujets d'appréhension que nous eussions pu avoir il y a quelques jours, vu même le procédé si franc & si obligeant de Monsieur le Prince d'Orange, qui nous est confirmé tous les jours de plus en plus, & auquel nous aprenons par les dernières Lettres de Monsieur Brasset, que celui de Messieurs les Etats est entièrement conforme.

Nous avons visité les Ambassadeurs de l'Electeur de Trèves, ce qui a été fait dans l'ordre, c'est-à-dire, immédiatement après Monsieur le Nonce & les Plenipotentiaires de l'Empereur. Parmi les complimens nous avons jetté quelques discours d'affaires, où nous les avons trouvez bien disposez, & présentement le Sieur d'Anthoville vient d'arriver qui nous a rapporté que leur Maître est dans tous les sentimens qu'on peut souhaiter.

Nous avons vu la relation de l'affaire de Monsieur Herfent, avec grand étonnement de l'entreprise du Pape, qui, sans avoir égard au devoir de Pere & à la qualité de Médiateur dans le Traité de la Paix, cherche à mettre la division en France. C'est un grand avantage qu'au lieu de l'effet que les ennemis en attendoient, cela a fait éclater l'union qui est dans la Maison Royale, & nous ne manquerons pas de parler ici comme il nous est ordonné, & aux termes que la chose le mérite.

Ce qui nous paroît plus dangereux dans ce dessein qui a été decouvert, est que le Pape ne s'est pas contenté de témoigner sa mauvaise volonté contre la France, par de très-mauvaises voyes, mais qu'il a eu l'artifice de couvrir d'un specieux prétexte de Paix, l'intention secrète d'éloigner la Paix même, ne se foyant pas de priver la Chrétienté d'un si grand bien, pourvu qu'il jette du desordre dans le Royaume.

1645.

Leurs soins pour découvrir la Négociation des Espagnols & des Hollandois.

Les Ministres François visitent celui de Trèves.

Sur les entreprises du Pape contre la France.

Des trois Evêchez Metz, Thoul, & Verdun.

De la restitution des biens Ecclesiastiques.

Ils répondent aux Dépêches du 14. Octobre.

Touchant l'envoi des réponses de l'Empereur. Raisons pourquoi ils ne les ont envoyées à la Cour.

Suite de l'affaire avec les Bavares.

Affaire des levées pour l'armée d'Allemagne.



1645. me, & que la Guerre se continué à l'avantage des ennemis.

Et d'autant que la Reine nous fait l'honneur d'en vouloir notre avis, nous croyons qu'il seroit très-préjudiciable à l'Etat de laisser un tel procédé sans ressentiment, puisque la tolerance de tant de choses que le Pape a fait jusques à présent contre les intérêts du Roi, & le bien du Royaume, lui ont donné l'assurance d'en venir à une action si extraordinaire que celle-ci. Pour cet effet nous estimons que de tous les moyens dont nos Rois ont usé ci-devant pour reprimer les entreprises des Papes, il n'y en a point qui ne puisse être légitimement employé en cette rencontre. Nous ne les spécifierons pas, sachans bien que Messieurs du Conseil sont mieux instruits que nous de ce qui se peut faire; mais un homme avare comme est le Pape & à l'entrée de son Pontificat, il semble qu'un des plus sensibles sera celui qui touchera à la bourse; & que même en examinant ce qui s'est passé dans son Election, sous prétexte de travailler à la justification de ceux qui ont agi de la part du Roi, l'on pourroit lui faire apprehender une plus grande déclaration de la France contre lui, en cas que de son côté, au lieu de réformer sa conduite, il voulût se porter à quelque nouvelle entreprise. Outre ces moyens nous ne faisons point de doute qu'il doit être exclus de la Médiation, dont il s'est privé lui-même par une si grande partialité; mais à notre sens il seroit plus utile que cette exclusion suivît, que de commencer par là, pour ne lui donner pas lieu de publier, que ce que nous aurions fait seroit moins pour nous venger de lui que pour troubler la Négociation de la Paix. Une autre raison est qu'il dépend de nous de donner si peu de communication des affaires à son Ministre, que nous le rendrons insensiblement inutile quand il nous plaira, & cependant nous le tiendrons dans la crainte d'une exclusion plus formelle dont on pourra même tirer quelque profit. Nous sommes &c.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, le 4. Novembre 1645.

*Touchant la façon d'agir avec les Espagnols. Touchant le contrat de Mariage du Roi de Pologne. La conduite des Suedois ne contente point la France. Affaires*

1645. *des Députés à Osnabrug. Soins de la Cour pour n'affoiblir pas le parti Catholique. Réflexions sur les demandes à faire dans le Congrès. Prétentions de la Suede. Sentiment du Ministre par rapport aux prétentions des Députés des Princes & Etats d'Allemagne. Touchant le Duc de Baviere. Et l'Empereur. Vuë du Baron d'Oxenstiern. Soupçons contre Contarini. Réflexions sur la conduite du Duc de Baviere. Affaires des prisonniers. On espere que les Hesiens resteront unis avec la France. Soins pour l'armée d'Allemagne. Les Etats d'Allemagne se rendent partie essentielle du Traité. Conduite de Contarini. Le Comte de Trautmansdorff est délégué au Congrès. Soins pour les affaires de la Cour de Rome. La France prend les Barberins sous sa protection. On n'approuve pas que les Médiateurs n'assistent à aucune Ceremonie Publique. Progrès des armes en Italie.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS;

Quand cette Lettre vous sera rendue, s'il vous souvient, qu'elle doit être la réponse à la votre du dix-neuf du passé, où vous attendiez d'être éclaircis du point le plus délicat, qui se puisse présenter dans cette Négociation, afin que vous ne languissiez point dans l'attente je commencerai, par vous dire qu'il est remis à être décidé jusques à ce que le Conseil soit entièrement rassemblé que les fêtes dernières ont séparé, & que ce que je fais maintenant est plus pour vous convier, sur les mêmes choses énoncées en votre Dépêche qu'à tout autre dessein. Pour suivre l'ordre & vous rendre plus facile l'intelligence de celle-ci, je me contenterai de dire sur les deux premiers points que nous avons grande satisfaction qu'un Ministre sage & modéré ait gagné sur la présomption des Espagnols & leur orgueil, & que tant de gens sages aient approuvé les termes & les conditions apposées au contrat de Mariage du Roi de Pologne, qu'on peut desirer de delier avec les Espagnols, & à quoi il paroît assez disposé; ce qui toutefois ne pourroit pas donner sujet de rien faire qui put mécontenter un ancien Allié, la foi duquel est assurée, au lieu que celle d'un nouveau ne se trouve appuyée que sur la bonne foi, & que c'est du tems qu'on en éprouve la constance & la certitude. Ainsi n'a-t-on pas à attendre de nous ce que nous avons fait en cette rencontre. De la relation de ce qui s'est passé au voyage que votre Altesse a fait à Osnabrug, on a pris de grandes lumieres, & les desseins des Suedois étant

*Touchant la façon d'agir avec les Espagnols.*

*Touchant le contrat de Mariage du Roi de Pologne.*

*La conduite des Suedois*

1645.

ne contente  
pas la Fran-  
ce.Affaire des  
Députés  
d'Osnabrug.Soins de la  
Cour pour  
n'affaiblir  
pas le parti  
Catholique.Réflexions  
sur les de-  
mandes à  
faire dans le  
Congrès.Prétentions  
de la Suede.

étant penetrez il nous sera aisé de prendre notre pair.

Eux & nous devons concourir à défendre les prétentions des Hessiens, & autres Princes qu'on a voulu exclure de l'Assemblée des Princes, & c'est beaucoup que les Députés de ceux de l'Empire qui sont à Osnabrug se déclarent de vouloir empêcher l'entrée au Député d'Autriche, & le priver du droit de Présidence qui lui est acquis, si l'Empereur refuse aux autres ce qui leur est dû. Mais, comme vous l'avez autrefois prudemment remarqué, ce qu'on a droit de presser pour Hesse, n'appartient pas aux autres, ce que vous mettez en bonne considération, afin de ne pas affaiblir le parti Catholique & relever le Protestant, lui donnant cet avantage que ceux qui possèdent les biens de l'Eglise, sans titre, soient reconnus pour légitimes possesseurs, & que sous le titre d'administration ils acquièrent le droit de suffrage réservé aux Evêques, duquel ils ne sont point quant à présent en possession; & sur le fait particulier des Hessiens, il vous reste toujours la liberté de prendre le parti que vous jugerez le plus sûr, & qui pourra le plus contribuer à avancer le Traité, puisque les mêmes Députés ont charge de ceux de Saxe-Weymar & Lawembourg, de faire entendre leur intention à ceux qui sont à Munster, & leur résolution d'interrompre le cours de la Négociation, si on ne leur donnoit satisfaction sur ce point. Il est croyable que les autres y acquiescent, & ce seroit avoir pris un notable avantage que d'entrée de jeu d'avoir réduit ceux-là à plier aux remontrances des autres. Si cette conduite se considère, vous jugez bien combien davantage la doit être la résolution en laquelle ils sont entrez de commettre quatre d'entr'eux, pour examiner les propositions des Imperiaux avec cet esprit, ainsi que de votre Dépêche nous l'avons compris, de découvrir leur artifice, de crainte que sous quelque belle apparence les plus crédules fussent deçus, & qu'une fois détachez des Couronnes il seroit aisé à leurs ennemis de les opprimer. Tant & si longuement qu'ils conservent cet esprit de défiance, il sera malaisé aux autres de les tromper, & il est si naturel à la Nation Allemande, qu'il ne nous sera jamais imputé de les y entretenir quelque diligence dont vous usiez pour le faire.

Ce n'est pas une chose aisée à décider s'il est plus utile de demander beaucoup, pour se restreindre à moins, ou du tout se fermer à ce que l'on veut avoir; si cette proposition doit aussi être accompagnée de celle qu'il faut rétablir, & pour la sûreté de la Paix qui porte avec soi celle de la jouissance de ce qui sera acquis, & enfin si l'une & l'autre se doivent plutôt faire de vive voix que par écrit ou au contraire. Il seroit hors de saison de s'en déclarer, puisque vous avez remis à y former votre résolution lorsque tous ensemble vous seriez assemblés avec les Plenipotentiaires de Suede; pourtant j'estimerois devoir faire souvenir combien la maniere de négocier par écrit a été blâmée, & qu'on eût peine à consentir que pour une seule fois vous prissiez cette voye. Mais parceque les Suedois y inclinent n'ayant point de Médiateurs, ils y sont en quelque sorte nécessitez; je n'ose trancher le mot, & il me suffira de vous en avoir fait cette note, attendant ou que Sa Majesté se soit entièrement déclarée ou que vous ayez mandé ce que vous en aurez résolu assemblés, & des raisons de préférer une maniere de négocier à l'autre.

Vous avez pénétré que les Suedois se ferment

à demander la Pomeranie, & le Port de Wismar qui est des dépendances de Meckelbourg, qu'ils veulent en outre demeurer en possession de la Silésie, non comme propriétaires mais par maniere de dépôt, & sur icelui fonder la sûreté du Traité, & avez ajouté que des demandes si excessives vous ont laissé concevoir, que leur intention est fermée de demander beaucoup afin que se réduisant de quelque chose le demeurant leur soit plus facilement accordé. Si ainsi est, à quoi bon agiter ce qui est à faire sur ce particulier? Ce que j'ai remarqué, c'est que ne s'étant point expliqué pour quel tems ils demandent le dépôt, il se pourroit dire que sous un terme moins odieux ils prétendent en effet d'être Seigneurs de cette grande Province. Si elle étoit contigue à la Pomeranie, ce seroit un Etat très-considérable, & comme elle n'appartient pas entièrement à l'Empereur comme Roi de Bohême, qu'il y a des Seigneuries, notamment l'Electeur de Brandebourg, des Villes aussi qui prétendent d'être dégagées de la sujétion de cette Couronne & d'être en celle de l'Empire; il sera bon de favoir à quoi ils réduisent leur prétention, & si, pour établir leur puissance, ils veulent ce qui est à leurs ennemis, & ce qui peut appartenir à leurs amis. Si ces Messieurs s'affermissent à de si grandes prétentions, & que ce soit un ordre de leur Maîtresse, je me persuaderai de ce qui m'est écrit de plusieurs endroits qu'ils songent de perpétuer la Guerre comme leur souverain bien, & qu'ils n'ont consenti à venir à un Traité que pour n'éloigner les Princes Allemands, sans l'assistance desquels ils auroient peine à la continuer, esperant du tems les moïens d'en éloigner l'effet, & c'est ce que vous pénétrerez bientôt. Ce qu'ils ajoutent avec incertitude pour tant, me confirme que si on leur donne contentement, & que ce soit par l'interposition des Princes de l'Empire, ils se contenteront de faire leurs demandes de vive voix, mais s'ils ont à les rechercher & à les demander, ils sont résolus d'écrire. Cela, selon mon foible sens, tend à faire un Manifeste qui est le premier pas d'entrer en rupture.

Je suis enfin, parvenu non encore à ce point si délicat, duquel je me suis excusé de vous refondre, mais à un qui passe de beaucoup celui-là, puisqu'il faudroit acquiescer, ou combattre la passion des Députés qui sont à Osnabrug, de désirer le rétablissement de toutes choses comme elles étoient en 1618. En demandant quel peut être le sentiment des Couronnes, ils déclarent le leur & ce qui est à découvrir. Vous vous contentez de poser le fait, faisant toutefois remarquer que le Duc de Bavière seroit réduit de se rendre plus facile aux choses qui nous regardent, par la nécessité qu'il auroit de nous pour se conserver des honneurs & des avantages dont sa Maison a été accrue depuis ce tems-là. J'avoue que c'est un puissant motif, mais je ne sai si cela peut entrer en balance avec la déclaration tacite que vous faites, de ne prendre nulle recompense de vos fraix, & de vos travaux que celui-là. Car quand puis après vous viendrez à faire des demandes, on aura à vous reprocher, que vous dementez vos premières propositions, & je ne trouve aucune raison qui puisse y faire entrer que la sûreté qu'on a que Bavière se recriera contre. Car pour l'Empereur je ne sai pas sur quoi se fonder après les déclarations faites par la réponse & par quelques articles du Traité de Prague, contre lequel un chacun crie ayant préjugé en tous ces rencontres, qu'il se pouvoit relâcher de plu-

1645.

Sentiment  
du Ministre  
par rapport  
aux prétentions des  
Députés des  
Princes & Es-  
tats d'Alle-  
magne.Touchant le  
Duc de Ba-  
vière.Et l'Empe-  
reur.

1645. plusieurs choses pourvu qu'il chassât, de l'Empire, tous les Etrangers.

Vues du Baron d'Oxenstiern.

Il semble en quelque sorte que ce soit l'esprit du Baron Oxenstiern, lequel pourtant vise à enrichir son Pais des dépouilles de l'Empire; ce qui est un raisonnement puissant si on vient à une rupture, étant certain qu'il est non seulement plus honnête, mais plus utile de rompre sur une affaire publique, que sur son intérêt particulier. Mais je crains que ce ne soit pas là le fond de sa pensée, & qu'il y garde le désir de rompre ce Traité, ainsi que j'ai ci-devant dit, sur ce que lui & son Colleague consentent la Médiation de Venise. C'est au Senat ou à Contarini de s'en refoudre, si l'intention d'un Ministre avançoit la Paix, quand bien Contarini en seroit offensé, nous aurions à les rechercher. Sans cet avantage les Espagnols en gagneroient un notable, le rangeant de leur côté; à quoi déjà il a paru enclin selon les diverses relations que nous avons, lesquelles toutefois se sont trouvées dedites par d'autres, ainsi que je vous l'ai mandé.

Soupçons contre Contarini.

Touchant une suspension d'armes avec la Bavière.

La maniere dont votre Altesse a parlé aux Suedois étant à Osnabrug, de ce qui seroit à faire avec le Duc de Bavière, pour parvenir à une suspension d'armes, a été extrêmement approuvée, & leur insinuant les grands avantages qu'on auroit en concluant avec lui, c'est leur ôter tout le sujet de plainte si l'on en recouvroit l'occasion, mais elle nous semble perdue ou du moins très-éloignée. Leur réponse, quoique mesurée, ne satisferoit pas; c'est rejeter les choses, quand on dit que l'on n'a pas l'ordre, bien que l'on convienne qu'il soit utile de la pousser, & qu'on entre même en discussion de ce qu'on devroit avoir dans le Traité. L'événement a fait voir que votre prudence n'avoit pas été surprise quand on déliberoit de traiter avec ce Prince, qu'on a perdu une conjoncture favorable, & les moiens de conserver des quartiers au delà du Danube, que c'étoit un prétexte à ce Duc de presser l'Empereur d'entendre à un accommodement, ou un prétexte plausible qui lui ressoit, de se détacher de son parti. Ce que vous avez à faire si les Députés nous en donnent jour, vous le savez.

Plusieurs Memoires & plusieurs Dépêches vous ont éclaircis des intentions de la Cour, qui juge que les Suedois ont raison de demander un tems pour y pouvoir entrer, & que pendant icelui & ensuite que les armes de ce Prince ne puissent directement ni indirectement assister l'Empereur ni autre Prince leur ennemi. Ce qui fut dit sur le sujet de cet Electeur de la part de Salvius est bien à remarquer, c'est un préjugé, par la confession des Suedois, pour lui qui porte cet avantage ou d'exclure le Palatin, de la même qualité, ou de venir à créer un nouvel Electeur, & l'un & l'autre de ces partis ne nous déplaît pas, ainsi qu'il vous a été souvent mandé, qui n'aurez point manqué de faire remarquer aux Suedois ce que l'on a perdu temporisant & ce que l'on eût gagné avançant avec ce Prince, lequel est considéré de l'Empereur, comme sa seule défense; ce qu'il a justifié abondamment, abandonnant ses Pais hereditaires à la discretion de Monsieur de Torstenfon, pour accourir à son secours afin de lui lever le juste sujet que la crainte d'être envahi lui pouvoit donner de conclure avec nous. Dieu veuille que les Suedois correspondent fidèlement à ce qu'ils doivent, & que le dit Torstenfon agisse avec tant de chaleur qu'il force l'Empereur à retirer ses troupes dont il a défendu le Duc de Bavière, afin que ce Prin-

TOM. II. PART. II.

ce s'en trouvant denué trouve prétexte de s'en separer, & qu'ils usent en notre endroit de la même sincerité que nous avons usée envers eux. Et ça été leur insinuer puissamment ce qu'ils doivent, leur racontant ce qu'ils ont fait, sans user de reproches en leur endroit, ce qui a produit l'effet qu'on se pouvoit promettre selon ce qui s'en peut colliger de votre Dépêche, par laquelle on apprend que le Conseiller de Bavière, que vous attendez, n'est pas encore arrivé, le retardement duquel vous attribuez au secours que l'Archiduc a mené à son Maître, duquel sans doute il voudra tirer cet avantage, quand il traiteroit avec nous, de nous restreindre à demeurer au delà du Rhin, & vous soupçonnez que leur armée ayant été déclarée Imperiale il affecte de la laisser puissante & en un même jour s'obliger les Couronnes Imperiales & de France.

Sur ce sujet trouvez bon que je vous die que tant vous que ceux qui se sont voulu entre-mettre au Traité de ce Prince, ont toujours établi ce fondement qu'il étoit Maître absolu de son armée & il vous sera facile d'en recouvrer un rôle, & stipuler avec lui que tous les Corps qui y ont été ne pourroient directement ni indirectement servir l'Empereur, & le faire obliger de n'en point licentier de crainte qu'ils ne passassent dans ce secours, ce qui nous feroit perdre le plus grand avantage que nous esperions du Traité. S'il ne le conclud vous jugerez du moins qu'il avancera le général, & qu'il sera favorable à nos intérêts afin de nous obliger au reciproque. C'est ce qui seroit à désirer & qu'on nous donne pour assuré, ayant été vu du Nonce depuis vous avoir écrit, qui m'a de nouveau confirmé ce que je vous ai mandé, du voyage de Trautmandorff qu'il tient Député à Munster, sur les instances de ce Duc, ajoutant qu'il y va avec intention d'assurer le repos public.

Pour éviter une redite, sans attendre d'être tombé au point auquel il est parlé des Passports desquels il peut avoir besoin, je declare, que vous les recevrez sans faute avec la présente Dépêche.

Le soin que vous prendrez pour la liberté des prisonniers, nommément de Roze, & Schandberg, satisfera extrêmement Sa Majesté, qui les considère comme deux Officiers très-utiles en l'armée d'Allemagne, & qui compatit aux souffrances des autres pour se les être attirées en faisant leur devoir en gens de bien.

Il faut esperer que ceux de Hesse ayant pénétré la mauvaise intention de ceux de Cologne, qu'ils ne se laisseront pas decevoir à de si lâches & pernicieux Conseils & qu'ils s'affermiront toujours de plus en plus aux intérêts de cette Couronne, qui soutient le leur avec tant de generosité, qu'elle doit justement attendre que Madame la Landgrave sera toujours égale à elle-même, & pleine de zele pour la cause commune & publique.

On n'oublie aucune diligence, à faire qui puisse fortifier l'armée d'Allemagne, il sera avisé aux moiens de faire remettre quelque somme notable aux lieux que vous marquez, & ce point sera l'un de ceux sur lesquels vous aurez une réponse précise au premier jour. Les Mediateurs & vous ayant remis la proposition qui leur a été baillée par les Imperiaux, par le consentement des Etats; ceux-ci se sont rendus parties essentielles du Traité, & c'est à vous à consulter s'il est bon qu'ils découvrent notre sentiment, avant que de donner leur avis. Vous penetrerez leur fin par le moien de ceux d'en-

B b tr'eux

1645.

Réflexions sur la conduite du Duc de Bavière.

Affaire des prisonniers.

On espere que les Hessois resteront unis avec la France.

Soins pour l'armée d'Allemagne.

Les Etats d'Allemagne se rendent partie essentielle du Traité.

1645. tr'eux, qui ont confiance ou avec vous ou avec la Suede, & qui vous sont très-obligés de la proposition que vous avez faite la recevant, que le droit de suffrage leur reste & c'est la jalousie des Allemands, & c'est le bien de la Chrétienté que la puissance de l'Empereur soit ainsi balancée. Quand les Médiateurs vous ont demandé quelle satisfaction desirer la France, quelle suite la peut satisfaire, vous avez été au devant de toutes choses, éloignant votre réponse jusqu'après la tenue de la Conférence qui se doit faire entre vous & les Suedois, & leur ayant fait connoître la nécessité d'admettre les exclus. Ce qui fut dit par Contarini merite grande consideration, & d'autant plus que vous n'avez pas pénétré s'il parle de son mouvement ou de celui d'autrui. Ce qu'on peut dire c'est que la liberté de son naturel lui donne souvent des mouvemens précipitez, mais il est si corrigé par son habileté, qu'il y a lieu de croire qu'il ne lui échappe que ce qu'il veut, & certes votre réponse est digne de vos prudences, que la France se propose de faire deux Paix afin d'établir la générale si nécessaire à la Chrétienté, lui laissant toutefois comprendre que la Guerre du Turc pourroit lui inspirer d'autres pensées & quand elle connoîtroit que l'Espagnol la desirer, qu'il est donc bon qu'ils en découvrent le sentiment, pendant que vous attendrez les ordres de cette Cour, qui sera assez empêchée à se refondre sur ce point, qui est celui qui est remis à être délibéré au premier Conseil qui se tiendra dans la semaine où nous allons entrer, sur lequel il eût été très à propos que vous vous fussiez ouvert, Sa Majesté recevant très-agréablement ce qui vient de votre part, ainsi qu'il a ci-devant été dit.

Conduite de Contarini.

La Comte de Trautmansdorff est délégué au Congrès.

Soins pour les affaires de la Cour de Rome.

La France prend les Barberins sous sa protection.

Le Duc de Baviere prétend que c'est à son instance que l'Empereur a délégué le Comte de Trautmansdorff. Cela, ce me semble, contrarie la proposition avancée par Contarini, y ayant lieu d'espérer d'y faire les deux Traitez ensemble. S'ils porteront tous deux même titre, si la fanfaronnerie de nos ennemis le desirera sous deux differens, c'est ce qu'il est malaisé de pénétrer. Pourtant il y a lieu de croire qu'ils aimeront mieux une Trêve, & les Allemands une Paix qui sera consentie par les Suedois, si le desir de continuer la Guerre ne les empêche, qui, pour cette raison ou pour plusieurs qu'ils ont avancées, se reculeront toujours d'une Trêve.

De ce que le Nonce Chigi s'est ouvert qu'il seroit à desirer que la France s'assurât le service des Barberins, jusqu'à faire connoître que c'étoit le seul moi en qui nous restoit de former un parti dans Rome, il a témoigné qu'il avoit de l'affection pour cette Couronne, & qu'il demeureroit attaché aux premières obligations qu'il avoit reçues de leur Maison. Ces mêmes considerations, & ce que l'on avoit conservé d'estime pour la memoire du Pape Urbain, ont porté Sa Majesté à les recevoir sous sa protection, & qu'ils fissent déclaration publique d'être Serveurs de Sa Majesté, qui a été avertie comme ils ont arboré sur les portes de leurs Palais ses armes, & que le Cardinal Barberin en avoit été donner compte à Sa Majesté, qui reçut en même instant le pareil avis de Monsieur de Gueffier. Ce qui s'écrit de Rome est surprenant, cette action ayant été reçue avec des applaudissemens extraordinaires, & l'on y a oui retentir vive France, dont leurs envieux recevront un sensible déplaisir, & en donnant part au dit Chigi vous l'obligerez, & sans doute il conservera les premières affections

desquelles nous avoit assuré Grimaldi, qui a eu part de l'ajustement des Barberins. Antoine a quitté Gennes, s'est acheminé en Piedmont, d'où il s'approchera encore de nous. La colere du Pape éclaire, mais l'on croit qu'il n'osera pas déplier sa passion contre lui, se trouvant soutenu d'un puissant Prince. Si on peut, on remettra la chose en Négociation; il y a divers remèdes à espérer du temps, & c'est à quoi selon mon sens, l'on va travailler.

Vous avez eu juste raison de faire sentir aux Médiateurs, qu'ils ont tort de n'assister pas aux Ceremonies publiques. Peut-être que le Vénitien a gagné cela sur son Collegue, pour éviter d'entrer en contestation avec les Electeurs. Si vous les reduisez aux termes de raison, il y aura de quoi demeurer satisfait, sinon en tout cas nous ne perdrons rien si nous ne gagnons des préjugés, qui sont inutiles à ceux qui ont droit & qui sont en possession.

Nous avons conservé celle de battre les Espagnols, ils étoient logez sur la Lefca, & empêchoient la jonction de nos forces. Monsieur le Prince Thomas les y a attaqués & rompus, passé la Riviere, & rencontré Monsieur le Maréchal du Plessis, & avec le renfort repassé la même Riviere; partie du Milanois se trouve sous contribution & le Piedmont espere d'être soulagé du quartier d'hiver, qu'on pretend établir sur le Pais de l'Ennemi. Du côté de notre frontiere nous avons été avertis qu'ils s'assembloient à Courtrai, pour nous empêcher d'y ravager quelques Villages.

On a remandé toutes les troupes qui avoient permission de venir prendre leurs garnisons, & cela ayant été executé avec diligence les tiendra en cervelle. Je suis &c.

On n'aprouve pas que les Médiateurs n'assistent à aucune Ceremonie publique.

Progrès des armes en Italie.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 4. Novembre 1645.

*Leurs soins pour découvrir les intentions de l'Electeur de Trêve. Ce qu'on a pu découvrir dans sa conduite, tant sur les affaires générales que sur les particulieres. Leur avis sur la conduite du Duc de Baviere. L'Electeur consentira à la création d'un nouvel Electorat pour le Palatin. Monsieur d'Avaux reproche aux Mi-*



1645.

*Ministres Bavarois leur lenteur. Ils cherchent à s'en excuser. Réflexions de Monsieur d'Avaux. Les Ministres Bavarois ne disent rien des satisfactions à donner à la Suede. Ils ont des avis d'une Négociation secrète entre les Impériaux & les Suedois. Leurs Réflexions sur ces avis. Monsieur Contarini incline aux Ennemis de la France. Ils favoriseront de tout leur possible l'affaire des levées. Ils n'ont aucun commerce avec Monsieur Bellitia un des Ministres de Savoye. Etat de l'armée d'Allemagne. Sur les levées en Dannemarck. Il ne faut pas faire fondement sur les troupes de Hollande. Le Comte de Penaranda reçoit un autre Pleinpouvoir.*

## MONSIEUR.

Leurs soins pour découvrir les intentions de l'Electeur de Trèves.

Nous commençons cette Dépêche par où nous avons fini la précédente, qui est la relation du Sieur d'Anthoville. Le principal sujet pour lequel il a été envoyé étoit pour reconnoître l'intention de l'Electeur de Trèves, sur l'écrit qu'il a donné en sortant de prison, savoir si le Baron de Beck est toujours auprès de lui de la part de l'Empereur, s'il avoit besoin des troupes du Roi dans son Pais, & s'il avoit moyen de les y loger & maintenir, & quels sont ses sentimens dans la Négociation de la Paix tant sur les affaires générales, que pour les intérêts de la France.

Ce qu'on a pu découvrir dans la conduite tant sur les affaires générales que sur les particulières.

Il a parlé si ouvertement touchant le premier point qu'il y a lieu de croire, que ce qu'il a fait a été par force, & pour faciliter sa liberté. Nous vous envoyons copie de l'écrit apostillé par lui, où vous verrez qu'il a fait des protestations contraires. Nous n'examinerons pas si elles sont suffisantes pour détruire l'acte, mais il suffit qu'il témoigne de n'avoir pas changé d'affection envers la France.

Quant au Baron de Beck, il s'est retiré, l'Electeur lui ayant témoigné des Francfort qu'il ne croyoit pas être en liberté tant qu'il seroit près de lui.

Sur le troisième point l'on a reconnu qu'il souhaiteroit bien que les troupes du Roi fussent proches de lui pour le garantir du Duc Charles, mais plutôt que de les loger il aime mieux courir fortune, ayant levé quelque milice dans son Pais qu'il croit suffisante pour lui donner moyen d'attendre le secours du Roi, qu'il demande dans le besoin seulement. Le Sieur d'Anthoville lui remontra qu'en cette sorte il n'y avoit pas moyen de l'assister à tems, & que déjà une autre fois pour avoir voulu épargner son Pais il s'en est mal trouvé. Il avoua que cela étoit véritable, mais que son Pais étoit déjà ruiné, & lui ne pouvant subsister que par l'entretien qu'il en reçoit, il lui seroit plus rude d'être mangé par ses amis que par ses Ennemis.

Sur le dernier point il a donné toute la satisfaction.

TOM. II. PART. II.

1645.

faction qu'on pouvoit désirer, ayant envoyé ordre à ses Députés de nous voir auparavant ceux d'Espagne, de se porter à l'admission de Madame la Landgrave, & autres Princes qu'on a voulu exclure hors l'Administrateur de Magdebourg, s'étant même ouvert avec ledit Sieur d'Anthoville touchant la satisfaction de la France, jusques à lui dire qu'il est à désirer pour les intérêts de la Religion Catholique que le Roi conserve par le Traité de Paix quelques Etats dans l'Allemagne, qui donnent entrée à ses Députés dans les Dietes.

Le dit Sieur Electeur a donné charge à ses Députés de vivre en bonne intelligence, & correspondance avec nous, & nous a fait avertir de ceux d'entre eux auxquels il a le plus de confiance, qui ensuite nous ont vu particulièrement.

Il a parlé aussi du huitième Electorat pour l'accommodement de l'affaire Palatine, & a témoigné d'être bien satisfait du compliment que nous lui avons fait faire, & de ce que nous désirons avoir ses avis sur les affaires présentes.

Il souhaite si fort que l'on ne doute point de sa constante affection envers la France, qu'il veut mettre en mourant sa famille, & sa dernière disposition sous la particulière protection de leurs Majestés, & a jetté les yeux sur un Successeur qu'il dit ne choisir, que parcequ'il le voit dans les mêmes inclinations que lui pour la France. Tous ces bons sentimens dont nous avons déjà commencé à nous prévaloir, nous font croire qu'il sera utile & honnête à leurs Majestés de traiter favorablement ce Prince. Nous vous envoyons un Memoire que nous a donné le Deputé auquel il se fie, afin qu'il vous plaise d'y ménager son contentement autant que les affaires le pourront permettre. Que si les troupes du Roi étoient obligées d'entrer dans son Pais pour y prendre des quartiers d'hiver, ce fût au moins avec des ordres bien exprès à ceux qui les commandent, de conserver entièrement les terres de son Patrimoine, & de lui faire payer par préférence sur les contributions ce que son Pais lui fournit pour son entretien.

Nous sommes bien aises de l'ordre que Monsieur de Vautorte a reçu d'aller trouver le dit Sieur Electeur, ne doutant point qu'il ne l'assermisse dans ces bonnes dispositions. Le Sieur d'Anthoville a très bien servi en cette occasion, & a ménagé de forte l'esprit de cet Electeur, qu'il a pris confiance en lui, & s'est ouvert de tout ce que nous avons désiré d'apprendre.

Nous avons reçu la Dépêche du vingt & un du mois passé. Il ne se peut rien ajouter au jugement qu'on fait sur la conduite, & les intérêts du Duc de Bavière. Ses Ambassadeurs, comme vous l'avez bien prévu, n'ont pas manqué de nous voir, & dans une visite qu'ils ont faite à moi d'Avaux, m'ont dit que par Lettres du dix-huit Octobre, dont ils m'ont fait voir la datte & quelques articles, ils ont ordre de nous dire que leur Maître a envoyé demander un Passeport pour le Sieur Ernest, c'est celui qu'il envoie à Munster pour assister de sa part au Conseil de l'Empire, & pour apporter secrètement une Instruction, & un Pleinpouvoir à ses Ambassadeurs sur le Traité dont il a été parlé entre la France & lui, qui attend que Monsieur de Turenne ait envoyé un Saufconduit, que leur Maître persiste en la proposition qu'il a faite d'une suspension d'armes particulièrement avec la France, & au désir d'avancer le Traité général de la Paix, comme aussi à se

Leur avis sur la conduite du Duc de Bavière.

B b 2 vou-

1645.

vouloir employer comme il a déjà fait pour la satisfaction qui est due à la France, mais qu'en ce faisant il desiré une réponse & résolution catégorique, si la France veut maintenir l'Electorat en sa famille, parceque, si l'on y faisoit difficulté, il tiendrait une autre conduite, étant résolu de se porter aux extremités, plutôt que de perdre cette Dignité dans le rang qu'il la possède.

L'Electeur  
consentira à  
la création  
d'un nouvel  
Electorat  
pour le Pa-  
latin.

Que pour terminer entierement cette affaire & assurer le repos public, il consentira à la création d'un nouvel Electorat en faveur de la Maison Palatine, & se promet que l'Empereur en tombera d'accord.

Qu'à l'arrivée du Sieur Ernest ils auront charge de presser que nous nous déclarions touchant l'Electorat, & que nous donnions notre réplique à la réponse que les Imperiaux ont faite à notre proposition, laquelle réplique contienne tout d'un coup ce que nous prétendons en trois points qui ne sont point touchés qu'en termes généraux dans la dite proposition. L'un est la restitution des Princes, l'autre la sûreté du Traité, & le troisième la satisfaction de la Couronne.

Monsieur  
d'Avaux re-  
proche aux  
Ministres Ba-  
varois leur  
lenteur.

Après avoir répondu que je ferois rapport de ce que dessus à Monsieur le Duc de Longueville & à Monsieur Servien, je leur fis connoître que l'interruption d'un Traité, qu'ils poursuivoient il y a six semaines avec beaucoup d'ardeur & d'application, doit avoir eu, ce semble, de bien plus grands motifs que le défaut d'un Passeport, qui étant particulièrement de notre juridiction, auroit été bientôt expédié ici à la moindre instance qu'ils nous en auroient faite. Ils se défendirent assez mal repétant seulement les diligences qu'on a faites pour le parlement de ce Député; & de vrai comme j'essayai d'allonger la Conference, repassant tantôt sur l'un tantôt sur l'autre, je m'aperçus par leurs discours, quoique fort réservés, qu'il est raisonnable que le Duc de Bavière continué dans le dessein de traiter avec la France, mais à d'autres conditions que celles qui ont été proposées. Je n'ai pu juger s'il consentiroit à donner quelque Place de sûreté; j'ai remarqué seulement qu'il ne donnera pas Hermestein, & qu'il fait état de conserver tous les quartiers entre le Rhin & le Danube. Je doute s'il n'y aura point encore d'autres difficultés. Je n'en puis parler avec plus de certitude puisque ces Messieurs ne voulurent pas s'expliquer, mais parceque je dis qu'à l'arrivée du Sieur Ernest, l'affaire seroit bientôt conclue, puisque nous étions déjà demeurez d'accord des principaux Articles; le Baron de Hasland répliqua qu'ils en avoient bien conféré avec nous, mais qu'ils avoient eu ordre de ne pas contester beaucoup, d'écrire seulement ce que nous leur aurions répondu.

La froideur avec laquelle je reçus cette excuse les fit jeter sur un autre propos touchant la Paix générale, & en ce point il faut avouer qu'ils sont très-bien disposez, & que leur Maître y travaille à bon escient. Ils me dirent que c'est à son instance pour suite que l'Empereur s'est résolu d'envoyer ici son premier Ministre avec un Pouvoir si absolu qu'il ne tiendra qu'à nous de faire promptement une bonne Paix & avantageuse à la France.

Les Ministres  
Bavarois ne  
disent rien  
des satisfac-  
tions à don-  
ner à la Sue-  
de.

Ce dernier mot m'ayant donné lieu de parler de la satisfaction des deux Couronnes, je leur remontrai avec un peu de plainte qu'ils ne disoient jamais rien de celle de la Suede, & qu'en parlant de la nôtre ils disoient la satisfaction due à la France. Que s'ils veulent la Paix comme

ils témoignent, il falloit agir en bons Allemands, & dire en detail ce que leur Maître veut faire pour y parvenir.

1645.

Ils repartirent que cela lui est impossible, d'autant que les Couronnes mêmes n'ont pas spécifié ce qu'elles prétendent. Mais vous savez, dis-je, notre prétension; nous vous l'avons déclarée confidemment, & néanmoins vous venez encore de m'en parler en termes douteux, & qui peuvent recevoir diverses explications. Ne dites donc plus, s'il vous plaît, que Monsieur le Duc de Bavière nous fera avoir la satisfaction qui est due à la France, mais celle que nous avons proposée comme étant fort juste.

Ils échaperent quelque tems par divers moyens, & firent ce que l'on a accoutumé quand on marchande. Mais enfin Monsieur Krebs trancha le mot, & dit qu'il étoit besoin que nous nous en fissions entendre aux Imperiaux, afin que le Duc de Bavière eût moyen d'agir ouvertement. J'essayai de fonder si leur Maître n'avoit point quelques lumieres des intentions d'Espagne, & il me parut que non, ou au moins cela n'est pas venu jusques à eux. Je leur représentai comme les Espagnols ne travailloient qu'à desunir les Alliez, & qu'encore que leurs efforts soient inutiles, ils se flattent tous les jours de nouvelles esperances qui arrêteront la Négociation de Munster. Ils témoignèrent tous deux fort nettement que son Altesse desiré la Paix de tous côtes s'il est possible, mais en tout cas dans l'Empire; que si elle se peut faire en même tems avec l'Espagne, il estime que ce sera le meilleur, sinon que les Princes Allemands sont résolus de traiter sans les Espagnols. Reste de savoir, dis-je, si la France y est résoluë aussi pour l'intérêt que chacun peut connoître, ils répondirent qu'en ce cas l'on fera bien enforte que les Espagnols ne tireront aucun secours de l'Empereur ou de l'Empire, & que le Duc de Bavière se promet de nous assurer suffisamment de ce côté-là.

Ce discours fait voir que la retraite de l'armée du Roi leur a donné l'assurance de contester avec nous sur le Traité, & de vouloir d'autres conditions, & selon toutes les apparences le Duc de Bavière a maintenant peu d'inclination pour le Traité particulier, mais toujours beaucoup pour le general.

Nous avons ici eu les mêmes avis que vous de quelque négociation ou secrette intelligence entre les Imperiaux & les Suedois, & l'on nous a voulu faire croire que depuis la Trêve que ceux-ci ont conclue avec l'Electeur de Saxe, il leur sert d'entremetteur. Quoique nous n'y ayons pas ajouté foi, nous n'avons pas laissé de nous en informer, & d'en dire quelque chose par Monsieur de la Barde aux Plenipotentiaires de Suede, plutôt pour leur faire voir l'artifice des Imperiaux, que pour aucune deffiance que nous ayons d'eux.

Ils ont des  
avis d'une  
négociation  
secrete entre  
les Impe-  
riaux & les  
Suedois.

A la verité ayans considéré que le Comte de Trautmansdorff est en chemin pour se rendre ici, que le Fils du principal Ministre de Suede est employé dans la Négociation de la Paix, & qu'il n'y a personne auprès de Monsieur Torsenson assez instruit des affaires, nous croyons que la resolution que l'Archiduc a prise de secourir en personne le Duc de Bavière, avec ses principales forces, procede plutôt de la connoissance qu'il a eu de la foiblesse, où le siege de Brême a reduit Monsieur Torsenson, & qu'il ne pouvoit pas être sitôt renforcé des trou-  
pes

Leurs Ré-  
flexions sur  
ces avis.

1645. pes qui viennent de Dannemarck que d'aucun concert avec lui.

Monsieur Contarini incline aux ennemis de la France.

C'est très-à-propos qu'il nous est ordonné d'observer la conduite du Sieur Contarini, parceque nous le reconnoissons tous les jours plus favorable à nos Parties, & depuis peu nous avons reçu des avis de nos Alliez, sur la maniere dont il a traité avec eux, qui augmente les justes soupçons que nous avons de lui; aussi le considérons-nous comme suspect sans pourtant lui faire connoître, & quand il nous a employé pour offrir notre entremise aux Suedois, nous l'avons fait, de sorte que sans qu'il se puisse plaindre de nous, ni mal interpreter notre discours, elle a été acceptée sans qu'elle puisse avoir effet, ayans bien remarqué en diverses rencontres qu'il ne feroit pas fâché, de mettre quelque division entre les Suedois & nous.

Ils favoriseroient de tout leur possible l'a faire des levées.

Nous ne manquerons pas d'apporter toutes fortes de soins pour favoriser, & hâter la levée du Sieur de Beninghausien. Il nous a fait assurer depuis peu qu'il a déjà distribué toutes ses commissions à des Officiers capables d'en rendre bon compte, & qu'il ne perd point de tems pour satisfaire à ce qu'il a promis.

Ils n'ont aucun commerce avec Monsieur Bellitia un des Ministres de Savoye.

Nous ne vous dirons point l'état où est à présent l'armée d'Allemagne, sachans bien que vous en êtes mieux informé que nous. Si Monsieur le Maréchal de Turenne eût pu continuer le dessein qu'il avoit fait de demeurer deçà le Rhin, nous en eussions tiré quelque avantage, même sur l'arrivée du Comte de Trautmansdorff. On écrit que les nouveaux renforts qu'il a reçu de France lui en eussent donné le moyen, n'eût été que les vieilles troupes qu'on appelle Weymariennes ne l'ont pas voulu suivre, dont les ennemis font ici grand bruit comme d'une revolte de tout ce Corps-là.

Sur les levées en Dannemarck.

Nous avons vu par la dernière Lettre de Monsieur de la Thuillerie du quatorze Octobre, qu'il n'avoit point encore reçu vos ordres ni aucun argent pour employer aux levées, que la Reine veut que l'on fasse en Dannemarck. Cela nous oblige de lui faire fournir à Hambourg quarante mil Risdalles, puis qu'outre la crainte où il étoit de perdre l'occasion, Monsieur d'Estrade nous écrit qu'on ne peut pas faire fondement sur les troupes de Hollande, pour les raisons qu'il vous aura sans doute mandées aussi bien qu'à nous. Nous espérons Monsieur, de votre courtoisie que vous prendrez le soin de nous faire décharger vers le Marchand, à qui nous sommes obligés de cette somme.

Il ne faut pas faire fondement sur les troupes de Hollande.

Le Comte de Penaranda reçoit un autre Pleinpouvoir.

Comme nous finissons cette Lettre, Messieurs les Médiateurs nous ont envoyé en original le nouveau Pouvoir du Comte de Penaranda, que nous avons trouvé conforme à la minute qui avoit été concertée. Nous sommes &c.

1645.

## L E T T R E

De Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES

à Monsieur de

## B R I E N N E,

A Munster le 8. Novembre 1645.

*Entrevue de Messieurs Saavedra & Servien pour venir au Traité de Paix ou d'une Trêve avec l'Espagne. Raisons alléguées de part & d'autre sur ces Articles.*

MONSIEUR,

Nous avons douté si nous vous ferions récit de ce qui s'est passé dans une entrevue de Monsieur Saavedra & de moi Servien, parce qu'il ne s'y est rien proposé qui merite de recevoir les ordres de la Reine. Néanmoins à cause que les discours qui ont été faits sont assez importants, nous avons estimé à propos de vous en informer.

Entrevue de Mrs. Saavedra & Servien pour venir à un Traité de Paix ou d'une Trêve avec l'Espagne.

Encore que les visites soient interrompues depuis quelque tems entre les Deputés d'Espagne & nous, comme nous avons ci-devant mandé, le dit Saavedra fit demander heure la semaine passée à Madame Servien pour la visiter, ce qui fit croire qu'il vouloit peut-être prendre cette occasion de venir dans le logis de l'un de nous pour faire quelques ouvertures nouvelles touchant la Negociation de la Paix.

Cette croyance obligea moi Servien de me rendre au lieu de l'audience après que le dit Saavedra y eut demeuré près d'un quart d'heure. Le premier abord fut accompagné de grands complimens de part & d'autre, où chacun tâcha de vaincre son compagnon de civilité. Le dit Sieur Saavedra témoignant beaucoup d'envie d'aller faire quelque séjour en France après la conclusion du Traité pour voir les belles Maisons d'autour de Paris, & moi faisant paroître un semblable desir d'aller plutôt en Espagne qu'en aucun autre lieu, si quelqu'un de nous est Deputé pour assister au serment qui a accoutumé d'être fait pour l'observation de la Paix.

Après cela il me demanda si nous ne voulions pas faire la Paix, & pourquoi nous n'y aportions pas plus de facilité, qu'il y alloit de l'honneur des uns & des autres de demeurer si longtems ici sans rien faire, & que pour lui s'il en étoit crû l'on romproit l'Assemblée, en cas que dans un

Raisons alléguées de part & d'autre sur ces Articles.

Bb 3

certain

1645.

certain tems nous ne puissions nous accommoder.

Je répondis promptement sur ce dernier point qu'en cela nous nous rencontrions tous de son sentiment, & que parmi nous il avoit été souvent proposé de prendre un terme limité dans lequel si on ne pouvoit demeurer d'accord des propositions qui auroient été faites, chacun se retirât pour ne repaître pas plus longtems le monde de vaines esperances. Je m'aperçus qu'il ne s'attendoit pas à cette réponse, de laquelle demeurant un peu surpris & changeant de discours, il fit paroître qu'il n'avoit fait la proposition de rompre l'Assemblée que pour me fonder & découvrir si nous appréhenderions une telle résolution.

Dans la suite du discours en me pressant civilement, il me redit souvent: Pour l'amour de Dieu faisons la Paix, nous ne défavouons pas que nous en avons besoin, & que nos affaires sont en mauvais état, mais les choses du monde sont sujettes à de si grandes révolutions, & il ne faut pas abuser de la prospérité; car, quelque malheur que nous ayons, nous ne ferons jamais de Traité honteux. Je lui répondis qu'il ne tenoit pas à nous que la Paix ne fût déjà faite, & que lui & ses Collegues faisoient assés clairement connoître qu'ils ne la desiroient pas en effet; que nous nous étions mis d'abord à la raison, & que s'ils vouloient prendre l'avis de toutes les personnes entendues & desintéressées, ils trouveroient que, dans l'état présent des affaires, l'on ne pouvoit faire une proposition plus juste que celle que nous avons donnée, sur laquelle il ne tiendrait qu'à eux qu'on ne conclût le Traité en quinze jours.

Il voulut tourner la chose en raillerie, & me dit que j'avois trop de jugement pour croire que la Paix se pût faire sous ces conditions-là. Je repartis que ce seroit un grand malheur si lui & ses Collegues avoient cette opinion, parceque c'étoit véritablement tout ce que nous pourrions faire; que si les instances des Médiateurs en l'état où se trouve la Chrétienté nous avoient obligé de proposer du premier coup nos dernières résolutions, nous l'avions fait avec un ferme dessein de ne changer point, que nous aurions bien pu demander la restitution de ce qu'on detient au Roi & principalement la Navarre, à laquelle il n'y a point de difficulté; mais que nous avions mieux aimé venir d'abord à un expédient raisonnable; que leurs Majestez avoient un extrême desir de la Paix, que nous avions charge de l'accepter ou de la donner, mais que nous ne l'achetterions jamais. Qu'il auroit bien mauvaise opinion, si dans la prospérité qu'il disoit que nous avions, nous faisions paroître moins de constance & de fermeté qu'eux dans le malheur qui les accompagne; qu'ils étoient tellement en possession de profiter aux dépens de la France par tous les Traitez, qu'ils avoient peine d'en faire un raisonnable par lequel nous puissions tirer quelque recompense de nos pertes passées. Que tous ceux qui ont été faits jusques ici sont remplis de renonciations que l'on a fait faire à nos Rois.

Il répondit à cela que ces renonciations n'étoient point nécessaires, que c'étoient des formalitez introduites par des Docteurs, que le droit du Souverain s'établissoit & se conservoit par les armes.

Je répartis que si cette maxime est raisonnable en faveur de ceux qui usurent, elle l'est beaucoup davantage en faveur de ceux qui recouvrent ce qui leur appartient; que le Roi d'Espa-

gne étoit un si grand Monarque, qu'il pouvoit sans s'incommoder faire raison au Roi notre Maître des torts qui ont été autrefois faits à ses prédecesseurs; que lui Saavedra parloit avec beaucoup de civilité de la Nation Françoisé, mais que lui & ses Collegues en faisoient un grand mépris, puisqu'ils ne veulent ni nous imiter en ce que nous nous sommes ci-devant accommodés au tems lorsque nous avons eu ci-devant la fortune contraire, ni permettre que nous les imitions en ce qu'ils ont si bien su profiter de leur bonheur quand le sort des armes leur a été favorable; que je le tenois trop raisonnable pour croire que l'on pût faire si peu de compte de tant de sang répandu, & de tant de trésors consommés en cette longue guerre pour retourner en l'état où nous étions lorsqu'elle a commencé; qu'il s'y est fait de plus belles actions & donné plus de batailles que dans celles qui, selon son opinion, ont autrefois établi le Roi d'Espagne sur Naples & sur Milan; que quand nous serions assés lâches pour vouloir nous priver nous-mêmes des faveurs que le Ciel nous a faites, nous ne saurions faire la moindre restitution ni donner à ceux qui sont encore nos rédevables sans faire un très grand préjudice aux droits, & aux justes prétensions de la France; qu'il y en a même une partie qui ont été traités & réservés par le Traité de Vervins dont ils demandent si souvent l'exécution; qu'en un mot, pour ne le tromper point, j'étois obligé de lui dire que nous ne serions jamais de Traité dont les conditions ne soient proportionnées à l'état où se trouveront les affaires lorsqu'il sera conclu, & puis qu'ils nous ont autrefois obligé de renoncer non seulement aux droits qui étoient contestés entre la France & l'Espagne, mais à des Souverainetes qui n'étoient point en controverse, ils ne devoient pas trouver mauvais que, suivant avec plus de moderation qu'eux la Loi qu'ils ont établie, nous nous prévalions aujourd'hui de la justice qu'il a plu à Dieu de nous rendre. Toutes ces choses furent dites à diverses reprises, & l'obligèrent plusieurs fois à me répondre qu'ils ne feroient jamais de Traité infame, & que si je voulois lire leur Histoire, je trouverois que les Espagnols avoient été quelquefois renfermez dans leurs montagnes sans jamais avoir perdu courage ni rien fait contre leur honneur, & que les affaires changeroient peut-être bientôt de face.

A ce mot je répliquai que cette malheureuse esperance, qui avoit déjà fait durer la guerre dix ans, étoit capable de la faire continuer encore longtems si l'on persistoit à s'y arrêter. Que graces à Dieu nous n'avions rien à craindre du côté qu'ils pensoient; que la France est trop prudemment gouvernée au contentement de ceux qui commandent, & de ceux qui obéissent; que tous les Sujets sont constamment dans le devoir & les Alliez dans la fidélité, mais que, pendant qu'on s'attendra à de semblables revolutions, la Paix ne se fera point, & la Chrétienté courra fortune de se perdre.

Que nous aurions toujours cette satisfaction devant Dieu & devant les hommes de n'être pas cause du mal, puisque nous sommes prêts de sortir d'affaires en quinze jours si on veut traiter raisonnablement & s'accommoder de part & d'autre au tems présent. Que tant s'en faut que l'invasion du Turc nous ait fait hausser les conditions de la Paix; qu'elle nous a obligé de les proposer plus modérées; mais que de nous vouloir obliger pour cela d'acheter la Paix en faisant des restitutions à ceux qui nous doivent, nous qui sommes les plus éloignez du peril présent,

1645.



1645.

sent, & que ceux qui y sont le plus exposez demeurent fermes à vouloir que l'on change la face des affaires en leur faveur; cela ne sera jamais trouvé raisonnable par ceux qui en jugeront sans intérêt & sans passion.

Il se voulut en quelque façon justifier de ce qu'il avoit parlé des changemens qui peuvent arriver, & me dit qu'il n'avoit point entendu ceux du dedans du Royaume, mais qu'en général il n'y a personne qui ne sache que la fortune est changeante, & ne tient pas les choses en même état. Après il reprit en riant le discours de la Navarre pour me dire que s'il falloit examiner les droits de la Couronne de France sur tout ce qu'elle possède, ils se trouveroient tous semblables à ceux de l'Espagne sur la Navarre, puisque les conquêtes qui avoient été faites sur les Albigeois n'étoient fondées que sur les Bulles des Papes.

Je répartis que ce ne seroit pas faciliter l'accommodement des différends présens que de remonter si haut, que les justes prétensions de nos Rois sur la Navarre sont réservées par le dernier Traité, & qu'on ne peut pas dire que cette réservation expresse ait été accordée pour n'avoir aucun effet; que ceux qui sont de leur parti même ne trouvent aucune raison pour l'Espagne à retenir ce Royaume; qu'ils savent bien les scrupules que Charles V. & Philippe II. ont eu sur cette usurpation en mourant, & les clauses qu'ils ont insérées dans leurs Testamens qui sont raportez par Sandoval; que pendant quelquetems on s'étoit servi du prétexte de la Religion, pour n'en faire pas la restitution lorsque les Princes à qui ce Royaume appartient étoient herétiques, mais qu'à présent cette exception ne peut être alléguée contre notre Roi qui est bon Catholique.

Il répliqua que difficilement tomberions-nous d'accord sur cette prétension; & que pour conclusion lui ni ses Collegues ne pourroient parler plus raisonnablement qu'en offrant, comme ils ont fait de faire ou la Paix ou la Trêve, ou bien de faire une suspension d'armes,

Je répondis que la Trêve & la suspension ne faisant que différer la Guerre, & ne la finissant pas, ne nous mettroient en état ni les uns ni les autres de secourir la Chrétienté selon le besoin qu'elle en a; que nous sommes ici pour faire un Traité durable qui puisse assurer le repos d'un chacun; que ce n'est pas assez de dire qu'on y est disposé, si on ne le témoigne par effet, que de notre côté nous sommes prêts d'exécuter nos offres, & conclure la Paix sans rien demander de nouveau; mais que de leur côté ils prétendent qu'on doit faire des changemens & des restitutions pour y parvenir qui sont naître toute la difficulté. Qu'il nous seroit moins préjudiciable de reprendre nos Conquêtes par les armes, que de les rendre volontairement à ceux qui detiennent encore au Roi tant d'autres Etats; que néanmoins les affaires ne sont pas, grâces à Dieu, réduites au point qu'on nous puisse ôter par force ce que nous tenons, & que nous essayerons d'empêcher, que la chose n'arrivât ni d'une façon ni d'une autre. Ce fut là où le discours finit, après quoi le dit Sieur Saavedra se retira.

Comme je l'accompagnais, & que nous fûmes arrivés à la deuxième Salle, il me mena contre une fenêtre, comme s'il eût eu intention de me dire quelque secret, mais ce ne fut que pour recommencer son même discours; Mais quoi, me dit-il, ne ferons-nous point de Paix? Ne voulez-vous point faire quelques ouvertures plus raisonnables? Je repartis que l'uni-

que moyen de l'avancer étoit de traiter sur la la proposition que nous avions faite, & que je l'assûrois confidemment qu'elle contient tout ce que nous pouvons faire, sur quoi nous nous séparâmes. Nous sommes &c.

1645.



## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, le 8. de Novembre. 1645.

*La Cour compte sur l'amitié de l'Electeur de Trêves, & veut l'aider. Après la prise de Trêves on lui remettra Spire entre les mains. L'Electeur de Trêves demande qu'on confirme la fondation de l'Hôpital Philippique. On se plaint du Pape. Le Nonce se plaint de ce qu'on n'a pas conservé à Hulsst l'exercice public de la Religion Catholique. On consent à une Trêve sur la Méditerranée en faveur des Venitiens. On veut payer aussi le trajet de dix Gallions secretement, de peur que le Turc n'en prit occasion de rompre. Il les loue d'avoir envoyé une somme d'argent à Mr. de la Thuillerie pour les levées. La succession de Nevers adjudgée au Duc de Mantouë par arrêt sous condition. Saavedra peu informé des Loix de France. Que le Pape n'avoit pas droit de mettre le Roi de Navarre à l'interdit.*

MONSIEUR ET MESSIEURS,

SI je n'étois bien assuré que l'Ordinaire ne vous portera point le Memoire dont déjà je vous ai écrit, je ne ferois qu'une legere Réponse à votre Lettre du quatre du présent mois, & je me contenterois d'y mettre au pied un seul mot qui marqueroit qu'elle m'a été rendue, non que je ne juge qu'il y a des points qui ne sont pas décidés entierement, mais pour les tenir de si petite consideration qu'on s'en pourroit dispenser.

Je

1645.

La Cour  
compte sur  
l'amitié de  
l'Electeur de  
Trèves, &  
veut l'aider.

Après la  
prise de Trê-  
ves on lui  
remettra Spi-  
re entre les  
mains.

L'Electeur  
de Trèves de-  
mande qu'on  
confirme la  
fondation de  
l'Hôpital Phi-  
lippe.

On se plaint  
du Pape.

jé souhaite que les affaires donnent lieu de ne plus retarder ledit Memoire, ou que l'on l'envoie, par l'un des deux Couriers que nous rerensons, dans le commencement de la semaine prochaine. En icelui les diverses conditions sur lesquelles on peut faire la Paix ou la Trêve étant décidées, & ce qui est à dire & à faire par le Duc de Baviere, je passe à vous informer de ce qui a été résolu en faveur de Monsieur l'Electeur de Trèves. Votre Dépêche & quelques autres qu'on avoit reçus ont imprimé fortement dans l'Esprit de leurs Majestez que ce Prince est François & que sa constance a surmonté les maux d'une longue prison, que sa foi est à l'épreuve des offres comme des maux, & qu'on peut faire fondement en son amitié. Il ne reste plus que de chercher les moyens de lui plaire & ajouter les Interêts publics à ceux de son particulier. Monsieur le Maréchal de Turenne ayant été obligé d'aller assiéger la Ville de Trèves, & de prendre des quartiers entre la Moselle & le Rhin, il y a eu impossibilité de le satisfaire sur l'exemption qu'il en demandoit; mais on a mandé à Monsieur de Turenne de tenir les Troupes en telle discipline, que le pays ne soit pas ruiné, & d'exempter de tous logemens & contributions les lieux qui sont du domaine du Prince, qui lui appartiennent en propriété ou engagement, & si de tous les endroits il ne tire pas suffisamment pour son Entretien Sa Majesté n'est pas éloignée de lui envoyer une somme considérable, qu'il se disposera aisément. Trèves pris, de le remettre dans Spire & d'en tirer le Gouverneur & sa Garnison.

A ceux de Mayence & de toutes les autres Places qui confinent avec ses Etats il leur est expressément mandé des'abstenir de faire la Guerre, si ce n'est contre les lieux qui sont occupés par l'Ennemi, & de rendre honneur & respect à ce Prince, les Interêts duquel ont été appuyés à Strasbourg tout ainsi qu'il l'a pu désirer.

Si le Memoire qu'il vous a plu nous envoyer se fût un peu plus expliqué sur la Lettre patente qu'il demande pour confirmer & maintenir un fidei-commis & la fondation d'un Hôpital Philippique, nous aurions consenti ou nous vous aurions mandé ce qui nous en auroit empêché, & lors que nous aurons l'information dont nous avons besoin, la chose sera bien difficile. Si Sa Majesté ne s'y porte, laquelle laisse au jugement du public, comme vous avez fait, d'interpréter si les protestations faites par ce Prince sont valables pour détruire les Actes qu'il a passé pour obtenir sa liberté. La plus commune opinion des Jurisconsultes est que tout ce qui s'est passé *in vinculis* est de nulle force; mais pourtant cette règle a ses exceptions. Si vous avez pénétré qui est celui qu'il destine pour son Successeur, & qu'il fût tel qu'il le croit, il faudroit concourir à son desir, & perpetuer envers cette Couronne l'amitié de cet Electeur & de son Chapitre. La situation de ses Etats qui ont fait autrefois partie de la Gaule les y a disposé de temps en temps, & dans notre siècle nous avons vu que ce Prince a de la magnanimité qui peut être comparée avec celle des anciens.

Si le Pape eût eu la même conduite que la plus grande part de ses Successeurs & qu'il fût demeuré Pere commun, nous n'aurions pas eu sujet de nous plaindre, mais la dissimulation de quelques mauvais traitemens l'ayant convié de les continuer, il n'y a pas eu lieu de les dissimuler davantage. Je voudrois vous pouvoir représenter ce qui a été dit sur ce sujet par Monsieur le Chancelier à Monsieur le Nonce, & comme

il faisoit fort sur les plus essentiels manquemens, sans rien diminuer de ce qu'il falloit dire des autres. Les sujets de nos plaintes vous sont connus, il vous en a été écrit, & cela me sert d'un juste prétexte pour ne m'y étendre pas davantage. Monsieur le Nonce y répondit à tout avec ordre, & si son Action avoit été faite imprevue, elle passeroit pour belle; aussi en est-il resté très-satisfait, blâmant en son cœur ce qu'il défend par la bouche comme Ministre du Pape. Il parla ensuite de la Capitulation de Hulst & se plaignit de ce que l'Exercice public de la Religion n'y est pas conservé aux Catholiques, il passa même à vouloir insinuer que l'Exercice secret leur étoit ôté & toute la liberté aux Ecclesiastiques de demeurer; ce qui fut sur l'heure vérifié être une pure imposture, j'entends au dernier point de son allégué, car pour le premier il est très-véritable, & Monsieur le Prince d'Orange s'en est excusé par un ordre précis & absolu qu'il en avoit de la Province d'Hollande, envers laquelle & envers le Corps de l'Etat il offre son entremise pour faire adoucir cette rigueur. Examinant ces articles, j'ai cru devoir lire ceux des Traitez d'Alliance & ai trouvé qu'ils portent que l'Exercice sera laissé public aux Catholiques aux Villes qu'ils conquerront. Je suis en peine de comprendre ce qui leur donne lieu d'en user autrement, & n'ayant point eu de reversailles sur iceux je suis contraint d'écrire à Monsieur Brasset de me mander s'il n'y en a point qui fût échappé. Sans doute les Imperiaux & les Bavares & autres Deputés des Princes Catholiques en feront grand bruit, auquel vous aurez peine de satisfaire, & que vous ferez néanmoins taire imputant à la fierté & à l'opiniâtreté des Espagnols tous ces malheurs, puisque ne se sentans assez forts pour défendre le leur ne laissent d'éloigner la conclusion du Traité général qui seul peut arrêter le cours de nos prosperitez, & de nos Alliez, desquelles nous sommes touchés de deux differends sentimens puisque le mal que cause leur fortune à la Religion diminue la joye de voir l'Ennemi comme affoibli; & ce qui est le plus fâcheux c'est que vous n'osiez leur confier la secrète pensée de Monsieur le Prince d'Orange, de peur que l'événement, ce lui soit un légitime sujet ou du moins un prétexte de s'en retracter. Vos prudences prendront le parti qui leur sera le meilleur, & selon la confiance qu'ils ont les uns avec les autres vous leur découvrirez ou celerez ce que nous espérons. De la même sorte userez-vous de ce qui a été accordé, en faveur de la Republique de Venise pour le respect de laquelle le Roi consentira à une Trêve sur la Mer Méditerranée pendant la Campagne prochaine, pourvu qu'elle soit acceptée par les Espagnols dans tout le mois prochain & que nous en soyons assurés. Le Roi consent aussi pour la Republique de Venise de payer le trajet de dix Gallions pour joindre à leur Flotte desquelles elle ne stipule que le secret, pour ne donner sujet au Turc de rompre avec nous, ce que nous voulons éviter, & pour conserver les saints Lieux, la destruction entière des Catholiques en son Empire, & la ruine d'un nombre de François qui y ont porté leurs facultez, qu'ils n'en fauroient tirer qu'avec une longueur de temps. Nous ne faisons pas comme les Espagnols, qui publient donner du secours quand ils le réduisent à quatre Galeres mal armées & qu'ils en tirent l'approbation & les vœux du Public. Nous au contraire donnons des assistances réelles, cachant notre zèle; mais il n'est connu que de Dieu pour le service duquel nous l'espérons.

1645.

Le Nonce  
se plaint de  
ce qu'on n'a  
pas conservé  
à Hulst l'ex-  
ercice pu-  
blic de la  
Religion Ca-  
tholique.

On consent  
à une Trêve  
sur la Médi-  
terranée en  
faveur des  
Venitiens.

On veut  
payer aussi le  
trajet de dix  
Gallions se-  
crettement,  
pour que le  
Turc n'en  
ait occasion  
de rompre.

1645.

Il les loué  
d'avoir en-  
voyé une  
somme d'ar-  
gent à Mr. de  
la Thuillerie  
pour les le-  
vées.

La succes-  
sion de Ne-  
vers adjugée  
au Duc de  
Mantoué par  
Arrêt sous  
condition.

l'entreprenons bien volontiers celui que vous avez eu d'envoyer à Monsieur de la Thuillerie une somme de quarante mil Risdalles a été loué; & si je favois les Marchands auxquels il faut faire les payemens, je les solliciterois déjà. Toutes celles qui ont été remises auront été plus fortes qu'il n'en aura eu besoin, ou il aura pris une armée & non des troupes pour le service. Enfin il a été pris Arrêt sur le partage de la succession de Nevers qui est adjugée au Duc de Mantoué payant à Mesdames les Sœurs, deux millions sept cens mil livres, savoir quinze cens mille à la Reine de Pologne & douze cens mille à la Princesse Palatine, & l'Interêt à celle-ci au denier vingt jusques à parfait payement. L'Ambassadeur de cette Altesse qui va vous trouver est attendu en cette Ville, & Monsieur Brasset est trompé ou vous aurez ceux de Messieurs les Etats avant celle-ci que je finirai, ainsi que j'ai accoutumé, par vous assurer que je suis, &c.

Saavedra  
peu informé  
des Loix de  
France.

Que le Pape  
n'avoit pas  
droit de met-  
tre le Roi de  
Navarre à  
l'interdit.

Cette Lettre étoit écrite lorsque la vôtre du huit m'a été rendue; la lisant j'ai trouvé que Mr. Servien s'est bien défendu contre Monsieur Saavedra qui a peu lu nos Histoires, & est peu informé des Loix de la France ancienne, lesquelles, sans demander l'assistance des Bulles des Papes, confisquoient les biens & les corps des Albigeois, pour être tombez dans le crime de l'Hérésie & en celui de la Rebellion au Roi. Jean d'Albret, parce qu'il étoit Catholique & Souverain, ni l'un ni l'autre ne lui pouvoit être objecté & l'adhérance au Roi de France, duquel il étoit Vassal n'étoit pas un crime, qui pût donner lieu de le mettre sous l'Interdit. Ce qu'on peut, à mon sens, recueillir de son discours, c'est qu'il convient que la Paix est nécessaire au Roi d'Espagne & qu'il avoit dessein de penetrer si la menace de rompre l'Assemblée vous pouvoit hâter à vous relâcher d'aucune des conditions dont vous vous êtes ouverts. Le Memoire dont j'ai déjà parlé & qui ne partira point avant Lundi ou Mardi vous portera tout l'éclaircissement de ce qui est à faire sur les trois conditions qui vous sont proposées. L'une certes est celle qu'on doit désirer, & les autres ne se peuvent goûter que lorsqu'on sera desespéré de parvenir au premier bien. Celui qui le pourra affermir est aussi désiré & c'est ce qu'il faut faire pour y parvenir, c'est aussi une partie du Memoire.

## L E T T R E

De Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster ce 11. Novembre 1645.

*Touchant la Négociation de Baviere.  
Ce Prince ne perd point de temps*  
TOM. II. PART. II.

1645.

*pour avancer le Traité de la Paix générale, mais il est mal disposé pour le Traité particulier avec la France. Ils approuvent le voyage du Sr. de Croissi à Constantinople, & en disent les raisons. Le Prince de Transylvanie a bonne volonté de rentrer en guerre. Ils lui envoient un Memoire des questions que le Sr. de Croissi leur propose, & de leurs sentimens sur chaque Article, & lui demandent d'envoyer bientôt les ordres du Roi sur cette affaire. Les Ministres desirent un Saufconduit, ils attendent les Suedois pour les engager d'en faire instance aussi bien qu'eux. Les plaintes de l'Electeur de Trèves les mettent en peine; on a grand sujet de conserver l'affection de cet Electeur. Ils lui donnent avis que les Ambassadeurs de Brandebourg sont en très-mauvaise intelligence avec les Suedois sur le fait de la Pomeranie. Les Imperiaux sont soigneux de fomenter cette division, qui, jointe aux plaintes de l'Electeur de Trèves, feroit que tout le College Electoral seroit contre nous. Ils lui représentent que, s'il est possible sans faire perir l'Armée, il faut la faire sortir des Etats de cet Electeur, ou du moins que les Troupes qu'on y laissera y soient avec son agrément; que pour cet effet son Patrimoine soit entierement exempté, & que le Roi lui donne les 20. mille écus que le Pays lui fournit. Ils lui ont envoyé le Sr. d'Anthoville pour soulager son deplaisir en quelque sorte. Il doit aller ensuite auprès de Mr. de Turenne pour ménager leur commune satisfaction.*

M O N S I E U R,

Pour répondre à votre Dépêche du 28. du passé, nous n'entrerons pas bien avant sur les affaires générales, ni sur la Négociation de Baviere, puisque vous nous faites bientôt esperer un Courier, & qu'il ne s'est rien passé de nouveau, depuis ce que nous vous avons mandé par nos précédentes. Les Lettres qu'il a écrites à Monsieur le Nonce Bagni, nous confirment fort dans l'opinion que nous avions déjà, qu'il ne perd point de temps pour avancer le Traité de la Paix, d'autant qu'il y est porté par son

Touchant  
la Négocia-  
tion de Bavi-  
re. Ce Prince  
ne perd point  
de tems pour  
avancer le  
Traité de la  
Paix générale,  
mais il est  
mal disposé  
pour le Traité  
particulier  
avec la France.

Cc

inte-  
ce

1645.

intérêt, mais que pour le Traité particulier avec la France, il y paroît fort mal disposé, même aujourd'hui que l'armée du Roi, est delà le Rhin.

Ils approuvent le voyage du Sr. de Croissi à Constantinople, & en disent les raisons.

Le Prince de Transylvanie a bonne volonté de rentrer en guerre.

Ils lui envoient un Memoire des questions que le Sr. de Croissi leur propose, & de leurs sentimens sur chaque article, & lui demandent d'envoyer bientôt les ordres du Roi sur cette affaire.

Les Ministres desirant un Saufconduit, ils attendent les Suedois pour les engager d'en faire instance aussi bien qu'eux.

Les plaintes de l'Electeur de Trèves les mettent en peine; on a grand sujet de conserver l'affection de cet Electeur.

Ils lui donnent avis que les Ambassadeurs de Brandebourg sont en très-mauvaise intelligence avec les Suedois sur le sujet de la Pomeranie.

Les Imperiaux sont soigneux de fonder cette division, qui, jointe aux plaintes de l'Electeur de Trèves, feroit que tout le College Electoral seroit contre nous.

Quant au voyage du Sr. de Croissi dont vous nous parlez, nous croyons, quand vous aurez vu ses Depêches, que vous jugerez qu'aimant le public, & le service du Roi il ne pouvoit faire autrement que d'aller à Constantinople, vu que, non seulement par ces Lettres, & celles du Sieur d'Avaugour, mais aussi par celles de Monsieur de la Haye, & par les Témoignages des Suedois; il appert clairement que le Prince de Transylvanie ne s'est porté à faire la Paix que par les ordres exprès & reiterez de la Porte, jusques là même que les Troupes du Turc s'assembloient sur les frontieres pour le faire obéir. Vous jugerez d'ailleurs que ce Prince a bonne volonté de rentrer en guerre, puisque, pour en obtenir une nouvelle permission, il offre d'y contribuer une bonne somme d'argent, lui qui est avare comme vous savez.

Nous envoyons ci-joint un Memoire des questions, & difficultés que le Sieur de Croissi nous propose, & de nos sentimens sur chaque Article. L'on formera sur le tout telle résolution qu'il sera jugé à propos; nous vous supplions seulement d'envoyer bientôt les ordres du Roi sur cette affaire auxdits Sieurs de la Haye, & de Croissi, & de nous en faire avoir une copie, afin que nous nous réglions sur ce qui aura été ajouté, ou diminué.

Les Ministres nous ont fait ici la même instance, qu'ils ont fait par delà pour le Saufconduit qu'ils desirerent; nous n'attendons que la venue des Ambassadeurs de Suede, pour en concerter avec eux, & les obliger, s'il est possible, d'en faire instance aussi bien que nous. Nous sommes bien de votre avis que cela ne produira qu'un refus, & nous pouvons dire encore que les grandes instances qu'ils font n'est pas qu'ils soient prêts, mais pour nous y engager davantage: en tout cas nous jugeons que cet office, quelque succès qu'il puisse avoir, est bienfaisant dans la bouche des Ministres de France.

Nous avons reçu de grandes plaintes de la part de Monsieur l'Electeur de Trèves, & n'étoit qu'il nous a envoyé la copie des Lettres qu'il a écrites, nous vous enverrions de celles, que nous avons reçues de lui. Cette affaire nous met en grande peine, car comme d'un côté le salut, & la conservation de l'armée du Roi est préférable à toutes choses, il faut avouer de l'autre, que Sa Majesté a grand intérêt de conserver l'affection de cet Electeur, & de prévenir les mauvais effets que produiront ses plaintes dans cette Assemblée, si elles vont jusques au point où son esprit est capable de les pousser.

Nous avons sur ce sujet à vous donner avis, que les Ambassadeurs de Brandebourg sont aujourd'hui en fort mauvaise intelligence avec ceux de Suede, & dans une espede de rupture sur le fait de la Pomeranie, le Comte de Wirghenstein déclarant hautement par tout, que son Maître ne souffrira jamais le demembrement de cette Province, & que plusieurs Princes, & Etats de l'Empire s'intéresseront avec lui. Vous pouvez juger comme les Imperiaux sont soigneux de fonder cette division, & combien utilement ils s'en pourront servir parmi les Etats de l'Empire, contre la satisfaction prétendue par les Couronnes, s'il arrive en même tems que l'Archevêque de Trèves fasse éclater son mécontentement à l'encontre de nous. De cette

forte nous sommes assurés d'avoir tout le College Electoral contre nous, au lieu que jusques ici nous y avons trouvé de l'appui, pour défendre les intérêts de la France, & ceux de ses Alliez. Cela nous oblige de vous représenter que s'il est humainement possible, sans faire périr l'Armée, de lui donner d'autres quartiers que dans les Etats dudit Sieur Electeur, on doit tâcher de le faire, ou du moins que les Troupes qu'on sera obligé d'y laisser y puissent être avec son agrément dans les conditions favorables qu'on sera avec lui, & toujours, quoi que l'on fasse, que Merlich, & Donatrel & les autres Terres de son patrimoine soient pleinement exemptées, & que les vingt mille Rixdales que le Pais lui fournit pour son entretien, ne pouvant lui être payées, le Roi porte cette charge, & lui en fasse donner ici présentement une demie année. Cependant, pour lui témoigner qu'on ne l'abandonne pas, & soulager en quelque forte son déplaisir, nous avons crû nécessaire de lui renvoyer le Sieur d'Anthoville, avec ordre d'aller ensuite trouver Monsieur le Maréchal de Turenne, pour y ménager, autant qu'il se pourra, leur commune satisfaction.

C'est, Monsieur, ce que nous avons de plus important à vous faire savoir, attendant que par le Courier qui doit venir, nous soyons instruits des volontés & intention de la Reine. Cependant faites-nous la faveur de croire que nous sommes &c.

1645.

Ils lui représentent que s'il est possible sans faire périr l'Armée, il faut la faire sortir des Etats de cet Electeur, ou du moins que les Troupes qu'on y laissera y soient avec son agrément, que pour cet effet son Patrimoine soit entièrement exempté, & que le Roi lui donne les 20. mille écus que le Pays lui fournit. Ils lui ont envoyé le Sr. d'Anthoville pour soulager son déplaisir en quelque forte. Il doit aller ensuite auprès de Mr. de Turenne pour ménager leur commune satisfaction.

## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris l'onzième de Novembre 1645.

*On leur envoie un Memoire pour servir d'Instruction. Le zele du Roi pour la Paix. Raisons de ce zele. Les Espagnols y devoient consentir. Ou pour le moins à une Trêve de longue durée. Touchant le ceremoniel. On loue leur conduite à l'égard du Palatin. Touchant la Landgrave. Les Imperiaux demandent une Trêve. Affaire du Duc de Baviere, soins pour l'armée d'Allemagne. On leur laisse la liberté touchant la conduite à tenir avec l'Electeur de Mayen-*



1645.

*Mayence. Fermeté des Hollandois & du Prince d'Orange contre les propositions particulieres des Espagnols. On assistera l'Electeur de Trêves. Affaire des Barberins. Prise de Hulst.*

MONSEIGNEUR &amp; MESSIEURS,

On leur envoie un Memoire pour servir d'Instruction.

**B**ien que je vous envoie un Memoire qui doit être attaché à votre Instruction comme en faisant part, je ne lairai de faire réponse à votre Lettre du 28. du passé. Je m'en pourrois dispenser & c'est le sens de ce Proeme, puisque le sujet qui vous tient par delà étant pour y conclure la Paix, quand il vous est prescrit ce que vous avez à demander & ce dont vous vous pouvez relâcher, toute autre chose est inutile. Néanmoins je ne puis point prendre parti, sachant que les propositions que vous avez à faire veulent du tems pour être résolues, & que pendant celui-là vous auriez peine de n'être pas informez de plusieurs particularitez qui peuvent même aider à votre conduite.

Le zele du Roi pour la Paix.

Avant que de les deduire je ne puis m'empêcher de vous prier de considerer le zele de Sa Majesté au bien de la Paix & par combien de differens expediens elle peut se contenter, se relâchant volontiers des premiers & meilleurs & se contentant des moindres, afin que le Public trouve son repos & que celui dont la Chrétienté jouira fasse apprehender au Turc la continuation de la Guerre & que la crainte d'être assailli par tous lui fasse se desister d'attaquer l'un de ces Potentats & que l'union qui sera entre tant de Couronnes puisse aussi servir à maintenir celle d'Angleterre qui se voit ébranlée & par un exemple très-mauvais qu'un Etat Royal puisse devenir un Etat populaire.

Raisons de ce zele.

Si les Espagnols sont tant soit peu touchez des maux que souffre l'Europe & de ceux même qu'ils ressentent, cette Paix si désirée sera bientôt conclue, ou du moins une Trêve à longues années, pendant laquelle il sera aisé de prendre des expediens que presentement on rejette, parce que la haine, la rage & le ressentiment sont les Conseillers predominans & qu'alors la Raison, la Justice & la crainte même de tomber dans les premiers maux, dont la memoire ne sera pas perdue, seront ceux qui seront suivis. Enfin que peut-on désirer de la France qui veut la Paix, qui s'accommode à une Trêve & qui, dans l'un & dans l'autre de ces partis, se contente non seulement de perdre l'esperance de s'agrandir, mais se contente de garder bien moins qu'elle a droit de demander, & qui en l'un de ces cas veut bien contribuer à la subsistance de l'un de ses Alliez, afin de l'induire d'y entendre, & qui déjà se va constituer dans de continuelles depenses si l'un d'eux est forcé de rentrer dans la guerre, la Trêve expirée que seul il desire à cause que sans la Paix mille & mille inconveniens peuvent causer la perte de leur Etat & de leur liberté. Cela soit dit à la gloire de Sa Majesté & de ceux qui ont eu part à lui faire prendre de si saintes resolutions & étant tems de se prevaloir de celui qui reste avant le partement de l'Ordinaire. J'entre en matiere & selon l'ordre de votre Lettre j'y ferai réponse.

Les Espagnols y devroient consentir.

Ou pour le moins à une Trêve de longue durée.

Touchant le Ceremoniel.

Elle commence par nous informer que vous avez rendu la visite aux Commissaires Imperiaux, quoi qu'ils eussent rendu la premiere visite

TOM. II. PART. II.

1645.

aux Plenipotentiaires d'Espagne, & qu'avec beaucoup d'adresse vous leur avez laissé entendre que c'étoit cette difficulté seule qui avoit interrompu vos Conférences & vos visites, & que vous aviez fait cela afin de ne point vous priver de l'avantage qui étoit à prendre lors de l'arrivée du Comte de Trautmansdorff, lequel se pouvant souvent trouver avec les Suedois auroit pu les disposer à diverses choses qu'il est bon d'empêcher & que c'eût été un notable defavantage de se priver d'entrer en conference avec lui; ce qui eût été infaillible si vous n'eussiez couvert la faute, selon nous, qui avoit été commise par les Imperiaux, visitans le Comte de Peñeranda avant que d'avoir été chez Monsieur le Duc de Longueville puisqu'il ne s'étoit rendu à Munster que depuis son Altesse.

Avant que d'entrer en un autre point je dois vous dire que l'Ambassadeur de Venise m'a fait entendre que Contarini avoit blâmé le Comte de Nassau d'avoir affecté de parler & sans donner titre, lui ayant remontré que son Colleague parlant pour les deux l'ayant fait, il devoit lui en avoir donné l'exemple adroitement. Il m'a voulu insinuer que le dit Contarini n'attend que cela pour suivre l'exemple établi, sans néanmoins me le promettre, ou faisant entendre qu'il n'a pas l'ordre. Je lui ai répondu fortement & franchement ce que je devois, qui m'étois oublié de vous dire que votre maniere d'agir avoit été approuvée comme aussi la retenue, & la fermeté avec laquelle vous aviez répondu à ce qu'ils avoient avancé au sujet de la Maison Palatine. Car quand ils publieroient votre réponse, ceux de cette Maison & le Duc de Baviere en demeureront obligés, étant certain que la Paix ne sauroit être assurée que le differend qui est entre ces Maisons ne soit assoupi & qui a duré depuis tant d'années qu'il se peut dire que c'est un des premiers sujets de la Guerre que nous avons présentement.

On loue leur conduite à l'égard du Palatin.

Ils ont rejeté les interêts de Madame la Landgrave non tant à mon sens pour la haine comme pour prendre prétexte de parler de ceux du Duc de Lorraine; mais que prudemment vous leur avez rejeté, & détruisant une opinion qui peut être douteuse, savoir si les choses jugées peuvent entrer de nouveau en Traité, & faisant connoître la disparité de ces Princes, de leurs interêts & des Couronnes de France & Imperiale, l'une ayant autant de justice d'empêcher que son droit sur la Lorraine soit mis en question, que l'autre en auroit pu desister sur leur premiere maxime.

Touchant la Landgrave.

J'ai remarqué que vous tranchez pour Marburg, ce qui m'a fait juger que vous doutez sur ses autres intentions; ce qui sera bon que vous expliquiez afin que, quand ses Ministres nous en parleront, ils trouvent nos réponses toutes conformes. Puisqu'ils n'ont pas trop insisté qu'il ne nous devoit point être imputé fait du dédommagement pour les pertes souffertes & qu'ils n'ont parié que legerement des prétentions qu'ils ont sur les trois Evêchez, il y a lieu d'assentir à votre jugement & de croire qu'il passe pour établi qu'il faut laisser quelque chose à la France & à la Suede; le plus & le moins c'est ce qui reste en question & à cela par le susdit Memoire Sa Majesté s'explique si nettement de ses intentions qu'il n'y a plus lieu d'en parler. Qu'ils donnent les mains pour laisser à ceux des Protestans les biens Ecclesiastiques qu'ils possèdent, cela ne m'a pas surpris; c'est l'ordinaire de ceux de sa Maison, & de celle-ci de faire les Catholiques zelez, mais d'abandonner aisément les biens de l'Eglise, quand il s'agit de leurs interêts. Le

Cc 2

Traité

1645. Traité de Prague pourroit être mis en avant pour justifier ce que je dis, lesquels mêmes ils sont résolus d'étendre parlant de soixante ans, au lieu que dans celui-là le terme étoit moindre, si ma Memoire ne me trompe, à laquelle j'aime mieux me fier que feuilleter mes papiers. C'est une chose à quoi il falloit se préparer & il sera de vos prudences de si bien établir cette condition & si nettement, que le tems révolu il n'y ait point de difficulté à la restitution, ou que celle qu'on y apportera ne soit point le sujet d'une nouvelle Guerre.

Les Impériaux demandent une nouvelle Trêve.

Nous attendons ce que vous nous promettez sur les propositions délivrées par les Impériaux, qui font sonner bien haut un consentement donné à une Trêve, comme si celle qu'ils disent de vouloir consentir en étoit une longue, au lieu qu'elle ne peut être entendue devoir durer que pendant que l'on traitera; ayant en outre diverses restrictions comme engagement, toutes affaires postposées, de vacquer à celles du Traité.

Affaire du Duc de Bavière.

Sur ce qui regarde Bavière, permettez-moi de vous demander que vous ayez à vous expliquer, ou de vous dire que vous n'avez pas pris le sentiment du Conseil. Vous proposez bien divers partis pour l'Electorat, mais tous en assurent le titre, le rang & la dignité à Bavière, qu'on souhaiteroit bien être seul de sa Maison, afin de ne point accroître le nombre. Mais si les Suedois appuiant le Palatin n'y veulent consentir ou entrer en ouverture d'en créer un huitième, il n'est pas décidé si ce sera le Palatin ou Bavière, qui fera celui-là. Ainsi on croit que vous avez pouvoir d'assurer Bavière que Sa Majesté l'aidera & protégera à défendre & à conserver ce titre, pourvu que de son côté il appuie nos intérêts, selon qu'il est plus au long porté par le dit Memoire, auquel on vous remet, ayant été dressé après un examen de ce qui est à faire.

Soins pour l'Armée d'Allemagne.

On juge qu'il faut fortifier l'Armée d'Allemagne, & ne pas perdre la commodité d'avoir des troupes qui seront licentiées en Allemagne, & Hollande. On se résoud de les faire passer à Calais ou servir dans les Garnisons de Picardie & d'Arthois, & au printems de les faire passer en Allemagne où l'on espère d'être fortifié des levées en Dannemarck, que Monsieur de la Thuillerie aura prises en service, auquel on a fait remettre une somme de vingt-quatre mille Risdalles à Hambourg, pour y employer, & qui en a une plus forte à Dantzic, de laquelle il pourra se servir, ainsi que je vous ai aussi mandé, & j'espère faire remettre à Cassel celle qu'il conviendra pour le Comte de Nassau, auquel on consentira de faire une levée de chevaux, comme vous avez accordé à Benninghauffen, pourvu qu'il en fasse une d'Infanterie de pareil nombre & sous les mêmes conditions.

On leur laisse la liberté touchant la conduite à tenir avec l'Electeur de Mayence.

Ce qui regarde la conduite qu'il faudra tenir avec l'Electeur de Mayence est remis à votre jugement, & Monsieur le Vicomte de Courval & Monsieur de Vautorte auront, comme ils ont déjà eu, les ordres de la Cour de se conformer aux vôtres. Il a été verifié que quelques Chanoines mal affectionnez & un Secrétaire de cet Electeur, en Langue Italienne, nommé Octavian, avoient imposé diverses choses, au dit Vicomte, & depuis ce tems-là je n'ai point ouï parler de lui, mais le Baron de Reuschemberg, Neveu du dit Electeur, continue toujours dans le desir de servir & est dans l'état de donner des preuves de son affection à cette Couronne.

Fermeté des Hollandais & du Prince d'Orange contre les propositions particulières des Espagnols.

Pour les Traitez particuliers poursuivis avec beaucoup de chaleur par les Espagnols envers Messieurs les Etats, & Monsieur le Prince d'O-

range, nous avons tout sujet de nous louer de la netteté de leur procédé. Un Capucin a écrit à cette Altesse, & est entré à lui offrir des Etats pour son particulier, ce qu'il a rejeté, & parlant bien, en répondant à sa Lettre, de ce qu'il falloit faire pour pacifier les Princes, a déclaré que c'est à Munster où cela se doit ajuster. Comme il a usé de grande confiance, envoyant le double de sa Lettre avant que de l'avoir fait voir aux Provinces, & qu'il peut desirer que pour un tems cela demeure dedans le secret, il vous plaira de le lui garder.

1645.

Ce que vous avez mandé de l'Electeur de Trêves a aidé à faire prendre une bonne résolution à son avantage, qui sera de l'assister, si la nécessité du service oblige nos troupes de prendre leurs quartiers entre le Rhin & la Moselle, & bien que cela se pût excuser sur ce que les Pais sont occupez par les Espagnols, néanmoins on pourra passer à lui faire grace. Le même Monsieur de Vautorte, dont j'ai ci-dessus parlé, a eu commandement de l'aller trouver; je ne doute point qu'il n'ait observé ce que je lui ai mandé d'essayer de favoriser ce que le Gentilhomme que vous y avez envoyé aura négocié avec lui, afin de confirmer ce qui aura été avancé par celui-là duquel vous nous faites savoir le retour & les bonnes dispositions de cet Electeur, sans entrer en aucune particularité, ce qu'il vous plaira de faire par la première Dépêche, & ce que l'on pressé de vous ouvrir provient de l'estime que l'on fait de vos personnes & suffisances.

On assiste l'Electeur de Trêves.

Reste à parler du Pape, lequel a dépêché un Courier extraordinaire pour faire savoir à son Nonce, qu'il croit que la France prenant la protection des Barberins, qui s'en sont déclarés ferviteurs ayant mis les armes de la Couronne sur les portes de leurs Palais, ne voudra pas protéger le Cardinal Antoine, lequel a encouru les censures & peines de droit pour s'être absenté de Rome, sans en avoir eu la permission. Il n'a pas été difficile de répondre; la Bulle qu'on cote sert d'excuse à l'accusé & la juste crainte qu'il a eue d'être arrêté ne peut être rejetée. Le peu de démonstration qu'il a fait contre le Cardinal de Valence, tombé dans la même faute, lui a été aussi représentée. La force qu'il a voulu faire sur cet accident en a donné pour lui reprocher sa conduite, & sans qu'une légère indisposition de gravelle ou de bile dont Monsieur le Duc d'Orléans a été attaqué, Monsieur le Nonce eût été mandé dès avant hier & eût su les intentions de la Reine; ce qui a été remis à Lundi par cette seule considération. Entrez en la votre, on ne voudra pas lui lever la Médiation, ou, à mieux parler, à son Ministre, & pour n'y avoir que peu ou point de peril qu'elle lui demeure que pour ne donner lieu aux Ennemis de publier que nous recherchons ce prétexte pour interrompre le cours de la Négociation, dans laquelle même il y a lieu d'espérer que Chigi vous sera favorable. Et la déclaration qu'il a faite d'être serviteur de la Maison Barberine, en conseillant de la recevoir en France, ainsi que vous nous avez mandé par votre précédente, me paroît une déclaration formelle qu'il est serviteur de cette Couronne, & qu'il n'a nulle liaison particulière avec le Pape, envers lequel pourtant il conservera les apparences, & ce avec raison, puisque son avancement & sa fortune sont en ses mains.

Affaire des Barberins.

J'ajoute que, par les Lettres de Calais, le Resident de Messieurs les Etats nous a avertis de la reddition de Hulst, & que le cinquième la Garnison en étoit sortie. C'est une merveilleuse

Prise de Hulst.

con-

1645.

conquête & par foi & plus grande encore dans la saison, qu'elle a été faite. Comme nous y avons bonne part, nous la considérons encore avec plus de plaisir, étant en esperance que l'exercice de la Religion Catholique sera maintenu. C'est l'endroit auquel je finis, & après vous avoir assuré que je serai toute ma vie &c.

Vous n'avez point par cet Ordinaire de Memoire du Roi, parceque l'on a résolu de vous dépêcher un Extraordinaire dedans trois ou quatre jours.



## E C R I T

Communiqué à Monsieur

L'AMBASSADEUR

DE VENISE

Qui est près

DU ROY.

Le 15. Novembre 1645.

*On promet d'assister la République contre les Turcs, avec une somme considerable d'argent, afin d'équiper dix Vaisseaux. Comme aussi des gens de Guerre & des Matelots. La France soupire après la Paix. Elle accordera aux Espagnols une Trêve d'un an sur la Méditerranée afin qu'ils puissent assister la République. On attendra la réponse d'Espagne jusques à la fin de Decembre. Sur le traitement d'Altesse au Duc de Longueville. Affaire des Barberins.*

On promet d'assister la République contre les Turcs,

Avec une somme considerable d'argent,

Afin d'équiper dix Vaisseaux.

LA Reine voit avec tant de peine les Etats de la Serenissime République de Venise attaqués par l'ennemi de la Chrétienté, que Sa Majesté méditant continuellement les moïens de s'opposer à ses efforts, & de donner, dans cette présente nécessité à la République, des marques de son affection autant que l'état présent des affaires de ce Royaume, qui a tant de Guerres à soutenir, le peut permettre, Sa Majesté a résolu, avec l'avis de son Altesse Royale, & de Monsieur le Prince,

Premierement de l'assister d'une somme d'argent considerable, qu'elle a déjà donné ordre au Surintendant de ses finances de travailler à trouver.

Et afin que ce secours lui soit plus utile elle avoit même songé, la République n'ageant, de

l'employer à faire équiper dix bons Vaisseaux en Hollande, que Sa Majesté elle-même se chargeroit de faire apprêter avec toute la diligence possible, & partir d'Amsterdam pour se rendre au lieu qui seroit ordonné par la République, payés pour quatre mois par avance, avec la précaution néanmoins que le nom de Sa Majesté ne paroît point, que l'on se serviroit sur les lieux de quelqu'un des Ministres de la République pour ôter aux ennemis de cette Couronne, le moien de profiter à la Porte, à notre prejudice, de cette résolution.

Par la supputation que l'on a faite, les fraix d'un pareil armement, avec toute l'épargne possible, iroit à huit cens mille Livres ou environ, & en attendant d'en savoir la volonté de la République, si Monsieur l'Ambassadeur le trouve à propos, on écrira par avance aux Hollandois, afin qu'on commence d'y travailler.

Et si on a besoin de plus grand nombre de gens de Guerre, que ceux qu'on a levés, comme aussi de Marelots, Sa Majesté le permettra dans son Royaume en des lieux qu'elle prescrira, afin que la République puisse savoir son intention, sans préjudicier que peu aux levées de Sa Majesté.

Ces assistances du Roi ne sont conformes ni à la grandeur ni à l'affection, que Sa Majesté a pour la République; mais à bien considérer les conjonctures présentes que la France est obligée de soutenir seule tant d'excessives dépenses, l'on croit que la République reconnoitra par cette petite demonstration ce qu'elle pourroit attendre de grand de cette Couronne, si par quelque moien l'état de ses affaires le pouvoit permettre.

La France ne fut jamais en plus de droit qu'aujourd'hui, de prendre pour la conclusion de la Paix toutes sortes de conditions avantageuses. Nos ennemis ne desavoueront pas eux-mêmes qu'ils ne sont point en état, de reparer leurs pertes par la continuation de la Guerre, mais qu'ils ont plutôt sujet d'en apprehender toujours de plus grandes. Néanmoins Sa Majesté continue toujours plus que jamais dans les bonnes dispositions qu'il a fait paroître pour la Paix, & on assure que Monsieur Contarini touchera bien au doigt, si tant est que les ennemis parlent tout de bon, combien la nécessité qu'a la République, de voir l'union des Princes Chrétiens pour repousser le Turc, est un puissant motif sur Sa Majesté pour l'obliger à apporter la facilité possible à un accommodement, sans s'arrêter à vouloir tirer toute l'utilité, qu'elle pourroit du mauvais état où sont les ennemis.

Que si la colere de Dieu n'étant pas apaisée la Chrétienté doit encore être châtiée par la durée de la Guerre, afin qu'encore en ce cas, outre l'assistance susdite, la République reçoive quelquel'autre effet de la passion que la France a pour ce qui la regarde, leurs Majestez, quelque facilité qu'elles ayent d'employer les forces Maritimes de ce Royaume, avec assurance de bonne issue, en tant d'entreprises différentes, qui se peuvent former sur la Mer Méditerranée, ce qui est assez connu de tout le monde, tomberont d'accord de faire une Trêve, sur la dite Mer, pour toute la Campagne prochaine, afin que l'armée d'Espagne puisse assister la Serenissime République, sans crainte que la nôtre inquiette ses Etats, ou profite en aucune façon de son éloignement; en quoi, outre le merite que le Roi d'Espagne aura d'avoir puissamment secouru la République, il a notable intérêt en son particulier pour s'opposer aux efforts

1645.

Comme aussi des gens de Guerre & des Matelots.

La France soupire après la Paix.

Elle accordera aux Espagnols une Trêve d'un an sur la Méditerranée afin qu'ils puissent assister la République.

1645. forts du Turc, étant constant que malaisément le pourra-t-on empêcher, si le Royaume de Candie venoit à se perdre, de faire tous les progrès qu'il voudra dans ceux de Naples & de Sicile.

On attendra la réponse d'Espagne jusques à la fin de Decembre.

Le Roi néanmoins desire avoir réponse d'Espagne dans tout le mois de Decembre, passé lequel, si elle n'est pas arrivée, Sa Majesté ne se tient plus obligée à la dite Trêve, étant bien juste que dans ce tems-là elle sache leur résolution, pour prendre les mesures de ce qu'elle aura à faire, puisqu'autrement, sans aucun fruit pour la République, le Roi se feroit beaucoup de préjudice.

On prie que tout ce que dessus soit extrêmement secret, Sa Majesté ne regardant qu'à la substance des choses, & non pas aux apparences ni aux applaudissemens du peuple, la différence entre nous & nos ennemis étant que nous devrions faire beaucoup, & qu'il fût peu su, & que les Espagnols font peu avec beaucoup de pompe & d'ostentation, puisque le grand état qu'ils firent dernièrement de donner les Galeres de tout leur Royaume, pour secourir la dite République, a abouti au nombre de quatre mal armées.

Sur le traitement d'Altesse au Duc de Longueville.

Sa Majesté ne peut croire qu'il se trouve plus de difficulté au traitement d'Altesse, pour Monsieur de Longueville par les Ministres de la République, puisqu'outre ceux de Suede, ceux des Electeurs & de tous les autres Princes de l'Assemblée, les Plenipotentiaires de l'Empereur, qui auroient moins de sujet de lui être favorables, viennent de reconnoître que ce titre lui étoit dû & l'en ont traité. Autrement Sa Majesté auroit juste occasion de croire qu'on ne lui refuse une chose qui lui appartient de droit, que parcequ'il est François, & qu'il est le Chef de son Ambassade & de ses Plenipotentiaires, dont elle auroit sujet de ressentiment très-grand; c'est pourquoi elle prie la République d'y avoir tel égard que de besoin.

Affaire des Barberins.

Le Roi ayant rendu sa bonne affection, & accordé sa protection à Messieurs les Barberins, qui se font déclarer ferviteurs de cette Couronne. Sa Majesté prie la République de les considérer dorenavant comme tels, & comme Sa Majesté croit qu'elle leur a refusé la jouissance des Bénéfices dans son Etat, seulement à cause que la France étoit mal satisfaite d'eux, elle se promet que, la cause étant cessée, ils leur accorderont maintenant cette grace, tant en vertu des articles de la Paix d'Italie, conclue par l'entremise de Sa Majesté, qu'à sa considération & priere.

1645.

## DISCOURS

Fait de la part

DU ROI,

par Monsieur le

CHANCELIER

à Monsieur le

NONCE BAGNI.

*Touchant la conduite du Pape & l'affaire des Barberins. Par rapport aux affaires de Catalogne & de Portugal. Plainte sur un prétendu assassinat. Sur le voyage de l'Abbé de la Riviere. Conduite de la France.*

LE Roi, de l'avis de la Reine Regente sa Mere, m'a donné ordre de vous dire,

Que leurs Majestez ont peine à comprendre par quel motif le Pape s'adresse avec tant de confiance à elles & à tous leurs Ministres, pour les obliger, contre l'honneur & l'intérêt de cette Couronne, de donner les mains à l'oppression d'une Maison qu'elles ont honorée de leur protection Royale, & à qui on ne peut imputer raisonnablement aucune faute envers le Saint Siege; pendant que d'ailleurs sa Sainteté fait en toutes occasions paroître son aversion pour la France, & que l'affection que leurs Majestez avoient témoignée pour sa Maison, pour sa personne & pour sa gloire n'a trouvé pour toute correspondance, qu'une entière partialité pour leurs ennemis, & tant de mauvais traitemens qu'aucun autre Prince, bien inferieur à elles, n'auroit jamais eu la patience de les supporter, notamment ayant en main tant de voyes pour s'en ressentir, sans manquer au respect & à la devotion qui est hereditaire en elles envers le saint Siege Apostolique.

Le monde a vu avec quelle cordialité, notwithstanding toutes les choses qui s'étoient passées, leurs Majestez, dès le commencement de ce Pontificat-ci, allerent au devant de tout ce qui pouvoit plaire à sa Sainteté, pour établir entre elles une affection reciproque, & cela d'autant plus genereusement que l'état florissant des affaires de ce Royaume, & d'autres considerations rendoient moins nécessaires les recherches qu'elles en firent.

Cependant, dans le tems même où les Papes les

Touchant la conduite du Pape & l'affaire des Barberins.



1645.

les plus austeres ont accoutumé de prodiguer les graces aux Princes, la France a éprouvé une suite continuelle d'actions desobligeantes, & qui marquoient le peu d'affection qu'elle a pour les intérêts de cette Couronne.

Il seroit superflu que je m'étendisse sur le détail de cette matiere avec vous, Monsieur, qui vous êtes si souvent appliqué inutilement à chercher des prétextes pour faire approuver la conduite de votre Maître. Chacun a pu voir si la France a demandé aucune grace qui ne lui ait été refusée, & si les ennemis n'en ont pas obtenu au delà même de leur instance, & de leur pouvoir.

On a vu dans ce Pontificat les Espagnols agir dans Rome, comme dans leur Thrône, & avec la même hauteur qu'ils auroient pu faire dans Madrid, tous leurs Partisans environner la Sainteté, & être élevés aux Dignitez & aux Charges, lorsque les serviteurs de la France ont été tous reculez & deprimez & que le nom seul en étoit odieux.

On a vu combien peu la justice a été considérée quand elle a été appuyée par leurs Majestez, & l'égard qu'on a eu de cette Couronne dans les affaires de Catalogne & de Portugal, dans les Mariages & dans les Promotions.

Quand je dis Promotions, j'entens de les avoir vu composées de sujets évidemment reconnus pour Espagnols, & non pas de parler du refus que la Sainteté a fait aux recommandations de la Reine, d'y comprendre Monsieur l'Archevêque d'Aix. Il est vrai que Sa Majesté a voit cru de flatter le Pape, en lui fournissant un moien si facile de l'obliger, & toute la France. Mais comme elle en a cent autres en main, de témoigner à Monsieur le Cardinal Mazarin, en la personne de ses proches, la gratitude qu'elle conserve des recommandables services qu'il rend à cet Etat, par des biens & des honneurs plus durables dans une Maison que n'est le Cardinalat, elle s'en est peu mise en peine, & à la vérité il est aisé à juger de la bonté & de la grandeur de leurs Majestez que si le dit Sicur Cardinal même, par une moderation non commune, ne s'y opposoit vivement, ses parens que chacun voit vivre à Rome, comme ils faisoient auparavant, n'ayant que le seul bruit sans effet, du grand rang qu'il tient en ce Royaume, seroient en état, il y a longtems, de ne pas porter envie à aucune des principales de ce Pais-là pour les dignitez ni pour les richesses qu'elles lui auroient abondamment départi avec l'applaudissement de tous leurs peuples, & le Cardinalat nommément de Monsieur l'Archevêque d'Aix son frere, s'il y eût voulu donner les mains, auroit été dès lors assuré, par la nomination que Sa Majesté en a souvent voulu faire au Pape, non moins pour contenter sa propre inclination, que pour complaire à Monsieur le Duc d'Orleans, & à Monsieur le Prince qui l'en ont diverses fois très-insamment supplié.

Le Chrétienté voit avec étonnement, & il se peut dire avec scandale, que dans Rome, où reside le Sacré College des Cardinaux, le Pape, qui est leur protecteur naturel, éloigne le châtiment d'un des principaux complices de la noire entreprise formée pour assassiner un Cardinal, principal Ministre de Sa Majesté & qui sert si utilement l'Etat, que la Sainteté qui devroit elle-même en poursuivre la punition, par toutes voyes, refuse, aux pressantes instances de Sa Majesté, de lui remettre son Sujet Domestique, personne qui lui est inconnuë & sans aveu, coupable des plus lâches attentats qui

puissent tomber dans l'esprit des hommes, & que cela se passe dans un tems où divers Princes remettent tous les jours au Pape, des personnes accusées de crimes ordinaires, quoique non Sujets de sa Sainteté. Veritablement, si tout le monde s'en étonne aujourd'hui, la posterité ne le pourra croire & c'est un exemple qui ne donnera pas grand sujet aux Princes, & aux particuliers de respecter la Dignité de Cardinal, puisqu'elle-même la traite de la sorte.

Le voyage du Prêtre Herfent que l'on obligea de sortir de Rome, à l'entrée de la Canicule, pour venir en ce Royaume, avec les commissions dont il a reconnu avoir été chargé par sa Sainteté, est une chose si étrange & si surprenante, la voyant partie d'un Pere commun, que la discrétion n'oblige d'en taire les circonstances, la prodigalité que sa Sainteté a voulu faire des graces que les Papes tiennent si cheres, les précautions que l'on avoit prises pour empêcher que diverses personnes, & la Reine même ne put avoir connoissance de cette Négociation que par le contrecoup qu'elle devoit produire, ont fait assez connoître, quelles fins étoient cachées sous le beau manteau de la Paix, & combien sa Sainteté aime l'union de la Maison Royale. Et à la vérité ce n'étoit pas sans fondement que les Espagnols publient en ce tems-là qu'il devoit éclater un grand coup en France, & que l'on y verroit bientôt la Cour en desunion, & toute partialité; mais il semble que Dieu, qui prend une visible protection de cette Couronne, & lui continue en tout ses saintes benedictions, n'ait permis cette Négociation, que pour faire éclater davantage, par le succès qu'elle a eu, l'union de la Maison Royale, & de tromper pour l'avenir tous ceux qui croiroient, la rompre ou en diminuer la bonne intelligence.

Le Roi est assuré que le Pape en soi-même connoît bien que toutes nos plaintes sont justes, & Sa Majesté est très-certaine que les Princes d'Italie, qui ont plus de passion pour le bien public, & plus d'intérêt à la bonne correspondance entre le Saint Siege, & cette Couronne, voire ceux qui sont les plus confidens à sa Sainteté, & plus attachés à elle d'affection, lui ont conseillé de tenir une autre conduite; & que sa Sainteté prenne la peine de leur en demander encore aujourd'hui leurs sentimens, ils lui diront assurément que ce n'est pas de cette sorte que la France doit être traitée.

Elle n'a pas laissé avec tout cela de continuer à dissimuler, afin que sa devotion envers le Saint Siege soutenant de si rudes épreuves en éclatât davantage, Sa Majesté ne jugeant pas que personne pût attribuer cette patience au peu de moien qu'elle a de se ressentir, ni à foiblesse, dans un tems où tout le monde voit combien sa puissance est considérée de ses Ennemis.

Mais parmi tant de mauvais traitemens, que le Pape ait encore recours à Sa Majesté, & attende d'elle qu'elle abandonne & sacrifie une Maison, laquelle a recherché passionnément ses bonnes graces, & à qui Sa Majesté les a accordées avec sa protection, c'est une chose si extraordinaire & si opposée à l'honneur & aux sentimens de Sa dite Majesté, qu'elle tient injurieuse la pensée seule que l'on a eue à Rome.

Monsieur le Cardinal Antoine, ayant reçu diverses marques bien visibles de l'aversion & de l'indignation de sa Sainteté, en sa personne & en celle de ses serviteurs, sort de Rome après avoir été assuré par les Ministres du Roi, que

1645.

Sur le voyage de l'Abbé de la Rivière.

Conduite de la France.

Par rapport aux affaires de Catalogne & de Portugal.

r. Plainte sur un prétendu assassinat.

Sa

1645.

Sa Majesté trouvoit bon qu'il vînt par deçà pour essayer de meriter, par ses soumissions, de rentrer dans le premier état de bienveillance dont sa Sainteté l'avoit ci-devant honoré.

Il laisse charge à Monsieur le Cardinal Barberin, son frere, d'informer sa Sainteté des causes d'un départ si subit, & de la juste crainte qu'il a eu que venant à découvrir son dessein, non seulement on n'en eût pas favorisé l'exécution, mais on eût continué à le maltraiter lui-même davantage.

Aussitôt qu'il est en lieu de quelque sûreté il écrit à sa Sainteté, pour lui en demander la permission, & sa benediction paternelle: on refuse de voir sa Lettre, & sans avoir ouï ses raisons on veut punir son action comme un crime bien atroce, & pour cet effet sa Sainteté commet d'abord à l'exercice de ses charges, & en assigne les émolumens; & contre les facultez que les Brefs du feu Pape donnent au dit Cardinal d'y députer en son absence, comme il a pratiqué diverses fois, & nonobstant que la Bulle de Leon touchant la sortie des Cardinaux, de l'Etat Ecclesiastique, excepte formellement ceux qui auront causé legitime de le faire ou qui y seront obligez par une juste crainte.

Comme personne ne peut revoquer en doute que le desir que Monsieur le Cardinal Antoine a eu de venir rendre compte de ses actions à Sa Majesté, qui le lui avoit permis, n'ait été une cause très-legitime de son voyage, aussi, sans parler des autres craintes qu'il a pu avoir, dont le fondement est assez connu de tout le monde, il n'a pas dû raisonnablement apprehender que, demandant cette permission à sa Sainteté, avant qu'être arrivé à Gênes d'où il a satisfait à ce devoir, & le dessein de son voyage devenant ainsi public, il n'eût pu se mettre en chemin avec sûreté, pour les apprehensions que les Ennemis de cette Couronne ou les siens particuliers y eussent mis infailliblement avec grande facilité. Les Couriers qu'on a dépêché depuis son départ confirment cette verité.

Ce n'est pas que le Roi lui eût fait dire de sortir de Rome secrètement, sans prendre congé de sa Sainteté, parceque Sa Majesté n'avoit jamais jugé qu'il y eût eu occasion de lui donner ce conseil, mais le dit Sieur Cardinal l'ayant informé depuis des motifs de sa juste crainte, sa dite Majesté non seulement n'a pas desapprouvé ses raisons, mais trouvé qu'il lui étoit comme impossible d'en user avec sûreté autrement qu'il a fait.

Il seroit facile de trouver beaucoup d'exemples de ceux qui sont sortis de la Cour de Rome, & sans permission des Papes & sans que leur sortie leur ait été imputée à rien, & depuis peu nous en avons vu un sans réplique.

Quelle demonstration a fait le Pape même contre Monsieur le Cardinal de Valence, quand il est venu en France sans sa permission, & en cachette, sinon de toutes sortes de caresses, & après son depart & à son retour? Vous-même, Monsieur, n'avez-vous pas parlé en sa faveur? Ce n'est pas que leurs Majestez n'ayent été bien aises du bon accueil que sa Sainteté lui fit; aussi ne le dis-je que pour faire voir qu'on ne sauroit mettre de difference entre son action, & celle de Monsieur le Cardinal Antoine, tous deux étant également sortis de Rome sans le su & sans le congé du Pape. Mais celle que l'on y trouve & qu'il semble que l'on voudroit châtier, c'est que Monsieur le Cardinal de Valence étoit parti contre la volonté du Roi, & Monsieur le Cardinal Antoine, de l'agrément de Sa Majesté.

1645.

Quant à ce que porte votre Memoire que Monsieur le Cardinal Barberin a trouvé étrange que le Sieur Gueffier eût dit à sa Sainteté qu'il avoit sollicité la protection de Sa Majesté, il peut avoir eu raison en un certain sens, s'il a fait cette plainte, la verité étant, que le dit Sieur Cardinal & sa Maison ont recherché, avec toutes les soumissions & respects possibles, les bonnes graces de Sa Majesté, dont ils supportoient avec grande mortification de se voir priver, & que Sa Majesté se laissant vaincre à leurs prieres ne les a pas seulement assurez de sa bienveillance, mais donne sa protection Royale à toute la famille.

A la verité c'est une chose bien extraordinaire, que cette Maison qui a si bien servi la personne de sa Sainteté en tout tems, & le Cardinal Antoine, qui sacrifia tout pour contribuer à ce qui dependoit de lui dans le Conclave à son exaltation, se voye si tôt privé des effets de son amour, & que la France, qui en avoit été offensée, prie aujourd'hui en leur faveur sa Sainteté, laquelle a retiré un fruit si avantageux de cette offense.

Cela passera quelque jour pour un paradoxe, mais comme des effets qui tombent si peu dans le sens ne peuvent avoir d'autres causes que la resolution que Messieurs les Barberins ont prise de se déclarer serviteurs de cette Couronne, puisqu'à dire le vrai on ne voit pas aussi en eux aucun manquement envers sa Sainteté, qui merite son indignation au point où elle paroît en leur endroit.

Leurs Majestez se tiennent d'autant plus engagées d'honneur à empêcher, qu'ils ne reçoivent nul préjudice de la dite resolution, & obligées à les proteger hautement. Et certes, quand elles n'auroient en cela que la gratitude qu'elles conservent à l'amour paternel, que le feu Pape Urbain leur Oncle, d'immortelle memoire, a toujours témoigné envers cette Couronne, il seroit seul capable de les convier bien puissamment à mettre à couvert les interêts de ses Neveux & à ne pas souffrir que l'on leur fasse tort.

Personne ne dispute aux Rois de France la possession où ils sont de donner exemple à tous les autres Princes, du respect, & de la reverence qu'on doit rendre aux legitimes Successeurs de Saint Pierre. Personne aussi ne revoquera en doute que leurs Majestez ne soient bien éloignées de vouloir proteger ceux qui étant encore obligez à ce respect auroient eu la moindre pensée d'y manquer. Mais il se voit évidemment que tout le détriment que l'on a voulu faire au dit Sieur Cardinal, & tous les grands crimes dont on le veut châtier se reduisent tous à être sorti de Rome, sans un congé, crainte de ne le pouvoir obtenir, & pour profiter de la permission qu'il avoit eue de Sa Majesté, de venir faire ce qui dependoit de lui pour meriter la continuation de ses bonnes graces, dont leurs Majestez se promettent que sa Sainteté rappellera en sa memoire les pressantes instances, qu'elle même leur a fait diverses fois en faveur de cette Maison, qu'elle se souviendra en combien de façons elle a été bien servie, & que satisfaisant à la parole qu'elle a donné au dit Sieur Gueffier, de les considerer dorenavant comme serviteurs de cette Couronne.

Si cette nouvelle qualité n'est pas assez puissante envers sa Sainteté, pour leur departir ses graces, elle l'obligera du moins à leur faire ressentir les effets de sa justice, & remettra Monsieur le Cardinal Antoine, dans la jouissance des

1645. des facultez que lui donnent ses Brefs, de substituer d'autres Cardinaux, en son absence, & généralement toutes les choses en l'état qu'elles étoient le jour de la sortie de Rome; puis, comme il a été dit ci-dessus, le sujet qui l'a obligé à en partir a été l'agrément qu'il a eu de Sa Majesté de venir lui rendre compte de ses actions, & la supplier de départir ses graces avec le même amour qu'elle faisoit auparavant qu'il les eût perdues pour avoir servi sa Sainteté.

Pour conclusion, leurs Majestez prient sa Sainteté d'en user de la sorte, & en même tems le lui conseillent, afin que sa prudence ne permette pas que d'une affaire ordinaire on en fasse une très-grande, & que leurs Majestez, qui y sont engagées d'honneur au point que chacun voit, ne soient pas obligées à chercher des moïens pour mettre leur reputation à couvert. Elles s'assurent donc que sa Sainteté, & d'elle-même, & par le conseil de ceux qui ont l'honneur de l'approcher, considérera le Saint Siege & la France, en cette rencontre, puisque c'est le service d'un chacun, & que la Chrétienté ne peut recevoir, que du préjudice de semblables contrastes & altercations.

C'est ce que Sa Majesté vous prie de représenter à sa Sainteté, afin qu'il lui plaise de pourvoir à toutes choses en sorte que l'Ambassadeur, qu'elle a résolu d'envoyer à Rome, ait sujet de lui faire plutôt des remerciemens que non de nouvelles plaintes.



## L E T T R E

De Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur de

## B R I E N N E.

A Munster, ce 18. Novembre 1645.

*Ce qui s'est passé dans leurs Conférences avec les Imperiaux, avec les Bavaïois, & avec les Médiateurs. Celle du Duc de Longueville avec le Commissaire Imperial Monsieur Wolmar. Sur les interêts de la Suede & des Etats de l'Empire, & sur les Passeports de quelques-uns. Sur l'exclusion de quelques Etats. Discours tenus de part & d'autre dans leur Conférence avec les Bavaïois. Le Duc de Palatin écrit à son Maître de s'approcher du lieu du Congrès. Raïsons de part & d'autre dans leur Conférence avec les Médiateurs. Sur la réponse de l'Empereur aux propositions de la France & aux autres Articles. Ils payent les pensions établies. Ils demandent une augmentation aux fonds pour les dépenses secrètes. Monsieur Salvius arrive à Munster.*

## MONSIEUR,

*Ce qui s'est passé dans leurs Conférences avec les Imperiaux, avec les Bavaïois & les Médiateurs.*  
 A Près avoir accusé la réception de la Dépêche du quatre de ce mois & vous avoir remercié des bons avis qu'elle contient sur ce que nous vous avons écrit, il se rencontre fort à propos qu'ayant à vous informer de ce qui s'est passé en trois diverses Conférences que nous a-

TOM. II. PART. II.

vons eûs cette semaine avec un des Plenipotentiaires de l'Empereur, avec les Bavaïois & les Médiateurs, le recit que nous vous en ferons servira de réponse aux principaux points de votre Dépêche.

Dans la visite particuliere que moi Duc de Longueville ai renduë à Monsieur de Wolmar, il me parla de tous les points qui s'agissent avec la Couronne de Suede & les Etats de l'Empire, & après quelques contestations qui seroient trop longues à vous expliquer par le menu, il demeura d'accord de donner des Passeports aux Députés de la Ville de Stralsund & aux autres Etats médiats que la Couronne de Suede a nommé jusques à cette heure, pourvu qu'il ne soit point obligé d'en accorder à l'infini, sauf néanmoins d'en donner aux autres particuliers qui seront fondez en raison d'en prendre.

Pour ce qui regarde l'exclusion des Hessiens, de Bade Dourlac, & de Nassau Saarbruck, je vis bien qu'ils desiroient qu'auparavant que de les admettre nous nous fussions expliqués sur la réponse à notre proposition; mais il y a apparence que, s'il n'y a que cette formalité qui les arrête, on les pourra porter à passer plus outre; à quoi nous n'oublierons rien.

Quant à Magdebourg, lui & quelques autres Députés Catholiques que nous avons vu persister bien dans les difficultés qu'ils y ont faites, mais avec moins de chaleur & de fermeté qu'ils n'avoient fait par le passé. Cela nous fait voir avec quelle circonspection nous sommes obligés de marcher dans les affaires des Protestans, puisque leurs Parties sont capables d'y apporter plus de facilité que nous-mêmes qui sommes leurs Amis & Alliez.

Sur les choses générales il me témoigna grande disposition à la Paix, qu'il croyoit que les Espagnols l'y auroient semblable, & me fit bien connoître que, quand cela ne seroit point, on ne laisseroit pas de terminer les affaires de l'Empire. Il a même désiré que l'on continue de se voir, & qu'il croyoit que cela serviroit fort à avancer la Négociation.

Tous les discours que les Ambassadeurs de Baviere nous ont fait pendant trois heures se réduisent presque à ce qui a été écrit par leur Maître & par Monsieur le Nonce Bagni. Ils tâcherent par diverses raisons, quoique mauvaises, de justifier sa conduite, tant sur l'interprétation du Traité que sur le changement des conditions; spécialement quand ils voulurent faire paroître de l'impossibilité à n'assister pas l'Empereur, si nous ne promettions aussi de n'assister pas les Suedois.

Nous répondimes que les choses ne sont pas égales; que si le mauvais état des affaires de l'Empereur obligeoit Monsieur de Baviere à rechercher l'amitié du Roi pour conserver l'Electorat dans sa famille, que rien ne nous pouvoit convier d'abandonner nos Alliez dans leur prospérité; que cette proposition qu'ils disoient aujourd'hui ne pouvoir effectuer n'étoit point venuë de nous, & avoir été faite de la part du dit Sieur Duc par son Confesseur; ce qui nous faisoit étonner qu'aujourd'hui, au lieu de tenir le même langage, ils fissent plainte qu'on la leur donnât.

Nous ne leur celâmes point que ces changemens venoient de l'état des affaires qui est changé, mais que c'est pour peu de tems, & qu'à la Campagne prochaine ce sera à recommencer. Nous le vîmes en soin de ce qui peut arriver; nous essayâmes de l'augmenter pour les obliger de se refondre, leur déclarant même que les affaires pourroient tellement changer de face

1645.

*Celle du Duc de Longueville avec le Commissaire Imperial Mr. Wolmar. Sur les interêts de la Suede, & des Etats de l'Empire, & sur les Passeports de quelques-uns.*

*Sur l'exclusion de quelques Etats.*

*Discours tenus de part & d'autre dans leur Conférence avec les Bavaïois.*

1645.

à l'égard de nos Alliez, que nous n'aurions plus moyen d'assister leur Maître : enfin, après avoir longuement combattu sur les conditions que nous avions demandées, & leur ayant fait voir qu'elles étoient principalement fondées sur ce que, leur Maître avoit proposé, nous les reduisîmes à ne pouvoir répondre.

Nous voyons bien que leur intention seroit que, sans faire un Traité particulier, la France demeurât engagée de conserver l'Electorat dans sa Maison, en vertu de la bonne volonté que la Cour lui en a témoignée ci-devant, même par des Lettres du feu Roi, & d'autres depuis qu'il veut faire passer pour des promesses; mais nous les avons detrompez de cette créance en les assurant qu'il n'y a nulle obligation de notre part, & qu'il ne seroit pas juste que nous fussions engagez contre les sentimens & les intérêts de nos Alliez, & que Monsieur le Duc de Baviere demeurât en liberté d'être uni avec nos ennemis, & de faire toutes sortes d'hostilités. Pour conclusion nous leur dîmes que la conduite de leur Maître régleroit la notre, & qu'ils auroient paroles pour paroles, & effets pour effets.

Là dessus ils nous firent voir les diligences que le Duc de Baviere a faites vers l'Empereur, tant pour le bien disposer à la satisfaction prétendue par la France, que pour l'envoi de Trautmansdorff; & que lorsque nous donnerions notre réplique à la réponse des Imperiaux, on verra de quelle façon ils agiront pour la dite satisfaction. Nous les remercîâmes de cette bonne intention & les assûrâmes que de notre côté nous avions aussi travaillé avec un grand soin pour eux, non seulement en disposant les Suedois d'entrer en accommodement avec eux si le cas y échet, mais encore faisant connoître au Deputé du Prince Palatin & aux mêmes Suedois qu'il faut un temperament en ce qui touche la Dignité Electorale, & que pour ce seul point il ne seroit pas juste que les Couronnes continuassent la guerre.

Le Deputé Palatin écrit à son Maître de s'approcher du lieu du Congrès.

Cela a produit un si bon effet que le Deputé du Prince Palatin a écrit à son Maître qu'il lui importe de s'approcher d'ici pour se résoudre sur cette difficulté.

Après cela nous leur donnâmes un avis qu'ils reçurent fort bien, d'une ouverture faite par les Imperiaux de rendre l'Electorat alternatif entre la Maison Palatine & celle de Baviere, dont Monsieur Contarini a informé le Deputé du Prince Palatin. Nous leur témoignâmes ensuite que nous étions fâchez qu'on eût donné connoissance à la Partie desintéressée de cette affaire, parceque cela detruisoit tous les soins que nous avions employez jusques à cette heure pour la faire contenter de moins. Ils en firent paroître beaucoup de gré envers nous, & peu de satisfaction du procédé des Imperiaux en leur endroit; si bien qu'après toutes ces contestations, quoi que nous les eussions mal menés au commencement, ils partirent bien satisfaits d'auprès de nous.

Raisons de part & d'autre dans leur Conférence avec les Médiateurs. Sur la réponse de l'Empereur aux propositions de la France & autres articles.

La visite des Médiateurs a été pour nous presser de donner notre réplique aux réponses des Imperiaux, & faire en sorte que les Plenipotentiaires de Messieurs les Etats viennent enfin à Munster, qu'autrement on ne pourroit rien avancer dans le Traité de l'Empire ni dans celui de l'Espagne, & que le blâme du retardement tomberoit sur nous, puisque ce sont de part & d'autre nos Alliez qui sont en demeure, qu'il y a un mois que les Ambassadeurs de Suede doivent venir ici pour conférer avec nous sur la réplique qui est à faire, & qu'il

y a un an que nous attendons les autres.

1645.

Nous leur avons fait réponse sur le premier point que Messieurs les Suedois ne sont pas en grande demeure d'avoir employé trois ou quatre semaines à délibérer sur la dite réponse, puisque les Imperiaux ont employé quatre mois à la faire; & quant aux Hollandois, que nous ne voulions point d'autres témoins de nos diligences que le Secrétaire du Sieur Contarini qui a été longtems à la Haye, qu'il connoît aussi lui-même la forme d'agir du Pais qui est sujet à de grandes longueurs, & qu'on les a pressés par ordre de la Reine d'envoyer ici leurs Plenipotentiaires, à faute de quoi on seroit obligé de traiter sans eux; que nous ne pouvions donc pas faire des instances plus pressantes, mais que, si elles n'ont pas produit l'effet désiré, c'est par l'artifice des Espagnols qui ont fait proposer à Messieurs les Etats un accommodement particulier, & offert des conditions plus avantageuses s'ils vouloient traiter là, que s'ils venoient ici. Nous n'avons pas manqué de les faire souvenir comme en cette occasion les Plenipotentiaires d'Espagne abusans du respect qui est dû à la Médiation nous avoient fait presser d'entrer en Traité en attendant les Hollandois, afin de pouvoir par notre exemple engager ceux-ci à traiter sans nous.

Les dits Sieurs Médiateurs se voyans surpris de cette plainte, & ne sachans qu'y répondre, ont dit que l'ouverture qu'ils nous avoient faite venoit purement d'eux, & qu'ils n'en avoient point été chargés par les Espagnols, aimans mieux prendre la chose sur eux que de la rejeter sur les autres, croyans par là de la rendre moins sujette à une interpretation. Nous avons aussi remarqué que, pour accommoder les choses passées à leur intention présente, ils n'ont pas fait scrupule de changer l'état de leur proposition, & des réponses que nous y avons faites. Ce procédé, joint à plusieurs autres semblables, nous oblige à vous représenter que nous avons un grand déavantage en cette Négociation, qui est d'avoir les Médiateurs entierement contraires; cette créance nous fait traiter comme avec des personnes suspectes, & nous croyons bien nécessaire qu'il vous plaise d'en faire autant par delà, n'étant pas moins dangereux de leur faire la moindre ouverture qu'aux Parties mêmes, & si l'on jugeoit à propos, quelques choses qu'ils fassent proposer par leurs Collegues touchant la Paix, de les remettre à Munster sans qu'ils pussent rien découvrir des intentions de la Cour, nous aurions beaucoup plus de moyen de les faire réussir.

Suivant ce qu'il vous a plu de nous écrire de faire payer ceux qui servent par deçà, nous avons commencé par le Sieur de Saint Romain, en attendant que les autres qui sont en même droit se présentent.

Ils payent les pensions établies.

Nous nous promettons qu'il vous plaira non seulement de faire remplacer ce qui sera employé en cela, mais de faire augmenter le fond qui est destiné pour les dépenses secrètes, vu les occasions importantes qui se vont présenter à l'arrivée du Comte de Trautmansdorff.

Ils demandent une augmentation aux fonds pour les dépenses secrètes.

Monsieur Salvius est arrivé en cette Ville. Nous n'avons pas encore eu le tems de parler ensemble d'affaires, ce sera par la premiere Dépêche que vous recevrez de nous que nous vous donnerons avis de ce que nous aurons fait avec lui. Cependant nous sommes &c.

Mr. Salvius arrive à Munster.



1645.

1645.

## M E M O I R E

particulier de Monsieur le Cardinal

## M A Z A R I N

Envoyé à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris le 22. jour de Novembre 1645.

*Menées de la Cour de Vienne pour s'accommoder avec les Suedois. Prétextes d'un Ministre Suedois. Il faut examiner la conduite des Suedois & être sur ses gardes. On répond aux sujets de plaintes des Suedois. Jugement sur le voyage du C. de Trautmansdorff. On leur laisse le soin d'approfondir la chose. On se plaint des Suedois, mesures à prendre en cas que ces menées continuent. Fondemens pour croire les avis véritables. On leur remet entièrement le soin de tout. Affaire des Barberins. Touchant les secours promis aux Venitiens. Discours de l'Ambassadeur de Venise à Paris. Affaires de Catalogne & Portugal. Sur le Voyage du Comte de Trautmansdorff, à Munster & à Osnabrug. Soins pour conserver l'Alsace. Le Duc de Baviere continue à gagner l'amitié de la France.*

Menées de la Cour de Vienne pour s'accommoder avec les Suedois.

LE même jour que l'on pensoit de faire partir ce Courier pour porter le Memoire du Roi à Messieurs les Plenipotentiaires, j'ai reçu un avis de Vienne d'une personne très-bien informée, qui en d'autres occasions importantes nous a avertis à point nommé, & qui a grande entrée en la Maison de Trautmansdorff.

Et le jour suivant j'en ai eu un autre du Cardinal Grimaldi, & comme tous deux sont de conséquence, on a retardé le Courier jusques à ce que le Memoire fut fait & mis en chiffre.

Le Cardinal Grimaldi me mande qu'il a su de bon lieu que la Maison d'Autriche espéroit de venir bientôt à bout de quelque accommodement avec la Couronne de Suede par l'en-

tremise du Duc de Saxe, & que le Cardinal Barberini avoit reçu une Lettre du Duc de Baviere, où il parle de ce qui s'étoit passé entre la France & lui, & finit par ces termes: qu'elle connoitroit bientôt si les Suedois avoient la même délicatesse à ne vouloir rien écouter ni conclure séparément. Voila pour ce qui est de Rome.

De Vienne on me mande que le Comte de Peñaranda avoit écrit en grand secret à Trautmansdorff que le Sieur de Rosenhan, Resident de Suede à Munster, lui avoit tenu de tels discours touchant l'accommodement des Suedois avec l'Empereur sans la France, qu'il croyoit que poussant la Négociation avec adresse dans cette conjoncture il s'en pourroit tirer de très-grands avantages pour la Maison d'Autriche.

La substance du discours du dit Rosenhan à ce que me mande ce Correspondant de Vienne consiste en ce qu'étant notoire à tout le monde comme la France traite sans la Couronne de Suede d'un accommodement avec Baviere, & avec les Electeurs Catholiques, le dit Sieur de Rosenhan s'étonnoit que l'Empereur ne se prévalût d'une si belle occasion pour proposer à la Couronne de Suede, des partis raisonnables, parceque certainement elle seroit ravie de prévenir les François, s'étant bien aperçue de leur ambition demesurée & qu'ils ne se servoient de leurs Alliez que comme d'instrumens pour parvenir à leurs fins sans se soucier aucunement des intérêts de Suede, se plaignant ensuite que la France ne gardoit pas la foi des Traitez que nous avons ensemble, qu'elle ne songeoit en aucune façon aux intérêts du Prince Palatin, qu'elle ne leur payoit pas le subside qu'elle est obligée de leur fournir annuellement, qu'après tout il étoit bien aisé de voir que cherchant de nouvelles alliances, elle avoit pour but de mettre les affaires en état de se passer de la leur, ajoutant à tout cela que l'intérêt de la Couronne de Suede étoit que l'Empire ne sortit point de la Maison d'Autriche, que les François ne prissent pas pied en Allemagne, & que la personne de l'Empereur d'aujourd'hui, comme étant très-accomplie de bonnes qualitez, étoit fort aimée dedans la Suede.

Prétextes d'un Ministre Suedois.

Enfin que ce n'étoient pas les Suedois seuls qui voyent accroître de jour à autre la puissance de ce Royaume, mais que l'Angleterre, la Hollande, & le Dannemarck, conçoivent la même jalousie de sa grandeur.

Que là-dessus le dit Comte de Peñaranda ayant voulu savoir quelles prétentions avoit la Suede pour la Paix, le dit de Rosenhan lui auroit fait réponse que, pourvu qu'on laissât à la Suede la Pomeranie, & que les Rois de Suede fussent reconnus pour Princes de l'Empire, comme l'est le Roi de Dannemarck, elle seroit contente pour sa satisfaction particuliere. Et qu'ensuite le dit de Rosenhan devoit voir en secret le dit de Peñaranda pour entrer dans la matiere plus à fond.

On me mande de plus que cet avis avoit fait grande impression dans l'esprit de l'Empereur & de ses Principaux Ministres, qui avoient tous cru que donnant connoissance de cela au Duc de Baviere, & aux autres qui avoient introduit quelque Négociation avec la France, ce seroit un vrai moien de les en retirer, voyant qu'il y avoit des autres voyes plus propres & plus honorables pour mettre à couvert leurs intérêts sans rechercher cette Couronne ni la loi d'elle.

Il ajoute qu'il y avoit grand sujet de croire que ceci a été le principal fondement de la

1645. résolution qui a été prise d'envoyer le Comte de Trautmansdorff à Munster, lequel auroit pouvoir en main de conclure en une heure toutes les affaires avec les Suedois, & qu'eux étant contents ils faisoient état de se servir de leur entremise pour faire consentir les Protestans à des conditions raisonnables.

La conclusion de celui qui m'écrit tout ce que dessus, est comme il est en possession de recevoir quelques présens lorsqu'il donne quelque avis bien important qui se trouve véritable, il est bien assuré qu'on n'y manquera pas à présent qu'il n'y a rien de plus certain que ce qu'il mande & d'autant plus qu'il lui coûte beaucoup en ces Cours-là pour maintenir les habitudes qui lui donnent lieu de découvrir de semblables affaires.

Il faut examiner la conduite des Suedois & être sur ses gardes.

Voilà en quoi consistent les avis & il semble que Dieu, pour continuer ses grâces à leurs Majestés, a permis qu'elles en aient été informées en même tems de deux si différens endroits, afin qu'en ayant plus de lumières & de certitude elles songeassent mieux aux moyens de se garantir d'une telle surprise. C'est pourquoi il sera bien à propos, Messieurs, que vous soyez dorenavant plus alertes que jamais à examiner la conduite & les moindres pas des Ministres de Suede, & particulièrement du dit Résident.

Comme nous tenons cet avis certain, aussi est-il de telle importance qu'il est très-malaisé qu'un Ministre notamment subalterne, s'il a quelque sens commun, fût allé si avant de son chef, & par conséquent la prudence veut qu'on conclue qu'il a l'ordre de ses Supérieurs.

On répond aux sujets de plaintes des Suedois.

Il est vrai que les fondemens que le dit Résident prend pour se plaindre de la France, sont si faux que les Suedois même, éprouvant le contraire chaque jour, n'oseroient, je m'assure, nous les défaire, puisqu'il est constant que, pour ne pas faire la moindre chose qui puisse blesser la franchise, nous laissons échapper bien souvent de très-grands avantages, & nous exposons à des dommages manifestes. Ainsi, s'il doit y avoir des sujets de plaintes, c'est nous certainement qui en avons de très-legitimes.

En effet vous savez, Messieurs, si on est contraire au Prince Palatin, si on méprise les Suedois, si on a eu la pensée de s'accommoder avec le Duc de Bavière, & sans leur su & sans leur consentement, & si on retarde le subside à la Couronne de Suede, puisque cette année on l'a avancé de trois mois.

Mais il se peut faire qu'encore que les Suedois sachent bien dans leur ame que c'est la France qui a juste occasion de se plaindre de leur conduite, & eux se louer de la nôtre au dernier point, néanmoins que, pour colorer dans le monde la pensée qu'ils ont de s'accommoder avec l'Empereur sans nous, sachant d'en retirer de plus prompts & de plus grands avantages, ils peuvent avoir forgé des prétextes plausibles pour ceux qui ne peuvent pas être informés du détail, afin de faire croire que ce qu'ils font pour leur profit & pour leur intérêt particulier n'est que pour le mauvais procédé que cette Couronne tient envers eux.

Jugement sur le voyage du Comte de Trautmansdorff.

Je ne voudrais pas conclure que le voyage de Trautmansdorff eût été résolu pour ce sujet, puisque les avis que l'on reçoit de beaucoup d'endroits portent que l'Empereur a donné cela aux instances du Duc de Bavière, auquel nous savons que le dit Trautmansdorff a été toujours attaché d'affection, soutenant ses intérêts en toutes les rencontres contre les Espagnols, & à leur instigation quelques Ministres de l'Empereur

ont entrepris de lui faire du mal, il se peut faire aussi qu'encore que la première intention de l'Empereur ait été de l'envoyer à la prière du Duc de Bavière, pour mettre la dernière main à la Paix, en accordant les satisfactions que la France & la Suede prétendent, néanmoins que trouvant sur le tapis cette Négociation dans laquelle il croit rencontrer le plus d'utilité pour son Maître, il voudra essayer avant toutes choses de voir ce qu'il en pourra retirer par ce chemin. Mais vous autres, Messieurs, vous vous en apercevrez sans doute bientôt par la connoissance que je vous en donne & par les soins que vous aurez agréables d'apporter pour éclaircir la vérité de cette affaire. Car quoi qu'il puisse être qu'après le voyage de Monsieur de Longueville à Osnabrug, dans lequel les Ministres de Suede ont, avec remontrance de grande affection, reçu de nouvelles marques de l'entière confiance & sincérité de votre procédé, que cette Négociation soit rompue, comme il est arrivé de plusieurs autres de cette nature qui ont été entamées en d'autres tems sans conclusion. Néanmoins il est bien dangereux d'avoir à traiter avec des gens qui sont si souvent capables d'avoir de semblables pensées étant toujours exposés au péril qu'il y a qu'elles ne produisent à la fin quelques effets.

C'est pourquoi Sa Majesté desire, Messieurs, que vous examiniez bien s'il seroit à propos d'approfondir l'affaire afin que, le Ministre de Suede étant convaincu de cette Négociation, on pût trouver des moyens d'être assuré qu'à l'avenir nous n'eussions rien à craindre de semblable & de ne plus courir le risque où nous sommes présentement de voir l'artifice & la mauvaise foi récompensée, & que l'innocence & l'honnêteté soient punies, étant extrêmement défavorable dans le commerce du monde de marcher franchement & avoir les intentions bonnes avec ceux qui les ayant mauvaises ne songent à autre chose qu'à profiter de cette bonté.

On leur laisse le soin d'approfondir la chose.

Ce seroit un grand point de la conviction de Rosenhan, si l'on pouvoit prouver qu'il eût vu le Comte de Penaranda, comme il l'aura fait depuis certainement, ou si on decouvrait la personne dont il s'est servi pour lui faire porter ces paroles.

Avec cela je ne laisse pas, Messieurs, de vous mettre en considération si, pouvant convaincre jusqu'au bout les Ministres de Suede, il sera à propos de le faire ou bien d'en dissimuler une partie pour leur fournir le moyen de revenir sans honte à ce qui est de la raison & afin que le doute qu'ils pourroient concevoir que la France ayant su leurs pensées ne voulût les prévenir, ne les fit précipiter à la résolution que nous appréhendons. Sur quoi Sa Majesté se remet à ce que vous trouverez plus à propos sur les lieux.

La conduite des Suedois a si peu correspondu à la nôtre & l'on a vu si évidemment le peu de cas qu'ils font de l'exécution des Traitez quand il a été question pour eux de quelque utilité, que ce n'est pas leur faire grand tort quand on les soupçonne.

On se plaint des Suedois.

Il est pourtant véritable que les maximes du Chancelier Oxenstiern, à ce qu'il nous a paru, ont toujours été de rejeter au fonds tous les avantages que les ennemis ont offert séparément à la Couronne de Suede, & de n'avoir pour but que de faire une Paix conjointement avec cette Couronne. Mais il pourroit être que dans l'absence du dit Chancelier de la Cour de Suede, le parti qui regardoit avec jalousie son autorité ait pris plus de forces & prévalant dans l'esprit de la Reine de Suede, ils l'ayent in-

1645.

induite à laisser introduire la Négociation d'un accommodement particulier avec l'Empereur, en lui faisant connoître qu'ils auront par cette voye beaucoup plus d'avantage que s'ils attendent une Paix generale à cause de la passion extraordinaire que les ennemis ont d'avoir moien de se vanger de la France.

Il sera assez facile de découvrir les sentimens du Chancelier Oxenstiern, sur ce sujet, par le moien de son fils qui est à Osnabrug, & s'il se verifioit qu'il n'eût eu aucune connoissance de toute cette intrigue, on pourroit, ce semble, conclurre qu'elle a été tramée, comme il a été dit ci-dessus, par le parti qui lui est contraire; auquel cas il pourroit être que Monsieur Salvius, s'il a connoissance & dependance du dit parti plutôt que du Chancelier Oxenstiern, ce que je ne sai pas bien particulièrement, auroit eu à ménager la chose; & le Resident qui est à Munster, en auroit pu entamer par son ordre la Négociation avec les Ministres d'Espagne.

Il ne sera pas inutile sur ce sujet de considerer duquel des deux Plenipotentiaires de Suede, le Sieur de Rosenhan dépend davantage & a plus de confiance en lui.

Il fera bon aussi de faire une reflexion sur ceux que le dit de Rosenhan pratique le plus à Munster, & avec qui il a habitude qui soit capable de porter ses propositions au dit Peñaranda.

Cependant si cette Négociation va en avant, il me semble qu'avec les autres moiens que vous autres Messieurs pourrez trouver, ce n'en seroit pas un mauvais pour la rompre de faire savoir adroitement, & avec des termes équivoques, à Peñaranda, par le moien des Médiateurs, ou que quelqu'un de vous autres Messieurs le fit connoître en parlant à Saavedra, que les Suedois nous ont tout dit, & en même tems pour insinuer à ceux-ci que les Espagnols nous ont donné eux-mêmes des lumieres de cette affaire, afin de porter le Roi à s'accommoder promptement avec eux sans la Couronne de Suede, assurant la Reine qu'ils y sont tous disposez & même, si l'Empereur n'y veut consentir, de le faire sans lui: à quoi vous ajouterez, Messieurs, ce que vous croyez de plus efficace pour rompre toutes ces pratiques & mettre parmi eux tant de défiance qu'ils ne songent plus à l'avenir à aucun Traité de cette nature contre nous & à notre préjudice.

Il semble que les Suedois, qui sauront en leur conscience la verité de cette Négociation, seront assez confondus quand on leur protestera qu'encore que Sa Majesté ait eu en main de pouvoir s'accommoder avec un grand avantage, & qu'elle ait pu le faire avec justice & sans blâme, puisque la Couronne de Suede l'a tenté & a voulu separer ses interêts d'avec les nôtres, Sa Majesté n'a jamais voulu consentir à aucun accommodement sans eux, & quoiqu'il en arrive, persister toujours constamment jusques au bout dans cette ferme résolution, quand même elle lui devoit couter de demeurer seule sans Alliez & avoir tous les ennemis sur les bras.

Il faudra néanmoins, s'il vous plait, être extraordinairement vigilans & se servir de tous les moiens pour empêcher que les Suedois n'en viennent pas là, ou il faut songer de bonne heure à donner tel ordre que nous n'en recevions que le moins de préjudice qu'il se pourra, & pour cet effet il semble que le Memoire du Roi, qui contient tant de differens partis, vous laisse beaucoup de champ de prendre les résolutions que vous jugerez le plus à propos selon les occasions.

Peut-être que dans une pareille necessité le Duc de Baviere pourroit nous donner gran-

TOM. II. PART. II.

1645.

de facilité à sortir de ce mauvais pas. Il est à croire qu'il ne refuseroit pas de s'y employer, puisqu'il n'aime pas les Suedois, & qu'il considere toujours en premier lieu ses interêts, dans lesquels nous pourrions plus l'obliger que qui que ce soit, ce qu'il ne devoit pas douter que nous ne fissions avec grand plaisir, puisqu'outre les motifs qui nous convioient par le passé, nous aurions encore celui d'empêcher le mal qui pourroit nous revenir de cet accommodement particulier des Suedois.

Mais comme il semble que le dit Sieur Duc seroit le meilleur instrument que nous pourrions avoir dans une semblable rencontre & pour nous en garantir quand tous les autres moiens que nous aurions tentez auroient été inutiles, aussi le remede pouvant être plus dangereux que le mal même par l'évenement, il faudra auparavant examiner si nous devrions nous en servir, & y étans contraints le faire avec grande circonspection & adresse, parce qu'il pourroit se faire que le dit Duc étant informé d'ailleurs de ce qui se passeroit entre l'Empereur & les Suedois, & croyant qu'il ne lui seroit pas avantageux de prendre notre parti en ce cas-là, donnat connoissance aux Ministres d'Autriche de l'accommodement que nous aurions voulu introduire avec lui, laquelle serviroit à nos ennemis pour porter d'autant plutôt les Suedois à nous quitter, leur fournissant un prétexte plausible qui justifiât leur résolution, quoiqu'en effet ils eussent été les premiers à songer de se détacher de nous par un Traité secret.

En outre, si nous nous résolvions à conclurre une suspension avec l'Espagne, conjointement avec les Etats, nous n'aurions pas grand sujet de craindre toutes les forces de l'Empereur, quand même nous serions abandonnez de ceux de Suede.

Et comme vraisemblablement il dépendra de nous de faire la dite suspension, si ce n'est que les Espagnols en esperance de cette desunion des Suedois d'avec nous voulussent pousser de nouveau leur fortune dans la guerre. Il sera bien necessaire que vous autres, Messieurs, soyez alertes pour en prendre les résolutions selon les conjonctures, sans même insister à une Trêve de peu de tems avec l'Empereur, dont alors il auroit plus à faire que nous, & pour cet effet on a écrit puissamment & pressamment à Monsieur le Prince d'Orange, afin qu'il fassé en sorte que les Deputez des Etats ayent pouvoir de conclure en un instant la suspension qu'ils desireront avec l'Espagne, au cas que l'interêt commun le requiere.

Vous ne vous étonnerez pas, s'il vous plait, que l'on vous écrive tant sur cette matiere & de ce que l'on apprehende avec raison un prompt accommodement de nos ennemis avec quelqu'un de nos Alliez & notamment avec les Suedois, parce qu'outre les avis que je reçois & particulièrement celui de Vienne que j'ai grand sujet de croire veritable, la résolution que prit dernièrement l'Empereur d'envoyer toute sa Cavalerie fondre sur nous & n'en laisser que trois ou quatre Regimens contre Monsieur de Torstenson que l'on voit agir si froidement & à contretems, sont des considerations assez puissantes pour nous en donner de justes soupçons; joint à cela que nous sommes assurés qu'il n'y a point de favorables conditions que nos ennemis ne leur proposent, ni d'avantages considerables qu'ils ne leur offrent pour avoir moien de les separer de nous: & comme il s'est vu jusques ici que les Suedois n'ont pas eu beaucoup d'égards à d'autres respects, quand il a été question de leurs

E e

inte;

Mesures à  
prendre en  
cas que ces  
menées con-  
tinuent.

Fondement  
pour croire  
les avis ver-  
tables.

1645.

intérêts particuliers, il est facile qu'ils se laissent persuader, quand ils trouveroient lieu de les mettre à couvert, de ne pas regarder de si près à ce qu'ils doivent à la foi des Traitez, & aux marques continuelles qu'ils ont reçu de notre franchise.

On leur remet entièrement le soin de tout.

Sa Majesté se remet à vous autres, Messieurs, si pour en tirer plus de fruit vous deviez déclarer de quelle façon vous avez su cette Négociation qui est sur le tapis, & de dire la vérité, ou bien témoigner si vous l'avez découverte à Munster, & même ensuite des paroles que Saavedra laissa dernièrement échapper à Monsieur Servien, que les choses changeroient bientôt de face, lesquelles à la vérité meritent de grandes réflexions & qu'il tâcha de raccommo-der la chose d'une façon, qu'on la peut bien prendre pour une confirmation de ce Traité secret.

Sa Majesté se remet aussi à vous de refondre la conduite que vous devez tenir dans cette affaire. Si vous trouvez à propos d'aller tous trois à Osnabrug, ou l'un de vous seulement; si vous témoignerez aux Suedois, d'être bien informez, ou seulement de douter; si vous devrez dire tout ou en réserver une partie, pour s'en ouvrir après selon les conjonctures, & afin de faire généralement ce que vous estimerez pouvoir être plus utile pour rompre ce Traité; à quoi Sa Majesté ne desire pas qu'il soit épargné ni soin ni argent. Pour cet effet, si vous jugez à propos de faire des présents, on distribuera quelque somme; quand ce ne seroit que pour découvrir l'état de l'affaire, le Roi la tiendra très-bien employée & la fera ponctuellement rembourser.

On a fait préparer des tapisseries & de l'argenterie pour Messieurs Oxenstiern & Salvius, suivant ce que Monsieur de Longueville m'a mandé qui pourroit leur plaire le mieux: il semble, que ce seroit un grand avantage si l'on pouvoit gagner Rosenhan.

Monsieur Salvius, que Monsieur d'Avaux connoît de longue main, pourra peut-être malaisément se garantir de l'adresse du dit Sieur d'Avaux, quand il se mettra sur cette matière, lui en parlant comme de foi s'il est jugé à propos.

Que s'il sembloit à vous autres Messieurs, que tout ce que l'on peut faire au lieu où vous êtes ne fût pas suffisant, pour rompre le coup que nous craignons, & que vous jugeassiez qu'il fallut recourir jusques à la source même, Sa Majesté trouve bon que vous choisissiez quelque personne intelligente, & que vous lui donniez les instructions de ce qu'il aura à faire, s'adressant à Monsieur de la Thuillerie, s'il se rencontre sur les lieux, ou au Sieur Chanut, comme si le Roi même l'avoit dépêché, & pour cet effet Monsieur de Brienne vous adresse des Lettres de créance en blanc pour la Reine de Suede, pour Monsieur le Connétable de la Garde, pour Monsieur le Chancelier Oxenstiern, pour Monsieur de la Thuillerie & pour le dit Chanut, lesquelles vous pourrez remplir du nom de celui, que vous y enverrez, y ayant aussi quelques Lettres de moi en la même créance.

Enfin, Messieurs, je vous ai dit beaucoup de choses qui me sont venues en foule dans l'esprit en cette rencontre, non pas avec la pensée, qu'on les fassé toutes, mais afin que dans la diversité vous choisissiez ce que vous trouverez être plus utile pour la fin que nous nous proposons, qui est de rompre cette Négociation particuliere des Suedois: à quoi nous devons

d'autant plus nous appliquer, qu'il est constant que, Dieu laissant agir les causes secondes, nous ne devons rien appréhender, dans l'état présent des affaires, que d'être abandonnez de nos Alliez; & si nous sommes une fois bien affurez de ce point-là, & que nous continuions à tenir bon, nous ne devons pas douter, que nos ennemis ne consentent à tout ce que nous pourrions désirer d'eux, puisque tous nos avis portent qu'ils sont tout-à-fait résolus de l'exécuter, dès qu'ils auront perdu l'esperance de cette séparation.

Ce n'est pas que, quand ce malheur arriveroit, la puissance du Roi & la grandeur de ce Royaume ne fournisse abondamment des moyens, pour remédier à tout, & que nos ennemis n'eussent autant d'occasion, que jamais, de songer à leurs affaires, parceque l'on pourroit mettre d'autres fers au feu, auxquels ils ne pensent pas, & nous devons avoir tant de confiance en la protection visible que Dieu prend de cette Couronne, & dans les prosperitez de la France, que si jamais cet accident arrive il ne paroîtra en nous nul étonnement.

Et à la vérité si on reconnoît de ne pouvoir l'empêcher, il semble que c'est alors que nous devrions faire paroître plus de résolution, & montrer que le courage nous auroit redoublé, parcequ'après tout il y auroit lieu d'esperer que l'on pourroit continuer à soutenir les affaires en façon que les Espagnols en particulier verroient bientôt que cette séparation des Suedois d'avec nous ne suffit pas pour arrêter le cours des progrès, que nous faisons contre eux; & quant à l'Allemagne, nous ne manquons pas de pieces en main & de moyens pour gagner le Duc de Baviere, & l'Electeur de Brandebourg, pour conserver Madame la Landgrave, & peut-être pour faire agir le Roi de Pologne & le Roi de Dannemarck.

Il est facile & ordinaire de faire voir qu'on a du cœur dans les prosperitez. Mais, si Dieu l'avoit permis de la sorte, j'espererois que dans les adversitez, nous le ferions encore connoître davantage & avec grande constance; mais il seroit pourtant mieux que nous ne fussions point obligez à exercer cette vertu.

Après avoir tant écrit & tant considéré de choses, quoique je ne doute nullement de la vérité de cette Négociation secrette des Suedois, j'ai une certaine confiance que d'une façon ou d'autre nous en sortirons heureusement, & que Dieu, qui voit les saintes intentions de Sa Majesté, n'auroit pas conduit les choses au point qu'elles sont, par de continuelles benedictions, pour laisser l'œuvre imparfaite, & permettre que nous recevions du préjudice, quand nous pensions être prêts de recueillir le fruit de nos travaux.

Il semble du tout nécessaire de prendre bien garde si cette Négociation des Suedois vient à être suë ou à devenir publique, que l'on ne reconnoisse pas que nous nous précipitons à donner route facilité au Traité, parcequ'on l'attribueroit à foiblesse, & que nos ennemis s'en serviroient à n'oublier rien pour accroître nos soupçons, & semer de la jalousie parmi nous & nos Alliez, voyant que par ce moi en ils pourroient obtenir des avantages que sans cela ils n'auroient osé esperer. Voilà tout ce que je dirai pour cette fois sur cette matière.

Je vous adresse l'extrait de quelques articles d'une Lettre que j'ai reçuë de Monsieur le Cardinal Grimaldi, par lequel vous connoîtrez avec quel applaudissement, & quel honneur pour leurs Majestez, s'est passée la déclaration publi-

1645.

Affaire des Barberins.



1645.

publique qu'ont faite Messieurs les Barberins, d'être serviteurs de cette Couronne & les conséquences avantageuses, qui s'ensuivront d'avoir établi un parti dans Rome, plus considérable que n'y a jamais été la France.

Sa Majesté fit appeler avant hier dans le Conseil Monsieur le Nonce, & lui fit parler par Monsieur le Chancelier sur le sujet de Monsieur le Cardinal Antoine, que l'on continue à poursuivre même depuis que Sa Majesté a accordé sa protection à toute la famille; mais comme Monsieur le Comte de Brienne a été chargé de vous adresser la copie du Discours même que le dit Sieur Chancelier a fait, par lequel vous ferez amplement informer de tout, je n'aurai rien à y ajouter.

Touchant  
les secours  
promis aux  
Vénitiens.

Je vous envoie la copie d'un Ecrit qui a été lu dans le Conseil, & que l'on a communiqué après à Monsieur l'Ambassadeur de Venise, sur les assistances que leurs Majestés ont résolu de donner à la République, & touchant une proposition de suspension sur la Mer Méditerranée, pendant la Campagne prochaine, afin que les Espagnols puissent employer leur armée à secourir la dite République contre le Turc. On y ajoute deux articles, comme vous verrez par la Lettre de Monsieur de Longueville, & pour la jouissance des Bénéfices de Messieurs les Cardinaux Barberins, que l'on leur avoit séquestrés dans l'Etat de la République.

Discours de  
l'Ambassadeur  
de Venise à Paris.

J'ai eu occasion de voir en même tems l'Ambassadeur Nani, duquel je vous dirai en passant que je voudrois bien qu'il pût inspirer à Contarini, la véritable affection qu'il a pour la France. Il m'a dit entr'autres choses que vous entendriez bientôt une proposition, que vous devriez faire les Médiateurs, de la part des Espagnols qui ne vous déplaira pas.

Affaires de  
Catalogne &  
de Portugal.

J'avoue que tous les obstacles qu'il prévoit seroient pour la Catalogne, & le Portugal, desquels malaisément pourroit-on sortir que par une Trêve.

Je lui ai répliqué, en faisant semblant de l'entendre, que l'on pourroit faire la Paix, en retenant tout ce que nous avons occupé sur eux, ou une Trêve pour la Catalogne & le Portugal, mais que j'y vois beaucoup de difficulté, & quoique peut-être il n'eût pas eu cette pensée j'ai remarqué néanmoins, qu'il a fort approuvé ce parti, qui, à mon avis, hors de la Paix, ne seroit pas le moins avantageux, particulièrement si le Roussillon nous pouvoit être assuré dès à présent.

Sur le voyage  
du Comte  
de Traut-  
mansdorff à  
Munster & à  
Osnabrug.

J'avois oublié à vous dire que j'avois quelques avis qui se rencontrent aucunement contraires à ce qui est porté par celui de Vienne, sur le jugement qu'il fait du sujet de la venue de Trautmansdorff à l'Assemblée. Ils contiennent que divers Ministres d'Espagne, & autres affectionnés à ce parti-là témoignent avoir apprehension du voyage du dit de Trautmansdorff, parcequ'ils savent qu'il a été de tout tems fort attaché à la personne, & aux intérêts du Duc de Bavière, & qu'ils prétendent savoir que le dit Duc ait sollicité cet Envoyé, près de l'Empereur, afin que si la Paix générale ne se peut conclure promptement, il donne au moins les moyens de l'établir dans l'Empire, & ils craignent aussi si parmi ces moyens sera compris le consentement que l'Alsace nous demeure & que le Duc de Bavière, non seulement pour l'en vie, & le besoin qu'il a d'un prompt accommodement, mais pour l'intérêt de voir diminuer la puissance de la Maison d'Autriche en Allemagne, & pour d'autres respects particuliers, ne

TOM. II. PART. II.

s'employe, de tout son pouvoir, à nous faire avoir cette satisfaction.

1645.

Et sur le point de l'Alsace, vous prendrez, s'il vous plaît, garde, quand on traitera ces matières-là, à la conduite du Docteur de Wolmar, lequel, pour être & Creature, & Ministre des Archiducs, y fera infailliblement tout-à-fait contraire.

Soins pour  
conserver  
l'Alsace.

Je vous envoie la copie d'une Lettre que Monsieur le Duc de Bavière écrit à Monsieur le Nonce, qui m'a semblé assez importante, & qui vous donnera beaucoup de lumières, & quoique je lui fais faire réponse, me plaignant que son procédé n'avoit autre règle, que celle que lui donnoit la diversité des conjonctures, néanmoins que s'il confirmoit la vérité de ses paroles par les effets, & qu'il proposât quelques partis raisonnables, il trouveroit en vous autres Messieurs, tout ce qu'il pourroit désirer de la bonne disposition de leurs Majestés à le favoriser, & qu'il se devoit une fois pour toutes mettre en tête que, soit le Traité général, ou soit un particulier avec lui, il ne seroit jamais, ni négocié ni conclu que par les Plenipotentiaires du Roi à l'Assemblée, ajoutant que comme nous savions que les Suedois étoient incapables d'avoir aucune Négociation avec l'Empereur, à notre infu, aussi ne pouvions-nous rien soupçonner en ces matières-là à leur désavantage.

Le Duc de  
Bavière con-  
tinué à ga-  
gner l'amitié  
de la France.

Enfin plus j'y songe & plus je me confirme dans la croyance que Bavière est le meilleur instrument que nous puissions avoir dans les affaires d'Allemagne, pour nous y faire avoir nos satisfactions, & que nous en tirerons plus d'avantage que par le moyen des Médiateurs, parce que, quand il y auroit bien moins d'affection que ceux-ci n'y en témoignent, son intérêt propre qui s'y rencontre l'obligera de le faire.

Pour conclusion, je supplie vous autres Messieurs instamment de vouloir compatir à la hâte, avec laquelle je suis forcé par l'occasion des affaires de travailler à des matières si importantes, que sont celles dont je vous écris, qui mériteroient une application toute entière, & des méditations de plusieurs journées, au lieu que je ne puis y vaquer que par diverses reprises interrompues & en courant. Je vous supplie de n'avoir égard qu'à la substance des choses, & non pas au peu d'agencement que j'y donne, j'y prendrais garde de plus près avec des personnes que je croirois moins mes amis.

Signé

Le Cardinal MAZARIN.

1645.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, ce 25. Novembre 1645.

*Touchant l'Electeur de Trèves. La Resolution de l'Electeur de Brandebourg peut être avantageuse à l'Empereur. On donne le tort aux Suedois. Affaire des levées en Allemagne. Dissension entre la Hollande & la Zeelande. Autorité de la Province de Hollande.*

MONSEIGNEUR &amp; MESSIEURS,

Touchant  
l'Electeur de  
Trèves.

PAR le Courier qui partit Mercredi dernier j'accusai la reception de votre Dépêche du onzième du courant; elle n'avoit pas encore été lue à Sa Majesté, laquelle étant entrée en vos sentimens en ce qui concerne l'Electeur de Trèves, a ordonné à Monsieur de Vautorte de l'aller trouver, & lui porter une somme de dix mille écus, avec assurance, que dans le commencement de l'année une pareille lui sera délivrée, sans néanmoins que Sa Majesté entende que par icelle il soit privé de la contribution de vingt mille Risdalles, que ses Sujets lui ont accordé, qu'on veut être acquittée des premiers deniers des impositions, qui se feront sur eux par préférence.

Ainsi si la nécessité du service & ses propres avantages requierent que la Ville de Trèves étant prise on prenne des quartiers dans ses Pais, il en aura moins de déplaisir, & il semble qu'il souhaite que cette Place soit prise, puisqu'il a grossi l'armée de Sa Majesté, de quinze cens hommes. Outre cet argent, que l'on assure qu'il aime, il sera traité avec tant de respect, & ses terres particulieres ou qui sont de la Croix ou de la Croisse de ses Eglises, seront soulagées de tous les logemens & de toutes impositions extraordinaires, & s'il insiste d'être rétabli dans Spire il y a disposition de le contenter, prenant la parole qu'au besoin il la restituera; ce qui lui sera demandé, plutôt pour la reputation que pour croire ni craindre en avoir besoin, ni que la Place, quand les habitans y apporteroient de la difficulté, puisse obliger à un siege. Si les autres points, contenus en votre Dépêche, demeurent

sans réponse, vous en découvrirez aisément la raison, aux uns il a fallu du tems & sur les autres on se remet du tout à votre prudence.

Quand le Memoire envoyé par Monsieur de Croissi aura été examiné & apostillé, je ne manquerai pas de vous envoyer le double, & si j'écris par l'Ordinaire de Venise, qui part le Mardi, je lui ferai savoir l'intention de Sa Majesté, bien que je juge la peine que je prendrai d'écrire assez inutile, n'y ayant pas assez de commodité de faire passer les Lettres à Constantinople, d'où je n'en ai point reçu il y a bien du tems, & néanmoins pour profiter du rencontre, s'il s'offre, je ne laisserai de faire la Dépêche que j'adresserai à Monsieur de Gremenville.

Il seroit bien fâcheux que l'Empereur s'avantageât, de la résolution en laquelle il semble que le Marquis de Brandebourg soit enné, de laquelle je n'ai point été surpris, ayant toujours prévu, qu'il auroit peine de consentir que les Suedois fussent contentez à ses dépens, & qu'il seroit grande difficulté de prendre recompense de cet Etat, duquel la grandeur & la situation le font considérer; pourtant le desir de voir la Paix dans l'Empire, les prétentions sur le même Etat des Suedois, & de ce qu'il n'a jamais été possédé par ceux de sa Maison, qui s'y étoient moyenné un accès par la voye des armes, & qu'il avoit souvent été protesté contre le Traité, pourront gagner quelque chose sur son esprit; mais s'il s'affermissoit en ses premieres deliberations vous verrez bien que les Suedois, qui ont dans le commencement du Traité voulu paroître desintereffez jusqu'à demander le rétablissement de l'Empire, comme il étoit en 1618. changeront de discours, & feront connoître qu'ils sont intereffez jusqu'au bout, & qu'ils n'ont jamais voulu la Paix, & que ç'a été pour amuser le monde qu'ils ont demandé qu'elle fût traitée. N'ayant pas obtenu de Sa Majesté qu'elle voulût accorder quelque Subside extraordinaire à Madame la Landgrave, j'estime vous en devoir donner avis, afin que, si vous jugez qu'il soit absolument nécessaire & juste, vous en renouvellez vos instances. Le proposant, je n'oubliai pas de cotter le penultieme article du Traité, qui pourroit être étendu en sa faveur; mais la nécessité & les sommes extraordinaires dont elle a été assistée depuis la mort du Roi, servoient de défenses à ceux qui les contredisoient, & je n'avois point de quoi répondre à ce qui étoit de la forte avancé.

Ayant appris par une Lettre de Monsieur de Beauregard datée de Cassel, du neuvième de ce mois, que Monsieur de Benninghaussen desiroit bien que l'argent qui doit être employé pour la subsistance des troupes qu'il doit assembler devers Mayence, fût dépendu en Hesse, & qu'il croyoit pouvoir rendre sa levée plus complete, & avec facilité, l'ayant mise ensemble, passer où il lui seroit commandé. J'écris au dit Sieur de Beauregard de bien examiner cette proposition, & au cas qu'il puisse prétendre telle assurance qu'il convient, que le nombre d'hommes effectifs pour lesquels il a été convenu, seront entierement levez & rendus à l'armée au dit lieu de Mayence, qu'il s'accorde au desir du dit Benninghaussen & que l'argent déjà remis à Mayence, pour la subsistance des dites troupes lui sera envoyé; mais s'il ne voyoit bien clair en ce qui est désiré, & qu'il lui fût resté quelque soupçon que cela fût demandé, ou pour retarder la levée ou pour en excuser la foiblesse sur le pretexte du débatement lorsqu'il faudra marcher, qu'il demeure ferme en ce que

1645.

La résolution de l'Electeur de Brandebourg peut être avantageuse à l'Empereur.

On donne le tort aux Suedois.

Affaire des levées en Allemagne.

1645. que vous avez capitulé, & qu'il attende même vos ordres & votre avis avant que de se déclarer au dit Benninghausén, lequel, selon les Lettres du même Beauregard, n'a pas voulu traiter avec vous pour la levée d'un second Regiment d'Infanterie. Cela nous a donné lieu de bien espérer de sa première, étant une marque presque infallible, que quand on s'oblige à beaucoup, & qu'on se trouve n'avoir pas effectué tout ce qu'on avoit promis, on cherche une excuse toute prête en l'impossibilité de faire un si grand nombre d'hommes. J'espère que nous en aurons de Dannemarck, & au moins il n'aura pas tenu à de l'argent, puisque nous de notre côté, & vous du vôtre y en avons envoyé, & qui se pourroit defaillir en l'un ou en l'autre. S'il falloit faire l'avance de toute la somme qui sera promise, elle se pourra aisément recouvrer sur celle qui a été remise à Dantzic, où il sera facile d'en envoyer si Ragotzi a la liberté de rentrer en Guerre, que je ne tiens pas absolument dépendante des volontés du Grand Seigneur, puisqu'en les demandant il se laisse entendre que, sans un sujet véritable, qu'il réduit au manquement de ce qui lui avoit été promis, il ne peut reprendre les armes, & quand il dit qu'il espère de le trouver, je crains qu'il cherche à avancer ou à assurer ses conditions plutôt que d'entrer en Guerre. D'un esprit léger comme le sien tout est à espérer, à soupçonner & aussi à craindre.

Diffension  
entre la Hol-  
lande & la  
Zeelande.

Autorité de  
la Province  
de Hollande.

Il est bien fâcheux que la diffension entre les Provinces de Hollande & Zeelande, ait comme retardé l'envoi de leurs Plenipotentiaires, & au delà de ce que l'on vous sauroit dire, que celle de Hollande s'arroge tant d'avantage sur les autres, qu'elle entreprenne de leur donner la loi, & que de sa seule voix elle ait emporté, outre les sentimens de Monsieur le Prince d'Orange, que l'exercice public de la Religion Catholique n'ait été laissé dans la Ville de Hulst. Cette Altesse juge qu'il faut dissimuler, & que le tems apportera le remède à ce mal, auquel cette même Province a écrit en termes bien rudes, lui reprochant qu'il apporte facilité à une chose préjudiciable, & que le souvenir du traitement qui fut fait aux leurs lorsque l'Ennemi prit le Pais de Waes & cette même Place, doit être suivi. Enfin leur propre prospérité leur déplaît, & leur intérêt particulier emporte & prévaut au dessus de celui du Public. Je suis, &c.

1645.



## L E T T R E

de Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, le 2. Decembre. 1645.

*Touchant le Ceremoniel. Les Imperiaux ne seront pas fort difficiles pour satisfaire les Protestans. Ce qui ne plait pas à la France. Affaire du Duc de Baviere. Sujet de l'Audience de l'Ambassadeur de Venise près de Sa M. T. C. Réponse du Ministre. Discours de l'Ambassadeur. Soins de la France pour la Paix. Ses prétensions. Prise de Trêves. On gratifie Monsieur l'Envoyé à Mayence. On envoie vers les Princes d'Italie. Rome recherche qu'on favorise les Venitiens. La Cour est peu satisfaite du Pape. Soins pour fortifier l'armée d'Allemagne.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

Votre Lettre du dixhuitième a tardé deux jours entiers sur les chemins, au delà de ceux que les Couriers employent pour se rendre en cette Ville, qu'il excusé sur une incommodité qui lui est survenue; cela & la fête de Jeudi a empêché que l'on ne l'ait fait voir à Sa Majesté, & que je me fois contenté de lui en donner une longue information. De sorte qu'il pourra arriver, quand elle aura été lue en plein Conseil, qu'on prendra quelque resolution sur les points y contenus, outre celle que vous apprendrez par celle-ci, de laquelle le vrai sujet se fera connoître sur la fin, & après que je vous aurai dit que tout ce qui s'est passé es visites différentes, que vous avez reçues, a donné la satisfaction à Sa Majesté, entendez, s'il vous plait, ce que vous avez répondu, car ce qui a été avancé par les Députés de Baviere a causé quelque dégoût. Il a semblé que Wolmar vous ait donné à connoître l'intention de satisfaire les Alliez, & qu'il ne prend du tems à le faire que pour vous presser de donner votre réponse à la Cour, & je passe legerement sur ce point.

Touchant les  
Ceremoniel.

Ec 3

vous

1645.

Les Impériaux ne se font pas difficiles pour satisfaire les Protestans.

Ce qui ne plaît pas à la France.

Affaire du Duc de Bavière.

vous en apprendrez le sujet, lorsque j'entrerais en matière sur les choses que je vous fais espérer, & qui n'ont nulle dépendance de votre Lettre, laquelle vous a fait remarquer, que les Impériaux ne seront pas si difficiles qu'il eût été à desirer, aux choses qui peuvent satisfaire les Protestans, & que c'est avec beaucoup de prudence que vous voulez ménager ce que vous aurez à dire sur cette matière, de crainte de leur donner du dégoût, apportant plus de circonspection, & de difficulté aux choses qui les concernent que leurs Parties. La disposition qui paroît au dit Wolmar pour la Paix satisfait beaucoup Sa Majesté, qui desire qu'à la venue du Comte de Trautmandorff, on se puisse ajuster à ce qui semble difficile, sinon absolument impossible, pourra s'accorder par la disposition présente des affaires, & sont que plusieurs & diverses sont effectivement avantageuses, qu'en une autre conjoncture on auroit du rejeter, & les Espagnols doivent céder à la fortune & suivre l'exemple des Impériaux, dont j'apprens qu'ils ne sont pas de beaucoup éloignez.

Quant aux Députés de Bavière, ils ont donné à connoître leur véritable sentiment, & qu'on auroit bien préjugé que le changement de la face des affaires, en apporteroit à leurs propositions. Mais, comme vous le leur avez très-faiblement dit, ils seront bientôt contraints de rejeter celle-là pour revenir aux premières de leur Maître, lequel ne fauroit demander de la France, que si elle a assisté les Suedois il puisse rendre la pareille à l'Empereur. Après les engagements auxquels il s'est porté, c'est une condition fondamentale du Traité, si tant étoit qu'on en fit un des ouvertures faites par les Médiateurs, de chercher un temperament pour l'Electorat; ce qui doit lui faire connoître que l'Empereur ne songe pas tant à le lui conserver que de finir la Guerre, & qu'il satisfera volontiers ses intérêts quand il sera question d'avancer les siens, qu'ainsi pour avoir davantage de la France, il faut aussi qu'il en épouse les intérêts & que voulant des effets solides de sa bonne volonté il fasse éclatter & connoître la sienne, ou, comme vous le leur avez dit, qu'ils se contentent de simples paroles, s'ils n'ont point d'autre intention que d'en donner; mais aux uns & aux autres c'est un mets de peu de valeur. J'oserois dire que l'on peut faire de pareils jugemens des discours des Médiateurs, lesquels n'ignorent pas avec quelle presse & instance on sollicite le parlement des Hollandois, & qu'ils ne sont tardes que par les offres que les Espagnols ont fait continuellement aux Provinces de faire la Paix avec elles aux conditions qui leur agréeront, pourvu que ce soit en tout autre lieu qu'à Munster, & il seroit honnête à Messieurs les Médiateurs d'en faire reproche aux Espagnols, lesquels ont donné un terme très long aux Impériaux pour mettre le leur au jour.

Sujet de l'Audience de l'Ambassadeur de Venise près de Sa M. T. C.

Me voici enfin arrivé au lieu où j'ai à vous donner compte de ce qui s'est passé entre moi, & l'Ambassadeur de Venise, lequel aussitôt qu'il eût reçu les Lettres de son Collegue, me fit presser l'Audience : il y est venu préparé à me faire des plaintes & essayer de me pénétrer. Aux unes j'ai répondu comme je devois & j'ai essayé de me garantir de l'autre. D'abord il m'a tiré trois Lettres, m'a lu quelque lignes de chacune & en exagérant sur la lenteur des François & des Hollandois, à conclure dans le sentiment de Contarini, que nous ne voulions point la Paix, & sans me donner le tems de lui repliquer il a passé à me dire, que sans honte on ne sau-

roit davantage attendre les Hollandois, qu'on fait qu'ils se sont déclarés de n'avoir pas sitôt à faire à Munster, ne prenant point de part à ce qui se doit ajuster avec l'Empereur, & que cette Majesté semble disposée, lorsque l'on entrera en Traité, de donner satisfaction aux Hessiens & autres rejettez de l'Assemblée des Princes, & que la France étant satisfaite sur ce point, elle ne peut plus, avec aucun prétexte de justice, tarder de s'expliquer de ses sentimens, & de ses prétentions & qu'il faut ou qu'elle avoue qu'elle ne veut pas la Paix, & rompre le Congrès, ou qu'elle parle, avouant néanmoins qu'il a du attendre la Conférence des Suedois, qu'il croit avoir été ouverte par l'arrivée de Monsieur Salvius.

Ma réponse a été que Sa Majesté veut la Paix, & qu'elle s'est assez expliquée de ses prétentions; que c'est aux Espagnols; à se découvrir, lesquels tardent par leurs artifices la venue des Hollandois, & en doivent porter le blâme & non cette Couronne, laquelle a pour témoin de ses diligences & de la recherche des Hollandois le Secrétaire de Contarini; que c'est vous autres qu'il faut presser, qui êtes préposés pour faire la Paix, & qui êtes instruits des intentions de Sa Majesté, & non pas nous venir faire de tels discours dont la fin ne peut être que de découvrir nos sentimens, ce qui est inutile puisqu'ils sont publicz & connus, & que c'est ce qu'il peut savoir de moi.

Réponse du Ministre.

Il m'a ensuite dit qu'il étoit persuadé de la sincérité de nos intentions, mais que tout le monde ne l'étoit pas & qu'il étoit souvent en peine d'en assurer. Je lui ai répliqué qu'il est malaisé de faire savoir à tous le fond de nos pensées, parcequ'il n'y avoit pas lieu d'entrer en discours de ces matières, & qu'il nous devoit suffire que lui & les Ministres des Princes, qui sont en cette Cour, en connussent la sincérité, & qu'il pouvoit sur ma parole & bien plus sur celle de son Eminence, & de la Reine qu'il avoit souvent requé, assurer tous ceux qu'il jugeroit le devoir faire, des bonnes & saintes intentions de Sa Majesté, & qu'il étoit inutile de nous presser de vous envoyer des ordres précis & déterminez, puisque vous les avez. En se separant il m'a dit, il faut parler net, les Espagnols veulent la Paix & telle que la conjoncture présente des affaires leur prescrit de l'accepter, & ils sont en dessein d'accorder à la France, ce dont elle se peut satisfaire & faire une Paix glorieuse.

Discours de l'Ambassadeur.

Ce Discours a donné lieu à la réponse qui suit : Vous ne parlez point des Suedois & des Hollandois, sans le consentement desquels vous ne devez jamais espérer que l'on traite. Il m'a répliqué : Le consentement des derniers est aisé, en deux séances on ajustera toutes choses avec eux, & la satisfaction des autres est raisonnable. Je passe outre : quand je vous parle de Paix, c'est sans altreindre à faire un Mariage qui sera un ouvrage de la Paix, s'il est du consentement des Parties. Si je l'eusse pressé, peut-être se fut-il ouvert davantage & c'est son intention, si son Eminence lui donne jour; mais j'ai jugé que l'engageant j'entrerois dans un chemin très-délicat que j'ai voulu éviter, & que le mieux que j'avois à faire étoit de vous faire récit de ce qui s'étoit passé entre nous, & qui en tirerez divers avantages, & moi celui de vous faire voir que je contribue ce qui peut être de moi pour vous réserver la Gloire du Traité, puisque vous en avez la peine.

Pour vous faire voir qu'on s'applique soigneusement à avancer la Paix, & à son défaut à pour-

Soins de la France pour la Paix.



1645. à pourvoir à ce qui peut être nécessaire dans une Trêve à longues années, Sa Majesté vous ordonne de stipuler au premier cas la restitution des Bénéfices, & biens qui appartiennent aux Barberins situez dans le Pais de l'ennemi, & qu'ils entrèrent en possession en vertu du Traité, sans être obligés à faire nulles poursuites ou instances ni de présenter nulle requête; en cas de Trêve, la jouissance des dits biens par les mêmes Barberins, & que pendant sa durée Sa Majesté aura la nomination des Bénéfices auxquels le Roi Catholique avoit droit de nommer & de pourvoir aux Pais conquis; ce qui est si juste, & si utile qu'il ne peut être refusé, autrement les Eglises pourroient être privées de Pasteurs, & les peuples de la pâture spirituelle & des Sacremens.

Prise de Trêves.

Vous aurez sans doute été avertis de la prise de Trêves, & comme l'Electeur a été mis en possession de son bien par les armées de Sa Majesté, laquelle a plus senti ce succès que divers avantages, dont Dieu a bienheurez son administration, ayant grande satisfaction, que ses armes aient achevé ce qui avoit été commencé par ses instances. Il falloit à la liberté de ce Prince la possession de son Siege, & maintenant qu'il en jouit ses maux passez sont oubliés, & l'ancienne affection qu'il avoit pour la France lui a tant donné de desir d'y établir un successeur qui eût la même inclination, je le trouve en puissance d'y réussir.

On gratifie Monsieur l'Envoyé à Mayence.

J'ai envoyé à Monsieur de Vautorte ce que je vous mandé que je ferois il y a huit jours, & cette gratification que vous conseillez donnera lieu à l'Electeur de supporter avec plus de moderation les maux que le passage des troupes aura causé dans son Pais, que je crains bien qu'il ne pourra pas supporter les quartiers & qu'il faudra prendre dans la Lorraine.

On envoie vers les Princes d'Italie.

On fait partir Monsieur l'Abbé de Saint Nicolas, qu'on dépêche vers les Princes d'Italie, afin d'essayer d'en disposer les uns à pousser les sentimens de la France, qui gratifie de sa protection dans ses affaires en Cour de Rome Monsieur le Cardinal d'Est. On ne doute point que Parme qui la prétendoit ne loué le choix qui se fait d'un Prince son Allié, n'étant pas en état de recevoir sa grace, & que ce Prince continuant en sa premiere affection & Modene les poussant, ils ne soient capables de donner bien de l'apprehension aux Espagnols, aux Etats desquels ceux de Parme confinent.

Rome recherche qu'on favorise les Venitiens.

Ensuite il s'achemina à Rome d'où l'on est recherché de favoriser la République de Venise, & de recevoir un Nonce Extraordinaire qui viendrait pour exhorter Sa Majesté à cela & le disposer à la Paix.

La Cour est peu satisfaite du Pape.

Sur ces choses il a été répondu que l'envoi du Nonce feroit du tout inutile, Sa Majesté ayant assez de disposition à favoriser la République, & comme Alliée & comme attaquée par le Turc, mais que Sa Majesté ne veut point faire parade de ce qu'elle fait à leur avantage, & n'en recherche que la Gloire de Dieu, & le bien de la Chrétienté; qu'étant aussi de soi très-disposée à concourir à la Paix, elle n'a pas besoin d'en être sollicitée, & le Pape ne peut pas se promettre que ses offices avançaient en rien deux choses justes, auxquelles Sa Majesté est portée par sa pieté, puisqu'au lieu de considérer ceux qui se passent envers lui par cette Couronne, il semble qu'il en prenne sujet de pis faire à ceux qu'elle lui recommande, ce qui a été visible par la poursuite qu'il a continuée contre Monsieur le Cardinal Antoine, & les mauvais traitemens qu'il fait aux Barberins, au

moment qu'il a su qu'ils étoient honorez de la protection de Sa Majesté, qui espere que Monsieur de la Thuillerie de son côté, & vous du vôtre ferez en sorte, selon les ordres que vous en avez eus, que son Armée d'Allemagne se trouve fortifiée d'un bon Corps d'Infanterie & de Cavalerie, de leur Nation, & qu'aussi elle sera en état de contribuer à avancer le Traité général, ou de faire de notables progrès en la Campagne prochaine. Je solliciterai, qu'il vous soit envoyé de l'argent & que celui qui aura été pris à Hambourg sur votre credit soit payé, si tant est que Monsieur de la Thuillerie s'en serve, ce que je ne mets point en doute. Je suis &c.

1645.

Soins pour fortifier l'Armée d'Allemagne.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster, le 2. Decembre 1645.

*Arrivée du Comte de Trautmansdorff. Leurs soins sur le Ceremoniel. Le Comte de Trautmansdorff embrasse leur expédient sur les visites. Voyage de Monsieur de la Thuillerie en Suede. Affaires des levées en Danne-marck. Suite de la Négociation avec Baviere. Prétention des Etats d'Osnabrug pour la démolition de quelques Places.*

MONSIEUR,

Le Comte de Trautmansdorff est arrivé en cette Ville le Mercredi vingt-neuvième du mois passé, sans qu'il lui ait été fait aucune entrée. Nous avons eu crainte que lui rendant notre visite & recevant la sienne, il ne se passât quelque chose au préjudice de la France, & que lui voulant favoriser les Espagnols, nous fussions obligés de n'avoir point de commerce avec lui, ce que nous voulions éviter, estimans qu'il importe au service du Roi que nous le puissions voir & traiter avec lui. La conduite que nous avons tenuë en cela a été de prendre garde quand Monsieur le Nonce le verroit, & au même tems qu'il en est sorti, nous lui avons fait demander l'audience par le Secrétaire de l'Ambassade, qui lui a dit expressément que

Arrivée du Comte de Trautmansdorff.

Leurs soins sur le Ceremoniel.

Le Comte de Traut-

nous

1545. nous nous assurons que, quand il rendroit ses visites, il nous verroit dans le même ordre, c'est-à-dire immédiatement après Monsieur le Nonce; à quoi il a consenti après y avoir fait néanmoins quelque difficulté, & témoigné de l'embaras de ce qu'on stipuloit cela de lui si précifément.

fransdorff  
embrasse leur  
expédient sur  
les visites.

Il nous a semé que nous devions nous contenter de cette déclaration, & que notre rang par ce moyen sera conservé, & qu'il n'est pas nécessaire de nous informer trop curieusement, s'il en verra d'autres avant Monsieur le Nonce, comme on dit qu'il veut faire; & notamment les Espagnols qui l'ont visité les premiers de tous, encore que ce fût pour affaires, & comme étant d'une même Maison, mais en ce cas c'est le mettre hors d'œuvre.

Hier au soir arriva le Courier qui nous a apporté vos Lettres, & les Memoires de la Cour, lesquels n'ayant eu le loisir de considérer, & ayant été ce matin occupez à la visite de Monsieur le Comte de Trautmansdorff, nous remettons au retour du dit Courier à vous rendre compte de toutes choses, nous contentans de vous donner avis par celle-ci de la réception de votre Lettre du dixhuit de Novembre.

Voyage de  
Monsieur de  
la Thuillerie  
en Suede.

Monsieur de la Thuillerie nous a écrit de Copenhagen, étant prêt de partir pour aller à Stockholm, & nous mande qu'il a envoyé au Sieur de Meules à Hambourg, la Lettre de change de vingt-quatre mil Risdalles que vous lui avez adressée, & la nôtre de quarante mil Risdalles, & se remet du soin des levées au dit Sieur de Meules, auquel il a fait favoir les offres du Général Major Asfeld, de faire trois mil hommes de pied & cinq cens Chevaux ou mil Chevaux, selon les conditions que vous verrez par la copie d'un Memoire que nous vous envoyons.

Affaires des  
levées en  
Danne-  
marck.

Nous les trouverions toutes bonnes & avantageuses au service du Roi, si le dit Sieur Asfeld s'obligeoit de rendre les troupes actuellement dans l'armée de Sa Majesté; mais cela nous semble si nécessaire que nous écrivons au Sieur de Meules, qu'il ne doit rien arrêter sans cette obligation, & que pourvu que ce Général Major demeure d'accord qu'il ne lui sera payé qu'autant d'hommes effectifs qu'il en mena dans le service, il peut promettre le prix qui est demandé.

Nous lui avons même donné ordre de passer plus outre, s'il est besoin, pour traiter avec la dite condition, & accorder pour Cavalier & pour Fantassin à la même raison, que nous avons faite avec le Sieur Benninghaussen: Nous lui en envoyons copie. Pour le titre de Maréchal de Camp, il est mandé au dit Sieur de Meules de faire entendre au dit Sieur Asfeld, qu'il ne lui peut être donné que par Sa Majesté, de laquelle il doit espérer toutes les graces que mériteront ses services, & cependant qu'on peut en traitant lui promettre qu'il aura commandement sur toutes les troupes qu'il fera, soit de Cavalerie ou d'Infanterie. Nous donnons charge au dit Sieur de Meules de ne perdre en cela aucun terns, & de se servir des vingt-quatre mil Risdalles, & des quarante aussi de notre Lettre de credit pour laquelle acquiter, il vous plaira, Monsieur, de faire envoyer l'ordre au Sieur Hœufft d'Amsterdam, parceque c'est un de ses correspondans qui doit fournir cette partie à Hambourg.

Suite de la  
Négociation  
avec Baviere.

Les Ambassadeurs de Baviere nous ont vu cette semaine à diverses fois, pour nous tenir les mêmes discours qu'ils ont fait ci-devant, que leur Maître étoit toujours très-bien disposé à une suspension d'armes avec la France, & nous

convioit de lui proposer des conditions plus recevables que celles dont il a été parlé, lesquelles n'étant pas en sa puissance il ne doit pas y consentir. Ils se sont étendus longuement sur cette matiere, répétant les mêmes raisons continuës aux deux Lettres qui ont été écrites à Monsieur le Nonce Bagni, sans témoigner de se vouloir relâcher ni sur les Places de sûreté, ni pour le partage des quartiers, ni sur l'obligation de n'assister point l'Empereur pendant la suspension, qu'encas que nous voulions promettre de n'assister pas les Suedois & Hefsiens. Vous nous ferez bien la faveur de croire que nous n'avons pas manqué de leur représenter que les choses ne sont pas égales, & de leur marquer diverses raisons de difference, non seulement dans la puissance & dignité des Princes qui traitent ensemble, mais aussi dans l'état où sont présentement leurs armes & leurs affaires, l'un ayant autant de besoin de quitter un parti malheureux, que l'autre a d'intérêt de se tenir ferme dans le sien qui prospere; ce qui les porta à conclure qu'il valoit donc mieux songer au Traité de Paix, & qu'aussi bien la suspension d'armes n'avoit été par eux proposée, que comme un moyen pour y parvenir; mais que cependant on pourroit s'obliger par écrit de part & d'autre: le Duc de Baviere à nous faire avoir la satisfaction prétendue par la France, & le Roi à maintenir l'Electorat dans la Maison de Baviere, & à faire rendre les Pais sur Lens par engagement de ce qui est du par l'Empereur à la place du haut Palatinat qu'il restituerait en ce cas. Nous n'avons pas voulu différer de vous écrire ce que dessus, mais avant que d'y faire les réflexions nécessaires, & vous en dire nos sentimens, nous prendrons le tems de considérer les dits Memoires, qui nous peuvent donner de grandes lumieres.

Dans le projet que les Etats, qui sont à Osnabrug, ont fait pour donner leur avis sur la réponse de l'Empereur, vous aurez pu remarquer qu'il y avoit un article pour faire instance que les Fortereffes de Philisbourg, Bensfeld, & Petersbourg fussent demolies. Mais nous avons fait en sorte que cet article sera réformé, & qu'ils demanderont le razement de Petersbourg seulement, sans faire mention des deux autres Places, ce qui eût été contre nos intérêts & nos prétentions. Le Sieur d'Anthoville, que nous avons envoyé une seconde fois vers l'Electeur de Trèves, y est arrivé si à propos, qu'il se sera trouvé lorsque cette Ville a été remise en sa puissance. Nous voyons par une Lettre qu'il nous a écrite qu'il y a apparence qu'il doit aller à la Cour, & comme vous saurez de lui toutes particularitez, nous ne vous ferons point d'autre réponse sur ce que vous nous écrivez touchant le dit Sieur Electeur. Nous sommes &c.

1645.

Prétention  
des Etats as-  
semblez à  
Osnabrug  
pour la de-  
molition de  
quelques  
Places.

1645.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster le 9. Decembre 1645.

*Interêt de la France en l'amitié de l'Electeur de Trêve. Leurs soins pour les Levées. On répondra au Memoire inclus dans sa dépêche. Leur jugement du Discours du Chancelier au Nonce. Monsieur Servien est à Osnabrug pour presser leur Conference avec les Suedois. Il y a quelque mauvaïse intelligence entre les Suedois & les Deputez de Brandebourg. Entre les Lutheriens & les Calvinistes. Mr. Servien essayera que le sentiment des Etats sur la réponse de l'Empereur soit reformé, & mandé. Le Comte de Trautmansdorff vîste les Plenipotentiaires de France. Leurs discours touchant la restitution. Les Mediateurs pressent pour la replique à la réponse de l'Empereur. Les Imperiaux demandent un Passeport pour les Deputez du Duc de Lorraine. Instance des Mediateurs pour l'obtenir. Mais on le leur refuse. Preparatifs en Flandre.*

MONSIEUR,

Interêt de la France en l'amitié de l'Electeur de Trêve.

Nous avons été bien aises de voir par votre Lettre du vingt-cinquieme du mois passé le favorable traitement que l'on a fait à Monsieur l'Electeur de Trêve, cela produira de bons effets; mais autant qu'il est avantageux d'user de demonstration d'amitié avec lui, aussi est-il à considérer que nous ne devons pas facilement quitter les Places que nous tenons en Allemagne, puisqu'il importe que nous en ayons beaucoup à rendre pour pouvoir obtenir la satisfaction que nous prétendons, vu même que la Couronne de Suede aura plusieurs bon-

TOM. II. PART. II.

nes Villes & des Provinces entieres à restituer, sans demander une plus grande satisfaction que celle de la France.

Touchant la levée du Sieur Benighausien nous avons écrit au Sieur de Beauregard dans les mêmes sentimens qu'il vous a plu de nous mander, faisant presser le dit Benighausien de faire executer avec diligence ce dont il est convenu. Nous estimons que pour faciliter cette Levée il n'y a point de mal de faire venir à Cassel le Commissaire qui est à Mayence, & que l'amas des troupes se fasse dans la Hesse, puisque Madame la Landgrave le trouve bon.

Entre toutes les autres choses nous mandons au Sieur de Beauregard qu'il fasse suivre la Capitulation. Le dit Sieur de Benighausien a été quelque tems malade, ce qui nous donnoit de l'aprehension; il se porte bien à présent, & nous avons avis qu'il a des Officiers à Hambourg pour se servir de l'occasion du licentierement des troupes de Dannemarck. Nous tiendrons la main à cette affaire autant qu'il nous sera possible, & sur ce que l'on propose avec le General Major Asfeld, nous vous avons donné avis par notre dernière Dépêche de ce que nous en avons écrit au dit Sieur de Meules, que nous ne repeterons point ici.

Nous reservons au partement du Courier à vous mander ce que nous aurons fait en execution du Memoire qui nous a été envoyé, qui est si ample & si judicieux, & plein de tant d'expediens & de differens partis, que nous ne pouvons sinon rendre grâces très-humbles à la Reine & à Messieurs du Conseil des soins qu'ils ont eu agréable de prendre de nous donner tant de lumieres & de sages instructions. Nous ne manquerons pas de nous conduire ainsi qu'il nous est ordonné, & d'essayer de faire réussir les choses au mieux qu'il nous sera possible pour la gloire de leurs Majestez & le bien du Royaume.

Mais autant que cette sainte disposition de la Reine au rétablissement de la Paix est digne d'honneur & de louange, autant seroit-il dangereux de se reposer sur le besoin que les Espagnols en ont, & de ralentir pour peu que ce fût les préparatifs necessaires pour la prochaine Campagne. Ceux que font déjà les Ennemis & en Allemagne & en Flandre, obligent aussi Sa Majesté à ne s'attendre point à la Paix, & à fermer les yeux à la dépense, faisant ceder la passion qu'elle a de décharger bientôt les peuples à la nécessité d'attendre le grand & assuré remede à tous leurs maux.

Vous nous avez bien obligé de nous envoyer copie de ce que Monsieur le Chancelier a répondu à Monsieur le Nonce par ordre de leurs Majestez. C'est une des plus belles Pieces & des mieux concertées qui se soient vûes depuis longtems. Elle fait voir si évidemment la mauvaïse conduite du Pape envers le Roi, & le respect de Sa Majesté envers le Saint Siege, qu'il est impossible de la lire sans blâmer la passion & partialité de ceux qui gouvernent aujourd'hui à Rome. Il importoit bien aussi que la vigueur & fermeté de la Reine y parût comme elle fait avec tant de prudence & moderation, qu'il est malaisé après cela que le Pape ne prenne de meilleurs conseils, & ne perde l'esperance qu'on lui pourroit avoir donné d'entreprendre impunément contre la France pendant cette Minorité.

Monsieur Servien est allé à Osnabrug pour presser la Conference entre les Ambassadeurs de Suede & nous, suivant ce qui fut arrêté ici dernièrement avec Monsieur Salvius. Cet ac-

F f

te

1645.

Leurs soins pour les levées.

On répondra au Memoire inclus dans sa Dépêche.

Leur jugement du Discours du Chancelier au Nonce.

Mr. Servien est à Osnabrug pour presser leur Conference avec les Suedois.

1645.

Il y a quelque mauvaife intelligence entre les Suedois & les Deputez de Brandebourg.

Entre les Lutheriens & les Calvinistes.

Mr. Servien effayera que le sentiment des Etats fur la réponse de l'Empereur soit reformé & mandé.

te de diligence nous servira envers les Médiateurs, & toute cette Affemblée qui nous témoigne tous les jours un defir impatient de voir la replique des Couronnes afin qu'on entre tout de bon en matiere. L'instance qu'il en fera aux Plenipotentiaires de Suede lui donnera lieu de découvrir s'il est vrai, comme beaucoup de gens le croient, & que Monsieur Contarini l'a assuré, que le fujet de leur retardement n'est autre que pour recevoir de nouveaux ordres fur la mauvaife intelligence qui a éclaté entre eux, & les Deputez de Brandebourg touchant la Poméranie: auquel cas, nous aurions un peu occasion de nous plaindre que cela fût connu des autres, fans que les Suedois nous en eussent donné communication. Monsieur Servien fera cet office & cette plainte comme il trouvera à propos.

Il travaillera auffi à l'accommodement d'un differend qui est entre les Lutheriens & les Calvinistes; ces derniers se plaignent de ce que dans le Projet des Etats qui font à Osnabrug il n'a point été parlé d'eux, & encore que depuis on ait ajouté quelque chose dans le dit Projet, cela ne les a pas satisfait. Leur defunion nous feroit préjudiciable quant à présent, & les Ennemis s'en fauroient bien prévaloir. Les Ambassadeurs de Suede s'employent à les mettre d'accord, & nous avons cru qu'il n'étoit pas bon de les laisser faire tous seuls, & que nous y devions mettre la main pour acquérir quelque créance parmi eux & obliger les Etats. On estime que les uns & les autres se pourront contenter qu'il soit mis dans les dits avis que les dits Plenipotentiaires & les Imperiaux ayans parlé en général affés des Calvinistes, les Etats attendront plus d'éclaircissement, & que cependant ils veulent bien que les Calvinistes jouissent de la Paix de la Religion faite en mil cinq cens cinquante cinq. Soit que cet expedient réussisse ou non, en nous en entremettans & empêchans que les choses ne viennent dans l'aigreur, les Etats auront fujet de nous favoir gré ou de l'effet ou de la bonne volonté.

Il effayera par même moyen que le sentiment des dits Etats qui a été mis par écrit soit envoyé ici au plutôt à leurs Collegues, mais reformé; & une chose que nous y avons trouvé à redire, c'est que la proposition des Ambassadeurs de Suede est examinée en tous les Articles auparavant la nôtre, & eux nommez avant nous en quelques endroits, ce que nous pourrions souffrir quand les Suedois parlent, mais que des Princes Etrangers qui ont toujours reconnu la préférence parlaient de la même sorte, ce nous feroit trop de préjudice. Nous nous en sommes laissés entendre au Sieur Vultejus Deputé de Madame la Landgrave qui a trouvé notre plainte fort raisonnable, & en a informé son Collegue qui est à Osnabrug. Nous en avons écrit de notre part à Monsieur de la Barde, & avons fû que depuis les Etats y cherchoient quelque temperament, à quoi la présence de Monsieur Servien les obligera encore plus, & empêchera qu'il ne nous soit defavantageux.

Monsieur Salvius étant ici il y a quinze jours témoigna de la disposition à ne point mettre les repliques par écrit, & même il s'en laissa entendre à Monsieur Wolmar; mais depuis son retour à Osnabrug, on nous mande qu'il est d'autre sentiment à cause que les Protestans desirerent qu'on écrive encore pour cette fois. C'est un des points dont il fera traité en la Conference que nous aurons avec les Ambassadeurs de Suede.

Le Comte de Trautmansdorff nous a rendu

la visite immédiatement après Monsieur le Nonce, ainsi que nous l'avions stipulé de lui. Il ne s'y est rien passé hors les Complimens, sinon qu'en parlant des choses passées, il insinua affés adroitement que l'Empereur ayant occupé une bonne partie des Etats du Roi de Dannemarck, lui avoit tout restitué en faisant la Paix, & qu'il en avoit fait de même à Monsieur de Mantouë; ce qui nous obligea de le faire souvenir des causes qui portèrent l'Empereur à en user de la sorte, voyans bien qu'il nous vouloit préparer à ne rien retenir des conquêtes de la France.

Les Médiateurs nous ont vû, & après avoir fait instance de donner notre réplique, & qu'il leur a été dit que Monsieur Servien est allé à Osnabrug exprès pour presser les Plenipotentiaires de Suede d'entrer en conference avec nous sur ce fujet, ils ont demandé de la part des Imperiaux un Passeport pour les Deputez de Monsieur de Lorraine.

La réponse a été que par divers Traitez que ce Prince a faits avec le Roi, il a renoncé aux Alliances de la Maison d'Autriche, laquelle ne pouvant prendre aucun intérêt en ce qui touche le dit Duc, en vain elle demandoit Passeport pour ses Deputez, & que c'étoit chercher des longueurs au Traité, & y faire naître des difficultés de gaieté de cœur.

Ils repartirent qu'encore que Monsieur de Lorraine eût renoncé en un tems aux Alliances de la Maison d'Autriche, il pouvoit avoir depuis de nouveaux Traitez avec elle, & quand même il ne feroit pas leur Allié, qu'il étoit adhérent. Cette question, dîmes-nous, a été traitée & terminée dans les Préliminaires, où il ne lui a été accordé aucun Passeport. Pourquoi donc, repliquerent-ils, en avez-vous demandé pour Ragotzki, & déclaré, en faisant cette instance, que vous en demanderiez pour autant de Princes qui se voudroient joindre à vous, encore que lors des Preliminaires ils ne fussent pas vos Alliez?

Il fut aisé de répondre que les Préliminaires n'excluent pas les Princes qui voudroient se joindre à l'un ou l'autre des Partis; Que si l'Empereur desire des Passeports pour quelqu'un de ses Alliez ou adhérens, quand ils ne le feroient que depuis trois jours, nous n'en ferions point de difficulté; mais pour ce qui regarde le particulier de l'affaire de Monsieur de Lorraine, que c'est une affaire décidée, & que les Imperiaux & les Espagnols ayans une fois acquiescé aux raisons qu'on a de lui refuser la faculté d'envoyer en cette Affemblée, ils ne peuvent aujourd'hui prétendre de nouveau la même chose fans se contrarier eux-mêmes, & contrevenir au Traité des Préliminaires; & comme ils nous pressent toujours & insistent sur le mot d'*Adhérens*, & sur les exemples du Prince de Transylvanie & autres non compris aux premiers Traitez; nous dîmes que quand Monsieur Servien feroit de retour nous en communiquerions avec lui, & leur rendrions réponse; & parce que cette affaire se peut mettre plus d'une fois sur le tapis, nous vous supplions, Monsieur, de faire refoudre de quelle façon nous aurons à nous y conduire quand il s'en parlera ci après.

Parmi divers propos que nous eumes avec les Médiateurs, ils nous ont dit qu'on se prépare puissamment en Flandre pour l'année qui vient, & que les Espagnols semblent être résolus d'accepter l'offre que le Pais leur a faite de lever jusques à quarante mil hommes à condition qu'ils seront payez par les Etats du Pais. Nous sommes &c.

1645.

Le Comte de Trautmansdorff visite les Plenipotentiaires de France. Leurs discours touchant la restitution.

Les Médiateurs pressent pour la réplique à la réponse de l'Empereur.

Les Imperiaux demandent un Passeport pour les Deputez de Lorraine.

Instances des Médiateurs pour l'obtenir.

Mais on le leur refuse.

Préparatifs en Flandre.



1645.

# MEMOIRE DU ROI,

à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris le 9. Decembre 1645.

*Touchant l'affaire de la Religion à Hulst. Resolution des Hollandois envers leurs Députez à Munster. Affaire de la Landgrave. Apprehensions sur la conduite des Suedois. Quelle doit être leur maniere de traiter avec les Députez des Princes & Etats de l'Empire. Touchant la cassation du Traité de Prague. Réponse aux prétensions des Suedois, On doit avancer la Négociation avant l'arrivée du Comte de Trautmandorff. Intentions de l'Empereur & de ses Alliez pour venir à un Traité. Il est bon d'en profiter, mesures à y prendre. Affaire de l'Electorat pour le Palatin. Soupçons sur le Palatin. Touchant la démolition de Philipsbourg & Bensfeldt. Il faut gagner les Députez pour consentir aux satisfactions de la France. Affaires de Savoye. La France medite toujours les avantages de la Chrétienté. On demande aux Plenipotentiaires leur avis si l'on doit rompre avec le Turc, & sur la Paix particuliere avec l'Empereur & l'Empire.*

Touchant  
l'affaire de la  
Religion à  
Hulst.

C'Est avec grande raison que les Sieurs Plenipotentiaires ont du déplaisir de ce qui s'est passé à Hulst à l'égard de la Religion Catholique. On est ici d'autant plus touché que quand on formoit encore les desseins de la dernière campagne, Monsieur le Cardinal Mazarin, eut le soin de faire negocier par le Sieur d'Estades avec Monsieur le Prince d'Orange, que l'on conserveroit la Religion dans les Places qui pourroient être conquises, avec les mêmes prerogatives qu'auparavant, & on s'y étoit entie-

TOM. II. PART. II.

rement confié; parce que Messieurs les Etats ne pouvans en effet recevoir aucun préjudice, il y avoit plusieurs raisons politiques plus fortes, & même dans les conjonctures, qu'elles n'ont été jamais pour les obliger de demander & désirer eux-mêmes d'accorder ce traitement favorable à ladite Place dans un tems que cet exemple eût fait un effet merveilleux parmi les Peuples, qui, dans un mauvais état & le desespoir où ils sont & dans le peu d'apparence qui leur reste d'être garantis par les forces d'Espagne des oppressions qu'ils souffrent, auroient d'autant plus songé aux moiens de secouer eux-mêmes le joug de la Domination Espagnole quand ils auroient vu bien affermi le point de la Religion, qui avec justice leur est le plus à cœur. Et il est constant que les Ministres de Bruffelles se sont consolez de la perte de cette Place pour l'avantage qu'ils en tirent dans tout le Pais, dont ils croient maintenant s'être bien assurés par les indignitez que l'on a faites aux Ecclesiastiques; lesquelles ils n'ont pas manqué d'exagerer à proportion de l'utilité qu'ils ont cru d'en recevoir.

Toutes les raisons ci-dessus nous ont fait ajouter foi à la promesse de Monsieur le Prince d'Orange, pour le maintien de la Religion; mais, comme les dits Sieurs Plenipotentiaires l'auroient pû apprendre du Sieur Brasslet, il n'a pas été possible au dit Sieur Prince de rien gagner envers Messieurs les Etats, sur ce point, & il en a fait faire ici beaucoup d'excuses, nous assurant qu'il profitera de quelque conjoncture favorable pour faire donner là-dessus satisfaction à leurs Majestez.

Le dit Brasslet aura sans doute mandé à Messieurs les Plenipotentiaires ses réflexions, & les raisons qu'il a eues de ne pas executer ce nouvel ordre, celui que leurs Majestez lui avoient donné de faire instance de leur part à Messieurs les Etats pour l'observation des Articles du Traité de 1635. qui concernent le libre exercice de la Religion dans les Places conquises, & de leur partage, & il semble qu'il a bien fait d'attendre encore quelque tems pour n'en pas parler dans une conjoncture où Messieurs les Etats, à ce qu'on peut juger de la conduite qu'ils tiennent, n'auroient pas été marris de se servir de ce prétexte, quoique mauvais, pour apporter un nouveau retardement à l'envoi de leurs Députez à l'Assemblée.

Le Sieur Brasslet leur aura aussi écrit comme dans la prise de Breda, laquelle arriva quelque tems après le dit Traité signé, quoique les mêmes rigueurs fussent exercées envers les Ecclesiastiques, il ne paroît pas que la France fit alors aucune instance en leur faveur. Néanmoins comme leurs Majestez jugent nécessaire de la faire aujourd'hui & de la porter en bonne forme, aussi estiment-elles que peut-être ne ferait-il que bien à propos de la différer pendant quelque tems, car ou on conclura quelque accommodement dans cet hiver, & en ce cas nous demanderons un traitement favorable pour Hulst, ou la guerre continuant il faudra renouveler ce Traité pour la campagne prochaine avec Messieurs les Etats, & alors non seulement on insistera pour l'execution du Traité de 1635. mais on l'établira comme il faut pour les conquêtes à l'avenir.

C'est pourtant une chose étrange que, pendant que la France s'emploie pour le bien & pour l'avantage de la Religion Catholique, & que la pitié singuliere de leurs Majestez fait rechercher continuellement les moiens de parvenir en tous lieux à cette fin, les Espagnols,

Ff 2

qui

1645.

1645.

qui ne se foucioient certainement que d'en affecter les apparences, étant bien aisé à voir le marché qu'ils en font aujourd'hui avec les Protestans d'Allemagne, qu'ils en feroient aux Hollandois, s'ils croyoient de les pouvoir gagner aussi, ils ont néanmoins l'adresse & le bonheur de nous pouvoir toujours noircir sur cette matiere; mais Dieu, devant qui on ne se peut déguiser, saura recompenser chacun selon son merite, & répandre ses benedictions sur ceux qu'il croit avoir les intentions meilleures.

Cette rencontre, avec ce que l'on voit d'ailleurs, fait voir que Monsieur le Prince d'Orange ne manie Messieurs les Etats comme il veut, & il semble même que les jalousies contre lui s'y augmentent tous les jours. La dernière Lettre du Comte d'Estrades porte que, pour avoir fait connoître que son sentiment étoit que l'on laissât libre l'exercice de la Religion Catholique, il y a des Provinces entières qui ont dit qu'il s'entendoit entierement avec la France pour introduire dans leurs Païs une Religion contraire entierement à la leur.

Résolution  
des Hollan-  
dois envers  
leurs Députés  
à Munster.

Le dit Sieur Prince a fait voir au dit Sieur d'Estrades une Lettre qui lui a été envoyée à Breda, par laquelle un de ses amis particuliers lui donnoit avis que la Hollande, & quatre autres Provinces ont mis dans l'Instruction de leurs Députés à Munster, qu'ils ne dussent recevoir aucun avis ni Lettres de qui que ce soit touchant la Négociation de la Paix que de Messieurs les Etats, sur peine d'être cassés & punis rigoureusement, & le dit Sieur d'Estrades a trouvé à son arrivée à la Haye, que toutes les autres Provinces avoient consenti à la même chose.

Affaire de  
la Landgrave.

On s'est extrêmement réjoui de ce que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont à la fin emporté l'admission des Députés de Madame la Landgrave dans le Conseil des Princes, sans aucune condition, & de voir les mêmes esperances qu'ils avoient de faire la même satisfaction aux Députés de Magdebourg, & à ceux du Marquis de Baden-Durlach, & du Comte de Nassau Saarbruch. L'adresse & la fermeté des dits Sieurs Plenipotentiaires a rendu en cela ce service au Roi, qu'outre ces avantages que ces Princes nos amis font pour recevoir & la connoissance qu'ils en auront, tous les autres verront en même tems quel fondement ils peuvent faire sur l'amitié & sur l'appui de cette Couronne quand on l'a meritée.

Apprehen-  
sion sur la  
conduite des  
Suedois.

La Négociation que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont eu avec Monsieur Salvius, donne occasion de dire que la lenteur avec laquelle se meuvent les Ministres de Suede, & la circonspection qu'ils apportent en leurs moindres démarches sans vouloir quasi faire un pas qu'ils n'en reçoivent un ordre précis de leur Reine nous doit faire apprehender de grandes longueurs dans le Traité. Joint à cela cette fermeté avec laquelle sans doute ils s'arrêteront à vouloir emporter la satisfaction qu'ils ont déclaré confidemment qu'ils desirent, & ils se roidiront d'autant plus s'il est vrai, comme les dits Sieurs Plenipotentiaires soupçonnent, qu'ils ayent une liaison plus étroite avec les Protestans que celle qu'il nous paroît & qu'ils soient assurés que n'obtenant pas la satisfaction qu'ils demandent ils continueront la Guerre conjointement avec tout le Parti Protestant.

Mais comme il sera aisé d'avoir connoissance selon les occurrences de ce qu'auront pu traiter les Ministres de Suede, & la circonspection qu'ils apportent en leurs moindres démarches avec les dits Protestans, puisqu'il faudra nécessairement qu'il soit communiqué à plusieurs

personnes, aussi pourra-t-on de notre côté faire la guerre à l'oeil, & prendre, selon qu'ils se comporteront, les résolutions plus convenables au service de Sa Majesté & au bien de cette Couronne. Car pour ce que Salvius a avancé que les Protestans se joindroient à la Suede, si elle ne pouvoit remporter sa satisfaction, pourvu que l'Empereur se porte de son côté à ce qui devra raisonnablement contenter les deux Couronnes, & alors chacun pourra songer à soi & à aviser ce qu'il devra faire pour le mieux. Il est vrai néanmoins qu'il y a grand sujet de croire que si les Suedois trouvent moien de s'assurer, par la satisfaction particuliere qu'on leur accordera, le droit de séance dedans les Diettes de l'Empire, à quoi ils vivent avec grande passion, ils ne s'opiniâtreront pas tant qu'ils veulent le faire croire, pour tout ce qui pourroit après être prétendu par les Protestans: & certes on ne leur fait pas grande injustice d'avoir cette opinion d'eux; puisque la Négociation, qu'ils ont introduite par le moien de Rosenhan, fait assez voir qu'ils préfèrent leur intérêt à toute autre considération, & que l'ayant une fois bien affermi ils songeront peu à celui des Protestans, ayant été capables d'avoir en pensée d'abandonner la France dont ils ont reçu tant d'assistance & avec tant de sincerité & d'affection.

La plus délicate Piece qu'ayent entre les mains Messieurs les Plenipotentiaires, & à laquelle ils doivent sans cesse s'appliquer avec toute leur prudence & leur adresse, c'est le commerce qu'ils doivent entretenir avec les Députés des Princes & Etats de l'Empire, & notamment des Protestans, puisqu'il semble qu'en ce point nous n'avons gueres moins contraires les Suedois que nos propres ennemis, chacun songeant également à les gagner & à se les rendre favorables à nos dépens mêmes.

Quelle doit  
être leur ma-  
niere de trai-  
ter avec les  
Députés des  
Princes &  
Etats de  
l'Empire.

On a très-judicieusement reparti à Salvius sur la proposition qu'il a faite de demander la cassation du Traité de Prague, & on ne voit pas qu'il ait été jusques ici pratiqué de vouloir faire annuler des Traitez faits auparavant, puisque l'on peut aisément remédier aux articles qui choquent, convenant autrement par de nouveaux Traitez avec les derogatoires nécessaires aux précédens, & sans chercher de plus loin les exemples, il ne faut que voir comme l'on en usa au Traité de Querafque, à l'égard de celui de Ratisbonne qu'on n'avoit pas approuvé. Monsieur Servien se souviendra même que, parce que Gallas & les autres Ministres de l'Empereur avoient ordre exprès de leurs Majestés Imp. de parler toujours du Traité de Ratisbonne & de s'y attacher, il fut avisé de prendre un expédient pour le contenter. Comme il n'étoit pas fort habile en de pareilles Négociations, ce fut d'en faire mention, mais toujours destructive, c'est à dire qu'encore qu'il fût porté par le dit Traité telle & telle chose, néanmoins qu'on la feroit d'une autre façon qui étoit le contraire.

Touchant  
la cassation  
du Traité de  
Prague.

Il a été très à propos de faire reconnoître au dit Salvius, qu'il ne devoit pas esperer que la France ni le Parti Catholique pussent consentir jamais qu'on donnât les biens Ecclesiastiques à Brandebourg, pour récompense de la Pomeranie que la Couronne de Suede prétend de l'Empereur pour sa satisfaction particuliere. Mais certes, de la façon que les ennemis se conduisent sur le fait de la Religion, il sera bon que cela ne dépende pas absolument d'eux, parce qu'on pourroit croire, cela étant, qu'ils s'y rendroient plus faciles que nous-mêmes & ils ne laisseroient pas en même tems de crier hautement que c'est la France qui détruit la Religion Catholique par tout.

Réponse  
aux préten-  
tions des  
Suedois.

Il

1645.  
On doit  
avancer la  
Négociation  
avant l'arri-  
vée du Com-  
te de Traut-  
mansdorff.

Intentions  
de l'Empe-  
reur & de  
ses Alliez  
pour venir à  
un Traité.

Il est bon  
d'en profiter.

Mesures à  
y prendre.

Ils auront vû par celle que leur porta le Courier de Buissonniere, & par ce que l'on a écrit depuis, comme l'intention de leurs Majestez est que l'on ne perde pas un moment de tems à avancer les affaires avec les précautions requies. C'est pourquoi on estime qu'après l'arrivée du Comte de Trautmansdorff à l'Assemblée, ils ne doivent pas différer de donner librement leur déclaration pour la satisfaction qui est prétendue par cette Couronne.

Et comme Monsieur le Duc de Baviere fait assurer ici par la voye du Nonce Bagni, que l'Empereur, & tous les Etats de l'Empire sont résolus de conclure promptement & même sans les Espagnols, s'ils ne se portent en même tems à contenter la France, il y a lieu d'espérer avec beaucoup de raison que l'on pourra s'accommoder avec tous, parce que ceux-ci connoissans de devoir être abandonnez par les autres apporteront infailliblement toute facilité de leur part pour être compris dans le Traité, prévoyant bien dans quel labyrinthe ils se trouveroient s'il leur falloit soutenir seuls le faix de la Guerre contre la France, & particulièrement quand elle auroit pris ses précautions avec l'Empereur afin qu'ils ne puissent être assistez.

La prudence veut que Messieurs les Plenipotentiaires ne laissent pas échapper une si favorable conjoncture sans profiter autant qu'il se pourra de la crainte des Espagnols de demeurer seuls, & Sa Majesté tient cette consideration si forte qu'elle juge qu'ils pourront leur demander hardiment, & avec fermeté les avantages & les partis plus utiles que l'on ne feroit pas sans cette heureuse rencontre, supposé néanmoins toujours que nous n'ayons aucun doute de la foi de nos Alliez, particulièrement des Suedois, & que toutes les machines pour les separer d'avec nous aient été sans effet.

On ne peut pas prescrire d'ici nommément ce que l'on doit faire, parce que cela dépend de l'état des choses par delà. Tout ce que l'on peut dire de plus exprès c'est qu'il faut agir avec cœur & résolution, prenant sur le champ tel parti qui sera plus avantageux selon les occurrences, & sur tout selon la connoissance que l'on aura de la disposition & des apprehensions des Espagnols. Les dits Sieurs Plenipotentiaires pouvant être assurez, à ce que proteste Baviere, que le Roi d'Espagne est résolu d'aller à la Paix & y fera plus porté qu'aucun autre, quand il aura perdu ses esperances de nous desunir d'aucuns Alliez. Puisqu'on voit que dans le tems même qu'il ne croit pas être abandonné de l'Empereur, le mauvais état de ses affaires propres l'oblige à chercher un accommodement à quelque prix que ce soit, à plus forte raison l'envie qu'il en a redoublera & elle le fera consentir à toutes conditions lorsqu'il se verra en peine de voir le repos dans l'Empire, & lui nécessité de soutenir tous les efforts de nos armes.

Il seroit bon de faire connoître adroitement en passant aux Députez de Baviere que ceux de l'Empereur, soufflez par les Espagnols, sont alertes pour profiter des difficultez que la France peut apporter à satisfaire en quelque point les Protestans, facilitans d'abord tout ce qu'ils desirent, de sorte que la Religion Catholique, dont ils sont si grands Zelateurs, souffre en plusieurs choses pour leur intérêt, n'étant pas cependant à propos de nous y opposer, puisque d'un côté nous donnerions lieu à nos ennemis de nous mettre mal avec partie de nos amis, lorsqu'ils leur feroient voir que la Maison d'Autriche même leur est plus favorable que la France, & de l'autre il dépend d'eux de leur accorder les satisfactions qu'ils voudront.

On estime aussi qu'il ne peut y avoir du danger de faire savoir aux mêmes Députez tout ce qui viendra en notre connoissance des pensées favorables que les ennemis ont pour le Prince Palatin, au préjudice de leur Maître, parce que, quand même il se contentera des propositions qu'ils feront pour ajuster ses intérêts, soit pour l'Electeur soit pour la recompense du haut & bas Palatinat, il aura plus de sujet d'être satisfait de la France lorsqu'il reconnoitra que, si les ennemis eussent eu, comme ils y étoient obligez, aussi bonne intention que nous en son endroit, il y eût peut-être eu moien de lui procurer de plus grands avantages.

Quant à ce qui regarde le Palatinat, il est bon que Messieurs les Plenipotentiaires sachent qu'en divers tems l'on a reçu beaucoup d'avis qu'il se fût tenu bien heureux de pouvoir seulement rentrer dans la possession de ses Etats sans Dignité Electorale, & la pensée de feu Monsieur le Cardinal de Richelieu a toujours été de faire en sorte que cette Dignité demeurât, par le moien de la France, à Monsieur de Baviere, afin que cela nous servît pour l'obliger à embrasser tous nos intérêts d'Allemagne, & à s'attacher à nous autant que faire se pourra.

On souhaiteroit encore ici à présent la même chose, & avec autant & plus de raison que les avantages que la France & ses Alliez ont remportez depuis la mort du Cardinal nous donnent lieu d'espérer de plus grandes satisfactions en Allemagne qu'on n'auroit pas fait en ce tems-là.

Il faut donc essayer de le favoriser adroitement en tout ce qui se pourra là-dessus, bien entendu que le dit Duc de Baviere y correspondra de son côté comme il doit, sans pourtant qu'il puisse paroître que notre pensée va à faire demeurer le dit Palatin sans le dit Electorat, si ce n'est qu'il y ait beaucoup de jour de pouvoir esperer, à quoi le Duc de Baviere peut plus contribuer qu'aucun autre, se tenant ferme & feignant ne vouloir en aucune façon s'accommoder que le dit Electorat ne lui demeure.

On nous écrit que le dit Palatin parle comme esperant tout de la Couronne de Suede & des Protestans, & pour la France comme ne pouvant en cela que suivre le sentiment des deux autres, ce qui n'est pas fort obligeant.

D'ailleurs on n'a pas grand sujet de former bonne opinion d'un Prince qui étant si étroitement Allié avec le Roi de la Grande Bretagne, & en ayant reçu en tout tems l'assistance & les marques d'affection qu'il en pouvoit attendre, quand il l'a vu en guerre contre ses Sujets il a suivi le parti de ceux-ci & s'est engagé volontairement, recevant une espece de pension de trente-deux mille écus par an. S'il ne pouvoit pas faire paroître au dit Roi d'être touché du mauvais état de ses affaires, personne du moins ne le contraignoit à sortir de Hollande pour aller témoigner au Parlement la part qu'il prenoit dans leurs intérêts.

On ne sait pas s'il y aura moien dans le rétablissement de ce Palatin dans ses Etats, de ménager quelque chose à l'avantage de son frere, qui s'est marié ici, comme seroit de lui procurer quelque demeure independante; ce que l'on desire, tant parce qu'il a abjuré, Dieu merci, l'herésie, que parceque pour d'autres considerations on ne veut pas consentir, que cette nouvelle famille de Prince s'établisse dans le Royaume. Sa Majesté recommande à Messieurs les Plenipotentiaires, de faire en sa faveur tout ce qui dépendra d'eux.

Il y a apparence que les Protestans & parti-

1645.

Affaire de  
l'Electorat  
pour le Pala-  
tin.

Soupçons  
sur le Palatin.

1645.

Touchant la  
démolition  
de Philips-  
bourg &  
Benfeldt.

culièrement le Député de Strasbourg auroit songé à l'instance sur la démolition de Philipsbourg, & de Benfeld, mais il y a lieu d'espérer que ce que les dits Plenipotentiaires ont dit à Salvius, & les soins qu'ils auront depuis continué de prendre, pour empêcher cette demande, auront produit un bon effet. En tout cas, quand il ne seroit pas aisé d'obtenir davantage, il faudroit se conduire adroitement afin que le rasement ne tombât que sur Benfeld, puisqu'étant démoli il ne nous donneroit aucune peine, & en cas de brouillerie on pourroit toujours se saisir du poste qui seroit bientôt fortifié. Cependant nous aurions épargné à présent la récompense qu'il faudroit donner à la Couronne de Suede, laquelle se pourra rendre facile à consentir à ce rasement, afin de parvenir plutôt aux satisfactions qu'elle prétend d'eux.

Il faut gagner  
les Députés  
pour consen-  
tir aux satis-  
factions de la  
France.

Sa Majesté s'assure que les dits Sieurs Plenipotentiaires n'omettront rien pour essayer de gagner les Députés les plus capables de contribuer quelque chose dans la conclusion de la Paix à procurer la satisfaction de cette Couronne, & afin qu'ils ne manquent pas de moiens on leur envoie, pour cet effet, par la voye du Sieur Hœuft, une remise de cent mille Livres, lesquelles ne devront être employées pour quelque chose que ce puisse être, qu'à cette sorte de dépense pour laquelle, quoique les finances du Roi soient assez épuisées, on ne plaindra rien qui soit utile.

Affaires de  
Savoye.

L'Abbé Mondain a fait savoir ici que Bellitia écrivoit à l'Ambassadeur de Savoye, & en Piedmont comme ensuite des nouveaux ordres qu'il avoit reçus depuis peu de Madame de continuer à faire sa charge, & agir en toutes occasions en qualité de Ministre, il avoit commencé à le faire, & même avoit conféré avec le Sieur de Boulanger Secrétaire de l'Ambassadeur de France. On n'a que dire à une chose faite, Sa Majesté recommande seulement à l'avenir qu'on rompe tout commerce avec ce personnage, & cependant elle songera ici aux moiens d'obliger Madame de Savoye à avoir plus de respect qu'elle n'a pour ses intentions, sans relâcher de la protection qu'elle est résolue de donner jusqu'au bout à Monsieur de Savoye son fils, qui ne doit pas souffrir de la mauvaise conduite de sa Mere.

La France  
medite tou-  
jours les a-  
vantages de la  
Chrétienté.

Pour conclusion, la pieté de Sa Majesté la faisant continuellement mediter aux moiens de procurer de plus en plus les avantages de la Chrétienté, pour correspondre au rang qu'elle a de Fils aîné de l'Eglise.

On deman-  
de aux Pleni-  
potentiaires  
leur avis si on  
doit rompre  
avec le Turc.

Sa Majesté desire avoir l'avis des dits Sieurs Plenipotentiaires, sur la rupture de la France avec le Turc, avant qu'on puisse faire la Paix.

Mettant en conclusion si les motifs, qui ont jusques à présent détourné les Rois ses prédecesseurs de prendre cette résolution, ont encore aujourd'hui la même force, & si elle doit les imiter dans cette conduite, ou si le bien de la Chrétienté doit prévaloir en cela, notamment étant joint à un intérêt particulier, que la France auroit alors de se décharger de quantité de Soldatesque superflue, laquelle étant oisive pourroit donner lieu à des remuemens dans le Royaume, qui seroient de beaucoup pires que la Guerre dont nous ferions fortis.

Et sur la  
Paix particu-  
liere avec  
l'Empereur  
& l'Empire.

Les dits Sieurs Plenipotentiaires examineront encore si la Paix se faisant dans l'Empire avec assurance que les Espagnols n'en feront en aucune façon assistance, il y aura moien de ménager

quelque chose au profit de la Chrétienté sans nous déclarer tout-à-fait contre le Turc, si tant est qu'il continuât la Guerre & ses progrès.

1645.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE.



## M E M O I R E

De Monsieur le

C A R D I N A L  
M A Z A R I N,

à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, le 9. Decembre 1645.

*Touchant le voyage de Monsieur Salvius à Munster. Apprehensions sur la conduite des Suedois. Mesures à prendre en cas que les soupçons augmentent. Bonnes esperances de s'accorder avec l'Espagne pour une Trêve. L'Ambassadeur de Venise à Paris sollicite fort l'avancement de la Paix. Surprise de Mardick par les Espagnols.*

NE me semblant pas que le sujet qui est marqué dans votre Dépêche commune du voyage de Monsieur Salvius, ait été assez important pour le fortir d'Osnabrug, ces Messieurs étant de leur naturel assez malaisés à renouer une Conférence, d'autant plus dans la croyance qu'il soit venu à Munster pour voir de plus près ce qu'il pouvoit esperer de la Négociation introduire par Rosenhan, que vous me mandez d'avoir cru qu'il avoit plutôt fait ce voyage, pour montrer de n'être pas en demeure que pour rien déterminer: c'est pourquoi j'attens avec impatience la nouvelle de ce que vous avez pû reconnoître, depuis l'arrivée du Courier de la Buissonniere, esperant qu'au même tems j'apprendrai aussi qu'il n'y a rien à craindre de ce côté-là.

Touchant le  
voyage de  
Monsieur Sal-  
vius à Muns-  
ter.

Pourvu que nous soyons en cela libres de toute Apprehen-  
sions sur la



1645. toute crainte, & que nous puissions nous bien assurer de la foi des Suedois, comme il semble que nous pouvons vivre maintenant en repos du côté de Messieurs les Etats & du Prince d'Orange, & que d'ailleurs on voye après l'arrivée de Trautmanisdorff, tel avancement dans le Traité de l'Empire que les Espagnols puissent apprehender de demeurer seuls dans la Guerre, j'estimerois absolument que dans une pareille conjoncture l'on pourroit hardiment proposer d'être prêts de nous accommoder avec l'Espagne, moyennant que tout ce que nous avons occupé sur eux nous demeure, convenant seulement d'une Trêve pour le Portugal.

conduite des Suedois.  
Mesures à prendre en cas que les soupçons augmentent.

Et au cas que l'on trouve trop de résistance à composer ce parti, je croirois que consentant d'autre part à une longue Trêve pour la Catalogne, compris même Rosès si on ne pouvoit mieux, & retenant dès à présent, en vertu de l'accommodement, tout ce que nous possédons ailleurs, même le Comté de Roussillon, sans que les Espagnols y puissent jamais rien prétendre, & trouvant quelque expedient pour les affaires de Portugal, l'Espagne y descendroit volontiers, soit pour la crainte d'un plus grand mal, & pour s'en garantir, soit pour l'espérance qu'il conserveroit toujours de recommencer la Guerre, avec plus de bonne fortune quand la Trêve de Catalogne seroit expirée.

Et en ce cas nous aurions un beau moien de satisfaire Messieurs les Etats, puisque nous pourrions regler la durée de la Trêve pour la Catalogne, sur le tems de celle qu'ils accorderoient avec les Espagnols.

On pourroit aussi consentir à la même Trêve pour l'Italie, au cas qu'il se rencontrât trop d'obstacles à y faire la Paix, soit pour la restitution de Verceil ou soit à l'égard de ce qui devra être fait de Casal. Je replique de nouveau que l'on ne doit pas trouver étrange, si je suis persuadé de ce que dessus, puisque recevant chaque jour la confirmation de ce que je vous ai déjà mandé, que le Roi d'Espagne, par le conseil de ses plus sages Ministres, étant résolu de faire la Paix à quelque condition que ce soit, s'il ne peut venir à bout de nous separer d'avec quelqu'un de nos Alliez, il me semble de ne raisonner pas mal quand je dis, qu'est-ce que le Roi d'Espagne ne trouvera pas faisable, si non seulement il desespere de cette desunion, mais qu'en effet il se voit réduit en état de craindre la sienne d'avec l'Empereur, le Duc de Baviere se laissant assez entendre qu'il sera forcé par les Princes & Etats de l'Empire d'accepter la Paix sans l'Espagne.

Bonnes esperances de s'accommoder avec l'Espagne pour une Trêve.

Cette esperance que j'ai de voir arriver ce que je dis est encore bien fortifiée par la réflexion que je fais sur le discours que m'ont souvent tenu le Nonce & l'Ambassadeur de Venise, montrant le faire avec grand fondement, que pourvu que l'on trouve moien de sauver en quelque façon au Roi d'Espagne, les intérêts qui le touchent le plus, qui sont ceux de la Catalogne & du Portugal, on ne sauroit faire de propositions sur le reste des choses, que l'on ne dût se promettre de l'obtenir sans beaucoup de retardement. Il y en a qui croient que parmi les autres raisons qui obligent les Ministres d'Espagne, à presser pour entrer sans perte de tems en matiere, & à traiter avec nous, ce ne soit pas la moindre, celle de l'apprehension qu'ils ont que quand nous connoîtrons de pouvoir conclure avec l'Empereur sans les Espagnols, ou nous refoudrons de continuer la Guerre avec eux, pour profiter davantage avec eux du

mauvais état où ils sont, ou nous pretendrons en ce cas des conditions bien plus avantageuses, que nous n'aurions fait autrement, & ils croient que le remede à cela c'est de nous faire declarer par avance nos pretentions, parce qu'ils jugent que nous ne pourrions pas avec bienfiance nous en departir ni les accroître après dans les progrès de la Négociation. Cette pensée merite quelques réflexions de vous autres Messieurs, afin que vous en puissiez profiter par les voyes que votre prudence jugera les meilleures.

Les Espagnols avoient autant considéré la Trêve, comme un port qui ne pouvoit leur manquer dans l'orage présent, pourvu qu'ils voulussent consentir qu'elle fût à longues années, s'étans flatés, depuis le commencement de la Guerre, qu'il dépendroit d'eux en tout tems de la conclure par cette voie. Aujourd'hui la conduite que vous autres Messieurs avez tenue à Munster, & nous ici pour les defabuser que l'on voulût entendre à une suspension d'armes, en quelque façon qu'elle pût être proposée, & le bon état de nos affaires qui nous donne lieu de prétendre de nous assurer par une Paix ce que nous n'eussions tenu qu'incertainement par une Trêve, fait qu'ils sont desesperez de s'être trompez dans leur calcul. C'est pourquoi j'estime qu'en quelque résolution que nous soyons pour prendre, selon les conjonctures, il faut, pour tirer plus de profit dans celle-ci, se montrer plus que jamais éloigné de prêter l'oreille à des propositions de suspension d'armes, & essayer de bien imprimer dans l'esprit des Médiateurs, les raisons de n'y pas entendre, afin que nos ennemis ne voyant aucun jour de rien esperer là-dessus se résolvent promptement de proposer à nous laisser la plus grande partie de nos conquêtes, & ce par une Paix; & comme ils prétendent par ce moien la restitution du reste, & que nous tiendrons toujours bien à ne vouloir rien lâcher, cette contestation produite insensiblement pour la terminer la proposition d'une Trêve, pour la portion qui sera en dispute, à laquelle nous pourrions alors consentir, témoignant de le faire pour ne retarder plus longtems le repos de la Chrétienté, quoique la bonne assiette de nos affaires nous dût persuader, que nos ennemis nous donneroient toute satisfaction si nous voulions tenir bon de crainte d'empirer encore leur condition par la continuation de la Guerre. Cet article merite une très-grande réflexion & que l'on s'en souvienne souvent.

On n'avoit retiré de l'Assemblée le Député de Catalogne, que pour les raisons que vous savez. Si vous autres Messieurs jugez à propos dans ces conjonctures d'y avoir quelqu'un, de la part de ses Peuples, ce que je tiens extrêmement problematique, vous prendrez, s'il vous plaît, la peine de m'en avertir & on y pourvoira aussitôt.

Je me suis étendu dans le Memoire du Roi, sur le fait de Baviere, de sorte qu'il ne me reste rien à y ajouter, me contentant de vous envoyer la copie de deux de ses Lettres, que Monsieur le Nonce a reçues depuis peu.

L'Ambassadeur de Venise m'a vu depuis quelques jours, & a extremement insisté pour nous faire entrer en matiere, s'étendant fort sur ce qu'il connoît que les Députés de Messieurs les Etats, ne veulent point se rendre à l'Assemblée, & qu'ils ne peuvent pas trouver mauvais que se plaignans eux-mêmes, que l'on n'y fait rien, on leur ôte tout prétexte de n'y pas venir.

Je lui ai reparti que les Espagnols en étoient

L'Ambassadeur de Venise à Paris sollicite fort l'avancement de la Paix.

1645.

la véritable cause, qu'ils tâchoient d'introduire avec eux des Négociations particulières, qu'ils publioient qu'ils leur porteroient jusques chez eux la Paix ou la Trêve, aux conditions qu'ils pourroient souhaiter de toute la Chrétienté, que néanmoins, grâces à Dieu, tous leurs artifices n'avoient de rien servi, qu'à faire connoître que la foi de nos Alliez est inébranlable.

Je lui ai après fait voir une Lettre du Sieur Brasset, qui marque que les dits Sieurs Députés se preparent tout de bon à partir bientôt, & que leur équipage étoit déjà en chemin.

La conclusion du Discours a été que les Médiateurs étoient en impatience d'entrer en Traité, parcequ'ils avoient en main des expédiens à proposer pour la Paix, proportionnés à l'état de nos affaires & à celui de nos ennemis.

Surprise de  
Mardick par  
les Espagnols.

Il nous est arrivé cette semaine un petit malheur qui est la surprise du Fort de Mardick, par les ennemis. Il m'a d'autant plus touché qu'ayant toujours douté qu'il arriveroit, je n'avois rien omis pour l'empêcher; ce qui eût été facile si on eût pris le soin de faire ce que j'ai mandé par cinquante Lettres sur ce sujet-là.

Je vous envoie la copie de celle que j'écrivis hier à Monsieur le Maréchal de Gassion, par laquelle vous en apprendrez autant que je pourrois vous en dire.

On a donné les ordres pour faire arrêter les Sieurs de Chanleu & Godailles, mais cela ne réparera pas la perte que l'on a faite.

*Ainsi Signé*

Le Cardinal MAZARIN.



## L E T T R E

de Monsieur de

**B R I E N N E,**

à Messieurs les

**PLENIPOTENTIAIRES.**

A Paris, ce 11. Decembre 1645.

*Touchant la Landgrave. Touchant les ouvertures de l'Empereur au Prince Palatin. Et pour le dédommagement au Duc de Baviere. La prise de Trêve chagrine fort les Espagnols. Traité entre la France & l'Electeur de Trêves. On loue leur sentiment sur les affaires de la Religion à Hulst. On justifie le Prince d'Orange. Et leurs soins pour*

*l'interêt de leurs Alliez. Sur la prétention de faire approuver le Traité de Prague. Soupçons contre les Suedois & les Protestans. Pretensions cachées des Suedois. Par rapport aux prétensions de la France. Touchant la maniere de traiter. Affaires du Transylvain. Subside d'argent destiné pour Munster. Ressentiment contre la Cour de Savoye. Surprise de Mardick.*

1645.

MONSIEUR ET MESSIEURS,

LE septième du Courant votre Lettre du vingt-cinq du passé me fut rendue, le même jour qui se trouva celui du Conseil, je l'y portai & Sa Majesté se donna la patience de l'entendre lire du commencement à la fin. Elle considéra que vous agissiez avec grande prudence, laissant à Madame la Landgrave la liberté de demander beaucoup pour sa satisfaction, mais elle craint que Madame la Landgrave se porte à désirer d'être mise en possession de quelques biens Ecclesiastiques, & c'est ce qu'elle desire que vous considériez, & les moiens qu'il faudra tenir pour lui en lever le désir, lequel pourroit être appuyé ou du moins ne seroit pas contredit par les Imperiaux, afin de décharger autant qu'elle pourroit son Cousin de Darmstadt de diverses restitutions, & en la personne d'un Protestant, obliger ceux de la même profession, à quoi les Imperiaux se porteroient volontiers & pour en tirer cet avantage, & bien faire à un Prince de cette Confession qui est toujours demeuré au service de l'Empereur.

Touchant la  
Landgrave.

Ce qui se publie des ouvertures faites par l'Empereur au Député du Prince Palatin, peut être fait à dessein de faire cesser à présent sa plainte, & sans être résolu de lui tenir parole, & ce qu'on ajoute du dédommagement qui sera fait au Duc de Baviere, peut être fait pour le détacher entierement de la France, en éloignant si fort ses Etats de nous, & les enclavant en forte dans les leurs qu'il eût obligation de demeurer toujours en leur dépendance. Mais ce Prince découvrira hardiment leurs artifices, & le peu de fureté qu'il y auroit pour sa Maison de partager les Etats de dessus Lintz avec eux, si la France conservoit de grands avantages dans l'Empire, & ce Prince doit être offensé si sans sa participation on l'engage à la restitution du haut Palatinat, à jurer alternativement de l'Electorat avec l'autre, ou à en créer une huitième place pour lui, qui ne sauroit subsister sans une neuvième, pour éviter le partage aux Elections. Toutes ces ouvertures vous en font à entrer en Conference avec les Députés, & à pénétrer s'il est d'accord avec l'Empereur ou s'il songe à garantir sa Maison, par une Alliance qu'il contractera avec cette Couronne, les intérêts de laquelle il ne sauroit favoriser qu'il n'assure sa condition, qu'il rendroit incertaine si par une générosité fautive il demeurait lié aux Espagnols, & c'est ce que vous pénétrerez bientôt.

Touchant les  
ouvertures de  
l'Empereur  
au Prince  
Palatin.

Et pour le  
dédommagement  
au Duc  
de Baviere.

Vous avez appris avec admiration la prise de Trêves, & le dépôt qu'en ont témoigné les

La prise de  
Trêves chagrine  
Es-

**1645.** Espagnols, accroît de beaucoup la satisfaction qui nous en reste qui s'en va augmentant par un Traité conclu entre cet Electeur & Monsieur le Maréchal de Turenne, avec la participation de Monsieur d'Anthoville, lequel arriva en cette Ville Jeudi dernier, & m'étant entretenu avec lui je ne juge pas qu'il y puisse avoir grande difficulté à ratifier le dit Traité, puisque la sûreté de la place Capitale de son Archevêché, & celle de son Pais se trouveront affermies, & par une Garnison de six cens hommes dans la Ville, dont le tiers sera payé par le Roi, & logé dans une Redoute qui défend le poste qu'il fait déjà construire, & par une Milice de plus de six mille hommes qu'il forme pour, avec l'assistance des forces de France, empêcher que l'armée de l'Empereur & celle des Espagnols ni celle de Lorraine ne puissent prendre des quartiers; & les Garnisons, que nous avons en son voisinage, aident à persuader qu'il sera aisé de le garantir.

grine fort les  
Espagnols.

Traité entre  
la France &  
l'Electeur de  
Trèves.

Et pour les autres conditions qu'il propose, elles m'ont paru de si legere conséquence, réduites à demander la Souveraineté de quelques Places, & Villages qu'il a acceptées du Duc de Lorraine, que je n'ai pas cru devoir causer de la difficulté, puisqu'au jour de la Paix la Lorraine & le Luxembourg nous demeureront. Et en cas que nous l'aurons gratifié du nôtre, mais des choses de si petite considération en retournant à leurs premiers Maîtres, avec lesquels il aura à démêler ses affaires qui sont en partie fondées sur un contrat d'engagement qui porte cet engagement de Souveraineté, jusques à la restitution, & souvent telles conditions ayant été établies, celle-ci ne m'a pas surpris, ni qu'il mette sous la protection de cette Couronne sa Maison, & cet Hôpital Philippique dont il vous avoit fait parler; & pour ce qui est de Philipsbourg il demande une apparence de Superiorité, qui ne lui devoit pas être refusée n'étoit que nous songeons à en conserver la propriété, & c'est ce seul article qui merite d'être examiné, duquel la résolution étant prise je ne manquerai pas de vous en tenir informez.

On loue leur  
sentiment sur  
les affaires de  
la Religion à  
Hulst.

On justifie  
le Prince  
d'Orange.

Il se peut dire que vos sentimens sont en tout conformes aux nôtres, & c'est vous louer quand il s'agit de les expliquer sur le sensible déplaisir, que nous avons senti du mauvais traitement fait à la Religion Catholique, pour les conditions de la Capitulation de Hulst, & cela s'augmente par la rigueur dont les Etats ont usé, que, sans avoir égard à ce qui a été convenu d'un exercice secret, & d'un séjour de trois ans pour les Ecclesiastiques, par un Arrêt ils ont ordonné qu'ils en vuideront sur l'heure de la signification: Et pour justifier que Monsieur le Prince d'Orange n'a point de part dans une si brutale délibération, cet Arrêt qui l'a offensé a été pris le même jour qu'il est arrivé à la Haye. Il prie que l'on dissimule & que l'on attende du tems un remède au mal qu'il blâme, & par principe d'humanité & de Religion & de bon Politique. Il est remis à délibérer sur ce qui est à faire sur ce point, qu'on ait entendu Monsieur d'Estrades, & qu'on ait examiné les Lettres de Brasser, lesquelles portent bien que, par le cinquième article du Traité de mil six cens quarante cinq que vous cotez en votre Lettre, il est dit que la Religion sera conservée en tous les lieux qui seront pris par les armées de Messieurs les Etats, qu'il n'y ait point eu de reversales par écrit, quoi que Messieurs les Etats avancent d'en avoir une de Monsieur le Cardinal de Richelieu, que le premier lieu où l'on eût

TOM. II. PART. II.

pû faire valoir la force du Traité eût été Badel, & qu'on ne s'avîât jamais de le demander; d'où ils conclurent à leur avantage. Et quelques-uns bien connoissans les affaires de la Hollande, font souvenir que plusieurs de leurs Villes ont protesté contre le Traité, & qu'il est de la prudence du Conseil de Sa Majesté d'user de dissimulation, & de compatir à la foiblesse d'un Peuple qui suit le mouvement de leurs Predicans, & espérer du tems, & quand l'autorité sera entre les mains des plus sages, la réparation à cette contravention. On est entre deux précipices & il sera difficile de se garantir de l'un sans tomber dans l'autre, & telle résolution qui sera prise vous en ferez sur l'heure avertis, afin que ce que vous direz soit conforme à ce que nous aurons délibéré de suivre. Vous avez porté les affaires au point qu'on les pouvoit désirer, puisque Madame la Landgrave est admise dans l'Assemblée des Princes & qu'à Magdebourg, la séance lui ayant été accordée comme à un Prince seculier, avec cette reverfale qu'elle a donné de ne pretendre point que ce qui sera fait en sa faveur puisse être tiré à conséquence en une Diète Imperiale, d'où il est conclu que cette Assemblée n'est point de la nature des Dietes & que tous les Princes ont droit d'intervenir, & de donner leurs suffrages sur les conditions de la Paix; & voyant que la conduite des Espagnols vous force à en avoir une toute particuliere & delicate pour les Protestans, on remet à votre discretion, ce qui est à faire & l'on loue fort votre circonspection.

Et leurs soins  
pour les in-  
terêts de  
leurs Alliez.

Je m'étonnerois davantage sur le Traité de Prague, qu'on leur veut faire approuver, n'étoit que j'aurai lieu de le faire lorsque je parlerai du même Traité sur ce qui vous a été dit à l'encontre par Monsieur Salvius. Au lieu que son Collegue & lui, selon ce qu'il vous en avoit promis, devoit se rendre à Munster, celui-ci seul y est arrivé, & au lieu de vous porter la réponse qu'ils ont projeté de faire aux Imperiaux, c'a été une excuse, de n'y avoir pas satisfait, fondée sur ce qu'ils attendent les intentions de leur Reine. Si elle sera reçue des Imperiaux, je m'en remets à lui-même, & s'il est fondé en raison quand il veut demander la revocation d'un Traité, par les subséquens, il se peut modifier en plusieurs points, mais il demeure comme une chose qui a été & je doute même, qu'il fût utile de le faire quand cela dépendroit de vous. J'emprunterai de vous même les raisons que j'en donnerai.

Sur la pré-  
tension de  
faire approu-  
ver le Traité  
de Prague.

La restriction apposée à Baden & à Nassau Saarbrug est rude, il vaudroit mieux qu'ils se privassent de leur droit que d'y consentir. Vous avez peine à emporter des Commissaires Imperiaux, qu'ils se relâchent: ce qui doit être entrepris ou conseillé aux intereffez est remis à votre discretion.

Il paroît trop de liaison entre la Suede & les Protestans, & les uns & les autres nous en cachent les motifs, & on ne découvre la chose que par surprise. Cela sans doute a sa liaison en l'uniformité de leurs Confessions & à la passion qu'ils ont d'en avancer la publication; ce qui ne se peut faire qu'en diminuant le Parti Catholique, lequel on désireroit de fortifier, pourvu qu'il se dégageât de la Maison d'Autriche. Par ce Traité, quelques avantages sont consentis en faveur des Protestans, que nous avons peine & honte de convenir, & c'est la seule moderation d'esprit que j'ai remarquée à Monsieur Salvius, de n'avoir point rejeté cette raison.

Soupçons  
contre les  
Suedois & les  
Protestans.

Pour promettre qu'ils ne s'opiniâtreront pas à  
G g de-

1645. demander des Saufconduits pour les Villes & Etats, qui ne relevent pas immédiatement de l'Empire, & qu'ils s'en relâchent à la priere des Députez des Princes qui sont à Osnabrug, je mets cela à peu de compte, outre qu'il y en a peu qui veulent comparoître aux Assemblées; en les favorisant, ils offensent leurs Princes.

Prétensions  
cachées des  
Suedois.

Monsieur Salvius n'a pu cacher comme il a visé à la destruction de la Religion Catholique, puisqu'il voudroit que ce fût aux dépens de l'Eglise que l'Electeur de Brandebourg reçût la recompense qui lui sera due étant privé de la Pomeranie, qu'ils veulent avoir. Vous avez admirablement bien répondu, & c'est beaucoup qu'ils retranchent cette addition de leur demande. J'avois peur, avant que j'en fusse éclairci, qu'ils la prétendissent sur les Etats de Juilliers, parce qu'une partie d'iceux appartient au Duc de Neubourg Catholique, & dont le Fils est beau-frere du Roi de Pologne. Je m'imagine de plus que si l'Electeur de Brandebourg consent à la perte de la Pomeranie, & à prendre recompense, qu'il fera quelque ouverture de la recevoir sur la dite succession, qu'il prétend lui être ouverte de droit. Ce que j'ai à dire sur ce sujet est réduit à vous ouvrir ce qui m'est tombé dans l'imagination, sans autre fondement que pour savoir que l'Electeur de Brandebourg a dessein de rompre l'accord provisionel, & de rentrer dans tous les heritages qui ont appartenu à ceux de Juilliers. Pour être assisté & pour obtenir la Pomeranie, je ne doute point qu'ils ne pressent pour nous faire conserver la haute & basse Alsace & Philipsbourg.

Par rapport  
aux prétensions  
de la  
France.

Sur notre commun sujet permettez moi de vous dire que nous sommes libres à offrir, & qu'il est à souhaiter que les Allemans le soient à donner, mais je crains que vous y trouverez beaucoup de résistance.

Il seroit avantageux à nos prétensions de faire changer l'avis donné par les Députez des Princes, sur la réponse de l'Empereur aux demandes des Couronnes; & les Suedois vous y servant adroitement & loyalement auront accompli l'office de bons amis. Je ne doute point que Monsieur de la Barde n'en vienne à bout étant assisté de ceux-là & du credit que vous avez avec nombre de Députez qui composent cette Assemblée.

Touchant la  
maniere de  
traiter.

Tant de fois il a été agité s'il falloit continuer de traiter par écrit, qu'il est inutile d'en faire plus de mention. Si vous ne pouvez éviter de donner la réponse que par écritures, prenez au moins telle précaution, que cette facilité de plaire aux autres qui le desireront ne leur acquiere un droit pour continuer. Outre la longueur du Traité, tant d'inconveniens y restent attachez, que vous devez les éviter. Ce que vous avez résolu de faire en faveur du Roi de Portugal, est approuvé & ce que vous voulez faire aussi pour la liberté du Prince Edouard, mais je serai trompé si les Espagnols y acquiescent, & si l'Empereur ne se porte à refuser vos demandes sur leurs instances.

Affaires du  
Transylvain.

Quant à Monsieur de Croissi, je doute qu'il réussisse à ce qu'il a entrepris & les Suedois étant négligens, & paresseux d'envoyer à la Porte donnent matiere de les y calomnier. J'ose même dire que le Prince de Transylvanie n'a point de dessein de rentrer en Guerre. Monsieur de la Haye en fait le même jugement en se souvenant de tout ce qui a été dit par le Visir à son Resident. Ce Prince desireroit donner de la jalouse à l'Empereur, pour augmenter sa condition. Si l'on étoit assuré qu'il romproit du soir au matin, & qu'il ne conclurait un Traité

que pour rentrer en rupture, il faudroit correspondre de lui donner de l'argent, mais il ne fait demonstration de faire la Guerre que pour en avoir, & sur un léger avantage, & sur le moindre prétexte il quitte les armes. Il faut pourtant attendre des nouvelles de Monsieur de la Haye & de Monsieur de Croissi, avant que de déterminer si résolument que je fais; & selon ce qui m'est écrit, j'en aurai au premier jour, puisque les Couriers commencent à marcher. Au trente Septembre Monsieur de la Haye avoit reçu des Lettres de Monsieur de Croissi, sur le sujet de la Paix conclue entre l'Empereur & le Transylvain, qui ne faisoient nulle mention de son voyage.

Il fut résolu au Conseil tenu Lundi que l'on Subside d'argent destiné  
feroit remettre une somme de cent mille francs à Munster. J'ai remontré que c'étoit peu & ne suis pas hors d'esperance de la faire augmenter. S'il vous plaîtoit nous envoyer un Memoire, de gros en gros, comme à dire ce qui a été pour appointements, & en parties secretes dont on ne desireroit pas le menu, cela faciliteroit à faire remettre de plus grandes sommes, Messieurs des finances se défendant de le faire, parce qu'ils alleguent, que celui qui est par delà n'est pas encore consommé. J'ose vous le conseiller & j'ajoute que les deux mille écus que vous avez baillez au Comte de Witghenstein, ont été très bien employez & que Sa Majesté voudroit bien que plusieurs Députez voulussent en prendre: celui qui le reçoit sur l'assurance qu'il servira se peut contenter de moins que celui qui le demande pour recompense du service rendu; en quelque sorte que vous le distribuerez, il sera toujours avantageusement déboursé.

L'avis apporté de divers endroits, que Monsieur de Savoye avoit déclaré Bellitua pour son Ministre, a fait prendre résolution à la Reine, de mander à Monsieur d'Aiguebonne de sortir de sa Cour, & de venir en celle-ci. La Lettre qui y est envoyée fait bien sentir, sans toutefois se plaindre d'où procède cette résolution, que celle de son Altesse ne peut être tolérée. On y ajoute un mot que l'on ne laissera de considérer la Maison, & que les avantages qu'on y procurera seront donnez à la consideration des Princes. Nous faisons comme les amoureux qui sont comme les colereux, & qui ont grande envie qu'on les prie de revenir, & c'est un grand avantage pour Madame, qu'au lieu de lui faire sentir par quelque mauvais traitement, combien son procédé déplait, on se contente de l'humilier. Son Ambassadeur ne le fera pas peu; puisque tous les Ministres de Sa Majesté ont défense de lui donner audience. Nous l'avons été de la surprise de Mardick, l'absence du Gouverneur qui en étoit sorti sans avoir attendu la permission qu'il en avoit envoyé demander, & celui qu'il destinoit pour commander en son absence, ont facilité l'entreprise. Ce qui est surprenant, c'est que par une même attaque le haut Fort a été emporté, qui pouvoit être défendu par cinquante hommes quelques jours. Ce qui est à faire c'est d'en tirer raison par quelque entreprise de plus d'utilité. Le Fort n'étoit ni bon ni ne sauroit jamais être fait tel qu'il ne soit aisé de l'emporter, & ne fait point d'obstacle au grand dessein qui seroit la prise de Dunkerque. Le poste de Vinobergue est de plus grande consideration, & ce Fort-là étant occupé, la Place ne sauroit manquer d'être prise, mais comme nous avons fait éclater la prise de Mardick, la perte donnera lieu aux ennemis de faire une belle Gazette. Je suis &c.

1645.

Subside d'argent  
destiné  
pour Munster.

Reffentiment  
contre la  
Cour de Sa-  
voye.

Surprise de  
Mardick.

LET



1645.

1645.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, ce 16. Decembre 1645.

*Touchant l'arrivée du Comte de Trautmansdorff. Affaires de Baviere. Touchant les levées. On approuve leur conduite avec les Deputez des Princes par rapport à la démolition de Philipsbourg. Traité entre la France & le Dannemarck. On leur envoie un Memoire de l'Ambassadeur de Portugal &c. Etat militaire en Portugal. Affaires de ce Royaume. Sur la prise de Hulst.*

MONSEIGNEUR &amp; MESSIEURS,

Touchant l'arrivée du Comte de Trautmansdorff.

Votre Lettre du 2. du Courant nous a appris l'arrivée du Comte de Trautmansdorff, & comme pour ne rien perdre des prééminences dues à la Couronne, vous vous étiez rendus soigneux de lui faire demander l'Audience, immédiatement après qu'il auroit reçu celle du Nonce, & lui faisant entendre que vous prétendiez qu'il rendroit la sienne à même ordre. A quoi il auroit consenti y ayant un peu songé, & s'étant laissé entendre qu'il étoit rude de stipuler cela de lui si précisément. Peu importe le trouble qu'il en a témoigné, & peu aussi qu'il voye les Espagnols avant le Nonce, à quoi vous vous attendez; mais beaucoup qu'il satisfasse en sa parole, & bien plus d'avoir pris un expedient qui ne vous prive pas de conférer avec lui, étant vraisemblable qu'en une ou deux visites vous penetrerez mieux le sentiment de son Maître que par tout ce qui pouvoit être représenté par les Médiateurs.

L'arrivée de ce Comte qui a la plus parfaite confiance de son Maître, doit avancer la Paix ou faire juger si elle est pour se conclure, & sous quelles conditions, & c'est un grand avantage d'en être éclairci dans le mois où nous allons entrer, puisque l'on pourra se soulager de beaucoup de dépenses, ou se préparer avec loisir pour la Campagne prochaine, laquelle à l'égard des Espagnols sera décisive de tout, & ne

Tom. II. PART. II.

sauroit que leur être fatale, vu l'état où sont leurs affaires. Et sans doute pour éviter d'y tomber, ils presseront le dit Comte, d'avancer le Traité général, ou bien prenant le parti de ceux qui croient le destin, qui est à mieux dire un juste jugement de Dieu, porté à leur ruine, se flattans de mille chimères traverseront le bien du Public, dans l'esperance de trouver dans le tems un remede à leurs maux.

Que les Députez de Baviere demeurent aheurtés à leurs premiers sentimens, nous n'en avons pas été surpris; c'est la conduite du Duc, de prendre conseil sur l'état présent des choses, & selon qu'il a plus ou moins de peur, offrir des conditions ou essayer de les diminuer. Mais ses Ministres se sont déclarés de son véritable sentiment, du desir d'avancer le Traité, général de n'en point conclure de particulier, qu'ils recherchoient quand nous étions au delà du Necker & sur la rive du Danube, avec cette intention de s'en servir comme de moien pour parvenir à l'autre.

Sur ce sujet, j'ai à vous dire que Monsieur le Prince d'Orange s'est déclaré à Monsieur d'Estades, que nous avions été trop circonspects, & qu'il eût été avantageux de profiter de l'apprehension, où il étoit après la perte de la bataille, de s'ajuster avec lui, mais c'est dans cette opinion qu'il se fût entièrement dégagé de l'Empereur, & que, sans stipuler de nous de ne point assister nos Alliez, il se fût bien gardé de lui envoyer ses troupes. Si je ne parle point de ce qui est à faire avec le dit Duc pour lui assurer l'Electorat, & les Pais de dessus Linz, pourvu qu'il s'oblige de nous faire obtenir ce que nous prétendons pour notre dédommagement de la Guerre, & de retenir par le droit qu'il nous a acquis, c'est que ce point a été souvent terminé, & qu'il vous a été mandé jusqu'à quoi vous vous pourriez porter. Je juge que, quand il se réduit à demander cet échange de Pais, pour sa satisfaction, qu'il est bien résolu à nous moyenner l'Allée & Philipsbourg, car sans que nous soyons puissans dans l'Empire, il auroit peine de conserver ce qui lui auroit été délaissé.

Il y a huit jours qu'écrivant à Monsieur de Meulles, je lui mandai qu'il eût à obeir bien ponctuellement aux ordres que vous lui enverrez, & qu'il ne se devoit pas arrêter à peu d'argent pour avoir des troupes, pourvu qu'il prit une caution réelle de ne faire payer ce qui auroit été convenu pour Cavalier ou Fantassin, que pour le nombre qu'on en rendroit à l'armée, mais cette condition me sembla si nécessaire qu'il ne s'en devoit pas départir, si de votre Altesse ou de vous, Messieurs, il n'avoit eu ordre au contraire.

Vous avez rendu un grand service à sa Majesté, faisant changer l'avis des Députez des Princes, & retrancher d'icelui la demande des démolitions de Philipsbourg, & d'y avoir substitué Benfeldt, & de vous être affermis à celle de Petersbourg, & d'y avoir intéressé les Suedois, y a sans doute beaucoup servi.

Je ne doute point que Monsieur de la Thuillerie ne vous ait envoyé copie du Traité qu'il a conclu avec le Roi de Dannemarck; il est en des termes très-avantageux aux Alliez, offensant l'Empereur, puisqu'il l'oblige à ne point assister qui que ce soit qui sera en Guerre contre la France & ses Alliez. Il laisse une ouverture pour un nouveau Traité, & cependant établit des conditions très-avantageuses pour nos Marchands. Le terme qu'il doit durer est proportionné au grand âge de ce Roi, & il a tout

G g 2

sujet

Affaire de Baviere.

Touchant les levées.

On approuve leur conduite avec les Deputez des Princes par rapport à la démolition de Philipsbourg.

Traité entre la France & le Dannemarck.

1645.

sujet de croire qu'on le renouvellera avec son Fils. On l'engagera à tout ce que l'on pourra desirer, puisqu'il a de la haine & du mépris pour tous nos ennemis & beaucoup d'estime & d'affection pour nous. Son frere même sera pour épousser ses sentimens, si Monsieur de la Thuillerie peut disposer la Reine de Suede de le rétablir dans le Pais de Bremen dès à present, quand même elle y garderoit quelque Place pendant la Guerre, pourvu qu'elle s'oblige qu'elle lui sera restituée au moment du Traité général, & que la possession qu'il en aura ne lui acquerrera ni droit ni prétension; ce qui me paroît si juste que je ne mets point en doute qu'il ne l'obtienne.

On leur en-  
voye un Me-  
moire de  
l'Ambassa-  
deur de Por-  
tugal &c.

Vous recevrez avec cette Dépêche un Memoire, qui m'a été baillé par Monsieur l'Ambassadeur de Portugal, de la lecture duquel vous apprendrez ce qu'il desire. Je suis bien assuré que vous passerez, en faveur du Prince Edouard, tous les offices dont vous êtes requis; mais je doute que vous vouliez les appuyer par la crainte, dont il est saisi, qu'on veuille entreprendre sur sa vie. Ce seroit blesser le Roi Catholique que de le juger capable de l'entreprendre, par des voyes cachées; pour la publique je n'en penetre pas l'avantage ni la raison; il ne peut être coupable du soulèvement de Portugal, & le Roi son frere a des enfans, de sorte que sa mort ni sa vie ne font de nulle consideration aux affaires générales. Ce même Ambassadeur & Comte de Vidiguera doit partir pour s'en retourner trouver son Maître. On juge que la France & le Portugal en tireront de notables avantages si la Guerre se doit continuer, puisque le tems qu'il a residé en cette Cour l'a rendu très-capable des moiens qu'il faut tenir pour assurer & affermir ce Royaume en la main & en la Maison de Bragance, & qu'il est appelé pour être Gouverneur du Prince, & admis au Conseil le plus secret de ce Roi par l'estime que l'on fait de sa capacité.

Etat mili-  
taire en Por-  
tugal.

Ce qui leur manque c'est un homme de Guerre qui leur pût servir de Général, & quelques autres Officiers Majors pour la conduite de leur armée; d'hommes, ils n'en manquent pas, & la Flotte leur a apporté de si grandes richesses qu'ils ont de l'argent de reste, dont même le dit Roi a fait amas pendant les années dernières.

Affaires de  
ce Royaume.

On se dispose de retirer d'auprès de lui le Marquis de Rollac, & de faire passer quelque autre Ministre qui s'attache davantage aux affaires, que celui-ci n'a pas fait, & qui se rende plus agréable à cette Majesté, laquelle se laisse entendre qu'ayant fortifié ses frontieres, elle juge qu'il faut les étendre, & qu'elle le peut sans en devoir être retenue par mille apprehensions, qui étoient justes au commencement de son élévation sur le Trône.

Ce qui se passe entre eux les Hollandois au Bresil, peut beaucoup nuire aux affaires communes; mais ce Roi est si desireux de se justifier de ce qu'on lui impose d'y avoir part, & de conserver une Paix & Alliance, qu'il a mandé le Gouverneur de la Baye qu'on tient coupable, pour le faire châtier s'il est trouvé chargé; & demande cependant l'intervention de Sa Majesté pour assoupir les differends, qui sont entre les Nations Chrétiennes au Bresil, & que par un bon Traité on ajuste ensemble les choses qu'il n'y ait plus lieu de venir à rupture entre les Nations.

Sur la prise  
du Hult.

Déjà nous avons fait jeter des avantpropos pour être agréables, & recherchez des Parties,

& nous continuerons qui avons vu ce qui a été dit par le Resident Brasser à Messieurs les Etats, se conjouissant avec eux, au nom de Sa Majesté, sur la prise de Hult, au sujet de l'infraction du cinquième article du Traité d'Alliance: ce qu'il a coulé si adroitement que, sans qu'ils aient pris sujet de le contrarier, nous avons pris acte de ce qui s'y est passé, pour, en bonne occasion, en faire valoir la force, en quoi nous serions aidés du Prince d'Orange, & des sages de l'Etat. Je suis &c.

1645.

## M E M O I R E

de Monsieur le Cardinal

## M A Z A R I N

à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris le 22. Decembre 1645.

*Bruits d'un commencement de desunion entre les François & les Suedois; Etat de l'Espagne. La France auroit ses avantages de sa Paix particuliere avec l'Espagne. L'Espagne souhaite la Paix. Avis reçu touchant les Pleinpouvoirs des Espagnols. Ordres donnez pour demander aux Hollandois le départ de leurs Députés à Munster. On louë l'adresse du Duc de Longueville par rapport aux affaires de Baviere, & leur sage réponse aux Médiateurs. Ce qu'il y a à esperer du Nonce & de Mr. Contarini. Conduite qu'il y a à tenir. Les Espagnols déclarent la France de ce qu'elle ne veut pas la Paix. Les Plenipotentiaires François doivent s'aboucher avec ceux de Suede pour répondre aux Imperiaux. La Bibliotheca Gallo-Suecica, libelle contre la France. On soupçonne Mr. le Brun d'en être l'Auteur. Mesures à y prendre. Nouvelles prétensions de la France. L'Espagne veut consentir à une Trêve pour quatre ans. Proposition d'enlever*

1645.

*lever l'Electeur de Cologne. Cause des longueurs des Députés Hollandois pour se rendre au Congrès.*

Bruits d'un commencement de desunion entre les François & les Suédois.

JE vous prie de me mander si vous croyez ce que Monsieur le Baron Oxenstiern & Monsieur Salvius ont dit autrefois en diverses rencontres à Messieurs d'Avaux & Servien, qu'ils ne se tiendroient pas intéressez, ni les Traitez d'Alliance, que nous avons ensemble, blessez, quand la France concluroit un accommodement particulier avec l'Espagne, est suffisant pour nous assurer que la Couronne de Suede sera dans les sentimens qu'ont dit ses Ministres, si cela arrive & que nous fassions cet accommodement séparé avant que les affaires de l'Empereur soient terminées.

Il peut être que les dits Sieurs Ambassadeurs de Suede ne tiennent ce discours qu'à cause du peu d'apparence qu'ils croyent voir à démêler si tôt tant de differens intérêts que nous avons avec l'Espagne, & que comme habiles Négociateurs prenans avantage de cela ils étoient bien aises de s'assurer qu'ils ne seroient pas obligez d'attendre à faire la Paix dans l'Empire que nous eussions tout ajusté avec l'Espagne, & nous donnent une liberté reciproque de conclure avec celle-ci sans attendre ce qui se passeroit en Allemagne.

Il fera bon toutefois, si vous jugez qu'ils ne s'en soient pas expliqués assez avant pour y prendre un fondement certain, que vous nous en assuriez de nouveau positivement, & de nous faire savoir si vous n'avez point eu de réponse de Monsieur de la Thuillerie, & enfin si vous jugez qu'à un besoin nous puissions nous ajuster à Munster avec l'Espagne conjointement avec Messieurs les Etats, quand nous y trouverons nos avantages, sans qu'il arrive aucun inconvénient à l'égard de la Couronne de Suede.

Etat de l'Espagne.

Je vous écris ceci & ai estimé vous en devoir presser dans cette conjoncture, parce que recevant cette semaine de nouveaux avis d'Espagne, que leurs affaires y sont en un état déplorable pour eux, qu'ils ne voyent pas encore aucune sorte de moyens de soutenir la guerre pendant la Campagne prochaine, & que sur tout ils trouvent de l'impossibilité à pouvoir former un corps d'Infanterie un peu considérable. Je juge avec beaucoup d'apparence qu'il peut arriver que nous rencontrions de grandes facilités de conclure avec eux conjointement avec Messieurs les Etats, dès que leurs Députés seront en l'Assemblée & nous en remporterions les uns & les autres la plupart des avantages que nous pourrions désirer.

Il seroit superflu, Messieurs, de vous expliquer ici les raisons que vous savez, & que vous aurez même vu particularisées dans les Dépêches précédentes, qui doivent obliger, pour son intérêt propre, la Couronne de Suede à y donner volontiers les mains, si le cas arrive, dont une entr'autres semble bien sans réplique, que la France étant dégagée de la Guerre d'Espagne, & réunissant dans l'Allemagne seule tous les efforts qu'elle fait en tant de differens endroits, il est indubitable que les Couronnes Alliées donneroient alors la loi & la face qu'ils voudroient aux affaires de l'Empire, & que les ennemis seroient mal conseillez de n'accepter pas tout parti d'accommodement plutôt que d'attendre d'y être contraints par la force.

Et sur ce sujet d'accommodement avec l'Es-

pagne, un Ministre très-bien informé, quoi qu'étranger, qui réside à Madrid, m'a fait dire depuis peu que ce seroit moiennant le mariage de l'Infante d'Espagne avec Monsieur Frere du Roi, ou ne pouvant pas autrement, avec le Roi même se feroit porter à ceder ce qu'il possède en la Franche Comté, pourvu que la France de son côté consentît à retirer ses armes de Catalogne, & du Roussillon, & promît de n'assister en aucune maniere le Roi de Portugal, le tout pourtant à certaines conditions, lesquelles, à ce qu'il assure, ne détruisant pas la substance de la proposition pourroient être acceptées.

Je vous donne l'avis, Messieurs, en la même forme que je l'ai reçu moi-même. Ma réponse a été qu'une fois pour toutes les ennemis & tous autres qui se voudroient entremettre d'un accommodement devoient être persuadez que l'on ne vouloit prêter l'oreille ici à aucune Negociation, & que les expédiens pour la Paix devoient être proposez à Munster, où les Ministres d'Espagne reconnoitroient bientôt l'entiere confiance que leurs Majestés ont en vous autres, Messieurs, de la pleine autorité que vous avez entre les mains de conclure. Il se pourra donc faire que dans quelque tems l'on parle au lieu où vous êtes de la même proposition & alors, selon qu'on verra qu'ils la feront, l'on y pourra faire réponse.

Enfin vous pouvez être certains, Messieurs, & c'est ce que je vous prie de considérer, que les avis que l'on reçoit de toutes parts se trouvent conformes à cela, qu'ils assurent que le sentiment de tous les Ministres du Roi d'Espagne, qui sont près de lui ou qui le servent ailleurs, est qu'il faut sortir, à quelque prix que ce soit présentement, du mauvais pas où ils se trouvent & ceder à l'absolue nécessité qu'il en a, mais avec la pensée & le ferme propos de s'en venger lorsqu'il aura mis ses affaires en état de le pouvoir avec quelque espoir de bon succès, soit par les divisions qu'il essayera de jeter dans la France, soit par les autres moyens que les conjonctures lui peuvent fournir: ce qui nous doit servir pour bien songer de notre côté aux sûretés & aux précautions que nous devons prendre pour l'observation inviolable de tout ce qui sera arrêté, & pour engager tous ceux qui ne desireront pas seulement la Paix, mais y ont intérêt & en souhaitent la durée, & à se déclarer dans le besoin contre les Infraçteurs du Traité, d'autant plus que, sans avoir même cet avis de l'intention de nos ennemis, la prudence & toute autre raison veulent que nous soyons très-persuadez qu'ils l'ont & l'auront toujours telle, & que s'ils reculent présentement, ce n'est, comme on dit, que pour mieux sauter.

L'Espagne souhaite la Paix.

C'est un grand argument de la misere, & de la bassesse où, sont aujourd'hui réduits les Espagnols, quand nous n'en aurions pas d'ailleurs des marques assez évidentes que la qualité des propositions qu'ils font à Messieurs les Etats, & à Monsieur le Prince d'Orange, auxquels ils n'offrent pas tant de conditions pour un accommodement que de signer toutes celles qu'on leur voudra présenter.

Et pour preuve d'une dernière extrémité en matiere d'argent, j'ai avis certain qu'il a été proposé aux Espagnols de prendre toute l'argenterie des Eglises, & celle qui est destinée aux usages sacrez, promettant simplement de les rendre à la conclusion de la Paix, & que l'ouverture en a été très-bien reçue, se flattant que l'intérêt de la Foi Catholique dont le Roi d'Espagne s'attribue le titre de Défenseur lui peut permettre d'user de cette liberté.

Gg 3

J'ai

1645.

La France auroit les avantages de sa Paix particulière avec l'Espagne.

1645.  
Avis reçu  
touchant les  
Pleinpouvoirs  
des Députés  
des Etats.

Ordres don-  
nez pour de-  
mander aux  
Hollandois  
le départ de  
leurs Députés  
à Munster.

On loue  
l'adresse du  
Duc de Lon-  
gueville par  
rapport aux  
affaires de  
Baviere.

J'ai quelques avis de Hollande que dans les Pleinpouvoirs qu'on y a expédiés pour les Députés des Etats, le Roi d'Espagne n'est qualifié que de Roi de Castille, mais qu'ils ont ordre d'en changer le nom, si les Ministres d'Espagne refusent autrement d'en traiter avec eux.

Qu'il leur est ordonné outre cela de procurer une Trêve de quarante ans, s'il est possible, avec résolution de ne pas souffrir qu'on réduise le dit tems à moins de vingt-cinq.

Je ne fais pas bien quel fondement on peut faire sur ces deux avis, ne les ayant pas eu d'un endroit comme je crois trop authentique, mais à toute fin j'ai cru le devoir mander.

J'ai écrit depuis quelque tems toutes les semaines aux Sieurs d'Estrades & Brasset, pour faire presser le plus vivement qu'il se peut Messieurs les Etats, & en particulier Monsieur le Prince d'Orange, du prompt départ de leurs Députés. Ce n'est pas que je ne prevoye bien qu'ils vous feront beaucoup de peine à leur arrivée, non seulement pour diverses pointilles qu'ils mettent en avant & qui néanmoins pourront être surmontées aisément par votre adresse, mais pour les grands avantages que les ennemis sans doute leur proposeront d'abord & dont il est à craindre qu'ils ne se laissent éblouir, encore que tous ces Députés soient presque tous dépendans de Monsieur le Prince d'Orange, lorsque l'on leur donnera à entendre que, s'ils veulent traiter sans nous, il ne tiendra qu'à eux de conclure en bien peu de jours tel accommodement qu'ils peuvent désirer. Je suis pourtant assuré que vous employerez si utilement votre prudence & votre dextérité en une affaire de cette nature que les ennemis, quoiqu'ils puissent faire, ne viendront pas à bout du dessein qu'ils ont formé là-dessus.

Votre Dépêche du dixhuitième du passé ne requiert pas grande réponse & quoi qu'on ait chargé Monsieur le Comte de Brienne de la faire, je ne laisserai pas de vous dire qu'il ne se peut rien ajouter à la manière & l'adresse avec laquelle Monsieur de Longueville a traité avec le Docteur Wolmar, & qu'il a été fait avec les Ministres du Duc de Baviere, auxquels à la vérité on ne pouvoit parler plus pertinemment ni en termes plus propres pour donner de l'apprehension au dit Duc à l'avenir, leur faisant connoître que nous voyons assez clairement ses intentions & la finesse de son procédé & qu'il est aisé à juger que les recherches de l'amitié de cette Couronne ne partent pas d'un principe d'affection qu'il ait pour elle, puisqu'elles ne paroissent que quand quelqu'accident favorable aux armes du Roi réduit les affaires du dit Duc en mauvais état, & le fait craindre pis. Enfin on ne peut tenir une meilleure conduite avec les Ministres, & parlant, comme je fais en toutes rencontres, dans les mêmes termes à Monsieur le Nonce, qui lui écrit toutes les semaines, nous devons espérer du moins qu'il prendra tous les soins qui dépendent de lui pour la conclusion de la Paix dans l'Empire, & pour nous y faire donner entière satisfaction, car pour la sienne particulière il persiste dans le sentiment que je vous ai déjà mandé qu'il ne faut faire aucun fondement, mais bien croyez que quand nous serons en état de le presser vivement par les armes il reprendra bientôt son premier langage.

Pour ce qui regarde l'Electorat, vous ne pouviez mieux parler, & soyez, s'il vous plaît, assuré que de mon tems jamais on n'a dit autre chose, si ce n'est qu'il pouvoit espérer dans cette affaire la protection du Roi, pourvu que, dans la Négociation de la Paix & par sa conclusion, il

nous prouvât par quelques effets l'affection qu'il nous témoigne en paroles.

On ne peut aussi mieux répondre aux Médiateurs sur les discours qu'ils vous ont tenus, & je vous compatis extrêmement d'avoir à traiter avec des gens où vous devez être plus en garde qu'avec les ennemis mêmes. Je ne doute nullement de ce que vous me mandez des précautions que vous étiez obligé de prendre avec eux, puisque j'ai moi-même si souvent écrit combien il importoit de veiller de fort près à leur conduite.

Pour le Nonce, tous les rapports qu'on vous a autrefois faits de lui, devoient plutôt faire croire qu'il eût plus d'inclination pour la France que pour nos ennemis; mais comme, depuis ce tems-là, la source d'où viennent ses ordres est gâtée, il ne faut pas s'attendre que l'envie de plaire à celui qui peut faire sa fortune ne prevale à quelque propension qu'il eût.

Quant à Contarini, pour ne point parler de son inclination particulière, ce qui est assez difficile à connoître en des hommes habiles, il peut être que comme il reconnoît le pressant besoin que la Republique de Venise a d'un prompt accommodement des Princes Chrétiens pour être secourue contre le Turc qui l'attaque, & reconnoissant d'ailleurs que le mauvais état où sont réduites les affaires de nos ennemis leur donne assez de disposition de conclure promptement; tout son dépit, s'il en a, se tourne contre nous qu'il croit trouver plus fâcheux à ménager comme ayant l'avantage & ne voulant point de Paix qui ne soit très-glorieuse & très-utile, & que cela fait qu'il tourne tous ses efforts de notre côté avec plus de chaleur véritablement & de vehemence que la qualité de Médiateur ne requeroit.

Je ne vois pas bien quel autre remède on peut présentement apporter à tout cela, si ce n'est celui dont vous vous servez d'être fort alertes avec lui; car pour changer en cette conjoncture quelque chose en la forme de la Médiation, je ne sais si vous le jugeriez à propos, de crainte que votre résolution ne fût imputée dans le monde, par les artifices de nos ennemis, au desir que nous avons d'éloigner la Paix; néanmoins je vous supplie de nous en vouloir mander votre sentiment. Cependant, comme vous vous trouvez bien de la Négociation que vous avez avec les Imperiaux, il seroit bon, ce me semble, de chercher les moyens de traiter immédiatement avec les Espagnols, ou du moins avec quelques personnes confidentes qui leur fussent agréables, parce que les Médiateurs, voyant que nous aurions d'autres voyes pour conclure sans eux, se rendroient plus souples, & plus faciles à ce que nous pouvons désirer dedans leur conduite.

Je suis assuré que, quand vous écrivez qu'il importe que les Collegues des Médiateurs ne découvrent rien par deçà, vous n'êtes nullement en peine sur mon sujet, & que je ne leur parle que de la façon qu'il faut pour vous donner plus d'avantage dans votre Négociation, sans m'ouvrir d'autre chose, si ce n'est de la disposition en général que leurs Majestés ont à la Paix; mais que ce sera un grand malheur à la Chrétienté si les ennemis ou quelqu'autre croit jamais de trouver autre porte ouverte pour traiter, que celle de Munster, puisqu'effectivement il n'y en aura point d'autre à notre égard.

J'ajoute encore cela que les Espagnols sont bien injustes de nous faire décrier comme si nous ne voulions point la Paix, & qu'ils peuvent du moins attendre à le faire quand ils auront proposé quelque expédient pour la conclu-

1645.

Et leur sa-  
ge réponse  
aux Média-  
teurs.

Ce qu'il y a  
à espérer du  
Nonce.

Et de Mr.  
Contarini.

Conduire  
qu'il y a à  
tenir.

Les Espa-  
gnols décriant  
la France de  
ce qu'elle ne  
veut pas la  
Paix.

re



1645.

re qui soit proportionné aux extremitez où ils se trouvent, à l'état présent des affaires de cette Couronne & aux apparences de l'avenir, & qu'ils auront vu que nous n'y répondons pas pertinemment; car jusques ici nous n'avons pas été en peine de rien accepter ni de témoigner par les effets la passion que leurs Majestez ont pour la tranquillité publique, puisqu'il ne leur a été rien proposé qui fût raisonnable ni qu'elles ayent dû ou pû embrasser avec honneur.

Les Plenipotentiaires François doivent s'aboucher avec ceux de Suede pour répondre aux Imperiaux.

La *Bibliotheca Gallo-Suecica*, libelle contre la France on soupçonne Mr. Je Brun d'en être l'Auteur.

Mesures à y prendre.

Nouvelles prétensions de la France.

L'Espagne veut consentir à une Trêve pour quatre ans.

Si je n'avois su que vous deviez vous aboucher avec les Plenipotentiaires de Suede, pour concerter la réponse que l'on feroit au dernier Ecrit des Imperiaux, j'aurois été plus en peine du voyage de Monsieur Salvius à Munster, dont vous nous donnez avis par votre Dépêche, & aurois apprehendé que ce ne fût une suite de la Negociation de Rosenhan avec Penaranda.

On distribue ici secretement un libelle contre la France, & ses Alliez que vous avez vu auparavant par delà, intitulé *Bibliotheca Gallo-Suecica*. J'ai quelque lumiere que le Conseiller Brun, ou un personnage qu'il a près de lui fort savant, pourra bien en être l'Auteur, & si cela est, Saavedra y aura encore eu part: mais comme en tout cas personne ne revoque en doute que ce Livre n'ait été composé à Munster, il est bon de s'en informer à cause que l'on pourra faire connoître aux Mediateurs, que cette grande disposition & facilité que les ennemis ont à la Paix n'a jusques ici abouti qu'à offrir toutes conditions aux Hollandois, pour les separer d'avec nous afin de pouvoir après mieux continuer la Guerre, & s'occuper à composer des satires pour aigrir les choses. Leur conduite me fait souvenir de celui qui disoit, *il m'a bien battu, mais je lui ai bien parlé*, & aussi, à le bien prendre, les vrais libelles qui demeureront à la posterité seront les avantages solides qu'elle verra que la France avoit conservez de ses Vicioires; & pour moi la plus grande obligation que je puisse avoir aux ennemis, c'est qu'ils témoignent grande rage contre moi, parce que c'est une marque certaine que Dieu benoit mon petit travail & que je m'acquie de quelque partie de mon devoir.

Depuis le départ de notre Extraordinaire il m'est survenu deux choses qu'il eût fallu insérer dans le Memoire du Roi qu'il vous a porté pour s'en souvenir au cas que l'on fassé quelque Trêve.

L'une est que le Roi ait liberté & paisible collation de tous les Bénéfices de nomination Royale qui se trouveront dans l'étendue des Pais & Places qui demeureront au Roi pendant le tems de la Trêve.

Et l'autre, que le Roi d'Espagne fera rentrer la Maison Barberine dans la jouissance qu'on lui a ôtée des Bénéfices qu'elle possédoit dans ses Etats depuis qu'ils se sont declarez serviteurs de cette Couronne.

Monsieur le Nonce est venu me trouver pour me dire que le Nonce, qui est à Madrid, lui écrivoit que le Roi d'Espagne consentiroit volontiers à une Trêve pour quatre ans, laissant les choses en l'état qu'elles sont à présent.

J'ai rejeté la chose bien loin, non seulement pour lui bien imprimer dans l'esprit que ce n'est pas ici le lieu où ils doivent attendre aucune réponse aux propositions qu'ils forment, mais pource que nous sommes bien éloignez d'en entendre une pareille qui ne serviroit qu'à arrêter nos progrès & donner moien à nos ennemis de sortir du mauvais pas où ils sont & d'a-

1645.

voir le tems de prendre haleine pour se mettre en meilleur état de défense. J'y ai même ajouté que s'ils attendoient à proposer des choses raisonnables, que nous eussions fait toutes les dépenses, & les préparatifs de la Campagne prochaine, nous augmenterons nos prétentions à proportion, & peut-être ne nous contenterions pas des conquêtes que nous avons faites jusques ici, mais que nous voudrions partie de celles que probablement nous serions en état de faire.

Un Gentilhomme nommé la Roche ou la Rocque Bouillac, qui fait des levées pour le service du Roi du côté de Liege, a écrit au Sieur Brasset, qui nous l'a fait savoir, qu'un Officier de Guerre Allemand s'étoit adressé à lui & lui auroit proposé, que si le Roi l'agréoit, & vouloit agréer son action, il enleveroit l'Eleveur de Cologne, & l'emmeneroit en France avec quatre cens chevaux qu'il a, lesquels entreroient après au service de sa Majesté. Je vous en donne avis & vous prie de faire savoir au dit Sieur Brasset, la réponse que vous estimerez qu'il y doive faire, n'entrant pas plus avant dans la matiere parce que je n'estime pas qu'on y doive faire grand fondement.

Proposition d'enlever l'Eleveur de Cologne.

L'Ambassadeur de Venise a fait voir ce matin à De Lionne, une Lettre de Contarini qui lui mande que les Deputez de Hollande ont écrit qu'ils ne vouloient point venir à l'Assemblée pour n'être spectateurs de l'oisiveté qui y est, & que leurs affaires étoient d'une nature, soit pour la Paix soit pour la Trêve, que les Espagnols seroient bien aises de les leur porter jusques dedans leurs maisons. Il ajoute qu'il se trouvoit bien en peine, parce que vous autres Messieurs refusiez d'entrer en Traité, que des gens qui ne doivent pas venir ne fussent arrivez, & même d'écouter les propositions qu'ils auroient à vous faire, dont ils esperoient que vous auriez toute la satisfaction, finissant par ces termes, que ne voulant résoudre autre chose, il vaudroit autant separer l'Assemblée, & que chacun s'en allât chez lui.

Cause des longueurs des Deputez Hollandois pour se rendre au Congrès.

La Réponse que je lui ai fait rendre là-dessus, c'est que nos avis étoient differens touchant le départ des Deputez de Hollande, mais qu'en tout cas vous aviez tous les ordres nécessaires, & que vous pouviez répondre à tout aussi bien que nous, avec cette difference pourtant, que vous le feriez & que d'ici il ne tireroit autre chose, que le discours accoutumé que tout étoit renvoyé à Munster.

Que pour ce qui est de separer l'Assemblée, nous n'en serions point la cause, & que, dans l'état present des affaires, ce seroit peut-être le plus grand service, & le plus notable avantage que la France pourroit recevoir, d'être obligée de continuer la Guerre, sans être coupable du retardement de la Paix.

Je crois pourtant vous devoir dire que, si les Plenipotentiaires de Hollande, par quelque raison particuliere qu'ils ayent, different de venir à l'Assemblée, il semble qu'il faudroit songer à prendre quelque resolution là-dessus, autrement il seroit bien rude que pour leurs intérêts particuliers la Chrétienté tardât à recevoir un si grand bien que celui de son repos, qui peut apparemment être établi, dans la conjoncture presente, avec de très-solides avantages pour cette Couronne. Dans le mauvais état où sont nos ennemis il seroit seulement nécessaire de bien songer que les Espagnols qui pressent eux-mêmes si fort afin que nous entrions en matiere, n'ayent pas tant en cela la visée de traiter effectivement avec nous, comme d'avoir un pré-

1645.

prétexte dont ils puissent se servir envers les Hollandois, pour les obliger à traiter chez eux séparément. Je suis assuré que vous y aurez grand égard pour y prendre les précautions nécessaires, & je vous supplie de me mander vos sentimens.

Signé

Le Cardinal MAZARIN.



## L E T T R E

De Monsieur de

B R I E N N E,

à Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES.

A Paris, ce 23. Decembre 1645.

*On ne doit faire réponse au Memoire du Roi que par le même Courier. Wolmar a de la haine contre le Duc de Baviere. Utilité du voyage de Mr. Servien à Osnabrug par rapport aux soupçons contre Salvius. On loue leur sentiment pour la maniere dont les Etats de l'Empire avoient traité le Roi. Ce qui doit être réparé. Reflexion sur les insinuations du Comte de Trautmansdorff. Proposition des Hollandois sur la Trêve. On doit prendre de bonnes mesures pour la Négociation.*

MONSEIGNEUR ET MESSIEURS,

On ne doit faire réponse au Memoire du Roi que par le même Courier.

Wolmar a de la haine pour le Duc de Baviere.

PAR un Memoire que je vous ai envoyé, je vous ai donné avis de quatre choses de conséquence, & fait réponse à plusieurs des points contenus en votre Dépêche du quatrième du courant. Néanmoins je ne manquerai de vous écrire pour vous dire que vous ne nous envoyiez pas, s'il vous plaît, la réponse au précédent Memoire que par le Courier qui vous l'a porté, & que si vous avez des lumieres des mêmes choses dont nous vous écrivons, que vous nous en fassiez part afin que nous soyons toujours de plus en plus confirmés dans les opinions que nous aurons prises, sur les avis que nous avons eu & de la haine que Wolmar a contre le Duc de Baviere & de l'intention des

Suedois, au moins de Monsieur Salvius, de s'accorder avec l'Empereur par l'entremise des Espagnols, & que de notre côté comme du vôtre nous profitons de ces avertissemens.

Le voyage de Monsieur Servien à Osnabrug, qui a été entrepris pour différentes raisons, aura peut-être servi à éclaircir quelque chose de ce dont nous sommes en soupçon, & il aura pu adroitement faire connoître à Monsieur Oxenstiern, ce dont on accuse son Colleague, si tant est qu'il ait trouvé du peril à temporiser, & en tout cas par les lumieres qu'il en aura prises, aura pu, à son retour, vous en donner de telles que vous aurez eu dequoi assésier un jugement solide de ce qui est à craindre & de ce qui sera à faire pour empêcher de si mauvais effets, & si c'est de concert avec Monsieur d'Oxenstiern, ou à son insu que Salvius continue ses intelligences avec Penneranda, & ses Collegues, & en l'un & en l'autre cas il faudroit s'en plaindre à leur Reine & à Monsieur de la Thuillerie à la discretion duquel cela doit être remis, qui étant averti de ce qu'on aura reconnu pourroit par son adresse passer les offices qu'il conviendrait à s'aider du Chancelier d'Oxenstiern pour ruiner les conseils que Salvius pourroit donner, si c'est à son insu qu'il continue ses intelligences. Si au contraire il les approuvoit & autorisoit, il faudroit croire que Monsieur Oxenstiern appuie la conduite de son Colleague, & lors il y auroit bien à considerer ce qui seroit à faire ou à dissimuler, & à cause de tant d'inconveniens qu'il faut éviter vous pouvez juger combien il importe que vous & nous travaillions à éclaircir les doutes que nous avons. Si la présence de Monsieur Servien a contribué à faire avoir quelque satisfaction aux Calvinistes, nous en tirerons cet avantage que Madame la Landgrave, qui est de leur Confession, nous en demeurera obligée, & quand même cela n'auroit pas réüssi, de l'avoir voulu elle nous en fera redevable & bien qu'il fût à desirer que leur Religion s'annéantît, il importe néanmoins, jusques à ce que Dieu, de la bonté & puissance duquel ce bien se doit attendre, l'ait déterminé, qu'ils jouissent du Traité de l'an 1555. afin que la semence de toute division soit entierement étouffée.

Nous aurions grand sujet de nous plaindre des Suedois, s'ils sont en état de rupture avec l'Electeur de Brandebourg, de ne vous en avoir pas avertis; mais j'y prévois tant de dispositions que je tiens ce mal comme incurable, si ce n'est que l'Electeur cherche des moiens de se satisfaire au dedommagement que les autres veulent lui procurer, retenant la Pomeranie pour eux. Qui considerera la situation & l'étendue de ce Duché concevra aisément que le dit Electeur a beaucoup de raison de s'en vouloir conserver la possession. Mais qui croira que les Suedois doivent avoir un pied en Allemagne, afin que la Paix qui s'y conclurra soit de durée, se joindra à eux afin qu'elle leur demeure & procurera à l'autre un juste dedommagement de ce qu'il perdra. C'est ce que vous avez déjà bien expliqué aux Suedois, mais il sera difficile, si c'est en terres que l'Electeur le prétende, de lui en faire avoir qu'en lui faisant accorder une partie de la Silesie, c'est à dire diminuer d'autant la Couronne de Boheme, & la Maison d'Autriche, qui prétend ce Royaume lui être hereditaire.

Vous avez été louez du sentiment que vous avez eu de la maniere dont les Etats de l'Empire ont traité Sa Majesté, car si bien ç'a été par mégarde, que la présence & peut-être l'adresse des

Utilité du Voyage de Mr. Servien à Osnabrug par rapport aux soupçons contre Salvius.

On loue leur sentiment pour la maniere dont les Etats de l'Empire avoient traité le Roi.

Mi-

1645.

Ministres de Suede, ait donné lieu à leur mouvement, ils ne sont pas excusables de l'avoir suivi & ils savent bien que les Couronnes du Nord n'ont jamais eu de competence avec celle-ci. Il faut esperer que cela sera réparé & souhaiter que ce soit sans qu'il paroisse que nous l'ayons demandé, & vous ne pouvez pas mieux choisir pour vous en découvrir qu'à Monsieur Vultejus, car outre qu'il est affectionné à cette Couronne, il est Ministre d'une Princeesse, qui y temoigne tant de devotion & d'attachement qu'il y a lieu de tout esperer qu'il passera les offices avec chaleur & qu'on attribuera à la passion qu'on a pour la France, & non à votre recherche, ce qu'il pourra faire ou dire sur ce sujet. Il eût été à désirer que Monsieur Salvius eût persisté en son premier sentiment de ne plus écrire & de donner de vive voix seulement sa réponse à celle de l'Empereur; mais s'il n'y peut rentrer & persévérer dans le deuxième qu'il a pris d'écrire, que ce soit au moins pour la dernière fois, & s'il ne s'y résout, faites provision d'une longue patience & vous aurez de quoi l'exercer.

Ce qui doit être réparé.

Réflexions sur les infirmités du Comte de Trautmandorff.

Je n'ai pas été surpris que le Comte de Trautmandorff vous ait voulu insinuer que pour faire la Paix il faut venir à une restitution des choses prises, & moins qu'il ait appuyé son raisonnement des deux exemples qu'il a alleguez. Ce n'est pas qu'il ait cru vous persuader de les suivre, mais c'est pour avoir une excuse contre la posterité qui lui reprocheroit son oubli s'il n'avoit fait cette instance, & vous savez bien pour quelle fin les Espagnols pressent l'Empereur de faire la Paix avec le Roi de Danemarck, & de lui restituer tout ce qu'il avoit pris. Si le Deputé de Baviere le secondoit en cette belle proposition, il y auroit de quoi rester étonné, puisqu'ils nous ont tenu un autre langage & qu'ils nous ont voulu insinuer que leur Maître avoit part à l'envoi de celui-là; d'où ils ont bien voulu qu'on inferât que ce qu'ils avoient estimé juste il s'y porteroit & que la difficulté de la recompense des dommages soufferts étoit consentie & qu'il ne restoit du différend que le plus ou le moins. Ce que j'ajouterois au sujet des troupes qu'on leve ou de ce qui sera à faire sur celui des Passeports demandez pour le Duc Charles par le Sieur Contarini, seroit bien inutile, votre Lettre contient tout, ce qu'on peut alleguer pour nous en défendre, & le Memoire par quels degrez & sous quelles conditions on y pourroit consentir.

Proposition des Hollandois sur la Trêve.

Vous trouverez avec cette Dépêche une proposition qui m'a été baillée par Monsieur l'Ambassadeur de Messieurs les Etats des Provinces Unies, de la lecture de laquelle vous apprendrez que ces Messieurs persistent toujours en celle qu'ils firent à vous, Messieurs d'Avaux, & Servien, quand vous étiez à la Haye, & que se déclarant de ne vouloir point de Paix avec l'ennemi, s'inclinent à conclure une Trêve à longues années, de laquelle ils prétendent, ainsi qu'il fut pratiqué en celle qui fut conclue par la Médiation du feu Roi Henri le Grand, que Sa Majesté la leur garentisse & que dès à présent elle s'engage, au cas qu'icelle expirée ils soient en résolution de la prolonger d'un égal tems que celui qui leur aura été accordé & que les Espagnols n'y consentans que Sa Majesté dès à présent soit obligée de rompre avec eux & de rentrer en guerre sous les conditions apposées & contenues au dit Memoire. Depuis près de deux ans je me suis assez bien défendu de rien dire qui leur en puisse laisser l'esperance, & j'ai essayé de leur insinuer qu'il n'y avoit pas

TOM. II. PART. II.

lieu d'esperer cela de Sa Majesté, qui se mettoit à couvert de tout ce qu'ils pouvoient dire quand elle offroit de convenir dès à présent avec eux des sommes dont elle les assisteroit s'ils entroient en guerre avec leur ennemi, & n'ayant su disposer Monsieur l'Ambassadeur, de se contenter de mes raisons, pressé par lui de faire réponse qu'il put envoyer à ces Messieurs, nous avons convenu que, par une Lettre de Sa Majesté à eux, je leur ferois entendre que votre Altesse & Messieurs vos Collegues étant à Munster, avec Pleinpouvoir de conclure une Paix Generale, & ce qui étoit à faire pour la sûreté & durée d'icelle, qu'elle vous remettoit de discuter & d'ajuster ce point avec les Deputez, comme un des plus importants de la Négociation, & que ce qui seroit par vous ainsi arrêté elle le ratifieroit & observeroit fidèlement.

Ce sera donc à vous, Monseigneur, & à vous, Messieurs, de si bien prendre vos mesures que ce que vous ferez & direz ne puisse servir de prétexte de plainte aux Alliez de ne pas concourir au bien de la Paix, qui êtes si bien informez des raisons solides que nous avons pour ne pas acquiescer à cette ouverture & de ce qu'il faudra faire pour l'avantage de Messieurs les Etats, qu'il seroit superflu de s'arrêter davantage sur ce discours.

On doit prendre de bonnes mesures pour la Négociation.

Monsieur Heoust m'a prié de vous écrire pour lui renvoyer une certaine Lettre de change de dix mille Risdalles qui vous fut envoyée dès le vingtième Mai, laquelle n'a point eu d'effet, à cause que l'on ne lui en a point fait de fonds par deça & lui fut dit seulement que si elle s'acquittoit il pourroit en faire passer le paiement sur & tant moins que ce qu'il avoit à vous fournir d'ailleurs. Je suis &c.

## M E M O I R E

## D U R O I,

à Messieurs les

## PLENIPOTENTIAIRES,

*Les Espagnols se méfient du Duc de Baviere, ils ont leur confiance en Monsieur Wolmar. Trautmandorff cherche à gagner les Protestans. Intelligence de Mr. de Rosenhan avec les Espagnols. Soin des Espagnols pour desunir les Alliez de la France. Les Espagnols se plaignent du retardement du voyage des Deputez de Hollande. Ils en accusent la France. Il faut faire plus de conquêtes en Allemagne. Raisons pour*

Hh

la

1645. *la prise de Trèves. On travaille aux dispositions pour la Campagne suivante. Les forces ennemies ne pourront pas être si grandes que celles de la France. On travaille par tout à faire des levées pour l'armée d'Allemagne. On espere quelques éclaircissements du voyage de Mr. Servien à Osnabrug, sur les affaires du Duc de Baviere. On doit refuser les Passeports pour le Duc de Lorraine, sur la conduite de l'Empereur avec le Roi de Dannemarck, sur celle des Espagnols avec les Protestans. Fermeté des Etats Generaux des Provinces Unies. Elle doit servir d'exemple aux Suedois. Les Espagnols s'adressent à la Reine pour obtenir une Paix ou une Trêve.*

SA Majesté, avant que de répondre à leurs dernières Dépêches, est bien aise de les informer de quelques particularitez qui peuvent beaucoup servir à regler leur conduite, & de la verité desquelles ils doivent faire grand cas, parce qu'elles viennent de bon lieu & sont confirmées de divers endroits.

Les Espagnols se méfient du Duc de Baviere. La premiere, que les Ministres d'Espagne ont plus de haine & se défient davantage du Duc de Baviere, que nous-mêmes, parce que voulant la Paix à quelque prix que ce soit ils le considerent comme un instrument qui pourra bientôt les y forcer à des conditions qu'ils ne voudroient pas, pour éviter un plus grand inconvenient qui seroit de demeurer seuls à soutenir le faix de la Guerre.

Ils ont leur confiance en Mr. Wolmar. La deuxieme, qu'ils ont toute la confiance au Docteur Wolmar, parce qu'il ne hait pas moins qu'eux le Duc de Baviere, & n'est pas aussi moins contraire qu'eux à la satisfaction que nous prétendons en Allemagne parce qu'il est constant qu'elle ne peut être accordée qu'au préjudice de l'Archiduchesse Claude dont il est Ministre, & Creature, ainsi qu'on l'a mandé autrefois.

Trautmansdorff cherche à gagner les Protestans. La troisieme, que le Comte de Trautmansdorff fera tous ses efforts pour gagner les Protestans à la devotion de l'Empereur, accordant plutôt tout ce qu'ils sauroient quasi désirer, en matiere de Religion; qu'il en usera de même envers les Suedois pour les obliger à traiter séparément; & si tout cela lui manque, il s'adressera après à nous pour conclure la Paix Generale ou celle de l'Empire.

Intelligence de Mr. de Rosenhan avec les Espagnols. Il est vrai qu'en cela le Comte de Trautmansdorff ne suivra pas tant son inclination & le desir du Duc de Baviere, que les ordres que son Maître lui a donné à l'instance des Espagnols, lesquels sont alertes pour les lui faire exécuter & y sont favorisés par Wolmar, qui les informe de tout ce qui se passe & de toutes les pensées de Trautmansdorff.

La quatrieme, que le Sieur de Rosenhan s'entend certainement avec Peñeranda & avec Saavedra, en sorte qu'il y a grand sujet de croire que le dernier voyage de Monsieur Salvius à Munster, ait été pour cette Négociation secrete, & s'il n'y a point eu d'artifice en ce qu'on dit que

1645. Monsieur Oxenstiern a condamné les fréquentes vilites de son Colleague avec les Espagnols, cela fait bien voir qu'il n'a pas eu de part à la chose, mais non pas qu'elle ne puisse être & qu'elle ne soit conduite par Monsieur Salvius à son insçu. Enfin, quoique les Ministres de Suede aient dit aux dits Sieurs Plenipotentiaires, ou pû dire à Monsieur Servien, dans le voyage qu'il aura fait à Osnabrug, & quoiqu'il ait assez de consideration pour nous persuader que les Suedois ne sont pas capables d'une si grande infidelité, dans laquelle même ils ne sauroient trouver tant de sûreté qu'en traitant conjointement avec nous; & que les autres raisons que les dits Sieurs Plenipotentiaires ont mandé là-dessus soient très-concluantes, & sans doute capables de remettre bientôt les Suedois dans le bon chemin, nous avons non seulement sujet de croire par les avis qu'on reçoit de toutes parts que la Négociation continue; mais que les Espagnols se flattent, peut-être bien legerement de pouvoir venir avec eux à une conclusion & qu'ils ont même la vanité de s'imaginer que cela arrivant ils seroient en état de nous donner la loi.

Les Lettres de Brasslet auront sans doute déjà appris aux dits Sieurs Plenipotentiaires, que ce n'est pas en cachette que nos ennemis tâchent de nous débaucher nos Alliez. Le Marquis de Castel Rodrigo a enfin fait ceder à l'orgueil de la Nation de s'abaisser jusques à prier publiquement des peuples qu'ils prétendent être leurs Sujets, leur ayant envoyé une Lettre par un Trompette de la teneur que l'on aura vû à Munster. Cependant la réponse que Messieurs les Etats y ont faite nous doit bien assurer qu'ils sont incapables d'en écouter à notre préjudice & de la cause commune; mais cela doit nous servir aussi pour ne pas revoquer en doute ce qu'ils mettent secretelement en œuvre avec les Suedois, puisqu'ils ont même levé le masque avec les autres.

Les Ministres d'Espagne à Munster font des plaintes continuelles du retardement des Députez de Messieurs les Etats, & ont bien la hardiesse de vouloir persuader aux Médiateurs que c'est la France qui les empêche de se rendre à l'Assemblée, parce que ne voulant pas la Paix elle procure sous main les moyens d'en éloigner la Négociation; & les Ministres d'Espagne, à Bruxelles, font bien connoître que c'est eux-mêmes qui ne cherchent autre chose que d'empêcher le voyage des dits Députez, puisqu'ils leur envoient offrir tous les jours chez eux de faire la Paix ou une Trêve ou tel accommodement qu'ils peuvent désirer: après cela ce sont les François qui sont la cause de tous les maux; ce sont les seuls auteurs d'heretiques, les seuls portez à la ruine des Princes Catholiques, mais pourtant il n'y a soin imaginable que les Espagnols ne prennent, & ballest qu'ils ne commettent pour gagner & unir à leur parti ces heretiques qui sont si pernicieux quand ils sont dans le nôtre, en quoi il se voit ou qu'ils ne les croient mechans que pour notre adherence ou qu'ils tiennent que la leur les satisferoit. Il y auroit de quoi ne finir jamais sur cet article, mais il est superflu avec des personnes qui connoissent de longue main les artifices de nos ennemis, & que pour l'effet de la Religion ils n'ont jamais songé à s'en inquieter autrement que dans l'exterieur. Il est vrai qu'aujourd'hui ils sont tellement à bout de leurs finesces qu'ils ont même abandonné ces apparences, puisqu'ils n'ont pas de honte de rechercher publiquement cette union avec les heretiques qu'ils ne cessent de blâmer en nous.

La

Soin des Espagnols pour défaire les Alliez de la France.

Les Espagnols se plaignent du retardement du voyage des Députez de Hollande, ils en accusent la France.



1645.

Il faut faire plus de conquêtes en Allemagne.

Raisons pour la prise de Trêves.

La pensée de Messieurs les Plenipotentiaires est fort bonne d'avoir le plus de Places qu'il se pourra en Allemagne, afin que tenans beaucoup cela facilite davantage la satisfaction que nous y prétendons.

Pour ce qui regarde Trêves, on ne pouvoit agir d'autre façon qu'on a fait, car il nous importoit extrêmement, pour les raisons qu'ils jugeront assez, de faire éclater l'entier élargissement de Monsieur l'Electeur, dans la Ville Capitale, en la forme la plus honorable & le plus de son consentement qu'il se pouvoit; mais avec tout cela nous ne laissons pas d'y avoir un Lieutenant du Roi avec la moitié de la dite Garnison, & nous avons de concert avec le dit Electeur laissé deux Regimens près de la Ville pour s'y jeter à la moindre apparence de peril, de sorte qu'à le bien prendre on peut considérer ladite Place comme étant entre nos mains.

On travaille aux dispositions pour la Campagne suivante.

Quand on a mandé à Messieurs les Plenipotentiaires, qu'il étoit bon de voir au plutôt ce que l'on pourroit espérer de la Paix afin d'employer au soulagement des Peuples une partie des dépenses, que l'on seroit obligé de faire pour la continuation de la guerre, on n'a pas songé à retarder d'un moment sur cette attente les préparatifs absolument nécessaires pour le commencement de la Campagne, puisque l'on n'a pas seulement déboursé tout l'argent pour les levées étrangères, mais que celui des recrues de l'armée de Catalogne est déjà fourni & tout ce qui est nécessaire pour la guerre d'Espagne, en sorte que nous espérons que dans la fin du mois de Février Monsieur le Comte d'Harcourt aura la plus belle armée que l'on ait jamais vue de ce côté-là, & l'on s'y est appliqué avec d'autant plus de soin cette année qu'il est indubitable que cela contribuera merveilleusement à la prompte conclusion d'une Paix avantageuse à cette Couronne.

On a aussi donné tous les ordres nécessaires pour préparer une armée navale la plus forte qui ait été mise jusques ici à la mer, parce que cet appareil regardant beaucoup d'endroits fera que diverses personnes penseront en elles & les obligera de considérer cette Couronne plus qu'ils ne font.

Enfin les dits Sieurs Plenipotentiaires peuvent être assurés que l'on fait en France toutes les choses nécessaires pour avoir de tous côtés de plus grandes forces l'année prochaine que l'on n'a eu jusques ici, sans songer qu'il y ait aucune Négociation de Paix, étant certain que la plus forte raison que nous pouvons dire à nos ennemis pour les porter à un accommodement équitable, & qui nous soit avantageux, est de leur faire connoître que nous sommes en tel état que nous ne pouvons pas manquer de faire de nouveaux progrès dans la continuation de la Guerre.

On manda il y a quelque tems aux dits Sieurs Plenipotentiaires, que le fonds pour l'année prochaine étoit prêt, on y a ajouté maintenant qu'il est déjà beaucoup entrainé pour les préparatifs nécessaires, & comme on ne leur peut donner une plus agréable nouvelle que de les assurer d'une chose dont leur Négociation recevra de très-grands avantages, l'on a voulu la leur marquer particulièrement afin qu'ils en aient l'esprit en repos, s'assurant que leurs Majestez n'oublieront pas de leur côté de bien pratiquer le precepte *si vis pacem &c.*

Les forces ennemies ne pourront pas être si grandes que celles de la France.

On croit bien que les Ennemis feront leurs derniers efforts, ainsi que le disent les Médiateurs; mais on ne voit pas pour cela que ce puisse

TOM. II. PART. II.

être grand' chose. Il est constant qu'il leur est comme impossible de recouvrer de l'Infanterie en Espagne & en Flandres, car tous les Kcurliens & Soldats du Pais, dont ils nous menacent tous les ans sont des fantômes qui s'évanouissent à la première lueur de nos armes, & quand même, cette armée devant être payée par le Pais, ils viendroient à bout d'en former quelque corps un peu considérable, ce ne fera toujours que de la milice, laquelle ou se défait en peu de tems ou ne peut pas faire tête à de vieilles troupes.

La Maxime des Médiateurs est de faire apprehender à un parti le bon état & les forces de l'autre, c'est pourquoi on ne doit pas beaucoup s'étonner de tout ce que Monsieur Contarini a dit à Messieurs les Plenipotentiaires, de ce que les ennemis sont résolus de faire cette année en Flandres. Ils étoient bien en termes plus avantageux la dernière quand ils faisoient travailler Lamboy & tant d'autres Chefs à quantité de levées; cependant on a vu ce qui en a réüssi. Mais peut-être que les dits Sieurs Plenipotentiaires jugeront à propos de ne suivre pas le stile des ennemis, & que, sans faire aucune ostentation de nos préparatifs, puisque dans la vérité ils sont effectifs, nous leur donnerons à penser plus en ne disant mot & tenant bon à demander beaucoup davantage pour la conclusion de la Paix.

Intention des Médiateurs en les élevant.

Outre les levées auxquelles le Sieur de Meules travaille à Hambourg, Sa Majesté s'assure que Messieurs les Plenipotentiaires ne manqueront pas de presser le dit Sieur autant qu'ils le peuvent. Monsieur de la Thuillerie écrit en avoir arrêté une de deux mille hommes de pied & de cent chevaux à quinze Risdalles & à cinquante, lesquels seront bien effectifs & commandez par un brave homme. Sa Majesté adresse au dit Sieur de Meules, une Lettre pour Monsieur le Duc de Brunswick, afin qu'il leur accorde le passage en ses Etats pour se pouvoir rendre en ceux de Madame la Landgrave, & si les dits Sieurs Plenipotentiaires croient y devoir ajouter quelque chose de leur part ils le pourront faire & en écrire au dit de Meules. Il faut bien prendre garde sur tout à la sûreté de routes ces fortes de levées, afin que nos ennemis qui en seront informez, détachans quelque corps de Cavalerie, n'ayent pas moyen de leur faire du mal: sur quoi les dits Sieurs Plenipotentiaires enverront souvent leurs conseils & veilleront autant qu'il leur sera possible.

On travaille le partout à faire des levées pour l'armée d'Allemagne.

Outre cela l'Evêque de Warmie, l'un des Ambassadeurs de Pologne, qui est parti depuis peu d'ici, ayant fait connoître à Monsieur le Cardinal Mazarin, qu'il y auroit facilité de tirer des Polonois de son Evêché, le dit Sieur, après lui avoir temoigné grand sentiment de sa bonne volonté, l'a engagé d'en avoir deux ou trois mille sous le commandement d'un sien Neveu & en a écrit au Sieur de Bregi tout ce qu'il faut pour avoir cette levée à Calais dans le Printemps.

De façon que Messieurs les Plenipotentiaires, contribuant ce qui dependra d'eux pour conduire à bon port celle que fait Benninghaussen, pour laquelle on fera que le Commissaire soit à Cassel au lieu de Mayence, ainsi qu'ils l'ont mandé être nécessaire, il y a lieu de se promettre que l'on ne fera pas mal l'année qui vient en étrangers; ce qui est plus important pour la guerre d'Allemagne.

Le voyage de Monsieur Servien à Osnabrug pourra nous éclaircir sur beaucoup de points & nous attendons avec impatience ce qu'il aura pro-

On espère quelques éclaircissements du voyage de Mr. Servien pro- à Osnabrug.

Hh 2

1645.

produit par le retour du Courier la Buiffonniere, & particulièrement si tant de solides raisons qu'il y a pour divertir les Suedois d'écouter les propositions à part des ennemis, les aura persuadés en sorte que nous n'ayons plus rien à craindre de ce côté-là.

Sur les affaires du Duc de Baviere.

Cependant sur le sujet de Monsieur le Duc de Baviere, outre ce que l'on manda dernièrement des paroles reciproques que les dits Sieurs Plenipotentiaires pouvoient prendre & donner à ses Députés, il semble qu'ils pourroient assez adroitement laisser une porte ouverte pour conclure en un instant solidement & par écrit avec le dit Duc, en cas qu'ils vissent que les Suedois fussent sur le point de le faire avec nos ennemis sans nous & qu'il n'y eût plus d'apparence de l'empêcher; & comme le principal motif qui nous oblige de poursuivre le rétablissement du Palatin, est la consideration du Suedois & des Protestans, alors nous pourrions faire un marché de ses intérêts & nous en souvenir pour contenter & engager davantage avec nous le Duc de Baviere.

On doit refuser les Passports pour le Duc de Lorraine.

Messieurs les Plenipotentiaires ne pouvoient mieux répondre qu'ils ont fait aux instances du Sieur Contarini pour le Passeport du Duc Charles, ils continueront à faire tous leurs efforts pour procurer que les ennemis qui ont déjà acquiscés à nos raisons dans le Traité préliminaire, n'insisteront pas davantage à cette prétention. Ils essayeront même adroitement de les en rebutter, en demandant ouvertement des faulx conduits pour les Ministres du Roi de Portugal. En tout cas quand tout ce qu'ils auront fait ne pourra servir, ils sauront que, pourvu que l'on obtienne le Passeport de Portugal, l'intention de leurs Majestés n'est pas que l'on vienne à rupture pour les autres, puisque l'on ne considerera pas davantage le Duc Charles, quand il aura ses Ministres à Munster, que s'il ne les y avoit point. Sa Majesté ayant pris de telles résolutions en ce qui les regarde que leurs instances & leurs raisons ne seront pas assez fortes pour les faire changer.

Sur la conduite de l'Empereur avec le Roi de Danne-marck.

On ne doute pas que les dits Sieurs Plenipotentiaires n'aient bien déduit au Comte de Trautmansdorff les causes pour lesquelles l'Empereur ayant de grands avantages sur le Roi de Danne-marck, les quitta tous avec les intérêts de la Religion Catholique, qu'il avoit moiens dans cette conjoncture-là d'affermir à jamais dans l'Allemagne. Mais on s'étonne extrêmement qu'un habile Ministre, tel qu'est tenu le dit Trautmansdorff, ait voulu mettre une pareille chose sur le tapis, vu que l'exemple qu'il allegue est celui qui a tant donné de matière à la Chrétienté, de blâmer la conduite du feu Empereur pere de celui-ci, lequel, contre son intérêt & toute raison politique, au grand dommage de la Religion Catholique, pour contenter l'ambition des Espagnols, & les assister à la rupture qu'ils avoient entreprise de Monsieur de Mantoue, consentit à la Paix de Danne-marck, avec les restitutions qu'ils alleguent; ce qui, à le bien prendre, étoit rétablir un heretique qui étoit entierement abattu, pour avoir moiens d'opprimer un Prince Catholique.

Sur celle des Espagnols avec les Protestans.

Et à présent on voit bien que les Espagnols, témoignans à l'accoutumée leur grand zele pour la Religion, n'oublient rien pour obliger le Comte de Trautmansdorff à accorder tout aux Suedois, & aux Protestans par une Paix particuliere, afin d'employer après toutes leurs forces contre la France. Mais s'il plaît à Dieu ils se tromperont dans leur calcul, parcequ'ils ne viendront point à bout d'engager nos Al-

liez à commettre une telle infidélité, ou s'ils le faisoient, à plus forte raison auroient-ils grand tort d'espérer, contre un si puissant Royaume, de meilleurs succès qu'ils n'ont eu lors qu'avec la même intention, ils ont entrepris l'arrivée du petit Prince, d'où sont derivez comme de leur source tous les maux que la Maison d'Autriche a souffert depuis en tous les endroits de sa domination.

1645.

La fermeté que Messieurs les Etats ont témoignée, dans la recherche publique que le Gouverneur des Pais-Bas a faite de la part du Roi d'Espagne, d'un accommodement & d'envoyer juiques chez eux pour le traiter, & le mépris qu'ils ont fait de toutes les propositions, quoiqu'ils fussent assurés que voulans y entendre ils auroient remporté tel avantage qu'ils auroient su désirer, doivent être de bien fortes raisons près les Ministres de la Couronne de Suede, premierement pour leur faire toucher au doigt les artifices de nos ennemis qui ne songent qu'à nous diviser & pour pouvoir avec le tems se vanger de tous, se réservant, quoi qu'ils puissent promettre à la Suede & à la Hollande, de pratiquer en tems & lieu leur maniere ordinaire, & la maxime qu'on n'est point obligé de tenir la foi aux Heretiques, quelque serment qu'on leur ait donné, & en second lieu pour les obliger d'imiter l'exemple de Messieurs les Etats, qui sacrifient, ainsi que tout le monde peut voir, tous leurs intérêts particuliers, à la foi publique & à leur union avec la France.

Fermeté des Etats Generaux des Provinces Unies.

Elle doit servir d'exemple aux Suedois.

Les Espagnols dans le même tems ne frappent pas moins à notre porte qu'à celle des autres, & n'oublient rien pour faire parler à la Reine & à ses Ministres, témoignans de vouloir consentir à tout pour avoir la Paix avec la France. On n'a pas daigné y répondre & les dits Sieurs Plenipotentiaires jugeront, selon la conjoncture, s'il est à propos d'en toucher aussi un mot aux Suedois, & les informer en quelle façon on reçoit ici de semblables propositions, encore que les ennemis nous offrent toutes sortes d'avantages, qu'ils disent positivement qu'ils peuvent conclure avec nos Alliez, & qu'ils protestent que se voyans hors d'esperance de traiter séparément avec nous, quelqu'aversion qu'ils aient avec nous d'accorder certains points aux Heretiques, ils seront à la fin contraints de le faire.

Les Espagnols s'adressent à la Reine pour obtenir une Paix ou une Trêve.

Signé

LOUIS.

Et plus bas

DE LOMENIE.

LET-

1645.



## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster, ce 22. Decembre 1645.

*Sur son discours avec l'Ambassadeur de Venise à Paris. Ils sollicitent la restitution aux Barberins. Ils louent l'Envoyé aux Princes d'Italie. Et le choix du Cardinal d'Este pour Protecteur de France. Ils emploient leurs soins pour les levées. Touchant l'accommodement de Ragotzi avec l'Empereur. Sur l'affaire du Ministre de Savoye. L'Ambassadeur de Savoye demande rang & seance dans l'Assemblée des Etats de l'Empire. Ils feront tout leur possible pour préserver les biens Ecclesiastiques. Ils attendent la Conference avec les Suedois pour avancer la Négociation. Soins de Trautmansdorff, pour gagner les Suedois. Facilité des Imperiaux vers les Protestans. Ils agiront en faveur de Baviere. Leur jugement touchant le Palatin. Et du Prince son Frere. Sur la sincere conduite de leur Secrétaire envers le Ministre Bellitia.*

MONSIEUR,

LE Courier la Buissonnere partit hier chargé de notre Dépêche servant de réponse au Memoire, & Dépêches qu'il nous avoit apporté. Maintenant nous répondrons à celles que nous avons reçu, par la voye ordinaire, en date des deux & neuf de ce mois.

La premiere nous a appris la Conference que vous avez eü avec l'Ambassadeur de Venise. L'on ne pouvoit se conduire avec plus de dex-

terité que vous avez fait, & nous vous sommes obligez de la consideration qu'il vous a plu faire de nous. Quoique nous soions très-aîsés de voir avancer la Paix par quelque moyen que ce fût, & sans l'interêt des Alliez dont toutes nos circonspections ne peuvent faire cesser la jalousie; nous vous prions de ne refuser pas les occasions qu'on vous presente d'en avancer le Traité.

Nous n'omettrons pas d'exécuter les ordres qui nous sont donnez touchant la restitution des Benefices, & biens qui appartiennent à Messieurs les Barberins dans le Pais ennemi en cas de Paix, & en cas de Trêve de stipuler la jouissance des mêmes biens & Benefices à leur profit, & de demander pour le Roi la Nomination de ceux où le Roi Catholique avoit ce droit dans le Pais conquis.

Nous vous remercions de la nouvelle que vous nous donnez du choix qui a été fait de la personne de Monsieur l'Abbé Saint Nicolas, pour l'envoyer vers les Princes d'Italie & de là à Rome, & que la protection du Roi en cette Cour a été donnée à Monsieur le Cardinal d'Este. L'un & l'autre sont très-dignes de l'élection que l'on a fait d'eux, & nous estimons que Sa Majesté en fera utilement servir.

Nous ne manquons pas de veiller aux levées des troupes étrangères ainsi que vous nous le recommandez; mais nous avons à vous représenter sur ce sujet que l'argent qui est à Dantzic, dont vous faites état pour ce sujet, n'est point en la disposition du Sieur de Meules, ainsi qu'il nous a mandé; de forte que s'il n'est envoyé un ordre exprès qui lui donne moyen de s'en servir dans le besoin qu'il en a présentement, il est à craindre que ce fond-là ne se trouve employé ailleurs, & qu'une partie des levées ne demeure.

Puis que nous voyons que vous n'avez pas grande esperance du voyage de Monsieur de Croissi à Constantinople, nous sommes bien aîsés d'avoir appris qu'il ne l'a pas fait; il faut sans doute qu'il ait su par les Lettres de Monsieur de la Haye que le Transylvain ne s'est pas tant accommodé avec l'Empereur pour obéir à la Porte, que pour les avantages qu'il a trouvé, & que cette consideration l'ait arrêté auprès de ce Prince, où il est encore en attendant vos ordres.

Votre Lettre nous a appris que Madame avoit fait Bellitia son Ministre, ce qui ne nous a point paru ici. Tout ce que nous avons su est que Madame lui donna il y a quelque tems une charge de President, & lui ordonna de ne bouger de Munster; mais comme nous n'avons aucune communication avec lui, il pourroit bien être qu'il auroit reçu quelque ordre ou Caractere nouveau que nous ne savons pas. L'Ambassadeur de Savoye nous est venu voir pour nous donner part de l'ordre qu'il avoit reçu de Madame, de demander rang & seance dans l'Assemblée des Etats de l'Empire, ainsi que les Ducs de Savoye l'ont toujours eü & eurent encore en la Diete de l'année mil six cens quinze, & pour nous prier de l'assister en cette poursuite. C'est de quoi nous nous sommes excusés jusques à ce que nous eussions appris les volontez de la Reine, & que nous étions obligez de lui dire avec franchise, qu'encore que nous ayons ordre de servir la Maison de Savoye en toutes occasions, comme nous l'avons témoigné en sa personne, lui ayant fait le même traitement qu'aux Ambassadeurs des Couronnes, y ayant lieu de croire que la Commission d'entrer dans l'Assemblée des Etats, seroit plu-

1645.  
deur de Venise à Paris.

Ils sollicitent la restitution aux Barberins.

Ils louent l'Envoyé aux Princes d'Italie.

Et le choix du Cardinal d'Este pour Protecteur de France.

Ils emploient leurs soins pour les levées.

Touchant l'accommodement de Ragotzi avec l'Empereur.

Sur l'affaire du Ministre de Savoye.

L'Ambassadeur de Savoye demande rang & seance dans l'Assemblée des Etats de l'Empire.

Hh 3

tôt

Sur son discours avec l'Ambassadeur de Venise.

1645.

tôt donnée à Bellitia, qu'à lui à cause des difficultés qu'il y rencontreroit pour les titres, nous ne devons pas favoriser un emploi destiné apparemment pour un homme, que nous favons qui est desagréable à Sa Majesté. Le dit Sieur Ambassadeur nous a fait connoître qu'il poursuivroit son affaire, croyant bien que nous ne le trouverions pas mauvais, & qu'il nous prioit d'écrire pour avoir ordre d'y joindre nos offices, se promettant de la bonté de la Reine que Sa Majesté ne refuseroit pas sa protection en un point si important à la Maison de Savoye.

Que pour Bellitia il n'avoit aucune connoissance, qu'on lui eût donné nouvelle qualité ni nouvel emploi, & ne croyoit pas qu'on eût pensé à lui pour celui d'intervenir aux Dietes.

Nous avons considéré exactement le Memoire du neuf, & nous nous réglerons sur les ordres qu'il contient. Il faudroit repeter plusieurs choses, que nous avons déjà écrites si nous voulions répondre à tous les articles.

Nous continuerons de faire en sorte, s'il est possible, puisque Sa Majesté l'approuve, que les Suedois ne s'engagent pas à demander des biens d'Eglise, pour leur satisfaction ni pour le dédommagement de l'Electeur de Brandebourg. Mais si l'Empereur les leur offroit, comme il y en a ici quelque bruit, nous ne savons pas quel fruit nous tirerons de desobliger nos Alliez en nous y opposant, vu que notre proposition n'empêcheroit pas l'effet, & qu'en nous ruinant avec nos amis, nous contribuons nous-mêmes à les ruiner & à leur perte.

Nous n'attendons que la Conférence avec les Ambassadeurs de Suede, pour satisfaire à ce qui nous est mandé d'avancer la Négociation, & de déclarer ce qu'on prétend. Cette Conférence doit être faite la semaine prochaine ainsi qu'on nous écrit d'Osnabrug, où le Comte de Trautmansdorff n'oublie rien pour caresser les Suedois. Il leur a même dit que la Maison d'Autriche ne les tient point pour ses Ennemis formels comme les François qui la voudroient exterminer, & en arracher les fondemens; que leur satisfaction est juste, mais qu'elle leur doit être donnée par tous les Etats de l'Empire, & quant à celle de la France, qu'il ne passeroit pas l'offre qu'il nous avoit fait faire, sinon qu'à toute extrémité l'Empereur pourroit consentir au razeement de Brisack.

Nous ne manquerons pas de faire notre profit auprès des Mediateurs & Bavaois, de la facilité que les Imperiaux apportent aux prétensions des Protestans & des Suedois, comme il nous est mandé, ce qui n'est que trop veritable, & qui à présent nous donne un peu d'inquietude.

Nous agirons aussi selon l'ordre qui nous est donné de conserver la Dignité Electorale dans la Maison de Baviere, si les Ambassadeurs nous en donnent sujet & favorisent les interêts du Roi, comme ils l'ont ci-devant promis.

Nous croyons bien que, quelque grace que le Roi fasse au Prince Palatin, il n'en conservera pas beaucoup de ressentiment & de gratitude envers la France. Sa conduite passée le témoigne assez, comme il a été prudemment remarqué.

Quant à son Frere qui est Catholique, nous apporterons toute sorte de moyen pour lui ménager l'établissement que leurs Majestez desireront dans le Palatinat, & cela n'est pas sans exemple dans leur Maison.

Si Bellitia écrit qu'il avoit agi comme Ministre de Savoye, & conféré avec le Sieur Boulanger Secrétaire de l'Ambassade, on ne l'a pas

pû empêcher de mander ce qu'il a voulu; mais la verité est que le dit Boulanger a parlé à lui deux fois par notre ordre. La premiere a été pour lui faire savoir ce qui nous étoit ordonné par votre Lettre du neuf Septembre, de quoi nous avons rendu compte, & de la réponse que fit le dit Bellitia. La seconde fut bien un mois après que le dit Bellitia, demandant à parler au dit Boulanger qui nous en avertit, nous trouvâmes à propos qu'il écoutât ce qu'il avoit à dire, croyans qu'il se vouloit retirer, & nous le faire savoir.

Bellitia fit plainte qu'encore qu'il eût fait la réponse la plus respectueuse, qu'il avoit pû, à ce qui lui avoit été dit de notre part, on lui écrivoit néanmoins qu'on disoit à Paris, qu'il s'étoit vanté que, malgré qu'on en eût, il demeureroit à Munster. Boulanger répondit qu'il avoit fait rapport au vrai de la façon dont il avoit parlé, & qu'il pouvoit l'assurer que nous en avions écrit en conformité à la Cour. Sur cela Bellitia lut une minute de Lettre qu'il disoit avoir écrite à Madame, pour lui demander permission de sortir de Munster, & dit qu'il en avoit été refusé. La Replique de Boulanger fut qu'il ne desiroit pas d'être informé plus avant, ayant fait ce qui lui avoit été commandé, & qu'au reste il le prioit de ne le plus voir ni communiquer d'aucune chose avec lui, puisqu'il savoit les ordres que tous ceux de l'Ambassade de France, & tous nos Domestiques avoient eu, ainsi que lui-même les lui avoit signifiés, & il n'y a point eu d'autre discours entre eux.

Ce qui est à la fin du Memoire merite que l'on y pense un peu à loisir. Nous en donnerons notre avis, puisqu'on nous fait l'honneur de le desirer, après avoir medité sur un sujet si important. Nous sommes &c.

## L E T T R E

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur de

B R I E N N E.

A Munster le 30. Decembre 1645.

*Ils témoignent leur satisfaction de ce que leur conduite est louée au sujet de Trautmansdorff. Conduite de ce Ministre. Discours d'Oxenstiern. Et ses assurances de se tenir ferme avec la France. Suite de l'affaire de Baviere. Leurs soins pour les*

1645.

taire envers  
le Ministre  
Bellitia.

Ils feront  
leur possible  
pour préfer-  
ver les biens  
Ecclesiasti-  
ques.

Ils attendent  
la Confere-  
nce avec les  
Suedois pour  
avancer la  
Négociation.

Soins de  
Trautmans-  
dorff pour  
gagner les  
Suedois.

Facilité des  
Imperiaux  
vers les Pro-  
testans.

Ils agiront  
en faveur de  
Baviere.

Leur juge-  
ment tou-  
chant le Pa-  
latin.

Et du Prin-  
ce son Frere.

Sur la fin-  
iere conduite  
de leur Secrè-



1645. *levées. L'Ambassadeur Portugais retourne en son País avec des instructions. Leurs efforts pour le Prince Edouard. Affaire du Prieuré de Saint Pierre de Colmar. Ils demandent une Sauvegarde pour le Comte de Witgestein.*

MONSIEUR,

Ils témoignent leur satisfaction de ce que leur conduite est louée au sujet de Trautmansdorff.

Conduite de ce Ministre.

Discours d'Oxenstiern.

Et ses assurances de se tenir ferme avec la France.

Suite de l'affaire de Bavière.

CE nous est une grande consolation de voir que les fideles services, que nous tachons de rendre ici à la Reine soient agreables à Sa Majesté, & d'apprendre par votre Lettre du seize qu'elle ait approuvé notre conduite, avec Monsieur le Comte de Trautmansdorff à son arrivée. L'on ne peut pas croire que son intérêt, non plus que celui de son Maître, lui permette d'être ici longtems, ce qui donne lieu de bien esperer. Néanmoins nous n'estimons pas que cela doive ralentir les préparatifs, voyant que de tous côtez l'on arme plus que jamais, & que le Duc de Bavière même qui est si bon ménager fait des efforts extraordinaires. Le dit Sieur Comte de Trautmansdorff proteste toujours que son intention n'est pas de jetter de la division entre les deux Couronnes ni leurs Alliez, mais nous aprenons par le discours de Monsieur Oxenstiern qui est ici depuis deux jours, qu'il n'est pas demeuré dans cette retenue traitant avec lui, & qu'ayant commencé sa premiere Conference avec une aparente franchise, il ne l'a pas continuée dans la seconde; puisqu'ayant su qu'il venoit ici pour refoudre, avec nous, la repliche que nous devons donner à la réponse des Imperiaux, il l'a voulu voir en particulier avant son départ pour faire en sorte que la Couronne de Suede ne nous assistât point en la demande que nous avons à faire de la satisfaction du Roi, & n'a rien oublié pour lui persuader que nous étions deraisonnables en nos prétentions, que jamais l'Empereur ne les accorderoit, & que si on confideroit l'état où se trouvoient les deux Couronnes dans l'Allemagne, la Suede qui y possédoit plus que la France paroîtroit plus modérée.

Ce discours nous a été fait en confidence par le dit Sieur Oxenstiern qui en connoît bien l'artifice, & proteste que lui ni son Colleague ne font pas pour changer leur conduite par le conseil de nos Parties, ni s'éloigner en façon du monde des Traitez de confederation.

Les Ambassadeurs du Duc de Bavière nous ont vu cette semaine sans qu'ils aient reçu le pouvoir de traiter avec nous, encore que celui qui le leur devoit apporter soit arrivé. Ils n'ont point aussi parlé, comme ils avoient fait ci-devant, d'entrer en une obligation reciproque par écrit. Le silence où ils s'étoient tenus nous avoit donné mauvaise opinion, & nous avoit fait croire que leur Maître avoit changé de volonté. Mais dans une visite que moi Duc de Longueville leur ai faite depuis, eux-mêmes se sont offerts de s'employer de tout leur pouvoir pour nous faire avoir notre satisfaction, pourvu qu'ils puissent être assurés que nous en ferons autant pour la conservation de l'Electorat, en la Maison de Bavière, & pour leur récompense en cas de restitution du haut Palatinat, sans desirer que l'on s'y engageât par écrit, cela se pouvant faire sans donner jalousie à nos Alliez,

& dépendant de nous d'assister le Duc de Bavière, selon qu'il executera fidellement ce qu'il nous promet. Nous ne voyons aucun inconvenient d'en tomber d'accord avec eux, & nous considerons d'autant plus cette dernière proposition, qu'elle a été faite en un tems que les dits Ambassadeurs venoient de recevoir des Lettres, & selon toutes apparences de nouveaux ordres de leur Maître.

Nous ne vous devons pas celer qu'en notre premiere Conference, en parlant des grandes dépenses auxquelles le Duc de Bavière étoit obligé, ils dirent avec dessein, comme nous avons estimé, qu'il falloit qu'il donnât dans son País plus de cinquante Places neutres pour des levées, ce qui fait voir avec combien de prudence l'on a resolu de fortifier l'armée d'Allemagne, & d'envoyer au Sieur de Meules les ordres & les moyens d'avoir des troupes qui se licentient en Dannemarch.

Le Sieur de Beauregard nous écrit qu'il a traité avec un Officier bien estimé & homme de service appelé le Sieur Bambard, pour la levée de quinze cens hommes de pied, & trois cens chevaux, & nous demande des Commissions pour distribuer aux Capitaines du dit Bambard & avancer d'autant l'affaire. Nous lui avons fait réponse que nous n'en avons point, & qu'il en doit écrire à la Cour, ne doutans point qu'il ne vous plaise prendre soin de lui faire envoyer au plutôt ces Commissions. Cette levée, & celle dont le Sieur Bilderbeck, Resident de Messieurs les Etats à Cologne, nous a écrit, ainsi que nous vous l'avons mandé par notre dernière Dépêche, pourront traverser les desseins du Sieur Melander dans son nouveau Généralat du Cercle de Westphalie; & lui retrancher d'autant les moyens de faire un Corps puissant & considerable. Mais nous vous prions de faire considerer que nous sommes à present au mois de Janvier, qu'il faut quatre mois pour mettre les nouvelles levées en état de servir, & que par consequent, si on les veut employer au printemps prochain, il est tems d'y pourvoir en envoyant promptement l'argent & les Commissions nécessaires.

Nous avons été bien aises d'apprendre que l'Ambassadeur du Roi de Portugal s'en va trouver son Maître avec de bonnes instructions pour affermir ce Royaume en la Maison de Bragance. Si les Portugais se servoient un peu plus liberalement de leurs richesses contre les ennemis, ils se rendroient plus utiles à la cause commune & plus considerables.

Nous avons fait pour le Prince Edouard, tous les offices possibles dont nous avons rendu compte par nos précédentes, & il a été resolu avec Monsieur Oxenstiern que nous demanderons ensemble le Passeport pour les Ambassadeurs, en même tems que nous donnerons notre repliche. Ils prétendoient que nous déclarerions de ne pouvoir passer outre en cas qu'on le refusât; mais nous n'avons pas cru devoir passer si avant, & nous tâcherons de leur faire comprendre que cette clause peut recevoir une mauvaise interprétation dans l'Allemagne, & nous faire accuser de rechercher des prétextes pour retarder la Négociation. Nous ne lairrons pas néanmoins de faire tous les efforts possibles avec les Suedois pour obtenir le dit Passeport, & tâcherons de faire joindre à nos instances celles de Messieurs les Etats, lorsque leurs Députés y seront arrivez.

Nous sommes obligés de vous avertir que quelque particulier, s'étant fait pourvoir du Prieuré de Saint Pierre de Colmar, a obtenu du

1645.

Leurs soins pour les levées.

L'Ambassadeur Portugais retourne en son País avec des instructions.

Leurs efforts pour le Prince Edouard.

Affaire du Prieuré de Saint Pierre de Colmar.

du Roi des Lettres de recommandation à l'In-  
 rendant de Justice en Alsace, & au Commandant  
 du dit Colmar pour être maintenu dans la pos-  
 session de ce Benefice. Le Député de cette  
 Ville avoit ordre d'en faire ses plaintes aux États  
 qui sont à Osnabrug, ce qui nous pourroit ap-  
 porter un grand préjudice & animer contre  
 nous les Protestans, dont nous avons besoin au  
 projet de la satisfaction prétendue par la Fran-  
 ce; mais nous avons assoupi l'affaire, ayans mé-  
 nagé l'esprit de ce Député & fait en sorte qu'il  
 n'en a point été parlé. C'est un bien d'Eglise  
 que la Ville de Colmar a acheté de celle de  
 Berne, & dont elle est en paisible possession il y  
 a soixante & dix ans; & le Canton de Berne, de  
 qui elle l'a eu, l'avoit usurpé cinquante ans au-  
 paravant. La Ville de Colmar étant sous l'auto-  
 rité de l'Empereur, il n'a point remué cette  
 difficulté, le Traité de Passau & d'autres inter-  
 venus pour pacifier les troubles de la Religion,  
 ont validé cette sorte d'acquisition dont il y a  
 une infinité d'exemples dans l'Allemagne si bien  
 établis, que nous travaillerions en vain pour y  
 apporter à présent un meilleur ordre; & il n'en

réussiroit autre chose sinon que les Imperiaux  
 prendroient occasion de favoriser les Protec-  
 tans & de nous les rendre contraires. Nous  
 vous prions instamment de faire considérer  
 l'importance de cette affaire, & combien il est  
 nécessaire pour le service du Roi, de faire ces-  
 ser la poursuite de ce particulier, laquelle ten-  
 dant à renverser les maximes générales reçues &  
 établies dans l'Empire, nous susciteroit de nou-  
 veaux ennemis, & nos Parties ne manqueroient  
 pas d'ajouter cet exemple à beaucoup d'autres  
 moyens dont ils se servent pour faire appréhender  
 la Domination de la France.

Le Comte de Witgenstein a demandé une  
 Sauvegarde du Roi pour ses terres. Nous  
 vous supplions de lui en faire expedier une &  
 nous l'envoyer suivant le Memoire qui nous a  
 été donné de sa part.

Ils deman-  
 dent une Sau-  
 vegarde pour  
 le Comte de  
 Witgenstein.

Nous devons aujourd'hui conférer avec Mon-  
 sieur Oxenstiern, & résoudre ce qui est à faire  
 pour la repliche des Couronnes, tant au fond  
 qu'en la forme, & de ce qui sera resolu nous  
 vous donnerons avis. Nous sommes &c.



# S U P L É M E N T

A U X L E T T R E S

D E L A C O U R

E T D E S P L E N I P O T E N T I A I R E S

D E F R A N C E

E C R I T E S E N 1645.

T O U C H A N T

L E S N E G O C I A T I O N S

D E M U N S T E R

E T

D ' O S N A B R U G .

L E T T R E

de Messieurs

D ' A V A U X

E T

S E R V I E N ,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E .

A Munster, le 22. Avril 1645.

*Ils vont avancer la Négociation ,  
après avoir reçu exactement de  
la Cour les ordres & les infor-*  
TOM. II. PART. II.

*mations nécessaires. Ils tâcheront d'engager les Suedois à y concourir ; ce qui ne sera pas sans peine. Ils executeront les ordres exactement en faveur de la Religion, Point delicat à ménager. Les Médiateurs ne trouvent point d'expedient pour favoriser la Religion. Les Protestans & les Calvinistes unis pour deprimer la Religion Romaine. Il les faut ménager de peur de perdre le credit, & qu'ils ne se separent de nous, & ne fassent entre eux un parti qui nous seroit préjudiciable. Nonobstant cela ils travailleront puissamment à l'avancement de leur Religion, mais ils seront obligez d'user d'adresse. Pour cet effet il faudra complaire aux Protestans dans ce qui regarde le temporel, les Etats Catholiques ayant le*  
I i mē

1645.

même intérêt. Les Suedois ont plus de créance auprès d'eux que nous par leur complaisance pour eux pour le temporel & le spirituel. Les Médiateurs leur apportent un Ecrit des Espagnols; ce ne sont que des justifications, ils lui en envoient la copie. Si les Espagnols parlent de rendre, c'est l'effet de leurs disgraces. Que les François ont tout sujet de rétenir leurs conquêtes. Qu'il ne s'agit plus des anciens Traitez. Touchant les Imperiaux, les Médiateurs nous dirent qu'ils demeurent d'accord de six points en suivant les instances que nous avions faites. Dans la Négociation on n'écrira point pour soutenir son opinion, mais seulement pour donner sa demande. Que lorsqu'un Article sera arrêté, il sera mis en dépôt entre les mains des Médiateurs comme chose faite. Les Imperiaux demeurent d'accord que tous les Députés presens à l'Assemblée de Munster, auront droit de suffrage dans les propositions pour la Paix. Touchant la liberté de l'Electeur de Trèves les Imperiaux consentent que cette affaire se traite la première, lorsqu'on entrera plus avant en matière. Que les Alliés & Adherants seront exprimez par un nom général; que leurs intérêts seront demêlez en particulier pendant le Traité. Touchant la Landgrave les Imperiaux traiteront avec les Ambassadeurs de France. Pour la sûreté du Traité ils ne demanderont que les clauses accoutumées. La France n'assemble pas les Etats pour vérifier les Traitez de Paix. Ils se plaignent du bruit qu'on fait courir que Monsieur de Longueville ne doit venir que pour faire une Trêve de peu d'années. Le Nonce les requiert en faveur des Ecclesiastiques du Wirtemberg, & du Chapitre de Spire, d'en écrire en Cour en leur faveur, se plaignant de Monsieur de Turenne. Le Nonce les prie d'écrire en Cour pour avoir

avoir une Sauvegarde pour le 1645.  
Comte de Recheim.

MONSIEUR.



Nous reçumes le 17. de ce mois par Monsieur de Saint Romain la Dépêche dont vous l'aviez chargé, & de plus il nous a fait entendre bien exactement toutes les choses qui lui ont été remises en créance. Nous avons grand sujet de nous tenir très-obligés par tant de bons avis, ordres, & amples Informations, sur tout ce qui peut servir à notre Négociation que nous allons avancer, puisque nous avons en main suffisamment de quoi le pouvoir faire, après que nous aurons pris nos ajustemens avec Messieurs les Suedois. A cet effet l'un de nous passera la semaine qui vient à Osnabrug, où rien ne sera omis pour leur faire comprendre ce qui est des justes intentions de la Reine, & les porter à y concourir. - Nous estimons bien que ce ne sera pas sans peine, ayant de leur côté déjà pris des mesures dont il sera difficile de les retirer, mais il faudra ménager les moyens de nous accommoder les uns aux autres. Que si nous sommes obligés, comme il y a bien de l'apparence, d'en venir à une commune Proposition par écrit, fondez sur les points généraux, ce sera avec la reserve de se pouvoir relâcher dans le détail. C'est à quoi nous avons déjà préparé Monsieur Oxenstiern, dans les Conférences que nous eûmes l'autre jour ici avec lui, en lui faisant comprendre adroitement que c'étoit une chose aussi juste & raisonnable, autant pour eux que pour nous. Il seroit maintenant superflu de vous spécifier tout ce dont nous confèrâmes avec lui, puisque nos derniers ordres nous engagent à nouveau concert. Nous vous dirons seulement que nous sommes bien aises d'avoir eu à temps de quoi leur parler, & qu'ayant pris un terme assez long pour le faire, il nous en restera encore pour rendre compte à la Cour de ce qui se sera passé, & de recevoir, si besoin est, les ordres que le cas pourroit requérir. Nous aurons sur toutes choses très-exact & précis soin d'exécuter ceux que la Pieté de la Reine, & la Raison nous prescrivent en faveur de notre Religion; ce qui sera un point très-délicat à ménager, comme Messieurs les Médiateurs le reconnurent fort bien en la dernière Conférence, que nous eûmes il y a trois jours avec eux, étans eux-mêmes demeurez courts sur des expédiens que nous les priâmes de nous en donner, pour nous aider à parvenir à une si bonne fin, que nous leur fîmes connaître nous être principalement à cœur. Notre considération particulière & dont nous ne nous expliquâmes pas avec eux, est sur cela que nous avons d'une part liaison avec les Protestans qui n'y feront gueres favorables, & de l'autre avec des Calvinistes qui ont pour vice d'avantager tant qu'ils pourront leur Religion; & quoi que tous deux ne conviennent pas bien ensemble pour ce qui est du spirituel, l'on a toujours vu par experience qu'ils ne s'entendent que trop quand il est question de déprimer les Catholiques, pour lesquels nous voyans prendre l'affirmative, il est à craindre que nous perdions crédit avec eux, voire qu'ils s'unissent ensemble, & en se séparant de nous pour l'intérêt d'Etat, peur de per-

ils vont avancer la Négociation, après avoir reçu exactement de la Cour les ordres & les informations nécessaires.

Ils tâcheront d'engager les Suedois à y concourir; ce qui ne sera pas sans peine.

Ils exécuteront les ordres exactement en faveur de la Religion, Point délicat à ménager. Les Médiateurs ne trouvent point d'expédient pour favoriser la Religion.

Les Protestans & les Calvinistes unis pour déprimer la Religion Romaine.

Il les faut ménager de peur de per-



1645.

dre le credit, & qu'ils ne se separeront de nous, & ne fassent entr'eux un parti qui nous seroit préjudiciable.

Nonobstant cela ils travailleront puissamment à l'avancement de leur Religion, mais ils seront obligés d'user d'adresse.

Pour cet effet il faudra complaire aux Protestants dans ce qui regarde le temporel, les Etats Catholiques ayant le même intérêt.

Les Suedois ont plus de créance auprès d'eux que nous par leur complaisance pour eux pour le temporel & le spirituel.

Les Médiateurs leur apportent un Ecrit des Espagnols; ce n'est point que des justifications; ils lui en envoient la copie.

Si les Espagnols parlent de rendre, c'est l'effet de leurs disgrâces. Que les François ont tout sujet de retenir leurs conquêtes.

Qu'il ne s'agit plus des anciens Traitez.

d'Etat, ils fassent entre eux un parti qui nous destituerait d'une grande force dans la constitution présente, que nous ne sommes pas assurés de la bonne foi de la Maison d'Autriche, & de ceux qui lui adherent, & dans le progrès du Traité, ni dans son execution. Nous ne représentons pas cela, Monsieur, pour nous relâcher de la fermeté qui est due au maintien & accroissement de notre Religion, car il y faut travailler puissamment, mais seulement pour vous faire voir qu'il sera besoin d'y user d'adresse, & ne pas donner lieu à nos Ennemis d'espérer la division, dans laquelle ils tâchent de nous jeter, pour en tirer profit, plus pour leurs intérêts d'Etat, que par bonne conscience, la leur se réglant toujours sur ceux-là, quelque bonne mine qu'ils fassent.

Mais certes, Monsieur, nous sommes obligés de vous représenter, que comme nous ne pouvons pas entièrement adherer à tous les sentimens, & prétentions des Protestans d'Allemagne avec lesquels nous sommes alliés, sur les points où la Religion se trouvera pressée, il faudra, par nécessité, si on veut ne leur faire pas tout-à-fait perdre ce qui leur reste d'affection pour la France, essayer de leur complaire dans les autres affaires qui ne regardent que le temporel, & l'Etat, pour leur faire obtenir, s'il est possible, le rétablissement de leurs anciens droits, & privileges, en quoi les Princes & Etats Catholiques se trouvent avoir le même intérêt qu'eux. Encore aurons-nous beaucoup de peine de conserver parmi eux une créance approchant de celle que les Suedois y acquièrent par la complaisance qu'ils apportent à tout ce que les autres desireront, tant pour le Spirituel, que le Temporel; ce qui ne nous donne pas peu de peine.

Le sujet de la venue de Messieurs les Médiateurs, fut pour nous apporter l'Ecrit des Espagnols, dont vous aurez la copie ci-jointe, qu'ils ont été trois semaines entières à attendre, sur trois feuilles de papier. Vous verrez que ce sont plutôt justifications que moyens solides de traiter. Nous dûmes tant & de si fortes raisons à ces Messieurs, que nous leur fîmes voir que la force de la justice est pour nous; que si les Espagnols parlent de rendre, ce n'est qu'un effet de leurs disgrâces, & que nous avons tout sujet de vouloir retenir. Ils nous alleguerent le raisonnement de ceux-là, qu'il est de la justice, & de la conscience d'y maintenir l'observation des Traitez solennellement faits & jurez par ses Prédecesseurs.

Nous répondîmes que si cela étoit raisonnable, & que s'il falloit demeurer dans l'execution des anciens Traitez, par lesquels les Espagnols, ayant eu le sort des armes favorable, avoient retenu toutes leurs conquêtes, & même obligé nos Rois à renoncer à des droits légitimes, qui n'avoient point été controversez pendant la Guerre, qu'il étoit bien plus juste que, suivant aujourd'hui l'exemple qu'ils nous avoient donné, la France conservât ce qu'il avoit plu à Dieu de remettre entre ses mains, pour la dédommager de ses pertes passées; mais que, quand il n'y auroit point de Traité à considérer pour cet effet que celui de Vervins, qu'ils alleguent toujours pour nous convier à rendre tout, comme ils disent d'avoir fait alors, le Roi Henri le Grand se réserva toutes ses prétentions sur la Navarre, que tout le monde fait être si justes & si claires, & que ce fut lui qui acheta bien cherement la Paix, puisque, pour quatre ou cinq Places qui lui furent rendues, il voulut bien perdre les conjonctures favorables

TOM. II. PART. II.

qui se présentoient, pour lui faire raison de tous les torts qui avoient été faits à ses Prédecesseurs, & qu'il n'y a personne qui ne sache que ce fut plutôt la crainte de l'union, qui avoit été faite entre Sa Majesté, la Reine d'Angleterre, & Messieurs les Etats des Provinces Unies, jointe à la vieilleffe de Philippe II, & au bas âge de son Successeur, qui les contraignit de se départir en ce rencontre de leurs anciennes maximes, qu'aucune bonne volonté qu'ils eussent pour la France, ni pour le bien public.

Après, ils vinrent au fait des Imperiaux, & plusieurs discours s'étant passés, de part & d'autre, ils nous dirent enfin que ceux-là demeureroient d'accord des six points ensuivants, en execution de la proposition, & instances que nous avions faites, dans les Conférences précédentes, pour la plupart des choses qu'ils contiennent.

Que dans la Négociation l'on n'écrira point pour soutenir son opinion, mais seulement pour donner sa demande, afin qu'il n'y arrive point de variation, soit par prétexte de défaut de memoire, ou autrement, sur laquelle il sera traité, & l'accord fait, l'article arrêté sera remis, & paraphé, en dépôt entre les mains de Messieurs les Médiateurs, comme chose faite sur laquelle il n'y aura plus rien à dire & pour en former un article du Traité général.

Que les dits Imperiaux demeurent d'accord, que tous les Députés qui seront présens à l'Assemblée de Munster auront leur droit de suffrage, dans les propositions qui seront faites pour la Paix, & que les délibérations qui se feront entr'eux comme dans les Dietes, à s'avoir par le College Electoral, celui des Princes, & celui des Villes, chacun séparément, lesquels Colleges ils entendent être composez des Députés, qui ont été jusques ici à Francfort, & qui viendront pour cet effet en cette Ville, auront le même avantage.

Que sur la liberté de Monsieur l'Electeur de Trèves, ils persistent en leur réponse, que néanmoins ils demeurent d'accord de traiter cette affaire la première, lorsqu'on entrera plus avant en matière.

Que les Alliez & Adherans seront exprimés, sous le nom général, & collectif, que néanmoins les intérêts de chacun en particulier seront demêlés pendant le Traité, & résolu par des Articles separez & à la fin tous les dits Alliez, & Adherans seront encore exprimez généralement, & particulièrement pour être spécialement compris dans le Traité.

Que pour Madame la Landgrave de Hesse, les dits Imperiaux entendent de traiter avec ses Plenipotentiaires, soit immédiatement ou par le moyen des Ambassadeurs de France, leur Commission leur donnant pouvoir de traiter avec eux, & qu'ils en ont ordre particulier par leurs Instructions.

Que pour la sûreté du Traité, ils ne demanderont que les clauses, & formes ordinaires, & pratiquées, qui sont la verification des Parlemens, sur ce que nous avons représenté, comme déjà nous vous avons mandé par nos précédentes, qu'on n'avoit point accoutumé d'assembler les Etats pour les Traitez de Paix.

Nous avons remarqué dans l'entretien avec Messieurs les Médiateurs, & nous favons qu'il se dit vulgairement dans cette Assemblée que la venue ici de Monsieur de Longueville, ne seroit qu'avec commission de traiter d'une Trêve à courtes années, & que c'est à quoi

1645.

Touchant les Imperiaux, les Médiateurs nous dirent qu'ils demeureroient d'accord de six points en suivant les instances que nous avions faites.

Dans la Négociation on n'écrira point pour soutenir son opinion, mais seulement pour donner sa demande.

Que lorsqu'un article sera arrêté, il sera mis en dépôt entre les mains des Médiateurs comme chose faite.

Les Imperiaux demeurent d'accord que tous les Députés présens à l'Assemblée de Munster auront droit de suffrage dans les propositions pour la Paix.

Touchant la liberté de l'Electeur de Trèves les Imperiaux consentent que cette affaire se traite la première, lorsqu'on entrera plus avant en matière.

Que les Alliez & Adherans seront exprimés, sous le nom général, & collectif, que néanmoins les intérêts de chacun en particulier seront demêlés pendant le Traité.

Touchant la Landgrave les Imperiaux traiteront avec les Ambassadeurs de France.

Pour la sûreté du Traité ils ne demanderont que les clauses accoutumées.

La France n'assemble pas les Etats pour vérifier les Traitez de Paix.

Is se plaignent du bruit qu'on fait courir que Monsieur de Longueville ne doit venir que pour faire une Trêve de peu d'années.

I i 2

se

1645.

se reduira toute cette Négociation, sans plus parler de Paix. L'on vous a même dit que les dernieres Gazettes imprimées à Cologne, en parlent de la sorte; ce qui est, à vous en dire le vrai, assez étrange & fâcheux.

Le Nonce les requiert en faveur des Ecclesiastiques du Wirtemberg, & du Chapitre de Spire, d'en écrire en Cour en leur faveur, se plaignant de Monsieur de Turenne.

Monsieur le Nonce nous a derechef requis, sur ce qu'il nous a fait entendre que les Ecclesiastiques du Duché de Wirtemberg, & ceux du Chapitre de Spire sont en apprehension du peu d'effet des Lettres du Roi, Sauvegardes, & Ordres envoyez en leur faveur à Monsieur le Maréchal de Turenne, & qu'il n'avoit pas même voulu donner un acte de leur reception, avec quelques autres propos que nous ne pouvons croire avoir été par lui tenus, sur la facilité d'obtenir en Cour semblables expéditions. Le dit Sieur Nonce estimeroit qu'une bonne recharge, tant sur ces deux points, que sur celui du soulagement des foules dont on s'est plaint à la Chambre Imperiale de Spire, & sur la déclaration par lui faite pour le rétablissement de la Religion prétendue Reformée, à l'exclusion, en beaucoup de lieux, de la Catholique, seroit bien nécessaire. Nous vous supplions très-humblement de tenir la main à ce qu'il y soit pourvu, selon qu'il sera jugé convenir pour le maintien de la Justice, & l'autorité de Sa Majesté.

Le Nonce les prie d'écrire en Cour pour avoir une Sauvegarde pour le Comte de Rechem.

Le dit Sieur Nonce nous a aussi priez de vous représenter son intercession en faveur de Monsieur le Comte de Rechem, à ce qu'il puisse être gratifié d'une Sauvegarde, en conformité du Memoire ci-joint, étant personne de condition, & qui certainement se contient dans une exacte Neutralité. Nous espérons que ces raisons jointes à une si bonne recommandation lui en moyenneront facilement l'effet. Nous vous en supplions très-humblement & de nous croire, &c.



## L E T T R E

de Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 28. Avril 1645.

*L'Empereur a rendu la liberté à l'Electeur de Trèves. Il en a l'obligation aux Suedois, & à la force de*

leurs armes. Le Nonce du Pape s'en fera honneur en disant que c'est une suite de l'interposition de son Maître. Il est glorieux à la France que les deux premiers points demandez de sa part pour préalable ayent été accordés. L'un regardoit cet Electeur, & l'autre l'intervention des Etats de l'Empire. La fermeté de l'Electeur de Trèves merite d'être recompensée par la France. Le Conseil de France renvoye les propositions du Duc de Baviere à l'Assemblée de Munster; ce qui moderera les ombrages des Alliez. Ils n'ont pas bonne opinion de la subtilité du Duc de Wirtemberg. L'Ambassadeur de Savoye aura occasion de se louer de leur conduite. Ceci regarde le ceremoniel. Touchant les Ambassadeurs du Portugal ils voudroient qu'ils comprissent que le petit delai qu'ils prennent n'est que pour la Dignité de leur Maître, & pour conserver celle de la France. Ce qui s'est passé à Rome contre le Resident de Portugal nous confirme qu'il ne faut rien précipiter. Ils ont des avis tous les jours que les Espagnols sont fort animez contre les Portugais, ce qui pourroit donner occasion à rompre le Traité. Ils profiteront de l'avis qu'il leur a donné du passage de la Marquise de Cantecroix par la France, puisque par cette faveur elle a pu rejoindre son Mari. Ils le remercient de ce qu'il leur fait savoir le renvoi de Mr. de Bregi en Pologne, & le font souvenir qu'ils n'ont pas reçu communication de son Instruction. Ils favoriseront les levées du Sr. Benninghausen, mais l'argent leur manque, & ils le prient d'y faire une attention favorable.

MONSIEUR,

Nous anticipons d'un jour cette réponse à votre Depêche du quinziesme, afin que nous ayions moyen de la faire conjointement, avant le depart de celui de nous qui s'en va demain au matin à Osnabrug, pour conférer avec les Ministres de Suede, ensuite de ce que nous vous avons mandé par notre précédente.

Le point de Monsieur l'Electeur de Trèves nous dechargera désormais de sollicitations, d'écritures

L'Empereur a rendu la liberté à l'Electeur de Trèves.

1645.

critures & de contestations, puisque sa liberté nous est assurée, l'Empereur la lui ayant donnée toute entière, sans plus parler de sequestre, pour aller par tout, voire même venir en cette Ville, si bon lui semble, après avoir usé envers lui de toutes honorables démonstrations par traitemens & restitution de visite.

Il en a l'obligation aux Suedois, & à la force de leurs armes.

Le Nonce du Pape s'en fera honneur en disant que c'est une suite de l'interposition de son Maître.

Il est glorieux à la France que les deux premiers points demandez de sa part pour préalable aient été accordés. L'un regardoit cet Electeur, & l'autre l'interposition des Etats de l'Empire. La fermeté de l'Electeur de Trèves mérite d'être récompensée par la France.

Le Conseil de France renvoie les propositions du Duc de Bavière à l'Assemblée de Munster; ce qui modérera les ombrages des Alliez.

Ce fut une nouvelle que nous donna hier tout le premier le Resident de Suede, comme un effet des offices de Monsieur Torstenson, & de la force de ses armes, que nous croyons facilement avoir plus contribué à cette subite & inopinée résolution, que toutes autres raisons, ni considerations. Un moment après Messieurs les Mediateurs nous envoyèrent confirmer la même chose, & nous ne doutons point que Monsieur le Nonce n'entende que ce soit une suite de l'interposition du Pape, quoi que nous estimons n'avoir pas sujet de croire que cela soit fait si largement pour le respect de sa Sainteté, puisque nous avons vu, par les Lettres que nous a ci-devant écrites Monsieur de Grimonville, qu'elle ne lui avoit parlé que d'aviser à quelque expedient, qui ne pourroit être autre que celui de sequestre. Nous ne tarderons guere à savoir comment, & par quels motifs cela veritablement est arrivé; mais en quelque façon qu'elle soit, il est toujours glorieux & avantageux au Roi, que les deux premiers points demandez de sa part pour préalable de cette Négociation, l'un pour ce Prince, & l'autre pour l'interposition des Etats de l'Empire en cette Assemblée, aient été emportés si nettement, contre la resistance obstinée que nos Parties y avoient faite. A cela nous ajouterons que la perseverance dudit Sieur Electeur à mieux aimer se voir reduit en captivité dix ans durant, que d'abreger ses souffrances par les vues que les artifices de la Maison d'Autriche n'auront pas manqué de se proposer, en le separant de la France, est digne d'une louange toute particuliere & que la generosité de leurs Majestez lui en témoigne leurs justes ressentimens par quelque gratification, qui ne lui sera pas moins nécessaire qu'honorable. Après être tombé dans des incommoditez infailibles, ayant été privé de la liberté, & de la jouissance de ses Etats, ce ne lui devra pas être une médiocre consolation d'en voir la meilleure partie retournée en ses mains par la vive action de leurs armes, non sans esperance de plus, soit par les mêmes voyes, soit par celle de la Négociation. Et nous oserons dire, Monsieur, que ce ne sera pas peu ajoûter à son contentement si, lors qu'il viendra à Spire, ou à Philisbourg, ceux qui y commandent ont ordre de lui rendre tous les honneurs qui conviennent à un Souverain, en usant néanmoins dans leurs Civilitez des precautions, qu'il ne fauroit trouver mauvais pour la sureté de ces Places, cela étant du possesseur, comme le surplus semble être de la bienfaisance du propriétaire. Ce que nous en disons néanmoins demeure soumis à ce que leurs Majestez jugeront pour le mieux.

C'est en verité un effet de la prudence & de la sagesse du Conseil, d'avoir procedé, comme vous nous mandez avoir été fait, avec le Pere Confesseur du Duc de Bavière, & d'avoir remis à cette Assemblée la proposition par lui avancée; en quoi les Alliez auront sujet de modérer leurs ombrages, qui ne fauroient être petits dans une telle rencontre, & de remarquer la sincerité de leurs Majestez, qui leur donne un exemple digne, & capable de les fortifier dans ce qu'ils protestent de vouloir observer de leur part. Celui de nous qui s'en va à Osnabrug

n'oubliera rien pour faire adroitement comprendre aux Ministres de Suede l'importance de cette ouverture, & à son retour nous vous en manderons leurs sentimens. C'est encore un trait de la même prudence de leurs Majestez, & de leur Conseil, d'avoir fait réponse au dit Duc en tels termes qu'elle ne donne point de soupçon aux Alliez, qui sont très-delicats, & de facile impression en semblables matieres, & que ce Prince, qui est accort & adroit, n'ait pas en main dequoi se faire trop de fête, car il est certain que dans sa maniere d'agir il ne manqueroit, telle que fut ladite réponse, d'en faire parade.

Nous n'accuserons pas d'une pareille subtilité le discours que vous a été fait par le Duc de Wurtemberg, la connoissance que vous avez de sa portée nous empêchera de vous en dire davantage.

Ce qu'il vous plait de nous faire savoir de l'approbation de notre conduite envers l'Ambassadeur de Savoye, sera suivi de nous en telle sorte, qu'il aura toujours occasion de se louer de nous. Les Plenipotentiaires de l'Empereur, & d'Espagne n'ont pas encore pris l'exemple des autres, & bien que ces derniers y montrent plus de repugnance qu'ils ne faisoient au commencement: si est-ce qu'il n'est pas à desespérer, qu'ils ne le fassent, si lesdits Impériaux leur en montrent le chemin, après en avoir reçu les ordres de leur Maître qu'ils disent attendre. Si c'est une excuse ou une verité, le temps le montrera.

Nous persevererons dans nos souhaits, que les Ministres du Roi de Portugal veuillent se rendre capables, que le petit delai que nous sommes contraints d'apporter à l'effet de ce qu'ils prétendent, n'est pas moins pour sauver la Dignité de leur Maître, que pour conserver celle du nôtre, & que leur sureté est aussi bien à ménager que la nôtre, dans la protection que nous leur devons, puisqu'ils sont ici sous celle de leurs Majestez. Ce qui s'est passé à Rome contre la personne du Resident de Portugal, nous est un avertissement, ou pour mieux dire une confirmation de ce qu'ils doivent apprehender, par leur précipitation & par leur impatience & nous laisser un peu mûrir l'occasion de leur procurer contentement, car nous vous avons mandé, & nous en avons tous les jours avis, que ceux d'Espagne qui sont ici n'ont rien de bon pour eux dans le cœur, & que si les violences de la main ne marchent, cette Assemblée seroit du moins au hazard d'en recevoir une notable interruption, pour ne pas dire le mot de rupture entiere.

Nous mettrons à profit, là où l'occasion s'en presentera, l'avis que vous nous avez donné du passage par la France de la Marquise de Cantecroix, & des raisons qui l'ont facilité, lesquelles non seulement meritent approbation, mais aussi une consideration particuliere en ce que cette faveur tend à bien mettre le mari avec la femme, & à retirer un profit par un raccommodement de divorce.

Nous avons aussi à vous rendre graces très-humbles, de ce que vous nous faites savoir du renvoi en Pologne de Monsieur de Bregi, & de la communication de son Instruction, que nous n'avons pas encore reçue; ce que nous ne vous disons que par forme d'avis.

Nous travaillerons, selon les intentions de la Cour, pour les levées du Sieur de Benninghausen, & hier nous envoyâmes le Sieur Brasset; vers le Député de Madame la Landgrave de Hesse, pour la prier de l'entretenir en sa bonne volonté, en lui faisant connoître qu'elle est agréée autant que l'on estime son merite, que l'on sera bien

1645.

Ils n'ont pas bonne opinion de la subtilité du Duc de Wurtemberg.

L'Ambassadeur de Savoye aura occasion de se louer de leur conduite.

Ceci regarde le ceremoniel.

Touchant les Ambassadeurs de Portugal ils voudroient qu'ils comprissent que le petit delai qu'ils prennent, n'est que pour la Dignité de leur Maître & pour conserver celle de la France.

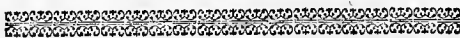
Ce qui s'est passé à Rome contre le Resident de Portugal nous confirme qu'il ne faut rien précipiter. Ils ont des avis tous les jours que les Espagnols sont fort animés contre les Portugais, ce qui pourroit donner occasion à rompre le Traité.

Ils profiteront de l'avis qu'il leur a donné du passage de la Marquise de Cantecroix par la France, puisque par cette faveur elle a pu rejoindre son Mari.

Ils le remercient de ce qu'il leur fait savoir le renvoi de Mr. de Bregi en Pologne & le font souvenir qu'ils n'ont pas reçu la communication de son Instruction.

Ils favoriseront les levées du Sr. Benninghausen mais l'argent leur manque, & ils le prient d'y faire une attention favorable.

1645. aisé de lui donner Emploi, & qu'il leve deux Regimens d'Infanterie, qui est plus nécessaire dans les armées du Roi, que de la Cavalerie, & que nous pourrions toujours en traiter avec lui, en attendant la remise de l'argent. Nous en sommes demeurez là avec le dit Deputé, mais nous sommes forcez, Monsieur, de vous dire en verité, & avec beaucoup de déplaisir, qu'il nous seroit impossible d'en faire l'avance n'y ayant nul moyen de trouver en argent comptant une telle somme, & que nous sommes au bout de notre credit à Amsterdam. Nous vous supplions très-humblement de le vouloir mettre en favorable consideration & de croire que vous n'obligerez jamais personne de vos bons offices qui soit plus que nous &c.



## L E T T R E

de Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le

C A R D I N A L

M A Z A R I N,

Du 28. Avril 1645.

*Ils le remercient de leur avoir communiqué la suite des propositions faites par le Jesuite Confesseur du Duc de Baviere. Ils ménageront cette confidence avec secret & avec discretion. Ils tâcheront d'engager les Suedois à en user de même en leur faisant valoir la communication qui est une marque de leur sincerité, de celle de la Reine, & de son Eminence. Ils se desent du Duc de Baviere & de l'ouverture qu'il fait, parce que c'est un des Princes le plus raffinez de ceux qui vivent aujourd'hui. Ils apprehendent que le Traité qu'on fera avec la Baviere ne refroidisse & n'allarme leurs*

*Alliez qui leur sont utiles. Ils trouvent quelque chose d'obscur dans les propositions de Baviere. Quand ils auront pénétré les sentimens de ses Ambassadeurs, ils en pourront mieux rendre compte. Ils louent le Cardinal de sa prévoyance & des raisons solides qu'il a opposées aux demandes dudit Confesseur. Si l'on laisse ce Duc armé, on pourroit prétendre quelque Place tant dans le Palatinat supérieur qu'inférieur, pour maintenir les conquêtes du Roi. Si l'on pouvoit y faire rendre Hermansstein, les affaires du Roi seroient en bonne assiette.*

M O N S I E U R,

Nous avons reçu la Depêche, dont votre Eminence nous a honoré le quinzieme de ce mois, sur le sujet, & la suite des propositions faites par le Pere Jesuite Confesseur du Duc de Baviere, & nous ne pourrions mieux commencer notre réponse que par nos très-humbles Remercimens, de la confiance qu'elle a eu pour agréable de nous témoigner. Votre Eminence peut être assurée que nous ménagerons avec tout le secret, & la circonspection que merite une affaire de cette nature. Celui de nous qui s'en ira demain à Osnabrug, n'omettra rien pour engager les Ministres de Suede à en user de même en leur faisant bien valoir une communication, qui porte avec soi les marques de la sincerité, avec quoi la Reine procede envers les Alliez de la France, & celle dont votre Eminence la seconde, par de prudens & judicieux conseils. Nous trouvons en verité, Monseigneur, qu'il y a grande raison d'être en peine du parti qui se peut prendre dans cette ouverture, qui vient d'un Prince, qui se peut dire un des plus raffinez, & adroits qui vivent aujourd'hui, & qui ayant été de longtems dans le monde, qui a déjà eu d'autres occasions passées en de pareilles recherches qui ont cessé avec le peril qu'il apprehendoit, & qu'il y a bien à prendre garde que, sous les apparences d'une amitié en esperance, celles qui nous sont acquises ne viennent à s'en refroidir & allarmier, d'autant qu'elles peuvent être utiles à nos Interêts, dans le cours de cette Negociation. Nous avouons de ne pas bien comprendre ce que ledit Sieur Duc entend de la protection du Roi envers & contre tous, parce que demeurant attaché à la Maison d'Autriche, & voulant expressément reserver par le Traité qu'il propose, que ni lui, ni ses Adherans ne feront rien contre l'Empereur, cela se peut inferer contre nos dits Alliez, ce qui seroit pour nous mettre aux prises avec eux, ou du moins leur faire venir la pensée, que nous serions gens à les abandonner. Quand nous aurons pénétré leurs sentimens là-dessus, nous aurons plus de moyen de juger du bien ou du mal qui en peut arriver, & pour en rendre compte à votre Eminence en toute diligence; mais nous aurons lieu d'esperer, quand le dit Sieur Duc, & ceux desquels il se fait fort, outre son frere l'Electeur de Cologne, qui

Ils le remercient de leur avoir communiqué la suite des propositions faites par le Jesuite Confesseur du Duc de Baviere. Ils ménageront cette confidence avec secret & avec discretion.

Ils tâcheront d'engager les Suedois à en user de même en leur faisant valoir la communication, qui est une marque de leur sincerité, de celle de la Reine, & de S. Emin.

Ils se desent du Duc de Baviere & de l'ouverture qu'il fait, parce que c'est un des Princes le plus raffinez de ceux qui vivent aujourd'hui.

Ils apprehendent que le Traité qu'on fera avec la Baviere ne refroidisse & n'allarme leurs Alliez qui leur sont utiles.

Ils trouvent quelque chose d'obscur dans les propositions de Baviere.

Quand ils auront pénétré les sentimens de ses Ambass., ils en pourront mieux rendre compte.



1645.

Ils louent le Cardinal de sa prévoyance & des raisons solides qu'il a opposées aux demandes dudit Confesseur.

Si l'on laisse ce Duc armé, on pourroit prétendre quelque Place, tant dans le Palatinat supérieur, qu'inférieur pour maintenir les conquêtes du Roi. Si l'on pouvoit y faire joindre Hermanstein, les affaires du Roi seroient en bonne assiette.

qui a marché, & marchera toujours d'un pas égal avec lui seront voir par effets la vérité de leurs bonnes intentions. Votre Eminence a répondu avec tant de prévoyance, & de solides raisons aux demandes dudit Confesseur, qu'il ne s'y fauroit rien ajouter. Celle de demeurer armé meritoit bien la prétention de quelques Places tant au Palatinat supérieur que dans l'inférieur, & si dans ce dernier nous avons Mannheim & Heidelberg, ce seroit pour y maintenir les conquêtes que les armes de Sa Majesté y ont déjà faites, & pour en faciliter d'autres, car la chute de Frankendal s'y rendroit inévitable. Si à cela l'Electeur de Cologne ajoutoit l'importante forteresse d'Erenbrediteing, qui tire après soi Coblents, nous serions en bonne assiette sur le Rhin, & la Moselle. Ce seroit aussi une grande gloire au Roi de retirer en ses mains les Places qui en sont sorties, appartenantes à l'Electeur de Trèves, après que Sa Majesté est venuë si heureusement à bout de son rétablissement en liberté, pour le sujet de laquelle nous ne redirons rien ici à votre Eminence, puisqu'elle en verra un Article dans notre Dépêche ordinaire à la Cour, & après l'avoir assuré que nous suivrons très-punctuellement, & très-facilement tout ce qu'il a plu de nous faire savoir par la sienne, nous-la supplions très-humblement de nous continuer l'honneur de nous pouvoir dire &c.

## L E T T R E

De Messieurs

D' A V A U X

E T

S E R V I E N,

à Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

Du 13. de Mai 1645.

Ils n'ont pas pu envoyer certain Ecrit que les Suedois leur avoient promis; ils doivent l'envoyer incessamment. Ils lui rendent compte de ce qui s'est passé au voyage que l'un d'eux a fait à Osnabrug. Ils doivent délivrer avec les Suedois une proposition qui contient tous les principaux Articles du Traité; ils attendent pour cet effet les ordres de la Cour incessamment pour n'y pas manquer. Les Suedois auroient souhaité qu'on eût donné promptement la proposition à cause des con-

1645.

jonctures favorables. Nous avons persisté à vouloir que la Reine en eût plutôt connoissance. Ils envoient copie de la proposition avec des remarques. Ils ont eu à traiter du point de la Religion, & celui de la Trêve en cas que la Paix se rende trop difficile, & voulu savoir leur dessein à l'égard de l'Espagne en cas qu'elle ne voulût pas entendre à la Paix. Ils se sont plaints de l'Ecossois qui traite de leur part avec le Parlement d'Angleterre, ils ont communiqué aux Suedois dans la dernière Conférence la proposition du Confesseur du Duc de Baviere, de peur de porter préjudice à la Négociation. Les Suedois ayant fait quelque plainte de quelque chose que le Sr. d'Estrades avoit fait en Hollande au sujet de la guerre de Danemarck, ils les ont pleinement satisfaits. L'intention de l'Empereur est que les propositions qui viendront de nous ou des Suedois soient délivrées à ses Commissaires. Les Médiateurs nous ayant communiqué cette intention de l'Empereur, nous leur avons répondu que nous ne pouvions rien résoudre sans les Suedois, mais que nous y prévoyions plusieurs difficultez. Les Suedois ont approuvé notre réponse, & sont d'avis que nous devons essayer par tous moyens de dejoindre l'Assemblée de Francfort qui dépend de l'Empereur. Sur le point de la Religion nous avons été obligés de leur parler franchement & avec vigueur. La proposition des Suedois qui contient dix & huit articles. Il y en a six qui ne parlent que de la Religion; ce qui seroit croire qu'ils n'avoient fait la guerre que pour ruiner la Catholique & avancer la Protestante. Dessein de l'alliance entre la France & la Suede. Que les Suedois par cette voye alieneront plusieurs Princes de l'Empire & de l'Italie qu'on a assuré qu'il ne s'agissoit point de Religion & que ce n'étoit qu'une Guerre d'Etat. On a déjà su par tout que la Suede a recherché d'avoir une union étroite avec le Parlement d'Angleterre qui ne tend qu'à faire une Ligue de tous les Protestans pour ruiner la Religion Catholique. Qu'ils doivent considerer ce qui peut faire tort à la reputation du Roi qui n'a rien oublié pour contribuer à leur grandeur. Dans le Traité d'alliance entre les deux Couronnes il est dit expressément que la Religion demeurera en l'état qu'elle étoit avant la Guerre commencée par les deux Couronnes, & non pas de celle de Boheme. Que le Traité de Wismar n'a pas été ratifié. Les Suedois demeurent d'accord que la Guerre où les deux Couronnes sont engagées, n'est pas pour la Religion, mais ils soutiennent qu'on ne peut faire de Paix en Allemagne sans y remettre toutes choses en l'état qu'elles étoient en 1618. Leurs raisons. Ils sont en peine pour ajuster les saints mouvemens de la Reine, & de son Conseil en faveur de la Religion

1645.

Religion avec les inclinations de leurs Alliez & Amis qui sont tous Protestans, & dont le mécontentement seroit très-dangereux. Les Suedois de même Religion appuyent les Protestans, ce qui leur acquiert beaucoup de credit parmi eux à notre préjudice. Ils disent qu'après tout leur principale jalousie est contre la Maison d'Autriche qui n'est pas si abaissée qu'elle ne puisse se relever. Ils obtiennent enfin des Suedois qu'ils ne mettront point dans leur proposition les points qui pourroient faire trop d'éclat, & faire croire que la Guerre a été plutôt faite pour la Religion que pour l'Etat. Les Suedois prétendent remettre sur le tapis les mêmes demandes lors qu'on proposera les moyens d'accommodement entre les Catholiques & les Protestans. Mais comme cela ne paroitra que comme un moyen nécessaire pour éviter les troubles, nous aurons l'avantage que cela ne sera point dans les premieres demandes qui seront publiques, & que les Suedois seuls en feront l'instance. Qu'ils y résisteront même, & qu'ils ne demanderont ni n'appuyeron que ce qu'ils pourront faire avec honneur & conscience. Ils conferent avec les Suedois touchant une Trêve, en cas que la Paix fût trop difficile à faire. Raisons du Sr. Salvius contre la Trêve, auxquelles ils repondirent. Le Sr. Oxenstiern dit qu'il n'étoit pas temps de disputer de cela, qu'il falloit faire tous ses efforts pour la Paix, les conjonctures étant très-favorables. Ils y acquiescerent, afin qu'on ne connût pas qu'ils souhaitoient plutôt une Trêve. Ils pressent les Suedois pour savoir leur résolution touchant l'Espagne, en cas qu'elle ne voulût pas conclure la Paix & s'appuyent sur les termes du Traité. Les Suedois nous ont répondu qu'ils nous avoient souvent dit leurs raisons là-dessus & qu'on en avoit été satisfait; que maintenant ils offroient à ne point faire la Paix qu'à condition que l'Empereur ne pût pas dorenavant secourir l'Espagne contre nous; que si l'Empereur y contrevenoit, ils reprendroient les armes pour leur faire la guerre. Ils ne sont pas contents de cette offre; sur quoi le Sr. Oxenstiern dit, qu'il n'étoit pas temps de former cette contestation, que quand il seroit temps on y chercheroit quelque expedient. N'étant pas satisfaits de cette esperance, ils dirent aux Suedois qu'ils seroient bien étonnez s'ils avoient fait un Traité de Paix ou de Trêve avec les Espagnols, avant que le Traité fût achevé avec l'Empereur: sur quoi le Sr. Oxenstiern repliqua qu'ils étoient en pouvoir de la faire, & qu'ils n'avoient pas droit de s'y opposer. Le Sr. de Rorté fait souvenir un des Plenipotentiaires qu'il avoit demandé la même chose ci-devant en Suede, & qu'on lui avoit répondu qu'il pourroit l'obtenir, pourvu que la France s'engageât de ne point traiter avec les Espa-

gnols, tandis que la Guerre dureroit entre l'Empereur & la Suede: sur quoi la Cour lui écrivoit de n'en parler plus; ce qui l'obligea à n'enfoncer pas davantage cette matiere. Les Suedois ont reçu la communication des propositions du Confesseur du Duc de Baviere avec respect, mais ils ont témoigné qu'ils avoient en avis il y a déjà long-temps des voyages de ce Confesseur à Paris, que nous devions bien prendre garde, que le Duc de Baviere nous tromperoit comme il a fait plusieurs fois; qu'il le falloit bien battre pour en avoir raison. Ils disent aux Suedois les raisons qui les ont engagés à écouter les propositions du Duc de Baviere, & qu'ils étoient en droit de le faire. Les Suedois leur disent que les Ducs de Baviere & de Saxe sont deux obstinez qu'on ne rangera jamais que par la force. Les Suedois ne sont pas d'avis de traiter avec le Duc de Baviere qu'il ne desarme entierement & ne donne de bons gages de ses promesses. On leur répondit qu'il étoit utile de le détacher de l'Empereur; que l'on songera aux conditions lors que les Ministres de ce Duc s'en ouvriront; qu'ils ne proposeront rien qu'à l'heure même on n'en fasse part aux Alliez. Ils demandent le secret aux Suedois, qui leur répondent que c'est une chose connue publiquement. Ils se sont aperçus que diverses personnes ont reçu de Paris ce même avis en même temps & que l'Agent de l'Electeur Palatin leur a redit toutes les mêmes choses qui leur ont été écrites. Ils n'ont point parlé aux Suedois de l'offre du Duc de Baviere de mettre les Cercles de Suabe & de Franconie sous la protection de la France, parce que cela va directement contre ceux qui prétendent mettre la Franconie sous contribution, & de peur de leur donner l'envie d'avoir part à la protection offerte. Ils apprehendent que la nouvelle du malheur arrivé à Mr. de Turenne ne soit véritable; les Suedois se vanteront d'être prophètes, & ne seront pas fâchez que le Duc de Baviere ait irrité la France par cette surprise. Les Suedois ont tâché de nous donner satisfaction au sujet de la Négociation de l'Ecossois à Londres, & sur les avis reçus de Mr. de Sabran, que le Parlement d'Angleterre, a résolu par délibération publique, de s'unir avec la Suede envers & contre tous. Les conséquences du malheur arrivé à l'Armée de Mr. de Turenne sont fâcheuses. Ils s'évertueront pour en empêcher l'effet, ne doutant pas que la Cour ne fasse des efforts extraordinaires pour reparer cette perte. Ils ont tâché de porter le Sr. Benninghaussen à faire la levée dont ils ont ci-devant écrit, & le Deputé de Madame la Landgrave traite avec lui presentement pour ajuster les conditions. Ils lui enverront les conventions, & lui demandent de l'argent. Ils souhaiteroient qu'il leur apût si le Memoire de la

1645.

1645.

la part de Madame la Landgrave est conforme à celui qui leur a été communiqué. La Landgrave leur a écrit ; ils lui envoient une copie de la Lettre. Elle est fort zélée pour sa Religion, & excite les Suedois pour favoriser les Calvinistes dans le Traité de Paix. Ceux-ci, quoique d'une autre Religion, la favorisent pour se concilier l'affection de tous les Protéstans. Nous ne saurions être contre les Protéstans sans incliner d'un autre côté qui nous doit être suspect. Après la Paix conclue, on pourra rabattre l'humeur prédominante des herétiques. Il sera bon & curieux d'observer les démarches du Duc de Bavière après le coup qu'il nous a donné. Si l'on procure du bien à la Cour à l'Electeur Palatin, ce sera par générosité & non pas par obligation. Les Etats Generaux nous l'ont recommandé par gratitude, & par intérêt. La France doit considérer la Religion du Palatin qui le lui doit rendre suspect, & ne le rendre pas si puissant qu'il lui puisse nuire. Cependant il est juste d'aider cette Maison affligée, mais il faudra prendre ses assurances, sur tout pour notre Religion. Mrs. les Etats, au lieu de recommander le Palatin, devroient se joindre à nous contre l'Empereur selon nos Traitez d'Alliances; ce moyen seroit meilleur pour le rétablir. Ils le remercient de la part qu'il leur a faite de ce qu'on disoit à la Cour du Prince Edouard. Les Ambassadeurs de l'Electeur de Brandebourg sont arrivés depuis huit jours. Comme ils n'ont pas apporté les preuves dont ils nous avoient donné parole par un Gentilhomme il y a deux mois, de traiter le Roi de Majesté, comme font les autres Electeurs, nous ne les avons pas traités comme les Ambassadeurs des autres Electeurs. Touchant le Ceremoniel avec le premier Ambassadeur de l'Electeur de Brandebourg. L'Ambassadeur de Brandebourg nous faisant proposer un expedient sur cette affaire auquel on auroit pu s'accommoder, il a accepté la visite des Espagnols en même temps. Ils lui donnent avis que cette dispute s'est passée sans aigreur, & qu'ils rendront service à l'Electeur selon les occasions. Contestation entre les Suedois & les Imperiaux sur le Sauveconduit pour la Ville de Stralsund. Les Ambassadeurs de Brandebourg prétendent que cette Ville doit s'adresser à eux. Elle veut représenter quelque chose à l'Assemblée, les Suedois s'y opposent. Il semble que cela sera remis à la venue de la Députation de Francfort. Les Suedois menacent de n'entrer point en matière que cette affaire ne soit vidée, mais c'est pour gagner du temps, n'étant pas prêts pour leur proposition. Pressez par les Mediateurs ils se sont servis du même prétexte, en leur faisant entendre que dans peu de jours nous leur remettrions une Pièce qui seroit le fondement de toute la Négociation. Ils croient

TOM. II. PART. II.

que les Ministres de Portugal auront en avis de la résolution prise à Munster de concert avec les autres Ministres de traiter de formais ceux qui sont ici, comme Plenipotentiaires. Cette qualité donne les mêmes honneurs que celle d'Ambassadeur qui seroit dangereuse pour eux: on verra ce que les Espagnols feront. Ils pensoient lui envoyer un Memoire de l'arrêté fait avec le Sr. Beninghausen, mais ils ont sujet de croire, que le malheur arrivé à Mr. de Turénne ou le manque d'argent en sont la cause.

## MONSIEUR.

Nous avions eu d'abord quelque intention de vous envoyer cette Dépêche par un homme exprès, mais ayant attendu quelques jours un second Ecrit des Suedois, qu'ils nous avoient promis de nous envoyer pour cette Dépêche, reformé pour la substance à peu près comme est le nôtre, lequel nous promettons de vous envoyer avec le premier qui sera ci-joint, nous sommes insensiblement arrivés au jour de l'Ordinaire, sans avoir encore reçu ledit Ecrit; c'est pour quoi, sans différer davantage pour l'attendre, nous avons estimé vous devoir rendre compte de ce qui s'est passé au voyage que l'un de nous vient de faire à Osnabrug, afin que Sa Majesté ait assez de loisir pour délibérer sur les ordres qu'elle aura agréable de nous envoyer. S'agissant d'une proposition qui contient tous les principaux Articles du Traité, & que nous nous sommes solennellement obligés de donner conjointement avec les Suedois, pour le plus tard aux prochaines fêtes de la Pentecôte, nous espérons qu'on remarquera à la Cour combien il importe de n'y pas manquer, puisque ce n'a pas été sans quelque peine que nous avons obtenu ce délai des Suedois, qui croient que l'arrivée de Monsieur de Saint Romain nous auroit suffisamment instruits des volontés de Sa Majesté, & qu'après cela nous n'avions plus besoin de ce long terme, qui nous avoit été accordé au voyage de Monsieur Oxenstiern. Ils eussent bien souhaité, que nous eussions résolu présentement toutes choses, & donné la proposition sans plus différer, pour tirer profit des favorables conjonctures où se trouvent les affaires du parti, mais nous avons persisté à vouloir que la Reine eût le tems de faire derechef examiner en son Conseil, tout ce qui a été de nouveau concerté, avec execution des ordres qui nous ont été envoyés, & ils en sont demeurez d'accord.

Qu'outre ce qui est contenu en la proposition dont nous envoyons la Copie, accompagnée de quelques remarques que nous y avons faites, nous avons eu à traiter avec eux divers points, & de très-grande considération; celui de la Religion a tenu le premier lieu comme le plus important, & celui que Sa Majesté remarque d'avoir plus à cœur. Après que nous avons cru nous devoir éclaircir de leurs intentions sur la Trêve, en cas qu'elle soit proposée, & que la Paix se rende trop difficile à conclure, nous avons voulu favoriser en outre quel étoit leur dessein à l'égard de l'Espagne, en cas qu'elle ne voulût pas conclure la Paix, en même tems que celle de l'Empire seroit traitée. Ensuite nous leur avons renouvelé nos

Kk

plaintes

1645.

Ils n'ont pas pu envoyer certain Ecrit que les Suedois leur avoient promis; ils doivent l'envoyer incessamment.

Ils lui rendent compte de ce qui s'est passé au voyage que l'un d'eux a fait à Osnabrug.

Ils doivent délivrer avec les Suedois une proposition qui contient tous les principaux Articles du Traité; ils attendent pour cet effet les ordres de la Cour incessamment pour n'y pas manquer.

Les Suedois auroient souhaité qu'on eût donné promptement la proposition à cause des conjonctures favorables.

Nous avons persisté à vouloir que la Reine en eût plutôt connaissance.

Ils envoient copie de la proposition avec des remarques.

Ils ont eu à traiter du point de la Religion, & celui de la Trêve en cas qu'elle ne voulût pas entendre à la Paix.

Ils se font plaints de l'Ecossois qui traite de leur part avec le Parlement d'Angleterre.

1645.

Ils ont communiqué aux Suedois dans la dernière Conférence la proposition du Confesseur du Duc de Bavière de peur de porter préjudice à la Négociation. Les Suedois ayant fait quelque plainte de quelque chose que le Sr. d'Estrades avoit fait en Hollande au sujet de la guerre de Dannemarck, ils les ont pleinement satisfaits.

L'intention de l'Empereur est que les propositions qui viendront de nous ou des Suedois soient délivrées à ses Commissaires.

Les Médiateurs nous ayant communiqué cette intention de l'Empereur, nous leur avons répondu que nous ne pouvions rien refondre sans les Suedois, mais que nous y prévoyions plusieurs difficultés.

Les Suedois ont approuvé notre réponse, & font d'avis que nous devions essayer par tous moyens de déjoindre l'Assemblée de Francfort qui dépend de l'Empereur.

plaintes sur les poursuites de l'Ecossois, qui traite de leur part avec le Parlement d'Angleterre. Pour la conclusion, nous leur avons communiqué la proposition, qui a été faite à la Cour par le Confesseur du Duc de Bavière, qui a été gardée pour la dernière Conférence, de crainte que mettant d'abord de la méfiance dans leur esprit, dont ils ne sont que trop susceptibles, elle n'y portât préjudice au reste de la Négociation qu'on avoit à faire avec eux; car pour l'office fait ci-devant en Hollande par Monsieur d'Estrades sur la Guerre de Danemarck, nous avons estimé de les avoir si pleinement satisfaits aux Conférences, qu'ils ont paru en demeurer contens. Nous avons même tâché de leur faire doucement comprendre, que s'il y avoit lieu de repasser & d'examiner par le menu, tout ce qui s'est passé en cette affaire, il se trouveroit peut-être que nous aurions plus de sujet de nous plaindre du Résident Suedois, qu'eux de celui de France, ce que néanmoins nous avions mieux aimé dissimuler, en imputant ce que l'un & l'autre a fait au zèle qu'ils ont pour le service de leurs Maîtres.

Il y a eu quelque éclaircissement nouveau à prendre avec eux, sur la forme de traiter, avant qu'entamer les Matières. L'intention de l'Empereur est, lors que les Députés qui étoient à Francfort seront arrivés ici, que les propositions qui viendront de nous ou des Suedois, soient délivrées à ces Commissaires, pour former là-dessus les réponses, & demander, qu'ils auront à nous faire tant ici qu'à Osnabrug.

Dès la première fois que Messieurs les Médiateurs nous ont communiqué ici cette intention de l'Empereur pour la forme de traiter, nous leurs avons témoigné que nous n'y pouvions point donner de résolution, qu'après en avoir conféré avec nos Alliez, mais que nous y prévoyions deux grandes difficultés, l'une que lesdits Députés, tandis qu'ils avoient été à Francfort, n'ayant point eu pouvoir de leurs Supérieurs d'y traiter des affaires de la Paix generale, mais seulement de travailler au Règlement de la Justice, & à quelques autres Points particuliers, auxquels leur Commission étoit limitée, nous ne voyons pas avec quelle autorité ils pourroient ni en prendre connoissance ni décider de ce qui n'est pas compris dans leur Pouvoir: la seconde, que ce seroit faire un affront à tous les autres Députés qui sont ici, qui ont été invités par les deux Couronnes, & qui sont spécialement munis de Pouvoirs, pour intervenir au Traité de la Paix, si en leur présence, & à leur exclusion ceux qui viennent de Francfort, s'attribuoient le droit de tout faire sans eux lors qu'il a été traité avec les Suedois.

Ils ont fort approuvé notre réponse, mais leur opinion est qu'il faut passer plus avant, & qu'on doit essayer par tous moyens d'achever de déjoindre cette Assemblée de Francfort, parce qu'elle n'est composée que de personnes dépendantes de l'Empereur, que la résolution qui a été prise de les transférer est un bon commencement pour y parvenir, & que quand les Députés qui y étoient ci-devant seront arrivés à Munster, on pourra se servir de l'opposition que les autres formeront à leur prétention, pour la détruire & la rendre inutile; ce qui vraisemblablement les obligera dans quelque tems de se retirer. Il a paru qu'outre la raison alléguée, qui peut être commune entr'eux & nous, ils en ont deux autres particulieres, de n'approuver pas la Translation de cette Députation de Francfort, où

nous n'avons point de part, l'une, parce qu'elle prétend de s'établir à Munster, & non point à Osnabrug, ce qui leur donne jalousie, & nous avons appris qu'en tout cas ils ont dessein de l'attirer à Osnabrug; l'autre, que la plupart de ceux qui la composent sont Catholiques, & diminueront par leur présence le credit des autres venus à notre sermone, qui sont presque tous Protestans. S'il n'y avoit que ces deux raisons à considérer, nous ne serions pas obligés d'adhérer aux sentimens des Suedois, mais il est vrai que l'Empereur ayant pris cet expédient pour fortifier son parti dans cette Assemblée, il semble que nous avons très-grand intérêt de les tenir pour suspects, & d'y regarder de bien près.

Quant à la matière de la proposition, en jetant les yeux sur le premier Ecrit que les Suedois nous ont donné, on verra bien d'abord, par le nombre des articles qu'ils y ont insérés qui regardent la Religion, la peine qu'il y a eu de les combattre sur ce point qu'ils ont extrêmement à cœur & par leur inclination propre, & par les instances qui leur sont faites par tous les autres Députés qui sont près d'eux. Cela a obligé de leur parler franchement, & avec un peu de vigueur sur cet Article en leur représentant qu'il y auroit sujet d'étonnement, que de XLIII. Articles dont étoit composée la proposition, qu'ils nous avoient communiquée, & dont neuf ou dix étoient sans difficulté, comme ceux qui portent de faire cesser la Guerre, rétablir la Paix, délivrer les Prisonniers, restituer le Commerce, & quelques autres semblables, il y en avoit six qui ne parloient que de la Religion; ce qui seroit voir clairement, & obligerait un chacun de croire, que l'unique objet des armes Suedoises a été jusques ici la ruine de la Religion Catholique, & l'avancement de la Protestante.

Qu'ils savoient bien que la Guerre entreprise par les deux Couronnes dans l'Allemagne, n'avoit point eu pour but la Religion & que la France n'avoit jamais entendu d'être Alliée pour cela.

Que le seul dessein dans l'Alliance a été d'abaissier l'autorité de l'Empereur, & de la Maison d'Autriche, relever celle des Etats de l'Empire, rétablir le mieux qu'on pourra les Princes dépouillés, ni assurer le plus avantageusement qu'il sera possible les intérêts particuliers des deux Couronnes, & laisser la Religion en l'état qu'elle étoit lorsque la Guerre a été commencée.

Que la voye qu'ils veulent prendre seroit plus capable de ruiner nos affaires, & rétablir celles de l'Empereur que de nous procurer aucun solide avantage, parce que la considération du Roi, ayant empêché plusieurs Princes Catholiques, tant dans l'Allemagne que dans l'Italie, de s'intéresser dans cette Guerre pour les assurances qu'on leur a données, qu'il ne s'agit point de la Religion, & que ce n'est purement qu'une Guerre d'Etat, à quoi ils ont ajouté foi, prenant confiance aux paroles, & à la conduite d'un Roi très-Chrétien, & très-Catholique, qu'ils n'ont pas cru capable d'agir contre sa Religion, voyant aujourd'hui le contraire dans les demandes de nos Alliez, ils pourront prendre de nouvelles résolutions de se déclarer ouvertement contre nous, & y jouer de leur reste comme dans une occasion, où il est question de défendre ce qui touche plus sensiblement tous les hommes.

Qu'outre le préjudice qu'on recevrait dans la réputation, manquant à notre parole, &

1645.

Sur le point de la Religion nous avons été obligés de leur parler franchement & avec vigueur.

La proposition des Suedois qui contient dix & huit articles. Il y en a six qui ne parlent que de la Religion; ce qui seroit croire qu'ils n'avoient la guerre que pour ruiner la Catholique & avancer la Protestante.

Dessein de l'Alliance entre la France & la Suede.

Que les Suedois par cette voye alienent plusieurs Princes de l'Empire & de l'Italie, qu'on a assuré qu'il ne s'agissoit point de Religion & que ce n'étoit qu'une Guerre d'Etat.

don.



1645.

donnant lieu de croire qu'elle n'auroit été donnée que pour tromper, nous en recevions un très-notable préjudice dans nos affaires communes, pour le grand nombre de nouveaux Ennemis que cela pourroit armer contre nous, lesquels retenus par le respect de la France, & prenant confiance en la justice de ses desseins, avoient été heureusement persuadés de n'y prendre point de part.

Qu'ils n'ignorent pas que les Espagnols se vantent d'avoir un Pape à leur devotion, auquel par conséquent il ne sera pas malaisé de persuader ce qu'ils voudront, quand ils ont en main de quoi appuyer leurs persuasions, & faire voir que c'est principalement à la Religion Catholique qu'on en veut, & qui entraineroit beaucoup d'autres Potentats dans les résolutions, que sa Sainteté pourroit prendre sur ce fondement.

Que les apprehensions, & les jalousies de tous les Princes Catholiques, peuvent devenir d'autant plus grandes, qu'on a déjà su par tout les recherches qui ont été faites de la part de la Suede d'une étroite union avec le Parlement d'Angleterre; ce qui ne tend qu'à faire une Ligue de tous les Protestans, & venir enfin à l'exécution du Covenant d'Ecosse, qui a pour objet la ruine de la Religion Catholique en tous les lieux.

Qu'ils doivent un peu mieux considérer ce qui peut faire préjudice à la reputation d'un grand Roi, leur principal Allié, qui n'a rien oublié pour contribuer à leur grandeur, non seulement en satisfaisant ponctuellement à toutes les conditions des Traitez d'Alliance, mais par tous les autres offices que Sa Majesté a pu faire en Pologne, Dannemarck & ailleurs, pour les garantir, & délivrer de nouveaux Ennemis mêmes en Hollande, ou le Ministre du Roi a travaillé si puissamment en dernier lieu par ordre exprès de Sa Majesté, pour les faire assister en la Guerre de Dannemarck, encore que cet office fût beaucoup préjudiciable à tous nos desseins de Flandres.

Que si l'Alliance de la France leur est chère, & leur a été si utile jusques ici, ils ne doivent pas mêler, dans leurs desseins, des points charrouilleux, qui pourroient donner des scrupules à la piété de la Reine, & faire douter un jour si on peut avec honneur & conscience y adhéser.

Qu'enfin il ne seroit pas raisonnable qu'en toutes occasions, ils fissent l'explication des Traitez d'Alliance comme il leur plaît, & contre la teneur des paroles & des clauses qu'ils contiennent; qu'il est expressément porté que la Religion demeurera en l'état, qu'elle étoit avant la Guerre commencée par les deux Couronnes, & non pas de celle de Bohême, qu'encore que par le Traité de Wismar il soit dit, que les choses tant de la Religion, que profanes seront remises comme en 1618. outre que le Traité n'a pas été ratifié, les autres articles accordez pour le même sujet doivent servir de règle, & d'interprétation à celui-là; qu'ils se peuvent souvenir, comme la promesse de laisser jouir les Ecclesiastiques de leur revenu a été exécutée de leur part, & combien de fois nous avons été contrainsts de leur faire plaintes des continuels contraventions qui y sont faites.

Ils demeurent d'accord, que la Guerre où les deux Couronnes sont engagées n'est point pour la Religion, & protestent qu'ils ne pensent point à détruire la Catholique, mais ils soutiennent qu'on ne peut faire la Paix dans l'Allemagne, sans y remettre toutes choses en l'état qu'elles étoient avant l'origine de la Guerre, qui a été

TOM. II. PART. II.

l'année 1618. qu'en cela il n'est point question de faire préjudice aux Catholiques, ni d'agrandir les Protestans, mais d'affermir le repos public, qui ne peut durer que chacun ne jouisse de ce qui lui appartenait devant les troubles. Que si nous voulions douter de cette maxime, nous serions plus contraires à nos propres Alliez, que l'Empereur même, qui leur a accordé, par le Traité de Prague, la jouissance des biens Ecclesiastiques, pour quarante ans, & qu'il ne seroit point difficulté de leur donner davantage, s'ils se vouloient separer de nous & se réunir avec lui, & que ce point est de si grande considération, que n'ayant point de véritables Alliez dans l'Allemagne, ni auxquels nous puissions nous fier contre la Maison d'Autriche, que les Protestans, nous y devons marcher avec grande circonspection, pour ne les dégoûter pas, ou les convier peut-être de prendre un parti, qui ne seroit pas avantageux aux deux Couronnes, puisqu'elles ne sauroient jamais rien faire d'utile pour elles, ni de glorieux dans l'Allemagne sans l'assistance des Protestans, tous les autres états unis à la Maison d'Autriche, & par conséquent nos Ennemis couverts ou déclarés.

Que nous nous trouvons dans une extrême peine pour ajuster, en ce rencontre, les saints mouvemens de la Reine, & de son Conseil en faveur de la Religion Catholique, avec les inclinations de nos Alliez, & plus véritables amis qui se rencontrent tous Protestans: car encore que nous ayons droit par quelques articles des Traitez d'Alliances, de résister aux Suedois sur ce point, & eux & nous ne savons comme nous défendré des instances de tous les Etats Protestans, qui ont suivi notre parti dans l'Allemagne, & par l'assistance desquels nous espérons de venir à bout de nos desseins, tant pour nos intérêts particuliers, que pour les publics, étant à craindre que si nous leur refusions absolument ce qu'ils demandent sur un point si affectionné par eux, que celui de leur Religion, où ils déclarent de ne vouloir que ce qui leur a appartenu autrefois, même du consentement des Empereurs, non seulement nous ne perdions leur bonne volonté, qu'ils retourneront tous du côté de la Suede, mais nous ne leur donnions la pensée de s'en adresser sans nous tout droit à l'Empereur, où sans doute ils trouveroient grande facilité pour les affaires de la Religion, pourvu qu'ils se veuillent réunir avec lui contre nous, & se rendre faciles dans ce qu'il désire d'eux, dans les intérêts d'Etat. Il y en a mêmes qui nous ont déclaré nettement que sans leur consentement la Paix ne se pourroit pas faire, parce que leur résolution est, quand ils seroient abandonnez des Couronnes, & qu'ils ne pourroient rien obtenir de l'Empereur, de se perdre plutôt les armes à la main, que d'être traitez à l'avenir imperieusement comme ils ont été ci-devant en toutes rencontres.

Les Suedois qui n'ont pas le même obstacle de conscience que nous, font valoir la force de leurs raisons, exagèrent celles qu'il y a de craindre les effets de leur mécontentement, & se portent aveuglément à leur complaire, ce qui leur acquiert beaucoup de crédit dans tout le Parti à notre préjudice. C'est ce qui nous fait trouver ce pas si glissant en toutes façons, qu'il est presque impossible d'y prendre une affaire solide, & qui ne soit sujete à tomber dans divers inconveniens; car après tout notre principale jalousie est contre la grandeur de la Maison d'Autriche, qui n'est pas si abaissée qu'elle ne

K k 2

1645.

tiennent qu'on ne peut faire de Paix en Allemagne sans y remettre toutes choses en l'état qu'elles étoient en 1618. Leurs raisons.

Ils sont en peine pour ajuster les saints mouvemens de la Reine, & de son Conseil en faveur de la Religion avec les inclinations de leurs Alliez & Amis qui sont tous Protestans, & dont le mécontentement seroit très-dangereux.

Les Suedois de même Religion appuyent les Protestans, ce qui leur acquiert beaucoup de crédit parmi eux à notre préjudice.

Ils disent qu'après tout leur principale jalousie est contre la Maison d'Autriche qui

On a déjà su par tout que la Suede a recherché d'avoir une union étroite avec le Parlement d'Angleterre qui ne tend qu'à faire une Ligue de tous les Protestans pour ruiner la Religion Catholique.

Qu'ils doivent considérer ce qui peut faire tort à la reputation du Roi qui n'a rien oublié pour contribuer à leur grandeur.

Dans le Traité d'Alliance entre les deux Couronnes il est dit expressément que la Religion demeurera en l'état qu'elle étoit avant la Guerre commencée par les deux Couronnes, & non pas de celle de Bohême.

Que le Traité de Wismar n'a pas été ratifié.

Les Suedois demeurent d'accord que la Guerre où les deux Couronnes sont engagées, n'est pas pour la Religion, mais ils sou-

1645.

n'est pas si  
abaissée qu'il  
le ne puisse  
se relever.

Ils obtien-  
nent enfin  
des Suedois  
qu'ils ne met-  
tront point  
dans leur  
proposition  
les points qui  
pourroient  
faire trop  
d'éclat, &  
faire croire  
que la Guerre  
a été plutôt  
faite pour la  
Religion que  
pour l'Etat.

puisse être relevée par un coup de bonheur.

Quoi que nous eussions une extrême apprehension de causer quelque division entre nous, & les Suedois, qui eût été très-perilleuse à l'ouverture de la Négociation, & qui eût donné jour aux Ennemis d'en profiter, le point étoit très-important, & nous étoit trop soigneusement recommandé par la Reine pour en parler mollement. C'est pourquoi nous avons estimé leur devoir découvrir avec franchise, & liberté, ce qui nous empêchoit de satisfaire leur desir, afin qu'ils tâchassent de s'accommoder à notre impuissance. Enfin la contestation a été assez doucement terminée, & ils se sont departis non seulement de la prétention qu'ils avoient eu d'abord, de nous faire les mêmes demandes qu'ils avoient projetées dans les intérêts de la Religion, mais nous les avons disposés à se conformer à nos intentions, & mêmes à ne mêler pas dans leur proposition les Points qui pourroient faire trop d'éclat, & donner impression au monde, que l'on a fait la Guerre jusques ici plus pour la Religion que pour l'Etat.

Ils nous ont donc fait espérer qu'ils reformeront leur proposition, & l'ayant dressée à peu près conforme à la nôtre pour la substance, ils nous enverront le projet au premier jour, lequel sera joint à cette Dépêche s'il nous arrive avant que le Courier parte.

Il est bien vrai qu'ils prétendent, en venant à l'expédition de l'Article 9. qui parle de la Religion, & en proposant les moyens d'accommodement entre les Catholiques, & les Protestans, pour dresser le reglement qui doit servir de loi entr'eux à l'avenir, de remettre sur le tapis les mêmes demandes que nous leur avons fait ôter de leur proposition : mais outre que cela ne paroîtra que comme un accessoire, & moyen nécessaire pour éviter les troubles, & pour affermir la Paix, & qu'il y a beaucoup de ces demandes qui peuvent être faites en conséquence de diverses Déclarations, & Concessions des Empereurs, nous aurons cet avantage qu'il n'aura pas été dans les premières demandes, qui seront publiées par tout, qu'il n'en sera parlé qu'à la Replique, & que ce seront les Suedois seuls qui en feront l'instance, comme on a désiré à la Cour : à quoi même nous tâcherons d'apporter les résistances qui seront en notre pouvoir, sans qu'au moins nous mêlions de demander, ou d'appuyer que ce que nous pouvons faire avec honneur, & conscience & à quoi le bien de l'Etat, & le service de leurs Majestez nous obligeront, pour ne mécontenter pas entièrement les anciens Alliez & amis du Royaume.

Après cette résolution prise pour la proposition, la Trêve a été mise sur le tapis assez à propos, car les Suedois ayant témoigné qu'ils étoient bien aises de nous voir marcher de si bon pied, & si franchement dans la Négociation générale, contre leur attente, & l'impression qu'on leur avoit voulu donner que nous ne desirions point la Paix, il leur a été répondu que la France y a toujours été si portée, que leurs Majestez souhaitoient même de savoir comme on auroit à se conduire en cas qu'elle fût trop difficile à conclure, & qu'on fût ouvert d'une longue Trêve. Monsieur Salvius a reparti d'abord, que pourvu qu'elle fût de cent ans, ils y pourroient entendre. Il lui a été répliqué qu'il y avoit un terme plus court, prescrit par le dernier Traité d'Alliance; qu'outre cela le Subside qui leur avoit été promis pour l'entretien de leurs troupes pendant le temps

qu'elle dureroit, faisoit voir bien clairement qu'on n'avoit pas estimé devoir prétendre à un si long délai, & que nous serions bienheureux si même en concluant la Paix, nous pouvions espérer de demeurer en repos seulement la moitié de ce terme. Mais quoi qui leur ait pu être dit, ils ont toujours déclaré, qu'ils n'y pouvoient entendre, & que les choses y étoient moins disposées que jamais, non seulement parce qu'une Trêve de dix ou douze ans finiroit presque en même temps que celle qu'ils ont avec la Pologne, & qu'ils ne sauroient que faire de leur Milice pendant qu'elle dureroit, mais parce qu'étant aujourd'hui dans les Pais héréditaires, & Maîtres de plusieurs grandes Provinces d'Allemagne, comme ce n'étoit pas l'ordinaire dans les Trêves de rien quitter, il n'étoit pas à presumer que l'Empereur voulût consentir qu'ils demeurassent en l'état où ils se trouvent. Ce discours étant fait par Monsieur Salvius, & contredit par diverses réponses, Monsieur Oxenstiern a pris la parole, & prononcé comme par forme de décision, que ce n'étoit pas la saison de disputer de cela, & qu'il falloit auparavant faire tous nos efforts pour avoir la Paix, étant bien difficile d'espérer jamais une conjoncture plus favorable pour sortir d'affaires par ce bout, que celle qui se présente; à quoi il a fallu nécessairement acquiescer, pour ne faire pas paroître un dessein déjà formé de préférer la Trêve à la Paix.

Ils ne se font point défendus par de meilleures raisons, des instances qui leur ont été faites touchant les intérêts d'Espagne, en cas qu'elle ne voulût pas conclure la Paix, en même temps que celle de l'Empire pourra être résolue. On leur a représenté à diverses fois, qu'en suite des Traitez d'Alliance, ils ne sont pas moins obligés d'être en Guerre avec les Espagnols; qu'avec l'Empereur, puisque le premier Article porte en termes exprès, *Bellum decretum esto generaliter & continuetur contra Imperatorem, Dominum Austriacum, & ejus Adherentes* : qu'ils ne pouvoient pas desavouer que le Roi d'Espagne ne fût l'ainé de la Maison d'Autriche, que quand on voudroit expliquer selon leur opinion, qu'on a seulement entendu de faire la Guerre à la Branche de la dite Maison qui est en Allemagne, on ne peut pas nier que le Roi d'Espagne n'y soit compris comme l'un des principaux Adherans, & par conséquent que la Guerre n'ait été résolue entre les deux Couronnes contre lui, aussi bien que contre l'Empereur.

Que le second Article commence de cette sorte : *ut ad honestam tandem Pacem universalem eo potentius adigantur uterque Regum*, & que si l'on n'eût entendu parler que de l'Empereur, il eût fallu mettre, *ille*, au singulier, & non pas *hi* au pluriel, ce qui montre qu'on a voulu parler des deux Branches de la Maison d'Autriche, & de tous ses Adherans, par lesquelles le Roi d'Espagne est compris ou d'une façon ou d'autre.

Qu'il dit à un autre endroit; *agantur Coloniae res Regis Christianissimi; Hamburgi autem vel Lubeca res Regni Sueciae*, ce qui fait voir encore que les principaux intérêts de la France, étans ceux qu'elle a à démêler avec l'Espagne, ils doivent être terminés en même temps que ceux de la Suede, si on veut accomplir de bonne foi ce qui est écrit par les Traitez, qui portent encore en un autre lieu : *Uterque Conventus, alter ab altero totus pendat, & ita cohaerent, ut Pace vel utroque loco confecta, vel neutro, distendatur.*

1645.

Le Sieur  
Oxenstiern  
dit qu'il n'é-  
toit pas  
temps de dis-  
puter de cela,  
qu'il falloit  
faire tous les  
efforts pour  
la Paix, les  
conjonctures  
étant très fa-  
vorables. Ils  
y acquiesce-  
rent, afin  
qu'on ne con-  
nût pas qu'ils  
souhaitoient  
plutôt une  
Trêve.

Ils présentent  
les Suedois  
pour savoir  
leur résolu-  
tion touchant  
l'Espagne, en  
cas qu'elle ne  
voulût pas  
conclure la  
Paix & s'ap-  
puyent sur les  
termes du  
Traité.

Que

1645.

Que nous n'avons pas prétendu pour cela de les obliger depuis l'ouverture de la Guerre, à envoyer des hommes ni des vaisseaux au Pais-Bas, ni aux Côtes d'Espagne, ayant bien reconnu que l'entreprise eût été difficile à exécuter pour eux, & que nous nous sommes contentez, qu'ils aient fait leurs efforts en Allemagne, comme le lieu qui leur est le plus commode, pour y soutenir la Guerre; mais qu'il ne leur est pas permis d'y faire la Paix, si nous ne la faisons en même temps avec l'Espagne, sans violer les Traitez, puisqu'ils sont obligez de s'arrêter, & nous attendre lorsque nous déclarerons que nous ne pourrions passer outre, & que nous ne manquerons pas de leur faire cette déclaration, lorsque les Espagnols témoigneront de ne vouloir pas faire marcher d'un même pied la Négociation, que nous avons à faire avec eux, que celle des affaires de l'Empire, & qu'alors ils seront forcez ou de contrevenir directement aux Traitez ou de s'arrêter sur notre instance.

Que pour conclusion sachant bien que le principal appui de l'Empereur est toujours venu d'Espagne, ils n'eussent pas pu espérer d'aller pendant cette Guerre d'un bout de l'Allemagne à l'autre, & de gagner des Batailles dans la Bohême avec une armée de 14000. hommes, si nous n'eussions tenu les forces d'Espagne occupées en tant de divers lieux, & qu'après cela il ne seroit pas juste qu'ils eussent le principal profit des efforts que nous avons fait contre l'Espagne, & qu'ils nous laissent charger de cette Guerre, lorsqu'ils sortiront d'affaires avec l'Empereur, ce qui ne seroit pas faire une Paix générale, comme portent tous les Traitez précédens.

Ils ont voulu faire croire par leurs réponses, qu'on leur a souvent fait la même demande, & que l'on est toujours demeuré satisfait des raisons qu'ils ont alléguées pour s'en excuser, qu'on peut s'en enquerir de tous les Ministres qui ont traité avec eux en divers temps, qui n'ont jamais soutenu qu'on dût donner une semblable explication aux Traitez d'Alliance, & que même on leur a souvent donné à connaître que pourvu que vous n'eussiez à faire qu'aux Espagnols, sans que l'Empereur s'en mêlât, nous n'en ferions pas beaucoup en peine; que c'étoit à quoi il falloit remédier par le Traité général, & si bien brider l'Empereur qu'il ne pût à l'avenir disposer des forces de l'Empire contre nous, dans les différends que nous pourrions avoir avec l'Espagne; qu'ils offroient bien de ne faire point la Paix sans cette condition, & en cas qu'après le Traité fait l'Empereur y contrevînt, de reprendre les armes pour lui faire la Guerre, mais que c'étoit tout ce qu'on pourroit raisonnablement exiger d'eux.

Néanmoins lorsqu'on leur a témoigné que nous ne pouvions pas nous contenter de cette précaution, qui nous exposeroit à un mal présent & assuré, & rendroit le remède incertain pour l'avenir, Monsieur Oxenstiern, qui avoit toujours laissé parler son Colleague, a dit, qu'il n'étoit pas temps de former une contestation pour ce sujet, que les Espagnols n'étoient pas en état de refuser la Paix, & qu'en cas qu'ils fissent des difficultés contre raison, on auroit loisir pendant le Traité d'y chercher quelque bon expédient. Mais n'étant pas encore demeurés satisfaits de cette espérance indéfinie, & leur ayans représenté qu'ils seroient bien étonnez, si suivant leur sentiment nous avions fait un Traité de Paix, ou de Trêve avec les

Espagnols, avant que celui des affaires de l'Empereur fût achevé. Le dit Sieur Oxenstiern a répliqué qu'il étoit en notre pouvoir, de ce faire & qu'ils n'avoient pas droit de s'y opposer.

A la vérité on les eût pressés davantage à déclarer leurs intentions, si Monsieur de Rorté qui étoit présent, ne m'eût fait souvenir qu'ayant eu charge ci-devant, lorsqu'il étoit en Suede, de demander la même chose, quelques-uns des principaux Ministres lui firent entendre, qu'il pourroit obtenir ce qu'il desiroit, & qu'ils promettoient de ne traiter point avec l'Empereur, tant que nous serions en Guerre avec l'Espagne, pourvu que la France de son côté s'obligeât expressément de ne point traiter avec les Espagnols, tandis que la Guerre dureroit entre l'Empereur & la Suede. Ce qu'ayant fait savoir à la Cour en ce temps-là, au lieu de lui envoyer ordre d'accepter cette obligation reciproque, on lui écrivit d'en sursoir la poursuite, & de n'en parler plus. Cette considération a obligé de n'enfoncer pas davantage cette Matière, parce que rencontrant déjà de très-grandes difficultés dans l'esprit des Suedois, de ne conclure point la Paix de l'Empire sans que nous sortions d'affaires avec les Espagnols en même temps, parcequ'ils croient que le premier est beaucoup plus facile à faire, que l'autre, elle deviendroit beaucoup plus grande, & ne pourroit être surmontée par aucun expédient, si nous avions prétention de les assujettir, & demeurer libres de notre côté, c'est-à-dire qu'il nous fût permis de traiter avec les Espagnols sans eux, & que néanmoins ils ne pussent pas terminer les affaires de l'Empire sans que celles d'Espagne fussent aussi terminées.

Ils ont reçu avec respect la communication, qui leur a été donnée du voyage du Confesseur du Duc de Bavière, & des propositions qu'il a faites à la Cour. Mais ils ont témoigné d'abord, en interrompant le discours qui leur a été commencé, qu'elle ne pouvoit pas passer auprès d'eux pour une Nouvelle, puisqu'il y avoit déjà long temps qu'on leur avoit donné avis, que ce Confesseur avoit fait deux Voyages à Paris, & qu'en se retirant en dernier lieu, il avoit donné charge à un sien frere Docteur de Sorbonne de traiter en son absence, mais que le Duc de Bavière nous tromperoit encore, comme il avoit déjà fait plusieurs fois, & qu'il n'y avoit rien à faire avec lui, que de le bien battre pour en avoir raison. Il a été répondu que nous avions très-grand sujet de douter de la vérité des deux points qu'il avançoit, & qu'on nous avoit si amplement, & si particulièrement écrit sur tout ce qui s'étoit passé en cette affaire, que nous pouvions tenir pour faux & supposé tout ce qui n'étoit pas connu dans la Lettre que nous avions reçue, qu'outre qu'il n'y avoit point apparence que ce Confesseur qui est Allemand, eût un frere résident à Paris dans la Sorbonne, nous étions très-assurés qu'il n'avoit fait qu'un seul voyage, & que dès la première Conférence qu'il avoit eu avec son Eminence, elle nous avoit fait l'honneur de nous informer fort exactement, de tous les discours qu'elle avoit eus avec lui, quoi que ce fût la veille de Pâques. Pour le surplus nous n'avions point besoin de nous justifier d'avoir écouté ces propositions, puisque nous avions droit de le faire, & que cela ne tendoit qu'à procurer un bien commun, en diminuant le nombre de nos Ennemis; qu'il étoit porté par les Traitez que les Princes du Parti contraire, *aut rationibus trahantur, aut vi adigantur*; ce qui fait qu'on n'auroit pas estimé devoir re-

K k 3 jetter

1645.

seroient bien étonnez s'ils avoient fait un Traité de Paix ou de Trêve avec les Espagnols, avant que le Traité fût achevé avec l'Empereur: sur quoi le Sieur Oxenstiern repliqua qu'ils étoient en pouvoir de le faire, & qu'ils n'avoient pas droit de s'y opposer.

Le Sieur de Rorté fait souvenir un des Plenipotentiaires qu'il avoit demandé la même chose ci-devant en Suede, & qu'on lui avoit répondu qu'il pourroit l'obtenir, pourvu que la France s'engageât de ne point traiter avec les Espagnols, tandis que la Guerre dureroit entre l'Empereur & la Suede: sur quoi la Cour lui écrivit de n'en parler plus; ce qui l'obligea à n'enfoncer pas davantage cette matière.

Les Suedois ont reçu la communication des propositions du Confesseur du Duc de Bavière avec respect, mais ils ont témoigné qu'ils avoient eu avis il y a déjà long-temps des voyages de ce Confesseur à Paris, que nous devions bien prendre garde, que le Duc de Bavière nous tromperoit comme il a fait plusieurs fois, qu'il le falloit bien battre pour en avoir raison.

Ils disent aux Suedois les raisons qui les ont engagés à écouter les propositions du Duc de Bavière, & qu'ils étoient en droit de le faire.

Les Suedois nous ont répondu qu'ils nous avoient souvent dit leurs raisons là-dessus & qu'on en avoit été satisfait; que maintenant ils offroient à ne point faire la Paix qu'à condition que l'Empereur ne pût pas dorenavant secourir l'Espagne contre nous; que si l'Empereur y contrevenoit, ils reprendroient les armes pour leur faire la Guerre.

Ils ne sont pas contents de cette offre; sur quoi le Sieur Oxenstiern dit, qu'il n'étoit pas temps de former cette contestation, que quand il seroit temps on y chercheroit quelque expédient. N'étant pas satisfaits de cette espérance, ils dirent aux Suedois qu'ils



1645.

jetter la voye de douceur, ni refuser ceux qui voudroient abandonner notre Ennemi commun; que ce seroit un procédé bien étrange, si lorsqu'on nous offrira d'ouvrir civilement les portes des Lieux, où nous avons envie d'entrer, nous répondions, que nous ne voulons pas qu'on les ouvre, & que nous les voulons rompre; qu'on n'avoit rien trouvé à dire, lorsqu'on avoit offert au Duc de Saxe la Neutralité, sans même nous en communiquer; que la liberté devoit être pour le moins égale de part & d'autre, & que s'ils témoignaient tant d'aversion contre les Princes Catholiques, qui auroient envie de se réunir avec nous il paroîtroit clairement aux yeux du monde, que ce seroit en haine de leur Religion, ce qui pourroit offenser leurs Majestés, faire préjudice aux affaires communes, & être mal interprété de tout le monde.

Qu'on ne pouvoit pas proceder ni plus honnêtement; ni plus sincèrement dans une affaire, qu'en nous chargeant, comme on avoit fait, de donner une entière connoissance à nos Alliez de la premiere proposition qui en avoit été faite, & en renvoyant la Négociation par deça, afin qu'on s'y pût conduire & prendre résolution de concert avec eux. Ce discours leur ayant fait connoître qu'on avoit un peu de sujet de se plaindre de leurs soupçons, & de leur aversion auxquelles ils se laissent quelquefois plutôt emporter, que conduire par la raison, ils ont répondu qu'ils étoient très-obligés à leurs Majestés de la bonne confiance, ce sont leurs termes, qu'ils ne trouvoient rien à dire à tout ce qui avoit été fait, puisqu'on n'y pouvoit proceder plus franchement, mais que connoissant les finesses de ce vieux Renard (c'est encore comme ils parlent) qui ne tendent qu'à amuser par de belles esperances, afin d'éviter le mal qu'on lui pouvoit faire présentement, ou du moins ralentir les préparatifs qui se font pour la Guerre; ils croyent qu'on a très-grand sujet de s'en défier, & qu'on ne leur sauroit ôter de l'esprit, que son dessein ne soit de nous tromper pour faire ses affaires, dont ils prient Dieu que nous n'ayons pas des preuves plutôt que nous ne pensons; à quoi ils ont ajouté, que les affaires d'Allemagne ne prendront point une heureuse fin, que lorsque les Ducs de Baviere, & de Saxe ne seront plus; que ce sont deux vieux obstinez, qu'on ne rangera jamais à la raison, que par la force; que néanmoins il n'y a point de mal d'écouter ce que veut dire le Duc de Baviere, pourvu que l'affaire soit maniée de deça par un bon concert, comme nous l'avons offert, mais qu'ils ne seront jamais d'avis de rien traiter avec lui, qu'il ne desarme entièrement, & ne donne de bons gages des promesses qu'il fera, comme Ingolstadt & quelque autre Place de cette nature. Il a été répliqué qu'ayant été reconnu qu'il peut être utile à tout le Parti de détacher ce Prince d'avec l'Empereur, l'on pourra songer aux conditions, & les examiner sans passion, lorsque ses Ministres s'en ouvriront à nous; que depuis l'avis qui nous a été donné, nous n'avons rien appris de leur part, que nous sommes résolus de les laisser venir, & qu'ils ne nous proposeroient rien, dont nous ne donnions à l'heure même connoissance à nos Alliez, que néanmoins pour les conditions qui pourroient être proposées, il faut considérer, que quand le dit Duc de Baviere seroit résolu de licencier son armée, ce ne seroit peut-être pas l'avantage du Parti, parce que tous les Chefs étant affectionnez à l'Empereur, ce seroit lui former une nouvelle armée,

Les Suedois leur disent que les Ducs de Baviere & de Saxe sont deux obstinez qu'on ne rangera jamais que par la force.

Les Suedois ne sont pas d'avis de traiter avec le Duc de Baviere qu'il ne desarme entièrement & ne donne de bons gages de ses promesses. On leur répondit qu'il étoit utile de le détacher de l'Empereur; que l'on songera aux conditions lors que les Ministres de ce Duc s'en ouvriront; qu'ils ne propose-

rans rien qu'à l'heure même on n'en fasse part aux Alliez.

Nous leur avons fait connoître ensuite, que pour proceder aussi généreusement avec les amis, il étoit à propos de ne pas divulguer l'affaire, & qu'il suffiroit de se conduire entre nous comme il falloit. Mais ils ont répondu qu'elle étoit déjà si publique qu'il seroit inutile de la vouloir tenir secrète; & de fait nous nous sommes aperçus, que diverses personnes en ont reçu avis de Paris en même temps, & que celui qui fait ici les affaires du Prince Palatin, nous a redit (en s'en louant beaucoup) toutes les mêmes choses qui nous ont été écrites.

On n'a pourtant pas estimé à ce premier coup, leur devoir ouvertement communiquer l'offre du dit Duc, pour les Cercles de Franconie, & de Suabe, de crainte d'augmenter leur jalousie, & leur donner sujet de croire, que la protection qu'il a demandée pour les deux Cercles, va indirectement contre eux, du moins contre la prétention qu'ils ont toujours eue, de mettre celui de Franconie sous contribution, ou bien pour ne leur faire pas naître l'envie d'avoir part à la protection offerte. On s'est contenté de leur dire en passant, que si le Duc de Baviere, en s'accommodant avec nous, pouvoit attirer la Franconie, & la Suabe dans le parti, ce ne seroit pas une acquisition à mépriser, qu'outre l'avantage présent qui en viendroit, cela nous pourroit servir un jour à faciliter nos affaires, quand il seroit parlé de la satisfaction particuliere des deux Couronnes, parmi les Etats de l'Empire. Mais ils ont répondu, que le Duc de Baviere est plus haï, qu'il n'a de credit, dans ces deux Cercles, à cause des violences qu'il y a exercées depuis plusieurs années. Ce qui est de plus fâcheux est, que si les Nouvelles que nous apprenons du malheur de Monsieur le Maréchal de Turenne sont véritables, les Suedois se vanteront d'avoir été Prophetes, & ne seront peut-être pas fâchez dans leur ame, que le Duc de Baviere ait irrité, & offensé la France par cette nouvelle surprise.

La Négociation de l'Ecoffois qui agit à Londres de leur part, est le point où ils ont tâché de nous donner plus de satisfaction, lorsqu'on leur a fait savoir les derniers avis que nous avons reçus de Monsieur de Sabran, que le Parlement d'Angleterre a résolu, par une deliberation publique, de faire étroite Union avec la Suede envers tous, & contre tous. Ils ont répondu qu'ils ont très-grand sujet de ne croire pas que cette résolution ait été prise, & ont demandé si on nous avoit envoyée la copie, ajoutant que, quand elle seroit vraie, le Parlement ne l'auroit pu faire, que pour donner jalousie au Roi de la Grande Bretagne, mais qu'ils étoient bien assurés qu'elle n'avoit point été proposée de la part de la Suede, & n'y seroit jamais acceptée; qu'une affaire de cette importance n'étoit pas pour être confiée à un homme de peu, comme celui qui en parloit, & qu'il n'étoit pas de leur Nation; qu'il pouvoit bien avoir eu quelque charge d'empêcher que le Roi de Dannemarck ne soit assisté des Vaisseaux du Roi d'Angleterre, & en demander en ce cas de ceux du Parlement; mais que d'avoir passé plus avant, outre que ce n'étoit leur stile, ni leur coutume d'agir de la sorte, & que jusques ici ils avoient toujours refusé de faire des Confédérations envers nous, ils ne croyoient pas que le Parlement d'Angleterre eût droit de faire de semblables Traitez; qu'ils ne voudroient pas, en le lui attribuant, se rendre juges du diffé-

1645.

rent rien qu'à l'heure même on n'en fasse part aux Alliez.

Ils demandent le secret aux Suedois, qui leur répondent que c'est une chose connue publiquement.

Ils se sont aperçus que diverses personnes ont reçu de Paris ce même avis en même temps & que l'Agent de l'Electeur Palatin leur a redit toutes les mêmes choses qui leur ont été écrites.

Ils n'ont point parlé aux Suedois de l'offre du Duc de Baviere de mettre les Cercles de Suabe & de Franconie sous la protection de la France, parce que cela va directement contre ceux qui prétendent mettre la Franconie sous contribution, & de peur de leur donner l'envie d'avoir part à la protection offerte.

Ils apprehendent que si la nouvelle du malheur arrivé à Monsieur de Turenne est véritable, les Suedois se vanteront d'être Prophetes, & ne seront pas fâchez que le Duc de Baviere ait irrité la France par cette surprise.

Les Suedois ont tâché de nous donner satisfaction au sujet de la Négociation de l'Ecoffois à Londres, & sur les avis reçus de Monsieur de Sabran, que le Parlement d'Angleterre a résolu par deliberation publique, de s'unir avec la Suede envers tous.

ferent



1645. ferent qui est entre lui, & le Roi pour ce regard; que la Suede avoit reçu de bons offices des Rois d'Angleterre, en divers temps, tant de la Trêve de Pologne, que dans quelques autres différends qu'elle a eu ci-devant avec le Danemarck, dont elle conserve chèrement le souvenir, & que ce feroit mal se ressentir des assistances passées que de se déclarer contre le Roi d'à présent, & de l'offenser dans un point si chatouilleux, comme est celui de la Souveraineté; qu'ils nous prioient pour conclusion de n'avoir pas cette opinion d'eux, & de ne recevoir d'ombrage de ce côté-là, puisqu'il étoit tout-à-fait sans fondement.

Il faut avouer que nous aurions en tous temps, mais que nous avons spécialement dans cette Conjoncture, un très-sensible déplaisir du malheur que l'on a écrit, de divers lieux, être arrivé à l'armée de Sa Majesté en Allemagne, pour les fâcheuses conséquences que nous n'avons pas besoin de vous en deduire, puisqu'elles ne se verroient que trop claires de tous côtés, & sur tout dans le cours de cette Négociation, soit par le courage de nos Parties qui s'en relevera, soit par l'avantage que nos amis en penseront tirer, en se croyant nous être plus nécessaires, & que partant nous en devrions être plus faciles, pour condescendre aux choses qu'ils desireront que nous fassions à leur mode. Nous nous évertuerons néanmoins pour les relever de cette opinion, & nous ne doutons pas que du côté de la Cour il ne se fasse des efforts extraordinaires, pour ôter aux Ennemis l'esperance de profiter de notre perte, si elle est telle qu'on la dit, aussi largement comme ils le le pourroient promettre. Nous n'entendons pas nos soins autant que nos desirs sur les moyens d'y remédier, parce que ce feroit entreprendre sur la prudence & prevoiance des Conseils de Sa Majesté; mais puisqu'avant cet échec il étoit besoin de renfort à cette armée, il est bien plus nécessaire à cette heure de travailler par toutes voyes pour la rétablir. A

Il ont tâché de porter le Sieur Benninghaussen à faire la levée dont ils ont ci-devant écrit, & le Député de Madame la Landgrave traite avec lui présentement pour ajuster les conditions. Ils lui enverront les conventions, & lui demandent de l'argent.

Ils souhaitent qu'il leur avertisse si le Memoire de la part de Madame la Landgrave est conforme à celui qui leur a été communiqué. La Landgrave leur a écrit, ils lui envoient une copie de sa Lettre. Elle est fort zélée pour sa Religion, &

pas qu'ils fussent du tout si favorables, n'étoit que par ce moyen, ils cherchent à se concilier & acquiescer les affections de tous les Princes, & Etats d'Allemagne qui ne sont point Catholiques, faisant jouer politiquement la raison d'Etat, sous l'ombre de celle de Religion. La visée des uns, & des autres n'est pas difficile à reconnoître ici, bien le moyen d'y obvier, sans nous exposer au hazard (comme nous l'avons dit plusieurs fois) de perdre des amitiés certaines & nécessaires, dans la constitution présente des affaires, pour incliner à d'autres, qui nous doivent être suspectes. Que si nous étions venus à bout de conclure la Paix, nous ne dirions pas qu'alors nous ne puissions dans la sûreté du repos, penser à d'autres choses, pour rabattre un peu de cette humeur prédominante des Hérétiques, en rétablissant l'union qui devroit être entre les Catholiques, qui auroient un zèle aussi fervent, & desintéressé que le nôtre. Mais jusques là il nous est à pardonner, si nous hésitons un peu dans les moyens, & non pas dans la résolution de faire vigoureusement tout ce qui se peut pour le bien & avantage de notre Religion. Il sera bon & curieux d'observer, si les avances & ouvertures qu'a faites le Duc de Baviere se continueront après ce coup qu'il nous a donné; car comme en nous affaiblissant il doit juger que nous nous en tiendrons plus fermes avec les Suedois, & autres Protestans, dont par conséquent le parti se rendra plus affermi, si la bonne conscience l'a ci-devant fait parler, elle devra d'autant plus le mouvoir, & les autres Princes Catholiques, de la bonne disposition desquels il s'est fait fort, à poursuivre sincèrement leur recherche, & alors ce feroit l'occasion propre pour lui faire ouvrir le fond de ses intentions, en faisant parler clair ceux qu'il envoie sur ce qu'il voudroit, & pourroit faire, afin d'y prendre nos mesures selon l'opportunité, en usant en après des voyes qui seront jugées les plus propres, pour satisfaire à ce qui convient à la bonne correspondance que nous devons à nos Alliez, ce que nous disons seulement pour ôter le prétexte qui vous a été allégué par delà, (comme nous voyons par votre penultieme du 22. Avril) de ne s'offrir ouvrir avec nous qui usons de ce mot de prétexte, parce que certainement il n'y a point de véritable fondement de cette apprehension, le service du Roi étant toujours notre premier & commun objet, & l'on a eu tant de preuves en diverses rencontres de la façon d'agir du Duc de Baviere, par des biaïsemens continuels, qu'il a toujours été facile à remarquer qu'il n'a cherché qu'à s'accommoder au temps, pour se mettre à couvert des occasions qui lui ont fait peur. S'il change maintenant de maxime par une solide perseverance, nous changerons aussi volontiers d'opinion.

Ce que le Sieur Polhelin vous a dit en faveur du Prince Palatin, à la charge qu'a faite l'Ambassadeur de Hollande, merite bien les justes sentimens que vous avez de faire connoître, que si on lui procure du bien, ce sera par generosité, & non par obligation, que la France ait à sa Maison. Messieurs les Etats en peuvent parler pour eux-mêmes avec plus de vérité, & sont louables en cela de ne point manquer de gratitude pour les bienfaits qu'ils ont reçus dans leur nécessité, & le Palatinat est d'une affiette si importante à leurs Provinces, qu'on ne les sauroit blâmer de desirer le revoir dans une main qui leur soit affidée; en quoi leur intérêt marche d'un même pas que leurs desusdites grâces. La France a aussi

1645. excite les Suedois pour favoriser les Calvinistes dans le Traité de Paix, qui, quoique d'une autre Religion, la favorisent pour le concilier l'affection de tous les Protestans.

Nous ne saurions être contre les Protestans sans incliner d'un autre côté qui nous doit être suspect. Après la Paix conclue, on pourra rabattre l'humeur prédominante des Hérétiques.

Il sera bon & curieux d'observer les démarches du Duc de Baviere après le coup qu'il nous a donné.

Si l'on procure du bien à la Cour à l'Electeur Palatin, ce sera par generosité & non pas par obligation.

Les Etats Generaux nous l'ont recommandé par gratitude, & par intérêt.

1645.

La France doit considérer la Religion du Palatin qui le lui doit rendre suspect, & ne le rendre pas si puissant qu'il lui puisse nuire. Cependant il est juste d'aider cette Maison affligée, mais il faudra prendre ses assurances, sur tout pour notre Religion.

Mrs. les Etats, au lieu de recommander le Palatin, devroient se joindre à nous contre l'Empereur selon nos Traitez d'Alliance. Ce moyen seroit meilleur pour le rétablir.

Les Ambassadeurs de l'Electeur de Brandebourg sont arrivez depuis huit jours. Comme ils n'ont pas apporté les preuves dont ils nous avoient donné parole par un Gentilhomme il y a deux mois, de traiter le Roi de Majesté, comme font les autres Electeurs, nous ne les avons pas traités comme les Ambassadeurs des autres Electeurs.

Touchant le Ceremoniel avec le premier Ambassadeur de l'Electeur de Brandebourg.

le sien à considérer, qu'une Puissance, qu'une contrariété de Religion lui doit rendre suspecte, ne se remette pas si grande qu'elle lui devienne nuisible. Ainsi étant bien raisonnable de faire pour cette Maison affligée, ce sera prudence de l'engager, autant que faire se pourra, à donner des assurances de son respect, & de sa dévotion, & sur toutes choses que notre Religion demeure dans ce qui lui sera restitué. Mais certes il nous semble qu'en parlant de Messieurs les Etats, quand ils sont si chauds de lui faire office, on leur pourroit faire comprendre qu'ils viendroient plus facilement à bout de leur dessein si, en exécutant nos Traitez d'Alliance, ils se joignoient à nous contre l'Empereur. Ce moyen seroit plus efficace pour rétablir le Palatin, que de simples prières, dont ils se rendent prodigues, en même temps qu'ils sont si retenus envers l'Empereur, & qu'ils ne font pas scrupule de nous dire qu'ils sont très-bons Imperialistes, cela ne s'accorde pas bien avec les instances qu'ils font de retarder la Paix pour les intérêts de la Maison Palatine, si ce n'est qu'ils sont bien aises que la Guerre dure, quand il n'y a que leurs amis qui en souffrent.

Nous vous remercions, Monsieur, de la part qu'il vous a plu de nous donner de l'entretien qu'a fourni à la Cour le Prince Edouard. S'il fut le conseil que la Reine d'Angleterre lui a donné d'aller auprès de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, il donnera signe en s'éloignant que ses amours ne sont pas trop fortes, si ce n'est qu'il en soit bien assuré, comme vous en tirez une forte conjecture. Nous avons ici depuis huit jours les Ambassadeurs dudit Sieur Electeur, envers lesquels nous aurions usé de pareil traitement qu'avec les autres, si le Comte de Witghenstein, qui en est le Chef, eût apporté les assurances, on pour mieux dire les preuves de ce dont le Gentilhomme qu'il avoit dépêché vers nous, il y a environ deux mois, nous avoit donné parole de sa part, qui est que son Maître traiteroit désormais le Roi de *Sa Majesté*, comme font les Electeurs de Baviere, Mayence, Cologne & Trèves, en reconnaissance de l'honneur que Sa Majesté auroit eu plaisir lui être déferé en la personne de ses Ambassadeurs; ce qui fut la premiere Condition que nous proposâmes à son dit Gentilhomme, avec celle que ledit Comte ne prétendoit point de nous autre traitement que celui qu'il recevoit des Imperiaux, & que généralement les intérêts de la France dans cette Négociation de Paix seroient soutenus, & favorisés de la part dudit Electeur. Mais au lieu d'y satisfaire (de quoi nous ne pouvons comprendre le changement, si ce n'est peut-être qu'il en ait été averti par l'Electeur de Saxe, les Princes d'Allemagne étant assez accoutumés de communiquer les uns avec les autres, sur les points de Ceremonie,) il nous écrivit premièrement à chacun une Lettre séparée par laquelle il nous traitoit d'*Excellence*, à dessein qu'en lui répondant aussi séparément nous lui rendissions aussi le même titre. Par lesdites Lettres il nous tâtoit sur le traitement que nous lui ferions. Mais comme nous vîmes qu'il jouoit au plus fin, sans de son côté nous assurer du sien, il nous sembla à propos de lui faire une réponse commune, sans lui donner de l'*Excellence* en nous remettant succinctement à ce que nous avions ouï, & entendu de son Gentilhomme. A cela il nous fit une Replique de composition assez grossière, se déclarant ne pouvoir nous satisfaire sans un ordre special de son Maître en une matiere où il sembloit qu'on le vouloit con-

traindre, & qu'il nous prioit de l'excuser s'il changeoit de dessein, s'en allant plutôt à Osnabrug. Cette alternative ne nous tomba point en considération, d'autant que c'est à Osnabrug, que les Ambassadeurs de Mayence, & de Brandebourg doivent être, ensuite du Traité préliminaire. Il ajouta à cette Lettre dans un Postcrit de sa main, portant que si nous voulions l'assurer que le Roi donneroit dorénavant à son Maître le titre de *Serenité*, comme fait le Roi de Pologne, & que les Ambassadeurs es Audiences de Sa Majesté seroient couverts, comme le sont ceux qui jusques ici ont bien cédé aux Electeurs, alors il nous assureroit aussi qu'il donneroit le titre de *Sa Majesté*. Nous ne crûmes devoir entrer en écritures sur cette matiere, qui requeroit plutôt la vive voix, comme nous laissons assez entendre, en lui mandant que, si son Gentilhomme eût été ici, nous aurions pu entrer en ce discours avec lui. Etant à Osnabrug & depuis son arrivée en cette Ville, nous lui avons fait connoître que la Langue Françoisé n'use point de ce terme de *Serenité*, & que le Roi ne le donne ni à l'Empire ni à aucun Prince du Monde, que quant à l'allegation du Roi de Pologne, notre Roi ne se gouvernoit point par exemple, mais par raison, & que ce seroit plutôt audit Electeur de suivre l'exemple du Roi de Pologne, qui donne de la *Majesté* au Roi, sans qu'il en reçoive. Voyant que cela ne seroit pas à ses fins, il eut recours à une autre conséquence aussi mal fondée, disant que son Maître ne cedant pas à la Republique de Venise, il ne pouvoit recevoir un traitement inferieur à celui qu'elle a de Sa Majesté. On lui a fait voir qu'il en est tout de même que du Roi de Pologne, ladite Republique n'ayant que de *Vous* en rendant de la *Majesté*. Nous n'avons point passé à l'autre prétention, de faire couvrir les Ambassadeurs, d'autant qu'il n'étoit point en question d'y toucher, avant que l'autre fût réglée, & alors nous serions remis à le proposer à la Cour, où nous estimons que cela auroit pu s'ajuster, sur ce qui s'y fait en faveur de Savoye, & de Genes, qui cedent effectivement aux Electeurs, ayant souvent ouï dire en France, que la seule raison pourquoi on n'y faisoit pas couvrir leur Ambassadeur, étoit à cause qu'il ne rendoit pas au Roi le respect qu'ils lui doivent en lui écrivant.

Depuis son arrivée ici, il a tâché de nous mettre un expedient, à quoi peut-être nous nous serions accommodés, si en même temps qu'il nous en faisoit parler, il n'eût accepté la visite des Plenipotentiaires d'Espagne. Tout néanmoins s'est passé sans aigreur, & nous lui avons fait toujours témoigner que cela ne nous empêcheroit pas de favoriser les intérêts de son Maître selon les occasions qui s'en offriront dans cette Assemblée, quoi qu'il y ait sujet de s'étonner qu'il ait refusé de faire la même chose qui a été faite par quatre Collegues qui le précédent, & par ceux-mêmes qui sont en guerre contre la France, de laquelle il a été jusques ici particulièrement affectionné, & assisté puissamment en des occasions de très-grande importance pour sa Maison.

La venue à Osnabrug de cet Ambassadeur de Brandebourg a reveillé le point que nous vous avons ci-devant mandé être en conteste avec les Suedois, & Imperiaux, sur le Saufconduit pour la Ville de Stralsund; car ces derniers, pour s'en démêler, ont allegué que Stralsund n'étant pas un Membre immédiat de l'Empire, mais médiat, comme Ville du Duché de Pomeranie, lequel

1645.

L'Ambassadeur de Brandebourg, nous faisant proposer un expedient sur cette affaire, auquel on auroit pu s'accommoder, il a accepté la visite des Espagnols en même temps.

Ils lui donnent avis que cette dispute s'est passée sans aigreur, & qu'ils rendront service à l'Electeur selon les occasions. Contestation entre les Suedois & les Imperiaux sur le Saufconduit pour la Ville de Stralsund.

1645.

Les Ambassadeurs de Brandebourg prétendent que cette Ville doit s'adresser à eux si elle veut représenter quelque chose à l'Assemblée. Les Suedois s'y opposent, il sembleroit que cela sera remis à la venue de la députation de Francfort.

Les Suedois menacent de n'entrer point en matière que cette affaire ne soit vidée, mais c'est pour gagner du temps, n'étant pas prêts pour leur proposition.

Pressés par les Médiateurs ils se sont servis du même prétexte en leur faisant entendre que dans peu de jours nous leur remettrions une pièce qui

lequel appartient à l'Electeur de Brandebourg. Ils estimoient ne s'en devoir mêler pour ne pas choquer l'autorité de ce Prince, & que les Ambassadeurs étans proche, l'on entendroit d'eux ce qu'ils estimeroient être plus à propos de faire. Ceux-ci se sont tenus à la négative, disans que si la Ville de Stralsund a quelque chose à représenter en cette Assemblée, elle le doit faire par l'entremise des Ministres de son Prince, les Suedois y étant contraires. Il semble que pour tempérament, l'on remette l'affaire jusques à la venue de la Deputation de Francfort, qui se doit rendre ici au quinzième de ce mois; les Ministres de Suede se laissant cependant toujours entendre, qu'ils n'entreront point en matière pour le Traité general, que cette question particuliere ne soit vidée à leur satisfaction : mais pour vous le dire avec le même secret qu'ils nous en ont parlé, ce n'a été que pour gagner temps, n'étans pas encore prêts pour la proposition que nous devons donner conjointement. Ce fut avec la raison de ce differend que nous payames il y a trois jours Messieurs les Médiateurs, qui nous venoient presser de répondre aux Imperiaux, & nous leur fîmes aussi fort bien comprendre, que dans peu de jours nous leur mettrions en main une Piece qui seroit la baze, & le fondement de toute la Negociation, de quoi ils demeurerent satisfaits, leur ayans donné lieu de comprendre que ce n'étoit plus nos intérêts particuliers qui retardoient l'affaire, mais quelque diversité d'avis entre nous & les Suedois, sur les points qui con-

cernent la Religion, qu'ils avoient intérêt que nous eussions le moyen & le loisir de terminer doucement & à notre satisfaction.

Nous croyons, Monsieur, que Messieurs les Ministres de Portugal auront eu avis de la resolution que nous aurons prise, de concert avec ceux qui sont ici, de les traiter désormais comme Plenipotentiaires de Portugal, ce qui va à leur donner la main chez nous, & à les traiter d'Excellence, puisque cette qualité emporte les mêmes honneurs, que celle d'Ambassadeur, qui leur seroit fort hazardeuse. Nous verrons quelle mine en feront les Espagnols, pour ensuite prendre nos mesures pour le reste.

Nous pensions vous envoyer un Memoire de ce que nous aurions arrêté avec Monsieur de Benighausen, mais celui que nous employons pour traiter avec lui, parce que nous ne le pouvons pas faire nous-mêmes, ne voulans point paroître, nous ayant fait son rapport, nous avons sujet de croire, ou que ce qui est arrivé à Monsieur le Maréchal de Turenne lui fait considérer la chose plus difficile, ou qu'en effet il ne se veuille pas engager sans voir de l'argent comptant, car il proteste bien que quant à lui il attendroit librement : mais que les Chefs dont il se peut servir, ne voudroient, ou ne pourroient pas faire de même, de sorte que nous ne pouvons vous assurer de rien. Nous ne laissons pas de voir s'il y aura encore moyen de le persuader, vous supplians de croire que nous n'y avons rien oublié. Nous vous baisons très-humblement les mains & sommes &c.

1645.  
seroit le fondement de toute la Negociation.

Ils croient que les Ministres de Portugal auront eu avis de la resolution prise à Munster de concert avec les autres Ministres, de traiter ceux qui sont ici désormais comme Plenipotentiaires : cette qualité donne les mêmes honneurs que celle d'Ambassadeur qui seroit dangereuse pour eux. On verra ce que les Espagnols feront.

Ils pensoient lui envoyer un Memoire de l'arrêté fait avec le Sr. Benighausen, mais ils ont sujet de croire que le malheur arrivé à Mr. de Turenne ou le manque d'argent en font la cause.

F I N.



32

11. 7. 1955













